

TABLE NOMINATIVE 2009 - DÉBATS DU SÉNAT

ABOUT (Nicolas)
sénateur (Yvelines)
UC

Président du Groupe Union centriste à compter du 7 juillet 2009.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 29 septembre 2009 ; membre de la commission du 8 juillet 2009 au 28 septembre 2009 ; président de la commission jusqu'au 7 juillet 2009.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 15 septembre 2009.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 7 juillet 2009.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales jusqu'au 15 décembre 2009.

Membre ès qualités du Conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance-maladie jusqu'au 7 juillet 2009.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 495 (2007-2008)] pénitentiaire [n° 222 (2008-2009)] (17 février 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux dispositifs d'assistance aux joueurs dans le cadre des jeux de hasard [n° 362 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux [n° 190 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (4 février 2009) - président de la commission des affaires sociales (p. 1434, 1435) : son intervention.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - président de la commission des affaires sociales, rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2267, 2270) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - président de la commission des affaires sociales - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2332, 2333) : son amendement n° 187 : renforcement de l'obligation, pour les magistrats du parquet et les juges d'instruction, de visite annuelle dans les prisons du ressort de leur juridiction ; adopté.

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2360, 2361) : intervient sur l'article.

- Président de la commission des affaires sociales - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 2378) : son amendement n° 188 (possibilité, pour les détenus, de recevoir ou d'acheter en cantine les produits alimentaires de leur choix) ; retiré puis repris par M. Richard Yung.

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Article 11 ter** (*Obligation d'activité*) (p. 2381, 2382) : son amendement n° 189 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 2390, 2392) : son amendement n° 190 : indexation de la rémunération des détenus employés en prison sur le SMIC ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - président de la commission des affaires sociales - **Article 14** (*Acte d'engagement - Insertion par l'activité économique*) (2421, 2426) : son amendement n° 191 ; retiré.

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Article 15** (*Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille*) (p. 2432, 2436) : son amendement n° 192 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2464, 2465) : son amendement n° 193 : respect par l'administration pénitentiaire du secret médical ; adopté. - **Article 20** (*Prise en charge des soins par le service public hospitalier - Restriction des informations susceptibles d'être communiquées aux proches*) (p. 2470, 2472) : ses amendements n° 194 et 195 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2476, 2480) : son amendement n° 197 (impossibilité de demander aux médecins et aux personnels soignants intervenant en milieu carcéral de pratiquer des actes dénués de liens avec les soins ou les expertises médicales) ; retiré puis repris par M. Alain Anzin. - **Article 22** (*Autorisation de l'administration pénitentiaire pour la désignation d'un aidant*) (p. 2481) : son amendement n° 196 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 2482, 2487) : intervient sur l'amendement n° 130 de M. Alain Anzin (poursuite des traitements médicaux prescrits avant l'incarcération). Ses amendements n° 198 : visite médicale obligatoire avant la libération d'un détenu et n° 200 : mise en place du dossier médical électronique unique pour les détenus ; adoptés ; n° 199 (autorisation pour les détenus de faire appel à un autre praticien que ceux appartenant aux unités de soins en

milieu carcéral) ; n° 201 (contrat d'entretien spécifique pour les hôpitaux en charge des unités de soins en milieu carcéral) ; n° 202 (mise en place d'un plan télémedecine) ; retirés puis repris par M. Alain Anzin ; n° 203 : placement dans un établissement spécialisé ayant plus d'un long séjour au sein d'un service médico-psychologique régional ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 24** (p. 2489) : son amendement n° 204 (mise en place d'un plan d'équipement en moyens de détection électronique) ; retiré puis repris par M. Jean-Pierre Sueur.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2529) : demande le retrait de l'amendement n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (atténuation systématique de peine et régime de sanction privilégiant l'orientation vers le circuit sanitaire pour les détenus atteints de troubles mentaux). - **Article additionnel après l'article 32** (p. 2533, 2535) : son amendement n° 207 : interdiction d'incarcérer un détenu dans un établissement ayant un taux d'occupation supérieur de 20 % à ses capacités ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 378 (2007-2008)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4274, 4278) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4294, 4295) : intervient sur l'amendement n° 4 de M. Alain Fouché (amélioration du système de récupération de points pour les professionnels de la route). - **Article 1er** (art. L. 223-9 [nouveau] du code de la route - *Suppression du retrait de points en cas de dépassement de la vitesse maximale autorisée de moins de 5 km/h*) (p. 4296) : son amendement n° 1 ; devenu sans objet. - **Article 2** (art. L. 412-3 [nouveau] du code de la route - *Suppression du retrait de points en cas de non-port de la ceinture de sécurité par le conducteur*) (p. 4298) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jacques Mahéas. - **Article 3** (art. L. 413-6 [nouveau] du code de la route - *Alignement des vitesses maximales de nuit sur les vitesses maximales par temps de pluie*) (p. 4299, 4300) : intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jacques Mahéas. - **Article 7** (art. L. 211-7 bis [nouveau] du code des assurances - *Obligation pour l'assuré de fournir à l'assureur une certification de détention du permis de conduire*) (p. 4301) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - président de la commission des affaires sociales - **Organisation des débats** (p. 4373) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 [nouveau], L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4508) : intervient sur l'amendement n° 640 de M. Gilbert Barbier. (p. 4515) : intervient sur l'amendement n° 70 de M. André Lardeux.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4571, 4572) : défavorable à l'amendement n° 313 de M. Jacky Le Menn. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - *Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4627, 4628) : intervient sur l'amendement n° 1274 du Gouvernement et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1277 de M. François Autain. (p. 4633, 4637) : intervient sur l'amendement n° 1177 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des*

décisions des établissements publics de santé) (p. 4669, 4670) : intervient sur l'amendement n° 546 de M. François Autain. (p. 4677, 4680) : position de la commission sur les amendements n° 423 et 419 de M. François Autain, n° 53 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 1183 du Gouvernement. (p. 4681, 4690) : position de la commission sur les amendements n° 329 de M. Jacky Le Menn, n° 600 de M. Gilbert Barbier, n° 330 de M. Jean Desessard et n° 547 et 425 de M. François Autain. Intervient sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 4698, 4700) : intervient sur l'amendement n° 1180 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1289 ; adopté. Intervient sur le III de l'amendement n° 1180 précité. (p. 4704, 4718) : intervient sur les amendements n° 131 de M. Jean Desessard, n° 1256, 1192 et 1181 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 1291 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° 1192 précité.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4752) : favorable à l'amendement n° 1191 du Gouvernement. (p. 4756) : défavorable à l'amendement n° 341 de M. Jacky Le Menn. - **Article 9 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6145-16 du code de la santé publique - *Certification des comptes des établissements publics de santé*) (p. 4775) : son intervention relative à la certification des comptes. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - *Statut des praticiens hospitaliers*) (p. 4783) : intervient sur l'amendement n° 450 de M. François Autain. (p. 4787, 4788) : défavorable à l'amendement n° 256 du Gouvernement.

- **Rappel au règlement** - (19 mai 2009) - président de la commission des affaires sociales (p. 4807) : confidentialité des discussions dans les bureaux des sénateurs.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)] (suite)** - (19 mai 2009) - président de la commission des affaires sociales - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - *Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4816) : intervient sur les amendements n° 1307, 1308 et 1309 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1310, 1311 et 1312 de la commission s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4854) : intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier). - **Articles additionnels après l'article 13 (précédemment réservés)** (p. 4862) : intervient sur l'amendement n° 1330 du Gouvernement (cohérence).

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Demande de priorité** (p. 4875) : demande que soient appelés en priorité, après l'examen de l'amendement n° 1298 du Gouvernement, les amendements n° 955, 1086, 249, 956, 1010, 250, 252 et 251 portant sur l'article L.1434-11 du code de la santé publique. - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé*) (p. 4893) : intervient sur l'amendement n° 1248 du Gouvernement. (p. 4899) : son amendement n° 1010 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4936) : défavorable à l'amendement n° 879 de M. Jean Desessard et au sous-amendement n° 1318 du Gouvernement s'y rapportant. (p. 4946, 4964) : position de la commission sur les amendements n° 916 et 917 de M. François Autain, n° 1048 et 1049 de M. Georges Patient et n° 1329 du Gouvernement. (p. 4972, 4973) : demande le retrait de l'amendement n° 1144 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe. (p. 4980, 4981) : intervient sur l'amendement

n° 927 de M. François Autain. (p. 4987) : intervient sur le sous-amendement n° 1345 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° 1320 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5049) : s'abstient sur les amendements identiques n° 88 de M. Jacques Blanc, n° 947 de M. François Autain et n° 1075 de Mme Bernadette Bourzai. (p. 5068) : intervient sur le sous-amendement n° 1346 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 1000 de M. Philippe Leroy. (p. 5081, 5091) : intervient sur les amendements du Gouvernement n° 1316, 1281, 1283 et 1284. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral) (p. 5100, 5101) : intervient sur les amendements identiques n° 903 de M. Alain Houpert et n° 992 de M. Paul Blanc ainsi que sur l'amendement n° 247 de M. Alain Vasselle. (p. 5109) : intervient sur le sous-amendement n° 1347 de M. Gilbert Barbier portant sur l'amendement n° 1340 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5320, 5331) : intervient sur les amendements identiques n° 179 de M. Hervé Maurey et n° 230 du Gouvernement. Défavorable à l'amendement n° 182 de M. Hervé Maurey.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5410) : sur l'amendement n° 40 de M. Yvon Collin (présence aux réunions des commissions d'un membre du secrétariat de chaque groupe politique), son sous-amendement n° 75 ; devenu sans objet. - **Article 14 (chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - Examen des projets et propositions de loi)** (p. 5416) : son amendement n° 32 ; rejeté. (p. 5418) : intervient sur son amendement n° 32 précité. (p. 5426) : son amendement n° 33 ; rejeté. - **Article 21 bis (art. 47 bis-1-A nouveau - Modalités d'examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale)** (p. 5440) : son amendement n° 34 ; adopté. - **Article 25 bis et articles additionnels après l'article 25 bis (art. 59 du Règlement - Extension de la liste des scrutins publics de droit)** (p. 5444) : ses amendements n° 36 ; adopté ; et n° 35 ; rejeté. (p. 5445) : son amendement n° 37 ; retiré. (p. 5446) : son amendement n° 39 ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (3 juin 2009) - **Article 18 quater A (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses)** (p. 5505, 5508) : à titre personnel, son amendement n° 280 ; devenu sans objet.

- Président de la commission des affaires sociales - **Article 19 bis B (Reconnaissance du niveau master au diplôme d'Etat de sage-femme)** (p. 5520) : favorable à l'amendement n° 1236 du Gouvernement. - **Article 21 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - Télémédecine) (p. 5556) : à titre personnel, son amendement n° 263 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Education thérapeutique du patient) (p. 5676) : intervient sur l'amendement n° 1258 du Gouvernement. (p. 5679) : intervient sur l'amendement n° 1265 du Gouvernement. (p. 5684) : son amendement n° 647 ; adopté. - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du

code de la santé publique - Extension des missions des sages-femmes) (p. 5694, 5695) : intervient sur l'article. - **Article 22 septies (Texte modifié par la commission)** (art. 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Formation des psychothérapeutes) (p. 5703) : intervient sur l'amendement n° 800 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle) (p. 5716) : intervient sur l'amendement n° 150 de M. Gérard César. (p. 5721) : intervient sur les amendements n° 150 de M. Gérard César et n° 74 de M. Roland Courteau. (p. 5725) : votera, à titre personnel, contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 24 (précédemment réservés)** (p. 5756) : intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Anne-Marie Payet (incitation fiscale en faveur des entreprises interdisant toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5792, 5793) : remerciements.

- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 483 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6423, 6425) : son intervention.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7199, 7200) : son intervention. La majorité du groupe UC votera cette proposition de loi.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7274, 7275) : parole sur l'article. (p. 7318) : défavorable à l'amendement n° 100 de Mme Annie David. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7357) : votera ce texte.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur les armes à sous-munitions [n° 575 (2009-2010)]** - (17 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7664) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (23 septembre 2009) - **Article 16 bis (art. 215-1, 215-3, 222-36, 223-13, 225-13, 223-15-3, 313-7 et 433-17 du code pénal, L. 4161-5 et L. 4223-1 du code de la santé publique - Interdiction de l'exercice de l'activité de prestataire de formation aux personnes condamnées pour abus frauduleux d'une personne en état de sujétion psychologique ou physique)** (p. 7950) : son amendement n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (28 septembre 2009) - **Article 16 (art. L. 2213-3-1 [nouveau], L. 5214-16 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coordination des compétences transports urbains, voirie et stationnement sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale dotés de plans de déplacements urbains)** (p. 7988) : soutient l'amendement n° 681 de Mme Jacqueline Gourault ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8475, 8476) : la majorité du groupe Union Centriste votera ce texte.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (13 octobre 2009) (p. 8491) : au nom de MM. Marcel Deneux et Yves Détraigne.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) -

Article 11 bis (Nouveau) (art. 18-1 nouveau de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Procédure tendant à garantir la composition paritaire des formations du Conseil supérieur siégeant en matière disciplinaire) (p. 8728) : le groupe UC votera l'amendement n° 28 du Gouvernement.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) (p. 8930, 8932) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9367, 9368) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9758) : intervient sur l'amendement n° 412 de M. Michel Teston. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9772) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Michel Teston (reconstitution de la carrière de certains fonctionnaires de La Poste).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10006, 10010) : son intervention.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10086) : défavorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale). - **Rappel au règlement** (p. 10089) : justification de sa position vis-à-vis de l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale). - **Article 17 (priorité)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Aménagement du régime des contrats d'assurance vie au regard des contributions sociales en cas de décès) (p. 10099, 10101) : son amendement n° 498 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10100) : son amendement n° 505 : création d'une contribution sur les gains résultant des appels surtaxés effectués dans le cadre des jeux télévisés ; adopté.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites «chapeau») (p. 10171, 10178) : son amendement n° 494 ; retiré.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Article 29 bis** (art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle, art. L. 5121-10-2 et L. 5121-10-3 nouveau du code de la santé publique - Prévention des risques d'accidents liés à la différence dans les caractéristiques physiques des médicaments de références et des médicaments génériques) (p. 10293) : sur l'amendement n° 12 de la commission, son sous-amendement n° 502 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10318) : intervient sur l'amendement n° 538 de la commission (relèvement des plafonds des garanties souscrites par les professionnels libéraux pour s'assurer contre les dommages causés dans le cadre de leur activité). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10323) : son amendement n° 495 : pour les maisons de retraite, précision de la nature des prestations couvertes par les tarifs afférents à l'hébergement ; adopté. - **Article 32 bis (Nouveau)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Informations sur les tarifs et honoraires des professionnels de santé) (p. 10345) : sur l'amendement n° 21 de la commission, son sous-amendement n° 539 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 10348) : son amendement n° 500 : possibilité pour les CPAM de se prononcer sur l'autorisation d'effectuer une rééducation en centres ; retiré.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Article 34** (Contributions des régimes obligatoires d'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2010) (p. 10382) : sur

l'amendement n° 24 de la commission, favorable au sous-amendement n° 514 du Gouvernement. - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse) (p. 10426) : votera contre l'amendement n° 252 de Mme Fabienne Keller.

- **Rappel au règlement** - (15 novembre 2009) (p. 10441) : en raison de l'obligation de rémunération, problèmes rencontrés par les étudiants en recherche de stage, notamment dans le secteur médico-social.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] (suite)** - (15 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10493) : la majorité du groupe UC votera ce projet de loi.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10513, 10515) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (Suppression de la taxe professionnelle) (p. 10946) : intervient sur le sous-amendement n° I-472 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 11042, 11043) : la grande majorité du groupe Union centriste votera l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article 5** (Instauration d'une taxe carbone) (p. 11130, 11132) : intervient sur l'amendement n° I-445 de Mme Catherine Morin-Desailly.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]** - (26 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 11434, 11435) : son intervention. La majorité du groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 12166, 12167) : intervient sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences). (p. 12224) : intervient sur le sous-amendement n° II-372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12247) : sur l'amendement n° II-201 de la commission (aménagement du dispositif relatif aux modalités de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de péréquation), son sous-amendement n° II-382 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12445, 12446) : la majorité du groupe Union centriste votera ce texte.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 12654) : conteste le déroulement du scrutin n° 107, portant sur l'amendement n° 24 de Mme Josiane Mathon-Poinat, relatif au projet de loi portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés.

- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12693, 12694) : protestation relative à l'incident survenu lors de l'examen du projet de loi sur les délimitations des circonscriptions pour l'élection des députés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 12896) : intervient sur l'amendement n° 49 de M. Thierry Repentin (obligation d'emploi de personnes handicapées dans les SDIS). - **Article 14 (réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de*

transfert) (p. 12915) : intervient sur l'amendement n° 218 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Commission mixte paritaire [n° 122 (2009-2010)]** - (22 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13275) : le groupe Union centriste votera ce texte.

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Délégué de la Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Membre suppléant du Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi tendant à poser des critères objectifs aux offres de reclassement éventuellement proposées à certains salariés dans le cadre d'un plan de licenciement économique [n° 453 (2008-2009)] (3 juin 2009) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture et de la commission des finances : Autonomie budgétaire et financière des universités et nouveau système d'allocation des moyens (SYMPA) : le chemin de la vertu ? [n° 532 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 101 tome 3 annexe 23 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 737) : intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Nicole Bricq.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3116, 3118) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article 8 D** (*Aménagement du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 3657, 3659) : ses amendements n° 11 et 12 ; devenus sans objet. - **Articles additionnels après l'article 8 D** (p. 3659, 3661) : ses amendements n° 13 : avantages fiscaux des holdings ; retiré ; et n° 14 : réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des dons à destination d'organismes de recherche ; rejeté.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5456) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 470 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6439, 6440) : son intervention. - **Article 1er** (*art. 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des investissements dans les petites et moyennes entreprises*) (p. 6442, 6447) : ses amendements n° 2 ; retiré puis repris par M. Philippe Marini ; n° 3, 4 et 7 ; retirés ; et n° 5 ; devenu sans objet. - **Article**

additionnel après l'article 1er (p. 6447) : son amendement n° 6 : déduction de l'ISF des dons contribuant au financement de la recherche et des fondations universitaires ; retiré. - **Article 1er bis** (art. L. 214-36 du code monétaire et financier - Raccourcissement du délai d'atteinte du quota d'investissement au capital de sociétés non cotées ou faiblement cotées pour l'ensemble des fonds communs de placement à risques, FCPR) (p. 6449) : intervient sur l'amendement n° 14 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6451) : ne votera pas ce texte.

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10816, 10818) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10946) : intervient sur le sous-amendement n° I-472 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10953) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-58 ; rejeté. (p. 10955) : intervient sur son sous-amendement n° I-58 précité. (p. 10982) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-99 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11223) : son amendement n° I-262 : mesures en faveur de l'investissement des entreprises ; retiré. (p. 11230) : sur l'amendement n° I-286 de M. Jean Arthuis (accélération de l'investissement des fonds permettant à leurs souscripteurs de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu ou d'ISF), son sous-amendement n° I-557 ; retiré.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 novembre 2009) (p. 11642) : au nom de M. Alex Türk.

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] (suite)

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11643, 11645) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11669, 11671) : position de la commission sur les amendements n° II-94 de M. Jean-Claude Carle et n° II-99 de la commission de la culture saisie pour avis. Son amendement n° II-15 ; retiré.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12232) : intervient sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12256) : intervient sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 12354) : son amendement n° II-307 : régime fiscal des sociétés d'investissement à capital fixe ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12446, 12447) : votera ce texte.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12777) : parole sur l'article.

ALBANEL (Christine)
ministre de la culture et de la
communication
(jusqu'au 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 5, 9) : son intervention. (p. 47, 50) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**. - (8 janvier 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 85) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. David Assouline tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 89) : avis du Gouvernement sur la motion n° 3 de M. Jack Ralite tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 92) : avis du Gouvernement sur la motion n° 4 de M. Jack Ralite tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi**

organique n° 144 (2008-2009) - (8 janvier 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 105) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. David Assouline tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 109, 110) : avis du Gouvernement sur la motion n° 78 de M. Jack Ralite tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 112) : avis du Gouvernement sur la motion n° 2 de M. David Assouline tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**. - (8 janvier 2009) - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 116) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de la commission, n° 5 de M. David Assouline et n° 6 de M. Jack Ralite.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** - (8 janvier 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 118, 119) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 185 de M. Yves Pozzo di Borgo (fusion du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA, et de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP) et n° 199 de M. Jack Ralite (responsabilité publique de l'ensemble des entreprises publiques et privées du secteur audiovisuel). - **Article 1er A** (art. 3-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel au Parlement sur les actions des éditeurs en faveur de la diversité*) (p. 121) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 241 de M. Hervé Maurey et n° 293 de

Mme Bariza Khiari. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er** (p. 123, 125) avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jack Ralite n° 109 (renforcement du pluralisme de la composition du CSA) et n° 110 (prise en compte des interventions audiovisuelles du Président de la République dans le temps de parole réservé à l'exécutif) et de M. David Assouline n° 294 (modification des conditions de nomination des membres du CSA dans le but de renforcer son indépendance) et n° 295 (prise en compte des interventions audiovisuelles du Président de la République dans le temps de parole réservé à l'exécutif). - **Article 1er B** (art. 15 de la loi du 30 décembre 2004 - Rapport de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité sur l'égal accès à l'emploi dans l'audiovisuel public) (p. 128) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 129) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 111 de M. Jack Ralite (définition du pluralisme garanti par le CSA). - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions) : p. (132, 147) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jack Ralite n° 112, n° 113, n° 115 et n° 114, n° 288 de Mme Marie-Christine Blandin, ainsi que sur les amendements de M. David Assouline n° 288, n° 296, n° 310, n° 306, n° 297, n° 298, n° 301, n° 302 et n° 303 et sur l'amendement de la commission n° 4. Réponse à M. Jean-Pierre Sueur au sujet de l'identité propre de chacune des chaînes du service public de l'audiovisuel.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) (p. 157, 164) : Sur l'amendement n° 5 de la commission, son sous-amendement n° 441 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 249 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 439 et 440 de M. Jack Ralite, portant sur l'amendement n° 5 précité, sur les amendements n° 311, 308 et 307 de M. David Assouline, n° 247, 248 et 289 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 300 et 299 de Mme Bariza Khiari, sur l'amendement n° 7 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 250 de Mme Marie-Christine Blandin. (p. 165, 173) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 116 de M. Jack Ralite, et n° 309, 312, 313 et 314 de M. David Assouline. - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 1er bis** (p. 175) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 118 de M. Jack Ralite et n° 251 de Mme Marie-Christine Blandin (maintien d'unités de programmes spécifiques afin de veiller à la diversité des œuvres patrimoniales). - **Article 1er bis** (art. 43-11 de la loi du 30 septembre 1986 - Participation du service public de l'audiovisuel à l'éducation à l'environnement et au développement durable) (p. 176) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 117 de M. Jack Ralite et n° 8 de la commission. - **Article 1er ter** (art. 43-11 de la loi du 30 septembre 1986 - Promotion des langues régionales) (p. 177) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 1er ter** : avis du Gouvernement sur les amendements de M. David Assouline n° 315 (prohibition de tout type d'intimidation vis-à-vis des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle). (p. 179) : accepte la demande de la commission tendant à réserver l'amendement n° 316 de M. David Assouline (part prépondérante de la redevance audiovisuelle dans le financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) jusqu'après l'examen de l'article 20. - **Article 1er quater** (Politique de développement des ressources humaines) (p. 180) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 2** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Régime juridique de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) (p. 192, 193) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 et 12 de la commission, n° 79, 80 et 81 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 119, 120 et 121 de M. Jack Ralite, n° 252, 254 et 255 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 319, 317, 318, 320, 321 et 325 de M. David Assouline, n° 322, 323 et 324 de Mme Catherine Tasca. - **Article 3** (art. 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Filialisation des activités de diversification des sociétés nationales de programme) (p. 195) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de la commission, n° 123 de M. Jack Ralite et n° 256 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 5** (art. 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de France Télévisions)

(p. 203, 204) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 124 et 125 de M. Jack Ralite, n° 257 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 326 et 327 de M. David Assouline, n° 96 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 14 de la commission. - **Article 6** (art. 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de Radio France) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 126 et 127 de M. Jack Ralite, n° 328 et 329 de M. David Assouline et n° 103 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) (p. 212) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 128 et 129 de M. Jack Ralite, n° 330 et 331 de M. David Assouline, n° 16, 17, 18 et 19 de la commission, n° 82, 83 et 84 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, et n° 259 de Mme Marie-Christine Blandin.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Organisation des débats** (p. 245) : accepte la demande de réserve. - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 254) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 443 de la commission, n° 130 et 131 de M. Jack Ralite, n° 332, 333, 334, 335, 336, 337 et 338 de M. David Assouline, n° 260 et 261 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 269) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 339, 340, 341, 342 et 343 de M. David Assouline, n° 132 et 133 de M. Jack Ralite, n° 262 et 263 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 20 de la commission ainsi que sur le sous-amendement n° 225 de M. Michel Mercier portant sur l'amendement n° 20 précité. - **Article 10** (art. 47-6 de la loi du 30 septembre 1986 - Coordination liée à la création de la société nationale de programme France Télévisions) (p. 273) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 134 de M. Jack Ralite. - **Article 12** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Obligation de reprise des chaînes publiques) (p. 275, 276) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de la commission, n° 135 de M. Jack Ralite et n° 344 de M. David Assouline. - **Article 12 bis** (art. 34-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services) (p. 278, 279) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de la commission et sur les sous-amendements identiques n° 180 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 432 de Mme Catherine Dumas portant sur l'amendement n° 22 précité, ainsi que sur les amendements identiques n° 419 de M. Hervé Maurey et n° 430 de M. Philippe Dominati. - **Article 13** (art. 34-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Coordination relative à la reprise de l'ensemble des programmes régionaux de France 3 en mode numérique) (p. 280) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 136 de M. Jack Ralite et n° 345 de M. David Assouline. - **Article 14** (art. 98-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Coordination relative à la diffusion satellitaire de la télévision numérique) (p. 281) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 283, 285) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 25 (consultation du CSA par le Gouvernement sur les projets de loi et projets d'actes réglementaires intéressant le domaine de l'audiovisuel), n° 26 (création d'un conseil consultatif de programme composé de téléspectateurs) et n° 27 (présentation, par le CSA, d'un rapport annuel relatif au financement du secteur public de l'audiovisuel). - **Article 14 quater** (Pouvoirs de régulation de l'ARCEP sur les sites d'émission) (p. 286) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 29 de la commission, n° 92 de Mme Anne-Marie Payet, n° 187 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 350 de M. David Assouline. - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 287, 288) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 202 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 421 de M. Philippe Dominati (relèvement du seuil de concentration pour les services de radio analogique à 180 millions d'habitants desservis, après avis favorable du CSA et de l'Autorité de concurrence). - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des

émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale) (p. 289, 300) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 352 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 290, 264 et 265 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 139 et 140 de M. Jack Ralite, n° 353, 354 et 355 de M. David Assouline, n° 85 et 86 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 231 et 243 de M. Hervé Maurey, n° 30, 31 et 32 de la commission, n° 424 de M. Philippe Dominati, ainsi que sur les sous-amendements n° 266 et 267 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 213 et 214 de Mlle Sophie Joissains portant sur l'amendement n° 30 de la commission. Distinction entre parrainage audiovisuel et publicité.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 16** (art. 55 de la loi du 30 septembre 1986 - *Retransmission des débats parlementaires sur France Télévisions*) (p. 311) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de la commission. - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 319, 320) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) (p. 373, 376) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 34 de la commission, n° 361 de M. Jacques Gillot, n° 365, 369, 356, 359, 357, 362, 358, 367 et 360 de M. David Assouline, n° 88 et 89 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 233 et 418 de M. Hervé Maurey et n° 291 de Mme Marie-Christine Blandin, ainsi que sur les sous-amendements, portant sur l'amendement n° 34 précité, n° 87 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 228 de M. Hervé Maurey, n° 142, 141, 143, 457 et 456 de M. Jack Ralite, n° 445, 454, 446, 451, 447, 448, 449, 450, 452 et 455 de M. David Assouline. - **Demande de réserve** (p. 383) : accepte la demande de réserve de la commission portant sur les amendements de cette dernière n° 35 et n° 36 jusqu'après examen des amendements tendant à insérer les articles additionnels après l'article 19. - **Article 19 (supprimé)** (art. 1605 du code général des impôts - *Arrondi à l'euro supérieur du montant de la redevance après indexation*) (p. 384) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de la commission, n° 183 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 372 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 398, 399) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de la commission (réduction du champ des bénéficiaires de la redevance). (p. 404, 412) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jack Ralite n° 146 (augmentation de la redevance) et n° 147 (extension de la redevance aux résidences secondaires), de M. David Assouline n° 370 (instauration d'une redevance audiovisuelle pour les résidences secondaires), n° 371 (exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires du RSA) et n° 316 (part prépondérante de la redevance audiovisuelle dans le financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle), de M. Michel Mercier n° 218 (établissement d'une redevance réduite pour les résidences secondaires) et n° 215 (augmentation de la redevance), de Mme Marie-Christine Blandin, portant sur le même objet, n° 260 et n° 436 (progression de la redevance pour atteindre la moyenne européenne), et n° 268 (indexation de la redevance sur l'indice des prix à la consommation hors tabac). - **Intitulé du chapitre V (De la contribution à l'audiovisuel public - supprimé) et article additionnel avant l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 413) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 35 (rétablissement de la division) et n° 36 (changement d'appellation de la redevance audiovisuelle). - **Intitulé du titre II (Institution de taxes sur le chiffre d'affaires des opérateurs du secteur audiovisuel et de communications électroniques)** (p. 414) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 148 de M. Jack Ralite et n° 271 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - *Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision*) (p. 417) : réponse aux orateurs. (p. 419, 431) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 244, 246, 245 et 229 de M. Hervé Maurey, n° 374 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 376 de M. David Assouline, n° 149, 152, 151, 150, 154, 155, 157, 156, 158 et 153 de M. Jack Ralite, n° 272, 274, 275, 276 et 277 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 426, 427 et 420 de M. Philippe Dominati et n° 186 de M. Yves Pozzo di Borgo.

Sur l'amendement n° 40 de la commission qu'elle accepte, son sous-amendement n° 458. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 432) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 431 de M. Philippe Dominati (impossibilité pour les programmes et les services à la demande des sociétés publiques de faire l'objet d'un droit exclusif de reprise). - **Article 21** (art. 302 bis KH 1693 sexes du code général des impôts - *Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques*) (p. 442, 443) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 219, 221, 220 et 230 de M. Hervé Maurey, n° 188 et n° 189 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 377 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 159 et 160 de M. Jack Ralite, n° 278 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 208 et 209 de M. Bruno Retailleau et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 459 de la commission.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 462) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 236 de M. Hervé Maurey (extension à France Télévisions et à Radio France du régime fiscal du mécénat d'entreprise) et n° 425 de M. Philippe Dominati (application aux sociétés nationales de programme d'un régime inspiré de celui des fonds de dotation). (p. 463) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 379 de M. David Assouline et n° 223 de M. Hervé Maurey (assujettissement de plein droit des câblo-opérateurs à la taxe alimentant le compte de soutien à l'industrie des programmes audiovisuels, COSIP). (p. 464) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 161 de M. Jack Ralite et n° 279 de Mme Marie-Christine Blandin (évaluation de l'utilisation du produit de la taxe sur la publicité et de la taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques). (p. 466) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Hervé Maurey n° 222 (institution d'une taxe sur les ventes et locations de télévisions) et n° 227 (rapport dressant le bilan des sources de financement de France Télévisions) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 460 de la commission qui le modifie. - **Article 22** (art. 2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Définition et périmètre des services de médias à la demande, SMAd*) (p. 469, 473) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 190, 191 et 192 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 163, 164 et 162 de M. Jack Ralite, n° 237, 238 et 240 de M. Hervé Maurey et n° 184 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 23** (art. 3-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Extension des pouvoirs de régulation du CSA aux SMAd*) (p. 474) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de la commission. - **Article 25** (art. 14 de la loi du 30 septembre 1986 - *Contrôle du CSA sur le contenu et les modalités de publicité sur les SMAd*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de la commission. - **Article 26** (art. 14-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Autorisation et réglementation du placement de produit*) (p. 476) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 165 de M. Jack Ralite, n° 280 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 380 de M. David Assouline. - **Article 27** (art. 15 de la loi du 30 septembre 1986 - *Extension aux SMAd des règles relatives à la protection des mineurs et au respect de la dignité de la personne*) (p. 478) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 de la commission, n° 193 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 239 de M. Hervé Maurey. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 479, 481) : son amendement n° 461 : possibilité pour le CSA d'assortir d'une astreinte ses décisions en matière de règlement des différends ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 44, analogue à son amendement n° 461 précité, n° 45 (attribution au CSA de pouvoirs d'enquête renforcés), n° 46 (rapport sur la fusion des commissions administratives relatives à la protection de la jeunesse dans les médias) et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 194 (protection des mineurs face aux menaces engendrées par le réseau Internet). - **Article 28 bis** (art. 20-4 de la loi du 30 septembre 1986 - *Rôle de régulation du CSA sur les conditions d'accès des diffuseurs aux courts extraits*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de la commission. - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 482) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 381 de M. David Assouline (incitation à la diffusion des chaînes conventionnées sur des fréquences non attribuées par le CSA). - **Article 29** (art. 27 de

la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 482) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de la commission. (p. 483, 488) : sur l'amendement n° 49 de la commission, son sous-amendement n° 463 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 et 50 de la commission, n° 203 et 204 de Mme Catherine Procaccia, ainsi que sur le sous-amendement n° 428 de M. Philippe Dominati sur l'amendement n° 49 précité. - **Article 30** (art. 28 de la loi du 30 septembre 1986 - Programmes diffusés en mode hertzien adapté aux personnes souffrant d'un handicap visuel ou auditif - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 490) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 166 de M. Jack Ralite et n° 51, 52 et 53 de la commission. - **Article 30 bis** (art. 30-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Reprise des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre numérique sur les réseaux mobiles de troisième génération) (p. 491) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 de la commission et n° 382 de M. David Assouline. - **Article 31** (art. 30-6 de la loi du 30 septembre 1986 - Modalités d'attribution de la ressource radioélectrique pour la diffusion par satellite) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de la commission. - **Article 32** (Intitulé du chapitre II du titre II de la loi du 30 septembre 1986) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de la commission. - **Article 33** (Intitulé de la section 1 du chapitre II du titre II de la loi du 30 septembre 1986) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de la commission. - **Article 34** (art. 33 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode non-hertzien à la production - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 493, 494) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 58 et 59 de la commission et n° 383 de M. David Assouline. - **Article 35** (art. 33-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Programmes diffusés en mode autre que hertzien adapté aux personnes souffrant d'un handicap visuel ou auditif - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 495) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 167 de M. Jack Ralite et n° 60 de la commission. - **Article 36** (art. 33-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Obligations adaptées aux SMAd autres que hertziens) (p. 496) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 168 de M. Jack Ralite. - **Article 36 bis** (art. 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Extension aux SMAd de la saisine du CSA en matière de concurrence) (p. 497) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 61 de la commission. - **Article 37 bis** (art. 42-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Pouvoir de suspension du CSA d'un programme diffusé par un éditeur privé) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 62 de la commission. - **Article 45** (art. 43-7 à 43-10 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions d'entrave à la reprise d'un service de télévision ou SMAd en provenance d'un autre État membre et dispositif anti-délocalisation) (p. 499) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 169 de M. Jack Ralite et n° 281 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 45 bis** (art. 48-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Pouvoir de suspension du CSA d'un programme diffusé par une société nationale de programme) (p. 500) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 63 de la commission. - **Article additionnel après l'article 45 bis** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 177 de M. Jack Ralite (conditions dans lesquelles l'Institut national de l'audiovisuel, INA, peut se voir confier des archives privées de personnes physiques ou morales). - **Article 45 quater** (art. 71-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Contribution à la production audiovisuelle indépendante) (p. 501) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de la commission. - **Article 46** (art. 73 de la loi du 30 septembre 1986 - Possibilité d'une seconde coupure dans les films et les téléfilms) (p. 503) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 282 et 283 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 170 de M. Jack Ralite, n° 387

de M. David Assouline et n° 65 de la commission. - **Article 48** (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à aménager les dispositifs de régulation de la diffusion cinématographique et à rénover les relations entre distributeurs et exploitants) (p. 510) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 172 de M. Jack Ralite et n° 391, 392, 393 et 394 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 511) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 66 de la commission (mise en place d'un comité chargé de suivre la mise en œuvre des ordonnances prévues par le titre IV de la loi). - **Article additionnel avant l'article 49 A** (p. 513) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 67 de la commission (mise en place d'un comité chargé d'évaluer l'application de la présente loi) et sur le sous-amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 195 (composition du comité) s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 49 A** (p. 514, 516) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Pierre-Yves Collombat n° 395 (amélioration de la couverture du territoire par les émetteurs numériques) et n° 397 (amélioration de la couverture hertzienne en mode numérique dans les départements) et n° 396 de M. David Assouline (amélioration de la couverture hertzienne numérique dans les départements). - **Article 49** (art. 29-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Modification du champ des compétences des comités techniques radiophoniques) (p. 517) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 399 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 518) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 284 (règles applicables aux actionnaires des sociétés de télévision en matière d'accès aux marchés publics) et n° 285 (dispositif visant à préserver le pluralisme dans le secteur des médias) et n° 385 de M. David Assouline (renforcement du dispositif anticongestion dans le secteur de l'audiovisuel). - **Article 49 bis** (art. 24-3 de la loi du 10 juillet 1985 - Résolutions des assemblées générales de copropriété sur la réception des services de télévision par voie hertzienne terrestre en mode numérique) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 68 de la commission. - **Article 49 ter** (art. 29-1 de la loi du 30 septembre 1986 et art. 19 de la loi du 5 mars 2007 - Conditions de déploiement des services de radio numérique sur le territoire métropolitain) (p. 521) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 400 et 401 de M. David Assouline. - **Article 49 quater** (art. 30-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Attribution de fréquences aux collectivités territoriales) (p. 522, 523) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 398 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 196 de la commission des affaires économiques saisi pour avis. - **Article 49 quinquiés** (art. 41 de la loi du 30 septembre 1986 - Dispositif anti-concentration applicable aux services de télévisions locales hertziennes) (p. 523) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 174 de M. Jack Ralite. - **Article 49 sexies** (art. 41-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Interdiction pour un opérateur de communication électronique d'éditer un service de communication audiovisuelle distribué sur son seul réseau) (p. 524) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70 de la commission et n° 197 de la commission des affaires économiques saisi pour avis. - **Article 49 septies** (art. 96-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Information du Parlement en matière de desserte des territoires en services de télévision numérique hertzienne terrestre) (p. 525) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 71 de la commission. - **Article 49 octies** (Rapport au Parlement sur l'état du marché des services audiovisuels) (p. 525) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 72 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 49 octies** (p. 526, 627) : sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 198 (avancement de la date de dépôt d'un rapport sur la télévision mobile personnelle) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 462 (date de remise du rapport) ; adopté. - **Article 51** (Transferts liés à la fusion-absorption réalisée du seul fait de la loi - Appréciation à titre transitoire de la représentativité des syndicats au niveau de la société France Télévisions) (p. 529) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 403, 404 et 405 de M. David Assouline et n° 175 de M. Jack Ralite. - **Article 51 bis** (Dispositions transitoires réglant le déroulement du dialogue social au sein de la nouvelle entreprise France Télévisions) (p. 531) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 406 et 407 de M. David

Assouline, n° 176 de M. Jack Ralite, n° 73 de la commission et n° 286 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 533, 535) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. David Assouline n° 408 (non-application du droit commun des centres d'appel aux distributeurs de services audiovisuels, de façon à lutter contre les délocalisations), n° 415 (réduction du délai entre la date de sortie en salle et la possibilité d'une exploitation au titre de la vidéo à la demande) et analogues n° 410, 412, 413, 414 et 411 (protection de leurs sources par les journalistes). Son amendement n° 74 : coordination ; adopté. - **Article 55** (*Entrée en vigueur des taxes sur le chiffre d'affaires des opérateurs du secteur audiovisuel et de communications électroniques*) (p. 536) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 75 et 76 de la commission. - **Article 57** (*Rapport transmis au Parlement sur l'application de l'art. 36 du projet de loi*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 77 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** : Remerciements.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009).** - (16 janvier 2009) - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 546) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision - Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)] - (4 février 2009) - Discussion générale** (p. 1399, 1400) : son intervention. - **Article 15** (p. 1424) : son amendement n° 1 ; adopté avec l'ensemble du

texte. - **Article 19 ter** (p. 1424) : son amendement n° 2 ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) (p. 3066, 3070) : son intervention.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Commission mixte paritaire [n° 327 (2009-2010)] - (9 avril 2009) - Discussion générale** (p. 3884, 3885) : son intervention.

- **Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)] - (13 mai 2009) - Discussion générale** (p. 4420, 4422) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4433, 4434) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Ivan Renar n° 2 (définition de l'accès à Internet comme un droit fondamental garanti à tous les citoyens de manière égalitaire sur l'ensemble du territoire) et n° 3 (affirmation de la nature fondamentale du droit d'auteur dans ses dimensions tant patrimoniales que morales). - **Article 10 bis A** (*Art. L. 121-8, L. 132-35 à L. 132-45 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle ; art. L. 7111-5-1 [nouveau], L. 7113-2, L. 7113-3 et L. 7113-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 382-14-1 du code de la sécurité sociale - Droit d'auteur des journalistes*) (p. 4446, 4447) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 et 5 de M. Ivan Renar et n° 1 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4450) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Ivan Renar (création d'un conseil pluraliste chargé d'élaborer les conditions de rémunération des auteurs à l'heure numérique).

ALDUY (Jean-Paul)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 21 juillet 2009.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 20 juillet 2009.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons [n° 153 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Pouvoirs publics [n° 101 tome 3 annexe 21 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels «campagne d'intérêt général» et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 968, 969) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8065) : intervient sur l'amendement n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques). - **Article 26 (Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux)** (p. 8080, 8082) : ses amendements n° 551 ; retiré ; et n° 552 ; adopté.

ALFONSI (Nicolas)
sénateur (Corse-du-Sud)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société**.

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail**.

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société**.

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9008, 9009) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Pouvoirs publics

- (26 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11524, 11525) : son intervention.

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) (p. 11896, 11897) : son intervention.

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Justice- Protection judiciaire de la jeunesse [n° 106 tome 5 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant modification du statut de la collectivité territoriale de Corse [n° 120 (2009-2010)] (27 novembre 2009) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 799) : son intervention.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 janvier 2009) (p. 864).

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité) (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique)** (p. 2010) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Frimat. - **Article 13 bis (priorité) (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique)** (p. 2015) : soutient l'amendement n° 139 de M. Yvon Collin ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 11 (Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions)** (p. 2078) : le groupe RDSE votera l'amendement n° 20 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2092) : le groupe RDSE s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article 11 (Renforcement des conventions entre l'Etat et les banques bénéficiant de la garantie financière de l'Etat)** (p. 3684) : le groupe RDSE votera l'amendement n° 74 de M. Jean Arthuis.

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse - Deuxième lecture [n° 480 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6406, 6407) : son intervention. Votera ce texte. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Fixation de la prime accordée à la liste arrivée en tête et des seuils pour se présenter ou opérer des fusions de**

listes au second tour (p. 6413) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean Desessard.

- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 483 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6421, 6422) : son intervention. Le groupe RDSE votera ce texte.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Article 1er** (*Intervention de la commission de déontologie de la fonction publique préalablement à un cumul de fonctions de direction dans des entreprises du secteur public et du secteur privé*) (p. 10681) : intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

ALLIOT-MARIE (Michèle)
*ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et
des collectivités territoriales
(jusqu'au 23 juin 2009)
ministre d'État, garde des sceaux,
ministre de la justice et des libertés
(à partir du 23 juin 2009)*

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la consultation des électeurs de Mayotte sur le changement de statut de cette collectivité** - (12 février 2009) (p. 1917, 1935) : son intervention. Réponse aux orateurs.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2690, 2693) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3137, 3149) : ses interventions dans le débat interactif.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6506, 6507) : son intervention. - **Article 1er** (*art. 222-22-1 [nouveau], paragraphes 3, 4 et 5 [nouveau] de la section 3 du chapitre II du titre II du livre II, art. 222-31-1 et 222-31-2 [nouveaux], art. 227-27-2 et 227-27-3 [nouveaux] et art. 227-28-2 du code pénal - Inscription de la notion d'inceste dans le code pénal et précision de la notion de contrainte*) (p. 6517) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Michel, n° 8 de Mme Isabelle Debré et n° 7 de M. François Zocchetto. (p. 6518) : son amendement n° 9 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6520) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Alain Milon (immunité disciplinaire, civile et pénale pour les professionnels signalant les abus sexuels familiaux et les maltraitements). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 6522) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. François Zocchetto.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6799, 6800) : son intervention. (p. 6817) : réponse aux orateurs. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6821) : avis du Gouvernement sur la motion n° 18 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11540, 11541) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11559) : intervient sur l'amendement n° II-17 de la commission.

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8515, 8516) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8542, 8543) : remerciements.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8695, 8696) : son intervention. (p. 8713, 8716) : réponse aux orateurs. - **Article 3** (*art. 5-1 et 5-2 nouveaux de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Modalités de désignation de l'avocat et des six personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 8717, 8718) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 9 et 11 de M. Jean-Pierre Michel. Son amendement n° 24 ; rejeté. - **Article 4** (*art. 6 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Autorisation pour l'avocat membre du Conseil supérieur de la magistrature de continuer à exercer sa profession*) (p. 8719, 8720) : son amendement n° 25 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 10 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 7** (*art. 11 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Désignation du secrétaire général du Conseil supérieur de la magistrature et de ses adjoints éventuels, intitulé et durée d'exercice de leurs fonctions*) (p. 8721, 8722) : son amendement n° 26 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 36 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8723) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de la commission (garantie de l'autonomie budgétaire du Conseil supérieur de la magistrature) et n° 23 de M. Jean-Pierre Michel (autonomie financière du Conseil supérieur de la magistrature). - **Article 9** (*art. 14 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Suppléance des présidents de formation et quorum nécessaire pour l'adoption des avis et propositions*) (p. 8724) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 10** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 16 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Extension de la procédure d'avis aux nominations des procureurs généraux*) (p. 8725) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 11** (*art. 18 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Commission des requêtes chargée du filtrage des plaintes des justiciables*) (p. 8726, 8727) : son amendement n° 27 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 11 bis (Nouveau)** (*art. 18-1 nouveau de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Procédure tendant à garantir la composition paritaire des formations du Conseil supérieur siégeant en matière disciplinaire*) (p. 8727, 8730) : son amendement n° 28 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de la commission. - **Article 12** (*art. 20 et 20-2 nouveau de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994*

sur le Conseil supérieur de la magistrature - Compétences de la formation plénière) (p. 8730, 8731) : son amendement n° 29 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de la commission. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Garanties d'affectation offertes aux procureurs généraux) (p. 8732) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 45 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Sanctions disciplinaires) (p. 8733) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 15 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 17** (art. 50 et 58-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Procédure d'interdiction temporaire d'exercice applicable aux magistrats du siège et du parquet) (p. 8734, 8735) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Michel. Son amendement n° 30 ; adopté. - **Article 18** (art. 50-3 nouveau et 63 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Saisine disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature par tout justiciable) (p. 8736, 8738) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 et 18 de M. Jean-Pierre Michel, n° 40 de la commission et n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Son amendement n° 31 ; adopté. - **Article 19** (art. 51 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Désignation d'un rapporteur pour l'examen des plaintes des justiciables visant les magistrats du siège) (p. 8738) : son amendement n° 32 ; adopté. - **Article 20** (art. 52 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Désignation d'un expert par le rapporteur du Conseil supérieur de la magistrature au cours de l'enquête disciplinaire) (p. 8738, 8739) : son amendement n° 33 ; adopté. Sur ce dernier, avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. 57-1 et 65-1 nouveaux de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Règles de vote applicables aux décisions et avis du Conseil supérieur de la magistrature en matière disciplinaire) (p. 8740) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 24** (art. 50 et 58-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Procédure d'interdiction temporaire d'exercice applicable aux magistrats du siège et du parquet) (p. 8741) : son amendement n° 34 ; adopté. - **Article 25** (art. 50-3 nouveau et 63 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Saisine disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature par tout justiciable) (p. 8742) : son amendement n° 35 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de la commission.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13194, 13213) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 13215, 13216) : avis du Gouvernement sur la motion n° 18 de M. Jean-Pierre Michel tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 13221) : avis du Gouvernement sur la motion n° 19 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. premier de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Intégration des avoués à la profession d'avocat) (p. 13221) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Laurent Bêteille. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Suppression des offices d'avoués près les cours d'appel) (p. 13222) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 59 de la commission et n° 29 de M. Alain Fouché. - **Article 8** (art. 43 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Régimes de retraites de base et complémentaire et régime invalidité-décès des avoués) (p. 13223) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 33 de M. François Pillet et n° 40 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 9** (art. 46 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Convention collective réglant les rapports entre les anciens avoués et leur personnel) (p. 13224) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. François Pillet. - **Article 10** (art. 46-1 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Affiliation du personnel salarié de la nouvelle profession d'avocat à la caisse de retraite du personnel des avocats) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de M. François Pillet. - **Intitulé du chapitre II (Dispositions relatives à l'indemnisation des avoués près les cours d'appel)** (p. 13225) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 60 de la commission. - **Article 13** (Modalités de calcul de l'indemnisation versée aux avoués) (p. 13227, 13229) : son amendement n° 52 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 50 de M. Jacques Mézard, n° 17 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 1 de M. Daniel Dubois, n° 45 de M. Jacques Mézard, n° 5 de M. Yves Détraigne, et n° 39 de M. Jean-Pierre Vial. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 13232) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de M. Jacques Mézard (précision sur le régime applicable à la perception de l'indemnité allouée au titre de la suppression de droit de présentation). - **Article 14** (Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion) (p. 13232, 13236) : ses amendements n° 58 ; adopté ; et n° 57 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 3 de M. Yves Détraigne, n° 16 de M. Jean-Pierre Michel, n° 61 de la commission, et n° 15 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 14 bis (Nouveau)** (Exonération de charges sociales pour les professions juridiques employant d'anciens salariés d'avoués) (p. 13237) : son amendement n° 53 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Article 15** (Remboursement aux intéressés des sommes versées pour les licenciements) (p. 13247, 13248) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 51 de M. Jacques Mézard, n° 4 de M. Yves Détraigne et n° 43 et 38 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 16** (Organisation et fonctionnement de la commission chargée de statuer sur les demandes de versement ou de remboursement d'indemnités) (p. 13249) : son amendement n° 54 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 62 de la commission. - **Article 17** (Possibilité d'obtenir le versement d'un acompte ou le remboursement du capital restant dû sur un prêt pendant la période transitoire) (p. 13249) : son amendement n° 55 ; adopté. - **Article 18** (Modalités de présentation de la demande effectuée au titre des articles 13, 15 et 17) (p. 13250) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63 de la commission et n° 6 de M. Yves Détraigne. - **Article 19** (Création, organisation et fonctionnement du fonds d'indemnisation chargé du paiement des sommes dues aux avoués) (p. 13251) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de la commission. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Accès des avoués et de leurs collaborateurs aux professions juridiques réglementées) (p. 13252) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de M. Jacques Mézard et n° 11 de M. Rachel Mazuir. - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Accès des collaborateurs d'avoué à la profession d'avocat) (p. 13253) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 30 de M. François Pillet et n° 47 de M. Jacques Mézard. - **Article 24** (Exercice simultané, pendant la période transitoire, de la profession d'avocat par les avoués) (p. 13254, 13255) : son amendement n° 56 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (Conditions, pour les avoués, de leur renonciation à l'exercice de la profession d'avocat ou de leur inscription à un barreau autre que celui de leur cour d'appel d'origine) (p. 13256) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 de M. Yves Détraigne et n° 46 de M. Jacques Mézard. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (Sort des instances d'appel en cours au moment de la disparition de la profession d'avoué) (p. 13257) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de M. Jean-Pierre Vial et n° 9 de M. Yves Détraigne. - **Article**

29 (Texte non modifié par la commission) (*Maintien jusqu'au 31 décembre 2014 de la chambre nationale des avoués près les cours d'appel - Suppression de la bourse commune des chambres*) (p. 13258) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 31** (art. 13 de l'ordonnance du 1er juin 1828 relative aux conflits d'attribution entre les tribunaux et l'autorité administrative ; art. 3 de la loi n° 56-672 du 9 juillet 1956 instituant diverses mesures de protection envers certains militaires ; art. 90 et 1597 du code civil ; art. 113, 130 et 131 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ; art. 64 du code des douanes ; art. 279 et 293 B du code général des impôts ; art. L. 561-3, L. 561-17, L. 561-19, L. 561-26, L. 561-28 et L. 561-36 du code monétaire et financier ; art. 418, 544 et 576 du code de procédure pénale et art. L. 16 B et L. 38 du livre des procédures fiscales - *Coordinations textuelles*) (p. 13259) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 65 de la commission. -

Article 34 (Texte non modifié par la commission) (*Entrée en vigueur différée de la suppression de la profession d'avoué*) (p. 13262, 13263) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 8 de M. Yves Détraigne, n° 10 de M. Jean-Pierre Michel, et n° 44 de M. Jacques Mézard. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 13263) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 20 (remise, avant le 1er juin 2010, d'un rapport gouvernemental sur l'utilité pour les justiciables et le coût pour l'Etat de l'augmentation de l'aide juridictionnelle) et n° 22 (rédaction, pendant cinq ans, d'un rapport gouvernemental annuel sur la situation des avoués et des salariés concernant leur reconversion). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13266, 13267) : remerciements.

ALQUIER (Jacqueline)
sénateur (Tarn)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 9** (*Principes de la politique des transports*) (p. 1090, 1091) : parole sur l'article. (p. 1093, 1094) : son amendement n° 165 ; rejeté. - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1148, 1149) : parole sur l'article.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Article 1er** (*Missions du service public pénitentiaire*) (p. 2310, 2311) : parole sur l'article.

- **Question orale avec débat de Mme Bernadette Dupont sur le plan autisme 2008-2010** - (11 juin 2009) (p. 5968, 5970) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9395, 9396) : soutient l'amendement n° 368 de M. Michel Teston (prise en compte des exigences d'aménagement du territoire par le service public postal) ; rejeté. - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9415, 9416) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 20** (*art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur*) (p. 9915) : soutient l'amendement n° 352 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9922) : soutient l'amendement n° 533 de M. Michel Teston (possibilité, pour les commissions permanentes de chaque chambre du Parlement, de consulter la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques, et consultation obligatoire de ladite commission par l'ARCEP) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10019, 10020) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12648, 12649) : son amendement n° 6 : découpage électoral du Tarn ; rejeté.

AMARA (Fadela)
*secrétaire d'État chargée de la politique
de la ville*

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2009) (p. 12139, 12141) : réponse aux orateurs. -
Article 35 et état B (Crédits du budget général) (p. 12144) :
avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-18 de la
commission.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

AMOUDRY (Jean-Paul)
*sénateur (Haute-Savoie)
UC*

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière
d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)]
(17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société -
Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser la création de zones
franches rurales [n° 46 (2009-2010)] (19 octobre 2009) -
Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la
communication.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en
charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325
(2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et
finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction
d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation
du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-
2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat -
Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des
employeurs destinées au financement des régimes de retraites
conditionnant la constitution des droits à prestation à
l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux
prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)]
(18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et
finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du
Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (3 février
2009) - **Article 26 (Élaboration de la trame bleue)** (p. 1380) :
son amendement n° 516 ; adopté.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du
droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** -
(25 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 44**
(p. 3382) : soutient l'amendement n° 128 de Mme Josiane
Mathon-Poinat (publicité des avis de la CNIL à la demande du
président d'une commission parlementaire permanente) ; rejeté. -
**Article 47 (Consécration législative de la base de données
numériques parcellaires de l'Institut Géographique national)**
(p. 3387) : son amendement n° 147 ; adopté.

ANDRÉ (Michèle)
*sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC*

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité
des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du
projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier
2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du
projet de loi pour le développement économique des outre-mer
(28 avril 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du
projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en
charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Rencontre avec des femmes remarquables - Actes de la rencontre avec les maires élues en 2008 - Lundi 9 mars 2009 [n° 358 (2008-2009)] (10 avril 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La nouvelle génération de titres d'identité : bilan et perspectives [n° 486 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Administration générale et territoriale de l'Etat [n° 101 tome 3 annexe 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Rapport d'activité pour l'année 2009 et compte rendu des travaux de cette délégation sur le thème "Les femmes dans les lieux de privation de liberté" [n° 156 (2009-2010)] (11 décembre 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République d'Albanie et de la République de Croatie [n° 192 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1429) : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la consultation des électeurs de Mayotte sur le changement de statut de cette collectivité** - (12 février 2009) (p. 1927, 1929) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes** - (19 mars 2009) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (p. 3202, 3205) : sa question.

- **Projet de loi pour le développement économique des outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 379 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4246) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8783) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Discussion générale** (p. 9997, 9998) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10957) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-73 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11101) : intervient sur l'amendement n° I-300 de Mme Nicole Bricq (suppression de l'avantage fiscal dû à la déductibilité des intérêts d'emprunt). (p. 11104) : intervient sur l'amendement n° I-187 de M. Thierry Foucaud (différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif et l'augmentation de la part des salaires). - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11137) : intervient sur l'amendement n° I-415 de Mme Fabienne Keller. (p. 11140) : soutient l'amendement n° I-336 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 11266) : intervient sur l'amendement n° I-373 de M. Yves Détraigne (prorogation du régime du bénéfice de la demi-part supplémentaire des contribuables vivant seuls et ayant un ou plusieurs enfants majeurs).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Article additionnel avant l'article 23** (p. 11331, 11332) : favorable à l'amendement n° I-146 de la commission (diminution du droit de timbre pour la délivrance d'un passeport). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 11338, 11342) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-323 (plafonnement des salaires versés aux dirigeants d'entreprise) ; et n° I-330 (relèvement de la contribution salariale sur les rémunérations annexes en capital des dirigeants de société) ; rejetés.

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 12021, 12023) : soutient l'amendement n° II-195 de Mme Jacqueline Alquier (pour l'année 2010, attribution à la région Auvergne du montant résultant de la totalité de l'évolution de la part "péréquation" de la dotation globale de fonctionnement) ; retiré.

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 12027) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 12033) : position de la commission sur l'amendement n° II-48 de M. Philippe Dominati (baisse de 3 % de la dotation publique de financement des formations politiques).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12235) : intervient sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle).

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12717, 12718) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 12888, 12896) : soutient l'amendement n° 42 de Mme Nicole Bricq (extension du bénéfice des droits de mutation réduits aux organismes contribuant au logement des personnes défavorisées) ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Thierry Repentin (obligation d'emploi de personnes handicapées dans les SDIS). - **Article 23** (*Réforme de l'imposition des revenus patrimoniaux des organismes sans but lucratif*) (p. 12931) : son amendement n° 81 ; rejeté.

ANDRÉ (Pierre)
sénateur (Aisne)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et de la secrétaire d'État chargée de la politique de la ville le 6 avril 2009 ; fin de mission le 31 juillet 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire Conseil national des villes le 14 décembre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Ville et logement [n° 105 tome 8 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

ANDREONI (Serge)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

ANGELS (Bernard)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre titulaire du Conseil d'orientation du service des achats de l'État le 15 décembre 2009.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification : La relation entre consommation des ménages et importations : relancer la consommation pour relancer la croissance ? [n° 169 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Famille - PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 34 (2008-2009)] de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 245 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Justice**.

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget**.

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture**.

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - *Proposition de loi organique* portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Programme "Copernic" : la révolution informatique de l'administration fiscale n'est pas achevée [n° 70 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Gestion du patrimoine immobilier de l'État [n° 101 tome 3 annexe 14 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - Famille - Société.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 3236, 3237) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 3279) : son amendement n° 22 : extension du droit de communication des agents de l'administration des impôts des douanes et des droits indirects aux agents de l'INSEE et des services statistiques ministériels en matière de renseignements utiles à l'établissement de statistiques ; adopté. - **Article 14 (Simplification des mesures de recouvrement des impositions)** (p. 3279) : son amendement n° 23 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 26** (p. 3306) : ses amendements n° 24 : abrogation des articles 140 à 156 et 158 du code des douanes ; n° 25 : harmonisation du code des douanes avec le droit communautaire ; n° 26 : harmonisation des délais de saisine du juge d'instance dans le cadre d'un refus de remboursement d'une dette douanière ; adoptés. - **Article 28 bis (Habilitation législative pour modifier par ordonnance les textes législatifs relatifs aux missions exercées initialement par la direction générale des impôts et la direction générale de la comptabilité publique)** (p. 3312, 3313) : position de la commission des finances saisie pour avis sur l'amendement n° 134 de Mme Josiane Mathon-Poinat.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 3359) : position de la commission sur l'amendement n° 155 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance toute mesure de simplification et d'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions). - **Articles additionnels avant l'article 46** (p. 3385) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 161 (transparence des procédures de dédouanement) et n° 162 (rectification d'erreurs matérielles).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article additionnel avant l'article 2 bis** (p. 3609) : intervient sur l'amendement n° 44 de M. Serge Lagache (compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 3614) : intervient sur l'amendement n° 35 de Mme Nicole Bricq (révision des valeurs locatives des immeubles bâtis retenues pour les impositions directes locales).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6868, 6870) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi. - **Articles**

additionnels avant l'article 10 (p. 6894) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de la commission (extension aux titres à court terme de l'autorisation parlementaire relative au plafond de variation de la dette).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10775, 10777) : son intervention.

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11109) : soutient l'amendement n° I-305 de M. François Rebsamen (institution d'une contribution exceptionnelle de solidarité des personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés) ; rejeté. (p. 11111) : soutient l'amendement n° I-344 de M. François Rebsamen (instauration d'une contribution exceptionnelle à la charge des compagnies pétrolières) ; rejeté. - **Article 5 (Instauration d'une taxe carbone)** (p. 11157) : intervient sur l'amendement n° I-141 de la commission. (p. 11164, 11165) : soutient l'amendement n° I-341 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11233) : soutient l'amendement n° I-308 de Mme Nicole Bricq (transformation en crédit d'impôt de l'actuelle réduction d'impôt pour les dépenses liées à l'hébergement de personnes dépendantes) ; rejeté. (p. 11237) : soutient l'amendement n° I-310 de Mme Nicole Bricq (instauration d'une mesure d'indexation automatique des seuils et barèmes de la prime pour l'emploi) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 33** (p. 11343) : son amendement n° I-333 : octroi aux organismes HLM d'exonérations fiscales au titre du service d'intérêt général ; rejeté.

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2009) - rapporteur spécial (p. 11855, 11856) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 11864) : son amendement n° II-9 : création d'un "tableau de bord" de la révision générale des politiques publiques ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-196 du Gouvernement.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12190, 12191) : intervient sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle).

ANTOINETTE (Jean-Etienne)
sénateur (Guyane)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les rétrocessions, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 132) : intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jack Ralite. Interrogation sur les moyens alloués à RFO. (p. 147) : soutient l'amendement n° 302 de M. David Assouline ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) (p. 162) : intervient sur l'amendement n° 300 de Mme Bariza Khiari (suppression de la référence à la diversité "ethnoculturelle"). - **Article 5** (art. 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de France Télévisions*) (p. 202) : son amendement n° 96 : présence au conseil d'administration d'un représentant relevant de l'instance gouvernementale en charge de l'égalité des chances et de la lutte contre les discriminations ; rejeté. - **Article 6** (art. 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de Radio France*) (p. 207) : son amendement n° 103 : présence au conseil d'administration d'un représentant relevant de l'instance gouvernementale en charge de l'égalité des chances et de la lutte contre les discriminations ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Mise à disposition obligatoire des chaînes du groupe France Télévisions auprès des distributeurs de services outre-mer*) (p. 388) : intervient sur l'amendement n° 90 de Mme Anne-Marie Payet.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 974, 986) : parole sur l'article. Son amendement n° 340 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 6** (*Formation professionnelle et recherche dans le secteur du bâtiment*) (p. 1040, 1041) : son amendement n° 339 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1226, 1227) : son amendement n° 341 ; adopté. - **Article 15** (Art. 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 - *Schéma national des infrastructures de transport*) (p. 1261, 1264) : son amendement n° 342 ; rectifié au vu d'un examen à l'article 49.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1330, 1331) : ses amendements n° 343 et 344 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 49** (*Dispositions applicables à l'outre-mer*) (p. 1632, 1633) : parole sur l'article. (p. 1634) : intervient sur l'amendement n° 723 de Mme Gélita Hoarau. (p. 1636) : favorable à l'amendement n° 383 de M. Georges Patient. (p. 1641, 1642) : son amendement n° 345 ; rejeté. (p. 1644) : favorable à l'amendement n° 389 de M. Georges Patient. (p. 1648) : son amendement n° 347 ; adopté. (p. 1649, 1650) : son amendement n° 346 ; rejeté. (p. 1652, 1653) : ses amendements n° 342 ; adopté ; et n° 348 et 382 ; retirés.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2723, 2724) : son intervention. Son département de la Guyane. - **Titre 1er A (Soutien au pouvoir d'achat)** (p. 2743) : intervient sur l'amendement n° 157 de Mme Nicole Bricq. - **Article 1er** (*Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2755, 2756) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) (p. 2786, 2787) : intervient sur l'amendement n° 165 de M. Georges Patient. - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains*

établissements situés dans les départements d'outre-mer) (p. 2791, 2798) : son amendement n° 9 ; rejeté. Intervient sur l'amendement de M. Claude Lise n° 109 ; retiré puis repris par la commission. - **Article 3** (*Abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2801) : son amendement n° 10 ; rejeté. - **Article 4** (*Durée d'application des exonérations de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties dans le cadre des zones franches d'activités*) (p. 2808) : son amendement n° 166 ; rejeté. - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2818, 2823) : son amendement n° 173 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Georges Patient. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2836, 2837) : soutient l'amendement n° 182 de M. Georges Patient (instauration d'un crédit d'impôt sur les sociétés pour les investissements en faveur des entreprises de pêche réalisés dans les départements d'outre-mer) ; rejeté. - **Article 10** (*Création d'une aide visant à abaisser le coût du fret pour les intrants et les extrants dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2839, 2841) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 183 de M. Georges Patient ; adopté. - **Article 13** (*Création d'une aide à la rénovation des hôtels situés dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2857, 2858) : son amendement n° 191 ; rejeté. - **Article 15** (*Réforme du régime de la taxe sur la valeur ajoutée dite "non perçue récupérable", TVA NPR, applicable en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion*) (p. 2862) : soutient l'amendement n° 196 de M. Georges Patient ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Article 16** (*Création d'un fonds exceptionnel d'investissement outre-mer*) (p. 2896) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2904) : favorable à l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières). (p. 2911, 2912) : son amendement n° 256 : exonération de charges sur la sur-rémunération ; rejeté. - **Article 18** (*Remise sur le marché locatif de logements indivis vacants*) (p. 2923) : intervient sur l'amendement n° 242 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2930, 2931) : parole sur l'article. (p. 2937) : favorable à l'amendement n° 127 de M. Serge Larcher. (p. 2947, 2949) : ses amendements n° 20, 21 et 25 ; rejetés. (p. 2953) : son amendement n° 23 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2962) : favorable à l'amendement n° 141 de M. Georges Patient (dispositif de défiscalisation au profit des entreprises faisant l'acquisition de terrains dans les départements d'outre-mer, en vue de leur aménagement par les établissements publics fonciers locaux). - **Article 26** (*Création d'un fonds de continuité territoriale*) (p. 2970, 2971) : parole sur l'article. - **Article 27** (*Suppression du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes diplômés*) (p. 2986) : favorable à l'amendement n° 202 de M. Georges Patient. - **Article 29** (*Lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane*) (p. 2992) : parole sur l'article. - **Intitulé du projet de loi** (p. 3007, 3008) : favorable à l'amendement n° 156 de M. Georges Patient.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 3687, 3688) : intervient sur l'amendement n° 89 du Gouvernement (report au 1er janvier 2010 de l'entrée en vigueur de la taxe sur l'essence en Guyane).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (25 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Agences régionales de santé*) (p. 4944) : favorable à l'amendement n° 1053 de M. Yves Daudigny. (p. 4947) : favorable à l'amendement n° 1049 de M. Georges Patient.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article additionnel avant l'article 33 (précédemment réservé)** (p. 5227, 5228) : son amendement n° 1129 : réalisation d'un audit approfondi de

l'organisation sanitaire et du financement des établissements de santé en Guyane ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5586, 5587) : votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7495, 7497) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments) (p. 7528) : son amendement n° 217 ; rejeté. (p. 7533) : soutient l'amendement n° 218 de M. Claude Lise ; adopté. - **Article 2** (art. L. 111-10-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments) (p. 7539) : son amendement n° 219 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 7550) : soutient l'amendement n° 19 de M. Serge Larcher (création d'un label de construction bioclimatique dans les départements et collectivités d'outre-mer) ; retiré. - **Article 3** (Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Contrats de performance énergétique et travaux d'économie d'énergie dans les copropriétés) (p. 7551) : soutient l'amendement n° 221 de M. Claude Lise ; adopté. - **Article 5** (Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement) (p. 7576, 7577) : ses amendements n° 229, 230 et 231 ; rejetés. - **Article 9** (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale) (p. 7601, 7602) : son amendement n° 238 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 8025, 8027) : ses amendements n° 895 : réglementation du transport fluvial guyanais par des décrets simples et non par des décrets en Conseil d'Etat ; retiré ; et n° 896 : statut des fleuves et des piguiers guyanais ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 25** (art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables) (p. 8072, 8073) : son amendement n° 572 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 29** (p. 8098, 8099) : son amendement n° 870 : remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évaluation des puits de carbone retenus par les massifs forestiers et leur possible valorisation financière par les territoires ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article 78** (art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets) (p. 8418, 8423) : soutient les amendements n° 736 et 738 de M. Jacques Gillot ; rejetés ; et n° 749 de M. Georges Patient ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8424) : soutient les amendements de M. Georges Patient

n° 750 (prise en compte des conditions techniques et économiques des régions d'outre-mer) ; et n° 751 (allègement temporaire de la TGAP dans les territoires d'outre-mer réalisant des investissements de mise aux normes et de modernisation de leurs installations de traitement des déchets) ; rejetés. (p. 8448, 8449) : soutient l'amendement n° 748 de M. Georges Patient (représentativité des territoires d'outre-mer au sein du Conseil national des déchets) ; retiré. Son amendement n° 862 : possibilité, pour les collectivités ultramarines, de renégocier avec l'Etat le montant des pénalités de retard relatives à la mise aux normes des décharges publiques ; rejeté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8771, 8772) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 8785) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (6 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9633, 9634) : soutient l'amendement n° 419 de M. Georges Patient ; rejeté. Son amendement n° 420 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11499, 11500) : son intervention.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12393, 12394) : soutient l'amendement n° II-300 de M. Georges Patient (rapport gouvernemental présentant les moyens mis en œuvre pour permettre aux services fiscaux de l'État et des collectivités territoriales d'outre-mer d'identifier l'ensemble des bases prises en compte pour l'application de la fiscalité locale) ; adopté. Son amendement n° II-301 : réalisation d'une étude chargée d'établir des propositions pour augmenter les retombées financières de l'activité du spatial en Guyane ; rejeté. (p. 12395) : soutient l'amendement n° II-302 de M. Georges Patient (rapport gouvernemental précisant les possibilités de prise en compte, pour la répartition de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement des collectivités des départements d'outre-mer, du revenu moyen par habitant, des dépenses scolaires ainsi que des particularités géographiques de ces collectivités) ; retiré. (p. 12396) : son amendement n° II-303 : limitation de l'effort inflationniste sur les prix de l'octroi de mer ; retiré. (p. 12397) : son amendement n° II-304 : suppression de la limitation de dix fois la superficie des parties agglomérées des communes dans les opérations de cession gratuite de foncier de l'État aux communes ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'organisation d'une consultation des électeurs de la Guyane et de la Martinique sur le changement de statut de ces collectivités** - (9 décembre 2009) (p. 12505, 12506) : son intervention.

ANZIANI (Alain)
sénateur (Gironde)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre suppléant du Comité des finances locales.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Responsabilité civile : des évolutions nécessaires [n° 558 (2008-2009)] (15 juillet 2009) - **Justice.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 106 tome 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pénitentiaire** [n° 202 (2008-2009)] - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2275, 2277) : son intervention. - **Titre préliminaire** (*Du sens de la peine de privation de liberté*) (p. 2300) : son amendement n° 65 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** : son amendement n° 67 : obligation de traiter les personnes privées de liberté dans le respect des droits de l'homme ; rejeté. (p. 2301) : son amendement n° 66 : maintien des droits des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement ou placées en détention provisoire ; rejeté. (p. 2302) : ses amendements n° 68 : caractère proportionnel et strictement nécessaire des restrictions imposées aux personnes privées de liberté ; et n° 69 : obligation de respecter les droits de l'homme des personnes détenues ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 3** (*Transfert de compétence à titre expérimental aux régions en matière de formation*) (p. 2332) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2334) : souhaite que Mme le Gard des sceaux réponde à deux de ses questions. - **Article 4** (*Code de déontologie et prestation de serment*) (p. 2339) : respect des règles pénitentiaires européennes. - **Article 4 bis** (*Personnels de surveillance*) (p. 2343) : son amendement n° 79 ; adopté. - **Article 4 quater** (*Droits des personnels déconcentrés de l'administration pénitentiaire*) (p. 2345, 2346) : son amendement n° 80 ; devenu sans objet. - **Division additionnelle après l'article 9** (p. 2354) : ses amendements n° 88 : transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 17-1 ; n° 89 : transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 18-1 ; n° 91 : transcription, en

droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 19 ; rejetés. - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2356, 2360) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 94 de M. Richard Tuheiva ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 226 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 10 bis** (*Information du détenu sur ses droits et ses devoirs*) (p. 2361, 2371) : parole sur l'article. Modalités d'application de l'article 40. - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 2373) : son amendement n° 97 : reconnaissance du droit, pour tout détenu, d'accéder à des conseils juridiques au sein de l'établissement pénitentiaire ; rejeté. - **Article 11** (*Liberté de communication des détenus avec leurs avocats*) (p. 2375) : son amendement n° 98 ; adopté. - **Article 11 bis** (p. 2376, 2377) : son amendement n° 99 ; adopté. - **Article 11 quater** (*Consultation des détenus sur leurs activités*) (p. 2384) : son amendement n° 102 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 2390, 2392) : son amendement n° 109 : transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n°26-10 ; rejeté. Favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 190 (indexation de la rémunération des détenus employés en prison sur le SMIC).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 2428) : son amendement n° 115 : prise en compte du maintien des liens familiaux lors de l'incarcération ou du transfèrement des détenus ; rejeté. - **Article 15** (*Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille*) (p. 2434) : favorable à l'amendement n° 192 de la commission des affaires sociales saisi pour avis dans sa première rédaction. - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 2439, 2440) : ses amendements n° 117 : autorisation pour les prévenus d'office de contacter téléphoniquement les personnes titulaires d'un permis de visite ; et n° 118 : autorisation pour les détenus de communiquer aussi fréquemment que possible avec l'extérieur ; rejetés. - **Article 17** (*Correspondance*) (p. 2443) : son amendement n° 120 ; rejeté. - **Article 18 bis** (*Droit à la confidentialité des documents personnels*) (p. 2447) : son amendement n° 121 ; adopté. - **Article 19** (*Accès à l'information*) (p. 2447) : son amendement n° 122 ; rejeté. - **Article 19 bis** (*Obligation de garantir la sécurité de la personne détenue*) (p. 2449) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2478, 2480) : reprend l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 197 : impossibilité de demander aux médecins et aux personnels soignants intervenant en milieu carcéral de pratiquer des actes dénués de liens avec les soins ou les expertises médicales ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 2484) : reprend l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 199 : autorisation pour les détenus de faire appel à un autre praticien que ceux appartenant aux unités de soins en milieu carcéral ; rejeté. (p. 2486) : reprend les amendements de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 201 : contrat d'entretien spécifique pour les hôpitaux en charge des unités de soins en milieu carcéral ; et n° 202 : mise en place d'un plan télé-médecine ; rejetés. - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2492) : parole sur l'article. (p. 2497, 2498) : ses amendements n° 134, 135 et 136 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 24** (p. 2502) : son amendement n° 137 : encadrement par un décret en Conseil d'État de la procédure de fouille ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2529, 2530) : son amendement n° 149 : suppression des peines planchers d'un an à quatre ans pour les délits commis en état de récidive ; rejeté. - **Article 32** (*art. 132-24 du code pénal - Affirmation du caractère subsidiaire de l'emprisonnement ferme et de la nécessité de prévoir son aménagement*) (p. 2532, 2533) : son amendement n° 150 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 2534) : intervient sur l'amendement de la commission saisi pour avis n° 207 : interdiction d'incarcérer un détenu dans un établissement ayant un taux d'occupation supérieur de 20 % à ses capacités. - **Article 33** (*art. 132-25, 132-26, 132-26-1 et 132-27 du code pénal - Extension des possibilités d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement correctionnel*) (p. 2536) : son amendement n° 151 ; rejeté. (p. 2538) : son amendement n° 152 ; retiré. - **Article**

additionnel après l'article 33 (p. 2538) : son amendement n° 153 : possibilité pour le juge de l'application des peines d'accorder une semi-liberté, un placement sous surveillance électronique ou un placement extérieur avec exécution provisoire, sans attendre le délai de dix jours lié au mandat de dépôt et au délai d'appel ; adopté. - **Article 34 A** (*Durée du travail d'intérêt général*) (p. 2539) : son amendement n° 154 ; adopté. - **Article 37** (*Assignation à résidence avec surveillance électronique*) (p. 2544) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 2544) : son amendement n° 157 : possibilité pour le juge de l'application des peines d'ordonner l'exécution provisoire d'une mesure d'aménagement de la peine lorsque le prévenu condamné à un emprisonnement sans sursis est incarcéré en application de l'article 397-4 du code de procédure pénale ; retiré. - **Article 43** (*art. 712-22 et 712-23 du code de procédure pénale - Relèvement d'une interdiction professionnelle et dispense d'inscription d'une condamnation au bulletin n° 2 du casier judiciaire*) (p. 2545) : son amendement n° 158 ; adopté. - **Article 47** (*art. 729 du code de procédure pénale - Octroi de la libération conditionnelle*) (p. 2551) : ses amendements n° 161 et 162 ; rejetés. - **Article 48** (*section VII et VIII, art. 723-13-1 nouveau à 723-28 du code de procédure pénale - Procédures simplifiées d'aménagement des peines*) (p. 2558) : son amendement n° 166 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 48** (p. 2560) : son amendement n° 165 : possibilité pour les détenus étrangers d'obtenir un aménagement de peine ou une permission de sortie ; rejeté. - **Article 49** (*art. 715-1 nouveau et 716 du code de procédure pénale - Possibilité d'un encellulement individuel ou collectif pour les prévenus*) (p. 2560, 2561) : parole sur l'article. (p. 2565) : son amendement n° 171 ; rejeté. - **Article 50** (*art. 717 du code de procédure pénale - Assouplissement des conditions de maintien d'un condamné en maison d'arrêt*) (p. 2567) : son amendement n° 172 ; rejeté. - **Article 51** (*art. 71-1 du code de procédure pénale - Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention*) (p. 2569, 2570) : son amendement n° 173 ; rejeté. (p. 2570, 2571) : son amendement n° 174 ; rejeté. (p. 2572) : sur l'amendement n° 296 de la commission, son sous-amendement n° 301 ; devenu sans objet. (p. 2573) : son amendement n° 175 ; rejeté. (p. 2576) : intervient sur son amendement n° 173 précité. - **Articles additionnels avant l'article 53** (p. 2579, 2580) : ses amendements n° 181 : création d'une commission régionale disciplinaire ; et n° 182 : transcription de la règle pénitentiaire européenne n° 57-1 ; rejetés. - **Article 53** (*art. 726 du code de procédure pénale - Régime disciplinaire*) (p. 2580, 2581) : ses amendements n° 178 ; rejeté ; et n° 179 ; retiré. (p. 2584, 2585) : ses amendements n° 92 ; adopté ; et n° 180 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 53 bis** (p. 2586, 2587) : son amendement n° 183 : non-cumul des sanctions disciplinaires pour un même fait ; rejeté. - **Article 55** (*art. 471, 474, 702-1, 710, 712-4, 733-1, 747-2 et 775-1 du code de procédure pénale -*

Exécution par provision de la peine de jours-amende et des mesures d'aménagement de peine - Coordinations - Décisions à juge unique - Substitution d'une peine de jours-amende au travail d'intérêt général) (p. 2588) : son amendement n° 185 ; retiré. - **Article 59** (*Moratoire de cinq ans pour l'application des dispositions relatives à l'encellulement individuel des détenus*) (p. 2594) : soutient l'amendement n° 186 de M. Richard Tuhejava ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2594, 2595) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Débat sur la politique de lutte contre l'immigration clandestine** - (29 avril 2009) (p. 4033) : son intervention.

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8519, 8520) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 12027, 12028) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 12733, 12735) : sa motion n° 3 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12747, 12748) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Claude Peyronnet (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale).

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13202, 13203) : son intervention. - **Article 13** (*Modalités de calcul de l'indemnisation versée aux avoués*) (p. 13230) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Article 16** (*Organisation et fonctionnement de la commission chargée de statuer sur les demandes de versement ou de remboursement d'indemnités*) (p. 13248) : soutient l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Michel ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7498, 7499) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7523) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 178 de Mme Évelyne Didier (engagement du Gouvernement à fournir au Parlement une étude visant à définir les notions d'énergie grise ou d'énergie incorporée). - **Article 1er** (*art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments*) (p. 7526, 7536) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 128 et 129 de M. Claude Biwer, n° 210 de M. Jacques Muller, n° 217 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 218 de M. Claude Lise, n° 257, 262 et 263 de M. Charles Revet, n° 3, 4, 5 et 7 de M. Thierry Repentin et n° 355, 356, 357 et 359 de la commission. - **Article 2** (*art. L. 111-10-3 [nouveau] du code de la construction et de*

APPARU (Benoît)
*secrétaire d'État chargé du logement et
de l'urbanisme
(à partir du 23 juin 2009)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 6553, 6564) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 44 de M. Daniel Raoul, n° 89 de M. Daniel Soulage, n° 35 de M. Jacques Muller, n° 2, 3 et 5 de M. Thierry Repentin, et n° 54 de Mme Évelyne Didier.

l'habitation - Travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments) (p. 7537, 7540) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 219 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 8, 9, 10 et 11 de M. Thierry Repentin et n° 180 de Mme Évelyne Didier. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7540) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 360 (extension du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux réalisés en faveur des économies d'énergie), n° 361 (extension du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux réalisés en faveur des personnes en situation de handicap) et n° 362 (extension du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux réalisés en faveur de la prévention des risques technologiques). - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 244 quater U du code général des impôts - *Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro*) (p. 7541, 7544) : son amendement n° 311 ; rejeté. (p. 7545, 7546) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 149 de M. Xavier Pintat. - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7546) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 201 de M. Hervé Maurey et n° 220 de M. Thierry Repentin (incitation des collectivités territoriales à engager un programme de rénovation thermique de leur patrimoine immobilier). - **Article 2 ter (Nouveau)** (*Majoration de loyer consécutive à des travaux d'amélioration*) (p. 7547) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 181 de Mme Évelyne Didier. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 7548) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Thierry Repentin (limitation de l'augmentation des loyers due aux travaux de réhabilitation des logements). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 7548, 7550) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 12 (obligation de réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique et environnementale dans les logements) et n° 14 (extension du crédit d'impôt au coût de la main-d'œuvre d'isolation des logements) et n° 19 de M. Serge Larcher (création d'un label de construction bioclimatique dans les départements et collectivités d'outre-mer). - **Article 3** (*Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Contrats de performance énergétique et travaux d'économie d'énergie dans les copropriétés*) (p. 7551, 7552) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 221 de M. Claude Lise, n° 20 et 21 de M. Thierry Repentin, n° 258 de M. Charles Revet et n° 363 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7553, 7559) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 158 de M. Jacques Blanc (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir), n° 290 de M. Jacques Muller (inscription dans la loi du principe d'un plan national de lutte contre la précarité énergétique), de M. Thierry Repentin n° 22 (obligation pour les syndicats de conclure un contrat-type de gestion), n° 23 (obligation de constituer un fonds pour gros travaux dans les copropriétés privées), n° 24 (prise en compte de la lutte contre la précarité énergétique dans les plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées), n° 25 (insertion d'un critère de confort thermique dans les critères de définition d'un logement décent), n° 222 (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir social), n° 224 (allongement de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés avec un prêt social location-accession), n° 183 de Mme Annie David (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir social) et n° 182 de Mme Évelyne Didier (mobilisation des moyens pour la lutte contre la précarité énergétique). - **Article additionnel avant l'article 3 bis** (p. 7560, 7561) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 130 de M. Claude Biwer (amélioration de la lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 7562, 7563) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 27 de Mme Jacqueline Alquier (impossibilité pour un propriétaire de vendre à son locataire un logement qui ne soit pas performant énergétiquement) et n° 223 de M. Thierry Repentin (répartition des économies réalisées entre la baisse des charges pour le locataire et le retour sur investissement pour le propriétaire). - **Article 4** (art. L. 111-6-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Inopposabilité des règles d'urbanisme relatives à l'aspect extérieur des bâtiments lorsque la construction utilise des énergies renouvelables*) (p. 7566, 7568) : avis du Gouvernement

sur les amendements n° 75 et 76 de la commission des lois saisie pour avis, n° 211 et 212 de M. Jacques Muller, n° 228 de M. Thierry Repentin, n° 184 de Mme Évelyne Didier et n° 160 de Mme Françoise Férat. - **Article 5** (*Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7570, 7580) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 131 de M. Claude Biwer, n° 150 de M. Daniel Soulage, n° 77, 78 et 79 de la commission des lois saisie pour avis, n° 202 de M. Hervé Maurey, n° 299 de M. Jacques Muller, n° 229, 230 et 231 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 32, 33 et 232 de M. Thierry Repentin, n° 145 de Mme Anne-Marie Payet, n° 185, 186 et 187 de Mme Évelyne Didier. - **Article 6** (art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - *Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme*) (p. 7584, 7586) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 151 et 152 de M. Daniel Soulage, n° 156 de M. Jacques Blanc, n° 291 et 213 de M. Jacques Muller, n° 155 de M. Michel Houel, n° 34, 35 et 36 de M. Thierry Repentin, n° 161 de Mme Françoise Férat, n° 81 de la commission des lois saisie pour avis, ainsi que sur les sous-amendements n° 157 de M. Jacques Blanc, n° 233 de M. Thierry Repentin et n° 188 de Mme Annie David s'y rapportant. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7587) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 234 de M. Jacky Le Menn (mesures en faveur de la prise en compte de l'information environnementale dans les documents d'urbanisme). - **Article 7** (art. L. 121-9 et L. 121-9-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Qualification de projet d'intérêt général de certaines mesures de mise en œuvre des DTA*) (p. 7589, 7591) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 et 38 de M. Thierry Repentin, n° 189 de Mme Évelyne Didier et n° 304 de M. Jacques Muller. - **Article 8** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Modification de l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme*) (p. 7592) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 7592) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de M. Thierry Repentin (prise en compte des continuités écologiques dans le rapport d'évaluation environnementale des documents d'urbanisme). - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7596, 7605) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 259 et 260 de M. Charles Revet, n° 133 de M. Claude Biwer, n° 153 de M. Daniel Soulage, n° 81, 82, 83, 84 et 85 de la commission des lois saisie pour avis, n° 203, 204 et 205 de M. Hervé Maurey, n° 292, 293 et 294 de M. Jacques Muller, n° 238 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 41, 42, 44, 235 et 237 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Article 10** (*Chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Renforcement des plans locaux d'urbanisme*) (p. 7687, 7695) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 302 et 303 de M. Jacques Muller, n° 94, 95, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 et 104 de la commission des lois saisie pour avis, n° 242, 243 et 244 de M. Thierry Repentin, n° 192 et 194 de Mme Évelyne Didier, n° 267 de M. Pierre Jarlier, n° 163 de Mme Françoise Férat. (p. 7696, 7701) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 208 et 209 de M. Hervé Maurey, n° 245, 246 et 248 de M. Thierry Repentin, n° 105, 106 et 107 de la commission des lois saisie pour avis, n° 134 de M. Claude Biwer, n° 195 de Mme Évelyne Didier, et n° 297 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7702, 7703) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 249 (création d'un dispositif de protection et de continuité écologique) et n° 250 (possibilité, pour les directeurs des établissements publics fonciers locaux, de recevoir une délégation de leur conseil d'administration pour exercer le droit de préemption). - **Article 11** (art. L. 128-1, L. 128-2 et L. 128-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Autorisation de dépassement des règles densité de construction pour les bâtiments particulièrement performants en matière énergétique*) (p. 7704, 7705) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 251 de M. Thierry Repentin et n° 214 de M. Jacques Muller. - **Article 12** (art. L. 141-1 et L. 141-1-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Procédure de révision du schéma directeur de la région d'Île-de-France*) (p. 7706, 7709) :

avis du Gouvernement sur les amendements n° 52 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 197 de Mme Évelyne Didier, n° 108 et 109 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 13 (Habilitation du Gouvernement à simplifier le code de l'urbanisme)** (p. 7710, 7711) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 53 de M. Thierry Repentin et n° 198 de Mme Évelyne Didier ainsi que sur les amendements n° 110 et 111 de la commission des lois saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7711, 7712) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 216 de M. Jacques Muller et n° 252 de M. Thierry Repentin (possibilité, pour les intercommunalités, d'ester en justice en cas d'infraction aux règles d'urbanisme). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 7712) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° 67 (prise en compte des enjeux liés au développement durable dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager). - **Article 14 (réservé)** (art. L. 642-3 du code du patrimoine - *Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP*) (p. 7713, 7716) : favorable à la priorité demandée par M. Jean-Paul Emorine sur les amendements n° 364 de la commission et n° 68 de la commission de la culture saisie pour avis. Avis du Gouvernement sur les deux amendements précités et n° 254 de M. Yves Dauge, n° 266 de M. Pierre Jarlier, n° 298 de M. Jacques Muller, ainsi que sur les sous-amendements n° 454 de M. Charles Revet et n° 112 de la commission des lois saisie pour avis portant sur l'amendement n° 364 précité. Favorable à la demande de réserve sur l'article de M. Daniel Raoul. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 7718) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 199 de Mme Évelyne Didier (révision de la procédure d'acquisition par préemption au profit des départements). - **Article 15 bis (Nouveau)** (art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - *Travaux nécessaires aux activités agricoles dans les zones soumises à la loi littorale*) (p. 7718, 7722) : son amendement n° 159 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 7723, 7724) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 225 (possibilité, pour l'Etat, de vendre des biens immobiliers de son domaine privé à un prix inférieur à la valeur vénale lorsqu'ils sont destinés à la réalisation de programmes comportant des logements sociaux), n° 226 (cession à l'euro symbolique des immeubles domaniaux reconnus inutiles par le ministère de la défense au bénéfice des organismes HLM ou des SEM), n° 227 (fiscalité allégée pour les particuliers cédant des immeubles à destination du secteur du logement social) et n° 289 de M. Jacques Muller (jugement des délits commis en matière de protection du cadre de vie par un tribunal correctionnel composé d'un juge unique). - **Division additionnelle après l'article 15 bis** (p. 7718) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 309 de Mme Marie-Christine Blandin (coordination). - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 7727) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 113 (assouplissement de la procédure de recours contre les avis des architectes des Bâtiments de France dans le champ de protection des immeubles classés) et n° 114 (assouplissement de la procédure de recours contre les avis des architectes des Bâtiments de France dans les secteurs sauvegardés). - **Article 15 (précédemment réservé)** (Texte

non modifié par la commission) (*Livre VII du code de l'urbanisme - Application à Mayotte*) (p. 7727) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 115 de la commission des lois saisie pour avis.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9187, 9188) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10621, 10622) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 10632, 10634) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. François Fortassin (limitation à un seul logement par contribuable des dispositifs fiscaux d'incitation à l'investissement locatif privé). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10638, 10641) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Fortassin n° 2 (création d'une taxe pour les logements meublés affectés à l'habitation, et dont la durée d'occupation est inférieure à six mois par an), n° 3 (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter la majoration par mètre carré de la valeur cadastrale de certains terrains constructibles) et n° 4 (mesures en faveur de la construction des logements sociaux). - **Article 4 (Moratoire sur les expulsions locatives)** (p. 10643) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2009) (p. 12141, 12143) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 12145) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-19 (insertion de la provision pour risque contentieux lié au droit au logement opposable dans le compte général annexé au projet de loi de règlement) et n° II-20 (maintien du principe du reversement des deux tiers de la collecte HLM et SEM).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12590, 12591) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 121-1, L. 123-1, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 124-2 du code de l'urbanisme - *Obligation de réaliser un plan d'aménagement des entrées de ville*) (p. 12598) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 3 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 5 de M. Claude Biwer portant sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 2** (art. L. 123-1 du code de la voirie routière - *Transformation des routes nationales en voies urbaines dans le périmètre des entrées de ville*) (p. 12601) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission saisie pour avis et sur le sous-amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Sueur s'y rapportant.

ARTHUIS (Jean)
sénateur (Mayenne)
UC

NOMINATIONS

Président de la commission des finances.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation).

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 363 (2008-2009)] visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 437 (2008-2009)] (27 mai 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La "suppression" de la taxe professionnelle : nécessité de compétitivité pour les entreprises et espoir de réforme pour les finances locales [n° 579 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour une gestion transparente des caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics [n° 67 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Plan de relance de l'économie [n° 101 tome 3 annexe 19 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 712, 713) : défavorable à l'amendement n° 45 de Mme Nicole Bricq (modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation des bénéfices). (p. 718) : intervient sur l'amendement n° 48 de Mme Nicole Bricq (affectation des dividendes et rémunérations des salariés). - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 729, 736 ; 756) : son amendements n° 7 ; adopté. Défavorable à l'amendement n° 18 de Mme Nicole Bricq. (p. 738, 739) : au nom de la commission, intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 763) : intervient sur l'amendement n° 52 de M. Yannick Botrel (compensation à certaines communes de pertes de recettes provenant de la taxe professionnelle de France Télécom). - **Article 3 et état B** (*Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général*) (p. 777, 778) : demande le retrait de l'amendement n° 29 de M. Serge Dassault. (p. 779) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 786) : intervient sur l'amendement n° 37 de M. Éric Doligé (crédit d'impôt pour les travaux de remise en état des résidences principales envisagées par la sécheresse de 2003). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 793, 795) : intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (plafonnement de la garantie apportée par l'Etat à la caisse centrale de réassurance). A titre personnel, son amendement n° 36 : création en 2009 d'une contribution de 100 millions d'euros à la charge des caisses de congés payés des ouvriers du bâtiment et des travaux publics ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 800, 801) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire* [n° 180 (2008-2009)] - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1157, 1158) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 - Commission mixte paritaire [n° 181 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1200) : votera ce projet de loi.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (4 février 2009) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1433, 1434) : son intervention.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Commission mixte paritaire [n° 121 (2008-2009)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2130, 2131) : son intervention. Zonage des constructions de logements locatifs privés.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - président de la commission des finances - **Titre 1er A** (*Soutien au pouvoir d'achat*) (p. 2742, 2743) : intervient sur l'amendement n° 157 de Mme Nicole Bricq. - **Article 1er A** (*Réglementation des prix des produits de première nécessité*) (p. 2747) : favorable à l'amendement n° 375 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 2753) : intervient sur l'amendement n° 424 du Gouvernement (possibilité de verser un bonus exceptionnel aux salariés dans le cadre d'un accord régional interprofessionnel).

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2797, 2798) : reprend l'amendement n° 109 de M. Claude Lise ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2813) : s'abstient sur l'amendement n° 335 de Mme Marie-Christine Blandin (application rigoureuse des textes concernant la santé des populations et la protection de l'environnement dans les départements et les collectivités d'outre-mer). - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt*

sur le revenu pour les investissements productifs) (p. 2816, 2831) : ne votera pas l'amendement n° 204 de M. Gaston Flosse. Intervient sur les amendements n° 402 et 403 du Gouvernement, n° 174 de M. Richard Tuheiva et n° 170 de M. Georges Patient.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2904, 2905) : défavorable à l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières). (p. 2916) : défavorable à l'amendement n° 342 de M. Claude Lise (étalement des dettes sociales des petites entreprises). - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2934, 2935) : intervient sur l'amendement n° 100 de M. Michel Magras. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2964) : ne votera pas l'amendement n° 267 de M. Jean-Paul Virapoullé (défiscalisation temporaire en faveur du logement intermédiaire). - **Article 20 ter** (*Avis des collectivités territoriales d'outre-mer sur les opérations de défiscalisation mises en œuvre sur leur territoire*) (p. 2966, 2967) : son amendement n° 445 ; adopté. - **Article 33** (*Création d'une Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer*) (p. 3006) : favorable à l'amendement n° 371 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3013, 3014) : remerciements.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3512) : ne votera pas l'article 1er de cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 3515, 3517) : position de la commission sur les amendements de Nicole Bricq n° 1 (création d'une nouvelle tranche d'impôt sur le revenu), n° 2 (plafonnement des salaires versés aux dirigeants d'entreprises), n° 3 (plafonnement des primes de départ des dirigeants d'entreprises) et n° 5 (taxation supplémentaire du bénéfice imposable des entreprises augmentant le salaire de leur dirigeant six mois avant leur départ) ainsi que sur les sous-amendements de M. Thierry Foucaud n° 17 et n° 18 portant respectivement sur les amendements n° 1 et n° 5 précités. - **Article 2** (*Encadrement des indemnités de départ des dirigeants*) (p. 3517) : position de la commission sur l'article 2 de ce projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3517, 3519) : position de la commission sur les amendements de Nicole Bricq n° 6 (limitation des stock-options aux entreprises de moins de cinq ans), n° 7 (limitation de la part variable de la rémunération d'un dirigeant d'entreprise), n° 8 (établissement par les dirigeants d'entreprise d'un calendrier de cession ou de réalisation de leur rémunération en capital), n° 9 (augmentation de la contribution salariale sur les rémunérations annexes en capital des dirigeants), n° 10 (augmentation de la cotisation patronale sur les rémunérations annexes en capital des dirigeants) et n° 11 (abaissement du seuil de taxation de la plus-value d'acquisition et relèvement de la taxe sur les attributions gratuites pour les cessions de valeurs mobilières supérieures à 50 000 euros). - **Article 3** (*Imposition totale des "stock options" et des actions gratuites*) (p. 3520) : position de la commission sur l'article 3 de cette proposition de loi. - **Article 5** (*Application rétroactive de la proposition de loi*) (p. 3521) : position de la commission sur l'amendement n° 16 de M. Thierry Foucaud. - **Article 6** (*Autorisation préalable des conventions dites "réglementées"*) (p. 3521) : position de la commission sur l'article 6 de cette proposition de loi. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3522) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de Mme Nicole Bricq (procédure d'autorisation relative à la rémunération des dirigeants d'entreprises).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - président de la commission des finances - **Article 1er** (*Crédit d'impôt en faveur des contribuables dont le revenu imposable est inférieur à 12.475 euros par part*) (p. 3626, 3627) : son intervention. Demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Hervé Maurey portant article additionnel après l'article 1er.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article 7 et état D** (*Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3634, 3635) : intervient sur l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet. - **Articles additionnels avant l'article 8 A** (p. 3639) : intervient sur l'amendement n° 48 de Mme Nathalie Goulet (subordination des aides à la presse au respect des règles déontologiques). - **Article 8 A** (*Fonds de concours entre un syndicat d'électricité et ses communes membres*) (p. 3639, 3640) : intervient sur l'amendement n° 93 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 8 B** (p. 3646) : intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-Claude Carle (éligibilité au dispositif Scellier des logements à la déclaration d'ouverture de chantier antérieure au 1er janvier 2009). - **Article 8 C** (*Conditions d'application de la réduction d'impôt pour l'investissement locatif*) (p. 3648) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 8 D** (*Aménagement du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 3659) : favorable à l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 11** (*Renforcement des conventions entre l'Etat et les banques bénéficiant de la garantie financière de l'Etat*) (p. 3680, 3685) : à titre personnel, son amendement n° 74 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3693, 3694) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 319 (2008-2009)]** - (9 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3905, 3906) : son intervention. - **Article 11** (*Eléments de rémunération variable*) (p. 3914) : ses amendements, acceptés par le Gouvernement, n° 2 et 3 ; adoptés.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) - coprésident du groupe de travail (p. 4061, 4063) : son intervention. (p. 4083, 4086) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)]** - (7 mai 2009) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 4313, 4315) : son intervention. La commission des finances demandera au Sénat de rejeter cette proposition de loi. - **Article 2** (*Composition de la commission nationale*) (p. 4317, 4319) : son intervention. Ne votera pas cet article.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article 14** (*chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - Examen des projets et propositions de loi*) (p. 5421, 5422) : intervient sur l'amendement n° 50 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 5424) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, rapporteur - **Discussion générale** (p. 5578, 5580) : son intervention. - **Article 1er** (*Art. 235 ter ZB [nouveau] du code général des impôts - Création d'une contribution exceptionnelle de solidarité sur les entreprises bénéficiaires*) (p. 5588) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Thierry Foucaud et l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 2** (*Art. 219 du code général des impôts - Modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation des bénéfices réalisés par les entreprises*) (p. 5589) : position de la commission sur l'article 2 de cette proposition de loi. - **Article 4** (*Compensation financière*) (p. 5590) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5591, 5592) : position de la

commission sur les amendements n° 3 et 4 de M. Thierry Foucaud.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires*) (p. 5855, 5860) : ne votera pas l'amendement n° 10 de Mme Nicole Bricq. Intervient sur les amendements n° 10 de M. Yvon Collin et n° 2 de Mme Nicole Bricq. (p. 5868) : intervient sur l'amendement n° 20 de M. Bernard Vera. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5880) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Préavis et motivation des réductions ou interruptions de crédits bancaires aux entreprises*) (p. 5893) : soutient l'amendement n° 11 de M. Jean-Jacques Jégou ; adopté. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Statistiques relatives aux crédits bancaires consentis aux jeunes entreprises et PME*) (p. 5897, 5898) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Jacques Jégou ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 470 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - président de la commission des finances, auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 6430, 6436) : son intervention. - **Article 1er** (art. 885-0 *V bis* du code général des impôts - *Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des investissements dans les petites et moyennes entreprises*) (p. 6446) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. Philippe Adnot, repris par M. Philippe Marini. - **Article 1er bis** (art. L. 214-36 du code monétaire et financier - *Raccourcissement du délai d'atteinte du quota d'investissement au capital de sociétés non cotées ou faiblement cotées pour l'ensemble des fonds communs de placement à risques, FCPR*) (p. 6449) : intervient sur l'amendement n° 14 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6451) : son intervention. Votera ce texte.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 octies F, 39 AK et 279 du code général des impôts, art. 138 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 et art. 10 de la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 - *Baisse de la taxe sur la valeur ajoutée dans la restauration*) (p. 6760, 6762) : son amendement n° 1 ; retiré. Votera contre l'article 10 bis A de ce projet de loi.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général - **Discussion générale** (p. 6865, 6868) : son intervention.

- Président de la commission des finances (p. 6879) : organisation des débats. - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 6895) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de la commission (extension aux titres à court terme de l'autorisation parlementaire relative au plafond de variation de la dette). (p. 6896, 6897) : à titre personnel, son amendement n° 2 : place des charges budgétaires correspondant au coût d'amortissement de l'emprunt dans la loi de finances ; retiré.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) - président de la commission des finances, du contrôle

budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7043, 7046) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8888) : son intervention.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8921, 8923) : ses interventions.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)]** - (29 octobre 2009) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 9119, 9120) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9121) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Article 46** (art. L. 542-9 du code de la sécurité sociale - *Octroi du prêt pour l'amélioration de l'habitat aux assistants maternels*) (p. 10473) : son amendement n° 419 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10478, 10482) : son amendement n° 209 ; sécurisation des regroupements d'assistants maternels ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) - président de la commission des finances (p. 10760, 10763) : son intervention.

Première partie :

- (19 novembre 2009) - président de la commission des finances - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10807, 10808) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - président de la commission des finances - **Rappel au règlement** (p. 10849). - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10910) : demande la priorité pour l'examen de l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10931) : neutralité fiscale entre les formules sociétaires et les formules individuelles. (p. 10938) : intervient sur le sous-amendement n° I-525 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10940) : intervient sur le sous-amendement n° I-56 de M. Philippe Dominati portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10944) : intervient sur le sous-amendement n° I-472 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10955) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-511 de M. Philippe Marini ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements n° I-58 de M. Philippe Adnot, n° I-452, I-453, I-454, I-455 et I-456 de M. Thierry Foucaud, n° I-473, I-474, I-475, I-476, I-531, I-532, I-533, I-534 et I-535 de M. Yvon Collin, et n° I-72 et I-76 de Mme Nicole Bricq. (p. 10976) : intervient sur le sous-amendement n° I-59 de M. Christian Cambon portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) - président de la commission des finances (p. 10994, 11010) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, intervient sur les sous-amendements n° I-506 de M. Philippe Marini et n° I-540 de M. Jean-Pierre Fourcade, votera contre le sous-amendement n° I-79 de Mme Nicole Bricq et demande que le vote sur le sous-

amendement n° I-527 du Gouvernement soit réservé jusqu'après la suspension de séance. (p. 11014, 11023) : position de la commission sur les sous-amendements n° I-55 et I-54 de M. Philippe Dominati portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. Sur ce dernier, intervient sur les sous-amendements n° I-527 du Gouvernement et n° I-77 de Mme Nicole Bricq. (p. 11023, 11031) : demande que son sous-amendement n° I-539 portant sur l'amendement n° I-1 de la commission soit examiné en priorité. Acceptée par le Gouvernement, la priorité est de droit. Sur l'amendement n° I-1 précité, intervient sur les sous-amendements n° I-529 du Gouvernement et n° I-517 de M. Philippe Marini et ses sous-amendements n° I-63 ; retiré ; et n° I-62 ; adopté. (p. 11039, 11044) : intervient sur le sous-amendement n° I-544 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. - **Article 2 bis (Nouveau) (priorité)** (*Création d'un fonds de péréquation des droits d'enregistrement départementaux*) (p. 11049) : intervient sur les amendements identiques n° I-2 de la commission et n° I-43 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 16 (priorité)** (*Evolution des compensations d'exonérations*) (p. 11075) : intervient sur l'amendement n° I-212 de Mme Marie-France Beaufile.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 4** (*Prorogation pour les dépenses engagées en 2009 de la restitution immédiate et accélérée des créances de crédit d'impôt recherche pour les entreprises*) (p. 11098) : intervient sur les amendements n° I-186 de M. Thierry Foucaud et n° I-281 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11100) : intervient sur l'amendement n° I-300 de Mme Nicole Bricq (suppression de l'avantage fiscal dû à la déductibilité des intérêts d'emprunt). (p. 11106) : intervient sur l'amendement n° I-187 de M. Thierry Foucaud (différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif et l'augmentation de la part des salaires). (p. 11108) : intervient sur l'amendement n° I-419 de Mme Nicole Bricq (aménagement du montant de la dépense fiscale constituée par l'exonération des plus-values sur titre de participation). (p. 11112) : intervient sur l'amendement n° I-194 de M. Thierry Foucaud (taxation des bénéfices supplémentaires réalisés par les compagnies pétrolières). (p. 11114) : intervient sur l'amendement n° I-278 de M. Philippe Dominati (extension du champ du crédit d'impôt recherche). (p. 11115) : intervient sur les amendements de M. Gérard César n° I-149 (possibilité pour les entreprises de profiter du crédit d'impôt export), n° I-150 (éligibilité au crédit d'impôt export des dépenses liées aux activités de conseil) et n° I-151 (éligibilité au crédit d'impôt export des dépenses liées à la souscription d'assurance crédit à l'export). (p. 11116) : intervient sur l'amendement n° I-304 de Mme Nicole Bricq (mise en place d'une taxe assurantielle systématique sur les activités des banques). - **Article 4 bis (Nouveau) et article additionnel après l'article 4** (*Création d'une contribution pour frais de contrôle des établissements financiers*) (p. 11122) : intervient sur l'amendement n° I-518 de la commission. - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11132, 11133) : sur l'amendement n° I-247 de M. Jacques Muller, son sous-amendement n° I-550 de la commission ; adopté. (p. 11160) : intervient sur l'amendement n° I-442 de M. Charles Revet. (p. 11172) : votera cet article. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 11173) : intervient sur l'amendement n° I-392 de M. Hervé Maurey (possibilité pour les communes et leurs groupements de bénéficier des éco-prêts à taux zéro). - **Demande de priorité** (p. 11179). - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11183, 11184) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-181, I-182, I-183 et I-184 (modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11229) : son amendement n° I-286 : accélération de l'investissement des fonds permettant à leurs souscripteurs de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu ou d'ISF ; adopté. (p. 11232) : intervient sur son amendement n° I-286 précité.

- Président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11243) : intervient sur

l'amendement n° I-167 de Mme Isabelle Debré (exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons collectés par appel à la générosité au profit de victimes ou de leur famille en situation de détresse). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11259) : intervient sur l'amendement n° I-315 de Mme Nicole Bricq (maintien des gains retirés de la cession de valeurs immobilières dans le calcul du revenu utilisé pour le "bouclier fiscal"). (p. 11261) : intervient sur l'amendement n° I-360 de M. Serge Larcher (annulation des dettes des communes des départements d'outre-mer). - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Aménagement du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 11263) : intervient sur l'amendement n° I-144 de la commission.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - président de la commission des finances - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11296, 11303) : position de la commission sur les amendements n° I-209 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une taxe de 0,08 % sur les transactions sur devises), de la commission de la culture saisie pour avis n° I-421 (révision de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision) et n° I-422 (rédaction) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° I-560 du Gouvernement. (p. 11312) : intervient sur les amendements identiques n° I-435 de M. Yves Détraigne et n° I-174 de M. Dominique Braye (exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets). (p. 11325) : intervient sur les amendements de M. Michel Charasse n° I-432 (suspension de l'édiction et de la mise en œuvre de nouvelles normes techniques) et n° I-433 (suspension de l'augmentation par voie réglementaire des charges incombant aux collectivités territoriales). (p. 11329) : défavorable à l'amendement n° I-441 de M. Charles Revet (développement d'écoles à programmes français subventionnées par les entreprises dans les pays étrangers). - **Article additionnel après l'article 25** (p. 11334) : position de la commission sur l'amendement n° I-235 de Mme Marie-France Beaufile (relèvement du prélèvement sur la Française des jeux en faveur du centre national pour le développement du sport). - **Débat sur les effectifs de la fonction publique - Rappel au règlement** (p. 11345, 11346) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Mahéas. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 11411, 11412) : remerciements.

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (26 novembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11522, 11524) : intervient sur l'amendement n° II-47 de M. Philippe Dominati. Position de la commission sur les amendements n° II-42 de la commission des lois saisie pour avis et n° II-43 de M. Yves Krattinger.

Pouvoirs publics

- (26 novembre 2009) - président de la commission des finances (p. 11527, 11528) : son intervention.

Justice

- (27 novembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11558) : intervient sur l'amendement n° II-17 de la commission.

Culture

- (27 novembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 52** (*Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'Etat aux collectivités territoriales volontaires*) (p. 11616) : intervient sur le sous-amendement n° II-117 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-54 de la commission de la culture saisie pour avis. (p. 11617) : intervient sur les amendements n° II-8 de la commission et n° II-55 de la commission de la culture saisie pour avis.

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) - président de la commission des finances, en remplacement de M. Claude Belot, rapporteur spécial (p. 11618, 11619) : son intervention.

- Président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 54 ter** (p. 11634, 11636) : position de la commission sur les amendements de M. Jack Ralite n° II-73 (engagement de l'État à verser chaque année à France Télévisions le montant de la compensation forfaitaire de la suppression de la publicité) et n° II-74 (maintien de la publicité entre six heures et vingt heures sur toutes les chaînes de télévision).

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - président de la commission des finances - **Demande de priorité** (p. 11700). - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11701) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger). (p. 11706) : intervient sur l'amendement n° II-3 précité.

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - président de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 52 bis** (p. 11796) : intervient sur l'amendement n° II-130 de M. Jean-Pierre Sueur (utilisation du reliquat des crédits votés dans le cadre de la loi de finances pour 2006 afin d'indemniser les victimes de la sécheresse de 2003).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - président de la commission des finances (p. 11810) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11825) : position de la commission sur l'amendement n° II-126 de M. Gérard Longuet.

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (2 décembre 2009) - président de la commission des finances, en remplacement de M. Bertrand Auban, rapporteur spécial (p. 11867, 11868) : son intervention.

Santé

- (2 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 59 ter (Nouveau) (Affectation à l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, EPRUS, de la contribution exceptionnelle des complémentaires santé aux dépenses liées à la grippe A/H1N1)** (p. 11892) : intervient sur les amendements n° II-24 de la commission et n° II-76 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11907) : intervient sur l'amendement n° II-21 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11918) : son amendement n° II-22 : conséquence ; retiré.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 12016) : position de la commission sur l'amendement n° II-112 de M. Jean Faure (suppression de la dotation "remontée mécanique" versée aux communes ayant institué la taxe spéciale dite Ravanel). - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 12019) : intervient sur l'amendement n° II-180 de Mme Nicole Bricq (rapport au Parlement sur la prise en compte de la population carcérale pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 12022, 12023) : défavorable à l'amendement n° II-195 de

Mme Jacqueline Alquier (pour l'année 2010, attribution à la région Auvergne du montant résultant de la totalité de l'évolution de la part "péréquation" de la dotation globale de fonctionnement).

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12034) : à titre personnel, votera l'amendement n° II-48 de M. Philippe Dominati (baisse de 3 % de la dotation publique de financement des formations politiques).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12063) : intervient sur l'amendement n° II-4 de la commission. (p. 12066) : intervient sur l'amendement n° II-5 de la commission.

Plan de relance de l'économie

- (4 décembre 2009) - président de la commission des finances, rapporteur spécial (p. 12068, 12069) : son intervention.

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12098) : intervient sur l'amendement n° II-26 de la commission. - **Organisation des débats** (p. 12102).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12121) : intervient sur les amendements n° II-113 de la commission et n° II-186 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12156, 12157) : intervient sur le sous-amendement n° II-324 de M. Charles Guéné portant sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences). (p. 12188, 12189) : intervient sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12196, 12197) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12216) : intervient sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12221, 12222) : intervient sur le sous-amendement n° II-372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12227, 12228) : sur l'amendement n° II-200 précité, intervient sur les sous-amendements n° II-373 et II-374 du Gouvernement. (p. 12230) : intervient sur le sous-amendement n° II-310 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12258) : intervient sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - président de la commission des finances (p. 12280) : intervient sur l'amendement n° II-198 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur de l'installation de dispositifs d'assainissement non collectif). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12289) : intervient sur l'amendement n° II-158 de la commission (renforcement des effets du plafonnement global sur les revenus de l'année 2010). - **Article 44 bis (Nouveau) (Assouplissement du zonage de la réduction d'impôt "Scellier")** (p. 12298) : intervient sur les amendements n° II-104 de M. Thierry Foucaud et n° II-280 de Mme Nicole Bricq. - **Article 45 ("Verdissement" graduel dans le logement neuf du**

crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale) (p. 12302) : intervient sur l'amendement n° II-383 de la commission. - **Article 45 bis** (*Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail*) (p. 12316) : intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Articles additionnels après l'article 45 quinquies** (p. 12326) : intervient sur l'amendement n° II-272 de Mme Nicole Bricq (transmission au Parlement d'un rapport d'évaluation du crédit d'impôt recherche). - **Article 45 sexies** (*Aménagement du crédit d'impôt au titre des emplois à domicile en matière de soutien scolaire*) (p. 12328, 12329) : intervient sur l'amendement n° II-164 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 45 sexies** (p. 12331) : intervient sur l'amendement n° II-156 de M. Adrien Gouteyron (en matière de dons aux associations, meilleure information des donateurs grâce aux observations de la Cour des comptes). - **Article 48** (*Création au profit des conseils régionaux d'une faculté d'augmenter la taxe intérieure de consommation sur le gazole et les supercarburants pour financer des projets d'infrastructures de transport*) (p. 12346) : intervient sur les amendements n° II-108 de M. Thierry Foucaud et n° II-282 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 12348) : intervient sur l'amendement n° II-294 de M. Gérard Miquel (possibilité pour les collectivités locales de transférer aux services fiscaux la totalité de la gestion de la redevance pour l'élimination des déchets ménagers). - **Articles additionnels après l'article 48 sexies** (p. 12351) : intervient sur l'amendement n° II-285 de Mme Nicole Bricq (soumission à la taxe foncière des prisons réalisées dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé). (p. 12353) : intervient sur l'amendement n° II-296 de Mme Nicole Bricq (simplification du régime du Fonds de compensation pour la TVA au titre de l'égalité de traitement entre collectivités territoriales). - **Articles additionnels avant l'article 49 bis** (p. 12355) : son amendement n° II-197 : réforme de la fiscalité des personnes ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 12409) : intervient sur l'amendement n° II-170 de M. Michel Charasse (limite à la rémunération du PDG du groupe EDF). (p. 12413, 12414) : intervient sur l'amendement n° II-226 de M. Jean-Léonce Dupont (information du Parlement sur l'évolution de la part des dépenses engagées par les collectivités territoriales dans le cadre du respect d'une obligation législative telle qu'un transfert de charges ou de compétences). (p. 12415, 12417) : son amendement n° II-309 : institution d'une contribution pour la réhabilitation du logement social et le soutien aux travaux publics ; retiré. - **Demande de seconde délibération** (p. 12417). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12435, 12436) : remerciements.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 1er** (*Compensation des transferts de compétences aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers*) (p. 12843, 12844) : intervient sur les amendements identiques n° 38 de M. François Marc, n° 162 de M. Michel Charasse et n° 168 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 12902, 12903) : sur l'amendement n° 133 de M. Adrien Gouteyron (sécurisation des donateurs aux associations faisant appel à la générosité publique et moralisation de l'avantage fiscal), son sous-amendement n° 217 ; adopté. - **Article 14 (réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 12913, 12919) : intervient sur les amendements n° 70 de Mme Nicole Bricq et n° 218 de la commission. Demande la réserve sur l'article jusqu'après la lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances pour 2010. Acceptée par le Gouvernement, la réserve est de droit. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 12945) : son

amendement n° 197 : modification de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12959) : intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Patricia Schillinger (possibilité, pour les propriétaires d'une résidence de tourisme, de se constituer en société coopérative d'intérêt collectif).

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Article 27 quinquies (Nouveau)** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 12978, 12979) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12991) : intervient sur l'amendement n° 193 de M. Jean-Paul Virapoullé (extension aux entreprises exerçant leurs activités outre-mer de la réduction d'impôt sur le revenu de 50 % pour la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 12994) : intervient sur l'amendement n° 231 de la commission (imposition exceptionnelle sur les éléments variables de rémunération des professionnels des marchés financiers).

- **Projet de loi de finances pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 160 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13094, 13096) : votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - président de la commission des finances - **Article 14 (Précédemment réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 13102) : intervient sur l'amendement n° 218 de la commission. - **Article 29 octies (Nouveau)** (*Immatriculation au registre des métiers des auto-entrepreneurs exerçant à titre principal une activité artisanale*) (p. 13109, 13110) : intervient sur l'amendement n° 125 de M. Charles Revet. - **Article 30 quindecies (Nouveau)** (*Assujettissement des associations de gestion et de comptabilité à certaines cotisations à l'ordre des experts-comptables*) (p. 13141, 13143) : défavorable à l'amendement n° 88 de M. Daniel Raoul. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 13149) : intervient sur l'amendement n° 103 de M. Serge Dassault (prise en charge de l'augmentation de taxe d'habitation pour les personnes relogées dans le cadre du programme national de rénovation urbaine). - **Article 38 (Nouveau)** (*Déductibilité des majorations salariales issues d'un régime d'heures d'équivalences à taux majoré*) (p. 13158) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13162) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 184 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 13285, 13287) : propose à la Haute Assemblée d'approuver les conclusions de la CMP telles qu'elles ont été amendées par l'Assemblée nationale sur proposition du Gouvernement.

- Président de la commission des finances - **Article 1er (pour coordination)** (p. 13323) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- Rapporteur de la commission des finances - **Article 14** (p. 13323) : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 28 bis B** (p. 13323) : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 30 quinquies** (p. 13323) : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. - **Article 30 decies** (p. 13323) : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- Président de la commission des finances (p. 13324) : remerciements.

ASSASSI (Éliane)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre suppléant de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Modernisation de l'Etat [n° 106 tome 6 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Question préalable** (p. 1706, 1708) : soutient la motion n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable.

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1782, 1783) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1790, 1791) : son amendement n° 7 : possibilité pour les étrangers non communautaires, régulièrement établis en France, d'accéder aux concours et d'intégrer l'une des trois fonctions publiques ; retiré.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (12 février 2009) - **Article 3** (*Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution*) (p. 1885, 1890) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 74 ; rejeté ; n° 79, 78, 80 et 77 ; devenus sans objet. - **Article 5** (*Rectification des propositions de résolution*) (p. 1904, 1910) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 89 et 91 ; rejetés ; et n° 90 et 94 ; devenus sans objet.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la consultation des électeurs de Mayotte sur le changement de statut de cette collectivité** - (12 février 2009) (p. 1929, 1931) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)] (suite)** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1970, 1971) : parole sur l'article. (p. 2003) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 126 et 128 ; rejetés. - **Article 13 ter (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2018) : soutient l'amendement n° 131 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2041, 2042) : sur l'amendement n° 10 de la commission, soutient les sous-amendements n° 213 et 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. (p. 2043, 2044) : soutient les amendements n° 95, 96 et 97 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenus sans objet. (p. 2045) : soutient l'amendement n° 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. - **Article 10** (*Catégories de projets de loi échappant à l'obligation d'évaluation préalable ou soumis à des obligations de présentation spécifiques*) (p. 2059) : soutient l'amendement n° 103 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; retiré. (p. 2060) : soutient l'amendement n° 104 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 2061) : soutient l'amendement n° 105 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 2062) : le groupe CRC-SPG vote contre cet article. - **Article 11** (*Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions*) (p. 2068, 2069) : soutient l'amendement n° 106 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 2074) : soutient l'amendement n° 113 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2303, 2304) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 213 (abrogation de la loi n° 2007-1198 du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs) ; et n° 214 (abrogation de la loi n° 2008-174 du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la

déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 6** (*Création d'une réserve civile pénitentiaire constituée de volontaires retraités*) (p. 2349) : soutient l'amendement n° 222 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article 15 bis** (*Unités de vie familiale et parloirs familiaux*) (p. 2436, 2437) : parole sur l'article. - **Article 20** (*Prise en charge des soins par le service public hospitalier - Restriction des informations susceptibles d'être communiquées aux proches*) (p. 2469) : soutient l'amendement n° 234 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2496, 2497) : soutient l'amendement n° 235 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. - **Division et articles additionnels après l'article 27** (p. 2511, 2512) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 238 (insertion d'une division additionnelle relative aux détenus étrangers) ; devenu sans objet ; n° 239 (garantie de l'accès effectif des détenus étrangers à leurs droits) ; n° 240 (possibilité pour les détenus étrangers d'effectuer une demande de titre de séjour et d'asile politique durant leur incarcération) ; n° 241 (possibilité pour les détenus d'élire domicile auprès de l'établissement pénitentiaire) ; et n° 242 (suivi spécifique des détenus étrangers mineurs) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Article 48** (*section VII et VIII, art. 723-13-1 nouveau à 723-28 du code de procédure pénale - Procédures simplifiées d'aménagement des peines*) (p. 2557) : soutient les amendements n° 264 et 279 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. (p. 2558, 2559) : soutient l'amendement n° 265 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 51** (*art. 71-1 du code de procédure pénale - Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention*) (p. 2572) : sur l'amendement n° 296 de la commission, soutient le sous-amendement n° 302 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. (p. 2573) : soutient l'amendement n° 268 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 53** (*art. 726 du code de procédure pénale - Régime disciplinaire*) (p. 2581, 2582) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 270 et 271 ; rejetés. - **Division et articles additionnels après l'article 57** (p. 2590, 2591) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 274 (réduction des possibilités de placement en détention provisoire des mineurs âgés de 13 à 16 ans) ; n° 275 (isolement de nuit des mineurs placés en détention provisoire) ; n° 276 (nécessité de laisser à la seule appréciation du juge la possibilité de déroger à l'atténuation de responsabilité pénale pour les mineurs âgés de plus de 16 ans) ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 58 A** (p. 2591) : soutient l'amendement n° 277 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du délit de séjour irrégulier, du délit d'aide au séjour irrégulier, et du délit d'entrave à la navigation ou à la circulation des aéronefs) ; rejeté.

- **Débat sur la politique de lutte contre l'immigration clandestine** - (29 avril 2009) (p. 4033, 4035) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4178, 4179) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4185, 4188) : ses amendements n° 26 : suppression du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'exception des cas de contreparties financières ; n° 27 : exclusion des établissements et services de santé ainsi que de leurs bénévoles et salariés, agissant dans le cadre de leur mission, du champ du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers ; n° 28 : extension du droit à un recours suspensif à tous les étrangers maintenus en zone d'attente ; rejetés. - **Article 1er** (*art. L. 213-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée en France au titre de l'asile à la Cour nationale du droit d'asile*) (p. 4197, 4200) : ses amendements n° 34, 35 et 36 ; rejetés. Le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 40 du Gouvernement. - **Article 3** (*art. L. 733-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et*

du droit d'asile - Recours aux ordonnances dites de "tri") (p. 4207) : son amendement n° 37 ; rejeté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5139, 5140) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 bis et 6 bis nouveaux du Règlement - Droits des groupes d'opposition et des groupes minoritaires) (p. 5402) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 4** (art. 7, 16, 18 et 22 du Règlement du Sénat - Changement de dénomination de certaines commissions permanentes) (p. 5406) : soutient l'amendement n° 44 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 14** (chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - Examen des projets et propositions de loi) (p. 5419, 5420) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 50 et 51 ; rejetés. (p. 5428) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5432, 5433) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (intervention des groupes politiques dans les demandes de discussion immédiate) ; rejeté. - **Article 21** (art. 45 et 48 du Règlement - Irrecevabilités) (p. 5437) : soutient les amendements n° 60 et 61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. (p. 5438) : soutient l'amendement n° 62 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (chap. XI bis du Règlement - Affaires européennes) (p. 5449, 5450) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 69, 70, 71 et 72 ; rejetés.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le code de justice administrative [n° 426 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 bis nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. L. 112-1 et art. L. 123-1 à L. 123-3 nouveaux du code de justice administrative - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 5469) : soutient les amendements n° 1 et 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. (p. 5470) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er A** : soutient l'amendement n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (caractère public des avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi) ; rejeté.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 431 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5611, 5612) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera cette proposition de loi.

- **Débat sur le service civil volontaire** - (10 juin 2009) (p. 5919, 5920) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse - Deuxième lecture [n° 480 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6409, 6410) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte [n° 491 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 492 (2008-2009)** (p. 6674, 6677) : son intervention. Le groupe CRC-SPG déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article 42 (Départementalisation de Mayotte)** (p. 6719) : son amendement n° 17 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6722, 6723) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances [n° 492 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 491 (2008-2009)**.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 121 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7130, 7131) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera ce texte.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7301) : soutient l'amendement n° 92 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la gendarmerie nationale - Commission mixte paritaire [n° 124 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7389, 7390) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 125 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7398, 7400) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte - Commission mixte paritaire [n° 126 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 127 (2008-2009)** (p. 7415, 7416) : son intervention. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances - Commission mixte paritaire [n° 127 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 126 (2008-2009)**.

- **Questions cribles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8983) : sa question.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9501) : soutient l'amendement n° 27 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9507, 9508) : intervient sur les amendements n° 27 de M. Jean-Claude Danglot et n° 267 de M. Jean Desessard. (p. 9518, 9519) : soutient l'amendement n° 34 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9611, 9616) : soutient les amendements n° 49 et 50 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9628, 9629) : soutient l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9691) : défavorable à l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom et article 1635 sexies du code général des impôts - Financement du fonds de péréquation de La Poste) (p. 9703, 9704) : intervient sur l'amendement n° 623 du Gouvernement. - **Article 3 (Texte non modifié par la**

commission) (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire) (p. 9709, 9713) : soutient l'amendement n° 223 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise État-La Poste) (p. 9721) : le group CRC-SPG ne votera pas l'amendement n° 577 de M. Hervé Maurey. - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9738) : soutient l'amendement n° 227 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9795) : soutient l'amendement n° 250 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9799, 9800) : soutient l'amendement n° 248 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 11** (art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Dispositions transitoires) (p. 9813) : soutient l'amendement n° 71 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 12** (Dispositions diverses de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes) (p. 9822) : intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9825) : soutient l'amendement n° 82 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9894, 9897) : soutient l'amendement n° 119 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 24** (art. L. 19 du code des postes et communications électroniques - Modification de cohérence) (p. 9925) : soutient l'amendement n° 153 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Intitulé du titre III** (Disposition diverses) (p. 9927) : soutient l'amendement n° 162 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10686, 10688) : son intervention. - **Article 1er** (art. 222-14-2 [nouveau] du code pénal - Délit de participation à un groupement violent) (p. 10701) : son amendement n° 35 ; rejeté. - **Article 2 bis** (art. 11-5, 11-6 et 11-7 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité - Habilitation des agents de surveillance ou de gardiennage employés par les propriétaires, exploitants ou affectataires d'immeubles collectifs à usage d'habitation à porter une arme de sixième catégorie dans l'exercice de leurs missions) (p. 10704) : son amendement n° 36 ; rejeté. - **Article 3** (Texte non modifié par la commission) (art. 222-12, 222-13, 311-4, 312-2, 322-3, 431-4 et 431-5 du code pénal - Instauration d'une circonstance aggravante pour dissimulation volontaire de tout ou partie du visage afin d'échapper à toute identification) (p. 10710) : son amendement n° 37 ; rejeté. - **Article 3 bis** (Nouveau) (art. 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions - Création d'une police d'agglomération) (p. 10712) : son amendement n° 38 ; rejeté. - **Article 4 ter** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - Délit d'occupation abusive des halls d'immeubles) (p. 10727) : son amendement n° 41 ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 10728). - **Article 4 quater** (art. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - Instauration d'une peine complémentaire de TIG pour occupation abusive de halls d'immeubles) (p. 10729) : son

amendement n° 42 ; rejeté. - **Article 4 sexies** (Nouveau) (art. 15-1 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Délai d'exécution des sanctions éducatives prononcées par le tribunal pour enfants) : son amendement n° 43 ; rejeté. - **Article 4 septies** (Nouveau) (art. L. 332-8 du code du sport - Extension du délit d'introduction de fumigènes dans les enceintes sportives) : son amendement n° 44 ; rejeté. - **Article 4 octies** (Nouveau) (art. L. 332-16 et L. 332-18 du code du sport - Renforcement du dispositif relatif aux interdictions administratives de stade) (p. 10730) : son amendement n° 45 ; rejeté. - **Article 6** (art. 311-4, 312-2, 222-12 et 222-13 du code pénal - Instauration d'une circonstance aggravante pour vols et extorsions commis dans les établissements d'enseignement scolaire ou à leur proximité immédiate) (p. 10732) : son amendement n° 47 ; rejeté. - **Article 7** (art. 431-22, art. 431-23, art. 431-24, art. 431-25, art. 431-26, art. 431-27 et art. 431-28 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'intrusion injustifiée dans un établissement d'enseignement scolaire) (p. 10733) : son amendement n° 48 ; rejeté. - **Article 7 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. 398-1 et 837 du code de procédure pénale - Coordination - Extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle) (p. 10734) : son amendement n° 49 ; rejeté. - **Article 8** (Application de la présente proposition de loi dans les collectivités d'outre-mer) : son amendement n° 50 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10734) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (27 novembre 2009) (p. 11563, 11564) : son intervention.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11858) : son intervention.

Sécurité

- (3 décembre 2009) (p. 11994, 11995) : son intervention.

Sécurité civile

- (3 décembre 2009) (p. 12037) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12712, 12713) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (Réduction du mandat des conseillers généraux) (p. 12779, 12780) : soutient l'amendement n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 12781) : intervient sur les amendements n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 47 de M. Yvon Collin. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12803, 12804) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 2.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Médias (fascicule 2) - Presse [n° 104 tome 6 fasc. 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** [n° 145 (2008-2009)] - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 18, 22) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ces projets de loi.

- **Suite de la discussion** (8 janvier 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 105, 106) : intervient sur sa motion, soutenue par Mme Bernadette Bourzai, n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France** [n° 144 (2008-2009)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009).** - (8 janvier 2009) - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 114, 115) : son amendement n° 5 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** [n° 145 (2008-2009)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** - (8 janvier 2009) - **Rappel au règlement** (p. 120) : regrette l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi sur l'audiovisuel avant sa discussion au Sénat. Appelle l'ensemble des groupes à prendre leurs responsabilités pour montrer l'utilité des travaux du Sénat. -

Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er (p. 123) : son amendement n° 294 : modification des conditions de nomination des membres du CSA dans le but de renforcer son indépendance ; rejeté. (p. 125, 126) : son amendement n° 295 : prise en compte des interventions audiovisuelles du Président de la République dans le temps de parole réservé à l'exécutif ; rejeté. - **Article 1er** (*art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 133, 143) : intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jack Ralite. Ses amendements n° 310 ; devenu sans objet ; n° 306 ; adopté ; et n° 297 ; rejeté. Intervient sur son amendement, présenté par M. Jean-Jacques Mirassou, n° 296.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) (p. 157, 164) : ses amendements n° 311 : application à l'ensemble des programmes de l'impératif de pluralisme et de diversité ; n° 308 : présence d'une pluralité de décisionnaires au sein des unités de programme afin de garantir la diversité de la création ; devenus sans objet ; et n° 307 : possibilité pour les services de France Télévisions de déterminer leur ligne éditoriale et leur positionnement ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (garantie de la diversité de la création et de la production). Votera l'amendement n° 7 de la commission (conception et diffusion des programmes régionaux). (p. 165, 172) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Catherine Tasca, n° 309 : garantie de l'indépendance éditoriale des rédactions et du respect du pluralisme politique. Ses amendements n° 312 : garantie d'indépendance des journalistes de la société France Télévisions ; n° 313 : garantie d'indépendance des journalistes de la société Radio France ; et n° 314 : part prépondérante de la redevance audiovisuelle dans le financement de la société France Télévisions ; adoptés. -

Articles additionnels après l'article 1er ter (p. 179) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Catherine Tasca, n° 316 : part prépondérante de la redevance audiovisuelle dans le financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle. - **Article 1er quater** (*Politique de développement des ressources humaines*) (p. 180) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 10 de la commission (suppression). - **Article 2** (*art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Régime juridique de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 185, 194) : ses amendements n° 319 : missions de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France ; devenu sans objet ; n° 317 : coordination de l'action des services de Radio France Internationale, TV5 Monde, et France 24 ; n° 318 : relations avec l'AFP ; et n° 325 : part prépondérante de la redevance audiovisuelle dans le financement de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France ; rejetés ; et n° 321 : indépendance des journalistes de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France ; adopté. - **Article 3** (*art. 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Filialisation des activités de diversification des sociétés nationales de programme*) (p. 196) : favorable aux amendements analogues n° 123 de M. Jack Ralite et n° 256 de Mme Marie-Christine Blandin (soumission des filiales aux mêmes obligations de service public que les sociétés nationales de programme). - **Article 5** (*art. 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de France Télévisions*) (p. 201, 204) : ses amendements n° 326 : nouvelle composition du conseil d'administration ; et n° 327 : nombre et modalités de désignation des parlementaires présents au conseil d'administration ; rejetés. Défavorable à l'amendement n° 14 de la commission (modalités de nomination du responsable de l'information au sein de la société France Télévisions). - **Article 6** (*art. 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de Radio France*) (p. 208) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Maryvonne Blandin, n° 329 : nombre et modalités de désignation des parlementaires présents au conseil d'administration. - **Article 7** (*art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) : intervient sur l'amendement n° 128 de M. Jack Ralite (suppression). (p. 214) : ne votera pas l'article 7 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Organisation des débats** (p. 245) : déplore l'absence de discussion en commission

de la demande de réserve portant sur les articles 13 bis, 14 bis et 14 ter. - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 246, 259) : parole sur l'article. Ses amendements n° 332 et 336 ; rejetés. Intervient sur les amendements n° 260 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 130 de M. Jack Ralite. - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 262, 271) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 20 de la commission et, sur ce dernier, s'abstiendra sur le sous-amendement n° 225 de M. Michel Mercier. - **Article 10** (art. 47-6 de la loi du 30 septembre 1986 - Coordination liée à la création de la société nationale de programme France Télévisions) (p. 273, 274) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 134 de M. Jack Ralite. - **Article 11** (art. 26 de la loi 30 septembre 1986 - Conditions d'attribution de la ressource radioélectrique) (p. 274) : parole sur l'article. - **Article 12** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Obligation de reprise des chaînes publiques) (p. 275, 277) : son amendement n° 344 ; adopté. - **Article 12 bis** (art. 34-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services) (p. 278) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 22 de la commission. - **Article 13** (art. 34-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Coordination relative à la reprise de l'ensemble des programmes régionaux de France 3 en mode numérique) (p. 280) : son amendement n° 345 ; rejeté. - **Article 14** (art. 98-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Coordination relative à la diffusion satellitaire de la télévision numérique) (p. 280, 282) : intervient sur l'amendement n° 24 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 284) : favorable à l'amendement n° 26 de la commission (création d'un conseil consultatif de programme composé de téléspectateurs). - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 287, 288) : intervient sur les amendements identiques n° 202 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 421 de M. Philippe Dominati (relèvement du seuil de concentration pour les services de radio analogique à 180 millions d'habitants desservis, après avis favorable du CSA et de l'Autorité de concurrence). - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale) (p. 290, 300) : son amendement n° 353 ; adopté. Encadrement du parrainage des émissions de télévision publique. Favorable à l'amendement n° 32 de la commission.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 16** (art. 55 de la loi du 30 septembre 1986 - Retransmission des débats parlementaires sur France Télévisions) (p. 312, 313) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 33 de la commission (collaboration entre France Télévisions et les chaînes parlementaires pour la retransmission des débats et des travaux du Parlement). - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public) (p. 318, 319) : parole sur l'article. (p. 320, 329) : ses amendements n° 356 : suppression ; rejeté le 15 janvier 2009 ; et n° 359 : suppression des dispositions visant à bannir la publicité des chaînes publiques ; devenu sans objet le 15 janvier 2009.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) (p. 365, 371) : sur l'amendement n° 34 de la commission, ses sous-amendements n° 446, 451, 447, 448, 449, 452 et 453 ; rejetés ; et n° 450 ; adopté. Soutient l'amendement n° 361 de M. Jacques Gillot ; devenu sans objet. Ses amendements n° 369 ; n° 365 ; et n° 368 ; devenus sans objet. (p. 374, 382) : le groupe socialiste votera contre l'article 18 de ce projet de loi. - **Article 19 (supprimé)** (art. 1605 du code général des impôts - Arrondi à l'euro supérieur du montant de la redevance après indexation) (p. 384) : son amendement n° 372 ; devenu sans objet. - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Mise à disposition obligatoire des chaînes du groupe France Télévisions auprès des distributeurs de services outre-mer) (p. 386, 389) : son amendement n° 346 ; rejeté. - **Article 14 bis (précédemment réservé)** (Habilitation à prendre par ordonnance les mesures permettant l'extension de

la télévision numérique terrestre aux collectivités d'outre-mer) (p. 389, 392) : soutient l'amendement n° 347 de M. Jacques Gillot ; rejeté. Le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 91 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 395, 401) : favorable aux amendements de la commission n° 38 (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception) et n° 39 (réduction du champ des bénéficiaires de la redevance). (p. 404, 407) : favorable aux amendements n° 147 de M. Jack Ralite (extension de la redevance aux résidences secondaires) et n° 215 de M. Michel Mercier (augmentation de la redevance). Son amendement n° 371 : exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires du RSA ; rejeté. - **Intitulé du chapitre V (De la contribution à l'audiovisuel public - supprimé) et article additionnel avant l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 413) : favorable à l'amendement n° 36 de la commission (changement d'appellation de la redevance audiovisuelle). - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision) (p. 416, 417) : parole sur l'article. (p. 418) : soutient l'amendement n° 374 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejeté. (p. 430) : intervient sur son amendement, présenté par M. Claude Domeizel, n° 376. - **Article additionnel après l'article 20** : intervient sur l'amendement n° 431 de M. Philippe Dominati (impossibilité pour les programmes et les services à la demande des sociétés publiques de faire l'objet d'un droit exclusif de reprise). - **Article 21** (art. 302 bis KH 1693 sexies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques) (p. 436, 437 ; 444, 445) : soutient l'amendement n° 377 de M. Jean-Etienne Antoinette ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 462) : favorable à l'amendement n° 425 de M. Philippe Dominati (application aux sociétés nationales de programme d'un régime inspiré de celui des fonds de dotation). (p. 464) : intervient sur l'amendement n° 279 de Mme Marie-Christine Blandin (évaluation de l'utilisation du produit de la taxe sur la publicité et de la taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques). (p. 466, 467) : son amendement n° 378 : rapport dressant le bilan des sources de financement de France Télévisions ; retiré. - **Article 22** (art. 2 de la loi du 30 septembre 1986 - Définition et périmètre des services de médias à la demande, SMAd) (p. 474) : explique son vote sur l'article 22. - **Article 26** (art. 14-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Autorisation et réglementation du placement de produit) (p. 475, 476) : son amendement n° 380 ; rejeté. - **Article 27** (art. 15 de la loi du 30 septembre 1986 - Extension aux SMAd des règles relatives à la protection des mineurs et au respect de la dignité de la personne) (p. 478) : intervient sur les amendements identiques n° 43 de la commission, n° 193 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 239 de M. Hervé Maurey (suppression de la compétence du CSA en matière de contrôle de la publicité placée par les éditeurs sur Internet). - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 483) : retire son amendement, présenté par M. Serge Lagauche, n° 381 : incitation à la diffusion des chaînes conventionnées sur des fréquences non attribuées par le CSA. - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 486) : favorable à l'amendement n° 49 de la commission et au sous-amendement n° 463 du Gouvernement s'y rapportant. Défavorable aux amendements n° 203 et 204 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 30 bis** (art. 30-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Reprise des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre numérique sur les réseaux mobiles de troisième génération) (p. 491) : le groupe socialiste votera l'article 30 bis. - **Article 34** (art. 33 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode non-hertzien à la production - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production

d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 493) : son amendement n° 383 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 36** (p. 496, 497) : son amendement n° 384 : mise à la charge des distributeurs et non des chaînes locales des coûts de diffusion, de transport depuis le site d'édition et de la numérisation éventuelle ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 49 A** (p. 515) : son amendement n° 396 : amélioration de la couverture hertzienne numérique dans les départements ; rejeté. - **Article 49** (art. 29-3 de la loi du 30 septembre 1986 - *Modification du champ des compétences des comités techniques radiophoniques*) (p. 617) : son amendement n° 399 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 518, 519) : son amendement n° 385 : renforcement du dispositif anticoncentration dans le secteur de l'audiovisuel ; rejeté. - **Article 51** (*Transferts liés à la fusion-absorption réalisée du seul fait de la loi - Appréciation à titre transitoire de la représentativité des syndicats au niveau de la société France Télévisions*) (p. 529, 530) : juge que les articles 51 et 51 bis témoignent du mépris du Gouvernement pour la télévision publique et son personnel. - **Article 51 bis** (*Dispositions transitoires réglant le déroulement du dialogue social au sein de la nouvelle entreprise France Télévisions*) (p. 530) : ses amendements n° 406 et 407 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 532, 533) : son amendement n° 408 : non-application du droit commun des centres d'appel aux distributeurs de services audiovisuels, de façon à lutter contre les délocalisations ; rejeté. Ses amendements analogues n° 410, 412, 413, 414 et 411 : protection de leurs sources par les journalistes ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 537, 538) : estime que ce texte constitue un recul fondamental.

- **Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1401, 1404) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles de la mission "Médias" (presse) (p. 3044, 3046 ; 3062, 3064) : ses interventions.

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3157, 3161) : sa question.

- **Question orale avec débat de M. François Rebsamen sur la création d'une contribution exceptionnelle de solidarité des grandes entreprises du secteur de l'énergie** - (7 mai 2009) (p. 4269, 4270) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6811, 6813) : son intervention. Défavorable à ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 337 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7741, 7742) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 3** (*Démocratisation du secteur public*) (p. 9222, 9223) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9228, 9229) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9327, 9328) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Claude Danglot (réaffirmation, dans le texte, des principes fondamentaux du service public).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9376, 9377) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9391, 9392) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission

indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel). (p. 9403) : intervient sur l'amendement n° 424 de M. Michel Teston (organisation d'un référendum préalablement à tout changement du statut de La Poste).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Statut de La Poste*) (p. 9468) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston. (p. 9473, 9474) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston. (p. 9475) : soutient l'amendement n° 448 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9622) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 463 de M. Michel Teston (prolongation du moratoire suspendant l'application de la hausse des tarifs postaux).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Points de contact de La Poste*) (p. 9692) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Mission d'aménagement du territoire*) (p. 9710, 9711) : intervient sur l'amendement n° 490 de M. Michel Teston. - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Contrat d'entreprise État-La Poste*) (p. 9720, 9721) : soutient l'amendement n° 371 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Intéressement et épargne salariale*) (p. 9797) : intervient sur les amendements n° 251 de M. Jean-Claude Danglot et n° 509 de M. Michel Teston. (p. 9801, 9802) : soutient l'amendement n° 393 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - *Service universel de La Poste*) (p. 9840) : soutient l'amendement n° 327 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9843) : soutient l'amendement n° 334 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9844) : soutient l'amendement n° 337 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9850) : intervient sur l'amendement n° 326 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - *Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans*) (p. 9881) : intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Teston.

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 10644, 10646) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) (p. 11602) : son intervention. - **Article 52** (*Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'État aux collectivités territoriales volontaires*) (p. 11614) : intervient sur l'amendement n° II-51 de la commission.

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11619, 11620) : son intervention. (p. 11629) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 54 ter** (p. 11634) : intervient sur l'amendement n° II-73 de M. Jack Ralite

(engagement de l'État à verser chaque année à France Télévisions le montant de la compensation forfaitaire de la suppression de la publicité). (p. 11636) : intervient sur l'amendement n° II-74 de M. Jack Ralite (maintien de la publicité entre six heures et vingt heures sur toutes les chaînes de télévision).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12532, 12533) : son intervention. - **Article 1er BA (Texte non modifié par la commission)** (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Objectifs et calendrier de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes nationales en clair) (p. 12538) : intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article 1er GA (Texte non modifié par la**

commission) (art. 31 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Suppression, sous certaines conditions, de l'obligation faite au Conseil supérieur de l'audiovisuel de procéder à de nouvelles consultations publiques avant l'attribution d'autorisation d'usage des fréquences radioélectriques) (p. 12542, 12543) : soutient l'amendement n° 6 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Fonds d'aménagement numérique des territoires) (p. 12548, 12550) : soutient l'amendement n° 11 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 12549, 12550) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Michel Teston. (p. 12552) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Michel Teston.

AUBAN (Bertrand)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retraités, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions [n° 101 tome 3 annexe 24 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

AUTAIN (François)
sénateur (Loire-Atlantique)
CRC-SPG-R, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un bouclier social face à la crise et portant diverses mesures économiques et sociales d'urgence [n° 285 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi instaurant une autre fiscalité écologique par la création du revenu maximal autorisé, l'abrogation de niches fiscales néfastes pour la planète et l'introduction de taxes écologiques ciblées [n° 42 (2009-2010)] (14 octobre 2009) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants** [n° 146 (2008-2009)] - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1802, 1803) : parole sur l'article. - **Article 1er** (*Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus*) (p. 1815, 1816) : son

amendement n° 25 ; rejeté. (p. 1820, 1821) : ses amendements n° 26 ; adopté et n° 27 ; rejeté. - **Article 2** (*Entrée en vigueur des dispositions de l'article 1er*) (p. 1824) : son amendement n° 29 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1827) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4382, 4385) : son intervention. Les sénateurs du groupe CRC-SPG ne pourront voter ce projet de loi.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Nouvelle lecture** [n° 397 (2008-2009)] - (13 mai 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4451, 4452) : les sénateurs du Parti de gauche voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (13 mai 2009) - **Question préalable** (p. 4465, 4466) : votera la motion n° 281 de M. René Teulade (tendant à poser la question préalable). - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4486) : favorable à l'amendement n° 310 de M. Jean Desessard. (p. 4488) : favorable aux amendements n° 586 de M. Gilbert Barbier et n° 311 de M. Jean Desessard. (p. 4490, 4491) : son amendement n° 372 ; rejeté. (p. 4493) : son amendement n° 574 ; adopté. (p. 4502) : son amendement n° 379 ; rejeté. (p. 4507) : votera contre l'amendement n° 640 de M. Gilbert Barbier. (p. 4509) : son amendement n° 573 ; adopté. (p. 4510) : intervient sur son amendement n° 382 soutenu par M. Guy Fischer. (p. 4511) : son amendement n° 541 ; devenu sans objet. (p. 4513) : son amendement n° 377 ; devenu sans objet. (p. 4514, 4515) : intervient sur l'amendement n° 70 de M. André Lardeux. (p. 4523) : avis défavorable du groupe CRC-SPG sur l'amendement n° 162 de M. Adrien Gouteyron.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4550, 4561) : favorable à l'amendement n° 305 de M. Jacky Le Menn. Intervient sur ses amendements n° 389 présenté par Mme Annie David et n° 391 présenté par M. Michel Billout. Le groupe CRC-SPG votera contre l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4571, 4575) : favorable à l'amendement n° 313 de M. Jacky Le Menn. Son amendement n° 555 ; rejeté. Intervient sur son amendement n° 393, présenté par Annie David. (p. 4593) : ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° 1174 du Gouvernement. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4599, 4600) : intervient sur ses amendements n° 543 présenté par Mme Annie David et n° 399 présenté par Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article 4 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6141-1, L. 6141-2, L. 6141-2-1 [nouveau], L. 6141-7-3 [nouveau] du code de la santé publique - Statut des établissements publics de santé*) (p. 4607) : parole sur l'article. (p. 4608, 4609) : intervient sur son amendement n° 403 présenté par Mme Annie David. Son amendement n° 575 ; rejeté. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4621, 4627) : favorable à l'amendement n° 321 de M. Jean Desessard. Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Jacky Le Menn. Sur l'amendement n° 1274 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1277 ; rejeté. (p. 4633, 4640) : votera contre l'amendement n° 1177 du Gouvernement. Son amendement n° 414 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du*

code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé (p. 4667) : intervient sur son amendement n° 416 soutenu par M. Guy Fischer. (p. 4671, 4674) : son amendement n° 421 ; retiré. (p. 4683, 4688) : ses amendements n° 425 ; rejeté ; et n° 426 ; retiré. (p. 4694, 4702) : ses amendements n° 429 et 406 ; rejetés. Intervient sur le III de l'amendement n° 1180 du Gouvernement. (p. 4706, 4717) : intervient sur les amendements n° 1262, 1256 et 1192 du Gouvernement. Ses amendements n° 435 et 434 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - *Nomination et gestion des personnels de direction*) (p. 4733, 4735) : ses amendements n° 437, 439 et 441 ; rejetés. - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4746, 4760) : intervient sur son amendement n° 443 présenté par M. Guy Fischer. Ses amendements n° 578 et 445 ; rejetés. Sur l'amendement n° 1190 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1294 ; adopté. Le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 1218 de la commission et ne votera pas l'amendement n° 1191 du Gouvernement. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - *Statut des praticiens hospitaliers*) (p. 4781, 4786) : ses amendements n° 451 et 579 ; rejetés. Votera l'amendement n° 256 du Gouvernement. Défavorable à l'amendement n° 1245 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - *Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4814, 4815) : intervient sur les amendements n° 1307, 1308 et 1309 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1310, 1311 et 1312 de la commission s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4852) : votera l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier). - **Article additionnel après l'article 7 (précédemment réservé)** (p. 4857) : son amendement n° 442 : suppression du chapitre du code de la santé publique autorisant les praticiens à temps plein à exercer une activité libérale au sein des établissements publics de santé ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13 quater (précédemment réservés)** (p. 4865) : intervient sur les amendements du Gouvernement n° 1201 (modification de la logique des conventions hospitalo-universitaires pour en faire des instruments de pilotage stratégiques et partagés entre le centre hospitalier régional et l'université) et n° 1202 (mise en place d'un comité de suivi de la réforme de la gouvernance des établissements publics de santé).

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé* (p. 4892) : intervient sur son amendement n° 906 défendu par Mme Annie David. Intervient sur l'amendement n° 1248 du Gouvernement. (p. 4897, 4898) : son amendement n° 955 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4933) : son amendement n° 912 ; retiré. (p. 4939, 4941) : son amendement n° 920 ; rejeté. (p. 4943) : votera l'amendement n° 1053 de M. Yves Daudigny. (p. 4949, 4951) : son amendement n° 917 ; rejeté. (p. 4961) : son amendement n° 915 ; adopté. (p. 4975, 4976) : son amendement n° 925 ; rejeté. (p. 4979) : son amendement n° 927 ; rejeté. (p. 4981) : intervient sur son

amendement n° 927 précité. (p. 4982, 4983) : intervient sur son amendement n° 930. (p. 4984, 4985) : intervient sur l'amendement n° 1065 de M. Jacky Le Menn. (p. 4987) : votera l'amendement n° 1320 du Gouvernement. (p. 4988) : son amendement n° 932 ; rejeté. (p. 4991, 4992) : son amendement n° 934 ; retiré. (p. 4996) : son amendement n° 937 ; rejeté. (p. 4999) : son amendement n° 939 ; rejeté. (p. 5000, 5001) : son amendement n° 941 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5042, 5051) : ses amendements n° 942, 946 et 948 ; rejetés. Le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 1315 du Gouvernement. (p. 5058, 5061) : intervient sur l'amendement n° 1279 du Gouvernement. Son amendement n° 952 ; rejeté. (p. 5081, 5088) : intervient sur l'amendement n° 1316 du Gouvernement. Ses amendements n° 960 ; retiré ; n° 961 ; adopté ; et n° 962 ; devenu sans objet. (p. 5093, 5096) : intervient sur les amendement n° 1158 de M. Gilbert Barbier et n° 1006 du Gouvernement. Son amendement n° 964 ; rejeté. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral*) (p. 5101) : son amendement n° 968 ; rejeté. (p. 5105, 5110) : son amendement n° 967 ; rejeté. Les membres du groupe CRC-SPG s'abstiendront sur l'amendement n° 1340 du Gouvernement ainsi que sur l'amendement n° 1347 de M. Gilbert Barbier portant sur l'amendement n° 1340 précité.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Etablissements et services médico-sociaux*) (p. 5208) : votera contre cet article. - **Article 30 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 123-2-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Transfert aux agences de santé des biens, droits et obligations des organismes auxquels elles se substituent*) (p. 5213) : son amendement n° 984 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé)** (p. 5226) : favorable à l'amendement n° 1105 de M. Jacky Le Menn (contribution des centres de santé à l'organisation et à l'évolution de l'offre de santé au niveau régional). - **Articles additionnels après l'article 34 (précédemment réservés)** (p. 5231) : intervient sur l'amendement n° 1355 du Gouvernement (maintien, au régime de protection sociale des salariés agricoles, des agents précédemment employés par des organismes de mutualité sociale agricole, et recrutés par les agences régionales de santé). - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours*) (p. 5246, 5247) : son amendement n° 463 ; rejeté. (p. 5250) : son amendement n° 580 ; retiré. (p. 5260) : le groupe CRC-SPG ne votera pas l'amendement n° 1227 du Gouvernement. - **Article 14 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6323-1 et L. 6323-3 du code de la santé publique - *maisons et centres de santé*) (p. 5271) : son amendement n° 471 ; devenu sans objet. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - *Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité*) (p. 5274, 5275) : parole sur l'article. (p. 5280) : intervient sur l'amendement n° 1230 du Gouvernement. (p. 5284) : intervient sur l'amendement n° 1229 du Gouvernement. (p. 5288) : son amendement n° 478 ; retiré. (p. 5295, 5296) : son amendement n° 477 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5318, 5332) : intervient sur son amendement n° 477 précité. Favorable à l'amendement n° 182 de M. Hervé Maurey. Le groupe CRC-SPG ne votera pas l'article 15. - **Article 15 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1-1 du code de l'éducation -

Contrat d'engagement de service public pour les étudiants en médecine (p. 5335, 5336) : intervient sur l'amendement n° 1228 du Gouvernement. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - *Permanence des soins*) (p. 5341, 5350) : parole sur l'article. Ses amendements n° 482 ; rejeté ; n° 483 et 485 ; retirés ; et n° 567 et 568 ; devenus sans objet. - **Article 16 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 161-36-1 et L. 161-36-3-2 du code de la sécurité sociale - *Expérimentation du dossier médical sur clé USB pour les patients atteints d'affections de longue durée*) (p. 5356) : intervient sur l'amendement n° 1252 du Gouvernement. - **Article 17 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4011-1 à L. 4011-3 [nouveaux] du code de la santé publique - *Coopération entre les professionnels de santé*) (p. 5359, 5361) : ses amendements n° 488 et 489 ; retirés. - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5365, 5369) : parole sur l'article. Ses amendements n° 569 et 492 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) (p. 5487, 5491) : son amendement n° 494 ; rejeté. (p. 5498) : son amendement n° 495 ; rejeté. - **Article 18 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 162-1-18 du code de la sécurité sociale - *Consultation annuelle gratuite d'un généraliste pour les jeunes*) (p. 5503) : intervient sur l'amendement n° 1233 du Gouvernement. - **Article 18 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 162-1-19 du code de la sécurité sociale - *Transmission d'informations par les caisses d'assurance maladie aux ordres professionnels compétents*) (p. 5504) : son amendement n° 570 ; rejeté. - **Article 19 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4133-1 à L. 4133-7, L. 4021-1, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4236-1 à L. 4236-6, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 6155-1 à L. 6155-5, L. 4242-1, L. 4382-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-12, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - *Formation continue des professionnels de santé*) (p. 5515, 5516) : son amendement n° 503 ; retiré. - **Article 19 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4112-1, L. 4112-4, L. 4113-14, L. 4122-2 à L. 4122-5, L. 4123-3, L. 4123-5, L. 4123-6, L. 4123-8, L. 4124-2, L. 4124-4, L. 4124-6, L. 4124-6-1, L. 4124-7, L. 4124-8, L. 4124-11, L. 4125-3-1, L. 4125-4, L. 4132-1, L. 4132-2, L. 4132-6, L. 4132-9, L. 4142-1, L. 4142-5, L. 4152-1, L. 4152-4, L. 4152-8, L. 4221-19, L. 4222-4, L. 4231-4 à L. 4231-7, L. 4232-2, L. 4232-6 à L. 4232-9, L. 4232-11, L. 4232-13 à L. 4232-15-1, L. 4233-4, L. 4233-5, L. 4234-1, L. 4234-6-1 du code de la santé publique - *Ordres des professions médicales et pharmaceutique*) (p. 5528) : ses amendements n° 508 ; et n° 507 ; retirés. - **Article 20 (Texte modifié par la commission)** (*Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale*) (p. 5540, 5541) : intervient sur son amendement n° 510, présenté par M. Guy Fischer. - **Articles additionnels avant l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5559, 5561) ; ses amendements n° 461 : conditions d'attribution des autorisations d'installation de professionnels et d'équipements lourds ; et n° 473 : remise d'un rapport sur les franchises médicales ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5564, 5565) : son amendement n° 466 : obligation d'exercer cinq ans en médecine de premier recours à l'issue de la spécialisation en médecine générale ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) (p. 5618, 5624) : ses amendements n° 468 : égalité du traitement conventionnel entre centres de santé et professionnels libéraux ; et n° 498 : publication des conventions conclues entre les membres des professions libérales et les entreprises produisant ou exploitant des produits de santé ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 15 (précédemment réservés)** (p. 5629, 5631) : son amendement n° 481 : durée minimale d'expérience professionnelle dans un établissement de santé avant toute installation en libéral pour les masseurs-kinésithérapeutes et les orthophonistes ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 1297 de la commission (modification de la dénomination du champ de compétences de l'École nationale supérieure de sécurité

sociale). - **Articles additionnels avant l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 5638, 5641) : ses amendements n° 499 : suppression de la procédure de dépôt de prix ; et n° 501 : sanctions de la non-remise des déclarations publiques d'intérêt pour les collaborateurs de l'AFSSAPS et de la Haute autorité de santé ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 5642, 5645) : intervient sur son amendement n° 504 : interdiction pour les laboratoires pharmaceutiques de financer des actions de développement professionnel continu, présenté par M. Guy Fischer. Ses amendements n° 506 : réglementation de la profession d'assistant dentaire ; et n° 505 : négociation annuelle obligatoire entre les centres de santé et les caisses d'assurance maladie ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 21 (précédemment réservés)** (p. 5649, 5650) : sur l'amendement n° 1242 du Gouvernement (contrôle de la réalisation des études pharmaco-épidémiologiques postérieures à l'autorisation de mise sur le marché), son sous-amendement n° 1373 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 B (Supprimé par la commission)** (art. L. 1171-1 (nouveau) du code de la santé publique - *Définition de l'éducation à la santé*) (p. 5665) : défavorable à l'amendement n° 1257 du Gouvernement. - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - *Education thérapeutique du patient*) (p. 5667) : parole sur l'article. (p. 5674) : son amendement n° 517 ; devenu sans objet. (p. 5675) : son amendement n° 520 ; rejeté. (p. 5679) : intervient sur l'amendement n° 1265 du Gouvernement. (p. 5682) : son amendement n° 556 ; devenu sans objet. (p. 5684) : ses amendements n° 522, 523 et 525 ; rejetés. (p. 5685) : ses amendements n° 524, 526 et 527 ; rejetés. (p. 5687) : ses amendements n° 518 ; retiré ; et n° 557 ; adopté. (p. 5688, 5689) : ses amendements n° 528 ; rejeté ; et n° 529 ; retiré. - **Article 25 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5122-6 et L. 5122-9 du code de la santé publique - *Réglementation de la publicité des médicaments et vaccins*) (p. 5736) : son amendement n° 538 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 5739) : ses amendements n° 514 : participation des patients au système de pharmacovigilance ; adopté ; et n° 516 : limitation du prix des médicaments n'apportant aucune amélioration du service médical rendu ; retiré. - **Article additionnel après l'article 22 septies (précédemment réservé)** (p. 5750) : intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Patricia Schillinger (possibilité pour les jeunes adolescentes mineures, sans l'accord ni la présence des parents, d'accéder à la vaccination contre le papillomavirus humain). - **Article additionnel après l'article 25 quinquies (précédemment réservé)** (p. 5765) : son amendement n° 554 : nécessité de donner toutes informations utiles aux patients traités dans un centre de radiothérapie dans lequel des dysfonctionnements ont été relevés ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 25 sexdecies (précédemment réservé)** (p. 5768) : son amendement n° 540 : amélioration de l'accessibilité de la notice des médicaments aux personnes handicapées ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 25 septdecies (précédemment réservés)** (p. 5781) : sur l'amendement n° 1287 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance un nouvel établissement public reprenant l'ensemble des missions de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail), son sous-amendement n° 1300 ; rejeté.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 33 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9127, 9128) : son intervention. - **Article 1er** (art. 9 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - *Réduction du taux de recouvrement de la surcompensation*) (p. 9132) : votera contre l'amendement n° 1 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 3** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - *Exonération des cotisations patronales d'assurance vieillesse pour les centres communaux et intercommunaux d'action sociale*) (p. 9134) : votera contre l'amendement n° 3 du Gouvernement.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9155, 9156) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique) (p. 9175) : intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 9176) : son amendement n° 18 ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Première partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2008*) (p. 10049, 10050) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG votera contre l'article 1er de ce projet de loi.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 3** (*Ratification du relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général*) (p. 10055) : favorable à l'amendement n° 254 de M. Guy Fischer. - **Article 5** (*Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites*) (p. 10057) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG votera contre l'article 5 de ce projet de loi. - **Article 6** (*Dotations au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires*) (p. 10061) : parole sur l'article. (p. 10064) : favorable à l'amendement n° 258 de M. Guy Fischer. (p. 10068) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 510 de la commission.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10086, 10087) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale). - **Article 17 (priorité)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Aménagement du régime des contrats d'assurance vie au regard des contributions sociales en cas de décès) (p. 10101) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'article 17 de ce projet de loi. - **Article 10** (*Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de grippe A, H1N1*) (p. 10128, 10129) : intervient sur l'amendement n° 234 de M. Bernard Cazeau.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 11** (art. L. 138-10, L. 165-4 et L. 162-37 du code de la sécurité sociale - Régime de la clause permanente de sauvegarde - Modalités de recouvrement des remises sur le chiffre d'affaires dues par les fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux) (p. 10155, 10158) : intervient sur les amendements n° 2 de la commission et n° 263 de M. Guy Fischer. Son amendement n° 264 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10159, 10166) : intervient sur ses amendements, présentés par M. Guy Fischer, n° 267 : possibilité pour le CEPS de réviser les prix de l'ensemble des médicaments d'une même classe thérapeutique au passage de l'un d'entre eux dans la catégorie des génériques, et n° 269 : modification des règles applicables à la taxe sur la promotion, ainsi que sur son amendement, présenté par Mme Annie David, n° 266 : extension de la taxe sur la promotion à la publicité publiée dans la presse médicale. Son amendement n° 270 : rapport au Parlement sur les économies réalisées par l'assurance maladie par le remboursement des médicaments de classe V ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10168) : favorable à l'amendement n° 73 de M. Bernard Cazeau (modification du régime de régulation du marché du médicament). - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 10214) : intervient sur l'amendement n° 5 de la

commission (extension de l'assiette de la CSG). - **Article 21 et annexe C** (*Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 10228) : intervient sur les amendements n° 528 et 529 du Gouvernement.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 28** (*Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination*) (p. 10248) : intervient sur son amendement n° 295 présenté par M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10264) : son amendement n° 296 : avis préalable des fédérations hospitalières sur les mesures conventionnelles ayant des répercussions importantes pour le pilotage et la gestion des établissements de santé ; rejeté. (p. 10266) : votera l'amendement n° 142 de M. Bernard Cazeau (application du rapport de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur "la prescription, la consommation et la fiscalité des médicaments"). (p. 10267) : votera l'amendement n° 140 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (établissement d'une liste des médicaments classés par niveau d'ASMR). (p. 10269) : son amendement n° 284 : réglementation des publicités pour les vaccins ; rejeté. (p. 10273) : intervient sur son amendement n° 293 : nécessité de mesurer l'impact de la franchise instituée en 2007 pour les assurés en matière d'accès aux soins. Son amendement n° 340 : dépôt d'un rapport évaluant les actions menées au titre des Fonds d'intervention de la qualité et de la coordination des soins, et du Fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés ; retiré. - **Article 29** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée*) (p. 10280) : intervient sur les amendements n° 143 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 297 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10286) : intervient sur l'amendement n° 485 de M. Alain Milon (caractère collectif des contrats d'amélioration des pratiques individuelles). - **Article 29 bis** (art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle, art. L. 5121-10-2 et L. 5121-10-3 nouveau du code de la santé publique - *Prévention des risques d'accidents liés à la différence dans les caractéristiques physiques des médicaments de références et des médicaments génériques*) (p. 10296) : intervient sur l'amendement n° 519 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 12 de la commission. - **Article 29 quinquies** (art. L. 162-2-1 du code de la sécurité sociale - *Développement de la prescription dans le répertoire des génériques*) (p. 10299) : intervient sur les amendements n° 13 de la commission, n° 214 de M. Alain Houpert, n° 371 de M. Dominique Leclerc, n° 475 de M. Alain Milon et n° 503 de M. Nicolas About. - **Article 29 sexies** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - *Avenants aux contrats d'amélioration des pratiques individuelles*) (p. 10301) : intervient sur les amendements n° 216 de M. Alain Houpert et n° 373 de M. Dominique Leclerc. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10304, 10305) : favorable à l'amendement n° 512 du Gouvernement (financement par l'assurance maladie du développement professionnel continu). (p. 10308) : défavorable à l'amendement n° 15 de la commission (mise en œuvre du secteur optionnel par la convention médicale ou, à défaut, par le règlement arbitral). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10321) : intervient sur son amendement n° 307. (p. 10325) : son amendement n° 306 : avis de l'UNCAM et de l'UNOCAM sur les mesures prises au titre de l'urgence sanitaire ou du risque pandémique ; rejeté. (p. 10327) : son amendement n° 370 : possibilité pour les spécialistes de médecine générale de coter leurs actes comme tous les autres spécialistes ; retiré. - **Article 32** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale, art. L. 162-22-10, L. 174-1-1 et L. 174-2-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Report à 2018 de l'achèvement de la convergence tarifaire - Prise en charge des soins effectués dans les hôpitaux établis hors de France*) (p. 10333) : intervient sur les amendements n° 18 de la

commission et n° 57 de la commission des finances saisie pour avis. (p. 10336) : son amendement n° 301 ; retiré. (p. 10337) : son amendement n° 19 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10341) : intervient sur l'amendement n° 155 de M. Jacky Le Menn (application des dispositions conventionnelles aux centres de santé). (p. 10342) : son amendement n° 317 : information des autorités régionales sur les éventuels bénéfices réalisés par les cliniques exerçant des missions de service public ; retiré. (p. 10344) : son amendement n° 318 : rapport du Gouvernement sur l'opportunité de créer un nouveau sous-objectif de dépenses permettant de distinguer l'évolution respective des crédits de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10352) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 324 ; rejeté ; et n° 325 : limitation du remboursement de l'assurance maladie aux médicaments apportant la preuve de leur plus-value thérapeutique ; retiré.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 10368) : demande à expliquer son vote sur son amendement n° 326 : rapport au Parlement sur les effets sur les comptes sociaux de la suppression du secteur 2 et de la hausse des rémunérations. - **Article 34** (*Contributions des régimes obligatoires d'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2010*) (p. 10378, 10379) : intervient sur l'amendement n° 332 de M. Guy Fischer. (p. 10382) : défavorable à l'amendement n° 24 de la commission et sur ce dernier au sous-amendement n° 514 du Gouvernement. - **Article 35** (*Dotations pour 2010 au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, à l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires*) (p. 10386) : défavorable à l'amendement n° 513 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10389, 10392) : intervient sur l'amendement n° 339 de M. Guy Fischer (composition du Fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins). Son amendement n° 338 : rapport au Parlement sur le prix des médicaments génériques ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 36** (p. 10398) : favorable à l'amendement n° 160 de Mme Raymonde Le Texier (différenciation des dépenses du secteur privé et du secteur public au sein de l'ONDAM). - **Article additionnel après l'article 30 bis** (p. 10407) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 538 de la commission (relèvement des plafonds des garanties souscrites par les professionnels libéraux pour s'assurer contre les dommages causés dans le cadre de leur activité). - **Article 38** (*art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse*) (p. 10415, 10416) : parole sur l'article. (p. 10419, 10421) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 347 et 348 ; rejetés. - **Article 50 (priorité)**

(*art. L. 114-17 du code de la sécurité sociale - Réforme des pénalités financières dans les cas de fraude à la sécurité sociale*) (p. 10458) : soutient les amendements n° 362, 363 et 364 de M. Guy Fischer ; retirés. - **Article 52 (priorité)** (*art. 110 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Prorogation de l'expérimentation d'une suspension du versement des aides au logement en cas de fraude*) (p. 10460, 10461) : soutient l'amendement n° 366 de Mme Annie David ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10485, 10486) : soutient l'amendement n° 357 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur les difficultés à bénéficier d'un mode public de garde d'enfants et sur la création d'un service public de la petite enfance) ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Article 1er** (*art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 10570) : son amendement n° 21 ; adopté. (p. 10574) : intervient sur l'article. - **Article 2** (*art. L. 1121-16-1 du code de la santé publique - Définition des recherches interventionnelles à finalité non commerciale*) (p. 10575) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 10576) : le groupe CRC-SPG vote contre cet article. - **Article 4 quinquies (Nouveau)** (*art. L. 1123-1-1 nouveau du code de la santé publique - Création d'une commission nationale des recherches impliquant la personne humaine*) (p. 10580, 10581) : ses amendements n° 19 et 20 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10582, 10583) : s'abstiendra sur ce texte. (p. 10584) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2009) (p. 11878, 11879) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 59 bis** (p. 11887) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-75 (instauration d'une taxe pour payer la cosmétovigilance) - **Article 59 ter (Nouveau)** (*Affectation à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, EPRUS, de la contribution exceptionnelle des complémentaires santé aux dépenses liées à la grippe A/H1N1*) (p. 11890) : intervient sur les amendements n° II-24 de la commission et n° II-76 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

intervention. - **Organisation des débats** (p. 4373) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4454, 4456) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4459, 4460) : avis du Gouvernement sur la motion n° 901 de M. Guy Fischer tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4464) : avis du Gouvernement sur la motion n° 281 de M. René Teulade (tendant à poser la question préalable). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4469) : avis du Gouvernement sur la motion n° 282 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions*

BACHELOT-NARQUIN (Roselyne)
ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative
(jusqu'au 11 janvier 2009)
ministre de la santé et des sports
(à partir du 12 janvier 2009)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4356, 4365) : son

des établissements de santé et missions de service public) (p. 4481, 4482) : réponse aux orateurs. (p. 4483, 4491) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 371 et 372 de M. François Autain, n° 586 de M. Gilbert Barbier, n° 309 de M. Jacky Le Menn, n° 310 et 311 de M. Jean Desessard, n° 185 de M. René Beaumont et n° 676 de Mme Marie-Thérèse Hermange. (p. 4489) : sur l'amendement n° 676 précité, son sous-amendement n° 1222 ; retiré. (p. 4497, 4503) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 159 de M. Adrien Gouteyron, n° 108 de M. Bruno Gilles, n° 574, 374, 375, 376 et 379 de M. François Autain, n° 587, 589 et 591 de M. Gilbert Barbier, n° 289, 290, 291, 293, 294, 295, 296 et 297 de M. Jacky Le Menn, n° 292 de M. Jean Desessard, n° 639, 588 et 590 de M. Yvon Collin, n° 668 de Mme Marie-Thérèse Hermange et n° 581 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 4504, 4514) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 659, 660, 658, 661 et 273 de M. Alain Houpert, n° 238 de M. Alain Vasselle, n° 70 de M. André Lardeux, n° 380, 381, 573, 382, 541, 383, 384 et 377 de M. François Autain, n° 637, 640 et 608 de M. Gilbert Barbier, n° 298 et 299 de M. Jacky Le Menn, n° 90 de M. Jacques Blanc, n° 592 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 840 et 841 de M. Paul Blanc et n° 206 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 4505, 4506) : son amendement n° 1173 ; adopté. (p. 4507) : son amendement n° 1172 ; adopté. (p. 4510) : son amendement n° 1203 ; retiré. (p. 4520) : sur l'amendement n° 162 de M. Adrien Gouteyron, son sous-amendement n° 1219 ; adopté. (p. 4522, 4523) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 386 de M. François Autain, n° 593 et 594 de M. Gilbert Barbier, n° 300, 301, 302, 303 et 304 de M. Jacky Le Menn et n° 160, 161, 162 et 163 de M. Adrien Gouteyron.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4546, 4560) : ses amendements n° 1212 et 1213 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 669 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 680 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 582 de M. Alain Gournac, n° 138 de M. Jean Desessard, n° 305, 306 et 346 de M. Jacky Le Menn, n° 388, 389, 390, 391 et 392 de M. François Autain, n° 157 de M. Paul Blanc, n° 897 de M. Gilbert Barbier et n° 164 et 165 de M. Adrien Gouteyron. - **Article 1er bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 5126-2 et L. 5126-5 du code de la santé publique - *Approvisionnement en médicaments des établissements de santé délivrant des soins à domicile*) (p. 4563) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 166 de M. Adrien Gouteyron. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4567, 4568) : réponse aux orateurs. (p. 4569, 4579) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 105 de M. Bruno Gilles, n° 313 et 312 de M. Jacky Le Menn, n° 167 de M. Adrien Gouteyron, n° 595 de M. Yvon Collin, n° 681 et 682 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 890 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 555, 542, 393 et 394 de M. François Autain, n° 73 de M. André Lardeux, n° 5 de M. Gérard Dériot, n° 662 de M. Alain Houpert. Sur l'amendement n° 199 de la commission, son sous-amendement n° 1223 ; adopté. Ses amendements n° 1254 et 1255 ; adoptés. (p. 4591, 4593) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 656 de M. Gérard Dériot et n° 188 de Mme Catherine Procaccia. Son amendement n° 1174 ; adopté. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - *Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4596, 4597) : réponse aux orateurs. (p. 4597, 4604) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 544, 396, 397, 543, 399 et 545 de M. François Autain, n° 315 de M. Jacky Le Menn, n° 597 de M. Gilbert Barbier, n° 207 et 208 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 4 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6141-1, L. 6141-2, L. 6141-2-1 [nouveau], L. 6141-7-3 [nouveau] du code de la santé publique - *Statut des établissements publics de santé*) (p. 4607, 4608) : réponse aux orateurs. (p. 4608, 4610) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 403, 575 et 407 de M. François Autain et n° 617 de M. Raymond Vall. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - *Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4614, 4615) : réponse aux orateurs. (p. 4616) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 408 et 410 de M. François Autain. - **Rappel au règlement**

(p. 4617) : intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Fischer. Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 4618) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Chevènement. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - *Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4619, 4629) : ses amendements n° 1224 et 1176 ; adoptés ; et n° 1274 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 409, 411 et 413 de M. François Autain, n° 321, 135 et 136 de M. Jean Desessard, n° 323 et 322 de M. Jacky Le Menn, n° 674 de Mme Marie-Thérèse Hermange ainsi que sur le sous-amendement n° 1277 de M. François Autain portant sur son amendement n° 1274 précité. (p. 4630, 4644) : ses amendements n° 1177, 1276 et 1175 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 412, 414 et 415 de M. François Autain, n° 618 de M. Gilbert Barbier, n° 670 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 609 et 612 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 324 de M. Jean-Jacques Mirassou, n° 325 de M. Jacky Le Menn, n° 109 de M. André Lardeux.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4663, 4669) : parole sur l'article. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 416, 417 et 546 de M. François Autain et n° 326 de M. Jacky Le Menn. (p. 4673, 4680) : sur l'amendement n° 52 de M. Yves Pozzo di Borgo, son sous-amendement n° 1285 ; adopté. Son amendement n° 1183 ; retiré. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 418, 420, 421, 422, 423 et 419 de M. François Autain, n° 51, 52 et 53 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 683 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 328 de M. Jacky Le Menn et n° 134 de M. Jean Desessard. (p. 4682, 4692) : son amendement n° 1182 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 329 et 332 de M. Jacky Le Menn, n° 547, 425, 424, 426 et 427 de M. François Autain, n° 330, 133 et 132 de M. Jean Desessard, n° 600 de M. Gilbert Barbier, n° 331 de M. Bernard Cazeau et n° 56 de M. Yves Pozzo di Borgo. (p. 4693, 4703) : son amendement n° 1180 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 333, 319 et 320 de M. Jean Desessard, n° 429, 404, 405, 406 et 548 de M. François Autain, n° 684 de M. Jean-Etienne Antoinette, ainsi que sur les sous-amendements n° 1288 de la commission et n° 1289 de M. Nicolas About, portant sur son amendement n° 1180 précité. (p. 4704, 4718) : ses amendements n° 1181 et 1262 ; rejetés ; et n° 1263, 1256 et 1192 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 129, 131 et 130 de M. Jean Desessard, n° 432, 430, 434, 435 et 433 de M. François Autain, n° 337 et 338 de M. Jacky Le Menn, n° 58 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 334 de Mme Gisèle Printz, n° 194 de M. Bruno Gilles et n° 83 de M. Alain Fouché, ainsi que sur les sous-amendements n° 1291 de M. Alain Vasselle et n° 1292 de M. Jean-Pierre Fourcade portant sur son amendement n° 1192.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - *Nomination et gestion des personnels de direction*) (p. 4731, 4732) : réponse aux orateurs. (p. 4732, 4742) : ses amendements n° 1185, 1184 et 1204 ; adoptés ; et n° 1167 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1275 de M. Yves Daudigny, qu'elle accepte. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 436, 437, 438, 439, 440 et 441 de M. François Autain, n° 601 de M. Gilbert Barbier et n° 187 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4745) : réponse aux orateurs. (p. 4746, 4754) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 443 et 578 de M. François Autain, n° 602 et 603 de M. Gilbert Barbier, n° 63 et 62 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 85 de M. Alain Fouché, n° 340 de M. Jacky Le Menn et n° 1218 de la commission. Ses amendements n° 1187 et 1191 ; adoptés ; et n° 1190 ; adopté

après modification par le sous-amendement n° 1294 de M. François Autain. (p. 4755, 4763) : ses amendements n° 1188 et 1186 ; adoptés. Sur l'amendement n° 248 de M. Alain Vasselle, ses sous-amendements n° 1298 et 1189 ; adoptés. Sur l'amendement n° 158 de M. Paul Blanc, son sous-amendement n° 1299 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 445 de M. François Autain, n° 258 de M. Gérard Longuet, n° 341, 342, 343, 344 et 345 de M. Jacky Le Menn et sur le sous-amendement n° 638 de M. Gilbert Barbier, portant sur l'amendement n° 158 précité. - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination*) (p. 4767, 4768) : réponse aux orateurs. (p. 4769, 4771) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 67 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 242 de M. Alain Vasselle, n° 446 de M. François Autain et n° 671 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Article 8 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentations sur l'annualisation du temps de travail dans les établissements de santé publics outre-mer*) (p. 4772) : réponse à M. Michel Magras. - **Article 9 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6145-16 du code de la santé publique - Certification des comptes des établissements publics de santé*) (p. 4772, 4775) : son amendement n° 1194 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 447 de M. François Autain et n° 685 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Article 9 bis (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6113-10 à L. 6113-10-2 du code de la santé publique - Création de l'agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux*) (p. 4676) : parole sur l'article. (p. 4777) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 448 de M. François Autain. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - Statut des praticiens hospitaliers*) (p. 4778, 4779) : parole sur l'article. (p. 4780) : réponse aux orateurs. (p. 4782, 4791) : ses amendements n° 1245 et 1302 ; adoptés ; et n° 256 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 451, 579, 452 et 450 de M. François Autain, n° 643 de M. Gilbert Barbier, n° 205 de Mme Isabelle Debré et n° 1220 de la commission. - **Article 11 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6145-6 et L. 1111-8 du code de la santé publique, loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrôle de légalité sur certains actes des établissements publics de santé, hébergement des données à caractère personnel par des tiers et commissions administratives paritaires*) (p. 4791) : parole sur l'article. (p. 4792, 4793) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 347 de M. Jacky Le Menn. - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4794, 4795) : parole sur l'article. (p. 4795) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 453 de M. François Autain, n° 604 de M. Gilbert Barbier et n° 672 de Mme Marie-Thérèse Hermange.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) (p. 4810, 4811) : parole sur l'article. - **Discussion générale** (p. 4812, 4813) : ses amendements n° 1307, 1308 et 1309 ; adoptés après modification par les sous-amendements n° 1311 et 1312 de la commission. (p. 4817, 4824) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1303 de la commission, n° 454, 549, 456, 550, 551 et 457 de M. François Autain, n° 605 et 606 de M. Gilbert Barbier, n° 348 de M. Jacky Le Menn, n° 127 et 349 de M. Jean Desessard et n° 642 de M. Jean-Pierre Chevènement. (p. 4822, 4823) : son amendement n° 1196 ; adopté. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier*) (p. 4828) : parole sur l'article. (p. 4829, 4836) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 239 de M. Alain Vasselle, n° 458, 559, 558, 560, 562 et 561 de M. François Autain, n° 620 de M. Gilbert Barbier, n° 351 de M. Jacky Le Menn, n° 619 de Mme Françoise

Laborde et n° 352 de M. Jean Desessard. (p. 4832) : son amendement n° 1198 ; adopté.

- **Rappel au règlement** - (19 mai 2009) (p. 4837) : réponse à M. Yannick Botrel.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)] (suite)** - (19 mai 2009) - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier*) (p. 4842) : son amendement n° 1197 ; adopté. (p. 4843, 4844) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 563 et 564 de M. François Autain, n° 353 de M. Jean Desessard et n° 621 de M. Raymond Vall. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 4845, 4848) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 237 de M. Alain Vasselle (création d'un nouveau secteur conventionnel à caractère optionnel), n° 370 de M. François Autain (exclusion des établissements psychiatriques du champ d'application de ce projet de loi) et de M. Jacky Le Menn n° 287 (introduction d'une clause de stabilité tarifaire dans le code de la sécurité sociale) et n° 288 (fixation de tarifs spécifiques par l'autorité administrative pour certains publics et certaines formes de consultation ambulatoires ou d'hospitalisation). - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 4849) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 137 de M. Jean Desessard (intégration des honoraires médicaux dans les coûts de séjours des cliniques privées). - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4851, 4856) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier), n° 318 de M. Jacky Le Menn (protection du service public hospitalier contre la concurrence des praticiens démissionnaires), n° 401 de M. François Autain (restriction temporaire au principe de liberté d'installation des médecins en vue de protéger les établissements publics de santé), n° 598 de M. Jean-Pierre Chevènement (création d'une clause de non-concurrence pour les praticiens démissionnant d'un établissement public de santé) et n° 41 de Mme Anne-Marie Payet (augmentation du recours aux maisons pluridisciplinaires de santé). - **Article additionnel après l'article 7 (précédemment réservé)** (p. 4857) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 442 de M. François Autain (suppression du chapitre du code de la santé publique autorisant les praticiens à temps plein à exercer une activité libérale au sein des établissements publics de santé). - **Article additionnel après l'article 8 bis (précédemment réservé)** (p. 4857) : son amendement n° 1193 : mise en cohérence du centre d'accueil et de soins hospitaliers, CASH, de Nanterre avec la réforme portée par ce texte ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8 ter (précédemment réservé)** (p. 4858) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 572 de M. François Autain (mesures en faveur de la transparence de la rémunération de certains praticiens hospitaliers). - **Article additionnel après l'article 9 (précédemment réservé)** (p. 4859) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 449 de M. François Autain (caractère public des comptes des établissements de santé privés commerciaux exerçant des missions de service public). - **Article additionnel après l'article 10 (précédemment réservé)** (p. 4860) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 553 de M. François Autain (rationalisation de la procédure de recrutement des praticiens hospitaliers temporaires). - **Articles additionnels après l'article 13 (précédemment réservés)** (p. 4861, 4862) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 253 de M. Alain Vasselle (mise en œuvre du principe de droit international selon lequel aucune dépense de santé concernant des ressortissants étrangers ne doit rester à la charge de l'hôpital ou de l'assurance maladie française) et n° 357 de M. Jacky Le Menn (présence d'un représentant du secteur de l'hospitalisation à domicile dans les conférences régionales de santé). Ses amendements n° 1301 (élargissement du champ des missions des conseillers généraux des établissements de santé) et n° 1330 (cohérence) ; adoptés. -

Articles additionnels après l'article 13 ter (précédemment réservés) (p. 4862) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 155 de M. Paul Blanc et n° 354 de M. Jean-Pierre Michel (possibilité de déroger au financement des établissements, dans les cas où il apparaît indispensable que ces établissements salarient certains de leurs médecins).

Articles additionnels après l'article 13 quater (précédemment réservés) (p. 4863, 4866) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 355 de M. Jacky Le Menn (assouplissement des règles en matière de délais de paiement dans le secteur sanitaire et médico-social) et n° 186 de M. René Beaumont (nécessité d'assurer la continuité des droits des agents des services hospitaliers). Ses amendements n° 1199 (nécessité d'articuler de manière cohérente les éléments du contrat quadriennal de l'université avec la convention hospitalo-universitaire) ; n° 1200 (prise en compte, dans le projet d'établissement de l'hôpital, des objectifs de formation et de recherche définis conjointement avec l'université dans le cadre de la convention hospitalo-universitaire) ; n° 1201 (modification de la logique des conventions hospitalo-universitaires pour en faire des instruments de pilotage stratégiques et partagés entre le centre hospitalier régional et l'université) ; et n° 1202 (mise en place d'un comité de suivi de la réforme de la gouvernance des établissements publics de santé) ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 200-3 du code de la sécurité sociale - *Motivation des avis des caisses nationales de sécurité sociale*) (p. 4875) : son amendement n° 1321 ; adopté. Accepte la demande de priorité de M. Nicolas About portant sur les amendements n° 955, 1086, 249, 956, 1010, 250, 252 et 251 portant sur l'article L.1434-11 du code de la santé publique. - **Article 26 B (nouveau)** (art. L. 182-2-1-A [nouveau], L. 182-2-3, L. 182-2-4 du code de la sécurité sociale - *Convention d'objectifs portant sur la gestion pluriannuelle du risque*) (p. 4877, 4878) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1018 de M. Jacky Le Menn. Ses amendements n° 1323 ; adopté ; et n° 1322 ; rejeté. - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé*) (p. 4889, 4894) : parole sur l'article. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 906 de M. François Autain. Son amendement n° 1248 ; adopté. (p. 4901) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1010 de M. Nicolas About. Demande le vote par priorité sur l'amendement n° 1010 précité. (p. 4903, 4917) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1038, 1037 et 1036 de M. Yves Daudigny, n° 907, 908, 909, 910 et 911 de M. François Autain, n° 1020, 1039, 1041, 1042, 1043 et 1045 de M. Jacky Le Menn, n° 1026, 1019 et 1034 de M. Jean Desessard, n° 1152, 1153 et 1155 de M. Gilbert Barbier, n° 1154 de M. Yvon Collin, n° 79 de M. René Beaumont. Son amendement n° 1324 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4933, 4964) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 912, 920, 916, 917, 918, 919 et 915 de M. François Autain, n° 1048 et 1049 de M. Georges Patient, n° 1156, 1159 et 1160 de M. Gilbert Barbier, n° 1021, 1050, 1052, 1054, 1055 et 1058 de M. Jacky Le Menn, n° 876, 880 et 1027 de M. Jean Desessard, n° 1137 et 1138 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 997 de M. Philippe Leroy, n° 1053 de M. Yves Daudigny, n° 209 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 1056 de Mme Gisèle Printz. (p. 4937) : son amendement n° 1327 ; adopté. (p. 4944) : son amendement n° 1328 ; adopté. (p. 4952) : son amendement n° 1325 ; adopté. (p. 4959) : son amendement n° 1329 ; adopté. (p. 4965, 4978) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 69 de M. Alain Houpert, n° 1012 de M. Alain Vasselle, n° 1022 de M. Bernard Cazeau, n° 922, 929, 924, 925 et 926 de M. François Autain, n° 1060 de M. François Rebsamen, n° 1157 de M. Gilbert Barbier, n° 1057, 1059, 1061 et 1062 de M. Jacky Le Menn, n° 1030 de M. Jean Desessard, n° 1144 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 1040 de M. Yves Daudigny et n° 1064 de Mme Bernadette Bourzai. (p. 4979, 4993) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1023 et 1024 de M. Bernard Cazeau, n° 927, 930, 928, 932, 933, 934 et 935 de M. François Autain, n° 1066 de M. Georges Patient, n° 1163 de

M. Gilbert Barbier, n° 1065 et 1067 de M. Jacky Le Menn, n° 884 et 1031 de M. Jean Desessard et n° 1063 de Mme Bernadette Bourzai. (p. 4986) : son amendement n° 1320 ; adopté. (p. 4993, 4994) : son amendement n° 1295 ; adopté. (p. 4994, 5003) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 265 et 266 de M. Alain Houpert, n° 1013, 1014 et 1015 de M. Alain Vasselle, n° 1025 de M. Bernard Cazeau, n° 936, 937, 938, 939, 940 et 941 de M. François Autain et n° 1068 et 1069 de M. Jacky Le Menn. (p. 4995, 4996) : ses amendements n° 1249 et 1250 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5040, 5051) : son amendement n° 1315 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 1071 et 1073 de M. François Rebsamen, n° 943, 942, 944, 945, 946, 947 et 948 de M. François Autain, n° 1075 et 1076 de Mme Bernadette Bourzai, n° 885 et 1035 de M. Jean Desessard, n° 1072 de M. Jacky Le Menn et n° 88 de M. Jacques Blanc. (p. 5052, 5063) : son amendement n° 1279 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 1074, 1077, 1078 et 1079 de M. Jacky Le Menn, n° 987 et 988 de M. Paul Blanc, n° 1098 et 1099 de M. Yannick Botrel, n° 1164 et 1165 de M. Jacques Mézard, n° 951 et 952 de M. François Autain, n° 82 de M. René Beaumont, n° 87 de M. Jacques Blanc et n° 1080 de M. François Rebsamen. (p. 5074, 5079) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1032, 887 et 888 de M. Jean Desessard, n° 957, 958 et 959 de M. François Autain et n° 1088, 1089, 1091 et 1092 de M. Jacky Le Menn. (p. 5079, 5091) : ses amendements n° 1316, 1293, 1317, 1282 et 1283 ; adoptés ; et n° 1284 ; retiré. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 960, 961 et 962 de M. François Autain, n° 1005 de M. Gérard Dériot et n° 1094 de M. Jacky Le Menn. (p. 5092, 5097) : son amendement n° 1006 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 990 de M. Paul Blanc, n° 1095, 1096 et 1097 de M. Jacky Le Menn, n° 1158 de M. Gilbert Barbier, n° 964 de M. François Autain et n° 1142 et 1143 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral*) (p. 5100, 5102) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 902 et 903 de M. Alain Houpert, n° 991 et 992 de M. Paul Blanc et n° 968 de M. François Autain. (p. 5103, 5109) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 994 et 649 de M. Paul Blanc, n° 1101 et 1103 de M. Jacky Le Menn, n° 905 de M. Alain Houpert, n° 967 et 966 de M. François Autain. Son amendement n° 1340 ; adopté. Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 1347 de M. Gilbert Barbier portant sur son amendement n° 1340 précité.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-36-42 du code de la sécurité sociale - *Personnels recrutés par le groupement d'intérêt public "agence des systèmes d'information de santé partagés"*) (p. 5209) : son amendement n° 1251 ; adopté. - **Article 29 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6121-1 à L. 6121-4, L. 6121-9 et L. 6121-10 du code de la santé publique, art. L. 162-47, 16 de l'art. L. 162-5, L. 215-1 du code de la sécurité sociale, article 68 de la loi n° 2004-81 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - *Mesures de coordination rendues nécessaires par la création des agences régionales de santé*) (p. 5210, 5212) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 254 de M. Alain Gournac, n° 1145 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe et n° 17 de M. Gérard Dériot. (p. 5211) : son amendement n° 1280 ; adopté. - **Article 30 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 123-2-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Transfert aux agences de santé des biens, droits et obligations des organismes auxquels elles se substituent*) (p. 5213, 5215) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1003 de M. Alain Gournac, n° 1016 et 1017 de M. Alain Vasselle, n° 984 de M. François Autain et n° 1127 et 1128 de M. Jacky Le Menn. (p. 5214) : son amendement n° 1351 ; adopté. (p. 5215) : son amendement n° 1339 ; adopté. - **Article 31 (Texte modifié par la commission)** (*Préfiguration en 2009 des agences régionales de santé*) (p. 5215, 5216) : son amendement n° 1247 ; adopté. - **Article 32 (Texte modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives aux agences régionales de santé, à la représentation des*

professionnels de santé libéraux, à la planification et à l'autorisation des établissements et services médico-sociaux) (p. 5217) : son amendement n° 1246 ; adopté. (p. 5218) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 985 de M. François Autain et n° 1334 de la commission. - **Article 33 (Texte modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnances pour coordonner les codes avec la loi, organiser les centres de lutte contre le cancer et adapter la loi outre-mer*) (p. 5219, 5220) : parole sur l'article. Son amendement n° 1244 ; adopté. (p. 5220) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1135 de M. Robert Laufoaulu. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*Adaptation du statut des thermes nationaux d'Aix-les-Bains*) (p. 5222) : parole sur l'article. (p. 5223, 5224) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14, 15 et 16 de M. Thierry Repentin, n° 986 de M. François Autain et n° 652 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article additionnel avant l'article 26 A (précédemment réservé)** (p. 5225) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1136 de M. Alain Vasselle (transmission d'un rapport au Parlement sur l'opportunité pour les caisses nationales d'assurance maladie de mettre en place des services pour les patients ayant effectué un séjour à l'hôpital, afin de faciliter leur retour à domicile). - **Article additionnel après l'article 26 (précédemment réservé)** : son amendement n° 1296 : possibilité pour les agences régionales de santé de bénéficier des marchés et accords-cadres des caisses nationales de sécurité sociale, de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale et de l'union des caisses nationales de sécurité sociale ; adopté. - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé)** (p. 5226) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1105 de M. Jacky Le Menn (contribution des centres de santé à l'organisation et à l'évolution de l'offre de santé au niveau régional). - **Article additionnel avant l'article 33 (précédemment réservé)** (p. 5228) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1129 de M. Jean-Etienne Antoinette (réalisation d'un audit approfondi de l'organisation sanitaire et du financement des établissements de santé en Guyane). - **Article additionnel après l'article 33 (précédemment réservé)** (p. 5229) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 695 de M. Claude Lise (mise en place d'un plan santé spécifique pour les territoires ultra-marins). - **Articles additionnels après l'article 34 (précédemment réservés)** (p. 5230) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1009 de M. Alain Vasselle (nécessité de soumettre tout candidat au permis de conduire à un examen approprié de son acuité visuelle). (p. 5231) : son amendement n° 1355 : maintien, au régime de protection sociale des salariés agricoles, des agents précédemment employés par des organismes de mutualité sociale agricole, et recrutés par les agences régionales de santé ; adopté. - **Intitulé du titre II (précédemment réservé)** (*Accès de tous à des soins de qualité*) (p. 5243) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 700 de M. Jean Desessard. - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours*) (p. 5244, 5245) : parole sur l'article. (p. 5246, 5255) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 701, 702, 703, 706 et 707 de M. Bernard Cazeau, n° 198 de M. Dominique Leclerc, n° 463, 580, 464 et 465 de M. François Autain, n° 623 de M. Gilbert Barbier, n° 850 de M. Paul Blanc, n° 363 de la commission et n° 68 de M. Yves Pozzo di Borgo. (p. 5255) : son amendement n° 1225 ; adopté. (p. 5256, 5263) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 216 de Mme Muguette Dini, n° 708 de M. Jean Desessard, n° 709 de M. Bernard Cazeau et n° 710 de M. Jean-Jacques Mirassou. (p. 5257, 5262) : son amendement n° 1227 ; rejeté. (p. 5263) : réponse à l'intervention de M. Alain Vasselle portant sur l'article. - **Article 14 bis A** (*art. L. 1111-2 du code de la santé publique - Transmission des informations de suivi d'un patient hospitalisé*) (p. 5264) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 236 de M. Alain Vasselle. - **Article 14 ter (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6323-1 et L. 6323-3 du code de la santé publique - Maisons et centres de santé*) (p. 5270, 5272) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 362 et 894 de la commission, n° 470 et 471 de M. François Autain et n° 714 de M. Bernard Cazeau. - **Article 14 quater (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6323-4 [nouveau] du code de la santé publique - Définition des pôles de santé*)

(p. 5273) : son amendement n° 1226 ; adopté. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité*) (p. 5277, 5279) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article. Son amendement n° 1230 ; adopté. (p. 5280, 5289) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 719 et 722 de M. Bernard Cazeau, n° 97 de M. Bruno Gilles, n° 479 et 478 de M. François Autain, n° 126, 720 et 721 de M. Jean Desessard et n° 723 de M. Serge Larcher. (p. 5282, 5283) : son amendement n° 1229 ; adopté. (p. 5290, 5300) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 724 de M. Bernard Cazeau, n° 2 de M. Claude Biwer, n° 474, 477 et 480 de M. François Autain, n° 644, 625 et 626 de M. Gilbert Barbier, n° 183, 180, 179 et 181 de M. Hervé Maurey, n° 784 de M. Jacky Le Menn, n° 712 et 713 de M. Jean-Jacques Mirassou et n° 856, 857, 858 et 859 de M. Paul Blanc.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5319, 5331) : intervient sur son amendement n° 230 précité. Son amendement n° 1360 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 475 et 476 de M. François Autain, n° 726, 727 et 725 de M. Bernard Cazeau, n° 182 de M. Hervé Maurey et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1221 de M. Claude Biwer. - **Article 15 bis (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 631-1-1 du code de l'éducation - Contrat d'engagement de service public pour les étudiants en médecine*) (p. 5333, 5337) : son amendement n° 1228 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 89 de M. Jacques Blanc et n° 628 de Mme Françoise Laborde. - **Article 15 ter (Supprimé par la commission)** (*art. L. 632-1-1 A du code de l'éducation - Formation des étudiants en médecine sur la contraception et l'interruption volontaire de grossesse*) (p. 5338) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 732 de M. Bernard Cazeau. - **Article 15 quater (Texte modifié par la commission)** (*Nombre minimal annuel de créations de postes d'enseignants en médecine générale*) (p. 5338, 5339) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 96 de M. Bruno Gilles. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins*) (p. 5340, 5353) : parole sur l'article. Ses amendements n° 1232 ; adopté ; et n° 1231 ; devenu sans objet. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 860 et 862 de M. Paul Blanc, n° 482, 483, 565, 566, 567, 568, 484 et 485 de M. François Autain, n° 736 et 737 de M. Bernard Cazeau, n° 95 de M. Bruno Gilles, n° 677 de M. Alain Houpert, n° 217 de Mme Muguette Dini, n° 218 de M. Jean Arthuis, n° 48 de M. Marc Laménie et n° 1363 de la commission. - **Article 16 bis (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 161-36-1 et L. 161-36-3-2 du code de la sécurité sociale - Expérimentation du dossier médical sur clé USB pour les patients atteints d'affections de longue durée*) (p. 5354, 5357) : son amendement n° 1252 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 486 de M. François Autain ainsi que sur le sous-amendement n° 1352 de la commission portant sur son amendement n° 1252 précité. - **Article 17 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 4011-1 à L. 4011-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Coopération entre les professionnels de santé*) (p. 5358, 5361) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 488, 489 et 490 de M. François Autain, n° 219 de Mme Muguette Dini, n° 741 de M. Jean-Pierre Michel et n° 740 de M. Jean-Jacques Mirassou. - **Article 17 ter (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 161-35 du code de la sécurité sociale - Fixation du montant de la sanction pour non-transmission électronique des feuilles de soins par le directeur de l'union nationale des caisses d'assurance maladie*) (p. 5362, 5363) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 863 de M. Paul Blanc. - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5368, 5371) : parole sur l'article. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 569, 491 et 492 de M. François Autain et n° 745 et 785 de M. Jacky Le Menn.

- **Hommage aux victimes d'une catastrophe aérienne** - (3 juin 2009) (p. 5482).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)] (suite)** - (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5483, 5492) : son amendement n° 1337 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 749, 750 et 744 de M. Bernard Cazeau, n° 493 et 494 de M. François Autain, n° 865, 866 et 867 de M. Paul Blanc, n° 630 de M. Gilbert Barbier, n° 124 de M. Jean Desessard, n° 752 de M. Jean-Luc Fichet et n° 269 de M. Alain Houpert. (p. 5494, 5500) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 496 et 495 de M. François Autain, n° 753 de M. Bernard Cazeau, n° 754 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 92 de M. Bruno Gilles, n° 868 de M. Paul Blanc, n° 747 de M. François Rebsamen, n° 123 de M. Jean Desessard et n° 142 de M. Rémy Pointereau. - **Article 18 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 162-1-18 du code de la sécurité sociale - *Consultation annuelle gratuite d'un généraliste pour les jeunes*) (p. 5502, 5503) : son amendement n° 1233 ; adopté. - **Article 18 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 162-1-19 du code de la sécurité sociale - *Transmission d'informations par les caisses d'assurance maladie aux ordres professionnels compétents*) (p. 5504) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 122 de M. Jean Desessard et n° 570 de M. François Autain. - **Article 18 quater A** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses*) (p. 5505, 5509) : son amendement n° 1341 ; devenu sans objet. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 1352 de la commission, n° 651 de M. Alain Vasselle, et n° 280 de M. Nicolas About. - **Article 18 quater B** (art. L. 1142-15 du code de la santé publique - *Clarification du régime de garantie des risques de responsabilité civile encourus par les médecins*) (p. 5510, 5511) : ses amendements n° 1234 ; adopté ; et n° 1364 ; devenu sans objet. - **Article 19 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4133-1 à L. 4133-7, L. 4021-1, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4236-1 à L. 4236-6, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 6155-1 à L. 6155-5, L. 4242-1, L. 4382-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-12, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - *Formation continue des professionnels de santé*) (p. 5514, 5517) : son amendement n° 1240 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 502 et 503 de M. François Autain, n° 869 de M. Paul Blanc, n° 203 de Mme Christiane Kammermann, n° 173 de M. Adrien Gouteyron, et n° 360 de M. Jean-Marc Juilhard. - **Article 19 bis A** (art. L. 4381-1 du code de la santé publique - *Exclusion des stages des étudiants orthophonistes de l'obligation de gratification des stagiaires*) (p. 5519) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1368 de la commission. - **Article 19 bis B** (*Reconnaissance du niveau master au diplôme d'Etat de sage-femme*) (p. 5520) : son amendement n° 1236 ; adopté. - **Article 19 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1151-2 à L. 1151-4, L. 1152-1 et L. 1152-2 du code de la santé publique - *Encadrement des pratiques à visée esthétique*) (p. 5521, 5522) : son amendement n° 1235 ; adopté. - **Article 19 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4112-1, L. 4112-4, L. 4113-14, L. 4122-2 à L. 4122-5, L. 4123-3, L. 4123-5, L. 4123-6, L. 4123-8, L. 4124-2, L. 4124-4, L. 4124-6, L. 4124-6-1, L. 4124-7, L. 4124-8, L. 4124-11, L. 4125-3-1, L. 4125-4, L. 4132-1, L. 4132-2, L. 4132-6, L. 4132-9, L. 4142-1, L. 4142-5, L. 4152-1, L. 4152-4, L. 4152-8, L. 4221-19, L. 4222-4, L. 4231-4 à L. 4231-7, L. 4232-2, L. 4232-6 à L. 4232-9, L. 4232-11, L. 4232-13 à L. 4232-15-1, L. 4233-4, L. 4233-5, L. 4234-1, L. 4234-6-1 du code de la santé publique - *Ordres des professions médicales et pharmaceutique*) (p. 5527, 5529) : son amendement n° 1237 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 508 et 507 de M. François Autain, et n° 78 de M. Marc Laménié. - **Article 19 quater (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4311-15, L. 4312-2, L. 4312-3, L. 4312-5, L. 4312-7, L. 4312-9, L. 4321-10, L. 4321-14, L. 4321-16, L. 4321-19, L. 4322-2, L. 4322-9, L. 4322-12 du code de la santé publique - *Ordres des professions paramédicales*) (p. 5531, 5534) : avis du

Gouvernement sur les amendements n° 509 de M. François Autain et n° 759 de M. Jacky Le Menn. Son amendement n° 1278 ; adopté. - **Article 19 quinques (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1483-1 du code de la santé publique - *Contrôle des établissements de formation agréés en ostéopathie et chiropraxie*) (p. 5535) : son amendement n° 1238 ; adopté. - **Article 19 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire, art. L. 1421-1 du code de la santé publique - *Élargissement du champ de contrôle de l'inspection générale des affaires sociales*) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 870 de M. Paul Blanc et n° 872 de M. Gérard Dériot. - **Article 20 (Texte modifié par la commission)** (*Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale*) (p. 5538) : parole sur l'article. (p. 5540, 5552) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 510 de M. François Autain, n° 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769 et 770 de M. Jacky Le Menn, n° 184 de M. René Beaumont, n° 195, 145, 146 et 196 de M. Dominique Leclerc, et n° 1272 de la commission. - **Article 21 (Texte modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures nécessaires à la transposition de certaines règles communautaires en matière de qualifications professionnelles et de dispositifs médicaux*) (p. 5552, 5553) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 511 de M. François Autain, n° 148 de M. Dominique Leclerc et n° 892 de M. Gérard Dériot. Son amendement n° 1370 ; adopté. - **Article 21 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - *Télémedecine*) (p. 5555, 5556) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 636 de M. Gilbert Barbier et n° 263 de M. Nicolas About. - **Article 21 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-10 du code de la sécurité sociale - *Transmission du rapport médical en cas de contestation du taux d'incapacité*) (p. 5557) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 512 de M. François Autain. - **Article 21 nonies (Supprimé par la commission)** (art. L. 4211-2-1 du code de la santé publique - *Élimination des matériels médicaux usagés perforants*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 147 de M. Dominique Leclerc. - **Articles additionnels avant l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5559, 5563) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 696 (obligation pour les praticiens utilisant des équipements lourds de s'engager à réaliser 70 % de leur activité en secteur 1), n° 697 (adaptation de l'offre de soins aux spécificités de la montagne), n° 698 (remise d'un rapport sur les franchises médicales) et n° 699 (remise d'un rapport sur la CMU complémentaire), n° 356 de M. Jacky Le Menn (conditions d'attribution des autorisations d'installation de professionnels et d'équipements lourds), et de M. François Autain n° 461 (conditions d'attribution des autorisations d'installation de professionnels et d'équipements lourds) et n° 473 (remise d'un rapport sur les franchises médicales). - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5564, 5565) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 240 de M. Alain Vasselle (valorisation de la médecine générale) et n° 466 de M. François Autain (obligation d'exercer cinq ans en médecine de premier recours à l'issue de la spécialisation en médecine générale).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) (p. 5618, 5624) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 467 (sanction du non-exercice pendant cinq ans de la médecine générale de premier recours), n° 468 (égalité du traitement conventionnel entre centres de santé et professionnels libéraux), n° 469 (remise d'un rapport étudiant l'opportunité d'autoriser les médecins généralistes à coter dans les mêmes conditions que les médecins spécialistes) et n° 498 (publication des conventions conclues entre les membres des professions libérales et les entreprises produisant ou exploitant des produits de santé), et de M. Bernard Cazeau n° 717 (égalité du traitement conventionnel entre centres de santé et professionnels libéraux) et n° 716 (publication des conventions conclues entre les membres des professions médicales et les entreprises produisant ou exploitant des produits de santé). - **Article additionnel après l'article 14 quater (précédemment réservé)** (p. 5624) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 895 de la commission (dotation de financement pour les structures de

soins ambulatoires). - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies (précédemment réservés)** (p. 5625, 5626) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 711 de M. Claude Jeannerot (reconnaissance de la médecine vasculaire comme une spécialité), et sur les amendements de M. Paul Blanc portant sur le même objet n° 852, n° 854 et n° 853 (contrat d'amélioration des pratiques individuelles). - **Articles additionnels après l'article 15 (précédemment réservés)** (p. 5627, 5632) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 728 de M. Jean Desessard (mise en place d'enseignements dans le domaine de la santé environnementale), n° 481 de M. François Autain (durée minimale d'expérience professionnelle dans un établissement de santé avant toute installation en libéral pour les masseurs-kinésithérapeutes et les orthophonistes), n° 743 de M. Jean-Luc Fichet (prise en compte des besoins des personnes en situation de handicap dans l'organisation d'un meilleur accès aux soins), n° 690 de M. Jacques Gillot (modalités de détermination du nombre et de la répartition des postes d'internat dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer) et n° 1297 de la commission (modification de la dénomination du champ de compétences de l'École nationale supérieure de sécurité sociale). - **Articles additionnels avant l'article 16 (précédemment réservés)** (p. 5633, 5634) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 782 de M. Yves Daudigny et n° 44 de M. Pierre Bordier (prise en charge des interventions de secours à la personne pratiquées par les services départementaux d'incendie et de secours), ainsi que sur l'amendement n° 783 de M. Yves Daudigny (repli). - **Articles additionnels après l'article 18 (précédemment réservés)** (p. 5635, 5636) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 755 de M. Bernard Cazeau (composition de la commission des pénalités) et n° 756 de M. Jacky Le Menn (remise au patient d'une copie de la feuille de soins télétransmise). - **Articles additionnels après l'article 18 ter (précédemment réservés)** (p. 5636, 5637) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gilbert Barbier n° 631 (faculté pour les chambres disciplinaires des instances ordinales de prononcer des amendes) et n° 632 (renforcement du droit des patients à l'information par les mutuelles, les institutions de prévoyance et les sociétés d'assurance). - **Article additionnel après l'article 18 quater (précédemment réservé)** (p. 5638) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 757 de M. Jean-Pierre Godefroy (obligation pour les médecins d'indiquer sur la plaque apposée à l'extérieur de leur cabinet leur secteur conventionnel). - **Articles additionnels avant l'article 19 (précédemment réservés)** : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 499 (suppression de la procédure de dépôt de prix), n° 500 (publication des délibérations du comité économique des produits de santé), et n° 501 (sanctions de la non-remise des déclarations publiques d'intérêt pour les collaborateurs de l'AFSSAPS et de la Haute autorité de santé). - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 5642, 5645) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 504 (interdiction pour les laboratoires pharmaceutiques de financer des actions de développement professionnel continu), n° 506 (réglementation de la profession d'assistant dentaire) et n° 505 (négociation annuelle obligatoire entre les centres de santé et les caisses d'assurance maladie), ainsi que sur l'amendement n° 762 de M. Jean-Jacques Mirassou, identique à l'amendement n° 506 précité. - **Articles additionnels après l'article 19 sexies (précédemment réservés)** (p. 5646) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 666 de M. Gérard Dériot (simplification de l'enregistrement des professionnels de santé) et n° 359 de la commission (sanctions pénales pour l'exercice illégal et l'usurpation du titre de préparateur en pharmacie hospitalière). Son amendement n° 1331 : possibilité de suspendre le droit d'exercice des orthophonistes et des orthoptistes ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 21 (précédemment réservés)** (p. 5647, 5652) : ses amendements n° 1241 (possibilité pour les internes de bénéficier d'un temps partiel thérapeutique) ; et n° 1242 (contrôle de la réalisation des études pharmaco-épidémiologiques postérieures à l'autorisation de mise sur le marché) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 773 (régime de garantie des risques de responsabilité civile encourus par les médecins), n° 771 (rapport au Parlement sur la transformation des services de médecine préventive universitaire en centre de santé), n° 772

(harmonisation des statuts de médecin inspecteur de la santé publique et de praticien hospitalier qualifié en santé publique) et n° 777 (gel du montant de la cotisation au régime étudiant de sécurité sociale), ainsi que sur le sous-amendement n° 1373 de M. François Autain portant sur son amendement n° 1242 précité. (p. 5653, 5654). - **Article 22 A (Supprimé par la commission)** (art. L. 1110-1 A du code de la santé publique - Définition de la santé) (p. 5655) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 786 de M. Jean Desessard.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 B (Supprimé par la commission)** (art. L. 1171-1 (nouveau) du code de la santé publique - Définition de l'éducation à la santé) (p. 5664) : son amendement n° 1257 ; adopté. (p. 5665) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 787 de M. Jean Desessard, n° 1257 du Gouvernement, ainsi que sur le sous-amendement n° 1348 de M. Robert Laufoaulu s'y rapportant. - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Education thérapeutique du patient) (p. 5669, 5670) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article. (p. 5670) : son amendement n° 1258 ; adopté. (p. 5671, 5681) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 790 et 792 de M. Bernard Cazeau, n° 517, 519 et 520 de M. François Autain, n° 687, 688, 689 et 896 de M. Jean-Etienne Antoinette, et n° 791 de M. Jean-Pierre Michel. (p. 5673, 5674) : son amendement n° 1264 ; adopté. (p. 5678) : son amendement n° 1265 ; rejeté. (p. 5682) : son amendement n° 1266 ; adopté. (p. 5682, 5689) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 518, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 556 et 557 de M. François Autain, n° 900 de M. Jean-Pierre Michel, n° 647 de la commission, et n° 221 de Mme Muguette Dini. (p. 5683) : son amendement n° 1267 ; adopté. (p. 5687) : son amendement n° 1268 ; adopté. (p. 5688) : ses amendements n° 1269 et 1270 ; adoptés. (p. 5689) : son amendement n° 1271 ; adopté. - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - Extension des missions des sages-femmes) (p. 5692) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article. (p. 5693) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 140 de Mme Françoise Férat. - **Article 22 septies (Texte modifié par la commission)** (art. 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Formation des psychothérapeutes) (p. 5697, 5698) : parole sur l'article. (p. 5698, 5708) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 243 de M. Alain Vasselle, n° 116 de M. Jean Desessard, n° 222 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 798, 799, 800, 801, 802, 803 et 804 de M. Jean-Pierre Sueur, ainsi que sur les sous-amendements n° 1366 et 1367 de M. Alain Vasselle portant respectivement sur les amendements n° 799 et n° 800 précités. - **Article 22 octies** (art. L. 443-10 du code de l'action sociale et des familles - Clarification de la situation des accueillants familiaux thérapeutiques) (p. 5708, 5709) : son amendement n° 1344 ; retiré. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1361 de la commission. - **Article 23 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 3341-2, L. 3342-1 à L. 3342-4 [nouveau] et L. 3353-3 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool aux mineurs et renforcement du contrôle des interdictions en matière de tabac et d'alcool) (p. 5710) : réponse à M. Yves Daudigny ayant pris la parole sur l'article. (p. 5711) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de M. Michel Houel, et n° 809 et 810 de M. Bernard Cazeau. - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle) (p. 5716, 5725) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1273 de la commission, n° 244, 245 et 246 de M. Alain Vasselle, n° 150, 151 et 152 de M. Gérard César, n° 645 de M. Gilbert Barbier, n° 6, 7, 8 et 9 de M. Michel Houel, n° 45, 74, 76 et 77 de M. Roland Courteau, n° 31 et 32 de Mme Anne-Marie Payet. (p. 5719) : son amendement n° 1260 ; rejeté. (p. 5725) : son amendement n° 1259 ; adopté. - **Article 24 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3323-2 du code de la santé publique - Réglementation de la publicité pour les boissons alcoolisées sur Internet)

(p. 5727) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 25 ter (Supprimé par la commission)** (art. L. 1334-8-1 [nouveau] du code de la santé publique - Mesures de prévention des maladies liées au plomb) (p. 5731, 5732) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 115 de M. Jean Desessard. - **Article 25 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1334-12-1 [nouveau] et L. 1334-14 à L. 1334-17 [nouveaux] du code de la santé publique - Mesures de prévention des maladies liées à l'amiante) (p. 5732) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 584 de M. Robert Laufoaulu. - **Article 25 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3115-1, L. 3115-2 à L. 3115-4 [nouveaux], L. 3116-3, L. 3116-6, L. 3826-1, L. 3845-1 et L. 3845-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Information sur les risques sanitaires liés aux transports et lutte contre la propagation internationale des maladies) (p. 5735) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 812 de M. Bernard Cazeau. - **Article 25 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5122-6 et L. 5122-9 du code de la santé publique - Réglementation de la publicité des médicaments et vaccins) (p. 5736) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 538 de M. François Autain. - **Article 25 duodécies (Supprimé par la commission)** (art. L. 312-2 du code de l'éducation - Intégration d'une activité physique quotidienne dans les programmes d'activités scolaires et périscolaires) (p. 5737) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 813 de M. Bernard Cazeau. - **Article 25 quindecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3262-1, L. 3262-3 et L. 3262-5 du code du travail - Extension de l'utilisation du titre-restaurant auprès des détaillants en fruits et légumes) (p. 5738) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 646 de M. Gilbert Barbier. - **Articles additionnels avant l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 5739, 5742) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 514 (participation des patients au système de pharmacovigilance) et n° 516 (limitation du prix des médicaments n'apportant aucune amélioration du service médical rendu), de M. Bernard Cazeau n° 788 (lutte contre les stratégies de contournement de prescription des médicaments génériques) et n° 789 (baisse régulière des prix des molécules médicamenteuses innovantes), ainsi que sur l'amendement n° 34 de Mme Anne-Marie Payet (transmission au Parlement d'un rapport relatif au nombre des malades de l'alcool, du tabac et des drogues en France). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 5742, 5744) : son amendement n° 1281 : lutte contre le dopage et renforcement de la protection de la santé des sportifs ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 22 ter (précédemment réservés)** (p. 5745, 5749) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 793 de M. Bernard Cazeau (amélioration de l'engagement de l'État dans le financement de la politique nationale de planning familial), n° 797 de M. Jean-Pierre Sueur (application aux femmes salariées de la fonction publique des dispositions créant un droit à un congé de maternité spécifique pour les femmes dont il est reconnu que la grossesse pathologique est liée à l'exposition in utero au diéthylstilbestrol), de Mme Jacqueline Chevè n° 794 (possibilité pour les infirmières de renouveler les prescriptions de médicaments contraceptifs oraux) et n° 795 (possibilité pour les pharmaciens de dispenser, sur présentation d'une ordonnance périmée, des médicaments contraceptifs oraux nécessaires à la poursuite du traitement). (p. 5746) : sur l'amendement n° 794 de Mme Jacqueline Chevè (possibilité pour les infirmières de renouveler les prescriptions de médicaments contraceptifs oraux), son sous-amendement n° 1371 ; adopté. (p. 5747) : sur l'amendement n° 795 de Mme Jacqueline Chevè (possibilité pour les pharmaciens de dispenser, sur présentation d'une ordonnance périmée, des médicaments contraceptifs oraux nécessaires à la poursuite du traitement), son sous-amendement n° 1372 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 22 septies (précédemment réservé)** (p. 5750) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de Mme Patricia Schillinger (possibilité pour les jeunes adolescentes mineures, sans l'accord ni la présence des parents, d'accéder à la vaccination contre le papillomavirus humain). - **Articles additionnels avant l'article 23 (précédemment réservés)** (p. 5751) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 805 de M. Bernard Cazeau (modification de l'intitulé du livre II de la troisième partie du code de la santé publique). - **Articles**

additionnels après l'article 24 (précédemment réservés) (p. 5752, 5757) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 811 de M. Bernard Cazeau (extension à l'ensemble du territoire français de la possibilité de proposer la pose d'un éthylotest anti-démarrage sur les véhicules des automobilistes arrêtés en état d'ivresse), n° 46 de M. Roland Courteau (mesures en faveur de l'information relative au seuil de consommation des boissons alcoolisées), ainsi que sur les amendements de Mme Anne-Marie Payet n° 36 (nécessité de préciser par décret les dimensions du pictogramme apposé sur tout contenant de boisson alcoolisée à destination des femmes enceintes sur les dangers de la consommation d'alcool), n° 37 (diminution du seuil d'alcoolémie pour les détenteurs d'un permis probatoire), n° 38 (incitation fiscale en faveur des entreprises interdisant toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail) et n° 39 (pénalité fiscale pour les entreprises n'interdisant pas toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail). - **Articles additionnels après l'article 25 (précédemment réservés)** (p. 5757, 5764) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. André Trillard n° 19 (attribution de pouvoir de police sanitaire au directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, en matière de médicament vétérinaire) et n° 20 (actualisation du code de la santé publique dans le domaine du médicament vétérinaire), de M. Jean Desessard n° 111 (mise en place prioritaire des registres des cancers dans les deux régions où les taux de mortalité sont les plus élevés), n° 112 (généralisation des registres des cancers dans un délai de cinq ans), n° 113 (attribution de la qualité de travailleur handicapé aux personnes souffrant d'une intolérance environnementale aux champs électromagnétiques) et n° 114 (réduction de l'exposition du public aux ondes électromagnétiques émises par les antennes-relais de téléphonie mobile), de Mme Anne-Marie Payet portant sur le même objet n° 212, n° 213, n° 214 (réglementation de la vente de tabac en duty free), et n° 50 et n° 49 (limitation des lieux d'implantation des débits de tabac), ainsi que sur le sous-amendement n° 1365 de M. Louis Duvernois s'y rapportant. - **Article additionnel après l'article 25 quinquies (précédemment réservé)** (p. 5765) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 554 de M. François Autain (nécessité de donner toutes informations utiles aux patients traités dans un centre de radiothérapie dans lequel des dysfonctionnements ont été relevés). - **Article additionnel après l'article 25 septies (précédemment réservé)** (p. 5766) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 141 de M. André Trillard (amélioration de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires nouvelles). - **Article additionnel après l'article 25 decies (précédemment réservé)** (p. 5767) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 539 de M. François Autain (amélioration de la lutte contre l'obésité infantile). - **Articles additionnels après l'article 25 quindecies (précédemment réservés)** (p. 5768) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 84 de M. Jacques Blanc et n° 837 de M. Jean-Pierre Demerliat (participation des structures d'imagerie, publiques ou privées, aux actions de dépistage du cancer du sein). - **Article additionnel après l'article 25 sexdecies (précédemment réservé)** (p. 5768, 5769) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 540 de M. François Autain (amélioration de l'accessibilité de la notice des médicaments aux personnes handicapées). - **Articles additionnels avant l'article 25 septdecies (précédemment réservés)** (p. 5770, 5778) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 829 (suppression pour les annonceurs de la possibilité de s'exonérer des messages sanitaires concernant les aliments manufacturés et les boissons sucrées), n° 830 (augmentation de la taxe sur les messages publicitaires concernant les aliments manufacturés et les boissons sucrées), n° 831 (interdiction d'interrompre les émissions télévisées destinées à la jeunesse par des messages publicitaires concernant des produits issus de la restauration rapide), n° 835 (obligation de mentionner la présence d'acide gras trans dans les produits industriels) et n° 836 (introduction de la nutrition dans le champ des mesures de prévention en direction des futurs parents et enfants), ainsi que sur les amendements de M. Jean Desessard n° 814 (interdiction d'utiliser du bisphénol A dans la fabrication de certains produits), n° 815 (interdiction d'utiliser le perchloroéthylène), n° 816 (restriction de l'utilisation des téléphones portables par les enfants), n° 817 (incitation des utilisateurs de téléphone portable à employer un kit oreillette), n° 818 (mise en place de mesures de prévention et d'information

sur les risques liés à l'utilisation prolongée des téléphones portables) et n° 819 (mise en place de mesures de prévention et d'information sur les risques liés à l'utilisation du wifi). - **Articles additionnels après l'article 25 septdécies (précédemment réservés)** (p. 5779) : son amendement n° 1287 (habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance un nouvel établissement public reprenant l'ensemble des missions de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1356 de M. Jean Desessard. (p. 5782, 5783) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 1356, 1357, 1358 et 1359 de M. Jean Desessard, n° 1300 de M. François Autain et n° 1304 de M. Jean-Pierre Godefroy portant sur son amendement précité. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5793, 5794) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]** - (24 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6230, 6232) : son intervention. - **Article 6** (p. 6315) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6317, 6318) : remerciements.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9152, 9153) : son intervention. (p. 9165, 9166) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - *Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 9171, 9178) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de M. François Autain, n° 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 25, 26, 27 et 28 de la commission. (p. 9172) : son amendement n° 37 ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9980, 9982) : son intervention. - **Question préalable** (p. 10033, 10035) : avis du Gouvernement sur la motion n° 67 de Mme Raymonde Le Texier tendant à poser la question préalable.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 3** (*Ratification du relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général*) (p. 10055) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 254 de M. Guy Fischer. - **Article 5** (*Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites*) (p. 10059) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 255 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 10059, 10060) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 256 (rapport au Parlement sur la sécurité des instruments financiers détenus par le fonds de réserve pour les retraites) et n° 257 (précision). - **Article 6** (*Dotations au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires*) (p. 10061, 10062) : réponse aux orateurs. (p. 10063, 10069) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 258 de M. Guy Fischer et n° 510 de la commission. Son amendement n° 506 ; rejeté. - **Organisation des débats** (p. 10071) : demande l'examen par priorité des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 9, des articles 13 et 17, ainsi que des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 17 ; priorité ordonnée.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10107, 10112) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 86 de M. Bernard Cazeau (réduction des allègements généraux de cotisations sociales sur les emplois à temps partiel), de Mme Annie Jarraud-Vergnolle n° 88 (dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants, suppression de la réduction forfaitaire des cotisations patronales dues à l'avantage

en nature du repas fourni) et n° 87 (abrogation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi, et du pouvoir d'achat), de Mme Christiane Demontès n° 93 (diminution du montant de la réduction des cotisations sociales pour les entreprises non couvertes par les accords salariaux prévus par la loi) et, portant sur le même objet, n° 92, n° 91 et n° 90 (majoration sous conditions des cotisations patronales). - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriennal*) (p. 10119, 10122) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 69 de M. Bernard Cazeau, n° 259 de M. Guy Fischer, et n° 200 de Mme Jacqueline Alquier. - **Article 10** (*Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de grippe A, H1N1*) (p. 10124, 10133) : son amendement n° 507 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 260, 261 et 262 de M. Guy Fischer, n° 234, 235 et 71 de M. Bernard Cazeau, et n° 111 de Mme Catherine Procaccia. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10134, 10136) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 224 de Mme Catherine Procaccia (transformation de la contribution versée par les organismes d'assurance maladie complémentaire au fonds CMU en taxe de solidarité CMU) et n° 236 de M. Bernard Cazeau (consultation de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire avant la remise du rapport annuel du Gouvernement au Parlement).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 10150) : intervient sur le rappel au règlement de M. Gilbert Barbier. - **Article 11** (art. L. 138-10, L. 165-4 et L. 162-37 du code de la sécurité sociale - *Régime de la clause permanente de sauvegarde - Modalités de recouvrement des remises sur le chiffre d'affaires dues par les fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux*) (p. 10154, 10157) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de la commission des finances saisie pour avis, n° 2 de la commission, n° 72 de M. Bernard Cazeau, n° 264 de M. François Autain et n° 263 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10159, 10166) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 267 (possibilité pour le CEPS de réviser les prix de l'ensemble des médicaments d'une même classe thérapeutique au passage de l'un d'entre eux dans la catégorie des génériques), n° 269 (modification des règles applicables à la taxe sur la promotion), n° 268 (modification du régime de régulation du marché du médicament), n° 270 (rapport au Parlement sur les économies réalisées par l'assurance maladie par le remboursement des médicaments de classe V) et n° 266 (extension de la taxe sur la promotion à la publicité publiée dans la presse médicale), ainsi que sur l'amendement n° 237 de M. Bernard Cazeau (extension de la taxe sur la promotion à la publicité publiée dans la presse médicale). - **Article 12** (art. L. 161-45, L. 245-5-1 et L. 245-5-2 du code de la sécurité sociale - *Modification de l'assiette, du taux et de l'affectation de la contribution sur les dépenses de promotion des dispositifs médicaux remboursables*) (p. 10167) : son amendement n° 516 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 265 de M. François Autain. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10168) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 73 de M. Bernard Cazeau (modification du régime de régulation du marché du médicament). - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - *Réforme du dispositif des retraites "chapeau"*) (p. 10176, 10182) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 109 de Mme Nicole Bricq, n° 75 de M. Bernard Cazeau, n° 494 de M. Nicolas About, n° 273, 274, 276 et 275 de M. Guy Fischer, n° 3 de la commission, et n° 49 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10183, 10189) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 108 (assiette de la contribution patronale sur les stock-options), n° 105 (exception à la hausse de la taxation sur les stock-options pour les petites et moyennes entreprises dites "de croissance"), n° 107 (relèvement du taux de la cotisation patronale sur les stock-options), n° 106 (non-relèvement de la taxe sur les stock-options affectée à un plan d'épargne entreprise) et n° 104 (relèvement de la cotisation salariale sur les stock-options), de M. Bernard Cazeau n° 76 (évaluation annuelle du plan d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés et sanctions en cas d'objectifs non atteints), n° 77

(relèvement des pénalités sanctionnant les entreprises dépourvues de plan d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés) et n° 78 (affectation au fonds de réserve pour les retraites des pénalités dues en cas d'absence de plan en faveur de l'emploi des salariés âgés), n° 82 de Mme Raymonde Le Texier (inclusion dans l'assiette des cotisations des attributions gratuites d'actions), et sur l'amendement n° 277 de M. Guy Fischer (suppression de la disposition exonérant de cotisations sociales les attributions gratuites d'actions effectuées en assemblées générales extraordinaires). - **Article 15** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 10192, 10198) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 279, 281, 280 et 278 de Mme Annie David, n° 429 de Mme Isabelle Debré, n° 79 de Mme Raymonde Le Texier, n° 198 de M. Bruno Gilles, n° 99 de M. Michel Houel, n° 81 et 80 de M. Bernard Cazeau. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 10198) avis du Gouvernement sur l'amendement n° 83 de Mme Raymonde Le Texier (création d'une taxe additionnelle aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine, affectée au fonds de réserve des retraites). - **Article 16** (art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale, art. 15 et 17 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 170, 1600-0 G à 1600-0 M et 1649-0 A du code général des impôts - Suppression du seuil annuel de cession de valeurs mobilières et droits sociaux pour l'imposition des plus-values aux prélèvements sociaux) (p. 10200) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 100 de M. Michel Houel. - **Article 17 ter** (art. L. 136-6 et L. 242-1-3 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations et contributions sociales du bonus accordé aux salariés chargés de constituer des fonds de capital-risque) (p. 10201, 10204) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 283 de Mme Annie David, n° 51 de la commission des finances saisie pour avis, n° 247 de M. Roland du Luart, n° 423 de Mme Janine Rozier et n° 292 de M. Guy Fischer. Son amendement n° 527 ; adopté. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels) (p. 10204, 10211) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 177 de M. Pierre Martin, n° 52 de la commission des finances saisie pour avis, n° 4 de la commission, n° 499 de M. Adrien Giraud, et n° 196 de M. Bruno Gilles. - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 10212, 10215) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de la commission (extension de l'assiette de la CSG) et n° 94 de M. Bernard Cazeau (remise au Parlement d'un bilan d'évaluation annuel des dispositifs ciblés d'exonération des cotisations de sécurité sociale). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 10216) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission (anticipation limitée du transfert du recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux URSAFF). - **Article 19** (art. L. 131-7 du code de la sécurité sociale - Non-compensation par le budget de l'Etat d'une mesure d'exonération de cotisations sociales) (p. 10218) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 96 de M. Bernard Cazeau et n° 285 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 10219) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 227 de M. André Lardeux (relèvement du taux de CSG affecté à la branche famille). - **Article 20** (Montant de la compensation des exonérations) (p. 10221, 10222) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 288 de M. Guy Fischer, n° 291 et 294 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10223, 10224) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 225 de M. Paul Blanc (extension aux entreprises adaptées de la réduction générale de cotisations sociales patronales). - **Article 21 et annexe C** (Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 10228) : ses amendements n° 528 et 529 ; adoptés. - **Article 26 bis (Nouveau)** (art. L. 225-1-4 du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage de la gestion de la trésorerie de la sécurité sociale) (p. 10233) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 de la commission et n° 54 de la commission des finances saisie pour avis. - **Demande de seconde délibération sur la troisième partie** (p. 10235) : demande une seconde délibération sur l'article 9 de ce projet de loi ; seconde délibération ordonnée. - **Seconde délibération sur la troisième partie - Article 9 et**

annexe B (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel) (p. 10239) : son amendement n° A-1 : coordination ; adopté.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 10240, 10244) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 181 de M. Paul Blanc et n° 457 de M. Alain Milon (association des fédérations hospitalières aux discussions conventionnelles entre l'UNCAM et les organisations syndicales représentatives des personnels de santé pour les dispositions ayant un impact sur ces établissements), n° 182 de M. Paul Blanc (négociation d'un accord-cadre entre l'Etat et les fédérations hospitalières pour la mise en œuvre d'une régulation de la politique économique des établissements de santé), ainsi que sur les amendements n° 458 de M. Alain Milon (négociation d'un accord-cadre entre l'Etat et les fédérations hospitalières pour la mise en œuvre d'une régulation de la politique économique des établissements de santé) et n° 114 de M. Gilbert Barbier (instauration d'une franchise médicale variable en fonction des revenus des patients). - **Article 28** (Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination) (p. 10247, 10248) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de la commission, n° 56 de la commission des finances saisie pour avis, n° 139 de M. Jacky Le Menn, et n° 295 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10263, 10274) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Milon n° 452 (avis préalable des fédérations hospitalières sur les mesures conventionnelles ayant des répercussions importantes pour le pilotage et la gestion des établissements de santé), de M. François Autain n° 284 (réglementation des publicités pour les vaccins), n° 293 (nécessité de mesurer l'impact de la franchise instituée en 2007 pour les assurés en matière d'accès aux soins), n° 296 (avis préalable des fédérations hospitalières sur les mesures conventionnelles ayant des répercussions importantes pour le pilotage et la gestion des établissements de santé), n° 340 (dépôt d'un rapport évaluant les actions menées au titre des Fonds d'intervention de la qualité et de la coordination des soins, et du Fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés), n° 342 (précision) et n° 343 (intégration du suivi des dépenses des dispositifs médicaux dans l'évaluation périodique des dépenses de médicaments du CEPS), de M. Jacky Le Menn n° 239 (intégration du suivi des dépenses des dispositifs médicaux dans l'évaluation périodique des dépenses de médicaments du CEPS) et n° 241 (avis préalable des fédérations hospitalières sur les mesures conventionnelles ayant des répercussions importantes pour le pilotage et la gestion des établissements de santé), de Mme Annie Jarraud-Vergnolle n° 140 (établissement d'une liste des médicaments classés par niveau d'ASMR) et n° 98 (évaluation des conséquences de l'application de la mesure instaurant des franchises médicales) ainsi que sur les amendements n° 142 de M. Bernard Cazeau (application du rapport de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur "la prescription, la consommation et la fiscalité des médicaments") et n° 238 de Mme Raymonde Le Texier (précision). - **Article 29** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée) (p. 10277, 10283) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 143 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 297 de M. François Autain et n° 11 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10284, 10290) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Milon n° 472 (augmentation de la durée légale pour obtenir le règlement auprès d'une caisse d'assurance maladie des prestations facturées aux assurés sociaux) et n° 485 (caractère collectif des contrats d'amélioration des pratiques individuelles), de M. Jacky Le Menn n° 144 (possibilité pour un patient de consulter un médecin spécialiste sans une prescription du médecin traitant), n° 147 (renforcement de l'obligation faite aux professionnels de santé d'informer le patient de façon écrite et

préalable du tarif de ses actes), n° 148 (amélioration du traitement des demandes des patients dans le cadre de la permanence des soins) et n° 149 (mise en place d'un filet de sécurité pour l'accès aux soins) ainsi que sur l'amendement n° 303 de M. François Autain (nécessité de rénover les modes de rémunération pour la prise en charge des malades en ALD). - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée*) (p. 10290) : intervient sur l'amendement n° 11 précité. - **Article 29 bis** (art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle, art. L. 5121-10-2 et L. 5121-10-3 nouveau du code de la santé publique - *Prévention des risques d'accidents liés à la différence dans les caractéristiques physiques des médicaments de références et des médicaments génériques*) (p. 10292) : sur l'amendement n° 12 de la commission, son sous-amendement n° 519 ; rejeté. (p. 10294, 10296) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 518 de M. Gilbert Barbier et n° 502 de M. Nicolas About portant sur l'amendement n° 12 précité, ainsi que sur l'amendement n° 482 de M. Alain Milon. - **Article 29 ter** (art. L. 4113-5 du code de la santé publique et art. L. 162-3 du code de la sécurité sociale - *Rémunération des actes de télémedecine*) (p. 10297) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 302 de M. François Autain. - **Article 29 quater** (art. L. 5134-1 du code de la santé publique - *Suivi par les sages-femmes des contraceptions qu'elles sont habilitées à prescrire*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 124 de M. Gilbert Barbier. - **Article 29 quinquies** (art. L. 162-2-1 du code de la sécurité sociale - *Développement de la prescription dans le répertoire des génériques*) (p. 10298, 10299) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de la commission, n° 214 de M. Alain Houpert, n° 371 de M. Dominique Leclerc, n° 475 de M. Alain Milon, n° 503 de M. Nicolas About, n° 122 de M. Gilbert Barbier et n° 65 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 29 sexies** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - *Avenants aux contrats d'amélioration des pratiques individuelles*) (p. 10300, 10301) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de la commission, n° 216 et 217 de M. Alain Houpert et n° 373 et 374 de M. Dominique Leclerc. - **Article additionnel après l'article 29 sexies** (p. 10302) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 298 de M. François Autain (possibilité pour les jeunes assurés entre 16 et 25 ans de bénéficier d'une consultation annuelle auprès d'un généraliste sans avances de frais). - **Article 30** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - *Mise sous accord préalable*) (p. 10303, 10304) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 120 de M. Gilbert Barbier, n° 219 de M. Alain Houpert, n° 376 de M. Dominique Leclerc et n° 479 de M. Alain Milon. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10304) : son amendement n° 512 : financement par l'assurance maladie du développement professionnel continu ; adopté. (p. 10305, 10309) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 215 de M. Alain Houpert et n° 372 de M. Dominique Leclerc (précision) ainsi que sur les amendements de la commission n° 15 (mise en œuvre du secteur optionnel par la convention médicale ou, à défaut, par le règlement arbitral) et n° 16 (incitation des médecins relevant du secteur 2 à entrer dans le nouveau secteur optionnel). - **Article 30 bis** (art. L. 4113-9 du code de la santé publique - *Non-transmission aux ordres professionnels des contrats conclus entre les praticiens et l'assurance maladie*) (p. 10310) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de la commission, n° 125 de M. Gilbert Barbier, n° 218 de M. Alain Houpert, n° 375 de M. Dominique Leclerc, n° 480 de M. Alain Milon et n° 493 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10310, 10319) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 538 de la commission (relèvement des plafonds des garanties souscrites par les professionnels libéraux pour s'assurer contre les dommages causés dans le cadre de leur activité), n° 459 de M. Alain Milon (concertation préalable à la procédure consistant pour l'Agence régionale de l'hospitalisation à placer sous entente préalable la prise en charge de certaines prestations d'hospitalisation), n° 396 de M. Dominique Leclerc (intervention de l'ONIAM lorsqu'un professionnel de santé est condamné par une juridiction au paiement de dommages et intérêts dépassant sa couverture d'assurance), n° 425 de Mme Sylvie Desmarescaux (possibilité pour l'ensemble des professions ayant

compétence pour la réalisation et la délivrance d'orthèses plantaires de renouveler les prescriptions médicales initiales) et n° 180 de M. Alain Milon (possibilité de prendre en charge la chirurgie ambulatoire de la cataracte en milieu extra-hospitalier) et sur le sous-amendement n° 536 de Mme Marie-Thérèse Hermange s'y rapportant. (p. 10316) : son amendement n° 533 : substitution de l'ONIAM à l'assureur en cas d'épuisement des plafonds de garantie ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10321, 10328) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 307 (droit de veto de la sécurité sociale sur certains médicaments jugés inefficaces), n° 309 (possibilité d'une rémunération complémentaire aux revenus issus du paiement à l'acte pour les enseignants universitaires de médecine générale) et n° 370 (possibilité pour les spécialistes de médecine générale de coter leurs actes comme tous les autres spécialistes) et n° 471 de M. Alain Milon (possibilité de déroger à titre expérimental au système des objectifs quantifiés). - **Article 32** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale, art. L. 162-22-10, L. 174-1-1 et L. 174-2-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Report à 2018 de l'achèvement de la convergence tarifaire - Prise en charge des soins effectués dans les hôpitaux établis hors de France*) (p. 10331, 10337) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 et 19 de la commission, n° 301 de M. François Autain et n° 57 de la commission des finances saisie pour avis. - **Organisation des débats** (p. 10334). - **Article 32** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale, art. L. 162-22-10, L. 174-1-1 et L. 174-2-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Report à 2018 de l'achèvement de la convergence tarifaire - Prise en charge des soins effectués dans les hôpitaux établis hors de France*) (p. 10335) : son amendement n° 515 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10337, 10344) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 184 de M. Paul Blanc et n° 466 de M. Alain Milon (amélioration de l'objectif quantifié national pour les établissements de soins de suite et de réadaptation ainsi que de psychiatrie) ainsi que sur l'amendement n° 185 de M. Paul Blanc (réalisation d'une étude nationale de coûts à échelle commune aux secteurs hospitaliers publics et privés) et sur les amendements de M. Alain Milon n° 446 (intégration dans la conduite de la convergence tarifaire des écarts de coûts résultant d'obligations légales et réglementaires), n° 467 (réalisation d'une étude nationale de coûts à échelle commune aux secteurs hospitaliers publics et privés) et n° 469 (mise en place de tarifs corrigés pour les établissements de santé situés dans des zones d'isolement sanitaire), de M. François Autain n° 317 (information des autorités régionales sur les éventuels bénéfices réalisés par les cliniques exerçant des missions de service public) et n° 318 (rapport du Gouvernement sur l'opportunité de créer un nouveau sous-objectif de dépenses permettant de distinguer l'évolution respective des crédits de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie) et de M. Jacky Le Menn n° 152 (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés) et n° 155 (application des dispositions conventionnelles aux centres de santé). - **Article 32 bis (Nouveau)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Informations sur les tarifs et honoraires des professionnels de santé*) (p. 10345, 10346) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 151 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 313 de M. François Autain ainsi que sur les sous-amendements n° 539 de M. Nicolas About et n° 123 de M. Gilbert Barbier portant sur l'amendement n° 21 de la commission. - **Article 32 ter (Nouveau)** (art. L. 6323-1 du code de la sécurité sociale - *Coordination*) (p. 10346) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 10347, 10348) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 233 de Mme Raymonde Le Texier (association des partenaires conventionnels à la démarche d'élaboration des référentiels pour les actes en série), n° 321 de Mme Isabelle Pasquet (suppression des dispositions relatives à la contractualisation obligatoire des CPOM) et n° 500 de M. Nicolas About (possibilité pour les CPAM de se prononcer sur l'autorisation d'effectuer une rééducation en centres). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10352, 10357) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet de M. François Autain n° 324 et n° 325 (limitation du remboursement de l'assurance

maladie aux médicaments apportant la preuve de leur plus-value thérapeutique).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) (p. 10366, 10368) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 447 de M. Alain Milon et n° 488 de Mme Anne-Marie Payet (convergence tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux) ainsi que sur les amendements n° 226 de M. Paul Blanc (possibilité de délivrer à titre provisoire des autorisations de création, d'extension ou de transformation d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux) et n° 326 de M. François Autain (rapport au Parlement sur les effets sur les comptes sociaux de la suppression du secteur 2 et de la hausse des rémunérations). - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** : p. 10369, 10377) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 251 de M. Paul Blanc (non-pénalisation d'un défaut de plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés en cas de dépôt d'une demande d'agrément auprès de l'autorité compétente), n° 187 de M. Adrien Gouteyron (extension à de nouvelles catégories d'établissements médico-sociaux de la faculté de recourir à une pharmacie d'officine pour la gestion des médicaments), de M. Yves Daudigny n° 244 (diminution de la part de la contribution de solidarité pour l'autonomie affectée au financement des soins dans les établissements et augmentation de la part affectée au financement de l'APA et de la PCH) et n° 246 (rapport au Parlement sur les mesures nécessaires à une stabilité de la répartition de l'effort financier des collectivités territoriales et de l'État en matière de PCH et d'APA), ainsi que sur les amendements identiques n° 158 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 331 de Mme Isabelle Pasquet (prise en charge par l'assurance maladie des cotisations sociales des infirmiers libéraux coopérant avec des établissements médico-sociaux). - **Article 34** (*Contributions des régimes obligatoires d'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2010*) (p. 10378, 10384) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 332 de M. Guy Fischer. Sur l'amendement n° 24 de la commission, son sous-amendement n° 514 ; adopté. - **Article 35** (*Dotations pour 2010 au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, à l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires*) (p. 10384, 10386) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de la commission. Son amendement n° 513 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10387, 10392) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 454 de M. Alain Milon et n° 491 de Mme Anne-Marie Payet (prise en charge par l'assurance maladie des cotisations sociales des infirmiers libéraux coopérant avec les établissements médico-sociaux), et sur les amendements n° 492 de Mme Anne-Marie Payet (développement des maisons pluridisciplinaires de santé), n° 339 de M. Guy Fischer (composition du Fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins), n° 336 de Mme Isabelle Pasquet (possibilité pour le secteur médico-social de placer une partie de sa trésorerie), n° 249 de M. Jacky Le Menn (expérimentation de l'annualisation du temps de travail des praticiens dans les établissements publics de santé d'outre-mer), de la commission des finances saisie pour avis, n° 59 (mise en place d'une procédure de déchéance des crédits non délégués au profit du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) et n° 338 de M. François Autain (rapport au Parlement sur le prix des médicaments génériques). - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 10394, 10395) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 333 de M. François Autain, n° 496 de M. Nicolas About et n° 455 de M. Alain Milon (obligation pour les masseurs-kinésithérapeutes et les orthophonistes d'acquiescer une durée minimale d'expérience professionnelle au sein d'un établissement de santé avant toute installation) ainsi que sur l'amendement n° 230 de M. Jean-Pierre Sueur (extension aux femmes salariées de la fonction publique de la possibilité de bénéficier d'un congé de maternité spécifique en cas de grossesse pathologique liée à l'exposition au diéthylstilbestrol). - **Article 36** (*Objectifs de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès*) (p. 10396) : son amendement n° 535 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36** (p. 10397, 10398) : avis du Gouvernement sur

l'amendement n° 160 de Mme Raymonde Le Texier (différenciation des dépenses du secteur privé et du secteur public au sein de l'ONDAM). - **Article 37** (*Montant et ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 10400, 10401) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 161 de Mme Raymonde Le Texier. - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 10402, 10404) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 64 de Mme Catherine Procaccia (obligation d'information des organismes d'assurance complémentaires), n° 117 de M. Gilbert Barbier (prorogation de la convention médicale) et n° 341 de M. François Autain (garantie de tarifs opposables et de dispense de frais aux patients pris en charge dans des centres de santé puis transférés vers l'établissement de santé gestionnaire de ce centre). - **Article additionnel après l'article 30 bis** (p. 10406, 10409) : retrait de son amendement n° 533 (substitution de l'ONIAM à l'assureur en cas d'épuisement des plafonds de garantie) au profit de l'amendement n° 538 de la commission (relèvement des plafonds des garanties souscrites par les professionnels libéraux pour s'assurer contre les dommages causés dans le cadre de leur activité).

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Article 1er** (*art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 10570, 10574) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de M. François Autain, n° 1 et 2 de M. Nicolas About, et n° 22, 29, 30, 31 et 32 de la commission. (p. 10571) : son amendement n° 23 ; rejeté. (p. 10572) : son amendement n° 39 ; rejeté. - **Article 2** (*art. L. 1121-16-1 du code de la santé publique - Définition des recherches interventionnelles à finalité non commerciale*) (p. 10575, 10576) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 3 de M. Nicolas About. - **Article 3** (*art. L. 1123-7, L. 1243-3 et L. 1243-4 du code de la santé publique - Simplification et mise en cohérence du régime d'autorisation et de déclaration des recherches utilisant des collections d'échantillons biologiques humains*) (p. 10576) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Godefroy. Son amendement n° 36 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 10577) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Godefroy (mise en place d'un régime ad hoc de recueil du consentement en cas d'utilisation de prélèvements humains pour une finalité autre que celle initialement envisagée). - **Article 4 quinquies (Nouveau)** (*art. L. 1123-1-1 nouveau du code de la santé publique - Création d'une commission nationale des recherches impliquant la personne humaine*) (p. 10579) : son amendement n° 35 ; rejeté. (p. 10581, 10582) : sur l'amendement n° 34 de la commission, son sous-amendement n° 38 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 et 20 de M. François Autain et n° 33 et 34 de la commission. - **Article 4 sexies (Nouveau)** (*Possibilité de dérogation à la procédure de contrôle du traitement de l'information*) (p. 10582) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10583, 10584) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]** - (26 novembre 2009) - **Article 28** (*Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination*) (p. 11459, 11460) : son amendement n° 3 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 30 quater** (*Substitution de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales aux praticiens libéraux après l'expiration du délai de validité de leur couverture d'assurance*) (p. 11461, 11462) : son amendement n° 4 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 32 bis A** (*Prise en compte dans la conduite de la convergence tarifaire des écarts de coûts résultant d'obligations*

légales et réglementaires différentes dans la détermination des charges salariales et fiscales par un coefficient correcteur (p.11463, 11464): son amendement n° 5.; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2009) (p. 11882, 11885) : réponse aux orateurs. - **Article 59** (*Prorogation d'un an de la taxe assurant le financement du centre national de gestion des essais de produits de santé, CeNGEPS*) (p. 11886) : parole sur l'article. - **Article**

additionnel après l'article 59 bis (p.11887) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-75 (instauration d'une taxe pour payer la cosmétovigilance). - **Article 59 ter (Nouveau)** (*Affectation à l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, EPRUS, de la contribution exceptionnelle des complémentaires santé aux dépenses liées à la grippe A/H1N1*) (p.11889) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-24 de la commission et n° II-76 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. Son amendement n° II-177 ; devenu sans objet.

BADINTER (Robert)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Union européenne et les droits de l'homme [n° 246 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Organisation du travail parlementaire** (p. 2264) : son intervention. - **Discussion générale** (p. 2283, 2285) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2358, 2360) : respect des droits et de la dignité des personnes détenues.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article 18 bis** (*Droit à la confidentialité des documents personnels*) (p. 2447) : favorable à l'amendement n° 121 de M. Alain Anziani. - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2494, 2495) : parole sur l'article. (p. 2501) : intervient sur l'amendement n° 303 de la commission.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Article 31** (*Annonce des modifications du code pénal*) (p. 2525, 2526) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2529) : intervient sur l'amendement n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (atténuation systématique de peine et régime de sanction privilégiant l'orientation vers le circuit sanitaire pour les détenus atteints de troubles mentaux). (p. 2530, 2531) : intervient sur l'amendement n° 149 de M. Alain Anziani (suppression des peines planchers d'un an à quatre ans pour les délits commis en état de récidive). - **Article 53** (*art. 726 du code de procédure pénale - Régime disciplinaire*) (p. 2583) : soutient la position de la commission. - **Article additionnel après l'article 53 bis** (p. 2587) : intervient sur l'amendement n° 183 de M. Alain Anziani (non-cumul des sanctions disciplinaires pour un même fait). - **Article 58 A** (*Conditions d'éligibilité au fonds interministériel pour la prévention de la délinquance*) (p. 2592) : favorable à l'amendement n° 1 de Mme Catherine Troendle.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6923, 6925) : son intervention. Défavorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) - **Article 12** (*Perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale*) (p. 7100, 7102) : ses amendements n° 116, 115 et 117 ; rejetés. - **Article 13** (*Champ de l'incrimination d'atteinte au secret de la défense nationale*) (p. 7104) : ses amendements n° 114, 113 et 112 ; rejetés. - **Article 14** (*Compétences de la commission consultative du secret de la défense nationale en cas de perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale*) (p. 7105, 7106) : ses amendements n° 110, 111 et 109 ; rejetés.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8566, 8568) : son intervention. Votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8710, 8712) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11705) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger).

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13192, 13193) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Question préalable** (p. 13213, 13215) : soutient la motion n° 18 de M. Jean-Pierre Michel tendant à poser la question préalable ; rejetée.

BADRÉ (Denis)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) le 5 octobre 2009.

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des finances : Où vont les agences européennes ? [n° 17 (2009-2010)] (7 octobre 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des affaires européennes, sur l'évaluation de l'activité des agences européennes [n° 23 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Affaires européennes et article 33 : évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes [n° 101 tome 2 fasc. 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 66 (2009-2010)] européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 117 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 755, 756) : votera l'amendement n° 7 de M. Jean Arthuis.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (23 janvier 2009) - **Article 2 ter** (*Art. L. 522-2, L. 523-7, L. 523-9, L. 523-10 et L. 524-7 du code du patrimoine - Raccourcissement des délais en matière d'archéologie préventive*) (p. 843, 844) : soutient l'amendement n° 94 de M. Daniel Dubois ; devenu sans objet. (p. 846) : Avis favorable du groupe Union Centriste à l'amendement n° 81 de M. Albéric de Montgolfier. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 865) : son amendement n° 49 : extension du champ de l'article 25-1 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 à tous types de participation financière, y compris les redevances ; adopté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 19 et 20 mars 2009** - (17 mars 2009) (p. 3076, 3077) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10935) : intervient sur le sous-amendement n° I-71 de Mme Nicole Bricq portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10941) : intervient sur le sous-amendement n° I-56 de M. Philippe Dominati portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10941) : intervient sur le sous-amendement n° I-56 de M. Philippe Dominati portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10980) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-488 de M. Daniel Dubois ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 10996, 11010) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, intervient sur le sous-amendement n° I-79 de Mme Nicole Bricq, soutient le n° I-116 de Mme Fabienne Keller ; retiré. Sur l'amendement n° I-1 de la commission précité, ses sous-amendements n° I-87 ; retiré ; et n° I-485 ; adopté. Ne votera pas l'article 2. (p. 11012, 11013) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, ses sous-amendements n° I-485 ; adopté ; et n° I-491 ; retiré. (p. 11028, 11030) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient les sous-amendements de M. Daniel Dubois n° I-487 ; retiré ; et n° I-486 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Participation de la France au budget des communautés européennes** (p. 11279, 11281) : son intervention.

Deuxième partie :

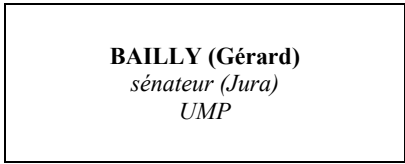
Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12167, 12168) : intervient sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences). (p. 12208, 12209) : sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle), son sous-amendement n° II-325 ; adopté. (p. 12217) : intervient sur son sous-amendement n° II-325 portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - **Article 45 bis** (*Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail*) (p. 12312) : intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 12317) : soutient l'amendement n° II-28 de M. Jean-Jacques Jégou ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 49 bis** (p. 12356, 12357) : soutient les amendements de M. Jean-Jacques Jégou n° II-30 (suppression du bouclier fiscal) ; et n° II-29, II-31, II-32 et II-33 (repli) ; rejetés. (p. 12360) : intervient sur l'amendement n° II-197 de M. Jean Arthuis (réforme de la fiscalité des personnes).

- **Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73** quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 66 (2009-2010)] - (10 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires européennes - **Discussion générale** (p. 12570, 12571) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12585) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 157 (2009-2010)] - (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 12987) : soutient l'amendement n° 132 de M. Jean Arthuis (prolongation du dispositif facilitant le recours au lease-back) ; adopté. - **Article 14 (Précédemment réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 13104, 13108) : ses amendements n° 106, 107 et 108 ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 29 nonies** (p. 13116) : soutient l'amendement n° 165 de M. Denis Badré (possibilité pour les communautés d'agglomération fusionnant au 1er janvier 2010 d'agréger le montant de leur compensation relais) ; adopté



BAILLY (Gérard)
sénateur (Jura)
UMP

NOMINATIONS

- Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.
- Membre de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.
- Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.
- Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**
- Proposition de loi* relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**
- Proposition de loi* relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**
- Proposition de loi* visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

- Proposition de loi* relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**
- Proposition de loi* visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**
- Proposition de loi* visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**
- Proposition de loi* visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**
- Proposition de loi* visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**
- Proposition de loi* tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**
- Rapport d'information*, fait au nom de la commission de l'économie : Filière laitière : à la recherche d'une nouvelle régulation [n° 73 (2009-2010)] (30 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat - Pouvoirs publics et Constitution.**
- Proposition de loi* tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**
- Proposition de loi* tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3970, 3971) : son intervention.
- **Débat sur la politique de l'État en matière de gestion des ressources halieutiques et des pêches** - (5 mai 2009) (p. 4160, 4161) : son intervention.
- **Débat sur la crise de la filière laitière** - (25 juin 2009) (p. 6354, 6357) : son intervention.
- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (23 septembre 2009) - **Article 14** (art. L. 6332-1-1 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-6, L. 6332-7 et L. 6332-13 du code du travail - *Missions des organismes paritaires collecteurs agréés*) (p. 7937) : soutient l'amendement n° 21 de M. Gérard César ; adopté. - **Article 15** (art. L. 6332-1 du code du travail - *Régime de l'agrément des organismes collecteurs paritaires*) (p. 7947) : soutient l'amendement n° 22 de M. Gérard César ; adopté.
- **Questions cibles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8543) : sa question.
- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de

la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11773) : sa question et sa réplique.

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11786) : son amendement n° II-95 ; adopté. (p. 11792) : intervient sur l'amendement n° II-151 du Gouvernement.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Article 54 ter (Nouveau)** (*Remise d'un rapport au Parlement sur les conditions de scolarisation en milieu ordinaire des élèves handicapés*) (p. 11827) : intervient sur l'amendement n° II-14 de la commission.

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11930, 11931) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11951) : son intervention.

BARBIER (Gilbert)
sénateur (Jura)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Vice-président de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention le 21 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants [n° 596 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à proroger la convention nationale des médecins généralistes et des médecins spécialistes [n° 608 (2008-2009)] (3 septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Action Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) [n° 103 tome 5 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 223 (2008-2009)] visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie [n° 172 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (art. L. 4111-1, L. 4132-1, L. 4131-5, L. 4141-4, L. 4151-6, L. 4221-1, L. 4221-10 du code de la santé publique - *Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien*) (p. 1786) : s'abstiendra sur l'amendement n° 2 de Mme Bariza Khiari.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1804, 1805) : parole sur l'article. - **Article 2** (*Entrée en vigueur des dispositions de l'article 1er*) (p. 1824) : son amendement n° 30 ; retiré.

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3980, 3982) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4376, 4378) : son intervention. Soutiendra ce projet de loi, tel qu'il devrait résulter des travaux en séance publique.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4486) : son amendement n° 586 ; adopté. (p. 4495) : son amendement n° 587 ; rejeté. (p. 4502) : son amendement n° 589 ; adopté. (p. 4503) : son amendement n° 591 ; retiré. (p. 4505) : son amendement n° 637 ; rejeté. (p. 4507) : son amendement n° 640 ; adopté. (p. 4511) : son amendement n° 608 ; devenu sans objet. (p. 4518) : ses amendements n° 593 ; rejeté ; et n° 594 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4558) : son amendement n° 897 ; retiré. - **Article 2 (Texte modifié par la**

commission) (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4571) : défavorable à l'amendement n° 313 de M. Jacky Le Menn. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - *Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4600, 4601) : son amendement n° 597 ; retiré. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - *Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4631, 4640) : son amendement n° 618 ; retiré. Favorable aux amendements n° 1177 du Gouvernement et n° 612 de M. Jean-Pierre Chevènement.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4667) : intervient sur l'amendement n° 416 de M. François Autain. (p. 4681) : intervient sur l'amendement n° 1183 du Gouvernement. (p. 4682, 4686) : son amendement n° 600 ; adopté. Intervient sur les amendements identiques n° 330 de M. Jean Desessard et n° 425 de M. François Autain. (p. 4699) : intervient sur l'amendement n° 1180 du Gouvernement. (p. 4710) : son amendement n° 610 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4748, 4754) : ses amendements n° 602 et 603 ; devenus sans objet. Défavorable à l'amendement n° 1191 du Gouvernement. (p. 4761) : intervient sur l'amendement n° 248 de M. Alain Vasselle. (p. 4763) : sur l'amendement n° 158 de M. Paul Blanc, son sous-amendement n° 638 ; adopté. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - *Statut des praticiens hospitaliers*) (p. 4784, 4789) : intervient sur l'amendement n° 1245 du Gouvernement. Son amendement n° 643 ; adopté. (p. 4790, 4791) : défavorable à l'amendement n° 205 de Mme Isabelle Debré. - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - *Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4796) : son amendement n° 604 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) (p. 4814) : intervient sur les amendements n° 1307, 1308 et 1309 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1310, 1311 et 1312 de la commission s'y rapportant. (p. 4820) : son amendement n° 605 ; retiré. (p. 4822) : son amendement n° 606 ; retiré. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier*) (p. 4835) : son amendement n° 620 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4851) : intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier). - **Articles additionnels après l'article 13 (précédemment réservés)** (p. 4861) : intervient sur l'amendement n° 253 de M. Alain Vasselle (mise en œuvre du principe de droit international selon lequel aucune dépense de santé concernant des ressortissants étrangers ne doit rester à la charge de l'hôpital ou de l'assurance maladie française).

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à

L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - Agences régionales de santé) (p. 4911, 4917) : ses amendements n° 1152 et 1155 ; retirés ; et n° 1153 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4934) : son amendement n° 1156 ; retiré. (p. 4941) : intervient sur l'amendement n° 920 de M. François Autain. (p. 4951) : son amendement n° 1159 ; retiré. (p. 4962, 4963) : son amendement n° 1160 ; retiré. (p. 4970) : son amendement n° 1157 ; retiré. (p. 4988) : son amendement n° 1163 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5063, 5064) : son amendement n° 1166 ; rejeté. (p. 5091, 5096) : son amendement n° 1158 ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 1006 du Gouvernement. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral) (p. 5108, 5110) : sur l'amendement n° 1340 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1347 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5180) : intervient sur l'amendement n° 1171 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 1354 de Mme Sylvie Desmarescaux s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours) (p. 5249) : son amendement n° 623 ; retiré. - **Article 14 bis A (art. L. 1111-2 du code de la santé publique - Transmission des informations de suivi d'un patient hospitalisé)** (p. 5264) : intervient sur l'amendement n° 236 de M. Alain Vasselle. - **Article 14 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 5125-1-1 A [nouveau] du code de la santé publique - Missions des pharmaciens d'officine) (p. 5267, 5268) : son amendement n° 634 ; devenu sans objet. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5287) : défavorable à l'amendement n° 126 de M. Jean Desessard. (p. 5290, 5291) : ses amendements n° 644 ; adopté ; et n° 625 ; retiré. (p. 5297) : son amendement n° 626 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5320, 5327) : votera contre les amendements identiques n° 179 de M. Hervé Maurey et n° 230 du Gouvernement. Défavorable à l'amendement n° 182 de M. Hervé Maurey. - **Article 15 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1-1 du code de l'éducation - Contrat d'engagement de service public pour les étudiants en médecine) (p. 5335) : intervient sur l'amendement n° 1228 du Gouvernement. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 5352) : intervient sur l'amendement n° 1231 du Gouvernement. - **Article 16 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 161-36-1 et L. 161-36-3-2 du code de la sécurité sociale - Expérimentation du dossier médical sur clé USB pour les patients atteints d'affections de longue durée) (p. 5356) : intervient sur l'amendement n° 1252 du Gouvernement. - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5372) : intervient sur l'amendement n° 785 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) (p. 5487, 5489) : son amendement n° 630 ; retiré. (p. 5501) : intervient sur l'article 18 de ce projet de loi. - **Article 18 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 162-1-18 du code de la sécurité sociale - Consultation annuelle gratuite d'un généraliste pour les jeunes) (p. 5503) : favorable à l'amendement n° 1233 du Gouvernement. - **Article 18 quater A (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses)** (p. 5507) : intervient sur l'amendement n° 1352 de la commission. - **Article 19 quater (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4311-15, L. 4312-2, L. 4312-3, L. 4312-5, L. 4312-7, L. 4312-9, L. 4321-10, L. 4321-14, L. 4321-16, L. 4321-19, L. 4322-2, L. 4322-9, L. 4322-12 du code de la santé publique - Ordres des professions paramédicales) (p. 5533) : favorable à l'amendement n° 1278 du Gouvernement. - **Article 21 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - Télé médecine) (p. 5555) : son amendement n° 636 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 18 ter (précédemment réservés)** (p. 5636, 5637) : ses amendements n° 631 : faculté pour les chambres disciplinaires des instances ordinales de prononcer des amendes ; et n° 632 : renforcement du droit des patients à l'information par les mutuelles, les institutions de prévoyance et les sociétés d'assurance ; retirés.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - Extension des missions des sages-femmes) (p. 5690 ; 5694) : parole sur l'article. - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle) (p. 5720) : son amendement n° 645 ; rejeté. (p. 5723) : intervient sur les amendements n° 150 de M. Gérard César et n° 74 de M. Roland Courteau. - **Article 25 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3262-1, L. 3262-3 et L. 3262-5 du code du travail - Extension de l'utilisation du titre-restaurant auprès des détaillants en fruits et légumes) (p. 5738) : son amendement n° 646 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 22 ter (précédemment réservés)** (p. 5748) : intervient sur le sous-amendement n° 1372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 795 de Mme Jacqueline Chevê (possibilité pour les pharmaciens de dispenser, sur présentation d'une ordonnance périmée, des médicaments contraceptifs oraux nécessaires à la poursuite du traitement). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5787, 5788) : avec Monsieur Aymeri de Montesquiou, votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6511, 6512) : son intervention. Le groupe du RDSE votera unanimement cette proposition de loi amendée.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8766, 8767) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10000, 10003) : son intervention. Votera ce projet de loi. La grande majorité du groupe du RDSE ne votera pas ce texte.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 6 (Dotations au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires)** (p. 10069) : intervient sur l'amendement n° 506 du Gouvernement.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10078, 10080) : sur l'amendement n° 1 de la commission (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale), son sous-amendement n° 511 ; devenu sans objet. Ses amendements n° 115 : relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale ; et n° 116 : exclusion de l'augmentation de la CSG du bouclier fiscal ; retirés. - **Article 10** (*Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de grippe A, H1N1*) (p. 10127, 10128) : intervient sur l'amendement n° 234 de M. Bernard Cazeau.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 10150) : campagne de vaccination contre la grippe A. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10166) : intervient sur l'amendement n° 270 (rapport au Parlement sur les économies réalisées par l'assurance maladie par le remboursement des médicaments de classe V). - **Article 12** (*art. L. 161-45, L. 245-5-1 et L. 245-5-2 du code de la sécurité sociale - Modification de l'assiette, du taux et de l'affectation de la contribution sur les dépenses de promotion des dispositifs médicaux remboursables*) (p. 10167) : votera contre l'amendement n° 265 de M. François Autain. - **Article 17 quater (Nouveau)** (*art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels*) (p. 10211) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 10242, 10244) : son amendement n° 114 : instauration d'une franchise médicale variable en fonction des revenus des patients ; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2009) - **Article 29** (*art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée*) (p. 10278) : intervient sur les amendements n° 143 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 297 de M. François Autain. - **Article 29 bis** (*art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle, art. L. 5121-10-2 et L. 5121-10-3 nouveau du code de la santé publique - Prévention des risques d'accidents liés à la différence dans les caractéristiques physiques des médicaments de références et des médicaments génériques*) (p. 10292, 10293) : sur l'amendement n° 12 de la commission, son sous-amendement n° 518 ; rejeté. - **Article 29 quater** (*art. L. 5134-1 du code de la santé publique - Suivi par les sages-femmes des contraceptions qu'elles sont habilitées à prescrire*) (p. 10297) : son amendement n° 124 ; adopté. - **Article 30** (*art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la*

sécurité sociale - Mise sous accord préalable) (p. 10303) : son amendement n° 120 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10308, 10309) : intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (mise en œuvre du secteur optionnel par la convention médicale ou, à défaut, par le règlement arbitral). - **Article 30 bis** (*art. L. 4113-9 du code de la santé publique - Non-transmission aux ordres professionnels des contrats conclus entre les praticiens et l'assurance maladie*) (p. 10309) : son amendement n° 125 ; retiré. - **Article 32 bis (Nouveau)** (*art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Informations sur les tarifs et honoraires des professionnels de santé*) (p. 10345) : sur l'amendement n° 21 de la commission, son sous-amendement n° 123 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Article 34** (*Contributions des régimes obligatoires d'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2010*) (p. 10382) : sur l'amendement n° 24 de la commission, favorable au sous-amendement n° 514 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 10403) : son amendement n° 117 : prorogation de la convention médicale ; retiré. - **Article additionnel après l'article 30 bis** (p. 10407) : intervient sur l'amendement n° 538 de la commission (relèvement des plafonds des garanties souscrites par les professionnels libéraux pour s'assurer contre les dommages causés dans le cadre de leur activité). - **Article 43 bis** (*Faisabilité d'une voie d'accès individuelle au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante*) (p. 10454) : défavorable à l'amendement n° 388 de Mme Annie David. - **Article 53 (priorité)** (*art. L. 315-1, L. 323-7 nouveau et L. 613-20 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au contrôle des arrêts de travail*) (p. 10464, 10465) : son amendement n° 118 ; retiré. - **Article 54 (priorité)** (*art. L. 162-1-14 et L. 162-1-14-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Pénalités adaptées aux fortes activités de soins de santé*) (p. 10467, 10468) : son amendement n° 121 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10492) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (26 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11516, 11517) : son intervention.

Santé

- (2 décembre 2009) (p. 11877, 11878) : son intervention.

BARNIER (Michel)
ministre de l'agriculture et de la pêche
(jusqu'au 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3972, 3976) : son intervention.

BAYLET (Jean-Michel)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la reconnaissance officielle de la date anniversaire du cessez-le-feu du 19 mars 1962 comme journée nationale du souvenir et du recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie [n° 217 (2008-2009)] (12 février 2009) - **Anciens combattants - Défense - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

BEAUFILS (Marie-France)
sénateur (Indre-et-Loire)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 943, 944) : son intervention.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3951, 3952) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-France Beaufils sur la réforme de la taxe professionnelle** - (10 juin 2009) (p. 5949, 5950) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10770, 10771) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12703, 12704) : son intervention.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Remboursements et dégrèvements [n° 101 tome 3 annexe 26 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (17 février 2009) : Article 36 du règlement du Sénat. Dépôt d'amendements sur le projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3118, 3119) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3605, 3624) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° 21 (suppression du bouclier fiscal) ; n° 16 (fiscalisation des indemnités de départ des dirigeants d'entreprise versées sous forme de primes et/ou d'actions gratuites, et relèvement du taux d'imposition des dirigeants d'entreprise ayant bénéficié de l'aide de l'État ou des dirigeants se voyant accorder une augmentation de salaire dans un délai de six mois précédant leur départ de l'entreprise) ; n° 66 (relèvement du taux d'imposition des plus-values réalisées sur la cession de stock-options et intégration de la rémunération des dirigeants dans le cycle de négociation annuelle sur les salaires) ; n° 73 (suppression de l'abattement de 30 % sur l'habitation principale des contribuables redevables de l'ISF) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3629) : intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (instauration d'un mécanisme temporaire favorisant les rachats de créances bancaires par les entreprises débitrices).

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article additionnel avant l'article 2 bis** (p. 3609, 3610) : favorable à l'amendement n° 44 de M. Serge Lagauche (compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 3611) : votera l'amendement n° 33 de Mme Nicole Bricq (majoration de la dotation globale de fonctionnement). (p. 3613, 3614) : intervient sur l'amendement n° 35 de Mme Nicole Bricq (révision des valeurs locatives des immeubles bâtis retenues pour les impositions directes locales). - **Article 7 et état D** (*Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3635) : ne votera pas l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet. - **Articles additionnels après l'article 8 C** (p. 3655) : soutient l'amendement n° 23 de M. Thierry Foucaud (ajout des rémunérations des dirigeants d'entreprise aux éléments faisant l'objet d'une négociation obligatoire) ; rejeté. - **Article 9** (*Prélèvement sur les ressources financières des organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 3674) : favorable à l'amendement n° 25 de M. Thierry Foucaud.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-France Beaufils sur la réforme de la taxe professionnelle** - (10 juin 2009) (p. 5944, 5947) : sa question. (p. 5957) : ses observations.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6473, 6474) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7299, 7301) : soutient les amendements n° 89 et 91 de Mme Annie David ; rejetés. (p. 7312, 7313) : favorable à l'amendement n° 91 de Mme Annie David.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Article 3** (*Eléments matériels à l'appui de la demande d'indemnisation*) (p. 8623) : votera l'amendement n° 19 de M. Richard Tuheiva. (p. 8624, 8625) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Michelle Demessine ; rejeté. - **Article 7** (*La commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires*) (p. 8636, 8637) : favorable à l'amendement n° 4 de Mme Michelle Demessine.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 2 bis A (Nouveau)** (*Dispositions relatives au STIF*) (p. 9219) : son intervention. - **Article 2 bis (Nouveau)** (*Rapport d'impact*) (p. 9220, 9221) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9298, 9300) : soutient la motion n° 1 de M. Jean-Claude Danglot tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9332) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Danglot (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9381) : votera cette motion référendaire. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9393, 9394) : favorable à l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel). (p. 9400) : favorable à l'amendement n° 354 de M. Michel Teston (suspension, pour la France, de l'entrée en vigueur de la troisième directive postale européenne mettant fin au secteur réservé). (p. 9403) : intervient sur l'amendement

n° 424 de M. Michel Teston (organisation d'un référendum préalablement à tout changement du statut de La Poste). - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9432, 9433) : soutient l'amendement n° 23 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9524) : votera contre cet article. - **Article 2** (*art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9537, 9538) : soutient l'amendement n° 195 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9556, 9563) : favorable aux amendements n° 202, 204 et 194 de M. Jean-Claude Danglot. Soutient l'amendement n° 205 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9571) : favorable à l'amendement n° 380 de M. Michel Teston. (p. 9573, 9580) : soutient les amendements n° 206, 214 et 218 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]** - (19 novembre 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 10795) : favorable à la motion n° I-135 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10820, 10822) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10898) : parole sur l'article. (p. 10932) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient l'amendement n° I-495 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 10933) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient l'amendement n° I-450 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 10935) : intervient sur le sous-amendement n° I-71 de Mme Nicole Bricq portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10943) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-500 de M. Thierry Foucaud ; devenu sans objet. (p. 10945) : intervient sur le sous-amendement n° I-472 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10954) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient les sous-amendements n° I-455 et I-456 de M. Thierry Foucaud ; rejetés. (p. 10956) : intervient sur le sous-amendement n° I-475 de M. Yvon Collin déposé sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10957) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-496 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 10963) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-459 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 10964) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-497 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 10968) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-498 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 10971) : intervient sur le sous-amendement n° I-516 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10982) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-499 de M. Thierry Foucaud ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 10993, 11009) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, le groupe CRC-SPG est favorable aux sous-amendements n° I-80 de M. François Patriat et n° I-515 de M. Philippe Marini, votera contre le sous-amendement n° I-494 de M. Christian Demuyneck et intervient sur le sous-amendement n° I-499 de M. Thierry Foucaud. (p. 11015, 11023) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, défavorable aux sous-amendements n° I-527 du Gouvernement et n° I-543 de M. Jean Arthuis, et votera son sous-amendement n° I-77, soutenu par M. François Marc. (p. 11030, 11031) : intervient sur le sous-amendement n° I-517 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 11039, 11040) : intervient sur le sous-amendement n° I-544 de M. Philippe Marini portant sur

l'amendement n° I-1 de la commission. Le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° I-1 précité. - **Articles additionnels après l'article 2 (priorité)** (p. 11046, 11047) : ses amendements n° I-47 : instauration d'une cotisation minimale de taxe professionnelle au profit du fonds national de péréquation ; retiré ; n° I-45 : suppression du système de plafonnement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ; rejeté. - **Article 2 bis (Nouveau) (priorité)** (*Création d'un fonds de péréquation des droits d'enregistrement départementaux*) (p. 11048) : son amendement n° I-43 ; adopté. - **Article 13 (priorité)** (*Evolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 11056, 11057) : intervient sur l'amendement n° I-348 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** (p. 11060, 11066) : son amendement n° I-231 : relèvement du taux de compensation de la TVA ; rejeté. Intervient sur les amendements de n° I-246 de M. François-Noël Buffet (assouplissement des règles permettant aux collectivités de bénéficier du remboursement anticipé du FCTVA), n° I-405 de M. Gérard Longuet (reconduction pour 2010 du dispositif de remboursement anticipé du FCTVA) et n° I-356 de Mme Nicole Bricq (simplification du régime du FCTVA). - **Article 15 (priorité)** (*Reconduction du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI*) (p. 11071, 11072) : son amendement n° I-232 ; rejeté. - **Article 16 (priorité)** (*Evolution des compensations d'exonérations*) (p. 11074, 11075) : ses amendements n° I-211, I-233, I-213, I-214, I-215, I-216, I-217, I-218, I-219 et I-220 ; rejetés. - **Article 16 bis (Nouveau) (priorité)** (*Régime d'exonération de taxe foncière des logements vendus par ICADE*) (p. 11076, 11077) : soutient l'amendement n° I-398 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Article 19 (priorité)** (*Compensation aux départements des charges résultant de la mise en œuvre du revenu de solidarité active, RSA*) (p. 11083) : son amendement n° I-234 ; rejeté. - **Article 20 (priorité)** (*Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 11084) : son amendement n° I-221 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11234) : soutient l'amendement n° I-198 de M. Thierry Foucaud (réduction du plafond de l'avantage procuré par les niches fiscales) ; rejeté. (p. 11236) : soutient l'amendement n° I-224 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux des prélèvements libérateurs) ; rejeté. (p. 11237) : intervient sur l'amendement n° I-224 précité. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11245) : soutient l'amendement n° I-399 de M. Thierry Foucaud (abrogation des articles 8 à 10 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11251) : soutient l'amendement n° I-227 de M. Thierry Foucaud (majoration des cotisations d'impôt de solidarité sur la fortune) ; rejeté. - **Article 11 quinquies (Nouveau)** (*Entrée en vigueur du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 11267) : soutient l'amendement n° I-204 de M. Thierry Foucaud ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes** (p. 11289, 11290) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits relatifs à la participation de la France au budget des communautés européennes. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 11297) : favorable à l'amendement n° I-209 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une taxe de 0,08 % sur les transactions sur devises).

Deuxième partie :

Remboursements et dégrèvements

- (2 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11871, 11872) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11873) : position de la commission sur l'amendement n° II-176 du Gouvernement.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)**

(p. 12152, 12153) : sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences), son sous-amendement n° II-317 ; devenu sans objet. (p. 12159, 12160) : sur l'amendement n° II-199 précité, son sous-amendement n° II-319 ; adopté. (p. 12161) : sur l'amendement n° II-199 précité, son sous-amendement n° II-345 ; rejeté. (p. 12166) : intervient sur l'amendement n° II-199 précité. (p. 12192) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12198) : sur l'amendement n° II-200 précité, ses sous-amendements n° II-348 et II-350 ; rejetés. (p. 12204) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-353 ; rejeté. (p. 12210) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-314 ; retiré. (p. 12212) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-315 ; retiré. (p. 12213) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-316 ; rejeté. (p. 12216) : intervient sur son sous-amendement n° II-352 portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12222) : intervient sur le sous-amendement n° II-372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12227) : intervient sur son sous-amendement n° II-356 portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12230) : intervient sur le sous-amendement n° II-371 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12233) : intervient sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12242) : sur l'amendement n° II-201 de la commission (aménagement du dispositif relatif aux modalités de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de péréquation), son sous-amendement n° II-336 ; rejeté. (p. 12243) : sur l'amendement n° II-201 précité, ses sous-amendements n° II-337, II-338, II-339 et II-340 ; rejetés. (p. 12248) : sur l'amendement n° II-201 précité, son sous-amendement n° II-346 ; devenu sans objet. (p. 12250) : sur l'amendement n° II-201 précité, son sous-amendement n° II-347 ; rejeté. (p. 12258) : intervient sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12828, 12829) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 12835, 12836) : soutient l'amendement n° 167 de M. Thierry Foucaud (taxation des revenus de caractère exceptionnel) ; rejeté. - **Article 1er (Compensation des transferts de compétences aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers)** (p. 12842, 12844) : soutient l'amendement n° 168 de M. Thierry Foucaud ; retiré. - **Article 3 (Affectation du produit des amendes de police relatives à la circulation routière)** (p. 12853) : intervient sur l'amendement n° 169 de M. Thierry Foucaud.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Article 27 bis (Nouveau)** (*Exonération partielle de taxe foncière sur les propriétés bâties des habitations construites en périmètre SEVESO*) (p. 12968, 12969) : son amendement n° 174 ; rejeté. - **Article 27 quinquies (Nouveau)** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 12979) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 27 sexies (Nouveau)** (*Dérogations aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées*) (p. 12979) : son amendement n° 176 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 12995) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 231 de la commission (imposition exceptionnelle sur les éléments variables de rémunération des professionnels des marchés financiers).

- **Projet de loi de finances pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 160 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (18 décembre 2009) (p. 13000, 13001) : son intervention.

BEAUMONT (René)
sénateur (Saône-et-Loire)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 175 (2008-2009)] autorisant l'approbation du protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants se rapportant à la convention de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public à la prise de décision et l'accès à la justice dans le domaine de l'environnement [n° 262 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Justice - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 9 (Principes de la politique des transports)** (p. 1100) : intervient sur l'amendement n° 156 de M. Dominique Braye ainsi que sur le sous-amendement n° 767 de M. Adrien Gouteyron s'y rapportant. - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 1106, 1107) : parole sur l'article. (p. 1113) : soutient l'amendement n° 135 de M. Hugues Portelli ; adopté. (p. 1130) : intervient sur l'amendement n° 114 de M. Francis Grignon.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4484) : son amendement n° 185 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Articles additionnels après l'article 13 quater (précédemment réservés)** (p. 4863) : son amendement n° 186 : nécessité d'assurer la continuité des droits des agents des services hospitaliers ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4

[nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - Agences régionales de santé) (p. 4917) : son amendement n° 79 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5052) : son amendement n° 82 ; adopté. (p. 5086, 5087) : intervient sur l'amendement n° 1282 du Gouvernement. Son amendement n° 81 ; retiré. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral) (p. 5103) : intervient sur l'amendement n° 968 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5161, 5162) : son amendement n° 223 ; retiré. (p. 5163) : son amendement n° 224 ; retiré. (p. 5172) : son amendement n° 226 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 20 (Texte modifié par la commission)** (Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale) (p. 5542, 5545) : son amendement n° 184 ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-4 et L. 213-2 du code de l'environnement, art. 83 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux

aquatiques et art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coopération intercommunale dans le domaine de l'eau) (p. 8232, 8233) : soutient l'amendement n° 594 de M. Charles Revet ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 8241) : soutient l'amendement n° 866 de M. Charles Revet (obligation pour le service instructeur du permis de construire de solliciter pour avis les services chargés de l'assainissement non collectif des eaux usées) ; retiré. - **Article 58** (art. L. 2224-5, L. 2224-7-1 et L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 213-10-9 et L. 213-14-1 du code de l'environnement - Inventaire des réseaux de distribution d'eau des collectivités et incitation à la réduction des fuites en réseaux) (p. 8247, 8248) : soutient l'amendement n° 597 de M. Charles Revet ; retiré. (p. 8249, 8250) : soutient l'amendement n° 596 de M. Charles Revet ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Article 5 (Instauration d'une taxe carbone)** (p. 11144) : intervient sur l'amendement n° I-140 de la commission. (p. 11152) : son amendement n° I-387 ; retiré. (p. 11154) : intervient sur l'amendement n° I-387 précité.

Deuxième partie :

Défense

- (30 novembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11741) : sa question.

BÉCOT (Michel)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites rège par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques** [n° 305 (2008-2009)] - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3772, 3774) : son intervention. - **Article 1er** (*Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours*) (p. 3791) : son amendement n° 24 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3795) : son amendement n° 25 : dispense de la carte professionnelle, prévue à l'article 3 du texte, pour les personnes physiques ou morales n'exerçant qu'une activité de location saisonnière de meublés ; rejeté. - **Article 4** (*Chapitre Ier du titre III du livre II du code du tourisme - Modernisation du régime juridique de l'activité de grande remise*) (p. 3798) : défavorable à l'amendement n° 36 de M. Philippe Dominati. - **Article 6** (*Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France*) (p. 3806) : son amendement n° 13 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3814) : intervient sur l'amendement n° 60 de M. Paul Raoult (modification de la convention collective dans le secteur de la restauration en vue d'améliorer les conditions de travail, de formation et de rémunération des salariés).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 9** (*art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes*) (p. 3826) : son amendement n° 3 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3827) : son amendement n° 26 : caractère non résiliable des baux commerciaux signés entre les propriétaires et les exploitants de résidences de tourisme ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3832) : favorable à l'amendement n° 33 de M. Jean Faure (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir mise en œuvre dans les stations et les communes touristiques depuis les années 2000). - **Article 12**

(*art. L. 3331-1 [nouveau] et L. 3332-1-1 du code de la santé publique et art. L. 313-1 du code du tourisme - Suppression de la déclaration de la licence I pour les exploitants d'un hébergement touristique - Obligation de formation adaptée des exploitants d'une table d'hôtes servant des boissons alcoolisées*) (p. 3833) : son amendement n° 23 ; adopté.

- **Deuxième lecture** [n° 508 (2008-2009)] - (7 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6736) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6789) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire** [n° 68 (2009-2010)] - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9193, 9194) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste*) (p. 9691) : votera l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11488, 11489) : le groupe UMP votera les crédits de la mission outre-mer.

Economie - Compte spécial : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (27 novembre 2009) (p. 11583, 11584) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12228) : sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle), son sous-amendement n° II-328 ; irrecevable. (p. 12230) : intervient sur le sous-amendement n° II-328 précité.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés** [n° 116 (2009-2010)] - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12631, 12632) : son intervention.

BEL (Jean-Pierre)
sénateur (Ariège)
SOC

Président du Groupe Socialiste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 21 juillet 2009.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 20 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (7 janvier 2009) (p. 4) : article 42 du règlement du Sénat. Indignation devant la mise en œuvre d'une loi avant son examen par le Parlement.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France** [n° 144 (2008-2009)] - (8 janvier 2009) - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 116) : intervient sur les amendements n° 5 de M. David Assouline et n° 6 de M. Jack Lalite.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** [n° 145 (2008-2009)] -

(14 janvier 2009) - **Demande de vérification du quorum** (p. 311, 312) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Rappel au règlement** (p. 1673, 1674) : insiste sur le caractère fondamental du projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution.

- **Suite de la discussion** (12 février 2009) - **Article 1er** (*Dépôt des propositions de résolution*) (p. 1866, 1872) : sur l'amendement n° 2 de la commission, soutient le sous-amendement n° 198 de M. Bernard Frimat ; adopté.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1966, 1967) : parole sur l'article. (p. 1975) : réponse à M. Jean-Patrick Courtois.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Organisation du travail parlementaire** (p. 2259) : son intervention. (p. 2263) : suite de son intervention.

- **Rappel au règlement** - (17 mars 2009) (p. 3054) : indignation relative à l'absence de débat au Sénat sur le retour de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN. Le groupe socialiste quittera l'hémicycle sans entendre la lecture de la déclaration du Gouvernement.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3469, 3471) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (7 mai 2009) (p. 4258) : demande une suspension de séance afin de permettre aux sénateurs des groupes majoritaires de venir participer aux débats prévus pour cette journée d'initiative parlementaire.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Rappel au règlement** (p. 4355, 4356) : conditions d'examen du projet de loi portant réforme de l'hôpital.

- **Rappel au règlement** - (29 septembre 2009) (p. 8049) : déplore que l'organisation des travaux en séance publique et en commission ne permette pas aux membres de son groupe d'assister aux journées parlementaires socialistes.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8761, 8762) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Question préalable** (p. 9305) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9331) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Danglot (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - premier auteur de la motion - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9358, 9361) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9380, 9383) : votera cette motion. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9404) : intervient sur l'amendement n° 424 de M. Michel Teston (organisation d'un référendum préalablement à tout changement du statut de La Poste).

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9426) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (5 novembre 2009) - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9504) : intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 2** (*art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9533, 9534) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (*art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans*) (p. 9874) : soutient l'amendement n° 415 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9879) : intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Teston. - **Article 16** (*art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel*) (p. 9891) : soutient l'amendement n° 406 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 17** (*art. L. 3 du code des postes et communications électroniques - Clarification rédactionnelle*) (p. 9898, 9899) : soutient l'amendement n° 346 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Seconde délibération - Article 2** (*art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9939) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10507, 10509) : son intervention. (p. 10529) : ses observations.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 12656) : respect du résultat des scrutins publics.

- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12695) : refuse la mise en cause de la présidente de séance au sujet de l'incident survenu lors de l'examen du projet de loi relatif aux délimitations des circonscriptions pour l'élection des députés.

BELOT (Claude)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Président de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la mission Collectivités territoriales : Rapport d'étape sur la réorganisation territoriale (rapport) [n° 264 tome 1 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission Collectivités territoriales : Rapport d'étape sur la réorganisation territoriale (annexes) [n° 264 tome 2 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information : Faire confiance à l'intelligence territoriale [n° 471 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Médias - Compte de concours financiers avancés à l'audiovisuel public [n° 101 tome 3 annexe 17 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) - président de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales (p. 3099) : son intervention. (p. 3140 ; 3144 ; 3149) : ses interventions dans le débat interactif.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2009) - président de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales (p. 6460, 6461) : présente le point de vue de la mission. (p. 6504, 6505) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 6 octobre 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 267, 268) : soutient les amendements n° 340 et 343 de M. David Assouline ; devenus sans objet. - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale) (p. 288, 289) : soutient l'amendement n° 352 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public) (p. 324, 325) : soutient l'amendement n° 358 de M. David Assouline (suppression de la référence à une perspective de retour à l'équilibre financier) ; devenu sans objet le 15 janvier 2009.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus) (p. 1813, 1814) : parole sur l'article. (p. 1816) : soutient l'amendement n° 9 de M. Serge Lagache ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (12 février 2009) - **Article 1er** (Dépôt des propositions de résolution) (p. 1864) : sur l'amendement n° 2 de la commission, soutient le sous-amendement n° 194 de M. Bernard Frimat ; rejeté. - **Article 2** (Transmission de la proposition de résolution au Premier ministre) (p. 1877) : soutient l'amendement n° 146 de M. Bernard Frimat ; rejeté.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3130, 3131) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (27 mai 2009) - **Article 28** (Texte modifié par la commission) (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5169) : soutient l'amendement n° 1114 de M. Jacky Le Menn ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 14** (Texte modifié par la commission) (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours) (p. 5247, 5248) : soutient l'amendement n° 701 de M. Bernard Cazeau ; retiré. (p. 5251) : soutient l'amendement n° 703 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. (p. 5255) : soutient l'amendement n° 707 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 quater A** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses) (p. 5507) : favorable à l'amendement n° 1352 de la commission.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6480, 6481) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (7 octobre 2009) - **Article 83** (art. L. 225-102-1 et L. 823-16 du code de commerce, art. L. 114-7 du code de la mutualité, art. L. 511-35 du code monétaire et financier, art. L. 322-26-2-2 du code des

assurances, art. L. 524-2-1 du code rural et art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental (p. 8334) : favorable à l'amendement n° 548 de M. Didier Guillaume.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 77 bis** (p. 8410) : soutient l'amendement n° 734 de M. Marc Daunis (interdiction de la distribution non adressée de prospectus dans les boîtes aux lettres sauf autorisation expresse) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8426) : soutient l'amendement n° 744 de M. Gérard Miquel (extension du principe de responsabilité élargie à l'ensemble des produits de grande consommation) ; rejeté. (p. 8446) : intervient sur l'amendement n° 333 de M. Yves Détraigne (obligation, pour toute entreprise ou établissement public ne souhaitant pas être collectés dans le cadre du service public, d'apporter à la collectivité compétente la preuve qu'ils possèdent une autre solution de collecte de traitement de ses déchets). - **Article 78 ter (Nouveau)** (art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert") (p. 8451, 8452) : soutient l'amendement n° 740 de M. Gérard Miquel ; adopté.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8813, 8815) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8839, 8840) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9318, 9319) : soutient l'amendement n° 363 de M. Michel Teston (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évolution de l'emploi et des tarifs dans le secteur postal depuis l'ouverture totale du marché) ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Danglot (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conséquences sociales de l'ouverture à la concurrence du secteur public postal avant la promulgation du présent texte).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum**

(p. 9375, 9376) : son intervention. - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9419) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9472, 9473) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston. (p. 9476) : soutient l'amendement n° 451 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9500) : soutient l'amendement n° 441 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9516, 9517) : soutient l'amendement n° 442 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 10633) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Fortassin (limitation à un seul logement par contribuable des dispositifs fiscaux d'incitation à l'investissement locatif privé). - **Article 1er** (art. L. 2244-1 à L. 2244-4 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création d'une procédure de déclaration de logements en état de vacance anormalement longue) (p. 10635) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11819, 11820) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12769, 12770) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 12795) : son intervention. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010*) (p. 12796, 12797) : parole sur l'article.

BERNARD-REYMOND (Pierre)
sénateur (Hautes-Alpes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics le 30 septembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Immigration - la gestion des centres de rétention administrative peut encore être améliorée [n° 516 (2008-2009)] (3 juillet 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Immigration, asile et intégration [n° 101 tome 3 annexe 15 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur les enseignements de la Présidence française de l'Union européenne** - (20 janvier 2009) (p. 603, 605) : son intervention.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 7 (Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme)** (p. 1083) : intervient sur l'amendement n° 131 de M. Rémy Pointereau. - **Article 9 (Principes de la politique des transports)** (p. 1097, 1098) : soutient l'amendement n° 156 de M. Dominique Braye ; adopté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 18 et 19 juin 2009** - (17 juin 2009) (p. 6104, 6105) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8988) : sa question.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11214) : son amendement n° I-443 : réduction de TVA pour l'achat d'aéronefs à propulsion électrique ; adopté.

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (27 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11560, 11561) : son intervention.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11781) : sa question. (p. 11782) : sa réplique.

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11925) : son intervention.

BERRA (Nora)
secrétaire d'État chargée des aînés
(à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 33 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9125, 9126) : son intervention. - **Article 1er** (art. 9 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Réduction du taux de recouvrement de la surcompensation) (p. 9132) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 2** (art. 46 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat - Contribution employeur due par les collectivités territoriales pour les fonctionnaires de l'Etat détachés) (p. 9133) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 3** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Exonération des cotisations patronales d'assurance vieillesse pour les centres communaux et intercommunaux d'action sociale) (p. 9133) : son amendement n° 3 ; adopté. - **Article 4** (art. 108 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Neutralisation des conséquences financières des transferts de personnels entre la CNRACL et l'Etat dans le cadre de la décentralisation) (p. 9135) : son amendement n° 4 ; adopté. - **Article 5** (art. 575 et 575 A du code général des impôts - Gage) : son amendement n° 5 ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10025, 10026) : réponse aux orateurs.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10323, 10328) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 450 de M. Alain Milon et n° 495 de M. Nicolas About (pour les maisons de retraite, précision de la nature des prestations couvertes par les tarifs afférents à l'hébergement) ainsi que sur les amendements n° 449 de M. Alain Milon (harmonisation des dispositions sur la tarification des EHPAD) et n° 306 de M. François Autain (avis de l'UNCAM et de l'UNOCAM sur les mesures prises au titre de l'urgence sanitaire ou du risque pandémique). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10354, 10357) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Paul Blanc n° 421 (évaluation des coûts des services sociaux et médico-sociaux) et n° 422 (possibilité, pour 2010, d'opérer une péréquation ponctuelle au profit des départements concernés par un déficit cumulé de trésorerie) ainsi que sur l'amendement n° 329 de Mme Isabelle Pasquet (évaluation des dépenses à venir liées au vieillissement de la population).

- **Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 66 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12577, 12578) : réponse aux orateurs. - **Texte de la proposition de résolution initiale** (p. 12580, 12585) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, 2, 3, 4 et 5 de Mme Annie David.

BERTHOU (Jacques)
sénateur (Ain)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 191 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée sur la promotion et la protection réciproques des investissements [n° 242 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée sur la promotion et la protection réciproques des investissements** [n° 191 (2008-2009)] - (7 avril 2009) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3759, 3760) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6503) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense** [n° 514 (2008-2009)] - (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 7003) : soutient l'amendement n° 96 de M. Didier Boulaud ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (16 septembre 2009) - **Article 2** (*art. L. 111-10-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments*) (p. 7537) : soutient l'amendement n° 8 de M. Thierry Repentin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8066) : soutient l'amendement n° 554 de M. Daniel Raoul (création d'un comité régional de concertation associant les collectivités territoriales sur les questions énergétiques) ; rejeté. - **Article 25** (*art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables*) (p. 8069) : favorable aux amendements identiques n° 466 de M. Xavier Pintat et n° 515 de M. Jean-Claude Merceron. - **Article 27** (*art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie*) (p. 8088, 8093) : soutient les amendements n° 566 de M. Thierry Repentin ; rejeté ; n° 567 de M. Claude Bérin-Débat ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** [n° 19 (2009-2010)] - (14 octobre 2009) - **Article 4** (*Comité d'indemnisation*) (p. 8628) : soutient l'amendement n° 6 de M. André Vantomme ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9324) : soutient l'amendement n° 429 de M. Michel Teston (inscription des principes fondamentaux du service public dans le présent texte) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 9** (*art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale*) (p. 9794) : soutient l'amendement n° 503 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

- (3 décembre 2009) (p. 12000) : son intervention.

Deuxième partie :

Sécurité

BESSON (Éric)
*secrétaire d'État chargé de la
prospective, de l'évaluation des
politiques publiques et du développement
de l'économie numérique
(jusqu'au 15 janvier 2009)
ministre de l'immigration, de
l'intégration, de l'identité nationale et du
développement solidaire
(à partir du 15 janvier 2009)*

INTERVENTIONS

- **Débat sur la politique de lutte contre l'immigration clandestine** - (29 avril 2009) (p. 4040, 4049) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4174, 4184) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4185, 4188) : avis du Gouvernement sur les amendements de Charles Gautier n° 1 (dépenalisation du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers lorsque la vie ou l'intégrité physique de l'étranger est en jeu) et n° 2 (exclusion des établissements et services visés à l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi que de leurs bénévoles et salariés, agissant dans le cadre de leur mission, du champ du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) et d'Éliane Assasi n° 26 (suppression du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'exception des cas de contreparties financières), n° 27 (exclusion des établissements et services de santé ainsi que de leurs bénévoles et salariés, agissant dans le cadre de leur mission, du champ du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) et n° 28 (extension du droit à un recours suspensif à tous les étrangers maintenus en zone d'attente). - **Article 1er** (art. L. 213-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée en France au titre de l'asile à la Cour nationale du droit d'asile*) (p. 4191, 4203) : son amendement n° 40 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 29, 30, 32, 31, 33, 34, 35 et 36 de Mme Éliane Assasi, n° 3, 7, 9 et 11 de M. Charles Gautier, et n° 4, 5, 6, 8,

25, 23, 10, 24, 21 et 20 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4206) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'un droit de recours suspensif devant la Cour nationale du droit d'asile pour toutes les décisions de refus d'asile). - **Article 2** (art. L. 731-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination*) (p. 4206) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Charles Gautier. - **Article 3** (art. L. 733-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Recours aux ordonnances dites de "tri"*) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de M. Charles Gautier et n° 37 de Mme Éliane Assasi. - **Article 4** (chapitre 7 du titre VII du livre II du code de justice administrative - *Codification*) (p. 4207) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Charles Gautier. - **Article 5** (art. L. 213-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Application immédiate des nouvelles garanties*) (p. 4207) : son amendement n° 41 ; adopté. - **Article 6** (art. L. 222-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Prorogation d'office du maintien en zone d'attente en cas de demande d'asile tardive*) (p. 4208) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Charles Gautier. - **Article 7** (art. L. 213-10 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Examen d'une demande d'asile à la frontière*) (p. 4209) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de Mme Éliane Assasi. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4210, 4212) : avis du Gouvernement sur les amendements d'Alima Boumediene-Thiery n° 16 (définition des conditions d'octroi de la protection subsidiaire), n° 17 (suppression de la notion d'asile interne), n° 19 (évaluation régulière de la liste des pays d'origine sûre), et n° 18 (ajout du "contexte politique et sociale stable" aux critères d'inscription sur la liste des pays d'origine sûre).

- **Questions cribles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8982, 8990) : ses réponses aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (27 novembre 2009) (p. 11570, 11575) : réponse aux orateurs.

BESSON (Jean)
*sénateur (Drôme)
SOC*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 312 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Bahreïn relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure et de défense civile [n° 175 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 569 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde sur le transfèrement des personnes condamnées [n° 177 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 15 (2009-2010)] autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour l'énergie de fusion en vue de la mise en œuvre conjointe du projet ITER relatif au rôle de l'inspection du travail sur le site de l'Organisation internationale ITER et portant sur la santé et la sécurité au travail [n° 179 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

BÉTEILLE (Laurent)
sénateur (Essonne)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Vice-président de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 157 (2008-2009)] pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 164 (2008-2009)] (14 janvier 2009) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 372 (2008-2009)] visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 465 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Famille - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Responsabilité civile : des évolutions nécessaires [n° 558 (2008-2009)] (15 juillet 2009) - **Justice.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 580, 582) : son intervention. Favorable aux aménagements apportés par la commission à sa proposition de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 630, 633) : son intervention. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, avis favorable de la commission saisie pour avis à l'adoption de ce texte.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 785) : intervient sur l'amendement n° 37 de M. Éric Doligé (crédit d'impôt pour les travaux de remise en état des résidences principales envisagées par la sécheresse de 2003).

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)** - (22 janvier 2009) - rapporteur pour avis - **Article 1er** (*Dérogation temporaire aux règles de construction en limite séparative prévues par les plans locaux d'urbanisme*) (p. 810, 811) : ses amendements n° 13 et 14 ; adoptés. - **Article 1er bis** (*Art. L. 123-1, L. 123-18 et L. 123-19 du code de l'urbanisme - Création d'une procédure de modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme*) (p. 814) : son amendement n° 15 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2009) - **Article 3 B** (*Art. 432-14 du code pénal - Modification de la définition du délit de favoritisme*) (p. 851, 854) : son amendement n° 16 ; adopté. - **Article 3 C** (*Art. 8-1 [nouveau] de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et à la régularité des procédures de marchés - Publication de la liste des marchés publics et de leurs attributaires*) (p. 854, 855) : son amendement n° 17 ; adopté. - **Article 3** (*Art. L. 313-29-1 du code monétaire et financier - Amélioration du régime de la cession de créance réservée aux contrats de partenariat*) (p. 857) : son amendement n° 18 ; retiré. (p. 860) : avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 5 quinquies** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'accès des entreprises aux appels publics à la concurrence*) (p. 885) : son amendement n° 19 ; adopté. - **Article 8** (*Habilitation du Gouvernement à adopter par voie d'ordonnance la partie législative du code de la commande publique*) (p. 896) : son amendement n° 20 ; adopté.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (*art. L. 141-5 nouveau du code de la consommation - Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée*) (p. 1752) : ne votera pas l'amendement n° 24 de M. Jacques Mézard. - **Article 4** (*art. 39, 40 et 51 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, art. 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire - Accès des huissiers de justice aux*

informations nécessaires à l'exécution d'un titre exécutoire) (p. 1756) : intervient sur les amendements n° 2 de M. Simon Sutour et n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 32** (*Conseil en propriété industrielle*) (p. 1771) : intervient sur les amendements n° 4 de M. Simon Sutour et n° 31 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1776) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Article 1er** (*Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire*) (p. 2226) : intervient sur l'amendement n° 73 de Mme Nathalie Goulet. Exemple du chemin de fer de la petite ceinture de Paris.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (12 mars 2009) - **Intitulé du projet de loi** (p. 3007) : intervient sur l'amendement n° 156 de M. Georges Patient.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3245, 3246) : son intervention. Le groupe UMP votera cette proposition de loi. - **Article 3 bis** (*art. 804 du code civil - Modalités de la renonciation à une succession*) (p. 3259, 3260) : son amendement n° 95 ; retiré. - **Article 6 bis** (*art. L. 111-3 du code de l'urbanisme - Reconstruction de bâtiments détruits en surdensité*) (p. 3262, 3263) : son amendement n° 96 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3280, 3283) : ses amendements n° 98 : harmonisation des obligations de renseignement du fabricant et des vendeurs professionnels de biens meubles ; n° 97 : possibilité, pour le consommateur, de saisir la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable ; n° 101 : suppression du délai de trois jours pour porter réclamation en cas de dégradation de marchandises dans le cadre d'un contrat de déménagement ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 3393) : défavorable à l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Sueur (obligation de tenir la délibération autorisant la souscription d'un marché public avant le lancement de la procédure de passation du marché). - **Article 61** (*art. 74 du code de procédure pénale - Clarification des pouvoirs des enquêteurs dans le cadre des enquêtes en recherche des causes de la mort ou de blessures graves d'origine inconnue ou suspecte*) (p. 3410) : son amendement n° 100 ; adopté. - **Article 65 bis** (*art. 434-14 du code pénal - Clarification de la définition du délit de favoritisme*) (p. 3415) : son amendement n° 99 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3618) : favorable à l'amendement n° 29 de M. Gérard Longuet (assouplissement des conditions de conclusion de partenariats public-privé).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4642) : votera l'amendement n° 612 de M. Jean-Pierre Chevènement.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (17 juin 2009) - **Article 15** (*art. L. 311-50 du code de la consommation - Compétence juridictionnelle et délai de forclusion applicables*) (p. 6117, 6118) : son amendement n° 103 ; retiré. - **Article 21** (*art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2 nouveau, et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement*) (p. 6136, 6137) : son amendement n° 35 ; retiré. (p. 6138) : son amendement n° 34 ; retiré. (p. 6139) : son amendement n° 33 ; adopté. - **Article 26 ter** (*art. 1756 du code général des impôts - Remise des dettes fiscales dans le cadre*

d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 6144) : son amendement n° 37 ; adopté.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 6507, 6509) : son intervention. - **Article 1er** (art. 222-22-1 [nouveau], paragraphes 3, 4 et 5 [nouveau] de la section 3 du chapitre II du titre II du livre II, art. 222-31-1 et 222-31-2 [nouveaux], art. 227-27-2 et 227-27-3 [nouveaux] et art. 227-28-2 du code pénal - Inscription de la notion d'inceste dans le code pénal et précision de la notion de contrainte) (p. 6516, 6519) : position de la commission sur les amendements n° 9 du Gouvernement, n° 1 de M. Jean-Pierre Michel, n° 8 de Mme Isabelle Debré et n° 7 de M. François Zocchetto. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6520) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Alain Milon (immunité disciplinaire, civile et pénale pour les professionnels signalant les abus sexuels familiaux et les maltraitances). - **Article 4** (art. L. 121-1, L. 542-3, L. 542-1 et L. 632-9 du code de l'éducation - Mission d'information des écoles, des collèges et des lycées en matière de violences et de sexualité et sensibilisation des professionnels de l'enfance à ces problématiques) (p. 6521) : parole sur l'article. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 6522) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. François Zocchetto.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte - Commission mixte paritaire [n° 126 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7434) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (7 octobre 2009) - **Article 84** (art. L. 223-3 du code de commerce et art. L. 512-17 du code de l'environnement - Renforcement de la responsabilité de la société-mère en cas de pollution grave causée par une de ses filiales) (p. 8343) : intervient sur l'amendement n° 119 de la commission des lois saisie pour avis.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Desailly sur la décentralisation des enseignements artistiques** - (29 octobre 2009) (p. 9140, 9141) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet

1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9666) : défavorable à l'amendement n° 285 de M. Jean Desessard.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10676, 10677) : son intervention. - **Article 1er** (Intervention de la commission de déontologie de la fonction publique préalablement à un cumul de fonctions de direction dans des entreprises du secteur public et du secteur privé) (p. 10681) : intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10691, 10692) : son intervention. - **Article 4** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel des interventions de la police et de la gendarmerie) (p. 10718) : intervient sur l'amendement n° 28 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (Suppression de la taxe professionnelle) (p. 10976) : intervient sur le sous-amendement n° I-59 de M. Christian Cambon portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11308) : son amendement n° I-242 : extension de la TGAP à la co-incinération et à la méthanisation ; retiré. (p. 11317, 11321) : ses amendements n° I-238 : conditionnement de l'augmentation des tarifs de la TGAP à la mise en application des autres mesures visant à réduire les déchets ; n° I-239 : repli ; et n° I-237 : généralisation et renforcement du principe de la responsabilité élargie du producteur ; retirés.

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 2009) (p. 11547, 11549) : son intervention. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 11558) : intervient sur l'amendement n° II-17 de la commission.

BILLARD (Joël)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail**.

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

BILLOUT (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) le 14 janvier 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 336, 338) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (15 janvier 2009) - **Article 19 (supprimé)** (art. 1605 du code général des impôts - Arrondi à l'euro supérieur du montant de la redevance après indexation) (p. 384, 385) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 37 de la commission.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 26** (art. 14-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Autorisation et réglementation du placement de produit) (p. 475) : soutient l'amendement n° 165 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 30** (art. 28 de la loi du 30 septembre 1986 - Programmes diffusés en mode hertzien adapté aux personnes souffrant d'un handicap visuel ou auditif - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 489) : soutient l'amendement n° 166 de M. Jack Ralite ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (9 mars 2009) - **Article 1er** (Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire) (p. 2616) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 131 du Gouvernement. - **Article 2** (Loi n° 97-135 du 13 février 1997 - Dispositions relatives à Réseau ferré de France, RFF) (p. 2621, 2622) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Mireille Schurch ; rejeté. (p. 2630) : favorable à l'amendement n° 52 de Mme Mireille Schurch. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2635) : soutient l'amendement n° 45 de Mme Mireille Schurch (reprise par l'Etat de la dette de l'entreprise publique Réseau ferré de France) ; rejeté. - **Intitulé du titre III** (De la régulation des activités ferroviaires) (p. 2638, 2639) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Mireille Schurch ; rejeté. - **Article 4** (Statut et champs de compétence de la Commission de régulation des activités ferroviaires, CRAF) (p. 2642) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Mireille Schurch ; retiré. - **Article 5** (Collège de la CRAF) (p. 2643) : soutient l'amendement n° 54 de Mme Mireille Schurch ; rejeté. - **Article 10** (Pouvoirs de sanction de la CRAF) (p. 2657) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Mireille Schurch ; rejeté. - **Article 14** (Moyens budgétaires de la CRAF) (p. 2658, 2659) : le groupe CRC-SGP votera contre l'amendement n° 16 de la commission. - **Intitulé du titre V** (Dispositions relatives à l'aviation civile) (p. 2667) : soutient l'amendement n° 58 de Mme Mireille Schurch ; rejeté. - **Article 24** (art. L. 422-5 du code de l'aviation civile - Durée de travail et régime de travail du personnel navigant de l'aéronautique civile) (p. 2669) : défavorable à l'amendement n° 66 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 24** (p. 2671, 2672) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 67 de M. Yvon Collin (adaptation au personnel navigant technique des dispositions applicables aux cadres en matière de représentativité du personnel). - **Article 25** (art. 4 de la loi n° 84-4 du 3 janvier

1984 instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique, art. 7 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction de la durée du temps de travail et art. 7 de la loi n° 84-9 du 4 janvier 1984 portant modification du code du travail et relative au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant - Suppression de dispositions redondantes) (p. 2672) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Mireille Schurch ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 19 et 20 mars 2009** - (17 mars 2009) (p. 3078, 3080) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)]** - (30 avril 2009) - **Texte de la proposition de résolution européenne** (p. 4116, 4117) : le groupe CRC-SPG votera contre cette proposition de résolution.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4433) : soutient l'amendement n° 2 de M. Ivan Renar (définition de l'accès à Internet comme un droit fondamental garanti à tous les citoyens de manière égalitaire sur l'ensemble du territoire) ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4460) : votera la motion n° 901 de M. Guy Fischer tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public) (p. 4479, 4480) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4554, 4555) : soutient l'amendement n° 391 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - Organisation interne des établissements publics de santé) (p. 4743, 4744) : parole sur l'article. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - Statut des praticiens hospitaliers) (p. 4782) : soutient l'amendement n° 452 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire) (p. 4822) : soutient l'amendement n° 457 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier) (p. 4830) : soutient les amendements de M. François Autain n° 558 et n° 561 ; rejetés.

- **Question orale européenne avec débat de M. Richard Yung sur l'avenir de la politique sociale européenne** - (4 juin 2009) (p. 5597, 5599) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions**

concernant la défense [n° 514 (2008-2009)] - (16 juillet 2009) - **Article 10** (*Assouplissement des conditions de créations de filiales et de prises de participations par DCNS*) (p. 7091, 7092) : soutient l'amendement n° 123 de Mme Michelle Demessine ; rejeté. - **Article 11** (*Inscription de la Société nationale des poudres et explosifs, SNPE, sur la liste des entreprises privatisables*) (p. 7094) : soutient l'amendement n° 122 de Mme Michelle Demessine ; rejeté. - **Article 16 sexies (Nouveau)** (*Habilitation législative*) (p. 7108) : soutient l'amendement n° 118 de Mme Michelle Demessine ; rejeté.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7246, 7251) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 75 (consultation de la commission nationale de la négociation collective avant de déterminer en Conseil d'Etat la liste des secteurs concernés par la dérogation) ; et n° 106 (paiement des frais supplémentaires liés au travail dominical) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7346) : soutient l'amendement n° 114 de Mme Annie David ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7351, 7352) : soutient l'amendement n° 78 de Mme Annie David (impossibilité d'attribuer des dérogations dans les zones non desservies par les transports en commun le dimanche) ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire [n° 10 (2009-2010)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8688, 8689) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera ce texte.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) - au nom de la commission des

affaires européennes (p. 8910, 8911) : son intervention sur la coopération judiciaire et policière concernant la situation en Bulgarie et en Roumanie.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009** - (27 octobre 2009) (p. 8971, 8972) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9439) : favorable à l'amendement n° 23 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9515, 9516) : intervient sur les amendements n° 30 de M. Jean-Claude Danglot et n° 435 de M. Michel Teston. (p. 9520) : soutient l'amendement n° 35 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9522) : intervient sur les amendements n° 35 de M. Jean-Claude Danglot et n° 275 de M. Jean Desessard.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11684, 11685) : son intervention.

Défense

- (30 novembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11735) : sa question.

- **Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 66 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Texte de la proposition de résolution initiale** (p. 12581) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 12583) : soutient l'amendement n° 4 de Mme Annie David ; rejeté.

BIWER (Claude)
sénateur (Meuse)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Vice-président de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire le 17 février 2009.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 46 (2009-2010)] (19 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 951, 952) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 9** (*Principes de la politique des transports*) (p. 1094) : son amendement n° 499 ; rejeté. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1116, 1117) : son amendement n° 500 ; adopté. (p. 1133, 1134) : son amendement n° 507 ; retiré. (p. 1136, 1137) : intervient sur son amendement n° 507 précité. (p. 1141) : son amendement n° 501 ; retiré. (p. 1142) : intervient sur son amendement n° 501 précité. (p. 1146) : son amendement n° 502 ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Simon Sutour sur l'avenir des services publics dans les zones rurales** - (26 mars 2009) (p. 3487, 3488) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires** [n° 219 (2008-2009)] - (26 mars 2009) - **Article unique** (p. 3538) : votera contre les amendements n° 1 et 2 de M. Claude Domeizel et n° 4 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques** [n° 305 (2008-2009)] - (7 avril 2009) - **Article 6** (*Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code de la tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France*) (p. 3807, 3808) : son amendement n° 4 ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (28 mai 2009) - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité*) (p. 5295) : son amendement n° 2 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5317, 5327) : intervient sur son amendement n° 2 précité. Sur l'amendement n° 182 de M. Hervé Maurey, son sous-amendement n° 1221 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 19 bis A** (*art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Exclusion des stages des étudiants orthophonistes de l'obligation de gratification des stagiaires*) (p. 5518) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises** [n° 443 (2008-2009)] - (9 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5888, 5889) : son intervention. Le groupe UC soutient la proposition de loi. - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 5906) : ne votera pas l'amendement n° 10 de M. Pierre Hérisson (modalités de la

mutualisation entre opérateurs de la partie terminale des réseaux en fibres optiques en vue du déploiement de la fibre optique dans les immeubles à partir de 2010).

- **Question orale avec débat de Mme Marie-France Beauflis sur la réforme de la taxe professionnelle** - (10 juin 2009) (p. 5954, 5955) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Jacques Mirassou sur l'avenir du programme de l'Airbus A400M** - (11 juin 2009) (p. 6002, 6003) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation** [n° 448 (2008-2009)] - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6035, 6036) : son intervention. - **Article 1er A** (*art. L. 313-3 du code de la consommation - Refonte des catégories de prêts à la consommation pour la détermination des seuils de l'usure*) (p. 6043) : son amendement n° 1 ; retiré. (p. 6045) : intervient sur l'amendement n° 1 précité. - **Article 4** (*art. L. 311-8 à L. 311-17 du code de la consommation - Explications fournies à l'emprunteur et évaluation de sa solvabilité*) (p. 6065) : son amendement n° 2 ; retiré. (p. 6067) : favorable à l'amendement n° 96 de Mme Muguette Dini. - **Article 5** (*art. L. 311-11 à L. 311-17 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit*) (p. 6071) : son amendement n° 3 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Article 27 bis** (*Principe de la création d'une centrale des crédits aux particuliers*) (p. 6148) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Muguette Dini ; retiré. (p. 6150) : intervient sur l'amendement n° 89 précité.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6197, 6198) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises** [n° 470 (2008-2009)] - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6437, 6438) : son intervention. Le groupe Union centriste votera ce texte.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 489 (2008-2009)] - (1er juillet 2009) - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 6583) : intervient sur son amendement n° 1.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture** [n° 508 (2008-2009)] - (7 juillet 2009) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code de la tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France*) (p. 6750) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7490, 7492) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2009) - **Article 1er** (*art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments*) (p. 7529, 7530) : son amendement n° 128 ; retiré. (p. 7531) : son amendement n° 129 ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 3 bis** (p. 7560) : son amendement n° 130 : amélioration de la lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre 1er du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7674, 7676) : votera l'amendement n° 264 de M. Jean-Paul Emorine. - **Article 14 (précédemment réservé)** (*art. L. 642-3 du code du patrimoine - Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural,*

urbain et paysager, ZPPAUP (p. 7726) : votera contre l'amendement n° 364 de la commission.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8878, 8879) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9411) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9532) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9682) : intervient sur le sous-amendement n° 628 de M. Didier Guillaume, portant sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet. (p. 9693) : votera contre l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 9716, 9717) : soutient les amendements de M. Michel Maurey n° 575 (extension des opérations sur le livret A réalisables dans les points de contact); et n° 576 (principe d'accessibilité des services financiers de La Poste); retirés. - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise État-La Poste) (p. 9721, 9722) : soutient l'amendement n° 577 de M. Hervé Maurey; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9881) : intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Teston.

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10779, 10780) : son intervention.

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11320) : son amendement n° I-372 : prise en compte pour le double de leur valeur réelle en pouvoir calorifique inférieur des biocarburants de deuxième génération; adopté.

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) (p. 11837, 11838) : son intervention.

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11928, 11929) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12593, 12594) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 121-1, L. 123-1, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 124-2 du code de l'urbanisme - Obligation de réaliser un plan d'aménagement des entrées de ville) (p. 12598) : sur l'amendement n° 1 de la commission, son sous-amendement n° 5; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12602) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales - Commission mixte paritaire [n° 192 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13333, 13334) : la quasi-totalité des membres du groupe Union centriste voteront ce texte.

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le projet de règlement tendant à fixer les "profils nutritionnels" pour les denrées alimentaires [n° 265 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Société - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 265 (2008-2009)] européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le projet de règlement tendant à fixer les "profils nutritionnels" pour les denrées alimentaires [n° 336 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Etat de la transposition de la "directive services" [n° 473 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le prix du lait dans les Etats membres de l'Union européenne [n° 481 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Economie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Ecologie, développement et aménagement durables - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens [n° 105 tome 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Economie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur la proposition de résolution [n° 98 (2009-2010)] européenne, présentée au nom de la commission des affaires européennes, sur le marché des quotas de CO² et le mécanisme d'inclusion carbone aux frontières [n° 129 (2009-2010)] (2 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Environnement.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Energie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (28 janvier 2009) - **Article 5 (Rénovation thermique des bâtiments existants)** (p. 1031, 1034) : ses amendements n° 694 ; adopté ; n° 695 ; devenu sans objet ; et n° 681 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 9 (Principes de la politique des transports)** (p. 1095) : soutient l'amendement n° 115 de M. Gérard César ; devenu sans objet. - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 1115, 1116) : favorable à l'amendement n° 31 de la commission. (p. 1124) : soutient l'amendement n° 143 de M. Charles Revet ; retiré.

(p. 1134) : son amendement n° 682 ; retiré. (p. 1137) : intervient sur son amendement n° 682 précité.

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées** [n° 176 (2008-2009)] - (11 février 2009) - **Article 2 (art. L. 241-1 du code rural - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession de vétérinaire)** (p. 1787, 1788) : soutient l'amendement n° 1 de M. Charles Guéné ; adopté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 19 et 20 mars 2009** - (17 mars 2009) (p. 3080, 3082) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 297 (2008-2009)] - (1er avril 2009) - **Article 8 D (Aménagement du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME)** (p. 3658) : défavorable à l'amendement n° 2 de la commission.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3971, 3972) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (11 juin 2009) - au nom de la commission des affaires économiques (p. 5979, 5980 ; 5983) : ses interventions sur les profils nutritionnels.

- **Débat sur le volet agricole de la négociation OMC** - (25 juin 2009) (p. 6347, 6349) : son intervention.

- **Débat sur la crise de la filière laitière** - (25 juin 2009) (p. 6360, 6361) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (17 septembre 2009) - **Article 15 bis (Nouveau) (art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - Travaux nécessaires aux activités agricoles dans les zones soumises à la loi littorale)** (p. 7719, 7721) : ne votera pas l'amendement n° 159 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Article 34 (art. 10-1 de la loi n° 2000-108 (cf. sous art. 33) et art. L. 553-2 à L. 553-4 du code de l'environnement - Développement maîtrisé de l'énergie éolienne)** (p. 8126) : son amendement n° 583 ; rejeté. - **Article 39 (art. L. 253-9 [nouveau], L. 253-4 et L. 253-17 [nouveau] du code rural - Elimination des produits phytopharmaceutiques ne bénéficiant pas d'une autorisation de mise sur le marché)** (p. 8150, 8153) : ses amendements n° 505, 506, 507 et 508 ; retirés. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 253-7 et L. 253-17 du code rural - Interdiction de la publicité sur les produits phytopharmaceutiques à destination des jardiniers amateurs)** (p. 8154, 8157) : son amendement n° 511 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 73 (art. L. 523-1 à L. 523-4 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 5161-1 [nouveau] du code de la santé publique et art. L. 253-8 du code rural - Obligation de déclaration et d'information sur les substances nanoparticulaires)** (p. 8312) : son amendement n° 510 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (5 novembre 2009) - **Article 1er (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste)** (p. 9473) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques**
(p. 11978, 11979) : sa question et sa réplique.

BLANC (Jacques)
sénateur (Lozère)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration des "Parcs nationaux de France".

<<>

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 354 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres relatives à la garantie des investisseurs entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco [n° 386 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 390 (2008-2009)] autorisant l'approbation du protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la Méditerranée [n° 526 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Environnement - Traités et conventions**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 632 (2008-2009)] autorisant la ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées [n° 163 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 969, 970) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2189, 2190) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3134) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Question orale avec débat de M. Simon Sutour sur l'avenir des services publics dans les zones rurales** - (26 mars 2009) (p. 3479, 3480) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3867, 3868) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3968, 3969) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4412, 4413) : son intervention. Sous le bénéfice de ses remarques, favorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public) (p. 4508, 4509) : son amendement n° 90 ; adopté. (p. 4515, 4516) : intervient sur l'amendement n° 70 de M. André Lardeux.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 5049) : son amendement n° 88 ; adopté. (p. 5052, 5057) : son amendement n° 87 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 1279 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5207) : votera cet article. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du *numerus clausus* des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5275, 5276) : parole sur l'article. (p. 5280) : votera l'amendement n° 1230 du Gouvernement. (p. 5285, 5286) : intervient sur l'amendement n° 721 de M. Jean Desessard.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6198, 6199) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6496) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6544, 6545) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6738, 6740) : son intervention. Son département de la Lozère. Votera ce texte.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 121 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 7133) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7145, 7146) : son intervention. Votera ce texte. - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 7155) : son amendement n° 16 : alerte par le CSA des communes actuellement couvertes par des émetteurs analogiques et non couvertes en mode numérique terrestre ; adopté. - **Article 1er (Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique)** (p. 7166) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Xavier Pintat. (p. 7170) : favorable à l'amendement n° 5 de M. Xavier Pintat. - **Article 4 ter (Nouveau)** (art. L. 1425-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit d'accès aux tranchées pour la pose de fibres optiques) (p. 7182) : favorable à l'amendement n° 12 de la commission.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8063, 8064) : intervient sur l'amendement n° 672 de M. Serge Larher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques). - **Article 25** (art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables*) (p. 8069) : intervient sur les amendements identiques n° 466 de M. Xavier Pintat et n° 515 de M. Jean-Claude Merceron.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8223, 8225) : ses amendements portant sur le même objet n° 139, 141, 142 et 144 : mise en œuvre de la réforme des parcs nationaux ; adoptés. - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-4 et L. 213-2 du code de l'environnement, art. 83 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux

aquatiques et art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Coopération intercommunale dans le domaine de l'eau*) (p. 8234) : intervient sur l'amendement n° 798 de M. Paul Raoult.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009** - (27 octobre 2009) - en remplacement de M. Josselin de Rohan, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8968, 8970) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9282, 9284) : favorable à ce texte.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - *Service universel de La Poste*) (p. 9850) : intervient sur l'amendement n° 326 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) (p. 9862) : demande le retrait de l'amendement n° 327 de M. Michel Teston. - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - *Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans*) (p. 9872) : son amendement n° 322 ; retiré. (p. 9878) : retire son amendement n° 322. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9943, 9944) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes** (p. 11287, 11289) : son intervention.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11955) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11983, 11987) : ses amendements n° II-124 et II-125 ; retirés.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12192, 12193) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) (p. 12281) : intervient sur l'amendement n° II-198 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur de l'installation de dispositifs d'assainissement non collectif).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 10 et 11 décembre 2009** - (8 décembre 2009) (p. 12462, 12463) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12530, 12531) : son intervention. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Fonds d'aménagement numérique des territoires*) (p. 12552) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Michel Teston. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12557, 12558) : votera ce texte.

BLANC (Paul)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 18 février 2009.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : Une seconde chance pour l'Agence française de l'adoption [n° 236 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Famille.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les maisons départementales des personnes handicapées sur la bonne voie : premier bilan, quatre ans après la loi du 11 février 2005 [n° 485 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 103 tome 6 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (art. L. 4111-1, L. 4132-1, L. 4131-5, L. 4141-4, L. 4151-6, L. 4221-1, L. 4221-10 du code de la santé publique - *Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien*) (p. 1787) : votera contre l'amendement n° 2 de Mme Bariza Khiari et s'abstiendra sur l'ensemble du texte.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 40** (p. 3379) : son amendement n° 148 : clarification ; adopté. - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 3393) : défavorable à l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Sueur (obligation de tenir la délibération autorisant la souscription d'un marché public avant le lancement de la procédure de passation du marché).

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) - au nom de la commission des affaires sociales (p. 3978, 3979) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4497, 4498) : votera contre l'amendement n° 374 de M. François Autain. (p. 4505) : soutient l'amendement n° 238 de M. Alain Vasselle ; retiré. (p. 4510) : son amendement n° 840 ; devenu sans objet. (p. 4511) : son amendement n° 841 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4557, 4558) : son amendement n° 157 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12

du code de la santé publique - Statut des praticiens hospitaliers) (p. 4780) : parole sur l'article. (p. 4784) : défavorable à l'amendement n° 450 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Articles additionnels après l'article 13 ter (précédemment réservés)** (p. 4862) : son amendement n° 155 : possibilité de déroger au financement des établissements privés, dans les cas où il apparaît indispensable que ces établissements salarient certains de leurs médecins ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - **Agences régionales de santé** (p. 4196) : votera l'amendement n° 1248 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4972) : votera l'amendement n° 1144 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5053, 5067) : intervient sur les amendements n° 87 de M. Jacques Blanc et n° 1000 de M. Philippe Leroy. Ses amendements n° 987 et 988 ; retirés. Votera l'amendement n° 1279 du Gouvernement. (p. 5088) : intervient sur l'amendement n° 1283 du Gouvernement. (p. 5091) : son amendement n° 990 ; retiré. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral) (p. 5100) : ses amendements n° 991 ; retiré ; n° 992 ; adopté. (p. 5103, 5110) : ses amendements n° 994, 995 et 649 ; retirés. Ne votera pas le sous-amendement n° 1347 de M. Gilbert Barbier portant sur l'amendement n° 1340 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5158) : votera contre les amendements identiques n° 970 de M. François Autain et n° 1108 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 29 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6121-1 à L. 6121-4, L. 6121-9 et L. 6121-10 du code de la santé publique, art. L. 162-47, 16 de l'art. L. 162-5, L. 215-1 du code de la sécurité sociale, article 68 de la loi n° 2004-81 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Mesures de coordination rendues nécessaires par la création des agences régionales de santé) (p. 5212) : intervient sur l'amendement n° 1280 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 34 (précédemment réservés)** (p. 5230) : intervient sur l'amendement n° 1009 de M. Alain Vasselle (nécessité de soumettre tout candidat au permis de conduire à un examen approprié de son acuité visuelle). - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours) (p. 5248) : défavorable à l'amendement n° 701 de M. Bernard Cazeau. (p. 5252) : son amendement n° 850 ; retiré. - **Article 14 bis A** (art. L. 1111-2 du code de la santé publique - Transmission des informations de suivi d'un patient hospitalisé) (p. 5264) : favorable à l'amendement n° 236 de M. Alain Vasselle.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 19 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire, art. L. 1421-1 du code de la santé publique - Élargissement du champ de contrôle de l'inspection générale des affaires sociales) (p. 5537) : son amendement n° 870 ; retiré.

- **Question orale avec débat de Mme Bernadette Dupont sur le plan autisme 2008-2010** - (11 juin 2009) (p. 5970, 5971) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France) (p. 6575) : réponse à Mme Mireille Schurch.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Article 1er A (Nouveau)** (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes "historiques") (p. 7151, 7153) : ses amendements n° 3 et 2 ; retirés. - **Article 1er** (Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique) (p. 7167) : défavorable à l'amendement n° 6 de M. Xavier Pintat. - **Article 4 ter (Nouveau)** (art. L. 1425-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit d'accès aux tranchées pour la pose de fibres optiques) (p. 7182) : favorable à l'amendement n° 12 de la commission.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV) (p. 7788) : intervient sur l'amendement n° 132 de M. Claude Jeannerot. - **Article 3** (art. L. 6314-3, L. 6314-4 et L. 6314-5 [nouveaux] du code du travail - Définition et exercice du droit à l'orientation professionnelle - Labellisation des organismes d'information et d'orientation) (p. 7797) : défavorable à l'amendement n° 137 de M. Claude Jeannerot.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10271) : intervient sur l'amendement n° 284 de M. François Autain (réglementation des publicités pour les vaccins). - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10313) : intervient sur l'amendement n° 180 de M. Alain Milon (possibilité de prendre en charge la chirurgie ambulatoire de la cataracte en milieu extra-hospitalier) ainsi que sur le sous-amendement n° 536 de Mme Marie-Thérèse Hermange s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10337) : son amendement n° 184 : amélioration de l'objectif quantifié national pour les établissements de soins de suite et de réadaptation ainsi que de psychiatrie ; retiré. (p. 10343) : son amendement n° 185 : réalisation d'une étude nationale de coûts à échelle commune aux secteurs hospitaliers publics et privés ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10353) : son amendement n° 421 : évaluation des coûts des services sociaux et médico-sociaux ; adopté. (p. 10355) : son amendement n° 422 : possibilité, pour 2010, d'opérer une péréquation ponctuelle au profit des départements concernés par un déficit cumulé de trésorerie ; adopté. (p. 10357) : intervient sur son amendement n° 422 précité.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) (p. 10365, 10367) : soutient l'amendement n° 447 de M. Alain Milon (convergence tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux) ; retiré. Son amendement n° 226 : possibilité de délivrer à titre provisoire des autorisations de création, d'extension ou de transformation d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 10369, 10370) : son amendement n° 251 : non-pénalisation d'un défaut de plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés en cas de dépôt d'une demande d'agrément auprès de l'autorité compétente ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11213, 11214) : son amendement n° I-409 : transposition aux lieux de vie et d'accueil des règles de TVA applicables aux établissements accueillant des personnes handicapées ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 11217, 11218) : son amendement n° I-410 : exonération des maisons départementales des personnes handicapées du paiement de la taxe sur les salaires ; retiré.

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 12105, 12106) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12120) : son amendement n° II-186 ; rejeté. (p. 12123) : son amendement n° II-187 ; rejeté. - **Article 59 quinquies (Mise en place d'un dispositif de suivi des structures d'accueil des personnes handicapées vieillissantes)** (p. 12124) : son amendement n° II-188 ; retiré. - **Article 59 sexies (Expérimentation de conventions d'objectifs pour les structures d'accueil des**

personnes handicapées) (p. 12126) : son amendement n° II-189 ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Article 1er GBA (Texte non modifié par la commission)** (art. 30-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Précision sur le régime de servitude des points hauts d'émission radioélectrique*) (p. 12544) : parole sur l'article. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Fonds d'aménagement numérique des territoires*) (p. 12549) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Michel Teston. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12559) : votera ce texte.

- **Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 66 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12575, 12576) : son intervention.

BLANDIN (Marie-Christine)
sénateur (Nord)
SOC-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements éventuels dans le système hospitalier ayant conduit aux décès inexplicables de plusieurs patients à la fin de l'année 2008 et au début de l'année 2009 [n° 179 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les méthodes mises en œuvre par Areva ou ses filiales pour exploiter du minerai d'uranium hors de nos frontières [n° 298 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Énergie.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion du service public des forces de l'ordre dans le cadre du Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord les 2, 3 et 4 avril 2009 [n° 322 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la réglementation de l'implantation des antennes-relais de téléphonie mobile et à la réduction de l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques [n° 360 (2008-2009)] (17 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 38, 40) : son intervention. Votera contre ces projets de loi.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**. - (8 janvier 2009) - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 113, 114) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** - (8 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er** (p. 126) : Favorable aux amendements analogues n° 110 de M. Jack Ralite et n° 295 de M. David Assouline (prise en compte des interventions audiovisuelles du Président de la République dans le temps de parole réservé à l'exécutif). - **Article 1er** (*art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 137, 140) : son amendement n° 288 ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jack Ralite.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) (p. 155, 164) : sur l'amendement n° 5 de la commission (garantie de la diversité de la création et de la production), son sous-amendement n° 249 ; rejeté. Sur l'amendement n° 7 de la commission (conception et diffusion des programmes régionaux), son sous-amendement n° 250 ; rejeté. Ses amendements n° 247 : autonomie éditoriale des chaînes et des services ; et n° 289 : possibilité pour France 3 de produire et fabriquer ses programmes en interne ; devenu sans objet ; et n° 248 : autonomie éditoriale des chaînes ; retiré. (p. 169, 170) : favorable aux amendements de M. David Assouline n° 312 (garantie d'indépendance des journalistes de la société France Télévisions) et n° 313 (garantie d'indépendance des journalistes de la société Radio France). - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 1er bis** (p. 174, 175) : son amendement n° 251 : maintien d'unités de programmes spécifiques afin de veiller à la diversité des œuvres patrimoniales ; rejeté. - **Article 1er bis** (*art. 43-11 de la loi du 30 septembre 1986 - Participation du service public de l'audiovisuel à l'éducation à l'environnement et au développement durable*) (p. 176, 177) : défavorable à l'amendement n° 117 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 2** (*art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Régime juridique de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 184, 193) : ses amendements n° 252 : suppression ; n° 255 : adhésion à la convention collective de la communication et de la production audiovisuelle de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France ; rejetés ; n° 254 : missions de la société

en charge de l'audiovisuel extérieur de la France ; devenu sans objet. - **Article 3** (art. 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Filialisation des activités de diversification des sociétés nationales de programme*) (p. 195) : son amendement n° 256 : soumission des filiales aux mêmes obligations de service public que les sociétés nationales de programme ; devenu sans objet. - **Article 5** (art. 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de France Télévisions*) (p. 200) : son amendement n° 257 : nouvelle composition du conseil d'administration ; rejeté. - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 212, 213) : son amendement n° 259 : représentation du personnel ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 247, 260) : ses amendements n° 260 et 261 ; rejetés. Les Verts ne voteront pas cet article. - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 264, 268) : ses amendements n° 262 ; rejeté ; et n° 263 ; devenu sans objet. - **Article 11** (art. 26 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions d'attribution de la ressource radioélectrique*) (p. 274) : parole sur l'article. - **Article 12** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Obligation de reprise des chaînes publiques*) (p. 276) : favorable à l'amendement n° 344 de M. David Assouline. - **Article 12 bis** (art. 34-4 de la loi du 30 septembre 1986 - *Numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services*) (p. 279) : intervient sur l'amendement n° 419 de M. Hervé Maurey. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 284) : les Verts voteront l'amendement n° 26 de la commission (création d'un conseil consultatif de programme composé de téléspectateurs). - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - *Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale*) (p. 289, 298) : ses amendements n° 290 et 264 ; rejetés ; et n° 265 ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 30 de la commission, ses sous-amendements n° 266 ; rejeté et n° 267 ; devenu sans objet. Intervient sur les amendements n° 140 de M. Jack Ralite, n° 353 de M. David Assouline et sur le sous-amendement n° 213 de Mlle Sophie Joissains portant sur l'amendement n° 30 de la commission.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 315, 316) : parole sur l'article. (p. 326, 327) : son amendement n° 291 : répartition des droits d'exploitation en cas de contribution de France Télévisions à une production ; devenu sans objet le 15 janvier 2009.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) (p. 374) : favorable à l'amendement n° 356 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 393, 396) : son amendement n° 270 : extension de l'assiette de la redevance ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception). (p. 410, 411) : ses amendements n° 268 : indexation de la redevance sur l'indice des prix à la consommation hors tabac ; et, portant sur le même objet, n° 260 et 436 : progression de la redevance pour atteindre la moyenne européenne ; retirés. - **Intitulé du titre II** (*Institution de taxes sur le chiffre d'affaires des opérateurs du secteur audiovisuel et de communications électroniques*) (p. 414) : son amendement n° 271 ; rejeté. - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - *Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision*) (p. 420, 429) : ses amendements n° 272, 274, 275, 276, 277 et 273 ; rejetés. - **Article 21** (art. 302 bis KH 1693 sexies du code général des impôts - *Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques*) (p. 441) : son amendement n° 278 ; rejeté. (p. 446) : défavorable à l'article 21 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 464) : son amendement n° 279 : évaluation de l'utilisation du produit de la taxe sur la publicité et de la taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques ; rejeté. - **Article 22** (art. 2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Définition et périmètre des services de médias à la demande, SMAd*) (p. 469, 470) : favorable aux amendements identiques n° 190 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 163 de M. Jack Ralite et n° 240 de M. Hervé Maurey. - **Article 26** (art. 14-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Autorisation et réglementation du placement de produit*) (p. 475) : son amendement n° 280 ; rejeté. - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - *Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 488) : défavorable aux amendements n° 203 et 204 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 30 bis** (art. 30-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Reprise des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre numérique sur les réseaux mobiles de troisième génération*) (p. 491) : soutient l'amendement n° 382 de M. David Assouline ; devenu sans objet. - **Article 35** (art. 33-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Programmes diffusés en mode autre que hertzien adapté aux personnes souffrant d'un handicap visuel ou auditif - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 495) : favorable à l'amendement n° 167 de M. Jack Ralite. - **Article 45** (art. 43-7 à 43-10 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions d'entrave à la reprise d'un service de télévision ou SMAd en provenance d'un autre État membre et dispositif anti-délocalisation*) (p. 499) : son amendement n° 281 ; adopté. - **Article 46** (art. 73 de la loi du 30 septembre 1986 - *Possibilité d'une seconde coupure dans les films et les téléfilms*) (p. 501, 502) : son amendement n° 282 ; rejeté. (p. 502, 504) : son amendement n° 283 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 517, 520) : ses amendements n° 284 : règles applicables aux actionnaires des sociétés de télévision en matière d'accès aux marchés publics ; et n° 285 : dispositif visant à préserver le pluralisme dans le secteur des médias ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 49 octies** (p. 527) : intervient sur l'amendement n° 207 de M. Bruno Retailleau (préservation des zones de diffusion des télévisions locales lors du passage au numérique). - **Article 51 bis** (*Dispositions transitoires réglant le déroulement du dialogue social au sein de la nouvelle entreprise France Télévisions*) (p. 530, 531) : son amendement n° 286 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 536, 537) : au nom des Verts, s'oppose aux orientations du Gouvernement.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 978, 985) : ses amendements n° 517 ; retiré ; n° 518 ; rejeté ; et n° 519 ; devenu sans objet. Favorable à l'amendement n° 632 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 2** (*Lutte contre le changement climatique*) (p. 1001, 1002) : son amendement n° 520 ; retiré. - **Article 6** (*Formation professionnelle et recherche dans le secteur du bâtiment*) (p. 1040) : soutient l'amendement n° 322 de M. Roland Courteau ; adopté.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7** (*Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme*) (p. 1081) : son amendement n° 521 ; adopté. (p. 1082) : son amendement n° 522 ; adopté. (p. 1083, 1084) : reprend l'amendement n° 131 de M. Rémy Pointereau ; rejeté. (p. 1086) : favorable aux amendements n° 168 de M. Thierry Repentin et n° 645 de M. Jacques Muller. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1130) : intervient sur l'amendement n° 114 de M. Francis Grignon. (p. 1144) : sur l'amendement n° 42 de la commission, son sous-amendement n° 788 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1224) : s'abstiendra sur l'amendement n° 116 de M. Gérard César. - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1242) : favorable à l'amendement n° 295 de Mme Françoise Laborde. (p. 1244) : favorable à l'amendement n° 48 de la commission. - **Article 15 bis** (*Art. 4 de la loi du 30 décembre 1982 précitée - Schéma national des infrastructures de transport tous modes*) (p. 1266) : sur l'amendement n° 55 de la commission, favorable au sous-amendement n° 790 de M. Jacques Muller. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1270, 1271) : parole sur l'article. - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 1285, 1286) : soutient l'amendement n° 648 de M. Jacques Muller ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1327) : intervient sur l'amendement n° 515 de M. Marcel Deneux. Les sénateurs Verts s'abstiennent sur cet amendement. Son amendement n° 524 ; adopté. - **Intitulé du chapitre Ier** (*Maintenir et développer la biodiversité*) (p. 1331, 1332) : son amendement n° 525 : modification de l'intitulé de la division ; adopté. - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1333) : parole sur l'article. (p. 1334, 1340) : sur l'amendement n° 61 de la commission, ses sous-amendements n° 757, 534 et 538 ; adoptés ; n° 792, 791, 794, 795, 799 et 800 ; retirés. (p. 1341, 1344) : ses amendements n° 527, 528, 529, 532, 535, 536, 539 et 540 ; devenus sans objet. (p. 1348) : intervient sur son sous-amendement n° 797 portant sur l'amendement n° 61 de la commission, et soutenu par M. Jean-Jacques Mirassou. (p. 1349) : intervient sur le sous-amendement n° 765 de Mme Anne-Marie Payet portant sur l'amendement n° 61 de la commission. - **Article 21** (*Elaboration de la trame verte et bleue*) (p. 1350) : sur l'amendement n° 62 de la commission, son sous-amendement n° 808 ; rejeté. (p. 1352) : ses amendements n° 541 et 543 ; devenus sans objet. (p. 1355) intervient sur son sous-amendement n° 806 portant sur l'amendement n° 62 de la commission, et soutenu par M. Paul Raoult. (p. 1354, 1355) : les sénateurs Verts s'abstiendront sur l'amendement n° 62 de la commission. - **Article 22** (*Amélioration de la connaissance dans le domaine de la biodiversité*) (p. 1355, 1357) : sur l'amendement n° 63 de la commission, ses sous-amendements n° 801 et 802 ; retirés ; n° 803 ; rejeté ; et n° 530 ; adopté. Ses amendements n° 545, 547 et 546 ; retirés. Soutient les amendements de Mme Odette Herviaux n° 413 ; retiré ; et n° 414 ; devenu sans objet. (p. 1359) : intervient sur son amendement n° 803 précité. - **Article 23** (*Financement de la préservation de la biodiversité*) (p. 1361) : son amendement n° 548 ; rejeté. - **Article 23 bis** (*Déclaration de ruches obligatoire*) (p. 1362, 1363) : ses amendements n° 752 ; adopté ; et n° 549 ; devenu sans objet. - **Article 23 ter** (*Mise en place d'une interprofession de la filière apicole*) (p. 1364) : son amendement n° 753 ; adopté. - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 1378, 1379) : soutient l'amendement n° 655 de M. Jacques Muller ; retiré. (p. 1383) : intervient sur l'amendement n° 655 de M. Jacques Muller. (p. 1387) : intervient sur les amendements n° 187 de M. Jacques Mézard, n° 465 de M. Roland Courteau et n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision - Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1410) : son intervention. Les sénateurs Verts ne voteront pas ce texte.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Article 27** (*Surveillance des milieux aquatiques*) (p. 1438) : favorable à l'amendement n° 418 de M. Paul Raoult. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 1439) : favorable à l'amendement n° 419 de Mme Odette Herviaux (objectif de la politique agricole). - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1453) : son amendement n° 553 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1489, 1495) : ses amendements n° 554 ; adopté ; n° 556 ; retiré ; et n° 555 ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 69 de la commission, son sous-amendement n° 819 ; devenu sans objet. Intervient sur

l'amendement n° 371 de M. Alain Vasselle. (p. 1501, 1506) : favorable à l'amendement n° 183 de M. François Fortassin. Son amendement n° 557 ; rejeté. (p. 1505, 1506) : son amendement n° 557 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 1513, 1516) : sur l'amendement n° 770 de la commission (établissement d'un plan d'urgence en faveur de la préservation des abeilles), ses sous-amendements n° 552 et 812 ; rejetés. Sur le même amendement, soutient les sous-amendements de M. Jacques Muller n° 816 ; retiré ; n° 658 et 659 ; rejetés. (p. 1528) : sur l'amendement n° 771 de la commission (coordination), son sous-amendement n° 818 ; adopté. - **Article 29** (*Le développement durable de la filière forêt-bois*) (p. 1530, 1532) : favorable à l'amendement n° 428 de Mme Odette Herviaux. Soutient l'amendement n° 662 de M. Jacques Muller ; retiré. - **Article 31** (*Liens entre environnement et santé*) (p. 1540) : son amendement n° 558 ; retiré. - **Article 32** (*Deuxième plan national santé environnement*) (p. 1541, 1542) : parole sur l'article. (p. 1543, 1550) : ses amendements n° 559, 560, 561, 569, 570 et 571 ; adoptés ; n° 562, 563, 564, 565, 566 et 709 ; retirés ; et n° 567 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 688 de la commission. - **Article 33** (*Encadrement de l'emploi des substances chimiques préoccupantes*) (p. 1552) : ses amendements n° 572, 573 et 574 ; retirés. - **Article 34** (*Réduction de l'exposition aux substances préoccupantes en milieu professionnel*) (p. 1544, 1559) : soutient les amendements de M. Jacques Muller n° 664 ; rejeté ; et n° 665 ; retiré. Ses amendements n° 575 ; adopté ; n° 576, 577 et 579 ; rejetés ; et n° 578 ; retiré. Sur l'amendement n° 77 de la commission, ses sous-amendements n° 821 et 822 ; retirés. - **Article 35** (*Lutte contre la pollution de l'air intérieur et extérieur*) (p. 1559, 1566) : ses amendements n° 580 et 583 ; retirés ; n° 581 et 582 ; rejetés ; et n° 584 ; adopté. Sur l'amendement n° 78 de la commission, favorable au sous-amendement n° 820 de M. Thierry Repentin. Le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 349 de Mme Esther Sittler. - **Article 37** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 1569, 1575) : ses amendements n° 585, 589 et 590 ; rejetés ; n° 586 et 587 ; adoptés ; et n° 588 ; retiré. Soutient l'amendement n° 666 de M. Jacques Muller ; retiré. - **Article additionnel après l'article 39** (p. 1577, 1578) : son amendement n° 568 : protection juridique des lanceurs d'alerte ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 43 bis** (*Critères de représentativité des associations*) (p. 1611) : intervient sur l'amendement n° 96 de la commission. - **Article 45** (*Informations et enquêtes publiques en matière environnementale*) (p. 1615, 1616) : ses amendements n° 591 et 592 ; retirés. (p. 1618) : son amendement n° 593 ; retiré. (p. 1619) : ses amendements n° 594 ; retiré ; et n° 595 ; adopté. (p. 1620) : soutient l'amendement n° 673 de M. Jacques Muller ; devenu sans objet. - **Article 46** (*Entreprises et développement durable*) (p. 1622) : son amendement n° 596 ; retiré. (p. 1624) : votera contre l'amendement n° 102 de la commission. - **Article 48** (*Formation et développement durable*) (p. 1627) : ses amendements n° 597 et 598 ; retirés. (p. 1628) : ses amendements n° 599 ; rejeté ; et n° 600 ; devenu sans objet. (p. 1629) : son amendement n° 601 ; retiré. - **Article 49** (*Dispositions applicables à l'outre-mer*) (p. 1645, 1646) : intervient sur l'amendement n° 388 de M. Georges Patient. (p. 1646) : soutient l'amendement n° 677 de M. Jacques Muller ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble et adoption d'un projet de loi** (p. 1671, 1672) : votera ce texte.

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3173, 3174) : son intervention.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Commission mixte paritaire [n° 327 (2009-2010)]** - (9 avril 2009) - **Article 10 bis A** (p. 3897) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3898) : son intervention.

- **Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4432, 4433) : son intervention. -

Articles additionnels avant l'article 1er (p. 4434) : s'abstiendra sur l'amendement n° 2 de M. Ivan Renar (définition de l'accès à Internet comme un droit fondamental garanti à tous les citoyens de manière égalitaire sur l'ensemble du territoire). - **Article 10 bis A** (Art. L. 121-8, L. 132-35 à L. 132-45 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle ; art. L. 7111-5-1 [nouveau], L. 7113-2, L. 7113-3 et L. 7113-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 382-14-1 du code de la sécurité sociale - Droit d'auteur des journalistes) (p. 4446, 4448) : son amendement n° 1 ; rejeté. (p. 4448) : favorable aux amendements identiques n° 1 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 4 de M. Ivan Renar. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4451) : défavorable à ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire) (p. 4817) : intervient sur l'amendement n° 454 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5489) : favorable à l'amendement n° 124 de M. Jean Desessard. (p. 5497, 5500) : favorable à l'amendement n° 123 de M. Jean Desessard. Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Rémy Pointereau.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 B (Supprimé par la commission)** (art. L. 1171-1 (nouveau) du code de la santé publique - Définition de l'éducation à la santé) (p. 5663, 5664) : soutient l'amendement n° 787 de M. Jean Desessard ; rejeté. (p. 5665) : s'abstiendra sur l'amendement n° 1257 du Gouvernement. - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Education thérapeutique du patient) (p. 5677) : soutient l'amendement n° 688 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejeté. - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - Extension des missions des sages-femmes) (p. 5691) : parole sur l'article. - **Article 22 septies (Texte modifié par la commission)** (art. 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Formation des psychothérapeutes) (p. 5698) : soutient l'amendement n° 116 de M. Jean Desessard ; rejeté. - **Article 24 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3323-2 du code de la santé publique - Réglementation de la publicité pour les boissons alcoolisées sur Internet) (p. 5729) : intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 25 ter (Supprimé par la commission)** (art. L. 1334-8-1 [nouveau] du code de la santé publique - Mesures de prévention des maladies liées au plomb) (p. 5731) : soutient l'amendement n° 115 de M. Jean Desessard ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 5740) : votera l'amendement n° 514 de M. François Autain (participation des patients au système de pharmacovigilance). - **Articles additionnels après l'article 25 (précédemment réservés)** (p. 5761) : intervient sur les amendements de M. André Trillard n° 19 (attribution de pouvoir de police sanitaire au directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, en matière de médicament vétérinaire) et n° 20 (actualisation du code de la santé publique dans le domaine du médicament vétérinaire). (p. 5762) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 111 (mise en place prioritaire des registres des cancers dans les deux régions où les taux de mortalité sont les plus élevés) ; et n° 112 (généralisation des registres des cancers dans un délai de cinq ans) ; retirés. (p. 5763) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 113 (attribution de la qualité de travailleur handicapé aux personnes souffrant d'une intolérance environnementale aux champs électromagnétiques) ; et n° 114 (réduction de l'exposition du public aux ondes électromagnétiques émises par les antennes-relais de téléphonie mobile) ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 25 septdecies (précédemment réservés)** (p. 5774) : soutient l'amendement n° 814 de M. Jean

Desessard (interdiction d'utiliser du bisphénol A dans la fabrication de certains produits) ; rejeté. (p. 5775, 5776) : soutient l'amendement n° 815 de M. Jean Desessard (interdiction d'utiliser le perchloroéthylène) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 25 septdecies (précédemment réservés)** (p. 5779, 5780) : sur l'amendement n° 1287 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance un nouvel établissement public reprenant l'ensemble des missions de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail), soutient les sous-amendements de M. Jean Desessard n° 1356 ; adopté ; n° 1357 ; et n° 1358 ; retirés ; et n° 1359 ; rejeté. (p. 5783) : intervient sur les sous-amendements précités. (p. 5784) : avis défavorable des sénateurs Verts sur l'amendement n° 1287 précité.

- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 483 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6427) : son intervention. Les sénatrices et sénateurs Verts voteront ce texte.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 331-21-1 du code de la propriété intellectuelle - Constatation des infractions et recueil des observations par les membres et agents habilités et assermentés de la HADOPI) (p. 6826) : favorable à l'amendement n° 9 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 398-1 et 495 du code de procédure pénale - Possibilité d'un recours à la procédure du juge unique et aux ordonnances pénales en matière de délit de contrefaçon) (p. 6830) : favorable à l'amendement n° 3 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 335-7 du code de la propriété intellectuelle - Création d'une nouvelle sanction : la suspension de l'accès au service Internet et l'interdiction de souscrire un nouvel abonnement) (p. 6832) : favorable à l'amendement n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6836, 6837) : les sénateurs Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments) (p. 7527, 7528) : favorable à l'amendement n° 210 de M. Jacques Muller. (p. 7534) : intervient sur l'amendement n° 7 de M. Thierry Repentin. - **Article 2** (art. L. 111-10-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments) (p. 7537, 7538) : votera l'amendement n° 8 de M. Thierry Repentin. - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 244 quater U du code général des impôts - Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro) (p. 7543) : intervient sur l'amendement n° 311 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7630, 7631) : intervient sur ses sous-amendements n° 307 et 308, soutenus par M. Jacques Muller, et portant sur l'amendement n° 71 de la commission de la culture saisie pour avis. Les Verts voteront l'amendement n° 71 précité. (p. 7632, 7633) : favorable à l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° 70 (élargissement des prescriptions applicables en matière de publicité extérieure). Les Verts s'abstiendront sur l'amendement n° 265 de M. Ambroise Dupont (ouverture des bâches d'échafaudage à la publicité).

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7832, 7833) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 119 (formation des personnels engagés pour des

travaux comportant un risque sanitaire et ne maîtrisant pas le français); et n° 121 (intégration d'un volet sanitaire d'information dans les formations relatives à des métiers exposés à un risque sanitaire); rejetés. - **Article 4** (art. L. 6323-12, L. 6323-21 à L. 6323-23 du code du travail - Portabilité du droit individuel à la formation) (p. 7841): parole sur l'article. (p. 7844): soutient l'amendement n° 123 de M. Jean Desessard; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (5 octobre 2009) - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau] du code rural - Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles) (p. 8170): intervient sur l'amendement n° 618 de M. Jacques Muller. - **Article 44 bis (Nouveau)** (Définition d'une politique génétique des semences et plants) (p. 8176, 8177): soutient l'amendement n° 619 de M. Jacques Muller; rejeté. - **Article 44 quater (Nouveau)** (art. L. 664-1 du code rural - Indication de la variété des fruits, légumes et plantes horticoles) (p. 8178): soutient l'amendement n° 620 de M. Jacques Muller; adopté. - **Article 45** (art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Constitution d'une trame verte et bleue) (p. 8182, 8192): soutient les amendements n° 621, 625 et 627 de M. Jacques Muller; adoptés; n° 622 et 623; devenus sans objet; n° 624, 626 et 628; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 459 de Mme Françoise Férat.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-2 du code de la santé publique - Protection des périmètres de captage d'eau) (p. 8254): intervient sur l'amendement n° 914 de la commission. - **Article 60** (art. L. 219-1 à L. 219-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Stratégie de gestion intégrée de la mer et du littoral) (p. 8266): intervient sur les sous-amendements n° 904, 905 et 906 de Mme Odette Herviaux portant sur l'amendement n° 889 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 8272): soutient l'amendement n° 637 de M. Jacques Muller (protection de la diversité biologique en faveur des peuples autochtones du territoire français); rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques) (p. 8298, 8305): soutient les amendements n° 640 de M. Jacques Muller; et n° 669 de Mme Virginie Klès; rejetés. Votera l'amendement n° 453 de Mme Mireille Schurch. - **Article 73** (art. L. 523-1 à L. 523-4 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 5161-1 [nouveau] du code de la santé publique et art. L. 253-8 du code rural - Obligation de déclaration et d'information sur les substances nanoparticulaires) (p. 8312, 8313): défavorable à l'amendement n° 510 de M. Jean Bizet. Son amendement n° 643; rejeté. (p. 8314): intervient sur l'amendement n° 727 de M. Didier Guillaume.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) -

Articles additionnels avant l'article 1er (p. 9389, 9393): soutient l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel); rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9561): intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9566, 9567): soutient l'amendement n° 278 de M. Jean Desessard; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9694, 9695): favorable à l'amendement n° 290 de M. Jean Desessard. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire) (p. 9707): soutient l'amendement n° 291 de M. Jean Desessard; rejeté. - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise État-La Poste) (p. 9720): intervient sur l'amendement n° 292 de M. Jean Desessard. (p. 9724): favorable à l'amendement n° 240 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 5** (art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Composition du conseil d'administration) (p. 9729, 9730; 9736): soutient les amendements n° 293 et 294 de M. Jean Desessard; rejetés. - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9742, 9745): favorable à l'amendement n° 295 de M. Jean Desessard. Soutient l'amendement n° 296 de M. Jean Desessard; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut des fonctionnaires de La Poste) (p. 9760): soutient l'amendement n° 299 de M. Jean Desessard; retiré. (p. 9761): intervient sur les amendements n° 67 de M. Jean-Claude Danglot, n° 299 de M. Jean Desessard et n° 496 de M. Michel Teston.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) (p. 11660, 11661): son intervention.

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12563, 12564): son intervention.

BLONDIN (Maryvonne)
sénateur (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Membre suppléante de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Secrétaire de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (12 janvier 2009) - **Article 6** (art. 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de Radio France*) (p. 207) : soutient l'amendement n° 329 de M. David Assouline (nombre et modalités de désignation des parlementaires présents au conseil d'administration) ; rejeté. - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 209) : soutient l'amendement n° 330 de M. David Assouline (nouvelle composition du conseil d'administration) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 267) : soutient l'amendement n° 341 de M. David Assouline ; devenu sans objet. - **Article 14 quater** (*Pouvoirs de régulation de l'ARCEP sur les sites d'émission*) (p. 286) : soutient l'amendement n° 350 de M. David Assouline ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 316) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (*Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus*) (p. 1811, 1812) : parole sur l'article.

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 259 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) -

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3444) : votera cette proposition de résolution.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5141, 5142) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (3 juin 2009) - **Article 18 bis** (Texte modifié par la commission) (art. L. 162-1-18 du code de la sécurité sociale - *Consultation annuelle gratuite d'un généraliste pour les jeunes*) (p. 5503) : intervient sur l'amendement n° 1233 du Gouvernement. - **Article 19 bis B** (*Reconnaissance du niveau master au diplôme d'Etat de sage-femme*) (p. 5519, 5520) : parole sur l'article. Votera l'amendement n° 1236 du Gouvernement.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - **Article 4** (art. L. 121-1, L. 542-3, L. 542-1 et L. 632-9 du code de l'éducation - *Mission d'information des écoles, des collèges et des lycées en matière de violences et de sexualité et sensibilisation des professionnels de l'enfance à ces problématiques*) (p. 6521) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7282) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7305) : son amendement n° 23 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 3 bis** (Nouveau) (art. L. 313-1 du code de l'éducation - *Recrutement et obligation de formation des personnels d'orientation de l'éducation nationale*) (p. 7835, 7836) : son amendement n° 135 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 7838, 7839) : son amendement n° 136 : participation des professeurs principaux de lycées et de collèges au service public d'information et d'orientation professionnelle ; adopté.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 13 bis BB** (Nouveau) (art. L. 337-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Transition entre la scolarité et l'apprentissage - "Formation sas"*) (p. 7919, 7920) : son amendement n° 147 ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Article 60** (art. L. 219-1 à L. 219-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Stratégie de gestion intégrée de la mer et du littoral*) (p. 8258, 8259) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 77 bis** (p. 8410, 8411) : son amendement n° 600 : instauration d'une consigne d'un montant minimum sur les bouteilles de gaz à usage individuel ; adopté.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9006, 9007) : son intervention. - **Article 4** (*Titre 1er bis du livre 1er du code du service national [nouveau] - Création du service civique*) (p. 9020) : soutient l'amendement n° 5 de M. Yannick Bodin ; adopté. (p. 9025) : soutient l'amendement n° 8 de M. Yannick Bodin ; adopté. (p. 9029) : soutient l'amendement n° 13 de M. Yannick Bodin ; retiré.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Desailly sur la décentralisation des enseignements**

artistiques - (29 octobre 2009) (p. 9147, 9149) : son intervention.

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) (p. 11600) : son intervention. - **Article 52** (*Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'Etat aux collectivités territoriales volontaires*) (p. 11616) : intervient sur le sous-amendement

n° II-117 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-54 de la commission de la culture saisie pour avis.

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2009) (p. 12092, 12093) : son intervention.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) (p. 12113, 12114) : son intervention.

BOCKEL (Jean-Marie)
secrétaire d'État à la défense et aux
anciens combattants
(jusqu'au 23 juin 2009)
secrétaire d'État à la justice
(à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Jacques Mirassou sur l'avenir du programme de l'Airbus A400M** - (11 juin 2009) (p. 6007, 6009) : sa réponse.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - secrétaire d'État à la justice - **Discussion générale** (p. 8559, 8560) : son intervention. (p. 8574, 8576) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8577) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur, portant sur le même objet, n° 14, n° 15, n° 13 (expression des opinions dissidentes au sein du Conseil constitutionnel). - **Article 1er** (*art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité*) : position de la commission sur les amendements n° 19, 16, 17, 18, 21, 22 et 20 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 1, 12, 2, 3, 11 et 5 de M. Yvon Collin et n° 24 de la commission. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8589) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Sueur (procédure de révision des décisions pénales rendues sur le fondement de textes abrogés par le Conseil constitutionnel). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8592) : remerciements.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9054, 9056 ; 9063, 9064) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article 2** (*art. L. 320-2 du code de commerce - Définition des ventes aux enchères publiques*) (p. 9064) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de la commission et n° 13 de Mme Colette Mélot. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9065, 9066) : avis du Gouvernement sur les amendements similaires n° 14 de Mme Colette Mélot et n° 33 de M. Jean-Claude Peyronnet (codification de l'article 29 de la loi du 10 juillet 2000 relatif aux prises et aux ventes judiciaires ainsi qu'à la possibilité, pour les commissaires-priseurs, de réaliser des ventes volontaires). - **Article 3** (*art. L. 321-1 du code de commerce - Biens susceptibles d'être vendus aux enchères publiques*) (p. 9066) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 4** (*art. L. 321-1 du code de commerce - Opérateurs autorisés à organiser des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques*) (p. 9067, 9068) : son amendement n° 46 ; retiré. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de la commission. - **Article 5** (*art. L. 321-3 du code de commerce - Ventes aux enchères*

publiques par voie électronique et courtage aux enchères) (p. 9069, 9070) : son amendement n° 7 ; retiré. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de la commission. - **Article 6** (*art. L. 321-4 du code de commerce - Régime de déclaration préalable des opérateurs de ventes volontaires*) (p. 9071, 9072) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 et 26 de M. Yann Gaillard et n° 51 de la commission. - **Article 7** (*art. L. 321-5 du code de commerce - Mandat des opérateurs de ventes volontaires et vente de gré à gré*) (p. 9072, 9073) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 de Mme Colette Mélot et n° 36 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 11** (*art. L. 321-9 du code de commerce - Vente de gré à gré des biens non adjugés ou "vente après la vente"*) (p. 9074) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de Mme Colette Mélot et n° 30 de M. Yann Gaillard. - **Article 12 bis (Nouveau)** (*art. L. 321-11 du code de commerce - Prix de réserve - Interdiction de la revente à perte*) (p. 9075) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 3 de la commission de la culture saisie pour avis et n° 37 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 15** (*art. L. 321-14 du code de commerce - Paiement et délivrance des biens - Régime de la "folle" enchère*) (p. 9076) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de Mme Colette Mélot. - **Article 16** (*art. L. 321-15 du code de commerce - Sanctions pénales de l'organisation de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques illégales*) (p. 9076) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 52 de la commission. - **Article 18** (*art. L. 321-17 du code de commerce - Responsabilité civile des sociétés de ventes, des opérateurs et des experts*) (p. 9077, 9079) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 de la commission, n° 39 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 4 de la commission de la culture saisie pour avis et n° 28 de M. Yann Gaillard. - **Article 19** (*art. L. 321-18 du code de commerce - Conseil des ventes*) (p. 9081) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de la commission de la culture saisie pour avis et n° 31 de M. Yann Gaillard. - **Article 20** (*art. L. 321-19 du code de commerce - Organisation de la formation professionnelle*) (p. 9080) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 22** (*art. L. 321-21 du code de commerce - Composition du Conseil des ventes*) (p. 9082, 9083) : ses amendements n° 12 et 8 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 54 de la commission et n° 41 de M. Claude Domeizel. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 9084, 9085) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Colette Mélot n° 18 (obligation, pour les opérateurs commerciaux, d'informer le Conseil des ventes après chaque vente volontaire à titre occasionnel dans le délai d'un mois) et n° 19 (obligation, pour les prestataires de services commerciaux exerçant l'activité de ventes volontaires en France à titre occasionnel, de fournir la preuve de leur qualification professionnelle). - **Article 30** (*art. L. 321-32 du code de commerce - Interdiction d'achat et de vente pour l'expert ayant concouru à la vente publique*) (p. 9086) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de la commission. - **Article 31** (*art. L. 321-33 du code de commerce - Reconnaissance du code de déontologie des experts*) (p. 9087) : son amendement n° 9 ; retiré. - **Article 34 bis (Nouveau)** (*art. L. 321-36 du code de commerce - Coordination*) (p. 9087) : son amendement n° 10 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36** (p. 9088) : avis du

Gouvernement sur l'amendement n° 42 de M. Jean-Claude Peyronnet (précision). - **Article 41 (Nouveau)** (art. L. 322-3 à L. 322-10, L. 322-12, L. 322-13, L. 322-15, L. 524-10, L. 524-11, L. 524-14 et L. 663-1 du code de commerce - *Coordinations au sein du code de commerce*) (p. 9089, 9090) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de la commission. - **Article 42 (Nouveau)** (art. 29 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - *Activités de ventes volontaires des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 9090) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 57 de la commission. - **Article 45 (Nouveau)** (art. L. 131-1, L. 131-2, L. 131-11 et L. 131-12 à L. 131-35 nouveaux du code de commerce - *Statut des courtiers de marchandises assermentés*) (p. 9094) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 58 de la commission et n° 21 de Mme Colette Mélot. - **Article 46 (Nouveau)** (*Dispositions transitoires relatives aux courtiers de marchandises assermentés*) (p. 9095) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de Mme Colette Mélot. - **Article 47 (Nouveau)** (art. 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires - *Ressort d'activité des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 9096) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 de Mme Colette Mélot et n° 44 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel après l'article 47** (p. 9097) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de M. Jean-Claude Peyronnet (coordination). - **Article 49 (Nouveau)** (art. L. 123-1, L. 212-31 et L. 212-32 du code du patrimoine - *Coordinations au sein du code du patrimoine*) (p. 9097) : son amendement n° 11 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9099) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10682 ; 10684) : son intervention. (p. 10695, 10697) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 10698) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Charles Gautier n° 12 (modalités de désignation des tuteurs référents) et n° 13 (délai dans lequel une sanction éducative doit être prononcée). - **Article 1er A (Supprimé par la commission)** (art. 15-1 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Délai en matière d'exécution des sanctions éducatives prononcées par le tribunal pour enfants*) (p. 10699) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 1er** (art. 222-14-2 [nouveau] du code pénal - *Délit de participation à un groupement violent*) (p. 10702) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Charles Gautier, n° 35 de Mme Éliane Assassi, et n° 52 de M. Jacques Mézard. - **Article 2 bis** (art. 11-5, 11-6 et 11-7 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité - *Habilitation des agents de surveillance ou de gardiennage employés par les propriétaires, exploitants ou affectataires d'immeubles collectifs à usage d'habitation à porter une arme de sixième catégorie dans l'exercice de leurs missions*) (p. 10705, 10708) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Charles Gautier, n° 36 de Mme Éliane Assassi, et n° 16, 17, 18 et 19 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 222-12, 222-13, 311-4, 312-2, 322-3, 431-4 et 431-5 du code pénal - *Instauration d'une circonstance aggravante pour dissimulation volontaire de tout ou partie du visage afin d'échapper à toute identification*) (p. 10711) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de M. Charles Gautier, n° 37 de Mme Éliane Assassi, et n° 51 de M. Jacques Mézard. - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions - *Création d'une police d'agglomération*) (p. 10713) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de M. Charles Gautier, n° 38 de Mme Éliane Assassi et n° 54 de la commission. - **Article 4** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale - *Enregistrement audiovisuel des interventions de la police et de la gendarmerie*) (p. 10714, 10722) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5, 6, 7, 8 et 9 de M. Charles Gautier, n° 21, 22, 23, 24, 26 et 28 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 39

de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 bis** (art. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Raccordement des forces de l'ordre aux systèmes de vidéosurveillance des bailleurs*) (p. 10723, 10726) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de M. Charles Gautier, n° 40 de Mme Éliane Assassi, n° 53 de M. Jacques Mézard, et n° 29 et 30 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 10726) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nécessité d'une décision unanime de l'assemblée générale des copropriétaires pour transmettre les images des systèmes de vidéosurveillance). - **Article 4 ter** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - *Délit d'occupation abusive des halls d'immeubles*) (p. 10727, 10729) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 41 de Mme Éliane Assassi et n° 32 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 quater** (art. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - *Instauration d'une peine complémentaire de TIG pour occupation abusive de halls d'immeubles*) (p. 10729) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 sexies (Nouveau)** (art. 15-1 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Délai d'exécution des sanctions éducatives prononcées par le tribunal pour enfants*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 septies (Nouveau)** (art. L. 332-8 du code du sport - *Extension du délit d'introduction de fumigènes dans les enceintes sportives*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 octies (Nouveau)** (art. L. 332-16 et L. 332-18 du code du sport - *Renforcement du dispositif relatif aux interdictions administratives de stade*) (p. 10730) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de Mme Éliane Assassi. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-4, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 322-3 et 433-3 du code pénal - *Circonstance aggravante pour violences commises, en raison de leurs fonctions, sur les personnels des établissements d'enseignement scolaire ou sur leurs proches*) (p. 10731) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 46 de Mme Éliane Assassi, n° 11 de M. Charles Gautier, et n° 33 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 6** (art. 311-4, 312-2, 222-12 et 222-13 du code pénal - *Instauration d'une circonstance aggravante pour vols et extorsions commis dans les établissements d'enseignement scolaire ou à leur proximité immédiate*) (p. 10732) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 10733) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Charles Gautier (rôle de l'État en matière de sécurité des élèves et du personnel des établissements scolaires). - **Article 7** (art. 431-22, art. 431-23, art. 431-24, art. 431-25, art. 431-26, art. 431-27 et art. 431-28 [nouveaux] du code pénal - *Correctionnalisation de l'intrusion injustifiée dans un établissement d'enseignement scolaire*) (p. 10733) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de Mme Éliane Assassi. - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 398-1 et 837 du code de procédure pénale - *Coordination - Extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle*) (p. 10734) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de Mme Éliane Assassi. - **Article 8** (*Application de la présente proposition de loi dans les collectivités d'outre-mer*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de Mme Éliane Assassi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10735) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 2009) (p. 11551, 11556) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11557) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-17 de la commission.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12477, 12479) : son intervention. (p. 12487) : réponse aux orateurs. - **Article 2** (art. 515-3 du code civil - *Enregistrement du pacte*

civil de solidarité au domicile d'un des partenaires - Inopposabilité de l'ordre public local aux PACS enregistrés à l'étranger) (p. 12493) : parole sur l'article. - **Article 3** (art. additionnel après l'art. 515-7 du code civil -

Reconnaissance en France des partenariats conclus à l'étranger) : Parole sur l'article.

BODIN (Yannick)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration (ENA) le 21 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 110, 112) : soutient la motion n° 2 de M. David Assouline tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 260) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des

contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public) (p. 377, 379) : sur l'amendement n° 34 de la commission, favorable aux sous-amendements n° 446 et 453 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 394) : intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 48** (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à aménager les dispositifs de régulation de la diffusion cinématographique et à rénover les relations entre distributeurs et exploitants) (p. 508) : soutient les amendements n° 391 et 392 de M. David Assouline ; rejetés.

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 576) : défavorable aux conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1809, 1810) : soutient la motion n° 4 de M. Serge Lagache tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus) (p. 1819) : soutient l'amendement n° 14 de M. Serge Lagache ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1826) : soutient l'amendement n° 22 de M. Serge Lagache (prise en compte dans la loi de finances pour 2010 des crédits nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la première année des études de santé) ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (12 février 2009) - **Article 3** (Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution) (p. 1887, 1888) : sur l'amendement n° 4 de la commission, soutient les sous-amendements n° 202 et 203 de M. Bernard Frimat ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique) (p. 1976, 1977) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7** (Évaluation préalable au dépôt des projets de loi) (p. 2034, 2035) : parole sur l'article. (p. 2041) : sur l'amendement n° 10 de la commission, soutient le sous-amendement n° 193 de Mme Michèle André ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3165, 3166) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Article unique** (p. 3535, 3537) : soutient les amendements n° 1 et 2 de M. Claude Domeizel ; rejetés.

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4140, 4141) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6836) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (23 septembre 2009) - **Article 16 bis** (art. 215-1, 215-3, 222-36, 223-13, 225-13, 223-15-3, 313-7 et 433-17 du code pénal, L. 4161-5 et L. 4223-1 du code de la santé publique - Interdiction de l'exercice de l'activité de prestataire de

formation aux personnes condamnées pour abus frauduleux d'une personne en état de sujétion psychologique ou physique) (p. 7952) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de M. Nicolas About. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi*) (p. 7961) : soutient l'amendement n° 152 de M. Claude Jeannerot ; rejeté. - **Article 20** (*art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Régime du plan régional de développement des formations professionnelles*) (p. 7968) : soutient l'amendement n° 159 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8998, 9000) : son intervention. - **Article 4** (*Titre Ier bis du livre Ier du code du service national [nouveau] - Création du service civique*) (p. 9022) : son amendement n° 6 ; adopté. (p. 9026, 9027) : son amendement n° 12 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 9034) : intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (changement de la dénomination de "l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire" en "Agence du service civique et de l'éducation populaire"). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9036) : votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (9 novembre 2009) - **Article 17** (*art. L. 3 du code des postes et communications électroniques - Clarification rédactionnelle*) (p. 9901) : soutient l'amendement n° 348 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 18** (*art. L. 3-2 du code des postes et communications électroniques - Soumission du secteur postal à une même réglementation*

d'intérêt général) (p. 9904) : soutient l'amendement n° 409 de M. Michel Teston ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) (p. 11655, 11657) : son intervention.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11824) : intervient sur l'amendement n° II-91 de M. Jean-Claude Carle. (p. 11825) : intervient sur l'amendement n° II-126 de M. Gérard Longuet.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12751) : son amendement n° 10 : repli ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12770) : parole sur l'article. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010*) (p. 12797) : parole sur l'article.

BONNEFOY (Nicole)
sénateur (Charente)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1711, 1713) : sa motion n° 46 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12480, 12481) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12738, 12739) : soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Peyronnet (respect des principes de la parité dans la composition des conseils généraux) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12771, 12772) : parole sur l'article.

BORDIER (Pierre)
sénateur (Yonne)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

BORLOO (Jean-Louis)
ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (jusqu'au 23 juin 2009)
ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat (à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 931, 934) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 973) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 630 de M. Jacques Muller (inscription, en tête de ce texte, du principe de réduction de l'empreinte écologique ainsi que du renversement de la charge de la preuve en cas d'impacts potentiels ou avérés sur l'environnement). - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 983) : intervient sur l'amendement n° 518 de Mme Marie-Christine Blandin. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 245 de Mme Évelyne Didier, n° 696 de M. Michel Houel et n° 1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 2** (*Lutte contre le changement climatique*) (p. 1003, 1007) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 de la commission,

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 2** (*art. L. 241-1 du code rural - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession de vétérinaire*) (p. 1788) : votera contre l'amendement n° 1 de M. Charles Guéné.

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3169, 3170) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4411, 4412) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 20** (**Texte modifié par la commission**) (*Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale*) (p. 5539) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) - **Articles additionnels avant l'article 16** (**précédemment réservés**) (p. 5633) : son amendement n° 44 : prise en charge des interventions de secours à la personne pratiquées par les services départementaux d'incendie et de secours ; adopté.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6499) : intervient dans le cadre du débat interactif.

n° 145 de M. Charles Revet et n° 246 de Mme Évelyne Didier. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1007) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 613 de M. Xavier Pintat (autorisation d'implantation d'une installation soumise à sa conformité à l'engagement national de réduction des émissions de gaz à effet de serre). - **Article 3** (*Objectifs généraux du plan de rénovation des bâtiments*) (p. 1008) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de la commission. - **Article 4** (*Règles de performance énergétique des constructions neuves*) (p. 1013, 1015) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 635 de M. Jacques Muller, n° 627 de M. Raymond Vall et n° 615 de M. Alain Gournac. - **Article 5** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 1027, 1031) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 712, 171, 176 et 177 de M. Thierry Repentin, n° 694 de M. Jean Bizet.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1231, 1236) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 293 de M. Michel Teston, n° 128 de M. Rémy Pointereau et n° 292 de Mme Michèle André. - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1240, 1242) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 297 et 298 de M. Michel Teston, n° 301 de M. Thierry Repentin, n° 48 de la commission et n° 302 de M. Martial Bourquin. (p. 1255) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 300 de M. Thierry Repentin. - **Article 13 bis** (*Art. L. 642-3 du code du patrimoine - Allègement de la procédure d'autorisation spéciale pour les travaux effectués dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager*) (p. 1257) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 de la commission, n° 611 de M. Yves Dauge et n° 403 de M. Thierry Repentin. - **Article 15 bis** (*Art. 4 de la loi du 30 décembre 1982 précitée - Schéma national des infrastructures de transport tous modes*) (p. 1266) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 790 de M. Jacques Muller et n° 410 de Mme Jacqueline Alquier. -

Article 17 (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1273, 1274) : réponse aux orateurs. - **Article 17 bis** (*Concessions hydroélectriques*) (p. 1285) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 59 de la commission. - **Article 17 ter** (*Extension du bénéfice de l'obligation d'achat*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 60 de la commission. - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 1286, 1290) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 648 et 649 de M. Jacques Muller, n° 332 de Mme Odette Herviaux, n° 264 de Mme Évelyne Didier et n° 506 de M. Claude Biwer.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 24** (*Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau*) (p. 1370, 1371) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 137 de M. Charles Revet et n° 604 de M. Paul Raoult. - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 1381, 1383) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 218 et 219 de Mme Évelyne Didier, n° 655 de M. Jacques Muller, n° 187 de M. Jacques Mézard, n° 465 de M. Roland Courteau, n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 763 de M. Rémy Pointereau. Son amendement n° 817 ; retiré. (p. 1388) : intervient sur son amendement n° 817 précité.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 1528) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 771 de la commission (coordination) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 818 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 29** (*Le développement durable de la filière forêt-bois*) (p. 1529, 1533) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 236, 238, 237 et 235 de Mme Évelyne Didier, n° 428 de Mme Odette Herviaux, n° 76 et 805 de la commission et n° 662 de M. Jacques Muller. - **Article 30** (*Gestion durable de la mer et du littoral*) (p. 1534, 1539) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 703, 704, 706 et 705 de Mme Odette Herviaux, n° 453, 454 et 455 de M. Serge Larcher et n° 475, 707 et 478 de M. Roland Courteau. - **Article 31** (*Liens entre environnement et santé*) (p. 1541) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 558 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 255 de Mme Évelyne Didier. - **Article 32** (*Deuxième plan national santé environnement*) (p. 1543, 1551) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 259 et 250 de Mme Évelyne Didier, n° 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 709, 567, 569, 570 et 571 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 456 de M. Serge Larcher, n° 688 de la commission et n° 708 de M. François Rebsamen. - **Article 33** (*Encadrement de l'emploi des substances chimiques préoccupantes*) (p. 1552, 1553) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 572, 573 et 574 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 34** (*Réduction de l'exposition aux substances préoccupantes en milieu professionnel*) (p. 1554, 1559) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 664 et 665 de M. Jacques Muller, n° 575, 576, 577, 578 et 579 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 252 de Mme Évelyne Didier et n° 77 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 821 et 822 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 35** (*Lutte contre la pollution de l'air intérieur et extérieur*) (p. 1560) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 580 de Mme Marie-Christine Blandin.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 42** (*Contribution de l'Etat au développement durable*) (p. 1606,

1609) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 93 et 94 de la commission, n° 458 de M. Serge Larcher, n° 265 de Mme Évelyne Didier, n° 670 de M. Jacques Muller, n° 360 de M. Dominique Braye, n° 493 de M. Daniel Soulage et n° 439 de M. Didier Guillaume. - **Article 43** (*Nouvelles formes de gouvernance*) (p. 1609, 1610) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 675 et 671 de M. Jacques Muller et n° 441 de M. Roland Courteau. - **Article 43 bis** (*Critères de représentativité des associations*) (p. 1611) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 96 de la commission. - **Article 44** (*Collectivités territoriales et développement durable*) (p. 1613, 1615) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 445 de Mme Jacqueline Alquier, n° 609 et 610 de M. Michel Sergent, n° 711 de M. Didier Guillaume et n° 444 de Mme Bernadette Bourzai. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 1615) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 722 de Mme Gérita Hoarau (rôle des chambres d'agriculture en matière de préservation et de valorisation des ressources naturelles). - **Article 45** (*Informations et enquêtes publiques en matière environnementale*) (p. 1616, 1621) : position de la commission sur les amendements n° 672 et 673 de M. Jacques Muller, n° 267 de Mme Évelyne Didier, n° 592, 591, 593, 594 et 595 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 772, 497, 498 et 499 de M. Claude Biwer et n° 448 et 447 de Mme Odette Herviaux. - **Article additionnel après l'article 45** (p. 1621) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 449 de Mme Odette Herviaux (création d'un dispositif d'alerte permettant aux associations de porter à la connaissance de l'administration une présomption de dommage environnemental). - **Article 46** (*Entreprises et développement durable*) (p. 1623, 1624) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 269 et 268 de Mme Évelyne Didier, n° 596 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 100, 101 et 102 de la commission. - **Article 47** (*Information, consommation et développement durable*) (p. 1624, 1625) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 103 et 105 de la commission.

- **Suite de la discussion** (10 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble et adoption d'un projet de loi** (p. 1664) : son intervention.

- **Lecture d'une déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère** - (17 mars 2009) (p. 3054, 3060) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6534, 6536) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7465) : son intervention. (p. 7502) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8479) : son intervention.

BOROTRA (Didier)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)]

(18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

BORVO COHEN-SEAT (Nicole)
sénateur (Paris)
CRC-SPG

Présidente du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et des Sénateurs du Parti de Gauche.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France** [n° 144 (2008-2009)] - (8 janvier 2009) - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 117) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jack Ralite.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** [n° 145 (2008-2009)] - (13 janvier 2009) - **Article 8** (*art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 254, 255) : favorable aux amendements n° 130 de M. Jack Ralite, n° 260 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 332 de M. David Assouline.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 20** (*art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision*) (p. 426) : soutient l'amendement n° 154 de M. Jack Ralite ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 464) : soutient l'amendement n° 161 de M. Jack Ralite (évaluation de l'utilisation du produit de la taxe sur la publicité et de la taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques) ; rejeté. (p. 466) : intervient sur l'amendement n° 222 de M. Hervé Maurey (institution d'une taxe sur les ventes et locations de télévisions). - **Article 26** (*art. 14-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Autorisation et réglementation du placement de produit*) (p. 476) : intervient sur les amendements n° 165 de M. Jack Ralite, n° 280 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 380 de M. David Assouline. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 543, 544) : le groupe CRC-SPG votera contre les deux projets de loi.

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire** [n° 147 (2008-2009)] - (20 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 579) : favorable aux conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées** [n° 31 (2008-2009)] - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 590, 592) : défavorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1689, 1691) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées** [n° 31 (2008-2009)] - (11 février 2009) - **Article 4** (*art. 39, 40 et 51 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant*

réforme des procédures civiles d'exécution, art. 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire - Accès des huissiers de justice aux informations nécessaires à l'exécution d'un titre exécutoire) (p. 1755) : son amendement n° 28 ; rejeté. - **Article 23** (*art. 31-1 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé - Sociétés de participations financières de professions libérales*) (p. 1760) : son amendement n° 29 ; rejeté. - **Article 31** (*Convention de procédure participative*) (p. 1763, 1764) : son amendement n° 30 ; rejeté. (p. 1766) : intervient sur son amendement n° 30 précité. - **Article 32** (*Conseil en propriété industrielle*) (p. 1768) : son amendement n° 31 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1775, 1776) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] - (12 février 2009) - **Article additionnel avant le chapitre Ier** (p. 1856, 1858) : son amendement n° 70 : instauration d'un dispositif référendaire partagé ; rejeté. - **Article 1er** (*Dépôt des propositions de résolution*) (p. 1859, 1873) : parole sur l'article. Son amendement n° 71 ; rejeté. Favorable au sous-amendement n° 198 portant sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 2** (*Transmission de la proposition de résolution au Premier ministre*) (p. 1875, 1883) : ses amendements n° 72 et 73 ; rejetés. Favorable à l'amendement n° 147 de M. Bernard Frimat. Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Bernard Frimat. - **Article 3** (*Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution*) (p. 1886, 1890) : ses amendements n° 75 et 76 ; rejetés ; n° 81 ; devenu sans objet. - **Article 3 bis** (*Information du Premier ministre sur une demande d'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution*) (p. 1894, 1896) : ses amendements n° 82 et 83 ; rejetés. - **Article 4** (*Conditions d'inscription à l'ordre du jour*) (p. 1896, 1900) : ses amendements n° 84, 85, 87 et 86 ; rejetés ; et n° 88 ; adopté. - **Article 5** (*Rectification des propositions de résolution*) (p. 1909) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1912, 1913) : son amendement n° 92 : valeur contraignante des résolutions adoptées par une assemblée ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1967, 1968) : parole sur l'article. (p. 1991, 1992) : son amendement n° 121 ; rejeté. (p. 1995) : intervient sur son amendement n° 121 précité. (p. 2003, 2005) : ses amendements n° 127, 125 et 124 ; rejetés. (p. 2011) : intervient sur l'amendement n° 187 de M. Bernard Frimat. (p. 2012) : intervient sur ses amendements n° 124, 125 et 127 précités, ainsi que sur les n° 122 et 123 soutenus par Mme Josiane Mathon-Poinat, et n° 126 et 128 soutenus par Mme Eliane Assasi. - **Article 13 bis (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2014) : intervient sur l'amendement n° 190 de M. Bernard Frimat. - **Article 13 ter (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2017) : son amendement n° 130 ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (18 février 2009) (p. 2031, 2032) : article 36 du règlement du Sénat. Organisation de la session extraordinaire de juillet 2009.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] (*suite*) - (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2052) : intervient sur les amendements n° 163, 164 et 165 de M. Bernard Frimat, n° 26 de M. Michel Mercier, n° 34, 35 et 36 de M. Michel Charasse, n° 95, 96, 97 et 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 10 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 193 de Mme Michèle André, n° 206, 207, 208, 209 et 210 de M. Bernard Frimat, n° 211 et 212 de M. Alain Vasselle, n° 213 et 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 43 et 44 de M. Yves Détraigne et n° 61, 62 et 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2056) : ses amendements n° 99 : caractère public des avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi ; et n° 100 : possibilité pour les présidents

de groupes politiques parlementaires de solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi inscrites à l'ordre du jour d'une Assemblée ; rejetés. - **Article 11** (*Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions*) (p. 2071) : son amendement n° 111 ; adopté. (p. 2079) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 20 de la commission. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2082) : son amendement n° 115 : délai de deux semaines entre la remise du rapport établi par la commission principalement saisie, et la discussion du texte en séance publique ; rejeté. - **Article 11 bis** (*Evaluation préalable des amendements du Gouvernement*) (p. 2083) : son amendement n° 116 ; devenu sans objet. - **Article 12** (*Procédure d'examen simplifiée*) (p. 2085) : son amendement n° 118 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 2087) : ses amendements n° 132 : réunion de la conférence des présidents pour se prononcer sur la mise en œuvre de la procédure accélérée prévue par l'article 45 de la Constitution ; et n° 133 : réunion de la conférence des présidents pour se prononcer sur la mise en œuvre de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution par le Gouvernement ; rejetés. - **Article 14** (*Entrée en vigueur*) (p. 2088) : ses amendements n° 135 et 136 ; devenus sans objet. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2089) : ses amendements n° 137 : suppression du siège de sénateur de Saint-Barthélemy ; et n° 138 : suppression du siège de sénateur de Saint-Martin ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2091, 2092) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Organisation du travail parlementaire** (p. 2259) : son intervention. (p. 2263, 2264) : suite de son intervention. - **Discussion générale** (p. 2278, 2281) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2301) : favorable à l'amendement n° 66 de M. Alain Anziani (maintien des droits des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement ou placées en détention provisoire). (p. 2305) : intervient sur son amendement n° 214 : abrogation de la loi n° 2008-174 du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental. - **Article 1er A** (*Régime d'exécution de la peine de privation de liberté*) (p. 2306) : ses amendements n° 215 et 216 ; rejetés. - **Article 1er** (*Missions du service public pénitentiaire*) (p. 2311, 2312) : son amendement n° 217 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 2 quinquies** (*Participation des collectivités territoriales et des associations aux instances d'évaluation et de suivi en matière pénitentiaire*) (p. 2330, 2331) : son amendement n° 219 ; rejeté. - **Article 4** (*Code de déontologie et prestation de serment*) (p. 2336, 2340) : s'abstient sur les amendements n° 6 et 7 de Mme Alima Boumediene-Thiery. Intervient sur les amendements n° 77 et 78 de M. Alain Anziani. - **Article 4 quater** (*Droits des personnels déconcentrés de l'administration pénitentiaire*) (p. 2347, 2348) : intervient sur l'amendement n° 288 du Gouvernement. - **Article 6** (*Création d'une réserve civile pénitentiaire constituée de volontaires retraités*) (p. 2352) : défavorable à l'article 6. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2353) : le groupe CRC-SPG ne votera pas l'amendement n° 57 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2356, 2358) : parole sur l'article. Son amendement n° 226 ; rejeté. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'article. - **Article 10 bis** (*Information du détenu sur ses droits et ses devoirs*) (p. 2363, 2370) : modalités d'application de l'article 40. Souhaite voir lever l'application de la procédure d'urgence sur ce texte. - **Article 11** (*Liberté de communication des détenus avec leurs avocats*) (p. 2376) : intervient sur les amendements identiques n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 98 de M. Alain Anziani. - **Article 11 ter** (*Obligation d'activité*) (p. 2381) : intervient sur l'amendement n° 100 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 2392) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 190 (indexation de la rémunération des détenus employés en prison sur le SMIC).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article 14** (*Acte d'engagement - Insertion par l'activité économique*) (p. 2421, 2427) : son amendement n° 229 ; rejeté. - **Article 19 bis**

(*Obligation de garantir La sécurité de la personne détenue*) (p. 2450) : intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2465) : favorable à l'amendement n° 193 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 20** (*Prise en charge des soins par le service public hospitalier - Restriction des informations susceptibles d'être communiquées aux proches*) (p. 2467) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2475) : intervient sur l'amendement n° 125 de M. Alain Anziani (conditions de détention des personnes souffrant de maladie mentale). - **Article additionnel avant l'article 24** (p. 2490, 2491) : favorable à l'amendement n° 204 de M. Jean-Pierre Sueur (mise en place d'un plan d'équipement en moyens de détection électronique). - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2499, 2500) : favorable aux amendements n° 44 et 45 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Division et articles additionnels après l'article 27** (p. 2513) : intervient sur ses amendements, présentés par Mme Eliane Assassi, n° 238 : insertion d'une division additionnelle relative aux détenus étrangers, n° 239 : garantie de l'accès effectif des détenus étrangers à leurs droits, n° 240 : possibilité pour les détenus étrangers d'effectuer une demande de titre de séjour et d'asile politique durant leur incarcération, n° 241 : possibilité pour les détenus d'élire domicile auprès de l'établissement pénitentiaire, n° 242 : suivi spécifique des détenus étrangers mineurs. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 2514) : son amendement n° 243 : renforcement de la protection du secret médical ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2526) : son amendement n° 244 : atténuation systématique de peine et régime de sanction privilégiant l'orientation vers le circuit sanitaire pour les détenus atteints de troubles mentaux ; rejeté. (p. 2531) : favorable à l'amendement n° 149 de M. Alain Anziani (suppression des peines planchers d'un an à quatre ans pour les délits commis en état de récidive). - **Article additionnel après l'article 32** (p. 2534, 2535) : ne votera pas l'amendement de la commission saisie pour avis n° 207 (interdiction d'incarcérer un détenu dans un établissement ayant un taux d'occupation supérieur de 20 % à ses capacités). Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet amendement. - **Article 33** (*art. 132-25, 132-26, 132-26-1 et 132-27 du code pénal - Extension des possibilités d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement correctionnel*) (p. 2537) : favorable à l'amendement n° 151 de M. Alain Anziani. Son amendement n° 247 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2540, 2541) : ses amendements n° 250 : restriction des possibilités de placement en détention provisoire ; n° 251 : réduction de la durée maximale de la détention provisoire en matière correctionnelle ; n° 252 : réduction de la durée maximale de la détention provisoire en matière criminelle ; n° 245 : abrogation du référendé ; et n° 253 : abrogation de l'obligation de décerner un mandat de dépôt en cas de récidive ; rejetés. - **Article 43** (*art. 712-22 et 712-23 du code de procédure pénale - Relèvement d'une interdiction professionnelle et dispense d'inscription d'une condamnation au bulletin n° 2 du casier judiciaire*) (p. 2546) : son amendement n° 255 ; adopté. - **Article 44** (*art. 720-1 et 720-1-1 du code de procédure pénale - Suspension et fractionnement des peines en cours d'exécution*) (p. 2546, 2547) : ses amendements n° 256 et 257 ; rejetés. - **Article 46** (*art. 723, 723-1 et 723-7 du code de procédure pénale - Octroi par le juge de l'application des peines de la semi-liberté, du placement à l'extérieur et du placement sous surveillance électronique*) (p. 2548, 2549) : ses amendements n° 258 et 259 ; rejetés. - **Article 47** (*art. 729 du code de procédure pénale - Octroi de la libération conditionnelle*) (p. 2550, 2552) : son amendement n° 260 ; rejeté. (p. 2553, 2554) : ses amendements n° 261, 262 et 263 ; rejetés. - **Article 49** (*art. 715-1 nouveau et 716 du code de procédure pénale - Possibilité d'un encellulement individuel ou collectif pour les prévenus*) (p. 2564, 2565) : son amendement n° 266 ; rejeté. - **Article 50** (*art. 717 du code de procédure pénale - Assouplissement des conditions de maintien d'un condamné en maison d'arrêt*) (p. 2567, 2568) : son amendement n° 267 ; rejeté. - **Article 51** (*art. 71- 1 du code de procédure pénale - Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention*) (p. 2576, 2577) : intervient sur l'amendement n° 296

de la commission. - **Article 52** (art. 712-2 du code de procédure pénale - Assouplissement du principe de l'encellulement individuel pour les condamnés) (p. 2579) : son amendement n° 269 ; rejeté. - **Article 53** (art. 726 du code de procédure pénale - Régime disciplinaire) (p. 2583, 2584) : intervient sur ses amendements n° 270 et 271. - **Article 55** (art. 471, 474, 702-1, 710, 712-4, 733-1, 747-2 et 775-1 du code de procédure pénale - Exécution par provision de la peine de jours-amende et des mesures d'aménagement de peine - Coordinations - Décisions à juge unique - Substitution d'une peine de jours-amende au travail d'intérêt général) (p. 2588) : son amendement n° 272 ; retiré. - **Division et articles additionnels après l'article 57** (p. 2589) : son amendement n° 273 : insertion d'une division additionnelle portant dispositions modifiant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; rejeté. - **Article 59** (Moratoire de cinq ans pour l'application des dispositions relatives à l'encellulement individuel des détenus) (p. 2593, 2594) : son amendement n° 278 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2597, 2598) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3139) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3254, 3255) : intervient sur les amendements similaires n° 86 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité, pour les salariés, de bénéficier d'un congé de quatre jours pour événement familial en cas d'enregistrement d'un pacte civil de solidarité).

- **Rappel au règlement** - (25 mars 2009) (p. 3336) : demande une minute de silence à la mémoire de M. Philippe Widdershoven, délégué syndical de l'usine Deshoulières SA.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Article 13** (art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 *decies EA* du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924) (p. 3840) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3868) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4137, 4138) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Article 7** (art. L. 213-10 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Examen d'une demande d'asile à la frontière) (p. 4208, 4209) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Eliane Assassi ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Rappel au règlement** (p. 4354, 4355) : organisation des travaux du Sénat et droits du Parlement.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé) (p. 4716) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 1192 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - Nomination et gestion des personnels de direction) (p. 4738) :

défavorable à l'amendement n° 1184 du Gouvernement. - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 4764) : parole sur l'article. (p. 4768) : soutient l'amendement n° 446 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 5346, 5350) : soutient les amendements de M. François Autain n° 565 ; adopté ; n° 566 ; devenu sans objet ; et n° 484 et 487 ; retirés. - **Article 16 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 161-36-1 et L. 161-36-3-2 du code de la sécurité sociale - Expérimentation du dossier médical sur clé USB pour les patients atteints d'affections de longue durée) (p. 5353, 5354) : soutient l'amendement n° 486 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 17 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4011-1 à L. 4011-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Coopération entre les professionnels de santé) (p. 5361) : soutient l'amendement n° 490 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5364, 5370) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 491 de M. François Autain ; rejeté.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5391, 5392) : son intervention. - **Article 1er** (art. 3 du Règlement - Composition du Bureau du Sénat) (p. 5400) : intervient sur l'amendement n° 17 de M. Michel Charasse. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 5401) : son amendement n° 42 : mise à disposition d'une salle de réunion pour chaque groupe politique ; retiré. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 bis et 6 bis nouveaux du Règlement - Droits des groupes d'opposition et des groupes minoritaires) (p. 5403) : intervient sur son amendement n° 43. - **Article 4** (art. 7, 16, 18 et 22 du Règlement du Sénat - Changement de dénomination de certaines commissions permanentes) (p. 5406) : intervient sur son amendement n° 44. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5411) : favorable à l'amendement n° 40 de M. Yvon Collin (présence aux réunions des commissions d'un membre du secrétariat de chaque groupe politique). - **Article 9** (art. 18 et 42 du Règlement - Participation du Gouvernement aux travaux des commissions et dénomination du Conseil économique, social et environnemental) (p. 5412) : ses amendements n° 45 et 46 ; rejetés. (p. 5413) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Article 14** (chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - Examen des projets et propositions de loi) (p. 5428) : son amendement n° 52 ; rejeté. - **Article 16** (Organisation de l'ordre du jour - art. 29 bis du Règlement) (p. 5431) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Hugues Portelli. Son amendement n° 54 ; rejeté. - **Article 19** (art. 38 du Règlement - Organisation du débat ou, le cas échéant, de la clôture) (p. 5434) : ses amendements n° 56 et 57 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 5435, 5436) : ses amendements n° 58 : nécessité de placer le débat sur l'exception d'irrecevabilité avant la discussion générale ; et n° 59 : nécessité de placer le débat sur la question préalable avant la discussion générale ; rejetés. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. 49 du Règlement - Discussion commune) (p. 5441) : son amendement n° 63 ; rejeté. - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. 49 du Règlement - Temps de présentation des amendements) (p. 5441) : son amendement n° 64 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 5442) : son amendement n° 65 : modalités de vérification du quorum ; rejeté. - **Article 25 bis et articles additionnels après l'article 25 bis** (art. 59 du Règlement - Extension de la liste des scrutins publics de droit) (p. 5447) : son amendement n° 66 ; rejeté. - **Article 26** (art. 69 ter nouveau et 71 du Règlement - Convocation conjointe d'une commission mixte paritaire pour une proposition de loi) (p. 5448) : ses amendements n° 67 et 68 ; rejetés. - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 ter nouveau du

Règlement - *Questions du mardi après-midi* (p. 5451) : parole sur l'article. - **Article 32** (nouveau chap. XVIII bis, art. 103 et 103 bis nouveau du Règlement - Budget et comptes du Sénat) (p. 5453) : son amendement n° 73 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5458) : votera contre cette proposition de loi.

- **Conférence des présidents** - (2 juin 2009) (p. 5464) : votera contre la proposition de la conférence des présidents.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le code de justice administrative [n° 426 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5466, 5467) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5471) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6491, 6492) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6510, 6511) : son intervention. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte. - **Article 1er** (art. 222-22-1 [nouveau], paragraphes 3, 4 et 5 [nouveau] de la section 3 du chapitre II du titre II du livre II, art. 222-31-1 et 222-31-2 [nouveaux], art. 227-27-2 et 227-27-3 [nouveaux] et art. 227-28-2 du code pénal - Inscription de la notion d'inceste dans le code pénal et précision de la notion de contrainte) (p. 6519) : défavorable à l'amendement n° 9 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6818, 6820) : sa motion n° 18 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (16 juillet 2009) - **Article 12** (*Perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale*) (p. 7098) : son amendement n° 121 ; rejeté. - **Article 13** (*Champ de l'incrimination d'atteinte au secret de la défense nationale*) (p. 7104) : son amendement n° 120 ; rejeté. - **Article 14** (*Compétences de la commission consultative du secret de la défense nationale en cas de perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale*) (p. 7105) : son amendement n° 119 ; rejeté.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7232, 7234) : sa motion n° 120 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 3132-27 du code du travail - *Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire*) (p. 7243) : intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7303, 7314) : soutient l'amendement n° 98 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 7347) : favorable à l'amendement n° 114 de Mme Annie David. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7358, 7359) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi pénitentiaire** - *Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]* - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8516, 8517) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8563, 8564) : son intervention. - **Article 1er** (art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - *Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité*) (p. 8580) : votera l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8590) : intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Sueur (procédure de révision des décisions pénales rendues sur le fondement de textes abrogés par le Conseil constitutionnel). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8592) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8697, 8699) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article 3** (art. 5-1 et 5-2 nouveaux de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Modalités de désignation de l'avocat et des six personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 8716) : son amendement n° 2 ; rejeté. - **Article 4** (art. 6 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Autorisation pour l'avocat membre du Conseil supérieur de la magistrature de continuer à exercer sa profession*) (p. 8719) : son amendement n° 3 ; rejeté. - **Article 10** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 16 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Extension de la procédure d'avis aux nominations des procureurs généraux*) (p. 8725) : favorable à l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 11** (art. 18 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Commission des requêtes chargée du filtrage des plaintes des justiciables*) (p. 8727) : son amendement n° 5 ; rejeté. - **Article 11 bis** (**Nouveau**) (art. 18-1 nouveau de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Procédure tendant à garantir la composition paritaire des formations du Conseil supérieur siégeant en matière disciplinaire*) (p. 8729) : défavorable à l'amendement n° 28 du Gouvernement. - **Article 15** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 45 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Sanctions disciplinaires*) (p. 8733, 8734) : son amendement n° 6 ; adopté. - **Article 18** (art. 50-3 nouveau et 63 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Saisine disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature par tout justiciable*) (p. 8737, 8738) : son amendement n° 7 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8743, 8744) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (27 octobre 2009) (p. 8962, 8963) : organisation des travaux du Sénat.

- **Questions cribles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8984) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports** - *Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]* - (2 novembre 2009) - **Article 2 bis A** (**Nouveau**) (*Dispositions relatives au STIF*) (p. 9216) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9235) : sa réponse à l'intervention de M. Christian Estrosi.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9297) : demande l'inscription dans la Constitution du caractère de service public national de La Poste.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9364, 9367) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9382) : votera cette motion. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9392) : favorable à l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel). - **Rappel au règlement** (p. 9407) : recours excessif au scrutin public.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9427, 9428) : le groupe CRC-SPG ne votera pas la proposition de la conférence des présidents.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9468) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston. (p. 9505, 9506) : intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9511) : intervient sur les amendements n° 579 de M. Bruno Retailleau et n° 580 de M. François Fortassin.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9571) : le groupe CRC-SPG votera les amendements n° 38 de M. Jean-Claude Danglot, n° 378, 379, 380 et 542 de M. Michel Teston, ainsi que l'amendement n° 278 de M. Jean Desessard. (p. 9618) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 2 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9624) : intervient sur l'amendement n° 546 de M. Michel Teston (fonctionnement du Fonds postal national péréquation territoriale).

- **Rappel au règlement** - (6 novembre 2009) (p. 9625) : organisation des travaux.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (6 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9629) : favorable à l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9662) : favorable à l'amendement n° 474 de M. Michel Teston. (p. 9665, 9671) : favorable aux amendements n° 285 de M. Jean Desessard et n° 324 de M. Daniel Raoul. (p. 9682) : intervient sur le sous-amendement n° 628 de M. Didier Guillaume, portant sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9775) : parole sur l'article. (p. 9789) : intervient sur l'amendement n° 325 de Mme Colette Giudicelli. (p. 9791) : intervient sur l'article. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9806) : intervient sur l'article. - **Article 11** (art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Dispositions transitoires) (p. 9813) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9879) : intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Teston. - **Article 17** (art. L. 3 du code des postes et communications électroniques - Clarification rédactionnelle) (p. 9900) : soutient l'amendement n° 124 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Seconde délibération** - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et

autres activités) (p. 9939, 9940) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 10904).

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (26 novembre 2009) (p. 11512, 11513) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission.

Direction de l'action du Gouvernement

- (26 novembre 2009) (p. 11518) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission.

Justice

- (27 novembre 2009) (p. 11543, 11544) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11560) : intervient sur l'amendement n° II-17 de la commission.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12471, 12475) : son intervention. - **Article 1er** (art. 515-3 et 515-7 du code civil - Enregistrement en mairie du pacte civil de solidarité) (p. 12491) : parole sur l'article.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Question préalable** (p. 12637, 12639) : sa motion n° 4 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12695) : difficulté de la majorité à assurer une présence suffisante de ses membres en séance.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12705, 12707) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12727, 12728) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12743) : favorable à l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département). (p. 12751, 12755) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 21 et 22 : consultation nationale des conseils généraux et régionaux sur la réduction de la durée de mandat des conseillers ; et n° 25 : rapport annuel au Parlement sur le droit de vote d'éligibilité des étrangers dans l'Union européenne ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12779) : parole sur l'article. (p. 12781, 12782) : intervient sur les amendements n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 47 de M. Yvon Collin. (p. 12785) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010*) (p. 12798) : parole sur l'article. (p. 12800) : ses amendements n° 31 et 32 ; rejetés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 8 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 12876) : parole sur l'article.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 142 (2009-2010)]** -

(21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 143 (2009-2010)** (p. 13178, 13179) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi organique ainsi que contre le projet de loi ordinaire relatifs à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 142 (2009-2010).** - (21 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13193, 13194) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Question préalable** (p. 13216, 13217) : le groupe CRC-SPG

votera la motion n° 18 de M. Jean-Pierre Michel tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 13263, 13264) : intervient sur les amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 20 (remise, avant le 1er juin 2010, d'un rapport gouvernemental sur l'utilité pour les justiciables et le coût pour l'Etat de l'augmentation de l'aide juridictionnelle) et n° 22 (rédaction, pendant cinq ans, d'un rapport gouvernemental annuel sur la situation des avoués et des salariés concernant leur reconversion).

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 661, 662) : son intervention. Défavorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 762) : son amendement n° 52 : compensation à certaines communes de pertes de recettes provenant de la taxe professionnelle de France Télécom ; retiré.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).** - (22 janvier 2009) - **Article 1er (Dérogation temporaire aux règles de construction en limite séparative prévues par les plans**

locaux d'urbanisme) (p. 809, 811) : son amendement n° 29 ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité) (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique)** (p. 1999) : soutient l'amendement n° 184 de M. Bernard Frimat ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (19 mai 2009) (p. 4836, 4837) : mobilisation des producteurs laitiers dans toute la France.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (25 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 5001) : soutient l'amendement n° 1069 de M. Jacky Le Menn ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5053, 5063) : ses amendements n° 1098 et 1099 ; rejetés.

- **Débat sur la crise de la filière laitière** - (25 juin 2009) (p. 6362, 6363) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Article additionnel après l'article 1er D** (p. 7156, 7157) : soutient l'amendement n° 31 de M. Michel Teston (rapport au Parlement sur le soutien financier pouvant être apporté aux foyers n'ayant pas accès au très haut débit) ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Article 58** (art. L. 2224-5, L. 2224-7-1 et L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 213-10-9 et L. 213-14-1 du code de l'environnement - Inventaire des réseaux de distribution d'eau des collectivités et incitation à la réduction des fuites en réseaux) (p. 8249) : intervient sur les amendements identiques n° 402 de Mme Évelyne Didier, n° 597 de M. Charles Revet et n° 806 de M. Paul Raoult. - **Article 61 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41 et 43 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Conseil national de la mer et du littoral) (p. 8267) : soutient l'amendement n° 813 de Mme Odette Herviaux ; adopté après modification par le sous-amendement n° 897 de M. Patrice Gélard.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9317, 9320) : soutient l'amendement n° 362 de M. Michel Teston (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évolution globale de l'emploi ainsi que sur les conditions de travail dans le secteur postal) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9416, 9417) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9475, 9476) : soutient l'amendement n° 449 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9482) : intervient sur l'amendement n° 449 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire) (p. 9716) : intervient sur l'amendement n° 490 de M. Michel Teston. - **Article 5** (art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Composition du conseil d'administration) (p. 9731) : soutient l'amendement n° 494 de M. Michel Teston ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9757, 9758) : soutient l'amendement n° 412 de M. Michel Teston ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9773) : soutient l'amendement n° 375 de M. Michel Teston (obligation pour La Poste de présenter un bilan annuel des promotions des fonctionnaires "reclassés sans reclassification") ; adopté. (p. 9774) : soutient l'amendement n° 376 de M. Michel Teston (rapport du Parlement sur la situation et la carrière des personnels reclassés de La Poste) ; rejeté. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9800) : soutient l'amendement n° 394 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

BOULAUD (Didier)
sénateur (Nièvre)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Vice-président de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux le 26 novembre 2009.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Kosovo : quelle présence internationale après l'indépendance ? [n° 174 (2008-2009)] (20 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les opérations extérieures sous le contrôle du Parlement [n° 178 (2008-2009)] (23 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11961, 11962) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11968, 11969) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Réduction du mandat des conseillers généraux)** (p. 12775, 12776) : parole sur l'article.

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 353 (2008-2009)] autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part [n° 374 (2008-2009)] (29 avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 348 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 382 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 315 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 494 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Afghanistan : quelle stratégie pour réussir ? (Mission en Inde, Afghanistan, Pakistan du 22 septembre au 1er octobre 2009) [n° 92 (2009-2010)] (5 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Avi, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Défense - Environnement et soutien de la politique de défense [n° 102 tome 4 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (11 mars 2009) (p. 2774, 2775) : réclame l'intervention du Président du Sénat auprès du Premier ministre afin que ce dernier demande à la Haute assemblée l'approbation d'une déclaration de politique générale relative au retour de la France dans le commandement intégré militaire de l'OTAN en vertu de l'article 49, alinéa 4 de la Constitution.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense** [n° 514 (2008-2009)] - (15 juillet 2009) - **Question préalable** (p. 6936, 6939) : sa motion tendant à poser la question préalable, n° 42 ; rejetée. - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 6960, 6961) : ses amendements n° 94 et 92 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) (p. 6997) : son amendement n° 97 ; rejeté. (p. 7023) : son amendement n° 101 ; rejeté. (p. 7071, 7073) : ses amendements n° 103 et 104 ; rejetés ; et n° 105 ; retiré. - **Article 4** (*Évolution du plafond d'emplois de la mission Défense*) (p. 7075) : son amendement n° 82 ; rejeté. - **Article 5** (*Adaptation des dispositions du code de la défense relatives à l'organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale*) (p. 7080) : intervient sur son amendement n° 83, présenté par M. Bernard Piras. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7110, 7111) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République**

française et le gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire [n° 10 (2009-2010)] - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8689, 8691) : son intervention. Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

BOUMEDIENE-THIERY (Alima)
sénateur (Paris)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements éventuels dans le système hospitalier ayant conduit aux décès inexplicables de plusieurs patients à la fin de l'année 2008 et au début de l'année 2009 [n° 179 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les méthodes mises en œuvre par Areva ou ses filiales pour exploiter du minerai d'uranium hors de nos frontières [n° 298 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Énergie.**

Défense

- (30 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées – Environnement et soutien de la politique de défense (p. 11717, 11718) : son intervention. (p. 11726, 11729) : son intervention.

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion du service public des forces de l'ordre dans le cadre du Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord les 2, 3 et 4 avril 2009 [n° 322 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la réglementation de l'implantation des antennes-relais de téléphonie mobile et à la réduction de l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques [n° 360 (2008-2009)] (17 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 349, 351) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1696, 1697) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1783, 1784) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (12 février 2009) - **Article 1er (Dépôt des propositions de résolution)** (p. 1866) : sur l'amendement n° 2 de la commission, son sous-amendement n° 47. - **Article 2 (Transmission de la proposition de résolution au Premier ministre)** (p. 1877, 1881) : son amendement n° 48 ; rejeté. Son sous-amendement n° 57 portant sur l'amendement n° 3 de la commission ; retiré. - **Article 3 (Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution)** (p. 1887, 1888) : sur l'amendement n° 4 de la commission, ses sous-amendements n° 59 et 58 ; rejetés. - **Article 3 bis (Information du Premier ministre sur une demande d'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution)** (p. 1895) : son amendement n° 49 ; retiré. - **Article 5 (Rectification des propositions de résolution)** (p. 1907) : ses amendements n° 60 ; adopté ; n° 50 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité) (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique)** (p. 1979, 1980) : parole sur l'article. (p. 1991) : son amendement n° 53 ; rejeté. - **Article 13 bis (priorité) (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique)** (p. 2015) : son amendement n° 52 ; rejeté. - **Article 13 ter (priorité) (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique)** (p. 2019) : ses amendements n° 54 et 55 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 13 ter (priorité)** (p. 2019, 2020) : son amendement n° 56 : exclusion des rappels au règlement du champ de la procédure du crédit-temps ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7 (Évaluation préalable au dépôt des projets de loi)** (p. 2039, 2040) : sur l'amendement n° 10 de la commission, son sous-amendement n° 65 ; rejeté. (p. 2042) : sur l'amendement n° 10 de la commission, ses sous-amendements n° 61 et 62 ; rejetés. - **Article 10 (Catégories de projets de loi échappant à l'obligation d'évaluation préalable ou soumis à des obligations de présentation spécifiques)** (p. 2061, 2062) : sur l'amendement n° 16 de la commission son sous-amendement n° 63 ; retiré.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2288, 2289) : son intervention. - **Article 1er (Missions du service public pénitentiaire)** (p. 2312) : ses amendements n° 3 et 4 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 2 bis (Contrôle général des lieux de privation de liberté)** (p. 2330) : son amendement n° 5 ; retiré. - **Article 4 (Code de déontologie et prestation de serment)** (p. 2335, 2336) : ses amendements n° 6 et 7 ; rejetés. - **Article 4 bis (Personnels de surveillance)** (p. 2342, 2343) : ses amendements n° 9 ; rejeté ; n° 10 ; adopté. - **Article 4 ter (Personnes d'insertion et de probation)** (p. 2345) : son amendement n° 8 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2353) : son amendement n° 57 ; adopté. - **Article 10 (Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet)** (p. 2360) : respect de la dignité des personnes détenues. - **Article 10 bis (Information du détenu sur ses droits et ses devoirs)** (p. 2363) : modalités d'application de l'article 40. Son amendement n° 11 ; adopté. - **Article 11 (Liberté de communication des détenus avec leurs avocats)** (p. 2374, 2375) : ses amendements n° 15 et 12 ; rejetés ; et n° 13 ; adopté. - **Article 11 bis** (p. 2376) : son amendement n° 14 ; rejeté. - **Article 11 ter (Obligation d'activité)** (p. 2379, 2380) : ses amendements n° 19 et 61 ; rejetés. - **Article 11 quater (Consultation des détenus sur leurs activités)** (p. 2383, 2384) : ses amendements n° 16, 17 et 18 ; rejetés. - **Article 12 (Domiciliation auprès de l'établissement pénitentiaire)** (p. 2386) : son amendement n° 62 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 2387) : son amendement n° 56 : possibilité, pour les détenus, d'élire domicile au sein de l'établissement pénitentiaire afin de faciliter leurs démarches administratives ; adopté. - **Article 13 (Aide en nature pour les détenus les plus démunis)** (p. 2387, 2388) : son amendement n° 20 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article 14 (Acte d'engagement - Insertion par l'activité économique)** (p. 2422, 2427) : ses amendements n° 22, 21, 23, 24 et 63 ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 2428, 2431) : son

amendement n° 60 : prise en compte du maintien des liens familiaux lors de l'incarcération ou du transfèrement des détenus ; rejeté. - **Article 15** (*Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille*) (p. 2432) : son amendement n° 27 ; rejeté. - **Article 15 bis** (*Unités de vie familiale et parloirs familiaux*) (p. 2437) : ses amendements n° 25 et 26 ; rejetés. - **Article 16** (*Accès au téléphone*) (p. 2441) : ses amendements n° 28 et 29 ; rejetés. - **Article 17** (*Correspondance*) (p. 2442, 2445) : ses amendements n° 30, 32, 31 et 33 ; rejetés ; et n° 34 ; adopté. - **Article 18** (*Droit à l'image*) (p. 2445, 2446) : ses amendements n° 36, 37 et 35 ; rejetés. - **Article 19** (*Accès à l'information*) (p. 1247, 1248) : ses amendements n° 64 et 41 ; rejetés. - **Article 19 bis** (*Obligation de garantir La sécurité de la personne détenue*) (p. 2449, 2450) : son amendement n° 38 ; rejeté. (p. 2462) : son amendement n° 39 ; rejeté. - **Article 20** (*Prise en charge des soins par le service public hospitalier - Restriction des informations susceptibles d'être communiquées aux proches*) (p. 2468, 2473) : ses amendements n° 42 et 43 ; rejetés. - **Article 23 (supprimé)** (*Biens abandonnés par les détenus à leur libération*) (p. 2488) : son amendement n° 59 ; rejeté. - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2497, 2502) : ses amendements n° 45 ; et n° 44 ; rejetés.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3250, 3253) : ses amendements n° 38 : notification des recours contre les décisions de refus de demande d'asile ; n° 36 : institution d'un recours suspensif en cas de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile pour un motif autre que celui prévu par la loi du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile ; n° 37 : instauration d'une procédure dérogatoire d'enregistrement d'un pacte civil de solidarité en cas d'empêchement grave ; n° 86 : possibilité, pour les salariés, de bénéficier d'un congé de quatre jours pour événement familial en cas d'enregistrement d'un pacte civil de solidarité ; rejetés ; n° 39 : reconnaissance en France des partenariats similaires aux pactes civils de solidarité conclus à l'étranger ; adopté.

- **Débat sur la politique de lutte contre l'immigration clandestine** - (29 avril 2009) (p. 4039, 4040) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (30 avril 2009) (p. 4118, 4119) : son intervention sur l'évolution du système d'information Schengen.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4180, 4182) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4187, 4188) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Charles Gautier (dépenalisation du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers lorsque la vie ou l'intégrité physique de l'étranger est en jeu). - **Article 1er** (art. L. 213-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée en France au titre de l'asile à la Cour nationale du droit d'asile*) (p. 4191, 4205) : ses amendements n° 4, 5, 6, 8, 25, 23, 10, 24, 21 et 20 ; rejetés. Défavorable à l'amendement n° 40 du Gouvernement. Ne votera pas cet article. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4205, 4206) : son amendement n° 22 : instauration d'un droit de recours suspensif devant la Cour nationale du droit d'asile pour toutes les décisions de refus d'asile ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4209, 4211) : ses amendements n° 16 : définition des conditions d'octroi de la protection subsidiaire ; n° 17 : suppression de la notion d'asile interne ; n° 19 : évaluation régulière de la liste des pays d'origine sûre ; n° 18 : ajout du "contexte politique et sociale stable" aux critères d'inscription sur la liste des pays d'origine sûre ; rejetés.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5397, 5398) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 5401, 5402) : son amendement n° 2 : réduction du nombre de sénateurs nécessaire

à la création d'un groupe politique ; retiré. - **Article 14** (*chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - Examen des projets et propositions de loi*) (p. 5426, 5427) : son amendement n° 3 ; retiré. (p. 5428, 5429) : son amendement n° 5 ; rejeté. - **Article 21** (art. 45 et 48 du Règlement - *Irrecevabilités*) (p. 5437) : son amendement n° 4 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 5443, 5444) : son amendement n° 7 : modalités de vérification du quorum ; rejeté. - **Article 25 bis et articles additionnels après l'article 25 bis** (art. 59 du Règlement - *Extension de la liste des scrutins publics de droit*) (p. 5446) : son amendement n° 6 ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-Lise Campion sur la protection de l'enfance** - (23 juin 2009) (p. 6214, 6215) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6814, 6816) : son intervention. Les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 331-21-1 du code de la propriété intellectuelle - *Constataion des infractions et recueil des observations par les membres et agents habilités et assermentés de la HADOPI*) (p. 6822, 6826) : ses amendements n° 1, 7 et 9 ; rejetés ; et n° 8 ; adopté. - **Article 1er ter (Nouveau)** (art. L. 331-26 et L. 331-35 du code de la propriété intellectuelle - *Information des titulaires d'un abonnement à Internet sur les sanctions encourues*) (p. 6826, 6827) : son amendement n° 2 ; rejeté. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 398-1 et 495 du code de procédure pénale - *Possibilité d'un recours à la procédure du juge unique et aux ordonnances pénales en matière de délit de contrefaçon*) (p. 6829) : son amendement n° 3 ; rejeté. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 335-7 du code de la propriété intellectuelle - *Création d'une nouvelle sanction : la suspension de l'accès au service Internet et l'interdiction de souscrire un nouvel abonnement*) (p. 6830, 6831) : son amendement n° 4 ; rejeté. - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 331-37-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Sanction contraventionnelle en cas de négligence caractérisée*) (p. 6834) : son amendement n° 5 ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 337 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7743, 7744) : son intervention. Les sénateurs Verts voteront contre ce texte.

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8523, 8525) : son intervention. Les sénateurs Verts s'abstiendront sur ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8709, 8710) : son intervention. Les sénateurs Verts voteront contre ce texte.

- **Questions cibles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8989, 8990) : sa question.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Statut de La Poste*) (p. 9520, 9521) : soutient l'amendement n° 275 de M. Jean Desessard ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9526) : soutient les amendements de M. Jean Desessard portant sur le même objet n° 276 et n° 277 (rappel du respect de la charte de l'environnement et des engagements pris par le Grenelle) ; rejetés. - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9528, 9529) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre

2009) - **Discussion générale** (p. 10694, 10695) : son intervention. - **Article 1er A (Supprimé par la commission)** (art. 15-1 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Délai en matière d'exécution des sanctions éducatives prononcées par le tribunal pour enfants) (p. 10699) : son amendement n° 34 ; rejeté. - **Article 1er** (art. 222-14-2 [nouveau] du code pénal - Délit de participation à un groupement violent) (p. 10700) : parole sur l'article. - **Article 2 bis** (art. 11-5, 11-6 et 11-7 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité - Habilitation des agents de surveillance ou de gardiennage employés par les propriétaires, exploitants ou affectataires d'immeubles collectifs à usage d'habitation à porter une arme de sixième catégorie dans l'exercice de leurs missions) (p. 10704) : parole sur l'article. (p. 10706) : son amendement n° 19 ; adopté. (p. 10707) : ses amendements n° 17 ; rejeté ; et n° 16 ; adopté. (p. 10708) : son amendement n° 18 ; rejeté. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 222-12, 222-13, 311-4, 312-2, 322-3, 431-4 et 431-5 du code pénal - Instauration d'une circonstance aggravante pour dissimulation volontaire de tout ou partie du visage afin d'échapper à toute identification) (p. 10709) : parole sur l'article. - **Article 4** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel des interventions de la police et de la gendarmerie) (p. 10714) : son amendement n° 21 ; adopté. (p. 10715) : son amendement n° 22 ; rejeté. (p. 10717) : son amendement n° 28 ; rejeté. (p. 10719) : son amendement n° 24 ; rejeté. (p. 10720) : son amendement n° 23 ; rejeté. (p. 10721) : son amendement n° 26 ; rejeté. - **Article 4 bis** (art. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de l'ordre aux systèmes de vidéosurveillance des bailleurs) (p. 10723) : son amendement n° 30 ; rejeté. (p. 10725) : son amendement n° 29 ; rejeté. -

Article additionnel après l'article 4 bis (p. 10726) : son amendement n° 27 : nécessité d'une décision unanime de l'assemblée générale des copropriétaires pour transmettre les images des systèmes de vidéosurveillance ; adopté. - **Article 4 ter** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - Délit d'occupation abusive des halls d'immeubles) (p. 10727) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-4, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 322-3 et 433-3 du code pénal - Circonstance aggravante pour violences commises, en raison de leurs fonctions, sur les personnels des établissements d'enseignement scolaire ou sur leurs proches) (p. 10731) : son amendement n° 33 ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12487) : son intervention. - **Article 1er** (art. 515-3 et 515-7 du code civil - Enregistrement en mairie du pacte civil de solidarité) (p. 12492) : parole sur l'article. - **Article 2** (art. 515-3 du code civil - Enregistrement du pacte civil de solidarité au domicile d'un des partenaires - Inopposabilité de l'ordre public local aux PACS enregistrés à l'étranger) : Parole sur l'article. - **Article 3** (art. additionnel après l'art. 515-7 du code civil - Reconnaissance en France des partenariats conclus à l'étranger) (p. 12493) : parole sur l'article. - **Article 7** (art. L. 3142-1 du code du travail - Extension du congé pour mariage à la conclusion d'un PACS) (p. 12497) : parole sur l'article.

BOURDIN (Joël)
sénateur (Eure)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Président de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis président le 7 octobre 2009.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification : La coordination des politiques économiques en Europe (Tome II) : surmonter le désordre économique en Europe [n° 342 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification : Y a-t-il une politique des zones humides ? [n° 554 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'ONF à la croisée des chemins [n° 54 (2009-2010)] (21 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Budget - Environnement**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte d'affectation spéciale développement agricole et rural [n° 101 tome 3 annexe 3 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Agriculture et pêche - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article 1er (Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA)** (p. 735) : intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Nicole Bricq.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2904) : intervient sur l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières).

- **Débat sur la crise financière internationale et ses conséquences économiques** - (29 avril 2009) (p. 4017, 4018) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (8 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5815) : son intervention. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires*) (p. 5859) : intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Nicole Bricq. (p. 5868) : intervient sur l'amendement n° 20 de M. Bernard Vera.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 6049) : intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Nicole Bricq (plafonnement du taux des prêts à taux variable).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6872, 6873) : son intervention. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9117, 9118) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (21 novembre 2009) - **Article 2 (priorité) (Suppression de la taxe professionnelle)** (p. 11035) : intervient sur le sous-amendement n° I-526 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11943, 11945) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11983, 11988) : position de la commission sur les amendements n° II-124 et II-125 de M. Jacques Blanc, n° II-133 de M. Thierry Repentin, n° II-65 et n° II-66 de la commission de l'économie saisie pour avis, n° II-132 de M. Jean-Pierre Sueur, n° II-116 de M. Antoine Lefèvre, n° II-155 de M. Jacques Mézard et n° II-217 du Gouvernement. - **Articles additionnels avant l'article 51** (p. 11989, 11990) : position de la commission sur les amendements de la commission de l'économie saisie pour avis n° II-64 (relèvement des moyens affectés aux chambres d'agriculture), et de M. Thierry Repentin n° II-134 (rapport au Parlement sur la prime herbagère).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12830, 12831) : le groupe UMP votera ce projet de loi de finances rectificative pour 2009. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 12924) : soutient l'amendement n° 122 de M. Charles Guené (précision) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 12946) : soutient l'amendement n° 123 de M. Charles Guené (extension du dispositif de réduction d'impôt "Malraux") ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12953) : intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Nicole Bricq (révision générale des valeurs locatives des immeubles bâtis).

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 27 quater** (p. 12976) : soutient l'amendement n° 121 de M. Charles Guené (prolongation de la durée du crédit d'impôt en faveur de la production phonographique) ; adopté. - **Article 27 quinquies (Nouveau)** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 12978) : favorable à l'amendement n° 4 de la commission.

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1979) : parole sur l'article.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3465, 3467) : son intervention.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5133, 5135) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5929, 5931) : sa question. (p. 5943, 5944) : ses observations.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6199, 6200) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture** [n° 508 (2008-2009)] - (7 juillet 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 6757) : ses amendements n° 18 : interdiction de commercialiser des logements compris dans des résidences de tourisme classées en l'absence d'un dispositif des garanties des loyers impayés ; et n° 19 : obligation pour les exploitants de résidence de tourisme de présenter une garantie financière spécialement affectée à la garantie des loyers ; rejetés.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (21 octobre 2009) (p. 8852, 8854) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8881, 8883) : son intervention. (p. 8887) : ses observations.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire** [n° 68 (2009-2010)] - (2 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (*Rapport d'impact*) (p. 9221) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (3 novembre 2009) - **Question préalable** (p. 9302, 9308) : sa motion n° 540 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9318, 9319) : soutient l'amendement n° 358 de M. Michel Teston (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les tarifications commerciales du secteur postal) ; rejeté. (p. 9327) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Claude Danglot (réaffirmation, dans le texte, des principes fondamentaux du service public).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9373) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9392) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel). - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9414, 9415) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9459, 9460) : soutient l'amendement n° 439 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9465, 9466) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston. (p. 9470) : respect des orateurs dans le débat parlementaire. (p. 9481) : intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Teston. (p. 9514) : soutient l'amendement n° 435 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9525, 9526) : son intervention. - **Article 2** (*art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9532, 9533) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9559, 9560) : intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9566, 9569) : soutient les amendements n° 378, 379 et 380 de M. Michel Teston ; adoptés. - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste*) (p. 9627, 9628) : parole sur l'article. (p. 9638, 9643) : soutient les amendements n° 382 et 388 de M. Michel Teston ; rejetés. (p. 9642, 9643) : intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9680) : soutient les amendements n° 384, 383 et 385 de M. Michel Teston ; rejetés. Favorable à l'amendement n° 485 de M. Michel Teston. (p. 9690, 9691) : défavorable à l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire*) (p. 9713, 9714) : intervient sur l'amendement n° 490 de M. Michel Teston. - **Article 5** (*art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Composition du conseil d'administration*) (p. 9730) : soutient l'amendement n° 493 de M. Michel Teston ; adopté. - **Article 6** (*art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste*) (p. 9739, 9744) : soutient l'amendement n° 391 de M. Michel Teston ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Michel Teston. (p. 9744, 9745) : favorable à l'amendement n° 338 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 7** (*art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut des fonctionnaires de La Poste*) (p. 9761) : intervient sur les amendements n° 67 de M. Jean-Claude Danglot, n° 299 de M. Jean Desessard et n° 496 de M. Michel Teston. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9771) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Michel Teston (reconstitution de la carrière de certains fonctionnaires de La Poste). - **Article 8** (*art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels*) (p. 9779) : soutient l'amendement n° 413 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9789) : intervient sur l'amendement n° 325 de Mme Colette Giudicelli. (p. 9790) : intervient sur l'amendement n° 413 de M. Michel Teston. (p. 9792) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial :

Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11771) : sa question. (p. 11772) : sa réplique.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Article 45 bis** (*Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail*) (p. 12306) : parole sur l'article. (p. 12314) : intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 45 quater** (*Modification du régime de reprise de la réduction d'impôt pour investissement dans une résidence de tourisme en zone de revitalisation rurale*) (p. 12320) : parole sur l'article. - **Article 47** (*Accélération de la montée en puissance du malus*

automobile à compter de 2011) (p. 12341) : parole sur l'article. (p. 12342, 12343) : intervient sur son amendement n° II-191.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12748, 12749) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Claude Peyronnet (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale).

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales - Commission mixte paritaire [n° 192 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13336, 13337) : le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13348, 13349) : son intervention.

BOURZAI (Bernadette)
sénateur (Corrèze)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture : Mission effectuée en Roumanie du 3 au 7 mai 2009 [n° 614 (2008-2009)] (15 septembre 2009) - **Union européenne**.

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Politique énergétique européenne [n° 108 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Énergie**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 102, 104) : soutient la motion n° 1 de M. David Assouline tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) - **Article 2** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Régime juridique de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) (p. 189) : soutient l'amendement n° 320 de M. David Assouline (précision dans le cahier des charges des modalités de coopération entre la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France et les services ultramarins de France Télévisions) ; adopté. - **Article 6** (art. 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de Radio France) (p. 206) : soutient l'amendement n° 328 de M. David Assouline (nouvelle composition du conseil d'administration) ; rejeté. - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) (p. 211) : soutient l'amendement n° 331 de M. David Assouline (nombre et modalités de désignation des parlementaires présents au conseil d'administration) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale) (p. 293) : soutient l'amendement n° 354 de M. David Assouline ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision) (p. 415, 416) : parole sur l'article. - **Article 21** (art. 302 bis KH 1693 sixies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques) (p. 435) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 47** (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à réformer le Centre national de la cinématographie et à rénovier le droit des arts et industries de l'image animée) (p. 505, 506) : parole sur l'article. Contesté le recours à la procédure des ordonnances. - **Articles additionnels après l'article 49 A** (p. 516) : favorable aux amendements n° 397 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 396 de M. David Assouline.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (*Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus*) (p.1818) : soutient l'amendement n° 12 de M. Serge Lagache ; retiré.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1986, 1987) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Article 1er** (*Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire*) (p. 2216, 2224) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 85 de M. Michel Teston ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2009) - **Article 2** (*Loi n° 97-135 du 13 février 1997 - Dispositions relatives à Réseau ferré de France, RFF*) (p.2628) : soutient l'amendement n° 92 de M. Michel Teston ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p.2633) : soutient l'amendement n° 95 de Mme Nicole Bonnefoy (valeur locative des lignes de TGV) ; rejeté.

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 259 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - au nom de la commission des affaires européennes - **Discussion générale** (p. 3435, 3437) : son intervention. - **Discussion du texte de la résolution** (p. 3444) : son amendement n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3831, 3832) : soutient l'amendement n° 67 de M. Thierry Repentin (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir mise en œuvre dans les stations et les communes touristiques depuis les années 2000) ; retiré.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3958, 3959) : son intervention.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5146) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux*) (p. 5152, 5153) : parole sur l'article. (p. 5166) : soutient l'amendement n° 1113 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 5170) : soutient l'amendement n° 1115 de M. Jacky Le Menn ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 18 et 19 juin 2009** - (17 juin 2009) (p. 6107, 6109) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6498, 6499) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 9** (*art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 7871, 7872) : soutient l'amendement n° 141 de M. Jacques Gillot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi*) (p. 7959) : ne votera pas cet article. - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 7965) : soutient l'amendement n° 155 de M. Jacques Gillot (prise en compte de la spécificité des collectivités d'outre-mer) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 1er** (p. 9210) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9388) : soutient l'amendement n° 359 de M. Michel Teston (négociation au niveau européen d'une directive-cadre relative aux services d'intérêt général avant l'ouverture à la concurrence des services postaux) ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Jack Ralite sur la numérisation du livre** - (16 novembre 2009) (p. 10542, 10544) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2009) (p. 12091, 12092) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12776, 12777) : parole sur l'article. (p. 12789) : intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 12793) : soutient les amendements de M. Yves Krattinger n° 44 (nombre de conseillers généraux du département de la Corrèze) ; et n° 45 (nombre de conseillers généraux du département de la Creuse) ; rejetés. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010*) (p. 12799) : parole sur l'article.

BOUT (Brigitte)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009 ; puis secrétaire le 10 novembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les perspectives offertes par les recherches sur la prévention et le traitement de l'obésité [n° 477 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** - *Commission mixte paritaire* [n° 121 (2008-2009)] - (19 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2175) : le groupe UMP votera les conclusions de la CMP.

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3988, 3989) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie** - *Commission mixte paritaire* [n° 7 (2009-2010)] - (14 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8669) : le groupe UMP votera ce texte.

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 351 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État des Émirats Arabes Unis [n° 399 (2008-2009)] (13 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 459 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels [n° 77 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Travail**.

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3356, 3357) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6501, 6502) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 7023) : soutient l'amendement n° 100 de M. Didier Boulaud ; rejeté. - **Article 5** (*Adaptation des dispositions du code de la*

défense relatives à l'organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale) (p. 7080, 7081) : soutient l'amendement n° 84 de M. Didier Boulaud ; rejeté. - **Article 8** (*Régime de cession des immeubles domaniaux par le ministère de la défense*) (p. 7085) : parole sur l'article. Ses amendements n° 87 et 86 ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports** - *Commission mixte paritaire* [n° 68 (2009-2010)] - (2 novembre 2009) - **Article 14** (*Taxe d'utilisation du réseau ferroviaire*) (p. 9225) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste*) (p. 9689) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. - **Article 5** (*art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Composition du conseil d'administration*) (p. 9731, 9732) : soutient l'amendement n° 408 de M. Michel Teston ; adopté.

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10611) : sa question.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10956) : intervient sur le sous-amendement n° I-475 de M. Yvon Collin déposé sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10969) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-74 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. (p. 10970) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-75 de Mme Nicole Bricq ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 11005) : intervient sur le sous-amendement n° I-515 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

Deuxième partie :

Défense

- (30 novembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11740) : sa question. (p. 11741) : sa réplique.

2009] - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2122, 2131) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article 2 ter** (p. 2174) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article 14 bis** (p. 2174) : son amendement n° 2 ; adopté. - **Article 15 ter** (p. 2174) : son amendement n° 3 ; adopté. - **Article 16 bis** (p. 2175) : son amendement n° 4 ; adopté. - **Article 20 bis** (p. 2175) : son amendement n° 5 ; adopté.

BOUTIN (Christine)
ministre du logement et de la ville
(jusqu'au 15 janvier 2009)
ministre du logement
(du 15 janvier 2009 au 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** - *Commission mixte paritaire* [n° 121 (2008-

BOYER (Jean)
sénateur (Haute-Loire)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 10 juillet 2009.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 9 juillet 2009.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 46 (2009-2010)] (19 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 954) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 1385) : intervient sur les amendements n° 187 de M. Jacques Mézard, n° 465 de M. Roland Courteau et n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3113, 3114) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3711, 3712) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (28 mai 2009) - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours*) (p. 5255, 5256) : soutient l'amendement n° 216 de Mme Mugette Dini ; retiré.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6190, 6192) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Article 48** (art. L. 414-9 et L. 414-10 [nouveaux] du code de l'environnement - *Renforcement des plans nationaux d'action pour la protection des espèces menacées et des conservatoires botaniques nationaux*) (p. 8210, 8211) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8223) : soutient l'amendement n° 143 de M. Jacques Blanc (mise en œuvre de la réforme des parcs nationaux) ; adopté.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (21 octobre 2009) (p. 8855, 8856) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) (p. 11843) : son intervention.

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11924) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11955, 11956) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11974) : sa question. (p. 11975) : sa réplique.

BRAYE (Dominique)
sénateur (Yvelines)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 22 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire Commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés le 20 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009 ; puis président le 10 novembre 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 224 (2008-2009)] (17 février 2009) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Japon, l'archipel des paradoxes : pour un partenariat renouvelé [n° 316 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi [n° 230 (2007-2008)] portant engagement national pour l'environnement [n° 552 tome 1 (2008-2009)] (9 juillet 2009) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi [n° 230 (2007-2008)] portant engagement national pour l'environnement [n° 552 tome 2 (2008-2009)] (9 juillet 2009) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Economie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur la proposition de loi [n° 631 (2008-2009)] relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 95 (2009-2010)] (10 novembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur la proposition de loi [n° 64 (2009-2010)] relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 128 (2009-2010)] (2 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (28 janvier 2009) - **Article 4** (*Règles de performance énergétique des constructions neuves*) (p. 1014, 1019) : intervient sur les amendements n° 615 de M. Alain Gournac et n° 10 de la commission. - **Article 5** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 1034) : intervient sur l'amendement n° 681 de M. Jean Bizet.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1327) : favorable à l'amendement n° 515 de M. Marcel Deneux.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 1580) : parole sur l'article. (p. 1581, 1593) : sur l'amendement n° 84 de la commission, son sous-amendement n° 353 ; adopté. Sur l'amendement n° 87 de la commission, ses sous-amendements n° 355 et 356 ; adoptés. Sur l'amendement n° 718 de M. Alain Vasselle, défavorable au sous-amendement n° 824 de M. Jacques Muller. Ses amendements n° 380, 354, 357 et 358 ; adoptés ; et n° 359 ; retiré, puis repris par M. Alain Vasselle.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** - *Commission mixte paritaire [n° 121 (2008-2009)]* - (19 février 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 2120, 2132) : son intervention.

- Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 2 ter** (p. 2174) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 14 bis** (p. 2174) : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 15 ter** (p. 2174) : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 16 bis** (p. 2175) : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Article 20 bis** (p. 2175) : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3135, 3136) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 3148) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** - *Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]* - (1er juillet 2009) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 6554) : intervient sur l'amendement n° 44 de M. Daniel Raoul. (p. 6556, 6558) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Thierry Repentin.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7293, 7294) : intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 7309, 7310) : votera contre l'ensemble des amendements présentés sur l'article 2 de cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 7466, 7468) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7523) : position de la commission sur l'amendement n° 178 de Mme Évelyne Didier (engagement du Gouvernement à fournir au Parlement une étude visant à définir les notions d'énergie grise ou d'énergie incorporée). - **Article 1er** (*art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments*) (p. 7526, 7536) : position de la commission sur les amendements n° 128 et 129 de M. Claude Biwer, n° 210 de M. Jacques Muller, n° 217 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 218 de M. Claude Lise, n° 257, 262 et 263 de M. Charles Revet et n° 3, 4, 5 et 7 de M. Thierry Repentin. (p. 7529, 7530) : ses amendements n° 358 et 359 ; adoptés. (p. 7536) : ses amendements n° 356 et 357 ; adoptés. - **Article 2** (*art. L. 111-10-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Travaux d'amélioration de la performance*

énergétique des bâtiments) (p. 7537, 7540) : position de la commission sur les amendements n° 219 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 8, 9, 10 et 11 de M. Thierry Repentin et n° 180 de Mme Évelyne Didier. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7540) : ses amendements n° 361 : extension du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux réalisés en faveur des personnes en situation de handicap ; n° 362 : extension du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux réalisés en faveur de la prévention des risques technologiques ; et n° 360 : extension du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux réalisés en faveur des économies d'énergie ; adoptés. - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 244 quater U du code général des impôts - Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro*) (p. 7541, 7542) : position de la commission sur l'amendement n° 311 du Gouvernement. (p. 7545) : position de la commission sur l'amendement n° 149 de M. Xavier Pintat. - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7546) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 201 de M. Hervé Maurey et n° 220 de M. Thierry Repentin (incitation des collectivités territoriales à engager un programme de rénovation thermique de leur patrimoine immobilier). - **Article 2 ter (Nouveau)** (*Majoration de loyer consécutive à des travaux d'amélioration*) (p. 7547) : position de la commission sur l'amendement n° 181 de Mme Évelyne Didier. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 7548) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Thierry Repentin (limitation de l'augmentation des loyers due aux travaux de réhabilitation des logements). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 7548, 7550) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 12 (obligation de réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique et environnementale dans les logements) et n° 14 (extension du crédit d'impôt au coût de la main-d'œuvre d'isolation des logements) et n° 19 de M. Serge Larcher (création d'un label de construction bioclimatique dans les départements et collectivités d'outre-mer). - **Article 3** (*Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Contrats de performance énergétique et travaux d'économie d'énergie dans les copropriétés*) (p. 7551, 7552) : position de la commission sur les amendements n° 221 de M. Claude Lise, n° 20 et 21 de M. Thierry Repentin et n° 258 de M. Charles Revet. (p. 7552) : son amendement n° 363 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7553, 7559) : position de la commission sur les amendements n° 158 de M. Jacques Blanc (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir), n° 290 de M. Jacques Muller (inscription dans la loi du principe d'un plan national de lutte contre la précarité énergétique), de M. Thierry Repentin n° 22 (obligation pour les syndicats de conclure un contrat-type de gestion), n° 23 (obligation de constituer un fonds pour gros travaux dans les copropriétés privées), n° 24 (prise en compte de la lutte contre la précarité énergétique dans les plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées), n° 25 (insertion d'un critère de confort thermique dans les critères de définition d'un logement décent), n° 222 (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir social), n° 224 (allongement de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés avec un prêt social location-accession), n° 183 de Mme Annie David (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir social) et n° 182 de Mme Évelyne Didier (mobilisation des moyens pour la lutte contre la précarité énergétique). - **Article additionnel avant l'article 3 bis** (p. 7560, 7562) : position de la commission sur l'amendement n° 130 de M. Claude Biwer (amélioration de la lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 7562, 7563) : position de la commission sur les amendements n° 27 de Mme Jacqueline Alquier (impossibilité pour un propriétaire de vendre à son locataire un logement qui ne soit pas performant énergétiquement) et n° 223 de M. Thierry Repentin (répartition des économies réalisées entre la baisse des charges pour le locataire et le retour sur investissement pour le propriétaire). - **Article 4** (*art. L. 111-6-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Inopposabilité des règles d'urbanisme relatives à l'aspect extérieur des bâtiments lorsque la construction utilise des énergies renouvelables*) (p. 7565, 7568) : position de la commission sur les amendements n° 75 et 76 de la commission

des lois saisie pour avis, n° 211 et 212 de M. Jacques Muller, n° 228 de M. Thierry Repentin, n° 184 de Mme Évelyne Didier et n° 160 de Mme Françoise Férat. - **Article 5** (*Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7570, 7580) : position de la commission sur les amendements n° 131 de M. Claude Biwer, n° 150 de M. Daniel Soulage, n° 77, 78 et 79 de la commission des lois saisie pour avis, n° 202 de M. Hervé Maurey, n° 299 de M. Jacques Muller, n° 229, 230 et 231 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 32, 33 et 232 de M. Thierry Repentin, n° 145 de Mme Anne-Marie Payet, n° 185, 186 et 187 de Mme Évelyne Didier. - **Article 6** (*art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme*) (p. 7583, 7586) : position de la commission sur les amendements n° 151 et 152 de M. Daniel Soulage, n° 156 de M. Jacques Blanc, n° 291 et 213 de M. Jacques Muller, n° 155 de M. Michel Houel, n° 34, 35 et 36 de M. Thierry Repentin, n° 161 de Mme Françoise Férat, n° 81 de la commission des lois saisie pour avis, ainsi que sur les sous-amendements n° 157 de M. Jacques Blanc, n° 233 de M. Thierry Repentin et n° 188 de Mme Annie David s'y rapportant. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7587) : position de la commission sur l'amendement n° 234 de M. Jacky Le Menn (mesures en faveur de la prise en compte de l'information environnementale dans les documents d'urbanisme). - **Article 7** (*art. L. 121-9 et L. 121-9-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Qualification de projet d'intérêt général de certaines mesures de mise en œuvre des DTA*) (p. 7588, 7591) : position de la commission sur les amendements n° 37 et 38 de M. Thierry Repentin, n° 189 de Mme Évelyne Didier et n° 304 de M. Jacques Muller. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Modification de l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme*) (p. 7591, 7592) : position de la commission sur l'amendement n° 39 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 7592) : position de la commission sur l'amendement n° 40 de M. Thierry Repentin (prise en compte des continuités écologiques dans le rapport d'évaluation environnementale des documents d'urbanisme). - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissage et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7596, 7605) : position de la commission sur les amendements n° 259 et 260 de M. Charles Revet, n° 133 de M. Claude Biwer, n° 153 de M. Daniel Soulage, n° 81, 82, 83, 84 et 85 de la commission des lois saisie pour avis, n° 203, 204 et 205 de M. Hervé Maurey, n° 292, 293 et 294 de M. Jacques Muller, n° 238 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 41, 42, 44, 235 et 237 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Division additionnelle après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7620) : position de la commission sur l'amendement n° 69 (création d'un nouveau chapitre concernant l'affichage publicitaire extérieur, les enseignes, et les préenseignes) de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7623, 7631) : sur l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° 71 (simplification des procédures d'élaboration des règlements locaux de publicité), son sous-amendement n° 479 ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements n° 169, 172, 177 et 170 de Mme Anne-Marie Escoffier, n° 276, 277, 278, 279, 283, 280, 281, 282, 284, 288, 285 et 287 de M. Jacques Muller, et n° 307 et 308 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 71 précité. (p. 7632, 7637) : position de la commission sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° 70 (élargissement des prescriptions applicables en matière de publicité extérieure), n° 72 (modalités de suppression des préenseignes dites dérogoatoires), n° 73 (amélioration de l'insertion paysagère des dispositifs publicitaires aux entrées des villes), sur les amendements analogues du Gouvernement n° 312 et n° 313 (majoration des amendes punissant les infractions à la réglementation de la publicité) et n° 314 (extension de la procédure de dépose d'office aux lieux d'interdiction relative de la publicité), n° 265 de M. Ambroise Dupont (ouverture des baches d'échafaudage à la publicité), n° 176 de Mme Anne-Marie Escoffier (précision), n° 256 de M. Jean-Pierre Sueur (modalités de suppression des préenseignes), et n° 286 de M. Jacques Muller (alignement du

montant de l'astreinte pénale en matière d'affichage publicitaire sur celui de l'astreinte administrative). - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissage et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7642, 7644) : position de la commission sur les amendements n° 83 de la commission des lois saisie pour avis, n° 205 de M. Hervé Maurey, et n° 292, 293 et 294 de M. Jacques Muller. (p. 7665, 7676) : position de la commission sur les amendements n° 84, 85, 86, 87 et 88 de la commission des lois saisie pour avis, n° 305, 306, 300 et 301 de M. Jacques Muller, n° 47, 48 et 49 de M. Thierry Repentin et n° 264 de M. Jean-Paul Emorine. (p. 7677, 7683) : position de la commission sur les amendements n° 43, 240, 236 et 50 de M. Thierry Repentin, n° 190 et 191 de Mme Évelyne Didier, et n° 90, 91 et 92 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 10** (*Chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Renforcement des plans locaux d'urbanisme*) (p. 7686, 7696) : position de la commission sur les amendements n° 302 et 303 de M. Jacques Muller, n° 94, 95, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 et 104 de la commission des lois saisie pour avis, n° 242, 243 et 244 de M. Thierry Repentin, n° 192 et 194 de Mme Évelyne Didier, n° 267 de M. Pierre Jarlier, n° 163 de Mme Françoise Férat. (p. 7696, 7701) : position de la commission sur les amendements n° 208 et 209 de M. Hervé Maurey, n° 245, 246 et 248 de M. Thierry Repentin, n° 105, 106 et 107 de la commission des lois saisie pour avis, n° 134 de M. Claude Biwer, n° 195 de Mme Évelyne Didier, et n° 297 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7702, 7703) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 249 (création d'un dispositif de protection et de continuité écologique) et n° 250 (possibilité, pour les directeurs des établissements publics fonciers locaux, de recevoir une délégation de leur conseil d'administration pour exercer le droit de préemption). - **Article 11** (*art. L. 128-1, L. 128-2 et L. 128-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - Autorisation de dépassement des règles densité de construction pour les bâtiments particulièrement performants en matière énergétique*) (p. 7704, 7705) : position de la commission sur les amendements n° 251 de M. Thierry Repentin et n° 214 de M. Jacques Muller. - **Article 12** (*art. L. 141-1 et L. 141-1-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - Procédure de révision du schéma directeur de la région d'Ile-de-France*) (p. 7706, 7708) : position de la commission sur les amendements n° 52 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 197 de Mme Évelyne Didier, n° 108 et 109 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 13** (*Habilitation du Gouvernement à simplifier le code de l'urbanisme*) (p. 7710, 7711) : position de la commission sur les amendements identiques n° 53 de M. Thierry Repentin et n° 198 de Mme Évelyne Didier ainsi que sur les amendements n° 110 et 111 de la commission des lois saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7711) : position de la commission sur les amendements analogues n° 216 de M. Jacques Muller et n° 252 de M. Thierry Repentin (possibilité, pour les intercommunalités, d'ester en justice en cas d'infraction aux règles d'urbanisme). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 7712) : position de la commission sur l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° 67 (prise en compte des enjeux liés au développement durable dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager). - **Article 14 (réserve)** (*art. L. 642-3 du code du patrimoine - Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP*) (p. 7713, 7716 ; 7725) : son amendement n° 364 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 68 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 254 de M. Yves Dauge, n° 266 de M. Pierre Jarlier, n° 298 de M. Jacques Muller ainsi que sur les sous-amendements n° 454 de M. Charles Revet et n° 112 de la commission des lois saisie pour avis portant sur son amendement n° 364 précité. Favorable à la demande de réserve sur l'article de M. Daniel Raoul. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 7718) : position de la commission sur l'amendement n° 199 de Mme Évelyne Didier (révision de la procédure d'acquisition par préemption au profit des départements). - **Article 15 bis (Nouveau)** (*art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - Travaux nécessaires aux activités agricoles dans les zones soumises à la loi littorale*) (p. 7719, 7722) : position de la commission sur l'amendement n° 159 du

Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 7723, 7724) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 225 (possibilité, pour l'Etat, de vendre des biens immobiliers de son domaine privé à un prix inférieur à la valeur vénale lorsqu'ils sont destinés à la réalisation de programmes comportant des logements sociaux), n° 226 (cession à l'euro symbolique des immeubles domaniaux reconnus inutiles par le ministère de la défense au bénéfice des organismes HLM ou des SEM), n° 227 (fiscalité allégée pour les particuliers cédant des immeubles à destination du secteur du logement social) et n° 289 de M. Jacques Muller (jugement des délits commis en matière de protection du cadre de vie par un tribunal correctionnel composé d'un juge unique). - **Division additionnelle après l'article 15 bis** (p. 7724) : position de la commission sur l'amendement n° 309 de Mme Marie-Christine Blandin (coordination). - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 7727) : position de la commission sur les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 113 (assouplissement de la procédure de recours contre les avis des architectes des Bâtiments de France dans le champ de protection des immeubles classés) et n° 114 (assouplissement de la procédure de recours contre les avis des architectes des Bâtiments de France dans les secteurs sauvegardés). - **Article 15 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (*Livre VII du code de l'urbanisme - Application à Mayotte*) (p. 7727) : position de la commission sur l'amendement n° 115 de la commission des lois saisie pour avis.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 7839, 7840) : votera contre l'amendement n° 136 de Mme Maryvonne Blondin (participation des professeurs principaux de lycées et de collèges au service public d'information et d'orientation professionnelle).

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 13 decies** (p. 7932, 7933) : son amendement n° 163 : autorisation de cumuler une assurance et un cautionnement pour les logements alloués à un étudiant ou à un apprenti ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (8 octobre 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Articles additionnels avant l'article 74** (p. 8403) : position de la commission sur l'amendement n° 571 de M. Daniel Raoul (mise en place d'un chargeur standard pour l'ensemble des téléphones portables). - **Article 75** (*art. L. 125-6 et L. 125-7 [nouveaux] du code de l'environnement - Information de l'acquéreur d'un terrain sur l'état de pollution du sol*) (p. 8405, 8406) : position de la commission sur les amendements n° 730 et 732 de M. Jean-Jacques Mirassou et n° 731 de M. Claude Lise. - **Article 76 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 156-1 et L. 156-2 [nouveaux] du code des ports maritimes - Pouvoir de substitution de l'Etat pour l'élaboration de plans de déchets portuaires*) (p. 8407, 8408) : position de la commission sur l'amendement n° 733 de M. Jean-Jacques Mirassou. - **Article additionnel après l'article 76** (p. 8408) : position de la commission sur l'amendement n° 578 de M. François Vendasi (mise en place de collecteurs flottants de macrodéchets sur les zones de mouillage et sur les réserves naturelles maritimes). - **Articles additionnels après l'article 77 bis** (p. 8410, 8411) : position de la commission sur les amendements identiques n° 330 de M. Yves Détraigne et n° 840 de M. Alain Vasselle et les amendements n° 734 de M. Marc Daunis et n° 600 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article 78** (*art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets*) (p. 8412, 8424) : position de la commission sur les amendements n° 839, 838 et 856 de M. Alain Vasselle, n° 644, 645, 646 et 861 de M. Jacques Muller, n° 412, 413, 414 et 415 de Mme Evelyne Didier, n° 735 et 737 de M. Thierry Repentin, n° 736 et 738 de M. Jacques Gillot, n° 325 de Mme Anne-Marie Payet et n° 332 de M. Yves Détraigne. A titre personnel, favorable à l'amendement n° 749 de M. Georges Patient. - **Articles**

additionnels après l'article 78 (p. 8424, 8431) : position de la commission sur les amendements de M. Georges Patient n° 750 (prise en compte des conditions techniques et économiques des régions d'outre-mer) et n° 751 (allègement temporaire de la TGAP dans les territoires d'outre-mer réalisant des investissements de mise aux normes et de modernisation de leurs installations de traitement des déchets), de M. Gérard Miquel n° 742 (référence explicite au principe de responsabilité élargie du producteur), n° 743 (augmentation du niveau de financement et de contribution des filières dédiées de responsabilité élargie du producteur à 80 % du coût de collecte, de valorisation et d'élimination des déchets concernés), n° 744 (extension du principe de responsabilité élargie à l'ensemble des produits de grande consommation), n° 745 (indexation du montant de la contribution de responsabilité élargie des producteurs sur le coût réel de traitement des déchets de chaque produit) et n° 746 (application de la TGAP aux produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs), de Mme Fabienne Keller n° 831 (prise en compte du coût réel de traitement des déchets ; extension de la responsabilité élargie des producteurs à l'ensemble des produits de grande consommation ; soumission à la TGAP des produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs). (p. 8444, 8449) : position de la commission sur les amendements de M. Yves Détraigne n° 334 (possibilité, pour les organismes de traitement, d'instaurer une facturation supérieure pour les ordures ménagères résiduelles au-delà de 250 kilos collectés par habitant et par an), n° 333 (obligation, pour toute entreprise ou établissement public ne souhaitant pas être collectés dans le cadre du service public, d'apporter à la collectivité compétente la preuve qu'ils possèdent une autre solution de collecte de traitement de ses déchets), n° 748 de M. Georges Patient (représentativité des territoires d'outre-mer au sein du Conseil national des déchets), n° 862 de M. Jean-Etienne Antoinette (possibilité, pour les collectivités ultramarines, de renégocier avec l'Etat le montant des pénalités de retard relatives à la mise aux normes des décharges publiques), ainsi que sur le sous-amendement n° 939 de M. Jacques Muller portant sur l'amendement n° 831 de Mme Fabienne Keller (prise en compte du coût réel de traitement des déchets ; extension de la responsabilité élargie des producteurs à l'ensemble des produits de grande consommation ; soumission à la TGAP des produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs). - **Article 78 bis (Nouveau)** (*art. L. 541-10-4 du code de l'environnement*) (p. 8450) : son amendement n° 900 ; adopté. - **Article 78 ter (Nouveau)** (*art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert"*) (p. 8452, 8458) : position de la commission sur les amendements n° 321 et 320 de Mme Anne-Marie Payet, n° 836 et 835 de M. Alain Vasselle, n° 416 de Mme Evelyne Didier, n° 830 de Mme Fabienne Keller, n° 740 de M. Gérard Miquel, n° 310 de Mme Françoise Férat ainsi que sur les sous-amendements n° 940 de M. Jacques Muller et n° 941 de Mme Fabienne Keller portant sur l'amendement n° 321 de Mme Anne-Marie Payet précité. - **Articles additionnels après l'article 78 quater** (p. 8459, 8461) : position de la commission sur les amendements identiques n° 322 de Mme Anne-Marie Payet, n° 837 de M. Alain Vasselle et n° 741 de M. Gérard Miquel (affichage des produits les moins générateurs de déchets dans les grandes surfaces) et n° 860 de M. Alain Vasselle et n° 335 de M. Yves Détraigne (obligation, pour les cafés, hôtels et restaurants de se fournir en bières, eaux et boissons rafraîchissantes sans alcool dans des emballages réutilisables consignés). - **Article 79** (*art. L. 541-14-1 et L. 655-6-1 [nouveaux] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 du code général des collectivités territoriales - Plan départemental de traitement des déchets issus des chantiers du BTP*) (p. 8463, 8464) : position de la commission sur les amendements n° 418, 419 et 417 de Mme Evelyne Didier et n° 857 et 858 de M. Alain Vasselle. - **Article 80** (*art. L. 541-21-1 [nouveau] du code de l'environnement - Collecte sélective des déchets des gros producteurs de déchets organiques*) (p. 8464, 8466) : position de la commission sur les amendements n° 648 de M. Jacques Muller et n° 859 de M. Alain Vasselle. - **Articles additionnels après l'article 80** (p. 8466, 8467) : position de la commission sur les amendements de Mme Evelyne Didier n° 423 (inscription

du principe d'"éco-conception" dans la loi), n° 422 (application de la contribution prévue à l'article L. 541-10 du code de l'environnement aux journaux gratuits distribués dans les lieux publics) et n° 424 (information des consommateurs sur le montant de la contribution, prévue à l'article L. 541-10 du code de l'environnement, versée par le producteur). - **Article additionnel après l'article 81** (p. 8468) : position de la commission sur l'amendement n° 425 de Mme Evelyne Didier (compensation financière du coût de pilotage du plan de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics de services de l'Etat à la charge des départements). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8476, 8477) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (8 novembre 2009) - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9791) : s'abstient sur les amendements n° 300 de M. Jean Desessard, n° 502 de M. Michel Teston et n° 560 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 10618, 10621) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 10632, 10634) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. François Fortassin (limitation à un seul logement par contribuable des dispositifs fiscaux d'incitation à l'investissement locatif privé). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10637, 10641) : position de la commission sur les amendements de M. François Fortassin n° 2 (création d'une taxe pour les logements meublés affectés à l'habitation, et dont la durée d'occupation est inférieure à six mois par an), n° 3 (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter la majoration par mètre carré de la valeur cadastrale de certains terrains constructibles) et n° 4 (mesures en faveur de la construction des logements sociaux). - **Article 4** (*Moratoire sur les expulsions locatives*) (p. 10642) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

BRICQ (Nicole)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Vice-présidente de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11309, 11316) : ses amendements n° I-174 : exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets ; et n° I-177 : déduction des temps d'arrêts techniques du temps global de fonctionnement pour le calcul des performances d'une installation ; retirés ; n° I-176 : modulation de la TGAP dès la mise en place d'une installation éligible ; et n° I-175 : extension de la réduction de la TGAP aux déchets transférés par voie alternative traités dans des installations valorisant du biogaz ; adoptés.

- **Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 12588, 12589) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 121-1, L. 123-1, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 124-2 du code de l'urbanisme - Obligation de réaliser un plan d'aménagement des entrées de ville) (p. 12597) : son amendement n° 1 ; adopté. (p. 12598) : position de la commission sur les sous-amendements n° 3 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 5 de M. Claude Biwer portant sur l'amendement n° 1 précité. - **Article 2** (art. L. 123-1 du code de la voirie routière - Transformation des routes nationales en voies urbaines dans le périmètre des entrées de ville) (p. 12600, 12601) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de la commission saisie pour avis et sur le sous-amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Sueur s'y rapportant. - **Article 3** (art. 28 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Insertion dans les plans de déplacement urbain d'une annexe définissant les conditions d'amélioration de la desserte par les transports en commun des entrées de ville) (p. 12601) : parole sur l'article.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12785) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement ; nouvelle nomination le 4 mars 2009.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'État locataire : une gestion à bâtir [n° 510 (2008-2009)] (1er juillet 2009) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Gestion du patrimoine immobilier de l'État [n° 101 tome 3 annexe 14 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 633, 635) : son intervention. - **Articles additionnels avant le titre 1er** (p. 674) : favorable à l'amendement n° 62 de M. Bernard Vera (imposition des indemnités de départ accordées aux dirigeants des grandes entreprises).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 708, 718) : ses amendements n° 40 : suppression des exonérations de charges sociales pour les heures supplémentaires ; n° 42 : doublement de la prime pour l'emploi ; n° 43 : repli ; n° 44 : indexation des seuils et des barèmes de la prime pour l'emploi ; n° 45 : modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation des bénéfices ; n° 46 : modification de la répartition de la réserve de participation des salariés ; n° 47 : conditionnement de la réduction des cotisations de sécurité sociale à l'existence d'un accord salarial d'entreprise ; et n° 48 : affectation des dividendes et rémunérations des salariés ; rejetés. - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 735) : intervient sur son amendement n° 18, soutenu par M. Edmond Hervé. (p. 751) : favorable à l'amendement n° 32 de M. Philippe Dallier. (p. 752) : reprend l'amendement n° 10 de la commission ; rejeté. (p. 753, 754) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 7 de M. Jean Arthuis. (p. 758) : intervient sur son amendement n° 53 soutenu par M. Edmond Hervé. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 760, 761) : son amendement n° 22 : majoration de la dotation globale de fonctionnement ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 785, 786) : favorable à l'amendement n° 37 de M. Éric Doligé (crédit d'impôt pour les travaux de remise en état des résidences principales envisagées par la sécheresse de 2003). Son amendement n° 49 : interdiction pour les entreprises bancaires ayant bénéficié de mesures de soutien de distribuer des dividendes à leurs actionnaires au titre de l'année 2008 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 799) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale**

commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Article 2** (*Lutte contre le changement climatique*) (p. 1004, 1005) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission. (p. 1006, 1007) : favorable à l'amendement n° 317 de M. Roland Courteau.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 - Commission mixte paritaire [n° 180 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1154, 1156) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 - Commission mixte paritaire [n° 181 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1166, 1167) : son intervention.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2741) : favorable à la motion n° 423 tendant au renvoi à la commission. - **Titre 1er A** (*Soutien au pouvoir d'achat*) (p. 2742) : son amendement n° 157 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2905) : favorable à l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières).

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3502, 3504) : son intervention. Le groupe socialiste votera cette proposition de loi. - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3513) : parole sur l'article. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 3514, 3516) : ses amendements n° 1 : création d'une nouvelle tranche d'impôt sur le revenu ; n° 2 : plafonnement des salaires versés aux dirigeants d'entreprises ; n° 3 : plafonnement des primes de départ des dirigeants d'entreprises ; n° 5 : taxation supplémentaire du bénéfice imposable des entreprises augmentant le salaire de leur dirigeant six mois avant leur départ ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3517, 3519) : ses amendements n° 6 : limitation des stock-options aux entreprises de moins de cinq ans ; n° 7 : limitation de la part variable de la rémunération d'un dirigeant d'entreprise ; n° 8 : établissement par les dirigeants d'entreprise d'un calendrier de cession ou de réalisation de leur rémunération en capital ; n° 9 : augmentation de la contribution salariale sur les rémunérations annexes en capital des dirigeants ; n° 10 : augmentation de la cotisation patronale sur les rémunérations annexes en capital des dirigeants ; et n° 11 : abaissement du seuil de taxation de la plus-value d'acquisition et relèvement de la taxe sur les attributions gratuites pour les cessions de valeurs mobilières supérieures à 50 000 euros ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3522) : son amendement n° 12 : procédure d'autorisation relative à la rémunération des dirigeants d'entreprises ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3523) : ses amendements n° 13 : rapport sur les rémunérations des dirigeants d'entreprise ; et n° 14 : ajout dans le rapport spécial présenté à l'assemblée générale d'une entreprise d'une annexe consacrée aux rémunérations allouées aux dirigeants ; rejetés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3584, 3585) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3606, 3625) : ses amendements n° 54 : suppression du bouclier fiscal ; n° 51 : plafonnement des primes de départ des dirigeants d'entreprise à une année de salaire de base ; n° 52 : fiscalisation des indemnités de départ des dirigeants d'entreprise versées sous forme de primes et/ou d'actions gratuites, et relèvement du taux d'imposition des dirigeants d'entreprise ayant bénéficié d'aides de l'État ou des dirigeants se voyant accorder une augmentation de salaire dans les six mois précédant leur départ de l'entreprise ; n° 50 : plafonnement du salaire des dirigeants à vingt fois le salaire de base et, à défaut, instauration

d'une taxe supplémentaire de 15 % sur le bénéfice imposable ; n° 53 : limitation de la part variable de la rémunération des dirigeants de société ; n° 49 : instauration d'une cinquième tranche d'imposition sur le revenu pour les rémunérations supérieures à 380 000 euros ; n° 88 : interdiction de recourir aux stock-options pour les entreprises créées depuis plus de cinq ans ; rejetés. Intervient sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° 71 (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires) et n° 21 (suppression du bouclier fiscal).

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article additionnel avant l'article 2 bis** (p. 3608) : soutient l'amendement n° 44 de M. Serge Lagauche (compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 3611, 3614) : ses amendements n° 33 : majoration de la dotation globale de fonctionnement ; et n° 35 : révision des valeurs locatives des immeubles bâtis retenues pour les impositions directes locales ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3619) : défavorable à l'amendement n° 29 de M. Gérard Longuet (assouplissement des conditions de conclusion de partenariats public-privé). - **Article 7 et état D (Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires)** (p. 3632, 3633) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 8 B** (p. 3646) : défavorable à l'amendement n° 80 de M. Jean-Claude Carle (éligibilité au dispositif Scellier des logements à la déclaration d'ouverture de chantier antérieure au 1er janvier 2009). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 3667) : son amendement n° 34 : non-prise en compte du foyer fiscal pour le calcul du crédit d'impôt développement durable ; rejeté. - **Article 11 (Renforcement des conventions entre l'Etat et les banques bénéficiant de la garantie financière de l'Etat)** (p. 3683, 3684) : favorable à l'amendement n° 74 de M. Jean Arthuis.

- **Commission mixte paritaire [n° 319 (2008-2009)]** - (9 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3901, 3902) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi de finances rectificative.

- **Débat sur la crise financière internationale et ses conséquences économiques** - (29 avril 2009) (p. 4015, 4016) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Christiane Demontès sur la politique de défiscalisation des heures supplémentaires** - (29 avril 2009) (p. 4023, 4024) : son intervention.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) - en remplacement de M. Bernard Angles, corapporteur du groupe de travail (p. 4065, 4067) : son intervention. (p. 4080) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4311, 4313) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi. - **Article 2 (Composition de la commission nationale)** (p. 4328) : son intervention. - **Article 3 (Saisine et pouvoir consultatif de la Commission nationale)** (p. 4319) : soutient l'amendement n° 1 de M. François Rebsamen ; rejeté. - **Article 4 (Création de commissions régionales des aides publiques)** (p. 4320) : soutient l'amendement n° 2 de M. François Rebsamen ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (8 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5810, 5811) : son intervention. Défavorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - **Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires**)

(p. 5854, 5863) : intervient sur ses amendements n° 1 présenté par M. Michel Sergent et n° 2 présenté par M. Jean-Louis Carrère. Ses amendements n° 6 et 4 ; rejetés. (p. 5864, 5866) : son amendement n° 3 ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 9 de M. Yvon Collin. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Art. 16 et 32 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière - **Conditions d'applicabilité des conventions de branche et organisation du dialogue social**) (p. 5874) : son amendement n° 7 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5877) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5886, 5888) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur cette proposition de loi. - **Article 3 bis (Texte modifié par la commission)** (Art. L. 221-5 du code monétaire et financier - **Sanction du non-respect par les établissements de crédit des conditions d'emploi de certains fonds d'épargne réglementés**) (p. 5896) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Vera. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Statistiques relatives aux crédits bancaires consentis aux jeunes entreprises et PME) (p. 5898) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 6 quinquies** (p. 5902) : défavorable à l'amendement n° 9 de M. Albéric de Montgolfier (alignement du régime déclaratif des experts-comptables, dans le cadre de leurs activités juridiques, sur celui des avocats). - **Article 6 sexies A (Ratification de trois ordonnances en matière de droit financier)** (p. 5903) : son amendement n° 1 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 5905) : favorable à l'amendement n° 10 de M. Pierre Hérisson (modalités de la mutualisation entre opérateurs de la partie terminale des réseaux en fibres optiques en vue du déploiement de la fibre optique dans les immeubles à partir de 2010).

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6025, 6028) : son intervention. Défavorable à ce texte. - **Article 1er A (art. L. 313-3 du code de la consommation - Refonte des catégories de prêts à la consommation pour la détermination des seuils de l'usure)** (p. 6041, 6043) : son amendement n° 21 ; rejeté. (p. 6045) : votera l'amendement n° 59 de Mme Odette Terrade. (p. 6047) : intervient sur son amendement n° 20. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6053, 6054) : son amendement n° 22 : limitation des pratiques commerciales incitant à contracter des crédits ; rejeté. - **Article 2 (art. L. 311-4 et L. 311-5 du code de la consommation - Publicité)** (p. 6060) : favorable aux amendements n° 77 de Mme Odette Terrade et n° 101 de Mme Françoise Férat. - **Article 4 (art. L. 311-8 à L. 311-17 du code de la consommation - Explications fournies à l'emprunteur et évaluation de sa solvabilité)** (p. 6063) : son amendement n° 32 ; rejeté. (p. 6066, 6067) : votera l'amendement n° 96 de Mme Muguette Dini. - **Article 5 (art. L. 311-11 à L. 311-17 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit)** (p. 6074, 6076) : ses amendements n° 25 et 28 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Article 14 (art. L. 311-33 à L. 311-36 du code de la consommation - Sanctions)** (p. 6114, 6115) : son amendement n° 27 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6119) : intervient sur son amendement n° 15 : abrogation du mécanisme de l'hypothèque rechargeable. - **Article 18 (art. L. 313-15 du code de la consommation - Regroupement de crédits)** (p. 6121) : son amendement n° 29 ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 18 bis** (p. 6123, 6124) : son amendement n° 16 : création d'un crédit d'impôt au profit des établissements de crédit accordant un crédit social inférieur à trois mille euros ; rejeté. - **Article 18 bis (art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 - Microcrédit)** (p. 6126) : favorable à l'amendement n° 7 de M. Hugues Portelli. - **Article 21 (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2 nouveau, et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement)** (p. 6133, 6134) : son amendement n° 17 ; rejeté. (p. 6136) : son amendement n° 30 ; rejeté. (p. 6138, 6139) : son amendement n° 31 ; rejeté. (p. 6140) : son amendement n° 107 ; rejeté. - **Article 27 bis (Principe de la**

création d'une centrale des crédits aux particuliers) (p. 6146, 6147) : son amendement n° 19 ; rejeté. (p. 6150) : intervient sur l'amendement n° 19 précité. - **Article 33 A (Commission temporaire d'évaluation de la loi)** (p. 6153) : son amendement n° 18 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6155) : votera contre ce texte.

- **Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 470 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6435, 6437) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6451) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 octies F, 39 AK et 279 du code général des impôts, art. 138 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 et art. 10 de la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 - Baisse de la taxe sur la valeur ajoutée dans la restauration) (p. 6761, 6765) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Jean Arthuis. Ses amendements n° 9, 10 et 11 ; rejetés.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 6895) : favorable à l'amendement n° 1 de la commission (extension aux titres à court terme de l'autorisation parlementaire relative au plafond de variation de la dette). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6897, 6898) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7493, 7494) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8879, 8880) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8909) : son intervention sur la transposition insuffisante d'une directive ferroviaire.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) (p. 8928, 8930) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9106, 9108) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9120) : favorable à cette proposition de résolution.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 2 bis A (Nouveau) (Dispositions relatives au STIF)** (p. 9215, 9216) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (8 novembre 2009) - **Article 13 (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste)** (p. 8943) : soutient l'amendement n° 335 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Article 1er (Intervention de la commission de déontologie de la fonction publique préalablement à un cumul de fonctions de direction dans des entreprises du secteur public et du secteur privé)** (p. 10680) : intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10768, 10770) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 10795) : le groupe socialiste votera la motion n° I-135 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 10798, 10799) : intervient sur sa motion n° I-136 tendant à poser la question préalable, soutenue par M. Gérard Collomb.

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité) (Suppression de la taxe professionnelle)** (p. 10896) : parole sur l'article. (p. 10905) : son amendement n° I-70 ; rejeté. (p. 10941) : intervient sur le sous-amendement n° I-56 de M. Philippe Dominati portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10951) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-72 ; rejeté. (p. 10971) : intervient sur le sous-amendement n° I-516 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10979) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-79 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 10994, 11010) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, intervient sur les sous-amendements n° I-97 de M. Albéric de Montgolfier, n° I-521 du Gouvernement, n° I-540 de M. Jean-Pierre Fourcade, ainsi que sur son sous-amendement n° I-79. (p. 11015, 11016) : intervient sur le sous-amendement n° I-527 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 11040) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° I-1 de la commission. - **Article 3 (priorité) (Financement des chambres de commerce et d'industrie)** (p. 11054) : soutient l'amendement n° I-358 de M. Yves Krattinger ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3 (priorité)** (p. 11055) : favorable à l'amendement n° I-547 de la commission (substitution de la cotisation locale d'activité à la patente pour constituer l'assiette de la taxe pour frais de chambre de métiers d'Alsace-Moselle). - **Article 13 bis (Nouveau) (priorité) (Abondement des dotations de péréquation de la dotation générale de fonctionnement)** (p. 11059) : son amendement n° I-349 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** (p. 11061, 11066) : son amendement n° I-356 : simplification du régime du FCTVA ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° I-405 de M. Gérard Longuet (reconduction pour 2010 du dispositif de remboursement anticipé du FCTVA). Le groupe socialiste votera l'amendement n° I-246 de M. François-Noël Buffet (assouplissement des règles permettant aux collectivités de bénéficier du remboursement anticipé du FCTVA). - **Article additionnel après l'article 15 (priorité)** (p. 11072) : son amendement n° I-353 : financement des dépenses de sécurité sociale assumées par les départements ; rejeté. - **Article 16 (priorité) (Evolution des compensations d'exonérations)** (p. 11074) : son amendement n° I-354 ; rejeté. - **Article 16 bis (Nouveau) (priorité) (Régime d'exonération de taxe foncière des logements vendus par ICADE)** (p. 11076) : soutient l'amendement n° I-355 de M. Bernard Angels ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article 4 (Prorogation pour les dépenses engagées en 2009 de la restitution immédiate et accélérée des créances de crédit d'impôt recherche pour les entreprises)** (p. 11097) : intervient sur les amendements n° I-186 de M. Thierry Foucaud et n° I-281 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11099) : son amendement n° I-300 : suppression de l'avantage fiscal dû à la déductibilité des intérêts d'emprunt ; rejeté. (p. 11102) : intervient sur son amendement n° I-303 : établissement d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés, pesant sur les établissements de crédit. (p. 11103) : intervient sur son amendement n° I-301 : non-déductibilité au titre de l'impôt sur les sociétés de la contribution économique territoriale versée par les entreprises. (p. 11108) : intervient sur son amendement n° I-419 : aménagement du montant de la dépense fiscale constituée par l'exonération des plus-values sur titre de participation. (p. 11112) : intervient sur l'amendement n° I-194 de M. Thierry Foucaud (taxation des bénéfices supplémentaires

réalisés par les compagnies pétrolières). (p. 11116) : son amendement n° I-304 : mise en place d'une taxe assurantielle systématique sur les activités des banques ; rejeté. - **Article 4 bis (Nouveau) et article additionnel après l'article 4 (Création d'une contribution pour frais de contrôle des établissements financiers)** (p. 11119) : intervient sur l'amendement n° I-428 de M. Michel Charasse. (p. 11122) : intervient sur l'amendement n° I-518 de la commission. - **Article 5 (Instauration d'une taxe carbone)** (p. 11127, 11128) : parole sur l'article. (p. 11131) : intervient sur l'amendement n° I-445 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 11134) : son amendement n° I-339 ; retiré. (p. 11136) : intervient sur son amendement n° I-339 précité. (p. 11148) : intervient sur l'amendement n° I-255 de M. Jacques Muller. (p. 11149) : son amendement n° I-338 ; rejeté. (p. 11166) : intervient sur son amendement n° I-341. (p. 11167) : intervient sur son amendement n° I-340. (p. 11169) : votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11187) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-181, I-182, I-183 et I-184 (modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration). - **Article 6 (Création d'un crédit d'impôt sur le revenu forfaitaire destiné à rendre aux ménages le montant de la taxe carbone)** (p. 11192) : son amendement n° I-345 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Article 9 (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2010)** (p. 11220) : intervient sur l'amendement n° I-195 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11227) : intervient sur son amendement n° I-307 : rétablissement de l'ancienne rédaction de l'article 195 du code général des impôts. (p. 11233, 11234) : son amendement n° I-309 : abaissement du niveau du plafonnement global de la réduction d'impôt sur le revenu ; rejeté. (p. 11235) : intervient sur son amendement n° I-309 : abaissement du niveau du plafonnement global de la réduction d'impôt sur le revenu. (p. 11237) : intervient sur son amendement n° I-310 : instauration d'une mesure d'indexation automatique des seuils et barèmes de la prime pour l'emploi. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11249, 11250) : son amendement n° I-319 : fiscalisation des plus-values réalisées lors de la cession de certains titres financiers détenus depuis moins d'un an ; rejeté. (p. 11251) : son amendement n° I-313 : suppression du dispositif du "bouclier fiscal" ; rejeté. (p. 11258) : soutient l'amendement n° I-321 de M. François Marc (limitation des avantages fiscaux sur les successions) ; rejeté. (p. 11260) : son amendement n° I-318 : exclusion du calcul du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal des impositions portant sur les revenus issus des stock-options, des parachutes dorés et des retraites "chapeau" ; rejeté. (p. 11261) : soutient l'amendement n° I-360 de M. Serge Larcher (annulation des dettes des communes des départements d'outre-mer) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11327) : intervient sur les amendements de M. Michel Charasse n° I-432 (suspension de l'édition et de la mise en œuvre de nouvelles normes techniques) et n° I-433 (suspension de l'augmentation par voie réglementaire des charges incombant aux collectivités territoriales). - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 11330) : son amendement n° I-359 : compensation pour les collectivités territoriales situées en zone de restructuration de la défense des pertes de recettes fiscales résultant d'exonération de taxes professionnelles et de taxes foncières au profit des entreprises implantées dans ces territoires ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 11342, 11343) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Michèle André, n° I-330 : relèvement de la contribution salariale sur les rémunérations annexes en capital des dirigeants de société. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 11416) : le groupe socialiste votera contre la première partie du projet de loi de finances pour 2010.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11783) : intervient sur l'amendement n° II-150 du

Gouvernement. (p. 11789) : intervient sur l'amendement n° II-129 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 11791) : intervient sur l'amendement n° II-128 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 52 bis** (p. 11795) : intervient sur l'amendement n° II-130 de M. Jean-Pierre Sueur (utilisation du reliquat des crédits votés dans le cadre de la loi de finances pour 2006 afin d'indemniser les victimes de la sécheresse de 2003).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11857, 11858) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11865) : son amendement n° II-10 : état récapitulatif des acquisitions immobilières de l'État ; adopté. (p. 11866) : position de la commission sur l'amendement n° II-154 de M. Albéric de Montgolfier (possibilité de recourir à un nouvel indice de référence pour l'indexation des loyers de bureaux et locaux professionnels).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12155, 12156) : intervient sur le sous-amendement n° II-324 de M. Charles Guené portant sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences). (p. 12159) : intervient sur le sous-amendement n° II-310 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° II-199 précité. (p. 12168) : intervient sur l'amendement n° II-199 précité. (p. 12193) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12227) : intervient sur les sous-amendements n° II-373 et II-374 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12233, 12234) : intervient sur l'amendement précité n° II-200 de la commission. (p. 12236) : rappel au règlement : rapports entre la majorité et l'opposition.

Articles de récapitulation des crédits

- (7 décembre 2009) - **Article 39 (Plafond des autorisations d'emplois)** (p. 12274) : intervient sur l'amendement n° II-390 du Gouvernement.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12278) : intervient sur l'amendement n° II-206 de M. Thierry Foucaud (suppression du dispositif "amortissement Robien"). (p. 12279) : intervient sur l'amendement n° II-111 de M. Thierry Foucaud (maintien de la demi-part fiscale accordée aux parents célibataires ou divorcés ayant élevé seuls des enfants). (p. 12281) : intervient sur l'amendement n° II-198 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur de l'installation de dispositifs d'assainissement non collectif). (p. 12282) : soutient l'amendement n° II-101 de M. Roland Courteau (avantage fiscal en cas de remplacement d'un appareil de chauffage au bois domestique) ; retiré. - **Article 43 (Prorogation du crédit d'impôt sur le revenu pour les dépenses d'équipement de l'habitation principale des personnes âgées ou handicapées)** (p. 12285) : soutient l'amendement n° II-260 de M. Didier Guillaume ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12286) : son amendement n° II-265 : diminution du niveau de plafonnement global de la réduction d'impôt sur le revenu ; rejeté. (p. 12291) : intervient sur son amendement n° II-265 précité. - **Article 44 bis (Nouveau) (Assouplissement du zonage de la réduction d'impôt "Scellier")** (p. 12297) : intervient sur son amendement n° II-280. - **Article 45 ("Verdissement" graduel dans le logement neuf du crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale)** (p. 12300) : son amendement n° II-281 ; rejeté. (p. 12302,

12303) : intervient sur l'amendement n° II-383 de la commission. - **Article 45 bis** (*Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail*) (p. 12314) : intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 45 quinques** (*Prorogation de la réduction d'impôt "Madelin"*) (p. 12323) : son amendement n° II-263 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 45 quinques** (p. 12324) : son amendement n° II-271 : correction du système fiscal incitant les entreprises à la sous-capitalisation ; retiré. (p. 12325, 12326) : son amendement n° II-272 : transmission au Parlement d'un rapport d'évaluation du crédit d'impôt recherche ; adopté. - **Article 45 sexies** (*Aménagement du crédit d'impôt au titre des emplois à domicile en matière de soutien scolaire*) (p. 12328) : intervient sur l'amendement n° II-164 de la commission. - **Article 48** (*Création au profit des conseils régionaux d'une faculté d'augmenter la taxe intérieure de consommation sur le gazole et les supercarburants pour financer des projets d'infrastructures de transport*) (p. 12345, 12346) : intervient sur son amendement n° II-282. (p. 12347) : soutient l'amendement n° II-284 de M. Thierry Repentin ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 48 sexies** (p. 12350) : son amendement n° II-285 : soumission à la taxe foncière des prisons réalisées dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé ; rejeté. (p. 12352, 12353) : son amendement n° II-296 : simplification du régime du Fonds de compensation pour la TVA au titre de l'égalité de traitement entre collectivités territoriales ; rejeté. - **Article 49** (*Imposition à l'impôt sur le revenu, pour la totalité de leur montant, des indemnités de départ volontaire à la retraite*) (p. 12353) : son amendement n° II-264 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 49 bis** (p. 12357) : son amendement n° II-276 : prise en compte des gains retirés de la cession de valeurs mobilières dans le calcul du revenu utilisé pour le bouclier fiscal ; irrecevable. (p. 12359, 12360) : intervient sur l'amendement n° II-197 de M. Jean Arthuis (réforme de la fiscalité des personnes).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Article 50 bis (Nouveau)** (*Modalités d'assujettissement des câblo-opérateurs à la taxe sur les services de télévision*) (p. 12400) : son amendement n° II-297 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 50 quinques** (p. 12409) : intervient sur l'amendement n° II-170 de M. Michel Charasse (limite à la rémunération du PDG du groupe EDF). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12440, 12442) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12825, 12827) : son intervention. - **Article 3** (*Affectation du produit des amendes de police relatives à la circulation routière*) (p. 12849, 12853) : son amendement n° 40 ; rejeté. - **Article 6** (*Clôture du compte de commerce "Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement"*) (p. 12866, 12867) : son amendement n° 41 ; adopté. - **Article 8 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 12880) : intervient sur l'amendement n° 204 du Gouvernement. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 12883, 12897) : ses amendements n° 74 : abaissement du niveau de plafonnement des dépenses fiscales à 15 000 euros ; n° 77 : instauration d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit ; n° 78 : modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé ; n° 79 : mise en place d'une taxe assurantielles sur les activités des banques ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 12905, 12906) : son amendement n° 80 : rédaction d'un rapport gouvernemental sur le fichier informatique EVAFISC ; retiré. - **Article 14 (réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 12911, 12916) : son amendement n° 70 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 218 de la commission. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 12922) : soutient l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Sueur (généralisation de l'application du taux réduit de TVA aux prestations et fournitures funéraires) ; rejeté. - **Article 24** (*Aménagement du régime du mécénat*) (p. 12933) : son amendement n° 75 ;

rejeté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12949, 12958) : son amendement n° 43 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les placements financiers risqués des collectivités locales) ; retiré puis repris par M. Michel Charasse. Soutient les amendements n° 48 de M. François Patriat (droit au bénéfice du FCTVA pour les collectivités territoriales investissant sur le domaine public fluvial) ; adopté ; et n° 71 de Mme Patricia Schillinger (possibilité, pour les propriétaires d'une résidence de tourisme, de se constituer en société coopérative d'intérêt collectif) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Article 27 quinques (Nouveau)** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 12979) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 27 sexies (Nouveau)** (*Dérogations aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées*) (p. 12980) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 176 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 28** (*Volet fiscal de la réforme portant fusion des professions d'avocats et d'avoués*) (p. 12980) : son amendement n° 76 ; rejeté. - **Article 28 ter (Nouveau)** (*Aménagement du crédit d'impôt "Développement durable" et report de l'éco-conditionnalité de certains avantages fiscaux*) (p. 12986) : favorable à l'amendement n° 226 de la commission. - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 12995) : favorable à l'amendement n° 231 de la commission (imposition exceptionnelle sur les éléments variables de rémunération des professionnels des marchés financiers).

- **Projet de loi de finances pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 160 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (18 décembre 2009) (p. 13001, 13003) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Article 14 (Précédemment réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 13106, 13107) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 207 du Gouvernement. - **Article 29 octies (Nouveau)** (*Immatriculation au registre des métiers des auto-entrepreneurs exerçant à titre principal une activité artisanale*) (p. 13110, 13112) : favorable à l'amendement n° 125 de M. Charles Revet. Soutient les amendements n° 68 et 67 de M. Didier Guillaume ; rejetés. - **Article 30 quinques (Nouveau)** (*Compensation de contribution carbone au bénéfice des biocarburants*) (p. 13123, 13125) : son amendement n° 51 ; rejeté. - **Article 30 sexies (Nouveau)** (*Adaptation du régime de la taxe générale sur les activités polluantes applicable à la filière "papier"*) (p. 13126, 13127) : son amendement n° 52 ; rejeté. - **Article 30 undecies (Nouveau)** (*Modulation de la taxe sur la publicité*) (p. 13134) : son amendement n° 65 ; rejeté. - **Article 30 quindecies (Nouveau)** (*Assujettissement des associations de gestion et de comptabilité à certaines cotisations à l'ordre des experts-comptables*) (p. 13141, 13143) : soutient les amendements de M. Daniel Raoul n° 88 et 90 ; rejetés ; et n° 89 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 34** (p. 13152) : son amendement n° 72 : exemption d'impôt sur le revenu pour les indemnités de départ volontaire versées aux fonctionnaires du ministère de la défense dans le cadre de la révision générale des politiques publiques ; rejeté. - **Article 38 (Nouveau)** (*Déductibilité des majorations salariales issues d'un régime d'heures d'équivalences à taux majoré*) (p. 13158) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission. - **Article 40 (Nouveau)** (*Renouvellement du délai de prorogation d'un an des concessions d'autoroute en contrepartie d'aménagements*) (p. 13160) : soutient l'amendement n° 69 de M. Marc Massion ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13162) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 184 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13289, 13290) : son intervention.

BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse)
sénateur (Hérault)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 22 septembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons [n° 153 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture : Mission effectuée en Roumanie du 3 au 7 mai 2009 [n° 614 (2008-2009)] (15 septembre 2009) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (11 juin 2009) (p. 5986) : son intervention sur le vin rosé.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 489 (2008-2009)] - (1er juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6620, 6621) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (9 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9942, 9943) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10612) : sa question puis ses observations.

BRUN (Elie)
sénateur (Var)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
 UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre chargé de la mise en œuvre du plan de relance le 23 février 2009 ; fin de mission le 30 juin 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009 ; puis secrétaire le 7 octobre 2009.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire de la Commission nationale des compétences et des talents le 23 décembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 263 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Sécurité - Immigration, asile et intégration [n° 106 tome 11 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pénitentiaire** [n° 202 (2008-2009)] - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2272, 2273) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures** [n° 210 (2008-2009)] - (24 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3272) : son amendement n° 85 : création de postes de magistrats permanents auprès de la Cour nationale du droit d'asile ; adopté.

BUSSEREAU (Dominique)
secrétaire d'État chargé des transports

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (29 janvier 2009) - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 1089) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 159 de M. Michel Teston (définition d'une politique des transports et de la mobilité durable). - **Article 9 (Principes de la politique des transports)** (p. 1092, 1101) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 26, 27, 28 et 29 de la commission, n° 160, 161 et 162 de M. Michel Teston, n° 192 de Mme Évelyne Didier, n° 165 de Mme Jacqueline Alquier, n° 499 de M. Claude Biwer, n° 115 de

- **Débat sur la politique de lutte contre l'immigration clandestine** - (29 avril 2009) (p. 4035, 4037) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile** [n° 330 (2008-2009)] - (6 mai 2009) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 4171, 4172) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 213-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - **Transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée en France au titre de l'asile à la Cour nationale du droit d'asile**) (p. 4203, 4304) : le groupe UMP votera l'amendement n° 40 du Gouvernement.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8783) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Questions cibles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8986, 8987) : sa question.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques** [n° 534 (2008-2009)] - (28 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9062) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (27 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11562, 11563) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux** [n° 132 (2009-2010)] - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12707, 12708) : son intervention. - **Question préalable** (p. 12733) : le groupe UMP votera contre la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Rappel au règlement** (p. 12737) : intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Raoul.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Réduction du mandat des conseillers généraux)** (p. 12786) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12804) : le groupe UMP votera ce texte.

M. Gérard César, n° 616 de M. Albéric de Montgolfier, n° 156 de M. Dominique Braye, ainsi que sur le sous-amendement n° 767 de M. Adrien Gouteyron s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1103) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Michel Teston n° 163 (participation active des compagnies pétrolières au processus de réduction de la dépense énergétique) et n° 164 (évaluation par le Gouvernement de la libéralisation du fret ferroviaire), et n° 193 de Mme Évelyne Didier portant sur le même objet. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 1104) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 276 de M. Michel Teston (priorité donnée au réseau ferré dans le cadre de la politique durable des transports). - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 1111, 1121) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 30, 31, 32 et 725 de la commission, n° 194, 197, 196, 256 et 208 de Mme Évelyne Didier, n° 646 de M. Jacques Muller, n° 277, 271 et 278 de M. Michel Teston, n° 135 de M. Hugues Portelli, n° 500 de M. Claude Biwer, n° 512 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 282 et 281 de M. Roland Ries, et n° 351 de M. Philippe Richert. (p. 1121, 1132) : avis du Gouvernement sur

les amendements n° 198, 209 et 257 de Mme Évelyne Didier, n° 143 de M. Charles Revet, n° 513 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 273, 272 et 274 de M. Michel Teston, n° 628 de M. Robert Navarro, n° 114 de M. Francis Grignon, et n° 285 de M. Roland Ries. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 33, 34, 36, 37, 38, 39, 40, 724 et 35 de la commission ainsi que sur les sous-amendements n° 785 et 786 de M. Michel Teston s'y rapportant. (p. 1133, 1146) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 275 et 279 de M. Michel Teston, n° 501, 502 et 507 de M. Claude Biwer, n° 682 de M. Jean Bizet, n° 697, 698 et 699 de M. Michel Houel, n° 716 et 717 de M. Rémy Pointereau, n° 286 de M. Roland Ries, n° 496 de M. Daniel Dubois, n° 195 et 199 de Mme Évelyne Didier, n° 311 de M. Didier Guillaume, n° 41, 726, 43, 44, 45 et 42 de la commission, ainsi que sur le sous-amendement n° 788 de Mme Marie-Christine Blandin s'y rapportant. - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1150, 1152) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2177, 2209) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Rappel au règlement** (p. 2183) : réponse au rappel au règlement de Mme Odette Terrade. - **Question préalable** (p. 2212, 2213) : avis du Gouvernement sur la motion n° 61 de Mme Mireille Schurch tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant le titre 1er** (p. 2214, 2215) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Mireille Schurch n° 43 (réalisation d'un bilan carbone et d'un bilan sur l'emploi, sur l'aménagement du territoire et sur la qualité du service rendu des effets de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire) et n° 44 (insertion systématique d'une clause de réversibilité dans les directives européennes existantes et futures). - **Article 1er** (*Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire*) (p. 2218, 2226) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, 2 et 3 de la commission, n° 49, 42, 48 et 59 de Mme Mireille Schurch, n° 82, 83, 84 et 85 de M. Michel Teston, n° 73 et 72 de Mme Nathalie Goulet, n° 111 et 112 de M. Charles Revet, ainsi que sur le sous-amendement n° 141 de M. Michel Teston portant sur l'amendement n° 112 de M. Charles Revet précité.

- **Rappel au règlement** - (9 mars 2009) (p. 2609, 2610) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Teston.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)] (suite)** - (9 mars 2009) - **Article 1er** (*Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire*) (p. 2613, 2617) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50 de Mme Mireille Schurch, n° 5 et 4 de la commission, n° 86 de M. Michel Teston, n° 113 de M. Charles Revet et n° 31 de M. Daniel Percheron. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2619) : 2620) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 6 de la commission et n° 87 de M. Michel Teston (certification des conducteurs de train). Son amendement n° 132 : transposition en droit français du règlement européen sur les droits et obligations des voyageurs ; adopté. - **Article 2** (*Loi n° 97-135 du 13 février 1997 - Dispositions relatives à Réseau ferré de France, RFF*) (p. 2624, 2631) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 de la commission, n° 32, 33, 122 et 116 de M. Charles Revet, n° 51 et 52 de Mme Mireille Schurch, n° 74 de Mme Nathalie Goulet, n° 88, 90, 93, 89, 92 et 91 de M. Michel Teston et n° 62 de M. Hubert Haenel. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2632, 2636) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bonnefoy n° 94 (concertation relative à la compensation des préjudices liés à l'implantation de lignes à grande vitesse) et n° 95 (valeur locative des lignes de TGV), n° 96 de M. Michel Teston (rapport au Parlement relatif au remboursement de la dette de Réseau ferré de France), n° 34 de M. François Zocchetto (instauration d'une redevance tarifaire forfaitaire en fonction du nombre de kilomètres de lignes à

grande vitesse construit sur le territoire d'une commune) et n° 45 de Mme Mireille Schurch (reprise par l'Etat de la dette de l'entreprise publique Réseau ferré de France). - **Article 3** (*Validation d'actes administratifs*) (p. 2637, 3638) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 60 de Mme Mireille Schurch et n° 8 de la commission. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2638) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 110 de M. Charles Revet (compétences exclusives de Réseau ferré de France). - **Intitulé du titre III** (*De la régulation des activités ferroviaires*) (p. 2639) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de Mme Mireille Schurch. - **Article 4** (*Statut et champs de compétence de la Commission de régulation des activités ferroviaires, CRAF*) (p. 2640, 2642) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de la commission, n° 47, 40 et 41 de Mme Mireille Schurch, n° 97 de M. Michel Teston et n° 117 de M. Charles Revet. - **Article 5** (*Collège de la CRAF*) (p. 2643, 2644) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 de Mme Mireille Schurch, n° 98 de M. Michel Teston et n° 10 de la commission. - **Article 6** (*Règles d'incompatibilités et d'irrévocabilité*) (p. 2644, 2645) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 118 de M. Charles Revet. - **Article 7** (*Pouvoir réglementaire de la CRAF*) (p. 2647) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 55 de Mme Mireille Schurch, n° 99 de M. Michel Teston, n° 119 de M. Charles Revet, n° 11 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 145 de M. Hervé Maurey. - **Article 8** (*Missions et pouvoirs de la CRAF*) (p. 2648) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 et 13 de la commission, n° 100 de M. Michel Teston, n° 120 de M. Charles Revet, n° 35 de M. Hervé Maurey, n° 39 de Mme Mireille Schurch et n° 65 et 64 de M. Hubert Haenel. - **Article 9** (*Compétence de traitement des litiges et de réformation des décisions*) (p. 2655) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 56 de Mme Mireille Schurch, n° 121 et 129 de M. Charles Revet, n° 100 de M. Michel Teston, n° 75 et 76 de Mme Nathalie Goulet, n° 14 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 102 de M. Michel Teston et n° 140 de M. Jean-Paul Emorine. - **Article 10** (*Pouvoirs de sanction de la CRAF*) (p. 2657) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 103 de M. Michel Teston, n° 38 de Mme Mireille Schurch, n° 15 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 146 de M. Hervé Maurey. - **Article 14** (*Moyens budgétaires de la CRAF*) (p. 2658) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission. - **Article 15** (*Pouvoirs d'investigation*) (p. 2659) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 et 18. - **Article 16** (*Droit de visite et de saisie*) (p. 2660, 2661) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19, 20, 21 et 22 de la commission. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2661) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de la commission (assermentation des agents et des experts participant aux enquêtes). - **Article 17** (*Sanction pénale des entraves aux pouvoirs d'enquête de la Commission - Assermentation des agents de la Commission*) (p. 2662) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24, 25 et 26. - **Article 20** (*Relations de la CRAF avec les autorités judiciaires*) (p. 2663) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 142 de la commission. - **Article 22** (*Coordination et date d'entrée en vigueur des dispositions du Titre III*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de la commission. - **Article additionnel après l'article 22** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de la commission (entrée en vigueur de certaines dispositions du titre III). - **Article 23** (*art. L. 153-7 du code de la voirie routière - Transport routier*) (p. 2664) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 104 de M. Michel Teston, n° 143 de la commission et n° 57 de Mme Mireille Schurch. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 2665, 2666) : ses amendements n° 133 (encadrement du cabotage routier) ; et n° 134 (sanctions relatives aux infractions à la législation sociale dans le domaine des transports routiers) ; adoptés. - **Intitulé du titre V** (*Dispositions relatives à l'aviation civile*) (p. 2667) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de Mme Mireille Schurch. - **Article 24** (*art. L. 422-5 du code de l'aviation civile - Durée de travail et régime de travail du personnel navigant de l'aéronautique civile*) (p. 2669) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de Mme Mireille Schurch, n° 66 de M. Yvon Collin et n° 29 de la commission. - **Article additionnel après l'article**

24 (p. 2671) : sur l'amendement n° 67 de M. Yvon Collin (adaptation au personnel naviguant technique des dispositions applicables aux cadres en matière de représentativité du personnel), son sous-amendement n° 139 ; adopté. - **Article 25** (art. 4 de la loi n° 84-4 du 3 janvier 1984 instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique, art. 7 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction de la durée du temps de travail et art. 7 de la loi n° 84-9 du 4 janvier 1984 portant modification du code du travail et relative au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant - Suppression de dispositions redondantes) (p. 2672) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de Mme Mireille Schurch. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2673, 2676) : ses amendements n° 135 (compétences de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires) ; n° 136 (compétences de la Direction générale de l'aviation civile) ; n° 137 (élargissement des cas de saisie conservatoire d'un aéronef) ; adoptés ; et n° 138 (statut et objet de l'Ecole nationale maritime) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 144 de Mme Mireille Schurch. Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 148 de M. Michel Teston portant sur l'amendement n° 135 précité. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2676) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2678) : remerciements.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3705, 3706) : son intervention. (p. 3717, 3718) : réponse aux orateurs. - **Article 3** (*Consistance du transfert*) (p. 3719, 3720) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 et 12 de Mme Anne-Marie Escoffier, n° 14 et 15 de M. Yves Krattinger et n° 1 de M. Louis Pinton. - **Article 4** (*Conventions de transfert*) (p. 3721) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Louis Pinton, n° 16 de M. Yves Krattinger et n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 5** (*Transfert en cas d'échec de la procédure conventionnelle*) (p. 3733, 3734) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 et 18 de M. Yves Krattinger. - **Article 10** (*Personnels techniques spécialisés*) (p. 3736) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de la commission. - **Article 11** (*Mise à disposition transitoire des OPA*) (p. 3738, 3741) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21, 22, 23 et 24 de M. Yves Krattinger et n° 31, 32 et 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat. (p. 3739) : son amendement n° 36 ; adopté. - **Article 14** (*Transfert des contractuels*) (p. 3741) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de la commission. - **Article 16** (*Transfert en pleine propriété à titre gratuit*) (p. 3742) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 et 20 de M. Yves Krattinger. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 3743) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Gillot (extension du transfert de propriété aux immeubles transférés à la suite de l'adoption de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales). - **Article 17** (*Sort des biens meubles*) (p. 3744) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de M. Daniel Laurent. Son amendement n° 37 ; adopté. - **Article 20** (*Réseau de communications radioélectriques*) (p. 3745) : son amendement n° 38 ; adopté. - **Article 21** (*Période transitoire*) (p. 3745) : son amendement n° 39 ; adopté. (p. 3746, 3747) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de M. Yves Krattinger et n° 34 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 3748) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Bruno Sido (possibilité pour le département d'effectuer, pour le compte et à la demande d'un établissement public, l'entretien de l'ensemble de ses moyens matériels et notamment de ceux assurant les missions d'intervention et de sécurité civile). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3750) : remerciements.

- **Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 378 (2007-2008)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4291, 4292) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4294, 4295) : avis du

Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Alain Fouché (amélioration du système de récupération de points pour les professionnels de la route). - **Article 1er** (art. L. 223-9 [nouveau] du code de la route - Suppression du retrait de points en cas de dépassement de la vitesse maximale autorisée de moins de 5 km/h) (p. 4297) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de M. Jacques Mahéas et n° 1 de M. Nicolas About. - **Article 2** (art. L. 412-3 [nouveau] du code de la route - Suppression du retrait de points en cas de non-port de la ceinture de sécurité par le conducteur) (p. 4298) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Jacques Mahéas. - **Article 3** (art. L. 413-6 [nouveau] du code de la route - Alignement des vitesses maximales de nuit sur les vitesses maximales par temps de pluie) (p. 4299, 4300) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Jacques Mahéas. - **Article 4** (art. L. 324-2 du code de la route - Retrait de points en cas de conduite d'un véhicule non assuré) (p. 4300) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Mahéas. - **Article 5** (art. L. 324-2 du code de la route - Création d'une peine complémentaire de vente du véhicule non assuré au profit du Fonds de garantie des assurances obligatoires) (p. 4301) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Mahéas. - **Article 6** (art. L. 211-1 du code des assurances - Assurance du véhicule jusqu'à l'échéance du contrat en cas d'invalidation du permis) (p. 4301) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Mahéas. - **Article 7** (art. L. 211-7 bis [nouveau] du code des assurances - Obligation pour l'assuré de fournir à l'assureur une certification de détention du permis de conduire) (p. 4301) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Mahéas. (p. 4302) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (25 juin 2009) (p. 6390, 6391 ; 6393) : ses interventions sur la publication des données "passagers" des vols internationaux.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 6566, 6567) : réponse à Mme Evelynne Didier. (p. 6568, 6573) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 55, 57, 58, 59, 61, 62 et 63 de Mme Evelynne Didier, et n° 90 et 91 de M. Jacques Muller. - **Article 12** (**Texte non modifié par la commission**) (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 6575, 6580) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de M. Didier Guillaume, n° 6, 8 et 11 de M. Roland Ries, n° 7 et 10 de M. Thierry Repentin, et n° 64, 65 et 66 de Mme Evelynne Didier. - **Article 15 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 4 de la loi du 30 décembre 1982 - Schéma national des infrastructures de transport) (p. 6581) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Michel Teston.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (28 septembre 2009) - **Article 16** (art. L. 2213-3-1 [nouveau], L. 5214-16 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coordination des compétences transports urbains, voirie et stationnement sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale dotés de plans de déplacements urbains) (p. 7988, 7989) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 681 de Mme Jacqueline Gourault, n° 346 et 347 de M. Roland du Luart et n° 442 et 443 de Mme Mireille Schurch. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7992, 7997) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Roland Ries n° 474 (réforme du stationnement payant) et n° 686 (intégration du covoiturage, de l'autopartage et des systèmes de mise à disposition de bicyclettes en libre service dans le champ de compétence des autorités organisatrices de transports) et sur l'amendement n° 683 de M. Claude Lise (compétence du conseil général de la Martinique en matière de transports interurbains). - **Article 18** (art. 30-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Assouplissement des règles d'adhésion au syndicat mixte instauré par la loi de solidarité et de renouvellement urbains) (p. 7999) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 354 de M. Daniel Percheron. - **Article 19** (**Texte non modifié par la**

commission) (Définition de l'autopartage et création d'un label spécifique) (p. 8001, 8003) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 55 de M. Roland Ries, n° 135 de M. Claude Biwer et n° 444 et 445 de Mme Mireille Schurch. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8004, 8007) : son amendement n° 876 : développement des infrastructures permettant de recharger les batteries de véhicules électriques ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 56 de M. Roland Ries (possibilité pour les communes touristiques, en fonction de leur population, d'instaurer ou de majorer le versement transport), n° 58 de M. Claude Bérît-Débat (relèvement du taux plafond du versement transport pour certaines collectivités), n° 57 de M. Thierry Repentin (possibilité pour une autorité organisatrice de transports urbains d'aligner son taux de versement transport sur celui d'une autre autorité dans un périmètre partagé) et n° 688 de M. Serge Larcher (développement de l'usage des transports maritimes dans les départements d'outre-mer). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 130-4 et L. 330-2 du code de la route - Transposition d'une directive européenne pour développer les péages sans barrière sur les autoroutes) (p. 8008) : son amendement n° 875 ; adopté. - **Article 21 (Chapitre X du titre 1er du code de la voirie routière - Modulation des péages en fonction des émissions de gaz à effets de serre des camions mise en place au plus tard le 1er janvier 2010)** (p. 8011, 8019) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 60, 63 et 62 de M. Didier Guillaume, n° 61 de M. Gérard Collomb, n° 602, 603 et 604 de M. Jacques Muller, n° 64 de M. Michel Teston, n° 446, 447, 448 et 449 de Mme Mireille Schurch et n° 827 et 828 de Mme Fabienne Keller. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 8020, 8021) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 65 de M. Michel Teston (fixation de la valeur locative des lignes de chemin de fer à grande vitesse concédées) et n° 66 de M. Gérard Collomb (suppression de la référence à un décret en Conseil d'Etat pour permettre aux collectivités territoriales d'instituer des péages pour certains ouvrages d'art). - **Article 22 (Ordonnance n° 2005-898 du 2 août 2005 - Ratification de l'ordonnance relative aux voies ferrées)** (p. 8023, 8025) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 451 de Mme Mireille Schurch. Son amendement n° 878 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 8026, 8027) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Etienne Antoinette n° 895 (réglementation du transport fluvial guyanais par des décrets simples et non par des décrets en Conseil d'Etat) et n° 896 (statut des fleuves et des piroguiers guyanais). -

Article 22 ter (Nouveau) (art. 1531 [nouveau] du code général des impôts - Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif) (p. 8029, 8031) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 690 et 691 de M. Roland Ries, n° 863 de M. Gérard Collomb et n° 899 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 8031, 8033) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 450 de Mme Mireille Schurch (sécurisation juridique de l'existence de l'Observatoire Energie, Environnement, Transport) et n° 901 de la commission (possibilité pour les collectivités territoriales volontaires d'expérimenter le péage urbain).

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers - Commission mixte paritaire [n° 3 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8552) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8906, 8909) : ses interventions sur la transposition insuffisante d'une directive ferroviaire.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11767, 11768) : réponse aux orateurs. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11778, 11782) : réponses aux orateurs.

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11785) : son amendement n° II-149 ; adopté. (p. 11791) : son amendement n° II-151 ; adopté. (p. 11793) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-13 de la commission.

CAFFET (Jean-Pierre)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées **[n° 176 (2008-2009)]** (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales **[n° 253 (2008-2009)]** (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes **[n° 255 (2008-2009)]** (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés **[n° 300 (2008-2009)]** (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (28 janvier 2009) - **Article 5 (Rénovation thermique des bâtiments existants)** (p. 1031) : soutient l'amendement n° 178 de M. Thierry Repentin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 13 (Transports en Ile-de-France)** (p. 1251, 1254) : parole sur l'article. Son amendement n° 170 ; rejeté. Le groupe socialiste ne votera pas l'article 13 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 44 (Collectivités territoriales et développement durable)** (p. 1613) : soutient l'amendement n° 711 de M. Didier Guillaume ; adopté.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3128, 3129) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires** [n° 562 (2008-2009)] - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7273) : parole sur l'article. (p. 7302, 7313) : son amendement n° 22 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7362) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9593, 9597) : soutient les amendements de M. Michel Teston n° 472 et 389 ; rejetés. - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9635, 9640) : soutient les amendements n° 482 et 475 de M. Michel Teston ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 9833) : soutient l'amendement n° 355 de M. Michel Teston (renégociation de la directive européenne 2008/6/CE du 20 février 2008) ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste) (p. 9839) : soutient l'amendement n° 521 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9841) : soutient l'amendement n° 330 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9846) : soutient l'amendement n° 519 de M. Michel Teston ; rejeté.

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées jusqu'au 18 février 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les opérations extérieures sous le contrôle du Parlement [n° 178 (2008-2009)] (23 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 349 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de sécurité intérieure entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie [n° 449 (2008-2009)] (3 juin 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Aide publique au développement [n° 102 tome 3 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 338, 340) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Article 33** (art. L. 2122-19, L. 3121-19, L. 4132-18, L. 5212-2, L. 5212-33, L. 5214-28, L. 5212-34, L. 5214-29, L. 5721-7-1 du CGCT ; art. 1er de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ; art. L. 122-11 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Règles diverses relatives au fonctionnement des collectivités territoriales) (p. 3366) : son amendement n° 18 ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 378**

(2007-2008)] - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4290, 4291) : son intervention. Ne votera pas cette proposition de loi.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 33 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9130, 9131) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (7 novembre 2009) - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nominations du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9739) : soutient l'amendement n° 547 de Mme Marie-Hélène Des Esaulx ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 9830) : soutient l'amendement n° 188 de M. Louis Nègre (maintien du régime de TVA appliqué à La Poste malgré son changement de statut) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10975) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-59 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** (p. 11063) : soutient l'amendement n° I-405 de M. Gérard Longuet (reconduction pour 2010 du dispositif de remboursement anticipé du FCTVA) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11093) : son amendement n° I-436 : renforcement du lien territoire/hôpital ; retiré.

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 12051, 12052) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12066) : son amendement n° II-92 ; retiré.

CAMPION (Claire-Lise)
sénateur (Essonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales jusqu'au 26 octobre 2009.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille le 26 mars 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3987, 3988) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4478) : parole sur l'article.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-Lise Campion sur la protection de l'enfance** - (23 juin 2009) (p. 6204, 6207) : sa question. (p. 6218) : ses observations.

CANTEGRIT (Jean-Pierre)
*sénateur (Français établis hors de
France (Série B))*
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'administration du centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts.

Membre titulaire de la Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande électorale pour les élections à l'étranger [n° 412 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 134 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Motion d'ordre** - (17 septembre 2009) (p. 7619) : le groupe UMP sollicite une suspension de séance à onze heures. Suspension accordée.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11688, 11689) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11710) : son amendement n° II-90 ; adopté. (p. 11712) : intervient sur son amendement n° II-90.

CARLE (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques jusqu'au 25 juin 2009.

Rapporteur de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 578 (2008-2009)] relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 618 (2008-2009)] (16 septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 7 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail - Éducation.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Enseignement scolaire [n° 104 tome 5 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 567, 569) : son intervention. Le groupe UMP suivra les conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie - **Discussion générale** (p. 7751, 7755) : son intervention. - **Question préalable** (p. 7779) : position de la commission sur la motion n° 20 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7781) : position de la commission sur la motion n° 130 de M. Jean-Luc Fichet tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV) (p. 7783, 7788) : position de la commission sur les amendements n° 18, 25 et 26 de Mme Annie David, n° 133 et 131 de Mme Christiane Demontès, n° 109 de M. Jean Desessard, n° 7 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° 132 de M. Claude Jeannerot. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7789) : position de la commission sur l'amendement n° 110 de M. Jean Desessard (accès en langue étrangère aux cours de formation spécifiques aux chantiers de désamiantage). - **Article 2** (art. L. 6111-2 du code du travail - Articulation de la formation professionnelle et du socle commun garanti par le code de l'éducation) (p. 7790, 7791) : position de la commission sur les amendements n° 28 de Mme Annie David et n° 111 de M. Jean Desessard. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6314-1 du code du travail - Droit à l'orientation et à l'orientation professionnelles) (p. 7791, 7792) : position de la commission sur les amendements n° 113 et 116 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 7793) : position de la commission sur l'amendement n° 134 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur la création d'un service public et d'orientation). - **Article 3** (art. L. 6314-3, L. 6314-4 et L. 6314-5 [nouveaux] du code du travail - Définition et exercice du droit à l'orientation professionnelle - Labellisation des organismes d'information et d'orientation) (p. 7795, 7797) : position de la commission sur les amendements n° 29, 30, 31, 32 et 33 de Mme Annie David, n° 137 de M. Claude Jeannerot et n° 168 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2009) (p. 7829, 7831) : position de la commission sur les amendements n° 124 de M. Jean Desessard, n° 34 et 35 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7832, 7834) : position de la commission sur les amendements de M. Jean Desessard n° 119 (formation des personnels engagés pour des travaux comportant un risque sanitaire et ne maîtrisant pas le français) et n° 121 (intégration d'un volet sanitaire d'information dans les formations relatives à des métiers exposés à un risque sanitaire) ainsi que sur l'amendement n° 36 de Mme Annie David (maintien des conventions de formation en cas de procédure collective de licenciement). - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 313-1 du code de l'éducation - Recrutement et obligation de formation des personnels d'orientation de l'éducation nationale) (p. 7836, 7838) : position de la commission sur les amendements n° 14 de Mlle Sophie Joissains, n° 37 et 38 de Mme Annie David, et n° 135 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 7838) : position de la commission sur l'amendement n° 136 de Mme Maryvonne Blondin (participation des professeurs principaux de lycées et de collèges au service public d'information et d'orientation professionnelle). - **Article 4** (art. L. 6323-12, L. 6323-21 à L. 6323-23 du code du travail - Portabilité du droit individuel à la formation) (p. 7841, 7851) : position de la commission sur les amendements n° 39, 41, 45, 40, 43, 42, 44, 46 et 47 de Mme Annie David, n° 123 et 122 de M. Jean Desessard et n° 102 de M. Daniel Dubois. Ses amendements n° 175 et 176 ; adoptés ; et n° 177 ; adopté après modification par le sous-

amendement n° 183 de M. Alain Gournac. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7854) : position de la commission sur l'amendement n° 48 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur le droit individuel à la formation). - **Article 5 bis (Nouveau)** (art. L. 1226-10 du code du travail - Formation des salariés après un congé pour maladie professionnelle ou accident du travail) (p. 7855) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de Mme Annie David. - **Article 6** (art. L. 6321-2 et L. 2323-36 du code du travail - Prise en charge par les organismes collecteurs des congés individuels de formation intégralement réalisés hors temps de travail) (p. 7856, 7857) : position de la commission sur les amendements n° 50, 51 et 52 de Mme Annie David. - **Article 6 bis** (Création d'un livret de compétences pour les élèves du premier et du second degré) (p. 7858, 7859) : position de la commission sur les amendements n° 53 et 54 de Mme Annie David. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 [nouveau], L. 6315-2 [nouveau] du code du travail - Bilan d'étape professionnel et passeport formation) (p. 7861, 7862) : position de la commission sur les amendements n° 56, 57 et 58 de Mme Annie David et n° 138 de M. Claude Jeannerot. - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6321-1 du code du travail - Entretien professionnel pour les salariés de quarante-cinq ans) (p. 7863) : position de la commission sur les amendements n° 59 et 60 de Mme Annie David. - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Accès des jeunes de seize ans aux écoles de la deuxième chance) (p. 7864) : position de la commission sur l'amendement n° 61 de Mme Annie David. - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi) (p. 7868, 7872) : position de la commission sur les amendements n° 139 de Mme Christiane Demontès, n° 62 de Mme Annie David, n° 126 de M. Michel Houel et n° 141 de M. Jacques Gillot. (p. 7872, 7882) : position de la commission sur les amendements n° 63, 64, 65, 66 et 67 de Mme Annie David, n° 24 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 140 de M. Claude Jeannerot, n° 165 et 169 du Gouvernement, n° 120 et 118 de M. Jean Desessard, n° 13 de Mlle Sophie Joissains, n° 9 de Mme Françoise Laborde et n° 8 de Mme Colette Mélot. Son amendement n° 178 ; adopté. (p. 7883, 7891) : position de la commission sur les amendements n° 68, 71, 69, 70, 72, 73, 74, 75 et 76 de Mme Annie David, n° 23 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 142 et 143 de M. Claude Jeannerot, n° 117 de M. Jean Desessard, n° 3 et 6 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° 107 de M. Daniel Dubois. - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation de l'expérimentation des contrats de transition professionnelle) (p. 7892, 7893) : position de la commission sur les amendements n° 77 de Mme Annie David et n° 182 du Gouvernement. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 7894) : position de la commission sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Luc Fichet (rapport au Parlement sur les conditions d'une campagne d'information nationale sur la validation des acquis de l'expérience). - **Article 11** (art. L. 6314-1, L. 6314-2 (nouveau) du code du travail et art. L. 335-6 du code de l'éducation - Définition et modalités de détermination des certificats de qualification professionnelle - Missions de la commission nationale de la certification professionnelle) (p. 7897) : son amendement n° 179 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 106 de M. Daniel Dubois. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7898) : position de la commission sur les amendements de M. Michel Houel n° 128 (autorisation pour les centres de formation des apprentis de préparer leurs élèves à l'épreuve théorique du permis de conduire) et n° 129 (formalités d'embauche d'un apprenti par un auto-entrepreneur).

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 12** (art. L. 6325-1, L. 6325-1-1 [nouveau], L. 6325-12, L. 6332-14 et L. 6332-15 du code du travail - Modalités d'accès au contrat de professionnalisation) (p. 7909, 7910) : ses amendements n° 180 ; retiré ; et n° 174 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 146 de M. Jacques Gillot. - **Article 13 A** (art. 20 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 - Développement de l'apprentissage dans le secteur public) (p. 7911) : position de

la commission sur les amendements n° 78 de Mme Annie David et n° 115 de M. Jean Desessard. - **Article 13** (art. L. 6222-18 et L. 6241-4 du code du travail - Modalités de détermination du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au centre de formation d'apprentis où est inscrit l'apprenti - Période d'essai après rupture d'un premier contrat d'apprentissage) (p. 7912) : position de la commission sur les amendements n° 108 de Mme Catherine Procaccia et n° 79 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 7913) : son amendement n° 181 : responsabilisation des employeurs dans l'embauche des jeunes en apprentissage et allègement des contraintes administratives ; adopté. - **Article 13 bis A** (art. L. 6241-3 du code du travail et 225 du code général des impôts - Affectation au Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage du produit de la contribution supplémentaire de la taxe d'apprentissage) (p. 7916) : position de la commission sur l'amendement n° 170 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 2 de Mme Françoise Férat s'y rapportant. - **Article 13 bis BB (Nouveau)** (art. L. 337-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - Transition entre la scolarité et l'apprentissage - "Formation sas") (p. 7920, 7921) : position de la commission sur les amendements n° 80 et 81 de Mme Annie David et n° 147 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article 13 bis B** (art. 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 - Gratification des stagiaires en entreprise) (p. 7922) : position de la commission sur les amendements n° 82 de Mme Annie David et n° 167 du Gouvernement. - **Article 13 quater** (Conventions entre le préfet et les opérateurs privés de placement relatives aux offres d'emploi non pourvues) (p. 7924, 7926) : position de la commission sur les amendements n° 83 et 84 de Mme Annie David et n° 114 de M. Jean Desessard. - **Article 13 quinquiés** (Imputation sur l'obligation légale de financement de la formation professionnelle des dépenses de tutorat au profit des jeunes) (p. 7927) : position de la commission sur les amendements n° 85 de Mme Annie David et n° 148 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article 13 nonies A** (Repérage et suivi des jeunes en situation de décrochage) (p. 7928, 7931) : position de la commission sur les amendements n° 86 et 87 de Mme Annie David. - **Article 13 nonies** (Evaluation des résultats des missions locales en matière d'insertion professionnelle des jeunes) (p. 7930, 7931) : position de la commission sur les amendements n° 88 et 89 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 13 decies** (p. 7932, 7933) : position de la commission sur l'amendement n° 163 de M. Dominique Braye (autorisation de cumuler une assurance et un cautionnement pour les logements alloués à un étudiant ou à un apprenti). Son amendement n° 171 : possibilité pour l'Etat de passer des contrats pluriannuels avec des établissements d'enseignement supérieur afin de soutenir des dispositifs participant à la mission de service public de l'enseignement supérieur et présentant des caractéristiques innovantes en termes d'insertion professionnelle ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 7935) : position de la commission sur l'amendement n° 149 de M. François Patriat (versement aux régions, après péréquation nationale, du produit de la collecte de la taxe d'apprentissage non affectée par les entreprises ainsi que des deux sections du fonds national de développement de modernisation de l'apprentissage). - **Article 14** (art. L. 6332-1-1 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-6, L. 6332-7 et L. 6332-13 du code du travail - Missions des organismes paritaires collecteurs agréés) (p. 7937, 7938) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Gérard César. (p. 7939, 7940) : son amendement n° 173 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 90, 91 et 92 de Mme Annie David et n° 161 de M. Alain Gournac. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7945, 7950) : position de la commission sur les amendements n° 15 de M. Philippe Dominati (exonération pour les auto-entrepreneurs de la contribution de formation professionnelle, indépendante du niveau de leur chiffre d'affaires) et n° 127 de M. Michel Houel (confirmation, d'une part, de la mission de proximité des chambres de métiers et de l'artisanat et, d'autre part, de leur accès aux financements prévus par le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels). - **Article 15** (art. L. 6332-1 du code du travail - Régime de l'agrément des organismes collecteurs paritaires) (p. 7947) : position de la commission sur l'amendement n° 22 de M. Gérard César. - **Article additionnel après l'article 15 ter**

(p. 7948) : position de la commission sur l'amendement n° 166 du Gouvernement (possibilité pour les organismes de droit privé d'assurer le versement des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle, sous réserve de respecter les règles d'habilitation prévues par l'Etat). - **Article 16 A** (*Evaluation des actions de formation professionnelle*) (p. 7948) : position de la commission sur l'amendement n° 93 de Mme Annie David. - **Article 16** (*art. 6351-1 A [nouveau], L. 6531-1, L. 6531-3 à L. 6531-6, L. 6531-7-1 [nouveau], L. 6532-1, L. 6533-2 et L. 6533-3 du code du travail - Régime de déclaration d'activité des dispensateurs de formation professionnelle - Publicité de la liste des organismes déclarés*) (p. 7949, 7950) : position de la commission sur les amendements n° 94 de Mme Annie David et n° 150 de M. Claude Jeannerot. - **Article 16 bis** (*art. 215-1, 215-3, 222-36, 223-13, 225-13, 223-15-3, 313-7 et 433-17 du code pénal, L. 4161-5 et L. 4223-1 du code de la santé publique - Interdiction de l'exercice de l'activité de prestataire de formation aux personnes condamnées pour abus frauduleux d'une personne en état de sujétion psychologique ou physique*) (p. 7950) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Nicolas About. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi*) (p. 7958) : position de la commission sur les amendements n° 12 de M. Jacques Mézard, n° 95 de Mme Annie David et n° 151 de M. Claude Jeannerot. (p. 7962) : position de la commission sur les amendements n° 96 et 97 de Mme Annie David et n° 152 de M. Claude Jeannerot. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 7963) : position de la commission sur l'amendement n° 164 du Gouvernement (déclassement et transfert à titre gracieux, à l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, de la propriété des biens relevant du domaine public de l'Etat, mis à sa disposition dans le cadre de son activité). - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 7964, 7965) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 153 (exclusion du champ d'application de la directive des actions de formation professionnelle relevant de services publics à finalité sociale) et n° 154 (transposition en droit français des procédures définies par le droit communautaire, et autorisation des systèmes de mandatement avec octroi de droits spéciaux nécessaires à la réalisation de services d'intérêt général) et

n° 155 de M. Jacques Gillot (prise en compte de la spécificité des collectivités d'outre-mer). - **Article 20** (*art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Régime du plan régional de développement des formations professionnelles*) (p. 7967, 7969) : position de la commission sur les amendements n° 156 et 157 de M. Claude Jeannerot, n° 160 de M. Jacques Legendre, n° 112 de M. Jean Desessard, n° 4 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 98, 99 et 100 de Mme Annie David et n° 158 et 159 de Mme Christiane Demontès. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 6361-1, L. 6363-2 et L. 6361-5 du code du travail - Compétence des agents de catégorie A en matière de contrôle de la formation professionnelle*) (p. 7970) : position de la commission sur l'amendement n° 101 de Mme Annie David. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7975, 7976) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 7 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 8643, 8644) : son intervention. - **Article 13** (*art. L. 6222-18 et L. 6241-4 du code du travail - Modalités de détermination du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au centre de formation d'apprentis où est inscrit l'apprenti - Période d'essai après rupture d'un premier contrat d'apprentissage*) (p. 8668) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8801, 8803) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11799) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11823) : son amendement n° II-91 ; rejeté.

CARRÈRE (Jean-Louis)
sénateur (Landes)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les opérations extérieures sous le contrôle du Parlement [n° 178 (2008-2009)] (23 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Défense - Préparation et emploi des forces [n° 102 tome 6 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1983) : parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (3 mars 2009) (p. 2292, 2293) : article 16 du Règlement du Sénat. Organisation des travaux des commissions.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 297 (2008-2009)] - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3598, 3600) : son intervention. Exemple de la filière forestière des Landes.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article 4 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3620) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Article 5 bis et état B''** (*Budget général : ouvertures de crédits supplémentaires*) (p. 3627, 3630) : ses amendements n° 38 et 39 ; retirés. - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 3630, 3631) : son amendement n° 37 : augmentation de la dotation du fonds "catastrophe naturelle" ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires** [n° 445 (2008-2009)] - (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - Création de l'organe central du groupe des caisses*

d'épargne et des banques populaires) (p. 5854, 5861) : intervient sur les amendements n° 1 et 6 de Mme Nicole Bricq. Soutient l'amendement n° 2 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. (p. 5865, 5870) : soutient l'amendement n° 5 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Bernard Vera. Votera contre l'article 1er. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5879, 5880) : votera contre ce projet de loi.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10519, 10520) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

CARTRON (Françoise)
sénateur (Gironde)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées **[n° 156 (2008-2009)]** (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées **[n° 176 (2008-2009)]** (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales **[n° 253 (2008-2009)]** (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes **[n° 255 (2008-2009)]** (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés **[n° 300 (2008-2009)]** (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France **[n° 308 (2008-2009)]** (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation **[n° 309 (2008-2009)]** (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11681, 11682) : son intervention.

Défense

- (30 novembre 2009) (p. 11721) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11739) : sa question et sa réplique.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile **[n° 323 (2008-2009)]** (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" **[n° 341 (2008-2009)]** (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records **[n° 363 (2008-2009)]** (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics **[n° 446 (2008-2009)]** (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance **[n° 457 (2008-2009)]** (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) **[n° 475 (2008-2009)]** (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias **[n° 590 (2008-2009)]** (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" **[n° 591 (2008-2009)]** (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale **[n° 598 (2008-2009)]** (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) **[n° 629 (2008-2009)]** (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement **[n° 631 (2008-2009)]** (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger **[n° 30 (2009-2010)]** (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 572, 573) : son intervention. Le groupe socialiste soutient cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8826, 8829) : sa question. (p. 8844) : ses observations.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Article 4 (Titre Ier bis du livre Ier du code du service national [nouveau] - Création du service civique)** (p. 9025) : soutient l'amendement n° 9 de M. Yannick Bodin ; rejeté. (p. 9028) : soutient l'amendement n° 14 de M. Yannick Bodin ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Desailly sur la décentralisation des enseignements artistiques** - (29 octobre 2009) (p. 9143, 9145) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11814, 11815) : sa question et sa réplique.

CAZALET (Auguste)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac ; nouvelle nomination le 30 janvier 2009.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons [n° 153 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : Une seconde chance pour l'Agence française de l'adoption [n° 236 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Famille.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoning [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 101 tome 3 annexe 30 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures** [n° 210 (2008-2009)] - (24 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 28 quinquies** (p. 3319, 3320) : son amendement n° 83 : forme juridique des sociétés de gestion de débit de tabac ; adopté.

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) - au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 3977) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 12103) : son intervention.

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Vice-président de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - Questions sociales et santé - Société - Travail.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - Pouvoirs publics et Constitution.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - Famille - Justice.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - Travail - Union européenne.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - Famille.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - Famille - Société.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4378, 4380) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4460) : votera la motion n° 901 de M. Guy Fischer tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4484) : votera l'amendement n° 371 de M. François Autain. (p. 4516) : intervient sur l'amendement n° 70 de M. André Lardeux.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4548, 4549) : favorable à l'amendement n° 138 de M. Jean Desessard. (p. 4551, 4556) : favorable à l'amendement n° 388 de M. François Autain. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 391 de M. François Autain. (p. 4560) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 392 de M. François Autain. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - *Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4595) : parole sur l'article. - **Article 5 (Texte modifié par la**

commission) (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - *Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4635, 4640) : défavorable à l'amendement n° 1177 du Gouvernement. Favorable à l'amendement n° 312 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4666) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 416 de M. François Autain. (p. 4673, 4680) : le groupe socialiste votera les amendements n° 51 et 52 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 420, 421 et 422 de M. François Autain. (p. 4696) : demande un vote par division sur l'amendement n° 1180 du Gouvernement. (p. 4713, 4718) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1256 du Gouvernement. Intervient sur le sous-amendement n° 1291 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° 1192 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - *Nomination et gestion des personnels de direction*) (p. 4731) : parole sur l'article. (p. 4741) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 1167 du Gouvernement. - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4752) : défavorable à l'amendement n° 1191 du Gouvernement. (p. 4760, 4761) : sur l'amendement n° 248 de M. Alain Vasselle, défavorable au sous-amendement n° 1298 du Gouvernement. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - *Statut des praticiens hospitaliers*) (p. 4780, 4781) : parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (19 mai 2009) (p. 4807) : dénonce une atteinte aux droits du Parlement par le Gouvernement.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)] (suite)** - (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - *Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4815) : intervient sur les amendements n° 1307, 1308 et 1309 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1310, 1311 et 1312 de la commission s'y rapportant. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier*) (p. 4826, 4827) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4852) : intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier). - **Articles additionnels après l'article 13 ter (précédemment réservés)** (p. 4862) : soutient l'amendement n° 354 de M. Jean-Pierre Michel (possibilité de déroger au financement des établissements, dans les cas où il apparaît indispensable que ces établissements salarient certains de leurs médecins) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé*) (p. 4892) : intervient sur

l'amendement n° 906 de M. François Autain. (p. 4898, 4902) : soutient l'amendement n° 1086 de M. Jacky Le Menn ; retiré. Favorable à l'amendement n° 1010 de M. Nicolas About. (p. 4905) : intervient sur l'amendement n° 1324 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4936) : favorable à l'amendement n° 879 de M. Jean Desessard et au sous-amendement n° 1318 du Gouvernement s'y rapportant. (p. 4940) : intervient sur l'amendement n° 920 de M. François Autain. (p. 4943) : favorable à l'amendement n° 1053 de M. Yves Daudigny. (p. 4967) : son amendement n° 1022 ; retiré. (p. 4973) : intervient sur l'amendement n° 1144 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe. (p. 4977) : soutient l'amendement n° 1063 de Mme Bernadette Bourzai ; rejeté. (p. 4982) : son amendement n° 1023 ; rejeté. (p. 4983) : son amendement n° 1024 ; rejeté. (p. 4996, 4997) : son amendement n° 1025 ; rejeté. (p. 4998) : intervient sur l'amendement n° 938 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5044) : intervient sur l'amendement n° 1315 du Gouvernement. (p. 5060, 5066) : soutient l'amendement n° 1079 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 1000 de M. Philippe Leroy. (p. 5075) : soutient l'amendement n° 1088 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 5091) : intervient sur l'amendement n° 1284 du Gouvernement. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral) (p. 5107, 5110) : soutient l'amendement n° 1103 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. Votera le sous-amendement n° 1347 de M. Gilbert Barbier portant sur l'amendement n° 1340 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5156) : soutient l'amendement n° 1108 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 5159) : intervient sur l'amendement n° 1108 précité. (p. 5161) : soutient l'amendement n° 1109 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 5167, 5168) : soutient l'amendement n° 1124 de M. Jacky Le Menn ; retiré. (p. 5171) : soutient l'amendement n° 1117 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 5172) : soutient les amendements de M. Jacky Le Menn n° 1118 et 1119 ; rejetés. (p. 5180) : intervient sur l'amendement n° 1171 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 1354 de Mme Sylvie Desmarescaux s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) (p. 5199) : votera l'amendement n° 1171 du Gouvernement. (p. 5204) : soutient l'amendement n° 1123 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. - **Article 29 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6121-1 à L. 6121-4, L. 6121-9 et L. 6121-10 du code de la santé publique, art. L. 162-47, 16 de l'art. L. 162-5, L. 215-1 du code de la sécurité sociale, article 68 de la loi n° 2004-81 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Mesures de coordination rendues nécessaires par la création des agences régionales de santé) (p. 5211) : votera l'amendement n° 1145 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe. - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé)** (p. 5226) : soutient l'amendement n° 1105 de M. Jacky Le Menn (contribution des centres de santé à l'organisation et à l'évolution de l'offre de santé au niveau régional) ; rejeté. - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours) (p. 5244) : parole sur l'article. (p. 5248) : intervient sur son amendement n° 701. (p. 5249) : son amendement n° 702 ; rejeté. (p. 5252) : son amendement n° 704 ; rejeté. (p. 5254) : son amendement n° 706 ; retiré. (p. 5257) : son amendement n° 709 ; rejeté. (p. 5262) : soutient l'amendement n° 710 de M. Jean-Jacques Mirassou ; rejeté. - **Article 14 bis A** (art. L. 1111-2 du code de la santé publique - Transmission des informations de suivi d'un patient hospitalisé)

(p. 5265) : ne votera pas l'amendement n° 236 de M. Alain Vasselle. - **Article 14 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6323-1 et L. 6323-3 du code de la santé publique - Maisons et centres de santé) (p. 5272) : son amendement n° 714 ; retiré. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5276, 5277) : parole sur l'article. (p. 5280) : son amendement n° 719 ; rejeté. (p. 5286) : son amendement n° 722 ; rejeté. (p. 5289) : soutient l'amendement n° 723 de M. Serge Larcher ; retiré. (p. 5291) : intervient sur l'amendement n° 625 de M. Gilbert Barbier. Son amendement n° 724 ; retiré. (p. 5292) : soutient les amendements n° 712 et 713 de M. Jean-Jacques Mirassou ; retirés. (p. 5298) : soutient l'amendement n° 784 de M. Jacky Le Menn ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5318, 5323) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 477 de M. François Autain. Son amendement n° 726 ; rejeté. - **Article 15 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1-1 du code de l'éducation - Contrat d'engagement de service public pour les étudiants en médecine) (p. 5335) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1228 du Gouvernement. - **Article 15 ter (Supprimé par la commission)** (art. L. 632-1-1 A du code de l'éducation - Formation des étudiants en médecine sur la contraception et l'interruption volontaire de grossesse) (p. 5338) : son amendement n° 732 ; rejeté. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 5341, 5347) : parole sur l'article. Son amendement n° 737 ; devenu sans objet. - **Article 17 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4011-1 à L. 4011-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Coopération entre les professionnels de santé) (p. 5358, 5361) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 740 de M. Jean-Jacques Mirassou ; retiré. - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5366, 5371) : parole sur l'article. Soutient les amendements n° 745 et 785 de M. Jacky Le Menn ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) (p. 5485) : son amendement n° 744 ; rejeté. (p. 5490) : intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean Desessard. (p. 5502) : intervient sur l'article 18 de ce projet de loi. - **Article 18 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 162-1-18 du code de la sécurité sociale - Consultation annuelle gratuite d'un généraliste pour les jeunes) (p. 5503) : favorable à l'amendement n° 1233 du Gouvernement. - **Article 19 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1151-2 à L. 1151-4, L. 1152-1 et L. 1152-2 du code de la santé publique - Encadrement des pratiques à visée esthétique) (p. 5522) : favorable à l'amendement n° 1235 du Gouvernement. - **Article 19 quater (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4311-15, L. 4312-2, L. 4312-3, L. 4312-5, L. 4312-7, L. 4312-9, L. 4321-10, L. 4321-14, L. 4321-16, L. 4321-19, L. 4322-2, L. 4322-9, L. 4322-12 du code de la santé publique - Ordres des professions paramédicales) (p. 5531, 5532) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 509 de M. François Autain. - **Article 19 quinquies (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1483-1 du code de la santé publique - Contrôle des établissements de formation agréés en ostéopathie et chiropraxie) (p. 5536) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 1238 du Gouvernement. - **Article 20 (Texte modifié par la commission)** (Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale) (p. 5540) : intervient sur l'amendement n° 510 de M. François Autain. (p. 5548, 5550) : soutient les amendements de M. Jacky Le Menn n° 765 ; et n° 767 ; retirés. - **Articles additionnels avant l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5558, 5562) : ses amendements n° 696 : obligation pour les praticiens utilisant des équipements

lourds de s'engager à réaliser 70 % de leur activité en secteur 1 ; et n° 699 : remise d'un rapport sur la CMU complémentaire ; rejetés.

- *Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]* - (24 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6239, 6240) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6929, 6930) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (10 novembre 2009) (p. 9975) : organisation des travaux.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10010, 10012) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 10030) : le groupe socialiste votera la motion n° 253 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 10035) : favorable à la motion n° 67 de Mme Raymonde Le Texier tendant à poser la question préalable.

Première partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2008*) (p. 10050, 10051) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2008*) (p. 10052) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre l'article 2 de ce projet de loi.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 4** (*Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2009*) (p. 10056, 10057) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre l'article 4 de ce projet de loi. - **Article 6** (*Dotations au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires*) (p. 10060, 10061) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre l'article 6 de ce projet de loi. (p. 10064) : favorable à l'amendement n° 258 de M. Guy Fischer. (p. 10068) : défavorable à l'amendement n° 506 du Gouvernement. - **Article 7** (*Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche*) (p. 10070) : parole sur l'article. - **Article 8** (*Rectifications de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2009*) (p. 10070, 10071) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10082) : défavorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 47 et, sur ce dernier, favorable au sous-amendement n° 287 de M. Guy Fischer. - **Article 13 (priorité)** (*art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008, art. L. 732-58 et L. 732-62 du code rural - Modification de la clé de répartition du droit de consommation sur les tabacs et financement du régime complémentaire des exploitants agricoles*) (p. 10094, 10095) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** (p. 10095, 10096) : son amendement n° 74 : doublement de la taxe sur les boissons issues du mélange d'une boisson alcoolisée et d'une boisson non alcoolisée ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10107) : sur l'amendement n° 53 de la commission des finances saisie pour avis, le groupe socialiste votera le sous-amendement n° 520 de Mme Annie David. - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadre quadriannuel*) (p. 10117, 10118) : parole sur l'article. (p. 10120) : intervient sur son amendement n° 69, présenté par Mme Raymonde Le Texier. - **Article 10** (*Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au*

financement des mesures de préparation à la pandémie de grippe A, H1N1) (p. 10123) : parole sur l'article. (p. 10125, 10133) : ses amendements n° 234, 235 et 71 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 11** (*art. L. 138-10, L. 165-4 et L. 162-37 du code de la sécurité sociale - Régime de la clause permanente de sauvegarde - Modalités de recouvrement des remises sur le chiffre d'affaires dues par les fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux*) (p. 10151, 10152) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10161, 10162) : son amendement n° 237 : extension de la taxe sur la promotion à la publicité publiée dans la presse médicale ; rejeté. - **Article 14** (*art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites "chapeau"*) (p. 10170) : parole sur l'article. (p. 10171, 10180) : soutient l'amendement n° 109 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. Son amendement n° 75 ; rejeté. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 49 de la commission des finances saisie pour avis. - **Fait personnel** (p. 10177) : conteste l'interprétation faite par la ministre de la santé de son explication de vote sur l'amendement n° 237 précité. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10182, 10188) : soutient l'amendement n° 108 de Mme Nicole Bricq (assiette de la contribution patronale sur les stock-options) ; rejeté. Ses amendements n° 76 : évaluation annuelle du plan d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés et sanctions en cas d'objectifs non atteints ; n° 77 : relèvement des pénalités sanctionnant les entreprises dépourvues de plan d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés ; n° 78 : affectation au fonds de réserve pour les retraites des pénalités dues en cas d'absence de plan en faveur de l'emploi des salariés âgés ; rejetés ; et soutient l'amendement n° 82 de Mme Raymonde Le Texier (inclusion dans l'assiette de cotisations des attributions gratuites d'actions) ; rejeté. - **Article 15** (*art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social*) (p. 10190) : parole sur l'article. (p. 10191) : soutient l'amendement n° 79 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. - **Article 17 quater (Nouveau)** (*art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels*) (p. 10208) : le groupe socialiste ne participera pas au vote sur l'amendement n° 177 de M. Pierre Martin. - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 10214) : défavorable à l'amendement n° 5 de la commission (extension de l'assiette de la CSG). - **Article 19** (*art. L. 131-7 du code de la sécurité sociale - Non-compensation par le budget de l'Etat d'une mesure d'exonération de cotisations sociales*) (p. 10216) : parole sur l'article. (p. 10217) : son amendement n° 96 ; rejeté. - **Article 20** (*Montant de la compensation des exonérations*) (p. 10219, 10220) : parole sur l'article. - **Article 21 et annexe C** (*Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 10227, 10228) : parole sur l'article. - **Article 25** (*Objectif d'amortissement de la dette sociale et affectation de recettes au fonds de réserve pour les retraites*) (p. 10231) : parole sur l'article. - **Article 27** (*Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt*) (p. 10233, 10234) : parole sur l'article.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 28** (*Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination*) (p. 10245) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10263) : soutient l'amendement n° 238 de Mme Raymonde Le Texier (précision) ; rejeté. (p. 10264) : soutient l'amendement n° 241 de M. Jacky Le Menn (avis préalable des fédérations hospitalières sur les mesures conventionnelles ayant des répercussions importantes pour le pilotage et la gestion des établissements de santé) ; rejeté. (p. 10265) : son amendement n° 142 : application du rapport de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur "la prescription, la consommation et la fiscalité des médicaments" ; rejeté. -

Article 29 (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée*) (p. 10274, 10275) : parole sur l'article. (p. 10279) : intervient sur les amendements n° 143 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 297 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10286) : intervient sur l'amendement n° 485 de M. Alain Milon (caractère collectif des contrats d'amélioration des pratiques individuelles). - **Article 29 quinquies** (art. L. 162-2-1 du code de la sécurité sociale - *Développement de la prescription dans le répertoire des génériques*) (p. 10299) : intervient sur les amendements n° 13 de la commission, n° 214 de M. Alain Houpert, n° 371 de M. Dominique Leclerc, n° 475 de M. Alain Milon et n° 503 de M. Nicolas About. - **Article 30** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - *Mise sous accord préalable*) (p. 10302, 10303) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10308) : intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (mise en œuvre du secteur optionnel par la convention médicale ou, à défaut, par le règlement arbitral). - **Article 31** (art. L. 322-5-5 nouveau du code de la sécurité sociale et article 64 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - *Régulation des dépenses de transports sanitaires*) (p. 10320) : parole sur l'article. - **Article 32** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale, art. L. 162-22-10, L. 174-1-1 et L. 174-2-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Report à 2018 de l'achèvement de la convergence tarifaire - Prise en charge des soins effectués dans les hôpitaux établis hors de France*) (p. 10329) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10341) : soutient l'amendement n° 155 de M. Jacky Le Menn (application des dispositions conventionnelles aux centres de santé) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10354) : intervient sur les amendements n° 329 de Mme Isabelle Pasquet (évaluation des dépenses à venir liées au vieillissement de la population) et n° 421 de M. Paul Blanc (évaluation des coûts des services sociaux et médico-sociaux). (p. 10356) : intervient sur l'amendement n° 422 de M. Paul Blanc (possibilité, pour 2010, d'opérer une péréquation ponctuelle au profit des départements concernés par un déficit cumulé de trésorerie).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 10372, 10373) : intervient sur les amendements n° 158 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (prise en charge par l'assurance maladie des cotisations sociales des infirmiers libéraux coopérant avec des établissements médico-sociaux) et n° 244 de M. Yves Daudigny (diminution de la part de la contribution de solidarité pour l'autonomie affectée au financement des soins dans les

établissements et augmentation de la part affectée au financement de l'APA et de la PCH). - **Article 34** (*Contributions des régimes obligatoires d'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2010*) (p. 10377, 10378) : parole sur l'article. (p. 10382, 10384) : sur l'amendement n° 24 de la commission, le groupe socialiste votera contre le sous-amendement n° 514 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 10395) : soutient l'amendement n° 230 de M. Jean-Pierre Sueur (extension aux femmes salariées de la fonction publique de la possibilité de bénéficier d'un congé de maternité spécifique en cas de grossesse pathologique liée à l'exposition au diéthylstilbestrol) ; retiré. - **Article 37** (*Montant et ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 10399) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10436, 10437) : soutient l'amendement n° 166 de M. Claude Domeizel (évaluation des conditions d'ouverture des droits à pension de réversion aux personnes liées par un PACS) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10475, 10476) : soutient les amendements de M. Yves Daudigny n° 171 (suppression de la possibilité pour les ménages à revenus élevés de cumuler le complément de libre choix d'activité et l'allocation de base de la PAJE) ; n° 173 (rapport au Parlement sur le complément optionnel de libre choix d'activité) ; retirés. - **Article 46 ter** (art. L. 421-4 du code de l'action sociale et des familles - *Agrément d'un assistant maternel pour deux enfants au minimum dès sa première demande*) (p. 10487) : soutient l'amendement n° 176 de Mme Claire-Lise Campion ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10494, 10495) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- *Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]* - (26 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 11435, 11437) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 4 (pour coordination)** (*Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2009*) (p. 11459) : le groupe socialiste votera contre les articles 4 et 7 de ce projet de loi et ne participera pas au vote sur les articles 28, 30 quater, 32 bis A et 38.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2009) (p. 11880, 11882) : son intervention.

CERISIER-ben GUIGA (Monique)
sénateur (Français établis hors de
France (Série B))
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques jusqu'au 25 juin 2009.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Le Moyen-Orient à l'heure nucléaire [n° 630 (2008-2009)] (25 septembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Action extérieure de l'État : rayonnement culturel et scientifique [n° 102 tome 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (12 janvier 2009) - **Article 2** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Régime juridique de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) (p. 182, 183) : parole sur l'article. (p. 193) : favorable aux amendements identiques n° 119 de M. Jack Ralite et n° 252 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression). - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) (p. 213, 214) : défavorable à l'article 7 de ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 341, 343) : son intervention.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10523, 10524) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 11675) : son intervention. (p. 11685, 11687) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11702) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État

des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger). - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11708) : intervient sur les amendements n° II-2 de la commission et n° II-57 de M. Robert del Picchia. (p. 11711) : son amendement n° II-44 ; adopté. (p. 11712) : intervient sur l'amendement n° II-90 de M. Jean-Pierre Cantegrit.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12065) : intervient sur l'amendement n° II-5 de la commission.

CÉSAR (Gérard)
sénateur (Gironde)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre titulaire du Conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention le 21 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le projet de règlement relatif aux catégories de produits de la vigne, aux pratiques œnologiques et aux restrictions qui s'y appliquent [n° 324 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 324 (2008-2009)] européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le projet de règlement relatif aux catégories de produits de la vigne, aux pratiques œnologiques et aux restrictions qui s'y appliquent [n° 392 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural [n° 105 tome 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Agriculture et pêche - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Russie : puissance ou interdépendance énergétique ? [n° 182 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (3 février 2009) - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1349) : intervient sur son sous-amendement n° 121 portant sur l'amendement n° 61 de la commission, et soutenu par M. Daniel Laurent. - **Article 24** (*Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau*) (p. 1368) : votera l'amendement n° 488 de M. Daniel Soulage. (p. 1373) : son amendement n° 614 ; adopté. - **Article 25 bis** (*Bon état écologique des masses d'eau*) (p. 1377) : son amendement n° 122 ; retiré.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures** [n° 210 (2008-2009)] - (24 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 3303) : soutient l'amendement n° 65 de M. Bruno Sido (contrôle des équipements sous pression des exploitations nucléaires) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3308, 3310) : ses amendements n° 32 : autorisation, pour les entreprises habilitées, d'utiliser l'appellation "vin de pays Vignobles de France" pour les récoltes 2007 et 2008 ; n° 33 : ajout de nouveaux producteurs au classement des vins de l'appellation "Saint-Émilion" ; n° 54 : reconnaissance de la certification de gestion durable des forêts au titre de la certification de conformité du produit ; adoptés. - **Article 28 quater** (*Habilitation législative pour codifier les dispositions relatives à la pêche maritime et mettre à jour le code rural et le code forestier*) (p. 3314) : son amendement n° 55 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article 36** (*Intégration de l'inventaire forestier national à l'Office national des forêts*) (p. 3374) : favorable à l'amendement n° 139 de Mme Josiane Mathon-Poinat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 297 (2008-2009)] - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3600,

3601) : son intervention. Exemple de la filière bois de l'Aquitaine et de la commune de Cazalis - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3630, 3632) : soutient les amendements n° 87 de M. Gérard Cornu (étalement de l'imposition de la plus-value réalisée lors d'une opération de cession de bail d'un immeuble) ; et n° 27 de M. Philippe Leroy (évaluation de la valeur vénale des bois et forêts ainsi que des parts de groupements forestiers touchés par la tempête Klaus) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article 5 bis et état B''** (*Budget général : ouvertures de crédits supplémentaires*) (p. 3629) : favorable à l'amendement n° 38 de M. Jean-Louis Carrère. - **Articles additionnels après l'article 8 B** (p. 3643) : son amendement n° 28 : précision ; retiré.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques** [n° 305 (2008-2009)] - (8 avril 2009) - **Article 12** (*art. L. 3331-1 [nouveau] et L. 3332-1-1 du code de la santé publique et art. L. 313-1 du code du tourisme - Suppression de la déclaration de la licence I pour les exploitants d'un hébergement touristique - Obligation de formation adaptée des exploitants d'une table d'hôtes servant des boissons alcoolisées*) (p. 3833) : son amendement n° 28 ; retiré.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3956, 3957) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (5 juin 2009) - **Article 24** (*Texte modifié par la commission*) (*art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle*) (p. 5717) : son amendement n° 150 ; adopté. (p. 5719) : son amendement n° 151 ; retiré. (p. 5720) : son amendement n° 152 ; retiré. (p. 5722, 5723) : intervient sur son amendement n° 150 précité. - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 5726) : au nom de plusieurs membres du groupe UMP. - **Articles additionnels après l'article 22** (*précédemment réservés*) (p. 5744) : votera l'amendement n° 1281 du Gouvernement (lutte contre le dopage et renforcement de la protection de la santé des sportifs). - **Articles additionnels après l'article 24** (*précédemment réservés*) (p. 5753) : intervient sur l'amendement n° 36 de Mme Anne-Marie Payet (nécessité de préciser par décret les dimensions du pictogramme apposé sur tout contenant de boisson alcoolisée à destination des femmes enceintes sur les dangers de la consommation d'alcool).

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (11 juin 2009) - au nom de la commission des affaires économiques (p. 5983, 5984 ; 5987) : ses interventions sur le vin rosé.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (7 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8327) : intervient sur l'amendement n° 882 du Gouvernement (transposition de la directive relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation). - **Article 83** (*art. L. 225-102-1 et L. 823-16 du code de commerce, art. L. 114-7 du code de la mutualité, art. L. 511-35 du code monétaire et financier, art. L. 322-26-2-2 du code des assurances, art. L. 524-2-1 du code rural et art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental*) (p. 8336, 8337) : votera l'amendement n° 582 de M. Pierre Hérisson. - **Article 96** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 125-1 et art. L. 125-2-1 [nouveau] du code de l'environnement - Autoriser les préfets à mettre en place des instances d'information et de concertation*) (p. 8380, 8381) : soutient l'amendement n° 509 de M. Jean Bizet ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques** [n° 534 (2008-2009)] -

(28 octobre 2009) - **Article 2** (art. L. 320-2 du code de commerce - Définition des ventes aux enchères publiques) (p. 9064) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Colette Mélot ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 9084) : soutient les amendements de Mme Colette Mélot n° 18 (obligation, pour les opérateurs commerciaux, d'informer le Conseil des ventes après chaque vente volontaire à titre occasionnel dans le délai d'un mois) ; retiré ; n° 19 (obligation, pour les prestataires de services commerciaux exerçant l'activité de ventes volontaires en France à titre occasionnel, de fournir la preuve de leur qualification professionnelle) ; adopté. - **Article 26** (art. L. 321-28 du code de commerce - Régime de sanctions disciplinaires des ressortissants de la Communauté européenne et des Etats membres de l'Espace économique européen) (p. 9085) : soutient l'amendement n° 20 de Mme Colette Mélot ; retiré. - **Article 45 (Nouveau)** (art. L. 131-1, L. 131-2, L. 131-11 et L. 131-12 à L. 131-35 nouveaux du code de commerce - Statut des courtiers de marchandises assermentés) (p. 9094) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Colette Mélot ; retiré. - **Article 46 (Nouveau)** (Dispositions transitoires relatives aux courtiers de marchandises assermentés) (p. 9095) : soutient l'amendement n° 22 de Mme Colette Mélot ; retiré. - **Article 47 (Nouveau)** (art. 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires priseurs judiciaires - Ressort d'activité des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 9096) : soutient l'amendement n° 24 de Mme Colette Mélot ; adopté.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9424) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11114, 11115) : ses amendements n° I-149 : possibilité pour les entreprises de profiter du crédit d'impôt export ; n° I-150 : éligibilité au crédit d'impôt export des dépenses liées aux activités de conseil ; et n° I-151 : éligibilité au crédit d'impôt

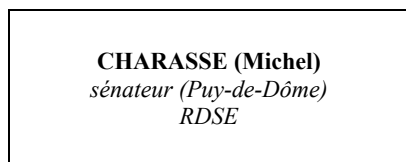
export des dépenses liées à la souscription d'assurance crédit à l'export ; retirés.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 11210) : ses amendements n° I-160 : mise à jour des références communautaires citées à l'article 63 du code général des impôts ; et n° I-161 : possibilité de renoncer au bénéfice du mode d'évaluation du bénéfice agricole ; adoptés. (p. 11211) : ses amendements n° I-166 : assimilation des plus-values des propriétaires de terres à usages forestiers aux plus-values des particuliers ; n° I-164 : mise à jour des références citées à l'article 298 quater du code général des impôts ; et n° I-165 : mise à jour des références communautaires citées à l'article 302 bis MB du code général des impôts ; adoptés ; n° I-162 : fixation de la limite d'imputation des déficits agricoles sur le revenu global à la somme de 150 000 euros ; n° I-152 : calcul de l'assiette des revenus accessoires non agricoles sur la moyenne des trois exercices précédents ; et n° I-389 : réduction d'impôts égale au montant de la cotisation versée aux associations syndicales de défense des forêts contre l'incendie ; retirés.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11945, 11946) : son intervention. (p. 11959) : son intervention, au nom de M. Daniel Laurent. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11984, 11988) : ses amendements n° II-65 ; retiré et n° II-66 ; adopté. (p. 11987) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur les amendements n° II-116 de M. Antoine Lefèvre et n° II-155 de M. Jacques Mézard. - **Articles additionnels avant l'article 51** (p. 11989) : son amendement n° II-64 : relèvement des moyens affectés aux chambres d'agriculture ; adopté.



CHARASSE (Michel)
sénateur (Puy-de-Dôme)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de réalisation de défaisance.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail**.

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société**.

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Aide publique au développement. Compte de concours financier accords monétaires internationaux et compte de concours financier prêts à des Etats étrangers [n° 101 tome 3 annexe 4 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] - (20 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 577, 579) : favorable aux conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

- **Projet de loi** de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)] - (22 janvier 2009) - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 721, 722) : parole sur l'article.

(p. 737, 738) : intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Nicole Briq.

- **Rappel au règlement** - (5 février 2009) (p. 1512, 1513) : contestation relative aux critères de sélection du futur responsable de la chaîne parlementaire.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] - (12 février 2009) - **Article additionnel avant le chapitre Ier** (p. 1858) : intervient sur l'amendement n° 70 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration d'un dispositif référendaire partagé). - **Article 1er** (*Dépôt des propositions de résolution*) (p. 1863, 1873) : intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Son amendement n° 27 ; retiré. Sur l'amendement n° 2 de la commission, son sous-amendement n° 28 ; adopté. Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Bernard Frimat portant sur l'amendement n° 2 précité. - **Article 2** (*Transmission de la proposition de résolution au Premier ministre*) (p. 1878, 1883) : intervient sur l'amendement n° 147 de M. Bernard Frimat ainsi que sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Article 3** (*Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution*) (p. 1889, 1892) : son amendement n° 29 ; retiré. Sur l'amendement n° 4 de la commission, son sous-amendement n° 30 ; adopté. - **Article 3 bis** (*Information du Premier ministre sur une demande d'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution*) (p. 1893) : parole sur l'article. - **Article 4** (*Conditions d'inscription à l'ordre du jour*) (p. 1900, 1904) : intervient sur les amendements identiques n° 157 de M. Bernard Frimat et n° 88 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur l'amendement n° 158 de M. Bernard Frimat. Son amendement n° 31 ; adopté. - **Article 5** (*Rectification des propositions de résolution*) (p. 1905, 1911) : sur l'amendement n° 6 de la commission, son sous-amendement n° 215 ; retiré. Son amendement n° 33 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1994, 1995) : intervient sur les amendements n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 181 de M. Bernard Frimat. (p. 2002) : son amendement n° 42 ; retiré. (p. 2007) : intervient sur son amendement n° 42 précité. (p. 2011) : intervient sur l'amendement n° 189 de M. Bernard Frimat.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2035) : parole sur l'article. (p. 2043) : son amendement n° 34 ; devenu sans objet. (p. 2044) : son amendement n° 35 ; devenu sans objet. (p. 2045) : son amendement n° 36 ; devenu sans objet. (p. 2049, 2050) : intervient sur les amendements n° 163, 164 et 165 de M. Bernard Frimat, n° 26 de M. Michel Mercier, n° 34, 35 et 36 de M. Michel Charasse, n° 95, 96, 97 et 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 10 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 193 de Mme Michèle André, n° 206, 207, 208, 209 et 210 de M. Bernard Frimat, n° 211 et 212 de M. Alain Vasselle, n° 213 et 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 43 et 44 de M. Yves Détraigne et n° 61, 62 et 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery.. (p. 2053, 2054) : défavorable au sous-amendement n° 43 de M. Yves Détraigne portant sur l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 10** (*Catégories de projets de loi échappant à l'obligation d'évaluation préalable ou soumis à des obligations de présentation spécifiques*) (p. 2062) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission.

- **Proposition de loi** de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)] - (24 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3272, 3273) : intervient sur l'amendement n° 85 de M. François-Noël Buffet (création de postes de magistrats permanents auprès de la Cour nationale du droit d'asile). Demande à procéder à un vote par division sur l'amendement n° 85 de M. François-Noël Buffet (création de postes de magistrats permanents auprès de la Cour nationale du droit d'asile). - **Article 12** (*art. L. 79, L. 80 et L. 104-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre* -

Regroupement des tribunaux des pensions (p. 3275) : intervient sur l'amendement n° 130 de Mme Josiane Mathon-Poinat.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4186, 4187) : intervient sur les amendements n° 1 de M. Charles Gautier (dépenalisation du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers lorsque la vie ou l'intégrité physique de l'étranger est en jeu) et n° 26 de Mme Éliane Assassi (suppression du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'exception des cas de contreparties financières).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (19 mai 2009) - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4852, 4853) : intervient sur les amendements n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier), n° 318 de M. Jacky Le Menn (protection du service public hospitalier contre la concurrence des praticiens démissionnaires) et n° 401 de M. François Autain (restriction temporaire au principe de liberté d'installation des médecins en vue de protéger les établissements publics de santé).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article 1er** (art. 3 du Règlement - *Composition du Bureau du Sénat*) (p. 5399, 5400) : son amendement n° 17 ; rejeté. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 bis et 6 bis nouveaux du Règlement - *Droits des groupes d'opposition et des groupes minoritaires*) (p. 5404) : son amendement n° 18 ; rejeté. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 ter nouveau du Règlement - *Réunion hebdomadaire des groupes politiques*) (p. 5405) : son amendement n° 19 ; retiré. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 du Règlement - *Bureau des commissions permanentes*) (p. 5407) : son amendement n° 20 ; retiré. - **Article 6 bis** (art. 16 du Règlement - *Réunion des projets de loi de financement de la sécurité sociale à la commission des affaires sociales*) (p. 5408) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5410, 5411) : sur l'amendement n° 40 de M. Yvon Collin (présence aux réunions des commissions d'un membre du secrétariat de chaque groupe politique), son sous-amendement n° 74 ; devenu sans objet. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16 et 24 du Règlement - *Dépôts*) (p. 5413, 5414) : son amendement n° 23 ; retiré. - **Article 14** (chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - *Examen des projets et propositions de loi*) (p. 5419) : intervient sur l'amendement n° 32 de M. Nicolas About. (p. 5420, 5422) : son amendement n° 24 ; retiré. (p. 5424, 5425) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 5427) : son amendement n° 25 ; retiré. (p. 5428, 5429) : son amendement n° 26 ; retiré. - **Article 16** (*Organisation de l'ordre du jour - art. 29 bis du Règlement*) (p. 5431) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Hugues Portelli. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32 du Règlement - *Horaires de séances du Sénat*) (p. 5433) : son amendement n° 27 ; rejeté. - **Article 19** (art. 38 du Règlement - *Organisation du débat ou, le cas échéant, de la clôture*) (p. 5434, 5435) : son amendement n° 28 ; retiré. - **Article 21** (art. 45 et 48 du Règlement - *Irrecevabilités*) (p. 5437) : son amendement n° 29 ; rejeté. (p. 5439) : intervient sur son amendement n° 29 précité. - **Article 25 bis et articles additionnels après l'article 25 bis** (art. 59 du Règlement - *Extension de la liste des scrutins publics de droit*) (p. 5446) : ne votera pas l'amendement n° 37 de M. Nicolas About. - **Article 32** (nouveau chap. XVIII bis, art. 103 et 103 bis nouveau du Règlement - *Budget et comptes du Sénat*) (p. 5453, 5455) : son amendement n° 30 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 5455, 5456) : son amendement n° 31 : compétence du Bureau du Sénat pour protéger et gérer les archives de la Haute assemblée ; retiré.

- **Conférence des présidents** - (2 juin 2009) (p. 5464) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Article 3** (*Éléments matériels à l'appui de la demande d'indemnisation*) (p. 8623) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Richard Tuheia.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9399, 9400) : intervient sur l'amendement n° 354 de M. Michel Teston (suspension, pour la France, de l'entrée en vigueur de la troisième directive postale européenne mettant fin au secteur réservé).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10943, 10944) : intervient sur le sous-amendement n° I-472 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10948) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient les sous-amendements n° I-531, I-532, I-533, I-534 et I-535 de M. Yvon Collin ; rejetés. (p. 10968) : intervient sur le sous-amendement n° I-482 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10972) : intervient sur le sous-amendement n° I-516 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 11001, 11002) : craint que le Conseil constitutionnel ne censure l'article 2 du projet de loi de finances pour 2010 dans la mesure où la suppression d'un morceau important de la ressource directe locale pourrait remettre en cause le principe de libre administration des collectivités territoriales. - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 11031) : intervient sur le sous-amendement n° I-517 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 11092) : intervient sur l'amendement n° I-283 de M. Philippe Dominati (action pédagogique de l'Etat vis-à-vis de ses agents tendant à les informer du financement des politiques publiques par la dette). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11106) : soutient l'amendement n° I-427 de M. Yvon Collin (limitation des effets de la disposition relative au taux d'imposition au titre de l'impôt sur les sociétés des plus-values à long terme) ; rejeté. (p. 11113) : intervient sur l'amendement n° I-278 de M. Philippe Dominati (extension du champ du crédit d'impôt recherche). - **Article 4 bis (Nouveau) et article additionnel après l'article 4** (*Création d'une contribution pour frais de contrôle des établissements financiers*) (p. 11118) : son amendement n° I-428 ; retiré. - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11138) : intervient sur l'amendement n° I-415 de Mme Fabienne Keller. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 11176, 11177) : soutient l'amendement n° I-426 de M. Robert Tropeano (modération du taux de la contribution carbone pour les chauffeurs de taxi) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11185) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-181, I-182, I-183 et I-184 (modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11216) : intervient sur l'amendement n° I-226 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux de la contribution des employeurs consacrée à la construction de logements). - **Article 9** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2010*) (p. 11221) : son amendement n° I-430 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11261, 11262) : intervient sur l'amendement n° I-360 de M. Serge Larcher (annulation des dettes des communes des départements d'outre-mer).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11299, 11302) : défavorable à l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° I-421 (révision de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision). (p. 11322, 11327) : ses amendements n° I-432 : suspension de l'édition et de la mise en œuvre de nouvelles normes techniques ; et n° I-433 : suspension de l'augmentation par voie réglementaire des charges incombant aux collectivités territoriales ; retirés.

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11703) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11986, 11987) : soutient l'amendement n° II-155 de M. Jacques Mézard ; retiré.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 12047, 12049) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12062) : son amendement n° II-4 ; retiré. (p. 12064) : son amendement n° II-5 ; adopté. (p. 12067) : position de la commission sur l'amendement n° II-92 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12157, 12158) : intervient sur le sous-amendement n° II-324 de M. Charles Guéné portant sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences). (p. 12164) : sur l'amendement n° II-199 précité, intervient sur les sous-amendements n° II-313 de M. Gérard Longuet et n° II-335 de M. Hervé Maurey. (p. 12191, 12192) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12201) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-361 ; adopté. (p. 12211) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-369 ; retiré. (p. 12216) : intervient sur son sous-amendement n° II-369 précité. (p. 12224, 12225) : intervient sur le sous-amendement n° II-372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12228, 12229) : sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle), ses sous-amendements n° II-370 et II-371 ; adoptés. (p. 12253) : sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie), son sous-amendement n° II-359 ; devenu sans objet. (p. 12256) : Intervient sur l'amendement n° II-202 précité.

- **Rappel au règlement** - (7 décembre 2009) (p. 12268).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] (suite)**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12289) : intervient sur l'amendement n° II-158 de la commission (renforcement des effets du plafonnement global sur les revenus de l'année 2010). - **Article 45 ("Verdissement" graduel dans le logement neuf du crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale)** (p. 12303) : intervient sur l'amendement n° II-281 de Mme Nicole Bricq. - **Article 45 bis (Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail)** (p. 12308) : soutient l'amendement n° II-172 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 45 quater (Modification du régime de reprise de la réduction d'impôt pour investissement dans une résidence de tourisme en zone de revitalisation rurale)** (p. 12322) : soutient l'amendement n° II-173 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 45 sexies** (p. 12331, 12333) : intervient sur l'amendement n° II-156 de M. Adrien Gouteyron (en matière de dons aux associations, meilleure information des donateurs grâce aux observations de la Cour des comptes).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12397) : intervient sur l'amendement n° II-304 de M. Jean-Etienne Antoinette (suppression de la limitation de dix fois la superficie des parties agglomérées des communes dans les opérations de cession gratuite de foncier de l'État aux communes). - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 12406) : soutient l'amendement n° II-131 de M. Yvon Collin (financement des dépenses de sûreté et de sécurité sur les aéroports) ; adopté. (p. 12407, 12408) : son amendement n° II-170 : limite à la rémunération du PDG du groupe EDF ; retiré. (p. 12410) : intervient sur son amendement n° II-170 précité. Son amendement n° II-216 : plafonnement du total des fonds de concours dans le cadre des rapports entre les syndicats d'électrification départementaux et les communes ; adopté. (p. 12414) : intervient sur l'amendement n° II-226 de M. Jean-Léonce Dupont (information du Parlement sur l'évolution de la part des dépenses engagées par les collectivités territoriales dans le cadre du respect d'une obligation législative telle qu'un transfert de charges ou de compétences).

- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12675) : distribution des documents parlementaires et droit d'amendement.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Réduction du mandat des conseillers généraux)** (p. 12782, 12783) : intervient sur les amendements n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 47 de M. Yvon Collin. (p. 12786) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010)** (p. 12800) : soutient l'amendement n° 48 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12802, 12803) : intervient sur l'amendement n° 33 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (date d'entrée en application de la présente loi).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 1er (Compensation des transferts de compétences aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers)** (p. 12842, 12844) : son amendement n° 162 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12848, 12849) : intervient sur l'amendement n° 39 de M. François Marc (revalorisation de la contribution forfaitaire due, par les régions et les départements, au titre des dépenses de rémunération des personnels affectés à l'externat des élèves dans les lycées d'enseignement privé sous contrat d'association). - **Article 6 (Clôture du compte de commerce "Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement")** (p. 12867) : son amendement n° 163 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 12903, 12905) : intervient sur l'amendement n° 133 de M. Adrien Gouteyron (sécurisation des donateurs aux associations faisant appel à la générosité publique

et moralisation de l'avantage fiscal). - **Article 14 (réservé)** (*Mesures de lutte contre les États ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 12915) : sur l'amendement n° 218 de la commission, son sous-amendement n° 229 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12951, 12953) : reprend l'amendement de Mme Nicole Bricq n° 43 : remise au

Parlement d'un rapport gouvernemental sur les placements financiers risqués des collectivités locales ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Nicole Bricq (révision générale des valeurs locatives des immeubles bâtis).

CHASTAN (Yves)
sénateur (Ardèche)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (16 septembre 2009) - **Article 2** (art. L. 111-10-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Travaux d'amélioration de la performance

énergétique des bâtiments) (p. 7538) : soutient l'amendement n° 9 de M. Thierry Repentin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 8094, 8095) : soutient l'amendement n° 568 de M. Thierry Repentin (exonération d'impôt sur les sociétés pour le produit de la cession des certificats d'économie d'énergie réalisée par les organismes HLM) ; rejeté.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (21 octobre 2009) (p. 8858, 8859) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9417, 9418) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9517, 9518) : soutient l'amendement n° 437 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9571) : intervient sur l'amendement n° 380 de M. Michel Teston. (p. 9583, 9584) : soutient l'amendement n° 456 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9873) : soutient les amendements n° 525 et 402 de M. Michel Teston ; rejetés. - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9893) : soutient l'amendement n° 345 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 3-2 du code des postes et communications électroniques - Soumission du secteur postal à une même réglementation d'intérêt général) (p. 9905) : soutient l'amendement n° 370 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur) (p. 9917) : soutient l'amendement n° 534 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) (p. 4078, 4079) : intervient lors de la prise de parole des orateurs des groupes politiques. (p. 4080, 4086) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5940, 5943) : sa réponse.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-France Beaufils sur la réforme de la taxe professionnelle** - (10 juin 2009) (p. 5955, 5957) : sa réponse.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (11 juin 2009) (p. 5980, 5983) : ses interventions sur les profils nutritionnels. (p. 5985, 5986) : son intervention sur le vin rosé.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8820, 8826) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

CHATEL (Luc)
secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement
(jusqu'au 23 juin 2009)
ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement
(à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) (p. 1727, 1729) : son intervention. (p. 1745, 1746) : réponse aux orateurs.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3471, 3475) : sa réponse.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) (p. 11807, 11810) : réponse aux orateurs. (p. 11811) : réponse aux orateurs. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11811, 11822) : réponses aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11823, 11826) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-91 de M. Jean-Claude Carle et n° II-126 de M. Gérard Longuet. - **Article 54**

ter (Nouveau) (Remise d'un rapport au Parlement sur les conditions de scolarisation en milieu ordinaire des élèves handicapés) (p. 11826) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-14 de la commission.

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3964, 3965) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10826, 10827) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11324) : favorable aux amendements de M. Michel Charasse n° I-432 (suspension de l'édition et de la mise en œuvre de nouvelles normes techniques) et n° I-433 (suspension de l'augmentation par voie réglementaire des charges incombant aux collectivités territoriales).

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12191) : intervient sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12236) : intervient sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Article 50 ter (Nouveau)** (Exonération de taxe hydraulique en faveur des centrales d'énergie frigorifique) (p. 12402) : intervient sur l'amendement n° II-388 de la commission.

CHAUVEAU (Jean-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Education.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures** [n° 210 (2008-2009)] - (25 mars 2009) - **Article 33** (art. L. 2122-19, L. 3121-19, L. 4132-18, L. 5212-2, L. 5212-33, L. 5214-28, L. 5212-34, L. 5214-29, L. 5721-7-1 du CGCT ; art. 1er de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ; art. L. 122-11 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Règles diverses relatives au fonctionnement des collectivités territoriales) (p. 3367) : soutient l'amendement n° 93 de M. Roland du Luart ; adopté.

CHEVÉ (Jacqueline)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Secrétaire de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre)
sénateur (Territoire de Belfort)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures** [n° 210 (2008-2009)] - (24 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 3285, 3287) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 56 (remise au Parlement d'une étude d'impact à l'issue de la période d'expérimentation des articles 1er, 2 et 3 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie) ; n° 57 (immatriculation à titre gratuit des auto-entrepreneurs dans les organismes consulaires) ; rejetés. - **Article 15 bis** (*Suppression de l'obligation de transmission à l'inspection du travail du rapport économique et financier annuel des entreprises de plus de 50 salariés*) (p. 3290) : soutient l'amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté.

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Afghanistan : quelle stratégie pour réussir ? (Mission en Inde, Afghanistan, Pakistan du 22 septembre au 1er octobre 2009) [n° 92 (2009-2010)] (5 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 340, 341) : son intervention.

- **Prolongation de cinq interventions des forces armées - Débat et votes sur des demandes d'autorisation du Gouvernement** - (28 janvier 2009) (p. 1054, 1055) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3111, 3113) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 3149) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3355, 3356) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3468, 3469) : son intervention.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) - membre du groupe de travail (p. 4070, 4072) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 4082) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public) (p. 4493) : soutient l'amendement n° 639 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 4514) : son amendement n° 592 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) - **Rappel au règlement** (p. 4617) : proteste contre le dépôt tardif d'amendements du Gouvernement, en contradiction avec l'esprit de la réforme institutionnelle. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé) (p. 4633, 4640) : défavorable à l'amendement n° 1177 du Gouvernement. Ses amendements n° 609 ; retiré ; et n° 612 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - Nomination et gestion des personnels de direction) (p. 4733, 4738) : soutient l'amendement n° 601 de M. Gilbert Barbier ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire) (p. 4823) : son amendement n° 642 ; retiré. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier) (p. 4826) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4851) : son amendement n° 598 : création d'une clause de non-concurrence pour les praticiens démissionnant d'un établissement public de santé ; retiré. (p. 4852) : favorable aux amendements n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier), n° 318 de M. Jacky Le Menn (protection du service public hospitalier contre la concurrence des praticiens démissionnaires) et n° 401 de M. François Autain (restriction temporaire au principe de liberté d'installation des médecins en vue de protéger les établissements publics de santé).

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - **Agences régionales de santé** (p. 4887) : parole sur l'article.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article 1er** (art. 3 du Règlement - Composition du Bureau du Sénat)

(p. 5400, 5401) : favorable à l'amendement n° 17 de M. Michel Charasse.

- **Débat sur le volet agricole de la négociation OMC** - (25 juin 2009) (p. 6342, 6344) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6491 ; 6503) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6915, 6917) : son intervention. Les membres du groupe du RDSE voteront en fonction de leurs convictions.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé (Approbation du rapport annexé)** (p. 6993, 7003) : ses amendements n° 19 et 20 ; rejetés ; et n° 21 ; retiré. Favorable à l'amendement n° 129 de Mme Michelle Demessine. Intervient sur l'amendement n° 130 de Mme Michelle Demessine. (p. 7004, 7013) : favorable à l'amendement n° 96 de M. Didier Boulaud. Ses amendements n° 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29 et 30 ; rejetés. (p. 7015, 7021) : ses amendements n° 31, 32, 33, 34, 35 et 36 ; rejetés. (p. 7073) : ses amendements n° 38 et 39 ; rejetés. - **Article 5 (Adaptation des dispositions du code de la défense relatives à l'organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale)** (p. 7081) : ses amendements n° 5, 4, 3, 2, 1, 6, 7, 8 et 9 ; rejetés. - **Article 10 (Assouplissement des conditions de créations de filiales et de prises de participations par DCNS)** (p. 7090) : son amendement n° 10 ; rejeté. - **Article 11 (Inscription de la Société nationale des poudres et explosifs, SNPE, sur la liste des entreprises privatisables)** (p. 7093, 7094) : son amendement n° 11 ; rejeté. - **Article 12 (Perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale)** (p. 7099, 7101) : ses amendements n° 12, 41 et 40 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7110) : les membres du groupe du RDSE voteront en fonction de leurs convictions.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8808, 8810) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009** - (27 octobre 2009) (p. 8975, 8977) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8985, 8986) : sa question.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10516, 10517) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10609) : sa question. (p. 10610) : ses observations.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10825, 10826) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 11357, 11358) : son intervention.

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11678, 11680) : son intervention.

Défense

- (30 novembre 2009) (p. 11729, 11731) : son intervention.

CLÉACH (Marcel-Pierre)
sénateur (Sarthe)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Education.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 505 (2008-2009)] relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 18 (2009-2010)] (7 octobre 2009) - **Défense - Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 122 (2009-2010)] (1er décembre 2009) - **Défense - Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la politique de l'État en matière de gestion des ressources halieutiques et des pêches** - (5 mai 2009) - auteur du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la gestion durable de la pêche (p. 4150, 4152) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** [n° 19 (2009-2010)] - (14 octobre 2009) - rapporteur de la

commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 8602, 8605) : son intervention. - **Article 1er** (*Indemnisation des conséquences sanitaires des essais nucléaires*) (p. 8620) : position de la commission sur les amendements n° 14 de M. Richard Tuheiava et n° 31 de Mme Dominique Voynet. - **Article 2** (*Détermination des zones et périodes concernées*) (p. 8621) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de M. Richard Tuheiava. - **Article 3** (*Eléments matériels à l'appui de la demande d'indemnisation*) (p. 8622, 8625) : position de la commission sur les amendements n° 19 de M. Richard Tuheiava et n° 1 de Mme Michelle Demessine. - **Article 4** (*Comité d'indemnisation*) (p. 8628, 8632) : position de la commission sur les amendements n° 6 de M. André Vantomme, n° 32 de Mme Dominique Voynet, n° 29, 25, 24 et 26 de M. Richard Tuheiava. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8633) : position de la commission sur l'amendement n° 27 de M. Richard Tuheiava (modalités de recours en cas de refus d'indemnisation ou de contestation du montant de l'indemnisation proposée). - **Article 7** (*La commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires*) (p. 8635, 8636) : position de la commission sur les amendements n° 4 de Mme Michelle Demessine, n° 8 de M. André Vantomme, n° 33 et 34 de Mme Dominique Voynet et n° 28 de M. Richard Tuheiava. - **Articles additionnels après l'article 7**

(p. 8637, 8639) : position de la commission sur les amendements n° 9 de M. André Vantomme (délivrance du titre de reconnaissance de la nation aux personnes ayant participé aux essais nucléaires français) et n° 36 de Mme Dominique Voynet (étude d'impact sur la santé des personnels civils et militaires présents sur les sites ayant accueilli des essais et des activités nucléaires). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8641, 8642) : remerciements.

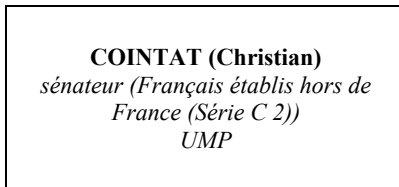
- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) (p 11839, 11840) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Commission mixte paritaire [n° 122 (2009-2010)]** - (22 décembre 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 13267, 13270) : son intervention.



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande électorale pour les élections à l'étranger [n° 412 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 468 (2008-2009)] relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances [n° 490 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Outre-mer.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte [n° 584 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 609 (2008-2009)] (5 septembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 634 (2008-2009)] modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 55 (2009-2010)] (21 octobre 2009) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Outre-mer [n° 106 tome 7 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - Budget - Collectivités territoriales - Outre-mer - Economie et finances, fiscalité.

Proposition de loi relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 134 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi relative à l'acquisition de la nationalité française par filiation [n° 188 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - Famille - Justice.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (30 janvier 2009) - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1242) : favorable à l'amendement n° 295 de Mme Françoise Laborde.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 49** (*Dispositions applicables à l'outre-mer*) (p. 1636) : intervient sur l'amendement n° 384 de M. Georges Patient. (p. 1644, 1645) : intervient sur l'amendement n° 389 de M. Georges Patient. (p. 1646) : intervient sur l'amendement n° 677 de M. Jacques Muller.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1995, 1996) : ne votera pas les amendements n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 181 de M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (12 mars 2009) - **Article 26** (*Création d'un fonds de continuité territoriale*) (p. 2979) : votera l'amendement n° 413 du Gouvernement.

- Au nom de la commission des lois - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2990) : sur l'amendement n° 418 du Gouvernement (commission de révision de l'état civil de Mayotte), son sous-amendement n° 442 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2996, 2997) : ses amendements n° 235 : répartition des membres du comité national des pêches ; et n° 319 : régime juridique des terres australes et antarctiques françaises et des eaux territoriales de Mayotte ; adoptés.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte [n° 491 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 492 (2008-2009)** (p. 6665, 6667) : son intervention. - **Article 1er** (art. 21, 26 et 27 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Organisation des transferts de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 6683) : position de la commission sur les amendements n° 18 et 19 de M. Simon Loueckhote. - **Article 2** (art. 22 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Compétences de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 6684) : position de la commission sur l'amendement n° 20 de M. Simon Loueckhote. - **Article 3** (art. 21, 26 et 27 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Organisation des transferts de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie*) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Simon Loueckhote. - **Article 3 bis** (art. 38 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Consultation de la Nouvelle-Calédonie sur les programmes de l'enseignement du second degré*) (p. 6685) : position de la commission sur l'amendement n° 31 de M. Simon Loueckhote. - **Article 4** (art. 47 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à

la Nouvelle-Calédonie - Délégation aux provinces de la compétence en matière de placement des demandeurs d'emploi) : son amendement n° 44 ; adopté. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 55 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Règles de calcul de la compensation financière des transferts de compétences*) (p. 6686) : position de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Simon Loueckhote. - **Article 6 bis (Nouveau)** (art. 55-1 nouveau de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Compensation des charges d'investissement liées au transfert des compétences en matière d'enseignement*) (p. 6687) : position de la commission sur l'amendement n° 42 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 6688) : position de la commission sur l'amendement n° 24 de M. Simon Loueckhote (calcul du droit à compensation des charges relatives au transfert de personnel de l'enseignement). - **Article 8 bis (Nouveau)** (art. 59 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Bilan de l'évolution des emplois de l'Etat*) (p. 6689) : position de la commission sur l'amendement n° 25 de M. Simon Loueckhote. - **Article 9** (art. 59-1 et 59-2 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Transfert des personnels de l'enseignement*) (p. 6690, 6692) : position de la commission sur les amendements n° 26, 27, 28, 29 et 30 de M. Simon Loueckhote. - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 181 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Programme prévisionnel d'investissement relatif aux collèges*) (p. 6692) : sur l'amendement n° 41 du Gouvernement, son sous-amendement n° 59 ; adopté. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6-2 nouveau de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Application de plein droit des lois et règlements relevant des domaines de souveraineté*) (p. 6694) : son amendement n° 46 ; adopté. - **Article 20** (art. 84, 84-1, 84-2 et 84-3 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Modalités de vote et d'approbation des comptes de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 6696) : son amendement n° 47 ; adopté. - **Article 21** (art. 183, 183-1, 183-2 et 183-3 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Modalités de vote et d'approbation des comptes des provinces*) (p. 6697) : son amendement n° 48 ; adopté. - **Article 22** (art. 208-1 à 208-14 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Règles d'adoption et d'exécution des budgets de la Nouvelle-Calédonie, des provinces et de leurs établissements publics*) : position de la commission sur l'amendement n° 40 du Gouvernement. - **Article 22 bis (Nouveau)** (art. 209-2 à 209-27 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Régime comptable de la Nouvelle-Calédonie, des provinces et de leurs établissements publics*) (p. 6702, 6706) : position de la commission sur les amendements n° 3, 4, 6, 14, 5, 11, 9, 12, 8 et 10 de M. Simon Loueckhote, ainsi que sur l'amendement n° 37 du Gouvernement. Son amendement n° 49 ; adopté. - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. 127 et 184-1 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat*) (p. 6707) : position de la commission sur l'amendement n° 39 du Gouvernement. - **Article 27 A (Nouveau)** (art. 20 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Principe de subsidiarité*) (p. 6708) : son amendement n° 50 ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 35 de M. Simon Loueckhote. - **Article 27** (art. 41, 42, 68, 75 à 77, 94, 99, 136 et 136-1 nouveau de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Fonctionnement et compétences du congrès*) (p. 6709, 6710) : position de la commission sur les amendements n° 32 et 33 de M. Simon Loueckhote. - **Article additionnel après l'article 27** (p. 6711) : son amendement n° 51 : instauration de la procédure d'exception d'inconstitutionnalité pour la Nouvelle-Calédonie ; retiré. - **Article 27 ter (Nouveau)** (art. 83-1 et 182-1 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Rapport sur la situation de la Nouvelle-Calédonie et des provinces en matière de développement durable*) : son amendement n° 52 ; adopté. - **Article 28** (art. 108, 128, 131, 132, 172-1 nouveau et 174 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Fonctionnement et compétences du gouvernement et des assemblées de province*)

(p. 6712) : ses amendements n° 53 ; adopté ; et n° 54 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 60 du Gouvernement, qu'il accepte. - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. 79, 146, 151 et 154 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Régime indemnitaire des collaborateurs du congrès et des élus) (p. 6713) : son amendement n° 55 ; adopté. - **Article 32** (art. 99, 112, 137, 138, 138-1 et 138-2 nouveaux, 195, 196 et 197 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Inéligibilités et incompatibilités) (p. 6716) : son amendement n° 56 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 38 du Gouvernement. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11, 12 et 14 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Modalités et conséquences du changement de statut civil) (p. 6717) : son amendement n° 57 ; adopté. - **Article 40 ter (Nouveau)** (art. 44 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Domaine de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6718) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Simon Loueckhote. - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64, 114 et 161 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Modifications rédactionnelles) (p. 6718) : son amendement n° 58 ; adopté. - **Article 42 (Départementalisation de Mayotte)** (p. 6719, 6720) : position de la commission sur les amendements n° 17 de Mme Éliane Assassi et n° 1 de M. Soibahadine Ibrahim Ramadani. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 6721) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de M. Michel Magras (possibilité pour la collectivité de Saint-Barthélemy d'imposer les revenus des non-résidents).

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances [n° 492 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 491 (2008-2009)**. - (7 juillet 2009) - rapporteur de la commission des lois - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Régime financier et comptable des chambres consulaires de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6725) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Simon Loueckhote. - **Article 10** (art. 58 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Ratification d'ordonnances) (p. 6727) : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte - Commission mixte paritaire [n° 126 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - rapporteur pour le Sénat de deux commissions mixtes paritaires - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 127 (2008-2009)** (p. 7413, 7415) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances - Commission mixte paritaire [n° 127 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 126 (2008-2009)**.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8449) : intervient sur l'amendement n° 862 de M. Jean-Étienne Antoinette (possibilité, pour les collectivités ultramarines, de renégocier avec l'Etat le montant des pénalités de retard relatives à la mise aux normes des décharges publiques). - **Article 78 ter (Nouveau)** (art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert") (p. 8453) : votera les amendements n° 321 de Mme Anne-Marie Payet, n° 416 de Mme Évelyne Didier, n° 836 de M. Alain Vasselle, n° 830 de Mme Fabienne Keller et n° 740 de M. Gérard Miquel. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8469, 8470) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Article 1er** (art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité) (p. 8583, 8584) : ne votera pas l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Sueur.

(p. 8586) : s'abstiendra sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8589) : votera contre l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Sueur (procédure de révision des décisions pénales rendues sur le fondement de textes abrogés par le Conseil constitutionnel). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8592) : votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Extension de la procédure d'avis aux nominations des procureurs généraux) (p. 8725) : votera l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 11** (art. 18 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Commission des requêtes chargée du filtrage des plaintes des justiciables) (p. 8726) : le groupe UMP votera l'amendement n° 27 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8742, 8743) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8788) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 33 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Article 4** (art. 108 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Neutralisation des conséquences financières des transferts de personnels entre la CNRACL et l'Etat dans le cadre de la décentralisation) (p. 9135) : intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels) (p. 10207) : intervient sur l'amendement n° 177 de M. Pierre Martin.

- **Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 57 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 56 (2009-2010)** (p. 10554, 10555) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 10560) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Louis-Constant Fleming (clarification de la base juridique des prélèvements). - **Article 1er** (art. L.O. 6314-4 du code général des collectivités territoriales - Compétences fiscales de la collectivité) (p. 10561, 10562) : position de la commission sur l'amendement n° 7 du Gouvernement. Son amendement n° 6 ; adopté. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6353-4 et L.O. 6353-4-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Compétences du conseil exécutif en matière d'agrément fiscal et de désignation des membres des commissions administratives intervenant dans l'application de l'impôt) (p. 10562) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Louis-Constant Fleming. - **Intitulé du chapitre II** (Compétences du président du conseil territorial et du conseil exécutif) (p. 10563) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Frimat. - **Article 3** (art. L.O. 6352-3 et 6353-3 du code général des collectivités territoriales - Rôles du président du conseil territorial et du conseil exécutif dans l'animation et le contrôle de l'administration locale) (p. 10564) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Frimat. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6322-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités de remplacement du président du

conseil territorial) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Frimat. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Compensation des pertes de recettes résultant pour l'Etat de la proposition de loi organique*) (p. 10564) : position de la commission sur l'amendement n° 8 du Gouvernement.

- **Proposition de loi organique tendant à permettre à Saint-Barthélemy d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans [n° 56 (2009-2010)] - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 57 (2009-2010).** - (16 novembre 2009) - rapporteur de la commission des lois - **Article 1er** (*Art. L.O. 6214-4 du code général des collectivités territoriales - Imposition par Saint-Barthélemy des revenus de source locale des personnes établies sur son territoire depuis moins de cinq ans*) (p. 10565) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Compensation des pertes de recettes résultant pour l'Etat de la proposition de loi organique*) (p. 10566) : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Article 1er** (*Intervention de la commission de déontologie de la fonction publique préalablement à un cumul de fonctions de direction dans des entreprises du secteur public et du secteur privé*) (p. 10681) : intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11328) : favorable à l'amendement n° I-441 de M. Charles Revet (développement d'écoles à programmes français subventionnées par les entreprises dans les pays

étrangers). - **Article additionnel après l'article 32** (p. 11337) : son amendement n° I-396 : report de l'entrée en vigueur de la taxe additionnelle sur les carburants en Guyane ; adopté.

Deuxième partie :

Outre-mer

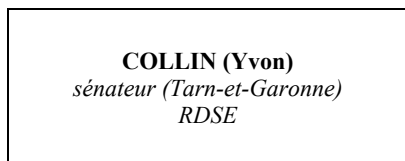
- (26 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11483) : son intervention.

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11702) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger). - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11709) : son amendement n° II-37 ; retiré. (p. 11711) : intervient sur son amendement n° II-37 précité.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'organisation d'une consultation des électeurs de la Guyane et de la Martinique sur le changement de statut de ces collectivités** - (9 décembre 2009) (p. 12508, 12509) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12651, 12652) : votera contre l'amendement n° 15 de M. Richard Yung (circonscriptions électorales des Français établis hors de France).



COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

Président du Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Membre titulaire du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification : La coordination des politiques économiques en Europe (Tome II) : surmonter le désordre économique en Europe [n° 342 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants [n° 596 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Écologie, développement et aménagement durables. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres. Budget annexe : contrôle et exploitation de véhicules aériens. [n° 101 tome 3 annexe 10 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 janvier 2009) (p. 559) : au nom de M. Gilbert Barbier.

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur les enseignements de la Présidence française de l'Union européenne** - (20 janvier 2009) (p. 596, 598) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 646, 648) : son intervention. La majorité des sénateurs du groupe du RDSE ne s'opposera pas à l'adoption de ce plan de relance.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Article 1er (Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA)** (p. 728, 730) : ses amendements n° 54 ; adopté ; et n° 55 ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).**

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1682, 1685) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2188, 2189) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2009) - **Article 24 (art. L. 422-5 du code de l'aviation civile - Durée de travail et régime de travail du personnel navigant de l'aéronautique civile)** (p. 2668, 2669) : son amendement n° 66 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 24** (p. 2670, 2671) : son amendement n° 67 : adaptation au personnel navigant technique des dispositions applicables aux cadres en matière de représentativité du personnel ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (17 mars 2009) (p. 3053) : articles 29 et 66 du règlement du Sénat. Indignation relative à l'absence de débat au Sénat sur le retour de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN. Certains membres du groupe du RDSE quitteront l'hémicycle sans entendre la lecture de la déclaration du Gouvernement.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) (p. 3060, 3061) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3501, 3502) : son intervention. La majorité des membres du groupe du RDSE voteront cette proposition de loi. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3506) : son amendement n° 15 : égale répartition de la contribution fiscale ; retiré. - **Article 1er (Suppression du bouclier fiscal)** (p. 3513) : interrogation sur l'organisation des débats.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3528, 3529) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3592) : son intervention. Les sénateurs radicaux de gauche et la majorité des membres du groupe RDSE voteront contre ce collectif.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (2 avril 2009) (p. 3705) : au nom du groupe RDSE.

- **Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 378 (2007-2008)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4285, 4286) : son intervention. Le groupe du RDSE s'abstiendra.

- **Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4311) : son intervention. Certains membres du RDSE voteront cette proposition de loi.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5395, 5397) : son intervention. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 bis et 6 bis nouveaux du Règlement - Droits des groupes d'opposition et des groupes minoritaires) (p. 5404, 5405) : son amendement n° 10 ; rejeté. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 du Règlement - Bureau des commissions permanentes) (p. 5407) : son amendement n° 11 ; retiré. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 du Règlement - Désignation des membres des commissions mixtes paritaires) (p. 5408) : ses amendements n° 12 et 13 ; retirés ; et n° 14 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5409, 5410) : son amendement n° 40 : présence aux réunions des commissions d'un membre du secrétariat de chaque groupe politique ; retiré. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. 49 du Règlement - Discussion commune) (p. 5440, 5441) : son amendement n° 15 ; rejeté. - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 ter nouveau du Règlement - Questions du mardi après-midi) (p. 5452) : son amendement n° 16 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5456) : le groupe RDSE s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires) (p. 5858) : son amendement n° 10 ; rejeté. (p. 5866, 5867) : ses amendements n° 9 et 8 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5879) : la très grande majorité du groupe RDSE votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5885, 5886) : son intervention. Le groupe RDSE est favorable à cette proposition de loi.

- **Débat sur le service civil volontaire** - (10 juin 2009) (p. 5915, 5918) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Jacques Mirassou sur l'avenir du programme de l'Airbus A400M** - (11 juin 2009) (p. 6006, 6007) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (8 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8468, 8469) : le groupe du RDSE, à une exception près, s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8609, 8610) : son intervention. La majorité du groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8990, 8993) : son intervention. - **Article 4 (Titre 1er bis du livre 1er du code du service national [nouveau] - Création du service civique)** (p. 9019) : son amendement n° 44 ; adopté. -

Explications de vote sur l'ensemble (p. 9037) : favorable à ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9192, 9193) : la grande majorité du groupe RDSE votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9363, 9364) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 8 (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels)** (p. 9785) : soutient l'amendement n° 595 de M. François Fortassin ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10815, 10816) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité) (Suppression de la taxe professionnelle)** (p. 10906) : son amendement n° I-126 ; rejeté. (p. 10934) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-471 ; adopté. (p. 10943) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-472 ; devenu sans objet. (p. 10952) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, ses sous-amendements n° I-473 et I-474 ; rejetés. (p. 10954) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-476 ; rejeté. (p. 10967) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-480 ; adopté. (p. 10969) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-477 ; rejeté. (p. 10974) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-479 ; retiré.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (24 novembre 2009) (p. 11206) : au nom de M. Nicolas Alfonsi.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] (suite)** - (25 novembre 2009) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 11416, 11417) : la majorité du groupe RDSE ne votera pas la première partie du projet de loi de finances pour 2010.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]** - (26 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 11437, 11438) : son intervention. Le grande majorité du groupe du RDSE ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11750, 11751) : son intervention.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11815, 11816) : sa question et sa réplique.

**Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales -
Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et
rural**

- (3 décembre 2009) (p. 11954, 11955) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43
(Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)**
(p. 12208) : sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise
en place du second volet de la réforme de la taxe
professionnelle), soutient le sous-amendement n° II-364 de
M. Michel Charasse ; retiré.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 décembre 2009)
(p. 12387) : au nom d'un certain nombre de membres de son
groupe.

- **Rappel au règlement** - (8 décembre 2009) (p. 12387).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]
(suite)** - (8 décembre 2009) - **Explications de vote sur
l'ensemble** (p. 12442, 12443) : la majorité du groupe RDSE
votera contre ce texte.

COLLOMB (Gérard)
sénateur (Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de
législation, du suffrage universel, du Règlement et
d'administration générale à partir du 25 novembre 2009.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la
communication jusqu'au 24 novembre 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités
territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de
nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à
l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176
(2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et
coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat -
Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques
locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités
territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation
et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes
[n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et
santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire
des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission
nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi,
de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes à
l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)]
(24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et
Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des
sénateurs représentant les Français établis hors de France
[n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et
Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux
pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) -
Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission
d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière
automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises -
PME, commerce et artisanat - Économie et finances,
fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité"
[n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle
de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records
[n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie
et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la
Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-
2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction
publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de
vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États
antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance
[n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants -
Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de
directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la
directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les
navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E
3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement -
Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le
secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) -
Culture.

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire"
[n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement -
Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au
financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions
publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)]
(28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et
santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition
de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds
propres pour le portefeuille de négociation et pour les
restitutions, et la surveillance prudentielle des politiques de
rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre
2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et
à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]
(28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des
Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) -
Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article additionnel après l'article 5 ter (priorité)** (p. 807, 808) : votera l'amendement n° 75 de M. Michel Mercier (déclaration d'intérêt général de l'ensemble des stades, des enceintes sportives et de leurs équipements connexes) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 143 du Gouvernement.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3138) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2009) (p. 6477) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Grands stades et équipements sportifs*) (p. 6768, 6769) : parole sur l'article. (p. 6771, 6775) : votera contre les amendements n° 25, 26 et 31 de Mme Odette Terrade.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]** - (19 novembre 2009) - **Question préalable** (p. 10796, 10798) : soutient la motion n° I-136 de Mme Nicole Bricq tendant à poser la question préalable.

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10899, 10900) : parole sur l'article. (p. 10908) : intervient sur les amendements n° I-33 de Mme Nathalie Goulet, n° I-42 de Mme Marie-France Beaufils, n° I-70 de Mme Nicole Bricq, et n° I-126 de M. Yvon Collin.

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 6 octobre 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009 ; puis secrétaire le 7 octobre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) le 17 février 2009.

Vice-président de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 574) : défavorable aux conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 655) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 678, 679) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Nicole Bricq (exclusion du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, à compter de 2010, de l'enveloppe fermée des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) (p. 709) : favorable à l'amendement n° 40 de Mme Nicole Bricq (suppression des exonérations de charges sociales pour les heures supplémentaires).

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)**.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité) (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique)** (p. 1972, 1973) : parole sur l'article. (p. 1999) : soutient l'amendement n° 185 de M. Bernard Frimat ; rejeté. (p. 2001) : soutient l'amendement n° 188 de M. Bernard Frimat ; rejeté. (p. 2008) : favorable à l'amendement n° 184 de M. Bernard Frimat.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 11 (Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions)** (p. 2078) : favorable à l'amendement n° 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) - vice-président de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales (p. 3099, 3101) : son intervention. (p. 3147) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3174, 3175) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3285) : intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Sueur (rétablissement des dispositions de la loi relative à la législation funéraire du 19 décembre 2008). - **Article 15 (Dématérialisation des bulletins de paie)** (p. 3289) : intervient sur les amendements identiques n° 58 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 131 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 18 bis (Habilitation législative pour clarifier le régime du transport par canalisations de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques)** (p. 3302) : soutient l'amendement n° 74 de M. François Patriat ; rejeté. - **Article 27 (Allègements de procédures en matière agricole)** (p. 3307) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. - **Article 28 quinquies (Règles relatives au déplacement d'un débit de tabac sur le territoire d'une même commune)** (p. 3314, 3315) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 44** (p. 3383, 3384) : sur l'amendement n° 128 de Mme Josiane Mathon-Poinat (publicité des avis de la CNIL à la demande du président d'une commission parlementaire

permanente), favorable au sous-amendement n° 183 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 59** (p. 3409, 3410) : son amendement n° 122 : définition de la prise illégale d'intérêt ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 65 sexes** (p. 3420) : défavorable à l'amendement n° 182 du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur de dispositions relatives à la collégialité de l'instruction et au renforcement de l'équilibre de la procédure pénale).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. 5 bis et 6 bis nouveaux du Règlement - Droits des groupes d'opposition et des groupes minoritaires)** (p. 5403) : intervient sur l'amendement n° 43 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 14 (chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - Examen des projets et propositions de loi)** (p. 5418) : intervient sur l'amendement n° 32 de M. Nicolas About. (p. 5422, 5423) : son amendement n° 1 ; rejeté. (p. 5425) : intervient sur son amendement n° 1 précité.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-France Beauflis sur la réforme de la taxe professionnelle** - (10 juin 2009) (p. 5953, 5954) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) - vice-président de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales (p. 6466, 6467) : présente le point de vue de la mission. (p. 6496) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 7149, 7150) : son amendement n° 26 : numérisation des émetteurs existants ; rejeté. - **Article 1er A (Nouveau) (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes "historiques")** (p. 7151, 7153) : ses amendements n° 27 et 28 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 7154) : son amendement n° 29 : repli ; rejeté. - **Article 1er (Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique)** (p. 7168) : soutient l'amendement n° 36 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 4 (Fonds d'aménagement numérique des territoires)** (p. 7175) : favorable à l'amendement n° 39 de M. Michel Teston. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7179) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de M. Jean-Paul Virapoulé (définition et réglementation de l'itinérance ultramarine).

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8541) : s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Article 1er (art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité)** (p. 8585) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Yvon Collin. (p. 8586) : soutient l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8589, 8590) : favorable à l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Sueur (procédure de révision des décisions pénales rendues sur le fondement de textes abrogés par le Conseil constitutionnel).

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Article 3 (art. 5-1 et 5-2 nouveaux de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Modalités de désignation de l'avocat et des six personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature)** (p. 8717, 8718) : soutient l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel ; rejeté.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9426) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9438, 9439) : favorable à l'amendement n° 430 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9530, 9531) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9567, 9570) : soutient l'amendement n° 542 de M. Michel Teston ; adopté. (p. 9585, 9588 ; 9602, 9603) : soutient les amendements de M. Michel Teston n° 543, 544 et 545 ; rejetés. (p. 9617, 9618) : intervient sur l'article 2 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9623, 9624) : soutient l'amendement n° 546 de M. Michel Teston (fonctionnement du Fonds postal national péréquation territoriale) ; rejeté. - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9627) : parole sur l'article. (p. 9634) : soutient l'amendement n° 478 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10835, 10837) : son intervention.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11978) : sa question et sa réplique.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) (p. 12008, 12009) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 12017, 12019) : soutient les amendements de M. Gérard Collomb n° II-178 (alignement de la situation des communautés urbaines et des syndicats d'agglomérations nouvelles sur celles des communautés d'agglomérations en matière de dotations d'intercommunalité) ; retiré ; et n° II-179 (repli) ; rejeté. Soutient l'amendement n° II-180 de Mme Nicole Bricq (rapport

au Parlement sur la prise en compte de la population carcérale pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 12024, 12026) : soutient les amendements de M. Georges Patient n° II-182 (rapport au Parlement sur la prise en compte de la population réelle des départements d'outre-mer pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement) ; n° II-183 (rapport au Parlement sur la prise en compte des spécificités de la Guyane pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement) ; et n° II-184 (relèvement du plafond de la dotation globale de fonctionnement à quatre fois la dotation forfaitaire) ; rejetés. Soutient l'amendement n° II-185 de M. Jean-Étienne Antoinette (repli) ; rejeté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12629) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12649, 12650) : son amendement n° 22 : découpage électoral du Var ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12694) : désir de ne pas s'appesantir sur l'incident survenu lors de l'examen du projet de loi relatif aux délimitations des circonscriptions pour l'élection des députés.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12714, 12715) : son intervention. - **Question préalable** (p. 12732, 12733) : favorable à la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12740) : soutient l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département) ; rejeté. (p. 12750) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Claude Peyronnet (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12778) : parole sur l'article. (p. 12787, 12788) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Yves Krattinger. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 12792) : soutient l'amendement n° 42 de M. Yves Krattinger (nombre de conseillers généraux du département des Alpes-de-Haute-Provence) ; rejeté. (p. 12794, 12795) : intervient sur l'amendement n° 42 précité. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12800, 12801) : son amendement n° 15 : encadrement de la représentation des territoires au sein des assemblées départementales et régionales ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12804) : son intervention.

CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil stratégique du commerce de proximité le 3 mars 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Economie - Compte d'affectation spéciale : gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 105 tome 3 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Russie : puissance ou interdépendance énergétique ? [n° 182 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants** [n° 146 (2008-2009)] - (11 février 2009) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1825) : intervient sur l'amendement n° 21 de M. Serge Lagache (rapport gouvernemental sur les possibilités de mise en œuvre d'aides aux étudiants, inscrits en licence d'études de santé, s'engageant à s'installer dans les zones déficitaires en professions de santé). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1828) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3463, 3464) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 297 (2008-2009)] - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3601, 3602) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises** [n° 443 (2008-2009)] - (9 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5885) : son intervention. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires** [n° 562 (2008-2009)] - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7217, 7218) : son intervention. Favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (16 septembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 244 quater U du code général des impôts - Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro) (p. 7544) : intervient sur l'amendement n° 311 du Gouvernement. - **Article 9** (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale) (p. 7604) : intervient sur l'amendement n° 44 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 58** (art. L. 2224-5, L. 2224-7-1 et L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 213-10-9 et L. 213-14-1 du code de l'environnement - Inventaire des réseaux de distribution d'eau des collectivités et incitation à la réduction des fuites en réseaux) (p. 8249) : intervient sur les amendements identiques n° 402 de Mme Evelyne Didier, n° 597 de M. Charles Revet et n° 806 de M. Paul Raoult.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8903, 8904) : son intervention sur les droits des consommateurs.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9559) : intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9676) : soutient l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet ; adopté. (p. 9684, 9690) : intervient sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet. Son amendement n° 186 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (27 novembre 2009) - en remplacement de M. Pierre Hérisson, rapporteur pour avis (p. 11579, 11580) : son intervention.

Ville et logement

- (4 décembre 2009) - en remplacement de M. Pierre André, rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 12131, 12132) : son intervention. (p. 12139) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux** [n° 132 (2009-2010)] - (15 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12742) : défavorable à l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département).

COUDERC (Raymond)
sénateur (Hérault)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 350 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord de siège du 11 janvier 1965 entre le Gouvernement de la République française et le bureau international des expositions relatif au siège du bureau international des expositions et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, [n° 384 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à faire de l'inscription sur les listes électorales une condition d'éligibilité aux mandats de conseillers municipaux et conseillers généraux [n° 602 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention le 21 juillet 2009.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les dispositifs d'alerte aux tsunamis en France et dans le monde [n° 546 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Ecologie, développement et aménagement durables - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens [n° 105 tome 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 975, 976) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 2** (*Lutte contre le changement climatique*) (p. 1006) : son amendement n° 317 ; rejeté. - **Article 4** (*Règles de performance énergétique des constructions neuves*) (p. 1012) : son amendement n° 320 ; retiré. - **Article 5** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 1034, 1035) : soutient l'amendement n° 173 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1038) : soutient l'amendement n° 181 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les propriétaires de majorer le loyer à hauteur de 50 % de la réduction des charges mensuelles résultant de travaux d'amélioration) ; rejeté. - **Article 6** (*Formation professionnelle et recherche dans le secteur du bâtiment*) (p. 1040) : intervient sur son amendement n° 322 présenté par Mme Marie-Christine Blandin.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7** (*Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme*) (p. 1079) : soutient l'amendement n° 602 de M. Michel Sergent ; adopté. (p. 1087) : soutient l'amendement n° 169 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1110, 1111) : parole sur l'article. (p. 1126) : soutient l'amendement n° 273 de M. Michel Teston ; retiré. (p. 1127) : soutient l'amendement n° 628 de M. Robert Navarro ; retiré. (p. 1128) : soutient l'amendement n° 274 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 1130, 1131) : soutient l'amendement n° 285 de M. Roland Ries ; rejeté. - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1149, 1150) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1239, 1240) : soutient l'amendement n° 301 de M. Thierry Repentin ; adopté. (p. 1242) : intervient sur l'amendement n° 295 de Mme Françoise Laborde. (p. 1250) : soutient l'amendement n° 310 de M. Roland Ries ; rejeté. - **Article 14** (*Art. 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Objectifs de la politique des transports*) (p. 1257) : soutient l'amendement n° 404 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 15** (*Art. 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 -*

Schéma national des infrastructures de transport) (p. 1260) : sur l'amendement n° 54 de la commission, soutient le sous-amendement n° 409 de Mme Jacqueline Alquier ; retiré. - **Article 15 bis** (*Art. 4 de la loi du 30 décembre 1982 précitée - Schéma national des infrastructures de transport tous modes*) (p. 1265, 1266) : sur l'amendement n° 55 de la commission, soutient le sous-amendement n° 410 de Mme Jacqueline Alquier ; retiré. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1271, 1272) : parole sur l'article. (p. 1276) : sur l'amendement n° 58 de la commission, ses sous-amendements n° 780 et 783 ; adoptés ; n° 781 ; rejeté. Sur le même amendement, soutient le sous-amendement n° 782 de Mme Bernadette Bourzai ; adopté. (p. 1280) : ses amendements n° 330, 326, 329 et 331 ; devenus sans objet. Soutient l'amendement n° 328 de Mme Bernadette Bourzai ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1325) : son amendement n° 334 ; adopté. - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1336) : sur l'amendement n° 61 de la commission, soutient le sous-amendement n° 776 de M. Paul Raoult ; rejeté. - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 1379, 1380) : son amendement n° 465 ; adopté. (p. 1388) : soutient les amendements de M. Serge Larher n° 452 ; adopté ; et de M. Serge Andreoni n° 466, 467 et 468 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1461) : soutient l'amendement n° 421 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1503, 1506) : son amendement n° 474 ; devenu sans objet. Soutient l'amendement n° 424 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. - **Article 30** (*Gestion durable de la mer et du littoral*) (p. 1537, 1540) : ses amendements n° 475 ; adopté ; n° 707 ; devenu sans objet ; et n° 478 ; rejeté. - **Article 32** (*Deuxième plan national santé environnement*) (p. 1551) : soutient l'amendement n° 708 de M. François Rebsamen ; retiré. - **Article additionnel après l'article 36** (p. 1567) : soutient l'amendement n° 433 de M. Thierry Repentin (mesure des nuisances sonores générées par l'utilisation des infrastructures de transports terrestres) ; rejeté. - **Article 37** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 1573) : soutient l'amendement n° 437 de M. Daniel Raoul ; adopté. - **Article 39** (*Prévention des risques majeurs*) (p. 1575, 1576) : son amendement n° 479 ; adopté. - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 1581) : son amendement n° 480 ; retiré. (p. 1595) : soutient l'amendement n° 481 de M. Robert Navarro ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 43** (*Nouvelles formes de gouvernance*) (p. 1610) : son amendement n° 441 ; adopté. - **Article 44** (*Collectivités territoriales et développement durable*) (p. 1612) : soutient l'amendement n° 445 de Mme Jacqueline Alquier ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (9 mars 2009) - **Article 2** (*Loi n° 97-135 du 13 février 1997 - Dispositions relatives à Réseau ferré de France, RFF*) (p. 2623) : soutient l'amendement n° 89 de M. Michel Teston ; adopté. - **Article 9** (*Compétence de traitement des litiges et de réformation des décisions*) (p. 2653) : sur l'amendement n° 14 de la commission, soutient le sous-amendement n° 102 de M. Michel Teston ; adopté. - **Article 23** (*art. L. 153-7 du code de la voirie routière - Transport routier*) (p. 2664) : soutient l'amendement n° 104 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes** - (19 mars 2009) (p. 3207, 3210) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Article 1er** (*Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours*) (p. 3792, 3794) : soutient l'amendement n° 66 de M. Paul Raoult ; rejeté.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3965, 3967) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (5 juin 2009) - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle) (p. 5713, 5714) : parole sur l'article. (p. 5715) : son amendement n° 45 ; rejeté. (p. 5717) : ses amendements n° 74 ; adopté ; et n° 76 ; devenu sans objet. (p. 5719) : son amendement n° 77 ; rejeté. (p. 5723) : intervient sur son amendement n° 74 précité. - **Article 24 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3323-2 du code de la santé publique - Réglementation de la publicité pour les boissons alcoolisées sur Internet) (p. 5728) : votera contre l'amendement n° 40 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 24 (précédemment réservés)** (p. 5752) : son amendement n° 46 : mesures en faveur de l'information relative au seuil de consommation des boissons alcoolisées ; retiré.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (11 juin 2009) (p. 5986) : son intervention sur le vin rosé.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Rénovation thermique des bâtiments existants) (p. 6555) : soutient l'amendement n° 3 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France) (p. 6575) : soutient l'amendement n° 6 de M. Roland Ries ; rejeté. (p. 6577) : soutient l'amendement n° 8 de M. Roland Ries ; retiré. - **Article 17 (Développement des énergies renouvelables)** (p. 6583, 6585) : ses amendements n° 22, 23 et 24 ; retirés.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Article 4 (Fonds d'aménagement numérique des territoires)** (p. 7172) : soutient l'amendement n° 38 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7269, 7270) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (28 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 8020, 8021) : soutient l'amendement n° 65 de M. Michel Teston (fixation de la valeur locative des lignes de chemin de fer à grande vitesse concédées) ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (29 septembre 2009) (p. 8050) : dénonce l'éventuelle nomination de M. Henri Proglia à la tête d'EDF alors que ce dernier conserverait son poste de président-directeur général de Veolia Environnement.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)] (suite)** - (29 septembre 2009) - **Article 23 (Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie)** (p. 8055) : son amendement n° 555 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8060, 8063) : soutient l'amendement n° 670 de M. Daniel Raoul (modalités d'encadrement de l'implantation des

centrales photovoltaïques) ; retiré. Favorable à l'amendement n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques). - **Article 25 (art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables)** (p. 8068) : son amendement n° 716 ; devenu sans objet. - **Article 26 (Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux)** (p. 8077) : son amendement n° 558 ; rejeté. - **Article 27 (art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie)** (p. 8087, 8094) : son amendement n° 562 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 564 de M. Thierry Repentin ; retiré. Intervient sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 8095) : soutient l'amendement n° 687 de M. Daniel Raoul (ouverture du dispositif d'éco-prêt à taux zéro aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale pour les travaux réalisés dans leurs bâtiments) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 30** (p. 8101) : favorable à l'amendement n° 601 de M. Ladislav Poniatowski (création d'un comité de suivi des énergies renouvelables au sein du Conseil supérieur de l'énergie). - **Article 30 (art. L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales et loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur - Dispositions relatives aux réseaux de chaleur)** (p. 8106) : soutient l'amendement n° 534 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 33 (art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Extension aux départements et aux régions du bénéfice de l'obligation d'achat d'électricité)** (p. 8109, 8110) : son amendement n° 535 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Article 34 (art. 10-1 de la loi n° 2000-108 (cf. sous art. 33) et art. L. 553-2 à L. 553-4 du code de l'environnement - Développement maîtrisé de l'énergie éolienne)** (p. 8124) : parole sur l'article. (p. 8125, 8128) : ses amendements n° 538 et 540 ; rejetés ; n° 537 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8130, 8133) : son amendement n° 542 : programmation pluriannuelle des objectifs de développement de l'énergie éolienne ; retiré. - **Article 35 (Loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - Aménagement de la redevance sur les concessions hydroélectriques)** (p. 8133, 8134) : son amendement n° 543 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8137) : soutient l'amendement n° 545 de M. Marc Daunis (réflexion sur la normalisation des batteries électriques utilisées dans les véhicules produits en France) ; retiré. - **Article 36 (art. L. 254-1 à L. 254-12 [nouveau] du code rural - Encadrement des activités de vente, d'application et de conseil des produits phytopharmaceutiques)** (p. 8143) : soutient l'amendement n° 761 de Mme Odette Herviaux ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8148, 8149) : soutient l'amendement n° 764 de Mme Odette Herviaux (responsabilité du ministre de l'agriculture dans l'adaptation de la recherche agronomique aux objectifs de la politique environnementale) ; rejeté. - **Article 40 ter (Nouveau) (Rapport au Parlement sur l'utilisation de produits phytopharmaceutiques)** (p. 8161) : soutient l'amendement n° 772 de Mme Odette Herviaux ; adopté. - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau] du code rural - Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles) (p. 8166) : soutient l'amendement n° 773 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 68 (art. L. 227-1, L. 227-3, L. 227-4, L. 227-5, L. 227-7 et L. 227-9 du code de l'aviation civile - Compétences de l'ACNUSA)** (p. 8278) : soutient l'amendement n° 698 de M. Jean-Jacques Mirassou ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 73 (art. L. 523-1 à L. 523-4 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 5161-1 [nouveau] du code de la santé**

publique et art. L. 253-8 du code rural - Obligation de déclaration et d'information sur les substances nanoparticulaires) (p. 8315) : soutient les amendements n° 728 et 729 de M. Daniel Raoul ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8321) : s'abstiendra sur l'amendement n° 880 du Gouvernement (prévention des endommagements de canalisation). - **Article 83** (art. L. 225-102-1 et L. 823-16 du code de commerce, art. L. 114-7 du code de la mutualité, art. L. 511-35 du code monétaire et financier, art. L. 322-26-2-2 du code des assurances, art. L. 524-2-1 du code rural et art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental) (p. 8332, 8333) : soutient les amendements n° 549 de M. Jacky Le Menn et n° 548 de M. Didier Guillaume ; rejetés. - **Article 85** (art. L. 112-10 et L. 121-15-4 [nouveaux] et art. L. 214-1 du code de la consommation - Étiquetage obligatoire du "coût carbone" des produits et de leur emballage) (p. 8354) : soutient l'amendement n° 706 de M. Roland Ries ; adopté. (p. 8355) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 85 de ce projet de loi. - **Article 90** (art. L. 123-1 à L. 123-19 du code de l'environnement - Simplification des procédures d'enquête) (p. 8367, 8370) : soutient les amendements n° 707, 708, 709 et 710 de M. Thierry Repentin ; retirés. - **Article 92 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 11-1, L. 11-1-1, L. 11-9 et L. 23-2 du code de l'expropriation - Modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 8371) : soutient l'amendement n° 711 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 94 (Divers codes modifiés - Mesures de rattachement des enquêtes concernant des décisions ayant trait à l'environnement à l'enquête publique du type "Bouchardeau")** (p. 8377) : soutient l'amendement n° 714 de M. Thierry Repentin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8426) : soutient l'amendement n° 745 de M. Gérard Miquel (indexation du montant de la contribution de responsabilité élargie des producteurs sur le coût réel de traitement des déchets de chaque produit) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 4 (Statut de l'autorité de régulation des activités ferroviaires)** (p. 9223) : le groupe socialiste votera contre cet article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9288, 9290) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9394, 9406) : soutient les amendements de M. Michel Teston n° 366 (garantie par le service public postal de tarifs péréqués et abordables sur l'ensemble du territoire) ; retiré ; et n° 426 (maintien d'un établissement public industriel et commercial) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9416) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9463) : soutient l'amendement n° 445 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9473) : intervient sur l'amendement n° 445 précité. (p. 9476) : soutient l'amendement n° 450 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9519) : soutient l'amendement n° 444 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9561) : intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9584, 9589 ; 9604, 9605) : soutient les amendements n° 457 et 464 de M. Michel Teston ; rejetés ; et n° 474 ; rectifié en vue d'un examen à l'article 2 bis du projet de loi. (p. 9619) : sur l'article 2 de ce projet de loi, les membres du groupe RDSE voteront en fonction de leurs convictions. - **Article 2 bis**

(Nouveau) (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9632, 9639) : soutient les amendements n° 477, 483 et 455 de M. Michel Teston ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9664) : intervient sur l'amendement n° 455 de M. Michel Teston. - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise État-La Poste) (p. 9718, 9720) : soutient l'amendement n° 491 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut des fonctionnaires de La Poste) (p. 9763, 9764) : soutient l'amendement n° 497 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9769) : intervient sur l'amendement n° 497 de M. Michel Teston. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9796) : soutient l'amendement n° 509 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 10** (art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste) (p. 9811) : soutient l'amendement n° 513 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 9834) : soutient l'amendement n° 360 de M. Michel Teston (rapport gouvernemental sur la situation des réseaux postaux ruraux) ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste) (p. 9840, 9841) : soutient l'amendement n° 328 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9844) : soutient l'amendement n° 365 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9846) : soutient l'amendement n° 397 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9847) : soutient l'amendement n° 398 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9848) : soutient l'amendement n° 399 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9870, 9877) : soutient les amendements n° 524, 400, 403 et 416 de M. Michel Teston ; rejetés. (p. 9882) : intervient sur les amendements n° 526 et 415 de M. Michel Teston. - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9891, 9892) : soutient l'amendement n° 529 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 3-2 du code des postes et communications électroniques - Soumission du secteur postal à une même réglementation d'intérêt général) (p. 9902, 9903) : soutient l'amendement n° 410 de M. Michel Teston ; retiré. - **Article 21** (art. L. 5-7-1 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Traitement par le régulateur des réclamations non satisfaites par les prestataires de services postaux) (p. 9923) : soutient l'amendement n° 535 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 26** (Entrée en vigueur du titre II) (p. 9931, 9932) : soutient l'amendement n° 537 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11756) : son intervention.

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement

du territoire - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11794) : son amendement n° II-119 ; retiré.

COURTOIS (Jean-Patrick)
sénateur (Saône-et-Loire)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéosurveillance le 9 décembre 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Sécurité - Immigration, asile et intégration [n° 106 tome 11 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 63 (2009-2010)] organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 131 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 60 (2009-2010)] de réforme des collectivités territoriales [n° 169 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1974, 1975) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 11** (*Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions*) (p. 2079) : le groupe UMP votera l'amendement n° 20 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2089, 2090) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi pénitentiaire** [n° 202 (2008-2009)] - (6 mars 2009) - **Article 49** (*art. 715-1 nouveau et 716 du code de procédure pénale - Possibilité d'un encellulement individuel ou collectif pour les prévenus*) (p. 2561) : parole sur l'article. - **Article 51** (*art. 71- 1 du code de procédure pénale - Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention*) (p. 2577) : votera l'amendement n° 291 du Gouvernement.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3109, 3111) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux** [n° 132 (2009-2010)] - (15 décembre 2009) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 12698, 12700) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12725) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 12732) : position de la commission sur la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission**

(p. 12735) : position de la commission sur la motion n° 3 de M. Alain Anziani tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12736) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Peyronnet (changement d'appellation des conseils généraux). (p. 12738, 12740) : position de la commission sur les amendements n° 23 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garantie du pluralisme et de la parité des assemblées par le mode de représentation proportionnelle) et de M. Jean-Claude Peyronnet n° 6 (respect des principes de la parité dans la composition des conseils généraux) et n° 7 (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département). (p. 12752, 12757) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 9 (conditions d'élection dans le cadre d'un scrutin uninominal à un tour), n° 10 de M. Yannick Bodin (repli), de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 24 (pour les élections locales, octroi du droit de vote et d'éligibilité ressortant de l'Union européenne et aux étrangers résidant en France depuis plus de cinq ans), n° 25 (rapport annuel au Parlement sur le droit de vote d'éligibilité des étrangers dans l'Union européenne), n° 26 (étude d'impact sur les conséquences de la réforme des collectivités territoriales) et n° 27 (renforcement du pluralisme dans les conseils généraux et régionaux) et, portant sur le même objet, n° 21 et n° 22 (consultation nationale des conseils généraux et régionaux sur la réduction de la durée de mandat des conseillers).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12780, 12790) : position de la commission sur les amendements n° 28, 29 et 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 47 de M. Yvon Collin, n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, et n° 11 de M. Yves Krattinger. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 12793, 12795) :

position de la commission sur les amendements de M. Yves Krattinger n° 35 (nombre de conseillers généraux du département de la Haute-Loire), n° 36 (nombre de conseillers généraux du département du Lot), n° 37 (nombre de conseillers généraux du département de la Meuse), n° 38 (nombre de conseillers généraux du département de la Nièvre), n° 39 (nombre de conseillers généraux du département des Hautes-Pyrénées), n° 40 (nombre de conseillers généraux du département de la Haute-Saône), n° 41 (nombre de conseillers généraux du département du Tarn-et-Garonne), n° 42 (nombre de conseillers généraux du département des Alpes-de-Haute-Provence), n° 43 (nombre de conseillers généraux du département des Hautes-Alpes), n° 45 (nombre de conseillers généraux du département de la Creuse) et n° 46 (nombre de conseillers généraux du département du Cantal). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010*) (p. 12800) : position de la commission sur les amendements n° 13 et 14 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 31 et 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 48 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12801, 12802) : position de la commission sur les amendements n° 15 de M. Pierre-Yves Collombat (encadrement de la représentation des territoires au sein des assemblées départementales et régionales), n° 33 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (date d'entrée en application de la présente loi), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 16 (limitation du nombre de conseillers régionaux) et, portant sur le même objet, n° 17, n° 18, n° 19 et n° 20 (caractère équilibré du découpage de la circonscription cantonale).

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP-R

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Éducation nationale et quartiers de la politique de la ville : assurer l'égalité républicaine [n° 81 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Ville et logement [n° 101 tome 3 annexe 33 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (15 janvier 2009) - **Article 21** (art. 302 bis KH 1693 sixies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques) (p. 444) : défavorable aux amendements n° 219 de M. Hervé Maurey et n° 377 de M. Jean-Etienne Antoinette.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article 1er** (Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA) (p. 724, 730) : son amendement n° 32 ; rejeté. Sur l'amendement n° 7 de M. Jean Arthuis, son sous-amendement n° 85 ; retiré. (p. 750, 751) : maintient son amendement n° 32 précité.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (5 mars 2009) - au nom de la commission des finances - **Article additionnel avant l'article 24** (p. 2491) : défavorable à l'amendement n° 204 de M. Jean-Pierre Sueur (mise en place d'un plan d'équipement en moyens de détection électronique). - **Article 24** (Fouilles) (p. 2492) : réponse à M. Louis Mermez à propos de l'article 40 de la Constitution.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3129, 3130) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (17 juin 2009) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 6127, 6128) : son amendement n° 4 : réglementation des publicités relatives aux opérations d'acquisition de logements destinés à la location à titre de résidence principale ; adopté.

- **Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 470 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6440, 6441) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6494, 6495) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10837, 10838) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (Suppression de la taxe professionnelle) (p. 11016) : intervient sur le sous-amendement n° I-527 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 11042) : favorable à l'amendement n° I-1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** (p. 11061, 11062) : intervient sur l'amendement n° I-246 de M. François-Noël Buffet (assouplissement des règles permettant aux collectivités de bénéficier du remboursement anticipé du FCTVA).

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 12128, 12131) : son intervention. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 12144) : son amendement n° II-18 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 12145) : ses amendements n° II-19 : insertion de la provision pour risque contentieux lié au droit au logement opposable dans le compte général annexé au projet de loi de règlement ; et n° II-20 : maintien du principe du reversement des deux tiers de la collecte HLM et SEM ; adoptés.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 12158) : sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences), son sous-amendement n° II-310 ; adopté. (p. 12162) : sur l'amendement n° II-199 précité, son sous-amendement n° II-311 ; adopté. (p. 12246) : sur l'amendement n° II-201 de la commission (aménagement du dispositif relatif aux modalités de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de péréquation), son sous-amendement n° II-312 ; adopté. (p. 12251, 12252) : intervient sur l'amendement n° II-201 de la commission précité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 3** (Affectation du produit des amendes de police relatives à la circulation routière) (p. 12852) : intervient sur les amendements identiques n° 40 de Mme Nicole Bricq et n° 169 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12950) : intervient sur l'amendement n° 43 de M. Michel Charasse (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les placements financiers risqués des collectivités locales).

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Article 27 quinquies (Nouveau)** (Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres) (p. 12979) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 29 octies (Nouveau)** (Immatriculation au registre des métiers des auto-entrepreneurs exerçant à titre principal une activité artisanale) (p. 13108, 13112) : soutient l'amendement n° 125 de M. Charles Revet ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 13147, 13148) : soutient l'amendement n° 103 de

M. Serge Dassault (prise en charge de l'augmentation de taxe d'habitation pour les personnes relogées dans le cadre du programme national de rénovation urbaine) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 13156, 13157) : soutient les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 100 (extension de la transmission systématique à l'administration fiscale, par les caisses de sécurité sociale, d'éléments de revenus de certaines

professions) ; et n° 101 (possibilité pour certains services administratifs de demander au service des impôts la vérification des déclarations de revenus de bénéficiaires de prestations) ; adoptés.

DANGLOT (Jean-Claude)
sénateur (Pas-de-Calais)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (30 janvier 2009) - **Article 16** (*Réduction des consommations d'énergie*) (p. 1266, 1267) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1488, 1497) : soutient les amendements n° 229, 230 et 231 de Mme Évelyne Didier ; rejetés. (p. 1503, 1511) : soutient les amendements n° 720 de Mme Gélita Hoarau et n° 234 de Mme Évelyne Didier ; devenus sans objet. - **Article 29** (*Le développement durable de la filière forêt-bois*) (p. 1529, 1532) : soutient les amendements de Mme Évelyne Didier n° 236, 238 et 235 ; retirés ; et n° 237 ; rejeté. - **Article 31** (*Liens entre environnement et santé*) (p. 1541) : soutient l'amendement n° 255 de Mme Évelyne Didier ; retiré. - **Article 32** (*Deuxième plan national santé environnement*) (p. 1542) : soutient l'amendement n° 249 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Article 39** (*Prévention des risques majeurs*) (p. 1577) : soutient l'amendement n° 721 de Mme Gélita Hoarau ; rejeté. - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 1580) : parole sur l'article. (p. 1581, 1590) : soutient les amendements n° 241, 240 et 244 de Mme Évelyne Didier ; retirés. - **Article additionnel après l'article 41** (p. 1597, 1598) : soutient l'amendement n° 243 de Mme Évelyne Didier (moratoire sur la construction d'incinérateurs) ; rejeté. - **Article 41 bis** (*Art. 1387 A [nouveau] du code général des impôts - Valorisation de l'énergie de récupération*) (p. 1598) : soutient l'amendement n° 242 de Mme Évelyne Didier ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3461, 3463) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5931, 5932) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 489 (2008-2009)] - (1er juillet 2009) - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 6585) : soutient l'amendement n° 69 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Le soutien à la recherche*) (p. 6596) : soutient l'amendement n° 71 de Mme Évelyne Didier ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique** [n° 560 (2008-2009)] - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7144, 7145) : son intervention. - **Article 1er A (Nouveau)** (*art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes "historiques"*) (p. 7152) : son amendement n° 44 ; rejeté. - **Article 1er B (Nouveau)** (*art. 97 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes payantes et nouvellement entrantes*) (p. 7154) : son amendement n° 45 ; rejeté. - **Article 1er G (Nouveau)** (*art. L. 34-8 et L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation entre les*

opérateurs des travaux d'équipement d'un immeuble en ligne de communication électronique à très haut débit) (p. 7159) : son amendement n° 46 ; devenu sans objet. - **Article 1er** (*Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique*) (p. 7167) : son amendement n° 47 ; rejeté. - **Article 4** (*Fonds d'aménagement numérique des territoires*) (p. 7174) : son amendement n° 48 ; rejeté. - **Article 4 ter (Nouveau)** (*art. L. 1425-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit d'accès aux tranchées pour la pose de fibres optiques*) (p. 7181) : son amendement n° 49 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (8 octobre 2009) - **Article 78** (*art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets*) (p. 8413, 8420) : soutient les amendements de Mme Évelyne Didier n° 412 ; devenu sans objet ; et n° 413, 414 et 415 ; rejetés. - **Article 78 ter (Nouveau)** (*art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert"*) (p. 8450, 8451) : soutient l'amendement n° 416 de Mme Évelyne Didier ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9245, 9247) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2009) - **Intitulé du titre Ier** (*Dispositions relatives à La Poste et modifiant la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom*) (p. 9312, 9313) : son amendement n° 4 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9322, 9326) : son amendement n° 8 : réaffirmation, dans le texte, des principes fondamentaux du service public ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9517) : son amendement n° 32 ; rejeté. (p. 9521) : son amendement n° 36 ; rejeté. Intervient sur son amendement n° 32 et sur l'amendement n° 437 de M. Michel Teston. (p. 9522, 9523) : intervient sur son amendement n° 36. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9527) : intervient sur les amendements de M. Jean Desessard portant sur le même objet n° 276 et n° 277 (rappel du respect de la charte de l'environnement et des engagements pris par le Grenelle). - **Article 2** (*art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9535, 9537) : son amendement n° 37 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9555, 9556) : son amendement n° 202 ; rejeté. (p. 9565, 9570) : son amendement n° 38 ; rejeté. (p. 9573, 9580) : ses amendements n° 207, 211, 215 et 219 ; rejetés. (p. 9585, 9595) : ses amendements n° 41, 42 et 44 ; rejetés. (p. 9608, 9614) : son amendement n° 48 ; rejeté. Le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 187 de M. Jackie Pierre. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9619, 9620) : son amendement n° 51 : rapport au Parlement sur la présence postale dans les zones rurales ; retiré. - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste*) (p. 9626) : parole sur l'article. (p. 9630, 9631 ; 9644) : son amendement n° 222 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9673) : son amendement n° 60 ; adopté. (p. 9684, 9685) : défavorable à l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (*art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans*) (p. 9864, 9877) : parole sur l'article. Ses amendements n° 107, 105 et 103 ; rejetés. - **Article 15** (*art. L. 2-1 du code des postes et communications électroniques - Contrats dérogatoires aux modalités de l'offre de*

service universel) (p. 9884, 9885) : le groupe CRC-SPG demande la suppression de l'article. - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9890, 9891) : ses amendements n° 114, 226 et 116 ; rejetés. - **Article 17** (art. L. 3 du code des postes et communications électroniques - Clarification rédactionnelle) (p. 9898) : son amendement n° 121 ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3-4 du code des postes et communications électroniques - Suppression d'une disposition prévoyant la prise de mesures réglementaires concernant les services d'envois recommandés) (p. 9908) : son amendement n° 128 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9910) : ses amendements n° 131 : suppression du pouvoir de sanction pénale de l'ARCEP ; n° 132 : consultation de l'ARCEP et de la commission supérieure du service public des postes et communications électroniques sur les projets de loi ou règlements relatifs aux services postaux ; n° 133 : possibilité pour l'ARCEP et la commission supérieure du service public des postes et communications électroniques d'être associés, pour les questions relevant de leurs compétences, aux négociations internationales communautaires ; n° 134 : suppression de la compétence accordée à l'ARCEP de délivrer les autorisations d'activités postales ; rejetés. - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur) (p. 9913, 9914) : ses amendements n° 141 et 142 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9921, 9922) : ses amendements n° 147 : suppression de l'article L.5-6 du code des postes et des communications électroniques ; n° 148 : suppression de l'article L.5-7 du code des postes et des communications électroniques ; n° 149 : suppression de l'article L.5-8 du code des postes et des communications électroniques ; rejetés. - **Article 22** (art. L. 17 du code des postes et communications électroniques - Modification de cohérence) (p. 9924) : son amendement n° 151 ; rejeté. - **Article 23** (art. L. 18 du code des postes et communications électroniques - Modification de cohérence) (p. 9925) : son amendement n° 152 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 9926) : ses amendements n° 155, n° 156, n° 157, n° 158, n° 159, analogues à son amendement, soutenu par Mme Mireille Schurch, n° 154 : suppression de l'ARCEP ; rejetés. - **Article 25** (Entrée en vigueur du titre 1er) (p. 9929, 9931) : ses amendements n° 174,

172, 171, 170, 169, 168, 166, 165, 164 et 163 ; rejetés ; Le groupe CRC-SPG demande le retrait de cet article. - **Article 26** (Entrée en vigueur du titre II) (p. 9933) : ses amendements n° 185, 184, 183, 182, 181, 180, 179, 178, 177, 176 et 175 ; rejetés. - **Seconde délibération - Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9937) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9940, 9941) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (27 novembre 2009) (p. 11584) : son intervention. - **Article 53** (Prorogation de la garantie accordée à Dexia) (p. 11589, 11590) : parole sur l'article. - **Article 54** (Prorogation de la garantie accordée à la Société de financement de l'économie française, SFEF) (p. 11591) : parole sur l'article. - **Article 54 bis (Nouveau)** (Prorogation d'un an des dispositifs de complément d'assurance crédit public, CAP et CAP+) (p. 11591, 11592) : parole sur l'article.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11973, 11974) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales - Commission mixte paritaire [n° 192 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13331) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13346, 13347) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

DARCOS (Xavier)
ministre de l'éducation nationale
(jusqu'au 23 juin 2009)
ministre du travail, des relations
sociales, de la famille, de la solidarité et
de la ville
(à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 565, 566) : son intervention. Favorable aux conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3527, 3528) : son intervention. - **Article unique** (p. 3536, 3537) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 2 de M. Claude Domeizel et n° 4 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7195, 7197) : son intervention. - **Organisation de la discussion** (p. 7199) : accepte la demande de la commission tendant à disjoindre la discussion des amendements de suppression partielle portant sur l'article 2 de la proposition de loi relative au repos dominical. - **Discussion générale** (p. 7222, 7223) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 7230) : avis du Gouvernement sur la motion n° 6 de M. Claude Jeannerot tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7235) : avis du Gouvernement sur la motion n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission. - **Rappel au règlement** (p. 7236) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Annie Jarraud-Vergnolle. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7237, 7238) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 7 (soumission des projets parlementaires de réforme du droit du travail à l'obligation préalable de concertation avec les partenaires sociaux) et n° 8 (suppression de la possibilité d'ouvrir des grandes surfaces allant jusqu'à 1000 mètres carrés sans autorisation). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-27 du code du travail - Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire) (p. 7241, 7242) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 72 de Mme Annie David et n° 140 de M. François Fortassin. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7245, 7252) : avis

du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 42 et 43 de M. Jean Desessard et n° 76 et 77 de Mme Annie David (compensation du travail dominical), sur les amendements, identiques deux à deux, n° 45 de M. Jean Desessard et n° 75 de Mme Annie David (consultation de la commission nationale de la négociation collective avant de déterminer en Conseil d'Etat la liste des secteurs concernés par la dérogation) d'une part et n° 44 de M. Jean Desessard et n° 74 de Mme Annie David (sanction en cas d'ouverture dominicale sans autorisation) d'autre part ; ainsi que sur amendements de Mme Annie David n° 106 (paiement des frais supplémentaires liés au travail dominical) et n° 73 (protection des salariés refusant de travailler le dimanche) et sur l'amendement n° 66 de M. Jean Desessard (entrée en vigueur de la loi conditionnée par la signature d'un accord interprofessionnel).

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7277, 7286) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de M. André Lardeux, n° 79, 80 et 81 de Mme Annie David, n° 135 et 139 de M. François Fortassin et n° 10, 11, 12, 13, 131 et 14 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 7288, 7291) : avis du Gouvernement sur n° 15 et 9 de Mme Raymonde Le Texier et n° 83, 82 et 84 de Mme Annie David. (p. 7308, 7310) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17, 18, 19, 20, 21 et 24 de Mme Raymonde Le Texier, n° 85, 86, 88, 90, 89, 87, 95, 91, 92, 93, 94, 96, 98 et 97 de Mme Annie David, n° 136 de M. François Fortassin, n° 52, 50, 54 et 53 de M. Jean Desessard, n° 22 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 68 et 69 de M. Philippe Dominati et n° 23 de Mme Maryvonne Blondin. (p. 7316, 7326) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15, 26, 27, 28 et 29 de Mme Raymonde Le Texier, n° 99, 100, 101, 102, 103 et 104 de Mme Annie David, n° 55, 56, 57 et 58 de M. Jean Desessard, n° 122 de M. Philippe Dominati et n° 137 de M. François Fortassin. (p. 7327, 7338) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 30, 31, 32, 33, 34, 132 et 35 de Mme Raymonde Le Texier, n° 59 et 60 de M. Jean Desessard, n° 105, 107, 106, 108, 109, 111, 112 et 113 de Mme Annie David et n° 138 de M. François Fortassin. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7350, 7353) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Michel Houel (maintien des dérogations existantes), sur les amendements de M. Philippe Dominati n° 70 (extension des prérogatives des préfets à l'ensemble des départements de la région Ile-de-France), n° 71 (extension du régime dérogatoire de Paris à Lyon et marseille) et n° 67 (suppression du régime dérogatoire spécifique à Paris), de M. Jean Desessard n° 47 (impossibilité d'attribuer des dérogations dans les zones non desservies par les transports en commun le dimanche) et n° 48 (rapport au Parlement sur la surconsommation énergétique produite par les dérogations supplémentaires), de M. Annie David n° 78 (impossibilité d'attribuer des dérogations dans les zones non desservies par les transports en commun le dimanche) et n° 117 (clarification). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Comité d'évaluation) (p. 7354) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 129 de M. Hervé Maurey. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 7356) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 118 de Mme Annie David et n° 41 de M. Jean Desessard. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7365) : remerciements.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9982, 9984) : son intervention. (p. 10022, 10024) : réponse aux orateurs.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 38** (p. 10409, 10410) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 162 de Mme Christiane Demontès (détermination semestrielle du coefficient de revalorisation des pensions). - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du

17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse) (p. 10417, 10427) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 163 de Mme Christiane Demontès, n° 345, 346, 347, 348 et 349 de M. Guy Fischer, n° 252 de Mme Fabienne Keller, n° 26, 28, 522, 30, 27, 523, 29, 524 et 525 de la commission et n° 206 et 205 de Mme Catherine Procaccia. - **Article additionnel après l'article 38** (p. 10427) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 426 de Mme Catherine Procaccia (extension aux clercs de notaires de la possibilité de cumul emploi-retraite). - **Article 39** (art. L. 341-16, L. 342-1 et L. 341-14-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 732-36 du code rural - Cumul emploi-pension d'invalidité et non-cumul pension d'invalidité-pension de retraite) (p. 10429, 10431) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 127 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 352 et 353 de M. Guy Fischer et n° 164 de Mme Christiane Demontès. - **Articles additionnels après l'article 39 bis** (p. 10432) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de la commission (non-cumul de la majoration de durée d'assurance pour interruption d'activité et de l'assurance vieillesse des parents au foyer). - **Article 40** (art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale - Transfert au fonds de solidarité vieillesse du financement des validations gratuites de trimestres au titre de périodes d'arrêt maladie, maternité, AT-MP et invalidité) (p. 10433, 10434) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 128 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 32 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10435, 10441) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 414 de M. Dominique Leclerc (régime de l'auto-entrepreneur), n° 526 de la commission (modifications du dispositif d'assurance volontaire vieillesse et de rachat de trimestres), n° 203 de Mme Jacqueline Alquier (retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles), n° 166 de M. Claude Domeizel (évaluation des conditions d'ouverture des droits à pension de réversion aux personnes liées par un PACS), n° 355 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur l'ouverture des droits à pension de réversion pour les personnes liées par un PACS et les concubins notoires), n° 354 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur les conséquences de l'instauration de la condition d'âge prévue pour la majoration de la pension de réversion), ainsi que sur les amendements de Christiane Demontès n° 167 (rapport au Parlement sur les régimes de mise à la retraite d'office), n° 168 (évaluation des conditions de revalorisation du minimum vieillesse en 2008 et 2009) et n° 169 (évaluation des conditions de suppression de la condition d'âge pour la majoration de la pension de réversion). - **Article 42** (art. L. 242-7, L. 422-4, L. 422-5 du code de la sécurité sociale - Réforme de la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 10444, 10445) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 129 et 130 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 381 et 382 de Mme Annie David et n° 416 de Mme Isabelle Debré. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 10446, 10448) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 134 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 383 de Mme Annie David (renforcement des sanctions en cas de non-remise de l'attestation d'exposition aux risques chimiques et produits dangereux lors du départ d'un salarié) ainsi que sur l'amendement n° 386 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur l'évolution du régime d'indemnisation forfaitaire par un régime de réparation intégrale des accidents du travail et maladies professionnelles). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 10452) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 136 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 387 de Mme Annie David (rétablissement de la contribution des entreprises au financement des fonds au bénéfice des victimes de l'amiante). - **Article 43 bis** (Faisabilité d'une voie d'accès individuelle au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) (p. 10454) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 388 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 43 bis** (p. 10455) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 390 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur l'impact pour le fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs du relèvement du montant de l'allocation amiante). - **Article 44 bis** (p. 10456) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de la commission. - **Article 50 (priorité)** (art. L. 114-17 du code de la sécurité sociale - Réforme des pénalités financières dans les cas de

fraude à la sécurité sociale) (p. 10458) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 362, 363 et 364 de M. Guy Fischer et n° 61 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 50 (priorité)** (p. 10459) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 365 de M. Guy Fischer (renforcement des sanctions à l'encontre des professionnels de santé pratiquant une discrimination dans l'accès aux soins ou pratiquant des dépassements d'honoraires excessifs). - **Article 52 (priorité)** (art. 110 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Prorogation de l'expérimentation d'une suspension du versement des aides au logement en cas de fraude) (p. 10461, 10462) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 174 de M. Yves Daudigny, n° 366 de Mme Annie David, n° 40 de la commission et n° 62 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article 53 (priorité)** (art. L. 315-1, L. 323-7 nouveau et L. 613-20 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au contrôle des arrêts de travail) (p. 10463, 10465) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 138 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 367 de Mme Annie David, n° 118 de M. Gilbert Barbier et n° 41, 42 et 43 de la commission. - **Article additionnel après l'article 53 (priorité)** (p. 10466) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 521 de la commission (expérimentation visant à confier à l'assurance maladie le contrôle des arrêts maladie des fonctionnaires). - **Article 54 (priorité)** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-14-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Pénalités adaptées aux fortes activités de soins de santé) (p. 10467) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 121 de M. Gilbert

Barbier et n° 395 de M. Dominique Leclerc. - **Article additionnel après l'article 54 (priorité)** (p. 10469) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de la commission (interruption de la prescription de l'action en recouvrement). - **Article 55 (priorité)** (art. L. 133-4-5 nouveau du code de la sécurité sociale - Sanction du donneur d'ordre en matière de travail dissimulé) (p. 10469) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de la commission. - **Article 57 (priorité)** (art. L. 243-3-1 nouveau et L. 652-3 du code de la sécurité sociale - Application de la procédure d'opposition à tiers détenteur au recouvrement des cotisations en cas de travail dissimulé) (p. 10470) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de la commission. - **Article additionnel après l'article 58 (priorité)** (p. 10471) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 102 de M. Michel Houel (possibilité pour les apprentis de réaliser leur visite médicale auprès du médecin de famille). Remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) (p. 11903, 11905) : réponse aux orateurs.

DARNICHE (Philippe)
sénateur (Vendée)
NI

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons **[n° 153 (2008-2009)]** (7 janvier 2009) - **Justice - Société.**

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis secrétaire le 7 octobre 2009.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1805, 1806) : parole sur l'article. - **Article 2 (Entrée en vigueur des dispositions de l'article 1er)** (p. 1824) : son amendement n° 7 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1827) : votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11922) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Article 28 ter (Nouveau)** (*Aménagement du crédit d'impôt "Développement durable" et report de l'éco-conditionnalité de certains avantages fiscaux*) (p. 12985, 12986) : son amendement n° 182 ; retiré.

DASSAULT (Serge)
sénateur (Essonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Travail et emploi [n° 101 tome 3 annexe 32 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 645, 646) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Article 3 et état B (Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général)** (p. 775, 778) : son amendement n° 29 ; retiré.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).**

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) (p.7066, 7067) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9007, 9008) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p.9011) : sur l'amendement n° 1 de Mlle Sophie Joissains (caractère obligatoire du service civique), son sous-amendement n° 48 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10016, 10017) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10694) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11893) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11906) : son amendement n° II-21 ; rejeté. (p. 11909) : intervient sur l'amendement n° II-21 précité. (p. 11910, 11916) : position de la commission sur les amendements n° II-146, II-147 et II-144 de Mme Christiane Demontès, n° II-143 de Mme Gisèle Printz, et n° II-145 de M. Claude Jeannerot. - **Article 62 (Nouveau) (Extension des publics bénéficiaires du nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise, NACRE)** (p. 11917) : position de la commission sur l'amendement n° II-61 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 63 (Nouveau) (Extension aux régies de quartiers du régime d'agrément des associations de services à la personne)** (p. 11918) : position de la commission sur l'amendement n° II-175 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11919) : son amendement n° II-23 : développement de l'apprentissage ; retiré.

Ville et logement

- (4 décembre 2009) (p. 12136, 12137) : son intervention.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 12408, 12409) : intervient sur l'amendement n° II-170 de M. Michel Charasse (limite à la rémunération du PDG du groupe EDF).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 13148) : intervient sur son amendement, présenté par M. Philippe Dallier, n° 103 : prise en charge de l'augmentation de taxe d'habitation pour les personnes relogées dans le cadre du programme national de rénovation urbaine.

DATI (Rachida)
garde des sceaux, ministre de la justice
(jusqu'au 23 juin 2009)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2008-1278 du 8 décembre 2008 transposant la directive 2006/43/CE du 17 mai 2006 et relative aux commissaires aux comptes [n° 260 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2008-1345 du 18 décembre 2008 portant réforme du droit des entreprises en difficulté [n° 284 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-112 du 30 janvier 2009 portant diverses mesures relatives à la fiducie et modifiant le livre IVème du code civil [n° 359 (2008-2009)] (15 avril 2009) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 460 (2008-2009)] (10 juin 2009) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées** [n° 31 (2008-2009)] - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 584, 586) : avis favorable du Gouvernement à l'adoption de cette proposition de loi.

- **Suite de la discussion** (11 février 2009) - **Article additionnel avant le chapitre 1er** (p. 1749) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de Mme Nathalie Goulet (obligation pour le juge d'instruction de fixer la conciliation dans un délai de trente jours). - **Article 1er** (art. L. 141-5 nouveau du code de la consommation - Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée) (p. 1751) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Mézard et sur le sous-amendement n° 32 de Mme Nathalie Goulet s'y rapportant. - **Article 2** (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Force probante des constats d'huissiers) (p. 1754) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de M. Jacques Mézard. - **Article 4** (art. 39, 40 et 51 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, art. 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire - Accès des huissiers de justice aux informations nécessaires à l'exécution d'un titre exécutoire) (p. 1755, 1756) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Simon Sutour et n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 23** (art. 31-1 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé - Sociétés de participations financières de professions libérales) (p. 1760, 1761) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 26 de M. Jacques Mézard. - **Article 31** (Convention de procédure participative) (p. 1764, 1765) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de M. Simon Sutour et n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 32** (Conseil en propriété industrielle) (p. 1769) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de M. Simon Sutour et n° 31 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi pénitentiaire** [n° 202 (2008-2009)] - (3 mars 2009) - **Organisation du travail parlementaire** (p. 2260) : son intervention. - **Discussion générale** (p. 2260, 2263) : son intervention. (p. 2293, 2296) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 2298) : favorable à la motion n° 2 de M. Louis Mermaz tendant à poser la question préalable. - **Titre préliminaire** (*Du sens de la peine de privation de liberté*) (p. 2300) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 65 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2300, 2305) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Anziani n° 66 (maintien des droits des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement ou placées en détention provisoire), n° 67 (obligation de traiter les personnes privées de liberté dans le respect des droits de l'homme), n° 68 (caractère proportionnel et strictement nécessaire des restrictions imposées aux personnes privées de liberté) et n° 69 (obligation de respecter les droits de l'homme des personnes détenues), ainsi que sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 213 (abrogation de la loi n° 2007-1198 du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs) et n° 214 (abrogation de la loi n° 2008-174 du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental). - **Article 1er A** (*Régime d'exécution de la peine de privation de liberté*) (p. 2307, 2308) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70 de M. Alain Anziani, n° 215 et 216 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2309) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 71 de M. Alain Anziani (encouragement à la coopération avec les services sociaux externes et à la participation de la société civile à la vie pénitentiaire). - **Article 1er** (*Missions du service public pénitentiaire*) (p. 2313) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 72 et 73 de M. Alain Anziani, n° 3 et 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 217 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 2** (*Organisation du service public pénitentiaire*) (p. 2315) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 74 et 75 de M. Alain Anziani, et n° 218 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 2 bis** (*Contrôleur général des lieux de privation de liberté*) (p. 2330) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 2 quinquies** (*Participation des collectivités territoriales et des associations aux instances d'évaluation et de suivi en matière pénitentiaire*) (p. 2331) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 219 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2333) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 187 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. - **Article additionnel avant article 4** (p. 2334) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de M. Alain Anziani (transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n°8). - **Article 4** (*Code de déontologie et prestation de serment*) (p. 2336, 2340) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 et 7 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 77 et 78 de M. Alain Anziani. Respect des règles pénitentiaires européennes. - **Article 4 bis** (*Personnels de surveillance*) (p. 2342, 2344) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 220 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 79 de M. Alain Anziani, et n° 9 et 10 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 ter** (*Personnes d'insertion et de probation*) (p. 2344, 2345) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 221 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 8 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 quater** (*Droits des personnels déconcentrés de l'administration pénitentiaire*) (p. 2345, 2347) : son amendement n° 288 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 80 de M. Alain Anziani. - **Article 6** (*Création d'une réserve civile pénitentiaire constituée de volontaires retraités*) (p. 2349, 2351) : son amendement n° 281 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 82 et 83 de M. Alain Anziani, n° 222 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 289 de la commission. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2353) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Division additionnelle après l'article 9** (p. 2354) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Anziani n° 87 (création, au sein du titre I, d'un chapitre III intitulé "Des lieux de détention"), n° 88 (transcription, en droit interne, de la règle

pénitentiaire européenne n° 17-1), n° 89 (transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 18-1) et n° 91 (transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 19). - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2357) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 226 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 94 de M. Richard Tuheiava. - **Article 10 bis** (*Information du détenu sur ses droits et ses devoirs*) (p. 2364, 2372) : traduction des informations portées à la connaissance des détenus étrangers. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 211 de M. Jacques Mézard, n° 11 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 95 de M. Richard Yung. - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 2373, 2374) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 97 de M. Alain Anziani (reconnaissance du droit, pour tout détenu, d'accéder à des conseils juridiques au sein de l'établissement pénitentiaire). - **Article 11** (*Liberté de communication des détenus avec leurs avocats*) (p. 2375) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15, 13 et 12 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 98 de M. Alain Anziani. - **Article 11 bis** (p. 2377) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 99 de M. Alain Anziani, n° 14 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 227 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur le sous-amendement n° 300 de la commission portant sur l'amendement n° 99 précité. - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 2378) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 188 (possibilité, pour les détenus, de recevoir ou d'acheter en cantine les produits alimentaires de leur choix), retiré puis repris par M. Richard Yung. - **Article 11 ter** (*Obligation d'activité*) (p. 2379, 2382) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 et 61 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 100 de M. Alain Anziani et n° 189 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. - **Article 11 quater** (*Consultation des détenus sur leurs activités*) (p. 2385) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17, 16 et 18 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 102 et 103 de M. Alain Anziani, n° 101 de M. Richard Yung et n° 228 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 12** (*Domiciliation auprès de l'établissement pénitentiaire*) (p. 2386) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 104 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 2387) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 105 de M. Alain Anziani et n° 56 de Mme Alima Boumediene-Thiery (possibilité, pour les détenus, d'élire domicile au sein de l'établissement pénitentiaire afin de faciliter leurs démarches administratives). - **Article 13** (*Aide en nature pour les détenus les plus démunis*) (p. 2388) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Division additionnelle avant l'article 14** (p. 2390) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 108 de M. Alain Anziani (création d'une nouvelle section intitulée "Du travail en détention"). - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 2390, 2393) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 109 de M. Alain Anziani (transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 26-10) et sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 190 (indexation de la rémunération des détenus employés en prison sur le SMIC).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 2420) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 110 de M. Alain Anziani (inscription dans le droit français des règles pénitentiaires européennes en matière de santé et de sécurité des détenus). - **Division et article additionnels avant l'article 14** (p. 2420, 2421) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Anziani n° 113 (nouvelle division - De l'enseignement et de la formation) et n° 112 (accès des détenus à des programmes d'enseignement et à une bibliothèque). - **Article 14** (*Acte d'engagement - Insertion par l'activité économique*) (p. 2425, 2426) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 191 de la commission des affaires sociales saisi pour avis, n° 229 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 114 de M. Alain Anziani, n° 22, 21, 23, 24 et 63 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels avant l'article 15** : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 60 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 115 de M. Alain Anziani, et n° 230 de Mme Nicole

Borvo Cohen-Seat (prise en compte du maintien des liens familiaux lors de l'incarcération ou du transfèrement des détenus). - **Article 15** (*Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille*) (p. 2433) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 27 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 231 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 192 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. - **Article 15 bis** (*Unités de vie familiale et parlours familiaux*) (p. 2438) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 et 26 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 2439, 2440) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Anziani n° 117 (autorisation pour les prévenus d'office de contacter téléphoniquement les personnes titulaires d'un permis de visite) et n° 118 (autorisation pour les détenus de communiquer aussi fréquemment que possible avec l'extérieur). - **Article 16** (*Accès au téléphone*) (p. 2441, 2442) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 et 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 232 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 17** (*Correspondance*) (p. 2444, 2445) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 30, 32, 31, 33 et 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 120 de M. Alain Anziani et n° 233 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 18** (*Droit à l'image*) (p. 2446) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 36, 37 et 35 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 18 bis** (*Droit à la confidentialité des documents personnels*) (p. 2447) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 121 de M. Alain Anziani. - **Article 19** (*Accès à l'information*) (p. 2448) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 64 et 41 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 122 de M. Alain Anziani. - **Article 19 bis** (*Obligation de garantir la sécurité de la personne détenue*) (p. 2449, 2450) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 2463, 2464) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 39 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 212 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2464, 2465) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 193 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. - **Article 20** (*Prise en charge des soins par le service public hospitalier - Restriction des informations susceptibles d'être communiquées aux proches*) (p. 2469, 2473) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 42 et 43 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 234 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 194 et 195 de la commission des affaires sociales saisi pour avis et n° 124 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2473, 2480) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Anziani n° 125 (conditions de détention des personnes souffrant de maladie mentale), n° 126 (rôle des services médicaux des prisons) et n° 127 (présence d'un médecin généraliste dans chaque prison), et sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 197 (impossibilité de demander aux médecins et aux personnels soignants intervenant en milieu carcéral de pratiquer des actes dénués de liens avec les soins ou les expertises médicales). - **Article 22** (*Autorisation de l'administration pénitentiaire pour la désignation d'un aidant*) (p. 2481) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 129 de M. Alain Anziani et n° 196 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 2482, 2487) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Anziani n° 130 (poursuite des traitements médicaux prescrits avant l'incarcération), n° 131 (absence d'exception au secret médical des détenus), n° 132 (respect de la dignité humaine dans le cadre des soins dispensés à des personnes détenues pendant les extractions médicales) et n° 133 (accès des détenus à des services spécialisés en cas de violences physiques, mentales ou sexuelles), et de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 198 (visite médicale obligatoire avant la libération d'un détenu), n° 199 (autorisation pour les détenus de faire appel à un autre praticien que ceux appartenant aux unités de soins en milieu carcéral), n° 200 (mise en place du dossier médical électronique unique pour les détenus), n° 201 (contrat d'entretien spécifique pour les hôpitaux en charge des unités de soins en milieu carcéral), n° 202 (mise en place d'un plan télé-médecine) et n° 203 (placement dans un établissement spécialisé ayant plus d'un long séjour au sein d'un service médico-psychologique régional). - **Article 23** (**supprimé**) (*Biens abandonnés par les détenus à leur libération*) (p. 2488) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 59 de Mme Alima

Boumediene-Thiery. - **Article additionnel avant l'article 24** (p. 2489) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 204 (mise en place d'un plan d'équipement en moyens de détection électronique). - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2495, 2496) : réponse aux orateurs. (p. 2499) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 303 de la commission, n° 235 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 45 et 44 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 134, 135 et 136 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 24** (p. 2502) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 137 de M. Alain Anziani (encadrement par un décret en Conseil d'État de la procédure de fouille). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2503) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 236 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (conditions d'emprisonnement de mineurs). - **Article 25** (*Respect des droits fondamentaux reconnus à l'enfant*) (p. 2504, 2505) : réponse à M. Louis Mermaz. (p. 2506) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 140 de M. Richard Tuheiava. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 2508) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 141 de M. Richard Tuheiava (garantie d'une séparation entre détenus mineurs et majeurs). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 2509) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 237 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garantie de l'accès des détenus mineurs aux services sociaux, psychologiques et éducatifs, culturels et sportifs). - **Division et article additionnels après l'article 27** (p. 2510) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Anziani n° 142 (insertion d'une division additionnelle relative à la détention des femmes et des enfants en bas âge) et n° 143 (respect des besoins physiques, professionnels, sociaux et psychologiques des femmes détenues). - **Division et articles additionnels après l'article 27** (p. 2512, 2513) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 238 (insertion d'une division additionnelle relative aux détenus étrangers), n° 239 (garantie de l'accès effectif des détenus étrangers à leurs droits), n° 240 (possibilité pour les détenus étrangers d'effectuer une demande de titre de séjour et d'asile politique durant leur incarcération), n° 241 (possibilité pour les détenus d'élire domicile auprès de l'établissement pénitentiaire) et n° 242 (suivi spécifique des détenus étrangers mineurs). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 2514) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 243 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renforcement de la protection du secret médical).

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2526, 2532) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 244 (atténuation systématique de peine et régime de sanction privilégiant l'orientation vers le circuit sanitaire pour les détenus atteints de troubles mentaux) et n° 246 (suppression du délit d'inexécution du travail d'intérêt général) ainsi que sur l'amendement n° 149 de M. Alain Anziani (suppression des peines planchers d'un an à quatre ans pour les délits commis en état de récidive). - **Article 32** (*art. 132-24 du code pénal - Affirmation du caractère subsidiaire de l'emprisonnement ferme et de la nécessité de prévoir son aménagement*) (p. 2533) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 150 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 2534, 2535) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 207 (interdiction d'incarcérer un détenu dans un établissement ayant un taux d'occupation supérieur de 20 % à ses capacités). - **Article 33** (*art. 132-25, 132-26, 132-26-1 et 132-27 du code pénal - Extension des possibilités d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement correctionnel*) (p. 2536, 2538) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 151 et 152 de M. Alain Anziani, n° 247 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 46 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 33** (p. 2538) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 153 de M. Alain Anziani (possibilité pour le juge de l'application des peines d'accorder une semi-liberté, un placement sous surveillance électronique ou un placement extérieur avec exécution provisoire, sans attendre le délai de dix jours lié au mandat de dépôt et au délai d'appel). - **Article 34 A** (*Durée du travail d'intérêt général*) (p. 2539) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 248 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 154 de M. Alain Anziani. - **Article 35**

(*art. 132-54, 132-55 et 132-57 du code pénal - Sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général*) (p. 2540) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 249 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2542) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 250 (restriction des possibilités de placement en détention provisoire), n° 251 (réduction de la durée maximale de la détention provisoire en matière correctionnelle), n° 252 (réduction de la durée maximale de la détention provisoire en matière criminelle), n° 253 (abrogation de l'obligation de décerner un mandat de dépôt en cas de récidive) et n° 245 (abrogation du référé-détention). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 2544, 2545) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 157 de M. Alain Anziani (possibilité pour le juge de l'application des peines d'ordonner l'exécution provisoire d'une mesure d'aménagement de la peine lorsque le prévenu condamné à un emprisonnement sans sursis est incarcéré en application de l'article 397-4 du code de procédure pénale) et n° 254 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (possibilité de prononcer un aménagement de peine dans les cas de la parution immédiate). - **Article 43** (*art. 712-22 et 712-23 du code de procédure pénale - Relèvement d'une interdiction professionnelle et dispense d'inscription d'une condamnation au bulletin n° 2 du casier judiciaire*) (p. 2546) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 158 de M. Alain Anziani et n° 255 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 44** (*art. 720-1 et 720-1-1 du code de procédure pénale - Suspension et fractionnement des peines en cours d'exécution*) (p. 2547, 2548) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 256 et 257 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 46** (*art. 723, 723-1 et 723-7 du code de procédure pénale - Octroi par le juge de l'application des peines de la semi-liberté, du placement à l'extérieur et du placement sous surveillance électronique*) (p. 2549) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 258 et 259 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 47** (*art. 729 du code de procédure pénale - Octroi de la libération conditionnelle*) (p. 2552, 2554) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 260, 261, 262 et 263 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 161 et 162 de M. Alain Anziani, et n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 48** (*section VII et VIII, art. 723-13-1 nouveau à 723-28 du code de procédure pénale - Procédures simplifiées d'aménagement des peines*) (p. 2558, 2559) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 264, 279, 280 et 265 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 166 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 48** (p. 2560) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 165 de M. Alain Anziani (possibilité pour les détenus étrangers d'obtenir un aménagement de peine ou une permission de sortie). - **Article 49** (*art. 715-1 nouveau et 716 du code de procédure pénale - Possibilité d'un encellulement individuel ou collectif pour les prévenus*) (p. 2562, 2563) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article. (p. 2566) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 266 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 171 de M. Alain Anziani. - **Article 50** (*art. 717 du code de procédure pénale - Assouplissement des conditions de maintien d'un condamné en maison d'arrêt*) (p. 2568) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 267 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 172 de M. Alain Anziani. - **Article 51** (*art. 71-1 du code de procédure pénale - Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention*) (p. 2573, 2574) : son amendement n° 291 ; adopté. (p. 2575, 2578) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 296 de la commission et sur les sous-amendements n° 301 de M. Alain Anziani, n° 297, 298 et 299 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 302 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat s'y rapportant, ainsi que sur le sous-amendement n° 294 de Mme Alima Boumediene-Thiery portant sur son amendement n° 291 précité. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 173, 174 et 175 de M. Alain Anziani, n° 50, 51 et 52 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 268 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 2577) : favorable à la demande de vote par priorité sur l'amendement n° 291 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 294 de Mme Alima Boumediene-Thiery s'y rapportant. - **Article 52** (*art. 712-2 du code de procédure pénale - Assouplissement du principe de l'encellulement individuel pour les condamnés*) (p. 2579) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 269 de Mme Nicole Borvo

Cohen-Seat. - **Articles additionnels avant l'article 53** (p. 2580) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Anziani n° 181 (création d'une commission régionale disciplinaire) et n° 182 (transcription de la règle pénitentiaire européenne n° 57-1). - **Article 53** (art. 726 du code de procédure pénale - Régime disciplinaire) (p. 2581, 2585) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 178, 179, 180 et 92 de M. Alain Anziani, n° 270 et 271 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 2582) : son amendement n° 286 ; rejeté. - **Article 53 bis** (p. 2586) : son amendement n° 285 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 53 bis** (p. 2587) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 183 de M. Alain Anziani (non-cumul des sanctions disciplinaires pour un même fait). - **Division et articles additionnels après l'article 57** (p. 2591) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 273 (insertion d'une division additionnelle portant dispositions modifiant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante), n° 274 (réduction des possibilités de placement en détention provisoire des mineurs âgés de 13 à 16 ans), n° 275 (isolement de nuit des mineurs placés en détention provisoire) et n° 276 (nécessité de

laisser à la seule appréciation du juge la possibilité de déroger à l'atténuation de responsabilité pénale pour les mineurs âgés de plus de 16 ans). - **Article additionnel avant l'article 58 A** (p. 2591) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 277 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du délit de séjour irrégulier, du délit d'aide au séjour irrégulier, et du délit d'entrave à la navigation ou à la circulation des aéronefs). - **Article 58 A** (Conditions d'éligibilité au fonds interministériel pour la prévention de la délinquance) (p. 2592) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de Mme Catherine Troendle. - **Article 58** (Modalités d'application outre-mer) (p. 2593) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 54 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 59** (Moratoire de cinq ans pour l'application des dispositions relatives à l'encellulement individuel des détenus) (p. 2594) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 278 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 186 de M. Richard Tuheiyava. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2599, 2600) : remerciements.

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délict de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 9 (Principes de la politique des transports)** (p. 1099) : intervient sur l'amendement n° 156 de M. Dominique Braye ainsi que sur le sous-amendement n° 767 de M. Adrien Gouteyron s'y rapportant. - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 1108, 1109) : parole sur l'article.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité) (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique)** (p. 1970) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2105, 2106) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3145) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3982, 3983) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4396, 4399) : son intervention. Défavorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public) (p. 4477, 4478) : parole sur l'article. (p. 4516) : intervient sur l'amendement n° 70 de M. André Lardeux.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé) (p. 4568, 4576) : soutient les amendements n° 313 et 312 de M. Jacky Le Menn ; rejetés ; et n° 682 et 681 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejetés. (p. 4574) : le groupe socialiste ne votera pas l'article 2 de ce projet de loi. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé) (p. 4628, 4635) : défavorable aux amendements n° 1274 et 1177 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé) (p. 4667, 4668) : soutient l'amendement n° 326 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 4681) : intervient sur l'amendement n° 1183 du Gouvernement. (p. 4689) : soutient l'amendement n° 332 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 4699, 4701) : intervient sur l'amendement n° 1180 du Gouvernement. (p. 4706, 4711) : intervient sur l'amendement n° 1262 du Gouvernement. Soutient

les amendements de M. Jacky Le Menn n° 437 et 438 ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - Nomination et gestion des personnels de direction) (p. 4740) : sur l'amendement n° 1167 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1275 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire) (p. 4816) : intervient sur les amendements n° 1307, 1308 et 1309 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1310, 1311 et 1312 de la commission s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - Agences régionales de santé) (p. 4885, 4896) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 1248 du Gouvernement. (p. 4903, 4914) : ses amendements n° 1038 ; retiré ; n° 1037 et 1036 ; rejetés. Soutient les amendements n° 1020 et 1041 de M. Jacky Le Menn ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4943) : son amendement n° 1053 ; rejeté. (p. 4958) : soutient l'amendement n° 1056 de Mme Gisèle Printz ; retiré. (p. 4959) : favorable à l'amendement n° 1329 du Gouvernement. (p. 4964) : favorable à l'amendement n° 1058 de M. Jacky Le Menn. (p. 4970) : soutient les amendements de M. Jacky Le Menn n° 1057 ; retiré ; n° 1059 ; rejeté et n° 1060 de M. François Rebsamen ; rejeté. (p. 4971) : soutient l'amendement n° 1061 de M. Jacky Le Menn ; devenu sans objet. (p. 4975) : son amendement n° 1040 ; rejeté. (p. 4982) : favorable à l'amendement n° 1023 de M. Bernard Cazeau.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5039, 5040) : son amendement n° 1070 ; rejeté. (p. 5052, 5067) : soutient les amendements de M. Jacky Le Menn n° 1077 et 1078 ; rejetés. Favorable à l'amendement n° 1000 de M. Philippe Leroy. (p. 5069) : son amendement n° 1082 ; rejeté. (p. 5097) : le groupe socialiste votera contre l'article 26.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5154) : parole sur l'article. (p. 5156) : son amendement n° 1107 ; retiré. (p. 5160) : intervient sur son amendement n° 1107 précité. (p. 5164) : son amendement n° 1106 ; rejeté. (p. 5171) : soutient l'amendement n° 1116 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 5175) : soutient l'amendement n° 1120 de M. Jacky Le Menn ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) (p. 5201) : votera les amendements identiques n° 977 de M. François Autain et n° 1168 du Gouvernement. (p. 5206) : favorable à l'amendement n° 1319 du Gouvernement et au sous-amendement n° 1353 de la commission s'y rapportant. (p. 5207) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5324, 5330) : soutient l'amendement n° 725 de M. Bernard Cazeau ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Hervé Maurey. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et

L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 5344) : soutient l'amendement n° 736 de M. Bernard Cazeau ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5484) : soutient l'amendement n° 749 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. (p. 5493, 5495) : soutient l'amendement n° 753 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. - **Article 20 (Texte modifié par la commission)** (Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale) (p. 5548, 5550) : soutient les amendements de M. Jacky Le Menn n° 766 ; et n° 768 ; retirés. - **Articles additionnels avant l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5560) : soutient l'amendement n° 697 de M. Bernard Cazeau (adaptation de l'offre de soins aux spécificités de la montagne) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Education thérapeutique du patient) (p. 5673) : soutient l'amendement n° 791 de M. Jean-Pierre Michel ; rejeté. (p. 5683) : soutient l'amendement n° 900 de M. Jean-Pierre Michel ; rejeté. - **Article 23 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 3341-2, L. 3342-1 à L. 3342-4 [nouveau] et L. 3353-3 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool aux mineurs et renforcement du contrôle des interdictions en matière de tabac et d'alcool) (p. 5709, 5710) : parole sur l'article, ainsi que sur les articles 24 et 25. - **Articles additionnels avant l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 5741, 5742) : soutient l'amendement n° 789 de M. Bernard Cazeau (baisse régulière des prix des molécules médicamenteuses innovantes) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 23 (précédemment réservés)** (p. 5751) : soutient l'amendement n° 805 de M. Bernard Cazeau (modification de l'intitulé du livre II de la troisième partie du code de la santé publique) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 25 septdècies (précédemment réservés)** (p. 5772) : soutient l'amendement n° 831 de M. Bernard Cazeau (interdiction d'interrompre les émissions télévisées destinées à la jeunesse par des messages publicitaires concernant des produits issus de la restauration rapide) ; retiré. (p. 5773) : soutient l'amendement n° 835 de M. Bernard Cazeau (obligation de mentionner la présence d'acide gras trans dans les produits industriels) ; retiré.

- **Question orale avec débat de Mme Bernadette Dupont sur le plan autisme 2008-2010** - (11 juin 2009) (p. 5973, 5974) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-Lise Champion sur la protection de l'enfance** - (23 juin 2009) (p. 6212, 6213) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires - Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]** - (24 juin 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6317) : votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7272, 7273) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à

France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9428, 9429) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9880) : intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Teston. - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9893, 9897) : soutient l'amendement n° 407 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 17** (art. L. 3 du code des postes et communications électroniques - Clarification rédactionnelle) (p. 9899) : soutient l'amendement n° 347 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur) (p. 9915) : soutient l'amendement n° 423 de M. Jean-Étienne Antoinette ; rejeté. - **Article 25** (Entrée en vigueur du titre Ier) (p. 9928) : soutient l'amendement n° 536 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 10035, 10038) : sa motion n° 58 de la commission tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

Première partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2008*) (p. 10051) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre l'article 1er de ce projet de loi.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 3** (*Ratification du relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général*) (p. 10055, 10056) : le groupe socialiste votera contre l'article 3 de ce projet de loi. - **Article 5** (*Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites*) (p. 10057, 10058) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre l'article 5 de ce projet de loi. - **Article 8** (*Rectifications de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2009*) (p. 10071) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre l'article 8 de ce projet de loi.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10088) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale). (p. 10093) : favorable à l'amendement n° 70 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 11** (art. L. 138-10, L. 165-4 et L. 162-37 du code de la sécurité sociale - Régime de la clause permanente de sauvegarde - Modalités de recouvrement des remises sur le chiffre d'affaires dues par les fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux) (p. 10153, 10154) : soutient l'amendement n° 72 de M. Bernard Cazeau ; devenu sans objet. - **Article 12** (art. L. 161-45, L. 245-5-1 et L. 245-5-2 du code de la sécurité sociale - Modification de l'assiette, du taux et de l'affectation de la contribution sur les dépenses de promotion des dispositifs médicaux remboursables) (p. 10166, 10167) : parole sur l'article. - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites "chapeau") (p. 10169) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10185) : soutient l'amendement n° 106 de Mme Nicole Bricq (non-relèvement de la taxe sur les stock-options affectée à un plan d'épargne entreprise) ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 10190) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 10198) : soutient l'amendement n° 83 de Mme Raymonde Le Texier (création d'une taxe additionnelle aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine, affectée au fonds de réserve des retraites) ; rejeté. - **Articles**

additionnels après l'article 17 quater (p. 10214, 10215) : soutient l'amendement n° 94 de M. Bernard Cazeau (remise au Parlement d'un bilan d'évaluation annuel des dispositifs ciblés d'exonération des cotisations de sécurité sociale) ; retiré. - **Article 26** (art. L. 541-4, L. 815-29 et L. 821-5 du code de la sécurité sociale - Comptabilisation de certaines prestations servies par les organismes de sécurité sociale pour le compte de tiers) (p. 10231, 10232) : parole sur l'article. - **Article 27** (*Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt*) (p. 10234) : le groupe socialiste votera contre cet article 27 de ce projet de loi.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Article 33** (art. L. 344-1-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Frais de transport des personnes adultes handicapées) (p. 10348, 10349) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10355) : intervient sur l'amendement n° 421 de M. Paul Blanc (évaluation des coûts des services sociaux et médico-sociaux). (p. 10356, 10357) : intervient sur l'amendement n° 422 de M. Paul Blanc (possibilité, pour 2010, d'opérer une péréquation ponctuelle au profit des départements concernés par un déficit cumulé de trésorerie).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 10372, 10374) : ses amendements n° 244 : diminution de la part de la contribution de solidarité pour l'autonomie affectée au financement des soins dans les établissements et augmentation de la part affectée au financement de l'APA et de la PCH ; et n° 246 : rapport au Parlement sur les mesures nécessaires à une stabilité de la répartition de l'effort financier des collectivités territoriales et de l'Etat en matière de PCH et d'APA ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 10404, 10405) : votera l'amendement n° 341 de M. François Autain (garantie de tarifs opposables et de dispense de frais aux patients pris en charge dans des centres de santé puis transférés vers l'établissement de santé gestionnaire de ce centre). - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse) (p. 10413) : parole sur l'article. - **Article 39** (art. L. 341-16, L. 342-1 et L. 341-14-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 732-36 du code rural - Cumul emploi-pension d'invalidité et non-cumul pension d'invalidité-pension de retraite) (p. 10428, 10429) : soutient l'amendement n° 127 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 40** (art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale - Transfert au fonds de solidarité vieillesse du financement des validations gratuites de trimestres au titre de périodes d'arrêt maladie, maternité, AT-MP et invalidité) (p. 10433) : soutient l'amendement n° 128 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10439, 10440) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 168 (évaluation des conditions de revalorisation du minimum vieillesse en 2008 et 2009) ; et n° 169 (évaluation des conditions de suppression de la condition d'âge pour la majoration de la pension de réversion) ; rejetés. - **Article 52 (priorité)** (art. 110 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Prorogation de l'expérimentation d'une suspension du versement des aides au logement en cas de fraude) (p. 10460, 10461) : son amendement n° 174 ; retiré. - **Article 53 (priorité)** (art. L. 315-1, L. 323-7 nouveau et L. 613-20 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au contrôle des arrêts de travail) (p. 10462, 10463) : soutient l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 46** (art. L. 542-9 du code de la sécurité sociale - Octroi du prêt pour l'amélioration de l'habitat aux assistants maternels) (p. 10471, 10472) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10481, 10485) : sur l'amendement n° 34 de la commission (sécurisation des regroupements d'assistants maternels), favorable au sous-amendement n° 534 du Gouvernement. Ses amendements n° 175 : caractère expérimental des regroupements d'assistants maternels ; devenu sans objet ; et n° 172 : évaluation des conditions de transformation du congé

paternité en congé d'accueil à l'enfant ; retiré. - **Article 47** (*Objectif de dépenses de la branche famille pour 2010*) (p. 10488, 10489) : parole sur l'article.

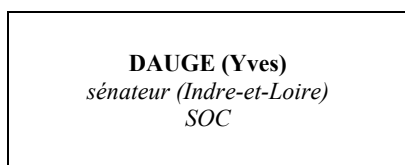
- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10612) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]** - (26 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 11439, 11440) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12744) : votera l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département). (p. 12749) : favorable à

l'amendement n° 8 de M. Jean-Claude Peyronnet (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12770, 12771) : parole sur l'article. (p. 12787, 12788) : soutient l'amendement n° 11 de M. Yves Krattinger ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 12793) : soutient les amendements de M. Yves Krattinger n° 36 (nombre de conseillers généraux du département du Lot) ; et n° 40 (nombre de conseillers généraux du département de la Haute-Saône) ; rejetés. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010*) (p. 12797, 12798) : parole sur l'article.



DAUGE (Yves)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) le 8 octobre 2009.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Action extérieure de l'Etat [n° 104 tome 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) - **Article 14 (réservé)** (*art. L. 642-3 du code du patrimoine - Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP*) (p. 7715) : son amendement n° 254 ; devenu sans objet.

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre titulaire du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire.

Membre titulaire du Comité consultatif des subventions aux exploitants d'aérodromes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Les pôles de compétitivité : bilan et perspectives d'une politique industrielle et d'aménagement du territoire [n° 40 (2009-2010)] (14 octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 8 (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme)** (p. 251) : soutient l'amendement n° 338 de M. David Assouline ; rejeté.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Article 2** (*Lutte contre le changement climatique*) (p. 996, 997) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1336) : sur l'amendement n° 61 de la commission, soutient le sous-amendement n° 793 de Mme Marie-Christine Blandin ; rejeté. (p. 1340, 1341) : sur l'amendement n° 61 de la commission, soutient le sous-amendement n° 798 de Mme Marie-Christine Blandin ; rejeté. - **Article 22** (*Amélioration de la connaissance dans le domaine de la biodiversité*) (p. 1356) : sur l'amendement n° 63 de la commission, son sous-amendement n° 629 ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 1er** (*art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments*) (p. 7536) : soutient l'amendement n° 4 de M. Thierry Repentin ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 56** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 212-4 et L. 213-2 du code de l'environnement, art. 83 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coopération intercommunale dans le domaine de l'eau*) (p. 8234) : intervient sur l'amendement n° 798 de M. Paul Raoult. - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 8236, 8237) : soutient l'amendement n° 801 de M. Serge Andreoni (simplification de l'organisation des syndicats intercommunaux de sous-bassins versant adhérent à un établissement public territorial de bassins) ; rejeté. - **Article 71** (*art. L. 221-3 et art. L. 221-7 et L. 221-8 [nouveaux] du code de l'environnement - Principe d'une surveillance de la qualité de l'air intérieur*) (p. 8283, 8285) : sur l'amendement n° 125 de M. Philippe Richert, soutient le sous-amendement n° 929 de M. Serge Andreoni ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9376) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste*) (p. 9683, 9684) : favorable au sous-amendement n° 628 de M. Didier Guillaume portant sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 13** (*art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste*) (p. 9840) : soutient l'amendement n° 326 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9842) : soutient l'amendement n° 331 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9850) : intervient sur l'amendement n° 326 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) (p. 9862) : intervient sur l'amendement n° 327 de M. Michel Teston. - **Article 14** (*art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans*) (p. 9868, 9876) : favorable aux amendements identiques n° 102 de M. Jean-Claude Danglot et n° 523 de M. Michel Teston. Soutient les amendements n° 526, 401, 527 et 405 de M. Michel Teston ; rejetés. - **Article 16** (*art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel*) (p. 9894, 9897) : soutient l'amendement n° 343 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11789) : intervient sur l'amendement n° II-129 de M. Jean-Pierre Sueur.

DAVID (Annie)
sénateur (Isère)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne**.

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur la proposition de directive portant modification de la directive 92/85/CEE concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (E 4021) [n° 340 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution [n° 340 (2008-2009)] européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur la proposition de directive portant modification de la directive 92/85/CEE concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (E 4021). [n° 439 (2008-2009)] (27 mai 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le citoyen au centre de l'espace européen de liberté, de sécurité et de justice : le programme de Stockholm [n° 107 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** [n° 145 (2008-2009)] - (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public) (p. 314) : parole sur l'article. (p. 328) : soutient l'amendement de M. Jack Ralite n° 143 (suppression des dispositions tendant à bannir la publicité des chaînes publiques) ; rectifié le 15 janvier 2009 en sous-amendement à l'amendement n° 34 de la commission (nouvelle rédaction de l'article).

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire** [n° 147 (2008-2009)] - (20 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 576, 577) : défavorable aux conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur les enseignements de la Présidence française de l'Union européenne** - (20 janvier 2009) (p. 602, 603) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures** [n° 210 (2008-2009)] - (24 mars 2009) - **Article 15** (Dématisation des bulletins de paie) (p. 3288, 3289) : soutient l'amendement n° 131 de Mme Josiane Mathon-Poinat ; rejeté. - **Article 15 bis** (Suppression de l'obligation de transmission à l'inspection du travail du rapport économique et financier annuel des entreprises de plus de 50 salariés) (p. 3291, 3292) : soutient l'amendement n° 132 de Mme Josiane Mathon-Poinat ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3296, 3299) : intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Catherine Procaccia (réaction). Soutient l'amendement n° 133 de Mme Josiane Mathon-Poinat (instauration d'un délit d'entrave à l'action de la HALDE) ; rejeté. - **Article 29** (Suppression de rapports au Parlement) (p. 3324) : soutient l'amendement n° 136 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus** [n° 29 (2008-2009)] - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3504, 3505) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera cette proposition de

loi. - **Article 6** (*Autorisation préalable des conventions dites "réglementées"*) (p. 3521) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3616) : intervient sur l'amendement n° 76 de Mme Nicole Bricq.

- **Question orale avec débat de Mme Christiane Demontès sur la politique de défiscalisation des heures supplémentaires** - (29 avril 2009) (p. 4024, 4025) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)]** - (30 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 4101, 4102) : son intervention. - **Texte de la proposition de résolution européenne** (p. 4110) : soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Billout ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4394, 4395) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4474, 4475) : parole sur l'article. (p. 4499) : soutient l'amendement n° 376 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4512) : soutient l'amendement n° 384 de M. François Autain ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4552) : soutient l'amendement n° 389 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4559, 4560) : soutient l'amendement n° 392 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4566) : parole sur l'article. (p. 4574) : soutient les amendements n° 393 et 542 de M. François Autain ; rejetés. (p. 4593) : le groupe CRC-SPG ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° 1174 du Gouvernement. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - *Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4595) : parole sur l'article. (p. 4597, 4598) : soutient les amendements n° 396 et 543 de M. François Autain ; rejetés. - **Article 4 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6141-1, L. 6141-2, L. 6141-2-1 [nouveau], L. 6141-7-3 [nouveau] du code de la santé publique - *Statut des établissements publics de santé*) (p. 4605, 4606) : parole sur l'article. (p. 4608) : soutient l'amendement n° 403 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - *Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4616) : soutient l'amendement n° 408 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4622, 4631) : soutient l'amendement n° 411 de M. François Autain ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 1177 du Gouvernement. (p. 4644) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 5 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4662, 4668) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 417 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4670, 4679) : soutient les amendements de M. François Autain n° 418 ; retiré ; et n° 423 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 1183 du Gouvernement. (p. 4682, 4691) : soutient les amendements de M. François Autain n° 547 et 424 ;

rejetés ; et n° 428 ; retiré. (p. 4701, 4703) : soutient les amendements de M. François Autain n° 404 et 548 ; rejetés. (p. 4710) : soutient l'amendement n° 430 de M. François Autain ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4743) : parole sur l'article. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - *Statut des praticiens hospitaliers*) (p. 4779) : parole sur l'article. (p. 4782, 4783) : soutient l'amendement n° 450 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - *Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4818) : soutient l'amendement n° 456 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier*) (p. 4829) : soutient l'amendement n° 559 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4830) : soutient l'amendement n° 560 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4836) : intervient sur l'amendement n° 620 de M. Gilbert Barbier. (p. 4843) : soutient l'amendement n° 563 de M. François Autain ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 4847, 4848) : soutient l'amendement n° 370 de M. François Autain (exclusion des établissements psychiatriques du champ d'application de ce projet de loi) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé* (p. 4891, 4892) : soutient l'amendement n° 906 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4903, 4909) : soutient les amendements de François Autain n° 907 ; rejeté ; et n° 909 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5045, 5049) : soutient les amendements de M. François Autain n° 944 ; rejeté ; et n° 947 ; adopté. (p. 5057, 5060) : intervient sur l'amendement n° 1279 du Gouvernement. Soutient l'amendement n° 951 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5071, 5072) : soutient l'amendement n° 954 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Etablissements et services médico-sociaux*) (p. 5157) : soutient l'amendement n° 971 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5158) : favorable aux amendements identiques n° 970 de M. François Autain et n° 1108 de M. Jacky Le Menn. (p. 5161, 5162) : soutient l'amendement n° 975 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5167) : soutient l'amendement n° 983 de M. François Autain ; retiré. (p. 5170) : soutient l'amendement n° 982 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) (p. 5199) : soutient l'amendement n° 977 de M. François Autain ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 18 et 19 juin 2009** - (17 juin 2009) (p. 6102, 6104) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. André Vantomme sur le fonctionnement du pôle emploi** - (25 juin 2009) (p. 6379, 6380) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (25 juin 2009) - au nom de la commission des affaires sociales (p. 6394 ; 6397) : ses interventions sur le congé de maternité.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7224, 7227) : sa motion n° 119 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-27 du code du travail - *Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire*) (p. 7239) : parole sur l'article. (p. 7242) : intervient sur son amendement n° 72 présenté par Mme Isabelle Pasquet. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7245, 7249) : ses amendements n° 76 : compensation du travail dominical ; et n° 74 : sanction en cas d'ouverture dominicale sans autorisation ; rejetés. Intervient sur son amendement, présenté par Mme Odette Terrade, n° 77 : compensation du travail dominical.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7267) : parole sur l'article. (p. 7284, 7294) : votera l'amendement n° 13 de Mme Raymonde Le Texier. Ses amendements n° 83 et 82 ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 7297, 7304) : ses amendements n° 86, 90, 93, 94 et 97 ; rejetés. (p. 7317, 7327) : intervient sur ses amendements n° 100 et 104 présentés par Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 102 présenté par Mme Isabelle Pasquet, ainsi que sur l'amendement n° 137 de M. François Fortassin. Son amendement n° 101 ; rejeté. (p. 7330, 7335) : ses amendements n° 105, 109 et 121 ; rejetés. Intervient sur son amendement n° 111, présenté par Mme Odette Terrade. (p. 7348, 7949) : le groupe CRC votera contre l'article 2 de cette proposition de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7362, 7363) : votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (21 septembre 2009) (p. 7747) : conditions d'examen du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7759, 7760) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte. - **Article 1er** (art. L. 6111-1, L. 6111-1 et L. 6123-1 du code du travail - *Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV*) (p. 7785, 7786) : son amendement n° 25 ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 6111-2 du code du travail - *Articulation de la formation professionnelle et du socle commun garanti par le code de l'éducation*) (p. 7790) : son amendement n° 28 ; rejeté. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6314-1 du code du travail - *Droit à l'information et à l'orientation professionnelles*) (p. 7792) : votera l'amendement n° 116 de M. Jean Desessard. - **Article 3** (art. L. 6314-3, L. 6314-4 et L. 6314-5 [nouveaux] du code du travail - *Définition et exercice du droit à l'orientation professionnelle - Labellisation des organismes d'information et d'orientation*) (p. 7795, 7797) : ses amendements n° 31 et n° 32 ; rejetés ; et n° 33 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2009) (p. 7829) : son amendement n° 34 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7834, 7835) : son amendement n° 36 : maintien des conventions de formation en cas de procédure collective de licenciement ; rejeté. - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 313-1 du code de l'éducation - *Recrutement et obligation de formation*

des personnels d'orientation de l'éducation nationale) (p. 7837) : intervient sur son amendement n° 37 présenté par Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article 4** (art. L. 6323-12, L. 6323-21 à L. 6323-23 du code du travail - *Portabilité du droit individuel à la formation*) (p. 7840, 7841) : parole sur l'article. (p. 7843, 7853) : ses amendements n° 40 ; retiré ; n° 43, 46 et 47 ; rejetés ; et n° 42 ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7853, 7854) : son amendement n° 48 : rapport au Parlement sur le droit individuel à la formation ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 6321-2 et L. 2323-36 du code du travail - *Prise en charge par les organismes collecteurs des congés individuels de formation intégralement réalisés hors temps de travail*) (p. 7855, 7857) : ses amendements n° 50 et 52 ; rejetés. - **Article 6 bis (Création d'un livret de compétences pour les élèves du premier et du second degré)** (p. 7859) : intervient sur son amendement n° 54 présenté par Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 [nouveau], L. 6315-2 [nouveau] du code du travail - *Bilan d'étape professionnel et passeport formation*) (p. 7860, 7861) : ses amendements n° 56 ; rejeté ; et n° 57 ; adopté. - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6321-1 du code du travail - *Entretien professionnel pour les salariés de quarante-cinq ans*) (p. 7862, 7863) : son amendement n° 59 ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - *Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 7867) : parole sur l'article. (p. 6872, 6875) : ses amendements n° 63 et 64 ; rejetés ; et n° 67 ; devenu sans objet. (p. 7880, 7892) : ses amendements n° 69 ; retiré ; n° 70 et 73 ; rejetés ; et n° 75 ; adopté. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'article 9 de ce projet de loi. - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation de l'expérimentation des contrats de transition professionnels*) (p. 7892) : son amendement n° 77 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 13** (art. L. 6222-18 et L. 6241-4 du code du travail - *Modalités de détermination du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au centre de formation d'apprentis où est inscrit l'apprenti - Période d'essai après rupture d'un premier contrat d'apprentissage*) (p. 7913) : son amendement n° 79 ; rejeté. - **Article 13 bis BB (Nouveau)** (art. L. 337-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Transition entre la scolarité et l'apprentissage - "Formation sas"*) (p. 7919) : son amendement n° 80 ; rejeté. (p. 7920, 7921) : son amendement n° 81 ; rejeté. - **Article 13 nonies A (Repérage et suivi des jeunes en situation de décrochage)** (p. 7928) : son amendement n° 86 ; rejeté. (p. 7929, 7930) : son amendement n° 87 ; rejeté. - **Article 13 nonies (Évaluation des résultats des missions locales en matière d'insertion professionnelle des jeunes)** (p. 7931) : intervient sur son amendement n° 89. - **Articles additionnels après l'article 13 decies** (p. 7933) : intervient sur l'amendement n° 163 de M. Dominique Braye (autorisation de cumuler une assurance et un cautionnement pour les logements alloués à un étudiant ou à un apprenti). - **Article 14** (art. L. 6332-1-1 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-6, L. 6332-7 et L. 6332-13 du code du travail - *Missions des organismes paritaires collecteurs agréés*) (p. 7938) : son amendement n° 90 ; rejeté. (p. 7939) : son amendement n° 91 ; rejeté. - **Article 16 A (Évaluation des actions de formation professionnelle)** (p. 7948) : son amendement n° 93 ; adopté. - **Article 16 bis** (art. 215-1, 215-3, 222-36, 223-13, 225-13, 223-15-3, 313-7 et 433-17 du code pénal, L. 4161-5 et L. 4223-1 du code de la santé publique - *Interdiction de l'exercice de l'activité de prestataire de formation aux personnes condamnées pour abus frauduleux d'une personne en état de sujétion psychologique ou physique*) (p. 7951) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 1 de M. Nicolas About. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi*) (p. 7955) : parole sur l'article. (p. 7960, 7961) : son amendement n° 97 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 7963) : votera contre l'amendement n° 164 du Gouvernement (déclassement et transfert à titre gracieux, à l'Association nationale pour la

formation professionnelle des adultes, de la propriété des biens relevant du domaine public de l'Etat, mis à sa disposition dans le cadre de son activité). - **Article 20** (art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Régime du plan régional de développement des formations professionnelles) (p. 7967) : son amendement n° 100 ; retiré. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6361-1, L. 6363-2 et L. 6361-5 du code du travail - Compétence des agents de catégorie A en matière de contrôle de la formation professionnelle) (p. 7970) : son amendement n° 101 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7972) : votera contre ce projet de loi.

- **Questions cribles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8546) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie** - Commission mixte paritaire [n° 7 (2009-2010)] - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8648, 8650) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de loi. - **Article 13** (art. L. 6222-18 et L. 6241-4 du code du travail - Modalités de détermination du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au centre de formation d'apprentis où est inscrit l'apprenti - Période d'essai après rupture d'un premier contrat d'apprentissage) (p. 8668, 8669) : défavorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9288) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi. - **Intitulé du titre Ier** (Dispositions relatives à La Poste et modifiant la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la Poste et à France Télécom) (p. 9312, 9315) : soutient l'amendement n° 3 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9315) : favorable aux amendements n° 3 et 4 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9438) : favorable à l'amendement n° 23 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9462) : soutient l'amendement n° 25 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - auteur de la motion - **Exception d'irrecevabilité** (p. 10026, 10028) : sa motion n° 253 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 3** (Ratification du relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général) (p. 10053) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG votera contre l'article 3 de ce projet de loi. (p. 10054, 10055) : soutient l'amendement n° 254 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 6** (Dotations au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires) (p. 10060) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG votera contre l'article 6 de ce projet de loi. (p. 10062, 10064) : soutient l'amendement n° 258 de M. Guy Fischer ; rejeté.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10089) : défavorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale). (p. 10093) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 70 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat). - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** ((p. 10102) : le groupe CRC-SPG votera les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 85 (réduction des allègements de charges) et n° 84 (repli). (p. 10105) : sur l'amendement n° 53

(annualisation du calcul des allègements généraux de charges sociales) de la commission des finances saisie pour avis, son sous-amendement n° 520 ; rejeté. (p. 10113) : le groupe CRC-SPG votera les amendements de Mme Demontés n° 93 (diminution du montant de la réduction des cotisations sociales pour les entreprises non couvertes par les accords salariaux prévus par la loi) et, portant sur le même objet, n° 92, n° 91 et n° 90 (majoration sous conditions des cotisations patronales). - **Article 9 et annexe B** (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel) (p. 10119, 10120) : soutient l'amendement n° 259 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 10** (Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de grippe A, H1N1) (p. 10132) : soutient l'amendement n° 262 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10161, 10162) : son amendement n° 266 : extension de la taxe sur la promotion à la publicité publiée dans la presse médicale ; rejeté. - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites "chapeau") (p. 10172, 10174) : soutient les amendements n° 274 et 276 de M. Guy Fischer ; rejetés. (p. 10178) : votera l'amendement n° 273 de M. Guy Fischer. (p. 10181) : favorable à l'amendement n° 49 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10189) : intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Raymonde Le Texier (inclusion dans l'assiette des cotisations des attributions gratuites d'actions). - **Article 15** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 10191, 10196) : ses amendements n° 279, 281, 280 et 278 ; rejetés. - **Article 17 ter** (art. L. 136-6 et L. 242-1-3 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations et contributions sociales du bonus accordé aux salariés chargés de constituer des fonds de capital-risque) (p. 10201) : son amendement n° 283 ; rejeté. - **Article 19** (art. L. 131-7 du code de la sécurité sociale - Non-compensation par le budget de l'Etat d'une mesure d'exonération de cotisations sociales) (p. 10216, 10217) : son amendement n° 285 ; rejeté. - **Article 20** (Montant de la compensation des exonérations) (p. 10221, 10223) : ses amendements n° 291 et 294 ; rejetés.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10263) : soutient l'amendement n° 342 de M. François Autain (précision) ; rejeté. (p. 10268) : soutient l'amendement n° 343 de M. François Autain (intégration du suivi des dépenses des dispositifs médicaux dans l'évaluation périodique des dépenses de médicaments du CEPS) ; retiré. - **Article 29** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée) (p. 10278, 10279) : intervient sur les amendements n° 143 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 297 de M. François Autain.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) (p. 11897, 11898) : son intervention. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 11908) : intervient sur l'amendement n° II-21 de la commission. (p. 11910) : intervient sur l'amendement n° II-143 de Mme Gisèle Printz. (p. 11915) : intervient sur l'amendement n° II-145 de M. Claude Jeannerot. - **Article 61** (Adaptation des dispositions relatives au financement du contrat unique d'insertion à certains publics spécifiques) (p. 11916) : parole sur l'article.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 10 et 11 décembre 2009** - (8 décembre 2009) (p. 12456, 12458) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant**

sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 66 (2009-2010)] - (10 décembre 2009) - Discussion générale (p. 12572, 12573) : son intervention. - Texte de la proposition de résolution initiale (p. 12580) : ses

amendements n° 1 et 2 ; rejetés. (p. 12582) : intervient sur son amendement n° 3. (p. 12584) : son amendement n° 5 ; rejeté.

DEBRÉ (Isabelle)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés le 19 décembre 2009.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 557 (2008-2009)] réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 561 (2008-2009)] (16 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 714) : défavorable à l'amendement n° 46 de Mme Nicole Bricq (modification de la répartition de la réserve de participation des salariés).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (28 mai 2009) - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours*) (p. 5261) : intervient sur l'amendement n° 1227 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5368) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article additionnel après l'article 22 septies (précédemment réservé)** (p. 5750) : ne pourra voter l'amendement n° 18 de Mme Patricia Schillinger (possibilité pour les jeunes adolescentes mineures, sans l'accord ni la présence des parents, d'accéder à la vaccination contre le

papillomavirus humain). - **Articles additionnels après l'article 24 (précédemment réservés)** (p. 5756) : intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Anne-Marie Payet (incitation fiscale en faveur des entreprises interdisant toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5789, 5790) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (17 juin 2009) - **Article additionnel après l'article 14** (p. 6116) : intervient sur l'amendement n° 87 (responsabilisation du prêteur) de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6513, 6514) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte. - **Article 1er** (art. 222-22-1 [nouveau], paragraphes 3, 4 et 5 [nouveau] de la section 3 du chapitre II du titre II du livre II, art. 222-31-1 et 222-31-2 [nouveaux], art. 227-27-2 et 227-27-3 [nouveaux] et art. 227-28-2 du code pénal - *Inscription de la notion d'inceste dans le code pénal et précision de la notion de contrainte*) (p. 6517, 6518) : son amendement n° 8 ; retiré.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 7197, 7199) : son intervention. (p. 7221, 7222) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7227) : position de la commission sur la motion n° 119 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 7230) : position de la commission sur la motion n° 6 de M. Claude Jeannerot tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7235) : position de la commission sur la motion n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7237, 7238) : position de la commission sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 7 (soumission des projets parlementaires de réforme du droit du travail à l'obligation préalable de concertation avec les partenaires sociaux) et n° 8 (suppression de la possibilité d'ouvrir des grandes surfaces allant jusqu'à 1000 mètres carrés sans autorisation). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-27 du code du travail - *Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire*) (p. 7240, 7243) : position de la commission sur les amendements n° 72 de Mme Annie David et n° 140 de M. François Fortassin. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7245, 7251) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 42 et 43 de M. Jean Desessard et n° 76 et 77 de Mme Annie David (compensation du travail dominical), sur les amendements, identiques deux à deux, n° 45 de M. Jean Desessard et n° 75 de Mme Annie David (consultation de la commission nationale de la négociation collective avant de déterminer en Conseil d'Etat la liste des secteurs concernés par la dérogation) d'une part et n° 44 de M. Jean Desessard et n° 74 de Mme Annie David (sanction en cas d'ouverture dominicale sans autorisation) d'autre part ; ainsi que sur les amendements de Mme Annie David n° 106 (paiement des frais supplémentaires liés au travail dominical) et n° 73 (protection des salariés refusant de travailler le dimanche) et sur l'amendement n° 66 de M. Jean Desessard (entrée en vigueur de la loi conditionnée par la signature d'un accord interprofessionnel).

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnelle*) (p. 7277, 7286) : position de la commission sur les amendements n° 5 de M. André Lardeux, n° 79, 80 et 81 de Mme Annie David, n° 135 et 139 de M. François Fortassin et n° 10, 11, 12, 13, 131 et 14 de

Mme Raymonde Le Texier. (p. 7288, 7291) : position de la commission sur n° 15 et 9 de Mme Raymonde Le Texier et n° 83, 82 et 84 de Mme Annie David. (p. 7306, 7308) : position de la commission sur les amendements n° 17, 18, 19, 20, 21 et 24 de Mme Raymonde Le Texier, n° 85, 86, 88, 90, 89, 87, 95, 91, 92, 93, 94, 96, 98 et 97 de Mme Annie David, n° 136 de M. François Fortassin, n° 52, 50, 54 et 53 de M. Jean Desessard, n° 22 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 68 et 69 de M. Philippe Dominati et n° 23 de Mme Maryvonne Blondin. (p. 7316, 7326) : position de la commission sur les amendements n° 15, 26, 27, 28 et 29 de Mme Raymonde Le Texier, n° 99, 100, 101, 102, 103 et 104 de Mme Annie David, n° 55, 56, 57 et 58 de M. Jean Desessard, n° 122 de M. Philippe Dominati et n° 137 de M. François Fortassin. (p. 7327, 7338) : position de la commission sur les amendements n° 30, 31, 32, 33, 34, 132 et 35 de Mme Raymonde Le Texier, n° 59 et 60 de M. Jean Desessard, n° 105, 107, 106, 108, 109, 111, 112 et 113 de Mme Annie David et n° 138 de M. François Fortassin. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7350, 7353) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Michel Houel (maintien des dérogations existantes), sur les amendements de M. Philippe Dominati n° 70 (extension des prérogatives des préfets à l'ensemble des départements de la région Ile-de-France), n° 71 (extension du régime dérogatoire de Paris à Lyon et marseille) et n° 67 (suppression du régime dérogatoire spécifique à Paris), de M. Jean Desessard n° 47 (impossibilité d'attribuer des dérogations dans les zones non desservies par les transports en commun le dimanche) et n° 48 (rapport au Parlement sur la surconsommation énergétique produite par les dérogations supplémentaires), de Mme Annie David n° 78 (impossibilité d'attribuer des dérogations dans les zones non desservies par les transports en commun le dimanche) et n° 117 (clarification). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Comité d'évaluation*) (p. 7354) : position de la commission sur l'amendement n° 129 de M. Hervé Maurey. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 7356) : position de la commission sur les amendements n° 118 de Mme Annie David et n° 41 de M. Jean Desessard. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7364) : remerciements.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7766, 7767) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (8 novembre 2009) - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Intéressement et épargne salariale*) (p. 9795) : intervient sur les amendements n° 69 de M. Jean-Claude Danglot, n° 303 de M. Jean Desessard et n° 503 de M. Michel Teston. (p. 9797) : intervient sur les amendements n° 251 de M. Jean-Claude Danglot et n° 509 de M. Michel Teston. - **Article 10** (art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste*) (p. 9808, 9809) : intervient sur les amendements n° 70 de M. Jean-Claude Danglot, n° 308 de M. Jean Desessard et n° 510 de M. Michel Teston.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10088) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale). - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10105, 10106) : votera contre les amendements analogues n° 7 de la commission, n° 53 de la commission des finances saisi pour avis, et n° 89 de Mme Christiane Demontès (annualisation du calcul des allègements généraux de charges sociales).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - *Réforme du*

dispositif des retraites "chapeau") (p. 10180, 10181) : ne votera pas l'amendement n° 49 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article 15** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - *Augmentation du forfait social*) (p. 10192) : intervient sur son amendement n° 429, présenté par M. Marc Laménie.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10356) : intervient sur l'amendement n° 422 de M. Paul Blanc (possibilité, pour 2010, d'opérer une péréquation ponctuelle au profit des départements concernés par un déficit cumulé de trésorerie).

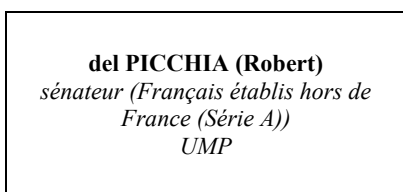
- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Article 42** (art. L. 242-7, L. 422-4, L. 422-5 du code de la sécurité sociale - *Réforme de la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles*) (p. 10443) : son amendement

n° 416 ; adopté. - **Article 54 (priorité)** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-14-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Pénalités adaptées aux fortes activités de soins de santé*) (p. 10467, 10468) : soutient l'amendement n° 395 de M. Dominique Leclerc ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10493, 10494) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11243) : son amendement n° I-167 : exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons collectés par appel à la générosité au profit de victimes ou de leur famille en situation de détresse ; adopté.



NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons [n° 153 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les opérations extérieures sous le contrôle du Parlement [n° 178 (2008-2009)] (23 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 498 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne sur les dispositifs éducatifs, linguistiques et culturels dans les établissements de l'enseignement scolaire des deux États [n° 261 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande par voie électronique pour les élections des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 421 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 334 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la convention de partenariat entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire [n° 538 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 355 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord sur l'enseignement bilingue entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie [n° 11 (2009-2010)] (7 octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 376 (2008-2009)] autorisant l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana sur l'éducation et la langue française [n° 13 (2009-2010)] (7 octobre 2009) - **Culture - Traités et conventions - Éducation.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 134 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 146 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 405 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 151 (2009-2010)] (9 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 46, 47) : son intervention. Votera ces deux projets de loi.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 166) : défavorable à l'amendement n° 309 de M. David Assouline (garantie de l'indépendance éditoriale des rédactions et du respect du pluralisme politique).

- Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Article 2** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Régime juridique de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 185, 188) : ses amendements n° 79 (missions de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) ; n° 80 et n° 81 (précision) ; adoptés.

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 210, 212) : ses amendements n° 82 (nombre de membres du conseil d'administration) ; n° 83 (coordination) ; et n° 84 (présence d'une personnalité indépendante disposant d'une expérience reconnue dans le domaine de la francophonie) ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 260, 261) : le groupe UMP votera cet article. - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - *Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale*) (p. 291, 292) : soutient les amendements de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° 85 et 86 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - vice-président - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 323, 328) : sur l'amendement n° 34 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 87 ; adopté. Ses amendements n° 88 (pour la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France, transmission aux commissions parlementaires chargées des affaires étrangères de l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif au contrat

d'objectifs et de moyens) ; et n° 89 (concernant la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France, présentation devant les commissions parlementaires chargées des affaires étrangères d'un rapport sur l'exécution du contrat d'objectifs et de moyens) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 479, 480) : défavorable à l'amendement n° 45 de la commission (attribution au CSA de pouvoirs d'enquête renforcés). - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - *Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 486, 487) : intervient sur l'amendement n° 49 de la commission.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009).**

- **Projet de loi autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie et de la République de Croatie [n° 192 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1428, 1429) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (5 février 2009) - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 1593, 1594) : intervient sur l'amendement n° 359 de M. Alain Vasselle

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (6 mars 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2595, 2596) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de résolution européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)]** - (30 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 4102, 4104) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (30 avril 2009) (p. 4117, 4118) : au nom de la commission des affaires européennes, son intervention sur l'évolution du système d'information Schengen.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 431 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5612, 5613) : son intervention. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 18 et 19 juin 2009** - (17 juin 2009) - en remplacement de M. Josselin de Rohan, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 6099, 6100) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Rappel au règlement** (p. 6594) : intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 7019) : défavorable à l'amendement n° 65 de Mme Dominique Voynet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7109) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi**

que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)] - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7315) : intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Caffet.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (8 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8475) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8913) : son intervention sur la coopération judiciaire et policière concernant la situation en Bulgarie et en Roumanie.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique) (p. 9174) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (27 novembre 2009) - en remplacement de M. André Trillard, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (p. 11561, 11562) : son intervention.

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11682, 11684) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11701) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement

d'enseignement français à l'étranger). - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11706) : son amendement n° II-57 ; adopté.

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12034) : ne votera pas l'amendement n° II-48 de M. Philippe Dominati (baisse de 3 % de la dotation publique de financement des formations politiques).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12281) : intervient sur l'amendement n° II-198 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur de l'installation de dispositifs d'assainissement non collectif). - **Article 47 (Accélération de la montée en puissance du malus automobile à compter de 2011)** (p. 12341, 12342) : soutient l'amendement n° II-191 de M. Martial Bourquin ; rejeté. - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 12363) : au nom de M. Adrien Gouteyron.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 décembre 2009) (p. 12398) : au nom de MM. Joël Billard, Alain Fouché et André Villiers.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12629, 12630) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 12737) : intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Raoul. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12755) : intervient sur l'amendement n° 24 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (pour les élections locales, octroi du droit de vote et d'éligibilité ressortant de l'Union européenne et aux étrangers résidant en France depuis plus de cinq ans).

DELEVOYE (Jean-Paul)
médiateur de la République

INTERVENTIONS

- **Communication du Médiateur de la République** - (19 mars 2009) - Médiateur de la République (p. 3195, 3199) : son intervention.

DEMERLIAT (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Vienne)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Provisions [n° 101 tome 3 annexe 22 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Provisions

- (4 décembre 2009) (p. 12077) : son intervention.

DEMESSINE (Michelle)
sénateur (Nord)
CRC-SPG

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les opérations extérieures sous le contrôle du Parlement [n° 178 (2008-2009)] (23 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Prolongation de cinq interventions des forces armées - Débat et votes sur des demandes d'autorisation du Gouvernement** - (28 janvier 2009) (p. 1049, 1051) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera pour la prolongation de l'intervention des forces armées en Côte d'Ivoire et au Liban et contre la prolongation des interventions au Kosovo, au Tchad et en République centrafricaine.

- **Projet de loi autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République**

d'Albanie et de la République de Croatie [n° 192 (2008-2009)] - (4 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1427, 1428) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3347, 3349) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Article 6 (Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France)** (p. 3811) : votera l'amendement n° 72 de Mme Odette Terrade.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Jacques Mirassou sur l'avenir du programme de l'Airbus A400M** - (11 juin 2009) (p. 6003, 6004) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6912, 6915) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi. - **Question préalable** (p. 6939, 6940) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° 42 de M. Didier Boulaud tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé (Approbation du rapport annexé)** (p. 6991, 7001) : ses amendements n° 129, 128 et 130 ; rejetés. (p. 7007) : son amendement n° 127 ; rejeté. (p. 7013, 7016) : ses amendements n° 132 et 131 ; rejetés - **Article 4 (Évolution du plafond d'emplois de la mission Défense)** (p. 7074, 7075) : son amendement n° 126 ; rejeté. - **Article 5 (Adaptation des dispositions du code de la défense relatives à l'organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale)** (p. 7078, 7082) : ses amendements n° 125 et 124 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7110) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Article 1er (Indemnisation des conséquences sanitaires des essais nucléaires)** (p. 8619) : parole sur l'article. - **Article 3 (Éléments matériels à l'appui de la demande d'indemnisation)** (p. 8621) : parole sur l'article. - **Article 4 (Comité d'indemnisation)** (p. 8626) : parole sur l'article. - **Article 7 (La commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires)** (p. 8633) : son amendement n° 4 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8640) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de loi.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10509, 10511) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Défense

- (30 novembre 2009) (p. 11722, 11724) : son intervention.

DEMONTÈS (Christiane)
sénateur (Rhône)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Les comptes de la branche famille pourront-ils être certifiés cette année ? [n° 206 (2008-2009)] (10 février 2009) - **Famille - Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants** [n° 146 (2008-2009)] - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1806, 1807) : parole sur l'article. - **Article 1er** (*Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus*) (p. 1821, 1822) : soutient l'amendement n° 16 de M. Serge Lagache ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Christiane Demontès sur la politique de défiscalisation des heures supplémentaires** - (29 avril 2009) (p. 4021, 4023) : sa question. (p. 4030) : ses observations.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5126, 5127) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) (p. 7064, 7066) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie** [n° 619 (2008-2009)] -

(21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7763, 7765) : son intervention. - **Article 1er** (*art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV*) (p. 7784, 7785) : son amendement n° 131 ; rejeté. - **Article 3** (*art. L. 6314-3, L. 6314-4 et L. 6314-5 [nouveaux] du code du travail - Définition et exercice du droit à l'orientation professionnelle - Labellisation des organismes d'information et d'orientation*) (p. 7796) : intervient sur les amendements n° 29, 30, 31 et 32 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2009) (p. 7830) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 34 de Mme Annie David. - **Article 3 bis (Nouveau)** (*art. L. 313-1 du code de l'éducation - Recrutement et obligation de formation des personnels d'orientation de l'éducation nationale*) (p. 7837, 7838) : le groupe socialiste votera les amendements n° 37 de Mme Annie David et n° 135 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article 4** (*art. L. 6323-12, L. 6323-21 à L. 6323-23 du code du travail - Portabilité du droit individuel à la formation*) (p. 7842, 7843) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 39 de Mme Annie David. - **Article 5 bis (Nouveau)** (*art. L. 1226-10 du code du travail - Formation des salariés après un congé pour maladie professionnelle ou accident du travail*) (p. 7855) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 49 de Mme Annie David. - **Article 6 bis** (*Création d'un livret de compétences pour les élèves du premier et du second degré*) (p. 7859) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 54 de Mme Annie David. - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Accès des jeunes de seize ans aux écoles de la deuxième chance*) (p. 7865) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 61 de Mme Annie David. - **Article 9** (*art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 7868, 7869) : intervient sur son amendement n° 139 présenté par M. François Patriat. (p. 7882) : le groupe socialiste ne participera pas au vote sur l'amendement n° 9 de Mme Françoise Laborde. - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation de l'expérimentation des contrats de transition professionnels*) (p. 7894) : intervient sur l'amendement n° 182 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 13** (*art. L. 6222-18 et L. 6241-4 du code du travail - Modalités de détermination du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au centre de formation d'apprentis où est inscrit l'apprenti - Période d'essai après rupture d'un premier contrat d'apprentissage*) (p. 7913) : favorable à l'amendement n° 79 de Mme Annie David. - **Article 13 bis A** (*art. L. 6241-3 du code du travail et 225 du code général des impôts - Affectation au Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage du produit de la contribution supplémentaire de la taxe d'apprentissage*) (p. 7918) : intervient sur le sous-amendement n° 2 de Mme Françoise Férat portant sur l'amendement n° 170 du Gouvernement. - **Article 13 quater** (*Conventions entre le préfet et les opérateurs privés de placement relatives aux offres d'emploi non pourvues*) (p. 7924, 7925) : favorable à l'amendement n° 83 de Mme Annie David. - **Article 13 nonies A** (*Repérage et suivi des jeunes en situation de décrochage*) (p. 7928, 7929) : favorable à l'amendement n° 86 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 13 decies** (p. 7933) : intervient sur l'amendement n° 163 de M. Dominique Braye (autorisation de cumuler une assurance et un cautionnement pour les logements alloués à un étudiant ou à un apprenti). - **Article 16 bis** (*art. 215-1, 215-3, 222-36, 223-13, 225-13, 223-15-3, 313-7 et 433-17 du code pénal, L. 4161-5 et L. 4223-1 du code de la santé publique - Interdiction de l'exercice de l'activité de prestataire de formation aux personnes condamnées pour abus frauduleux d'une personne en état de sujétion psychologique ou physique*) (p. 7952) : votera l'amendement n° 1 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 7964, 7965) : ses amendements n° 153 : exclusion du champ d'application de la directive des actions de formation professionnelle relevant de

services publics à finalité sociale ; et n° 154 : transposition en droit français des procédures définies par le droit communautaire, et autorisation des systèmes de mandatement avec octroi de droits spéciaux nécessaires à la réalisation de services d'intérêt général ; rejetés. - **Article 20** (art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Régime du plan régional de développement des formations professionnelles) (p. 7969) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7971, 7972) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- *Commission mixte paritaire* [n° 7 (2009-2010)] - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8646, 8647) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8670) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (9 novembre 2009) - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur) (p. 9914, 9915) : soutient l'amendement n° 351 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 9925) : soutient l'amendement n° 340 de M. Michel Teston (interdiction d'insérer des objets contrefaits dans les envois postaux, sous peine de contravention) ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010** [n° 82 (2009-2010)] - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10014, 10016) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

Troisième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites "chapeau") (p. 10169, 10170) : parole sur l'article.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 10347) : soutient l'amendement n° 233 de Mme Raymonde Le Texier (association des partenaires conventionnels à la démarche d'élaboration des référentiels pour les actes en série) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 36** (p. 10397) : soutient l'amendement n° 160 de Mme Raymonde Le Texier (différenciation des dépenses du secteur privé et du secteur public au sein de l'ONDAM) ; rejeté. - **Article 37** (Montant et ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie) (p. 10399, 10401) : soutient l'amendement n° 161 de Mme Raymonde Le Texier ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 38** (p. 10409) : son amendement n° 162 : détermination semestrielle du coefficient de revalorisation des pensions ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) (p. 11899) : son intervention. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 11911) : son amendement n° II-146 ; retiré.

DEMUYNCK (Christian)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information jeunes : France, ton atout "jeunes" : un avenir à tout jeune [n° 436 tome 1 (2008-2009)] (26 mai 2009) - **Famille - Société - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information jeunes : France, ton atout "jeunes" : un avenir à tout jeune [n° 436 tome 2 (2008-2009)] (26 mai 2009) - **Culture - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à l'interdiction des stages hors cursus pédagogiques [n° 589 (2008-2009)] (24 juillet 2009) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, sur la proposition de loi [n° 612 (2008-2009)] relative au service civique [n° 36 (2009-2010)] (14 octobre 2009) - **Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 963, 964) : son intervention.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) - rapporteur de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes (p. 5123, 5125) : présente le point de vue de la mission. (p. 5139 ; 5142 ; 5147) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur le service civil volontaire** - (10 juin 2009) (p. 5925, 5926) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. André Vantomme sur le fonctionnement du pôle emploi** - (25 juin 2009) (p. 6384) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7770, 7771) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 8993, 8994) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 9011, 9012) : position de la commission sur les amendements de Mlle Sophie Joissains portant sur le même objet n° 2, n° 3 et n° 1 (caractère obligatoire du service civique), ainsi que sur le sous-amendement n° 48 de M. Serge Dassault s'y rapportant. - **Article 1er B (Nouveau)** (art. L. 111-2 et L. 111-3 et chapitre IV du titre Ier du livre Ier du code du service national - *Modification du nom de la journée d'appel de préparation à la défense*) (p. 9014) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de M. Jean-François Voguet. - **Article additionnel après l'article 3 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 39 de Mlle Sophie Joissains (rattachement aux services du Premier ministre de l'organisme

chargé du service civique). - **Article 4** (*Titre Ier bis du livre Ier du code du service national [nouveau] - Création du service civique*) (p. 9019, 9030) : position de la commission sur les amendements n° 45 de M. Christian Demuynck, n° 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30 et 31 de M. Jean-François Voguet, n° 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de M. Yannick Bodin, n° 44 de M. Yvon Collin, n° 38, 37, 40, 41, 42 et 43 de Mlle Sophie Joissains, et n° 4 et 7 de Mme Claudine Lepage. (p. 9027) : son amendement n° 45 ; retiré. (p. 9029) : ses amendements n° 49 et 50 ; adoptés. - **Article 4 bis (Nouveau)** (art. L. 3142-22 du code du travail - *Congé de service civique*) (p. 9030) : position de la commission sur l'amendement n° 46 du Gouvernement. Son amendement n° 52 ; adopté. - **Article 4 ter (Nouveau)** (art. L. 6315-2 du code du travail - *Coordination*) (p. 9031) : position de la commission sur l'amendement n° 32 de M. Jean-François Voguet. - **Article 5** (*titre II du livre Ier du code du service national - Dispositions relatives aux volontariats internationaux*) (p. 9032) : position de la commission sur l'amendement n° 33 de M. Jean-François Voguet. - **Article 8** (*Soutien financier de l'Etat*) : position de la commission sur l'amendement n° 35 de M. Jean-François Voguet. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 9033) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet de Mme Claudine Lepage n° 15 et n° 16 (validation du service civique au titre des acquis de l'expérience). - **Article 11** (*Dispositions transitoires*) (p. 9034) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de M. Jean-François Voguet. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 9034) : son amendement n° 51 : changement de la dénomination de "l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire" en "Agence du service civique et de l'éducation populaire" ; adopté. - **Article 12** (**Texte non modifié par la commission**) (*Gage financier*) (p. 9035) : position de la commission sur l'amendement n° 47 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10981) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-494 ; rejeté.

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2009) (p. 12090, 12091) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 12099) : intervient sur l'amendement n° II-26 de la commission.

DENEUX (Marcel)
sénateur (Somme)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 46 (2009-2010)] (19 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 946, 947) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 4** (*Règles de performance énergétique des constructions neuves*) (p. 1017) : sur l'amendement n° 10 de la commission, son sous-amendement n° 784 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1325) : son amendement n° 515 ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Article 30** (*art. L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales et loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur* -

Dispositions relatives aux réseaux de chaleur) (p. 8102) : soutient l'amendement n° 585 de Mme Françoise Férat (programmation pluriannuelle des objectifs de développement de l'énergie éolienne) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8129, 8132) : son amendement n° 585 : programmation pluriannuelle des objectifs de développement de l'énergie éolienne ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8135, 8136) : soutient l'amendement n° 164 de Mme Françoise Férat (autorisation pour les agriculteurs d'exploiter ou de faire exploiter des panneaux photovoltaïques et des installations de production d'électricité ou de chaleur à partir de produits issus de leurs exploitations) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 8174, 8175) : soutient l'amendement n° 167 de Mme Françoise Férat (création d'une commission départementale de protection des terres agricoles et naturelles) ; retiré. - **Article 45** (*art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Constitution d'une trame verte et bleue*) (p. 8190, 8192) : soutient les amendements n° 676 de Mme Jacqueline Gourault et n° 459 de Mme Françoise Férat ; adoptés. - **Article 46** (*art. L. 212-1 et L. 214-17 du code de l'environnement - Mesures de coordination*) (p. 8192, 8193) : soutient l'amendement n° 460 de Mme Françoise Férat ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11774) : sa question. (p. 11775) : sa réplique.

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
UMP-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 64 (2008-2009)] portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 199 (2008-2009)] (4 février 2009) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] - **Accidents du travail et maladies professionnelles [n° 90 tome 6 (2009-2010)]** (4 novembre 2009) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants** [n° 146 (2008-2009)] - (11 février 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1798, 1799) : parole sur l'article. - **Article 2** (*Entrée en vigueur des dispositions de l'article 1er*) (p. 1823) : son amendement n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4399, 4401) : son intervention. Favorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4561) : le groupe UMP votera l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 1er bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 5126-2 et L. 5126-5 du code de la santé publique - *Approvisionnement en médicaments des établissements de santé délivrant des soins à domicile*) (p. 4564) : intervient sur l'amendement n° 166 de M. Adrien Gouteyron. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4577, 4579) : son amendement n° 5 ; adopté. (p. 4591) : son amendement n° 656 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4706) : intervient sur l'amendement n° 1262 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4853, 4854) : intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier).

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Agences régionales de santé*) (p. 5084) : son amendement n° 1005 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Etablissements et services médico-sociaux*) (p. 5180) : favorable au sous-amendement n° 1354 de Mme Sylvie Desmarescaux portant sur l'amendement n° 1171 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 29 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6121-1 à L. 6121-4, L. 6121-9 et L. 6121-10 du code de la santé publique, art. L. 162-47, 16 de l'art. L. 162-5, L. 215-1 du code de la

sécurité sociale, article 68 de la loi n° 2004-81 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Mesures de coordination rendues nécessaires par la création des agences régionales de santé) (p. 5211) : son amendement n° 17 ; adopté.

- Vice-président de la commission des affaires sociales - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours*) (p. 5258, 5262) : intervient sur l'amendement n° 1227 du Gouvernement. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - *Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité*) (p. 5279) : votera l'amendement n° 1230 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 quater A** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses*) (p. 5509) : intervient sur l'amendement n° 1352 de la commission. - **Article 19 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire, art. L. 1421-1 du code de la santé publique - *Élargissement du champ de contrôle de l'inspection générale des affaires sociales*) (p. 5537) : son amendement n° 872 ; adopté. - **Article 21 (Texte modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures nécessaires à la transposition de certaines règles communautaires en matière de qualifications professionnelles et de dispositifs médicaux*) (p. 5553) : son amendement n° 892 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 19 sexies (précédemment réservés)** (p. 5645, 5646) : son amendement n° 666 : simplification de l'enregistrement des professionnels de santé ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 22 ter (précédemment réservés)** (p. 5748) : intervient sur le sous-amendement n° 1372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 795 de Mme Jacqueline Chevé (possibilité pour les pharmaciens de dispenser, sur présentation d'une ordonnance périmée, des médicaments contraceptifs oraux nécessaires à la poursuite du traitement).

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte** [n° 491 (2008-2009)] - (7 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6723) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010** [n° 82 (2009-2010)] - (10 novembre 2009) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les accidents du travail et maladies professionnelles - **Discussion générale** (p. 9993, 9994) : son intervention.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 6** (*Dotations au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires*) (p. 10067, 10068) : intervient sur l'amendement n° 506 du Gouvernement.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 10** (*Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de grippe A, H1N1*) (p. 10128) : intervient sur l'amendement n° 234 de M. Bernard Cazeau.

DESCAMPS (Béatrice)
sénateur (Nord)
UMP-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyoning [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoning [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants** [n° 146 (2008-2009)] - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1803, 1804) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9465) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston.

DES ESGAULX (Marie-Hélène)
sénateur (Gironde)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 210 (2007-2008)] tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 533 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 586, 587) : son intervention. Les membres du groupe UMP voteront les conclusions de la commission tendant à l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 659, 661) : son intervention. Favorable à ce plan de relance.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)**.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (art. L. 141-5 nouveau du code de la consommation - *Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée*) (p. 1752) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° 24 de M. Jacques Mézard. - **Article 31** (*Convention de procédure participative*) (p. 1765, 1766) : intervient sur les amendements n° 3 de M. Simon Sutour et n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1775) : le groupe UMP adoptera les conclusions de la commission des lois sur ce texte.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 28 quinquies** (p. 3316) : ses amendements n° 29 : possibilité, pour le bâtonnier, d'arbitrer des litiges nés de contrats de collaboration libérale ; n° 30 : compétence du bâtonnier en premier ressort pour tous les litiges entre avocats ; adoptés.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (17 juin 2009) - **Article 15** (art. L. 311-50 du code de la consommation - *Compétence juridictionnelle et délai de forclusion applicables*) (p. 6117) : son amendement n° 42 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 4** (art. L. 6323-12, L. 6323-21 à L. 6323-23 du code du travail - *Portabilité du droit individuel à la formation*) (p. 7846) : sur l'amendement n° 177 de la commission, soutient le sous-amendement n° 183 de M. Alain Gournac ; adopté. Soutient l'amendement n° 55 de M. Alain Gournac ; retiré.

- **Questions cribles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8550) : sa question.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (21 octobre 2009) (p. 8856, 8858) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9050, 9052) : son intervention. - **Article 2** (art. L. 320-2 du code de commerce - *Définition des ventes aux enchères publiques*) (p. 9064) : son amendement n° 48 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 13 de Mme Colette Mélot. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9065) : position de la commission sur les amendements similaires n° 14 de Mme Colette Mélot et n° 33 de M. Jean-Claude Peyronnet (codification de l'article 29 de la loi du 10 juillet 2000 relatif aux prises et aux ventes judiciaires ainsi qu'à la possibilité, pour les commissaires-priseurs, de réaliser des ventes volontaires). - **Article 3** (art. L. 321-1 du code de commerce - *Biens*

susceptibles d'être vendus aux enchères publiques) (p. 9066) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 4** (art. L. 321-1 du code de commerce - *Opérateurs autorisés à organiser des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques*) (p. 9067, 9068) : son amendement n° 49 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 46 du Gouvernement. - **Article 5** (art. L. 321-3 du code de commerce - *Ventes aux enchères publiques par voie électronique et courtage aux enchères*) (p. 9070) : son amendement n° 50 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 7 du Gouvernement. - **Article 6** (art. L. 321-4 du code de commerce - *Régime de déclaration préalable des opérateurs de ventes volontaires*) (p. 9071, 9072) : son amendement n° 51 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 32 et 26 de M. Yann Gaillard. - **Article 7** (art. L. 321-5 du code de commerce - *Mandat des opérateurs de ventes volontaires et vente de gré à gré*) (p. 9072, 9073) : position de la commission sur les amendements n° 15 de Mme Colette Mélot et n° 36 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 11** (art. L. 321-9 du code de commerce - *Vente de gré à gré des biens non adjugés ou "vente après la vente"*) (p. 9074) : position de la commission sur les amendements n° 16 de Mme Colette Mélot et n° 30 de M. Yann Gaillard. - **Article 12 bis (Nouveau)** (art. L. 321-11 du code de commerce - *Prix de réserve - Interdiction de la revente à perte*) (p. 9075) : position de la commission sur les amendements identiques n° 3 de la commission de la culture saisie pour avis et n° 37 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 15** (art. L. 321-14 du code de commerce - *Paiement et délivrance des biens - Régime de la "folle" enchère*) (p. 9076) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de Mme Colette Mélot. - **Article 16** (art. L. 321-15 du code de commerce - *Sanctions pénales de l'organisation de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques illégales*) (p. 9076) : position de la commission sur les amendements n° 38 de M. Jean-Claude Peyronnet. Son amendement n° 52 ; adopté. - **Article 18** (art. L. 321-17 du code de commerce - *Responsabilité civile des sociétés de ventes, des opérateurs et des experts*) (p. 9077, 9079) : son amendement n° 53 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 39 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 4 de la commission de la culture saisie pour avis et n° 28 de M. Yann Gaillard. - **Article 19** (art. L. 321-18 du code de commerce - *Conseil des ventes*) (p. 9079, 9080) : position de la commission sur les amendements n° 23 de Mme Colette Mélot, n° 5 de la commission de la culture saisie pour avis, et n° 31 de M. Yann Gaillard. - **Article 20** (art. L. 321-19 du code de commerce - *Organisation de la formation professionnelle*) (p. 9080) : position de la commission sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 22** (art. L. 321-21 du code de commerce - *Composition du Conseil des ventes*) (p. 9082, 9083) : son amendement n° 54 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 6 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 41 de M. Claude Domeizel et n° 12 et 8 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 9084, 9085) : position de la commission sur les amendements de Mme Colette Mélot n° 18 (obligation, pour les opérateurs commerciaux, d'informer le Conseil des ventes après chaque vente volontaire à titre occasionnel dans le délai d'un mois) et n° 19 (obligation, pour les prestataires de services commerciaux exerçant l'activité de ventes volontaires en France à titre occasionnel, de fournir la preuve de leur qualification professionnelle). - **Article 26** (art. L. 321-28 du code de commerce - *Régime de sanctions disciplinaires des ressortissants de la Communauté européenne et des Etats membres de l'Espace économique européen*) (p. 9085) : position de la commission sur l'amendement n° 20 de Mme Colette Mélot. - **Article 30** (art. L. 321-32 du code de commerce - *Interdiction d'achat et de vente pour l'expert ayant concouru à la vente publique*) (p. 9086) : son amendement n° 55 ; adopté. - **Article 31** (art. L. 321-33 du code de commerce - *Reconnaissance du code de déontologie des experts*) (p. 9087) : position de la commission sur l'amendement n° 9 du Gouvernement. - **Article 34 bis (Nouveau)** (art. L. 321-36 du code de commerce - *Coordination*) (p. 9087) : position de la commission sur l'amendement n° 10 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 36** (p. 9087, 9088) : position de la commission sur l'amendement n° 42 de M. Jean-Claude Peyronnet (précision). - **Article 41 (Nouveau)** (art. L. 322-3 à

L. 322-10, L. 322-12, L. 322-13, L. 322-15, L. 524-10, L. 524-11, L. 524-14 et L. 663-1 du code de commerce - *Coordinations au sein du code de commerce* (p. 9089) : son amendement n° 56 ; adopté. - **Article 42 (Nouveau)** (art. 29 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - *Activités de ventes volontaires des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 9090, 9091) : position de la commission sur les amendements n° 43 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 29 de M. Yann Gaillard. Son amendement n° 57 ; adopté. - **Article 45 (Nouveau)** (art. L. 131-1, L. 131-2, L. 131-11 et L. 131-12 à L. 131-35 nouveaux du code de commerce - *Statut des courtiers de marchandises assermentés*) (p. 9094) : son amendement n° 58 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 21 de Mme Colette Mélot. - **Article 46 (Nouveau)** (*Dispositions transitoires relatives aux courtiers de marchandises assermentés*) (p. 9095) : position de la commission sur l'amendement n° 22 de Mme Colette Mélot. - **Article 47 (Nouveau)** (art. 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires - *Ressort d'activité des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 9096) : position de la commission sur les amendements n° 24 de Mme Colette Mélot et n° 44 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel après l'article 47** (p. 9097) : position de la commission sur l'amendement n° 45 de M. Jean-Claude Peyronnet (coordination). - **Article 49 (Nouveau)** (art. L. 123-1, L. 212-31 et L. 212-32 du code du patrimoine - *Coordinations au sein du code du patrimoine*) (p. 9097) : position de la commission sur l'amendement n° 11 du Gouvernement.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9427) : le groupe UMP votera la proposition de la conférence des présidents.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (5 novembre 2009) -

Article 2 (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9529, 9530) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - *Majoration de durée d'assurance vieillesse*) (p. 10425) : votera l'amendement n° 252 de Mme Fabienne Keller.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13205, 13207) : le groupe UMP votera ce texte. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. premier de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - *Intégration des avoués à la profession d'avocat*) (p. 13221) : soutient l'amendement n° 34 de M. Laurent Bêteille ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Article 15** (*Remboursement aux intéressés des sommes versées pour les licenciements*) (p. 13247, 13248) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Vial n° 43 ; adopté ; et n° 38 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13265) : le groupe UMP votera ce texte.

DESESSARD (Jean)
sénateur (Paris)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements éventuels dans le système hospitalier ayant conduit aux décès inexplicables de plusieurs patients à la fin de l'année 2008 et au début de l'année 2009 [n° 179 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les méthodes mises en œuvre par Areva ou ses filiales pour exploiter du minerai d'uranium hors de nos frontières [n° 298 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Énergie.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Japon, l'archipel des paradoxes : pour un partenariat renouvelé [n° 316 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion du service public des forces de l'ordre dans le cadre du Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord les 2, 3 et 4 avril 2009 [n° 322 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la réglementation de l'implantation des antennes-relais de téléphonie mobile et à la réduction de l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques [n° 360 (2008-2009)] (17 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (23 janvier 2009) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 870, 871) : intervient sur l'amendement n° 117 de M. Jack Ralite (mesures en faveur de la diversité des investissements privés dans le domaine audiovisuel). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 876) : avis défavorable des sénatrices et sénateurs Verts à l'amendement n° 85 de M. Bruno Gilles (possibilité de passer une convention d'occupation temporaire du domaine public comportant des obligations de service public pour l'exploitation d'un circuit automobile homologué pour la Formule 1). - **Article 5 quater** (Art. L. 642-3 du code du patrimoine - Substitution d'un avis simple à l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France) (p. 879) : intervient sur les amendements n° 62 de M. Yves Dauge et n° 105 de M. Gérard Le Cam. - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 883) : les sénatrices et les sénateurs Verts voteront contre l'amendement n° 92 de M. Albéric de Montgolfier (prolongation par avenant d'un an des contrats de concession autoroutière en échange de la réalisation de travaux d'insertion dans l'environnement et de sécurité). - **Article 5 sexies** (Elargissement du classement en grands crus ou premiers grands crus) (p. 886) : votera contre l'amendement n° 106 de M. Gérard Le Cam. - **Article 6** (Habilitation du Gouvernement à proposer par ordonnance un régime d'autorisation simplifiée des installations classées) (p. 889, 890) : intervient sur les amendements n° 133 de M. Yannick Botrel et n° 107 de Mme Evelyne Didier. - **Article 6 bis** (Art. L. 511-1 du code de l'environnement - Intégration des paysages parmi les critères des installations classées) (p. 890, 891) : défavorable à l'amendement n° 134 de M. Yannick Botrel. Votera contre cet article. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 891, 892) : défavorable à l'amendement n° 74 de M. Dominique Leclerc (sécurisation d'une procédure de remembrement réalisée dans le département d'Indre-et-Loire pour la construction de l'autoroute A28). - **Article 6 quater** (Art. L. 461-4 du code de commerce - Ratification de l'ordonnance portant modernisation de la régulation de la concurrence) (p. 894) : s'abstient sur l'amendement n° 11 de la commission et vote contre l'amendement n° 95 de M. Jacques Gautier. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 895) :

intervient sur l'amendement n° 84 de M. Charles Guéné (maintien de la gouvernance actuelle du FONPEL). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 897, 898) : intervient sur l'amendement n° 90 de M. Dominique Leclerc (report de la limite d'âge des présidents de conseil d'administration des établissements publics de l'Etat). (p. 899) : s'abstient sur l'amendement n° 126 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre les dispositions législatives nécessaires à la réforme du CNASEA, de l'Agence unique de paiement et des offices agricoles). - **Intitulé du projet de loi** (p. 901) : intervient sur l'amendement n° 119 de Mme Odette Terrade (nouvel intitulé du texte - projet de loi portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés et au développement de l'économie de marché). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 903) : les sénatrices et les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (30 janvier 2009) - **Article 17 bis** (*Concessions hydroélectriques*) (p. 1285) : les sénateurs Verts s'abstiendront sur l'amendement n° 59 de la commission.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) (p. 1743, 1744) : son intervention.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (6 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 32** (p. 2534) : intervient sur l'amendement de la commission saisi pour avis n° 207 (interdiction d'incarcérer un détenu dans un établissement ayant un taux d'occupation supérieur de 20 % à ses capacités). - **Article 33** (*art. 132-25, 132-26, 132-26-1 et 132-27 du code pénal - Extension des possibilités d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement correctionnel*) (p. 2538) : soutient l'amendement n° 46 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; retiré. - **Article 47** (*art. 729 du code de procédure pénale - Octroi de la libération conditionnelle*) (p. 2551) : soutient l'amendement n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; rejeté. - **Article 48** (*section VII et VIII, art. 723-13-1 nouveau à 723-28 du code de procédure pénale - Procédures simplifiées d'aménagement des peines*) (p. 2557, 2558) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; retiré. - **Article 49** (*art. 715-1 nouveau et 716 du code de procédure pénale - Possibilité d'un encellulement individuel ou collectif pour les prévenus*) (p. 2561) : parole sur l'article. - **Article 51** (*art. 71-1 du code de procédure pénale - Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention*) (p. 2568, 2569) : parole sur l'article. (p. 2570) : soutient l'amendement n° 50 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; adopté. (p. 2571, 2572) ; sur l'amendement n° 296 de la commission, soutient les sous-amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 297 et 298 ; devenus sans objet ; et n° 299 ; retiré. (p. 2573) : soutient les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 51 ; retiré ; n° 52 ; adopté. (p. 2574) : sur l'amendement n° 291 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 294 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; retiré. (p. 2577) : intervient sur l'amendement n° 291 du Gouvernement. - **Article 53** (*art. 726 du code de procédure pénale - Régime disciplinaire*) (p. 2584) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; adopté. - **Article 58** (*Modalités d'application outre-mer*) (p. 2593) : soutient l'amendement n° 54 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; adopté. - **Article 59** (*Moratoire de cinq ans pour l'application des dispositions relatives à l'encellulement individuel des détenus*) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2599) : les sénatrices et sénateurs Verts s'abstiendront sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4401, 4404) : son intervention. Avis défavorable des sénatrices et des sénateurs Verts sur ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4,*

L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public) (p. 4508) : intervient sur l'amendement n° 640 de M. Gilbert Barbier.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4547, 4549) : soutient l'amendement n° 680 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejeté. - **Article 4 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6141-1, L. 6141-2, L. 6141-2-1 [nouveau], L. 6141-7-3 [nouveau] du code de la santé publique - Statut des établissements publics de santé*) (p. 4610) : intervient sur l'amendement n° 407 de M. François Autain. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4614) : parole sur l'article. (p. 4619, 4626) : ses amendements n° 321, 135 et 136 ; rejetés. Défavorable à l'amendement n° 1224 du Gouvernement. Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Jacky Le Menn. (p. 4630, 4642) ; intervient sur les amendements n° 412 de M. François Autain et n° 325 de M. Jacky Le Menn. Défavorable à l'amendement n° 1177 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4666) : intervient sur l'amendement n° 416 de M. François Autain. (p. 4674, 4680) : soutient l'amendement n° 683 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejeté. Son amendement n° 134 ; rejeté. Sur l'amendement n° 1183 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1286 ; devenu sans objet. (p. 4683, 4692) : ses amendements n° 330 ; rejeté ; et n° 133 et 132 ; retirés. (p. 4692, 4703) : ses amendements n° 333 ; retiré ; et n° 319 et 320 ; rejetés. Soutient l'amendement n° 684 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 404 de M. François Autain. (p. 4704, 4712) : ses amendements n° 131, 129 et 130 ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 1256 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4817) : son amendement n° 349 ; rejeté. (p. 4819) : son amendement n° 128 ; rejeté. (p. 4821) : son amendement n° 127 ; rejeté. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier*) (p. 4835) : son amendement n° 352 ; rejeté. (p. 4843) : son amendement n° 353 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 4849) : son amendement n° 137 ; intégration des honoraires médicaux dans les coûts de séjours des cliniques privées ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4854, 4855) : intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier). - **Articles additionnels après l'article 13 quater (précédemment réservés)** (p. 4865) : intervient sur les amendements du Gouvernement n° 1201 (modification de la logique des conventions hospitalo-universitaires pour en faire des instruments de pilotage stratégiques et partagés entre le centre hospitalier régional et l'université) et n° 1202 (mise en place d'un comité de suivi de la réforme de la gouvernance des établissements publics de santé).

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique*)

- *Agences régionales de santé* (p. 4905, 4916) : intervient sur les amendements n° 1324 du Gouvernement et n° 1152 et 1153 de M. Gilbert Barbier. Ses amendements n° 1034 et 1026 ; rejetés ; et n° 1019 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4934, 4936) : son amendement n° 879 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1318 du Gouvernement. (p. 4938) : son amendement n° 876 ; retiré. (p. 4946) : favorable à l'amendement n° 1048 de M. Georges Patient. (p. 4948) : favorable à l'amendement n° 1049 de M. Georges Patient. (p. 4951) : son amendement n° 880 ; retiré. (p. 4960) : son amendement n° 1027 ; rejeté. (p. 4977, 4978) : son amendement n° 1030 ; rejeté. (p. 4979, 4980) : intervient sur l'amendement n° 927 de M. François Autain. (p. 4984) : favorable à l'amendement n° 1065 de M. Jacky Le Menn. (p. 4985) : intervient sur l'amendement n° 928 de M. François Autain. (p. 4992, 4993) : favorable à l'amendement n° 1067 de M. Jacky Le Menn. Ses amendements n° 884 et 1031 ; rejetés. (p. 4998) : intervient sur l'amendement n° 938 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article additionnel avant l'article 33 (précédemment réservé)** (p. 5228) : intervient sur l'amendement n° 1129 de M. Jean-Etienne Antoinette (réalisation d'un audit approfondi de l'organisation sanitaire et du financement des établissements de santé en Guyane). - **Intitulé du titre II (précédemment réservé) (Accès de tous à des soins de qualité)** (p. 5242) : son amendement n° 700 ; rejeté. - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours*) (p. 5248) : favorable à l'amendement n° 701 de M. Bernard Cazeau. (p. 5256) : son amendement n° 708 ; rejeté. (p. 5261) : intervient sur l'amendement n° 1227 du Gouvernement. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - *Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité*) (p. 5281, 5282) : son amendement n° 720 ; retiré. (p. 5284, 5285) : intervient sur l'amendement n° 1229 du Gouvernement. Son amendement n° 721 ; retiré. (p. 5287) : son amendement n° 126 ; rejeté. (p. 5291) : intervient sur l'amendement n° 625 de M. Gilbert Barbier.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5328) : favorable à l'amendement n° 182 de M. Hervé Maurey. - **Article 16 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 161-36-1 et L. 161-36-3-2 du code de la sécurité sociale - *Expérimentation du dossier médical sur clé USB pour les patients atteints d'affections de longue durée*) (p. 5356) : intervient sur l'amendement n° 1252 du Gouvernement. - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5364, 5372) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 785 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) (p. 5487) : son amendement n° 124 ; rejeté. (p. 5497, 5498) : son amendement n° 123 ; rejeté. - **Article 18 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 162-1-19 du code de la sécurité sociale - *Transmission d'informations par les caisses d'assurance maladie aux ordres professionnels compétents*) (p. 5503, 5504) : son amendement n° 122 ; rejeté. - **Article 19 bis A (art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Exclusion des stages des étudiants orthophonistes de l'obligation de gratification des stagiaires)** (p. 5518, 5519) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 15 (précédemment réservés)** (p. 5627, 5631) : son amendement n° 728 : mise en place d'enseignements dans le domaine de la santé environnementale ; rejeté. Soutient l'amendement n° 690 de M. Jacques Gillot (modalités de

détermination du nombre et de la répartition des postes d'internat dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 5644) : intervient sur l'amendement n° 506 de M. François Autain (réglementation de la profession d'assistant dentaire). - **Article 22 A (Supprimé par la commission)** (art. L. 1110-1 A du code de la santé publique - *Définition de la santé*) (p. 5654) : son amendement n° 786 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - *Education thérapeutique du patient*) (p. 5676) : soutient l'amendement n° 687 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejeté. (p. 5677) : intervient sur l'amendement n° 688 de M. Jean-Etienne Antoinette. (p. 5680, 5681) : soutient les amendements n° 896 et 689 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 25 septdecies (précédemment réservés)** (p. 5776, 5778) : ses amendements n° 816 : restriction de l'utilisation des téléphones portables par les enfants ; n° 817 : incitation des utilisateurs de téléphone portable à employer un kit oreillette ; n° 818 : mise en place de mesures de prévention et d'information sur les risques liés à l'utilisation prolongée des téléphones portables ; et n° 819 : mise en place de mesures de prévention et d'information sur les risques liés à l'utilisation du wifi ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5790, 5791) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (8 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5817, 5818) : son intervention. Les sénateurs et sénatrices Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse - Deuxième lecture [n° 480 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6410, 6411) : son intervention. Les sénatrices et sénateurs Verts voteront contre ce texte. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Fixation de la prime accordée à la liste arrivée en tête et des seuils pour se présenter ou opérer des fusions de listes au second tour*) (p. 6412) : ses amendements n° 1 et 2 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6414) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront contre ce texte.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 6557) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Thierry Repentin.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 octies F, 39 AK et 279 du code général des impôts, art. 138 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 et art. 10 de la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 - *Baisse de la taxe sur la valeur ajoutée dans la restauration*) (p. 6767) : les sénateurs Verts voteront contre l'article 10 bis A de ce projet de loi. - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Grands stades et équipements sportifs*) (p. 6770) : parole sur l'article. (p. 6771, 6774) : favorable aux amendements n° 25, 26 et 31 de Mme Odette Terrade. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6789, 6790) : votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7207, 7210) : son intervention. Les sénateurs Verts voteront contre cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er (p. 7237)** : intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Raymonde Le Texier

(soumission des projets parlementaires de réforme du droit du travail à l'obligation préalable de concertation avec les partenaires sociaux). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-27 du code du travail - *Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire*) (p. 7243) : intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7244, 7250) : ses amendements n° 45 : consultation de la commission nationale de la négociation collective avant de déterminer en Conseil d'Etat la liste des secteurs concernés par la dérogation ; n° 44 : sanction en cas d'ouverture dominicale sans autorisation ; n° 66 : entrée en vigueur de la loi conditionnée par la signature d'un accord interprofessionnel ; et, portant sur le même objet, n° 42 et 43 : compensation du travail dominical ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7289, 7298) : intervient sur les amendements n° 82 de Mme Annie David et n° 9 de Mme Raymonde Le Texier. Son amendement n° 52 ; rejeté. (p. 7300-7310) : ses amendements n° 50, 53 et 54 ; rejetés. Intervient sur les amendements n° 17 et 18 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 7313, 7322) : favorable à l'amendement n° 100 de Mme Annie David. Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Caffet. Ses amendements n° 55, 56 et 57 ; rejetés. (p. 7326, 7331) : ses amendements n° 58, 59 et 60 ; rejetés. (p. 7344, 7345) : ses amendements n° 64 et 65 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7351) : ses amendements n° 47 : impossibilité d'attribuer des dérogations dans les zones non desservies par les transports en commun le dimanche et n° 48 : rapport au Parlement sur la surconsommation énergétique produite par les dérogations supplémentaires ; rejetés. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 7355, 7356) : son amendement n° 41 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7363, 7364) : les sénateurs Verts voteront contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7771, 7773) : son intervention. Les sénateurs Verts ne voteront pas ce texte. - **Article 1er** (art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - *Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPPLV*) (p. 7783) : son amendement n° 109 ; rejeté. Intervient sur les amendements n° 131 de Mme Christiane Demontès et n° 132 de M. Claude Jeannerot. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7789) : son amendement n° 110 : accès en langue étrangère aux cours de formation spécifiques aux chantiers de désamiantage ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 6111-2 du code du travail - *Articulation de la formation professionnelle et du socle commun garanti par le code de l'éducation*) (p. 7791) : son amendement n° 111 ; rejeté. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6314-1 du code du travail - *Droit à l'information et à l'orientation professionnelles*) (p. 7791, 7792) : ses amendements n° 113 et 116 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2009) - **Article 3** (art. L. 6314-3, L. 6314-4 et L. 6314-5 [nouveaux] du code du travail - *Définition et exercice du droit à l'orientation professionnelle - Labellisation des organismes d'information et d'orientation*) (p. 7828, 7829) : son amendement n° 124 ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 6323-12, L. 6323-21 à L. 6323-23 du code du travail - *Portabilité du droit individuel à la formation*) (p. 7847, 7853) : son amendement n° 122 ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - *Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 7877, 7891) : intervient sur les amendements n° 24 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe et n° 178 de la commission. Ses amendements n° 120 et 117 ; rejetés ; et n° 118 ; adopté. (p. 7880) : s'abstiendra sur l'amendement n° 169 du

Gouvernement. - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation de l'expérimentation des contrats de transition professionnels*) (p. 7893) : défavorable à l'amendement n° 182 du Gouvernement. - **Article 11** (art. L. 6314-1, L. 6314-2 (nouveau) du code du travail et art. L. 335-6 du code de l'éducation - *Définition et modalités de détermination des certificats de qualification professionnelle - Missions de la commission nationale de la certification professionnelle*) (p. 7897) : s'abstiendra sur les amendements n° 179 de la commission et n° 106 de M. Daniel Dubois.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 12** (art. L. 6325-1, L. 6325-1-1 [nouveau], L. 6325-12, L. 6332-14 et L. 6332-15 du code du travail - *Modalités d'accès au contrat de professionnalisation*) (p. 7909) : soutient l'amendement n° 146 de M. Jacques Gillot ; rejeté. - **Article 13 A** (art. 20 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 - *Développement de l'apprentissage dans le secteur public*) (p. 7910) : son amendement n° 115 ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 6222-18 et L. 6241-4 du code du travail - *Modalités de détermination du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au centre de formation d'apprentis où est inscrit l'apprenti - Période d'essai après rupture d'un premier contrat d'apprentissage*) (p. 7911, 7912) : parole sur l'article. - **Article 13 bis A** (art. L. 6241-3 du code du travail et 225 du code général des impôts - *Affectation au Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage du produit de la contribution supplémentaire de la taxe d'apprentissage*) (p. 7914, 7915) : parole sur l'article. - **Article 13 quater** (*Conventions entre le préfet et les opérateurs privés de placement relatives aux offres d'emploi non pourvues*) (p. 7926) : son amendement n° 114 ; retiré. - **Article 20** (art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - *Régime du plan régional de développement des formations professionnelles*) (p. 7966) : son amendement n° 112 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7974, 7975) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (5 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8132) : favorable à l'amendement n° 608 de M. Jacques Muller (programmation pluriannuelle des objectifs de développement de l'énergie éolienne).

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9290, 9292) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront contre ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9329, 9335) : intervient sur les amendements n° 11 de M. Jean-Claude Danglot (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal) et n° 429 de M. Michel Teston (inscription des principes fondamentaux du service public dans le présent texte). Favorable à l'amendement n° 452 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9373, 9374) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9381) : votera cette motion. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9389) : votera l'amendement n° 359 de M. Michel Teston (négociation au niveau européen d'une directive-cadre relative aux services d'intérêt général avant l'ouverture à la concurrence des services postaux). (p. 9390) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Marie-Christine Blandin, n° 263 : instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel. (p. 9396) : favorable à l'amendement n° 368 de M. Michel Teston (prise en compte des exigences d'aménagement du territoire par le service public postal). (p. 9406) : intervient sur l'amendement n° 426 de M. Michel Teston (maintien d'un établissement public industriel et commercial).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Statut de La Poste*) (p. 9508) : intervient sur

son amendement n° 267. (p. 9509) : intervient sur son amendement n° 272.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9559) : intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9587, 9593) : ses amendements n° 279 ; rejeté ; n° 280 et 281 ; rectifiés en vue d'un examen à l'article 2 bis du projet de loi. (p. 9600, 9602) : intervient sur l'amendement n° 417 de M. Georges Patient. (p. 9612, 9616) : ses amendements n° 282 ; devenu sans objet ; et n° 283 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9626, 9627) : parole sur l'article. (p. 9629) : intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9632, 9641) : ses amendements n° 288 et 284 ; rejetés ; n° 280 et 281 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9663) : intervient sur l'amendement n° 474 de M. Michel Teston. (p. 9665, 9668) : ses amendements n° 285, 286, 287 et 289 ; rejetés. (p. 9683, 9684) : votera le sous-amendement n° 628 de M. Didier Guillaume, portant sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet. (p. 9687, 9694) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. Son amendement n° 290 ; rejeté. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire) (p. 9708, 9712) : intervient sur son amendement n° 291 présenté par Mme Marie-Christine Blandin, ainsi que sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise État-La Poste) (p. 9718, 9719) : son amendement n° 292 ; rejeté. (p. 9726, 9727) : votera contre l'article 4 de ce projet de loi. - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9741, 9746) : ses amendements n° 295 et 297 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9776, 9777) : parole sur l'article. (p. 9780) : ses amendements n° 300 ; adopté ; et n° 301 ; rejeté. (p. 9790, 9791) : intervient sur son amendement n° 301. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9794) : son amendement n° 303 ; rejeté. (p. 9797) : intervient sur les amendements n° 251 de M. Jean-Claude Danglot et n° 509 de M. Michel Teston. (p. 9798, 9799) : son amendement n° 306 ; rejeté. (p. 9802) : son amendement n° 307 ; rejeté. (p. 9804) : intervient sur son amendement n° 306. - **Article 10** (art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste) (p. 9807, 9808) : son amendement n° 308 ; rejeté. (p. 9809) : intervient sur son amendement n° 308 précité. - **Article 11** (art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Dispositions transitoires) (p. 9814) : son amendement n° 310 ; rejeté. (p. 9816, 9817) : son amendement n° 311 ; rejeté. - **Article 12** (Dispositions diverses de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes) (p. 9819) : son amendement n° 312 ; rejeté. (p. 9823) : son amendement n° 313 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 13**

(p. 9833) : intervient sur l'amendement n° 355 de M. Michel Teston (renégociation de la directive européenne 2008/6/CE du 20 février 2008).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 15** (art. L. 2-1 du code des postes et communications électroniques - Contrats dérogatoires aux modalités de l'offre de service universel) (p. 9887, 9888) : son amendement n° 317 ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 3-2 du code des postes et communications électroniques - Soumission du secteur postal à une même réglementation d'intérêt général) (p. 9904, 9905) : ses amendements n° 318 ; adopté ; n° 319 ; retiré. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3-4 du code des postes et communications électroniques - Suppression d'une disposition prévoyant la prise de mesures réglementaires concernant les services d'envois recommandés) (p. 9908) : son amendement n° 320 ; rejeté. - **Seconde délibération - Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9940) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9946, 9947) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront contre ce texte.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 2244-1 à L. 2244-4 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création d'une procédure de déclaration de logements en état de vacance anormalement longue) (p. 10636) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 11095) : intervient sur l'amendement n° I-228 de M. Thierry Foucaud (redressement significatif des moyens de l'action de l'Etat). - **Article 4** (Prorogation pour les dépenses engagées en 2009 de la restitution immédiate et accélérée des créances de crédit d'impôt recherche pour les entreprises) (p. 11098) : intervient sur les amendements n° I-186 de M. Thierry Foucaud et n° I-281 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11111) : intervient sur l'amendement n° I-194 de M. Thierry Foucaud (taxation des bénéfices supplémentaires réalisés par les compagnies pétrolières). - **Article 5** (Instauration d'une taxe carbone) (p. 11127) : parole sur l'article. (p. 11132) : intervient sur l'amendement n° I-445 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 11155) : intervient sur l'amendement n° I-420 de M. Alain Lambert et sur le sous-amendement n° I-549 de M. François Marc s'y rapportant (p. 11160) : soutient l'amendement n° I-258 de M. Jacques Muller ; rejeté.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11766, 11767) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales - Commission mixte paritaire [n° 192 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13335, 13336) : sénatrices et sénateurs Verts voteront contre ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13348) : son intervention.

DESMARESCAUX (Sylvie)
sénateur (Nord)
NI

Fin d'une mission temporaire auprès du haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté le 30 avril 2009.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Secrétaire de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale jusqu'au 18 février 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] - Secteur médico-social [n° 90 tome 3 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux [n° 190 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3280) : soutient l'amendement n° 52 de Mme Catherine Procaccia (suppression de l'incompatibilité des fonctions d'assesseur des tribunaux des affaires de sécurité sociale et d'assesseur des tribunaux du contentieux de l'incapacité avec les fonctions de conseiller prud'homme) ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Etablissements et services médico-sociaux*) (p. 5179, 5180) : sur l'amendement n° 1171 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1354 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) (p. 5198) : retire son sous-amendement n° 1354 précité.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 quater A** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses*) (p. 5507) : favorable à l'amendement n° 1352 de la commission.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Article 2** (art. L. 311-4 et L. 311-5 du code de la consommation - *Publicité*) (p. 6058, 6059) : soutient l'amendement n° 5 de M. Hugues Portelli ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour le secteur médico-social - **Discussion générale** (p. 9989, 9990) : son intervention.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10313) : intervient sur l'amendement n° 180 de M. Alain Milon (possibilité de prendre en charge la chirurgie ambulatoire de la cataracte en milieu extra-hospitalier) ainsi que sur le sous-amendement n° 536 de Mme Marie-Thérèse Hermange s'y rapportant. (p. 10319) : son amendement n° 425 : possibilité pour l'ensemble des professions ayant compétence pour la réalisation et la délivrance d'orthèses plantaires de renouveler les prescriptions médicales initiales ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10323, 10328) : position de la commission sur les amendements identiques n° 450 de M. Alain Milon et n° 495 de M. Nicolas About (pour les maisons de retraite, précision de la nature des prestations couvertes par les tarifs afférents à l'hébergement) ainsi que sur l'amendement n° 306 de M. François Autain (avis de l'UNCAM et de l'UNOCAM sur les mesures prises au titre de l'urgence sanitaire ou du risque pandémique) et de M. Alain Milon n° 471 (possibilité de déroger à titre expérimental au système des objectifs quantifiés) et n° 449 (harmonisation des dispositions sur la tarification des EHPAD). - **Article 33** (art. L. 344-1-2

nouveau du code de l'action sociale et des familles - Frais de transport des personnes adultes handicapées) (p. 10350) : position de la commission sur les amendements n° 323 de Mme Isabelle Pasquet et n° 445 de M. Alain Milon. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10354, 10357) : position de la commission sur les amendements n° 329 de Mme Isabelle Pasquet (évaluation des dépenses à venir liées au vieillissement de la population) et n° 421 de M. Paul Blanc (évaluation des coûts des services sociaux et médico-sociaux).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) (p. 10366, 10368) : position de la commission sur les amendements identiques n° 447 de M. Alain Milon et n° 488 de Mme Anne-Marie Payet (convergence tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux) ainsi que sur les amendements n° 226 de M. Paul Blanc (possibilité de délivrer à titre provisoire des autorisations de création, d'extension ou de transformation d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux) et n° 326 de M. François Autain (rapport au Parlement sur les effets sur les comptes sociaux de la suppression du secteur 2 et de la hausse des rémunérations). - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 10369, 10377) : position de la commission sur les amendements n° 251 de M. Paul Blanc (non-

pénalisation d'un défaut de plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés en cas de dépôt d'une demande d'agrément auprès de l'autorité compétente), n° 187 de M. Adrien Gouteyron (extension à de nouvelles catégories d'établissements médico-sociaux de la faculté de recourir à une pharmacie d'officine pour la gestion des médicaments), de M. Yves Daudigny n° 244 (diminution de la part de la contribution de solidarité pour l'autonomie affectée au financement des soins dans les établissements et augmentation de la part affectée au financement de l'APA et de la PCH) et n° 246 (rapport au Parlement sur les mesures nécessaires à une stabilité de la répartition de l'effort financier des collectivités territoriales et de l'État en matière de PCH et d'APA), sur les amendements identiques n° 158 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 331 de Mme Isabelle Pasquet (prise en charge par l'assurance maladie des cotisations sociales des infirmiers libéraux coopérant avec des établissements médico-sociaux). Son amendement n° 23 : forfait journalier hospitalier pour les personnes accueillies en maisons d'accueil spécialisées ; adopté.

DETCHEVERRY (Denis)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports** [n° 501 (2007-2008)] - (9 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2638) : soutient l'amendement n° 110 de M. Charles Revet (compétences exclusives de Réseau ferré de France) ; retiré.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer** [n° 233 (2008-2009)] - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2720, 2723) : son intervention. Sa collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Article 32** (*Habilitation du gouvernement à prendre par ordonnances des mesures nécessaires à l'extension, à l'adaptation ou à l'actualisation de dispositions législatives*) (p. 3002) : favorable à l'amendement n° 436 du Gouvernement. - **Intitulé du projet de loi** (p. 3008) : défavorable à l'amendement n° 156 de M. Georges Patient.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11500, 11501) : son intervention.

DÉTRAI GNE (Yves)
sénateur (Marne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (FNDAE).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Secrétaire de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 252 (2008-2009)] européenne au nom de la commission des Affaires européennes, sur la proposition de décision-cadre relative à l'utilisation de données des dossiers passagers (Passenger Name Record - PNR) à des fins répressives (E 3697) [n° 401 (2008-2009)] (13 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité - Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La vie privée à l'heure des mémoires numériques. Pour une confiance renforcée entre citoyens et société de l'information [n° 441 (2008-2009)] (27 mai 2009) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 93 (2009-2010)] (6 novembre 2009) - **Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Justice et accès au droit [n° 106 tome 4 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 571, 572) : son intervention. Le groupe UC votera les conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (12 février 2009) - **Article 1er (Dépôt des propositions de résolution)** (p. 1874) : intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Bernard Frimat portant sur l'amendement n° 2 de la commission.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la consultation des électeurs de Mayotte sur le changement de statut de cette collectivité** - (12 février 2009) (p. 1922, 1924) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)] (suite)** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité) (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique)** (p. 2010) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Frimat.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7 (Évaluation préalable au dépôt des projets de loi)** (p. 2037, 2038) : sur l'amendement n° 10 de la commission, son sous-amendement n° 43 ; rejeté. (p. 2040) : sur l'amendement n° 10 de la commission, son sous-amendement n° 44 ; adopté. (p. 2053) : intervient sur son sous-amendement n° 43 précité.

- **Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 378 (2007-2008)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4282, 4284) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (25 juin 2009) - au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 6389, 6390 ; 6392, 6393) : ses interventions sur la publication des données "passagers" des vols internationaux.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6472, 6473) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 18 (Essor des biocarburants)** (p. 6589, 6591) : défavorable aux amendements n° 20 de M. Jacques Muller et n° 70 de Mme Évelyne Didier. -

Article 41 (*Politique de réduction des déchets*) (p. 6611) : soutient les amendements de M. Daniel Soulagé n° 48 ; retiré ; et n° 49 ; rejeté. (p. 6613) : favorable à l'amendement n° 32 de M. Jacques Muller. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6621) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 5** (*Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7576) : intervient sur les amendements n° 32 de M. Thierry Repentin et n° 186 de Mme Évelyne Didier. - **Article 6** (*art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme*) (p. 7585, 7586) : soutient l'amendement n° 161 de Mme Françoise Férat ; retiré. - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7596) : soutient l'amendement n° 203 de M. Hervé Maurey ; retiré. (p. 7599, 7600) : soutient l'amendement n° 204 de M. Hervé Maurey ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 85** (*art. L. 112-10 et L. 121-15-4 [nouveaux] et art. L. 214-1 du code de la consommation - Étiquetage obligatoire du "coût carbone" des produits et de leur emballage*) (p. 8355) : défavorable à l'amendement n° 706 de M. Roland Ries. - **Article 86** (*art. L. 122-1, L. 122-1-1 [nouveau], L. 122-2, L. 122-3 et art. L. 122-3-1 à L. 122-3-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des études d'impact*) (p. 8360, 8362) : son amendement n° 512 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 77 bis** (p. 8409) : son amendement n° 330 : élargissement du pouvoir de réglementation de l'élimination des déchets aux présidents des groupements intercommunaux ; adopté. - **Article 78** (*art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets*) (p. 8421, 8422) : son amendement n° 332 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8444, 8447) : ses amendements n° 334 : possibilité, pour les organismes de traitement, d'instaurer une facturation supérieure pour les ordures ménagères résiduelles au-delà de 250 kilos collectés par habitant et par an ; n° 333 : obligation, pour toute entreprise ou établissement public ne souhaitant pas être collectés dans le cadre du service public, d'apporter à la collectivité compétente la preuve qu'ils possèdent une autre solution de collecte de traitement de ses déchets ; retirés. - **Article 78 ter (Nouveau)** (*art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert"*) (p. 8457) : soutient l'amendement n° 310 de Mme Françoise Férat ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 78 quater** (p. 8460) : son amendement n° 335 : obligation, pour les cafés, hôtels et restaurants de se fournir en bières, eaux et boissons rafraîchissantes sans alcool dans des emballages réutilisables consignés ; rejeté.

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10609) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10813) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10939) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-484 de M. Hervé Maurey ; adopté. (p. 10944) : intervient sur le sous-amendement n° I-472 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 11036) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-483 de M. Marcel Deneux ; retiré. - **Articles**

additionnels après l'article 13 bis (priorité) (p. 11063, 11068) : son amendement n° I-377 : déductibilité de la taxe locale du calcul de la TGAP sur les installations de stockage et d'incinération ; rejeté. Soutient les amendements de M. Jacqueline Gourault n° I-408 (assouplissement et reconduction pour 2010 du dispositif de versement anticipé du FCTVA) ; et n° I-407 (attribution à tous les bénéficiaires du FCTVA du versement anticipé l'année qui suit la réalisation de la dépense) ; devenus sans objet ; et n° I-446 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (reconduction pour 2010 du dispositif de remboursement anticipé du FCTVA) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11129) : soutient l'amendement n° I-445 de Mme Catherine Morin-Desailly ; retiré. (p. 11158, 11159) : soutient l'amendement n° I-442 de M. Charles Revet ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 11175) : soutient l'amendement n° I-370 de M. Marcel Deneux (maintien du niveau de la défiscalisation des biocarburants) ; retiré. (p. 11176) : soutient les amendements de M. Marcel Deneux n° I-367 (amélioration de la rédaction du code des douanes, en matière d'application de la TGAP aux distributeurs ne remplissant pas les objectifs nationaux d'incorporation des biocarburants) ; adopté ; et n° I-371 (réduction de la fiscalité des carburants à hauteur de leur contenu en biocarburant) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11308, 11314) : ses amendements n° I-378 : extension de la TGAP à la co-incinération et à la méthanisation ; et n° I-435 : exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets ; retirés. (p. 11319) : intervient sur l'amendement n° I-347 de M. Gérard Miquel (modalités de calcul de la TGAP).

Deuxième partie :

Pouvoirs publics

- (26 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11525, 11526) : son intervention.

Justice

- (27 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11541, 11543) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11559) : intervient sur l'amendement n° II-17 de la commission.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12254) : sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie), son sous-amendement n° II-386 ; retiré. (p. 12257) : intervient sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 29 nonies** (p. 13113, 13114) : soutient l'amendement n° 109 de Mme Françoise Férat (possibilité pour toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole d'exploiter des panneaux photovoltaïques ou une production d'électricité à partir de sous-produits de son exploitation) ; retiré. - **Article 30 quinquies (Nouveau)** (*Compensation de contribution carbone au bénéfice des biocarburants*) (p. 13125) : défavorable à l'amendement n° 51 de Mme Nicole Bricq.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) -

Discussion générale (p. 13200, 13201) : son intervention. - **Article 13** (*Modalités de calcul de l'indemnisation versée aux avoués*) (p. 13228) : son amendement n° 5 ; retiré. - **Article 14** (*Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion*) (p. 13233) : son amendement n° 3 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Article 15** (*Remboursement aux intéressés des sommes versées pour les licenciements*) (p. 13247, 13248) : son amendement n° 4 ; retiré. - **Article 18** (*Modalités de présentation de la demande effectuée au titre des articles 13, 15 et 17*) (p. 13250) : son amendement n° 6 ; retiré. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions, pour les avoués, de leur*

renonciation à l'exercice de la profession d'avocat ou de leur inscription à un barreau autre que celui de leur cour d'appel d'origine) (p. 13255) : son amendement n° 7 ; retiré. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (*Sort des instances d'appel en cours au moment de la disparition de la profession d'avoué*) (p. 13256, 13257) : son amendement n° 9 ; retiré. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur différée de la suppression de la profession d'avoué*) (p. 13261) : son amendement n° 8 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13265) : le groupe UC votera ce texte.

DEVEDJIAN (Patrick)
ministre chargé de la mise en œuvre du
plan de relance

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 618, 620) : son intervention. (p. 665, 667) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 673, 675) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Vera n° 69 (révision des règles d'imposition des revenus de capitaux mobiliers), n° 70 (imposition des plus-values immobilières) et n° 62 (imposition des indemnités de départ accordées aux dirigeants des grandes entreprises). (p. 675) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de M. Bernard Vera (suppression des dispositions dérogatoires à l'impôt de solidarité sur la fortune).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 762) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de Mme Nathalie Goulet (encadrement des décisions d'attribution de la dotation globale d'équipement). - **Article 2 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 767) : réponse à M. Jacques Muller à propos de la prise en compte de l'écologie dans le plan de relance. (p. 768) : son amendement n° 88 ; adopté. - **Article 3 et état B** (*Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général*) (p. 773, 779) : son amendement n° 87 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 80 de M. Jacques Muller, n° 29 de M. Serge Dassault et n° 6 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 783) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 68 de M. Bernard Vera (modification des règles de fixation du taux du livret A). - **Article 5** (*Garantie de l'Etat relative aux partenariats public-privé, PPP*) (p. 784) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 59 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 786, 789) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de Mme Nicole Bricq (interdiction pour les entreprises bancaires ayant bénéficié de mesures de soutien de distribuer des dividendes à leurs actionnaires au titre de l'année 2008), n° 35 de M. Gérard Longuet (éligibilité au nantissement des prêts à la consommation consentis par des établissements de crédit à des résidents de l'Union européenne), de M. Thierry Foucaud n° 65 (encadrement de l'aide de l'Etat aux établissements bancaires), n° 66 (encadrement de l'aide de l'Etat aux établissements bancaires) et n° 73 (soumission des conventions réglementées à l'accord du comité d'entreprise), n° 64 de M. Bernard Vera (relèvement du plafond du livret de développement durable) et n° 77 de Mme Nathalie Goulet (présentation au Parlement des comptes de l'Etat actionnaire). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 795, 797) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 36 de M. Jean Arthuis (création en 2009 d'une contribution de 100 millions d'euros à la charge des caisses de congés payés des ouvriers du bâtiment et des travaux publics) et n° 84 de la commission (relèvement du plafond de la réduction de l'ISF au titre de la souscription au capital des sociétés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 801) : remerciements.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)**. - (22 janvier 2009) - **Demande de priorité** (p. 801) : accepte la demande de priorité de la commission portant sur l'amendement n° 75 de M. Michel Mercier tendant à insérer un article additionnel après l'article 5 ter. - **Question préalable** (p. 804) : avis du Gouvernement sur la motion n° 127 de Mme Odette Terrade tendant à poser la question préalable. - **Article additionnel après l'article 5 ter (priorité)** (p. 807, 809) : sur l'amendement n° 75 de M. Michel Mercier (déclaration d'intérêt général de l'ensemble des stades, des enceintes sportives et de leurs équipements connexes) qu'il accepte, son sous-amendement n° 143 ; adopté. - **Article 1er** (*Dérogation temporaire aux règles de construction en limite séparative prévues par les plans locaux d'urbanisme*) (p. 812) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de M. Yannick Botrel, n° 112 de M. Bernard Vera, n° 65 de M. Charles Revet, n° 13 et 14 de la commission des lois saisie pour avis et n° 1 de la commission. Son amendement n° 145 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 813, 814) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de M. Charles Revet (modalités de délivrance des permis de construire dans les communes ne disposant pas de plan d'occupation des sols). - **Article 1er bis** (*Art. L. 123-1, L. 123-18 et L. 123-19 du code de l'urbanisme - Création d'une procédure de modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme*) (p. 814, 815) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 de la commission saisie pour avis et n° 63 et 70 de M. Charles Revet.

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2009) - **Article 2** (*Art. L. 240-2 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Mobilisation des terrains publics dans le cadre d'opérations d'intérêt national*) (p. 831) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 30 et 31 de M. Yannick Botrel, n° 113 de Mme Odette Terrade et n° 88 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 832, 834) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Vera n° 114 (augmentation de ressources destinées au financement du logement social), n° 115 (accroissement du plafond du dépôt sur les livrets de développement durable) et n° 118 (précision). - **Article 2 bis** (*Art. L. 433-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Acquisition de logements en VEFA par les organismes HLM*) (p. 836) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32, 33 et 34 de M. Yannick Botrel. - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 837, 839) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 98 de M. Jacques Gautier (extension à l'Etat et à ses établissements publics de la possibilité de conclure des baux emphytéotiques administratifs sur le domaine public), n° 47 de M. Daniel Raoul (amélioration du dispositif "Scellier" en faveur

de la relance de la construction), n° 35 de M. Yannick Botrel (entrée en vigueur au 1er avril 2009 des dispositions de la loi de modernisation de l'économie transférant du préfet au maire la compétence de délivrer les autorisations préalables de changement d'usage de logements) ainsi que sur les amendements identiques n° 36 de M. Yannick Botrel et n° 137 de la commission (réduction des délais de versement des aides de l'Agence nationale de l'habitat aux propriétaires privés pour permettre d'accélérer les mises en chantier). Sur l'amendement n° 35 précité, son sous-amendement n° 139 ; adopté. - **Article 2 ter** (Art. L. 522-2, L. 523-7, L. 523-9, L. 523-10 et L. 524-7 du code du patrimoine - Raccourcissement des délais en matière d'archéologie préventive) (p. 844, 845) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 99 de Mme Odette Terrade, n° 110 de M. Ivan Renar, n° 60 et 61 de M. Yves Dauge, n° 55 et 56 de M. Jacques Legendre, n° 81 et 78 de M. Albéric de Montgolfier, et n° 94 de M. Daniel Dubois. Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Yves Dauge. Service d'archéologie municipal d'Orléans. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 846) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 125 de M. Yann Gaillard (création d'un nouveau type de contrat pour les grands travaux). - **Article 2 quater** (Calcul et encaissement des cotisations sociales des auto-entrepreneurs relevant des professions libérales non réglementées) (p. 848) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de la commission, n° 37 de M. Yannick Botrel, et n° 111 de M. Thierry Foucaud. - **Article 3 A** (Délégation à l'exécutif d'une collectivité territoriale de la faculté de passer des marchés publics sans limite de montant) (p. 850) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 3 B** (Art. 432-14 du code pénal - Modification de la définition du délit de favoritisme) (p. 853) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de la commission, n° 39 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 101 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 3 C** (Art. 8-1 [nouveau] de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et à la régularité des procédures de marchés - Publication de la liste des marchés publics et de leurs attributaires) (p. 855) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de la commission. - **Article 3** (Art. L. 313-29-1 du code monétaire et financier - Amélioration du régime de la cession de créance réservée aux contrats de partenariat) (p. 859, 860) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 40, 41 et 42 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 102 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 18 de la commission des lois saisie pour avis, et n° 5 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 861, 862) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 23 (mesure en faveur du cofinancement entre le partenaire privé et la puissance publique), n° 24 (traitement fiscal des cessions de créances détenues sur les personnes publiques) et n° 25 (éligibilité des baux emphytéotiques administratifs au FCTVA). - **Article 3 bis** (Possibilité pour les candidats à un contrat de partenariat de présenter des offres finales sans bouclage financier définitif) (p. 863) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 129 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 6 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 864) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 97 de M. Jacques Gautier (extension de la qualité d'expropriant pour cause d'utilité publique aux titulaires de contrats de partenariat). - **Article 4** (Art. 25 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat - Procédure négociée et entités adjudicatrices) (p. 865) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 103 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 865, 867) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de M. Denis Badré (extension du champ de l'article 25-1 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 à tous types de participation financière, y compris les redevances), n° 83 de M. Albéric de Montgolfier (présentation au Parlement d'un rapport gouvernemental annuel sur l'utilisation des crédits de paiement affectés aux monuments historiques), et de M. Yann Gaillard n° 43 (possibilité pour les associations d'amis des monuments historiques de recevoir des petits dons dans la limite de 10 000 euros par association et par an) et n° 44 (extension, sous certaines conditions, des règles du mécénat aux monuments historiques privés). (p. 867) : son amendement n° 142 : assouplissement des conditions relatives à l'absence

d'exploitation commerciale nécessaire à l'éligibilité du mécénat lorsque l'entretien des monuments privés conduit à procéder à des travaux de grande ampleur ; adopté. - **Article 5** (Art. L. 6148-6 du code de la santé publique - Etablissements publics de santé et report de déclassement) (p. 869) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 130 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 104 de M. Guy Fischer et n° 116 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 870) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 117 de M. Jack Ralite (mesures en faveur de la diversité des investissements privés dans le domaine audiovisuel). - **Article 5 bis** (Art. L. 626-6 du code de commerce - Facilitation de la remise de créances de l'Etat aux entreprises en difficulté) (p. 871, 872) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 131 de M. Yannick Botrel. - **Article 5 ter** (Art. L. 1311-2 et L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales - Facilitation de la réalisation de grands équipements sportifs) (p. 874) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 132 de M. Yannick Botrel. - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 874, 875) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de M. Philippe Dominati (possibilité de conclure des partenariats avec des opérateurs de paris sportifs en ligne) et n° 85 de M. Bruno Gilles (possibilité de passer une convention d'occupation temporaire du domaine public comportant des obligations de service public pour l'exploitation d'un circuit automobile homologué pour la Formule 1). - **Article 5 quater** (Art. L. 642-3 du code du patrimoine - Substitution d'un avis simple à l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France) (p. 879) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 de M. Yves Dauge, n° 105 de M. Gérard Le Cam et n° 7 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 881, 885) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 136 (mesures en faveur de l'installation de la fibre optique dans les réseaux publics affectés à la distribution d'énergie ou d'eau) et n° 71 (simplification de procédure pour tout opérateur partageant une installation déjà autorisée au titre de la servitude électrique), de M. Albéric de Montgolfier n° 91 (possibilité d'intégrer à l'assiette des concessions autoroutières existantes trois types d'ouvrages autoroutiers réputés favoriser l'amélioration des structures de transport dans l'environnement) et n° 120 (augmentation du seuil au-delà duquel une enquête publique "Bouchardeau" est nécessaire pour réaliser des travaux d'équipements en matière de transports collectifs), ainsi que sur les amendements portant sur le même objet n° 73 de M. Jacques Gautier et n° 92 de M. Albéric de Montgolfier (prolongation par avenant d'un an des contrats de concession autoroutière en échange de la réalisation de travaux d'insertion dans l'environnement et de sécurité). - **Division additionnelle avant l'article 5 quinquies** (p. 885) : favorable à l'amendement n° 8 de la commission (réorganisation de l'architecture du projet de loi). - **Article 5 quinquies** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'accès des entreprises aux appels publics à la concurrence) (p. 885) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 5 sexies** (Elargissement du classement en grands crus ou premiers grands crus) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 106 de M. Gérard Le Cam. - **Intitulé du titre III** (Habitations) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission (conséquence). - **Article 6** (Habilitation du Gouvernement à proposer par ordonnance un régime d'autorisation simplifiée des installations classées) (p. 889) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 133 de M. Yannick Botrel, n° 107 de Mme Évelyne Didier et n° 10 de la commission. - **Article 6 bis** (Art. L. 511-1 du code de l'environnement - Intégration des paysages parmi les critères des installations classées) (p. 890) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 134 de M. Yannick Botrel. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 891) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 74 de M. Dominique Leclerc (sécurisation d'une procédure de remembrement réalisée dans le département d'Indre-et-Loire pour la construction de l'autoroute A28). - **Article 6 quater** (Art. L. 461-4 du code de commerce - Ratification de l'ordonnance portant modernisation de la régulation de la concurrence) (p. 894) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 108 de M. Bernard Vera, n° 11 de la commission et n° 95 de M. Jacques Gautier. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 895) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 84 de M. Charles Guené

(maintien de la gouvernance actuelle du FONPEL). - **Article 8** (*Habilitation du Gouvernement à adopter par voie d'ordonnance la partie législative du code de la commande publique*) (p. 897) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 135 de M. Yannick Botrel, n° 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 20 de la commission des lois saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 897, 900) : son amendement n° 126 : habilitation du Gouvernement à prendre les dispositions législatives nécessaires à la réforme du CNASEA, de l'Agence unique de paiement et des offices agricoles ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 90 de M. Dominique Leclerc (report de la limite d'âge des présidents de conseil d'administration des établissements publics de l'Etat), n° 96 de M. Jacques Gautier (suppression de l'avis obligatoire de la commission d'appel d'offres pour les avenants aux marchés en cours) et de la commission n° 12 (conséquence) et n° 138 (reconnaissance des diplômes obtenus dans un Etat tiers). - **Intitulé du projet de loi** (p. 901) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 119 de Mme Odette Terrade (nouvel intitulé du texte - projet de loi portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés et au développement

de l'économie de marché). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 903, 904) : remerciements.

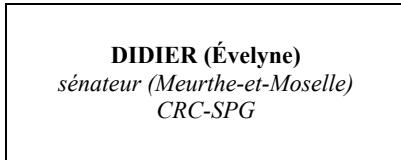
- *Commission mixte paritaire* [n° 187 (2008-2009)] - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1202, 1203) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1212) : son amendement n° 1 : dans le cadre des partenariats public-privé, possibilité de soumettre des offres sur la base d'un financement aux modalités ajustables ; adopté. - **Article 3 ter** : son amendement n° 2 ; adopté. - **Article 8** : son amendement n° 4 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Plan de relance de l'économie

- (4 décembre 2009) (p. 12075, 12077) : son intervention.



DIDIER (Évelyne)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-présidente de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis vice-présidente le 7 octobre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'eau.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009 ; puis vice-présidente le 10 novembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 940, 942) : son intervention. - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 983) : son amendement n° 245 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 2** (*Lutte contre le changement climatique*) (p. 1001, 1005) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 316 de M. Daniel Raoul. Son amendement n° 246 ; rejeté. - **Article 5** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 1035, 1036) : intervient sur l'amendement n° 173 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7** (*Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme*) (p. 1082) : son amendement n° 247 ; adopté. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1144) : défavorable à l'amendement n° 42 de la commission.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 13** (*Transports en Ile-de-France*) (p. 1253) : son amendement n° 203 ; rejeté. - **Article 14** (*Art. 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Objectifs de la politique des transports*) (p. 1258, 1259) : ses

amendements n° 204 ; rejeté ; et n° 205 ; retiré. - **Article 15** (*Art. 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 - Schéma national des infrastructures de transport*) (p. 1262) : son amendement n° 207 ; devenu sans objet. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1270) : parole sur l'article. (p. 1278) : sur l'amendement n° 58 de la commission, son sous-amendement n° 766 ; retiré. (p. 1280) : son amendement n° 263 ; retiré. - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 1286, 1289) : favorable à l'amendement n° 648 de M. Jacques Muller. Son amendement n° 264 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1322) : parole sur l'article. (p. 1327) : le groupe CRC-SPG s'abstient sur l'amendement n° 515 de M. Marcel Deneux. (p. 1328, 1329) : votera l'amendement n° 524 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1341) : son amendement n° 210 ; devenu sans objet. (p. 1348) : votera le sous-amendement n° 797 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 61 de la commission. - **Article 21** (*Élaboration de la trame verte et bleue*) (p. 1352) : son amendement n° 211 ; devenu sans objet. - **Article 24** (*Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau*) (p. 1364) : parole sur l'article. (p. 1366, 1368) : son amendement n° 212 ; retiré. (p. 1369) : son amendement n° 213 ; retiré. - **Article 25** (*Réduction de la présence dans les milieux aquatiques des substances dangereuses prioritaires*) (p. 1375) : parole sur l'article. (p. 1376) : ses amendements n° 215 et 216 ; retirés. - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 1377) : son amendement n° 217 : protection des habitats et des espèces dans les sites retenus dans le cadre de la mise en place du réseau Natura 2000 ; rejeté. - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 1378) : parole sur l'article. Son amendement n° 218 ; retiré. (p. 1380) : son amendement n° 219 ; retiré. (p. 1383, 1384) : intervient sur l'amendement n° 218 précité.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (19 mai 2009) - **Article additionnel après l'article 8 ter (précédemment réservé)** (p. 4858) : soutient l'amendement n° 572 de M. François Autain (mesures en faveur de la transparence de la rémunération de certains praticiens hospitaliers) ; retiré.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6539, 6540) : son intervention. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 6554, 6555) : son amendement n° 54 ; rejeté. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 6566) : parole sur l'article. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 6578) : intervient sur l'amendement n° 9 de M. Didier Guillaume. - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 6589, 6590) : son amendement n° 70 ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 6594) : intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Frimat. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Le soutien à la recherche*) (p. 6597) : intervient sur son amendement n° 72. - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 6599) : intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jacques Muller. (p. 6601) : son amendement n° 74 ; rejeté. - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 6604, 6605) : son amendement n° 76 ; rejeté. - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 6614) : son amendement n° 78 ; rejeté. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (*Nouvelle forme de gouvernance*) (p. 6617) : son amendement n° 81 ; retiré. - **Article 45** (*Informations et enquêtes publiques en matière environnementale*) (p. 6619) : son amendement n° 83 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6622) : son intervention. S'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7479, 7482) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7556, 7557) : soutient

l'amendement n° 183 de Mme Annie David (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir social) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 7563) : défavorable à l'amendement n° 223 de M. Thierry Repentin (répartition des économies réalisées entre la baisse des charges pour le locataire et le retour sur investissement pour le propriétaire). - **Article 4** (art. L. 111-6-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Inopposabilité des règles d'urbanisme relatives à l'aspect extérieur des bâtiments lorsque la construction utilise des énergies renouvelables) (p. 7566) : favorable à l'amendement n° 228 de M. Thierry Repentin. - **Article 5** (Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement) (p. 7569, 7570) : son amendement n° 187 ; retiré. (p. 7575, 7576) : son amendement n° 186 ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 121-9 et L. 121-9-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Qualification de projet d'intérêt général de certaines mesures de mise en œuvre des DTA) (p. 7588) : son amendement n° 189 ; rejeté. (p. 7590) : intervient sur l'amendement n° 38 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7631) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 71 de la commission de la culture saisie pour avis. (p. 7637) : intervient sur l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° 73 (amélioration de l'insertion paysagère des dispositifs publicitaires aux entrées des villes). - **Article 9** (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale) (p. 7644) : intervient sur l'amendement n° 205 de M. Hervé Maurey. (p. 7674) : intervient sur l'amendement n° 264 de M. Jean-Paul Emorine. (p. 7679, 7683) : ses amendements n° 190 et 191 ; retirés. - **Article 10** (Chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Renforcement des plans locaux d'urbanisme) (p. 7694) : son amendement n° 194 ; devenu sans objet. - **Article 11** (art. L. 128-1, L. 128-2 et L. 128-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - Autorisation de dépassement des règles densité de construction pour les bâtiments particulièrement performants en matière énergétique) (p. 7705) : intervient sur l'amendement n° 214 de M. Jacques Muller. - **Article 13** (Habilitation du Gouvernement à simplifier le code de l'urbanisme) (p. 7710) : son amendement n° 198 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 7718) : son amendement n° 199 : révision de la procédure d'acquisition par préemption au profit des départements ; retiré. - **Article 15 bis (Nouveau)** (art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - Travaux nécessaires aux activités agricoles dans les zones soumises à la loi littorale) (p. 7720) : votera l'amendement n° 159 du Gouvernement. - **Article 14 (précédemment réservé)** (art. L. 642-3 du code du patrimoine - Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP) (p. 7726) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 364 de la commission.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Article 22** (Ordonnance n° 2005-898 du 2 août 2005 - Ratification de l'ordonnance relative aux voies ferrées) (p. 8024) : favorable à l'amendement n° 451 de Mme Mireille Schurch.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 23** (Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie) (p. 8054, 8059) : ses amendements n° 380 ; adopté ; et n° 379 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8062) : intervient sur l'amendement n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques). - **Article 25** (art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables) (p. 8070) : le groupe CRC-SPG votera contre les amendements identiques n° 466 de M. Xavier Pintat et n° 515 de M. Jean-Claude Merceron. - **Article 26** (Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux) (p. 8076,

8077) : son amendement n° 381 ; rejeté. - **Article 27** (art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie) (p. 8085, 8092) : ses amendements n° 382, 384 et 383 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8136) : son amendement n° 388 : rapport d'évaluation de l'ensemble des mesures de soutien au développement des énergies renouvelables ; retiré. - **Article 36** (art. L. 254-1 à L. 254-12 [nouveau] du code rural - Encadrement des activités de vente, d'application et de conseil des produits phytopharmaceutiques) (p. 8145, 8146) : défavorable à l'amendement n° 590 de la commission et favorable à l'amendement n° 762 de Mme Odette Herviaux. Son amendement n° 389 ; adopté. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 253-7 et L. 253-17 du code rural - Interdiction de la publicité sur les produits phytopharmaceutiques à destination des jardiniers amateurs) (p. 8155, 8156) : son amendement n° 390 ; devenu sans objet. - **Article 40 bis (Nouveau)** (art. L. 253-3 du code rural - Dérogations à l'interdiction d'épandage aérien de produits phytopharmaceutiques) (p. 8160, 8161) : son amendement n° 391 ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 8162) : intervient sur l'amendement n° 894 du Gouvernement (dans le cadre du plan Écophyto, possibilité pour l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques d'apporter des concours financiers aux personnes publiques ou privées). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau] du code rural - Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles) (p. 8163) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 8171) : son amendement n° 392 : ajout d'un volet consacré à l'agriculture biologique dans le programme de formation des lycées agricoles ; retiré. - **Article 44** (art. L. 123-4 du code rural - Versement d'une soule en cas d'échange de parcelles certifiées en agriculture biologique) (p. 8173) : son amendement n° 393 ; adopté. - **Article 45** (art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Constitution d'une trame verte et bleue) (p. 8181, 8186) : ses amendements n° 394 et 397 ; adoptés ; et n° 396 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 47** (art. L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 du code de l'environnement - Plans nationaux d'action pour la conservation ou le rétablissement des espèces) (p. 8206) : son amendement n° 400 ; retiré. - **Article 48** (art. L. 414-9 et L. 414-10 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des plans nationaux d'action pour la protection des espèces menacées et des conservatoires botaniques nationaux) (p. 8211) : son amendement n° 401 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 8227, 8228) : ses amendements portant sur le même objet n° 404, 405 et 406 : modification du cadre juridique de la prise des décisions concernant la création et la gestion des réserves naturelles régionales ; rejetés. - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-4 et L. 213-2 du code de l'environnement, art. 83 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coopération intercommunale dans le domaine de l'eau) (p. 8234) : intervient sur l'amendement n° 798 de M. Paul Raoult. - **Article 57** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 1331-1-1 et L. 1331-6 du code de la santé publique - Contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes) (p. 8243) : intervient sur l'amendement n° 802 de M. Paul Raoult. - **Article 58** (art. L. 2224-5, L. 2224-7-1 et L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 213-10-9 et L. 213-14-1 du code de l'environnement - Inventaire des réseaux de distribution d'eau des collectivités et incitation à la réduction des fuites en réseaux) (p. 8247, 8249) : son amendement n° 402 ; rejeté. (p. 8250) : son amendement n° 403 ; rejeté. - **Article 61 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41 et 43 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Conseil national de la mer et du littoral) (p. 8266) : son amendement n° 408 ; retiré. - **Article 71** (art. L. 221-3 et art. L. 221-7 et L. 221-8 [nouveaux] du code de

l'environnement - Principe d'une surveillance de la qualité de l'air intérieur) (p. 8282) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques) (p. 8299) : intervient sur l'amendement n° 640 de M. Jacques Muller. (p. 8302) : favorable à l'amendement n° 453 de Mme Mireille Schurch. - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8320) : s'abstient sur l'amendement n° 880 du Gouvernement (prévention des endommagements de canalisation). (p. 8323) : intervient sur l'amendement n° 934 de la commission (définition d'un cadre réglementaire pour les ouvrages de protection contre les inondations). (p. 8328) : doute quant à l'examen en commission de tous les amendements portant article additionnel après l'article 81. - **Article 82** (art. L. 214-12 du code monétaire et financier - *Prise en compte par les gérants de portefeuilles des préoccupations de développement durable*) (p. 8330) : parole sur l'article. - **Article 83** (art. L. 225-102-1 et L. 823-16 du code de commerce, art. L. 114-7 du code de la mutualité, art. L. 511-35 du code monétaire et financier, art. L. 322-26-2-2 du code des assurances, art. L. 524-2-1 du code rural et art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - *Obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental*) (p. 8331, 8339) : ses amendements n° 427 et 426 ; retirés. - **Article 84** (art. L. 223-3 du code de commerce et art. L. 512-17 du code de l'environnement - *Renforcement de la responsabilité de la société-mère en cas de pollution grave causée par une de ses filiales*) (p. 8341) : son amendement n° 428 ; devenu sans objet. (p. 8550) : ses amendements n° 429 et 430 ; devenus sans objet. - **Article 86** (art. L. 122-1, L. 122-1-1 [nouveau], L. 122-2, L. 122-3 et art. L. 122-3-1 à L. 122-3-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Renforcement des études d'impact*) (p. 8361) : son amendement n° 431 ; rejeté. - **Article 90** (art. L. 123-1 à L. 123-19 du code de l'environnement - *Simplification des procédures d'enquête*) (p. 8368, 8370) : ses amendements n° 432 ; retiré ; et n° 436 ; adopté. - **Article 94** (*Divers codes modifiés - Mesures de rattachement des enquêtes concernant des décisions ayant trait à l'environnement à l'enquête publique du type "Bouchardeau"*) (p. 8375) : ses amendements n° 433, 435 et 434 ; rejetés. - **Article 98** (art. L. 141-3 [nouveau] du code de l'environnement - *Définition des critères de représentativité des acteurs environnementaux*) (p. 8383, 8384) : son amendement n° 437 ; retiré. - **Division et articles additionnels après l'article 100** (p. 8388, 8389) : ses amendements n° 440 : cadre de référence pour les projets territoriaux de développement durable ; et n° 439 : nouvelle division - Projets territoriaux de développement durable ; adoptés. - **Article 102 (Texte non modifié par la commission)** (*Autoriser le Gouvernement à modifier le code de l'environnement par ordonnance*) (p. 8392) : son amendement n° 438 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article 79** (art. L. 541-14-1 et L. 655-6-1 [nouveaux] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 du code général des collectivités territoriales - *Plan départemental de traitement des déchets issus des chantiers du BTP*) (p. 8463) : ses amendements n° 418 ; rejeté ; n° 419 ; adopté ; et n° 417 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 80** (p. 8466, 8467) : ses amendements n° 423 : inscription du principe d'"éco-conception" dans la loi ; adopté ; n° 422 : application de la contribution prévue à l'article L. 541-10 du code de l'environnement aux journaux gratuits distribués dans les lieux publics ; n° 424 : information des consommateurs sur le montant de la contribution, prévue à l'article L. 541-10 du code de l'environnement, versée par le producteur ; retirés. - **Article additionnel après l'article 81** (p. 8468) : son amendement n° 425 : compensation financière du coût de pilotage du plan de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics de services de l'Etat à la charge des départements ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8473, 8474) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9284, 9285) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9385, 9386) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Claude Danglot (demande de renégociation des directives européennes sur la libéralisation du secteur postal) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Mission d'aménagement du territoire*) (p. 9706) : parole sur l'article. - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Contrat d'entreprise Etat-La Poste*) (p. 9722) : soutient l'amendement n° 236 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 5** (art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Composition du conseil d'administration*) (p. 9727, 9728) : parole sur l'article. (p. 9734) : soutient l'amendement n° 65 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Nomination du président du conseil d'administration de La Poste*) (p. 9739) : sur l'amendement n° 629 de la commission, soutient le sous-amendement n° 637 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9743, 9744) : sur l'amendement n° 338 de M. Michel Teston, soutient le sous-amendement n° 638 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Statut des fonctionnaires de La Poste*) (p. 9759) : parole sur l'article. (p. 9762) : intervient sur les amendements n° 67 de M. Jean-Claude Danglot, n° 299 de M. Jean Desessard et n° 496 de M. Michel Teston. (p. 9763) : soutient l'amendement n° 558 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9765, 9766) : soutient l'amendement n° 233 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9766) : soutient l'amendement n° 232 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Agents contractuels*) (p. 9782) : soutient l'amendement n° 260 de M. Jean-Claude Danglot ; devenu sans objet. (p. 9785) : soutient l'amendement n° 561 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Intéressement et épargne salariale*) (p. 9803) : soutient l'amendement n° 254 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 12** (*Dispositions diverses de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes*) (p. 9820) : intervient sur les amendements n° 72 de M. Jean-Claude Danglot, n° 312 de M. Jean Desessard et n° 515 de M. Michel Teston. (p. 9822) : soutient l'amendement n° 75 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9824) : soutient l'amendement n° 78 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9826) : soutient l'amendement n° 83 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9827) : soutient l'amendement n° 565 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9828) : soutient l'amendement n° 88 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11758) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11773, 11774) : sa question et sa réplique.

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11784) : intervient sur l'amendement n° II-150 du Gouvernement.

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11923, 11924) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 12737) : intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Raoul. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12754, 12757) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 24 (pour les élections locales, octroi du droit de vote et d'éligibilité ressortant de l'Union européenne et aux étrangers résidant en France depuis plus de cinq ans) ; et n° 27 (renforcement du pluralisme dans les conseils généraux et régionaux) ; rejetés.

DINI (Muguette)
sénateur (Rhône)
UC

NOMINATIONS

Présidente de la commission des affaires sociales à partir du 8 juillet 2009 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 juillet 2009.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 8 juillet 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre ès qualités du Conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance-maladie le 8 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1800, 1802) : parole sur l'article. - **Article 1er** (*Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus*) (p. 1817) : soutient l'amendement n° 24 de Mme Françoise Férat ; retiré. - **Article 2** (*Entrée en vigueur des dispositions de l'article 1er*) (p. 1824) : soutient l'amendement n° 2 de M. Nicolas About ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1827) : votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Commission mixte paritaire [n° 121 (2008-2009)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2125, 2126) : son intervention. Le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2285, 2286) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes** - (19 mars 2009) (p. 3210, 3211) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3801) : favorable à l'amendement n° 5 de M. Daniel Soulage (mise en place d'une base juridique à l'activité de moto taxi).

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3983, 3984) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (30 avril 2009) (p. 4120) : au nom de la commission des affaires sociales, son intervention sur la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4392, 4394) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-*

6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé) (p. 4641) : votera l'amendement n° 612 de M. Jean-Pierre Chevènement.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 5094) : soutient les amendements de M. Jean-Marie Vanlerenberghe n° 1142 et 1143 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 5345, 5346) : son amendement n° 217 ; retiré. Soutient l'amendement n° 218 de M. Jean Arthuis ; adopté. - **Article 17 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4011-1 à L. 4011-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Coopération entre les professionnels de santé) (p. 5358) : son amendement n° 219 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - Extension des missions des sages-femmes) (p. 5691) : parole sur l'article. - **Article 22 septies (Texte modifié par la commission)** (art. 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Formation des psychothérapeutes) (p. 5707) : soutient l'amendement n° 222 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 22 ter (précédemment réservés)** (p. 5748) : intervient sur le sous-amendement n° 1372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 795 de Mme Jacqueline Chevé (possibilité pour les pharmaciens de dispenser, sur présentation d'une ordonnance périmée, des médicaments contraceptifs oraux nécessaires à la poursuite du traitement). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5788, 5789) : une très large majorité des membres du groupe UC votera ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de Mme Bernadette Dupont sur le plan autisme 2008-2010** - (11 juin 2009) (p. 5972, 5973) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6028, 6029) : son intervention. - **Article 4** (art. L. 311-8 à L. 311-17 du code de la consommation - Explications fournies à l'emprunteur et évaluation de sa solvabilité) (p. 6064) : son amendement n° 96 ; adopté. (p. 6066, 6067) : intervient sur son amendement n° 96 précité. - **Article 5** (art. L. 311-11 à L. 311-17 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit) (p. 6072, 6073) : son amendement n° 95 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6078) : son amendement n° 92 : encadrement de la distribution et de l'utilisation du crédit revolving ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Article 21** (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2 nouveau, et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement) (p. 6137) : son amendement n° 90 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6156, 6157) : favorable à ce texte.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6509, 6510) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 7046, 7047) : son intervention.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi**

que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)] - (21 juillet 2009) - présidente de la commission des affaires sociales - **Organisation de la discussion** (p. 7199) : demande de la discussion disjointe des amendements de suppression partielle portant sur l'article 2 de la proposition de loi relative au repos dominical ; disjonction ordonnée.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7365) : remerciements.

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8829, 8831) : son intervention.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 8921) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - présidente de la commission des affaires sociales - **Organisation des débats** (p. 9998) : son intervention.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Organisation des débats** (p. 10071) : favorable à la demande de priorité du Gouvernement.

Troisième partie :

- (13 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 10213) : intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (extension de l'assiette de la CSG). - **Article 21 et annexe C (Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)** (p. 10228) : position de la commission sur les amendements n° 528 et 529 du Gouvernement. - **Article 22 (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base)** (p. 10230) : position de la commission sur l'amendement n° 530 du Gouvernement. - **Article 23 (Approbation du tableau d'équilibre du régime général)** : position de la commission sur l'amendement n° 531 du Gouvernement.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10321) : position de la commission sur l'amendement n° 307 de M. François Autain (droit de veto de la sécurité sociale sur certains médicaments jugés inefficaces). - **Organisation des débats** (p. 10334).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Article 34 (Contributions des régimes obligatoires d'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2010)** (p. 10383) : sur l'amendement n° 24 de la commission, position de la commission sur le sous-amendement n° 514 du Gouvernement. - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse) (p. 10412, 10413) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10435) : position de la commission sur l'amendement n° 414 de M. Dominique Leclerc (régime de l'auto-entrepreneur). - **Article additionnel après l'article 58 (priorité)** (p. 10471) : remerciements. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10483) : sur l'amendement n° 34 de la commission (sécurisation des regroupements d'assistants maternels), défavorable au sous-amendement n° 534 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10496) : remerciements.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15,

L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - *Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique* (p. 10570) : soutient les amendements n° 1 et 2 de M. Nicolas About ; adoptés.

- Présidente de la commission des affaires sociales (p. 10573) : son amendement n° 22 ; retiré. - **Article 2** (art. L. 1121-16-1 du code de la santé publique - *Définition des recherches interventionnelles à finalité non commerciale*) (p. 10576) : soutient l'amendement n° 3 de M. Nicolas About ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10584) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) (p. 12110, 12111) : son intervention.

Ville et logement

- (4 décembre 2009) - présidente de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 12133) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12479, 12480) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12713, 12714) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13207, 13208) : son intervention.

DOLIGÉ (Éric)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics ; puis membre titulaire le 30 septembre 2009.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale le 17 février 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 496 (2007-2008)] pour le développement économique des outre-mer [n° 232 tome 1 (2008-2009)] (19 février 2009) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 496 (2007-2008)] pour le développement économique des outre-mer [n° 232 tome 2 (2008-2009)] (19 février 2009) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour le développement économique des outre-mer [n° 379 (2008-2009)] (5 mai 2009) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information outre mer : Les DOM, défi pour la République, chance pour la France, 100 propositions pour fonder l'avenir (volume 1, rapport) [n° 519 tome 1 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information outre mer : Les DOM, défi pour la République, chance pour la France, 100 propositions pour fonder l'avenir (volume 2, comptes rendus des auditions et des déplacements de la mission) [n° 519 tome 2 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget**.

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Outre-mer [n° 101 tome 3 annexe 18 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 14** (art. 98-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Coordination relative à la diffusion satellitaire de la télévision numérique*) (p. 282) : intervient sur l'amendement n° 24 de la commission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 759) : défavorable à l'amendement n° 12 de M. Yann Gaillard (attribution d'une dotation exceptionnelle à l'Institut national de recherches archéologiques préventives). - **Article 3 et état B** (*Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général*) (p. 774) : intervient sur l'amendement n° 87 du Gouvernement. (p. 780) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 784, 786) : son amendement n° 37 : crédit d'impôt pour les travaux de remise en état des résidences principales envisagées par la sécheresse de 2003 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 796, 797) : soutient l'amendement n° 78 de M. Henri de Raincourt (relèvement des plafonds des aides de l'Etat aux entreprises) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 800) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (3 février 2009) - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 1384) : intervient sur les amendements n° 187 de M. Jacques Mézard,

n° 465 de M. Roland Courteau et n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (4 mars 2009) - **Article 13** (*Aide en nature pour les détenus les plus démunis*) (p. 2388, 2389) : intervient sur l'amendement n° 20 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 2695, 2696) : son intervention. - **Question préalable** (p. 2737) : position de la commission sur la motion n° 420 tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2740) : position de la commission sur la motion n° 423 tendant au renvoi à la commission. - **Titre 1er A** (*Soutien au pouvoir d'achat*) (p. 2742) : position de la commission sur l'amendement n° 157 de Mme Nicole Bricq. - **Article 1er A** (*Réglementation des prix des produits de première nécessité*) (p. 2746, 2749) : position de la commission sur les amendements n° 390 du Gouvernement, n° 158 et 348 de M. Claude Lise, n° 302 de M. Robert Laufoaulu, n° 375 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 425 de M. Robert Laufoaulu. - **Article 1er** (*Abattement sur les bénéficiaires de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2758, 2761) : position de la commission sur les amendements n° 34 de Mme Marie-France Beaufills, n° 340 de M. Serge Larcher, n° 161 de M. Jacques Gillot, n° 251 et 26 de Mme Lucette Michaux-Chevry, n° 162 de M. Georges Patient, n° 236 de Mme Gélita Hoarau, et n° 376 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2788) : position de la commission sur l'amendement n° 42 de Mme Gélita Hoarau (alignement du régime fiscal des fonds d'investissement de proximité de la Réunion sur celui applicable en Corse depuis 2007). - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2792, 2798) : position de la commission sur les amendements n° 43 et 44 de Mme Marie-France Beaufills, n° 108 et 109 de M. Clause Lise, n° 9 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 272 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 391 du Gouvernement, n° 282 de Mme Anne-Marie Payet, n° 17 de Mme Lucette Michaux-Chevry, n° 107 de M. Serge Larcher, n° 106 de M. Georges Patient. Sur l'amendement n° 272 précité, son sous-amendement n° 438 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2805, 2808) : position de la commission sur les amendements n° 323 de M. Jacques Gillot (exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les petits exploitants agricoles), n° 393 du Gouvernement (taux d'exonération de 80 % pour les exploitants agricoles sur la part communale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) et n° 114 de M. Serge Larcher (extension des mesures d'abattement de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les zones franches d'activité à la taxe foncière sur les propriétés non bâties). - **Article 4** (*Durée d'application des exonérations de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties dans le cadre des zones franches d'activités*) (p. 2809) : position de la commission sur n° 46 de Mme Marie-France Beaufills, n° 380 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 166 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2815, 2821) : position de la commission sur les amendements n° 48 de Mme Marie-France Beaufills, n° 174 de M. Richard Tuheiava, n° 403 du Gouvernement, n° 170, 171, 178, 179 et 180 de M. Georges Patient, n° 268 et 265 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 217, 204 et 219 de M. Gaston Flosse. - **Article 6** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés pour les investissements productifs*) (p. 2835) : position de la commission sur les amendements n° 49 de Mme Marie-France Beaufills, n° 177 de M. Georges Patient, n° 50 de Mme Gélita Hoarau, n° 406 et 405 du Gouvernement, n° 223 et 224 de M. Gaston Flosse, et sur le sous-amendement n° 432 de M. Richard Tuheiava portant sur l'amendement n° 405 précité. - **Article**

additionnel après l'article 6 (p. 2837) : position de la commission sur l'amendement n° 182 de M. Georges Patient (instauration d'un crédit d'impôt sur les sociétés pour les investissements en faveur des entreprises de pêche réalisés dans les départements d'outre-mer). - **Article 7** (*Conditionnement de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés à la conclusion d'une convention fiscale*) (p. 2837) : position de la commission sur les amendements n° 225 de M. Gaston Flosse, n° 414 de M. Robert Laufoaulu et sur le sous-amendement n° 441 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 414 précité. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2838) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 395 (dématérialisation de l'obligation déclarative s'imposant aux monteurs d'opérations de défiscalisation) et n° 396 (attestation du respect des obligations fiscales et sociales pour bénéficiaire du mécanisme de défiscalisation). - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 2843) : position de la commission sur l'amendement n° 184 de M. Jacques Gillot (suppression du mécanisme de dégressivité prévu dans le dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale). - **Article 11** (*Modification du régime des exonérations de charges sociales*) (p. 2844, 2855) : position de la commission sur les amendements n° 188, 189, 338 et 339 de M. Jacques Gillot, n° 263, 262, 261 et 260 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 150, 151, 152, 153, 148 et 149 de M. Daniel marsin, n° 409 et 408 du Gouvernement, n° 186, 187 et 185 de M. Serge Larcher, n° 55 de Mme Marie-France Beauvils, n° 98 de M. Michel Magras, n° 284 de Mme Anne-Marie Payet, n° 367 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, et n° 8 de M. Louis-Constant Fleming. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2863) : position de la commission sur l'amendement n° 197 de M. Serge Larcher (suppression de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité et les médicaments dans les départements et les collectivités d'outre-mer).

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Article 16** (*Création d'un fonds exceptionnel d'investissement outre-mer*) (p. 2898) : position de la commission sur les amendements n° 411 du Gouvernement et n° 199 de M. Georges Patient. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2899, 2907) : position de la commission sur les amendements n° 103 de Mme Lucette Michaux-Chevry (accès des petites entreprises aux appels d'offres), n° 120 de M. Serge Larcher (suppression de la part perçue par l'État sur l'octroi de mer), de M. Jacques Gillot n° 119 (instauration d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines hydrocarbures) et n° 118 (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 444 de Mme Gélita Hoarau. (p. 2909, 2917) : position de la commission sur les amendements de M. Claude Lise n° 121 (instauration d'une taxe sur les jeux au profit des conseils généraux d'outre-mer), n° 122 (compensation des charges supportées par les départements d'outre-mer), n° 342 (étalement des dettes sociales des petites entreprises) et n° 343 (étalement des dettes fiscales des petites entreprises), de M. Jean-Etienne Antoinette n° 256 (exonération de charges sur la sur-rémunération), de Mme Anne-Marie Payet n° 293 (gestion déconcentrée des crédits du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce), n° 295 (rapport au Parlement sur l'écoulement des productions locales ultramarines), n° 297 (prise en compte par UBIFRANCE du positionnement géographique et des collectivités d'outre-mer) et n° 300 (interdiction de la vente de tabac duty free pour les voyageurs en partance et à destination des départements d'outre-mer), et n° 201 de M. Jacques Gillot (plan spécifique à l'outre-mer en faveur de l'emploi des jeunes). - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2934, 2941) : position de la commission sur les amendements n° 100 de M. Michel Magras, n° 227 de M. Gaston Flosse, n° 127 et 129 de M. Serge Larcher, n° 128 de M. Claude Lise, n° 381 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 416 du Gouvernement, n° 352 et 353 de Mme Anne-Marie Payet, n° 266 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 324 de M. Georges Patient, n° 415 de M. Robert Laufoaulu et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 443 du Gouvernement. (p. 2952, 2960) : position de la commission sur les amendements n° 417 de M. Georges Patient, n° 316, 332, 331, 326, 330 et 140 de M. Jacques Gillot, n° 356 de

Mme Anne-Marie Payet, n° 365 et 361 de M. Daniel marsin, n° 23 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 384 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 325 de M. Serge Larcher, n° 210, 209, 211, 212, 213 et 215 de Mme Gélita Hoarau, n° 275 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° 446 du Gouvernement. - **Article 26** (*Création d'un fonds de continuité territoriale*) (p. 2978) : position de la commission sur les amendements n° 144 de M. Jacques Gillot, n° 309, 310, 311, 336 et 320 de M. Robert Laufoaulu, n° 385 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 413 du Gouvernement et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 74 et 73 de Mme Gélita Hoarau, n° 428, 429 et 430 de M. Robert Laufoaulu et n° 434 de M. Daniel marsin. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2988, 2990) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 397 (institut d'émission des départements d'outre-mer) et n° 418 (commission de révision de l'état civil de Mayotte) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 442 de la commission des lois saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2996, 2997) : position de la commission sur les amendements de M. Christian Cointat n° 235 (répartition des membres du comité national des pêches) et n° 319 (régime juridique des terres australes et antarctiques françaises et des eaux territoriales de Mayotte). - **Article 32** (*Habilitation du gouvernement à prendre par ordonnances des mesures nécessaires à l'extension, à l'adaptation ou à l'actualisation de dispositions législatives*) (p. 3001) : position de la commission sur les amendements n° 85, 84 et 86 de Mme Marie-France Beauvils, n° 373 de M. Robert Laufoaulu, n° 436 du Gouvernement, et n° 249 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 33** (*Création d'une Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer*) (p. 3004, 3006) : position de la commission sur les amendements n° 94 et 95 de Mme Marie-France Beauvils, n° 203 de M. Georges Patient, n° 250 de la commission des lois saisie pour avis et n° 371 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

- **Commission mixte paritaire [n° 379 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 4213) : son intervention. - **Article 1er C** (p. 4244) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 1er** (p. 4244) : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 2** (p. 4244) : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 3** (p. 4244) : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Article 5** (p. 4245) : position de la commission sur les amendements n° 5 et 6 du Gouvernement. - **Article 6** : position de la commission sur les amendements n° 7 et 8 du Gouvernement. - **Article 7 ter** : position de la commission sur l'amendement n° 9 du Gouvernement. - **Article 20** : position de la commission sur l'amendement n° 10 du Gouvernement. - **Article 20 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 11 du Gouvernement. - **Article 31 bis** (p. 4246) : position de la commission sur l'amendement n° 12 du Gouvernement.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Article additionnel après l'article 1er H** (p. 7163) : favorable à l'amendement n° 58 du Gouvernement (intervention des collectivités territoriales comme investisseur minoritaire dans des réseaux ouverts de communication électronique). - **Article 1er** (*Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique*) (p. 7168, 7169) : intervient sur l'amendement n° 37 de M. Michel Teston. - **Article 4 ter (Nouveau)** (*art. L. 1425-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit d'accès aux tranchées pour la pose de fibres optiques*) (p. 7182) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8226) : intervient sur l'amendement n° 794 de M. Claude Lise (classement des ravinements dans le domaine public fluvial). - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 8231) : son amendement n° 820 : modification de l'assiette de la taxe sur les boues ; retiré. - **Article 64 bis (Nouveau)** (*art. 68-20-1 du code minier* -

Consultation de la commission départementale des mines sur le schéma minier guyanais (p. 8270, 8271) : favorable aux amendements n° 816, 817, 818 et 819 de M. Georges Patient.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8322, 8323) : favorable à l'amendement n° 934 de la commission (définition d'un cadre réglementaire pour les ouvrages de protection contre les inondations). (p. 8327) : sur l'amendement n° 882 du Gouvernement (transposition de la directive relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation), son sous-amendement n° 923 ; adopté. - **Article 94 ter (Nouveau)** (*Divers codes modifiés - Rattachement de diverses enquêtes publiques au régime du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique*) (p. 8378) : soutient l'amendement n° 575 de M. Jean-Pierre Vial ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 102** (p. 8395) : favorable à l'amendement n° 570 de M. Serge Larher (caractère prioritaire de la coopération régionale en matière d'environnement pour les départements et régions d'outre-mer).

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) - rapporteur de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer (p. 8752, 8755) : présente le point de vue de la mission. (p. 8777, 8778 ; 8780, 8783 ; 8785 ; 8788) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9425) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11257) : intervient sur l'amendement n° I-269 de M. Philippe Dominati (modification du régime d'abattement de l'impôt de solidarité sur la fortune relatif à la résidence principale). (p. 11262) : intervient sur l'amendement n° I-360 de M. Serge Larher (annulation des dettes des communes des départements d'outre-mer).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique (suite)** (p. 11348, 11349) : son intervention.

Deuxième partie :

DOMEIZEL (Claude)
sénateur (Alpes de Haute-Provence)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques jusqu'au 25 juin 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Outre-mer

- (26 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11480, 11481) : son intervention. - **Article 54 quater (Nouveau)** (*Rapport sur la situation financière des communes d'outre-mer*) (p. 11509) : position de la commission sur l'amendement n° II-50 de la commission de l'économie saisie pour avis.

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11784) : intervient sur l'amendement n° II-150 du Gouvernement. (p. 11788) : intervient sur l'amendement n° II-129 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 11791) : intervient sur l'amendement n° II-128 de M. Jean-Pierre Sueur.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 12024) : défavorable aux amendements n° II-12 de la commission (modification du critère d'éligibilité à la dotation de péréquation régionale) et n° II-195 de Mme Jacqueline Alquier (pour l'année 2010, attribution à la région Auvergne du montant résultant de la totalité de l'évolution de la part "péréquation" de la dotation globale de fonctionnement). - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 12025) : intervient sur l'amendement n° II-182 de M. Georges Patient (rapport au Parlement sur la prise en compte de la population réelle des départements d'outre-mer pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement).

Sécurité civile

- (3 décembre 2009) (p. 12037, 12038) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12195, 12196) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12223) : intervient sur le sous-amendement n° II-372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 267, 270) : soutient l'amendement n° 342 de M. David Assouline ; devenu sans objet. Votera les amendements de suppression n° 132 de M. Jack Ralite, n° 262 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 339 de M. David Assouline.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public) (p. 370) : sur l'amendement n° 34, soutient le sous-amendement n° 454 de M. David Assouline ; rejeté. - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision) (p. 429, 430) : soutient l'amendement n° 376 de M. David Assouline ; rejeté.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus) (p. 1817, 1818) : soutient l'amendement n° 11 de M. Serge Lagauche ; retiré. - **Article 2** (Entrée en vigueur des dispositions de l'article 1er) (p. 1824) : favorable aux amendements n° 6 de la commission, n° 1 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, n° 3 de M. Jean Milhau, n° 7 de M. Philippe Darniche et n° 19 de M. Serge Lagauche.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique) (p. 1984, 1985) : parole sur l'article. (p. 2001, 2002) : soutient l'amendement n° 189 de M. Bernard Frimat ; rejeté. - **Article 13 bis (priorité)** (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique) (p. 2016) : intervient sur l'amendement n° 191 de M. Bernard Frimat.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 44** (p. 3382) : sur l'amendement n° 128 de Mme Josiane Mathon-Poinat (publicité des avis de la CNIL à la demande du président d'une commission parlementaire permanente), soutient le sous-amendement n° 183 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Article 6** (Autorisation préalable des conventions dites "réglementées") (p. 3522) : interrogation sur l'organisation des débats.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3530, 3531) : son intervention. Le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (28 mai 2009) - **Article 30** (Texte modifié par la commission) (art. L. 123-2-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Transfert aux agences de santé des biens, droits et obligations des organismes auxquels elles se substituent) (p. 5213, 5214) : soutient les amendements n° 1127 et 1128 de M. Jacky Le Menn ; retirés. Intervient sur l'amendement n° 984 de M. François Autain.

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8840, 8841 ; 8843) : ses interventions.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Article 4** (Titre 1er bis du livre 1er du code du service national [nouveau] - Création du service civique) (p. 9025, 9026) : soutient l'amendement n° 10 de M. Yannick Bodin ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - **Article 3** (art. L. 321-1 du code de commerce - Biens susceptibles d'être vendus aux enchères publiques) (p. 9066) : soutient l'amendement n° 34 de M. Jean-Claude Peyronnet ; retiré. - **Article 7** (art. L. 321-5 du code de commerce - Mandat des opérateurs de ventes volontaires et vente de gré à gré) (p. 9072, 9073) : soutient l'amendement n° 36 de M. Jean-Claude Peyronnet ; retiré. - **Article 18** (art. L. 321-17 du code de commerce - Responsabilité civile des sociétés de ventes, des opérateurs et des experts) (p. 9077) : soutient l'amendement n° 39 de M. Jean-Claude Peyronnet ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 321-21 du code de commerce - Composition du Conseil des ventes) (p. 9081, 9082) : son amendement n° 41 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36** (p. 9087) : soutient l'amendement n° 42 de M. Jean-Claude Peyronnet (précision) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9098) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 33 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9122, 9124) : son intervention. - **Article 1er** (art. 9 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Réduction du taux de recouvrement de la surcompensation) (p. 9131) : parole sur l'article. - **Article 2** (art. 46 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat - Contribution employeur due par les collectivités territoriales pour les fonctionnaires de l'Etat détachés) (p. 9133) : intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 4** (art. 108 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Neutralisation des conséquences financières des transferts de personnels entre la CNRACL et l'Etat dans le cadre de la décentralisation) (p. 9135) : votera l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9135, 9136) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 14** (Taxe d'utilisation du réseau ferroviaire) (p. 9225, 9226) : le groupe socialiste est opposé à cet article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9612) : soutient l'amendement n° 459 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9635) : soutient l'amendement n° 480 de M. Michel Teston ; rejeté.

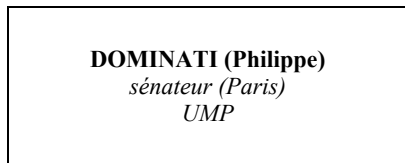
- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9664, 9665) : favorable à l'amendement n° 382 de M. Michel Teston. (p. 9675) : soutient les amendements n° 386 et 485 de M. Michel Teston ; rejetés. (p. 9683) : favorable au sous-amendement n° 628 de M. Didier Guillaume, portant sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet. (p. 9685) : intervient sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11811) : sa question. (p. 11812) : sa réplique.



DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Rapporteur de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie le 24 juin 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 94 (2008-2009)] portant réforme du crédit à la consommation [n° 447 (2008-2009)] (2 juin 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 12 bis** (art. 34-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services) (p. 279) : son amendement n° 430 ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 287, 288) : son amendement n° 421 : relèvement du seuil de concentration pour les services de radio analogique à 180 millions d'habitants desservis, après avis favorable du CSA et de l'Autorité de concurrence ; retiré. - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale) (p. 295) : son amendement n° 424 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquièmes du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision) (p. 422, 428) : ses amendements n° 426 ; adopté ; n° 427 ; retiré ; et n° 420 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 432, 433) : son amendement n° 431 : impossibilité pour les programmes et les services à la demande des sociétés publiques de faire l'objet d'un droit exclusif de reprise ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 462) : son amendement n° 425 : application aux sociétés nationales de programme d'un régime inspiré de celui des fonds de dotation ; adopté. - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMA d - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 483, 487) : sur l'amendement n° 49 de la commission, son sous-amendement n° 428 ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (23 janvier 2009) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 863) : soutient l'amendement n° 97 de M. Jacques Gautier (extension de la qualité d'expropriant pour cause d'utilité publique aux titulaires de contrats de partenariat) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 874, 875) : son amendement n° 48 : possibilité de conclure des partenariats avec des opérateurs de paris sportifs en ligne ; retiré. - **Article 5 sexies** (Elargissement du classement en grands crus ou

premiers grands crus) (p. 886) : intervient sur l'amendement n° 106 de M. Gérard Le Cam.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 8 D** (p. 3664) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 10 (exclusion du groupement d'intérêt public France Télé numérique du champ des bénéficiaires de la redevance). - **Article 11** (*Renforcement des conventions entre l'Etat et les banques bénéficiant de la garantie financière de l'Etat*) (p. 3686) : défavorable à l'amendement n° 74 de M. Jean Arthuis. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3689) : son amendement n° 45 : aménagement de la taxe sur la publicité instaurée par la loi du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle ; retiré.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3783) : son intervention. - **Article 1er** (*Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours*) (p. 3792) : ses amendements n° 14 ; retiré ; et n° 15 ; adopté. - **Article 4** (*Chapitre Ier du titre III du livre II du code du tourisme - Modernisation du régime juridique de l'activité de grande remise*) (p. 3797, 3798) : son amendement n° 36 ; rejeté. (p. 3797) : soutient l'amendement n° 7 de M. Yves Pozzo di Borgo ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 9** (*art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes*) (p. 3825) : son amendement n° 16 ; adopté. - **Article 13** (*art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 decies EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924*) (p. 3841, 3842) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 5899, 5900) : son amendement n° 8 : extension du champ d'application des taux de cotisation sociale spécifiques du régime de l'auto-entrepreneur aux travailleurs indépendants des départements d'outre-mer ; adopté. Soutient l'amendement n° 13 de M. Gérard Longuet (précision quant au traitement comptable de l'écart de valorisation pouvant exister lors de la cession d'une société par rachat de ses salariés avec création d'une société coopérative ouvrière de production) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6 quinquies** (p. 5902) : soutient l'amendement n° 9 de M. Albéric de Montgolfier (alignement du régime déclaratif des experts-comptables, dans le cadre de leurs activités juridiques, sur celui des avocats) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 5903, 5907) : soutient l'amendement n° 10 de M. Pierre Hérisson (modalités de la mutualisation entre opérateurs de la partie terminale des réseaux en fibres optiques en vue du déploiement de la fibre optique dans les immeubles à partir de 2010) ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - rapporteur de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 6019, 6023) : son intervention. Souhaite que ce projet de loi rencontre un accueil favorable de la part du Sénat. - **Article 1er A** (*art. L. 313-3 du code de la consommation - Refonte des catégories de prêts à la consommation pour la détermination des seuils de l'usure*) (p. 6042, 6047) : position de la commission sur les amendements n° 20 et 21 de Mme Nicole Bricq, n° 1 de M. Claude Biwer et n° 59 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 6048) : position de la commission sur l'amendement n° 26 de Mme Nicole Bricq (plafonnement du taux des prêts à taux variable). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6049, 6051) : position de la commission sur les amendements n° 11 de M. Charles Revet (insertion d'une formation à la gestion d'un budget familial ou personnel dans les programmes scolaires et

n° 115 de Mme Odette Terrade (amélioration de la règle d'augmentation du SMIC). - **Article 1er** (*art. L. 311-1, L. 311-2 et L. 311-3 du code de la consommation - Définitions et champ d'application du crédit à la consommation*) (p. 6052, 6053) : position de la commission sur les amendements n° 44 de M. Charles Revet et n° 79 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6054) : position de la commission sur l'amendement n° 22 de Mme Nicole Bricq (limitation des pratiques commerciales incitant à contracter des crédits). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 6055, 6056) : position de la commission sur l'amendement n° 78 de Mme Odette Terrade (réglementation du démarchage pour des crédits à la consommation). - **Article 2** (*art. L. 311-4 et L. 311-5 du code de la consommation - Publicité*) (p. 6057, 6060) : position de la commission sur les amendements n° 45 de M. Charles Revet, n° 5 de M. Hugues Portelli, n° 101 de Mme Françoise Férat, n° 23 et 24 de Mme Nicole Bricq, n° 75, 76 et 77 de Mme Odette Terrade. - **Article 4** (*art. L. 311-8 à L. 311-17 du code de la consommation - Explications fournies à l'emprunteur et évaluation de sa solvabilité*) (p. 6062, 6068) : position de la commission sur les amendements n° 2 de M. Claude Biwer, n° 6 de M. Hugues Portelli, n° 96 de Mme Muguette Dini, n° 32 de Mme Nicole Bricq, et n° 69, 70, 71, 72 et 73 de Mme Odette Terrade. - **Article 5** (*art. L. 311-11 à L. 311-17 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit*) (p. 6070, 6077) : position de la commission sur les amendements n° 12, 46 et 47 de M. Charles Revet, n° 3 de M. Claude Biwer, n° 95 de Mme Muguette Dini, n° 25 et 28 de Mme Nicole Bricq, et n° 60, 65, 66, 67 et 68 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6078, 6080) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 62 (interdiction de proposer des crédits renouvelables dans les locaux des magasins de grande surface) et n° 63 (interdiction de rémunérer les vendeurs des organismes bancaires ou de crédit en fonction des crédits qu'ils font contracter), ainsi que sur les amendements identiques n° 10 de M. Charles Revet, n° 61 de Mme Odette Terrade et n° 92 de Mme Muguette Dini (encadrement de la distribution et de l'utilisation du crédit revolving). - **Article 6** (*art. L. 311-8 à L. 311-10 du code de la consommation - Informations mentionnées dans le contrat*) (p. 6082) : position de la commission sur les amendements n° 74 de Mme Odette Terrade et n° 8 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 7** (*art. L. 311-21 à L. 311-26 du code de la consommation - Exécution du contrat de crédit*) (p. 6083) : position de la commission sur les amendements n° 117 et 118 de Mme Anne-Marie Escoffier. - **Article 10** (*art. L. 311-30 à L. 311-41 du code de la consommation - Crédit affecté*) (p. 6084, 6085) : position de la commission sur l'amendement n° 64 de Mme Odette Terrade. - **Article 12** (*art. L. 311-42 à L. 311-46 du code de la consommation - Opérations de découvert*) (p. 6086) : position de la commission sur l'amendement n° 119 de Mme Anne-Marie Escoffier.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Article 14** (*art. L. 311-33 à L. 311-36 du code de la consommation - Sanctions*) (p. 6114) : position de la commission sur l'amendement n° 27 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 6115, 6116) : position de la commission sur l'amendement n° 87 de M. Michel Mercier. - **Article 15** (*art. L. 311-50 du code de la consommation - Compétence juridictionnelle et délai de forclusion applicables*) (p. 6117, 6118) : position de la commission sur les amendements n° 41 de M. Dominique Leclerc, n° 42 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx et n° 103 de M. Laurent Béteille. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6119) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de Mme Nicole Bricq (abrogation du mécanisme de l'hypothèque rechargeable). - **Article 18** (*art. L. 313-15 du code de la consommation - Regroupement de crédits*) (p. 6122) : position de la commission sur les amendements n° 29 de Mme Nicole Bricq et n° 58 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel avant l'article 18 bis** (p. 6123) : position de la commission sur l'amendement n° 16 de Mme Nicole Bricq (création d'un crédit d'impôt au profit des établissements de crédit accordant un crédit social inférieur à trois mille euros). - **Article 18 bis** (*art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 - Microcrédit*) (p. 6125) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Hugues

Portelli. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 6128) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de M. Philippe Dallier (réglementation des publicités relatives aux opérations d'acquisition de logements destinés à la location à titre de résidence principale). - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 6131, 6132) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de Mme Odette Terrade (mise en place d'un système d'information de leurs droits en faveur des personnes ayant contracté un prêt et perdant leur emploi). - **Article 21** (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2 nouveau, et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement) (p. 6134, 6140) : position de la commission sur les amendements n° 33, 34 et 35 de M. Laurent Bêteille, n° 90 de Mme Muguette Dini, n° 107, 17, 30 et 31 de Mme Nicole Bricq, n° 51, 52, 53, 54 et 55 de Mme Odette Terrade. - **Article 23** (art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3 nouveau, L. 331-8 et L. 331-9 du code de la consommation - Prérogatives de la commission de surendettement - Ouverture d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 6142) : position de la commission sur l'amendement n° 50 de Mme Odette Terrade. - **Article 26** (art. L. 332-5, L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9, L. 332-10 et L. 332-11 du code de la consommation - Déroulement de la procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire) (p. 6144) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de Mme Odette Terrade. - **Article 26 ter** (art. 1756 du code général des impôts - Remise des dettes fiscales dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 6144) : position de la commission sur l'amendement n° 37 de M. Laurent Bêteille. - **Article 27 bis** (Principe de la création d'une centrale des crédits aux particuliers) (p. 6148, 6149) : position de la commission sur les amendements n° 19 de Mme Nicole Bricq et n° 89 de Mme Muguette Dini. - **Article 33 A** (Commission temporaire d'évaluation de la loi) (p. 6153) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de Mme Nicole Bricq. - **Article 34** (Entrée en vigueur) (p. 6154) : position de la commission sur l'amendement n° 121 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6157) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Article 4** (Fonds d'aménagement numérique des territoires) (p. 7171, 7172) : son amendement n° 50 ; retiré. - **Article 4 ter (Nouveau)** (art. L. 1425-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit d'accès aux tranchées pour la pose de fibres optiques) (p. 7181) : son amendement n° 55 ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7184, 7185) : son amendement n° 51 : clarification ; retiré.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7304, 7315) : ses amendements n° 68 et 69 ; retirés. (p. 7322) : son amendement n° 122 ; retiré. (p. 7341, 7343) : ses amendements n° 124 et 124 ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7350) : ses amendements n° 67 : suppression du régime dérogatoire spécifique à Paris ; n° 70 : extension des prérogatives des préfets à l'ensemble des départements de la région Ile-de-France ; et n° 71 : extension du régime dérogatoire de Paris à Lyon et marseille ; retirés.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (23 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7945) : son amendement n° 15 : exonération pour les auto-entrepreneurs de la contribution de formation professionnelle, indépendante du niveau de leur chiffre d'affaires ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (7 octobre 2009) - **Article 85** (art. L. 112-10 et L. 121-15-4 [nouveaux] et

art. L. 214-1 du code de la consommation - Étiquetage obligatoire du "coût carbone" des produits et de leur emballage) (p. 8351, 8352) : son amendement n° 488 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 2 bis A (Nouveau)** (Dispositions relatives au STIF) (p. 9218) : ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9616) : intervient sur l'amendement n° 283 de M. Jean Desessard.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10782, 10784) : son intervention.

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (Suppression de la taxe professionnelle) (p. 10939) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-56 ; retiré. (p. 10941) : intervient sur son amendement n° I-56 précité. (p. 10959) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-95 ; adopté. (p. 10961) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, ses sous-amendements n° I-51 et n° I-52 ; retirés. (p. 10963) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-53 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 11020, 11021) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, ses sous-amendements n° I-55 et I-54 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 11091) : son amendement n° I-283 : action pédagogique de l'Etat vis-à-vis de ses agents tendant à les informer du financement des politiques publiques par la dette ; retiré. - **Article 4** (Prorogation pour les dépenses engagées en 2009 de la restitution immédiate et accélérée des créances de crédit d'impôt recherche pour les entreprises) (p. 11097) : son amendement n° I-281 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11113) : son amendement n° I-278 : extension du champ du crédit d'impôt recherche ; retiré.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11225) : son amendement n° I-275 : adoption d'une règle plus favorable pour l'imposition à l'impôt sur le revenu des revenus différés ; adopté. (p. 11238) : son amendement n° I-274 : extension du droit de communication à la liste des bénéficiaires du RSA ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11252) : son amendement n° I-272 : suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté. (p. 11253) : ses amendements portant sur le même objet n° I-268 et n° I-269 : modification du régime d'abattement de l'impôt de solidarité sur la fortune relatif à la résidence principale ; rejetés. (p. 11254) : son amendement n° I-270 : augmentation du plafond d'investissement déductible pour renforcer les fonds propres des PME ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 11271) : son amendement n° I-279 : insitution d'une exonération de la plus-value d'apport en échange du maintien de la part de capital de l'entrepreneur au sein de son entreprise ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11300) : favorable à l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° I-421 (révision de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision).

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (26 novembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11521, 11523) : son amendement n° II-47 ; retiré.

Immigration, asile et intégration

- (27 novembre 2009) (p. 11569, 11570) : son intervention.

Culture

- (27 novembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11609) : soutient l'amendement n° II-58 de M. Charles Revet ; adopté.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 12023) : intervient sur les amendements n° II-12 de la commission (modification du critère d'éligibilité à la dotation de péréquation régionale) et n° II-195 de Mme Jacqueline Alquier (pour l'année 2010, attribution à la région Auvergne du montant résultant de la totalité de l'évolution de la part "péréquation" de la dotation globale de fonctionnement).

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 12033, 12034) : son amendement n° II-48 : baisse

de 3 % de la dotation publique de financement des formations politiques ; rejeté.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12372) : son amendement n° II-250 : suppression de l'agrément fiscal nécessaire au transfert de déficits dans le cadre des opérations de restructuration ; retiré. (p. 12374) : ses amendements n° II-251 : modification du régime fiscal des sociétés mères et filiales ; et n° II-249 : mesures en faveur des entreprises françaises investissant à l'étranger ; retirés.

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) (p. 12388) : son amendement n° II-246 : contestation des expertises d'évaluation des entreprises ; retiré. (p. 12389) : son amendement n° II-248 : application de l'article L. 51 du livre des procédures fiscales aux exercices déficitaires déjà vérifiés ; adopté. (p. 12390) : son amendement n° II-247 : limitation des exigences de constitution de garanties aux risques de non-recouvrement des créances par le Trésor Public ; retiré. (p. 12391) : son amendement n° II-256 : ouverture du PEA aux actions des sociétés foncières européennes ayant un statut fiscal équivalent à celui des SIIC françaises ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-395 du Gouvernement.

DOUBLET (Michel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 173 (2008-2009)] (16 janvier 2009) - **Budget - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail**.

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1007, 1008) : soutient l'amendement n° 613 de M. Xavier Pintat (autorisation d'implantation d'une installation soumise à sa conformité à l'engagement national de réduction des émissions de gaz à effet de serre) ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Article 47** (art. L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 du code de l'environnement - *Plans nationaux d'action pour la conservation ou le rétablissement des espèces*) (p. 8207) : soutient l'amendement n° 371 de M. Jean-François Le Grand ; retiré.

(p. 8208) : soutient l'amendement n° 482 de M. Jean-François Le Grand ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 55** (p. 8230) : soutient l'amendement n° 483 de M. Jean-François Le Grand (définition des activités industrielles soumises à la taxe annuelle due par les producteurs de boues) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 8230, 8231) : soutient l'amendement n° 484 de M. Jean-François Le Grand (modification de l'assiette de la taxe sur les boues) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11776, 11777) : sa question et sa réplique.

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi [n° 230 (2007-2008)] portant engagement national pour l'environnement [n° 552 tome 1 (2008-2009)] (9 juillet 2009) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi [n° 230 (2007-2008)] portant engagement national pour l'environnement [n° 552 tome 2 (2008-2009)] (9 juillet 2009) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3146) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 7471, 7473) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7757, 7759) : son intervention. Le groupe UC votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (7 octobre 2009) - rapporteur - **Article 82** (art. L. 214-12 du code monétaire et financier - Prise en compte par les gérants de portefeuilles des préoccupations de développement durable) (p. 8331) : position de la commission sur l'amendement n° 547 de M. Didier Guillaume. - **Article 83** (art. L. 225-102-1 et L. 823-16 du code de commerce, art. L. 114-7 du code de la mutualité, art. L. 511-35 du code monétaire et financier, art. L. 322-26-2-2 du code des assurances, art. L. 524-2-1 du code rural et art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental) (p. 8332, 8339) : position de la commission sur les amendements n° 427 et 426 de Mme Évelyne Didier, n° 649 et 650 de M. Jacques Muller, n° 549 de M. Jacky Le Menn, n° 548 de M. Didier Guillaume, n° 582 de M. Pierre Hérisson, et n° 116, 117 et 118 de la commission des lois saisie pour avis. Son amendement n° 933 ; adopté. - **Article 84** (art. L. 223-3 du code du commerce et art. L. 512-17 du code de l'environnement - Renforcement de la responsabilité de la société-mère en cas de pollution grave causée par une de ses filiales) (p. 8341, 8342) : position de la commission sur les amendements n° 821 de M. Roland du Luart, n° 119 de la commission des lois saisie pour avis, n° 651 de M. Jacques Muller et n° 428 de Mme Évelyne Didier. (p. 8350) : position de la commission sur les amendements n° 429 et 430 de Mme Évelyne Didier et n° 120 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 85** (art. L. 112-10 et L. 121-15-4 [nouveaux] et art. L. 214-1 du code de la consommation - Étiquetage obligatoire du "coût carbone" des produits et de leur emballage) (p. 8352, 8354) : position de la commission sur les amendements n° 488 de M. Philippe Dominati, n° 486 de M. Daniel Soulage, n° 931 du Gouvernement et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 938 de M. Daniel Raoul. - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 8356) : position de la commission sur les amendements n° 652 de M. Jacques Muller (condamnation des argumentations publicitaires écologiques mensongères) et n° 550 de M. Didier Guillaume (harmonisation des labels "bio"). - **Article 86** (art. L. 122-1, L. 122-1-1 [nouveau], L. 122-2, L. 122-3 et art. L. 122-3-1 à L. 122-3-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des études d'impact) (p. 8360, 8363) : position de la commission sur les amendements n° 753, 754, 752 et 755 de M. Paul Raoult, n° 431 de Mme Évelyne Didier, n° 653 de M. Jacques Muller, n° 512 de M. Yves Détraigne et n° 368 de M. René Beaumont. - **Article additionnel après l'article 89** (p. 8364) : position de la commission sur l'amendement n° 654 de M. Jacques Muller (possibilité pour le juge administratif de suspendre toute décision administrative intervenue sans évaluation environnementale). - **Article 90** (art. L. 123-1 à L. 123-19 du code de l'environnement - Simplification des procédures d'enquête) (p. 8367, 8370) : son amendement n° 932 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 707, 708, 709 et 710 de M. Thierry Repentin, n° 432 et 436 de Mme Évelyne Didier, n° 502 de Mme Françoise Laborde et n° 655 et 660 de M. Jacques Muller. - **Article 92 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 11-1, L. 11-1-1, L. 11-9 et L. 23-2 du code de l'expropriation - Modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 8371) : position de la commission sur les amendements n° 711 de M. Thierry Repentin et n° 656 de M. Jacques Muller. - **Article 94 (Divers codes modifiés - Mesures de rattachement des enquêtes concernant des décisions ayant trait à l'environnement à l'enquête publique du type "Bouchardeau")** (p. 8374, 8377) : position de la commission sur les amendements n° 872 du Gouvernement, n° 712, 713 et 714 de M. Thierry Repentin, n° 433, 434 et 435 de Mme Évelyne Didier, n° 503 et 504 de Mme Françoise Laborde et n° 657, 658 et 659 de M. Jacques Muller. - **Article 94 ter (Nouveau)** (Divers codes modifiés - Rattachement de diverses enquêtes publiques au régime du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 8378) : position de la commission sur l'amendement n° 575 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 96 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-1 et art. L. 125-2-1 [nouveau] du code de l'environnement - Autoriser les préfets à mettre en place des instances d'information et de concertation) (p. 8380, 8381) : position de la commission sur les amendements n° 873 du

Gouvernement et n° 509 de M. Jean Bizet. - **Article 97** (art. L. 125-8 [nouveau] du code de l'environnement - Création d'instances de suivi sur les projets d'infrastructures linéaires) (p. 8381) : position de la commission sur l'amendement n° 546 de M. Jacques Berthou. - **Article 98** (art. L. 141-3 [nouveau] du code de l'environnement - Définition des critères de représentativité des acteurs environnementaux) (p. 8382, 8384) : position de la commission sur les amendements n° 121 et 122 de la commission des lois saisie pour avis, n° 369 et 370 de M. Jean-François Le Grand, n° 437 de Mme Évelyne Didier et n° 661 de M. Jacques Muller. - **Article 99** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Composition du groupe de travail sur le projet de réglementation spéciale des zones de publicité) (p. 8385) : position de la commission sur l'amendement n° 74 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 100 (Texte non modifié par la commission)** (Modification de l'intitulé des conseils économiques et sociaux régionaux) (p. 8386) : position de la commission sur l'amendement n° 935 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 100** (p. 8387) : position de la commission sur l'amendement n° 877 du Gouvernement (création du conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 936 de M. Jacques Muller. - **Division et articles additionnels après l'article 100** (p. 8388, 8390) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 173 de M. Pierre Jarlier et n° 440 de Mme Évelyne Didier (cadre de référence pour les projets territoriaux de développement durable), sur les amendements identiques n° 168 de M. Pierre Jarlier et n° 439 de Mme Évelyne Didier (nouvelle division - Projets territoriaux de développement durable) ainsi que sur les amendements n° 487 de M. Pierre Jarlier (soutien de l'Etat aux projets territoriaux de développement durable) et n° 569 de Mme Jacqueline Alquier (possibilité pour les collectivités territoriales de créer une agence territoriale de l'environnement de l'énergie et du développement durable). - **Article 101** (art. L. 2311-1-1, L. 3311-2, L. 4310-1 [nouveaux] et art. L. 3561-1 et L. 4425-7 du code général des collectivités territoriales - Rapport sur la situation en matière de développement durable présenté par les collectivités territoriales avant le débat d'orientation budgétaire) (p. 8391) : position de la commission sur l'amendement n° 757 de M. Paul Raoult. - **Article 102 (Texte non modifié par la commission)** (Autoriser le Gouvernement à modifier le code de l'environnement par ordonnance) (p. 8392, 8393) : position de la commission sur les amendements n° 438 de Mme Évelyne Didier, n° 758 de M. Paul Raoult et n° 874 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 102** (p. 8394, 8395) : position de la commission sur les amendements identiques n° 519 de M. Jean-Claude Merceron et n° 473 de M. Xavier Pintat (définition de la priorité d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel pour les gestionnaires de réseaux de second rang) ainsi que sur les amendements n° 570 de M. Serge Larcher (caractère prioritaire de la coopération régionale en matière d'environnement pour les départements et régions d'outre-mer) et n° 759 de M. Jacky Le Menn (exemplarité de l'Etat, des établissements publics, des entreprises nationales et des collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement).

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9249, 9250) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9481, 9482) : intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9691, 9696) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. Le groupe UC votera l'article 2 bis de ce projet de loi. - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom et article 1635 sexies du code général des

impôts - Financement du fonds de péréquation de La Poste) (p. 9699, 9704) : sur l'amendement n° 623 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 624 de M. Hervé Maurey ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9771) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Michel Teston (reconstitution de la carrière de certains fonctionnaires de La Poste).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 173 (2008-2009)] (16 janvier 2009) - **Budget - Société.**

DULAIT (André)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

- (8 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 12411) : soutient l'amendement n° II-226 de M. Jean-Léonce Dupont (information du Parlement sur l'évolution de la part des dépenses engagées par les collectivités territoriales dans le cadre du respect d'une obligation législative telle qu'un transfert de charges ou de compétences) ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Article 13** (*Modalités de calcul de l'indemnisation versée aux avoués*) (p. 13228) : son amendement n° 1 ; adopté.

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Education.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6813, 6814) : son intervention. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire le 17 février 2009.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux le 17 février 2009.

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 422 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie concernant la coopération en matière de défense et le statut des forces [n° 185 (2008-2009)] (28 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Défense - Préparation et emploi des forces [n° 102 tome 6 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

DUMAS (Catherine)
sénateur (Paris)
UMP

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre de la culture et de la communication le 5 février 2009 ; fin de mission le 4 août 2009.

INTERVENTIONS

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur les enseignements de la Présidence française de l'Union européenne** - (20 janvier 2009) - en remplacement de M. Josselin de Rohan, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 594, 596) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3349, 3351) : son intervention.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5457) : le groupe UMP adoptera le texte proposé par la commission des lois.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6922, 6923) : son intervention. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8614, 8615) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8787) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11680, 11681) : son intervention.

Défense

- (30 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Préparation et emploi des forces** (p. 11720, 11721) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11738) : sa question.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000, à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 28, 30) : son intervention. Le groupe UMP votera ces projets de loi.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 12 bis** (art. 34-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services) (p. 278) : sur l'amendement n° 22 de la commission, son sous-amendement n° 432 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la

production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 485) : sur l'amendement n° 49 de la commission, favorable au sous-amendement n° 428 de M. Philippe Dominati.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009).**

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4413, 4414) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - Extension des missions des sages-femmes) (p. 5692) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet - Commission mixte paritaire [n° 337 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7742, 7743) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 10214) : défavorable à l'amendement n° 5 de la commission (extension de l'assiette de la CSG).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) (p. 11600, 11602) : son intervention.

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) (p. 11652, 11654) : son intervention.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 12334, 12335) : son amendement n° II-38 : prolongement du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant dans le secteur des métiers d'art et des savoir-faire traditionnels ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 27 quater (Nouveau)** (*Régime d'exonération de cotisation foncière des entreprises des établissements de spectacles cinématographiques*) (p. 12974) : son amendement n° 139 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 27 quater** (p. 12975, 12977) : ses amendements n° 142 (extension du régime du mécénat) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 240 du Gouvernement ; n° 143 (précision) ; n° 144 (prolongement de la durée du crédit d'impôt en faveur de la production phonographique) ; n° 141 (relèvement du taux de la taxe sur les appareils de reproduction ou d'impression) ; adoptés ; et n° 140 (modalités de détermination de la valeur ajoutée servant d'assiette pour le calcul de cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises de production d'œuvres cinématographiques) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 29 sexies** (p. 12997, 12998) : à titre personnel, ses amendements n° 92 : aménagement du crédit d'impôt "Textile-habillement-cuir" ; et n° 91 : prorogation du crédit d'impôt en faveur des métiers d'art ; adoptés.

DUPONT (Ambroise)
sénateur (Calvados)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi [n° 230 (2007-2008)] portant engagement national pour l'environnement [n° 563 (2008-2009)] (16 juillet 2009) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'élagage sur les voies communales [n° 71 (2009-2010)] (29 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Écologie, développement et aménagement durables [n° 104 tome 4 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur la proposition de loi [n° 64 (2009-2010)] relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 136 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la ligne à grande vitesse Paris-Normandie [n° 148 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 956, 957) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de

l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 7473, 7475) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Division additionnelle après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7620) : son amendement n° 69 : création d'un nouveau chapitre concernant l'affichage publicitaire extérieur, les enseignes, et les préenseignes ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7621, 7630) : son amendement n° 71 : simplification des procédures d'élaboration des règlements locaux de publicité ; adopté. Position de la commission de la culture saisie pour avis sur les sous-amendements n° 169, 172, 177 et 170 de Mme Anne-Marie Escoffier, n° 276, 277, 278, 279, 283, 280, 281, 282, 284, 288, 285 et 287 de M. Jacques Muller, n° 37 et 308 de Mme Marie-Christine Blandin, et n° 479 de la commission portant sur son amendement n° 71 précité. (p. 7632, 7637) : ses amendements n° 70 : élargissement des prescriptions applicables en matière de publicité extérieure ; n° 72 : modalités de suppression des préenseignes dites dérogatoires ; n° 73 : amélioration de l'insertion paysagère des dispositifs publicitaires aux entrées des villes ; adoptés. A titre personnel, son amendement n° 265 : ouverture des bâches d'échafaudage à la publicité ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 7712) : son amendement n° 67 : prise en compte des enjeux liés au développement durable dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ; adopté. - **Article 14 (réservé)** (art. L. 642-3 du code du patrimoine - *Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP*) (p. 7714 ; 7725) : son amendement n° 68 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 99** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - *Composition du groupe de travail sur le projet de réglementation spéciale des zones de publicité*) (p. 8385) : son amendement n° 74 ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 12 bis (Nouveau)** (art. L. 321-11 du code de commerce - *Prix de réserve - Interdiction de la revente à perte*) (p. 9075) : soutient l'amendement n° 3 de la commission de la culture, saisie pour avis ; adopté. - **Article 18** (art. L. 321-17 du code de commerce - *Responsabilité civile des sociétés de ventes, des opérateurs et des experts*) (p. 9078, 9079) : soutient l'amendement n° 4 de la commission de la culture, saisie pour avis ; retiré. - **Article 19** (art. L. 321-18 du code de commerce - *Conseil des ventes*) (p. 9081) : soutient l'amendement n° 5 de la commission de la culture, saisie pour avis ; adopté. - **Article 22** (art. L. 321-21 du code de commerce - *Composition du Conseil des ventes*) (p. 9081, 9082) : soutient l'amendement n° 6 de la commission de la culture, saisie pour avis ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11756, 11757) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 12589, 12590) : son

intervention. - **Article 2** (art. L. 123-1 du code de la voirie routière - Transformation des routes nationales en voies urbaines dans le périmètre des entrées de ville) (p. 12599, 12600) : son amendement n° 2 ; adopté. (p. 12601) : intervient

sur le sous-amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Sueur portant sur son amendement n° 2 précité.

DUPONT (Bernadette)
sénateur (Yvelines)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 21 juillet 2009.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 20 juillet 2009.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (15 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 406) : défavorable à l'amendement n° 371 de M. David Assouline (exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires du RSA).

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (30 janvier 2009) - **Article 13** (*Transports en Ile-de-France*) (p. 1252) : soutient l'amendement n° 350 de M. Jacques Gautier ; adopté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5136) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (5 juin 2009) - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - *Extension des missions des sages-femmes*) (p. 5692) : parole sur l'article. (p. 5695) : votera contre cet article.

- **Question orale avec débat de Mme Bernadette Dupont sur le plan autisme 2008-2010** - (11 juin 2009) (p. 5968) : sa question. (p. 5978) : ses observations.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) - **Article 14 (réservé)** (art. L. 642-3 du code du patrimoine - *Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP*) (p. 7713) : sur l'amendement n° 364 de la commission, soutient le sous-amendement n° 454 de M. Charles Revet ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Défense

- (30 novembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11740) : sa question.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 11854) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-63 (rapport gouvernemental évaluant les dispositifs de prise en charge des conjoints survivants de ressortissants de l'Office national des anciens combattants).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité** [n° 461 (2008-2009)] - (9 décembre 2009) - **Article 1er** (art. 515-3 et 515-7 du code civil - Enregistrement en mairie du pacte civil de solidarité) (p. 12489) : parole sur l'article.

DUPONT (Jean-Léonce)
sénateur (Calvados)
UC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 22 janvier, 12, 17, 19 février, 5, 11, 24, 31 mars, 6, 13, 20, 25 mai, 3, 9, 16 juin, 1er, 15, 23 juillet, 22, 23 septembre, 6, 13, 21 octobre, 10, 18, 21, 30 novembre et 18 décembre 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes études pour la science et la technologie.

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture et de la commission des finances : Autonomie budgétaire et financière des universités et nouveau système d'allocation des moyens (SYMPA) : le chemin de la vertu ? [n° 532 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés locales de partenariat [n° 594 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 46 (2009-2010)] (19 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 104 tome 7 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3167, 3169) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (6 mai 2009) (p. 4170, 4171) : donne acte à Guy Fischer de son rappel au règlement.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales** [n° 431 (2008-2009)] - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5610, 5611) : son intervention. Votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (21 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 11002) : donne acte à M. Michel Charasse de son rappel au règlement.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11648, 11649) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11668) : soutient l'amendement n° II-94 de M. Jean-Claude Carle ; retiré. (p. 11671) : son amendement n° II-99 ; retiré.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12700, 12701) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du*

mandat des conseillers généraux) (p. 12783) : son amendement n° 34 ; rejeté.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Sénégal** - (18 décembre 2009) (p. 12996).

DURRIEU (Josette)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Présidente déléguée de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Les travaux de la Délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale -55ème session ordinaire -2008- de cette assemblée [n° 215 (2008-2009)] (11 février 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Première partie de la session ordinaire - 2009 - de cette assemblée [n° 267 (2008-2009)] (17 mars 2009) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la troisième partie de la session ordinaire - 2009- de cette assemblée [n° 586 (2008-2009)] (23 juillet 2009) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale - 56ème session ordinaire de 2009 [n° 587 (2008-2009)] (23 juillet 2009) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 345, 347) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3133) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (26 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 5049, 5051) : intervient sur les amendements identiques n° 88 de M. Jacques Blanc, n° 947 de M. François Autain et n° 1075 de Mme Bernadette Bourzai et sur l'amendement n° 948 de M. François Autain.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux** [n° 132 (2009-2010)] - (15 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12745, 12746) : intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département).

DUVERNOIS (Louis)
sénateur (Français établis hors de France (Série B))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France internationale (RFI).

Membre titulaire Conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France le 29 mai 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande par voie électronique pour les élections des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 421 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Aide publique au développement - Francophonie - La francophonie plus que jamais [n° 104 tome 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 134 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes** [n° 259 (2008-2009)] - (25 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3439, 3440) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (5 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 25**

(précédemment réservés) (p. 5759) : sur l'amendement n° 49 de Mme Anne-Marie Payet (limitation des lieux d'implantation des débits de tabac), son sous-amendement n° 1365 ; retiré.

- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories** [n° 483 (2008-2009)] - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6426, 6427) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11328) : favorable à l'amendement n° I-441 de M. Charles Revet (développement d'écoles à programmes français subventionnées par les entreprises dans les pays étrangers).

Deuxième partie :

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) (p. 11624, 11625) : son intervention.

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11704) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 12052, 12053) : son intervention.

EMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité le 21 juillet 2009.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et déchets radioactifs le 6 septembre 2009.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Japon, l'archipel des paradoxes : pour un partenariat renouvelé [n° 316 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Filière laitière : à la recherche d'une nouvelle régulation [n° 73 (2009-2010)] (30 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - président de la commission des affaires économiques - **Article 4** (*Règles de performance énergétique des constructions neuves*) (p. 1018) : intervient sur l'amendement n° 10 de la commission.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1138) : intervient sur les amendements n° 507 de M. Claude Biwer, n° 682 de M. Jean Bizet, n° 697 de M. Michel Houel et n° 716 de M. Rémy Pointereau.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés - Commission mixte paritaire [n° 187 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1201, 1202) : son intervention.

- Président de la commission des affaires économiques - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1212) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (dans le cadre des partenariats public-privé, possibilité de soumettre des offres sur la base d'un financement aux modalités ajustables). - **Article 3 ter** : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 8** : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (30 janvier 2009) - président de la commission des affaires économiques - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1237) : intervient sur l'amendement n° 290 de M. Michel Teston. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1283) : sur l'amendement n° 58 de la commission, position de la commission sur le sous-amendement n° 780 de M. Roland Courteau.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1449, 1450) : favorable à l'amendement n° 489 de M. Daniel Soulage.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 1594) : position de la commission sur l'amendement n° 359 de M. Alain Vasselle.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 45** (*Informations et enquêtes publiques en matière environnementale*) (p. 1618) : intervient sur l'amendement n° 593 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 48** (*Formation et développement durable*) (p. 1629) : intervient sur l'amendement n° 749 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (10 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble et adoption d'un projet de loi** (p. 1666) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - président de la commission des affaires économiques - **Organisation des débats** (p. 2213) : demande que l'examen de l'amendement n° 49 de Mme Mireille Schurch soit dissocié de l'examen des vingt-six amendements et sous-amendement suivants.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2009) - **Article 9** (*Compétence de traitement des litiges et de réformation des décisions*) (p. 2654) : sur l'amendement n° 14 de la commission, son sous-amendement n° 140 ; adopté.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - président de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (*Titre 1er du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours*) (p. 3794) : défavorable à l'amendement n° 66 de M. Paul Raoult.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Division et articles additionnels après l'article 13** (p. 3847) : position de la commission sur l'amendement n° 46 de M. Claude Lise (création d'une nouvelle section consacrée à l'outre-mer). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3868) : son intervention.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3949, 3951) : son intervention.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article 14** (*chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - Examen des projets et propositions de loi*) (p. 5418, 5419) : défavorable à l'amendement n° 32 de M. Nicolas About.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Rappel au règlement** (p. 6559) : intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Guillaume. - **Article 12** (**Texte non modifié par la commission**) (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 6578) : intervient sur l'amendement n° 9 de M. Didier Guillaume. (p. 6580) : réponse à M. Didier Guillaume. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 6585) : intervient sur les amendements n° 22, 23 et 24 de M. Roland Courteau. - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 6590) : défavorable aux amendements n° 20 de M. Jacques Muller et n° 70 de Mme Évelyne Didier. (p. 6594, 6595) : intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Frimat. - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 6600) : intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jacques Muller. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6623, 6624) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - président de la commission de l'économie - **Article 10 bis A** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 39 octies F, 39 AK et 279 du code général des impôts, art. 138 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 et art. 10 de la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 - Baisse de la taxe sur la valeur ajoutée dans la restauration*) (p. 6761) : ordre d'examen des amendements.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre 1er du code de l'urbanisme - Verdissement*

et renforcement des schémas de cohérence territoriale) (p. 7644, 7645) : intervient sur l'amendement n° 205 de M. Hervé Maurey. (p. 7673, 7675) : son amendement n° 264 ; adopté. - **Article 14 (réservé)** (art. L. 642-3 du code du patrimoine - *Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP*) (p. 7713) : demande que les amendements n° 364 de la commission et n° 68 de la commission de la culture saisie pour avis soient examinés en priorité. - **Article 15 bis (Nouveau)** (art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - *Travaux nécessaires aux activités agricoles dans les zones soumises à la loi littorale*) (p. 7722) : défavorable à l'amendement n° 159 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7996) : favorable à l'amendement n° 683 de M. Claude Lise (compétence du conseil général de la Martinique en matière de transports interurbains). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8007) : intervient sur l'amendement n° 57 de M. Thierry Repentin (possibilité pour une autorité organisatrice de transports urbains d'aligner son taux de versement transport sur celui d'une autre autorité dans un périmètre partagé).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 23** (*Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie*) (p. 8053) : intervient sur les amendements n° 465 de M. Xavier Pintat, n° 513 de M. Jean-Claude Merceron et n° 715 de M. François Fortassin. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8065) : intervient sur l'amendement n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 8095) : intervient sur l'amendement n° 687 de M. Daniel Raoul (ouverture du dispositif d'éco-prêt à taux zéro aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale pour les travaux réalisés dans leurs bâtiments). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8107) : intervient sur les amendements identiques n° 472 de M. Xavier Pintat, n° 518 de M. Jean-Claude Merceron et n° 722 de M. Michel Sergent (obligation pour les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz, d'élaborer chaque année un plan prévisionnel d'investissement).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Article additionnel après l'article 44** (p. 8174, 8175) : intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Françoise Férat (création d'une commission départementale de protection des terres agricoles et naturelles). - **Article 45** (art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - *Constitution d'une trame verte et bleue*) (p. 8192) : intervient sur l'amendement n° 459 de Mme Françoise Férat.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Demande de réserve** (p. 8203) : demande la réserve du chapitre III du titre V relatif aux déchets.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8317) : intervient sur l'amendement n° 476 de Mme Esther Sittler (délais de recours en cas d'autorisation d'une installation classée). (p. 8323, 8328) : examen en commission de tous les amendements portant article additionnel après l'article 81.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article 78** (art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - *Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets*) (p. 8416, 8417) : intervient sur l'amendement n° 646 de M. Jacques Muller. - **Article 78 ter (Nouveau)** (art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - *Clarification de la signalétique "Point vert"*) (p. 8455) : votera contre les amendements n° 321 de Mme Anne-Marie Payet, n° 416 de Mme Évelyne Didier, n° 836 de M. Alain Vassel, n° 830 de Mme Fabienne Keller et n° 740 de M. Gérard Miquel. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8478, 8479) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) - président de la commission de l'économie, de l'aménagement du territoire et du développement durable (p. 8907, 8908) : son intervention sur la transposition insuffisante d'une directive ferroviaire.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Organisation des débats** (p. 9253) : demande l'examen séparé des amendements de suppression globale n° 439, 443, 195, 52 ainsi que des amendements de suppression partielle n° 24, 25, 28 et 445.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Statut de La Poste*) (p. 9431, 9432) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9464) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Points de contact de La Poste*) (p. 9667) : défavorable à l'amendement n° 286 de M. Jean Desessard. - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom et article 1635 sexies du code général des impôts - *Financement du fonds de péréquation de La Poste*) (p. 9702, 9703) : intervient sur l'amendement n° 623 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9775) : intervient sur l'amendement n° 376 de M. Michel Teston (rapport au Parlement sur la situation et la carrière des personnels reclassés de La Poste). - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Agents contractuels*) (p. 9786) : son intervention.

- **Anniversaire de la chute du mur de Berlin** - (9 novembre 2009) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 9861) : propose d'observer une minute de silence en ce vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (9 novembre 2009) - président de la commission de l'économie - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - *Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans*) (p. 9879, 9880) : intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Teston. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9921, 9922) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 147 (suppression de l'article L.5-6 du code des postes et des communications électroniques), n° 148 (suppression de l'article L.5-7 du code des postes et des communications électroniques), et n° 149 (suppression de l'article L.5-8 du code des postes et des communications électroniques). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 9924) : intervient sur l'amendement n° 619 de M. François Fortassin (précision). - **Demande de seconde délibération** (p. 9935) : favorable à la demande de seconde délibération sur l'article 2 demandée par le Gouvernement, à condition qu'une suspension de séance permette à la commission de se réunir afin d'examiner les modifications souhaitées par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9950) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de

la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du

territoire, en remplacement de M. Jean Bizet, rapporteur pour avis (p. 11753, 11754) : son intervention.

ESCOFFIER (Anne-Marie)
sénateur (Aveyron)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Vice-présidente de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La vie privée à l'heure des mémoires numériques. Pour une confiance renforcée entre citoyens et société de l'information [n° 441 (2008-2009)] (27 mai 2009) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 93 (2009-2010)] (6 novembre 2009) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 569, 570) : son intervention.

- **Projet de loi** de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)] - (3 février 2009) - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1342) : son amendement n° 186 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi organique** relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)] - (18 février 2009) - **Article 9** (*art. 26-1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 sur le Conseil constitutionnel - Examen des conditions de présentation des projets de loi par le Conseil constitutionnel*) (p. 2058, 2059) : soutient les amendements n° 38 et 39 de M. Michel Charasse ; retirés. -

Article 11 (*Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions*) (p. 2070) : soutient l'amendement n° 40 de M. Michel Charasse ; retiré. (p. 2076) : soutient l'amendement n° 41 de M. Michel Charasse ; devenu sans objet.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2282, 2283) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2596, 2597) : exprime la position de vote du groupe RDSE sur ce texte.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2702, 2703) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3144) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 259 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3440, 3441) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3464, 3465) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Simon Sutour sur l'avenir des services publics dans les zones rurales** - (26 mars 2009) (p. 3484, 3485) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3523, 3525) : son intervention. - **Article unique** (p. 3534) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3715, 3716) : son intervention. - **Article 3** (*Consistance du transfert*) (p. 3719) : son amendement n° 11 ; rejeté. (p. 3720) : son amendement n° 12 ; adopté.

- **Débat sur la politique de lutte contre l'immigration clandestine** - (29 avril 2009) (p. 4030, 4032) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4179, 4180) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le code de justice administrative [n° 426 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5467, 5468) : son intervention.

- **Question orale européenne avec débat de M. Richard Yung sur l'avenir de la politique sociale européenne** - (4 juin 2009) (p. 5599, 5600) : son intervention.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 431 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5613, 5614) : son intervention. Le groupe RDSE votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (8 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5815, 5817) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Article 7** (*art. L. 311-21 à L. 311-26 du code de la consommation - Exécution du contrat de crédit*) (p. 6083) : ses amendements n° 117 et 118 ;

adoptés. - **Article 12** (*art. L. 311-42 à L. 311-46 du code de la consommation - Opérations de découvert*) (p. 6086) : son amendement n° 119 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6156) : le groupe du RDSE votera ce texte.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-Lise Campion sur la protection de l'enfance** - (23 juin 2009) (p. 6208, 6209) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires - Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]** - (24 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6240, 6243) : son intervention. A l'exception de MM. Gilbert Barbier et Aymeri de Montesquiou, les membres du RDSE voteront contre ce texte.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6500) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6623) : son intervention. Le groupe du RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte [n° 491 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 492 (2008-2009)** (p. 6667, 6669) : son intervention. Le groupe RDSE votera ce texte, amendé par la commission.

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances [n° 492 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 491 (2008-2009)**.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 121 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7127, 7128) : son intervention. Le groupe du RDSE votera ce texte.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7186) : le groupe RDSE s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7324) : soutient l'amendement n° 137 de M. François Fortassin ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7622, 7629) : sur l'amendement de la commission de la culture saisi pour avis n° 71 (simplification des procédures d'élaboration des règlements locaux de publicité), ses sous-amendements n° 169 et 172 ; retirés ; et n° 177 et 170 ; rejetés. (p. 7632) : son amendement n° 176 : précision ; retiré.

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8525) : son intervention. Le groupe RDSE, dans sa grande majorité, s'abstiendra sur ce texte.

- **Questions cribles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8548) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers - Commission mixte paritaire [n° 3 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8554) : son intervention. Le groupe RDSE votera ce texte.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9160, 9162) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (6 novembre 2009) - **Article 2 (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités)** (p. 9617) : soutient l'amendement n° 587 de M. François Fortassin ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 5 (art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Composition du conseil d'administration)** (p. 9735) : soutient l'amendement n° 622 de M. François Fortassin ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique (suite)** (p. 11347, 11348) : son intervention.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11491, 11492) : son intervention.

Conseil et contrôle de l'Etat

- (26 novembre 2009) (p. 11512) : son intervention. Le groupe RDSE votera les crédits de cette mission.

Direction de l'action du Gouvernement

- (26 novembre 2009) (p. 11518, 11519) : son intervention. Le groupe RDSE votera les crédits de cette mission.

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (26 novembre 2009) (p. 11529, 11530) : son intervention. Le groupe du RDSE votera les crédits de cette mission.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11763, 11764) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11776) : sa question et sa réplique.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11812) : sa question. (p. 11813) : sa réplique.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11976) : sa question. (p. 11977) : sa réplique.

Sécurité

- (3 décembre 2009) (p. 11995, 11996) : son intervention.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) (p. 12100) : son intervention.

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2009) (p. 12029, 12030) : son intervention.

Sécurité civile

- (3 décembre 2009) (p. 12036) : son intervention.

Provisions

- (4 décembre 2009) (p. 12078) : son intervention.

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'Etat

- (4 décembre 2009) (p. 12082) : son intervention.

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2009) (p. 12087) : son intervention.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) (p. 12111, 12112) : son intervention.

Ville et logement

- (4 décembre 2009) (p. 12134) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12481, 12482) : son intervention.

ESTROSI (Christian)
ministre chargé de l'industrie
(à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8901, 8903) : ses interventions sur les brevets européen et communautaire. (p. 8904, 8906) : ses interventions sur les droits des consommateurs.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9232, 9235) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9293, 9297) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9300, 9301) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Jean-Claude Danglot tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 9305, 9306) : avis du Gouvernement sur la motion n° 540 de M. Martial Bourquin tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9310) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 541 de M. Michel Teston tendant au renvoi à la commission. - **Intitulé du titre Ier (Dispositions relatives à La Poste et modifiant la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la Poste et à France Télécom)** (p. 9313) : avis du Gouvernement

sur les amendements n° 3 et 4 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9314, 9319) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 5 (inscription dans le texte du statut d'exploitant autonome de droit public d'un service public national de La Poste), n° 6 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conséquences sociales de l'ouverture à la concurrence du secteur public postal avant la promulgation du présent texte) et n° 7 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur le bilan de la déréglementation du secteur postal), et de M. Michel Teston n° 362 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évolution globale de l'emploi ainsi que sur les conditions de travail dans le secteur postal), n° 357 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conditions de l'application de la directive 97/67/CE au secteur postal français), n° 358 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les tarifications commerciales du secteur postal) et n° 363 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évolution de l'emploi et des tarifs dans le secteur postal depuis l'ouverture totale du marché). (p. 9325, 9337) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 8 (réaffirmation, dans le texte, des principes fondamentaux du service public), n° 11 (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal) et n° 9 (réalisation d'un audit sur les conditions de travail des salariés et sur l'emploi précaire à La Poste et dans ses filiales), de M. Michel Teston n° 367 (réaffirmation de l'ascendant des principes fondamentaux du service public sur la recherche de la rentabilité) et, analogues, n° 452 et n° 429 (inscription des principes fondamentaux du service public dans le présent texte).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9378, 9380) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9399, 9408) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Michel Teston n° 354 (suspension, pour la France, de l'entrée en vigueur de la troisième directive postale européenne mettant fin au secteur réservé), n° 369 (rôle des réseaux postaux), n° 424 (organisation d'un référendum préalablement à tout changement du statut de La Poste), n° 425 (garantie du maintien du service public en cas de changement de statut de La Poste), n° 426 (maintien d'un établissement public industriel et commercial), n° 427 (rapport au Parlement sur la création d'une nouvelle catégorie d'établissement public industriel et commercial chargé de services d'intérêt économique général) et n° 428 (moratoire sur les suppressions de postes prévues à La Poste). - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9434) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 581 de M. François Fortassin, n° 23 de M. Jean-Claude Danglot, n° 264 de M. Jean Desessard et n° 430 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9460, 9486) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 24, 25 et 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 432, 439, 443, 445, 440, 448, 449, 450 et 451 de M. Michel Teston. (p. 9504, 9512) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 579 de M. Bruno Retailleau, n° 2 de M. Christophe-André Frassa, n° 580 et 582 de M. François Fortassin, n° 567 de M. Hervé Maurey, n° 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271 et 272 de M. Jean Desessard, n° 26, 27 et 31 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 336, 431, 433, 441 et 447 de M. Michel Teston. (p. 9515, 9527) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 275 de M. Jean Desessard, n° 29, 30, 32, 33, 34, 35 et 36 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 434, 435, 437, 438, 442, 444 et 446 de M. Michel Teston. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9526) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean Desessard portant sur le même objet n° 276 et n° 277 (rappel du respect de la charte de l'environnement et des engagements pris par le Grenelle).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9665, 9673) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 285, 286, 287 et 289

de M. Jean Desessard, n° 189 et 324 de M. Jacques Blanc, n° 55, 61, 54 et 60 de M. Jean-Claude Danglot et n° 568 de M. Daniel Dubois. (p. 9679, 9680) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 57 de M. Jean-Claude Danglot, n° 488, 384, 386, 487, 485, 486, 383, 385 et 387 de M. Michel Teston, n° 570 de M. Daniel Dubois, n° 548 de M. Michel Doublet et, sur de dernier, sur le sous-amendement n° 628 de M. Didier Guillaume. (p. 9687, 9694) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 186 de M. Gérard Cornu et n° 290 de M. Jean Desessard. - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom et article 1635 sexies du code général des impôts - Financement du fonds de péréquation de La Poste) (p. 9698, 9704) : son amendement n° 623 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 624 de M. Hervé Maurey et n° 631 et 632 de la commission, qu'il accepte. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 58 de M. Jean-Claude Danglot, n° 588 de M. François Fortassin, et sur le sous-amendement n° 635 de M. Michel Teston portant sur l'amendement n° 623 précité. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 9705) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 620 de M. François Fortassin (modalités d'évaluation et de vérification du coût du maillage territorial complémentaire mis en place par La Poste). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire) (p. 9709, 9712) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 59 et 223 de M. Jean-Claude Danglot, n° 490 et 489 de M. Michel Teston, ainsi que sur l'amendement n° 291 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 9716, 9717) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Michel Maurey n° 575 (extension des opérations sur le livret A réalisables dans les points de contact) et n° 576 (principe d'accessibilité des services financiers de La Poste). - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise Etat-La Poste) (p. 9719, 9726) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63, 236, 238, 239, 240, 241, 242 et 237 de M. Jean-Claude Danglot, n° 292 de M. Jean Desessard, n° 491 et 371 de M. Michel Teston, ainsi que sur l'amendement n° 577 de M. Hervé Maurey. - **Article 5** (art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Composition du conseil d'administration) (p. 9728, 9736) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 64, 225, 555, 550, 551, 552, 553, 554 et 65 de M. Jean-Claude Danglot, n° 293 et 294 de M. Jean Desessard, n° 493, 494 et 408 de M. Michel Teston, n° 622 de M. François Fortassin, ainsi que sur l'amendement n° 630 de la commission. - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9738, 9746) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 629 de la commission, n° 66, 227, 556 et 557 de M. Jean-Claude Danglot, n° 547 de Mme Marie-Hélène Des Esaulx, n° 391, 339 et 338 de M. Michel Teston, n° 295, 296 et 297 de M. Jean Desessard, ainsi que sur les sous-amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 638 et 639 portant sur l'amendement n° 338 précité et n° 637 portant sur l'amendement n° 629 précité.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) (p. 9758) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 412 de M. Michel Teston et n° 243 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut des fonctionnaires de La Poste) (p. 9761, 9770) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 593 et 621 de M. François Fortassin, n° 299 de M. Jean Desessard, n° 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 244, 245, 558, 559 et 67 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 496, 497 et 498 de M. Michel Teston. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9771, 9775) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Michel Teston n° 372 (reconstitution de la carrière de certains fonctionnaires de La Poste), n° 373 (indemnisation de certains fonctionnaires de La Poste), n° 374 (mobilité et réorientation professionnelle de certains fonctionnaires de La Poste), n° 375 (obligation pour La Poste de présenter un bilan

annuel des promotions des fonctionnaires "reclassés sans reclassification") et n° 376 (rapport du Parlement sur la situation et la carrière des personnels reclassés de La Poste). - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9777, 9792) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 595 de M. François Fortassin, n° 300 et 301 de M. Jean Desessard, n° 235, 246, 255, 260, 261, 560, 561, 562 et 68 de M. Jean-Claude Danglot, n° 413, 499, 500, 501 et 502 de M. Michel Teston, et n° 325 de Mme Colette Giudicelli. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9795, 9806) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 303, 306 et 307 de M. Jean Desessard, n° 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254 et 69 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 341, 393, 394, 503, 504, 505 et 509 de M. Michel Teston. (p. 9805) : intervient sur l'article. - **Article 10** (art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste) (p. 9808, 9812) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70 de M. Jean-Claude Danglot, n° 308 de M. Jean Desessard, et n° 510, 414, 511, 512, 513, 395 et 396 de M. Michel Teston. - **Article 11** (art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Dispositions transitoires) (p. 9814, 9817) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 514 de M. Michel Teston, n° 310 et 311 de M. Jean Desessard, et n° 71, 256, 257, 258 et 259 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 12** (Dispositions diverses de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes) (p. 9820, 9829) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 515 de M. Michel Teston, n° 312 et 313 de M. Jean Desessard, et n° 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 564, 565 et 563 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 12 bis (Nouveau)** (art. L. 323-2 du code du travail - Obligation d'emploi des travailleurs handicapés, mutilés de guerre et assimilés) (p. 9830) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 91 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 9830, 9831) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 188 de M. Louis Nègre (maintien du régime de TVA appliqué à La Poste malgré son changement de statut) et n° 321 de M. Jean-Claude Danglot (suppression des mesures tendant à la libéralisation totale des activités postales). - **Intitulé du titre II** (Dispositions portant transposition de la directive 2008/6/CE du 20 février 2008 et modifiant certaines dispositions du code des postes et des communications électroniques) (p. 9831) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 321 de M. Jean-Claude Danglot (suppression des mesures tendant à la libéralisation totale des activités postales). - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 9831, 9834) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 92 (abrogation de la loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales) et n° 100 (mention du caractère public du service postal), et de M. Michel Teston n° 354 (suspension, pour la France, de l'entrée en vigueur de la troisième directive postale européenne mettant fin au secteur réservé), n° 355 (renégociation de la directive européenne 2008/6/CE du 20 février 2008) et n° 360 (rapport gouvernemental sur la situation des réseaux postaux ruraux). (p. 9834) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 360 de M. Michel Teston (rapport gouvernemental sur la situation des réseaux postaux ruraux). - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste) (p. 9837, 9851) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 193 de M. Denis Detcheverry, n° 314 de M. Jean Desessard, n° 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99 et 122 de M. Jean-Claude Danglot, n° 421 et 422 de M. Jean-Etienne Antoinette, et n° 326, 327, 328, 329, 330, 331, 333, 334, 335, 337, 365, 397, 398, 399, 516, 517, 518, 519, 520, 521 et 522 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 9864) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Claude Danglot

(inscription du principe de la péréquation tarifaire dans le code des postes et communications électroniques). - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9867, 9877) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 633 de la commission, n° 523, 524, 525, 526, 400, 402, 401, 415, 403, 527, 404, 405 et 416 de M. Michel Teston, n° 102, 107, 104, 105, 106, 108 et 103 de M. Jean-Claude Danglot, n° 315 et 316 de M. Jean Desessard, n° 605 de M. François Fortassin et n° 322 de M. Jacques Blanc. - **Article 15** (art. L. 2-1 du code des postes et communications électroniques - Contrats dérogatoires aux modalités de l'offre de service universel) (p. 9885, 9887) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 109, 111 et 110 de M. Jean-Claude Danglot, n° 528 de M. Michel Teston, et n° 317 de M. Jean Desessard. - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9890, 9896) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 112, 114, 113, 226, 116, 120, 119, 115 et 117 de M. Jean-Claude Danglot, n° 406, 529, 344, 342, 345, 407 et 343 de M. Michel Teston, ainsi que sur le n° 571 de M. Hervé Maurey. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 9902) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 126 de M. Jean-Claude Danglot (suppression de l'article L. 3-1 du code des postes et des communications électroniques). - **Article 18** (art. L. 3-2 du code des postes et communications électroniques - Soumission du secteur postal à une même réglementation d'intérêt général) (p. 9903, 9906) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 410, 409, 370 et 361 de M. Michel Teston, n° 318 et 319 de M. Jean Desessard, et n° 125 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3-4 du code des postes et communications électroniques - Suppression d'une disposition prévoyant la prise de mesures réglementaires concernant les services d'envois recommandés) (p. 9908, 9909) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 127 et 128 de M. Jean-Claude Danglot, n° 532 de M. Michel Teston, et n° 320 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9909, 9912) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 130 (réduction des pouvoirs de l'ARCEP), n° 129 (consultation de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques sur les tarifs des prestations offertes à la presse au titre du service public du transport et de la distribution de la presse), n° 131 (suppression du pouvoir de sanction pénale de l'ARCEP), n° 132 (consultation de l'ARCEP et de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques sur les projets de loi ou règlements relatifs aux services postaux), n° 133 (possibilité pour l'ARCEP et la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques d'être associés, pour les questions relevant de leurs compétences, aux négociations internationales communautaires), n° 134 (suppression de la compétence accordée à l'ARCEP de délivrer les autorisations d'activités postales), n° 135 (couverture obligatoire de l'ensemble du territoire par les opérateurs postaux, tant pour la distribution que pour la collecte du courrier), ainsi que sur les amendements analogues de M. Michel Teston n° 530 et n° 531 (réforme du régime de l'autorisation afin de le rendre davantage protecteur du service universel postal). - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur) (p. 9913, 9918) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 634 de la commission, n° 138, 141, 140, 142, 139 et 137 de M. Jean-Claude Danglot, n° 349, 350, 351, 352, 411 et 534 de M. Michel Teston, n° 423 de M. Jean-Etienne Antoinette, et n° 573 de M. Hervé Maurey. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9919, 9923) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 143 (suppression de l'article L. 5-3 du code des postes et des communications électroniques), n° 144 (rédaction), n° 145 (suppression de l'article L.5-4 du code des postes et des communications électroniques), n° 146 (suppression de l'article L.5-5 du code des postes et des communications électroniques), n° 147 (suppression de l'article L.5-6 du code des postes et des communications électroniques), n° 148 (suppression de l'article L.5-7 du code des postes et des communications électroniques) et n° 149 (suppression de l'article L.5-8 du code des postes et des communications électroniques), ainsi que sur le n° 533 de

M. Michel Teston (possibilité, pour les commissions permanentes de chaque chambre du Parlement, de consulter la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques, et consultation obligatoire de ladite commission par l'ARCEP). - **Article 21** (art. L. 5-7-1 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Traitement par le régulateur des réclamations non satisfaites par les prestataires de services postaux) (p. 9923) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 150 de M. Jean-Claude Danglot et n° 535 de M. Michel Teston. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 9924) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 619 de M. François Fortassin (précision). - **Article 22** (art. L. 17 du code des postes et communications électroniques - Modification de cohérence) (p. 9924) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 151 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 23** (art. L. 18 du code des postes et communications électroniques - Modification de cohérence) (p. 9925) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 152 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 24** (art. L. 19 du code des postes et communications électroniques - Modification de cohérence) (p. 9925) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 153 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 9926, 9927) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 340 de M. Michel Teston (interdiction d'insérer des objets contrefaits dans les envois postaux, sous peine de contravention), et n° 155, n° 156, n° 157, n° 158, n° 159 de M. Jean-Claude Danglot, analogues à son amendement n° 154 (suppression de l'ARCEP). - **Intitulé du titre III** (Disposition diverses) (p. 9927) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 162 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 25** (Entrée en vigueur du titre Ier) (p. 9929, 9930) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 160, 174, 172, 171, 170, 169, 167, 168, 166, 165, 164 et 163 de M. Jean-Claude Danglot, ainsi que sur le n° 536 de M. Michel Teston. - **Article 26** (Entrée en vigueur du titre II) (p. 9932, 9933) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 161, 185, 184, 183, 182, 181, 180, 179, 178, 177, 176 et 175 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 537 et 536 de M. Michel Teston. - **Demande de seconde délibération** (p. 9935) : demande une seconde délibération sur l'article 2. Acceptée par la commission, la seconde délibération est ordonnée. - **Seconde délibération - Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9936, 9938) : son amendement n° A-1 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9950) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) (p. 11665, 11667) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 11671) : intervient sur les amendements n° II-15 de la commission et n° II-99 de la commission de la culture saisie pour avis.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Article 27 bis (Nouveau)** (Exonération partielle de taxe foncière sur les propriétés bâties des habitations construites en périmètre SEVESO) (p. 12969) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 174 de Mme Marie-France Beaufils. Son amendement n° 237 ; adopté. - **Article 27 quater (Nouveau)** (Régime d'exonération de cotisation foncière des entreprises des établissements de spectacles cinématographiques) (p. 12971, 12975) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 et 241 de la commission, n° 196 de M. Jack Ralite et n° 139 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 27 quater** (p. 12975, 12978) : sur l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° 142 (extension du régime du mécénat), son sous-amendement n° 240 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements de

la commission de la culture saisie pour avis n° 143 (précision), n° 144 (prolongement de la durée du crédit d'impôt en faveur de la production phonographique), n° 140 (modalités de détermination de la valeur ajoutée servant d'assiette pour le calcul de cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises de production d'œuvres cinématographiques) et n° 141 (relèvement du taux de la taxe sur les appareils de reproduction ou d'impression) ainsi que sur l'amendement n° 121 de M. Charles Guené identique à l'amendement n° 144 précité. - **Article 27 quinquiés (Nouveau)** (Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres) (p. 12978) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 27 sexies (Nouveau)** (Dérogations aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées) (p. 12979) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 176 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article 28** (Volet fiscal de la réforme portant fusion des professions d'avocats et d'avoués) (p. 12980, 12981) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de Mme Nicole Bricq. Son amendement n° 216 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12981, 12984) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Charles Revet n° 135 (adaptation à l'outre-mer de la redevance pour pollution diffuse) et n° 137 (relèvement du taux plafond de la redevance pour obstacle sur les cours d'eau dans les départements d'outre-mer) ainsi que sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Fourcade (aménagement du dispositif du bouclier fiscal). - **Article 28 ter (Nouveau)** (Aménagement du crédit d'impôt "Développement durable" et report de l'éco-conditionnalité de certains avantages fiscaux) (p. 12985, 12986) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 182 de M. Philippe Darniche et n° 225 et 226 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 12987) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 232 de la commission (clarification). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12988, 12993) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de M. Alain Lambert (déductibilité du revenu imposable des frais d'emprunt versés pour acquérir des parts d'une société), n° 193 de M. Jean-Paul Virapoullé (extension aux entreprises exerçant leurs activités outre-mer de la réduction d'impôt sur le revenu de 50 % pour la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité), n° 124 de M. Charles Revet (report de l'entrée en vigueur de l'exonération de taxe foncière et de taxe professionnelle sur les activités portuaires) et de la commission n° 242 (coordination), et n° 243 (développement des biocarburants incorporés dans le gazole à usage spécifique). - **Article 29 bis (Nouveau)** (Prorogation de l'exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises nouvelles qui se créent dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) (p. 12993) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 177 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 12994, 12995) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 231 de la commission (imposition exceptionnelle sur les éléments variables de rémunération des professionnels des marchés financiers). - **Article 29 quinquiés (Nouveau)** (Allongement de la période de prise en compte des coûts de développement éligibles au crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo en ligne) (p. 12997) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 29 sexies (Nouveau)** (Abaissement du seuil d'éligibilité des coûts de développement au crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 29 sexies** (p. 12998) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Catherine Dumas n° 92 (aménagement du crédit d'impôt "Textile-habillement-cuir") et n° 91 (prorogation du crédit d'impôt en faveur des métiers d'art).

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales - Commission mixte paritaire [n° 192 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13326, 13339) : son intervention. Réponse aux orateurs.

ETIENNE (Jean-Claude)
sénateur (Marne)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre titulaire du Comité ad hoc pour la recherche sur les cellules souches embryonnaires-Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies le 4 février 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 64 (2008-2009)] portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 198 (2008-2009)] (4 février 2009) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Evaluation de l'application de l'article 19 de la loi de programme pour la recherche [n° 254 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les perspectives offertes par les recherches sur la prévention et le traitement de l'obésité [n° 477 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Questions sociales et santé.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les dispositifs d'alerte aux tsunamis en France et dans le monde [n° 546 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Le dossier médical personnel (DMP) : quel bilan d'étape pour quelles perspectives ? [n° 567 (2008-2009)] (20 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : "Le principe de précaution : bilan de son application quatre ans après sa constitutionnalisation" [n° 25 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants** [n° 146 (2008-2009)] - (11 février 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 1797, 1798) : parole sur l'article. - **Article 1er** (*Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus*) (p. 1815, 1822) : position de la commission sur les amendements n° 25, 26 et 27 de M. François Autain, n° 8, 9, 10, 13, 14, 15, 16, 17, 11 et 12 de M. Serge Lagache et n° 24 de Mme Françoise Férat. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1823) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de M. Serge Lagache (intégration dans le système LMD des formations paramédicales post-baccalauréat). - **Article 2** (*Entrée en vigueur des dispositions de l'article 1er*) (p. 1823) : son amendement n° 6 ; adopté. (p. 1825) : position de la commission sur les amendements n° 29 de M. François Autain et n° 20 de M. Serge Lagache. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1825, 1826) : position de la commission sur les amendements n° 21 et 22 de M. Serge Lagache.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques** [n° 305 (2008-2009)] - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3778) : son intervention.

- **Débat sur la politique de l'État en matière de gestion des ressources halieutiques et des pêches** - (5 mai 2009) - premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 4149, 4150) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4407, 4408) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5938, 5939) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Ivan Renar sur l'évaluation du crédit impôt recherche** - (24 juin 2009) (p. 6324, 6325) : son intervention.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (21 octobre 2009) (p. 8859, 8860) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9162, 9163) : son intervention.

FALCO (Hubert)
*secrétaire d'Etat chargé de
l'aménagement du territoire
(jusqu'au 23 juin 2009)
secrétaire d'Etat à la défense et aux
anciens combattants
(à partir du 23 juin 2009)*

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (26 mars 2009) (p. 3477) : intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Fischer.

- **Question orale avec débat de M. Simon Sutour sur l'avenir des services publics dans les zones rurales** - (26 mars 2009) (p. 3488, 3490) : sa réponse.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6201, 6203) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé (Approbation du rapport annexé)** (p. 6992, 7003) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 128, 129 et 130 de Mme Michelle Demessine, n° 53, 51, 54, 55 et 56 de Mme Dominique Voynet, n° 93, 95 et 97 de M. Didier Boulaud et n° 19, 20 et 21 de M. Jean-Pierre Chevènement. (p. 7003, 7013) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 96 de M. Didier Boulaud, n° 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29 et 30 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 57, 58, 59, 60, 61, 62 et 63 de Mme Dominique Voynet et n° 127 de

Mme Michelle Demessine. (p. 7014, 7025) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 132 et 131 de Mme Michelle Demessine, n° 85, 98, 99, 100, 101 et 102 de M. Didier Boulaud, n° 31, 32, 33, 34, 35 et 36 de M. Jean-Pierre Chevènement et n° 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 73 et 75 de Mme Dominique Voynet.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) (p. 11844, 11846) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11848, 11853) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-135, II-136, II-137, II-138 et II-139 de M. Guy Fischer, et n° II-81, II-82, II-83, II-84, II-85, II-86 et II-87 de M. Jean-Pierre Bel. - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 11854, 11863) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-63 (rapport gouvernemental évaluant les dispositifs de prise en charge des conjoints survivants de ressortissants de l'Office national des anciens combattants) et n° II-89 de M. Jean-Pierre Bel (diminution de l'âge de jouissance de la demi-part fiscale réservée au titulaire de la carte du combattant). (p. 11854) : son amendement n° II-174 : majoration de la pension des conjoints survivants des grands invalides ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Commission mixte paritaire [n° 122 (2009-2010)]** - (22 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13270, 13271) : son intervention.

FAUCHON (Pierre)
*sénateur (Loir-et-Cher)
UC*

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) ; puis vice-président le 14 janvier 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les coopérations spécialisées : une voie de progrès de la construction européenne [n° 237 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'action publique en matière pénale et tendant à créer un procureur général de la République [n° 500 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution européenne en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (E4863) [n° 126 (2009-2010)] (2 décembre 2009) - **Famille - Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 126 (2009-2010)] européenne en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (E4863) [n° 144 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 316, 317) : parole sur l'article.

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur les enseignements de la Présidence française de l'Union européenne** - (20 janvier 2009) (p. 600, 602) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Question préalable** (p. 1710) : ne votera pas la motion n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (12 février 2009) - **Article 1er** (*Dépôt des propositions de résolution*) (p. 1863, 1872) : intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur le sous-amendement n° 198 de M. Bernard Frimat portant sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 2** (*Transmission de la proposition de résolution au Premier ministre*) (p. 1876, 1884) : ne votera pas l'amendement n° 73 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Ne votera pas l'amendement n° 147 de M. Bernard Frimat. Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Article 3** (*Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution*) (p. 1892, 1893) : intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Bernard Frimat portant sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 5** (*Rectification des propositions de résolution*) (p. 1908) : intervient sur l'amendement n° 60 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1981) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2043) : soutient l'amendement n° 26 de M. Michel Mercier ; devenu sans objet.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (5 mars 2009) - **Article 15 bis** (*Unités de vie familiale et parloirs familiaux*) (p. 2438) : intervient sur les amendements n° 25 et 26 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 22** (*Autorisation de l'administration pénitentiaire pour la désignation d'un aidant*) (p. 2481) : intervient sur l'amendement n° 129 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 2486) : défavorable à l'amendement n° 201 de M. Alain Anziani (contrat d'entretien spécifique pour les hôpitaux en charge des unités de soins en milieu carcéral). - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2500) : votera l'amendement n° 303 de la commission.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2528, 2529) : intervient sur l'amendement n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (atténuation systématique de peine et régime de sanction privilégiant l'orientation vers le circuit sanitaire pour les détenus atteints de troubles mentaux). - **Article 33** (art. 132-25, 132-26, 132-26-1 et 132-27 du code pénal - *Extension des possibilités d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement correctionnel*) (p. 2537) : ne votera pas l'amendement n° 151 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2542, 2543) : son département du Loir-et-Cher. - **Article 44** (art. 720-1 et 720-1-1 du code de procédure pénale - *Suspension et fractionnement des peines en cours d'exécution*) (p. 2548) : intervient sur les amendements n° 256 et 257 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 49** (art. 715-1 nouveau et 716 du code de procédure pénale - *Possibilité d'un encellulement individuel ou collectif pour les prévenus*) (p. 2566, 2567) : votera la proposition de la commission. - **Article 51** (art. 71-1 du code de procédure pénale - *Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention*) (p. 2577) : intervient sur l'amendement n° 296 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2598, 2599) : son intervention.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) (p. 3066) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 65 sexies** (p. 3420, 3421) : favorable à l'amendement n° 182 du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur de dispositions relatives à la collégialité de l'instruction et au renforcement de l'équilibre de la procédure pénale).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 18 et 19 juin 2009** - (17 juin 2009) (p. 6100, 6102) : son intervention.

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8517, 8518) : son intervention. Le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire [n° 10 (2009-2010)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8692, 8693) : son intervention. Le groupe UC votera ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Article 7** (art. 11 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Désignation du secrétaire général du Conseil supérieur de la magistrature et de ses adjoints éventuels, intitulé et durée d'exercice de leurs fonctions*) (p. 8722) : défavorable à l'amendement n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes** (p. 11290, 11291) : son intervention.

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 2009) (p. 11549) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 142 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 143 (2009-2010)** (p. 13179, 13181) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 142 (2009-2010).**

FAUCONNIER (Alain)
sénateur (Aveyron)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Simon Sutour sur l'avenir des services publics dans les zones rurales** - (26 mars 2009) (p. 3485, 3487) : son intervention.

FAURE (Jean)
sénateur (Isère)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la gendarmerie nationale [n° 547 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Défense - Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Sécurité : Gendarmerie nationale [n° 102 tome 9 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires** [n° 562 (2008-2009)] - (22 juillet 2009) - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 7356) : défavorable à l'amendement n° 41 de M. Jean Desessard.

- **Projet de loi relatif à la gendarmerie nationale - Commission mixte paritaire** [n° 124 (2008-2009)] - (23 juillet 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 7383, 7385) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Sécurité

- (3 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 11992, 11993) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 59 ter** (p. 12005) : son amendement n° II-193 : prorogation du dispositif permettant aux collectivités

territoriales de mettre des logements à la disposition des gendarmes ; adopté.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 12015, 12016) : son amendement n° II-112 : suppression de la dotation "remontée mécanique" versée aux communes ayant institué la taxe spéciale dite Ravanel ; retiré.

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention le 21 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 46 (2009-2010)] (19 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Enseignement scolaire [n° 104 tome 5 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (3 février 2009) - **Article 21** (*Elaboration de la trame verte et bleue*) (p. 1351) : sur l'amendement n° 62 de la commission, soutient le sous-amendement n° 511 de Mme Catherine Morin-Desailly ; adopté. (p. 1354) : intervient sur le sous-amendement n° 511 précité.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Article 1er** (*Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours*) (p. 3791) : soutient l'amendement n° 20 de M. Daniel Soulage ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (5 juin 2009) - **Article 22 bis** (**Texte modifié par la commission**) (*art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - Extension des missions des sages-femmes*) (p. 5693) : son amendement n° 140 ; retiré. - **Article 24 quater** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3323-2 du code de la santé publique - Réglementation de la publicité pour les boissons alcoolisées sur Internet*) (p. 5727) : votera contre l'amendement n° 40 de Mme Anne-Marie Payet.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Article 2** (*art. L. 311-4 et L. 311-5 du code de la consommation - Publicité*) (p. 6060) : son amendement n° 101 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (23 septembre 2009) - **Article 13 bis A** (*art. L. 6241-3 du code du travail et 225 du code général des impôts - Affectation au Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage du produit de la contribution supplémentaire de la taxe d'apprentissage*) (p. 7916) : sur l'amendement n° 170 du Gouvernement, son sous-amendement n° 2 ; adopté.

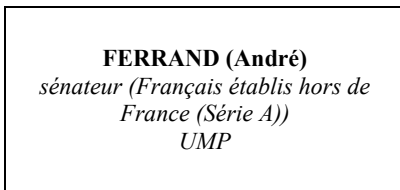
- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 8051) : soutient l'amendement n° 136 de M. Claude Biwer (transposition de la directive européenne relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables adoptée par le Parlement européen le 17 décembre 2008) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 52** (*art. L. 211-1-4 [nouveau], L. 216-1, L. 216-3 et L. 216-5 du code de l'environnement - Mise en place d'une bande enherbée de cinq mètres le long des cours d'eau*) (p. 8220) : son amendement n° 461 ; rejeté. - **Article 57** (*art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 1331-1-1 et L. 1331-6 du code de la santé publique - Contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes*) (p. 8245) : soutient l'amendement n° 489 de M. Daniel Soulage ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 11265) : soutient l'amendement n° I-373 de M. Yves Détraigne (prorogation du régime du bénéfice de la demi-part supplémentaire des contribuables vivant seuls et ayant un ou plusieurs enfants majeurs) ; rejeté. (p. 11267) : intervient sur l'amendement n° I-373 de M. Yves Détraigne (prorogation du régime du bénéfice de la demi-part supplémentaire des contribuables vivant seuls et ayant un ou plusieurs enfants majeurs).



NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger le 17 février 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande électorale pour les élections à l'étranger [n° 412 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail**.

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour une réforme du financement des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 509 (2008-2009)] (1er juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11799, 11800) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11826) : intervient sur l'amendement n° II-126 de M. Gérard Longuet.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 609 (2008-2009)] (5 septembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Economie. Compte d'affectation spéciale : gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 101 tome 3 annexe 11 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 134 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (27 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11575, 11577) : son intervention.

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11700, 11701) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger). -

Article 35 et état B (Crédits du budget général) (p. 11707) : intervient sur l'amendement n° II-57 de M. Robert del Picchia.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des Etats étrangers

- (4 décembre 2009) (p. 12054, 12055) : son intervention.

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 251, 252) : soutient l'amendement n° 337 de M. David Assouline ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 323) : soutient l'amendement n° 357 de M. David Assouline (suppression de la disposition tendant à aligner la durée des contrats d'objectifs et de moyens sur celle du mandat des présidents) ; devenu sans objet le 15 janvier 2009.

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 570, 571) : son intervention. Le groupe socialiste soutient cette proposition de loi.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (*Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus*) (p. 1819) : soutient l'amendement n° 13 de M. Serge Lagauche ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (3 juin 2009) - **Article 18** (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5488, 5491) : son amendement n° 752 ; rejeté. - **Article 20** (**Texte modifié par la commission**) (*Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale*) (p. 5551) : soutient l'amendement n° 770 de M. Jacky Le Menn ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7779, 7781) : sa motion n° 130 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er** (art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - *Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV*) (p. 7788) : intervient sur l'amendement n° 132 de M. Claude Jeannerot. - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 7792, 7793) : soutient l'amendement n° 134 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur la création d'un service public et d'orientation) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 7894) : son amendement n° 144 : rapport au Parlement sur les conditions d'une campagne d'information nationale sur la validation des acquis de l'expérience ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8831, 8832) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9407) : soutient l'amendement n° 427 de M. Michel Teston (rapport au Parlement sur la création d'une nouvelle catégorie d'établissement public industriel et commercial chargé de services d'intérêt économique général) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Points de contact de La Poste*) (p. 9674, 9675) : soutient les amendements n° 488 et 487 de M. Michel Teston ; rejetés.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11821, 11822) : sa question et sa réplique.

FISCHER (Guy)
sénateur (Rhône)
CRC-SPG

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 15, 21, 22, 23 janvier, 3, 4, 5, 10 février, 9, 10, 12, 17, 25, 26 mars, 8, 28 avril, 7, 29 mai, 2, 9, 11, 17 juin, 7 juillet, 16, 22 septembre, 20, 22 octobre, 3, 5, 16, 18, 19, 23, 25 novembre, 1er, 2, 15, 17, 21 et 23 décembre 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 262, 263) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Article 12** (art. L. 79, L. 80 et L. 104-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Regroupement des tribunaux des pensions) (p. 3274, 3275) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 130 de Mme Josiane Mathon-Poinat ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (26 mars 2009) (p. 3476) : interrogation sur l'organisation des débats.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Article 1er** (Suppression du bouclier fiscal) (p. 3513, 3514) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Rappel au règlement** (p. 3834) : souhaite une proposition de loi sur la question du travail du dimanche. - **Article 13** (art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 de la loi EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924) (p. 3837, 3838) : parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (6 mai 2009) (p. 4170) : s'insurge contre l'organisation des travaux parlementaires, et notamment du travail en commission, qui ne permet pas d'assurer la transparence des débats ; demande le report du délai limite pour le dépôt des amendements sur le texte de la commission relatif au projet de loi sur l'hôpital, ainsi que la levée de la procédure d'urgence.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4457, 4459) : sa motion n° 901 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public) (p. 4476, 4477) : parole sur l'article. (p. 4482, 4484) : son amendement n° 371 ; rejeté. (p. 4506) : soutient l'amendement n° 381 de M. François Autain ; retiré. (p. 4509, 4510) : soutient l'amendement n° 382 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4519) : soutient l'amendement n° 386 de M. François Autain ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4550) : intervient sur l'amendement n° 680 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Article 4 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6141-1, L. 6141-2, L. 6141-2-1 [nouveau], L. 6141-7-3 [nouveau] du code de la santé publique - Statut des établissements publics de santé) (p. 4605) : parole sur l'article. (p. 4611) : favorable à l'amendement n° 407 de M. François Autain. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé) (p. 4613) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 4617) : proteste contre le dépôt tardif d'amendements du Gouvernement. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé) (p. 4618, 4623) : soutient l'amendement n° 409 de M. François Autain ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Jacky Le Menn. (p. 4629, 4643) : soutient les amendements n° 412 et 415 de M. François Autain ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé) (p. 4661, 4670) : parole sur l'article. Soutient les amendements n° 416 et 546 de M. François Autain ; rejetés. (p. 4671, 4679) : soutient les amendements de M. François Autain n° 420, 422 et 419 ; rejetés. (p. 4689) : soutient l'amendement n° 427 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4699, 4702) : intervient sur l'amendement n° 1180 du Gouvernement. Soutient l'amendement n° 405 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4706, 4715) : soutient les amendements de M. François Autain n° 432 et 433 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - Nomination et gestion des personnels de direction) (p. 4730) : parole sur l'article. (p. 4732, 4741) : soutient les amendements n° 436, 438 et 440 de M. François Autain ; rejetés. Défavorable à l'amendement n° 1167 du Gouvernement. - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - Organisation interne des établissements publics de santé) (p. 4746) : soutient l'amendement n° 443 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 9 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6145-16 du code de la santé publique - Certification des comptes des établissements publics de santé) (p. 4773, 4774) : soutient l'amendement n° 447 de M. François Autain ; retiré. - **Article 9 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6113-10 à L. 6113-10-2 du code de la santé publique - Création de l'agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux) (p. 4776) : soutient l'amendement n° 448 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - Statut des praticiens hospitaliers) (p. 4779, 4780) : parole sur l'article. - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire) (p. 4795) : soutient l'amendement n° 453 de M. François Autain ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (19 mai 2009) (p. 4807) : conditions de travail au Sénat et respect des droits du Parlement.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)] (suite)** - (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire) (p. 4815) : intervient sur les amendements n° 1307, 1308 et 1309 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1310, 1311 et 1312 de la

commission s'y rapportant. (p. 4816, 4817) : soutient l'amendement n° 454 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4818) : soutient l'amendement n° 549 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4819) : soutient l'amendement n° 550 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4821) : intervient sur l'amendement n° 605 de M. Gilbert Barbier. Soutient l'amendement n° 551 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4823) : intervient sur l'amendement n° 1196 du Gouvernement. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier) (p. 4828, 4829) : soutient l'amendement n° 458 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4842) : votera contre l'amendement n° 1197 du Gouvernement. (p. 4844) : soutient l'amendement n° 564 de M. François Autain ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 4848) : favorable à l'amendement n° 370 de M. François Autain (exclusion des établissements psychiatriques du champ d'application de ce projet de loi).

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé* (p. 4886, 4893) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG votera contre cet article. Intervient sur l'amendement n° 906 de M. François Autain. (p. 4899) : soutient l'amendement n° 956 de M. François Autain ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4935, 4936) : votera l'amendement n° 979 de M. François Autain. (p. 4941, 4942) : intervient sur l'amendement n° 920 de M. François Autain. (p. 4948, 4949) : soutient l'amendement n° 916 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4954) : intervient sur l'amendement n° 1051 de M. Jacky Le Menn. (p. 4974) : soutient les amendements de M. François Autain n° 929 et 924 ; rejetés. (p. 4985) : soutient l'amendement n° 928 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4987) : soutient l'amendement n° 931 de M. François Autain ; retiré. (p. 4993) : soutient l'amendement n° 935 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5003) : intervient sur l'amendement n° 1141 de M. Michel Mercier.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5040, 5048) : soutient les amendements de M. François Autain n° 943 et 945 ; rejetés. Intervient sur l'amendement (942) du même auteur. Le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 1071 de M. François Rebsamen. (p. 5065) : intervient sur l'amendement n° 1000 de M. Philippe Leroy. (p. 5072, 5076) : soutient les amendements de M. François Autain n° 957 et 958 ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 999 de M. Philippe Leroy. (p. 5097) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 26. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral) (p. 5105) : soutient l'amendement n° 966 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5155, 5156) : soutient l'amendement n° 970 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5159) : intervient sur l'amendement n° 970 précité. (p. 5160, 5161) : soutient l'amendement n° 972 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5163) : soutient l'amendement n° 976 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5166) : intervient sur l'amendement n° 1113 de M. Jacky Le Menn. (p. 5168, 5169) : retire l'amendement n° 983 de M. François Autain. Soutient l'amendement n° 973 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5176) : soutient les amendements de M. François Autain n° 974 et 979 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) (p. 5200, 5201) : favorable à l'amendement n° 977 de M. François Autain. (p. 5202) : soutient l'amendement n° 981 de M. François Autain ; devenu sans objet. (p. 5203) : soutient l'amendement n° 978 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5206, 5207) : intervient sur l'article. - **Article 30 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 123-2-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Transfert aux agences de santé des biens, droits et obligations des organismes auxquels elles se substituent) (p. 5215) : intervient sur l'amendement n° 1339 du Gouvernement. - **Article 32 (Texte modifié par la commission)** (Entrée en vigueur des dispositions relatives aux agences régionales de santé, à la représentation des professionnels de santé libéraux, à la planification et à l'autorisation des établissements et services médico-sociaux) (p. 5217) : soutient l'amendement n° 985 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (Adaptation du statut des thèses nationales d'Aix-les-Bains) (p. 5223) : soutient l'amendement n° 986 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours) (p. 5252, 5254) : soutient l'amendement n° 465 de M. François Autain ; retiré. - **Article 14 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6323-1 et L. 6323-3 du code de la santé publique - maisons et centres de santé) (p. 5270) : soutient l'amendement n° 470 de M. François Autain ; retiré. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5281) : soutient l'amendement n° 479 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5293) : soutient l'amendement n° 474 de M. François Autain ; rejeté.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article 1er** (art. 3 du Règlement - Composition du Bureau du Sénat) (p. 5399) : soutient l'amendement n° 41 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 13** (art. 16 et 24 bis nouveau du Règlement - Engagement de la procédure accélérée par le Gouvernement) (p. 5414, 5415) : soutient l'amendement n° 48 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 14** (chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - Examen des projets et propositions de loi) (p. 5417) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5485) : soutient l'amendement n° 493 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5491, 5492) : intervient sur l'amendement n° 752 de M. Jean-Luc Fichet. (p. 5498) : intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean Desessard. - **Article 18 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 162-1-18 du code de la sécurité sociale - Consultation annuelle gratuite d'un généraliste pour les jeunes) (p. 5503) : intervient sur l'amendement n° 1233 du Gouvernement. - **Article 19 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4133-1 à L. 4133-7, L. 4021-1, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4236-1 à L. 4236-6, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 6155-1 à L. 6155-5, L. 4242-1, L. 4382-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-12, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Formation continue des professionnels de santé) (p. 5513, 5514) : soutient l'amendement n° 502 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 19 quater (Texte modifié par la commission)**

(art. L. 4311-15, L. 4312-2, L. 4312-3, L. 4312-5, L. 4312-7, L. 4312-9, L. 4321-10, L. 4321-14, L. 4321-16, L. 4321-19, L. 4322-2, L. 4322-9, L. 4322-12 du code de la santé publique - *Ordres des professions paramédicales*) (p. 5530, 5531) : soutient l'amendement n° 509 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 20 (Texte modifié par la commission)** (*Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale*) (p. 5539, 5540) : soutient l'amendement n° 510 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 21 (Texte modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures nécessaires à la transposition de certaines règles communautaires en matière de qualifications professionnelles et de dispositifs médicaux*) (p. 5552) : soutient l'amendement n° 511 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 21 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-10 du code de la sécurité sociale - *Transmission du rapport médical en cas de contestation du taux d'incapacité*) (p. 5556, 5557) : soutient l'amendement n° 512 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5618, 5620) : soutient les amendements de M. François Autain n° 467 (sanction du non-exercice pendant cinq ans de la médecine générale de premier recours) ; et n° 469 (remise d'un rapport étudiant l'opportunité d'autoriser les médecins généralistes à coter dans les mêmes conditions que les médecins spécialistes) ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 5639) : soutient l'amendement n° 500 de M. François Autain (publication des délibérations du comité économique des produits de santé) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 5642) : soutient l'amendement n° 504 de M. François Autain (interdiction pour les laboratoires pharmaceutiques de financer des actions de développement professionnel continu) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 B (Supprimé par la commission)** (art. L. 1171-1 (nouveau) du code de la santé publique - *Définition de l'éducation à la santé*) (p. 5665) : intervient sur l'amendement n° 1257 du Gouvernement. - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - *Education thérapeutique du patient*) (p. 5671, 5672) : soutient l'amendement n° 519 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5684) : soutient l'amendement n° 521 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - *Extension des missions des sages-femmes*) (p. 5692) : parole sur l'article. - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - *Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle*) (p. 5723) : intervient sur les amendements n° 150 de M. Gérard César et n° 74 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 5744) : votera l'amendement n° 1281 du Gouvernement (lutte contre le dopage et renforcement de la protection de la santé des sportifs). - **Article additionnel après l'article 25 decies (précédemment réservé)** (p. 5766, 5767) : soutient l'amendement n° 539 de M. François Autain (amélioration de la lutte contre l'obésité infantile) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 25 septdecies (précédemment réservés)** (p. 5784) : votera contre l'amendement n° 1287 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance un nouvel établissement public reprenant l'ensemble des missions de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5786, 5787) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (11 juin 2009) (p. 5967) : protestation relative à l'horaire des séances.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** - *Commission mixte*

paritaire [n° 463 (2008-2009)] - (24 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6232, 6237) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (25 juin 2009) (p. 6392) : son intervention sur la publication des données "passagers" des vols internationaux. (p. 6396) : son intervention sur le congé de maternité.

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 2009) (p. 6727) : intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Raoul.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture** [n° 508 (2008-2009)] - (7 juillet 2009) - **Rappel au règlement** (p. 6759) : intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Raoul.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie** [n° 619 (2008-2009)] - (21 septembre 2009) - **Question préalable** (p. 7776, 7779) : soutient la motion n° 20 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er** (art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - *Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV*) (p. 7787, 7789) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 6314-3, L. 6314-4 et L. 6314-5 [nouveaux] du code du travail - *Définition et exercice du droit à l'orientation professionnelle - Labellisation des organismes d'information et d'orientation*) (p. 7794) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (22 septembre 2009) (p. 7827) : demande l'organisation d'un référendum sur le statut de La Poste.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie** [n° 619 (2008-2009)] (suite) - (22 septembre 2009) - **Article 5 bis (Nouveau)** (art. L. 1226-10 du code du travail - *Formation des salariés après un congé pour maladie professionnelle ou accident du travail*) (p. 7854, 7855) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (23 septembre 2009) (p. 7908) : projet de loi pénitentiaire.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie** [n° 619 (2008-2009)] (suite) - (23 septembre 2009) - **Article 13 bis BB (Nouveau)** (art. L. 337-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Transition entre la scolarité et l'apprentissage - "Formation sas"*) (p. 7921) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Article 13 quater** (*Conventions entre le préfet et les opérateurs privés de placement relatives aux offres d'emploi non pourvues*) (p. 7923, 7924) : soutient l'amendement n° 83 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 7925, 7926) : soutient l'amendement n° 84 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 13 nonies A** (*Repérage et suivi des jeunes en situation de décrochage*) (p. 7930) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Article 13 nonies** (*Évaluation des résultats des missions locales en matière d'insertion professionnelle des jeunes*) (p. 7930) : soutient l'amendement n° 88 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 7931) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi*) (p. 7959) : votera les amendements n° 12 de M. Jacques Mézard, n° 95 de Mme Annie David et n° 151 de M. Claude Jeannerot. (p. 7962) : soutient l'amendement n° 96 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 7962) : défavorable à cet article. - **Article 20** (art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - *Régime du plan régional de développement des formations professionnelles*) (p. 7969) : le groupe CRC s'abstiendra sur cet article.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français**

[n° 19 (2009-2010)] - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8610, 8611) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte. - **Article 1er** (*Indemnisation des conséquences sanitaires des essais nucléaires*) (p. 8620) : le groupe CRC-SPG ne votera pas l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 4** (*Comité d'indemnisation*) (p. 8629) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 6 de M. André Vantomme.

- **Rappel au règlement** - (2 novembre 2009) (p. 9184) : dénonce la banalisation du recours à la procédure accélérée et le déni de démocratie qui en découle. Demande au Président du Sénat d'intervenir auprès du Président de la République afin que les droits des parlementaires soient respectés.

- **Rappel au règlement** - (2 novembre 2009) (p. 9230) : demande que le Sénat soit consulté sur un report au lendemain de la première séance d'examen du projet de loi sur La Poste.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9231) : demande le report au lendemain de l'examen du texte relatif à l'entreprise publique La Poste.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9311) : demande la suspension des débats jusqu'après l'examen de la motion référendaire. (p. 9321, 9322) : établit une comparaison entre la nature des ressources du Réseau Ferré de France et celles de La Poste ; dénonce le changement de statut de La Poste, lequel ne constitue pas une réponse appropriée aux enjeux du service public postal. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9329, 9330) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Danglot (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal).

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9422, 9423) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9430, 9431) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9458) : question de la dette de La Poste. - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9481) : intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Teston. (p. 9485) : intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9513) : soutient l'amendement n° 30 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 2** (*art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9540, 9541) : intervient sur l'amendement n° 198 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9542) : soutient les amendements n° 199, 200 et 201 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9557, 9562) : favorable à l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9561, 9562) : soutient l'amendement n° 194 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (*art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans*) (p. 9866, 9872) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 102 et 106 ; rejetés. (p. 9881) : intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Teston.

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2009) (p. 9883) : s'interroge sur l'organisation des travaux en séance publique et notamment sur le maintien d'un ordre du jour contraignant le Parlement à siéger dans des conditions inacceptables.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (9 novembre 2009) - **Article 16** (*art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel*) (p. 9887, 9889) : parole sur l'article. - **Article 17** (*art. L. 3 du code des postes et communications électroniques - Clarification rédactionnelle*) (p. 9901) : intervient sur les amendements identiques n° 124 de M. Jean-Claude Danglot et n° 348 de M. Michel Teston. - **Article 18** (*art. L. 3-2 du code des postes et communications électroniques - Soumission du secteur postal à une même réglementation d'intérêt général*) (p. 9903) : intervient sur l'amendement n° 410 de M. Michel Teston. - **Article 20** (*art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur*) (p. 9918) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9919, 9920) : soutient l'amendement n° 145 de M. Jean-Claude Danglot (suppression de l'article L.5-4 du code des postes et des communications électroniques) ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (10 novembre 2009) (p. 9975) : organisation des travaux.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10003, 10005) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 10029, 10030) : votera la motion n° 253 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 8** (*Rectifications de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2009*) (p. 10071) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10077, 10085) : sur l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale), son sous-amendement n° 287 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 17 (priorité)** (*art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Aménagement du régime des contrats d'assurance vie au regard des contributions sociales en cas de décès*) (p. 10096, 10097) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'article 17 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10110) : favorable à l'amendement n° 87 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (abrogation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi, et du pouvoir d'achat) ainsi qu'aux amendements de Mme Christiane Demontès n° 93 (diminution du montant de la réduction des cotisations sociales pour les entreprises non couvertes par les accords salariaux prévus par la loi), et portant sur le même objet, n° 92, n° 91 et n° 90 (majoration sous conditions des cotisations patronales). - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel*) (p. 10117) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG votera contre l'article 9 de ce projet de loi. - **Article 10** (*Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de grippe A, H1N1*) (p. 10123, 10124) : son amendement n° 260 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 11** (*art. L. 138-10, L. 165-4 et L. 162-37 du code de la sécurité sociale - Régime de la clause permanente de sauvegarde - Modalités de recouvrement des remises sur le chiffre d'affaires dues par les fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux*) (p. 10156, 10157) : son amendement n° 263 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10158, 10163) : soutient les amendements de M. François Autain n° 267 (possibilité pour le CEPS de réviser les prix de l'ensemble des médicaments d'une même classe thérapeutique au passage de l'un d'entre eux dans la catégorie des génériques) ; et n° 269 (modification des règles applicables à la taxe sur la promotion) ; rejetés. - **Article 12** (*art. L. 161-45, L. 245-5-1 et L. 245-5-2 du code de la sécurité*

sociale - Modification de l'assiette, du taux et de l'affectation de la contribution sur les dépenses de promotion des dispositifs médicaux remboursables (p. 10167) : soutient l'amendement n° 265 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites "chapeau") (p. 10170) : parole sur l'article. (p. 10172, 10180) : ses amendements n° 273 et 275 ; rejetés. (p. 10180) : votera l'amendement n° 49 de la commission des finances saisi pour avis. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10188) : son amendement n° 277 : suppression de la disposition exonérant de cotisations sociales les attributions gratuites d'actions effectuées en assemblées générales extraordinaires ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 10189) : parole sur l'article. (p. 10197) : intervient sur l'amendement n° 278 de Mme Annie David. - **Article 17 ter** (art. L. 136-6 et L. 242-1-3 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations et contributions sociales du bonus accordé aux salariés chargés de constituer des fonds de capital-risque) (p. 10204) : son amendement n° 292 ; rejeté. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels) (p. 10206, 10212) : le groupe CRC-SPG votera contre les amendements n° 177 de M. Pierre Martin et n° 4 de la commission. (p. 10212) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 17 quater de ce projet de loi. - **Article 20** (Montant de la compensation des exonérations) (p. 10220) : son amendement n° 288 ; rejeté. - **Article 21 et annexe C** (Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 10227) : parole sur l'article. - **Article 22** (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base) (p. 10230) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 22 de ce projet de loi. - **Article 26** (art. L. 541-4, L. 815-29 et L. 821-5 du code de la sécurité sociale - Comptabilisation de certaines prestations servies par les organismes de sécurité sociale pour le compte de tiers) (p. 10232) : parole sur l'article. - **Article 27** (Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt) (p. 10234) : parole sur l'article.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 28** (Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination) (p. 10246, 10247) : soutient l'amendement n° 295 de M. François Autain ; adopté.

- **Rappel au règlement** - (14 novembre 2009) (p. 10262).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] (suite)**

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10272) : soutient l'amendement n° 293 de M. François Autain (nécessité de mesurer l'impact de la franchise instituée en 2007 pour les assurés en matière d'accès aux soins) ; rejeté. - **Article 29** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée) (p. 10276) : soutient l'amendement n° 297 de M. François Autain ; rejeté. (p. 10281) : intervient sur l'amendement n° 297 de M. François Autain précité. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10289) : soutient l'amendement n° 303 de M. François Autain (nécessité de rénover les modes de rémunération pour la prise en charge des malades en ALD) ; retiré. - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée) (p. 10290) : intervient sur l'amendement n° 11 de la commission. - **Article 29 ter** (art. L. 4113-5 du code de la santé publique et art. L. 162-3 du code de la sécurité sociale - Rémunération des actes de télémédecine) (p. 10296, 10297) : soutient l'amendement n° 302 de M. François Autain ; rejeté. - **Article additionnel après**

l'article 29 sexies (p. 10301, 10302) : soutient l'amendement n° 298 de M. François Autain (possibilité pour les jeunes assurés entre 16 et 25 ans de bénéficier d'une consultation annuelle auprès d'un généraliste sans avances de frais) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10321) : soutient l'amendement n° 307 de M. François Autain (droit de veto de la sécurité sociale sur certains médicaments jugés inefficaces) ; rejeté. (p. 10323) : intervient sur les amendements identiques n° 450 de M. Alain Milon et n° 495 de M. Nicolas About (pour les maisons de retraite, précision de la nature des prestations couvertes par les tarifs afférents à l'hébergement). (p. 10325) : intervient sur l'amendement n° 306 de M. François Autain (avis de l'UNCAM et de l'UNOCAM sur les mesures prises au titre de l'urgence sanitaire ou du risque pandémique). (p. 10326) : soutient l'amendement n° 309 de M. François Autain (possibilité d'une rémunération complémentaire aux revenus issus du paiement à l'acte pour les enseignants universitaires de médecine générale) ; retiré. - **Article 32** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale, art. L. 162-22-10, L. 174-1-1 et L. 174-2-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Report à 2018 de l'achèvement de la convergence tarifaire - Prise en charge des soins effectués dans les hôpitaux établis hors de France) (p. 10329, 10330) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10338) : intervient sur l'amendement n° 152 de M. Jacky Le Menn (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés). - **Article 32 bis (Nouveau)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Informations sur les tarifs et honoraires des professionnels de santé) (p. 10346) : soutient l'amendement n° 313 de M. François Autain ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 10347) : soutient l'amendement n° 321 de Mme Isabelle Pasquet (suppression des dispositions relatives à la contractualisation obligatoire des CPOM) ; retiré. - **Article 33** (art. L. 344-1-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Frais de transport des personnes adultes handicapées) (p. 10349) : soutient l'amendement n° 323 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté. (p. 10351) : intervient sur l'amendement n° 323 précité. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10353, 10354) : soutient l'amendement n° 329 de Mme Isabelle Pasquet (évaluation des dépenses à venir liées au vieillissement de la population) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) (p. 10366, 10368) : intervient sur l'amendement n° 447 de M. Alain Milon (convergence tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux). Soutient l'amendement n° 326 de M. François Autain (rapport au Parlement sur les effets sur les comptes sociaux de la suppression du secteur 2 et de la hausse des rémunérations) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 10371, 10376) : soutient l'amendement n° 331 de Mme Isabelle Pasquet (prise en charge par l'assurance maladie des cotisations sociales des infirmiers libéraux coopérant avec des établissements médico-sociaux) ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Yves Daudigny (diminution de la part de la contribution de solidarité pour l'autonomie affectée au financement des soins dans les établissements et augmentation de la part affectée au financement de l'APA et de la PCH). Favorable aux amendements identiques n° 23 de la commission et n° 157 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (forfait journalier hospitalier pour les personnes accueillies en maison d'accueil spécialisées). - **Article 34** (Contributions des régimes obligatoires d'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2010) (p. 10378) : son amendement n° 332 ; rejeté. (p. 10382, 10384) : sur l'amendement n° 24 de la commission, le groupe CRC-SPG votera contre le sous-amendement n° 514 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10388, 10390) : son amendement n° 339 : composition du Fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins ; rejeté. Soutient l'amendement n° 336 de Mme Isabelle Pasquet (possibilité pour le secteur médico-social de placer une partie de sa trésorerie) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 10393, 10394) : soutient l'amendement n° 333 de M. François Autain (obligation pour les masseurs-kinésithérapeutes et les orthophonistes d'acquiescer une durée minimale d'expérience professionnelle au sein d'un établissement de santé avant toute installation) ; retiré. - **Article 37** (Montant et ventilation de l'objectif national de dépenses

d'assurance maladie) (p. 10401) : intervient sur l'amendement n° 161 de Mme Raymonde Le Texier. - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 10404) : son amendement n° 341 : garantie de tarifs opposables et de dispense de frais aux patients pris en charge dans des centres de santé puis transférés vers l'établissement de santé gestionnaire de ce centre; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 38** (p. 10410) : intervient sur l'amendement n° 162 de Mme Christiane Demontès (détermination semestrielle du coefficient de revalorisation des pensions). - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse) (p. 10414, 10415) : parole sur l'article. (p. 10419, 10426) : ses amendements n° 346 et 349; rejetés. Le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 252 de Mme Fabienne Keller. - **Article 39** (art. L. 341-16, L. 342-1 et L. 341-14-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 732-36 du code rural - Cumul emploi-pension d'invalidité et non-cumul pension d'invalidité-pension de retraite) (p. 10429, 10430) : ses amendements n° 352 et 353; rejetés. - **Article 40** (art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale - Transfert au fonds de solidarité vieillesse du financement des validations gratuites de trimestres au titre de périodes d'arrêt maladie, maternité, AT-MP et invalidité) (p. 10434) : intervient sur l'amendement n° 128 de M. Jean-Pierre Godefroy. Le groupe CRC-SPG votera contre l'article 40 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10437) : soutient l'amendement n° 355 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur l'ouverture des droits à pension de réversion pour les personnes liées par un PACS et les concubins notoires); rejeté. (p. 10439) : intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les régimes de mise à la retraite d'office). (p. 10440) : son amendement n° 354 : rapport au Parlement sur les conséquences de l'instauration de la condition d'âge prévue pour la majoration de la pension de réversion; rejeté. - **Article 42** (art. L. 242-7, L. 422-4, L. 422-5 du code de la sécurité sociale - Réforme de la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 10443, 10445) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 381; retiré; et n° 382; adopté. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 10446, 10448) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 383 (renforcement des sanctions en cas de non-remise de l'attestation d'exposition aux risques chimiques et produits dangereux lors du départ d'un salarié); et n° 386 (rapport au Parlement sur l'évolution du régime d'indemnisation forfaitaire par un régime de réparation intégrale des accidents du travail et maladies professionnelles); retirés. - **Article 43** (p. 10449, 10450) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 10451) : soutient l'amendement n° 387 de Mme Annie David (rétablissement de la contribution des entreprises au financement des fonds au bénéfice des victimes de l'amiante); rejeté. - **Article 43 bis** (Faisabilité d'une voie d'accès individuelle au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) (p. 10453, 10454) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 388 de Mme Annie David; rejeté. - **Article additionnel après l'article 43 bis** (p. 10455) : soutient l'amendement n° 390 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur l'impact pour le fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs du relèvement du montant de l'allocation amiante); rejeté. - **Article 44 bis** (p. 10456, 10457) : défavorable à l'amendement n° 33 de la commission. - **Article additionnel après l'article 50 (priorité)** (p. 10459) : son amendement n° 365 : renforcement des sanctions à l'encontre des professionnels de santé pratiquant une discrimination dans l'accès aux soins ou pratiquant des dépassements d'honoraires excessifs; retiré. - **Article 52 (priorité)** (art. 110 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Prorogation de l'expérimentation d'une suspension du versement des aides au logement en cas de fraude) (p. 10461) : favorable à l'amendement n° 366 de Mme Annie David. - **Article 53 (priorité)** (art. L. 315-1, L. 323-7 nouveau et L. 613-20 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au contrôle des arrêts de travail) (p. 10463, 10464) : soutient l'amendement n° 367 de

Mme Annie David; rejeté. - **Article 46** (art. L. 542-9 du code de la sécurité sociale - Octroi du prêt pour l'amélioration de l'habitat aux assistants maternels) (p. 10472) : parole sur l'article. (p. 10473) : défavorable à l'article 46 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10476) : soutient l'amendement n° 356 de Mme Isabelle Pasquet (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction du niveau d'études des enfants); rejeté. (p. 10486) : soutient l'amendement n° 359 de Mme Isabelle Pasquet (rapport sur le bénéficiaire et le coût de l'ouverture des droits aux allocations familiales dès le premier enfant); rejeté. - **Article 46 ter** (art. L. 421-4 du code de l'action sociale et des familles - Agrément d'un assistant maternel pour deux enfants au minimum dès sa première demande) (p. 10487) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° 176 de Mme Claire-Lise Campion ainsi que sur l'article 46 ter de ce projet de loi. - **Article 47** (Objectif de dépenses de la branche famille pour 2010) (p. 10489) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10495, 10496) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de loi.

- *Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]* - (26 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 11431, 11434) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11465, 11466) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) (p. 11836, 11837) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11847) : son amendement n° II-135; rejeté. (p. 11849) : son amendement n° II-139; rejeté. (p. 11850) : son amendement n° II-136; rejeté. (p. 11852) : son amendement n° II-137; rejeté. (p. 11853) : son amendement n° II-138; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 11854) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-63 (rapport gouvernemental évaluant les dispositifs de prise en charge des conjoints survivants de ressortissants de l'Office national des anciens combattants). (p. 11854) : intervient sur l'amendement n° II-174 du Gouvernement (majoration de la pension des conjoints survivants des grands invalides).

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (2 décembre 2009) (p. 11869) : son intervention.

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11915) : intervient sur l'amendement n° II-145 de M. Claude Jeannerot.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 12655, 12656) : respect du résultat des scrutins publics.

- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12669) : organisation des travaux parlementaires.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Nigeria** - (17 décembre 2009) (p. 12863).

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Commission mixte paritaire [n° 122 (2009-2010)]** - (22 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13271, 13272) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

FLEMING (Louis-Constant)
sénateur (Saint-Martin)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 634 (2008-2009)] (29 septembre 2009) - **Collectivités territoriales.**

FLOSSE (Gaston)
sénateur (Polynésie française)
 NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2703, 2705) : son intervention. Sa collectivité de Polynésie française.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2816, 2832) : ses amendements n° 204, 217, 219, 218, 220, 221 et

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2727, 2728) : son intervention. Sa collectivité de Saint-Martin.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2822, 2823) : son amendement n° 6 ; rejeté. - **Article 11** (*Modification du régime des exonérations de charges sociales*) (p. 2849) : son amendement n° 8 ; adopté.

- **Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 57 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 56 (2009-2010)** (p. 10550, 10552) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 10560) : son amendement n° 1 : clarification de la base juridique des prélèvements ; retiré. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6353-4 et L.O. 6353-4-1 *nouveau du code général des collectivités territoriales - Compétences du conseil exécutif en matière d'agrément fiscal et de désignation des membres des commissions administratives intervenant dans l'application de l'impôt*) (p. 10562) : son amendement n° 2 ; retiré.

- **Proposition de loi organique tendant à permettre à Saint-Barthélemy d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans [n° 56 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 57 (2009-2010).**

222 ; rejetés. - **Article 6** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés pour les investissements productifs*) (p. 2834) : ses amendements n° 223 et 224 ; rejetés. - **Article 7** (*Conditionnement de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés à la conclusion d'une convention fiscale*) (p. 2837) : son amendement n° 225 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2909) : votera l'amendement n° 121 de M. Claude Lise (instauration d'une taxe sur les jeux au profit des conseils généraux d'outre-mer). - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2935, 2944) : ses amendements n° 227 et 229 ; rejetés ; et n° 228 ; adopté. (p. 2961) : s'abstiendra sur l'article 20 de ce projet de loi. - **Article 20 bis** (*Intégration du nouveau dispositif de défiscalisation dans les plafonnements des réductions d'impôt sur le revenu*) (p. 2965, 2966) : son amendement n° 231 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3011) : s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8637) : intervient sur l'amendement n° 9 de M. André Vantomme (délivrance du titre de reconnaissance de la nation aux personnes ayant participé aux essais nucléaires français).

FORTASSIN (Français)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
 RDSE

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne ; nouvelle nomination le 18 février 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants [n° 596 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural [n° 105 tome 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Agriculture et pêche - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 15** (*art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale*) (p. 297) : intervient sur les amendements n° 264 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 354 de M. David Assouline ainsi que sur le sous-amendement n° 266 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 30 de la commission.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 18** (*art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 374) : intervient sur l'amendement n° 356 de M. David

Assouline. - **Article 14 bis (précédemment réservé)** (*Habilitation à prendre par ordonnance les mesures permettant l'extension de la télévision numérique terrestre aux collectivités d'outre-mer*) (p. 390) : réponse à M. David Assouline à propos de l'intervention de M. Jean-Pierre Placade sur l'article 13 bis du projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 641, 642) : son intervention. Avis favorable de la majorité du groupe du RDSE à l'adoption de ce texte.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p.755) : la majorité du groupe RDSE votera l'amendement n° 7 de M. Jean Arthuis.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)**.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 949, 950) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (27 janvier 2009) (p. 962) : souhaite que le Sénat manifeste sa solidarité à l'égard des départements du sud-ouest et du sud-est gravement touchés par la tempête ; associe à son intervention MM. Jean-Pierre Placade et Alain Chatillon, sénateurs de la Haute-Garonne.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)] (suite)** - (28 janvier 2009) - **Article 4** (*Règles de performance énergétique des constructions neuves*) (p. 1016, 1017) : sur l'amendement n° 10 de la commission, soutient le sous-amendement n° 778 de M. Raymond Vall ; adopté.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1230) : soutient l'amendement n° 287 de Mme Josette Durrieu ; adopté. - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1241) : soutient l'amendement n° 295 de Mme Françoise Laborde ; adopté. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1272, 1273) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1326) : intervient sur l'amendement n° 515 de M. Marcel Deneux. - **Article 24** (*Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau*) (p. 1368) : intervient sur l'amendement n° 488 de M. Daniel Soulage. - **Article 26** (*Elaboration de la trame bleue*) (p. 1386) : intervient sur les amendements n° 187 de M. Jacques Mézard, n° 465 de M. Roland Courteau et n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1442, 1443) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1498, 1500) : ses amendements n° 182 ; adopté ; et n° 183 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble et adoption d'un projet de loi** (p. 1668, 1669) : le groupe du RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2052) : intervient sur les amendements n° 163, 164 et 165 de M. Bernard Frimat, n° 26 de M. Michel Mercier, n° 34, 35 et 36 de M. Michel Charasse, n° 95, 96, 97 et 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 10 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 193 de Mme Michèle André, n° 206, 207, 208, 209 et 210 de M. Bernard Frimat, n° 211 et 212 de M. Alain Vasselle, n° 213 et 214 de

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 43 et 44 de M. Yves Détraigne et n° 61, 62 et 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3140) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3774, 3775) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 13** (*art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 de la loi EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924*) (p. 3846) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Hervé Maurey.

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4133, 4134) : son intervention.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article 1er** (*art. 3 du Règlement - Composition du Bureau du Sénat*) (p. 5401) : favorable à l'amendement n° 17 de M. Michel Charasse.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (3 juin 2009) - **Article 18** (*Texte modifié par la commission*) (*art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5489) : intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean Desessard.

- **Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5582, 5583) : son intervention. La majorité du groupe du RDSE s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Débat sur la crise de la filière laitière** - (25 juin 2009) (p. 6361, 6362) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6496, 6497) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6540, 6541) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6732, 6733) : son intervention.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7205, 7206) : son intervention. La majorité du groupe du RDSE votera contre cette proposition de loi.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7296) : son amendement n° 136 ; rejeté. (p. 7337, 7343) : son amendement n° 138 ;

retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7359, 7360) : la majorité du groupe du RDSE ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi relatif à la gendarmerie nationale - Commission mixte paritaire [n° 124 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7390, 7391) : son intervention. La majorité du groupe RDSE votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 125 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7400, 7401) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 128 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7438, 7439 ; 7451) : son intervention. Le groupe du RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Article 23** (*Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie*) (p. 8054) : reprend l'amendement de M. Michel Sergent n° 715 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8063) : intervient sur l'amendement n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article additionnel après l'article 76** (p. 8408, 8409) : soutient l'amendement n° 578 de M. François Vendasi (mise en place de collecteurs flottants de macrodéchets sur les zones de mouillage et sur les réserves naturelles maritimes) ; retiré.

- **Questions cribles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8547) : sa question.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9000, 9001) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9380) : votera cette motion.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9467, 9468) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston. (p. 9503) : son amendement n° 582 ; devenu sans objet. (p. 9507) : intervient sur l'amendement n° 567 de M. Hervé Maurey. (p. 9510) : son amendement n° 580 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (*art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9595) : son amendement n° 584 ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Jack Ralite sur la numérisation du livre** - (16 novembre 2009) (p. 10539, 10540) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10624, 10625) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 10632, 10633) : son amendement n° 1 : limitation à un seul logement par contribuable des dispositifs fiscaux d'incitation à l'investissement locatif privé ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10637) : son amendement n° 2 : création d'une taxe pour les logements meublés affectés à l'habitation, et dont la durée d'occupation est inférieure à six mois par an ; retiré. (p. 10638) : son amendement n° 3 : possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter la majoration par mètre carré de la valeur cadastrale de certains

terrains constructibles ; rejeté. (p. 10640) : son amendement n° 4 : mesures en faveur de la construction des logements sociaux ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10665, 10667) : son intervention. - **Article 1er** (*Intervention de la commission de déontologie de la fonction publique préalablement à un cumul de fonctions de direction dans des entreprises du secteur public et du secteur privé*) (p. 10680) : soutient l'amendement n° 2 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 10681) : intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11328, 11329) : défavorable à l'amendement n° 1-441 de M. Charles Revet (développement d'écoles à programmes français subventionnées par les entreprises dans les pays étrangers).

Deuxième partie :

Pouvoirs publics

- (26 novembre 2009) (p. 11526, 11527) : son intervention.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11759, 11760) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11772) : sa question et sa réplique.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11948, 11949) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12727) : la majorité du groupe du RDSE votera la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Rappel au règlement** - (16 décembre 2009) (p. 12767).

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)] (suite)** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 21782) : intervient sur les amendements n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 47 de M. Yvon Collin. (p. 12785, 12786) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont. (p. 12788) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Yves Krattinger. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 12793) : soutient l'amendement n° 39 de M. Yves Krattinger (nombre de conseillers généraux du département des Hautes-Pyrénées) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12804) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales - Commission mixte paritaire [n° 192 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13330, 13331) : la majorité du groupe RDSE votera contre ce texte.

FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Enseignement scolaire [n° 101 tome 3 annexe 13 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 637, 639) : son intervention. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 670) : soutient l'amendement n° 60 de M. Bernard Vera (insertion d'une division additionnelle intitulée "mesures fiscales"); rejeté. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 671, 672) : soutient l'amendement n° 67 de M. Bernard Vera (maintien d'une demi-part fiscale pour les contribuables célibataires, veufs et divorcés); rejeté. (p. 673) : soutient l'amendement n° 70 de M. Bernard Vera (imposition des plus-values immobilières); rejeté. (p. 674) : soutient l'amendement n° 63 de M. Bernard Vera (diminution du taux normal de la TVA à 17,6 %); rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 677, 678) : défavorable à l'amendement n° 13 de Mme Catherine Procaccia (exonération d'impôt sur le revenu pour les produits des contrats d'assurance vie d'une durée supérieure ou égale à douze ans). (p. 679, 680) : votera l'amendement n° 15 de Mme Nicole Bricq (exclusion du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, à compter de 2010, de l'enveloppe fermée des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) (p. 717, 718) : favorable à l'amendement n° 48 de Mme Nicole Bricq (affectation des dividendes et rémunérations des salariés). - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 720, 721) : parole sur l'article. (p. 737) : favorable à l'amendement n° 18 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 763) : son amendement n° 74 : prise en compte, dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires, de la rémunération des dirigeants salariés de l'entreprise; rejeté. - **Article 3 et état B** (*Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général*) (p. 770, 771) : parole sur l'article. - **Article 5** (*Garantie de l'Etat relative aux partenariats public-privé, PPP*) (p. 783) : soutient l'amendement n° 59 de M. Bernard Vera; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 787, 788) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 65 et 66 : encadrement de l'aide de l'Etat aux établissements bancaires; et n° 73 : soumission des conventions réglementées à l'accord du comité d'entreprise; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 800) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).**

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Question préalable** (p. 2738) : favorable à la motion n° 420 tendant à poser la question préalable. - **Titre 1er A** (*Soutien au pouvoir d'achat*) (p. 2743) : intervient sur l'amendement n° 157 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 2750, 2751) : soutient les amendements de M. Bernard Vera n° 31 (réduction de la TVA); et n° 32 (réduction de la

CSG et de la CRDS); rejetés. - **Article 1er** (*Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2757, 2758) : soutient l'amendement n° 34 de Mme Marie-France Beaufile; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Article 27** (*Suppression du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes diplômés*) (p. 2985) : soutient les amendements n° 75, 77 et 76 de Mme Marie-France Beaufile; retirés. - **Article 29** (*Lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane*) (p. 2994) : sur l'amendement n° 246 de la commission des lois saisie pour avis, soutient le sous-amendement n° 421 de M. Bernard Vera; rejeté. - **Article 31** (*Ratification de dix ordonnances et modification de l'organisation judiciaire à Mayotte*) (p. 2998) : soutient les amendements n° 79, 82, 80, 81 et 83 de Mme Marie-France Beaufile; rejetés. - **Article 33** (*Création d'une Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer*) (p. 3004, 3005) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° 94; retiré; et n° 95; devenu sans objet.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3491, 3494) : son intervention. - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3507, 3514) : parole sur l'article. Organisation des débats. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 3515, 3516) : ses sous-amendements n° 17 et 18, portant respectivement sur les amendements de Nicole Bricq n° 1 (création d'une nouvelle tranche d'impôt sur le revenu) et n° 5 (taxation supplémentaire du bénéficiaire imposable des entreprises augmentant le salaire de leur dirigeant six mois avant leur départ); rejetés. - **Article 2** (*Encadrement des indemnités de départ des dirigeants*) (p. 3516) : parole sur l'article. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3517) : défavorable à l'amendement n° 6 de Mme Nicole Bricq (limitation des stock-options aux entreprises de moins de cinq ans). - **Article 3** (*Imposition totale des "stock options" et des actions gratuites*) (p. 3519, 3520) : parole sur l'article. - **Article 5** (*Application rétroactive de la proposition de loi*) (p. 3520) : son amendement n° 16; rejeté. - **Article 7** (*Extension de la négociation obligatoire aux rémunérations versées aux dirigeants salariés*) (p. 3522, 3523) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3588, 3590) : son intervention. Exemple de l'usine Continental de Clairoux. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3609, 3624) : intervient sur son amendement, soutenu par Mme Marie-France Beaufile, n° 21 : suppression du bouclier fiscal, ainsi que sur l'amendement n° 56 de Mme Nicole Bricq (exclusion des prélèvements sociaux et de la taxe de financement du RSA du champ du bouclier fiscal). Ses amendements n° 71 : suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires; n° 17 : instauration d'une cinquième tranche d'imposition sur le revenu pour les rémunérations supérieures à 380 000 euros; et n° 72 : suppression du dispositif d'allègement des droits de mutation; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3631) : son amendement n° 18 : majoration de l'imposition des gains nets obtenus à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article 3 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 3617) : parole sur l'article. - **Articles additionnels avant l'article 8 A** (p. 3637) : son amendement n° 19 : création d'une contribution salariale de 11 % sur les revenus tirés des stock options; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8 C** (p. 3648) : son amendement n° 20 : abaissement du seuil d'imposition des plus-values générées par les stock options; rejeté. - **Article 8 D** (*Aménagement du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 3656, 3657) : son amendement n° 24; devenu sans objet. - **Article 9** (*Prélèvement sur les ressources financières des organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 3670, 3674) : son amendement n° 25; rejeté. - **Article 11** (*Renforcement des conventions entre l'Etat et les*

banques bénéficiant de la garantie financière de l'Etat) (p. 3680) : parole sur l'article. (p. 3686) : favorable à l'amendement n° 74 de M. Jean Arthuis. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3692, 3693) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de loi.

- **Débat sur la crise financière internationale et ses conséquences économiques** - (29 avril 2009) (p. 4016, 4017) : son intervention.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) (p. 4080) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5585, 5586) : le groupe CRC-SPG votera cette proposition de loi. - **Article 1er (Art. 235 ter ZB [nouveau] du code général des impôts - Création d'une contribution exceptionnelle de solidarité sur les entreprises bénéficiaires)** (p. 5587, 5588) : son amendement n° 1 ; rejeté. - **Article 4 (Compensation financière)** (p. 5590) : son amendement n° 2 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5591, 5592) : ses amendements n° 3 ; et n° 4 ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (8 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5813, 5815) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires)** (p. 5855, 5858) : soutient les amendements n° 18 et 27 de M. Bernard Vera ; rejetés. Le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 1 de Mme Nicole Bricq. (p. 5864, 5869) : soutient les amendements n° 40 et 20 de M. Bernard Vera ; rejetés. Le groupe CRC-SPG ne votera pas l'article 1er. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Dispositions de coordination)** (p. 5870, 5871) : soutient l'amendement n° 31 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Transferts du patrimoine, des moyens, des droits et obligations des deux organes centraux actuels vers le nouvel organe central)** (p. 5872, 5873) : soutient les amendements n° 16, 33 et 34 de M. Bernard Vera ; rejetés. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission) (Art. 16 et 32 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière - Conditions d'applicabilité des conventions de branche et organisation du dialogue social)** (p. 5875) : soutient les amendements n° 11 et 35 de M. Bernard Vera ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5878, 5879) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte.

- **Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 470 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6438, 6439) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte. - **Article 1er (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des investissements dans les petites et moyennes entreprises)** (p. 6441, 6445) : son amendement n° 8 ; rejeté. - **Article 1er bis (art. L. 214-36 du code monétaire et financier - Raccourcissement du délai d'atteinte du quota d'investissement au capital de sociétés non cotées ou faiblement cotées pour l'ensemble des fonds communs de placement à risques, FCPR)** (p. 6448) : son amendement n° 9 ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 6450) : son amendement n° 11 : intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'ISF ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6450, 6451) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6870, 6872) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (16 juillet 2009) (p. 7038) : art. 36, alinéa 3, du règlement du Sénat. Défavorable à la réduction du taux de rémunération du livret A.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) (p. 7052, 7054) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8876, 8878) : son intervention.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) (p. 8923, 8925) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (5 novembre 2009) - **Article 1er (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste)** (p. 9471) : intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9477) : soutient l'amendement n° 19 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9478) : soutient l'amendement n° 16 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9479) : soutient l'amendement n° 13 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9482, 9483) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9483, 9484) : intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9484) : intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9499, 9500) : soutient l'amendement n° 26 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9504, 9505) : intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9506) : intervient sur l'amendement n° 567 de M. Hervé Maurey. (p. 9507) : intervient sur les amendements n° 26 de M. Jean-Claude Danglot, n° 265 de M. Jean Desessard et n° 441 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 13 (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste)** (p. 9837) : soutient l'amendement n° 93 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9838) : soutient l'amendement n° 122 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9846) : soutient l'amendement n° 96 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10765, 10766) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 10792) : soutient la motion n° I-135 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 10848). - **Article 2 (priorité) (Suppression de la taxe professionnelle)** (p. 10905) : soutient l'amendement n° I-42 de Mme Marie-France Beaufils ; rejeté. (p. 10933) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-451 ; rejeté. (p. 10953) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-454 ; rejeté. (p. 10960) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-457 ; rejeté. (p. 10965) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-463 ; rejeté. (p. 10969) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-461 ; rejeté. (p. 10976) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-467 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 10993 et 11011) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, le groupe CRC-SPG est favorable à son sous-amendement n° I-467 et s'abstient sur le sous-amendement n° I-540 de M. Jean-Pierre Fourcade. (p. 11017) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, le groupe CRC-SPG votera contre les sous-

amendements n° I-527 du Gouvernement et n° I-543 de M. Jean Arthuis.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 11092) : son amendement n° I-223 : diminution du taux normal de la TVA ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 11095) : son amendement n° I-228 : redressement significatif des moyens de l'action de l'Etat ; rejeté. - **Article 4** (*Prorogation pour les dépenses engagées en 2009 de la restitution immédiate et accélérée des créances de crédit d'impôt recherche pour les entreprises*) (p. 11096) : son amendement n° I-186 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11103) : son amendement n° I-187 : différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif et l'augmentation de la part des salaires ; rejeté. (p. 11106) : son amendement n° I-203 : modification du taux d'imposition du montant net des plus-values à long terme ; rejeté. (p. 11110) : son amendement n° I-194 : taxation des bénéfices supplémentaires réalisés par les compagnies pétrolières ; rejeté. - **Article 4 bis (Nouveau) et article additionnel après l'article 4** (*Création d'une contribution pour frais de contrôle des établissements financiers*) (p. 11123) : intervient sur l'amendement n° I-518 de la commission. - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11126) : parole sur l'article. (p. 11128) : son amendement n° I-188 ; rejeté. (p. 11144) : intervient sur l'amendement n° I-140 de la commission. (p. 11147) : intervient sur l'amendement n° I-254 de M. Jacques Muller. (p. 11162) : intervient sur l'amendement n° I-258 de M. Jacques Muller. (p. 11170, 11171) : votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11187, 11188) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-181, I-182, I-183 et I-184 (modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration). - **Article 6** (*Création d'un crédit d'impôt sur le revenu forfaitaire destiné à rendre aux ménages le montant de la taxe carbone*) (p. 11191) : son amendement n° I-189 ; rejeté. (p. 11192, 11193) : son amendement n° I-190 ; rejeté. (p. 11193) : son amendement n° I-192 ; rejeté. (p. 11194) : son amendement n° I-191 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Article 7** (*Remboursement partiel de la taxe carbone en faveur des exploitants agricoles*) (p. 11208) : parole sur l'article. - **Article 8 bis (Nouveau)** (*Augmentation du seuil de franchise de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée pour les activités lucratives des associations*) (p. 11216) : intervient sur l'amendement n° I-139 de la commission. - **Article 9** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2010*) (p. 11219) : son amendement n° I-195 ; rejeté. (p. 11221) : intervient sur son amendement n° I-195 précité. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11221) : son amendement n° I-197 : suppression du dispositif dit "amortissement Robien" ; rejeté. (p. 11228) : son amendement n° I-229 : mesures en faveur du développement des PME ; rejeté. (p. 11234) : son amendement n° I-200 : réduction du plafond de l'avantage procuré par les niches fiscales ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11247) : son amendement n° I-401 : cohérence ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11252) : son amendement n° I-222 : intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'ISF ; rejeté. (p. 11254) : son amendement n° I-208 : amélioration du rendement de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 11266) : intervient sur l'amendement n° I-373 de M. Yves Détraigne (prorogation du régime du bénéfice de la demi-part supplémentaire des contribuables vivant seuls et ayant un ou plusieurs enfants majeurs).

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11798) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12225, 12226) : sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle), soutient le sous-amendement n° II-356 de Mme Marie-France Beauflis ; rejeté. (p. 12235, 12236) : intervient sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12241) : dotation mise en place pour compenser la suppression de la taxe professionnelle. (p. 12245) : sur l'amendement n° II-201 de la commission (aménagement du dispositif relatif aux modalités de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de péréquation), soutient les sous-amendements n° II-342, II-343 et II-344 de Mme Marie-France Beauflis ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - **Article 44 bis (Nouveau)** (*Assouplissement du zonage de la réduction d'impôt "Scellier"*) (p. 12295) : son amendement n° II-104 ; rejeté. - **Article 45 bis** (*Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail*) (p. 12307) : soutient l'amendement n° II-105 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 12311, 12312) : intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 12318, 12319) : intervient sur l'amendement n° II-385 de la commission. - **Article 45 quinquies** (*Prorogation de la réduction d'impôt "Madelin"*) (p. 12324) : son amendement n° II-106 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 12340) : son amendement n° II-211 : abrogation des articles 8 à 10 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ; irrecevable. - **Articles additionnels avant l'article 49 bis** (p. 12357) : son amendement n° II-212 : cohérence ; rejeté. (p. 12358, 12359) : intervient sur l'amendement n° II-197 de M. Jean Arthuis (réforme de la fiscalité des personnes).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12438, 12440) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 6** (*Clôture du compte de commerce "Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement"*) (p. 12867) : son amendement n° 170 ; adopté. - **Article 8 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 12877) : son amendement n° 171 ; rejeté. - **Article 14 (réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 12911, 12916) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 218 de la commission. - **Article 24** (*Aménagement du régime du mécénat*) (p. 12933) : son amendement n° 172 ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 184 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13291, 13292) : les sénatrices et sénateurs du groupe CRC-SPG voteront contre ce projet de loi de finances rectificative.

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
UMP

Fin d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi le 25 mars 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA).

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre titulaire de l'Observatoire économique de l'achat public.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons [n° 153 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article 3 et état B (Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général)** (p. 780) : votera l'amendement n° 6 de la commission.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) (p. 1744, 1745) : son intervention.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2291, 2292) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 378 (2007-2008)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4289) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4293) : son amendement n° 4 : amélioration du système de récupération de points pour les professionnels de la route ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directoire des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4681) : intervient sur l'amendement n° 1183 du Gouvernement. (p. 4709, 4710) : son amendement n° 83 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4749, 4753) : son amendement n° 85 ; devenu sans objet. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - *Statut des praticiens hospitaliers*) (p. 4783, 4784) : défavorable à l'amendement n° 450 de M. François Autain.

- **Question orale avec débat de M. André Vantomme sur le fonctionnement du pôle emploi** - (25 juin 2009) (p. 6383, 6384) : son intervention.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7218) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (7 octobre 2009) - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - *Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques*) (p. 8303, 8307) : soutient les amendements de M. Michel Houel n° 377 ; rejeté ; et n° 378 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9290) : le groupe UMP est favorable à ce texte.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9482) : intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9571) : intervient sur l'amendement n° 380 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9683) : intervient sur le sous-amendement n° 628 de M. Didier Guillaume portant sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet.

FOURCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10838) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 11025) : défavorable au sous-amendement n° I-529 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Engagements financiers de l'État - compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État [n° 101 tome 3 annexe 12 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (12 janvier 2009) - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions) (p. 158) : intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (garantie de la diversité de la création et de la production).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public) (p. 319) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) (p. 375) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 356 de M. David Assouline. (p. 380) : sur l'amendement n° 34 de la commission, défavorable aux sous-amendements n° 143 de M. Jack Ralite et n° 447 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 398) : défavorable à l'amendement n° 38 de la commission (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 650, 651) : son intervention. Votera ces deux textes.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 713, 718) : défavorable aux amendements de Mme Nicole Bricq n° 45 (modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation des bénéficiaires) et n° 48 (affectation des dividendes et rémunérations des salariés). - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du*

Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA (p. 752, 753) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° 7 de M. Jean Arthuis. - **Article 2 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 768) : intervient sur l'amendement n° 88 du Gouvernement.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).** - (23 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 839, 840) : favorable au sous-amendement n° 139 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 35 de M. Yannick Botrel (entrée en vigueur au 1er avril 2009 des dispositions de la loi de modernisation de l'économie transférant du préfet au maire la compétence de délivrer les autorisations préalables de changement d'usage de logements). Soutient l'amendement n° 98 de M. Jacques Gautier (extension à l'Etat et à ses établissements publics de la possibilité de conclure des baux emphytéotiques administratifs sur le domaine public) ; adopté. - **Article 2 ter** (*Art. L. 522-2, L. 523-7, L. 523-9, L. 523-10 et L. 524-7 du code du patrimoine - Raccourcissement des délais en matière d'archéologie préventive*) (p. 842, 843) : soutient les amendements n° 78 et 81 de M. Albéric de Montgolfier ; adoptés. - **Article 3 A** (*Délégation à l'exécutif d'une collectivité territoriale de la faculté de passer des marchés publics sans limite de montant*) (p. 850, 851) : intervient sur les amendements n° 38 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (30 janvier 2009) - **Article 13** (*Transports en Ile-de-France*) (p. 1254) : intervient sur l'amendement n° 52 de la commission. - **Article 16** (*Réduction des consommations d'énergie*) (p. 1268) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) - **Article 29** (*Le développement durable de la filière forêt-bois*) (p. 1533) : intervient sur l'amendement n° 235 de Mme Évelyne Didier.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (5 mars 2009) - **Article 15** (*Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille*) (p. 2435) : favorable à l'amendement n° 192 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2528) : défavorable à l'amendement n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (atténuation systématique de peine et régime de sanction privilégiant l'orientation vers le circuit sanitaire pour les détenus atteints de troubles mentaux).

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (12 mars 2009) - **Article 16** (*Création d'un fonds exceptionnel d'investissement outre-mer*) (p. 2899) : le groupe UMP votera l'amendement n° 411 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2906) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières). - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2935) : le groupe UMP votera l'amendement n° 100 de M. Michel Magras. (p. 2960) : votera l'article 20 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2964) : le groupe UMP votera l'amendement n° 267 de M. Jean-Paul Virapoullé (défiscalisation temporaire en faveur du logement intermédiaire).

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3141) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3499) : le groupe UMP votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3594, 3595) : son intervention. Votera ce collectif budgétaire.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article additionnel avant l'article 2 bis** (p. 3609) : intervient sur l'amendement n° 44 de M. Serge Lagauche (compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 3613) : ne votera pas l'amendement n° 35 de Mme Nicole Bricq (révision des valeurs locatives des immeubles bâtis retenues pour les impositions directes locales). - **Article 7 et état D** (*Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3635) : ne votera pas l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet.

- **Commission mixte paritaire [n° 319 (2008-2009)]** - (9 avril 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3914, 3915) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) (p. 4075, 4076) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4556) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 391 de M. François Autain. - **Article 4 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6141-1, L. 6141-2, L. 6141-2-1 [nouveau], L. 6141-7-3 [nouveau] du code de la santé publique - Statut des établissements publics de santé*) (p. 4610) : défavorable à l'amendement n° 407 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4665, 4666) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 416 de M. François Autain. (p. 4679) : intervient sur l'amendement n° 1183 du Gouvernement. (p. 4686) : intervient sur les amendements identiques n° 330 de M. Jean Desessard et n° 425 de M. François Autain. (p. 4697, 4698) : intervient sur l'amendement n° 1180 du Gouvernement. (p. 4711, 4715) : intervient sur l'amendement n° 1256 du Gouvernement. Sur l'amendement n° 1192 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1292 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4753) : favorable à l'amendement n° 1191 du Gouvernement. - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination*) (p. 4770) : défavorable aux amendements n° 67 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 242 de M. Alain Vasselle et n° 446 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4823) : favorable à l'amendement n° 1196 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 8 bis (précédemment réservé)** (p. 4857, 4858) : favorable à l'amendement n° 1193 du Gouvernement (mise en cohérence du centre d'accueil et de soins hospitaliers, CASH, de Nanterre avec la réforme portée par ce texte).

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 1431-1 à L. 1431-4*)

[nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - Agences régionales de santé (p. 4891, 4892) : votera contre l'amendement n° 906 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4954, 4955) : ne votera pas l'amendement n° 1051 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5201) : défavorable à l'amendement n° 1168 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5320, 5331) : intervient sur les amendements identiques n° 179 de M. Hervé Maurey et n° 230 du Gouvernement. Défavorable à l'amendement n° 182 de M. Hervé Maurey. - **Article 15 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1-1 du code de l'éducation - Contrat d'engagement de service public pour les étudiants en médecine) (p. 5337) : votera l'amendement n° 1228 du Gouvernement. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 5352) : intervient sur l'amendement n° 1231 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5500, 5501) : le groupe UMP votera l'article 18 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle) (p. 5722) : votera contre les amendements n° 150 de M. Gérard César et n° 74 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 25 quinquies (précédemment réservés)** (p. 5768) : intervient sur les amendements identiques n° 84 de M. Jacques Blanc et n° 837 de M. Jean-Pierre Demerliat (participation des structures d'imagerie, publiques ou privées, aux actions de dépistage du cancer du sein).

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires) (p. 5870) : le groupe UMP votera l'article 1er.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-France Beaufils sur la réforme de la taxe professionnelle** - (10 juin 2009) (p. 5952, 5953) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires - Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]** - (24 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6244) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6490) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - au nom de la commission des finances - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 6893, 6895) : son amendement n° 1 : extension aux titres à court terme de l'autorisation parlementaire relative au plafond de variation de la dette ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé (Approbation du rapport annexé)** (p. 6998) : défavorable à l'amendement n° 97 de M. Didier Boulaud (p. 7012) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 53 de Mme Dominique Voynet.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) (p. 7057, 7059) : son intervention.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7292) : votera contre l'amendement n° 9 de Mme Raymonde Le Texier.

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 125 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7413) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) - **Article 9 (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale)** (p. 7674) : votera l'amendement n° 264 de M. Jean-Paul Emorine.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (23 septembre 2009) - **Article 13 nonies A (Repérage et suivi des jeunes en situation de décrochage)** (p. 7929) : votera contre l'amendement n° 86 de Mme Annie David.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (28 septembre 2009) (p. 7984) : au nom de MM. Philippe Adnot, Philippe Darniche, Bruno Retailleau, Alex Türk et Mme Sylvie Desmarescaux.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (28 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7993) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° 474 de M. Roland Ries (réforme du stationnement payant). - **Article 18 (art. 30-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Assouplissement des règles d'adhésion au syndicat mixte instauré par la loi de solidarité et de renouvellement urbains)** (p. 7999) : le groupe UMP votera l'amendement n° 354 de M. Daniel Percheron. - **Article 21 (Chapitre X du titre Ier du code de la voirie routière - Modulation des péages en fonction des émissions de gaz à effets de serre des camions mise en place au plus tard le 1er janvier 2010)** (p. 8017) : le groupe UMP votera contre les amendements n° 447 de Mme Mireille Schurch, n° 604 de M. Jacques Muller et n° 828 de Mme Fabienne Keller. - **Article 22 ter (Nouveau)** (art. 1531 [nouveau] du code général des impôts - Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif) (p. 8030) : votera l'amendement n° 899 de la commission.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8064) : votera contre l'amendement n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article 78** (art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets) (p. 8416) : intervient sur l'amendement n° 646 de M. Jacques Muller. - **Article 78 ter (Nouveau)** (art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert") (p. 8456) : intervient sur les amendements n° 321 de Mme Anne-Marie Payet, n° 416 de Mme Évelyne Didier, n° 836 de M. Alain Vasselle, n° 830 de Mme Fabienne Keller et n° 740 de M. Gérard Miquel. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8475) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8875, 8876) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9227, 9228) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9558) : le groupe UMP ne votera pas les amendements n° 204 et 205 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9792) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9867) : le groupe UMP votera les amendements identiques n° 102 de M. Jean-Claude Danglot et n° 523 de M. Michel Teston. (p. 9879) : intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Teston.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites "chapeau") (p. 10180) : votera l'amendement n° 49 de la commission des finances saisie pour avis.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 30 bis** (p. 10407, 10408) : intervient sur l'amendement n° 538 de la commission (relèvement des plafonds des garanties souscrites par les professionnels libéraux pour s'assurer contre les dommages causés dans le cadre de leur activité).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10771, 10773) : son intervention. - **Question préalable** (p. 10799) : le groupe UMP votera contre la motion n° I-136 de Mme Nicole Bricq tendant à poser la question préalable.

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (Suppression de la taxe professionnelle) (p. 10934) : intervient sur le sous-

amendement n° I-71 de Mme Nicole Bricq portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10946) : intervient sur le sous-amendement n° I-472 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10971) : intervient sur le sous-amendement n° I-516 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 11003) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-540 ; adopté. (p. 11012, 11015) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, favorable au sous-amendement n° I-485 de M. Denis Badré et le groupe UMP votera le sous-amendement n° I-543 de M. Jean Arthuis. (p. 11025) : défavorable au sous-amendement n° I-529 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 11039) : intervient sur le sous-amendement n° I-544 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article 4** (Prorogation pour les dépenses engagées en 2009 de la restitution immédiate et accélérée des créances de crédit d'impôt recherche pour les entreprises) (p. 11098) : intervient sur les amendements n° I-186 de M. Thierry Foucaud et n° I-281 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11111) : intervient sur l'amendement n° I-194 de M. Thierry Foucaud (taxation des bénéfices supplémentaires réalisés par les compagnies pétrolières).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11223) : intervient sur l'amendement n° I-311 de Mme Nicole Bricq (abrogation du dispositif d'exonération fiscale et sociale relatif aux heures supplémentaires).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 11352, 11353) : son intervention.

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'État

- (4 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 12079) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 12159) : intervient sur le sous-amendement n° II-310 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences). (p. 12164) : intervient sur le sous-amendement n° II-313 de M. Gérard Longuet portant sur l'amendement n° II-199 précité. (p. 12194) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12200) : intervient sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12221) : intervient sur le sous-amendement n° II-372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12236) : intervient sur l'amendement précité n° II-200 de la commission. (p. 12253) : sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie), son sous-amendement n° II-330 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12288) : intervient sur l'amendement n° II-158 de la commission (renforcement des effets du plafonnement global sur les revenus de l'année 2010).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Article 50 ter (Nouveau)** (Exonération de taxe hydraulique en faveur des centrales d'énergie frigorifique) (p. 12401, 12402) : intervient sur l'amendement n° II-388 de la commission.

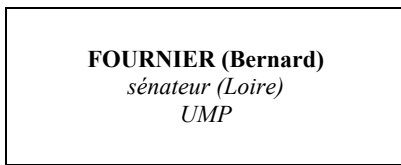
- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12804) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 8 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 12880) : intervient sur les amendements n° 198, 199, 200, 201, 202, 203 et 204 du Gouvernement. - **Article 14 (réservé) (Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert)** (p. 12916) : sur l'amendement n° 218 de la commission, favorable au sous-amendement n° 229 de M. Michel Charasse. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12952) : intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Nicole

Bricq (révision générale des valeurs locatives des immeubles bâtis).

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12984) : son amendement n° 138 : aménagement du dispositif du bouclier fiscal ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12990, 12991) : défavorable à l'amendement n° 193 de M. Jean-Paul Virapoullé (extension aux entreprises exerçant leurs activités outre-mer de la réduction d'impôt sur le revenu de 50 % pour la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité).

- **Commission mixte paritaire [n° 184 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13292, 13293) : le groupe UMP votera ce projet de loi de finances rectificative pour 2009.



FOURNIER (Bernard)
sénateur (Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Education.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture : Mission effectuée en Roumanie du 3 au 7 mai 2009 [n° 614 (2008-2009)] (15 septembre 2009) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (3 février 2009) - **Article 19 (Le soutien à la recherche)** (p. 1324) : soutient l'amendement n° 376 de M. Xavier Pintat ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3696) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Article 4 (art. L. 311-8**

à L. 311-17 du code de la consommation - *Explications fournies à l'emprunteur et évaluation de sa solvabilité*) (p. 6068) : soutient l'amendement n° 6 de M. Hugues Portelli ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6157) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Questions cibles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8544) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11932, 11933) : son intervention.

FOURNIER (Jean-Paul)
sénateur (Gard)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

FRANÇOIS-PONCET (Jean)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5889, 5890) : son intervention. Votera cette proposition de loi.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6492, 6493) : intervient dans le cadre du débat interactif.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Le Moyen-Orient à l'heure nucléaire [n° 630 (2008-2009)] (25 septembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 10 et 11 décembre 2009 -**

(8 décembre 2009) - vice-président de la commission des affaires étrangères, en remplacement de M. Josselin de Rohan, président (p. 12456) : son intervention.

FRASSA (Christophe-André)
sénateur (Français établis hors de France (Série A))
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 juillet 2009.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du 17 juin 2009 au 8 juillet 2009.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 16 juin 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons [n° 153 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande électorale pour les élections à l'étranger [n° 412 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande par voie électronique pour les élections des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 421 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Education.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 609 (2008-2009)] (5 septembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 134 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 347, 348) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9286, 9287) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 1er (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste)** (p. 9498) : son amendement n° 2 ; retiré.

FRÉCON (Jean-Claude)
sénateur (Loire)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La réforme du Conseil économique, social et environnemental (CESE) : une chance à saisir [n° 389 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Sécheresse de 2003 : un passé qui ne passe pas [n° 39 (2009-2010)] (14 octobre 2009) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Conseil et contrôle de l'Etat [n° 101 tome 3 annexe 6 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2738, 2740) : sa motion n° 423 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 1er** (*Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2778, 2779) : soutient les amendements n° 163 et 164 de M. Jacques Gillot ; rejetés. - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2798, 2799) : intervient sur l'amendement n° 109 de M. Claude Lise ; retiré puis repris par la commission. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2812) : intervient sur l'amendement n° 334 de Mme Marie-Christine Blandin (mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique). - **Article 6** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés pour les investissements productifs*) (p. 2834) : soutient l'amendement n° 177 de M. Georges Patient ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2934) : défavorable à l'amendement

n° 100 de M. Michel Magras. (p. 2961) : le groupe socialiste votera contre l'article 20 de ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3511) : parole sur l'article.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 121 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7131, 7132) : son intervention. Votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Article 4** (*Fonds d'aménagement numérique des territoires*) (p. 7177) : soutient l'amendement n° 40 de M. Michel Teston ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9400, 9402) : soutient l'amendement n° 369 de M. Michel Teston (rôle des réseaux postaux) ; rectifié en vue d'un examen à l'article 2 du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10832, 10834) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10901, 10902) : parole sur l'article. (p. 10977) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-80 de M. François Patriat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 10993, 10997) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, intervient sur le sous-amendement n° I-80 de M. François Patriat et est favorable au sous-amendement n° I-447 de M. Jean-Jacques Hyest. (p. 10997) : intervient sur le sous-amendement n° I-447 de M. Jean-Jacques Hyest portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 11014) : défavorable au sous-amendement n° I-527 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. - **Article 3 (priorité)** (*Financement des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 11053) : le groupe socialiste votera l'amendement n° I-546 de la commission.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11139) : soutient l'amendement n° I-337 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. (p. 11143, 11144) : intervient sur l'amendement n° I-250 de M. Jacques Muller. (p. 11153) : sur l'amendement n° I-420 de M. Alain Lambert, soutient le sous-amendement n° I-549 de M. François Marc ; rejeté. Sur l'amendement n° I-179 de M. Jean-Claude Gaudin, soutient le sous-amendement n° I-548 de M. François Marc ; devenu sans objet. (p. 11154) : intervient sur l'amendement n° I-420 de M. Alain Lambert et sur le sous-amendement n° I-549 de M. François Marc s'y rapportant. (p. 11166) : soutient l'amendement n° I-340 de Mme Nicole Bricq ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 11174, 11175) : soutient l'amendement n° I-342 de M. François Rebsamen (abaissement de la taxe intérieure de consommation applicable au fioul domestique) ; retiré.

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (26 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11509, 11510) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12165) : intervient sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences). (p. 12229) : intervient sur le sous-amendement n° II-371 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12234) : intervient sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12257) : intervient sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12397, 12398) : intervient sur l'amendement n° II-304 de M. Jean-Etienne Antoinette

(suppression de la limitation de dix fois la superficie des parties agglomérées des communes dans les opérations de cession gratuite de foncier de l'État aux communes).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12951, 12956) : soutient les amendements n° 44 de Mme Nicole Bricq (révision générale des valeurs locatives des immeubles bâtis) ; n° 45 de M. Jean-Marc Pastor (report de la date de délibération pour l'adoption de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) ; et n° 46 de M. Daniel Reiner (prise en compte de la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères dans le calcul de l'effort fiscal des communes) ; retirés.

FRIMAT (Bernard)
sénateur (Nord)
SOC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 8, 15, 16, 22, 27 janvier, 5 février, 3, 5, 12, 19, 25 mars, 1er, 2, 7, 9 avril, 7, 12, 13, 14, 19, 27, 28 mai, 23, 25 juin, 22 juillet, 17 septembre, 7, 14, 29 octobre, 4, 5, 13, 24, 26, 27 novembre, 2, 3 et 8 décembre 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 8** (*art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 255) : intervient sur les amendements n° 130 de M. Jack Ralite, n° 260 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 332 de M. David Assouline.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 47** (*Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à réformer le Centre national de la cinématographie et à rénover le droit des arts et industries de l'image animée*) (p. 507) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 389 et n° 390 de M. David Assouline et n° 171 de M. Jack Ralite.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1685, 1687) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (10 février 2009) (p. 1692) : demande que les commissions mixtes paritaires représentent le Sénat dans sa composition actuelle.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)] (suite)** - (10 février 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1705) : intervient sur la motion n° 45 de M. Jean-Pierre Michel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (12 février 2009) - **Article 1er** (*Dépôt des propositions de résolution*) (p. 1863, 1868) : intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Ses sous-amendements n° 196 et 199 ; rejetés. Ses amendements n° 140, 141, 142, 143, 144 et 145 ; devenus sans objet. Le groupe socialiste votera le sous-amendement n° 28 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 2** (*Transmission de la proposition de résolution au Premier ministre*) (p. 1878, 1884) : intervient sur son amendement n° 147. Son amendement n° 148 ; retiré. Son sous-amendement n° 201 portant sur l'amendement n° 3 de la commission ; retiré. - **Article 3** (*Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution*) (p. 1888, 1892) : sur l'amendement n° 4 de la commission, son sous-amendement n° 204 ; rejeté. Ses amendements n° 150 ; retiré ; n° 151, 152, 153 et 154 ; devenus sans objet. - **Article 3 bis** (*Information du Premier ministre sur une demande d'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution*) (p. 1896) : son amendement n° 156 ; rejeté. - **Article 4** (*Conditions d'inscription à l'ordre du jour*) (p. 1898, 1900) : son amendement n° 157 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 88 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5** (*Rectification des propositions de résolution*) (p. 1908) : intervient sur l'amendement n° 60 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Intitulé du chapitre II** (*Dispositions, prises en vertu de l'article 39 de la Constitution, relatives à la présentation des projets de loi*) (p. 1914) : le groupe socialiste ne s'opposera à l'amendement n° 9 de la commission.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1968, 1969) : parole sur l'article. (p. 1992) : son amendement n° 181 ; rejeté. (p. 1996, 1997) : intervient sur son amendement n° 181 précité. (p. 1998) : son amendement n° 182 ; rejeté. (p. 1999, 2000) : son amendement n° 186 ; rejeté. (p. 2008, 2009) : intervient sur son amendement n° 186 précité. - **Article 13 bis (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2012, 2014) : son amendement n° 190 ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (18 février 2009) (p. 2032) : informe le Sénat du démenti de M. Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, quant à l'existence d'un accord avec le président Bernard Accoyer sur la réforme du travail législatif.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)] (suite)** - (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2037) : sur l'amendement n° 10 de la commission, son sous-amendement n° 207 ; rejeté. (p. 2038, 2039) : sur l'amendement n° 10 de la commission, son sous-amendement n° 208 ; rejeté. (p. 2043) : ses amendements n° 163, 164 et 165 ; devenus sans objet. (p. 2049, 2050) : intervient sur les amendements n° 163, 164 et 165 de M. Bernard Frimat, n° 26 de M. Michel Mercier, n° 34, 35 et 36 de M. Michel Charasse, n° 95, 96, 97 et 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 10 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 193 de Mme Michèle André, n° 206, 207, 208, 209 et 210 de M. Bernard Frimat, n° 211 et 212 de M. Alain Vasselle, n° 213 et 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 43 et 44 de M. Yves Détraigne et n° 61, 62 et 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 2055) : votera contre l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 8** (*Délai d'examen des études d'impact par la Conférence des présidents*) (p. 2056) : son amendement n° 166 ; rejeté. (p. 2057) : son amendement n° 167 ; rejeté. (p. 2058) : votera l'amendement n° 11 de la commission. - **Article 11** (*Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions*) (p. 2063, 2064) : demande une suspension de séance suite à la décision d'examiner par priorité les amendements portant sur le quatrième alinéa de cet article. (p. 2070) : son amendement n° 171 ; rejeté. (p. 2075, 2076) : son amendement n° 173 ; devenu sans objet. (p. 2076) : son amendement n° 174 ; devenu sans objet. (p. 2080) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 20 de la commission. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2082) : son amendement n° 175 : délai de deux semaines entre la remise du rapport établi par la commission principalement saisie, et la discussion du texte en séance publique ; rejeté. - **Article 11 bis** (*Évaluation préalable des amendements du Gouvernement*) (p. 2082, 2083) : son amendement n° 176 ; rejeté. - **Article 11 ter** (*Évaluation préalable des amendements des membres du Parlement*) (p. 2084) : ses amendements n° 177 et 178 ; rejetés. - **Article 12** (*Procédure d'examen simplifié*) (p. 2086) : ses amendements n° 179 et 180 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2090, 2091) : défavorable à ce texte.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (4 mars 2009) - **Article 10 bis** (*Information du détenu sur ses droits et ses devoirs*) (p. 2362) : parole sur l'article.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (11 mars 2009) - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2798) : favorable à l'amendement n° 109 de M. Claude Lise ; retiré puis repris par la commission. - **Article 11** (*Modification du régime des exonérations de charges sociales*) (p. 2852) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Louis-Constant Fleming.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 65 sexies** (p. 3421, 3422) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 182 du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur de dispositions relatives à la collégialité de l'instruction et au renforcement de l'équilibre de la procédure pénale).

- **Rappel au règlement** - (7 mai 2009) (p. 4258) : donne acte à M. Jean-Pierre Bel de son rappel au règlement.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5388, 5390) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5457, 5458) : son intervention.

- **Conférence des présidents** - (2 juin 2009) (p. 5464) : le groupe socialiste votera contre la proposition de la conférence des présidents.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le code de justice administrative [n° 426 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5468) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse - Deuxième lecture [n° 480 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6407, 6408) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte. - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Fixation de la prime accordée à la liste arrivée en tête et des seuils pour se présenter ou opérer des fusions de listes au second tour*) (p. 6413) : s'abstient sur les amendements n° 1 et 2 de M. Jean Desessard. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6414) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Rappel au règlement** (p. 6593, 6594) : déplore l'absence des sénateurs dans l'hémicycle.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte [n° 491 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 492 (2008-2009)** (p. 6669, 6673) : son intervention. Espère l'adoption à l'unanimité de ce texte. - **Article 3** (*art. 21, 26 et 27 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Organisation des transferts de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 6684, 6685) : favorable à l'article 3 de ce projet de loi dans la rédaction de la commission. - **Article 42** (*Départementalisation de Mayotte*) (p. 6719) : ne votera pas l'amendement n° 17 de Mme Éliane Assassi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6723) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances [n° 492 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 491 (2008-2009)**. - (7 juillet 2009) - **Article 10** (*art. 58 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Ratification d'ordonnances*) (p. 6727) : favorable à l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Rappel au règlement** (p. 6759) : intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Raoul.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte - Commission mixte paritaire [n° 126 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7433, 7434) : son intervention.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Hongrie** - (17 septembre 2009) (p. 7656).

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (7 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8323, 8328) : modalités d'examen des amendements au sein des commissions.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Article 1er** (*art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité*) (p. 8584, 8585) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Yvon Collin. (p. 8586, 8587) : favorable à l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Article 3** (*Eléments matériels à l'appui de la demande d'indemnisation*) (p. 8624) : favorable à l'amendement n° 19 de M. Richard Tuhejava. - **Article 7** (*La commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires*) (p. 8636, 8637) : intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Michelle Demessine.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8775, 8776) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)]** - (29 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9122) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9320, 9321) : favorable aux amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 6 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conséquences sociales de l'ouverture à la concurrence du secteur public postal avant la promulgation du présent texte) et n° 7 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur le bilan de la déréglementation du secteur postal), ainsi qu'aux amendements de M. Michel Teston n° 362 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évolution globale de l'emploi ainsi que sur les conditions de travail dans le secteur postal), n° 357 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conditions de l'application de la directive 97/67/CE au secteur postal français), n° 358 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les tarifications commerciales du secteur postal) et n° 363 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évolution de l'emploi et des tarifs dans le secteur postal depuis l'ouverture totale du marché). (p. 9333) : intervient sur l'amendement n° 429 de M. Michel Teston (inscription des principes fondamentaux du service public dans le présent texte).

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9427) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (6 novembre 2009) - **Article 2** (*art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9599, 9600) : favorable à l'amendement n° 417 de M. Georges Patient.

- **Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 57 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 56 (2009-2010)** (p. 10555, 10557) : son intervention. - **Intitulé du chapitre II** (*Compétences du président du conseil territorial et du conseil exécutif*) (p. 10563) : son amendement n° 3 ; rejeté. - **Article 3** (*art. L.O. 6352-3 et 6353-3 du code général des collectivités territoriales - Rôles du président du conseil territorial et du*

conseil exécutif dans l'animation et le contrôle de l'administration locale) (p. 10564) : son amendement n° 4 ; rejeté. - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L.O. 6322-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités de remplacement du président du conseil territorial*) : son amendement n° 5 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10564) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi organique tendant à permettre à Saint-Barthélemy d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans [n° 56 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 57 (2009-2010)**.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 10724).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Québec** - (8 décembre 2009) (p. 12403).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'organisation d'une consultation des électeurs de la Guyane et de la Martinique sur le changement de statut de ces collectivités** - (9 décembre 2009) (p. 12506) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12620, 12622) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12636) : favorable à la motion n° 3 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12647) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Michèle André (découpage électoral du Puy-de-Dôme) ; rejeté. - **Demande de seconde délibération** (p. 12655) : défavorable à la demande de seconde délibération du Gouvernement.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 142 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 143 (2009-2010)** (p. 13181, 13183) : le groupe socialiste s'abstiendra sur le projet de loi organique et sur le projet de loi ordinaire.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 142 (2009-2010)**. - (21 décembre 2009) - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 5 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Simultanéité du dépouillement des scrutins dans les deux assemblées*) (p. 13191, 13192) : son amendement n° 1 ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Article 14** (*Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion*) (p. 13234) : intervient sur l'amendement n° 58 du Gouvernement.

GAILLARD (Yann)
sénateur (Aube)
 UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000, à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire de la Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie le 17 février 2009.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 180 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 181 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget**.

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Culture [n° 101 tome 3 annexe 7 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (12 janvier 2009) - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 170) : défavorable aux amendements de M. David Assouline n° 312 (garantie d'indépendance des journalistes de la société France Télévisions) et n° 313 (garantie d'indépendance des journalistes de la société Radio France).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 758, 760) : son amendement n° 12 : attribution d'une dotation exceptionnelle à l'Institut national de recherches archéologiques préventives ; retiré.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (23 janvier 2009) - **Article 2 ter** (Art. L. 522-2, L. 523-7, L. 523-9, L. 523-10 et L. 524-7 du code du patrimoine - *Raccourcissement des délais en matière d'archéologie préventive*) (p. 842) : soutient l'amendement n° 55 de M. Jacques Legendre ; rejeté. (p. 843) : soutient l'amendement n° 56 de M. Jacques Legendre ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 846) : son amendement n° 125 : création d'un nouveau type de contrat pour les grands travaux ; adopté.

- En remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur pour avis - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 860, 861) : ses amendements n° 23 (mesure en faveur du cofinancement entre le partenaire privé et la puissance publique) ; adopté ; n° 24 (traitement fiscal des cessions de créances détenues sur les personnes publiques) ; et n° 25 (éligibilité des baux emphytéotiques administratifs au FCTVA) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 865, 866) : ses amendements n° 43 : possibilité pour les associations d'amis des monuments historiques de recevoir des petits dons dans la limite de 10 000 euros par association et par an ; et n° 44 : extension, sous certaines conditions, des règles du mécénat aux monuments historiques privés ; retirés. - **Rappel au règlement** (p. 879) : non-application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Bruno Gilles, soutenu par M. Michel Guéry, n° 85 (possibilité de passer une convention d'occupation temporaire du domaine public comportant des obligations de service public pour l'exploitation d'un circuit automobile homologué pour la Formule 1).

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 967, 968) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 - Commission mixte paritaire [n° 180 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1152, 1153) : son intervention.

- En remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 2 et état A** (p. 1163) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 - Commission mixte paritaire [n° 181 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1164, 1165) : son intervention.

- Rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 2** (p. 1171) : position de la commission sur les amendements n° 1, 2 et 3 du Gouvernement. - **Article 3 et rapport annexé** (p. 1171, 1200) : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Article 4** : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. - **Article 5** (p. 1171, 1200) : position de la commission sur l'amendement n° 6 du Gouvernement. - **Article 6** : position de la commission sur l'amendement n° 7 du Gouvernement. - **Article 9** : position de la commission sur les amendements n° 8 et 9 du Gouvernement.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (5 février 2009) - **Article 29** (*Le développement durable de la filière forêt-bois*) (p. 1530) : intervient sur l'amendement n° 428 de Mme Odette Herviaux.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 7 et état D** (*Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3634) : ne votera pas l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 8 C** (*Conditions d'application de la réduction d'impôt pour l'investissement locatif*) (p. 3647) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 8 C** (p. 3654) : son amendement n° 26 : amélioration du dispositif de crédit d'impôt tendant à favoriser les tournages de films sur le sol français ; adopté après modification par le sous-amendement n° 98 du Gouvernement.

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4133) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (5 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 8138) : son amendement n° 123 : interdiction de revendre les bois de chauffage remis en nature ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9061) : son intervention. - **Article 6** (*art. L. 321-4 du code de commerce - Régime de déclaration préalable des opérateurs de ventes volontaires*) (p. 9071, 9072) : ses amendements n° 32 et 26 ; retirés. - **Article 11** (*art. L. 321-9 du code de commerce - Vente de gré à gré des biens non adjugés ou "vente après la vente"*) (p. 9074) : son amendement n° 30 ; rejeté. - **Article 18** (*art. L. 321-17 du code de commerce - Responsabilité civile des sociétés de ventes, des opérateurs et des experts*) (p. 9078) : son amendement n° 28 ; retiré. - **Article 19** (*art. L. 321-18 du code de commerce - Conseil des ventes*) (p. 9080) : son amendement n° 31 ; retiré. - **Article 42 (Nouveau)** (*art. 29 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Activités de ventes volontaires des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 9091) : son amendement n° 29 ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Jack Ralite sur la numérisation du livre** - (16 novembre 2009) (p. 10545, 10546) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11592, 11593) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11608, 11609) : position de la commission sur les amendements n° II-77 et II-100 du Gouvernement, et n° II-58 de M. Charles Revet. - **Article 52** (*Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'Etat aux collectivités territoriales volontaires*) (p. 11611, 11617) : position de la commission sur les amendements n° II-69, II-70 et II-71 de M. Jack Ralite, n° II-51, II-52, II-53, II-55 et II-54 de la commission de la culture saisie pour avis et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° II-117 du Gouvernement, ainsi que sur le sous-amendement n° II-118 du Gouvernement portant sur son amendement n° II-7. (p. 11612) : son amendement n° II-6 ; retiré. (p. 11615) : son amendement n° II-7 ; adopté. (p. 11617) : son amendement n° II-8 ; adopté. - **Article 52 bis (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la procédure de dévolution du patrimoine historique aux collectivités territoriales volontaires*) (p. 11618) : position de la commission sur l'amendement n° II-56 de la commission de la culture saisie pour avis.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11973) : sa question et sa réplique.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12282) : son amendement n° II-252 : avantage fiscal en cas de remplacement d'un appareil de chauffage au bois domestique ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 12336) : intervient sur les amendements n° II-38 de Mme Catherine Dumas (prolongement du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant dans le secteur des métiers d'art et des savoir-faire traditionnels) et n° II-273 de M. François Patriat (prorogation du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 14 (réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 12917) : intervient sur l'amendement n° 218 de la commission. - **Article 22** (*Aménagement du régime de l'intégration fiscale*) (p. 12928, 12929) : soutient l'amendement n° 14 de M. Auguste Cazalet ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 29 nonies** (p. 13115, 13118) : soutient les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 104 (crédit d'impôt à l'exportation à l'étranger de films de langue française) ; et n° 105 (reconduction du crédit d'impôt à la distribution des œuvres audiovisuelles) ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 13119, 13120) : soutient l'amendement n° 129 de M. Gérard César (réduction d'impôt égale aux cotisations au titre de la défense des forêts contre l'incendie) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 30 quaterdecies** (p. 13139) : soutient l'amendement n° 131 de M. Gérard César (renforcement des chambres régionales d'agriculture) ; adopté.

GARREC (René)
sénateur (Calvados)
UMP

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives le 11 mars 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi relative à la ligne à grande vitesse Paris-Normandie [n° 148 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 1112) : intervient sur l'amendement n° 646 de M. Jacques Muller.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Article 1er G (Nouveau) (art. L. 34-8 et L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation entre les opérateurs des travaux d'équipement d'un immeuble en ligne de communication électronique à très haut débit)** (p. 7160) : intervient sur l'amendement n° 59 de la commission.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Article 1er (Intervention de la commission de déontologie de la fonction publique préalablement à un cumul de fonctions de direction dans des entreprises du secteur public et du secteur privé)** (p. 10682) : intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
*sénateur (Français établis hors de
 France (Série C 1))*
 UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) le 14 novembre 2009.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel le 17 février 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 142 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière [n° 186 (2008-2009)] (28 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande électorale pour les élections à l'étranger [n° 412 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi portant création d'une Fondation pour la Légion étrangère [n° 566 (2008-2009)] (20 juillet 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 609 (2008-2009)] (5 septembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 575 (2008-2009)] autorisant la ratification de la convention sur les armes à sous-munitions [n° 615 (2008-2009)] (15 septembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à la création d'une délégation parlementaire aux droits de l'enfant [n° 5 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 134 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Marie-Lise Campion sur la protection de l'enfance** - (23 juin 2009) (p. 6213, 6214) : son intervention.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur les armes à sous-munitions [n° 575 (2009-2010)]** - (17 septembre 2009) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 7658, 7659) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11690, 11692) : son intervention.

GAUDIN (Christian)
sénateur (Maine-et-Loire)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis secrétaire le 7 octobre 2009.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La dette du CNES à l'égard de l'Agence spatiale européenne : pour un atterrissage en douceur [n° 226 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Budget - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12486, 12487) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12630, 12631) : son intervention.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Clôture de la 4^e année polaire internationale (actes du colloque des 14 et 15 mai 2009) [n° 503 (2008-2009)] (30 juin 2009) - **Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Recherche et enseignement supérieur [n° 101 tome 3 annexe 23 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Article 2 (Lutte contre le changement climatique)** (p. 997, 998) : sur l'amendement n° 3 de la commission, son sous-amendement n° 495 ; adopté. Son amendement n° 494 ; adopté.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2707) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5935, 5936) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Ivan Renar sur l'évaluation du crédit impôt recherche** - (24 juin 2009) (p. 6323, 6324) : son intervention.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6874, 6876) : son intervention. Le groupe UC votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10766, 10767) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 11415, 11416) : la majorité du groupe UC votera la première partie du projet de loi de finances pour 2010.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11645, 11647) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11660) : son amendement n° II-16 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12829, 12830) : le groupe UC votera dans sa grande majorité ce projet de loi de finances rectificative pour 2009.

GAUDIN (Jean-Claude)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 12 janvier, 3, 11, 17 février, 3, 6, 17, 24, 31 mars, 28 avril, 12, 19, 26 mai, 5, 16, 23, 29 juin, 21, 22 juillet, 15, 22, 23 septembre, 13, 21, 27 octobre, 2, 4, 10, 17, 25 novembre, 1er, 2, 7, 9, 15 et 16 décembre 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Turquie** - (19 mai 2009) (p. 4812).

- **Convocation du Parlement en Congrès** - (16 juin 2009) (p. 6015).

- **Rappel au règlement** - (23 juin 2009) (p. 6190) : prend acte du rappel au règlement de M. Raymond Vall.

- **Rappel au règlement** - (2 novembre 2009) (p. 9185) : donne acte à M. Guy Fischer de son rappel au règlement. Rappelle que M. Le Président du Sénat a demandé au Gouvernement de ne pas engager la procédure accélérée sur la réforme des territoires. Donne acte à M. Michel Teston de son rappel au règlement.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de maires maliens** - (2 novembre 2009) (p. 9215).

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9219) : refuse d'accorder la suspension de séance demandée par M. Michel Teston.

- **Rappel au règlement** - (2 novembre 2009) (p. 9230) : donne acte à M. Guy Fischer de son rappel au règlement.

- **Rappel au règlement** - (10 novembre 2009) (p. 9975) : intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Fischer.

- **Hommage à Monsieur l'Ambassadeur du Pakistan** - (1er décembre 2009) (p. 11775).

- **Hommage à Monsieur Mehmet Simsek, ministre des finances de Turquie** - (7 décembre 2009) (p. 12308).

GAUTIER (Charles)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2009.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéosurveillance le 17 février 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 176 (2008-2009)] visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 197 (2008-2009)] (4 février 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] - (11 février 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p.1779, 1780) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 4111-1, L. 4132-1, L. 4131-5, L. 4141-4, L. 4151-6, L. 4221-1, L. 4221-10 du code de la santé publique - *Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des*

professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien) (p. 1786) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de Mme Bariza Khiari. - **Article 2** (art. L. 241-1 du code rural - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession de vétérinaire) (p. 1788) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Charles Guéné. - **Article 3** (art. 11 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession d'avocat) (p. 1789) : position de la commission sur les amendements n° 3 et 4 de Mme Bariza Khiari. - **Article 4** (art. 10 et 11 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession d'architecte) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de Mme Bariza Khiari. - **Article 5** (art. 3 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession de géomètre-expert) (p. 1790) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de Mme Bariza Khiari.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique) (p. 1983) : parole sur l'article.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Article 1er** (Missions du service public pénitentiaire) (p. 2311) : soutient l'amendement n° 72 de M. Alain Anziani ; rejeté. (p. 2312) : soutient l'amendement n° 73 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 2** (Organisation du service public pénitentiaire) (p. 2314) : soutient l'amendement n° 74 de M. Alain Anziani ; rejeté. (p. 2315) : soutient l'amendement n° 75 de M. Alain Anziani ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 4** (Code de déontologie et prestation de serment) (p. 2336, 2338) : soutient les amendements n° 77 de M. Alain Anziani ; retiré ; et n° 78 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 2387) : soutient l'amendement n° 105 de M. Alain Anziani (possibilité, pour les détenus, d'élire domicile au sein de l'établissement pénitentiaire afin de faciliter leurs démarches administratives) ; adopté. - **Division additionnelle avant l'article 14** (p. 2389, 2390) : soutient l'amendement n° 108 de M. Alain Anziani (création d'une nouvelle section intitulée "Du travail en détention") ; rejeté.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Article 13** (art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 de la loi EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924) (p. 3838, 3839) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4175, 4177) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4184, 4187) : ses amendements n° 1 : dépenalisation du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers lorsque la vie ou l'intégrité physique de l'étranger est en jeu ; n° 2 : exclusion des établissements et services visés à l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi que de leurs bénévoles et salariés, agissant dans le cadre de leur mission, du champ du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers ; rejetés. - **Article 1er** (art. L. 213-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée en France au titre de l'asile à la Cour nationale du droit d'asile) (p. 4190, 4199) : ses amendements n° 3, 7, 9 et 11 ; rejetés. - **Article 2** (art. L. 731-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination) (p. 4206) : son amendement n° 12 ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 733-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Recours

aux ordonnances dites de "tri") (p. 4206) : son amendement n° 13 ; rejeté. - **Article 4** (chapitre 7 du titre VII du livre II du code de justice administrative - Codification) (p. 4207) : son amendement n° 14 ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 222-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Prorogation d'office du maintien en zone d'attente en cas de demande d'asile tardive) (p. 4207) : son amendement n° 15 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** : Le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10693, 10694) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 10698) : ses amendements n° 12 : modalités de désignation des tuteurs référents ; rejeté ; et n° 13 : délai dans lequel une sanction éducative doit être prononcée ; retiré. - **Article 1er** (art. 222-14-2 [nouveau] du code pénal - Délit de participation à un groupement violent) (p. 10702) : intervient sur son amendement n° 1 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 2 bis** (art. 11-5, 11-6 et 11-7 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité - Habilitation des agents de surveillance ou de gardiennage employés par les propriétaires, exploitants ou affectataires d'immeubles collectifs à usage d'habitation à porter une arme de sixième catégorie dans l'exercice de leurs missions) (p. 10704) : son amendement n° 2 ; rejeté. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 222-12, 222-13, 311-4, 312-2, 322-3, 431-4 et 431-5 du code pénal - Instauration d'une circonstance aggravante pour dissimulation volontaire de tout ou partie du visage afin d'échapper à toute identification) (p. 10709) : son amendement n° 3 ; rejeté. - **Article 4** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel des interventions de la police et de la gendarmerie) (p. 10716) : son amendement n° 5 ; rejeté. (p. 10720) : son amendement n° 7 ; rejeté. (p. 10722) : son amendement n° 9 ; rejeté. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-4, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 322-3 et 433-3 du code pénal - Circonstance aggravante pour violences commises, en raison de leurs fonctions, sur les personnels des établissements d'enseignement scolaire ou sur leurs proches) (p. 10731) : son amendement n° 11 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 10732) : son amendement n° 14 : rôle de l'État en matière de sécurité des élèves et du personnel des établissements scolaires ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (3 décembre 2009) (p. 11993, 11994) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 59 ter** (p. 12005) : intervient sur l'amendement n° II-193 de M. Jean Faure (prorogation du dispositif permettant aux collectivités territoriales de mettre des logements à la disposition des gendarmes).

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Réduction du mandat des conseillers généraux) (p. 12778, 12779) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 3** (Affectation du produit des amendes de police relatives à la circulation routière) (p. 12851, 12852) : intervient sur les amendements identiques n° 40 de Mme Nicole Bricq et n° 169 de M. Thierry Foucaud ainsi que sur le n° 1 de la commission.

GAUTIER (Gisèle)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à faciliter la saisine du Conseil supérieur de l'audiovisuel par les associations de défense des droits des femmes [n° 194 (2008-2009)] (3 février 2009) - **Culture - Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 81 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles [n° 275 (2008-2009)] (17 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 190 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 277 (2008-2009)] (17 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyoning [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoning [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1791, 1792) : la majorité du groupe UMP adoptera les conclusions de la commission des lois sur cette proposition de loi.

GAUTIER (Jacques)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP
(jusqu'au 23 juillet 2009)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP
(à partir du 29 juillet 2009)

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 23 juillet 2009.

Devenu sénateur le 29 juillet 2009 (en remplacement de M. Roger Karoutchi).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 29 juillet 2009.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 23 juillet 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la commission des finances : L'Airbus militaire A400m sur le "chemin critique" de l'Europe de la défense [n° 205 (2008-2009)] (10 février 2009) - **Défense - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4212) : le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5145) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6483, 6484) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 333 (2008-2009)] autorisant la ratification de l'accord entre l'Irlande, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume d'Espagne, la République italienne, la République portugaise, la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, établissant un centre opérationnel d'analyse du renseignement maritime pour les stupéfiants [n° 528 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article 6** (*Rétablissement, pour 2 ans, de la faculté de cumuler, sur la même assiette, les avantages fiscaux de l'Eco-PTZ et du crédit d'impôt de l'article 200 quater du code général des impôts*) (p. 790, 791) : votera contre l'amendement n° 23 de Mme Nicole Bricq.

- **Prolongation de cinq interventions des forces armées - Débat et votes sur des demandes d'autorisation du Gouvernement** - (28 janvier 2009) (p. 1051, 1054) : son intervention. Le groupe UMP votera la prolongation de l'intervention des forces armées en Côte d'Ivoire, au Tchad, en République centrafricaine, au Liban et au Kosovo.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés - Commission mixte paritaire [n° 187 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1213) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3141) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Article unique** (p. 3537, 3538) : votera contre les amendements n° 1 et 2 de M. Claude Domeizel, n° 4 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et contre cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Jacques Mirassou sur l'avenir du programme de l'Airbus A400M** - (11 juin 2009) (p. 6004, 6006) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6925, 6927) : son intervention. Votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 7010) : défavorable à l'amendement n° 62 de Mme Dominique Voynet.

- **Projet de loi relatif à la gendarmerie nationale - Commission mixte paritaire [n° 124 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7391, 7392) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur les armes à sous-munitions [n° 575 (2009-2010)]** - (17 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7663, 7664) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7670) : défavorable aux amendements n° 48 de M. Thierry Repentin et n° 305 de M. Jacques Muller.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 3 bis (Nouveau)** (*art. L. 313-1 du code de l'éducation - Recrutement et obligation de formation des personnels d'orientation de l'éducation nationale*) (p. 7835, 7837) : soutient l'amendement n° 14 de Mlle Sophie Joissains ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (8 octobre 2009) - **Article 78** (*art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets*) (p. 8416) : défavorable à l'amendement n° 646 de M. Jacques Muller.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8637) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° 9 de M. André Vantomme (délivrance du titre de reconnaissance de la nation aux personnes ayant participé aux essais nucléaires français). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8639, 8640) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire [n° 10 (2009-2010)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8691, 8692) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10517, 10519) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Plan de relance de l'économie

- (4 décembre 2009) (p. 12074, 12075) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 13121) : soutient l'amendement n° 130 de M. Gérard César (précision) ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Commission mixte paritaire [n° 122 (2009-2010)]** - (22 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13273, 13274) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales - Commission mixte paritaire [n° 192 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13345, 13346) : le groupe UMP adoptera les conclusions de la commission mixte paritaire.

GÉLARD (Patrice)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre suppléant de la Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 373 (2008-2009)] tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le code de justice administrative [n° 425 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 377 (2008-2009)] tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 427 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 476 (2008-2009)] tendant à modifier le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse [n° 479 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi relative au renforcement des pouvoirs des maires en matière d'élagage des plantations privées qui empiètent sur l'emprise des voies publiques communales [n° 639 (2008-2009)] (29 septembre 2009) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 16 (2009-2010)] portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 139 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 640 (2008-2009)] relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 141 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1679, 1682) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - vice-président de la commission des lois - **Article 7 (Évaluation préalable au dépôt des projets de loi)** (p. 2053) : intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Yves Détraigne portant sur l'amendement n° 10 de la commission.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Article 1er (Missions du service public pénitentiaire)** (p. 2313) : ne votera pas l'amendement n° 73 de M. Alain Anziani.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 4 (Code de déontologie et prestation de serment)** (p. 2338) : intervient sur les amendements n° 77 et 78 de M. Alain Anziani.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5384, 5386) : son intervention. - **Article 1er** (art. 3 du Règlement - *Composition du Bureau du Sénat*) (p. 5399, 5401) : position de la commission sur les amendements n° 41 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 17 de M. Michel Charasse. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 5401, 5402) : position de la commission sur les amendements n° 42 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 2 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 bis et 6 bis nouveaux du Règlement - *Droits des groupes d'opposition et des groupes minoritaires*) (p. 5403, 5405) : position de la commission sur les amendements n° 43 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 18 de M. Michel Charasse et n° 10 de M. Yvon Collin. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 ter nouveau du Règlement - *Réunion hebdomadaire des groupes politiques*) (p. 5405) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de M. Michel Charasse. - **Article 4** (art. 7, 16, 18 et 22 du Règlement du Sénat - *Changement de dénomination de certaines commissions permanentes*) (p. 5406) : position de la commission sur l'amendement n° 44 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 du Règlement - *Bureau des commissions permanentes*) (p. 5407) : position de la commission sur les amendements n° 20 de M. Michel Charasse et n° 11 de M. Yvon Collin. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 du Règlement - *Désignation des membres des commissions mixtes paritaires*) (p. 5408) : position de la commission sur les amendements n° 12, 13 et 14 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 8** : position de la commission sur l'amendement n° 40 de M. Yvon Collin (présence aux réunions des commissions d'un membre du secrétariat de chaque groupe politique) et sur les sous-amendements n° 74 de M. Michel Charasse et n° 75 de M. Nicolas About s'y rapportant. - **Article 9** (art. 18 et 42 du Règlement - *Participation du Gouvernement aux travaux des commissions et dénomination du Conseil économique, social et environnemental*) (p. 5412, 5413) : position de la commission sur les amendements n° 45 et 46 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16 et 24 du Règlement - *Dépôts*) (p. 5414) : position de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Michel Charasse. - **Article 13** (art. 16 et 24 bis nouveau du Règlement - *Engagement de la procédure accélérée par le Gouvernement*) (p. 5415) : position de la commission sur l'amendement n° 48 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 14** (chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - *Examen des projets et propositions de loi*) (p. 5417, 5430) : position de la commission sur les amendements n° 24, 25 et 26 de M. Michel Charasse, n° 32 et 33 de M. Nicolas About, n° 1 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 3 et 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 49, 50, 51, 52 et 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 16** (*Organisation de l'ordre du jour - art. 29 bis du Règlement*) (p. 5431, 5432) : position de la commission sur les amendements n° 8 de M. Hugues Portelli et n° 54 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5433) : position de la commission sur l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (intervention des groupes politiques dans les demandes de discussion immédiate). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32 du Règlement - *Horaires de séances du Sénat*) : position de la commission sur l'amendement n° 27 de M. Michel Charasse. - **Article 19** (art. 38 du Règlement - *Organisation du débat ou, le cas échéant, de la clôture*) (p. 5434, 5435) : position de la commission sur les amendements n° 56 et 57 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 28 de M. Michel Charasse. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 5435) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 58 (nécessité de placer le débat sur l'exception d'irrecevabilité avant la discussion générale) et n° 59 (nécessité de placer le débat sur la question préalable avant la discussion générale). - **Article 21** (art. 45 et 48 du Règlement -

Irrecevabilités) (p. 5438, 5439) : position de la commission sur les amendements n° 60, 61 et 62 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 29 de M. Michel Charasse. - **Article 21 bis** (art. 47 bis-1-A nouveau - *Modalités d'examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 5440) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Nicolas About. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. 49 du Règlement - *Discussion commune*) (p. 5441) : position de la commission sur les amendements n° 15 de M. Yvon Collin et n° 63 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. 49 du Règlement - *Temps de présentation des amendements*) (p. 5441) : position de la commission sur l'amendement n° 64 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 5443) : position de la commission sur les amendements analogues n° 65 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 7 de Mme Alima Boumediene-Thiery (modalités de vérification du quorum). - **Article 25 bis et articles additionnels après l'article 25 bis** (art. 59 du Règlement - *Extension de la liste des scrutins publics de droit*) (p. 5444, 5447) : position de la commission sur les amendements n° 35, 36, 37 et 39 de M. Nicolas About, n° 6 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 66 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 26** (art. 69 ter nouveau et 71 du Règlement - *Convocation conjointe d'une commission mixte paritaire pour une proposition de loi*) (p. 5448) : position de la commission sur les amendements n° 67 et 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (chap. XI bis du Règlement - *Affaires européennes*) (p. 5450, 5451) : position de la commission sur les amendements n° 69, 70, 71 et 72 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 32** (nouveau chap. XVIII bis, art. 103 et 103 bis nouveau du Règlement - *Budget et comptes du Sénat*) (p. 5454) : position de la commission sur les amendements n° 30 de M. Michel Charasse et n° 73 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 5455) : position de la commission sur l'amendement n° 31 de M. Michel Charasse (compétence du Bureau du Sénat pour protéger et gérer les archives de la Haute assemblée).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le code de justice administrative [n° 426 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5465) : son intervention. - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 bis nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. L. 112-1 et art. L. 123-1 à L. 123-3 nouveaux du code de justice administrative - *Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi*) (p. 5469, 5470) : position de la commission sur les amendements n° 1, 2 et 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 5470) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (caractère public des avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi).

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8572, 8574) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte. - **Article 1er** (art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - *Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité*) (p. 8580, 8581) : défavorable à l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 8585) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Yvon Collin.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8704, 8706) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte. - **Article 11 bis (Nouveau)** (art. 18-1 nouveau de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Procédure tendant à garantir la composition paritaire des formations du Conseil supérieur siégeant en matière disciplinaire*) (p. 8729) : défavorable à l'amendement n° 28 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9311) : s'oppose à la demande de M. Guy Fischer, tendant à suspendre les débats jusqu'après l'examen de la motion référendaire. - **Intitulé du titre 1er (Dispositions relatives à La Poste et modifiant la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la Poste et à France Télécom)** (p. 9314) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9315, 9320) : intervient sur les amendements n° 5 de M. Jean-Claude Dangelot (inscription dans le texte du statut d'exploitant autonome de droit public d'un service public national de La Poste) et n° 357 de M. Michel Teston (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conditions de l'application de la directive 97/67/CE au secteur postal français).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) (p. 9392) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12483, 12484) : son intervention. - **Article 1er (art. 515-3 et 515-7 du code civil - Enregistrement en mairie du pacte civil de solidarité)** (p. 12492) : parole sur l'article.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 142 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 143 (2009-2010)** (p. 13177, 13178) : son intervention. - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission) (Liste des emplois et fonctions soumis à la procédure de nomination après avis des commissions compétentes des deux assemblées)** (p. 13189) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 13189) : son amendement n° 2 : coordination ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 142 (2009-2010)**. - (21 décembre 2009) - rapporteur de la commission des lois - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission) (Commissions permanentes compétentes pour émettre l'avis sur les nominations)** (p. 13191) : son amendement n° 2 ; adopté. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (art. 5 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Simultanéité du dépouillement des scrutins dans les deux assemblées)** (p. 13191, 13192) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 13196, 13199) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (art. premier de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Intégration des avoués à la profession d'avocat)** (p. 13221) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Laurent Bêteille. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. 2 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Suppression des offices d'avoués près les cours d'appel)** (p. 13221, 13222) : son amendement n° 59 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 23 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 8 (art. 43 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Régimes de retraites de base et complémentaire et régime invalidité-décès des avoués)** (p. 13223) : position de la commission sur les amendements n° 33 de M. François Pillet et n° 40 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 9 (art. 46 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Convention collective réglant les**

rapports entre les anciens avoués et leur personnel) (p. 13224) : position de la commission sur l'amendement n° 32 de M. François Pillet. - **Article 10 (art. 46-1 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Affiliation du personnel salarié de la nouvelle profession d'avocat à la caisse de retraite du personnel des avocats)** (p. 13224) : position de la commission sur l'amendement n° 31 de M. François Pillet. - **Intitulé du chapitre II (Dispositions relatives à l'indemnisation des avoués près les cours d'appel)** (p. 13225) : son amendement n° 60 ; adopté. - **Article 13 (Modalités de calcul de l'indemnisation versée aux avoués)** (p. 13228) : position de la commission sur les amendements n° 50 et 45 de M. Jacques Mézard, n° 52 du Gouvernement, n° 17 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 1 de M. Daniel Dubois, n° 5 de M. Yves Détraigne, et n° 39 de M. Jean-Pierre Vial. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 13231) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de M. Jacques Mézard (précision sur le régime applicable à la perception de l'indemnité allouée au titre de la suppression de droit de présentation). - **Article 14 (Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion)** (p. 13232, 13236) : son amendement n° 61 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 25 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 3 de M. Yves Détraigne, n° 16 de M. Jean-Pierre Michel, n° 58 et 57 du Gouvernement, et n° 15 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 14 bis (Nouveau) (Exonération de charges sociales pour les professions juridiques employant d'anciens salariés d'avoués)** (p. 13237) : position de la commission sur l'amendement n° 53 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Article 15 (Remboursement aux intéressés des sommes versées pour les licenciements)** (p. 13247) : position de la commission sur les amendements n° 13 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 51 de M. Jacques Mézard, n° 4 de M. Yves Détraigne et n° 43 et 38 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 16 (Organisation et fonctionnement de la commission chargée de statuer sur les demandes de versement ou de remboursement d'indemnités)** (p. 13248, 13249) : son amendement n° 62 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 12 de M. Jean-Pierre Michel et n° 54 du Gouvernement. - **Article 17 (Possibilité d'obtenir le versement d'un acompte ou le remboursement du capital restant dû sur un prêt pendant la période transitoire)** (p. 13249, 13250) : position de la commission sur l'amendement n° 55 du Gouvernement. - **Article 18 (Modalités de présentation de la demande effectuée au titre des articles 13, 15 et 17)** (p. 13250) : son amendement n° 63 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Yves Détraigne. - **Article 19 (Création, organisation et fonctionnement du fonds d'indemnisation chargé du paiement des sommes dues aux avoués)** (p. 13251) : son amendement n° 64 ; adopté. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission) (Accès des avoués et de leurs collaborateurs aux professions juridiques réglementées)** (p. 13252) : position de la commission sur les amendements n° 48 de M. Jacques Mézard et n° 11 de M. Rachel Mazuir. - **Article 22 (Texte non modifié par la commission) (Accès des collaborateurs d'avoué à la profession d'avocat)** (p. 13253) : position de la commission sur les amendements n° 30 de M. François Pillet et n° 47 de M. Jacques Mézard. - **Article 24 (Exercice simultané, pendant la période transitoire, de la profession d'avocat par les avoués)** (p. 13254, 13255) : position de la commission sur les amendements n° 35 de M. Jean-Pierre Vial et n° 56 du Gouvernement. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission) (Conditions, pour les avoués, de leur renonciation à l'exercice de la profession d'avocat ou de leur inscription à un barreau autre que celui de leur cour d'appel d'origine)** (p. 13255, 13256) : position de la commission sur les amendements n° 7 de M. Yves Détraigne et n° 46 de M. Jacques Mézard. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission) (Sort des instances d'appel en cours au moment de la disparition de la profession d'avoué)** (p. 13257) : position de la commission sur les amendements n° 37 de M. Jean-Pierre Vial et n° 9 de M. Yves Détraigne. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission) (Maintien jusqu'au 31 décembre 2014 de la chambre nationale des avoués près les cours d'appel - Suppression de la bourse commune des chambres)** (p. 13258) : position de la commission sur

l'amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 31** (art. 13 de l'ordonnance du 1er juin 1828 relative aux conflits d'attribution entre les tribunaux et l'autorité administrative ; art. 3 de la loi n° 56-672 du 9 juillet 1956 instituant diverses mesures de protection envers certains militaires ; art. 90 et 1597 du code civil ; art. 113, 130 et 131 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ; art. 64 du code des douanes ; art. 279 et 293 B du code général des impôts ; art. L. 561-3, L. 561-17, L. 561-19, L. 561-26, L. 561-28 et L. 561-36 du code monétaire et financier ; art. 418, 544 et 576 du code de procédure pénale et art. L. 16 B et L. 38 du livre des procédures fiscales - Coordinations textuelles) (p. 13259) : son amendement n° 65 ; adopté. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur différée de la

suppression de la profession d'avoué) (p. 13262) : position de la commission sur les amendements identiques n° 8 de M. Yves Détraigne, n° 10 de M. Jean-Pierre Michel, et n° 44 de M. Jacques Mézard. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 13263) : position de la commission sur les amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 20 (remise, avant le 1er juin 2010, d'un rapport gouvernemental sur l'utilité pour les justiciables et le coût pour l'Etat de l'augmentation de l'aide juridictionnelle) et n° 22 (rédaction, pendant cinq ans, d'un rapport gouvernemental annuel sur la situation des avoués et des salariés concernant leur reconversion).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants** [n° 146 (2008-2009)] - (11 février 2009) - **Article 1er** (*Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus*) (p. 1812, 1813) : parole sur l'article.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Nouvelle lecture** [n° 397 (2008-2009)] - (13 mai 2009) - **Article 2** (*Art. L. 331-12 à L. 331-22, art. L. 331-23 à L. 331-36 du code de la propriété intellectuelle - Institution d'une Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 4440, 4441) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4474) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4756) : soutient l'amendement n° 341 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 4763) : soutient l'amendement n° 345 de M. Jacky Le Menn ; adopté.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-Lise Campion sur la protection de l'enfance** - (23 juin 2009) (p. 6209, 6210) : son intervention.

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

GILLOT (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4501) : son amendement n° 108 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4568, 4571) : son amendement n° 105 ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7492, 7493) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - *Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 7878, 7880) : soutient l'amendement n° 13 de Mlle Sophie Joissains ; rejeté.

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délict de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer** [n° 233 (2008-2009)] - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2705, 2707) : son intervention. Son département de la Guadeloupe. - **Article 1er A (Réglementation des prix des produits de première nécessité)** (p. 2747) : intervient sur l'amendement n° 375 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 2751) : son amendement n° 159 : doublement des amendes pour les entreprises contrevenant aux règles relatives aux renseignements commerciaux ; rejeté. (p. 2753) : intervient sur l'amendement n° 424 du Gouvernement (possibilité de verser un bonus exceptionnel aux salariés dans le cadre d'un accord régional interprofessionnel). - **Article 1er (Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2759) : son amendement n° 161 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 3 (Abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2801) : son amendement n° 113 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2804) : son amendement n° 323 : exonération de taxe foncières sur les propriétés non bâties pour les petits exploitants agricoles ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2810) : ses amendements n° 116 : exonération de cotisations sociales pour les agriculteurs propriétaires de terrains en Guadeloupe et en Martinique contaminés au chlordécone et pour la durée de décontamination des sols ; n° 117 : exonération de cotisations pour les exploitations agricoles de Martinique et de Guadeloupe de moins de 100 hectares et contaminées au chlordécone ; retirés. - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 2842) : son amendement n° 184 : suppression du mécanisme de dégressivité prévu dans le dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale ; rejeté. - **Article 11 (Modification du régime des exonérations de charges sociales)** (p. 2844, 2855) : ses amendements n° 188, 189, 338 et 339 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2900, 2910) : ses amendements n° 118 : création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières ; rejeté ; et n° 201 : plan spécifique à l'outre-mer en faveur de l'emploi des jeunes ; retiré. - **Article 17 (Autorisation des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré des départements d'outre-mer à devenir actionnaires de sociétés civiles immobilières)** (p. 2919) : son amendement n° 253 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2925, 2926) : son amendement n° 125 : financement du logement social outre-mer ; retiré. - **Article 20 (Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer)** (p. 2946, 2951) : ses amendements n° 136 ; rejeté ; et n° 254 ; devenu sans objet. (p. 2952, 2960) : ses amendements n° 316 ; retiré ; n° 332, 331, 326, 330 et 140 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2969) : son amendement n° 255 : création d'un programme pluriannuel de résorption de l'habitat insalubre outre-mer ; retiré. - **Article 26 (Création d'un fonds de continuité territoriale)** (p. 2977) : son amendement n° 144 ; devenu sans objet. - **Article 27 (Suppression du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes diplômés)** (p. 2985,

2987) : soutient l'amendement n° 202 de M. Georges Patient ; retiré.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - **Article additionnel après l'article 16** (p. 3743) : son amendement n° 29 : extension du transfert de propriété aux immeubles transférés à la suite de l'adoption de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ; retiré.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Division et articles additionnels après l'article 13** (p. 3847, 3850) : soutient les amendements de M. Claude Lise n° 41 (exonération de la TVA sur les prestations de restauration et d'hébergement à destination des touristes dans les départements d'outre-mer) ; n° 42 (nécessité de renforcer la coopération dans le domaine touristique, notamment en matière d'actions de formation) ; n° 43 (mise en place de visas touristiques dans les départements d'outre-mer) ; n° 44 (dérogation au paiement du visa temporaire en faveur des compagnies aériennes atterrissant dans les départements d'outre-mer) ; n° 45 (mise en place de visas touristiques pour les étrangers se rendant dans les départements d'outre-mer afin d'assister à un congrès) ; retirés ; et n° 46 (création d'une nouvelle section consacrée à l'outre-mer) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (28 mai 2009) - **Article additionnel après l'article 33 (précédemment réservé)** (p. 5228, 5229) : soutient l'amendement n° 695 de M. Claude Lise (mise en place d'un plan santé spécifique pour les territoires ultra-marins) ; rejeté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8770, 8771) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 8783) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 57 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10564) : votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11487, 11488) : son intervention. Ne votera pas les crédits de la mission outre-mer.

GIRAUD (Adrien)
sénateur (Mayotte)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 29 septembre 2009 ; secrétaire de la commission du 17 juillet 2009 au 28 septembre 2009 ; membre de la commission du 10 juillet 2009 au 16 juillet 2009.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 9 juillet 2009.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Japon, l'archipel des paradoxes : pour un partenariat renouvelé [n° 316 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie et de la République de Croatie [n° 192 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1429) : le groupe UC votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (5 février 2009) - **Article 28 (Agriculture durable)** (p. 1501) : intervient sur l'amendement n° 183 de M. François Fortassin.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la consultation des électeurs de Mayotte sur le changement de statut de cette collectivité** - (12 février 2009) (p. 1924, 1925) : son intervention. Sa proposition de loi n° 43 du 23 octobre 2007 visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2713, 2714) : son intervention. Sa collectivité de Mayotte

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 13 (Création d'une aide à la rénovation des hôtels situés dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)**

(p. 2857) : intervient sur l'amendement n° 433 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2902) : intervient sur l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 2980) : favorable à l'amendement n° 399 du Gouvernement (coordination). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2991) : favorable à l'amendement n° 418 du Gouvernement (commission de révision de l'état civil de Mayotte). - **Article 31** (*Ratification de dix ordonnances et modification de l'organisation judiciaire à Mayotte*) (p. 2999) : intervient sur l'amendement n° 79 de Mme Marie-France Beauflis.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (5 juin 2009) - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Education thérapeutique du patient*) (p. 5684) : soutient l'amendement n° 221 de Mme Muguette Dini ; retiré.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte [n° 491 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 492 (2008-2009)** (p. 6673, 6674) : son intervention. Sa collectivité de Mayotte. Votera ce texte. - **Article 42** (*Départementalisation de Mayotte*) (p. 6719, 6720) : défavorable à l'amendement n° 17 de Mme Éliane Assassi.

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances [n° 492 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 491 (2008-2009)**.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (7 novembre 2009) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire*) (p. 9715, 9716) : intervient sur l'amendement n° 490 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 11** (*art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Dispositions transitoires*) (p. 9817) : intervient sur les amendements n° 259 de M. Jean-Claude Danglot et n° 311 de M. Jean Desessard.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 13** (*art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste*) (p. 9862) : favorable à l'amendement n° 193 de M. Denis Detcheverry.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 17 quater (Nouveau)** (*art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels*) (p. 10210) : son amendement n° 499 ; devenu sans objet.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Article 29 quinquies** (*art. L. 162-2-1 du code de la sécurité sociale - Développement de la prescription dans le répertoire des génériques*) (p. 10298) : soutient l'amendement n° 503 de M. Nicolas About ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 10393, 10394) : soutient l'amendement n° 496 de M. Nicolas About (obligation pour les masseurs-kinésithérapeutes et les orthophonistes d'acquiescer une durée minimale d'expérience professionnelle au sein d'un établissement de santé avant toute installation) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11486, 11487) : son intervention.

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ;*

art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé (p. 5494, 5498) : intervient sur les amendements n° 754 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 123 de M. Jean Desessard.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8779) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à

France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9430) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9560) : intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10627, 10629) : son intervention.

GODEFROY (Jean-Pierre)
sénateur (Manche)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3247, 3248) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3254, 3255) : son amendement n° 108 : possibilité, pour les salariés, de bénéficier d'un congé de quatre jours pour événement familial en cas d'enregistrement d'un pacte civil de solidarité ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3257, 3259) : son amendement n° 61 : définition légale des critères de viabilité d'un enfant ; retiré. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3269, 3270) : son amendement n° 64 : extension de la compétence du juge aux affaires familiales aux situations de concubinage et de pactes civils de solidarité ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 3286) : intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Raymonde Le Texier (remise au Parlement d'une étude d'impact à l'issue de la période d'expérimentation des articles 1er, 2 et 3 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie). - **Article 15 (Dématérialisation des bulletins de paie)** (p. 3287, 3290) : son amendement n° 58 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3294) : ses amendements n° 63 : amélioration du régime de protection des stagiaires en entreprise en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle ; n° 144 : prolongation du dispositif du référendum d'entreprises jusqu'aux prochaines élections professionnelles dans les entreprises souffrant de carence de candidatures syndicales ou d'absence de quorum ; adoptés. - **Article 28 (Simplification de la procédure de modification des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires)** (p. 3311) : son amendement n° 60 ; rejeté.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Article 13** (art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 des lois EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - **Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924**) (p. 3834, 3836) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4466, 4469) : sa motion n° 282 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - **Missions des établissements de santé et missions de service public**) (p. 4492) : soutient l'amendement n° 290 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 4497) : favorable à l'amendement n° 290 de M. Jacky Le Menn. (p. 4512, 4513) : soutient l'amendement n° 299 de M. Jacky Le Menn ; devenu sans objet. (p. 4514) : intervient sur l'amendement n° 70 de M. André Lardeux.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4557, 4558) : soutient l'amendement n° 346 de M. Jacky Le Menn ; retiré. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - **Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens**) (p. 4603) : votera les amendements n° 207 et 208 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Rappel au règlement** (p. 4617) : proteste contre le dépôt tardif d'amendements du Gouvernement. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - **Conseil de surveillance des établissements publics de santé**) (p. 4621, 4631) : soutient les amendements n° 323 et 322 de M. Jacky Le Menn ; rejetés. Défavorable à l'amendement n° 1177 du Gouvernement. (p. 4639, 4642) : soutient les amendements n° 324 de M. Jean-Jacques Mirassou ; retiré ; et n° 325 de M. Jacky Le Menn ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4685) : intervient sur les amendements identiques n° 330 de M. Jean Desessard et n° 425 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4756, 4759) : soutient les amendements n° 342, 343 et 344 de M. Jacky Le Menn ; rejetés. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - *Statut des praticiens hospitaliers*) (p. 4786, 4788) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 256 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé* (p. 4902) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1010 de M. Nicolas About. (p. 4909, 4910) : favorable à l'amendement n° 1041 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5489) : intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean Desessard. (p. 5494) : son amendement n° 754 ; rejeté. (p. 5501) : le groupe socialiste ne votera pas l'article 18 de ce projet de loi. - **Article 19 quater (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4311-15, L. 4312-2, L. 4312-3, L. 4312-5, L. 4312-7, L. 4312-9, L. 4321-10, L. 4321-14, L. 4321-16, L. 4321-19, L. 4322-2, L. 4322-9, L. 4322-12 du code de la santé publique - *Ordres des professions paramédicales*) (p. 5533, 5534) : intervient sur l'amendement n° 1278 du Gouvernement. Soutient l'amendement n° 759 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. - **Article 19 quinquies (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1483-1 du code de la santé publique - *Contrôle des établissements de formation agréés en ostéopathie et chiropraxie*) (p. 5534, 5535) : parole sur l'article. (p. 5536) : votera contre l'amendement n° 1238 du Gouvernement. - **Article 20 (Texte modifié par la commission)** (*Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale*) (p. 5551) : soutient l'amendement n° 769 de M. Jacky Le Menn ; retiré.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - *Extension des missions des sages-femmes*) (p. 5694) : intervient sur l'article. - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3331-6, L. 3331-6-1 et L. 3331-6-2 [nouveaux], L. 3331-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - *Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle*) (p. 5722) : intervient sur les amendements n° 150 de M. Gérard César et n° 74 de M. Roland Courteau. (p. 5724) : intervient sur l'amendement n° 1260 du Gouvernement. (p. 5725) : votera contre cet article. - **Article 24 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3323-2 du code de la santé publique - *Réglementation de la publicité pour les boissons alcoolisées sur Internet*) (p. 5727, 5728) : votera l'amendement n° 40 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 5744) : votera l'amendement n° 1281 du Gouvernement (lutte contre le dopage et renforcement de la protection de la santé des sportifs). - **Articles additionnels**

après l'article 22 ter (précédemment réservés) (p. 5747) : soutient l'amendement n° 795 de Mme Jacqueline Chevé (possibilité pour les pharmaciens de dispenser, sur présentation d'une ordonnance périmée, des médicaments contraceptifs oraux nécessaires à la poursuite du traitement) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1372 du Gouvernement. (p. 5748) : intervient sur le sous-amendement n° 1372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 795 précité. - **Articles additionnels après l'article 24 (précédemment réservés)** (p. 5756) : intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Anne-Marie Payet (incitation fiscale en faveur des entreprises interdisant toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail). Soutient l'amendement n° 811 de M. Bernard Cazeau (extension à l'ensemble du territoire français de la possibilité de proposer la pose d'un éthylotest anti-démarrageur sur les véhicules des automobilistes arrêtés en état d'ivresse) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 25 septuagies (précédemment réservés)** (p. 5781, 5782) : sur l'amendement n° 1287 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance un nouvel établissement public reprenant l'ensemble des missions de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail), son sous-amendement n° 1304 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5785, 5786) : le groupe socialiste du Sénat votera contre ce projet de loi.

- *Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]* - (24 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6237, 6239) : son intervention.

- **Débat sur la crise de la filière laitière** - (25 juin 2009) (p. 6363, 6364) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (16 juillet 2009) - **Article 10 (Assouplissement des conditions de créations de filiales et de prises de participations par DCNS)** (p. 7088, 7089) : parole sur l'article. (p. 7091) : son amendement n° 88 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 7095, 7096) : son amendement n° 90 : rapport au Parlement sur les orientations de la politique industrielle dans le domaine de la défense ; rejeté.

- **Questions cibles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8549) : sa question.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9158, 9160) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - *Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 9171) : son amendement n° 7 ; rejeté. (p. 9172) : son amendement n° 8 ; adopté. (p. 9173) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission. (p. 9174) : son amendement n° 9 ; rejeté. (p. 9177) : son amendement n° 11 ; rejeté. (p. 9178) : retire son amendement n° 12 au profit de l'amendement n° 28 de la commission.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10087) : le groupe socialiste votera contre l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale). (p. 10092, 10093) : favorable à l'amendement n° 70 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat). - **Article 10 (Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de prévention à la pandémie de grippe A, H1N1)**

(p. 10129) : intervient sur l'amendement n° 234 de M. Bernard Cazeau.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites "chapeau") (p. 10178) : favorable à l'amendement n° 109 de Mme Nicole Bricq. (p. 10179, 10180) : favorable à l'amendement n° 49 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10189) : intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Raymonde Le Texier (inclusion dans l'assiette des cotisations des attributions gratuites d'actions). - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels) (p. 10208) : intervient sur l'amendement n° 177 de M. Pierre Martin.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10284) : soutient les amendements de M. Jacky Le Menn n° 148 (amélioration du traitement des demandes des patients dans le cadre de la permanence des soins) ; retiré ; et n° 144 (possibilité pour un patient de consulter un médecin spécialiste sans une prescription du médecin traitant) ; rejeté. - **Article 32** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale, art. L. 162-22-10, L. 174-1-1 et L. 174-2-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Report à 2018 de l'achèvement de la convergence tarifaire - Prise en charge des soins effectués dans les hôpitaux établis hors de France) (p. 10332) : intervient sur les amendements n° 18 de la commission et n° 57 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 10396) : favorable à l'amendement n° 230 de M. Jean-Pierre Sueur (extension aux femmes salariées de la fonction publique de la possibilité de bénéficier d'un congé de maternité spécifique en cas de grossesse pathologique liée à l'exposition au diéthylstilbestrol). - **Article additionnel avant l'article 38** (p. 10410) : favorable à l'amendement n° 162 de Mme Christiane Demontès (détermination semestrielle du coefficient de revalorisation des pensions). - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse) (p. 10416, 10425) : soutient l'amendement n° 163 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 252 de Mme Fabienne Keller. - **Article 39** (art. L. 341-16, L. 342-1 et L. 341-14-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 732-36 du code rural - Cumul emploi-pension d'invalidité et non-cumul pension d'invalidité-pension de retraite) (p. 10428) : parole sur l'article. - **Article 40** (art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale - Transfert au fonds de solidarité vieillesse du financement des validations gratuites de trimestres au titre de périodes d'arrêt maladie, maternité, AT-MP et invalidité) (p. 10432, 10434) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10439) : intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les régimes de mise à la retraite d'office). - **Article 42** (art. L. 242-7, L. 422-4, L. 422-5 du code de la sécurité sociale - Réforme de la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 10442, 10445) : ses amendements n° 129 ; retiré ; et n° 130 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 10446, 10447) : son amendement n° 134 : renforcement des sanctions en cas de non-remise de l'attestation d'exposition aux risques chimiques et produits dangereux lors du départ d'un salarié ; rejeté. - **Article 43** (p. 10448, 10449) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 10451, 10452) : son amendement n° 136 : sur le rétablissement de la contribution des entreprises au financement des fonds au bénéfice des victimes

de l'amiante ; rejeté. - **Article 43 bis** (Faisabilité d'une voie d'accès individuelle au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) (p. 10452, 10453) : parole sur l'article. (p. 10454) : intervient sur l'amendement n° 388 de Mme Annie David. - **Article 44** (art. L. 176-1 du code de la sécurité sociale - Versement annuel de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie du régime général) (p. 10455, 10456) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique) (p. 10573) : intervient sur l'article. - **Article 2** (art. L. 1121-16-1 du code de la santé publique - Définition des recherches interventionnelles à finalité non commerciale) (p. 10574) : son amendement n° 13 ; rejeté. (p. 10576) : le groupe socialiste vote contre cet article. - **Article 3** (art. L. 1123-7, L. 1243-3 et L. 1243-4 du code de la santé publique - Simplification et mise en cohérence du régime d'autorisation et de déclaration des recherches utilisant des collections d'échantillons biologiques humains) (p. 10576) : son amendement n° 14 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 10577) : son amendement n° 15 : mise en place d'un régime ad hoc de recueil du consentement en cas d'utilisation de prélèvements humains pour une finalité autre que celle initialement envisagée ; adopté. - **Article 4 quinquies (Nouveau)** (art. L. 1123-1-1 nouveau du code de la santé publique - Création d'une commission nationale des recherches impliquant la personne humaine) (p. 10578) : parole sur l'article. (p. 10580) : intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement. - **Article 4 sexies (Nouveau)** (Possibilité de dérogation à la procédure de contrôle du traitement de l'information) (p. 10582) : son amendement n° 17 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10583) : s'abstiendra sur ce texte. (p. 10584) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Article 45 bis** (Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail) (p. 12304) : parole sur l'article. (p. 12308, 12309) : son amendement n° II-261 ; rejeté. (p. 12315, 12316) : intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 12318) : intervient sur l'amendement n° II-385 de la commission.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 13218, 13220) : sa motion n° 19 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 13** (Modalités de calcul de l'indemnisation versée aux avoués) (p. 13227, 13228) : son amendement n° 17 ; rejeté. - **Article 14** (Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion) (p. 13233, 13236) : son amendement n° 15 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Michel ; devenu sans objet. - **Article 14 bis (Nouveau)** (Exonération de charges sociales pour les professions juridiques employant d'anciens salariés d'avoués) (p. 13237) : intervient sur l'article.

GONTHIER-MAURIN (Brigitte)
sénateur (Hauts-de-Seine)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Enseignement scolaire [n° 104 tome 5 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 89, 91) : soutient la motion n° 4 de

M. Jack Ralite tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 115, 118) : soutient l'amendement n° 6 de M. Jack Ralite ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Article 1er A** (*art. 3-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel au Parlement sur les actions des éditeurs en faveur de la diversité*) (p. 120) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er** (p. 122) : soutient l'amendement n° 109 de M. Jack Ralite (renforcement du pluralisme de la composition du CSA) ; rejeté. - **Article 1er B** (*art. 15 de la loi du 30 décembre 2004 - Rapport de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité sur l'égal accès à l'emploi dans l'audiovisuel public*) (p. 127, 128) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG ne votera pas cet article. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 128, 129) : soutient l'amendement n° 111 de M. Jack Ralite (définition du pluralisme garanti par le CSA) ; rejeté. - **Article 1er** (*art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 142) : soutient l'amendement n° 114 de M. Jack Ralite ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) (p. 172, 173) : soutient l'amendement n° 116 de M. Jack Ralite (adhésion de la société France Télévisions à la convention collective de la communication et de la production audiovisuelle et maintien des contrats en cours entre l'employeur et le personnel) ; rejeté. - **Article 1er bis** (*art. 43-11 de la loi du 30 septembre 1986 - Participation du service public de l'audiovisuel à l'éducation à l'environnement et au développement durable*) (p. 176) : soutient l'amendement n° 117 de M. Jack Ralite (suppression) ; rejeté. - **Article 1er ter** (*art. 43-11 de la loi du 30 septembre 1986 - Promotion des langues régionales*) (p. 177) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG ne votera pas l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 1er quater** (*Politique de développement des ressources humaines*) (p. 179, 180) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG votera contre l'article 1er quater de ce projet de loi. - **Article 3** (*art. 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Filialisation des activités de diversification des sociétés nationales de programme*) (p. 195) : soutient l'amendement de M. Jack Ralite n° 123 (soumission des filiales aux mêmes obligations de service public que les sociétés nationales de programme) ; devenu sans objet. - **Article 4** (*art. 47 de la loi du 30 septembre 1986 - Détention du capital et statut des sociétés nationales de programme*) (p. 197) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG ne votera pas l'article 4 de ce projet de loi. - **Article 7** (*art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 209, 210) : soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 128 (suppression) ; et n° 129 (nouvelle composition du conseil d'administration) ; rejetés.

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 559, 561) : son intervention. Demande l'adoption de sa proposition de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 574, 575) : défavorable aux conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 bis (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2016) : soutient l'amendement n° 129 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (5 mars 2009) - **Article 20** (*Prise en charge des soins par le service public hospitalier - Restriction des informations susceptibles*

d'être communiquées aux proches) (p. 2468) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3509, 3510) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3533) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera cette proposition de loi. - **Article unique** (p. 3536) : son amendement n° 4 ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Article 1er** (*art. L. 213-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée en France au titre de l'asile à la Cour nationale du droit d'asile*) (p. 4189, 4197) : parole sur l'article. Soutient les amendements n° 29, 30, 32, 31 et 33 de Mme Éliane Assassi ; rejetés.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4494, 4495) : soutient l'amendement n° 374 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4593) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 2 de ce projet de loi. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4597, 4599) : soutient les amendements n° 544 et 399 de M. François Autain ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé*) (p. 4945) : soutient l'amendement n° 913 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4955, 4956) : soutient l'amendement n° 918 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4965) : soutient l'amendement n° 922 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité*) (p. 5322) : soutient l'amendement n° 475 de M. François Autain ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 331-21-1 du code de la propriété intellectuelle - Constatation des infractions et recueil des observations par les membres et agents habilités et assermentés de la HADOPI*) (p. 6823, 6826) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 1er ter (Nouveau)** (*art. L. 331-26 et L. 331-35 du code de la propriété intellectuelle*

- *Information des titulaires d'un abonnement à Internet sur les sanctions encourues* (p. 6827) : soutient l'amendement n° 11 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 398-1 et 495 du code de procédure pénale - *Possibilité d'un recours à la procédure du juge unique et aux ordonnances pénales en matière de délit de contrefaçon*) (p. 6828, 6829) : soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 12 et 13 ; rejetés. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 335-7 du code de la propriété intellectuelle - *Création d'une nouvelle sanction : la suspension de l'accès au service Internet et l'interdiction de souscrire un nouvel abonnement*) (p. 6831, 6833) : soutient les amendements n° 14, 17 et 15 de M. Jack Ralite ; rejetés. - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 331-37-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Sanction contraventionnelle en cas de négligence caractérisée*) (p. 6834, 6835) : soutient l'amendement n° 16 de M. Jack Ralite ; rejeté.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7278, 7279) : votera l'amendement n° 79 de Mme Annie David. (p. 7316, 7325) : soutient les amendements n° 100 et 104 de Mme Annie David ; rejetés. (p. 7331, 7337) : soutient les amendements n° 108 et 113 de Mme Annie David ; rejetés. (p. 7348) : soutient l'amendement n° 116 de Mme Annie David ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7353) : soutient l'amendement n° 117 de Mme Annie David (clarification) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7765, 7766) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - *Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV*) (p. 7783) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 6314-3, L. 6314-4 et L. 6314-5 [nouveaux] du code du travail - *Définition et exercice du droit à l'orientation professionnelle - Labellisation des organismes d'information et d'orientation*) (p. 7794) : soutient l'amendement n° 29 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2009) (p. 7831) : soutient l'amendement n° 35 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 313-1 du code de l'éducation - *Recrutement et obligation de formation des personnels d'orientation de l'éducation nationale*) (p. 7835, 7838) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 37 ; rejeté ; et n° 38 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 7839) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 136 de Mme Maryvonne Blondin (participation des professeurs principaux de lycées et de collèges au service public d'information et d'orientation professionnelle). - **Article 4** (art. L. 6323-12, L. 6323-21 à L. 6323-23 du code du travail - *Portabilité du droit individuel à la formation*) (p. 7841, 7848) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 39 ; rejeté ; n° 41 ; adopté ; et n° 45 et 44 ; devenus sans objet. (p. 7853) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'article 4 de ce projet de loi. - **Article 6** (art. L. 6321-2 et L. 2323-36 du code du travail - *Prise en charge par les organismes collecteurs des congés individuels de formation intégralement réalisés hors temps de travail*) (p. 7856) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 6 bis** (*Création d'un livret de compétences pour les élèves du premier et du second degré*) (p. 7858) : soutient les amendements n° 53 et 54 de Mme Annie David ; rejetés. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 [nouveau], L. 6315-2 [nouveau] du code du travail - *Bilan d'étape professionnel et passeport formation*) (p. 7862) : soutient l'amendement n° 58 de Mme Annie David ; adopté. - **Article 7 bis (Texte non modifié**

par la commission) (art. L. 6321-1 du code du travail - *Entretien professionnel pour les salariés de quarante-cinq ans*) (p. 7863) : soutient l'amendement n° 60 de Mme Annie David ; retiré. - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Accès des jeunes de seize ans aux écoles de deuxième chance*) (p. 7864, 7865) : soutient l'amendement n° 61 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - *Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 7869) : soutient l'amendement n° 62 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 7874, 7884) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 65 ; devenu sans objet ; n° 66 ; retiré et n° 71 et 68 ; rejetés. (p. 7886, 7892) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 72, 74 et 76 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 13 A** (art. 20 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 - *Développement de l'apprentissage dans le secteur public*) (p. 7910) : soutient l'amendement n° 78 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 13 bis A** (art. L. 6241-3 du code du travail et 225 du code général des impôts - *Affectation au Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage du produit de la contribution supplémentaire de la taxe d'apprentissage*) (p. 7917, 7918) : intervient sur le sous-amendement n° 2 de Mme Françoise Férat portant sur l'amendement n° 170 du Gouvernement. - **Article 13 bis B** (art. 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 - *Gratification des stagiaires en entreprise*) (p. 7922) : soutient l'amendement n° 82 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 13 quinquiés** (*Imputation sur l'obligation légale de financement de la formation professionnelle des dépenses de tutorat au profit des jeunes*) (p. 7926, 7927) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 14** (art. L. 6332-1-1 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-6, L. 6332-7 et L. 6332-13 du code du travail - *Missions des organismes paritaires collecteurs agréés*) (p. 7938) : soutient l'amendement n° 92 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 16** (art. 6351-1 A [nouveau], L. 6531-1, L. 6531-3 à L. 6531-6, L. 6531-7-1 [nouveau], L. 6532-1, L. 6533-2 et L. 6533-3 du code du travail - *Régime de déclaration d'activité des dispensateurs de formation professionnelle - Publicité de la liste des organismes déclarés*) (p. 7949, 7950) : soutient l'amendement n° 94 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi*) (p. 7956, 7957) : soutient l'amendement n° 95 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 7960) : intervient sur l'amendement précité n° 95. - **Article 20** (art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - *Régime du plan régional de développement des formations professionnelles*) (p. 7968) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 98 et 99 ; rejetés.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8803, 8805) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8835, 8836) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Statut de La Poste*) (p. 9462) : soutient l'amendement n° 24 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9463, 9464) : intervient sur l'amendement n° 24 précité. (p. 9477) : soutient l'amendement n° 18 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9478, 9479) : soutient l'amendement n° 15 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9480) : soutient l'amendement n° 12 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9557) :

soutient l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9575, 9578) : soutient les amendements n° 209, 210, 213 et 217 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. (p. 9582, 9583) : soutient les amendements n° 39 et 40 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. (p. 9594, 9601) : soutient l'amendement n° 43 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9758) : intervient sur l'amendement n° 412 de M. Michel Teston. - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut des fonctionnaires de La Poste) (p. 9762, 9763) : soutient l'amendement n° 234 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9764) : soutient l'amendement n° 231 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9767) : soutient l'amendement n° 562 de M. Jean-Claude Danglot ; retiré pour être présenté à l'article 8. (p. 9770) : intervient sur l'amendement n° 562 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9777) : soutient l'amendement n° 68 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9781) : soutient l'amendement n° 560 de M. Jean-Claude Danglot ; adopté. (p. 9782) : intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9784) : soutient l'amendement n° 562 de M. Jean-Claude Danglot ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 15** (art. L. 2-1 du code des postes et communications électroniques - Contrats dérogatoires aux modalités de l'offre de service universel) (p. 9886, 9887) : soutient l'amendement n° 110 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9895) : soutient l'amendement n° 115 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 3-2 du code des postes et communications électroniques - Soumission du secteur postal à une même réglementation d'intérêt général) (p. 9905, 9906) : soutient l'amendement n° 125 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3-4 du code des postes et communications électroniques - Suppression d'une disposition prévoyant la prise de mesures réglementaires concernant les services d'envois recommandés) (p. 9907) : soutient l'amendement n° 127 de M. Jean-Claude

Danglot ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9909) : soutient l'amendement n° 129 de M. Jean-Claude Danglot (consultation de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques sur les tarifs des prestations offertes à la presse au titre du service public du transport et de la distribution de la presse) ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur) (p. 9912, 9913) : soutient l'amendement n° 138 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9919) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 143 (suppression de l'article L. 5-3 du code des postes et des communications électroniques) ; n° 144 (rédaction) ; rejetés. - **Article 26** (Entrée en vigueur du titre II) (p. 9934) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11800, 11801) : son intervention. (p. 11806, 11807) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11814) : sa question et sa réplique. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11824) : intervient sur l'amendement n° II-91 de M. Jean-Claude Carle. (p. 11825) : intervient sur l'amendement n° II-126 de M. Gérard Longuet.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Article 5** (art. L. 353-1 à L. 353-3 du code de la sécurité sociale - Extension au partenaire survivant d'un pacte civil de solidarité du bénéfice de la pension de réversion prévue dans le cadre du régime général de sécurité sociale et du régime des pensions civiles et militaires) (p. 12496) : parole sur l'article.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'organisation d'une consultation des électeurs de la Guyane et de la Martinique sur le changement de statut de ces collectivités** - (9 décembre 2009) (p. 12509, 12510) : son intervention.

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 366 (2008-2009)] (23 avril 2009) - **Défense - Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de loi relative à la ligne à grande vitesse Paris-Normandie [n° 148 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (7 janvier 2009) (p. 3) : article 29 du règlement du Sénat. Demande l'organisation d'un débat sur la situation à Gaza.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 644, 645) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 726) : son amendement n° 28 ; retiré. (p. 751) : retrait de son amendement n° 28 précité. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 761, 762) : son amendement n° 27 : encadrement des décisions d'attribution de la dotation globale d'équipement ; retiré. - **Article 3 et état B** (*Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général*) (p. 773) : intervient sur l'amendement n° 87 du Gouvernement. (p. 780, 781) : son amendement n° 39 ; retiré. - **Article 4 et état C** (*Comptes spéciaux : Ouverture d'un crédit supplémentaire*) (p. 782) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 789) : son amendement n° 77 : présentation au Parlement des comptes de l'Etat actionnaire ; retiré.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)**. - (23 janvier 2009) - **Article 3 A** (*Délégation à l'exécutif d'une collectivité territoriale de la faculté de passer des marchés publics sans limite de montant*) (p. 850) : intervient sur les amendements n° 38 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 3 B** (*Art. 432-14 du code pénal - Modification de la définition du délit de favoritisme*) (p. 854) : favorable aux amendements n° 16 de la commission, n° 39 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 101 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 3** (*Art. L. 313-29-1 du code monétaire et financier - Amélioration du régime de la cession de créance réservée aux contrats de partenariat*) (p. 860) : favorable à l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 5** (*Art. L. 6148-6 du code de la santé publique - Etablissements publics de santé et report de déclassement*) (p. 869) : intervient sur les amendements n° 130 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 104 de M. Guy Fischer. - **Article 5 bis** (*Art. L. 626-6 du code de commerce - Facilitation de la remise de créances de l'Etat aux entreprises en difficulté*) (p. 872) : défavorable à l'amendement n° 131 de M. Yannick Botrel. - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 876, 877) : intervient sur l'amendement n° 85 de M. Bruno Gilles (possibilité de passer une convention d'occupation temporaire du domaine public comportant des obligations de service public pour l'exploitation d'un circuit automobile homologué pour la Formule 1). - **Article 5 quater** (*Art. L. 642-3 du code du patrimoine - Substitution d'un avis simple à l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France*) (p. 879, 880) : s'abstiendra sur les amendements n° 62 de M. Yves Dauge et n° 105 de M. Gérard Le Cam. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 892) : favorable à l'amendement n° 74 de M. Dominique Leclerc (sécurisation d'une procédure de remembrement réalisée dans le département d'Indre-et-Loire pour la construction de l'autoroute A28). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 895) : favorable à l'amendement n° 84 de M. Charles Guéné (maintien de la gouvernance actuelle du FONPEL). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 899) : intervient sur l'amendement n° 126 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre les dispositions législatives nécessaires à la réforme du CNASEA, de l'Agence unique de paiement et des offices agricoles). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 902, 903) : le groupe Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (5 février 2009) - **Article 30** (*Gestion durable de la mer et du littoral*) (p. 1538) : favorable à l'amendement n° 475 de M. Roland Courteau. - **Article 34** (*Réduction de l'exposition aux substances préoccupantes en milieu professionnel*) (p. 1555, 1559) : intervient sur les amendements n° 577 et 579 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 35** (*Lutte contre la pollution de l'air intérieur et extérieur*) (p. 1560) : intervient sur l'amendement n° 253 de Mme Évelyne Didier. (p. 1562) : sur l'amendement n° 78 de la commission, soutient le sous-amendement n° 811 de M. Jean-Paul Amoudry ; retiré. (p. 1566) : favorable à l'amendement n° 349 de Mme Esther Sittler. - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 1590) : soutient l'amendement n° 514 de Mme Muguette Dini ; retiré. (p. 1593) : soutient l'amendement n° 492 de M. Daniel Soulage ; retiré.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article additionnel avant le chapitre 1er** (p. 1749) : son amendement n° 1 : obligation pour le juge d'instruction de fixer la conciliation dans un délai de trente jours ; retiré. - **Article 1er** (*art. L. 141-5 nouveau du code de la consommation - Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée*) (p. 1750, 1751) : sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Mézard, son sous-amendement n° 32 ; retiré. - **Article 2** (*art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Force probante des constats d'huissiers*) (p. 1754) : intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jacques Mézard.

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1, L. 4132-1, L. 4131-5, L. 4141-4, L. 4151-6, L. 4221-1, L. 4221-10 du code de la santé publique - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien*) (p. 1786, 1787) : favorable à l'amendement n° 2 de Mme Bariza Khiari. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1791) : Le groupe Union centriste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (12 février 2009) - **Article 1er** (*Dépôt des propositions de résolution*) (p. 1874) : favorable au sous-amendement n° 198 de M. Bernard Frimat portant sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 3** (*Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution*) (p. 1893) : intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Bernard Frimat portant sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 3 bis** (*Information du Premier ministre sur une demande d'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution*) (p. 1895) : intervient sur les amendements identiques n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 155 de M. Bernard Frimat. - **Article 4** (*Conditions d'inscription à l'ordre du jour*) (p. 1900) : intervient sur les amendements identiques n° 157 de M. Bernard Frimat et n° 88 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur l'amendement n° 158 de M. Bernard Frimat. - **Article 5** (*Rectification des propositions de résolution*) (p. 1905) : intervient sur l'amendement n° 89 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1913) : intervient sur l'amendement n° 92 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (valeur contraignante des résolutions adoptées par une assemblée).

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 11** (*Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions*) (p. 2078) : le groupe UC votera l'amendement n° 20 de la commission. (p. 2081) : nécessité d'un compte rendu intégral des travaux des commissions.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses**

dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)] - (19 février 2009) - **Article 1er** (*Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire*) (p. 2222) : ses amendements n° 73 et 72 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2009) - **Article 2** (*Loi n° 97-135 du 13 février 1997 - Dispositions relatives à Réseau ferré de France, RFF*) (p. 1622, 1623) : son amendement n° 74 ; retiré. (p. 2627) : intervient sur l'amendement n° 33 de M. Charles Revet. - **Article 9** (*Compétence de traitement des litiges et de réformation des décisions*) (p. 2654) : ses amendements n° 75 ; retiré ; et n° 76 ; devenu sans objet.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) (p. 3064, 3065) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3144) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3467, 3468) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article 7 et état D** (*Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3633, 3636) : son amendement n° 47 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 8 A** (p. 3638, 3639) : son amendement n° 48 : subordination des aides à la presse au respect des règles déontologiques ; retiré.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - **Article 11** (*Mise à disposition transitoire des OPA*) (p. 3738) : intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3749, 3750) : le groupe UC votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4549) : défavorable à l'amendement n° 680 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4594) : votera l'article 2 de ce projet de loi. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4603, 4604) : intervient sur les amendements n° 207 et 208 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 4 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6141-1, L. 6141-2, L. 6141-2-1 [nouveau], L. 6141-7-3 [nouveau] du code de la santé publique - Statut des établissements publics de santé*) (p. 4610, 4611) : défavorable à l'amendement n° 407 de M. François Autain. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4634, 4635) : intervient sur l'amendement n° 1177 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4686) : intervient sur les amendements identiques n° 330 de M. Jean Desessard et n° 425 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 14 bis (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 5125-1-1 A [nouveau] du code de la santé publique - Missions des pharmaciens d'officine*) (p. 5269) : ne votera pas le sous-amendement n° 1350 de la commission portant sur l'amendement n° 144 de M. Dominique Leclerc. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité*) (p. 5283) : intervient sur l'amendement n° 1229 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5494) : votera contre l'amendement n° 754 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 19 bis (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 1151-2 à L. 1151-4, L. 1152-1 et L. 1152-2 du code de la santé publique - Encadrement des pratiques à visée esthétique*) (p. 5523) : s'abstiendra sur l'amendement n° 1235 du Gouvernement.

- **Rappel au règlement** - (16 juin 2009) (p. 6015, 6016) : article 29 du règlement du Sénat. Souhaite un débat sur l'élection du Président Mahmoud Ahmadinejad.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Article 2** (*art. L. 311-4 et L. 311-5 du code de la consommation - Publicité*) (p. 6059, 6060) : votera l'amendement n° 45 de M. Charles Revet. - **Article 4** (*art. L. 311-8 à L. 311-17 du code de la consommation - Explications fournies à l'emprunteur et évaluation de sa solvabilité*) (p. 6061) : parole sur l'article. (p. 6066) : intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Muguette Dini. - **Article 5** (*art. L. 311-11 à L. 311-17 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit*) (p. 6077) : intervient sur les amendements identiques n° 28 de Mme Nicole Bricq et n° 68 de Mme Odette Terrade.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6200, 6201) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6490) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Le soutien à la recherche*) (p. 6598) : votera l'amendement n° 18 de M. Didier Guillaume. - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 6606) : soutient l'amendement n° 45 de M. Hervé Maurey ; rejeté. Votera l'amendement n° 85 de M. Daniel Raoul. - **Article 44 (Collectivités territoriales et développement durable)** (p. 6617, 6618) : soutient l'amendement n° 46 de M. Hervé Maurey ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6622) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6789) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (16 juillet 2009) - **Article 5** (*Adaptation des dispositions du code de la défense relatives à l'organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale*) (p. 7084) : votera contre l'article 5 de ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 7155, 7156) : intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Blanc (alerte par le CSA des communes actuellement couvertes par des émetteurs analogiques et non couvertes en mode numérique terrestre). - **Article 1er** (*Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique*) (p. 7167) : favorable à l'amendement n° 6 de M. Xavier Pintat. (p. 7168) : sur les amendements de M. Michel Teston, favorable au n° 36 et défavorable au n° 37. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7185) : le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la gendarmerie nationale - Commission mixte paritaire [n° 124 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7395) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (5 octobre 2009) - **Article 39** (art. L. 253-9 [nouveau], L. 253-4 et L. 253-17 [nouveau] du code rural - *Élimination des produits phytopharmaceutiques ne bénéficiant pas d'une autorisation de mise sur le marché*) (p. 8151) : votera contre l'amendement n° 505 de M. Jean Bizet. - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau] du code rural - *Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles*) (p. 8167) : soutient l'amendement n° 166 de Mme Françoise Férat ; retiré. - **Article 45** (art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - *Constitution d'une trame verte et bleue*) (p. 8186) : favorable aux amendements n° 396 de Mme Évelyne Didier et n° 624 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 78 quater** (p. 8461) : intervient sur les amendements identiques n° 335 de M. Yves Détraigne et n° 860 de M. Alain Vasselle (obligation, pour les cafés, hôtels et restaurants de se fournir en bières, eaux et boissons rafraîchissantes sans alcool dans des emballages réutilisables consignés). - **Article additionnel après l'article 81** (p. 8468) : intervient sur l'amendement n° 425 de Mme Évelyne Didier (compensation financière du coût de pilotage du plan de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics de services de l'Etat à la charge des départements).

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8870, 8874) : sa question. (p. 8887) : ses observations.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10087) : s'abstiendra sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale). - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** (p. 10096) : favorable à l'amendement n° 74 de M. Bernard Cazeau (doublement de la taxe sur les boissons issues du mélange d'une boisson alcoolisée et d'une boisson non alcoolisée). - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10108, 10109) : votera l'amendement n° 88 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants, suppression de la réduction forfaitaire des cotisations patronales dues à l'avantage en nature du repas fourni).

- **Rappel au règlement** - (12 novembre 2009) (p. 10109) : organisation des travaux du Sénat.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] (suite)**

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 10** (*Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de*

grippe A, H1N1) (p. 10128) : intervient sur l'amendement n° 234 de M. Bernard Cazeau.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - *Réforme du dispositif des retraites "chapeau"*) (p. 10177, 10179) : votera les amendements n° 109 de Mme Nicole Bricq et n° 273 de M. Guy Fischer. - **Article 15** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - *Augmentation du forfait social*) (p. 10196) : intervient sur l'amendement n° 80 de M. Bernard Cazeau. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - *Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels*) (p. 10207) : votera contre l'amendement n° 177 de M. Pierre Martin. (p. 10211) : favorable à l'amendement n° 4 de la commission.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Article 4 quinquies (Nouveau)** (art. L. 1123-1-1 nouveau du code de la santé publique - *Création d'une commission nationale des recherches impliquant la personne humaine*) (p. 10580) : intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (16 novembre 2009) (p. 10584).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10905) : son amendement n° I-33 ; retiré. (p. 10909) : intervient sur les amendements n° I-33 de Mme Nathalie Goulet, n° I-42 de Mme Marie-France Beaufils, n° I-70 de Mme Nicole Bricq, et n° I-126 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11164) : intervient sur l'amendement n° I-416 de Mme Fabienne Keller.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11225) : intervient sur l'amendement n° I-275 de M. Philippe Dominati (adoption d'une règle plus favorable pour l'imposition à l'impôt sur le revenu des revenus différés). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11242) : intervient sur l'amendement n° I-180 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les infirmiers salariés et fonctionnaires de déduire de leurs revenus le montant de leurs cotisations annuelles à l'ordre national infirmier). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11257) : intervient sur l'amendement n° I-156 de M. Gérard César (extension de l'exonération totale de l'ISF aux biens ruraux).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11300) : ne votera pas l'amendement de la commission de la culture saisi pour avis n° I-421 (révision de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision). - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 11330) : favorable à l'amendement n° I-359 de Mme Nicole Bricq (compensation pour les collectivités territoriales situées en zone de restructuration de la défense des pertes de recettes fiscales résultant d'exonération de taxes professionnelles et de taxes foncières au profit des entreprises implantées dans ces territoires). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 11340) : votera l'amendement n° I-418 de Mme Nicole Bricq (plafonnement des bonus octroyés aux acteurs des salles de marché).

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11560) : intervient sur l'amendement n° II-17 de la commission.

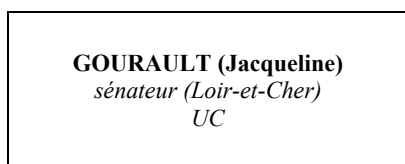
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11848) : intervient sur l'amendement n° II-82 de M. Jean-Pierre Bel. (p. 11853) : ne votera pas ce budget.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11866) : intervient sur l'amendement n° II-10 de la commission (état récapitulatif des acquisitions immobilières de l'État).

Travail et emploi



NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public.

Rapporteur de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la mission Collectivités territoriales : Rapport d'étape sur la réorganisation territoriale (rapport) [n° 264 tome 1 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission Collectivités territoriales : Rapport d'étape sur la réorganisation territoriale (annexes) [n° 264 tome 2 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

- (2 décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11908) : intervient sur l'amendement n° II-21 de la commission.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11987) : intervient sur les amendements n° II-116 de M. Antoine Lefèvre et n° II-155 de M. Jacques Mézard.

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12563) : son intervention.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information : Faire confiance à l'intelligence territoriale [n° 471 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Avi, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Fonction publique [n° 106 tome 2 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) - rapporteur de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales (p. 3105, 3107) : son intervention. (p. 3137 ; p. 3144, 3146) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3461) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3531, 3532) : son intervention. Votera cette proposition de loi. - **Article unique** (p. 3537) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Claude Domeizel.

- **Débat sur la crise de la filière laitière** - (25 juin 2009) (p. 6357, 6358) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) - rapporteur de la mission temporaire (p. 6464, 6466) : présente le point de vue de la mission. (p. 6491 ; 6493 ; 6502, 6503) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - en remplacement de M. Bernard Saugey, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10808, 10810) : son intervention. - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20** (p. 10822, 10823) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité) (Suppression de la taxe professionnelle)** (p. 10938) : intervient sur le sous-amendement n° I-525 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Débat sur les effectifs de la fonction publique (suite)** (p. 11346, 11347) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12694) : nécessité de modifier les modalités de vote afin d'éviter tout incident lors des scrutins publics.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12707) : son intervention.

GOURNAC (Alain)
sénateur (Yvelines)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Secrétaire de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la Mutualité.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; nouvelle nomination le 4 mars 2009.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi le 17 février 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyoning [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoning [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Travail et emploi [n° 103 tome 7 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Article 4** (*Règles de performance énergétique des constructions neuves*) (p. 1014) : son amendement n° 615 ; retiré.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3533, 3534) : son intervention. Le groupe UMP ne votera pas cette proposition de loi.

- **Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4309, 4311) : son intervention. Le groupe UMP votera contre cette proposition de loi. - **Article 2** (*Composition de la commission nationale*) (p. 4318) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 1er** (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4547) : son amendement n° 582 ; retiré. (p. 4554) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 390 de M. François Autain. - **Article 2** (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4592) : soutient l'amendement n° 188 de Mme Catherine Procaccia ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 29** (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 6121-1 à L. 6121-4, L. 6121-9 et L. 6121-10 du code de la santé publique, art. L. 162-47, 16 de l'art. L. 162-5, L. 215-1 du code de la sécurité sociale, article 68 de la loi n° 2004-81 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - *Mesures de coordination rendues nécessaires par la création des agences régionales de santé*) (p. 5210) : son amendement n° 254 ; adopté. - **Article 30** (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 123-2-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Transfert aux agences de santé des biens, droits et obligations des organismes auxquels elles se substituent*) (p. 5214) : son amendement n° 1003 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 quater A** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses*) (p. 5505) : soutient l'amendement n° 651 de M. Alain Vasselle ; retiré. (p. 5507) : favorable à l'amendement n° 1352 de la commission. - **Article**

19 bis (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 1151-2 à L. 1151-4, L. 1152-1 et L. 1152-2 du code de la santé publique - *Encadrement des pratiques à visée esthétique*) (p. 5522) : défavorable à l'amendement n° 1235 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5877, 5878) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7212, 7214) : son intervention. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (23 septembre 2009) - **Article 13 bis A** (art. L. 6241-3 du code du travail et 225 du code général des impôts - *Affectation au Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage du produit de la contribution supplémentaire de la taxe d'apprentissage*) (p. 7917) : intervient sur le sous-amendement n° 2 de Mme Françoise Férat portant sur l'amendement n° 170 du Gouvernement. - **Article 14** (art. L. 6332-1-1 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-6, L. 6332-7 et L. 6332-13 du code du travail - *Missions des organismes paritaires collecteurs agréés*) (p. 7939, 7940) : son amendement n° 161 ; retiré. - **Article 16 bis** (art. 215-1, 215-3, 222-36, 223-13, 225-13, 223-15-3, 313-7 et 433-17 du code pénal, L. 4161-5 et L. 4223-1 du code de la santé publique - *Interdiction de l'exercice de l'activité de prestataire de formation aux personnes condamnées pour abus frauduleux d'une personne en état de sujétion psychologique ou physique*) (p. 7952) : le groupe UMP votera l'amendement n° 1 de M. Nicolas About.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (7 octobre 2009) - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - *Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques*) (p. 8306, 8307) : défavorable à l'amendement n° 378 de M. Michel Houel.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8780) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 33 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9129, 9130) : son intervention. - **Article 1er** (art. 9 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - *Réduction du taux de recouvrement de la surcompensation*) (p. 9131) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Catherine Procaccia ; adopté. - **Article 2** (art. 46 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat - *Contribution employeur due par les collectivités territoriales pour les fonctionnaires de l'Etat détachés*) (p. 9132, 9133) : soutient l'amendement n° 2 de Mme Catherine Procaccia ; adopté. - **Article 3** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - *Exonération des cotisations patronales d'assurance vieillesse pour les centres communaux et intercommunaux d'action sociale*) (p. 9134) : le groupe UMP votera l'amendement n° 3 du Gouvernement.

GOUTEYRON (Adrien)
sénateur (Haute-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 144 (2007-2008)] autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations (ensemble un protocole) [n° 211 (2008-2009)] (11 février 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 274 (2007-2008)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe syrienne en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 212 (2008-2009)] (11 février 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 275 (2007-2008)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion fiscale [n° 213 (2008-2009)] (11 février 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 38 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar amendant la convention du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions et l'accord sous forme d'échange de lettres du 12 janvier 1993 [n° 214 (2008-2009)] (11 février 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le renouveau de la culture française à l'étranger et la francophonie [n° 257 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Culture.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes : Les comptes du Sénat de l'exercice 2008 [n° 432 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 247 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital [n° 520 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 451 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 522 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 452 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Belgique tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus [n° 524 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Action extérieure de l'Etat [n° 101 tome 3 annexe 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 9 (Principes de la politique des transports)** (p. 1098) : sur l'amendement n° 156 de M. Dominique Braye, son sous-amendement n° 767 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 26 (Élaboration de la trame bleue)** (p. 1384, 1385) : intervient sur les amendements n° 187 de M. Jacques Mézard, n° 465 de M. Roland Courteau et n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3147) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 8 B** (p. 3644) : intervient sur l'amendement n° 28 de M. Gérard César (précision).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4494) : son amendement n° 159 ; retiré. (p. 4517, 4518) : ses amendements n° 160 ; retiré ; n° 161 et 163 ; adoptés ; et n° 162 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1219 du Gouvernement. (p. 4523) : intervient sur ses amendements n° 160 et n° 162 précités.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4559) : ses amendements n° 164 et 165 ; retirés. - **Article 1er bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 5126-2 et L. 5126-5 du code de la santé publique - *Approvisionnement en médicaments des établissements de santé délivrant des soins à domicile*) (p. 4563) : son amendement n° 166 ; retiré. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4569) : son amendement n° 167 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé* (p. 4912) : intervient sur l'amendement n° 1152 de M. Gilbert Barbier.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5059) : intervient sur l'amendement n° 988 de M. Paul Blanc. (p. 5069) : son amendement n° 1146 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 19 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4133-1 à L. 4133-7, L. 4021-1, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4236-1 à L. 4236-6, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 6155-1 à L. 6155-5, L. 4242-1, L. 4382-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-12, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - *Formation continue des professionnels de santé*) (p. 5517) : son amendement n° 173 ; adopté.

- **Débat sur la crise de la filière laitière** - (25 juin 2009) (p. 6364, 6365) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) - **Article 9 (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale)** (p. 7643, 7645) : intervient sur l'amendement n° 205 de M. Hervé Maurey.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 313-1 du code de l'éducation - *Recrutement et obligation de formation des personnels d'orientation de l'éducation nationale*) (p. 7837) : défavorable aux amendements n° 37 de Mme Annie David et n° 137 de M. Claude Jeannerot. - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - *Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 7869, 7871) : soutient l'amendement n° 126 de M. Michel Houel ; retiré.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 13 bis BB (Nouveau)** (art. L. 337-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Transition entre la scolarité et l'apprentissage - "Formation sas"*) (p. 7920) : intervient sur les amendements n° 80 de Mme Annie David et n° 147 de Mme Maryvonne Blondin.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Article 25** (art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables*) (p. 8070) : intervient sur les amendements identiques n° 466 de M. Xavier Pintat et n° 515 de M. Jean-Claude Merceron.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8818, 8819) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10614) : sa question puis ses observations.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10839) : son intervention.

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11672, 11674) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11700, 11706) : son amendement n° II-3 : pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger ; adopté. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11707, 11712) : position de la commission sur les amendements n° II-37 de M. Christian Cointat, n° II-90 de M. Jean-Pierre Cantegrit, n° II-80 de M. Richard Yung, n° II-57 de M. Robert del Picchia, n° II-79 de Mme Claudine Lepage, et n° II-44 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis. (p. 11711) : son amendement n° II-1 ; adopté.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12232, 12233) : intervient sur l'amendement n° II-200 de la

commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - **Article 44** ("*Verdissement*" *graduel de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement locatif dite "Scellier"*) (p. 12293) : soutient l'amendement n° II-67 de M. Dominique Braye ; retiré. - **Article 44 bis (Nouveau)** (*Assouplissement du zonage de la réduction d'impôt "Scellier"*) (p. 12297, 12298) : intervient sur les amendements n° II-104 de M. Thierry Foucaud et n° II-280 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 45 sexies** (p. 12330) : son amendement n° II-156 : en matière de dons aux associations, meilleure information des

donateurs grâce aux observations de la Cour des comptes ; retiré. (p. 12332) : intervient sur son amendement n° II-156 précité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 12902, 12904) : son amendement n° 133 : sécurisation des donateurs aux associations faisant appel à la générosité publique et moralisation de l'avantage fiscal ; adopté.

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis secrétaire le 7 octobre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 173 (2008-2009)] (16 janvier 2009) - **Budget - Société**.

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyoning [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoning [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail**.

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la taxation des établissements bancaires au titre des dépôts des épargnants garantis par le Fonds de garantie des dépôts [n° 74 (2009-2010)] (30 octobre 2009) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

GRIGNON (Francis)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 501 (2007-2008)] relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 184 (2008-2009)] (28 janvier 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Education.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 68 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Environnement - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Ecologie, développement et aménagement durables - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens [n° 105 tome 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 9** (*Principes de la politique des transports*) (p. 1101) : intervient sur l'amendement n° 56 de la commission. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1120, 1121) : soutient l'amendement n° 351 de M. Philippe Richert ; adopté. (p. 1129) : son amendement n° 114 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 42** (*Contribution de l'Etat au développement durable*) (p. 1607) : soutient l'amendement n° 360 de M. Dominique Braye ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 2181, 2183) : son intervention. - **Question préalable** (p. 2212) : position de la commission sur la motion n° 61 de Mme Mireille Schurch tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant le titre 1er** (p. 2214, 2215) : position de la commission sur les amendements de Mme Mireille Schurch n° 43 (réalisation d'un bilan carbone et d'un bilan sur l'emploi, sur l'aménagement du territoire et sur la qualité du service rendu des effets de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire) et n° 44 (insertion systématique d'une clause de réversibilité dans les directives européennes existantes et futures). - **Article 1er (Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire)** (p. 2218, 2225) : ses amendements n° 1, 2 et 3 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 49, 42, 48 et 59 de Mme Mireille Schurch, n° 82, 83, 84 et 85 de M. Michel Teston, n° 73 et 72 de Mme Nathalie Goulet, n° 111 et 112 de M. Charles Revet, ainsi que sur le sous-amendement n° 141 portant sur l'amendement n° 112 de M. Charles Revet précité.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2009) (p. 2612, 2617) : ses amendements n° 5 et 4 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 50 de Mme Mireille Schurch, n° 86 de M. Michel Teston, n° 113 de M. Charles Revet, n° 131 du Gouvernement et n° 31 de M. Daniel Percheron. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2618, 2620) : son amendement n° 6 : certification des conducteurs de train ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 87 de M. Michel Teston et n° 132 du Gouvernement. - **Article 2 (Loi n° 97-135 du 13 février 1997 - Dispositions relatives à Réseau ferré de France, RFF)** (p. 2623, 2631) : position de la commission sur les amendements n° 32, 33, 122 et 116 de M. Charles Revet, n° 51 et 52 de Mme Mireille Schurch, n° 74 de Mme Nathalie Goulet, n° 88, 90, 93, 89, 92 et 91 de M. Michel Teston et n° 62 de M. Hubert Haenel. Son amendement n° 7 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2631, 2636) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bonnefoy n° 94 (concertation relative à la compensation des préjudices liés à l'implantation de lignes à grande vitesse) et n° 95 (valeur locative des lignes de TGV), n° 96 de M. Michel Teston (rapport au Parlement relatif au remboursement de la dette de Réseau ferré de France), n° 34 de M. François Zocchetto (instauration d'une redevance tarifaire forfaitaire en fonction du nombre de kilomètres de lignes à grande vitesse construit sur le territoire d'une commune) et n° 45 de Mme Mireille Schurch (reprise par l'Etat de la dette de l'entreprise publique Réseau ferré de France). - **Article 3 (Validation d'actes administratifs)** (p. 2637) : position de la commission sur l'amendement n° 60 de Mme Mireille Schurch. Son amendement n° 8 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2638) : position de la commission sur l'amendement n° 110 de M. Charles Revet (compétences exclusives de Réseau ferré de France). - **Intitulé du titre III (De la régulation des activités ferroviaires)** (p. 2639) : position de la commission sur l'amendement n° 53 de Mme Mireille Schurch. - **Article 4 (Statut et champs de compétence de la Commission de régulation des activités ferroviaires, CRAF)** (p. 2640, 2642) : son amendement n° 9 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 47, 40 et 41 de Mme Mireille Schurch, n° 97 de M. Michel Teston et n° 117 de M. Charles Revet. - **Article 5 (Collège de la CRAF)** (p. 2643, 2644) : position de la commission sur les amendements n° 54 de Mme Mireille Schurch et n° 98 de M. Michel Teston. Son amendement n° 10 ; adopté. - **Article 6 (Règles d'incompatibilités et d'irrévocabilité)** (p. 2644) : position de la commission sur l'amendement n° 118 de M. Charles Revet. - **Article 7 (Pouvoir réglementaire de la CRAF)** (p. 2646, 2647) : son amendement n° 11 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 99 de M. Michel Teston, n° 119 de M. Charles Revet, n° 55 de Mme Mireille Schurch ainsi que sur le sous-amendement n° 145 de M. Hervé Maurey portant sur l'amendement n° 11 précité. - **Article 8 (Missions et pouvoirs**

de la CRAF) (p. 2648, 2651) : ses amendements n° 12 et 13 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 100 de M. Michel Teston, n° 120 de M. Charles Revet, n° 35 de M. Hervé Maurey, n° 39 de Mme Mireille Schurch et n° 65 et 64 de M. Hubert Haenel. - **Article 9 (Compétence de traitement des litiges et de réformation des décisions)** (p. 2652, 2655) : son amendement n° 14 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 102 de M. Michel Teston et n° 140 de M. Jean-Paul Emorine. Position de la commission sur les amendements n° 56 de Mme Mireille Schurch, n° 121 et 129 de M. Charles Revet, n° 101 de M. Michel Teston et n° 75 et 76 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 10 (Pouvoirs de sanction de la CRAF)** (p. 2656) : son amendement n° 15 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 146 de M. Hervé Maurey, qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 38 de Mme Mireille Schurch et n° 103 de M. Michel Teston. - **Article 14 (Moyens budgétaires de la CRAF)** (p. 2658) : son amendement n° 16 ; adopté. - **Article 15 (Pouvoirs d'investigation)** (p. 2659) : ses amendements n° 17 et 18 ; adoptés. - **Article 16 (Droit de visite et de saisie)** (p. 2660, 2661) : ses amendements n° 19, 20, 21 et 22 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2661) : son amendement n° 23 : assermentation des agents et des experts participant aux enquêtes ; adopté. - **Article 17 (Sanction pénale des entraves aux pouvoirs d'enquête de la Commission - Assermentation des agents de la Commission)** (p. 2662) : ses amendements n° 24, 25 et 26 ; adoptés. - **Article 20 (Relations de la CRAF avec les autorités judiciaires)** (p. 2663) : son amendement n° 142 ; adopté. - **Article 22 (Coordination et date d'entrée en vigueur des dispositions du Titre III)** : son amendement n° 27 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 22** : son amendement n° 28 : entrée en vigueur de certaines dispositions du titre III ; adopté. - **Article 23 (art. L. 153-7 du code de la voirie routière - Transport routier)** (p. 2664) : son amendement n° 143 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 104 de M. Michel Teston et n° 57 de Mme Mireille Schurch. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 2666) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 133 (encadrement du cabotage routier) et n° 134 (sanctions relatives aux infractions à la législation sociale dans le domaine des transports routiers). - **Intitulé du titre V (Dispositions relatives à l'aviation civile)** (p. 2667) : position de la commission sur l'amendement n° 58 de Mme Mireille Schurch. - **Article 24 (art. L. 422-5 du code de l'aviation civile - Durée de travail et régime de travail du personnel navigant de l'aéronautique civile)** (p. 2669) : son amendement n° 29 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 37 de Mme Mireille Schurch et n° 66 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 24** (p. 2671) : position de la commission sur l'amendement n° 67 de M. Yvon Collin (adaptation au personnel navigant technique des dispositions applicables aux cadres en matière de représentativité du personnel) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 139 du Gouvernement. - **Article 25 (art. 4 de la loi n° 84-4 du 3 janvier 1984 instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique, art. 7 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction de la durée du temps de travail et art. 7 de la loi n° 84-9 du 4 janvier 1984 portant modification du code du travail et relative au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant - Suppression de dispositions redondantes)** (p. 2672) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de Mme Mireille Schurch. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2673, 2676) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 136 (compétences de la Direction générale de l'aviation civile), n° 137 (élargissement des cas de saisie conservatoire d'un aéronef), n° 135 (compétences de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires) et n° 138 (statut et objet de l'Ecole nationale maritime), ainsi que sur les sous-amendements n° 148 de M. Michel Teston et n° 144 de Mme Mireille Schurch portant respectivement sur les amendements n° 135 et n° 138 précités. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2676) : son amendement n° 30 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2678) : remerciements.

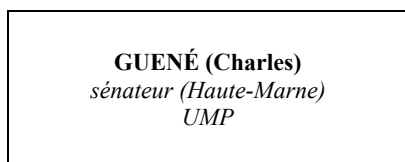
- **Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission

mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 9185, 9187) : son intervention. Invite les membres de la Haute Assemblée à voter ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de



NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009 ; puis vice-président le 10 novembre 2009.

Vice-président de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11755, 11756) : son intervention.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 462 (2008-2009)] relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget - Défense.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Défense [n° 101 tome 3 annexe 8 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2709, 2710) : son intervention. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-France Beaufils sur la réforme de la taxe professionnelle** - (10 juin 2009) (p. 5947, 5949) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6474, 6476) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6907, 6909) : son intervention.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) (p. 8925, 8927) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10818, 10820) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité) (Suppression de la taxe professionnelle)** (p. 10968) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-492 de M. Albéric de Montgolfier ; adopté. (p. 10978) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-97 de M. Albéric de Montgolfier ;

adopté. (p. 10979) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient les sous-amendements de M. Albéric de Montgolfier n° I-98 ; rejeté ; et n° I-493 ; adopté. (p. 10980) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-447 de M. Jean-Jacques Hyst ; adopté. (p. 10982) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient l'amendement n° I-66 de M. Alain Lambert ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 10994, 10997) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, intervient sur les sous-amendements n° I-97 de M. Albéric de Montgolfier et sur son sous-amendement n° I-447. (p. 10996, 10997) : intervient sur le sous-amendement n° I-447 de M. Jean-Jacques Hyst portant sur l'amendement n° I-1 de la commission, (p. 11031) : favorable au sous-amendement n° I-517 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** (p. 11059, 11066) : son amendement n° I-437 : élargissement aux syndicats mixtes du bénéfice du fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par les catastrophes naturelles ; adopté. Soutient l'amendement n° I-246 de M. François-Noël Buffet (assouplissement des règles permettant aux collectivités de bénéficier du remboursement anticipé du FCTVA) ; adopté. Intervient sur l'amendement n° I-405 de M. Gérard Longuet (reconduction pour 2010 du dispositif de remboursement anticipé du FCTVA).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 11354, 11355) : son intervention. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 11414) : le groupe UMP votera la première partie du projet de loi de finances pour 2010.

Deuxième partie :

Articles non rattachés

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

(5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12152) : sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences), son sous-amendement n° II-324 ; adopté. (p. 12210) : sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle), son sous-amendement n° II-322 ; retiré. (p. 12212, 12213) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-323 ; retiré. (p. 12223) : intervient sur le sous-amendement n° II-372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12235) : intervient sur l'amendement précité n° II-200 de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - **Article 44 bis (Nouveau)** (*Assouplissement du zonage de la réduction d'impôt "Scellier"*) (p. 12299) : intervient sur l'amendement n° II-162 de la commission. - **Article 45 bis** (*Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail*) (p. 12319) : intervient sur l'amendement n° II-385 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 12348) : intervient sur l'amendement n° II-294 de M. Gérard Miquel (possibilité pour les collectivités locales de transférer aux services fiscaux la totalité de la gestion de la redevance pour l'élimination des déchets ménagers). - **Articles additionnels après l'article 48 sexies** (p. 12350) : intervient sur l'amendement n° II-285 de Mme Nicole Bricq (soumission à la taxe foncière des prisons réalisées dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 12864, 12865) : son amendement n° 99 : rédaction ; adopté.

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

GUERRY (Michel)

sénateur (Français établis hors de France (Série B))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande électorale pour les élections à l'étranger [n° 412 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande par voie électronique pour les élections des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 421 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 609 (2008-2009)] (5 septembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 134 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés** [n° 157 (2008-2009)] - (23 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 875) : soutient l'amendement n° 85 de M. Bruno Gilles (possibilité de passer une convention d'occupation temporaire du domaine public comportant des obligations de service public pour l'exploitation d'un circuit automobile homologué pour la Formule 1) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 883) : soutient les amendements portant sur le même objet n° 73 de M. Jacques Gautier ; retiré ; et n° 92 de M. Albéric de Montgolfier (prolongation par avenant d'un an des contrats de concession autoroutière en échange de la réalisation de travaux d'insertion dans l'environnement et de sécurité) ; adopté. (p. 884) : soutient les amendements de M. Albéric de Montgolfier n° 91 (possibilité d'intégrer à l'assiette des concessions autoroutières existantes trois types d'ouvrages autoroutiers réputés favoriser l'amélioration des structures de transport dans l'environnement) ; et n° 120 (augmentation du seuil au-delà duquel une enquête publique "Bouchardeau" est nécessaire pour réaliser des travaux d'équipements en matière de transports collectifs) ; retirés. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 891) : soutient l'amendement n° 74 de M. Dominique Leclerc (sécurisation d'une procédure de remembrement réalisée dans le département d'Indre-et-Loire pour la construction de l'autoroute A28) ; adopté. - **Article 6 quater** (Art. L. 461-4 du code de commerce - *Ratification de l'ordonnance portant modernisation de la régulation de la concurrence*) (p. 893) : soutient l'amendement n° 95 de M. Jacques Gautier ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 894) : soutient l'amendement n° 84 de M. Charles Guené (maintien de la gouvernance actuelle du FONPEL) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 897) : soutient l'amendement n° 90 de M. Dominique Leclerc (report de la limite d'âge des présidents de conseil d'administration des établissements publics de l'Etat) ; adopté. (p. 898) : soutient l'amendement n° 96 de M. Jacques Gautier (suppression de l'avis obligatoire de la commission d'appel d'offres pour les avenants aux marchés en cours) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 902) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

GUILLAUME (Didier)
sénateur (Drôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Article 2** (*Lutte contre le changement climatique*) (p. 1002) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 6** (*Formation professionnelle et recherche dans le secteur du bâtiment*) (p. 1041, 1042) : soutient l'amendement n° 323 de M. Daniel Raoul ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7** (*Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme*) (p. 1079) : soutient l'amendement n° 166 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 9** (*Principes de la politique des transports*) (p. 1099, 1100) : intervient sur l'amendement n° 156 de M. Dominique Braye ainsi que sur le sous-amendement n° 767 de M. Adrien Gouteyron s'y rapportant. - **Article 10** (*Transports de marchandises*)

(p. 1135) : soutient l'amendement n° 286 de M. Roland Ries ; rejeté. (p. 1138) : intervient sur l'amendement n° 286 précité. (p. 1141) : son amendement n° 311 ; adopté. (p. 1145) : intervient sur le sous-amendement n° 788 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 42 de la commission.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1240, 1243) : soutient l'amendement n° 299 de M. Michel Teston ; adopté. Ses amendements n° 303 ; retiré ; et n° 304 ; retiré puis repris par la commission. (p. 1248, 1250) : intervient sur l'amendement n° 300 de M. Thierry Repentin. Favorable aux amendements n° 307, 308 et 309 de M. Roland Ries. (p. 1252, 1256) : retrait de l'amendement n° 300 de M. Thierry Repentin. - **Article 16** (*Réduction des consommations d'énergie*) (p. 1267, 1268) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1322, 1323) : parole sur l'article. (p. 1329, 1330) : son amendement n° 336 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1440, 1441) : parole sur l'article. (p. 1448, 1460) : ses amendements n° 470 et 471 ; retirés ; n° 472 et 473 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1507) : favorable à l'amendement n° 424 de Mme Odette Herviaux.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3778, 3780) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3802) : favorable à l'amendement n° 5 de M. Daniel Soulage (mise en place d'une base juridique à l'activité de moto taxi). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3803) : favorable à l'amendement n° 62 de M. Paul Raoult (répartition des ressources prélevées sur les produits des jeux des casinos). - **Article 6** (*Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France*) (p. 3807) : soutient l'amendement n° 50 de M. Paul Raoult ; adopté. (p. 3808) : son amendement n° 53 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 9** (*art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes*) (p. 3827) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Michel Bécot. - **Article 13** (*art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 decies EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924*) (p. 3839, 3840) : parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (5 mai 2009) (p. 4129, 4130) : fonctionnement du Sénat et des commissions.

- **Question orale avec débat de M. François Rebsamen sur la création d'une contribution exceptionnelle de solidarité des grandes entreprises du secteur de l'énergie** - (7 mai 2009) (p. 4261, 4262) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6501) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6541, 6542) : son intervention. - **Rappel au règlement** (p. 6558) : formule trois observations sur un amendement déposé par le groupe socialiste. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 6577) : favorable à l'amendement n° 8 de M. Roland Ries. (p. 6578) : son amendement n° 9 ; rejeté. (p. 6579) : soutient l'amendement n° 10 de M. Thierry Repentin ; retiré. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 6586) : s'abstiendra sur cet article. -

Article 19 (Texte non modifié par la commission) (*Le soutien à la recherche*) (p. 6597, 6598) : son amendement n° 18 ; adopté. - **Article 42** (*Contribution de l'État au développement durable*) (p. 6616) : son amendement n° 86 ; irrecevable (sujet non examiné en première lecture).

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7484, 7485) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2009) - **Article 1er** (*art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments*) (p. 7535) : soutient l'amendement n° 3 de M. Thierry Repentin ; retiré. - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 244 quater U du code général des impôts - Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro*) (p. 7542) : intervient sur l'amendement n° 311 du Gouvernement. - **Article 6** (*art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme*) (p. 7581) : soutient l'amendement n° 35 de M. Thierry Repentin ; retiré. - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre 1er du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7602, 7605) : soutient l'amendement n° 44 de M. Thierry Repentin ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7995, 7996) : favorable à l'amendement n° 683 de M. Claude Lise (compétence du conseil général de la Martinique en matière de transports interurbains). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8004) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 876 du Gouvernement (développement des infrastructures permettant de recharger les batteries de véhicules électriques). (p. 8005, 8006) : soutient l'amendement n° 58 de M. Claude Bérêt-Débat (relèvement du taux plafond du versement transport pour certaines collectivités) ; rejeté. - **Article 21** (*Chapitre X du titre 1er du code de la voirie routière - Modulation des péages en fonction des émissions de gaz à effets de serre des camions mise en place au plus tard le 1er janvier 2010*) (p. 8010) : parole sur l'article. (p. 8011, 8013) : ses amendements n° 60 et 63 ; retirés ; et n° 62 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 61 de M. Gérard Collomb ; rejeté. Intervient sur les amendements n° 604 de M. Jacques Muller et n° 828 de Mme Fabienne Keller. - **Article 22** (*Ordonnance n° 2005-898 du 2 août 2005 - Ratification de l'ordonnance relative aux voies ferrées*) (p. 8023) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 23** (*Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie*) (p. 8052) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8062) : intervient sur l'amendement n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques). - **Article 33** (*art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Extension aux départements et aux régions du bénéfice de l'obligation d'achat d'électricité*) (p. 8108) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8132, 8133) : favorable à l'amendement n° 608 de M. Jacques Muller (programmation pluriannuelle des objectifs de développement de l'énergie éolienne). - **Article 36** (*art. L. 254-1 à L. 254-12 [nouveau] du code rural - Encadrement des activités de vente, d'application et de conseil des produits phytopharmaceutiques*) (p. 8141, 8142) : parole sur l'article. (p. 8143) : soutient l'amendement n° 760 de Mme Odette Herviaux ; retiré. - **Article 40 bis (Nouveau)** (*art. L. 253-3 du code rural - Drogations à l'interdiction d'épandage aérien de produits phytopharmaceutiques*) (p. 8160) : soutient l'amendement n° 771 de Mme Odette Herviaux ; adopté. - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau]*)

du code rural - Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles) (p. 8166, 8169) : soutient l'amendement n° 775 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. - **Article 44 quinquies (Nouveau)** (Remise au Parlement d'un rapport public sur le respect des objectifs fixés en matière de développement de l'agriculture biologique) (p. 8179) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 70 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 220-1 et L. 220-2 du code de l'environnement - La protection de l'atmosphère intègre la lutte contre les émissions de gaz à effets de serre) (p. 8280) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 71** (art. L. 221-3 et articles L. 221-7 et L. 221-8 [nouveaux] du code de l'environnement - Principe d'une surveillance de la qualité de l'air intérieur) (p. 8296, 8297) : soutient l'amendement n° 724 de M. Thierry Repentin ; retiré. Son amendement n° 725 ; adopté. - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques) (p. 8309) : soutient l'amendement n° 704 de M. Daniel Raoul ; retiré. - **Article 73** (art. L. 523-1 à L. 523-4 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 5161-1 [nouveau] du code de la santé publique et art. L. 253-8 du code rural - Obligation de déclaration et d'information sur les substances nanoparticulaires) (p. 8313, 8314) : son amendement n° 727 ; rejeté. - **Article 82** (art. L. 214-12 du code monétaire et financier - Prise en compte par les gérants de portefeuilles des préoccupations de développement durable) (p. 8330, 8331) : son amendement n° 547 ; retiré. - **Article 83** (art. L. 225-102-1 et L. 823-16 du code de commerce, art. L. 114-7 du code de la mutualité, art. L. 511-35 du code monétaire et financier, art. L. 322-26-2-2 du code des assurances, art. L. 524-2-1 du code rural et art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental) (p. 8334) : intervient sur son amendement n° 548 présenté par M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 8356) : son amendement n° 550 : harmonisation des labels "bio" ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 102** (p. 8395) : soutient l'amendement n° 759 de M. Jacky Le Menn (exemplarité de l'Etat, des établissements publics, des entreprises nationales et des collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement) ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 570 de M. Serge Larcher (caractère prioritaire de la coopération régionale en matière d'environnement pour les départements et régions d'outre-mer).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article 78** (art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets) (p. 8417) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 646 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8426, 8430) : soutient l'amendement n° 743 de M. Gérard Miquel (augmentation du niveau de financement et de contribution des filières dédiées de responsabilité élargie du producteur à 80 % du coût de collecte, de valorisation et d'élimination des déchets concernés) ; rejeté.

- **Questions cribles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8545) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9315, 9320) : favorable à l'amendement n° 357 de M. Michel Teston (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conditions de l'application de la directive 97/67/CE au secteur postal français). Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Danglot (inscription dans le texte du statut d'exploitant autonome de droit public d'un service public national de La Poste). (p. 9326, 9329) : intervient sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 8 (réaffirmation, dans le texte, des principes

fondamentaux du service public) et n° 11 (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9374, 9375) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9391) : favorable à l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel). (p. 9402) : soutient l'amendement n° 424 de M. Michel Teston (organisation d'un référendum préalablement à tout changement du statut de La Poste) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9413, 9414) : parole sur l'article.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9423, 9424) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9466) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston. (p. 9472) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston.

- **Rappel au règlement** - (6 novembre 2009) (p. 9625) : organisation des travaux.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (6 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9637) : soutient l'amendement n° 332 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9661, 9662) : favorable à l'amendement n° 474 de M. Michel Teston. (p. 9667) : favorable à l'amendement n° 286 de M. Jean Desessard. (p. 9681, 9682) : sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet, reprend le sous-amendement n° 628 de Mme Catherine Procaccia ; rejeté. (p. 9693) : défavorable à l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire) (p. 9714, 9715) : favorable à l'amendement n° 490 de M. Michel Teston.

- **Rappel au règlement** - (8 novembre 2009) (p. 9757).

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (8 novembre 2009) - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9779) : soutient l'amendement n° 500 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10613) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11959, 11960) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11970, 11971) : sa question et sa réplique.

HAENEL (Hubert)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité le 17 février 2009.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les conséquences de la non-entrée en vigueur du traité de Lisbonne [n° 168 (2008-2009)] (14 janvier 2009) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur la nomination, par la Commission européenne, d'un groupe d'experts sur la protection des données [n° 203 (2008-2009)] (6 février 2009) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 204 (2008-2009)] (6 février 2009) - **Culture - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La libéralisation des transports ferroviaires dans l'Union européenne [n° 220 (2008-2009)] (12 février 2009) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur la proposition de directive relative aux droits des consommateurs (n° E-4026) [n° 321 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'évolution du rôle européen du Sénat [n° 24 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des affaires européennes, sur le projet de décision de la Commission établissant, conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, la liste des secteurs et sous secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone (E 4784) [n° 44 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Environnement - Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le projet d'accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique portant sur le traitement et le transfert de données de messagerie financière afin de combattre le terrorisme [n° 72 (2009-2010)] (29 octobre 2009) - **Police et sécurité - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La constitution allemande et l'Europe [n° 119 (2009-2010)] (26 novembre 2009) - **Justice - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur les enseignements de la Présidence française de l'Union européenne** - (20 janvier 2009) - président de la commission des affaires européennes (p. 593, 594) : sa question.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports** [n° 501 (2007-2008)] - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2186, 2188) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2009) - **Article 2** (*Loi n° 97-135 du 13 février 1997 - Dispositions relatives à Réseau ferré de France, RFF*) (p. 2628) : son amendement n° 62 ; adopté. - **Article 8** (*Missions et pouvoirs de la CRAF*) (p. 2649, 2651) : ses amendements n° 65 ; retiré ; et n° 64 ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 19 et 20 mars 2009** - (17 mars 2009) - président de la commission des affaires européennes (p. 3073, 3075) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) - président de la commission des affaires européennes (p. 3342, 3343) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 259 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - président de la commission des affaires européennes - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3444, 3445) : premier recours au nouveau dispositif de l'article 88-4 de la Constitution. Rôle de la commission des affaires européennes.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3962, 3963) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)]** - (30 avril 2009) - président de la commission des affaires européennes - **Discussion générale** (p. 4097) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (30 avril 2009) - président de la commission des affaires européennes (p. 4119) : son intervention sur l'association des parlements nationaux au contrôle d'Europol.

- **Question orale européenne avec débat de M. Richard Yung sur l'avenir de la politique sociale européenne** - (4 juin 2009) - président de la commission des affaires européennes (p. 5600, 5601) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (11 juin 2009) - président de la commission des affaires européennes (p. 5987, 5988) : son intervention sur le vin rosé.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 18 et 19 juin 2009** - (17 juin 2009) - président de la commission des affaires européennes (p. 6097, 6099) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (25 juin 2009) - président de la commission des affaires européennes (p. 6397, 6398) : ses interventions sur le congé de maternité.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8707, 8708) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009** - (27 octobre 2009) - président de la commission des affaires européennes (p. 8967, 8968) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - président de la commission des affaires européennes - **Participation de la France au budget des communautés européennes** (p. 11283, 11284) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 10 et 11 décembre 2009** - (8 décembre 2009) - président de la commission des affaires européennes (p. 12454, 12456) : son intervention.

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Sécurité civile [n° 101 tome 3 annexe 29 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (21 novembre 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Evolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 11056) : intervient sur l'amendement n° I-348 de Mme Nicole Bricq.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11260) : soutient l'amendement n° I-316 de Mme Nicole Bricq (institution d'un plafonnement global des "niches fiscales" à l'impôt de solidarité sur la fortune) ; rejeté.

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (3 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 12034, 12035) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12196) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - **Article 44** ("*Verdissement*" graduel de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement locatif dite "Scellier") (p. 12293) : soutient l'amendement n° II-279 de Mme Nicole Bricq ; adopté. (p. 12294) : soutient l'amendement n° II-278 de Mme Nicole Bricq ; adopté. - **Article 44 bis (Nouveau)** (*Assouplissement du zonage de la réduction d'impôt "Scellier"*) (p. 12296) : soutient l'amendement n° II-280 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

HENNERON (Françoise)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 34 (2008-2009)] de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 227 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3235, 3236) : son intervention. - **Article 15 (Dématérialisation des bulletins de paie)** (p. 3288) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur les amendements identiques n° 58 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 131 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 15 bis (Suppression de l'obligation de transmission à l'inspection du travail du rapport économique et financier annuel des entreprises de plus de 50 salariés)** (p. 3291) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur les amendements identiques n° 59 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 132 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3292, 3299) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur les amendements n° 87 de Mme Isabelle Debré (remboursement des salaires des employés membres d'un conseil de prud'hommes), n° 156 de M. Hugues Portelli (application directe, aux entreprises de transport, des dispositions de la quatrième partie du code du travail relative à la santé et à la sécurité au travail); de M. Jean-Pierre Godefroy n° 63 (amélioration du régime de protection des stagiaires en entreprise en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle) et n° 144 (prolongation du dispositif du référendum d'entreprises jusqu'aux prochaines élections professionnelles dans les entreprises souffrant de carence de candidatures syndicales ou d'absence de quorum), de Mme Catherine Procaccia n° 42 (rectification d'un oubli lors de la modification du code du travail), n° 43 (possibilité, pour les comités d'entreprise de se faire assister d'un expert comptable quel que soit le statut de l'entreprise), n° 44 (respect du parallélisme des formes entre la partie réglementaire et la partie législative du code du travail), n° 45, 48 et 50 (précision), n° 46, 47 et 49 (rédaction) et n° 51 (prolongation du dispositif du

référendum d'entreprise jusqu'aux prochaines élections professionnelles dans les entreprises souffrant de carence de candidatures ou d'absence de quorum). Son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 3300) : son amendement n° 2 : extension, aux illustrateurs de livres et à certains photographes, du mécanisme de prise en charge partielle des cotisations de retraite complémentaire au profit des écrivains et des traducteurs ; adopté. - **Article 19** (*Simplification de certaines déclarations de salaire pour les employeurs agricoles ainsi que des procédures de versement d'aides aux exploitants agricoles et suppression des comités départementaux des prestations sociales agricoles*) (p. 3304) : son amendement n° 3 ; adopté. - **Article 21** (*Extension du dispositif de reconnaissance du titre d'ostéopathe ou de chiropracteur*) (p. 3304) : son amendement n° 4 ; adopté. - **Article 28** (*Simplification de la procédure de modification des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires*) (p. 3311) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Articles additionnels après l'article 28 quinquies** (p. 3317, 3319) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur les amendements de M. Alain Vasselle n° 68 (modalités de déclarations simplifiées pour les employeurs ayant recours au titre-emploi service entreprise), n° 69 (renforcement de la sécurité juridique des cotisants) et n° 70 (mise à jour de l'article L. 311-3 du code de la sécurité sociale).

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article 35** (*Simplification et clarification de règles de compétence juridictionnelle pour les contentieux en matière de protection sociale*) (p. 3371) : position de la commission sur l'amendement n° 138 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3372) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Alain Vasselle (suppression de dispositions obsolètes). - **Article 49** (*Amélioration des dispositions relatives à l'indemnisation des accidents médicaux*) (p. 3388) : ses amendements n° 6 et 7 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 49** : son amendement n° 8 : suppression de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé ; retiré. - **Article 66 bis** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 3424) : ses amendements n° 9 ; adopté ; et n° 10 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Articles additionnels avant l'article 8 A** (p. 3638) : votera l'amendement n° 48 de

Mme Nathalie Goulet (subordination des aides à la presse au respect des règles déontologiques).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (18 mai 2009) - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - Statut des praticiens hospitaliers*) (p. 4790) : soutient l'amendement n° 205 de Mme Isabelle Debré ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Article 6** (*art. L. 311-8 à L. 311-10 du code de la consommation - Informations mentionnées dans le contrat*) (p. 6081, 6082) : soutient l'amendement n° 8 de Mme Catherine Procaccia ; adopté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8790) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste*) (p. 9689) : favorable à l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11150) : son amendement n° I-185 ; adopté.

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) (p. 12108) : son intervention.

HÉRISSON (Pierre)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne jusqu'au 7 février 2009.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Japon, l'archipel des paradoxes : pour un partenariat renouvelé [n° 316 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 57 (2008-2009)] européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 369 (2008-2009)] (28 avril 2009) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi [n° 599 (2008-2009)] relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 50 (2009-2010)] (21 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Economie - Compte d'affectation spéciale : gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 105 tome 3 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 192 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 37, 38) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 14** (art. 98-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Coordination relative à la diffusion satellitaire de la télévision numérique*) (p. 282) : intervient sur l'amendement n° 24 de la commission.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - vice-président - **Demande de priorité** (p. 801) : demande l'examen par priorité de l'amendement n° 75 de M. Michel Mercier tendant à insérer un article additionnel après l'article 5 ter ; priorité ordonnée.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) - au nom de la commission des affaires économiques (p. 1731, 1733) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Article 1er** (Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - *Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire*) (p. 2227) : organisation des travaux du Sénat.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Article 9** (art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - *Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes*) (p. 3827) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Michel Bécot. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3828) : favorable à l'amendement n° 26 de M. Michel Bécot (caractère non résiliable des baux commerciaux signés entre les propriétaires et les exploitants de résidences de tourisme). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3831, 3832) : soutient l'amendement n° 33 de M. Jean Faure (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir mise en œuvre dans les stations et les communes touristiques depuis les années 2000) ; retiré. - **Article 14** (*Chapitre 1er du titre Ier du livre IV du code du tourisme - Attribution des chèques-vacances dans les entreprises de moins de 50 salariés*) (p. 3852) : son amendement n° 8 ; retiré. (p. 3854) : son amendement n° 9 ; retiré. (p. 3857) : intervient sur ses amendements n° 8 et 9 précités.

- **Proposition de résolution européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)]** - (30 avril 2009) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4099, 4101) : son intervention. - **Texte de la proposition de résolution européenne** (p. 4109) : son amendement n° 2 ; adopté. (p. 4110) : son amendement n° 4 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Michel Billout. (p. 4111) : ses amendements n° 3 et 5 ; adoptés. (p. 4113) : ses amendements n° 6 et 7 ; adoptés. (p. 4114) : son amendement n° 8 ; adopté. (p. 4115) : son amendement n° 9 ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - vice-président de la commission de l'économie - **Article 1er G (Nouveau)** (art. L. 34-8 et L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - *Mutualisation entre les opérateurs des travaux d'équipement d'un immeuble en ligne de communication électronique à très haut débit*) (p. 7160) : intervient sur l'amendement n° 59 de la commission. - **Article additionnel après l'article 1er H** (p. 7163, 7164) : position de la commission sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (intervention des collectivités territoriales comme investisseur minoritaire dans des réseaux ouverts de communication électronique). - **Article 1er I** (art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - *Modalités d'octroi des fréquences "télécoms" du dividende numérique*) (p. 7165) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Michel Teston. - **Article 1er** (*Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique*) (p. 7169) : position de la commission sur

l'amendement n° 18 de M. Hervé Maurey. - **Article 4** (*Fonds d'aménagement numérique des territoires*) (p. 7171) : parole sur l'article. (p. 7175) : intervient sur l'amendement n° 39 de M. Michel Teston. - **Article 4 ter (Nouveau)** (*art. L. 1425-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit d'accès aux tranchées pour la pose de fibres optiques*) (p. 7180, 7181) : son amendement n° 12 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7186) : remerciements.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 5** (*Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7576) : intervient sur les amendements n° 32 de M. Thierry Repentin et n° 186 de Mme Évelyne Didier.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009** - (27 octobre 2009) - en remplacement de M. Jean-Paul Emorine, président de la commission de l'économie, de l'aménagement du territoire et du développement durable (p. 8970) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 9236, 9238) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9300) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Jean-Claude Danglot tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 9304, 9305) : position de la commission sur la motion n° 540 de M. Martial Bourquin tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9310) : position de la commission sur la motion n° 541 de M. Michel Teston tendant au renvoi à la commission. - **Intitulé du titre Ier** (*Dispositions relatives à La Poste et modifiant la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom*) (p. 9313) : position de la commission sur les amendements n° 3 et 4 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9314, 9321) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 5 (inscription dans le texte du statut d'exploitant autonome de droit public d'un service public national de La Poste), n° 6 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conséquences sociales de l'ouverture à la concurrence du secteur public postal avant la promulgation du présent texte) et n° 7 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur le bilan de la déréglementation du secteur postal), et de M. Michel Teston n° 362 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évolution globale de l'emploi ainsi que sur les conditions de travail dans le secteur postal), n° 357 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conditions de l'application de la directive 97/67/CE au secteur postal français), n° 358 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les tarifications commerciales du secteur postal) et n° 363 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évolution de l'emploi et des tarifs dans le secteur postal depuis l'ouverture totale du marché). (p. 9325, 9336) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 8 (réaffirmation, dans le texte, des principes fondamentaux du service public), n° 11 (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal) et n° 9 (réalisation d'un audit sur les conditions de travail des salariés et sur l'emploi précaire à La Poste et dans ses filiales), de M. Michel Teston n° 367 (réaffirmation de l'ascendant des principes fondamentaux du service public sur la recherche de la rentabilité) et, analogues, n° 452 et n° 429 (inscription des principes fondamentaux du service public dans le présent texte).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9361, 9362) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9386, 9398) : position de la commission sur les amendements n° 10 de M. Jean-Claude Danglot (demande de renégociation des directives européennes sur la libéralisation du secteur postal), n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer

le coût du service postal universel), ainsi que sur les amendements de M. Michel Teston n° 359 (négociation au niveau européen d'une directive-cadre relative aux services d'intérêt général avant l'ouverture à la concurrence des services postaux), n° 366 (garantie par le service public postal de tarifs péréqués et abordables sur l'ensemble du territoire) et n° 368 (prise en compte des exigences d'aménagement du territoire par le service public postal). (p. 9399, 9408) : position de la commission sur les amendements de M. Michel Teston n° 354 (suspension, pour la France, de l'entrée en vigueur de la troisième directive postale européenne mettant fin au secteur réservé), n° 369 (rôle des réseaux postaux), n° 424 (organisation d'un référendum préalablement à tout changement du statut de La Poste), n° 425 (garantie du maintien du service public en cas de changement de statut de La Poste), n° 426 (maintien d'un établissement public industriel et commercial), n° 427 (rapport au Parlement sur la création d'une nouvelle catégorie d'établissement public industriel et commercial chargé de services d'intérêt économique général) et n° 428 (moratoire sur les suppressions de postes prévues à La Poste). - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9434) : position de la commission sur les amendements n° 581 de M. François Fortassin, n° 23 de M. Jean-Claude Danglot, n° 264 de M. Jean Desessard et n° 430 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9460, 9486) : position de la commission sur les amendements n° 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 24, 25 et 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 432, 439, 443, 445, 440, 448, 449, 450 et 451 de M. Michel Teston. (p. 9503, 9512) : position de la commission sur les amendements n° 579 de M. Bruno Retailleau, n° 2 de M. Christophe-André Frassa, n° 580 et 582 de M. François Fortassin, n° 567 de M. Hervé Maurey, n° 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271 et 272 de M. Jean Desessard, n° 26, 27 et 31 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 336, 431, 433, 441 et 447 de M. Michel Teston. (p. 9515, 9527) : position de la commission sur les amendements n° 275 de M. Jean Desessard, n° 29, 30, 32, 33, 34, 35 et 36 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 434, 435, 437, 438, 442, 444 et 446 de M. Michel Teston. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9526) : position de la commission sur les amendements de M. Jean Desessard portant sur le même objet n° 276 et n° 277 (rappel du respect de la charte de l'environnement et des engagements pris par le Grenelle). - **Article 2** (*art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9536, 9542) : position de la commission sur les amendements n° 37, 195, 198, 199, 200 et 201 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9555, 9564) : position de la commission sur les amendements n° 202, 205, 204, 194 et 196 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9568) : position de la commission sur les amendements n° 38 de M. Jean-Claude Danglot, n° 378, 379, 380 et 542 de M. Michel Teston, ainsi que sur l'amendement n° 278 de M. Jean Desessard. (p. 9572, 9580) : position de la commission sur les amendements n° 369 de M. Michel Teston, n° 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220 et 221 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9597, 9603) : position de la commission sur les amendements n° 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46 et 197 de M. Jean-Claude Danglot, n° 417 et 418 de M. Georges Patient, n° 456, 457, 458, 543, 474, 544, 545, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 460, 461, 462 et 389 de M. Michel Teston, n° 279, 280 et 281 de M. Jean Desessard, et n° 584 de M. François Fortassin. (p. 9608, 9617) : position de la commission sur les amendements n° 203, 48, 47, 49 et 50 de M. Jean-Claude Danglot, n° 381, 473 et 459 de M. Michel Teston, n° 187 de M. Jackie Pierre, n° 182 et 183 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 587 de M. François Fortassin. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9619, 9623) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 51 (rapport au Parlement sur la présence postale dans les zones rurales) et n° 224 (promotion et développement de l'innovation et de la recherche dans leur secteur d'activité de la Poste et de France Télécom), et de M. Michel Teston n° 463

(prolongation du moratoire suspendant l'application de la hausse des tarifs postaux) et n° 546 (fonctionnement du Fonds postal national péréquation territoriale). - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9629) : position de la commission sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9640, 9641) : position de la commission sur les amendements n° 56, 222 et 43 de M. Jean-Claude Danglot, n° 474, 484, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 482, 483, 454, 332, 382, 388 et 455 de M. Michel Teston, n° 288, 280, 284 et 281 de M. Jean Desessard, n° 419 de M. Georges Patient, n° 420 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 323 de M. Jacques Blanc.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9665, 9673) : position de la commission sur les amendements n° 285, 286, 287 et 289 de M. Jean Desessard, n° 189 et 324 de M. Jacques Blanc, n° 55, 61, 54 et 60 de M. Jean-Claude Danglot et n° 568 de M. Daniel Dubois. (p. 9678, 9679) : position de la commission sur les amendements n° 57 de M. Jean-Claude Danglot, n° 488, 384, 386, 487, 485, 486, 383, 385 et 387 de M. Michel Teston, n° 570 de M. Daniel Dubois, n° 548 de M. Michel Doublet et, sur de dernier, sur le sous-amendement n° 628 de M. Didier Guillaume. (p. 9687, 9694) : position de la commission sur les amendements n° 186 de M. Gérard Cornu et n° 290 de M. Jean Desessard. - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom et article 1635 sexies du code général des impôts - Financement du fonds de péréquation de La Poste) (p. 9696, 9697) : parole sur l'article. (p. 9698, 9702) : position de la commission sur les amendements n° 58 de M. Jean-Claude Danglot, n° 623 du Gouvernement, et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 624 de M. Hervé Maurey et n° 635 de M. Michel Teston. Sur l'amendement n° 623 précité, ses sous-amendements n° 631 et 632 ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 588 de M. François Fortassin. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 9705) : position de la commission sur l'amendement n° 620 de M. François Fortassin (modalités d'évaluation et de vérification du coût du maillage territorial complémentaire mis en place par La Poste). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire) (p. 9708, 9713) : position de la commission sur les amendements n° 59 et 223 de M. Jean-Claude Danglot, n° 490 et 489 de M. Michel Teston, ainsi que sur l'amendement n° 291 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 9716, 9717) : position de la commission sur les amendements de M. Michel Maurey n° 575 (extension des opérations sur le livret A réalisables dans les points de contact) et n° 576 (principe d'accessibilité des services financiers de La Poste). - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise État-La Poste) (p. 9719, 9726) : position de la commission sur les amendements n° 63, 236, 238, 239, 240, 241, 242 et 237 de M. Jean-Claude Danglot, n° 292 de M. Jean Desessard, n° 491 et 371 de M. Michel Teston, ainsi que sur l'amendement n° 577 de M. Hervé Maurey. - **Article 5** (art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Composition du conseil d'administration) (p. 9728, 9734) : position de la commission sur les amendements n° 64, 225, 555, 550, 551, 552, 553, 554 et 65 de M. Jean-Claude Danglot, n° 293 et 294 de M. Jean Desessard, n° 493, 494 et 408 de M. Michel Teston, ainsi que sur l'amendement n° 622 de M. François Fortassin. Son amendement n° 630 ; adopté. - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9738, 9746) : position de la commission sur les amendements n° 66, 227, 556 et 557 de M. Jean-Claude Danglot, n° 547 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, n° 391, 339 et 338 de M. Michel Teston, n° 295, 296 et 297 de M. Jean Desessard, ainsi que sur les sous-amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 638 et 639 portant sur l'amendement n° 338 précité et n° 637 portant sur son amendement n° 629. Son amendement n° 629 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) (p. 9758) : position de la commission sur les amendements n° 412 de M. Michel Teston et n° 243 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut des fonctionnaires de La Poste) (p. 9761, 9770) : position de la commission sur les amendements n° 593 et 621 de M. François Fortassin, n° 299 de M. Jean Desessard, n° 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 244, 245, 558, 559 et 67 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 496, 497 et 498 de M. Michel Teston. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9771) : position de la commission sur les amendements de M. Michel Teston n° 372 (reconstitution de la carrière de certains fonctionnaires de La Poste), n° 373 (indemnisation de certains fonctionnaires de La Poste), n° 374 (mobilité et réorientation professionnelle de certains fonctionnaires de La Poste), n° 375 (obligation pour La Poste de présenter un bilan annuel des promotions des fonctionnaires "reclassés sans reclassification") et n° 376 (rapport du Parlement sur la situation et la carrière des personnels reclassés de La Poste). - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9777, 9792) : position de la commission sur les amendements n° 595 de M. François Fortassin, n° 300 et 301 de M. Jean Desessard, n° 235, 246, 255, 260, 261, 560, 561, 562 et 68 de M. Jean-Claude Danglot, n° 413, 499, 500, 501 et 502 de M. Michel Teston, et n° 325 de Mme Colette Giudicelli. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9794, 9806) : position de la commission sur les amendements n° 303, 306 et 307 de M. Jean Desessard, n° 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254 et 69 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 341, 393, 394, 503, 504, 505 et 509 de M. Michel Teston. - **Article 10** (art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste) (p. 9808, 9812) : position de la commission sur les amendements n° 70 de M. Jean-Claude Danglot, n° 308 de M. Jean Desessard, et n° 510, 414, 511, 512, 513, 395 et 396 de M. Michel Teston. - **Article 11** (art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Dispositions transitoires) (p. 9814, 9817) : position de la commission sur les amendements n° 514 de M. Michel Teston, n° 310 et 311 de M. Jean Desessard, et n° 71, 256, 257, 258 et 259 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 12** (Dispositions diverses de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes) (p. 9820, 9829) : position de la commission sur les amendements n° 515 de M. Michel Teston, n° 312 et 313 de M. Jean Desessard, et n° 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 564, 565 et 563 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 12 bis (Nouveau)** (art. L. 323-2 du code du travail - Obligation d'emploi des travailleurs handicapés, mutilés de guerre et assimilés) (p. 9830, 9831) : position de la commission sur l'amendement n° 91 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 9830) : position de la commission sur les amendements n° 188 de M. Louis Nègre (maintien du régime de TVA appliqué à La Poste malgré son changement de statut) et n° 321 de M. Jean-Claude Danglot (suppression des mesures tendant à la libéralisation totale des activités postales). - **Intitulé du titre II** (Dispositions portant transposition de la directive 2008/6/CE du 20 février 2008 et modifiant certaines dispositions du code des postes et des communications électroniques) (p. 9831) : position de la commission sur l'amendement n° 321 de M. Jean-Claude Danglot (suppression des mesures tendant à la libéralisation totale des activités postales). - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 9831, 9834) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 92 (abrogation de la loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales) et n° 100 (mention du caractère public du service postal), et de M. Michel Teston n° 354 (suspension, pour la France, de l'entrée en vigueur de la troisième directive postale européenne mettant fin au secteur réservé), n° 355 (renégociation de la directive européenne 2008/6/CE du 20 février 2008) et n° 360 (rapport

gouvernemental sur la situation des réseaux postaux ruraux). (p. 9834) : position de la commission sur l'amendement n° 360 de M. Michel Teston (rapport gouvernemental sur la situation des réseaux postaux ruraux). - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste) (p. 9837, 9851) : position de la commission sur les amendements n° 193 de M. Denis Detcheverry, n° 314 de M. Jean Desessard, n° 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99 et 122 de M. Jean-Claude Danglot, n° 421 et 422 de M. Jean-Etienne Antoinette, et n° 326, 327, 328, 329, 330, 331, 333, 334, 335, 337, 365, 397, 398, 399, 516, 517, 518, 519, 520, 521 et 522 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 9864) : position de la commission sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Claude Danglot (inscription du principe de la péréquation tarifaire dans le code des postes et communications électroniques). - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9867, 9877) : son amendement n° 633 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 523, 524, 525, 526, 400, 402, 401, 415, 403, 527, 404, 405 et 416 de M. Michel Teston, n° 102, 107, 104, 105, 106, 108 et 103 de M. Jean-Claude Danglot, n° 315 et 316 de M. Jean Desessard, n° 605 de M. François Fortassin, et n° 322 de M. Jacques Blanc. - **Article 15** (art. L. 2-1 du code des postes et communications électroniques - Contrats dérogatoires aux modalités de l'offre de service universel) (p. 9885, 9887) : position de la commission sur les amendements n° 109, 111 et 110 de M. Jean-Claude Danglot, n° 528 de M. Michel Teston, et n° 317 de M. Jean Desessard. - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9890, 9896) : position de la commission sur les amendements n° 112, 114, 113, 226, 116, 120, 119, 115 et 117 de M. Jean-Claude Danglot, n° 406, 529, 344, 342, 345, 407 et 343 de M. Michel Teston, ainsi que sur le n° 571 de M. Hervé Maurey. - **Article 17** (art. L. 3 du code des postes et communications électroniques - Clarification rédactionnelle) (p. 9899, 9901) : position de la commission sur les amendements n° 346, 347, 353 et 348 de M. Michel Teston, n° 121 et 124 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 192 de M. Christophe-André Frassa. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 9902) : position de la commission sur l'amendement n° 126 de M. Jean-Claude Danglot (suppression de l'article L. 3-1 du code des postes et des communications électroniques). - **Article 18** (art. L. 3-2 du code des postes et communications électroniques - Soumission du secteur postal à une même réglementation d'intérêt général) (p. 9903, 9906) : position de la commission sur les amendements n° 410, 409, 370 et 361 de M. Michel Teston, n° 318 et 319 de M. Jean Desessard, et n° 125 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 19** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 3-4 du code des postes et communications électroniques - Suppression d'une disposition prévoyant la prise de mesures réglementaires concernant les services d'envois recommandés) (p. 9908, 9909) : position de la commission sur les amendements n° 127 et 128 de M. Jean-Claude Danglot, n° 532 de M. Michel Teston, et n° 320 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9909, 9912) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 130 (réduction des pouvoirs de l'ARCEP), n° 129 (consultation de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques sur les tarifs des prestations offertes à la presse au titre du service public du transport et de la distribution de la presse), n° 131 (suppression du pouvoir de sanction pénale de l'ARCEP), n° 132 (consultation de l'ARCEP et de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques sur les projets de loi ou règlements relatifs aux services postaux), n° 133 (possibilité pour l'ARCEP et la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques d'être associés, pour les questions relevant de leurs compétences, aux négociations internationales communautaires), n° 134 (suppression de la compétence

accordée à l'ARCEP de délivrer les autorisations d'activités postales), n° 135 (couverture obligatoire de l'ensemble du territoire par les opérateurs postaux, tant pour la distribution que pour la collecte du courrier), ainsi que sur les amendements analogues de M. Michel Teston n° 530, et n° 531 (réforme du régime de l'autorisation afin de le rendre davantage protecteur du service universel postal). - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur) (p. 9913, 9918) : son amendement n° 634 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 138, 141, 140, 142, 139 et 137 de M. Jean-Claude Danglot, n° 349, 350, 351, 352, 411 et 534 de M. Michel Teston, n° 423 de M. Jean-Etienne Antoinette, et n° 573 de M. Hervé Maurey. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9919, 9922) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 143 (suppression de l'article L. 5-3 du code des postes et des communications électroniques), n° 144 (rédaction), n° 145 (suppression de l'article L.5-4 du code des postes et des communications électroniques) et n° 146 (suppression de l'article L.5-5 du code des postes et des communications électroniques), et n° 533 de M. Michel Teston (possibilité, pour les commissions permanentes de chaque chambre du Parlement, de consulter la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques, et consultation obligatoire de ladite commission par l'ARCEP). - **Article 21** (art. L. 5-7-1 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Traitement par le régulateur des réclamations non satisfaites par les prestataires de services postaux) (p. 9923) : position de la commission sur les amendements n° 150 de M. Jean-Claude Danglot et n° 535 de M. Michel Teston. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 9924) : position de la commission sur l'amendement n° 619 de M. François Fortassin (précision). - **Article 22** (art. L. 17 du code des postes et communications électroniques - Modification de cohérence) (p. 9924) : position de la commission sur l'amendement n° 151 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 23** (art. L. 18 du code des postes et communications électroniques - Modification de cohérence) (p. 9925) : position de la commission sur l'amendement n° 152 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 24** (art. L. 19 du code des postes et communications électroniques - Modification de cohérence) (p. 9925) : position de la commission sur l'amendement n° 153 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 9925, 9927) : position de la commission sur les amendements n° 340 de M. Michel Teston (interdiction d'insérer des objets contrefaits dans les envois postaux, sous peine de contravention), et n° 155, n° 156, n° 157, n° 158, n° 159 de M. Jean-Claude Danglot, analogues à son amendement n° 154 (suppression de l'ARCEP). - **Intitulé du titre III** (*Disposition diverses*) (p. 9927) : position de la commission sur l'amendement n° 162 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 25** (*Entrée en vigueur du titre Ier*) (p. 9929, 9930) : position de la commission sur les amendements n° 160, 174, 172, 171, 170, 169, 167, 168, 166, 165, 164 et 163 de M. Jean-Claude Danglot, ainsi que sur le n° 536 de M. Michel Teston. - **Article 26** (*Entrée en vigueur du titre II*) (p. 9932, 9933) : position de la commission sur les amendements n° 161, 185, 184, 183, 182, 181, 180, 179, 178, 177, 176 et 175 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 537 et 536 de M. Michel Teston. - **Seconde délibération - Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9936, 9939) : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9950) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 192 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13324, 13326) : propose à la Haute Assemblée d'adopter les conclusions de la commission mixte paritaire.

HERMANGE (Marie-Thérèse)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé le 4 février 2009.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées le 18 février 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 173 (2008-2009)] (16 janvier 2009) - **Budget - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 177 (2008-2009)] relative aux recherches impliquant la personne humaine [n° 34 (2009-2010)] (14 octobre 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2286, 2288) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4374, 4376) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4481) : parole sur l'article. (p. 4489, 4490) : son amendement n° 676 ; retiré. (p. 4493, 4494) : son amendement n° 668 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4547) : son amendement n° 669 ; retiré. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4573, 4575) : son amendement n° 890 ; retiré. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - *Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4628, 4632) : ses amendements n° 674 et 670 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4680) : intervient sur l'amendement n° 1183 du Gouvernement. (p. 4697) : intervient sur l'amendement n° 1180 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination*) (p. 4766, 4767) : parole sur l'article. (p. 4769, 4771) : son amendement n° 671 ; retiré. - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - *Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4796) : son amendement n° 672 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Etablissements et services médico-sociaux*) (p. 5202) : son amendement n° 1134 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 19 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1151-2 à L. 1151-4, L. 1152-1 et L. 1152-2 du code de la santé publique - *Encadrement des pratiques à visée esthétique*) (p. 5523) : favorable à l'amendement n° 1235 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 21 (précédemment réservés)** (p. 5648) : votera l'amendement n° 1241 du Gouvernement (possibilité pour les internes de bénéficier d'un temps partiel thérapeutique).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 B (Supprimé par la commission)** (art. L. 1171-1 (nouveau) du code de la santé publique - *Définition de l'éducation à la santé*) (p. 5664, 5665) : sur l'amendement n° 1257 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 1348 de M. Robert Laufoaulu ; retiré. - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - *Extension des missions des sages-femmes*) (p. 5690, 5691) : parole sur l'article. (p. 5695) : votera contre cet article. - **Article 25 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1334-12-1 [nouveau] et L. 1334-14 à L. 1334-17 [nouveaux] du code de la santé publique - *Mesures de prévention des maladies liées à l'amiante*) (p. 5732, 5733) : soutient l'amendement n° 584 de M. Robert Laufoaulu ; retiré.

- *Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]* - (24 juin 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6316) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7266, 7267) : parole sur l'article.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8903) : son intervention sur les brevets européen et communautaire.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 9153, 9155) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - *Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 9171, 9178) : position de la commission sur les amendements n° 18 de M. François Autain, n° 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 37 du Gouvernement. (p. 9173, 9174) : son amendement n° 25 ; adopté. (p. 9175) : son amendement n° 26 ; adopté. (p. 9177) : son amendement n° 27 ; adopté. (p. 9178) : son amendement n° 28 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9560) : intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10311) : sur l'amendement n° 180 de M. Alain Milon (possibilité de prendre en charge la chirurgie ambulatoire de la cataracte en milieu extra-hospitalier), son sous-amendement n° 536 ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - rapporteur de la

commission des affaires sociales - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - *Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 10570) : ses amendements n° 29 et 30 ; adoptés. (p. 10570, 10574) : position de la commission sur les amendements n° 23 et 39 du Gouvernement, n° 21 de M. François Autain, et n° 1 et 2 de M. Nicolas About. (p. 10572) : ses amendements n° 31 et 32 ; adoptés. - **Article 2** (art. L. 1121-16-1 du code de la santé publique - *Définition des recherches interventionnelles à finalité non commerciale*) (p. 10575, 10576) : position de la commission sur les amendements n° 13 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 3 de M. Nicolas About. - **Article 3** (art. L. 1123-7, L. 1243-3 et L. 1243-4 du code de la santé publique - *Simplification et mise en cohérence du régime d'autorisation et de déclaration des recherches utilisant des collections d'échantillons biologiques humains*) (p. 10576) : position de la commission sur les amendements n° 14 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 36 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 10577) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Godefroy (mise en place d'un régime ad hoc de recueil du consentement en cas d'utilisation de prélèvements humains pour une finalité autre que celle initialement envisagée). - **Article 4 quinquies (Nouveau)** (art. L. 1123-1-1 nouveau du code de la santé publique - *Création d'une commission nationale des recherches impliquant la personne humaine*) (p. 10579, 10582) : position de la commission sur les amendements n° 35 du Gouvernement, n° 19 et 20 de M. François Autain, ainsi que sur le sous-amendement n° 38 du Gouvernement portant sur son amendement n° 34. (p. 10581) : son amendement n° 33 ; adopté. (p. 10582) : son amendement n° 34 ; adopté. - **Article 4 sexies (Nouveau)** (*Possibilité de dérogation à la procédure de contrôle du traitement de l'information*) (p. 10582) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Godefroy.

HERVÉ (Edmond)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les rétrocessions, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Aide publique au développement. Compte de concours financier accords monétaires internationaux et compte de concours financier prêts à des États étrangers [n° 101 tome 3 annexe 4 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 154 (2008-2009)] - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 642, 644) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Article 1er (Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA)** (p. 723, 731) : soutient les amendements Mme Nicole Bricq n° 18, 17, 53 et 21 ; rejetés ; et n° 16 ; devenu sans objet ; ainsi

que ses sous-amendements n° 19 portant sur l'amendement n° 2 de la commission et n° 20 portant sur l'amendement n° 7 de M. Jean Arthuis ; rejetés.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).**

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10823, 10825) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10946) : intervient sur le sous-amendement n° I-472 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 12049, 12050) : son intervention.

HERVIAUX (Odette)
sénateur (Morbihan)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées.

Membre titulaire FranceAgriMer le 20 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (27 janvier 2009) - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 985) : intervient sur

l'amendement n° 1 de la commission. Son sous-amendement n° 775 portant sur l'amendement n° 1 précité ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 5** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 1030, 1036) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 177 ; retiré ; et n° 175 ; adopté. - **Article 6** (*Formation professionnelle et recherche dans le secteur du bâtiment*) (p. 1039) : soutient l'amendement n° 321 de M. Daniel Raoul ; adopté.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7** (*Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme*) (p. 1084, 1085) : soutient l'amendement n° 168 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1132, 1133) : soutient l'amendement n° 275 de M. Michel Teston ; adopté.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1249) : soutient l'amendement n° 307 de M. Roland Ries ; rejeté. - **Article 13 bis** (*Art. L. 642-3 du code du patrimoine - Allègement de la procédure d'autorisation spéciale pour les travaux effectués dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager*) (p. 1256) : soutient les amendements n° 611 de M. Yves Dauge ; adopté ; et n° 403 de M. Thierry Repentin ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1338) : sur l'amendement n° 61 de la commission, soutient le sous-amendement n° 533 de Mme Marie-Christine Blandin ; adopté. - **Article 24** (*Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau*) (p. 1366) : soutient l'amendement n° 551 de Mme Marie-Christine Blandin ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 27** (*Surveillance des milieux aquatiques*) (p. 1438) : soutient l'amendement n° 418 de M. Paul Raoult ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 1439) : son amendement n° 419 : objectif de la politique agricole ; rejeté. - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1441, 1442) : parole sur l'article. (p. 1454) : son amendement n° 426 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1497, 1511) : ses amendements n° 423 ; adopté et n° 427 ; retiré. Intervient sur les amendements n° 182 de M. François Fortassin et n° 73 de la commission. Votera l'amendement n° 74 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 1516) : votera l'amendement n° 770 de la commission (établissement d'un plan d'urgence en faveur de la préservation des abeilles). - **Article 29** (*Le développement durable de la filière forêt-bois*) (p. 1531) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 805 de la commission. - **Article 30** (*Gestion durable de la mer et de la littoral*) (p. 1533, 1536) : ses amendements n° 703, 704 et 705 ; rejetés ; et n° 706 ; retiré. - **Article 35** (*Lutte contre la pollution de l'air intérieur et extérieur*) (p. 1561, 1565) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 429 ; rejeté ; et n° 431 ; retiré. Sur l'amendement n° 78 de la commission, soutient le sous-amendement n° 820 de M. Thierry Repentin ; adopté. - **Article 36 bis** (*Art. L. 581-6, L. 581-19, L. 581-26, L. 581-28 et L. 581-34 du code de l'environnement - Réglementation de la publicité*) (p. 1568) : soutient l'amendement n° 434 de M. Thierry Repentin ; devenu sans objet. - **Article 37** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 1570) : sur l'amendement n° 81 de la commission, soutient le sous-amendement n° 436 de M. Daniel Raoul ; retiré. - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 1595) : soutient l'amendement n° 608 de M. Michel Sergent ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 42** (*Contribution de l'Etat au développement durable*) (p. 1606) : soutient l'amendement n° 458 de M. Serge Larcher ; adopté. - **Article 44** (*Collectivités territoriales et développement durable*) (p. 1611) : parole sur l'article. - **Article 45** (*Informations et enquêtes publiques en matière environnementale*) (p. 1617) : ses amendements n° 447 et 448 ; retirés. - **Article additionnel après l'article 45** (p. 1621) : son amendement n° 449 : création d'un dispositif d'alerte permettant aux associations de porter à la

connaissance de l'administration une présomption de dommage environnemental ; retiré.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1982) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3780, 3782) : son intervention. - **Article 6** (*Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France*) (p. 3807) : soutient l'amendement n° 49 de M. Paul Raoult ; adopté.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3952, 3954) : son intervention.

- **Débat sur la politique de l'État en matière de gestion des ressources halieutiques et des pêches** - (5 mai 2009) (p. 4153, 4155) : son intervention.

- **Débat sur le volet agricole de la négociation OMC** - (25 juin 2009) (p. 6345, 6346) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 6571) : intervient sur l'amendement n° 91 de M. Jacques Muller. - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 6592) : son amendement n° 21 ; rejeté. - **Article 45** (*Informations et enquêtes publiques en matière environnementale*) (p. 6620) : son amendement n° 88 ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7488, 7489) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2009) - **Article 3** (*Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Contrats de performance énergétique et travaux d'économie d'énergie dans les copropriétés*) (p. 7551) : soutient l'amendement n° 20 de M. Thierry Repentin ; retiré. (p. 7552) : soutient l'amendement n° 21 de M. Thierry Repentin ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7559) : soutient l'amendement n° 224 de M. Thierry Repentin (allongement de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés avec un prêt social location-accession) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 26** (*Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux*) (p. 8077, 8078) : soutient l'amendement n° 559 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. - **Article 27** (*art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie*) (p. 8087, 8088) : soutient l'amendement n° 563 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 30** (*art. L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales et loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur - Dispositions relatives aux réseaux de chaleur*) (p. 8103) : soutient l'amendement n° 533 de M. Thierry Repentin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Article 35** (*Loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - Aménagement de la redevance sur les concessions hydroélectriques*) (p. 8134) : soutient l'amendement n° 544 de M. Roland Courteau ; retiré. - **Article 36** (*art. L. 254-1 à L. 254-12 [nouveau] du code rural - Encadrement des activités de vente, d'application et de conseil des produits phytopharmaceutiques*) (p. 8142, 8145) : ses amendements n° 763 et 665 ; rejetés. Défavorable à l'amendement n° 590 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8147, 8148) : son amendement n° 766 : contrôle des matériels d'application des produits phytopharmaceutiques ;

adopté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 8157, 8159) : soutient l'amendement n° 768 de Mme Marie-Christine Blandin (établissement d'une liste des éléments naturels servant à l'élaboration des préparations naturelles peu préoccupantes) ; rejeté. Son amendement n° 769 : restriction de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques dans des zones fréquentées par le grand public ou des groupes vulnérables ; adopté. - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau] du code rural - Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles*) (p. 8163, 8164) : parole sur l'article. (p. 8171) : intervient sur son amendement n° 774 présenté par M. Jacky Le Menn. - **Article 44 bis (Nouveau)** (*Définition d'une politique génétique des semences et plants*) (p. 8176) : son amendement n° 776 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 8217, 8218) : soutient l'amendement n° 792 de M. Paul Raoult (renforcement du rôle joué par les associations dans l'acquisition des zones humides) ; adopté. - **Article 57** (*art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 1331-1-1 et L. 1331-6 du code de la santé publique - Contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes*) (p. 8244) : votera l'amendement n° 803 de M. Paul Raoult. - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1321-2 du code de la santé publique - Protection des périmètres de captage d'eau*) (p. 8254) : défavorable à l'amendement n° 914 de la commission. - **Article 60** (*art. L. 219-1 à L. 219-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Stratégie de gestion intégrée de la mer et du littoral*) (p. 8258) : parole sur l'article. (p. 8262, 8265) : sur l'amendement n° 889 du Gouvernement, ses sous-amendements n° 903 et 904 ; adoptés ; et n° 905 et 906 ; rejetés. Ses amendements n° 807, 808, 809, 810 et 812 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 78 quater** (p. 8459) : soutient l'amendement n° 741 de M. Gérard Miquel (affichage des produits les moins générateurs de déchets dans les grandes surfaces) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8470, 8471) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Questions cribles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8544, 8545) : sa question.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9325) : soutient l'amendement n° 452 de M. Michel Teston analogue à son amendement n° 429 précité ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11780) : sa question. (p. 11781) : sa réplique.

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11926) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11952, 11954) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11981, 11982) : sa question et sa réplique.

HIRSCH (Martin)
*haut-commissaire aux solidarités actives
 contre la pauvreté
 (jusqu'au 23 juin 2009)
 haut-commissaire à la jeunesse
 (du 12 janvier 2009 au 23 juin 2009)
 haut-commissaire aux solidarités actives
 contre la pauvreté, haut-commissaire à
 la jeunesse
 (à partir du 23 juin 2009)*

INTERVENTIONS

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5137, 5138) : son intervention. (p. 5138, 5147) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur le service civil volontaire** - (10 juin 2009) (p. 5926, 5928) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8994, 8995) : son intervention. (p. 9009, 9010) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 9012) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mlle Sophie Joissains portant sur le même objet n° 2, n° 3 et n° 1 (caractère obligatoire du service civique), ainsi que sur le sous-amendement n° 48 de M. Serge Dassault s'y rapportant. - **Article 1er B (Nouveau)** (art. L. 111-2 et L. 111-3 et chapitre IV du titre Ier du livre Ier du code du service national - *Modification du nom de la journée d'appel de préparation à la défense*) (p. 9014) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Jean-François Voguet. - **Article additionnel après l'article 3 bis** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de Mlle Sophie Joissains (rattachement aux services du Premier ministre de l'organisme chargé du service civique). - **Article 4 (Titre Ier bis du livre Ier du code du service national [nouveau] - Création du service civique)** (p. 9018) : favorable à la demande de réserve portant sur les amendements n° 13 de M. Yannick Bodin, n° 49 de la commission et n° 28 de M. Jean-François Voguet. (p. 9019, 9030) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 45 de M. Christian Demuynck, n° 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30 et 31 de M. Jean-François Voguet, n° 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de M. Yannick Bodin,

n° 44 de M. Yvon Collin, n° 38, 37, 40, 41, 42 et 43 de Mlle Sophie Joissains, n° 4 et 7 de Mme Claudine Lepage, et n° 49 et 50 de la commission. - **Article 4 bis (Nouveau)** (art. L. 3142-22 du code du travail - *Congé de service civique*) (p. 9030) : son amendement n° 46 ; retiré. (p. 9031) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de la commission. - **Article 4 ter (Nouveau)** (art. L. 6315-2 du code du travail - *Coordination*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. Jean-François Voguet. - **Article 5 (titre II du livre Ier du code du service national - Dispositions relatives aux volontariats internationaux)** (p. 9032) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de M. Jean-François Voguet. - **Article 8 (Soutien financier de l'État)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de M. Jean-François Voguet. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 9033) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet de Mme Claudine Lepage n° 15 et n° 16 (validation du service civique au titre des acquis de l'expérience). - **Article 11 (Dispositions transitoires)** (p. 9034) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de M. Jean-François Voguet. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 9034) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de la commission (changement de la dénomination de "l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire" en "Agence du service civique et de l'éducation populaire"). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Gage financier*) (p. 9035) : son amendement n° 47 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9037, 9038) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2009) (p. 12096, 12097) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12098, 12100) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-25 et II-26 de la commission.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) (p. 12117, 12118) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12120) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-113 de la commission, et n° II-186 et II-187 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

HOARAU (Gélita)
*sénateur (La Réunion)
 CRC-SPG*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 947, 948) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 17 (Développement des énergies renouvelables)** (p. 1279) : son amendement n° 719 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2707, 2709) : son intervention. Son département de la Réunion. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 2749, 2750) : soutient l'amendement n° 30 de M. Bernard Vera (augmentation des taux de réduction d'impôt sur le revenu) ; rejeté. - **Article 1er (Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2760) : son amendement n° 236 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) (p. 2777, 2784) : ses amendements n° 237 ; rejeté ; n° 238, 239 et 240 ; devenus sans objet ; n° 35 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2788) : son amendement n° 42 : alignement du régime fiscal des fonds d'investissement de proximité de la Réunion sur celui applicable en Corse depuis 2007 ; rejeté. - **Article 10 (Création d'une aide visant à abaisser le coût du fret pour les intrants et les extrants dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 2840) : ses amendements n° 51 et 52 ; rejetés. - **Article 13 (Création d'une aide à la rénovation des hôtels situés dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 2858, 2859) : son amendement n° 56 ; rejeté. - **Article 15 (Réforme du régime de la taxe sur la valeur ajoutée dite "non perçue récupérable", TVA NPR, applicable en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion)** (p. 2862) : son amendement n° 59 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Article 16 (Création d'un fonds exceptionnel d'investissement outre-mer)** (p. 2896, 2897) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2901) : sur l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières), son sous-amendement n° 444 ; rejeté. - **Article 20 (Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer)** (p. 2931, 2932) : parole sur l'article. (p. 2946) : son amendement n° 208 ; rejeté. (p. 2955, 2960) : ses amendements n° 210, 209, 211, 212, 213 et 215 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 20 ou après l'article 22** (p. 2964, 2965) : son amendement n° 216 : possibilité pour les communes de majorer le montant de la taxation sur les plus-values générées par l'ouverture de terrains à l'urbanisation ; rejeté. - **Article 26 (Création d'un fonds de continuité territoriale)** (p. 2971, 2972) : parole sur l'article. (p. 2975, 2976) : sur l'amendement n° 413 du Gouvernement, ses sous-amendements n° 74 et 73 ; rejetés. - **Division additionnelle après l'article 32** (p. 3002) : son amendement n° 89 : nouvelle division - La dimension humaine du développement ; rejeté. -

Articles additionnels après l'article 32 (p. 3002, 3003) : ses amendements n° 90 : subordination des aides à une amélioration des salaires et à une action sur les prix ; n° 91 : développement du dialogue social ; et n° 92 : lutte contre l'illettrisme ; rejetés.

- **Question orale avec débat de Mme Bernadette Dupont sur le plan autisme 2008-2010** - (11 juin 2009) (p. 5971, 5972) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7769, 7770) : son intervention. Son département de la Réunion.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8757, 8758) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 8777) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11489, 11490) : son intervention.

HORTEFEUX (Brice)
ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire (jusqu'au 15 janvier 2009)
ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville (du 15 janvier 2009 au 23 juin 2009)
ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales (à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6486, 6489) : son intervention lors de la prise de parole des orateurs des groupes. (p. 6490) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Questions cibles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10607) : sa réponse.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (3 décembre 2009) (p. 12000, 12004) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel après l'article 59 ter** (p. 12005) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-193 de M. Jean Faure (prorogation du dispositif permettant aux collectivités territoriales de mettre des logements à la disposition des gendarmes).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 12022) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-12 de la commission (modification du critère d'éligibilité à la dotation de péréquation régionale), et n° II-195 de Mme Jacqueline Alquier (pour l'année 2010, attribution à la région Auvergne du montant résultant de la totalité de l'évolution de la part "péréquation" de la dotation globale de fonctionnement).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12158) : avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° II-310 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences).

HOUËL (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Les pôles de compétitivité : bilan et perspectives d'une politique industrielle et d'aménagement du territoire [n° 40 (2009-2010)] (14 octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 105 tome 7 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 1134) : son amendement n° 697 ; retiré. (p. 1135) : son amendement n° 698 ; retiré. (p. 1137) : intervient sur son amendement n° 697 précité. (p. 1139) : son amendement n° 699 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3602, 3603) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article 7 et état D (Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires)** (p. 3635) : défavorable à l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3782, 3783) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (5 juin 2009) - **Article 23 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 3341-2, L. 3342-1 à L. 3342-4 [nouveau] et L. 3353-3 du code de la santé publique - **Interdiction de vente d'alcool aux mineurs et renforcement du contrôle des interdictions en matière de tabac et d'alcool**) (p. 5711) : son amendement n° 12 ; retiré. - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - **Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle**) (p. 5719) : son amendement n° 6 ; retiré. (p. 5720) : son amendement n° 7 ; retiré. (p. 5725) : son amendement n° 9 ; retiré. - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (**Autorisation préalable du maire à la vente d'alcool la nuit**) (p. 5726) : son amendement n° 11 ; retiré.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-27 du code du travail - **Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire**) (p. 7243) : intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Annie David.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** -

(22 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7898) : ses amendements n° 128 : autorisation pour les centres de formation des apprentis de préparer leurs élèves à l'épreuve théorique du permis de conduire ; et n° 129 : formalités d'embauche d'un apprenti par un auto-entrepreneur ; retirés.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7945, 7946) : son amendement n° 127 : confirmation, d'une part, de la mission de proximité des chambres de métiers et de l'artisanat et, d'autre part, de leur accès aux financements prévus par le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8430) : intervient sur les amendements de M. Gérard Miquel n° 742 (référence explicite au principe de responsabilité élargie du producteur), n° 743 (augmentation du niveau de financement et de contribution des filières dédiées de responsabilité élargie du producteur à 80 % du coût de collecte, de valorisation et d'élimination des déchets concernés), n° 744 (extension du principe de responsabilité élargie à l'ensemble des produits de grande consommation), n° 745 (indexation du montant de la contribution de responsabilité élargie des producteurs sur le coût réel de traitement des déchets de chaque produit), n° 746 (application de la TGAP aux produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs) et n° 831 de Mme Fabienne Keller (prise en compte du coût réel de traitement des déchets ; extension de la responsabilité élargie des producteurs à l'ensemble des produits de grande consommation ; soumission à la TGAP des produits

de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11649, 11650) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Article 29 octies (Nouveau)** (*Immatriculation au registre des métiers des auto-entrepreneurs exerçant à titre principal une activité artisanale*) (p. 13110) : intervient sur l'amendement n° 125 de M. Charles Revet. - **Article additionnel après l'article 30 octies** (p. 13129) : soutient l'amendement n° 37 de M. Gérard César (clarification) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 30 nonies** (p. 13131, 13133) : son amendement n° 195 : simplification administrative dans le domaine des services d'aide à la personne ; rejeté. - **Article 30 quindecies (Nouveau)** (*Assujettissement des associations de gestion et de comptabilité à certaines cotisations à l'ordre des experts-comptables*) (p. 13142) : soutient l'amendement n° 32 de M. Roland du Luart ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 13155) : s'interroge sur l'irrecevabilité de ses amendements.

HOUËL (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4143, 4145) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. François Rebsamen sur la création d'une contribution exceptionnelle de solidarité des grandes entreprises du secteur de l'énergie** - (7 mai 2009) (p. 4267, 4269) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4506) : ses amendements n° 659 et 660 ; rejetés. (p. 4510) : son amendement n° 658 ; devenu sans objet. (p. 4511) : son amendement n° 661 ; devenu sans objet. (p. 4512) : son amendement n° 273 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique,

art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé (p. 4578) : son amendement n° 662 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 4971, 4972) : son amendement n° 69 ; devenu sans objet. (p. 4999) : son amendement n° 265 ; retiré. (p. 5001) : son amendement n° 266 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral) (p. 5100) : ses amendements n° 902 ; retiré ; et n° 903 ; adopté. (p. 5104) : son amendement n° 905 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5330) : défavorable à l'amendement n° 182 de M. Hervé Maurey. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 5343) : son amendement n° 677 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5492) : son amendement n° 269 ; retiré.

- **Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des**

benefices records [n° 363 (2008-2009)] - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5581, 5582) : son intervention. Le groupe UMP ne votera pas cette proposition de loi.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5890, 5892) : son intervention. Votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Article 29 bis** (art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle, art. L. 5121-10-2 et L. 5121-10-3 nouveau du code de la santé publique - Prévention des risques d'accidents liés à la différence dans les caractéristiques physiques des médicaments de références et des médicaments génériques) (p. 10293) : soutient l'amendement n° 482 de M. Alain Milon ; devenu sans objet. - **Article 29 quinquies** (art. L. 162-2-1 du code de la sécurité sociale - Développement de la prescription dans le répertoire des génériques) (p. 10298) : son amendement n° 214 ; adopté. - **Article 29 sexies** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Avenants aux contrats d'amélioration des pratiques individuelles) (p. 10300) : son amendement n° 216 ; rejeté. (p. 10301) : son amendement n° 217 ; rejeté. - **Article 30** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - Mise sous accord préalable) (p. 10303) : son amendement n° 219 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10305) : son amendement n° 215 ; précision ; retiré. - **Article 30 bis** (art. L. 4113-9 du code de la santé publique - Non-transmission aux ordres professionnels des contrats conclus entre les praticiens et l'assurance maladie) (p. 10309) : son amendement n° 218 ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10630, 10631) : son intervention.

HUE (Robert)
sénateur (Val-d'Oise)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée sur la promotion et la protection réciproques des investissements** [n° 191 (2008-2009)] - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3760, 3761) : le groupe CRC-SPG votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers** [n° 239 (2008-2009)] - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4302, 4304) : son intervention. - **Article 2** (*Composition de la commission nationale*) (p. 4316, 4317) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4478, 4479) : parole sur l'article.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur les armes à sous-munitions** [n° 575 (2009-2010)] - (17 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7661, 7662) : son intervention

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11676, 11678) : son intervention.

Défense

- (30 novembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11737) : sa question.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2009) (p. 12053, 12054) : son intervention.

HUMBERT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

HUMMEL (Christiane)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 3614, 3615) : soutient l'amendement n° 65 de M. Jacques Legendre (exonération de charges sociales patronales pour les porteurs de presse et les vendeurs-colporteurs de presse rémunérés au niveau du SMIC) ; adopté.

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

HURÉ (Benoît)
sénateur (Ardennes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

HYEST (Jean-Jacques)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Président de la Délégation parlementaire au renseignement.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Réduction du mandat des conseillers généraux)** (p. 12789, 12790) : intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre ès qualités du Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 183 (2008-2009)] relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 196 (2008-2009)] (4 février 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Rémunération des dirigeants mandataires sociaux : une première évaluation [n° 332 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 72 (2009-2010)] européenne au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le projet d'accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique portant sur le traitement et le transfert de données de messagerie financière afin de combattre le terrorisme [n° 97 (2009-2010)] (16 novembre 2009) - **Police et sécurité - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 48 (2009-2010)] ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 115 (2009-2010)] (25 novembre 2009)

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom délégation parlementaire au renseignement : Activité de la délégation parlementaire au renseignement pour les années 2008 et 2009 [n° 181 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 69 (2009-2010)] portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 187 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 592) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1677, 1679) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1703, 1704) : position de la commission sur la motion n° 45 de M. Jean-Pierre Michel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 1708) : position de la commission sur la motion n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1713) : position de la commission sur la motion n° 46 de Mme Nicole Bonnefoy tendant au renvoi à la commission.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article**

1er (art. L. 141-5 nouveau du code de la consommation - *Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée*) (p. 1751) : intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Mézard et sur le sous-amendement n° 32 de Mme Nathalie Goulet s'y rapportant.

- Président de la commission des lois - **Article 32** (*Conseil en propriété industrielle*) (p. 1769, 1770) : intervient sur les amendements n° 4 de M. Simon Sutour et n° 31 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (12 février 2009) - président de la commission de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Article additionnel avant le chapitre 1er** (p. 1857, 1858) : position de la commission sur l'amendement n° 70 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration d'un dispositif référendaire partagé). - **Intitulé du chapitre 1er** (*Dispositions, prises en vertu de l'article 34-1 de la Constitution, relatives aux résolutions*) (p. 1859) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article 1er** (*Dépôt des propositions de résolution*) (p. 1863, 1874) : son amendement n° 2 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 71 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 140, 141, 142, 143, 144 et 145 de M. Bernard Frimat, n° 27 de M. Michel Charasse, sur les sous-amendements n° 194, 195, 196, 197, 198, 199 et 200 de M. Bernard Frimat, n° 47 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 28 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 2 précité. - **Article 2** (*Transmission de la proposition de résolution au Premier ministre*) (p. 1875, 1884) : position de la commission sur les amendements n° 72 et 73 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 147, 146 et 148 de M. Bernard Frimat, n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et sur les sous-amendements n° 57 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 201 de M. Bernard Frimat portant sur l'amendement n° 3 de la commission. Son amendement n° 3 ; adopté. - **Article 3** (*Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution*) (p. 1886, 1892) : position de la commission sur les amendements n° 74, 75, 76, 79, 78, 80, 77 et 81 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 149, 150, 151, 152, 153 et 154 de M. Bernard Frimat, et n° 29 de M. Michel Charasse. Son sous-amendement n° 4 ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements n° 59 et 58 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 202, 203, 204 et 205 de M. Bernard Frimat et n° 30 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 4 précité. - **Article 3 bis** (*Information du Premier ministre sur une demande d'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution*) (p. 1895, 1896) : position de la commission sur les amendements n° 82 et 83 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 155 et 156 de M. Bernard Frimat et n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4** (*Conditions d'inscription à l'ordre du jour*) (p. 1897, 1904) : son amendement n° 5 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 84, 85, 87, 88 et 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 157, 158 et 159 de M. Bernard Frimat, et n° 31 de M. Michel Charasse. - **Article 5** (*Rectification des propositions de résolution*) (p. 1905, 1912) : ses amendements n° 6, 7 et 8 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 89, 90, 94 et 91 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 160 et 161 de M. Bernard Frimat, n° 60 et 50 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 33 de M. Michel Charasse, ainsi que sur le sous-amendement n° 215 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 6 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1912) : position de la commission sur l'amendement n° 92 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (valeur contraignante des résolutions adoptées par une assemblée). - **Intitulé du chapitre II** (*Dispositions, prises en vertu de l'article 39 de la Constitution, relatives à la présentation des projets de loi*) (p. 1914) : son amendement n° 9 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 1915, 1916) : position de la commission sur l'amendement n° 162 de M. Bernard Frimat (possibilité pour chaque assemblée parlementaire de procéder à des audits et études lors du dépôt de projets de loi ou de propositions de loi).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la consultation des électeurs de Mayotte sur le changement de statut de cette collectivité** - (12 février 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1919, 1922) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)] (suite)** - (17 février 2009) - rapporteur de la commission des lois - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1992, 2012) : position de la commission sur les amendements n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188 et 189 de M. Bernard Frimat, n° 42 de M. Michel Charasse, n° 123, 122, 126, 128, 127, 125 et 124 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13 bis (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2013, 2016) : position de la commission sur les amendements n° 190 et 191 de M. Bernard Frimat, n° 52 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 139 de M. Yvon Collin et n° 129 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13 ter (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2018, 2019) : position de la commission sur les amendements n° 130 et 131 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 192 de M. Bernard Frimat et n° 54 et 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 13 ter (priorité)** (p. 2020) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de Mme Alima Boumediene-Thiery (exclusion des rappels au règlement du champ de la procédure du crédit-temps).

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2036, 2037) : son amendement n° 10 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 44 de M. Yves Détraigne. (p. 2045, 2048) : position de la commission sur les amendements n° 163, 164 et 165 de M. Bernard Frimat, n° 26 de M. Michel Mercier, n° 34, 35 et 36 de M. Michel Charasse, n° 95, 96, 97 et 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur les sous-amendements n° 193 de Mme Michèle André, n° 206, 207, 208, 209 et 210 de M. Bernard Frimat, n° 211 et 212 de M. Alain Vasselle, n° 213 et 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 43 et 44 de M. Yves Détraigne, n° 61, 62 et 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery portant sur son amendement n° 10 précité. - **Article 8** (*Délai d'examen des études d'impact par la Conférence des présidents*) (p. 2057, 2058) : son amendement n° 11 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 166 et 167 de M. Bernard Frimat et n° 101 et 102 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 9** (*art. 26-1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 sur le Conseil constitutionnel - Examen des conditions de présentation des projets de loi par le Conseil constitutionnel*) (p. 2058, 2059) : son amendement n° 12 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 38 et 39 de M. Michel Charasse. - **Article 10** (*Catégories de projets de loi échappant à l'obligation d'évaluation préalable ou soumis à des obligations de présentation spécifiques*) (p. 2060, 2062) : ses amendements n° 13, 14 et 16 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 168 et 169 de M. Bernard Frimat, n° 103, 104 et 105 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur le sous-amendement n° 63 de Mme Alima Boumediene-Thiery portant sur l'amendement n° 16 précité. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 2063) : son amendement n° 17 : coordination ; adopté. - **Intitulé du chapitre III** (*Dispositions, prises en vertu de l'article 44 de la Constitution, relatives au droit d'amendement*) : son amendement n° 18 ; adopté. - **Article 11** (*Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions*) (p. 2063, 2064) : demande l'examen par priorité des amendements portant sur le quatrième alinéa de cet article. (p. 2069, 2081) : ses amendements n° 19, 20 et 21 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 170, 171, 172, 173 et 174 de M. Bernard Frimat, n° 40 et 41 de M. Michel Charasse, et n° 106, 107, 111, 112, 109, 113, 108 et 110 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2082) : position de la commission sur les amendements analogues n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-

Seat et n° 175 de M. Bernard Frimat (délai de deux semaines entre la remise du rapport établi par la commission principalement saisie, et la discussion du texte en séance publique). - **Article 11 bis** (*Évaluation préalable des amendements du Gouvernement*) (p. 2083, 2084) : position de la commission sur les amendements n° 176 de M. Bernard Frimat et n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Son amendement n° 22 ; adopté. - **Article 11 ter** (*Évaluation préalable des amendements des membres du Parlement*) : son amendement n° 23 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 177 et 178 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 2085) : position de la commission sur l'amendement n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nécessité de présenter les amendements en séance publique avant d'invoquer l'irrecevabilité des articles 40 et 41 de la Constitution). - **Article 12** (*Procédure d'examen simplifié*) (p. 2085, 2086) : position de la commission sur les amendements n° 118 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 179 et 180 de M. Bernard Frimat. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 2087) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 132 (réunion de la conférence des présidents pour se prononcer sur la mise en œuvre de la procédure accélérée prévue par l'article 45 de la Constitution) et n° 133 (réunion de la conférence des présidents pour se prononcer sur la mise en œuvre de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution par le Gouvernement). - **Article 14** (*Entrée en vigueur*) (p. 2088) : son amendement n° 24 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 135 et 136 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2089) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 137 (suppression du siège de sénateur de Saint-Barthélemy) et n° 138 (suppression du siège de sénateur de Saint-Martin).

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2270, 2272) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2333, 2334) : intervient sur l'amendement n° 187 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. Conditions de détention dans les établissements pénitentiaires en France en 2000. - **Article 4** (*Code de déontologie et prestation de serment*) (p. 2338, 2340) : intervient sur les amendements n° 77 et 78 de M. Alain Anziani. - **Article 4 quater** (*Droits des personnels déconcentrés de l'administration pénitentiaire*) (p. 2346, 2347) : intervient sur l'amendement n° 288 du Gouvernement. - **Article 6** (*Création d'une réserve civile pénitentiaire constituée de volontaires retraités*) (p. 2351) : intervient sur les amendements identiques n° 82 de M. Alain Anziani et n° 222 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 10 bis** (*Information du détenu sur ses droits et ses devoirs*) (p. 2363, 2371) : modalités d'application de l'article 40. Traduction des informations portées à la connaissance des détenus étrangers. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 2392) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 190 (indexation de la rémunération des détenus employés en prison sur le SMIC).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article 15** (*Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille*) (p. 2435) : intervient sur l'amendement n° 192 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 20** (*Prise en charge des soins par le service public hospitalier - Restriction des informations susceptibles d'être communiquées aux proches*) (p. 2471, 2472) : intervient sur l'amendement n° 195 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2474) : intervient sur l'amendement n° 125 de M. Alain Anziani (conditions de détention des personnes souffrant de maladie mentale). - **Rappel au règlement** (p. 2482) : intervient sur le rappel au règlement de M. Louis Mermez. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 2485, 2486) : défavorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 201 (contrat d'entretien spécifique pour les hôpitaux en charge des unités de soins en milieu carcéral). - **Article 25** (*Respect des droits*

fondamentaux reconnus à l'enfant) (p. 2507) : défavorable à l'amendement n° 140 de M. Richard Tuheiaiva.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2531) : intervient sur l'amendement n° 149 de M. Alain Anziani (suppression des peines planchers d'un an à quatre ans pour les délits commis en état de récidive). - **Article 49** (art. 715-1 nouveau et 716 du code de procédure pénale - Possibilité d'un encellulement individuel ou collectif pour les prévenus) (p. 2563, 2564) : réponse à Madame la garde des sceaux après sa prise de parole sur l'article. - **Article 51** (art. 71- 1 du code de procédure pénale - Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention) (p. 2577, 2578) : demande le vote par priorité sur l'amendement n° 291 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 294 de Mme Alima Boumediene-Thiery s'y rapportant. - **Article 53 bis** (p. 2586) : position de la commission sur l'amendement n° 285 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2599) : son intervention.

- **Communication du Médiateur de la République** - (19 mars 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 3200, 3202) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - président de la commission des lois - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3258) : intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Godefroy (définition légale des critères de viabilité d'un enfant). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3273) : accepte la demande de M. Michel Charasse de procéder à un vote par division sur l'amendement n° 85 de M. François-Noël Buffet (création de postes de magistrats permanents auprès de la Cour nationale du droit d'asile). - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3282, 3285) : intervient sur les amendements n° 97 de M. Laurent Bêteille (possibilité, pour le consommateur, de saisir la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable) ; et n° 110 de M. Jean-Pierre Sueur (rétablissement des dispositions de la loi relative à la législation funéraire du 19 décembre 2008). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3296) : intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Catherine Procaccia (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 28 quinquies** (p. 3317) : son amendement n° 19 : modification de la composition du Conseil national des barreaux ; adopté. - **Article 29** (Suppression de rapports au Parlement) (p. 3325) : intervient sur l'amendement n° 35 de M. Philippe Leroy.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article 33 bis** (*Habilitation du gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code général des collectivités territoriales*) (p. 3368) : défavorable aux amendements n° 114 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 137 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 34** (**Supprimé par la commission**) (art. L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales ; art. 6 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 - Possibilité ouverte aux collectivités locales de procéder à l'affichage des actes exclusivement sur support numérique) (p. 3370) : défavorable à l'amendement n° 158 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 3383, 3384) : favorable à l'amendement n° 128 de Mme Josiane Mathon-Poinat (publicité des avis de la CNIL à la demande du président d'une commission parlementaire permanente). - **Article 54 quater** (*Habilitation législative pour réformer le contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales*) (p. 3394, 3395) : intervient sur l'amendement n° 163 du Gouvernement. - **Article 66 bis** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 3426) : son amendement n° 27 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 66 bis** (p. 3430) : son amendement n° 146 : ratification de l'ordonnance du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ; adopté. - **Demande de seconde délibération** (p. 3431) : demande une seconde délibération sur l'article 15 bis. Seconde délibération ordonnée.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 4** (*Conventions de transfert*) (p. 3722) : intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 5** (*Transfert en cas d'échec de la procédure conventionnelle*) (p. 3733) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de M. Yves Krattinger. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 3743) : demande le retrait de l'amendement n° 29 de M. Jacques Gillot (extension du transfert de propriété aux immeubles transférés à la suite de l'adoption de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales). - **Article 21** (*Période transitoire*) (p. 3747) : intervient sur l'amendement n° 25 de M. Yves Krattinger. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3750) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 378 (2007-2008)]** - (7 mai 2009) - président de la commission des lois - **Article 1er** (art. L. 223-9 [nouveau] du code de la route - Suppression du retrait de points en cas de dépassement de la vitesse maximale autorisée de moins de 5 km/h) (p. 4296, 4297) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Nicolas About. - **Article 7** (art. L. 211-7 bis [nouveau] du code des assurances - Obligation pour l'assuré de fournir à l'assureur une certification de détention du permis de conduire) (p. 4301) : son intervention.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5387, 5388) : son intervention. - **Article 1er** (art. 3 du Règlement - Composition du Bureau du Sénat) (p. 5400) : intervient sur l'amendement n° 17 de M. Michel Charasse. - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 5 bis et 6 bis nouveaux du Règlement - Droits des groupes d'opposition et des groupes minoritaires) (p. 5403) : intervient sur l'amendement n° 43 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6 bis** (art. 16 du Règlement - Réunion des projets de loi de financement de la sécurité sociale à la commission des affaires sociales) (p. 5408) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5411) : présence permanente des ministres aux réunions des commissions. - **Article 14** (chap. IV bis nouveau, art. 28 bis, 28 ter et 28 quater nouveaux, art. 20, 42 et 50 du Règlement - Examen des projets et propositions de loi) (p. 5418, 5419) : ne votera pas l'amendement n° 32 de M. Nicolas About. (p. 5427, 5428) : intervient sur l'amendement n° 25 de M. Michel Charasse. (p. 5430) : intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 21** (art. 45 et 48 du Règlement - Irrecevabilités) (p. 5438, 5439) : intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 25 bis et articles additionnels après l'article 25 bis** (art. 59 du Règlement - Extension de la liste des scrutins publics de droit) (p. 5445) : intervient sur l'amendement n° 36 de M. Nicolas About. - **Article 30** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 75 ter nouveau du Règlement - Questions du mardi après-midi) (p. 5451) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse - Deuxième lecture [n° 480 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Patrice Gélard, rapporteur - **Discussion générale** (p. 6406) : son intervention. Propose au Sénat l'adoption conforme de ce texte. - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Fixation de la prime accordée à la liste arrivée en tête et des seuils pour se présenter ou opérer des fusions de listes au second tour*)

(p. 6412, 6413) : position de la commission sur les amendements n° 1 et 2 de M. Jean Desessard.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte [n° 491 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 22 bis (Nouveau)** (art. 209-2 à 209-27 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Régime comptable de la Nouvelle-Calédonie, des provinces et de leurs établissements publics) (p. 6703) : défavorable à l'amendement n° 6 de M. Simon Loueckhote. - **Article 27 A (Nouveau)** (art. 20 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Principe de subsidiarité) (p. 6708) : favorable à l'amendement n° 35 de M. Simon Loueckhote. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 6721, 6722) : défavorable à l'amendement n° 36 de M. Michel Magras (possibilité pour la collectivité de Saint-Barthélemy d'imposer les revenus des non-résidents).

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 125 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 7402, 7403) : favorable à ce texte.

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - président de la commission des lois - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8542) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité) (p. 8580, 8586) : défavorable aux amendements n° 19, 17 et 18 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8589) : défavorable à l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Sueur (procédure de révision des décisions pénales rendues sur le fondement de textes abrogés par le Conseil constitutionnel).

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - président - **Article 4** (art. 6 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Autorisation pour l'avocat membre du Conseil supérieur de la magistrature de continuer à exercer sa profession) (p. 8720, 8721) : intervient sur les amendements n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 10 de M. Jean-Pierre Michel et n° 25 du Gouvernement. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Extension de la procédure d'avis aux nominations des procureurs généraux) (p. 8725) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 11 bis (Nouveau)** (art. 18-1 nouveau de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Procédure tendant à garantir la composition paritaire des formations du Conseil supérieur siégeant en matière disciplinaire) (p. 8729) : défavorable à l'amendement n° 28 du Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 4** (art. L. 321-1 du code de commerce - Opérateurs autorisés à organiser des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques) (p. 9068) : intervient sur les amendements n° 49 de la commission et n° 46 du Gouvernement. - **Article 18** (art. L. 321-17 du code de commerce - Responsabilité civile des sociétés de ventes, des opérateurs et des experts) (p. 9079) :

intervient sur l'amendement n° 4 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9098, 9099) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 10678) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 4** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel des interventions de la police et de la gendarmerie) (p. 10715) : intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 10717) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles Gautier. - **Rappel au règlement** (p. 10724).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11557) : intervient sur l'amendement n° II-17 de la commission.

Sécurité

- (3 décembre 2009) - président de la commission des lois, en remplacement de M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur pour avis de la commission des lois (p. 11991, 11992) : son intervention.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 12023) : défavorable à l'amendement n° II-12 de la commission (modification du critère d'éligibilité à la dotation de péréquation régionale).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 515-3 et 515-7 du code civil - Enregistrement en mairie du pacte civil de solidarité) (p. 12491, 12492) : parole sur l'article.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 12615, 12617) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12635) : position de la commission sur la motion n° 3 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 12639, 12640) : position de la commission sur la motion n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 12643) : position de la commission sur la motion n° 27 de M. Jean Louis Masson tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12644, 12651) : position de la commission sur les amendements n° 25 de Mme Josiane Mathon-Poinat (instauration du scrutin proportionnel), n° 10 de M. Jean-Jacques Lozach (maintien d'une deuxième circonscription en Creuse et en Lozère), n° 8 de

M. Jean-Marc Todeschini (découpage électoral de la Moselle), n° 18 de Mme Michèle André (découpage électoral du Puy-de-Dôme), n° 6 de Mme Jacqueline Alquier (découpage électoral du Tarn), n° 22 de M. Pierre-Yves Collombat (découpage électoral du Var), et n° 15 de M. Richard Yung (circonscriptions électorales des Français établis hors de France). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009*) (p. 12653) : position de la commission sur l'amendement n° 24 de Mme Josiane Mathon-Poinat.

- Président de la commission des lois - **Demande de seconde délibération** (p. 12654, 12657) : favorable à la demande de seconde délibération du Gouvernement.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - président de la commission des lois - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12747, 12749) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Claude Peyronnet (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12784, 12785) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - président de la commission des lois

constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 5 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Simultanéité du dépouillement des scrutins dans les deux assemblées*) (p. 13192) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - président de la commission des lois - **Question préalable** (p. 13215) : position de la commission sur la motion n° 18 de M. Jean-Pierre Michel tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 13220) : position de la commission sur la motion n° 19 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant au renvoi à la commission. - **Article 13 (Modalités de calcul de l'indemnisation versée aux avoués)** : intervient sur les amendements n° 1 de M. Daniel Dubois, et n° 45 et 50 de M. Jacques Mézard.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 13264) : intervient sur les amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 20 (remise, avant le 1er juin 2010, d'un rapport gouvernemental sur l'utilité pour les justiciables et le coût pour l'Etat de l'augmentation de l'aide juridictionnelle) et n° 22 (rédaction, pendant cinq ans, d'un rapport gouvernemental annuel sur la situation des avoués et des salariés concernant leur reconversion). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13266) : remerciements.

IBRAHIM RAMADANI
(Soibahadine)
sénateur (Mayotte)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la consultation des électeurs de Mayotte sur le changement de statut de cette collectivité** - (12 février 2009) (p. 1925, 1927) : son intervention.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2724, 2725) : son intervention. Sa collectivité de Mayotte. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte [n° 491 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 492 (2008-2009)** (p. 6679, 6681) : son intervention. Sa collectivité de Mayotte. Votera ce projet de loi organique. - **Article 42 (Départementalisation de Mayotte)** (p. 6720) : son amendement n° 1 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances [n° 492 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 491 (2008-2009)**.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11497, 11499) : son intervention. Votera les crédits de la mission outre-mer.

IDRAC (Anne-Marie)
*secrétaire d'État chargée du commerce
extérieur*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5580, 5581) : son intervention. - **Article 1er** (*Art. 235 ter ZB [nouveau] du code général des impôts - Création d'une contribution exceptionnelle de solidarité sur les entreprises bénéficiaires*) (p. 5588) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Thierry Foucaud et l'article 1er de cette proposition de loi. - **Article 4** (*Compensation financière*) (p. 5590) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5591, 5592) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 et 4 de M. Thierry Foucaud.

- **Débat sur le volet agricole de la négociation OMC** - (25 juin 2009) (p. 6353, 6354) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10669, 10679) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (*Intervention de la commission de déontologie de la fonction*

publique préalablement à un cumul de fonctions de direction dans des entreprises du secteur public et du secteur privé) (p. 10679) : son amendement n° 4 ; rejeté. (p. 10680) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Yvon Collin et n° 3 de M. Richard Yung.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (27 novembre 2009) (p. 11586, 11589) : son intervention.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des Etats étrangers

- (4 décembre 2009) (p. 12059, 12061) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 12063, 12067) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-4 et II-5 de la commission.

Provisions

- (4 décembre 2009) (p. 12078) : son intervention.

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'Etat

- (4 décembre 2009) (p. 12082, 12083) : réponse aux orateurs.

JARLIER (Pierre)
sénateur (Cantal)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour une péréquation régionale plus juste [n° 556 (2008-2009)] (15 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales [n° 101 tome 3 annexe 25 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) - **Article 10** (*Chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'urbanisme - Renforcement des plans locaux d'urbanisme*) (p. 7687, 7690) : son amendement n° 267 ; rejeté. - **Article 14 (réserve)** (*art. L. 642-3 du code du patrimoine - Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP*) (p. 7715 ; 7726) : son amendement n° 266 ; devenu sans objet. Votera l'amendement n° 364 de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 98** (*art. L. 141-3 [nouveau] du code de l'environnement - Définition des critères de représentativité des acteurs environnementaux*)

(p. 8383, 8384) : soutient les amendements de M. Jean-François Le Grand n° 369 ; retiré ; et n° 370 ; rejeté. - **Division et articles additionnels après l'article 100** (p. 8388, 8389) : ses amendements n° 173 : cadre de référence pour l'élaboration des projets territoriaux de développement durable ; n° 487 : soutien de l'Etat aux projets territoriaux de développement durable ; et n° 168 : nouvelle division - Projets territoriaux de développement durable ; adoptés.

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (19 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10805, 10807) : son intervention.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11977) : sa question et sa réplique.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 12005, 12007) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 12016) : position de la commission sur l'amendement n° II-112 de M. Jean Faure (suppression de la dotation "remontée mécanique" versée aux communes ayant institué la taxe spéciale dite Ravanel). -

Articles additionnels après l'article 55 (p. 12017, 12018) : position de la commission sur les amendements de M. Gérard Collomb n° II-178 (alignement de la situation des communautés urbaines et des syndicats d'agglomérations nouvelles sur celles des communautés d'agglomérations en matière de dotations d'intercommunalité) et n° II-179 (repli), ainsi que sur l'amendement n° II-180 de Mme Nicole Bricq (rapport au Parlement sur la prise en compte de la population carcérale pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement). - **Article 56 bis (Nouveau)** (art. L.2334-17 du code général des collectivités territoriales - *Prise en compte des logements sociaux appartenant à une SEM nationale pour l'attribution de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU-CS*) (p. 12019, 12020) : son amendement n° II-153 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 10020, 10024) : son amendement n° II-12 : modification du critère d'éligibilité à la dotation de péréquation régionale ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-195 de Mme Jacqueline Alquier (pour l'année 2010, attribution à la région Auvergne du montant résultant de la totalité de l'évolution de la part "péréquation" de la dotation globale de fonctionnement). - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 12025, 12026) : position de la commission sur les amendements de M. Georges Patien n° II-182 (rapport au Parlement sur la prise en compte de la population réelle des départements d'outre-mer pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement), n° II-183 (rapport au Parlement sur la prise en compte des spécificités de la Guyane pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement) et n° II-184 (relèvement du plafond de la dotation globale de fonctionnement à quatre fois la dotation forfaitaire), ainsi que sur l'amendement n° II-185 de M. Jean-Etienne Antoinette (repli).

JARRAUD-VERGNOLLE (Annie)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
 SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire Comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active (RSA) le 15 décembre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les maisons départementales des personnes handicapées sur la bonne voie : premier bilan, quatre ans après la loi du 11 février 2005 [n° 485 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (23 janvier 2009) - **Article 5 (Art. L. 6148-6 du code de la santé publique - Établissements publics de santé et report de déclassement)** (p. 868) : soutient l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (18 mai 2009) - **Article 9 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6145-16 du code de la santé publique - Certification des comptes des établissements publics de santé) (p. 4774) : soutient l'amendement n° 685 de M. Jean-Etienne Antoinette ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 4952, 4953) : soutient l'amendement n° 1051 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 4956) : soutient l'amendement n° 1052 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 4957) : soutient l'amendement n° 1054 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 4958) : soutient l'amendement n° 1055 de M. Jacky Le Menn ; retiré. (p. 4983) : soutient l'amendement n° 1065 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 4990) : soutient l'amendement n° 1066 de M. Georges Patient ; rejeté. (p. 4991) : soutient l'amendement n° 1067 de M. Jacky Le Menn ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5049, 5050) : soutient les amendements de Mme Bernadette Bourzaï n° 1075 ; adopté ; et n° 1076 ; rejeté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5140, 5141) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Rappel au règlement** (p. 7236) : mise au point sur la position de M. Jean-Pierre Blazy, maire de Gonesse, sur la proposition de loi relative au repos dominical. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7238, 7239) : soutient l'amendement n° 8 de

Mme Raymonde Le Texier (suppression de la possibilité d'ouvrir des grandes surfaces allant jusqu'à 1000 mètres carrés sans autorisation) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7271) : parole sur l'article. (p. 7284, 7292) : soutient l'amendement n° 131 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 9 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 7311) : intervient sur l'amendement n° 136 de M. François Fortassin. (p. 7325) : soutient l'amendement n° 29 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7343, 7344) : soutient les amendements n° 37 et 38 de Mme Raymonde Le Texier ; rejetés.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique) (p. 9169, 9170) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10017, 10019) : son intervention.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10107, 10110) : soutient l'amendement n° 86 de M. Bernard Cazeau (réduction des allègements généraux de cotisations sociales sur les emplois à temps partiel) ; rejeté. Ses amendements n° 88 : dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants, suppression de la réduction forfaitaire des cotisations patronales dues à l'avantage en nature du repas fourni ; et n° 87 : abrogation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi, et du pouvoir d'achat ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10135, 10136) : soutient l'amendement n° 236 de M. Bernard Cazeau (consultation de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire avant la remise du rapport annuel du Gouvernement au Parlement) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10168) : soutient l'amendement n° 73 de M. Bernard Cazeau (modification du régime de régulation du marché du médicament) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10185, 10186) : soutient l'amendement n° 104 de Mme Nicole Briq (relèvement de la cotisation salariale sur les stock-options) ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 10193, 10196) : soutient les amendements n° 80 et 81 de M. Bernard Cazeau ; rejetés.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10267) : son amendement n° 140 : établissement d'une liste des médicaments classés par niveau d'ASMR ; rejeté. (p. 10271) : son amendement n° 98 : évaluation des conséquences de l'application de la mesure instaurant des franchises médicales ; rejeté. - **Article 29** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée) (p. 10275) : son amendement n° 143 ; rejeté. (p. 10281) : intervient sur son amendement n° 143 précité. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10288) : soutient l'amendement n° 147 de M. Jacky Le Menn (renforcement de l'obligation faite aux professionnels de santé d'informer le patient de façon écrite et préalable du tarif de ses actes) ; rejeté. Soutient l'amendement n° 149 de M. Jacky Le Menn (mise en place d'un filet de sécurité pour l'accès aux soins) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10338) : soutient

l'amendement n° 152 de M. Jacky Le Menn (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés) ; rejeté. - **Article 32 bis (Nouveau)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Informations sur les tarifs et honoraires des professionnels de santé) (p. 10345) : son amendement n° 151 ; retiré. - **Article 33** (art. L. 344-1-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Frais de transport des personnes adultes handicapées) (p. 10348) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 10370, 10376) : ses amendements n° 158 : prise en charge par l'assurance maladie des cotisations sociales des infirmiers libéraux coopérant avec des établissements médico-sociaux ; rejeté ; et n° 157 : forfait journalier hospitalier pour les personnes accueillies en maison d'accueil spécialisées ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10390, 10391) : soutient l'amendement n° 249 de M. Jacky Le Menn (expérimentation de l'annualisation du temps de travail des praticiens dans les établissements publics de santé d'outre-mer) ; retiré. - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse) (p. 10411, 10412) : parole sur l'article. (p. 10425) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 252 de Mme Fabienne Keller. - **Article 39** (art. L. 341-16, L. 342-1 et L. 341-14-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 732-36 du code rural - Cumul emploi-pension d'invalidité et non-cumul pension d'invalidité-pension de retraite) (p. 1430, 10431) : soutient l'amendement n° 164 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10436) : soutient l'amendement n° 203 de Mme Jacqueline Alquier (retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) ; retiré. (p. 10438) : soutient l'amendement n° 167 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les régimes de mise à la retraite d'office) ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (15 novembre 2009) (p. 10441) : en raison de l'obligation de rémunération, problèmes rencontrés par les étudiants en recherche de stage, notamment dans le secteur médico-social.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] (suite)**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 58 (priorité)** (p. 10471) : rappelle sa remarque sur la gratification des stages des étudiants en travail social. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10474) : soutient l'amendement n° 170 de M. Yves Daudigny (retour à un taux d'encadrement de trois enfants par assistant maternel) ; rejeté. (p. 10482) : favorable aux amendements identiques n° 34 de la commission et n° 209 de M. Jean Arthuis (sécurisation des regroupements d'assistants maternels). - **Article additionnel après l'article 48** (p. 10490) : soutient l'amendement n° 231 de M. Jean-Pierre Sueur (rétablissement des taux réduits de cotisations sociales pour les groupements d'employeurs multisectoriels du secteur agricole) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) (p. 11900, 11902) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11908) : intervient sur l'amendement n° II-21 de la commission. (p. 11910) : soutient l'amendement n° II-143 de Mme Gisèle Printz ; rejeté. (p. 11913) : soutient l'amendement n° II-144 de Mme Christiane Demontès ; retiré. - **Article 62 (Nouveau)** (Extension des publics bénéficiaires du nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise, NACRE) (p. 11917) :

intervient sur l'amendement n° II-61 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

Plan de relance de l'économie

- (4 décembre 2009) (p. 12071, 12073) : son intervention.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) (p. 12112, 12113) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 12122) :

intervient sur les amendements n° II-113 de la commission et n° II-186 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 59 septies** (p. 12127) : son amendement n° II-214 : exonération des cotisations patronales d'assurance sociale pour les agents titulaires des centres communaux d'action sociale exerçant des métiers de service à la personne ; rejeté.

JEANNEROT (Claude)
sénateur (Doubs)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Vice-président de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacté civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacté civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 981, 982) : soutient l'amendement n° 312 de M. Daniel Raoul ; retiré.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1977) : parole sur l'article.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2290, 2291) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2301, 2302) : intervient sur l'amendement n° 66 de M. Alain Anziani (maintien des droits des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement ou placées en détention provisoire).

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article additionnel avant article 4** (p. 2334, 2335) : soutient l'amendement n° 76 de M. Alain Anziani (transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n°8) ; rejeté. - **Division additionnelle après l'article 9** (p. 2354) : soutient l'amendement n° 87 de M. Alain Anziani (création, au sein du titre I, d'un chapitre III intitulé "Des lieux de détention") ; rejeté. - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2360) : intervient sur l'article. - **Article 11 ter** (*Obligation d'activité*) (p. 2380) : soutient l'amendement n° 100 de M. Alain Anziani ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 2392) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 190 (indexation de la rémunération des détenus employés en prison sur le SMIC).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 2420) : soutient l'amendement n° 110 de M. Alain Anziani (inscription dans le droit français des règles pénitentiaires européennes en matière de santé et de sécurité des détenus) ; rejeté. - **Division et article additionnels avant l'article 14** (p. 2420, 2421) : soutient les amendements de M. Alain Anziani n° 113 (nouvelle division - De l'enseignement et de la formation) ; et n° 112 (accès des détenus à des programmes d'enseignement et à une bibliothèque) ; rejetés. - **Article 14** (*Acte d'engagement - Insertion par l'activité économique*) (p. 2422, 2427) : soutient l'amendement n° 114 de M. Alain Anziani ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2465) : favorable à l'amendement n° 193 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 20** (*Prise en charge des soins par le service public hospitalier - Restriction des informations susceptibles d'être communiquées aux proches*) (p. 2466, 2467) : parole sur l'article. (p. 2470) : soutient l'amendement n° 124 de M. Alain Anziani ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2473, 2476) : soutient les amendements de M. Alain Anziani n° 125 (conditions de détention des personnes souffrant de maladie mentale) ; n° 126 (rôle des services médicaux des prisons) ; et n° 127 (présence d'un médecin généraliste dans chaque prison) ; rejetés. (p. 2478, 2479) : favorable à l'amendement n° 197 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 22** (*Autorisation de l'administration pénitentiaire pour la désignation d'un aidant*) (p. 2480, 2481) : soutient l'amendement n° 129 de M. Alain Anziani ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 2481, 2483) : soutient les amendements de M. Alain Anziani n° 130 (poursuite des traitements médicaux prescrits avant l'incarcération) ; adopté ; n° 131 (absence d'exception au secret médical des détenus) ; n° 132 (respect de la dignité humaine dans le cadre des soins dispensés à des personnes détenues pendant les extractions médicales) ; retirés ; et n° 133 (accès des détenus à des services spécialisés en cas de violences physiques, mentales ou sexuelles) ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4410, 4411) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4600) : soutient l'amendement n° 315 de M. Jacky Le Menn ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4675) : soutient l'amendement n° 328 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 4681) : soutient l'amendement n° 329 de M. Jacky Le Menn ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Articles additionnels après l'article 13 quater (précédemment réservés)** (p. 4863) : soutient l'amendement n° 355 de M. Jacky Le Menn

(assouplissement des règles en matière de délais de paiement dans le secteur sanitaire et médico-social) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - Agencements régionaux de santé (p. 4902) : intervient sur l'amendement n° 1010 de M. Nicolas About. (p. 4904, 4916) : soutient les amendements de Jacky Le Menn n° 1039 et 1045 ; rejetés ; n° 1042 et 1044 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5051) : soutient l'amendement n° 1073 de M. François Rebsamen ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. André Vantomme sur le fonctionnement du pôle emploi** - (25 juin 2009) (p. 6382, 6383) : son intervention.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Question préalable** (p. 7228, 7230) : sa motion, tendant à poser la question préalable, n° 6 ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7285) : soutient les amendements n° 17 et 18 de Mme Raymonde Le Texier ; rejetés. (p. 7320) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7339) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7767, 7769) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV) (p. 7783, 7786) : soutient l'amendement n° 133 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 131 de Mme Christiane Demontès. - **Article 3** (art. L. 6314-3, L. 6314-4 et L. 6314-5 [nouveaux] du code du travail - Définition et exercice du droit à l'orientation professionnelle - Labellisation des organismes d'information et d'orientation) (p. 7797) : son amendement n° 137 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2009) (p. 7829) : votera l'amendement n° 124 de M. Jean Desessard. (p. 7831, 7832) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 35 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7835) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 36 de Mme Annie David (maintien des conventions de formation en cas de procédure collective de licenciement). - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 313-1 du code de l'éducation - Recrutement et obligation de formation des personnels d'orientation de l'éducation nationale) (p. 7836, 7837) : favorable à l'amendement n° 135 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article 4** (art. L. 6323-12, L. 6323-21 à L. 6323-23 du code du travail - Portabilité du droit individuel à la formation) (p. 7853) : le groupe socialiste votera l'article 4 de ce projet de loi. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 [nouveau], L. 6315-2 [nouveau] du code du travail - Bilan d'étape professionnel et passeport formation) (p. 7860, 7861) : son amendement n° 138 ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - Création d'un fonds

paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi) (p. 7875, 7887) : ses amendements n° 140 ; devenu sans objet ; n° 142 et 143 ; rejetés. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 120 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 7895) : favorable à l'amendement n° 144 de M. Jean-Luc Fichet (rapport au Parlement sur les conditions d'une campagne d'information nationale sur la validation des acquis de l'expérience).

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 13 quater** (Conventions entre le préfet et les opérateurs privés de placement relatives aux offres d'emploi non pourvues) (p. 7925) : intervient sur l'amendement n° 83 de Mme Annie David. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi) (p. 7954, 7955) : parole sur l'article. (p. 7960) : votera les amendements n° 12 de M. Jacques Mézard, n° 95 de Mme Annie David et n° 151 de M. Claude Jeannerot. - **Article 20** (art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Régime du plan régional de développement des formations professionnelles) (p. 7967) : son amendement n° 156 ; adopté. (p. 7969) : son amendement n° 157 ; retiré.

- **Commission mixte paritaire [n° 7 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8650, 8651) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 2** (Gestion du réseau ferroviaire) (p. 9213) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9418, 9419) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut des fonctionnaires de La Poste) (p. 9760, 9761) : soutient l'amendement n° 496 de M. Michel Teston ; retiré. (p. 9762) : intervient sur les amendements n° 67 de M. Jean-Claude Danglot, n° 299 de M. Jean Desessard et n° 496 de M. Michel Teston. - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9777) : soutient l'amendement n° 499 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9798) : soutient l'amendement n° 504 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) (p. 11902, 11903) : son intervention. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 11912) : soutient l'amendement n° II-147 de Mme Christiane Demontès ; retiré. (p. 11914) : son amendement n° II-145 ; rejeté.

JÉGO (Yves)
secrétaire d'État chargé de l'outre-mer
(jusqu'au 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (15 janvier 2009) - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Mise à disposition obligatoire des chaînes du groupe France Télévisions auprès des distributeurs de services outre-mer*) (p. 388) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 346 de M. David Assouline, n° 23 de la commission et n° 90 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 14 bis (précédemment réservé)** (*Habilitation à prendre par ordonnance les mesures permettant l'extension de la télévision numérique terrestre aux collectivités d'outre-mer*) (p. 391) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 347, 348 et 349 de M. Jacques Gillot et n° 91 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 14 ter (précédemment réservé)** (art. 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Reconduction des autorisations délivrées aux services de radio diffusés par voie hertzienne terrestre en Nouvelle-Calédonie*) (p. 392) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 394, 395) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 38 de la commission et n° 217 de M. Hervé Maurey (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception) et sur l'amendement n° 270 de Mme Marie-Christine Blandin (extension de l'assiette de la redevance).

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2730, 2734) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 2737) : avis du Gouvernement sur la motion n° 420 tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2741) : avis du Gouvernement sur la motion n° 423 tendant au renvoi à la commission. - **Titre 1er A (Soutien au pouvoir d'achat)** (p. 2742) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 157 de Mme Nicole Bricq. - **Article 1er A (Réglementation des prix des produits de première nécessité)** (p. 2745, 2749) : son amendement n° 390 ; retiré. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 158 et 348 de M. Claude Lise, n° 302 de M. Robert Laufoaulu, n° 375 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 425 de M. Robert Laufoaulu. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 2750, 2754) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Vera n° 30 (augmentation des taux de réduction d'impôt sur le revenu), n° 31 (réduction de la TVA) et n° 32 (réduction de la CSG et de la CRDS), n° 159 de M. Jacques Gillot (doublement des amendes pour les entreprises contrevenant aux règles relatives aux renseignements commerciaux), n° 298 de Mme Anne-Marie Payet (mention des départements d'Outre-mer dans les dispositions législatives relatives aux missions de l'Autorité de la concurrence), de M. Claude Lise n° 346 (coprésidence de l'observatoire des prix) et n° 347 (publication des comparaisons de prix établies par les observatoires des prix). Son amendement n° 424 : possibilité de verser un bonus exceptionnel aux salariés dans le cadre d'un accord régional interprofessionnel ; adopté. (p. 2753) : son amendement n° 424 : possibilité de verser un bonus exceptionnel aux salariés dans le cadre d'un accord régional interprofessionnel ; adopté. - **Article 1er (Abattement sur les bénéficiaires de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2758, 2762) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 34 de Mme Marie-France Beaufils, n° 340 de M. Serge Larcher, n° 161 de M. Jacques Gillot, n° 251 et 26 de Mme Lucette Michaux-Chevry, n° 162 de M. Georges Patient, n° 236 de Mme Gélita Hoarau, et n° 376 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) (p. 2777, 2788) : son amendement n° 389 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 237, 238, 239, 240 et 235 de M. Christian Cointat, n° 163 et 164 de M. Jacques Gillot, n° 270 et 271 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 160 de M. Serge Larcher, n° 281 de Mme Anne-Marie Payet, n° 16 de Mme Lucette Michaux-Chevry, n° 377 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 36 et 39 de Mme Marie-France Beaufils, n° 37 et 38 de M. Bernard Vera, n° 165 de M. Georges Patient et sur le sous-amendement n° 437 de la commission des affaires économiques saisie pour avis portant sur l'amendement n° 160 précité. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2788) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de Mme Gélita Hoarau (alignement du régime fiscal des fonds d'investissement de proximité de la Réunion sur celui applicable en Corse depuis 2007). - **Article 2 (Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2792, 2799) : son amendement n° 391 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 et 44 de Mme Marie-France Beaufils, n° 108 et 109 de M. Claude Lise, n° 9 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 272 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 282 de Mme Anne-Marie Payet, n° 17 de Mme Lucette Michaux-Chevry, n° 107 de M. Serge Larcher, n° 106 de M. Georges Patient et sur le sous-amendement n° 438 de la commission portant sur l'amendement n° 272 précité. - **Article 3 (Abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2804) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 273 de la commission, n° 378 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 45 de Mme Marie-France Beaufils, n° 113 de M. Jacques Gillot, n° 10 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 283 de Mme Anne-Marie Payet, n° 111 de M. Georges Patient. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2805, 2808) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 323 de M. Jacques Gillot (exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les petits exploitants agricoles) et n° 114 de M. Serge Larcher (extension des mesures d'abattement de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les zones franches d'activité à la taxe foncière sur les propriétés non bâties). Son amendement n° 393 : taux d'exonération de 80 % pour les exploitants agricoles sur la part communale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ; adopté. - **Article 4 (Durée d'application des exonérations de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties dans le cadre des zones franches d'activités)** (p. 2809) : avis du Gouvernement sur n° 46 de Mme Marie-France Beaufils, n° 380 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 166 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2809, 2813) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Marc Gillot n° 116 (exonération de cotisations sociales pour les agriculteurs propriétaires de terrains en Guadeloupe et en Martinique contaminés au chlordécone et pour la durée de décontamination des sols) et n° 117 (exonération de cotisations pour les exploitations agricoles de Martinique et de Guadeloupe de moins de 100 hectares et contaminées au chlordécone), de M. Daniel Marsin n° 205 (alignement du régime de l'impôt sur le revenu des îles du sud de la Guadeloupe sur celui de la Guyane), et n° 206 (alignement du régime de TVA des îles du sud de la Guadeloupe sur celui de la Guyane), de Marie-Christine Blandin n° 334 (mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique), n° 335 (application rigoureuse des textes concernant la santé des populations et la protection de l'environnement dans les départements et les collectivités d'outre-mer) et n° 47 de Mme Gélita Hoarau (mise en place d'un mécanisme spécifique de négociation entre partenaires sociaux dans les départements d'outre-mer). - **Article 5 (Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs)** (p. 2815, 2832) : ses amendements n° 403 et 402 ; adoptés ; et n° 392 ; retiré. Sur l'amendement n° 374 de M. Robert Laufoaulu, son sous-amendement n° 440 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de Mme Marie-France Beaufils, n° 265, 268, 269 et 258 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 204, 217, 219, 218, 220, 221 et 222 de M. Gaston Flosse, n° 170, 178, 179, 180, 171 et 172 de M. Georges Patient, n° 173 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 174, 175 et 176 de M. Richard Tuheiyava, n° 6 de M. Louis-Constant Fleming, n° 313 et 374 de M. Robert Laufoaulu,

n° 194 de M. Serge Larcher, n° 289 de Mme Anne-Marie Payet et sur le sous-amendement n° 431 de M. Richard Tuheiava portant sur son amendement n° 402 précité. - **Article 6** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés pour les investissements productifs*) (p. 2834, 2835) : ses amendements n° 406 et 405 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de Mme Marie-France Beauflis, n° 177 de M. Georges Patient, n° 50 de Mme Gélita Hoarau, n° 223 et 224 de M. Gaston Flosse, et sur le sous-amendement n° 432 de M. Richard Tuheiava portant sur son amendement n° 405 précité. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2837) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 182 de M. Georges Patient (instauration d'un crédit d'impôt sur les sociétés pour les investissements en faveur des entreprises de pêche réalisés dans les départements d'outre-mer). - **Article 7** (*Conditionnement de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés à la conclusion d'une convention fiscale*) (p. 2837) : sur l'amendement n° 414 de M. Robert Laufoaulu, son sous-amendement n° 441 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 225 de M. Gaston Flosse et n° 414 de M. Robert Laufoaulu. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2838) : ses amendements n° 395 (dématérialisation de l'obligation déclarative s'imposant aux monteurs d'opérations de défiscalisation) ; n° 396 (attestation du respect des obligations fiscales et sociales pour bénéficiaire du mécanisme de défiscalisation) ; adoptés. - **Article 10** (*Création d'une aide visant à abaisser le coût du fret pour les intrants et les extrants dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2840, 2842) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 51 et 52 de Mme Gélita Hoarau, n° 183 de M. Georges Patient et n° 54 de Mme Marie-France Beauflis. Son amendement n° 407 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 2843) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 184 de M. Jacques Gillot (suppression du mécanisme de dégressivité prévu dans le dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale). - **Article 11** (*Modification du régime des exonérations de charges sociales*) (p. 2844, 2855) : ses amendements n° 409 ; adopté ; et n° 408 ; devenu sans objet. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 188, 189, 338 et 339 de M. Jacques Gillot, n° 263, 262, 261 et 260 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 150, 151, 152, 153, 148 et 149 de M. Daniel marsin, n° 186, 187 et 185 de M. Serge Larcher, n° 55 de Mme Marie-France Beauflis, n° 98 de M. Michel Magras, n° 284 de Mme Anne-Marie Payet, n° 367 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, et n° 8 de M. Louis-Constant Fleming. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2856) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 et 27 de Mme Lucette Michaux-Chevry. - **Article 13** (*Création d'une aide à la rénovation des hôtels situés dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2857, 2859) : son amendement n° 433 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 190 de M. Serge Larcher, n° 191 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 56 de Mme Gélita Hoarau. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2859) : son amendement n° 398 : facturation à la seconde des communications téléphoniques à destination du territoire national ; adopté. - **Article 14** (*Exonération de droits d'enregistrement pour les cessions de parts de copropriétés dans des résidences hôtelières défiscalisées sous l'empire de la loi «Pons»*) (p. 2860) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de Mme Marie-France Beauflis. - **Article 15** (*Réforme du régime de la taxe sur la valeur ajoutée dite "non récupérable", TVA NPR, applicable en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion*) (p. 2862, 2863) : son amendement n° 410 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 195 de M. Serge Larcher, n° 286 de Mme Anne-Marie Payet, n° 59 de Mme Gélita Hoarau, n° 196 de M. Georges Patient, n° 154 et 155 de M. Daniel marsin. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2863, 2864) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 197 de M. Serge Larcher (suppression de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité et les médicaments dans les départements et les collectivités d'outre-mer). Etats généraux de l'outre-mer.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) (p. 2893) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 292 de Mme Anne-Marie Payet (exonération temporaire de TVA pour les prestations hôtelières et les locations d'hébergement dans les départements

d'outre-mer). - **Division et articles additionnels avant l'article 16** (p. 2895) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-France Beauflis n° 63 (nouvelle division - dispositions relatives aux collectivités locales), n° 62 (attribution des aides du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée) et n° 64 (augmentation de la dotation globale de fonctionnement perçue par les départements d'outre-mer). - **Article 16** (*Création d'un fonds exceptionnel d'investissement outre-mer*) (p. 2897, 2899) : son amendement n° 411 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 199 de M. Georges Patient. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2900, 2907) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 103 de Mme Lucette Michaux-Chevry (accès des petites entreprises aux appels d'offres), n° 120 de M. Serge Larcher (suppression de la part perçue par l'État sur l'octroi de mer), de M. Jacques Gillot n° 119 (instauration d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines hydrocarbures) et n° 118 (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 444 de Mme Gélita Hoarau. (p. 2909, 2917) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Claude Lise n° 121 (instauration d'une taxe sur les jeux au profit des conseils généraux d'outre-mer), n° 122 (compensation des charges supportées par les départements d'outre-mer), n° 342 (étalement des dettes sociales des petites entreprises) et n° 343 (étalement des dettes fiscales des petites entreprises), de M. Jean-Etienne Antoinette n° 256 (exonération de charges sur la sur-rémunération), de Mme Anne-Marie Payet n° 293 (gestion déconcentrée des crédits du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce), n° 295 (rapport au Parlement sur l'écoulement des productions locales ultramarines), n° 297 (prise en compte par UBIFRANCE du positionnement géographique et des collectivités d'outre-mer) et n° 300 (interdiction de la vente de tabac duty free pour les voyageurs en partance et à destination des départements d'outre-mer), et n° 201 de M. Jacques Gillot (plan spécifique à l'outre-mer en faveur de l'emploi des jeunes). - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 2917, 2918) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 368 (calcul du montant forfaitaire des charges locatives). - **Article 17** (*Autorisation des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré des départements d'outre-mer à devenir actionnaires de sociétés civiles immobilières*) (p. 2920) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 253 de M. Jacques Gillot, n° 280 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 355 de Mme Anne-Marie Payet, n° 359 de M. Daniel marsin et n° 65 de Mme Marie-France Beauflis. - **Article 18** (*Remise sur le marché locatif de logements indivis vacants*) (p. 2922) : sur l'amendement n° 242 de la commission des lois saisie pour avis, son sous-amendement n° 435 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 123 de M. Georges Patient. - **Article 19** (*Création d'un groupement d'intérêt public visant à la reconstitution des titres de propriété pour les biens fonciers qui en sont dépourvus*) (p. 2925) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 68, 66 et 67 de Mme Marie-France Beauflis et n° 124 de M. Georges Patient. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2925, 2926) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 125 de M. Jacques Gillot (financement du logement social outre-mer). - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2932, 2933) : réponse aux orateurs. (p. 2934, 2945) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 100 de M. Michel Magras, n° 227, 229 et 228 de M. Gaston Flosse, n° 127, 129, 130, 131, 132, 133 et 134 de M. Serge Larcher, n° 128 de M. Claude Lise, n° 381, 382 et 383 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 352 et 353 de Mme Anne-Marie Payet, n° 266 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 324 de M. Georges Patient. Sur l'amendement n° 415 de M. Robert Laufoaulu, son sous-amendement n° 443 ; adopté. Son amendement n° 416 ; retiré. (p. 2945, 2951) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 135 de M. Serge Larcher, n° 360, 362, 363, 364 et 366 de M. Daniel marsin, n° 230 de M. Gaston Flosse, n° 279, 277, 278 et 276 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 136 et 254 de M. Jacques Gillot, n° 208 de Mme Gélita Hoarau, n° 20, 21 et 25 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 387 et 357 de Mme Anne-Marie Payet, n° 369 et 370 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, et n° 138 de M. Richard Tuheiava. (p. 2952, 2960) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 417 de M. Georges

Patient, n° 316, 332, 331, 326, 330 et 140 de M. Jacques Gillot, n° 356 de Mme Anne-Marie Payet, n° 365 et 361 de M. Daniel marsin, n° 23 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 384 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 325 de M. Serge Larcher, n° 210, 209, 211, 212, 213 et 215 de Mme Gélita Hoarau, n° 275 de M. Jean-Paul Virapoullé. Son amendement n° 446 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2962, 2963) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 141 de M. Georges Patient (dispositif de défiscalisation au profit des entreprises faisant l'acquisition de terrains dans les départements d'outre-mer, en vue de leur aménagement par les établissements publics fonciers locaux) et n° 267 de M. Jean-Paul Virapoullé (défiscalisation temporaire en faveur du logement intermédiaire). - **Article additionnel après l'article 20 ou après l'article 22** (p. 2965) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 143 de M. Georges Patient et n° 216 de Mme Gélita Hoarau (possibilité pour les communes de majorer le montant de la taxation sur les plus-values générées par l'ouverture de terrains à l'urbanisation). - **Article 20 bis** (*Intégration du nouveau dispositif de défiscalisation dans les plafonnements des réductions d'impôt sur le revenu*) (p. 2966) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 231 de M. Gaston Flosse. - **Article 20 ter** (*Avis des collectivités territoriales d'outre-mer sur les opérations de défiscalisation mises en œuvre sur leur territoire*) (p. 2966, 2967) : son amendement n° 412 ; retiré au profit de l'amendement n° 333 de M. Georges Patient. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 445 de la commission. - **Article 22** (*Possibilité de cession à titre onéreux des parcelles libres de la zone dite des cinquante pas géométriques à toute personne physique ou morale*) (p. 2968) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70 de Mme Marie-France Beauflils et n° 244 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2969, 2970) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 255 de M. Jacques Gillot (création d'un programme pluriannuel de résorption de l'habitat insalubre outre-mer) et n° 312 de M. Robert Laufoaulu (mise en place d'un système de prêt à taux zéro pour les îles Wallis et Futuna). - **Article 26** (*Création d'un fonds de continuité territoriale*) (p. 2974) : son amendement n° 413 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 429 de M. Robert Laufoaulu, qu'il accepte. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 144 de M. Jacques Gillot, n° 309, 310, 311, 336 et 320 de M. Robert Laufoaulu, n° 385 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, ainsi que sur les sous-amendements n° 428 et 430 de M. Robert Laufoaulu, n° 74 et 73 de Mme Gélita Hoarau, et n° 434 de M. Daniel marsin portant sur son amendement n° 413 précité. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 2980, 2981) : son amendement n° 399 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 27** (p. 2982, 2984) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 257 de M. Jean-Paul Virapoullé (valorisation de la bagasse comme source d'énergie renouvelable) et n° 345 de M. Claude Lise (représentativité des organisations syndicales). - **Article 27** (*Suppression du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes diplômés*) (p. 2986, 2987) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 202 de M. Georges Patient, n° 75, 77 et 76 de Mme Marie-France Beauflils. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2987, 2991) : ses amendements n° 397 (institut d'émission des départements d'outre-mer) ; adopté ; et n° 418 (commission de révision de l'état civil de Mayotte) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 442 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 29** (*Lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane*) (p. 2994, 2995) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 246 de la commission des lois saisie pour avis et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 421 de M. Bernard Vera. -

Articles additionnels après l'article 29 (p. 2995, 2996) : son amendement n° 400 : mise en œuvre d'un schéma minier en Guyane ; adopté. (p. 2996, 2997) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Christian Cointat n° 235 (répartition des membres du comité national des pêches) et n° 319 (régime juridique des terres australes et antarctiques françaises et des eaux territoriales de Mayotte). - **Article 31** (*Ratification de dix ordonnances et modification de l'organisation judiciaire à Mayotte*) (p. 2999) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79, 82, 80, 81 et 83 de Mme Marie-France Beauflils et sur l'amendement n° 247 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 32** (*Habilitation du gouvernement à prendre par ordonnances des mesures nécessaires à l'extension, à l'adaptation ou à l'actualisation de dispositions législatives*) (p. 3001, 3002) : son amendement n° 436 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 84, 85 et 86 de Mme Marie-France Beauflils, n° 373 de M. Robert Laufoaulu et n° 249 de la commission des lois saisie pour avis. - **Division additionnelle après l'article 32** (p. 3002) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 89 de Mme Gélita Hoarau (nouvelle division - La dimension humaine du développement). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 3002, 3003) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Gélita Hoarau n° 90 (subordination des aides à une amélioration des salaires et à une action sur les prix), n° 91 (développement du dialogue social) et n° 92 (lutte contre l'illettrisme). - **Article 33** (*Création d'une Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer*) (p. 3005, 3006) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 94 et 95 de Mme Marie-France Beauflils, n° 203 de M. Georges Patient, n° 250 de la commission des lois saisie pour avis et n° 371 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Intitulé du projet de loi** (p. 3007) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de Mme Gélita Hoarau et n° 156 de M. Georges Patient. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3014) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 379 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Article 1er C** (p. 4244) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article 1er** (p. 4244) : son amendement n° 2 ; adopté. - **Article 2** (p. 4244) : son amendement n° 3 ; adopté. - **Article 3** (p. 4244) : son amendement n° 4 ; adopté. - **Article 5** (p. 4245) : ses amendements n° 5 et 6 ; adoptés. - **Article 6** : Ses amendements n° 7 et 8 ; adoptés. - **Article 7 ter** : son amendement n° 9 ; adopté. - **Article 20** : son amendement n° 10 ; adopté. - **Article 20 bis** : son amendement n° 11 ; adopté. - **Article 31 bis** (p. 4246) : son amendement n° 12 ; adopté.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 431 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5608, 5609) : son intervention. - **Article 1er** (*art. L. 1522-1 du code général des collectivités territoriales - Création de sociétés publiques locales*) (p. 5614, 5615) : ses amendements n° 5 et 6 ; adoptés ; et n° 3 ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5616) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Daniel Raoul (pérennisation des sociétés publiques locales d'aménagement). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 327-1 du code de l'urbanisme - Sociétés publiques locales d'aménagement*) (p. 5617) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Daniel Raoul. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Gage*) (p. 5617) : son amendement n° 4 ; adopté.

JÉGOU (Jean-Jacques)
sénateur (Val-de-Marne)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Chronique d'une pandémie annoncée : la gestion du "stock national santé" par l'EPRUS [n° 388 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil de gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 82 (2009-2010)] pour 2010 [n° 91 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Santé [n° 101 tome 3 annexe 27 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 635, 637) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 676, 677) : son amendement n° 26 : exonération d'impôt sur le revenu pour les produits des contrats d'assurance vie d'une durée supérieure ou égale à douze ans ; retiré.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3585, 3588) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article 4 et état B (Budget général : ouverture de crédits supplémentaires)** (p. 3624) : intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) (p. 4073, 4075) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 4081) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (8 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5811, 5813) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) (p. 7060, 7063) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 9994, 9996) : son intervention.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 6 (Dotations au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences**

sanitaires) (p. 10066) : défavorable à l'amendement n° 506 du Gouvernement.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10079, 10088) : son amendement n° 47 : relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** (p. 10096) : intervient sur l'amendement n° 74 de M. Bernard Cazeau (doublement de la taxe sur les boissons issues du mélange d'une boisson alcoolisée et d'une boisson non alcoolisée). - **Article 17 (priorité)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Aménagement du régime des contrats d'assurance vie au regard des contributions sociales en cas de décès) (p. 10097, 10100) : son amendement n° 50 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10103, 10105) : son amendement n° 53 : annualisation du calcul des allègements généraux de charges sociales ; rejeté. (p. 10108) : votera l'amendement n° 88 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants, suppression de la réduction forfaitaire des cotisations patronales dues à l'avantage en nature du repas fourni). - **Article 10** (Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de grippe A, H1N1) (p. 10124) : défavorable aux amendements n° 507 du Gouvernement et n° 260 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 11** (art. L. 138-10, L. 165-4 et L. 162-37 du code de la sécurité sociale - Régime de la clause permanente de sauvegarde - Modalités de recouvrement des remises sur le chiffre d'affaires dues par les fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux) (p. 10152, 10155) : son amendement n° 48 ; retiré. - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites "chapeau") (p. 10174, 10182) : son amendement n° 49 ; adopté. - **Article 17 ter** (art. L. 136-6 et L. 242-1-3 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations et contributions sociales du bonus accordé aux salariés chargés de constituer des fonds de capital-risque) (p. 10202, 10203) : son amendement n° 51 ; retiré. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels) (p. 10209, 10210) : son amendement n° 52 ; devenu sans objet. - **Article 26 bis (Nouveau)** (art. L. 225-1-4 du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage de la gestion de la trésorerie de la sécurité sociale) (p. 10233) : son amendement n° 54 ; adopté. - **Article 27** (Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt) (p. 10234, 10235) : votera contre l'article 27 de ce projet de loi.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 10243) : favorable à l'amendement n° 114 de M. Gilbert Barbier (instauration d'une franchise médicale variable en fonction des revenus des patients). - **Article 28** (Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination) (p. 10245, 10246) : son amendement n° 56 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2009) - **Article 32** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale, art. L. 162-22-10, L. 174-1-1 et L. 174-2-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Report à 2018 de l'achèvement de la convergence tarifaire - Prise en charge des soins effectués dans les hôpitaux établis hors de France) (p. 10331) : son amendement n° 57 ; adopté. (p. 10334) : intervient sur son amendement n° 57 précité.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Article 34** (Contributions des régimes obligatoires d'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2010) (p. 10380, 10381) : son amendement n° 58 ; retiré. (p. 10384) : sur l'amendement

n° 24 de la commission, s'abstiendra sur le sous-amendement n° 514 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10391) : son amendement n° 59 : mise en place d'une procédure de déchéance des crédits non délégués au profit du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ; adopté. - **Article 50 (priorité)** (art. L. 114-17 du code de la sécurité sociale - Réforme des pénalités financières dans les cas de fraude à la sécurité sociale) (p. 10459) : son amendement n° 61 ; adopté. - **Article 52 (priorité)** (art. 110 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Prorogation de l'expérimentation d'une suspension du versement des aides au logement en cas de fraude) (p. 10462) : son amendement n° 62 ; adopté. - **Article 48 bis** (art. L. 114-23 nouveau et L. 224-5 du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds de performance de la sécurité sociale) (p. 10491) : son amendement n° 60 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10774, 10775) : son intervention.

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11179, 11180) : ses amendements, portant sur le même objet, n° I-181, I-182, I-183 et I-184 : modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration ; rejetés. (p. 11186, 11187) : intervient sur ses amendements n° I-181, I-182, I-183 et I-184 précités.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Article additionnel avant l'article 23** (p. 11332) : intervient sur l'amendement n° I-146 de la commission (diminution du droit de timbre pour la délivrance d'un passeport). - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 11355, 11356) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]** - (26 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Article 28** (Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination) (p. 11460, 11461) : intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11873) : son intervention. - **Article 59** (Prorogation d'un an de la taxe assurant le financement du centre national de gestion des essais de produits de santé, CeNGEPS) (p. 11886) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 59 bis** (p. 11887) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-75 (instauration d'une taxe pour payer la cosmétovigilance). - **Article 59 ter (Nouveau)** (Affectation à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, EPRUS, de la contribution exceptionnelle des complémentaires santé aux dépenses liées à la grippe A/H1N1) (p. 11888) : son amendement n° II-24 ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 12930) : son amendement n° 17 : simplification et sécurisation de la procédure d'agrément préalable prévue à l'article 223-I du code général des impôts ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 29 nonies** (p. 13115) : son amendement n° 164 : coordination ; adopté. - **Article 30 quater (Nouveau)** (Aménagement du régime du droit de passeport pour

les navires de plaisance) (p. 13122) : votera l'amendement n° 236 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 30 quindecies** (p. 13144) : son amendement n° 15 : baisse du taux de la contribution exceptionnelle des organismes complémentaires de santé aux dépenses liées à la grippe A ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 13148, 13149) : favorable à l'amendement n° 103 de M. Serge Dassault

(prise en charge de l'augmentation de taxe d'habitation pour les personnes relogées dans le cadre du programme national de rénovation urbaine).

JOISSAINS (Sophie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme le 17 février 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture : Mission effectuée en Roumanie du 3 au 7 mai 2009 [n° 614 (2008-2009)] (15 septembre 2009) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - *Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale*) (p. 294) : sur l'amendement n° 30 de la commission, ses sous-amendements n° 213 et 214 ; adoptés.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble et adoption d'un projet de loi** (p. 1668) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3969, 3970) : son intervention.

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3979, 3980) : son intervention.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4431, 4432) : son intervention.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8791) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9002, 9003) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 9011) : ses amendements portant sur le même objet n° 2 ; n° 1 : caractère obligatoire du service civique ; retirés ; et

n° 3 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 9014) : son amendement n° 39 : rattachement aux services du Premier ministre de l'organisme chargé du service civique ; retiré. - **Article 4 (Titre 1er bis du livre 1er du code du service national [nouveau] - Création du service civique)** (p. 9020) : son amendement n° 38 ; adopté. (p. 9022) : son amendement n° 40 ; retiré. (p. 9023) : son amendement n° 41 ; retiré. (p. 9024) : ses amendements n° 37 ; adopté ; et n° 42 ; retiré. (p. 9026) : son amendement n° 43 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

JOUANNO (Chantal)
secrétaire d'État chargée de l'écologie
(à partir du 21 janvier 2009)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Article 2 (Lutte contre le changement climatique)** (p. 998) : sur l'amendement n° 6 de la commission qu'elle accepte, son sous-amendement n° 774 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 636 de M. Jacques Muller, n° 316 de M. Daniel Raoul, n° 317 de M. Roland Courteau, n° 494 de M. Christian Gaudin et n° 3, 4 et 5 de la commission, sur le sous-amendement n° 495 de M. Christian Gaudin portant sur l'amendement précité n° 3. - **Article 3 (Objectifs généraux du plan de rénovation des bâtiments)** (p. 1009, 1011) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de la commission, n° 153 et 152 de M. Thierry Repentin et n° 259 de Mme Évelyne Didier. - **Article 4 (Règles de performance énergétique des constructions neuves)** (p. 1018, 1020) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 260 de Mme Évelyne Didier, n° 10 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 361 de M. Alain Vasselle, n° 773 de M. Daniel Raoul, n° 778 de M. Raymond Vall et n° 784 de M. Marcel Deneux. - **Article 5 (Rénovation thermique des bâtiments existants)** (p. 1023, 1030) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 637, 638, 639 et 640 de M. Jacques Muller, n° 261 et 262 de Mme Évelyne Didier, n° 713 et 174 de M. Thierry Repentin, n° 130 de M. Rémy Pointereau et n° 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de la commission. (p. 1031, 1036) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 178, 714, 173 et 175 de M. Thierry Repentin, n° 695 et 681 de M. Jean Bizet, n° 18, 19, 20, 21, 22 et 23 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5** : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 179 (procédure en cas de plan de travaux productifs d'économie d'énergie), n° 180 (limitation des hausses de loyers susceptibles de résulter de travaux effectués par les propriétaires), n° 181 (possibilité pour les propriétaires de majorer le loyer à hauteur de 50 % de la réduction des charges mensuelles résultant de travaux d'amélioration) et n° 715 (revalorisation du montant du plafond du livret A). - **Article 6 (Formation professionnelle et recherche dans le secteur du bâtiment)** (p. 1039, 1042) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 321 et 323 de M. Daniel Raoul, n° 322 de M. Roland Courteau, n° 339 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 24 de la commission.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7 (Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme)** (p. 1079, 1087) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 374 de M. Xavier Pintat, n° 602 de M. Michel Sergent, n° 166, 167, 168 et 169 de M. Thierry Repentin, n° 643, 644 et 645 de M. Jacques Muller, n° 521, 522 et 131 de Mme Marie-Christine Blandin, et n° 247 de Mme Évelyne Didier. - **Article 8 bis (Participation pour voirie et réseaux)** (p. 1088) : avis du Gouvernement sur les

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11819) : sa question et sa réplique.

amendements n° 25 de la commission et n° 248 de Mme Évelyne Didier.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 11 (Transport de voyageurs)** (p. 1224, 1237) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 116 de M. Gérard César, n° 144 de M. Charles Revet, n° 288, 289, 293 et 290 de M. Michel Teston, n° 341, de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 200, 202 et 258 de Mme Évelyne Didier, n° 498 de M. Daniel Dubois, n° 127 et 129 de M. Rémy Pointereau, n° 287 de Mme Josette Durrieu, n° 483 de M. Daniel Soulage, n° 291 de Mme Nicole Bonnefoy, n° 46 de la commission. - **Article 12 (Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France)** (p. 1241, 1250) : avis du Gouvernement sur les amendement n° 295 de Mme Françoise Laborde, n° 508 de Mme Anne-Marie Payet, n° 504 de M. Claude Biwer, n° 305, 306, 307, 308, 309 et 310 de M. Roland Ries, n° 47, 304, 731 et 50 de la commission et sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 787 de M. Thierry Repentin et n° 789 de M. Jacques Muller. - **Article 13 (Transports en Ile-de-France)** (p. 1254) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 170 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 350 de M. Jacques Gautier, n° 51 et 52 de la commission, n° 702 de M. Nicolas About et n° 203 de Mme Évelyne Didier. - **Article 14 (Art. 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Objectifs de la politique des transports)** : avis du Gouvernement sur les amendements n° 404 de M. Michel Teston, n° 204 et 205 de Mme Évelyne Didier. - **Article 15 (Art. 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 - Schéma national des infrastructures de transport)** (p. 1263, 1264) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 342 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 450 et 451 de M. Serge Larcher, n° 207 de Mme Évelyne Didier, n° 54 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 407, 406 et 405 de M. Michel Teston, n° 408 de M. Roland Ries, et n° 409 de Mme Jacqueline Alquier. - **Article 16 (Réduction des consommations d'énergie)** (p. 1268, 1269) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 57 et n° 56 et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 154 de M. Thierry Repentin. - **Article 17 (Développement des énergies renouvelables)** (p. 1282, 1284) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 118, 119 et 120 de M. Gérard César, n° 325 de M. Daniel Raoul, n° 326, 329, 328, 330 et 331 de M. Roland Courteau, n° 263 de Mme Évelyne Didier, sur l'amendement n° 58 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 375 de M. Xavier Pintat, n° 780, 783 et 781 de M. Roland Courteau, n° 485, 484 et 768 de M. Daniel Soulage, n° 779 de M. Daniel Raoul, n° 503 et 505 de M. Claude Biwer, n° 766 de Mme Évelyne Didier, et n° 782 de Mme Bernadette Bourzai.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 27 (Surveillance des milieux aquatiques)** (p. 1438) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 418 de M. Paul Raoult et n° 401 de M. Serge Larcher. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 1439) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 419 de Mme Odette Herviaux (objectif de la politique agricole). - **Article 28 (Agriculture durable)** (p. 1445, 1455) : les amendements n° 221 et 222 de Mme Évelyne Didier, n° 746 et 751 de M. Jacques Muller, n° 123 de M. Gérard César, n° 470, 471 et 472 de M. Didier Guillaume, n° 553 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 426 de Mme Odette Herviaux, n° 370 de M. Alain Vasselle et, sur ce dernier, sur le n° 809 de M. Jacques Muller, sur les amendements n° 487 et 489 de

M. Daniel Soulage et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 810 de M. Jacques Muller. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 223, 225, 226 et 227 de Mme Évelyne Didier, n° 747, 748 et 656 de M. Jacques Muller, n° 473 de M. Didier Guillaume, n° 421, 422 et 420 de Mme Odette Herviaux.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1488, 1498) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 678 et 679 de M. Jean Bizet, n° 229, 230 et 231 de Mme Évelyne Didier, n° 294 de Mme Françoise Laborde, n° 554, 555 et 556 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 490 de M. Daniel Soulage, n° 371 et 372 de M. Alain Vasselle, n° 661 de M. Jacques Muller, n° 124 de M. Gérard César, n° 423 de Mme Odette Herviaux, n° 182 de M. François Fortassin, ainsi que sur les sous-amendements n° 819 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 362 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° 69 précité, et sur les sous-amendements n° 813 et 814 de M. Jacques Muller portant respectivement sur les amendements n° 371 et n° 182 précités. (p. 1501, 1512) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 71, 72, 73, 74 et 75 de la commission, n° 183 de M. François Fortassin, n° 720 de Mme Gélita Hoarau, n° 474 de M. Roland Courteau, n° 425, 424 et 427 de Mme Odette Herviaux, n° 557 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 373 de M. Alain Vasselle, n° 660 de M. Jacques Muller, n° 234 de Mme Évelyne Didier, n° 497 de M. Daniel Dubois, et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 815 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 1515) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 770 de la commission (établissement d'un plan d'urgence en faveur de la préservation des abeilles) et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 812 et 552 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 816, 658 et 659 de M. Jacques Muller. - **Article 35** (*Lutte contre la pollution de l'air intérieur et extérieur*) (p. 1561, 1566) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 581, 582, 583 et 584 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 253 de Mme Évelyne Didier, n° 429 et 431 de M. Thierry Repentin, n° 125 et 191 de M. Francis Grignon, n° 349 de Mme Esther Sittler, n° 432 de M. Serge Larcher, n° 79 et 78 de la commission, et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 811 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 820 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 36** (p. 1567) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 433 de M. Thierry Repentin (mesure des nuisances sonores générées par l'utilisation des infrastructures de transports terrestres). - **Article 36 bis** (*Art. L. 581-6, L. 581-19, L. 581-26, L. 581-28 et L. 581-34 du code de l'environnement - Règlementation de la publicité*) (p. 1568) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 80 de la commission et n° 434 de M. Thierry Repentin. - **Article 37** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 1570, 1575) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 585, 589, 590, 586, 587 et 588 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 666 de M. Jacques Muller, n° 81 et 82 de la commission et n° 436 de M. Daniel Raoul, ainsi que sur le sous-amendement n° 437 de ce dernier portant sur l'amendement n° 81 précité. - **Article 39** (*Prévention des risques majeurs*) (p. 1576, 1577) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 479 de M. Roland Courteau et n° 721 de Mme Gélita Hoarau. - **Article additionnel après l'article 39** (p. 1578) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 568 de Mme Marie-Christine Blandin (protection juridique des lanceurs d'alerte). - **Article 40** (*Moyens budgétaires*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 83 de la commission. - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 1582, 1590) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 241, 240 et 244 de Mme Évelyne Didier, n° 480 de M. Roland Courteau, n° 668 de M. Jacques Muller, n° 718 de M. Alain Vasselle, n° 381 et 354 de M. Dominique Braye, n° 514 de Mme Muguette Dini, n° 86, 141, 84 et 87 de la commission, ainsi que sur les sous-amendements n° 353 de M. Dominique Braye et n° 823 de M. Jacques Muller portant sur l'amendement n° 84 précité, n° 355 et 356 de M. Dominique Braye portant sur l'amendement n° 87 précité et n° 824 de M. Jacques Muller portant sur l'amendement n° 718 précité. (p. 1591, 1597) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 357, 358, 359 et 380 de M. Dominique Braye, n° 88, 89, 90 et 91 de la commission, n° 492 de M. Daniel Soulage, n° 481 de M. Robert Navarro, n° 608 de M. Michel Sergent, n° 754 et 755 de M. Alain Vasselle et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 825 de M. Jacques Muller. - **Article additionnel après l'article 41**

(p. 1598) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 243 de Mme Évelyne Didier (moratoire sur la construction d'incinérateurs). - **Article 41 bis** (*Art. 1387 A [nouveau] du code général des impôts - Valorisation de l'énergie de récupération*) (p. 1599) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 92 de la commission, n° 669 de M. Jacques Muller et n° 242 de Mme Évelyne Didier.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 47** (*Information, consommation et développement durable*) (p. 1625) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 104 de la commission et n° 270 de Mme Évelyne Didier. - **Article 48** (*Formation et développement durable*) (p. 1627, 1629) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 749 de M. Jacques Muller et n° 597, 598, 599, 600 et 601 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Intitulé du titre VI** (*Dispositions propres aux départements, régions et collectivités d'outre-mer*) (p. 1630) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 106 de la commission. - **Article 49** (*Dispositions applicables à l'outre-mer*) (p. 1633) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article. (p. 1633, 1644) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 107, 108, 109 et 110 de la commission, n° 398 de M. Claude Lise, n° 385, 386, 387, 383 et 384 de M. Georges Patient, n° 676 de M. Jacques Muller, n° 345 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 459, 460, 461, 462 et 463 de M. Serge Larcher et n° 723 de Mme Gélita Hoarau. (p. 1644, 1654) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 110 et 112 de la commission, n° 399 et 400 de M. Claude Lise, n° 389, 391, 393, 388, 394, 390 et 392 de M. Georges Patient, n° 677 de M. Jacques Muller, n° 342, 347, 346, 348 et 382 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 464 de M. Serge Larcher et n° 510 de Mme Anne-Marie Payet. - **Intitulé du projet de loi** (p. 1654) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 113 de la commission.

- **Suite de la discussion** (10 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble et adoption d'un projet de loi** (p. 1664, 1665) : son intervention.

- **Débat sur la politique de l'État en matière de gestion des ressources halieutiques et des pêches** - (5 mai 2009) (p. 4161, 4164) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6550, 6551) : réponse aux orateurs. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 6583, 6587) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Claude Biwer, n° 53 de M. Daniel Soulage, n° 52 de M. Jean-Claude Merceyron, n° 22, 23 et 24 de M. Roland Courteau, et n° 69 de Mme Évelyne Didier. - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 6589, 6592) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de M. Jacques Muller, n° 70 de Mme Évelyne Didier, et n° 21 de Mme Odette Herviaux. - **Article 19** (**Texte non modifié par la commission**) (*Le soutien à la recherche*) (p. 6596, 6598) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 71 et 72 de Mme Évelyne Didier, n° 37 de M. Jacques Muller, et n° 18 de M. Didier Guillaume. - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 6599, 6602) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 92 de M. Jacques Muller, n° 74 de Mme Évelyne Didier, et n° 47 de M. Daniel Soulage. - **Article 34** (*Réduction de l'exposition aux substances préoccupantes en milieu professionnel*) (p. 6603) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de Mme Évelyne Didier. - **Article 37** (**Texte non modifié par la commission**) (*Surveillance des risques émergents*) (p. 6604) : son amendement n° 93 ; adopté. (p. 6605, 6607) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 76 de Mme Évelyne Didier, n° 84 et 85 de M. Daniel Raoul, et n° 45 de M. Hervé Maurey. - **Article 42** (*Contribution de l'État au développement durable*) (p. 6615, 6616) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 80 de Mme Évelyne Didier et n° 86 de M. Didier Guillaume. - **Article 43** (**Texte non modifié par la commission**) (*Nouvelle forme de gouvernance*) (p. 6617) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 81 de Mme Évelyne Didier. - **Article 44** (*Collectivités territoriales et développement durable*) (p. 6618) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de M. Hervé Maurey. - **Article 45** (*Informations et*

enquêtes publiques en matière environnementale) (p. 6620) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 83 de Mme Évelyne Didier, et n° 88 de Mme Odette Herviaux. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6624) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 128 (2008-2009)]* - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7437) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7500, 7502) : son intervention.

- **Motion d'ordre** - (17 septembre 2009) : le Gouvernement est favorable à la motion d'ordre de M. Jean-Pierre Cantegrit.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)] (suite)** - (17 septembre 2009) - **Division supplémentaire après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7619, 7620) : son intervention. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 69 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7629) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 71 de la commission de la culture saisie pour avis, ainsi que sur les sous-amendements n° 169, 172, 170 et 177 de Mme Anne-Marie Escoffier, n° 276, 277, 278, 279, 283, 280, 281, 282, 284, 288, 285 et 287 de M. Jacques Muller, n° 307 et 308 de Mme Marie-Christine Blandin, et n° 479 de la commission portant sur l'amendement n° 71 précité. (p. 7632, 7637) : ses amendements analogues n° 312 et n° 313 (majoration des amendes punissant les infractions à la réglementation de la publicité) ; n° 314 (extension de la procédure de dépose d'office aux lieux d'interdiction relative de la publicité) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° 70 (élargissement des prescriptions applicables en matière de publicité extérieure), n° 72 (modalités de suppression des préenseignes dites dérogatoires), n° 73 (amélioration de l'insertion paysagère des dispositifs publicitaires aux entrées des villes), n° 265 de M. Ambroise Dupont (ouverture des bâches d'échafaudage à la publicité), n° 176 de Mme Anne-Marie Escoffier (précision), n° 256 de M. Jean-Pierre Sueur (modalités de suppression des préenseignes), et n° 286 de M. Jacques Muller (alignement du montant de l'astreinte pénale en matière d'affichage publicitaire sur celui de l'astreinte administrative).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 8051) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 136 de M. Claude Biwer (transposition de la directive européenne relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables adoptée par le Parlement européen le 17 décembre 2008). - **Article 23** (*Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie*) (p. 8053, 8060 ; 8083) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 668, 720 et 715 de M. François Fortassin, n° 465 et 470 de M. Xavier Pintat, n° 513 et 514 de M. Jean-Claude Merceron, n° 380 et 379 de Mme Évelyne Didier, n° 556 de M. Thierry Repentin, n° 555 de M. Roland Courteau, n° 573 de M. Georges Patient et n° 124 de M. Philippe Richert. Demande que le vote sur les amendements identiques n° 470, n° 514 et n° 720 précités soient réservés jusqu'après l'examen de l'amendement n° 468 de M. Xavier Pintat portant article additionnel après l'article 26. Accepte la demande de réserve de M. Bruno Sido. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8061, 8066) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Daniel Raoul n° 670 (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques) et n° 554 (création d'un comité régional de concertation associant les collectivités territoriales sur les questions énergétiques) et n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques). - **Article 25** (*art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables*) (p. 8069, 8074) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 916, 917 et 918 de la commission, n° 466 et 467 de M. Xavier Pintat, n° 716 et 557 de M. Roland Courteau, n° 515 de M. Jean-Claude

Merceron, n° 717 de M. Michel Sergent et n° 572 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 8074) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 834 de Mme Fabienne Keller (extension du dispositif de l'article 200 quater du code général des impôts à certains matériels électriques, et notamment "boîtiers intelligents"). - **Article 26** (*Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux*) (p. 8077, 8082) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 919 de la commission, n° 605 et 606 de M. Jacques Muller, n° 678 et 677 de Mme Jacqueline Gourault, n° 551 et 552 de M. Jean-Paul Alduy, n° 381 de Mme Évelyne Didier, n° 495 de M. Robert Tropeano, n° 558 de M. Roland Courteau, n° 559 de M. Jacky Le Menn, n° 126 de M. Philippe Richert, n° 561 de M. Thierry Repentin et n° 316 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 8083, 8084) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Xavier Pintat n° 468 (sécurisation de la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie, MDE) et n° 469 (élaboration d'un plan climat énergie territorial), de M. Jean-Claude Merceron n° 516 (sécurisation de la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie) et n° 517 (élaboration d'un plan climat énergie territoriale), de M. Michel Sergent n° 718 (sécurisation de la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie) et n° 719 (élaboration d'un plan climat énergie territorial). - **Article 27** (*art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie*) (p. 8086, 8094) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 382, 384 et 383 de Mme Évelyne Didier, n° 587, 588 et 589 de M. Charles Revet, n° 563, 566, 665 et 564 de M. Thierry Repentin, n° 348 et 349 de M. Roland du Luart, n° 680 et 679 de Mme Jacqueline Gourault, n° 562 de M. Roland Courteau, n° 318 de Mme Anne-Marie Payet, n° 567 de M. Claude Bérit-Débat, n° 565 de M. Daniel Raoul, n° 471 de M. Xavier Pintat, n° 522 de M. Jean-Claude Merceron, n° 721 de M. Michel Sergent et n° 607 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 8095) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 568 de M. Thierry Repentin (exonération d'impôt sur les sociétés pour le produit de la cession des certificats d'économie d'énergie réalisée par les organismes HLM) et n° 687 de M. Daniel Raoul (ouverture du dispositif d'éco-prêt à taux zéro aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale pour les travaux réalisés dans leurs bâtiments). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 8099) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 870 de M. Jean-Etienne Antoinette (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évaluation des puits de carbone retenus par les massifs forestiers et leur possible valorisation financière par les territoires). - **Articles additionnels avant l'article 30** (p. 8100) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 452 de Mme Mireille Schurch (reconnaissance de la valeur des biocarburants issus de la transformation des déchets non-alimentaires de la filière bovine) et n° 601 de M. Ladislas Poniatowski (création d'un comité de suivi des énergies renouvelables au sein du Conseil supérieur de l'énergie). - **Article 30** (*art. L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales et loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur - Dispositions relatives aux réseaux de chaleur*) (p. 8103, 8106) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 532, 533, 530, 531 et 534 de M. Thierry Repentin, n° 386 et 385 de Mme Évelyne Didier et n° 585 de Mme Françoise Férat. - **Article 33** (*art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Extension aux départements et aux régions du bénéfice de l'obligation d'achat d'électricité*) (p. 8109, 8110) : son amendement n° 892 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 667 de M. Thierry Repentin et n° 535 de M. Roland Courteau. - **Article additionnel après l'article 33** (p. 8111) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 536 de M. Thierry Repentin (exonération d'impôt sur les sociétés pour les bailleurs sociaux installant des panneaux photovoltaïques dans leur parc social).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Article 34** (*art. 10-1 de la loi n° 2000-108 (cf. sous art. 33) et art. L. 553-2 à*

L. 553-4 du code de l'environnement - Développement maîtrisé de l'énergie éolienne (p. 8125, 8129) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 538, 541, 537 et 540 de M. Roland Courteau, n° 583 de M. Jean Bizet. Son amendement n° 922 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8131, 8132) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 485 de M. Marcel Deneux, n° 542 de M. Roland Courteau et n° 608 de M. Jacques Muller (programmation pluriannuelle des objectifs de développement de l'énergie éolienne). - **Article 35** (*Loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - Aménagement de la redevance sur les concessions hydroélectriques*) (p. 8135) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 543 et 544 de M. Roland Courteau, et n° 609 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8136, 8137) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 164 de Mme Françoise Férat (autorisation pour les agriculteurs d'exploiter ou de faire exploiter des panneaux photovoltaïques et des installations de production d'électricité ou de chaleur à partir de produits issus de leurs exploitations), n° 388 de Mme Évelyne Didier (rapport d'évaluation de l'ensemble des mesures de soutien au développement des énergies renouvelables) et n° 545 de M. Marc Daunis (réflexion sur la normalisation des batteries électriques utilisées dans les véhicules produits en France). - **Article 35 bis (Nouveau)** (*art. 200 quater du code général des impôts - Incitation fiscale au renouvellement des chaudières à bois*) (p. 8137) : son amendement n° 893 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 8138, 8139) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 123 de M. Yann Gaillard (interdiction de revendre le bois de chauffage remis en nature) et n° 610 de M. Jacques Muller (mesures tendant à favoriser le développement des installations photovoltaïques et des installations de pico-hydroélectricité). - **Article 36** (*art. L. 254-1 à L. 254-12 [nouveau] du code rural - Encadrement des activités de vente, d'application et de conseil des produits phytopharmaceutiques*) (p. 8142, 8147) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 763, 760, 761, 762 et 765 de Mme Odette Herviaux, n° 590 de la commission, n° 611 de M. Jacques Muller, et n° 389 de Mme Évelyne Didier. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8148, 8149) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 612 de M. Jacques Muller et n° 766 de Mme Odette Herviaux (contrôle des matériels d'application des produits phytopharmaceutiques) ainsi que sur l'amendement n° 764 de Mme Odette Herviaux (responsabilité du ministre de l'agriculture dans l'adaptation de la recherche agronomique aux objectifs de la politique environnementale). - **Article 39** (*art. L. 253-9 [nouveau], L. 253-4 et L. 253-17 [nouveau] du code rural - Élimination des produits phytopharmaceutiques ne bénéficiant pas d'une autorisation de mise sur le marché*) (p. 8151, 8153) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 505, 506, 507 et 508 de M. Jean Bizet ainsi que sur l'amendement n° 767 de Mme Odette Herviaux. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 253-7 et L. 253-17 du code rural - Interdiction de la publicité sur les produits phytopharmaceutiques à destination des jardiniers amateurs*) (p. 8156, 8157) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 511 de M. Jean Bizet, n° 390 de Mme Évelyne Didier, et n° 613 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 8158, 8160) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 768 (établissement d'une liste des éléments naturels servant à l'élaboration des préparations naturelles peu préoccupantes) et n° 616 (exclusion des préparations naturelles peu préoccupantes du champ d'application des articles relatifs aux produits phytopharmaceutiques), ainsi que sur les amendements n° 769 de Mme Odette Herviaux et n° 770 de M. Jacky Le Menn. - **Article 40 bis (Nouveau)** (*art. L. 253-3 du code rural - Dérogations à l'interdiction d'épandage aérien de produits phytopharmaceutiques*) (p. 8161) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 391 de Mme Évelyne Didier et n° 771 de Mme Odette Herviaux. - **Article 40 ter (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur l'utilisation de produits phytopharmaceutiques*) (p. 8161) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 772 de Mme Odette Herviaux. - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 8162) : son amendement n° 894 : dans le cadre du plan ÉcoPhyto, possibilité pour l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques d'apporter des concours financiers aux

personnes publiques ou privées ; adopté. - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau] du code rural - Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles*) (p. 8165) : réponse aux orateurs. (p. 8169) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 773, 774 et 775 de Mme Odette Herviaux, n° 166 de Mme Françoise Férat, n° 617 et 618 de M. Jacques Muller, n° 829 de la commission, ainsi que sur les sous-amendements n° 925 et 924 de M. Jacques Muller portant respectivement sur les amendements n° 829 et 774 précités - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 8171, 8172) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 392 de Mme Évelyne Didier (ajout d'un volet consacré à l'agriculture biologique dans le programme de formation des lycées agricoles) et n° 491 de M. Daniel Soulage (dispositif de transition avant la mise en œuvre du nouveau système de certification environnementale). - **Article 44** (*art. L. 123-4 du code rural - Versement d'une soule en cas d'échange de parcelles certifiées en agriculture biologique*) (p. 8173) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 393 de Mme Évelyne Didier. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 8174) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 167 de Mme Françoise Férat (création d'une commission départementale de protection des terres agricoles et naturelles). - **Article 44 bis (Nouveau)** (*Définition d'une politique génétique des semences et plants*) (p. 8177) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 619 de M. Jacques Muller et n° 776 de Mme Odette Herviaux. - **Article 44 quater (Nouveau)** (*art. L. 664-1 du code rural - Indication de la variété des fruits, légumes et plantes horticoles*) (p. 8178) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 620 de M. Jacques Muller. - **Article 44 quinquies (Nouveau)** (*Remise au Parlement d'un rapport public sur le respect des objectifs fixés en matière de développement de l'agriculture biologique*) (p. 8179) : favorable à la dématérialisation des rapports au Parlement. - **Article 45** (*art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Constitution d'une trame verte et bleue*) (p. 8182, 8192) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 394, 395, 396, 397, 399 et 398 de Mme Évelyne Didier, n° 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627 et 628 de M. Jacques Muller, n° 777, 778 et 779 de M. Paul Raoult, n° 662 de M. Daniel Soulage, n° 780 de M. Jacky Le Menn, n° 676 de Mme Jacqueline Gourault, n° 459 de Mme Françoise Férat, et n° 374 et 350 de la commission. - **Article 46** (*art. L. 212-1 et L. 214-17 du code de l'environnement - Mesures de coordination*) (p. 8193) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 460 de Mme Françoise Férat.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Demande de réserve** (p. 8203) : favorable à la demande de réserve de M. Jean-Paul Emorine. - **Article 47** (*art. L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 du code de l'environnement - Plans nationaux d'action pour la conservation ou le rétablissement des espèces*) (p. 8204) : son amendement n° 887 ; adopté. (p. 8204, 8208) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 629, 630 et 631 de M. Jacques Muller, n° 371 et 482 de M. Jean-François Le Grand, n° 782 et 783 de M. Paul Raoult, n° 784 de M. Serge Larcher et n° 400 de Mme Évelyne Didier. - **Article additionnel avant l'article 48** (p. 8209) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 869 de M. Charles Revet (nécessité de procéder à une étude globale avant de classer un espace géographique ou un site particulier). - **Article 48** (*art. L. 414-9 et L. 414-10 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des plans nationaux d'action pour la protection des espèces menacées et des conservatoires botaniques nationaux*) (p. 8211, 8214) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 910 de la commission, n° 632 et 634 de M. Jacques Muller, n° 786 et 787 de M. Paul Raoult et n° 401 de Mme Évelyne Didier. - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 310-1 du code de l'environnement - Création d'une structure chargée de l'inventaire et de la conservation du patrimoine naturel de la Guyane*) (p. 8214) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 789 de M. Georges Patient. - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-7-1 [nouveau] et L. 216-1 du code de l'environnement - Intervention sur les ouvrages hydrauliques privés pour assurer la continuité écologique des eaux*) (p. 8215, 8216) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 591 de

M. Charles Revet et n° 790 de M. Paul Raoult. - **Article additionnel après l'article 50** (p. 8217) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 791 de M. Paul Raoult (rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 8218) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 792 de M. Paul Raoult (renforcement du rôle joué par les associations dans l'acquisition des zones humides). Son amendement n° 886 : présence d'un représentant du personnel au Conseil d'administration du Conservatoire du littoral ; adopté. - **Article 52** (art. L. 211-1-4 [nouveau], L. 216-1, L. 216-3 et L. 216-5 du code de l'environnement - Mise en place d'une bande enherbée de cinq mètres le long des cours d'eau) (p. 8219, 8222) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 909 de la commission, n° 853 de M. Alain Vasselle, n° 592 de M. Charles Revet, n° 793 de M. Claude Lise, n° 636 de M. Jacques Muller et n° 461 de Mme Françoise Férat. - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8222, 8226) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet, de M. Jacques Blanc n° 139, n° 140, n° 141, n° 142, n° 143 et n° 144 (mise en œuvre de la réforme des parcs nationaux) ainsi que sur l'amendement n° 794 de M. Claude Lise (classement des ravines dans le domaine public fluvial). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 8228, 8229) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet de Mme Evelyne Didier n° 404, 405 et 406 et de M. Paul Raoult n° 795, 796 et 797 (modification du cadre juridique de la prise des décisions concernant la création et la gestion des réserves naturelles régionales). - **Article additionnel avant l'article 55** (p. 8230) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 483 de M. Jean-François Le Grand (définition des activités industrielles soumises à la taxe annuelle due par les producteurs de boues). - **Article 55** (art. L. 511-3 du code rural - Habilitation des chambres d'agriculture à bénéficier d'une autorisation de prélèvement collective) : son amendement n° 885 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 8231) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 484 de M. Jean-François Le Grand et n° 820 de M. Éric Doligé (modification de l'assiette de la taxe sur les boues). - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-4 et L. 213-2 du code de l'environnement, art. 83 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coopération intercommunale dans le domaine de l'eau) (p. 8232, 8236) : son amendement n° 898 ; devenu sans objet. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 911 de la commission, n° 594 de M. Charles Revet, n° 798, 799 et 800 de M. Paul Raoult ainsi que sur le sous-amendement n° 902 de M. Daniel Raoul portant sur l'amendement n° 898 précité. - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 8236, 8241) : son amendement n° 888 : création d'un établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 912 de la commission (adaptation du calendrier d'élaboration des SDAGE et des SAGE), n° 801 de M. Serge Andreoni (simplification de l'organisation des syndicats intercommunaux de sous-bassins versant adhérent à un établissement public territorial de bassins), n° 866 de M. Charles Revet (obligation pour le service instructeur du permis de construire de solliciter pour avis les services chargés de l'assainissement non collectif des eaux usées), ainsi que sur les sous-amendements de M. Paul Raoult n° 926, 927 et 928 portant sur l'amendement n° 888 précité. - **Article 57** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 1331-1-1 et L. 1331-6 du code de la santé publique - Contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes) (p. 8242, 8246) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 802, 803 et 804 de M. Paul Raoult, n° 595 de M. Charles Revet et n° 489 de M. Daniel Soulage (p. 8244) : son amendement n° 891 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 57** (p. 8246) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 528 de M. Jacques Mézard (aide en faveur de la rénovation du parc français de dispositifs d'assainissement non collectif). - **Article 58** (art. L. 2224-5, L. 2224-7-1 et L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 213-10-9 et L. 213-14-1 du code de l'environnement - Inventaire des réseaux de distribution d'eau des collectivités et incitation à la réduction des fuites en réseaux) (p. 8248, 8252) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 596 et 597 de M. Charles Revet, n° 402 et 403 de Mme Evelyne Didier et n° 806 de M. Paul Raoult. (p. 8251) : son amendement n° 930 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 8252) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 913 de la commission (rédaction). Son amendement n° 890 : instauration d'une base législative pour le "transfert" des fichiers de tarification concernant les changements de délégataires ; adopté. - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-2 du code de la santé publique - Protection des périmètres de captage d'eau) (p. 8253, 8255) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 598 de M. Charles Revet et n° 514 de M. Jean-Claude Merceron. - **Article additionnel après l'article 59** (p. 8256) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 599 de M. Charles Revet (possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de se grouper sous forme de syndicats mixtes pour assurer la maîtrise d'ouvrage d'opérations intéressant les services d'eau potable, l'assainissement et la collecte ou l'élimination des déchets ménagers). - **Article 60** (art. L. 219-1 à L. 219-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Stratégie de gestion intégrée de la mer et du littoral) (p. 8262) : son amendement n° 889 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 903 et 904 de Mme Odette Herviaux. (p. 8265, 8266) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 807, 808, 809, 810, 811 et 812 de Mme Odette Herviaux, ainsi que sur les sous-amendements n° 903, 904, 905 et 906 de Mme Odette Herviaux portant sur son amendement n° 889 précité. - **Article 61 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41 et 43 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Conseil national de la mer et du littoral) (p. 8266, 8267) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 408 de Mme Evelyne Didier, n° 813 de Mme Odette Herviaux ainsi que sur le sous-amendement n° 897 de M. Patrice Gélard s'y rapportant. - **Article additionnel après l'article 62** (p. 8269) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 815 de M. Jean-Etienne Antoinette (précision des modalités d'élaboration du schéma minier pour la Guyane). - **Article 64 bis (Nouveau)** (art. 68-20-1 du code minier - Consultation de la commission départementale des mines sur le schéma minier guyanais) (p. 8270) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 816, 817, 818 et 819 de M. Georges Patient. - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales - Recherche dans le domaine de l'eau et de l'assainissement) (p. 8271) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 915 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 8271, 8272) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 138 de Mme Anne-Marie Payet (développement des filières bois dans les départements et régions d'outre-mer) et n° 637 de M. Jacques Muller (protection de la diversité biologique en faveur des peuples autochtones du territoire français). - **Article 66** (art. L. 583-1 à L. 583-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Prévention de la pollution lumineuse et modalités de contrôle) (p. 8274, 8275) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 785 de M. Serge Larcher et n° 692, 693 et 694 de M. Jean-Jacques Mirassou. - **Article 67 (Réforme de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores et aéroportuaires, ACNUSA)** (p. 8276) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 695 de M. Jean-Jacques Mirassou. - **Article 68** (art. L. 227-1, L. 227-3, L. 227-4, L. 227-5, L. 227-7 et L. 227-9 du code de l'aviation civile - Compétences de l'ACNUSA) (p. 8277, 8280) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 697 et 698 de M. Jean-Jacques Mirassou et n° 409, 410 et 411 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8281) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Etienne Antoinette n° 673 (mise en place de moustiquaires dans les nouveaux programmes de logements collectifs dans les régions, départements et collectivités d'outre-mer) et n° 675 (mise en place de moustiquaires dans les bâtiments où s'exercent des missions de service public, dans les régions, départements et collectivités d'outre-mer). - **Article 71** (art. L. 221-3 et art. L. 221-7 et L. 221-8 [nouveaux] du code de l'environnement - Principe d'une surveillance de la qualité de l'air intérieur) (p. 8284, 8285) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 125 de M. Philippe Richert ainsi que sur les sous-amendements n° 920 de M. Jean-Pierre Vial et n° 929 de M. Serge Andreoni s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) (p. 8296, 8297) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 724 de M. Thierry Repentin et n° 725 de M. Didier Guillaume. - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques) (p. 8299, 8309) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 640 de M. Jacques Muller, n° 638, 639, 641 et 642 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 453 de Mme Mireille Schurch, n° 377 et 378 de M. Michel Houel, n° 855 et 854 de M. Alain Vasselle, n° 669 de Mme Virginie Klès, et n° 703 et 704 de M. Daniel Raoul. - **Article additionnel après l'article 72** (p. 8310) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 705 de M. Daniel Raoul (obligation d'équiper d'oreillettes les téléphones portables spécifiquement destinés aux enfants). - **Article 73** (art. L. 523-1 à L. 523-4 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 5161-1 [nouveau] du code de la santé publique et art. L. 253-8 du code rural - Obligation de déclaration et d'information sur les substances nanoparticulaires) (p. 8312, 8315) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 726, 728 et 729 de M. Daniel Raoul, n° 510 de M. Jean Bizet, n° 643 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 727 de M. Didier Guillaume. - **Division additionnelle après l'article 81** (p. 8316) : son amendement n° 881 : nouvelle division - Risques industriels et naturels ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8316, 8329) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Esther Sittler n° 475 (contrôle des installations classées dans le cadre de la prévention des risques industriels) et n° 476 (délais de recours en cas d'autorisation d'une installation classée), ainsi que sur l'amendement n° 934 de la commission (définition d'un cadre réglementaire pour les ouvrages de protection contre les inondations). Ses amendements n° 883 (moyens d'action de l'autorité administrative à l'issue de la remise des études de dangers sur les plateformes de transport de matières dangereuses) ; n° 880 (prévention des endommagements de canalisation) ; adoptés ; et n° 882 (transposition de la directive relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 923 de M. Eric Doligé.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 74** (p. 8403) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 571 de M. Daniel Raoul (mise en place d'un chargeur standard pour l'ensemble des téléphones portables). - **Article 75** (art. L. 125-6 et L. 125-7 [nouveaux] du code de l'environnement - Information de l'acquéreur d'un terrain sur l'état de pollution du sol) (p. 8405, 8406) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 730 et 732 de M. Jean-Jacques Mirassou et n° 731 de M. Claude Lise. - **Article 76 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 156-1 et L. 156-2 [nouveaux] du code des ports maritimes - Pouvoir de substitution de l'Etat pour l'élaboration de plans de déchets portuaires) (p. 8408) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 733 de M. Jean-Jacques Mirassou. - **Article additionnel après l'article 76** (p. 8409) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 578 de M. François Vendasi (mise en place de collecteurs flottants de macrodéchets sur les zones de mouillage et sur les réserves naturelles maritimes). - **Articles additionnels après l'article 77 bis** (p. 8410, 8411) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 330 de M. Yves Détraigne et n° 840 de M. Alain Vasselle et les amendements n° 734 de M. Marc Daunis et n° 600 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article 78** (art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets) (p. 8412, 8424) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 839, 838 et 856 de M. Alain Vasselle, n° 644, 645, 646 et 861 de M. Jacques Muller, n° 412, 413, 414 et 415 de Mme Evelyne Didier, n° 735 et 737 de M. Thierry Repentin, n° 736 et 738 de M. Jacques Gillot, n° 325 de Mme Anne-Marie Payet, n° 332 de M. Yves Détraigne et n° 749 de M. Georges Patient. - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8425, 8431) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Georges Patient n° 750 (prise en compte des conditions techniques et économiques des régions d'outre-mer) et n° 751 (allègement

temporaire de la TGAP dans les territoires d'outre-mer réalisant des investissements de mise aux normes et de modernisation de leurs installations de traitement des déchets), de M. Gérard Miquel n° 742 (référence explicite au principe de responsabilité élargie du producteur), n° 743 (augmentation du niveau de financement et de contribution des filières dédiées de responsabilité élargie du producteur à 80 % du coût de collecte, de valorisation et d'élimination des déchets concernés), n° 744 (extension du principe de responsabilité élargie à l'ensemble des produits de grande consommation), n° 745 (indexation du montant de la contribution de responsabilité élargie des producteurs sur le coût réel de traitement des déchets de chaque produit) et n° 746 (application de la TGAP aux produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs), de Mme Fabienne Keller n° 831 (prise en compte du coût réel de traitement des déchets ; extension de la responsabilité élargie des producteurs à l'ensemble des produits de grande consommation ; soumission à la TGAP des produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs). (p. 8444, 8449) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Yves Détraigne n° 334 (possibilité, pour les organismes de traitement, d'instaurer une facturation supérieure pour les ordures ménagères résiduelles au-delà de 250 kilos collectés par habitant et par an), n° 333 (obligation, pour toute entreprise ou établissement public ne souhaitant pas être collectés dans le cadre du service public, d'apporter à la collectivité compétente la preuve qu'ils possèdent une autre solution de collecte de traitement de ses déchets), n° 748 de M. Georges Patient (représentativité des territoires d'outre-mer au sein du Conseil national des déchets), n° 862 de M. Jean-Etienne Antoinette (possibilité, pour les collectivités ultramarines, de renégocier avec l'Etat le montant des pénalités de retard relatives à la mise aux normes des décharges publiques), ainsi que sur le sous-amendement n° 939 de M. Jacques Muller portant sur l'amendement n° 831 de Mme Fabienne Keller (prise en compte du coût réel de traitement des déchets ; extension de la responsabilité élargie des producteurs à l'ensemble des produits de grande consommation ; soumission à la TGAP des produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs). - **Article 78 bis (Nouveau)** (art. L. 541-10-4 du code de l'environnement) (p. 8450) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 900 de la commission. - **Article 78 ter (Nouveau)** (art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert") (p. 8452, 8458) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 321 et 320 de Mme Anne-Marie Payet, n° 836 et 835 de M. Alain Vasselle, n° 416 de Mme Evelyne Didier, n° 830 de Mme Fabienne Keller, n° 740 de M. Gérard Miquel, n° 310 de Mme Françoise Férat ainsi que sur les sous-amendements n° 940 de M. Jacques Muller et n° 941 de Mme Fabienne Keller portant sur l'amendement n° 321 de Mme Anne-Marie Payet précité. - **Articles additionnels après l'article 78 quater** : p. 8459, 8461) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 322 de Mme Anne-Marie Payet, n° 837 de M. Alain Vasselle et n° 741 de M. Gérard Miquel (affichage des produits les moins générateurs de déchets dans les grandes surfaces) et n° 860 de M. Alain Vasselle et n° 335 de M. Yves Détraigne (obligation, pour les cafés, hôtels et restaurants de se fournir en bières, eaux et boissons rafraîchissantes sans alcool dans des emballages réutilisables consignés). - **Article 79** (art. L. 541-14-1 et L. 655-6-1 [nouveaux] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 du code général des collectivités territoriales - Plan départemental de traitement des déchets issus des chantiers du BTP) (p. 8463, 8464) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 418, 419 et 417 de Mme Evelyne Didier et n° 857 et 858 de M. Alain Vasselle. - **Article 80** (art. L. 541-21-1 [nouveau] du code de l'environnement - Collecte sélective des déchets des gros producteurs de déchets organiques) (p. 8464, 8466) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 648 de M. Jacques Muller et n° 859 de M. Alain Vasselle. - **Articles additionnels après l'article 80** (p. 8466, 8467) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Evelyne Didier n° 423 (inscription du principe d'"éco-conception" dans la loi), n° 422 (application de la contribution prévue à l'article L. 541-10 du code de l'environnement aux journaux gratuits distribués dans les lieux publics) et n° 424 (information des consommateurs sur le

montant de la contribution, prévue à l'article L. 541-10 du code de l'environnement, versée par le producteur). - **Article additionnel après l'article 81** (p. 8468) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 425 de Mme Évelyne Didier (compensation financière du coût de pilotage du plan de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics de services de l'Etat à la charge des départements).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11769, 11770) : réponse aux orateurs. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11771, 11775) :

réponses aux orateurs. (p. 11776, 11782) : réponses aux orateurs.

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11783) : son amendement n° II-150 ; adopté. (p. 11784, 11794) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-95 de M. Gérard Bailly, n° II-128 et II-129 de M. Jean-Pierre Sueur, et n° II-119 de la commission de l'économie saisie pour avis. (p. 11785) : son amendement n° II-152 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 52 bis** (p. 11795) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-130 de M. Jean-Pierre Sueur (utilisation du reliquat des crédits votés dans le cadre de la loi de finances pour 2006 afin d'indemniser les victimes de la sécheresse de 2003).

JOYANDET (Alain)
secrétaire d'État chargé de la coopération et de la francophonie

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

JUILHARD (Jean-Marc)
sénateur (Puy-de-Dôme)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des Etats étrangers

- (4 décembre 2009) (p. 12057, 12059) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12064) : intervient sur l'amendement n° II-4 de la commission. (p. 12065) : intervient sur l'amendement n° II-5 de la commission. (p. 12067) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-92 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Accueil des jeunes enfants en milieu rural : développer une offre innovante [n° 545 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Aménagement du territoire - Famille.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (3 juin 2009) - **Article 19 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4133-1 à L. 4133-7, L. 4021-1, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4236-1 à L. 4236-6, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 6155-1 à L. 6155-5, L. 4242-1, L. 4382-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-12, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Formation continue des professionnels de santé) (p. 5517) : son amendement n° 360 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (6 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9637) : soutient l'amendement n° 323 de M. Jacques Blanc ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9668, 9670) : soutient les amendements de M. Jacques Blanc n° 189 ; retiré et n° 324 ; retiré puis repris par Daniel Raoul.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels) (p. 10207, 10208) : votera l'amendement n° 177 de M. Pierre Martin.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10481) : votera l'amendement n° 34 de la commission (sécurisation des regroupements d'assistants maternels).

- **Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]** - (26 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11466, 11467) : votera ce texte.

KAMMERMANN (Christiane)
sénateur (Français établis hors de
France (Série C 1))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger le 17 février 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser la propagande électorale pour les élections à l'étranger [n° 412 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 609 (2008-2009)] (5 septembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 134 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes** - (19 mars 2009) (p. 3205) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (3 juin 2009) - **Article 19 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4133-1 à L. 4133-7, L. 4021-1, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4236-1 à L. 4236-6, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 6155-1 à L. 6155-5, L. 4242-1, L. 4382-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-12, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Formation continue des professionnels de santé) (p. 5516) : son amendement n° 203 ; retiré.

KAROUTCHI (Roger)
*secrétaire d'État chargé des relations
avec le Parlement
(jusqu'au 23 juin 2009)
sénateur (Hauts-de-Seine)
NI
(du 24 juillet 2009 au 28 juillet 2009)*

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 24 juillet 2009.

Cessation de mandat le 28 juillet 2009.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1674, 1676) : son intervention. - **Rappel au règlement** (p. 1677) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel. - **Discussion générale** (p. 1699, 1701) : remerciements. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1704) : avis du Gouvernement sur la motion n° 45 de M. Jean-Pierre Michel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 1708, 1709) : avis du Gouvernement sur la motion n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1713) : avis du Gouvernement sur la motion n° 46 de Mme Nicole Bonnefoy tendant au renvoi à la commission.

- **Suite de la discussion** (12 février 2009) - **Article additionnel avant le chapitre Ier** (p. 1857, 1858) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 70 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration d'un dispositif référendaire partagé). - **Intitulé du chapitre Ier** (*Dispositions, prises en vertu de l'article 34-1 de la Constitution, relatives aux résolutions*) (p. 1859) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 1er** (*Dépôt des propositions de résolution*) (p. 1862, 1874) : droit de résolution parlementaire. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 71 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 2 de la commission, n° 140, 141, 142, 143, 144 et 145 de M. Bernard Frimat, n° 27 de M. Michel Charasse, sur les sous-amendements n° 194, 195, 196, 197, 198, 199 et 200 de M. Bernard Frimat, n° 47 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 28 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 2 précité. - **Article 2** (*Transmission de la proposition de résolution au Premier ministre*) (p. 1875, 1884) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de la commission, n° 72 et 73 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 147, 146 et 148 de M. Bernard Frimat, n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et sur les sous-amendements n° 57 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 201 de M. Bernard Frimat portant sur l'amendement n° 3 précité. - **Article 3** (*Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution*) (p. 1886, 1893) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 74, 75, 76, 79, 78, 80, 77 et 81 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 149, 150, 151, 152, 153 et 154 de M. Bernard Frimat, n° 29 de M. Michel Charasse, n° 4 de la commission, ainsi que sur les sous-amendements n° 59 et 58 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 202, 203, 204 et 205 de M. Bernard Frimat et n° 30 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 4 précité. - **Article 3 bis** (*Information du Premier ministre sur une demande d'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution*) (p. 1895, 1896) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 82 et 83 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 155 et 156 de M. Bernard

Frimat et n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4** (*Conditions d'inscription à l'ordre du jour*) (p. 1897, 1904) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 84, 85, 87, 88 et 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 157, 158 et 159 de M. Bernard Frimat, n° 31 de M. Michel Charasse, et n° 5 de la commission. - **Article 5** (*Rectification des propositions de résolution*) (p. 1905, 1912) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6, 7 et 8 de la commission, n° 89, 90, 94 et 91 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 160 et 161 de M. Bernard Frimat, n° 60 et 50 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 33 de M. Michel Charasse, ainsi que sur le sous-amendement n° 215 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1912, 1913) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 92 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (valeur contraignante des résolutions adoptées par une assemblée). - **Intitulé du chapitre II** (*Dispositions, prises en vertu de l'article 39 de la Constitution, relatives à la présentation des projets de loi*) (p. 1914) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission. - **Article 6** (*Exposé des motifs des projets de loi*) (p. 1915) : inscription, dans la loi organique, de l'obligation de faire précéder les projets de loi de l'exposé de leurs motifs. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 1916) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 162 de M. Bernard Frimat (possibilité pour chaque assemblée parlementaire de procéder à des audits et études lors du dépôt de projets de loi ou de propositions de loi).

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1987, 1990) : réponse aux orateurs. (p. 1993, 2012) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188 et 189 de M. Bernard Frimat, n° 42 de M. Michel Charasse, n° 123, 122, 126, 128, 127, 125 et 124 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13 bis (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2013, 2016) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 190 et 191 de M. Bernard Frimat, n° 52 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 139 de M. Yvon Collin et n° 129 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13 ter (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2018) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 130 et 131 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 192 de M. Bernard Frimat et n° 54 et 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 13 ter (priorité)** (p. 2020) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de Mme Alima Boumediene-Thiery (exclusion des rappels au règlement du champ de la procédure du crédit-temps).

- **Rappel au règlement** - (18 février 2009) (p. 2032) : réponse aux rappels au règlement de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et de M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)] (suite)** - (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2048, 2050) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de la commission, n° 163, 164 et 165 de M. Bernard Frimat, n° 26 de M. Michel Mercier, n° 34, 35 et 36 de M. Michel Charasse, n° 95, 96, 97 et 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur les sous-amendements n° 193 de Mme Michèle André, n° 206, 207, 208, 209 et 210 de M. Bernard Frimat, n° 211 et 212 de M. Alain Vassel, n° 213 et 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 43 et 44 de M. Yves Détraigne, n° 61, 62 et 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery portant sur l'amendement n° 10 précité. - **Article 8** (*Délai d'examen des études d'impact par la Conférence des présidents*) (p. 2057, 2058) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de la commission, n° 166 et 167 de M. Bernard Frimat et n° 101 et 102 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 9** (*art. 26-1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 sur le Conseil constitutionnel - Examen des*

conditions de présentation des projets de loi par le Conseil constitutionnel) (p. 2059) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de la commission et n° 38 et 39 de M. Michel Charasse. - **Article 10** (Catégories de projets de loi échappant à l'obligation d'évaluation préalable ou soumis à des obligations de présentation spécifiques) (p. 2060, 2062) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13, 14, 15 et 16 de la commission, n° 168 et 169 de M. Bernard Frimat, n° 103, 104 et 105 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur le sous-amendement n° 63 de Mme Alima Boumediene-Thiery portant sur l'amendement n° 16 précité. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 2063) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de la commission (coordination). - **Intitulé du chapitre III** (Dispositions, prises en vertu de l'article 44 de la Constitution, relatives au droit d'amendement) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission. - **Article 11** (Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions) : avis du Gouvernement sur la demande d'examen par priorité des amendements portant sur le quatrième alinéa de cet article. (p. 2069, 2081) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19, 20 et 21 de la commission, n° 170, 171, 172, 173 et 174 de M. Bernard Frimat, n° 40 et 41 de M. Michel Charasse, et n° 106, 107, 111, 112, 109, 113, 108 et 110 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2082) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 175 de M. Bernard Frimat (délai de deux semaines entre la remise du rapport établi par la commission principalement saisie, et la discussion du texte en séance publique). - **Article 11 bis** (Evaluation préalable des amendements du Gouvernement) (p. 2083, 2084) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 176 de M. Bernard Frimat, n° 22 de la commission et n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 11 ter** (Evaluation préalable des amendements des membres du Parlement) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 de la commission et n° 177 et 178 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 2085) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nécessité de présenter les amendements en séance publique avant d'invoquer l'irrecevabilité des articles 40 et 41 de la Constitution). - **Article 12** (Procédure d'examen simplifiée) (p. 2086) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 118 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 179 et 180 de M. Bernard Frimat. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 2087) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 132 (réunion de la conférence des présidents pour se prononcer sur la mise en œuvre de la procédure accélérée prévue par l'article 45 de la Constitution) et n° 133 (réunion de la conférence des présidents pour se prononcer sur la mise en œuvre de l'article 44, alinéa 3,

de la Constitution par le Gouvernement). - **Article 14** (Entrée en vigueur) (p. 2088) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 de la commission et n° 135 et 136 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2089) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 137 (suppression du siège de sénateur de Saint-Barthélemy) et n° 138 (suppression du siège de sénateur de Saint-Martin).

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3248, 3249) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3250, 3253) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 37 (instauration d'une procédure dérogatoire d'enregistrement d'un pacte civil de solidarité en cas d'empêchement grave), n° 36 (institution d'un recours suspensif en cas de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile pour un motif autre que celui prévu par la loi du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile), n° 38 (notification des recours contre les décisions de refus de demande d'asile), n° 39 (reconnaissance en France des partenariats similaires aux pactes civils de solidarité conclus à l'étranger) et n° 107 de M. Richard Yung (reconnaissance en France des partenariats similaires aux pactes civils de solidarité conclus à l'étranger).

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 30** (p. 3363) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 91 de M. Jacques Mézard (clarification).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le code de justice administrative [n° 426 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5465) : son intervention. - **Article 1er A** (Texte non modifié par la commission) (art. 4 bis nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. L. 112-1 et art. L. 123-1 à L. 123-3 nouveaux du code de justice administrative - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 5469, 5470) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, 2 et 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 5470) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (caractère public des avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi).

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (8 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5805, 5807) : son intervention.

KELLER (Fabienne)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi le 9 mars 2009.

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire et du secrétaire d'État chargé des affaires européennes le 24 décembre 2009.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis secrétaire le 7 octobre 2009.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : En attendant la taxe carbone... Enjeux et outils de la réduction des émissions de CO₂ [n° 543 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Entreprises - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Sécheresse de 2003 : un passé qui ne passe pas [n° 39 (2009-2010)] (14 octobre 2009) - **Environnement - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution européenne, présentée au nom de la commission des affaires européennes, sur le marché des quotas de CO₂ et le mécanisme d'inclusion carbone aux frontières [n° 98 (2009-2010)] (18 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Environnement**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Écologie, développement et aménagement durables. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. [n° 101 tome 3 annexe 10 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Environnement - Economie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 959, 960) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (28 septembre 2009) - **Article 21** (*Chapitre X du titre 1er du code de la voirie routière - Modulation des péages en fonction des émissions de gaz à effets de serre des camions mise en place au plus tard le 1er janvier 2010*) (p. 8014, 8017) : ses amendements n° 827 et 828 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 8074) : son amendement n° 834 : extension du dispositif de l'article 200 quater du code général des impôts à certains matériels électriques, et notamment "boîtiers intelligents" ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8427, 8429) : son amendement n° 831 : prise en compte du coût réel de traitement des déchets ; extension de la responsabilité élargie des producteurs à l'ensemble des produits de grande consommation ; soumission à la TGAP des produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs ; adopté. - **Article 78 ter (Nouveau)** (*art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la*

signalétique "Point vert") (p. 8451, 8454) : son amendement n° 830 ; adopté. Sur l'amendement n° 321 de Mme Anne-Marie Payet, son sous-amendement n° 941 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Article 38** (*art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse*) (p. 10418, 10425) : son amendement n° 252 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11131) : intervient sur l'amendement n° I-445 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 11133) : son amendement n° I-415 ; rejeté. (p. 11135) : intervient sur son amendement n° I-415 précité. (p. 11141) : son amendement n° I-417 ; rejeté. (p. 11143) : intervient sur l'amendement n° I-417 précité. (p. 11147) : intervient sur l'amendement n° I-254 de M. Jacques Muller. (p. 11157) : intervient sur l'amendement n° I-141 de la commission. (p. 11163) : son amendement n° I-416 ; rejeté.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11751, 11752) : son intervention.

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11783, 11794) : position de la commission sur les amendements n° II-150 et II-152 du Gouvernement, n° II-95 de M. Gérard Bailly, n° II-128 et II-129 de M. Jean-Pierre Sueur, et n° II-119 de la commission de l'économie saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 52 bis** (p. 11795) : position de la commission sur l'amendement n° II-130 de M. Jean-Pierre Sueur (utilisation du reliquat des crédits votés dans le cadre de la loi de finances pour 2006 afin d'indemniser les victimes de la sécheresse de 2003).

KERGUERIS (Joseph)
sénateur (Morbihan)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi organique [n° 144 (2008-2009)] relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 151 (2008-2009)] (6 janvier 2009) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Médias** : action audiovisuelle extérieure [n° 102 tome 8 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 408 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord de coopération administrative pour la lutte contre le travail illégal et le respect du droit social en cas de circulation transfrontalière de travailleurs et de services entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays Bas [n° 153 (2009-2010)] (9 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Travail**.

KHIARI (Bariza)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 21 décembre 2009.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 16, 18) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) - **Article 52** (*Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'Etat aux collectivités territoriales volontaires*) (p. 11617) : intervient sur le sous-amendement n° II-117 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-54 de la commission de la culture saisie pour avis.

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 11621, 11622) : son intervention.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 200 (2008-2009)] de développement et de modernisation des services touristiques [n° 304 (2008-2009)] (25 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi [n° 484 (2008-2009)] de développement et de modernisation des services touristiques [n° 507 (2008-2009)] (1er juillet 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Article 1er A (art. 3-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel au Parlement sur les actions des éditeurs en faveur de la diversité)** (p. 121) : son amendement n° 293 ; adopté. -

Article 1er (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 130, 131) : parole sur l'article. (p. 144) : soutient l'amendement n° 298 de M. David Assouline ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) (p. 161) : ses amendements n° 300 : suppression de la référence à la diversité "ethnoculturelle" ; et n° 299 : visibilité de la diversité dans l'ensemble des programmes ; devenus sans objet. - **Article 5** (art. 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de France Télévisions*) (p. 205) : défavorable à l'amendement n° 96 de M. Jean-Etienne Antoinette (présence au conseil d'administration d'un représentant relevant de l'instance gouvernementale en charge de l'égalité des chances et de la lutte contre les discriminations). - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 213) : favorable à l'amendement n° 330 de M. David Assouline (nouvelle composition du conseil d'administration).

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - *Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale*) (p. 295) : soutient l'amendement n° 355 de M. David Assouline ; devenu sans objet.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 348, 349) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)] (suite)** - (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 49 A** (p. 513, 516) : soutient les amendements de M. Pierre-Yves Collombat n° 395 (amélioration de la couverture du territoire par les émetteurs numériques) ; et n° 397 (amélioration de la couverture hertzienne en mode numérique dans les départements) ; rejetés. - **Article 49 quater** (art. 30-3 de la loi du 30 septembre 1986 - *Attribution de fréquences aux collectivités territoriales*) (p. 522) : soutient l'amendement n° 398 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (23 janvier 2009) - **Article 5 bis** (Art. L. 626-6 du code de commerce - *Facilitation de la remise de créances de l'Etat aux entreprises en difficulté*) (p. 871) : soutient l'amendement n° 131 de M. Yannick Botrel ; rejeté. - **Article 5 ter** (Art. L. 1311-2 et L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales - *Facilitation de la réalisation de grands équipements sportifs*) (p. 873, 874) : soutient l'amendement n° 132 de M. Yannick Botrel ; rejeté. Ne votera pas cet article. - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 875, 876) : défavorable à l'amendement n° 85 de M. Bruno Gilles (possibilité de passer une convention d'occupation temporaire du domaine public comportant des obligations de service public pour l'exploitation d'un circuit automobile homologué pour la Formule 1). - **Article 5 quater** (Art. L. 642-3 du code du patrimoine - *Substitution d'un avis simple à l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France*) (p. 877) : soutient l'amendement n° 62 de M. Yves Dauge ; rejeté. - **Article 6** (*Habilitation du Gouvernement à proposer par ordonnance un régime d'autorisation simplifiée des installations classées*) (p. 887, 889) : soutient l'amendement n° 133 de M. Yannick Botrel ; rejeté. - **Article 6 bis** (Art. L. 511-1 du code de l'environnement - *Intégration des paysages parmi les critères des installations classées*) (p. 890) : soutient l'amendement n° 134 de M. Yannick Botrel ; rejeté. - **Article 8** (*Habilitation du Gouvernement à adopter par voie d'ordonnance la partie législative du code de la commande publique*) (p. 895, 896) : soutient l'amendement n° 135 de M. Yannick Botrel ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 899) : s'abtient sur l'amendement n° 126 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre les dispositions législatives nécessaires à la réforme du CNASEA, de l'Agence unique de paiement et des offices agricoles). -

Intitulé du projet de loi (p. 901) : intervient sur l'amendement n° 119 de Mme Odette Terrade (nouvel intitulé du texte - projet de loi portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés et au développement de l'économie de marché). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 901, 902) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1037) : soutient l'amendement n° 180 de M. Thierry Repentin (limitation des hausses de loyers susceptibles de résulter de travaux effectués par les propriétaires) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 16** (*Réduction des consommations d'énergie*) (p. 1269) : soutient l'amendement n° 324 de M. Daniel Raoul ; retiré. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1275, 1276) : sur l'amendement n° 58 de la commission, soutient le sous-amendement n° 779 de M. Daniel Raoul ; retiré.

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privés [n° 176 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1777, 1779) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 4111-1, L. 4132-1, L. 4131-5, L. 4141-4, L. 4151-6, L. 4221-1, L. 4221-10 du code de la santé publique - *Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien*) (p. 1785, 1786) : son amendement n° 2 ; adopté. - **Article 3** (art. 11 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 - *Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession d'avocat*) (p. 1789) : ses amendements n° 3 et 4 ; adoptés. - **Article 4** (art. 10 et 11 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 - *Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession d'architecte*) (p. 1789) : son amendement n° 5 ; adopté. - **Article 5** (art. 3 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 - *Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession de géomètre-expert*) (p. 1790) : son amendement n° 6 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1791) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1980, 1981) : parole sur l'article. (p. 1996) : intervient sur les amendements n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 181 de M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 3765, 3769) : son intervention. - **Article 1er** (*Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours*) (p. 3791, 3794) : position de la commission sur les amendements n° 20 de M. Daniel Soulage, n° 24 de M. Michel Bécot, n° 15 et 14 de M. Philippe Dominati, n° 19 de M. Hervé Maurey et n° 66 de M. Paul Raoult. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3795) : position de la commission sur l'amendement n° 25 de M. Michel Bécot (dispense de la carte professionnelle, prévue à l'article 3 du texte, pour les personnes physiques ou morales n'exerçant qu'une activité de location saisonnière de meublés). - **Article 4** (*Chapitre Ier du titre III du livre II du code du tourisme - Modernisation du régime juridique de l'activité de grande remise*) (p. 3797, 3799) : position de la commission sur les amendements n° 36 de M. Philippe Dominati et n° 7 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3800, 3801) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Daniel Soulage (mise en place d'une base juridique à l'activité de moto taxi). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3802, 3803) : position de la commission sur l'amendement n° 62 de M. Paul Raoult (répartition des ressources prélevées sur les produits des jeux des casinos). - **Article 6** (Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - *Création de l'Agence de développement touristique de*

la France) (p. 3809) : position de la commission sur les amendements n° 4 de M. Claude Biwer, n° 22 de M. Daniel Soulage, n° 53 de M. Didier Guillaume, n° 13 de M. Michel Bécot, n° 47, 48, 49, 50, 51, 52 et 54 de M. Paul Raoult et n° 72 de Mme Odette Terrade. - **Article 7 (Mesures transitoires)** (p. 3812) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Hervé Maurey. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3813) : position de la commission sur l'amendement n° 60 de M. Paul Raoult (modification de la convention collective dans le secteur de la restauration en vue d'améliorer les conditions de travail, de formation et de rémunération des salariés).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 8 (Chapitre Ier du titre Ier du livre III du code du tourisme - Réforme du classement des hôtels de tourisme)** (p. 3823, 3825) : position de la commission sur les amendements n° 55, 56 et 57 de M. Paul Raoult et n° 17 de M. Hervé Maurey. - **Article 9 (art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes)** (p. 3825, 3827) : position de la commission sur les amendements n° 16 de M. Philippe Dominati, n° 31 de M. Hervé Maurey et n° 3 de M. Michel Bécot. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3827) : position de la commission sur l'amendement n° 26 de M. Michel Bécot (caractère non résiliable des baux commerciaux signés entre les propriétaires et les exploitants de résidences de tourisme). - **Article 10 (art. L. 362-1 du code du tourisme, art. L. 4424-32 du code général des collectivités territoriales, art. L. 3335-4 du code de la santé, art. 199 undecies B et 217 duodecimes du code général des impôts - Suppression du classement des restaurants de tourisme)** (p. 3829) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3832) : position de la commission sur les amendements identiques n° 33 de M. Jean Faure et n° 67 de M. Thierry Repentin (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir mise en œuvre dans les stations et les communes touristiques depuis les années 2000). - **Article 12 (art. L. 3331-1 [nouveau] et L. 3332-1-1 du code de la santé publique et art. L. 313-1 du code du tourisme - Suppression de la déclaration de la licence I pour les exploitants d'un hébergement touristique - Obligation de formation adaptée des exploitants d'une table d'hôtes servant des boissons alcoolisées)** (p. 3833) : position de la commission sur les amendements n° 28 de M. Gérard César et n° 23 de M. Michel Bécot. - **Article 13 (art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 decies EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924)** (p. 3845) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Hervé Maurey. - **Division et articles additionnels après l'article 13** (p. 3848) : position de la commission sur les amendements de M. Claude Lise n° 41 (exonération de la TVA sur les prestations de restauration et d'hébergement à destination des touristes dans les départements d'outre-mer), n° 42 (nécessité de renforcer la coopération dans le domaine touristique, notamment en matière d'actions de formation), n° 43 (mise en place de visas touristiques dans les départements d'outre-mer), n° 44 (dérogation au paiement du visa temporaire en faveur des compagnies aériennes atterrissant dans les départements d'outre-mer) et n° 45 (mise en place de visas touristiques pour les étrangers se rendant dans les départements d'outre-mer afin d'assister à un congrès). - **Article 14 (Chapitre Ier du titre Ier du livre IV du code du tourisme - Attribution des chèques-vacances dans les entreprises de moins de 50 salariés)** (p. 3855) : position de la commission sur les amendements n° 8 et 9 de M. Pierre Hérisson, n° 58 et 59 de M. Paul Raoult et n° 37, 38 et 39 de Mme Odette Terrade. - **Article 15 (Information des associés des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Retrait des associés de ces sociétés)** (p. 3858) : position de la commission sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Sœur. (p. 3860) : son amendement n° 75 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 3861) : position de la commission sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnance des mesures de transposition de la directive européenne 2008/122/CE du

14 janvier 2009 relative à la protection des consommateurs en matière de contrat d'utilisation de biens à temps partagé). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3862, 3866) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 64 (désignation par les ministres chargés du tourisme et du logement d'un délégué interministériel en charge du logement des saisonniers) et n° 65 (présentation d'un rapport par le Gouvernement sur l'évolution des classes de découverte), n° 70 de M. Paul Raoult (rapport du Gouvernement sur les difficultés rencontrées par les voyageurs en raison de la surréservation pratiquée par les compagnies aériennes) et n° 71 de M. Didier Guillaume (rapport du Gouvernement sur les difficultés de mise aux normes rencontrées par les petits établissements hôteliers). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3868) : remerciements.

- **Question orale européenne avec débat de M. Richard Yung sur l'avenir de la politique sociale européenne** - (4 juin 2009) (p. 5595, 5597) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 6729, 6732) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours)** (p. 6746) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de M. Paul Raoult. - **Article 4 bis A (Texte non modifié par la commission) (Encadrement de l'activité des motos-taxis)** (p. 6748) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de Mme Odette Terrade. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France)** (p. 6751) : position de la commission sur les amendements n° 22 et 23 de Mme Odette Terrade. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission) (Chapitre Ier du titre Ier du livre III du code du tourisme - Réforme du classement des hôtels de tourisme)** (p. 6754) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Paul Raoult. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 324-3-1 [nouveau], L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes)** (p. 6755) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Hervé Maurey. - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 6757, 6758) : position de la commission sur les amendements de M. Martial Bourquin n° 18 (interdiction de commercialiser des logements compris dans des résidences de tourisme classées en l'absence d'un dispositif des garanties des loyers impayés) et n° 19 (obligation pour les exploitants de résidence de tourisme de présenter une garantie financière spécialement affectée à la garantie des loyers). - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission) (art. 39 octies F, 39 AK et 279 du code général des impôts, art. 138 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 et art. 10 de la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 - Baisse de la taxe sur la valeur ajoutée dans la restauration)** (p. 6761, 6766) : position de la commission sur les amendements n° 1 de M. Jean Arthuis, n° 9, 10 et 11 de Mme Nicole Bricq, n° 8 de M. Paul Raoult et n° 24 de Mme Odette Terrade. - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission) (Grands stades et équipements sportifs)** (p. 6771, 6778) : position de la commission sur les amendements n° 25, 26, 31, 28, 27, 29 et 30 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur les amendements n° 15 de M. Marc Daunis et n° 20 de Mme Élisabeth Lamure. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission) (Chapitre Ier du titre Ier du livre IV du code du tourisme - Attribution des chèques-vacances dans les entreprises de moins de 50 salariés et missions de l'Agence nationale des chèques vacances)** (p. 6780, 6781) : position de la commission sur les amendements n° 32 et 34 de Mme Odette Terrade et n° 16 de M. Paul Raoult. - **Article 15 (Texte non modifié par la commission) (art. 5, 13 et 19-1 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé et section 9 du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Limitation à trois ans de la durée du mandat**

des gérants des sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé - Information des associés des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Retrait des associés de ces sociétés - Transposition de la directive européenne sur les contrats d'utilisation de biens à temps partagé) (p. 6785, 6786) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5, 8, 9, 12 et 37 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et art. L. 133-3 du code de commerce - Statut des déménageurs) (p. 6788) : position de la commission sur l'amendement n° 35 de Mme Odette Terrade. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation d'une année du mandat des membres des CCI, des CRCI, de l'ACFCI et des délégués consulaires) (p. 6788) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de Mme Odette Terrade.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-27 du code du travail - Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire) (p. 7243, 7244) : votera contre l'article 1er de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7268, 7269) : parole sur l'article. (p. 7296) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7311) : favorable à l'amendement n° 19 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 7343) : intervient sur l'amendement n° 125 de M. Philippe Dominati.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (5 octobre 2009) - **Article 36** (art. L. 254-1 à L. 254-12 [nouveau] du code rural - Encadrement des activités de vente, d'application et de conseil des produits phytopharmaceutiques) (p. 8144) : soutient l'amendement n° 762 de Mme Odette Herviaux ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article 78 ter (Nouveau)** (art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert") (p. 8454, 8455) : intervient sur les amendements n° 321 de Mme Anne-Marie Payet, n° 416 de Mme Évelyne Didier, n° 836 de M. Alain Vasselle, n° 830 de Mme Fabienne Keller et n° 740 de M. Gérard Miquel. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8472, 8473) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Questions cribles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8982) : sa question.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 1er** (p. 9211, 9212) : le groupe socialiste est défavorable à cet article. - **Article 2 bis A (Nouveau)** (Dispositions relatives au STIF) (p. 9215) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9285, 9286) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9412, 9413) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9512) : intervient sur les amendements n° 579 de M. Bruno Retailleau et n° 580 de M. François Fortassin.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9591, 9595) : soutient les amendements n° 467, 469 et 461 de M. Michel Teston ; rejetés. (p. 9618, 9619) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 2 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire) (p. 9706, 9707) : parole sur l'article. (p. 9709, 9710) : soutient l'amendement n° 490 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9741) : soutient l'amendement n° 339 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 10** (art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste) (p. 9811) : soutient l'amendement n° 395 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9812) : votera contre cet article. - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste) (p. 9843) : soutient l'amendement n° 421 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejeté. (p. 9844) : soutient l'amendement n° 422 de M. Jean-Etienne Antoinette ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (27 novembre 2009) (p. 11582, 11583) : son intervention.

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'Etat

- (4 décembre 2009) - en remplacement de M. François Patriat, rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 12080, 12081) : son intervention.

Ville et logement

- (4 décembre 2009) - en remplacement de M. Thierry Repentin, rapporteur pour avis (p. 12132) : son intervention. (p. 12137, 12139) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12739) : votera l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Peyronnet (respect des principes de la parité dans la composition des conseils généraux).

KLÈS (Virginie)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières le 17 février 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire** [n° 147 (2008-2009)] - (20 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 575, 576) : défavorable aux conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

- **Projet de loi pénitentiaire** [n° 202 (2008-2009)] - (5 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2479) : intervient sur l'amendement n° 197 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5143, 5144) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense** [n° 514 (2008-2009)] - (15 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 6958, 6959) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) - **Article 12** (*Perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale*) (p. 7097, 7098) : parole sur l'article. - **Article 16 bis (Nouveau)** (*Sortie de*

certaines immeubles du domaine public) (p. 7107) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à la gendarmerie nationale - Commission mixte paritaire** [n° 124 (2008-2009)] - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7387, 7389) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution** [n° 636 (2008-2009)] - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8706, 8707) : son intervention. Ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Sécurité

- (3 décembre 2009) (p. 11998, 12000) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés** [n° 116 (2009-2010)] - (14 décembre 2009) - auteur de la motion - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12632, 12635) : soutient la motion n° 3 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel** [n° 140 (2009-2010)] - (21 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13208, 13210) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*Accès des avoués et de leurs collaborateurs aux professions juridiques réglementées*) (p. 13252) : soutient l'amendement n° 11 de M. Rachel Mazuir ; devenu sans objet.

KOSCIUSKO-MORIZET (Nathalie)
secrétaire d'État chargée de l'écologie
(jusqu'au 15 janvier 2009)
secrétaire d'État chargée de la
prospectivité et du développement de
l'économie numérique
(à partir du 15 janvier 2009)

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) (p. 1729, 1731) : son intervention. (p. 1746, 1747) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental** [n° 121 (2008-2009)] - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7132, 7133) : réponse aux orateurs.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique** [n° 560 (2008-2009)] - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7139, 7140) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 7150) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Pierre-Yves Collombat (numérisation des émetteurs existants). - **Article 1er A (Nouveau)** (*art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication -*

Objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes "historiques") (p. 7153) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de M. Michel Teston, n° 44 de M. Jean-Claude Danglot, n° 2 et 3 de M. Paul Blanc et n° 28 et 27 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 7154) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Pierre-Yves Collombat (repli). - **Article 1er B (Nouveau)** (*art. 97 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes payantes et nouvellement entrantes*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 7155) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 16 de M. Jacques Blanc et n° 30 de M. Michel Teston (alerte par le Conseil supérieur de l'audiovisuel des communes actuellement couvertes par des émetteurs analogiques et non couvertes en mode numérique terrestre). - **Article additionnel après l'article 1er D** (p. 7157) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de M. Michel Teston (rapport au Parlement sur le soutien financier pouvant être apporté aux foyers n'ayant pas accès au très haut débit). - **Article additionnel après l'article 1er F** (p. 7157) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de M. Bruno Retailleau (simplification). - **Article 1er G (Nouveau)** (*art. L. 34-8 et L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation entre les opérateurs des travaux d'équipement d'un immeuble en ligne de communication électronique à très haut débit*) (p. 7159, 7160) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 59 de la commission, n° 23 de M. Hervé Maurey, n° 32 de M. Michel Teston et n° 46 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 1er H (Nouveau)** (*art. L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation de la boucle*

locale très haut débit en dehors des immeubles privés) (p. 7161) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de M. Michel Teston. - **Article additionnel après l'article 1er H** (p. 7162, 7163) : son amendement n° 58 : intervention des collectivités territoriales comme investisseur minoritaire dans des réseaux ouverts de communication électronique ; adopté. - **Article 1er I** (art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - Modalités d'octroi des fréquences "télécoms" du dividende numérique) (p. 7165) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Michel Teston. - **Article 1er** (Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique) (p. 7166, 7170) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 et 5 de M. Xavier Pintat, n° 21 et 18 de M. Hervé Maurey, n° 47 de M. Jean-Claude Danglot et n° 36 et 37 de M. Michel Teston. - **Article 4** (Fonds d'aménagement numérique des territoires) (p. 7172, 7178) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50 de M. Philippe Dominati, n° 38, 39, 40 et 41 de M. Michel Teston, n° 19 et 22 de M. Hervé Maurey, n° 48 de M. Jean-Claude Danglot, n° 24 de M. Gérard Longuet et n° 15 et 60 de la commission. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7179) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Paul Virapoullé (définition et réglementation de l'itinérance ultramarine). - **Article 4 bis (Nouveau)** (Lignes multiplexées) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 62 de la commission. - **Article 4 ter (Nouveau)** (art. L. 1425-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit d'accès aux tranchées pour la pose de fibres optiques) (p. 7180, 7182) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de la commission, n° 7 de M. Xavier Pintat, n° 49 de M. Jean-Claude Danglot et n° 55 de M. Philippe Dominati. - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 7183) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Virapoullé (prise en compte du rapport de l'ARCEP relatif au handicap ultramarin bloquant le développement des technologies de l'information et de la communication). - **Article 6** (Gage) (p. 7183, 7184) : son amendement n° 63 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7184) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de M. Philippe Dominati (clarification).

- *Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]* - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12521, 12522) : son intervention. (p. 12533, 12536) : réponse aux orateurs. - **Article**

1er BA (Texte non modifié par la commission) (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Objectifs et calendrier de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes nationales en clair) (p. 12537) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article 1er DC (Texte non modifié par la commission)** (Aide financière en faveur des collectivités locales mettant en œuvre des moyens propres à assurer la continuité de réception des services télévisés en clair) (p. 12539, 12540) : parole sur l'article. - **Article 1er D (Texte non modifié par la commission)** (art. 102 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Mise en place d'un "fonds parabole") (p. 12541) : parole sur l'article. - **Article 1er GA (Texte non modifié par la commission)** (art. 31 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Suppression, sous certaines conditions, de l'obligation faite au Conseil supérieur de l'audiovisuel de procéder à de nouvelles consultations publiques avant l'attribution d'autorisation d'usage des fréquences radioélectriques) (p. 12542, 12543) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 6 de M. Michel Teston. - **Article 1er H (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation de la boucle locale très haut débit en dehors des immeubles privés) (p. 12545) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Michel Teston. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1425-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique) (p. 12547) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de Mme Mireille Schurch. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Fonds d'aménagement numérique des territoires) (p. 12548) : parole sur l'article. (p. 12549, 12554) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 et 12 de M. Michel Teston, n° 16 et 17 de Mme Mireille Schurch et n° 7 de M. Hervé Maurey. - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales - Travaux d'enfouissement coordonné) (p. 12556) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12559) : remerciements.

KOUCHNER (Bernard)
ministre des affaires étrangères et
européennes

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant la ratification du traité de Singapour sur le droit des marques [n° 159 (2008-2009)] (14 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le droit des brevets [n° 160 (2008-2009)] (14 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants se rapportant à la convention de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public à la prise de décision et l'accès à la justice dans le domaine de l'environnement [n° 175 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Justice - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital [n° 247 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 248 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 310 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure et de défense civile [n° 311 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Bahreïn relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure et de défense civile [n° 312 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hellénique relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 313 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya arabe, libyenne, populaire et socialiste [n° 314 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 315 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre l'Irlande, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume d'Espagne, la République italienne, la République portugaise, la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, établissant un centre opérationnel d'analyse du renseignement maritime pour les stupéfiants [n° 333 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de partenariat entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire [n° 334 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire [n° 335 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Projet de loi autorisant l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana sur l'éducation et la langue française [n° 376 (2008-2009)] (29 avril 2009) - **Culture - Traités et conventions - Éducation.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la Méditerranée [n° 390 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Environnement - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter l'accord relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [n° 391 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Police et sécurité - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela sur l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles [n° 429 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à l'assistance et à la coopération en matière de protection et de sécurité civiles dans les situations d'urgence [n° 438 (2008-2009)] (27 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 451 (2008-2009)] (3 juin 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Belgique tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus [n° 452 (2008-2009)] (3 juin 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels [n° 459 (2008-2009)] (10 juin 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Travail.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens [n° 555 (2008-2009)] (13 juillet 2009)

Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 582 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise [n° 583 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc [n° 604 (2008-2009)] (25 août 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Sécurité sociale - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque sur l'échange de données et la coopération en matière de cotisations et de lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale [n° 605 (2008-2009)] (25 août 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Sécurité sociale - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour l'énergie de fusion en vue de la mise en œuvre conjointe du projet ITER relatif au rôle de l'inspection du travail sur le site de l'Organisation internationale ITER et portant sur la santé et la sécurité au travail [n° 15 (2009-2010)] (7 octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 330, 333) : son intervention. (p. 351, 355) : réponse aux orateurs.

- **Prolongation de cinq interventions des forces armées - Débat et votes sur des demandes d'autorisation du Gouvernement** - (28 janvier 2009) (p. 1042, 1044) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3336, 3340) : son intervention.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur les armes à sous-munitions [n° 575 (2009-2010)]** - (17 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7656, 7665) : son intervention. Réponse aux orateurs.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10524, 10527) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État



KRATTINGER (Yves)
sénateur (Haute-Saône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Rapporteur de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission Collectivités territoriales : Rapport d'étape sur la réorganisation territoriale (rapport) [n° 264 tome 1 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission Collectivités territoriales : Rapport d'étape sur la réorganisation territoriale (annexes) [n° 264 tome 2 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

- (30 novembre 2009) (p. 11694, 11700) : réponse aux orateurs. - **Demande de priorité** (p. 11700). - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11700, 11706) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger). - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11707, 11712) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-37 de M. Christian Cointat, n° II-90 de M. Jean-Pierre Cantegrit, n° II-80 de M. Richard Yung, n° II-57 de M. Robert del Picchia, n° II-79 de Mme Claudine Lepage, n° II-44 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, et n° II-1 et II-2 de la commission.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information : Faire confiance à l'intelligence territoriale [n° 471 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Enquête de la Cour des comptes relative aux crédits de la présidence française de l'Union européenne [n° 49 (2009-2010)] (20 octobre 2009) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 101 tome 3 annexe 9 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) - rapporteur de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales (p. 3103, 3105) : son intervention. (p. 3139, 3149) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers** [n° 287 (2008-2009)] - (2 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3708, 3711) : son intervention. - **Article 3 (Consistance du transfert)** (p. 3719) : son amendement n° 14 ; rejeté. - **Article 4 (Conventions de transfert)** (p. 3721) : son amendement n° 16 ; adopté. - **Article 5 (Transfert en cas d'échec de la procédure conventionnelle)** (p. 3733, 3734) : ses amendements n° 17 ; adopté ; et n° 18 ; retiré. - **Article 11 (Mise à disposition transitoire des OPA)** (p. 3737) : ses amendements n° 21 et 22 ; rejetés. (p. 3739) : son amendement n° 23 ; rejeté. (p. 3740) : son amendement n° 24 ; retiré. - **Article 16 (Transfert en pleine propriété à titre gratuit)** (p. 3742) : ses amendements n° 19 ; adopté ; et n° 20 ; retiré. - **Article 21 (Période transitoire)** (p. 3745, 3746) : son amendement n° 25 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3749) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-France Beauflis sur la réforme de la taxe professionnelle** - (10 juin 2009) (p. 5950, 5951) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) - rapporteur de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales (p. 6461, 6464) : présente le point de vue de la mission. (p. 6492 ; 6495 ; 6498, 6499) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (26 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11515, 11516) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11522, 11524) : position de la commission sur l'amendement n° II-47 de M. Philippe Dominati. (p. 11523, 11524) : à titre personnel, son amendement n° II-43 ; adopté.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux** [n° 132 (2009-2010)] - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12709, 12711) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12742, 12743) : intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département). (p. 12748) :

intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Claude Peyronnet (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale). (p. 12752, 12756) : intervient sur les amendements n° 9 de M. Jean-Claude Peyronnet (conditions d'élection dans le cadre d'un scrutin uninominal à un tour) et de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 26 (étude d'impact sur les conséquences de la réforme des collectivités territoriales) et n° 21 (consultation nationale des conseils généraux et régionaux sur la réduction de la durée de mandat des conseillers).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12769) : parole sur l'article.

LABEYRIE (Philippe)
sénateur (Landes)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

LABORDE (Françoise)
sénateur (Haute-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes le 17 février 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société**.

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants [n° 596 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail**.

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société**.

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (5 février

2009) - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1488, 1489) : son amendement n° 294 ; adopté.

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1783) : son intervention.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1827) : le groupe RDSE votera cette loi.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Commission mixte paritaire [n° 121 (2008-2009)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2123, 2125) : son intervention. La très grande majorité des membres du groupe RDSE et l'ensemble des radicaux de gauche voteront contre ce texte.

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3164, 3165) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes** - (19 mars 2009) (p. 3205, 3207) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 3615) : son amendement n° 84 ; adaptation du système d'aide au mécénat aux très petites entreprises ; rejeté.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Commission mixte paritaire [n° 327 (2009-2010)]** - (9 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3880, 3881) : son intervention. La majorité des membres du groupe RDSE votera ce texte.

- **Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4426) : son intervention. La grande majorité du groupe RDSE votera ce projet de loi.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (13 mai 2009) (p. 4499) : au nom de Mme Anne-Marie Escoffier et de MM. Yvon Collin et François Fortassin.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4500) : soutient l'amendement n° 588 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 4503) : soutient l'amendement n° 590 de M. Yvon Collin ; retiré.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5132, 5133) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 5146) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)] (suite)** - (29 mai 2009) - **Article 15 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1-1 du code de l'éducation - *Contrat d'engagement de service public pour les étudiants en médecine*) (p. 5334) : son amendement n° 628 ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6032, 6033) : son intervention. Avis favorable du groupe du RDSE à ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Ivan Renar sur l'évaluation du crédit impôt recherche** - (24 juin 2009) (p. 6325, 6326) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6810, 6811) : son intervention. S'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - *Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 7882) : son amendement n° 9 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 13 bis** (*Conventions d'objectifs entre l'Etat et les entreprises ou les branches sur le développement de la formation des jeunes par l'alternance*) (p. 7923) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (7 octobre 2009) - **Article 90** (art. L. 123-1 à L. 123-19 du code de l'environnement - *Simplification des procédures d'enquête*) (p. 8368) : son amendement n° 502 ; retiré. - **Article 94** (*Divers codes modifiés - Mesures de rattachement des enquêtes concernant des décisions ayant trait à l'environnement à l'enquête publique du type "Bouchardeau"*) (p. 8375) : ses amendements n° 503 et 504 ; rejetés.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8815, 8816) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8832, 8833 ; 8843) : ses interventions.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9035) : favorable à ce texte.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 33 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9126, 9127) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Desailly sur la décentralisation des enseignements artistiques** - (29 octobre 2009) (p. 9146, 9147) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Statut de La Poste*) (p. 9434) : soutient l'amendement n° 581 de M. François Fortassin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Points de contact de La Poste*) (p. 9696) : le groupe du RDSE s'abstiendra sur l'article 2 bis de ce projet de loi. - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom et article 1635 sexies du code général des impôts - *Financement du fonds de péréquation de La Poste*) (p. 9702) : soutient l'amendement n° 588 de M. François Fortassin ; retiré. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 9705) : soutient l'amendement n° 620 de M. François Fortassin (modalités d'évaluation et de vérification du coût du maillage territorial complémentaire mis en place par La Poste) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à

l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut des fonctionnaires de La Poste (p. 9767) : soutient l'amendement n° 593 de M. François Fortassin ; retiré. (p. 9768) : soutient l'amendement n° 621 de M. François Fortassin ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9871) : soutient l'amendement n° 605 de M. François Fortassin ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

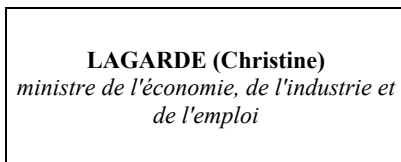
Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) (p. 11595, 11596) : son intervention.

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) (p. 11622, 11623) : son intervention.



DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 200 (2008-2009)] (4 février 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2008-1301 du 11 décembre 2008 relative aux brevets d'invention et aux marques [n° 283 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 364 (2008-2009)] (22 avril 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant diverses ordonnances en matières financière et comptable [n° 365 (2008-2009)] (22 avril 2009) - **Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-394 du 9 avril 2009 portant extension de dispositions de l'ordonnance n° 2008-1081 du 23 octobre 2008 réformant le cadre de la gestion d'actifs pour compte de tiers en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna [n° 499 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 599 (2008-2009)] (29 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique [n° 601 (2008-2009)] (29 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) (p. 11657, 11658) : son intervention.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) (p. 11803, 11804) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 66 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12574, 12575) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12622, 12624) : son intervention.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 623, 626) : son intervention.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3577, 3605) : son intervention. Mise en œuvre du plan de relance. Réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3611) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de Mme Nicole Bricq (plafonnement des primes de départ des dirigeants d'entreprise à une année de salaire de base).

- **Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4306, 4308) : son intervention. - **Article 1er** (*Création d'une Commission nationale d'évaluation et de contrôle des aides publiques aux entreprises*) (p. 4316) : son intervention. - **Article 3** (*Saisine et pouvoir consultatif de la Commission nationale*) (p. 4319) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. François Rebsamen. - **Article 4** (*Création de commissions régionales des aides publiques*) (p. 4321) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. François Rebsamen.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6016, 6019) : son intervention. (p. 6038, 6040) : réponse aux orateurs. - **Article 1er A** (art. L. 313-3 du code de la consommation - *Refonte des catégories de prêts à la consommation pour la détermination des seuils de l'usure*) (p. 6043, 6047) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 et 21 de Mme Nicole Bricq, n° 1 de M. Claude Biwer et n° 59 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 6048) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de Mme Nicole Bricq (plafonnement du taux des prêts à taux variable). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6050, 6051) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de M. Charles Revet (insertion d'une formation à la gestion d'un budget familial ou personnel dans les programmes scolaires) et n° 115 de Mme Odette Terrade (amélioration de la règle d'augmentation du SMIC). - **Article**

1er (art. L. 311-1, L. 311-2 et L. 311-3 du code de la consommation - Définitions et champ d'application du crédit à la consommation) (p. 6052, 6053) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 44 de M. Charles Revet et n° 79 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6054) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de Mme Nicole Bricq (limitation des pratiques commerciales incitant à contracter des crédits). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 6056) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 78 de Mme Odette Terrade (réglementation du démarchage pour des crédits à la consommation). - **Article 2** (art. L. 311-4 et L. 311-5 du code de la consommation - Publicité) (p. 6057, 6060) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 45 de M. Charles Revet, n° 5 de M. Hugues Portelli, n° 101 de Mme Françoise Férat, n° 23 et 24 de Mme Nicole Bricq, n° 75, 76 et 77 de Mme Odette Terrade. - **Article 4** (art. L. 311-8 à L. 311-17 du code de la consommation - Explications fournies à l'emprunteur et évaluation de sa solvabilité) (p. 6062, 6068) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Claude Biwer, n° 6 de M. Hugues Portelli, n° 96 de Mme Muguette Dini, n° 32 de Mme Nicole Bricq, et n° 69, 70, 71, 72 et 73 de Mme Odette Terrade. - **Article 5** (art. L. 311-11 à L. 311-17 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit) (p. 6070, 6077) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12, 46 et 47 de M. Charles Revet, n° 3 de M. Claude Biwer, n° 95 de Mme Muguette Dini, n° 25 et 28 de Mme Nicole Bricq, et n° 60, 65, 66, 67 et 68 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6079, 6080) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 62 (interdiction de proposer des crédits renouvelables dans les locaux des magasins de grande surface) et n° 63 (interdiction de rémunérer les vendeurs des organismes bancaires ou de crédit en fonction des crédits qu'ils font contracter), ainsi que sur les amendements identiques n° 10 de M. Charles Revet, n° 61 de Mme Odette Terrade et n° 92 de Mme Muguette Dini (encadrement de la distribution et de l'utilisation du crédit revolving). - **Article 6** (art. L. 311-8 à L. 311-10 du code de la consommation - Informations mentionnées dans le contrat) (p. 6082) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 74 de Mme Odette Terrade et n° 8 de Mme Catherine Proaccia. - **Article 7** (art. L. 311-21 à L. 311-26 du code de la consommation - Exécution du contrat de crédit) (p. 6083) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 117 et 118 de Mme Anne-Marie Escoffier. - **Article 10** (art. L. 311-30 à L. 311-41 du code de la consommation - Crédit affecté) (p. 6085) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de Mme Odette Terrade. - **Article 12** (art. L. 311-42 à L. 311-46 du code de la consommation - Opérations de découvert) (p. 6086) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 119 de Mme Anne-Marie Escoffier.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Article 14** (art. L. 311-33 à L. 311-36 du code de la consommation - Sanctions) (p. 6114, 6115) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 6115, 6116) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 87 de M. Michel Mercier. - **Article 15** (art. L. 311-50 du code de la consommation - Compétence juridictionnelle et délai de forclusion applicables) (p. 6117, 6118) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 41 de M. Dominique Leclerc, n° 42 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx et n° 103 de M. Laurent Bêteille. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6119, 6120) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de Mme Nicole Bricq (abrogation du mécanisme de l'hypothèque rechargeable). - **Article 18** (art. L. 313-15 du code de la consommation - Regroupement de crédits) (p. 6122) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de Mme Nicole Bricq et n° 58 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel avant l'article 18 bis** (p. 6124) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de Mme Nicole Bricq (création d'un crédit d'impôt au profit des établissements de crédit accordant un crédit social inférieur à trois mille euros). - **Article 18 bis** (art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 - Microcrédit) (p. 6125) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Hugues Portelli. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 6128) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Philippe Dallier (réglementation des publicités relatives aux opérations

d'acquisition de logements destinés à la location à titre de résidence principale). - **Articles additionnels avant l'article 19 bis** (p. 6130) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet de M. Philippe Marini n° 109, n° 110, n° 111, n° 112, n° 113 et n° 114 (renforcement du contrôle des activités et produits financiers). - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 6132) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de Mme Odette Terrade (mise en place d'un système d'information de leurs droits en faveur des personnes ayant contracté un prêt et perdant leur emploi). - **Article 21** (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2 nouveau, et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement) (p. 6134, 6140) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33, 34 et 35 de M. Laurent Bêteille, n° 90 de Mme Muguette Dini, n° 107, 17, 30 et 31 de Mme Nicole Bricq, n° 51, 52, 53, 54 et 55 de Mme Odette Terrade. - **Article 23** (art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3 nouveau, L. 331-8 et L. 331-9 du code de la consommation - Prerogatives de la commission de surendettement - Ouverture d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 6142) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de Mme Odette Terrade. - **Article 26** (art. L. 332-5, L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9, L. 332-10 et L. 332-11 du code de la consommation - Déroulement de la procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire) (p. 6144) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de Mme Odette Terrade. - **Article 26 ter** (art. 1756 du code général des impôts - Remise des dettes fiscales dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 6144) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de M. Laurent Bêteille. - **Article 27** (art. L. 333-4 du code de la consommation - Fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers) (p. 6146) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 120 de M. Philippe Marini. - **Article 27 bis** (Principe de la création d'une centrale des crédits aux particuliers) (p. 6149, 6150) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de Mme Nicole Bricq et n° 89 de Mme Muguette Dini. - **Article 33 A** (Commission temporaire d'évaluation de la loi) (p. 6153) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de Mme Nicole Bricq. - **Article 34** (Entrée en vigueur) (p. 6154) : son amendement n° 121 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6158, 6159) : remerciements.

- **Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 470 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6433, 6435) : son intervention. - **Article 1er** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des investissements dans les petites et moyennes entreprises) (p. 6444, 6447) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2, 3, 4, 7 et 5 de M. Philippe Adnot, n° 1 et 13 de M. Albéric de Montgolfier et n° 8 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6448) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Philippe Adnot (déduction de l'ISF des dons contribuant au financement de la recherche et des fondations universitaires). - **Article 1er bis** (art. L. 214-36 du code monétaire et financier - Raccourcissement du délai d'atteinte du quota d'investissement au capital de sociétés non cotées ou faiblement cotées pour l'ensemble des fonds communs de placement à risques, FCPR) (p. 6448) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de M. Thierry Foucaud et n° 14 de la commission. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 6449) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission (coordination). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 6450) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Thierry Foucaud (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'ISF).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10753, 10756) : son intervention. (p. 10764, 10791) : répond à l'intervention de M. Philippe Marini ; réponse aux orateurs. - **Question préalable**

(p. 10798) : avis du Gouvernement sur la motion n° I-136 de Mme Nicole Bricq tendant à poser la question préalable.

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10811, 10813) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10907) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-33 de Mme Nathalie Goulet, n° I-42 de Mme Marie-France Beaufile, n° I-70 de Mme Nicole Bricq, et n° I-126 de M. Yvon Collin. (p. 10910) : favorable à la demande de priorité pour l'examen de l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10930, 10984) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-33 de Mme Nathalie Goulet, n° I-42 de Mme Marie-France Beaufile, n° I-70 de Mme Nicole Bricq, n° I-126 de M. Yvon Collin, ainsi que sur les sous-amendements n° I-117 et I-66 de M. Alain Lambert, n° I-482 de M. Alain Vasselle, n° I-101, I-92, I-93, I-97 et I-98 de M. Albéric de Montgolfier, n° I-133 de M. Aymeri de Montesquiou, n° I-132 et I-134 de M. Bruno Gilles, n° I-59 de M. Christian Cambon, n° I-494 de M. Christian Demyunck, n° I-41 de M. Claude Biwer, n° I-488 de M. Daniel Dubois, n° I-39 de M. Dominique Braye, n° I-522 de M. Éric Doligé, n° I-180 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-489 de M. François Zocchetto, n° I-105, I-108, I-112 et I-113 de M. Gérard Collomb, n° I-484 de M. Hervé Maurey, n° I-447 de M. Jean-Jacques Hyst, n° I-57, I-58 et I-99 de M. Philippe Adnot, n° I-51, I-52, I-53, I-56 et I-95 de M. Philippe Dominati, n° I-503, I-504, I-505, I-506, I-508, I-509, I-511 et I-516 de M. Philippe Marini, n° I-490 de la commission de la culture saisie pour avis, n° I-449, I-450, I-451, I-452, I-453, I-454, I-455, I-456, I-457, I-458, I-459, I-461, I-462, I-463, I-464, I-465, I-466, I-467, I-495, I-496, I-497, I-498 et I-499 de M. Thierry Foucaud, n° I-471, I-473, I-474, I-475, I-476, I-477, I-478, I-479, I-480, I-531, I-532, I-533, I-534 et I-535 de M. Yvon Collin, n° I-71, I-72, I-73, I-74, I-75, I-76 et I-79 de Mme Nicole Bricq portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10937) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-525 ; retiré. (p. 10969) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-524 ; rejeté. (p. 10978, 10979) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-538 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 10994, 11011) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements portant sur l'amendement n° I-1 de la commission, n° I-506, I-515 et I-513 de M. Philippe Marini, n° I-97 de M. Albéric de Montgolfier, n° I-494 de M. Christian Demyunck, n° I-79 de Mme Nicole Bricq, n° I-447 de M. Jean-Jacques Hyst, n° I-485 et I-87 de M. Denis Badré, n° I-116 de Mme Fabienne Keller et n° I-540 de M. Jean-Pierre Fourcade. Sur l'amendement n° I-1 de la commission précité, ses sous-amendements n° I-521 ; retiré ; et n° I-527 ; rejeté. Accepte la demande de réserve de la commission sur son sous-amendement n° I-527. (p. 11012, 11022) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements, portant sur l'amendement n° I-1 de la commission, n° I-514 et I-512 de M. Philippe Marini, n° I-485 et I-491 de M. Denis Badré, n° I-77 de Mme Nicole Bricq, n° I-543 de M. Jean Arthuis et n° I-55 et I-54 de M. Philippe Dominati. (p. 11023, 11035) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, ses sous-amendements n° I-530 ; devenu sans objet ; et n° I-529 et I-526 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les sous-amendements, portant sur l'amendement n° I-1 précité, n° I-62 et I-63 de M. Jean Arthuis, n° I-118 de la commission de la culture, n° I-487 et I-486 de M. Daniel Dubois et n° I-510, I-517 et I-507 de M. Philippe Marini. (p. 11037, 11044) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° I-545 de Mme Patricia Schillinger, n° I-544 de M. Philippe Marini, n° I-121 de M. Albéric de Montgolfier portant tous sur l'amendement n° I-1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 2 (priorité)** (p. 11046, 11047) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-78 de M. François Rebsamen (exonération de la contribution économique territoriale pour les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion) et de Marie-France Beaufile n° I-45 (suppression du système de plafonnement de la

cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) ; et n° I-47 (instauration d'une cotisation minimale de taxe professionnelle au profit du fonds national de péréquation). - **Article 2 bis (Nouveau) (priorité)** (*Création d'un fonds de péréquation des droits d'enregistrement départementaux*) (p. 11048) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° I-2 de la commission et n° I-43 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 3 (priorité)** (*Financement des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 11050, 11054) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-520 et I-546 de la commission, n° I-68 et I-69 de M. Albéric de Montgolfier, n° I-358 de M. Yves Krattinger et n° I-44 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article additionnel après l'article 3 (priorité)** (p. 11055) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-547 de la commission (substitution de la cotisation locale d'activité à la patente pour constituer l'assiette de la taxe pour frais de chambre de métiers d'Alsace-Moselle). - **Article 13 (priorité)** (*Evolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 11056, 11058) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-230 et I-210 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-348 de Mme Nicole Bricq. - **Article 13 bis (Nouveau) (priorité)** (*Abondement des dotations de péréquation de la dotation générale de fonctionnement*) (p. 11059) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-349 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Jacqueline Gourault n° I-407 (attribution à tous les bénéficiaires du FCTVA du versement anticipé l'année qui suit la réalisation de la dépense) et n° I-408 (assouplissement et reconduction pour 2010 du dispositif de versement anticipé du FCTVA), de Mme Nicole Bricq n° I-356 (simplification du régime du FCTVA) et n° I-357 (exclusion du FCTVA de l'enveloppe fermée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales), n° I-437 de M. Charles Guené (élargissement aux syndicats mixtes du bénéfice du fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par les catastrophes naturelles), n° I-231 de Mme Marie-France Beaufile (relèvement du taux de compensation de la TVA), n° I-246 de M. François-Noël Buffet (assouplissement des règles permettant aux collectivités de bénéficier du remboursement anticipé du FCTVA), n° I-405 de M. Gérard Longuet (reconduction pour 2010 du dispositif de remboursement anticipé du FCTVA) et n° I-377 de M. Yves Détraigne (déductibilité de la taxe locale du calcul de la TGAP sur les installations de stockage et d'incinération). - **Article additionnel avant l'article 15 (priorité)** (p. 11069) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-352 de Mme Nicole Bricq (ajustement de la compensation financière des dépenses engendrées par le paiement du RMI). - **Article 15 (priorité)** (*Reconduction du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI*) (p. 11072) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-351 et I-350 de Mme Nicole Bricq et n° I-232 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article additionnel après l'article 15 (priorité)** (p. 11072) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-353 de Mme Nicole Bricq (financement des dépenses de sécurité sociale assumées par les départements). - **Article 16 (priorité)** (*Evolution des compensations d'exonérations*) (p. 11074, 11076) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-211, I-212, I-213, I-214, I-215, I-216, I-217, I-218, I-219, I-220 et I-233 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-234 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 16 bis (Nouveau) (priorité)** (*Régime d'exonération de taxe foncière des logements vendus par ICADE*) (p. 11077) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-355 de M. Bernard Angels et n° I-398 de M. Thierry Foucaud. - **Article 17 (priorité)** (*Compensation des transferts de compétences aux départements*) (p. 11079, 11080) : son amendement n° I-541 ; adopté. - **Article 18 (priorité)** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 11080) : son amendement n° I-542 ; adopté. - **Article 19 (priorité)** (*Compensation aux départements des charges résultant de la mise en œuvre du revenu de solidarité active, RSA*) (p. 11083) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-234 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 20 (priorité)** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 11084) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-221 de Mme Marie-France Beaufile.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article 4 bis (Nouveau) et article additionnel après l'article 4** (*Création d'une contribution pour frais de contrôle des établissements financiers*) (p. 11118, 11124) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-428 de M. Michel Charasse et n° I-138 et I-518 de la commission. - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11128, 11162) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-420 de M. Alain Lambert, n° I-440 et I-442 de M. Charles Revet, n° I-247, I-248, I-249, I-250, I-251, I-252, I-253, I-254, I-255, I-256, I-257 et I-258 de M. Jacques Muller, n° I-179 de M. Jean-Claude Gaudin, n° I-140 et I-141 de la commission, n° I-187 et I-188 de M. Thierry Foucaud, n° I-445 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° I-415 et I-417 de Mme Fabienne Keller, n° I-185 de Mme Françoise Henneron, n° I-336, I-337, I-338 et I-339 de Mme Nicole Bricq ainsi que sur les sous-amendements n° I-549 de M. François Marc portant sur l'amendement n° I-420 précité, n° I-548 de M. François Marc portant sur l'amendement n° I-179 précité et n° I-550 de la commission portant sur l'amendement n° I-247 précité. (p. 11163, 11172) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-390 et I-391 de M. Hervé Maurey, n° I-259 de M. Jacques Muller, n° I-416 de Mme Fabienne Keller et n° I-340 et I-341 de Mme Nicole Bricq. (p. 11164) : son amendement n° I-554 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 11175, 11179) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-519 de la commission (amélioration de la rédaction du code des douanes, en matière d'application de la TGAP aux distributeurs ne remplissant pas les objectifs nationaux d'incorporation des biocarburants), n° I-342 de M. François Rebsamen (abaissement de la taxe intérieure de consommation applicable au fioul domestique), n° I-392 de M. Hervé Maurey (possibilité pour les communes et leurs groupements de bénéficier des éco-prêts à taux zéro), de M. Marcel Deneux n° I-367 (amélioration de la rédaction du code des douanes, en matière d'application de la TGAP aux distributeurs ne remplissant pas les objectifs nationaux d'incorporation des biocarburants), n° I-370 (maintien du niveau de la défiscalisation des biocarburants), n° I-371 (réduction de la fiscalité des carburants à hauteur de leur contenu en biocarburant), n° I-426 de M. Robert Tropeano (modération du taux de la contribution carbone pour les chauffeurs de taxi) et n° I-343 de M. Yannick Botrel (exonération de la taxe carbone pour les associations). - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11186) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-181, I-182, I-183 et I-184 (modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration). - **Article 5 bis (Nouveau)** (*Exonération de taxe carbone en faveur des personnes ayant des difficultés pour utiliser les transports publics*) (p. 11189) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-142 de la commission.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Article 7** (*Remboursement partiel de la taxe carbone en faveur des exploitants agricoles*) (p. 11209) : son amendement n° I-553 ; adopté. (p. 11210) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-551 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 11212, 11213) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard César n° I-160 (mise à jour des références communautaires citées à l'article 63 du code général des impôts), n° I-161 (possibilité de renoncer au bénéfice du mode d'évaluation du bénéfice agricole), n° I-162 (fixation de la limite d'imputation des déficits agricoles sur le revenu global à la somme de 150 000 euros), n° I-164 (mise à jour des références citées à l'article 298 quater du code général des impôts), n° I-165 (mise à jour des références communautaires citées à l'article 302 bis MB du code général des impôts), n° I-389 (réduction d'impôts égale au montant de la cotisation versée aux associations syndicales de défense des forêts contre l'incendie) et n° I-152 (calcul de l'assiette des revenus accessoires non agricoles sur la moyenne des trois exercices précédents). - **Article 8 bis (Nouveau)** (*Augmentation du seuil de franchise de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée pour les activités lucratives des associations*) (p. 11216) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-139 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11222, 11239) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-262 de M. Philippe Adnot (mesures en faveur de l'investissement des entreprises), n° I-275 de M. Philippe

Dominati (adoption d'une règle plus favorable pour l'imposition à l'impôt sur le revenu des revenus différés), et n° I-311 de Mme Nicole Bricq (abrogation du dispositif d'exonération fiscale et sociale relatif aux heures supplémentaires).

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12154, 12168) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° II-324 de M. Charles Guené, n° II-313 de M. Gérard Longuet, n° II-333, II-334 et II-335 de M. Hervé Maurey, n° II-358 de M. Michel Charasse, n° II-311 de M. Philippe Dallier, n° II-317, II-318, II-319, II-320, II-321 et II-345 de Mme Marie-France Beaufils portant sur l'amendement n° II-199 de la commission. (p. 12189, 12218) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° II-237, II-238, II-239 et II-240 de M. Albéric de Montgolfier, n° II-387 de M. Bruno Sido, n° II-322 et II-323 de M. Charles Guené, n° II-325 de M. Denis Badré, n° II-332 de M. Hervé Maurey, n° II-380 et II-381 de M. Jean Arthuis, n° II-362 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° II-361, II-363, II-364 et II-369 de M. Michel Charasse, n° II-360 et II-368 de M. Yvon Collin, et n° II-314, II-315, II-316, II-348, II-349, II-350, II-351, II-352, II-353, II-354 et II-355 de Mme Marie-France Beaufils portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12190) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-376 ; retiré. (p. 12204) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-378 ; retiré. (p. 12208) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-375 ; adopté. (p. 12219, 12220) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-372 ; retiré. (p. 12226) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-373 ; adopté. (p. 12229, 12237) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° II-328 de M. Michel Bécot, n° II-370 et II-371 de M. Michel Charasse, et n° II-356 de Mme Marie-France Beaufils portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12242, 12251) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° II-232 et II-233 de M. Gérard Collomb, n° II-357 de M. Gérard Longuet, n° II-382 de M. Nicolas About, n° II-312 de M. Philippe Dallier, n° II-336, II-337, II-338, II-339, II-340, II-341, II-342, II-343, II-344, II-346 et II-347 de Mme Marie-France Beaufils, et n° II-379 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx portant sur l'amendement n° II-201 de la commission (aménagement du dispositif relatif aux modalités de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de péréquation). (p. 12242) : sur l'amendement n° II-201 précité, son sous-amendement n° II-377 ; retiré. (p. 12254, 12255) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° II-359 de M. Michel Charasse, n° II-330 de M. Jean-Pierre Fourcade et n° II-386 de M. Yves Détraigne portant sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - **Article 45 ter** (*Régime d'imposition au titre des revenus fonciers du produit de la location d'une résidence de tourisme en zone de revitalisation rurale*) (p. 12320) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-163 de la commission. - **Article 45 quater** (*Modification du régime de reprise de la réduction d'impôt pour investissement dans une résidence de tourisme en zone de revitalisation rurale*) (p. 12322, 12323) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-262 de Mme Patricia Schillinger et n° II-173 de M. Yvon Collin. - **Article 45 quinquiés** (*Prorogation de la réduction d'impôt "Madelin"*) (p. 12323, 12324) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-263 de Mme Nicole Bricq et n° II-106 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 45 quinquiés** (p. 12325, 12326) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° II-271 (correction du système fiscal incitant les entreprises à la sous-capitalisation) et n° II-272 (transmission au Parlement d'un rapport d'évaluation du crédit d'impôt recherche). - **Article 45 sexiés** (*Aménagement du crédit d'impôt au titre des emplois à domicile en matière de soutien scolaire*) (p. 12328, 12329) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-194 de Mme Catherine Procaccia et n° II-

164 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 45 sexies** (p. 12329, 12332) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-204 de M. Jean-Pierre Fourcade (possibilité pour les associations de bénéficier du même avantage fiscal que les formations politiques et les organisations syndicales) et n° II-156 de M. Adrien Gouteyron (en matière de dons aux

associations, meilleure information des donateurs grâce aux observations de la Cour des comptes).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12447, 12448) : remerciements.

LAGAUCHE (Serge)
sénateur (Val-de-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation du 23 septembre 2009 au 6 octobre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre titulaire Comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée le 26 mai 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délict de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Culture (fascicule 2) : Création - Cinéma [n° 104 tome 3 fasc. 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 43, 45) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ces projets de loi.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**. - (8 janvier 2009) - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 118) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote de l'amendement n° 2 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** - (8 janvier 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 119, 120) : intervient sur l'amendement n° 199 de M. Jack Ralite (responsabilité publique de l'ensemble des entreprises publiques et privées du secteur audiovisuel). - **Article 1er** (*art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 147) : soutient l'amendement n° 303 de M. David Assouline ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 178) : soutient l'amendement n° 315 de M. David Assouline (prohibition de tout type d'intimidation vis-à-vis des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 9** (*art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 272, 273) : son intervention. - **Article 14** (*art. 98-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Coordination relative à la diffusion satellitaire de la télévision numérique*) (p. 282) : intervient sur l'amendement n° 24 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 285) : intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (création d'un conseil consultatif de programme composé de téléspectateurs).

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (*art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 323, 324) : soutient l'amendement n° 362 de M. David Assouline (cas de renégociation d'un contrat d'objectifs et de moyens) ; devenu sans objet le 15 janvier 2009.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) (p. 370) : sur l'amendement n° 34, soutient le sous-amendement n° 455 de

M. David Assouline ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 403, 412) : soutient les amendements de M. David Assouline n° 370 (instauration d'une redevance audiovisuelle pour les résidences secondaires) ; rejeté ; et n° 373 (compensation de la stagnation de la redevance) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 462, 463) : soutient l'amendement n° 379 de M. David Assouline (assujettissement de plein droit des câblo-opérateurs à la taxe alimentant le compte de soutien à l'industrie des programmes audiovisuels, COSIP) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 482) : soutient l'amendement n° 381 de M. David Assouline (incitation à la diffusion des chaînes conventionnées sur des fréquences non attribuées par le CSA) ; retiré. - **Article 46** (art. 73 de la loi du 30 septembre 1986 - Possibilité d'une seconde coupure dans les films et les téléfilms) (p. 502) : soutient l'amendement n° 387 de M. David Assouline ; rejeté. - **Article 47** (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à réformer le Centre national de la cinématographie et à rénover le droit des arts et industries de l'image animée) (p. 506, 507) : soutient les amendements de M. David Assouline n° 389 et n° 390 ; rejetés. - **Article 48** (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à aménager les dispositifs de régulation de la diffusion cinématographique et à rénover les relations entre distributeurs et exploitants) (p. 509) : soutient les amendements n° 393 et 394 de M. David Assouline ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 534) : soutient l'amendement n° 415 de M. David Assouline (réduction du délai entre la date de sortie en salle et la possibilité d'une exploitation au titre de la vidéo à la demande) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 541, 542) : texte conduisant à la fragilisation économique et sociale de l'audiovisuel public et à sa mise sous tutelle.

- **Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1405) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1799, 1800) : parole sur l'article. - **Article 1er** (Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus) (p. 1814, 1815) : son amendement n° 8 ; rejeté. (p. 1817) : son amendement n° 10 ; rejeté. (p. 1821) : son amendement n° 15 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1823) : son amendement n° 18 : intégration dans le système LMD des formations paramédicales post-baccalauréat ; rejeté. - **Article 2** (Entrée en vigueur des dispositions de l'article 1er) (p. 1824) : ses amendements n° 19 ; et n° 20 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1825) : son amendement n° 21 : rapport gouvernemental sur les possibilités de mise en œuvre d'aides aux étudiants, inscrits en licence d'études de santé, s'engageant à s'installer dans les zones déficitaires en professions de santé ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1827) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) (p. 3046, 3048) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3170, 3172) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article 7 et état D** (Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires) (p. 3635) : ne votera pas l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Commission mixte paritaire [n° 327 (2009-2010)]** - (9 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3879, 3880) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4426, 4428) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4434) : sur les amendements de M. Ivan Renar, ne votera pas le n° 2 (définition de l'accès à Internet comme un droit fondamental garanti à tous les citoyens de manière égalitaire sur l'ensemble du territoire) et s'abstiendra sur le n° 3 (affirmation de la nature fondamentale du droit d'auteur dans ses dimensions tant patrimoniales que morales). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4450) : votera l'amendement n° 6 de M. Ivan Renar (création d'un conseil pluraliste chargé d'élaborer les conditions de rémunération des auteurs à l'heure numérique).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (28 mai 2009) - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5283) : favorable à l'amendement n° 1229 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5321, 5332) : intervient sur l'amendement n° 181 de M. Hervé Maurey.

- **Question orale avec débat de M. Ivan Renar sur l'évaluation du crédit impôt recherche** - (24 juin 2009) (p. 6322, 6323) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 483 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6422, 6423) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6803, 6806) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 337 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7736, 7738) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8806, 8808) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 2 bis A (Nouveau)** (Dispositions relatives au STIF) (p. 9213, 9214) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (8 novembre 2009) - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut des fonctionnaires de La Poste) (p. 9765) : soutient l'amendement n° 498 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9911) : soutient les amendements analogues de M. Michel Teston n° 530 et n° 531 (réforme du régime de l'autorisation afin de le rendre davantage protecteur du service universel postal) ; rejetés.

- **Question orale avec débat de M. Jack Ralite sur la numérisation du livre** - (16 novembre 2009) (p. 10537, 10539) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (21 novembre 2009) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 2 (priorité)** (Suppression de la taxe professionnelle) (p. 11029) : sur

l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-118 ; retiré.

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11594, 11595) : son intervention. (p. 11603) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11609) : intervient sur l'amendement n° II-58 de M. Charles Revet. - **Article 52 (Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'Etat aux collectivités territoriales volontaires)** (p. 11611) : intervient sur l'amendement n° II-69 de M. Jack Ralite. (p. 11616) : intervient sur le sous-amendement n° II-117 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-54 de la commission de la culture saisie pour avis.

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) (p. 11627, 11628) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 54 ter** (p. 11635) : intervient sur l'amendement n° II-73 de M. Jack Ralite (engagement de l'Etat à verser chaque année à France Télévisions le montant de la compensation forfaitaire de la suppression de la publicité). (p. 11636) : intervient sur l'amendement n° II-74 de M. Jack Ralite (maintien de la publicité entre six heures et vingt heures sur toutes les chaînes de télévision).

LAMBERT (Alain)
sénateur (Orne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009 ; puis président le 7 octobre 2009.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public Autoroutes de France.

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques le 17 février 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le code général de la propriété des personnes publiques [n° 367 (2008-2009)] (23 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) (p. 11658, 11660) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Article 1er BA (Texte non modifié par la commission)** (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Objectifs et calendrier de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes nationales en clair*) (p. 12536) : parole sur l'article. - **Article 1er D (Texte non modifié par la commission)** (art. 102 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Mise en place d'un "fonds parabole"*) (p. 12540, 12541) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12561, 12562) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Article 27 quater (Nouveau)** (*Régime d'exonération de cotisation foncière des entreprises des établissements de spectacles cinématographiques*) (p. 12971, 12974) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission. (p. 12974) : intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jack Ralite.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Écologie, développement et aménagement durables. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. [n° 101 tome 3 annexe 10 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de loi relative à la ligne à grande vitesse Paris-Normandie [n° 148 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10481, 10484) : sur l'amendement n° 34 de la commission (sécurisation des regroupements d'assistants maternels), votera contre le sous-amendement n° 534 du Gouvernement. Son amendement n° 228 : harmonisation des critères d'agrément des crèches et des assistants maternels ; adopté.

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10610) : sa question. (p. 10611) : ses observations.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10899) : parole sur l'article. (p. 10958) :

sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-117 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11152) : son amendement n° I-420 ; adopté. (p. 11154) : intervient sur l'amendement n° I-420 précité.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 11268) : son amendement n° I-287 : conciliation de la jurisprudence administrative avec le droit civil en matière de baux à construction ; retiré. (p. 11270) : ses amendements n° I-289 : harmonisation des différents régimes fiscaux relatifs à la fluidité des opérations de transmission ; et n° I-290 : correction du traitement des indivisaires nu-propriétaires au regard de la fiscalité des plus-values de cessions de biens immobiliers ; adoptés. (p. 11271) : son amendement n° I-299 : mesures en faveur de l'émergence de sociétés de participations financières des professions libérales ; adopté. (p. 11272) : son amendement n° I-297 : mesures en faveur des sociétés civiles professionnelles se transformant en sociétés d'exercice libéral, quant à l'impôt sur les sociétés ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11303, 11306) : ses amendements n° I-292 : aménagement de la fiscalité applicable aux pactes tontiniers ; n° I-294 : précision ; et n° I-295 : restitution des droits de mutation acquittés lors d'une donation avec clause de retour conventionnel en cas de décès du bénéficiaire avant le décès du donateur ; adoptés. Ses amendements n° I-293 : fiscalité des donations-partages transgénérationnelles ; retiré ; et n° I-296 : relèvement de l'âge maximum du donateur pour les dons exceptionnels d'argent en

faveur des jeunes générations ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-558 du Gouvernement.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11748, 11750) : son intervention.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12289) : intervient sur l'amendement n° II-158 de la commission (renforcement des effets du plafonnement global sur les revenus de l'année 2010).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Article additionnel après l'article 50 quater** (p. 12403, 12404) : son amendement n° II-102 : allègement de la procédure d'examen des décrets à caractère financier ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12988, 12989) : son amendement n° 35 : déductibilité du revenu imposable des frais d'emprunt versés pour acquérir des parts d'une société ; adopté.

LAMÉNIÉ (Marc)
sénateur (Ardennes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution [n° 66 (2009-2010)] européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 127 (2009-2010)] (2 décembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (4 mars 2009) - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2361) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directoire des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4668) : le groupe UMP ne votera pas les amendements n° 326 de M. Jacky Le Menn et n° 417 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4762, 4763) : soutient l'amendement n° 158 de M. Paul Blanc ; adopté après modification par les sous-

amendements n° 1299 du Gouvernement et n° 638 de M. Gilbert Barbier.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Etablissements et services médico-sociaux*) (p. 5159) : intervient sur l'amendement n° 1107 de M. Yves Daudigny.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Articles additionnels après l'article 34 (précédemment réservés)** (p. 5230) : intervient sur l'amendement n° 1009 de M. Alain Vasselle (nécessité de soumettre tout candidat au permis de conduire à un examen approprié de son acuité visuelle). - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - *Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité*) (p. 5289) : soutient l'amendement n° 856 de M. Paul Blanc ; retiré. (p. 5294) : soutient l'amendement n° 857 de M. Paul Blanc ; rejeté. (p. 5296) : soutient les amendements n° 858 et 859 de M. Paul Blanc ; retirés.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5318) : intervient sur l'amendement n° 858 de M. Paul Blanc. - **Article 15 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1-1 du code de l'éducation - *Contrat d'engagement de service public pour les étudiants en médecine*) (p. 5333) : soutient l'amendement n° 89 de M. Jacques Blanc ; retiré. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - *Permanence des soins*) (p. 5343, 5353) : soutient les amendements de M. Paul Blanc n° 860 et 862 ; retirés. Son amendement n° 48 ; retiré. - **Article 17 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 161-35 du code de la sécurité sociale - *Fixation du montant de la sanction pour non-transmission électronique des feuilles de soins par le directeur de l'union nationale des caisses d'assurance maladie*) (p. 5362, 5363) : soutient l'amendement n° 863 de M. Paul Blanc ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5487, 5492) : soutient les amendements de M. Paul Blanc n° 865, 866 et 867 ; retirés ; et n° 868 ; devenu sans objet. - **Article 19 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4133-1 à L. 4133-7, L. 4021-1, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4236-1 à L. 4236-6, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 6155-1 à L. 6155-5, L. 4242-1, L. 4382-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-12, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - *Formation continue des professionnels de santé*) (p. 5515) : soutient l'amendement n° 869 de M. Paul Blanc ; retiré. - **Article 19 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4112-1, L. 4112-4, L. 4113-14, L. 4122-2 à L. 4122-5, L. 4123-3, L. 4123-5, L. 4123-6, L. 4123-8, L. 4124-2, L. 4124-4, L. 4124-6, L. 4124-6-1, L. 4124-7, L. 4124-8, L. 4124-11, L. 4125-3-1, L. 4125-4, L. 4132-1, L. 4132-2, L. 4132-6, L. 4132-9, L. 4142-1, L. 4142-5, L. 4152-1, L. 4152-4, L. 4152-8, L. 4221-19, L. 4222-4, L. 4231-4 à L. 4231-7, L. 4232-2, L. 4232-6 à L. 4232-9, L. 4232-11, L. 4232-13 à L. 4232-15-1, L. 4233-4, L. 4233-5, L. 4234-1, L. 4234-6-1 du code de la santé publique - *Ordres des professions médicales et pharmaceutique*) (p. 5529) : son amendement n° 78 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies (précédemment réservés)** (p. 5625, 5627) : soutient les amendements portant sur le même objet de M. Paul Blanc n° 852 ; n° 854 ; n° 853 (contrat d'amélioration des pratiques individuelles) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article additionnel après l'article 25 quinquies (précédemment réservé)** (p. 5765, 5766) : intervient sur l'amendement n° 554 de M. François Autain (nécessité de donner toutes informations utiles aux patients traités dans un centre de radiothérapie dans lequel des dysfonctionnements ont été relevés). - **Articles additionnels après l'article 25 quinquies (précédemment réservés)** (p. 5767) : soutient l'amendement n° 84 de M. Jacques Blanc (participation des structures d'imagerie, publiques ou privées, aux actions de dépistage du cancer du sein) ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Article 57** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 1331-1-1 et L. 1331-6 du code de la santé publique - *Contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes*) (p. 8243) : intervient sur l'amendement n° 802 de M. Paul Raoult. - **Article additionnel après l'article 59** (p. 8257) : intervient sur l'amendement n° 599 de M. Charles Revet (possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de se grouper sous forme de syndicats mixtes pour assurer la maîtrise d'ouvrage d'opérations intéressant les services d'eau potable, l'assainissement et la collecte ou l'élimination des déchets ménagers).

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Article 7** (*La commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires*) (p. 8637) : votera l'article 7 de ce projet de loi.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8790) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9397) : intervient sur l'amendement n° 368 de M. Michel Teston (prise en compte des exigences d'aménagement du territoire par le service public postal).

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9563) : favorable à l'amendement n° 194 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9604) : intervient sur l'amendement n° 545 de M. Michel Teston. (p. 9618) : le groupe UMP votera l'article 2 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Points de contact de La Poste*) (p. 9662, 9663) : intervient sur l'amendement n° 474 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 11** (art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Dispositions transitoires*) (p. 9817) : intervient sur les amendements n° 259 de M. Jean-Claude Danglot et n° 311 de M. Jean Desessard.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - *Service universel de La Poste*) (p. 9863) : le groupe UMP votera cet article.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 15** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - *Augmentation du forfait social*) (p. 10190) : soutient l'amendement n° 429 de Mme Isabelle Debré ; retiré. - **Article 16** (art. L. 136-6 du code de la sécurité

sociale, art. 15 et 17 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 170, 1600-0 G à 1600-0 M et 1649-0 A du code général des impôts - Suppression du seuil annuel de cession de valeurs mobilières et droits sociaux pour l'imposition des plus-values aux prélèvements sociaux) (p. 10200) : soutient l'amendement n° 100 de M. Michel Houel ; retiré. - **Article 17 ter** (art. L. 136-6 et L. 242-1-3 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations et contributions sociales du bonus accordé aux salariés chargés de constituer des fonds de capital-risque) (p. 10202, 10203) : soutient les amendements n° 247 de M. Roland du Luart ; et n° 423 de Mme Janine Rozier ; retirés. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10223) : soutient l'amendement n° 225 de M. Paul Blanc (extension aux entreprises adaptées de la réduction générale de cotisations sociales patronales) ; retiré.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 10239, 10242) : soutient les amendements de M. Paul Blanc n° 181 (association des fédérations hospitalières aux discussions conventionnelles entre l'UNCAM et les organisations syndicales représentatives des personnels de santé pour les dispositions ayant un impact sur ces établissements) ; et n° 182 (négociation d'un accord-cadre entre l'État et les fédérations hospitalières pour la mise en œuvre d'une régulation de la politique économique des établissements de santé) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10387) : soutient l'amendement n° 454 de M. Alain Milon (prise en charge par l'assurance maladie des cotisations sociales des infirmiers libéraux coopérant avec des établissements médico-sociaux) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 10394) : soutient l'amendement n° 455 de M. Alain Milon (obligation pour les masseurs-kinésithérapeutes et les orthophonistes d'acquérir une durée minimale d'expérience professionnelle au sein d'un établissement de santé avant toute installation) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 58 (priorité)** (p. 10471) : soutient l'amendement n° 102 de M. Michel Houel (possibilité pour les apprentis de réaliser leur visite médicale auprès du médecin de famille) ; retiré. -

Explications de vote sur l'ensemble (p. 10494) : votera ce projet de loi.

- *Commission mixte paritaire* [n° 99 (2009-2010)] - (26 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11466, 11467) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) (p. 11843, 11844) : son intervention.

Sécurité

- (3 décembre 2009) (p. 11996, 11998) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quiniques du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs**, [n° 66 (2009-2010)] - (10 décembre 2009) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 12568, 12570) : son intervention. - **Texte de la proposition de résolution initiale** (p. 12580, 12585) : position de la commission sur les amendements n° 1, 2, 3, 4 et 5 de Mme Annie David.

- **Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes** [n° 64 (2009-2010)] - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12595, 12596) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 157 (2009-2010)] - (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 29 nonies** (p. 13116) : soutient l'amendement n° 120 de M. Charles Guené (suppression de l'obligation, pour les assureurs de l'espace économique européen, de désigner un représentant fiscal solidairement responsable du paiement de la taxe sur les conventions d'assurance) ; adopté.

LAMURE (Élisabeth)
sénateur (Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 157 (2008-2009)] pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 167 (2008-2009)] (14 janvier 2009) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 187 (2008-2009)] (28 janvier 2009) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Mise en œuvre de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 : un premier bilan contrasté [n° 174 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Russie : puissance ou interdépendance énergétique ? [n° 182 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 154 (2008-2009)] - (21 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 629, 630) : sous réserve de modifications, avis favorable de la commission à l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés** [n° 157 (2008-2009)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)** - (22 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Question préalable** (p. 804) : position de la commission sur la motion n° 127 de Mme Odette Terrade tendant à poser la question préalable - **Demande de renvoi à la commission** (p. 806) : position de la commission sur la motion n° 28 de M. Thierry Repentin tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel après l'article 5 ter (priorité)** (p. 807, 808) : position de la commission sur l'amendement n° 75 de M. Michel Mercier (déclaration d'intérêt général de l'ensemble des stades, des enceintes sportives et de leurs équipements connexes) et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 143 du Gouvernement et n° 144 de M. Charles Revet. - **Article 1er** (*Dérogation temporaire aux règles de construction en limite séparative prévues par les plans locaux d'urbanisme*) (p. 810, 811) : son amendement n° 1 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 29 de M. Yannick Botrel, n° 112 de M. Bernard Vera, n° 65 de M. Charles Revet, n° 145 du Gouvernement et n° 13 et 14 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 813) : position de la commission sur

l'amendement n° 64 de M. Charles Revet (modalités de délivrance des permis de construire dans les communes ne disposant pas de plan d'occupation des sols). - **Article 1er bis** (*Art. L. 123-1, L. 123-18 et L. 123-19 du code de l'urbanisme - Création d'une procédure de modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme*) (p. 814, 815) : position de la commission sur les amendements n° 15 de la commission saisie pour avis et n° 63 et 70 de M. Charles Revet.

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2009) - **Article 2** (*Art. L. 240-2 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Mobilisation des terrains publics dans le cadre d'opérations d'intérêt national*) (p. 831) : position de la commission sur les amendements n° 30 et 31 de M. Yannick Botrel, n° 113 de Mme Odette Terrade et n° 88 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 832, 834) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Vera n° 114 (augmentation de ressources destinées au financement du logement social), n° 115 (accroissement du plafond du dépôt sur les livrets de développement durable) et n° 118 (précision). - **Article 2 bis** (*Art. L. 433-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Acquisition de logements en VEFA par les organismes HLM*) (p. 836) : position de la commission sur les amendements n° 32, 33 et 34 de M. Yannick Botrel. - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 837) : son amendement n° 137 : réduction des délais de versement des aides de l'Agence nationale de l'habitat aux propriétaires privés pour permettre d'accélérer les mises en chantier ; adopté. (p. 837, 839) : position de la commission sur les amendements n° 47 de M. Daniel Raoul (amélioration du dispositif "Scellier" en faveur de la relance de la construction), n° 98 de M. Jacques Gautier (extension à l'Etat et à ses établissements publics de la possibilité de conclure des baux emphytéotiques administratifs sur le domaine public), de M. Yannick Botrel n° 36 (réduction des délais de versement des aides de l'Agence nationale de l'habitat aux propriétaires privés pour permettre d'accélérer les mises en chantier) et n° 35 (entrée en vigueur au 1er avril 2009 des dispositions de la loi de modernisation de l'économie transférant du préfet au maire la compétence de délivrer les autorisations préalables de changement d'usage de logements), ainsi que sur le sous-amendement n° 139 du Gouvernement s'y rapportant. - **Article 2 ter** (*Art. L. 522-2, L. 523-7, L. 523-9, L. 523-10 et L. 524-7 du code du patrimoine - Raccourcissement des délais en matière d'archéologie préventive*) (p. 844) : position de la commission sur les amendements n° 99 de Mme Odette Terrade, n° 110 de M. Ivan Renar, n° 60 et 61 de M. Yves Dauge, n° 55 et 56 de M. Jacques Legendre, n° 81 et 78 de M. Albéric de Montgolfier et n° 94 de M. Daniel Dubois. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 846) : position de la commission sur l'amendement n° 125 de M. Yann Gaillard (création d'un nouveau type de contrat pour les grands travaux). - **Article 2 quater** (*Calcul et encaissement des cotisations sociales des auto-entrepreneurs relevant des professions libérales non réglementées*) (p. 847, 848) : son amendement n° 2 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 37 de M. Yannick Botrel et n° 111 de M. Thierry Foucaud. - **Article 3 A** (*Délégation à l'exécutif d'une collectivité territoriale de la faculté de passer des marchés publics sans limite de montant*) (p. 850) : position de la commission sur les amendements n° 38 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 3 B** (*Art. 432-14 du code pénal - Modification de la définition du délit de favoritisme*) (p. 853) : position de la commission sur les amendements n° 16 de la commission, n° 39 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 101 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 3 C** (*Art. 8-1 [nouveau] de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et à la régularité des procédures de marchés - Publication de la liste des marchés publics et de leurs attributaires*) (p. 855) : position de la commission sur l'amendement n° 17 ; adopté. - **Article 3** (*Art. L. 313-29-1 du code monétaire et financier - Amélioration du régime de la cession de créance réservée aux contrats de partenariat*) (p. 858, 859) : son amendement n° 5 ; adopté. (p. 859, 860) : position de la commission sur les amendements n° 40, 41 et 42 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 102 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 18 de la commission des lois saisie pour avis, n° 22 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 860, 861) : position

de la commission sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 23 (mesure en faveur du cofinancement entre le partenaire privé et la puissance publique), n° 24 (traitement fiscal des cessions de créances détenues sur les personnes publiques) et n° 25 (éligibilité des baux emphytéotiques administratifs au FCTVA). - **Article 3 bis** (*Possibilité pour les candidats à un contrat de partenariat de présenter des offres finales sans bouclage financier définitif*) (p. 863) : son amendement n° 6 ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 863, 864) : position de la commission sur l'amendement n° 97 de M. Jacques Gautier (extension de la qualité d'expropriant pour cause d'utilité publique aux titulaires de contrats de partenariat). - **Article 4** (*Art. 25 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat - Procédure négociée et entités adjudicatrices*) (p. 864) : position de la commission sur l'amendement n° 103 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 865, 867) : position de la commission sur les amendements n° 49 de M. Denis Badré (extension du champ de l'article 25-1 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 à tous types de participation financière, y compris les redevances), n° 142 du Gouvernement (assouplissement des conditions relatives à l'absence d'exploitation commerciale nécessaire à l'éligibilité du mécénat lorsque l'entretien des monuments privés conduit à procéder à des travaux de grande ampleur), n° 83 de M. Albéric de Montgolfier (présentation au Parlement d'un rapport gouvernemental annuel sur l'utilisation des crédits de paiement affectés aux monuments historiques), et de M. Yann Gaillard n° 43 (possibilité pour les associations d'amis des monuments historiques de recevoir des petits dons dans la limite de 10 000 euros par association et par an) et n° 44 (extension, sous certaines conditions, des règles du mécénat aux monuments historiques privés). - **Article 5** (*Art. L. 6148-6 du code de la santé publique - Etablissements publics de santé et report de déclassement*) (p. 869) : position de la commission sur les amendements n° 130 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 104 de M. Guy Fischer et n° 116 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 870) : position de la commission sur l'amendement n° 117 de M. Jack Ralite (mesures en faveur de la diversité des investissements privés dans le domaine audiovisuel). - **Article 5 bis** (*Art. L. 626-6 du code de commerce - Facilitation de la remise de créances de l'Etat aux entreprises en difficulté*) (p. 871) : position de la commission sur l'amendement n° 131 de M. Yannick Botrel. - **Article 5 ter** (*Art. L. 1311-2 et L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales - Facilitation de la réalisation de grands équipements sportifs*) (p. 873) : position de la commission sur l'amendement n° 132 de M. Yannick Botrel. - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 874, 875) : position de la commission sur les amendements n° 48 de M. Philippe Dominati (possibilité de conclure des partenariats avec des opérateurs de paris sportifs en ligne) et n° 85 de M. Bruno Gilles (possibilité de passer une convention d'occupation temporaire du domaine public comportant des obligations de service public pour l'exploitation d'un circuit automobile homologué pour la Formule 1). - **Article 5 quater** (*Art. L. 642-3 du code du patrimoine - Substitution d'un avis simple à l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France*) (p. 878) : son amendement n° 7 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 62 de M. Yves Dauge et n° 105 de M. Gérard Le Cam. - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 880, 885) : ses amendements n° 136 : mesures en faveur de l'installation de la fibre optique dans les réseaux publics affectés à la distribution d'énergie ou d'eau ; et n° 71 : simplification de procédure pour tout opérateur partageant une installation déjà autorisée au titre de la servitude électrique ; adoptés. - **Division additionnelle avant l'article 5 quinquies** (p. 885) : son amendement n° 8 : réorganisation de l'architecture du projet de loi ; adopté. - **Article 5 quinquies** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'accès des*

entreprises aux appels publics à la concurrence) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 5 sexies** (*Elargissement du classement en grands crus ou premiers grands crus*) (p. 886) : position de la commission sur l'amendement n° 106 de M. Gérard Le Cam. - **Intitulé du titre III** (*Habilitations*) : son amendement n° 9 : conséquence ; adopté. - **Article 6** (*Habilitation du Gouvernement à proposer par ordonnance un régime d'autorisation simplifiée des installations classées*) (p. 888, 889) : son amendement n° 10 ; adopté. Position de la commission sur les amendement n° 133 de M. Yannick Botrel et n° 107 de Mme Évelyne Didier. - **Article 6 bis** (*Art. L. 511-1 du code de l'environnement - Intégration des paysages parmi les critères des installations classées*) (p. 890) : position de la commission sur l'amendement n° 134 de M. Yannick Botrel. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 891) : position de la commission sur l'amendement n° 74 de M. Dominique Leclerc (sécurisation d'une procédure de remembrement réalisée dans le département d'Indre-et-Loire pour la construction de l'autoroute A28). - **Article 6 quater** (*Art. L. 461-4 du code de commerce - Ratification de l'ordonnance portant modernisation de la régulation de la concurrence*) (p. 893, 894) : son amendement n° 11 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 108 de M. Bernard Vera et n° 95 de M. Jacques Gautier. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 894, 895) : position de la commission sur l'amendement n° 84 de M. Charles Guené (maintien de la gouvernance actuelle du FONPEL). - **Article 8** (*Habilitation du Gouvernement à adopter par voie d'ordonnance la partie législative du code de la commande publique*) (p. 896, 897) : position de la commission sur les amendements n° 135 de M. Yannick Botrel, n° 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 20 de la commission des lois saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 897, 900) : ses amendements n° 12 : conséquence ; et n° 138 : reconnaissance des diplômes obtenus dans un Etat tiers ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 90 de M. Dominique Leclerc (report de la limite d'âge des présidents de conseil d'administration des établissements publics de l'Etat), n° 96 de M. Jacques Gautier (suppression de l'avis obligatoire de la commission d'appel d'offres pour les avenants aux marchés en cours) et n° 126 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre les dispositions législatives nécessaires à la réforme du CNASEA, de l'Agence unique de paiement et des offices agricoles). - **Intitulé du projet de loi** (p. 901) : position de la commission sur l'amendement n° 119 de Mme Odette Terrade (nouvel intitulé du texte - projet de loi portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés et au développement de l'économie de marché).

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 3301) : son amendement n° 124 : simplification du régime d'autorisation d'exploitation commerciale en matière d'extension des ensembles commerciaux ; extension des pouvoirs des présidents des syndicats mixtes ayant élaboré un SCOT ; application du quantum journalier de 150 euros par mètre carré exploité aux exploitants d'une surface commerciale sans autorisation ; adopté.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6738) : son intervention. Votera ce texte. - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Grands stades et équipements sportifs*) (p. 6775, 6776) : son amendement n° 20 ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7486, 7488) : son intervention.

LARCHER (Gérard)
sénateur (Yvelines)
UMP

Président du Sénat ; a présidé les séances des 7, 8, 13, 14, 20, 22, 27, 28 janvier, 3, 4, 10, 17, 19 février, 3, 5, 10, 17, 18, 19, 25, 31 mars, 28, 30 avril, 5, 12, 28 mai, 2, 11, 24, 25, 30 juin, 7, 15, 16, 21, 23 juillet, 15, 29 septembre, 6, 8, 13, 20, 22 octobre, 2, 3, 5, 7, 8, 9, 10, 15, 16, 17, 19, 24, 26 novembre, 1er, 8, 15 et 22 décembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 377 (2008-2009)] (30 avril 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Hommage aux victimes d'une catastrophe aérienne** - (2 juin 2009) (p. 5384).
- **Conférence des présidents** - (2 juin 2009) (p. 5464) : son intervention.
- **Félicitations à deux sénateurs nommés au sein du Gouvernement** - (24 juin 2009) (p. 6225).
- **Convocation du Parlement en session extraordinaire** - (24 juin 2009) (p. 6225).
- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (16 juillet 2009) (p. 7035, 7036).
- **Ouverture de la seconde session extraordinaire de 2008-2009** - (15 septembre 2009) (p. 7457).
- **Rappel au règlement** - (29 septembre 2009) (p. 8049, 8050) : partage le point de vue de M. Jean-Pierre Bel sur son rappel au règlement relatif à l'organisation des travaux. Propose que la séance soit levée vers 20 h 30 afin que les sénateurs socialistes puissent se rendre dans des conditions plus acceptables aux journées parlementaires de leur groupe.
- **Rappel au règlement** - (29 septembre 2009) (p. 8050) : rappelle à M. Roland Courteau que M. Henri Proglio sera auditionné par la commission de l'économie avant son éventuelle nomination à la tête d'EDF.
- **Rappel au règlement** - (6 octobre 2009) (p. 8203) : donne acte du rappel au règlement de M. Alain Vasselle portant sur la maîtrise du calendrier parlementaire.
- **Souhaits de bienvenue à quatre grands sportifs** - (13 octobre 2009) (p. 8543).
- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Russie** - (13 octobre 2009) (p. 8551).
- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9232) : donne acte de leurs rappels au règlement à MM. Gérard Le Cam et Guy Fischer.
- **Suite de la discussion** (3 novembre 2009) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 9281, 9282) : acte est donné du dépôt de cette motion.
- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10507) : son intervention.
- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat cambodgien** - (17 novembre 2009) (p. 10615).
- **Éloge funèbre d'André Lejeune, sénateur de la Creuse** - (24 novembre 2009) (p. 11203, 11204).
- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12694) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Masson.
- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12695) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.
- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (22 décembre 2009) (p. 13244, 13245).
- **Rappel au règlement** - (7 janvier 2009) (p. 3, 4) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Nathalie Goulet.
- **Rappel au règlement** - (7 janvier 2009) (p. 4) : intervient sur les rappels au règlement de MM. Jack Ralite et Jean-Pierre Bel.
- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (4 février 2009) (p. 1430) : son intervention.
- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Rappel au règlement** (p. 1674) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Bel.
- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires suisses** - (17 février 2009) (p. 1965).
- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Organisation du travail parlementaire** (p. 2258) : son intervention. (p. 2264) : suite de son intervention.
- **Communication du Médiateur de la République** - (19 mars 2009) (p. 3195) : son intervention.
- **Hommage solennel au président René Monory** - (28 avril 2009) (p. 3943, 3945).
- **Hommage à Serge Ravanel** - (5 mai 2009) (p. 4129).
- **Rappel au règlement** - (5 mai 2009) (p. 4130) : réponse à M. Didier Guillaume sur son rappel au règlement concernant le fonctionnement du Sénat et celui des commissions.
- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Rappel au règlement** (p. 4356) : donne acte à Mme Nicole Borvo Cohen-Seat de son rappel au règlement. Donne acte à M. Jean-Pierre Bel de son rappel au règlement. - **Organisation des débats** (p. 4373) : son intervention.

LARCHER (Serge)
sénateur (Martinique)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information outre mer : Les DOM, défi pour la République, chance pour la France, 100 propositions pour fonder l'avenir (volume 1, rapport) [n° 519 tome 1 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information outre mer : Les DOM, défi pour la République, chance pour la France, 100 propositions pour fonder l'avenir (volume 2, comptes rendus des auditions et des déplacements de la mission) [n° 519 tome 2 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (27 janvier 2009) - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 975) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 15** (*Art. 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 - Schéma national des infrastructures de transport*) (p. 1262) : ses amendements n° 450 et 451 ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1335, 1336) : sur l'amendement n° 61 de la commission, soutient le sous-amendement n° 526 de Mme Marie-Christine Blandin ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 27** (*Surveillance des milieux aquatiques*) (p. 1438) : son amendement n° 401 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) - **Article 29** (*Le développement durable de la filière forêt-bois*) (p. 1530) : soutient l'amendement n° 428 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. - **Article 30** (*Gestion durable de la mer et du littoral*) (p. 1534, 1539) : ses amendements n° 453 et 454 ; rejetés ; et n° 455 ; retiré. - **Article 32** (*Deuxième plan national santé environnement*) (p. 1546) : son amendement n° 456 ; retiré. - **Article 33** (*Encadrement de l'emploi des substances chimiques préoccupantes*) (p. 1553) : intervient sur l'amendement n° 574 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 35** (*Lutte contre la pollution de l'air intérieur et extérieur*) (p. 1566) : son amendement n° 432 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 49** (*Dispositions applicables à l'outre-mer*) (p. 1637) : son amendement n° 459 ; rejeté. (p. 1640) : ses amendements n° 460 ; rejeté ; et n° 461 ; retiré. (p. 1643, 1644) : ses amendements n° 462 ; retiré ; et n° 463 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 398 de M. Claude Lise ; adopté. (p. 1647) : soutient les amendements n° 399 et 400 de M. Claude Lise ; retirés. (p. 1654) : son amendement n° 464 ; retiré.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer** [n° 233 (2008-2009)] - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2717, 2718) : son intervention. Défavorable à ce projet de loi. - **Article 1er A** (*Réglementation des prix des produits de première nécessité*) (p. 2746, 2747) : intervient sur l'amendement n° 375 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 1er** (*Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2758) : son amendement n° 340 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) (p. 2779) : son amendement n° 160 ; adopté. - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2793) : son amendement n° 107 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2807, 2808) : son amendement n° 114 : extension des mesures d'abattement de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les zones franches d'activité à la taxe foncière sur les propriétés non bâties ; retiré. - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2826, 2827) : son amendement n° 194 ; retiré. - **Article 11** (*Modification du régime des exonérations de charges sociales*) (p. 2843, 2853) : parole sur l'article. Ses amendements n° 186 et 187 ; rejetés ; et n° 185 ; devenu sans objet. - **Article 13** (*Création d'une aide à la rénovation des hôtels situés dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2857) : son amendement n° 190 ; rejeté. - **Article 15** (*Réforme du régime de la taxe sur la valeur ajoutée dite "non perçue récupérable", TVA NPR, applicable en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion*) (p. 2860, 2861) : parole sur l'article. Son amendement n° 195 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2863, 2864) : son amendement n° 197 : suppression de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité et les médicaments dans les départements et les collectivités d'outre-mer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2907, 2908) : son amendement n° 120 : suppression de la part perçue par l'État sur l'octroi de mer ; rejeté. - **Article 18** (*Remise sur le marché locatif de logements indivis vacants*) (p. 2921) : parole sur l'article. - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2928, 2929) : parole sur l'article. (p. 2936, 2944) : ses amendements n° 127, 130, 131, 132 et 133 ; rejetés ; n° 129 ; retiré ; et n° 134 ; adopté. (p. 2954) : son amendement n° 325 ; adopté. - **Article 22** (*Possibilité de cession à titre onéreux des parcelles libres de la zone dite des cinquante pas géométriques à toute personne physique ou morale*) (p. 2967) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (28 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7994, 7995) : favorable à l'amendement n° 683 de M. Claude Lise (compétence du conseil général de la Martinique en matière de transports interurbains). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8007) : son amendement n° 688 : développement de l'usage des transports maritimes dans les départements d'outre-mer ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8060, 8065) : son amendement n° 672 : modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques ; rejeté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) - président de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer (p. 8750, 8752) : présente le point de vue de la mission. (p. 8777 ; 8781, 8782 ; 8784 ; 8788) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11496, 11497) : son intervention. Ne votera pas les crédits de la mission outre-mer. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11507, 11508) : le groupe socialiste votera contre les crédits de la mission outre-mer.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'organisation d'une consultation des électeurs de la Guyane et de la Martinique sur le changement de statut de ces**

collectivités - (9 décembre 2009) (p. 12503, 12505) : son intervention.

LARDEUX (André)
sénateur (Maine-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille le 26 mars 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 173 (2008-2009)] (16 janvier 2009) - **Budget - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Les comptes de la branche famille pourront-ils être certifiés cette année ? [n° 206 (2008-2009)] (10 février 2009) - **Famille - Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyoning [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoning [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] - **Famille [n° 90 tome 4 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 133 (2009-2010)] relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 185 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3172, 3173) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3357, 3358) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4404, 4405) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4510) : son amendement n° 70 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4560) : défavorable à l'amendement n° 392 de M. François Autain. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4577) : son amendement n° 73 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 quater A** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses*) (p. 5507) : favorable à l'amendement n° 1341 du Gouvernement.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-Lise Campion sur la protection de l'enfance** - (23 juin 2009) (p. 6211, 6212) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires - Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]** - (24 juin 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6317) : votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7219, 7221) : son intervention. Défavorable à cette proposition de loi. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-27 du code du travail - *Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un*

commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire) (p. 7242) : intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7276) : son amendement n° 5 ; rejeté. (p. 7340) : son amendement n° 4 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7364) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille - **Discussion générale** (p. 9991, 9992) : son intervention. (p. 10012, 10013) : son intervention.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10085) : favorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 10218, 10219) : son amendement n° 227 : relèvement du taux de CSG affecté à la branche famille ; retiré.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Article 46** (art. L. 542-9 du code de la sécurité sociale - *Octroi du prêt pour l'amélioration de l'habitat aux assistants maternels*) (p. 10473) : position de la commission sur l'amendement n° 419 de M. Jean Arthuis. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10474, 10486) : ses amendements n° 34 : sécurisation des regroupements d'assistants maternels ; n° 35 : harmonisation des critères d'agrément des crèches et des assistants maternels ; n° 36 : modulation de l'agrément des établissements d'accueil des jeunes enfants ; adoptés. Position de la commission sur les amendements de M. Yves Daudigny n° 170 (retour à un taux d'encadrement de trois enfants par assistant maternel), n° 171 (suppression de la possibilité pour les ménages à revenus élevés de cumuler le complément de libre choix d'activité et l'allocation de base de la PAJE), n° 173 (rapport au Parlement sur le complément optionnel de libre choix d'activité), n° 175 (caractère expérimental des regroupements d'assistants maternels) et n° 172 (évaluation des conditions de transformation du congé paternité en congé d'accueil à l'enfant), de Mme Isabelle Pasquet n° 356 (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction du niveau d'études des enfants), n° 359 (rapport sur le bénéfice et le coût de l'ouverture des droits aux allocations familiales dès le premier enfant) et n° 357 (rapport au Parlement sur les difficultés à bénéficier d'un mode public de garde d'enfants et sur la création d'un service public de la petite enfance), de M. Jean Arthuis n° 209, identique à l'amendement n° 34 précité, et de M. Alain Lambert n° 228, identique à l'amendement n° 35 précité, ainsi que sur le sous-amendement n° 534 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 34 précité. - **Article 46 ter** (art. L. 421-4 du code de l'action sociale et des familles - *Agrément d'un assistant maternel pour deux enfants au minimum dès sa première demande*) : position de la commission sur l'amendement n° 176 de Mme Claire-Lise Campion. Son amendement n° 37 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 532 du Gouvernement qu'il accepte.

LAUFOAULU (Robert)
sénateur (Iles Wallis et Futuna)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer** [n° 233 (2008-2009)] - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2728, 2729) : son intervention. Sa collectivité de Wallis-et-Futuna. - **Article 1er A** (*Règlementation des prix des produits de première nécessité*) (p. 2745) : sur l'amendement n° 375 des affaires économiques saisie pour avis, son sous-amendement n° 425 ; adopté. (p. 2746) : son amendement n° 302 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2826, 2832) : ses amendements n° 313 ; retiré ; et n° 374 ; adopté. - **Article 7** (*Conditionnement de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés à la conclusion d'une convention fiscale*) (p. 2837) : son amendement n° 414 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2936) : son amendement n° 415 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 443 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2969) : son amendement n° 312 : mise en place d'un système de prêt à taux zéro pour les îles Wallis et Futuna ; retiré. - **Article 26** (*Création d'un fonds de continuité territoriale*) (p. 2973) : parole sur l'article. (p. 2976, 2980) : sur l'amendement n° 413 du Gouvernement, ses sous-amendements n° 428 et 430 ; retirés ; et n° 429 ; adopté. Ses amendements n° 309, 310, 311, 336 et 320 ; devenus sans objet. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2991) : intervient sur l'amendement n° 418 du Gouvernement (commission de révision de l'état civil de Mayotte). - **Article 32** (*Habilitation du gouvernement à prendre par ordonnances des mesures nécessaires à l'extension, à l'adaptation ou à l'actualisation de dispositions législatives*) (p. 3001) : son amendement n° 373 ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (28 mai 2009) - **Article 33** (**Texte modifié par la commission**) (*Habilitation à légiférer par ordonnances pour coordonner les codes avec la loi, organiser les centres de lutte contre le cancer et adapter la loi outre-mer*) (p. 5218, 5219) : parole sur l'article. (p. 5220) : son amendement n° 1135 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances** [n° 492 (2008-2009)] - (7 juillet 2009) - **Article 10** (*art. 58 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Ratification d'ordonnances*) (p. 6726) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** [n° 19 (2009-2010)] - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8617, 8618) : son intervention.

LAURENT (Daniel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 173 (2008-2009)] (16 janvier 2009) - **Budget - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (3 février 2009) - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1343, 1349) : sur l'amendement n° 61 de la commission, soutient le sous-amendement n° 121 de M. Gérard César ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 244 quater U du code général des impôts - Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro*) (p. 7545) : soutient l'amendement n° 149 de M. Xavier Pintat ; retiré.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8789) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11241) : soutient l'amendement n° I-155 de M. Gérard César (possibilité pour les exploitants agricoles d'opter pour un dispositif de déduction des cotisations sociales permettant d'imputer fiscalement les cotisations sociales sur les résultats qui les ont générés) ; retiré. (p. 11244) : soutient l'amendement n° I-153 de M. Gérard César (possibilité pour les agriculteurs propriétaires de déduire de l'assiette de leurs cotisations sociales un montant plus élevé) ; retiré. (p. 11245) : soutient l'amendement n° I-154 de M. Gérard César (harmonisation du taux de la cotisation de solidarité applicable aux petits exploitants avec le taux applicable aux exploitants à titre secondaire) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11253) : soutient les amendements de M. Gérard César, portant sur le même objet, n° I-157 et n° I-156 (extension de l'exonération totale de l'ISF aux biens ruraux) ; adoptés. (p. 11257) : intervient sur l'amendement n° I-156 précité. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 11269) : soutient l'amendement n° I-158 de M. Gérard César (applicabilité de l'article 41 du code général des impôts, y compris dans l'hypothèse où le cessionnaire ne recueille pas l'intégralité des biens composant l'exploitation agricole) ; adopté.

LAURENT-PERRIGOT (Française)
sénateur (Gard)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délict de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retraites, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - Travail - Union européenne.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - Famille.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - Famille - Société.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.

LE maiRE (Bruno)
*secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes
(jusqu'au 23 juin 2009)
ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche
(à partir du 23 juin 2009)*

INTERVENTIONS

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur les enseignements de la Présidence française de l'Union européenne** - (20 janvier 2009) (p. 605, 609) : sa réponse.

- **Projet de loi autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République d'Albanie et de la République de Croatie [n° 192 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1425, 1426) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 19 et 20 mars 2009** - (17 mars 2009) (p. 3070, 3072) : son intervention. (p. 3084, 3088) : réponse aux orateurs.

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 259 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3441, 3443) : réponse aux orateurs. - **Discussion du texte de la résolution** (p. 3444) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 2 de Mme Bernadette Bourzai.

- **Proposition de résolution européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)]** - (30 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 4107, 4108) : son intervention. - **Texte de la proposition de résolution européenne** (p. 4109, 4115) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Michel Billout et n° 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de la commission.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (30 avril 2009) (p. 4118, 4120) : sa réponse sur l'évolution du système d'information Schengen. (p. 4119, 4120) : sa réponse sur l'association des parlements nationaux au contrôle d'Europol. (p. 4120, 4121) : sa réponse sur la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement. (p. 4122) : sa réponse sur l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 18 et 19 juin 2009** - (17 juin 2009) (p. 6095, 6097) : son intervention. (p. 6109, 6113) : réponse aux orateurs.

- **Débat sur le volet agricole de la négociation OMC** - (25 juin 2009) (p. 6351, 6353) : son intervention.

- **Débat sur la crise de la filière laitière** - (25 juin 2009) (p. 6365, 6367) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) (p. 11810) : réponse aux orateurs.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11963, 11968) : réponse aux orateurs. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11968, 11982) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11982, 11988) : son amendement n° II-217 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-124 et II-125 de M. Jacques Blanc, n° II-133 de M. Thierry Repentin, n° II-65 et n° 66 de la commission de l'économie saisie pour avis, n° II-132 de M. Jean-Pierre Sueur, n° II-116 de M. Antoine Lefèvre et n° II-155 de M. Jacques Mézard. - **Articles additionnels avant l'article 51** (p. 11989, 11990) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission de l'économie saisie pour avis n° II-64 (relèvement des moyens affectés aux chambres d'agriculture), et de M. Thierry Repentin n° II-134 (rapport au Parlement sur la prime herbagère).

LE CAM (Gérard)
sénateur (Côtes-d'Armor)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Russie : puissance ou interdépendance énergétique ? [n° 182 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (4 février 2009) - **Article 28 (Agriculture durable)** (p. 1444, 1452) : soutient les amendements n° 221 et 222 de Mme Évelyne Didier ; rejetés. (p. 1456, 1465) : soutient les amendements de Mme Evelyne Didier n° 223, 225 et 226 ; rejetés ; et n° 227 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article additionnel après l'article 44** (p. 1615) : soutient l'amendement n° 722 de Mme Gélita Hoarau (rôle des chambres d'agriculture en matière de préservation et de valorisation des ressources naturelles) ; retiré. - **Article 45 (Informations et enquêtes publiques en matière environnementale)** (p. 1620) : soutient l'amendement n° 267 de Mme Évelyne Didier ; adopté. - **Article 46 (Entreprises et développement durable)** (p. 1622) : soutient

l'amendement n° 269 de Mme Évelyne Didier ; retiré. (p. 1623) : soutient l'amendement n° 268 de Mme Évelyne Didier ; retiré. - **Article 47** (*Information, consommation et développement durable*) (p. 1625) : soutient l'amendement n° 270 de Mme Évelyne Didier ; retiré. - **Article 49** (*Dispositions applicables à l'outre-mer*) (p. 1634) : soutient l'amendement n° 723 de Mme Gélita Hoarau ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble et adoption d'un projet de loi** (p. 1666, 1668) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Simon Sutour sur l'avenir des services publics dans les zones rurales** - (26 mars 2009) (p. 3480, 3481) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Article 1er** (*Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours*) (p. 3790, 3791) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 14** (*Chapitre Ier du titre Ier du livre IV du code du tourisme - Attribution des chèques-vacances dans les entreprises de moins de 50 salariés*) (p. 3853) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Odette Terrade ; retiré. (p. 3854) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 38 ; rejeté ; et n° 39 ; retiré.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3947, 3949) : son intervention.

- **Débat sur la politique de l'État en matière de gestion des ressources halieutiques et des pêches** - (5 mai 2009) (p. 4156, 4157) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-France Beaufile sur la réforme de la taxe professionnelle** - (10 juin 2009) (p. 5951, 5952) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (11 juin 2009) (p. 5982) : son intervention sur les profils nutritionnels. (p. 5986, 5987) : son intervention sur le vin rosé.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6192, 6194) : son intervention.

- **Débat sur le volet agricole de la négociation OMC** - (25 juin 2009) (p. 6346, 6347) : son intervention.

- **Débat sur la crise de la filière laitière** - (25 juin 2009) (p. 6358, 6360) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 1er** (*art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments*) (p. 7535) : soutient l'amendement n° 179 de Mme Évelyne Didier ; adopté. - **Article 2** (*art. L. 111-10-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments*) (p. 7537) : soutient l'amendement n° 180 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Article 6** (*art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme*) (p. 7582) : sur l'amendement n° 80 de la commission des lois saisie pour avis, soutient le sous-amendement n° 188 de Mme Annie David ; adopté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 30** (*art. L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales et loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur - Dispositions relatives aux réseaux de chaleur*) (p. 8104, 8105) : soutient l'amendement n° 386 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8106) : soutient l'amendement n° 387 de

Mme Évelyne Didier (suppression du taux réduit de TVA dont bénéficient les abonnements à la fourniture de chaleur produite, au moins à 50 %, à partir des déchets) ; retiré.

- **Questions cibles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8545) : sa question.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports** - *Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]* - (2 novembre 2009) - **Article 3** (*Démocratisation du secteur public*) (p. 9222) : son intervention. - **Article 5** (*Composition de l'autorité de régulation des activités ferroviaires*) (p. 9223) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9231) : dénonce les conditions du travail parlementaire imposées par le Gouvernement pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9316, 9320) : soutient l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Danglot (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur le bilan de la déréglementation du secteur postal) ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 357 de M. Michel Teston (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conditions de l'application de la directive 97/67/CE au secteur postal français).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) (p. 9397, 9398) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 368 de M. Michel Teston (prise en compte des exigences d'aménagement du territoire par le service public postal).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 9** (*art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale*) (p. 9793, 9794) : soutient l'amendement n° 69 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9798) : soutient l'amendement n° 252 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9802, 9803) : soutient l'amendement n° 253 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 10** (*art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste*) (p. 9807) : soutient l'amendement n° 70 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 11** (*art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Dispositions transitoires*) (p. 9816) : soutient l'amendement n° 259 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 12** (*Dispositions diverses de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes*) (p. 9820, 9821) : soutient l'amendement n° 73 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9823) : soutient l'amendement n° 76 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9825) : soutient l'amendement n° 81 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9827) : soutient les amendements n° 564 et 85 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. (p. 9829) : soutient l'amendement n° 89 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 9831, 9832) : soutient l'amendement n° 100 de M. Jean-Claude Danglot (mention du caractère public du service postal) ; rejeté. - **Article 13** (*art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste*) (p. 9835) : parole sur l'article. (p. 9837) : soutient l'amendement n° 99 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9838, 9839) : soutient l'amendement n° 95 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9846) : soutient l'amendement n° 97 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) (p. 9863) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 9864) : soutient l'amendement n° 101 de M. Jean-Claude Danglot (inscription du principe de la péréquation tarifaire dans le code des postes et communications électroniques) ; rejeté. - **Article 14** (*art. L. 2 du code des postes*

et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans (p. 9869, 9875) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 104 ; rejeté ; et n° 108 ; devenu sans objet. - **Article 15** (art. L. 2-1 du code des postes et communications électroniques - Contrats dérogatoires aux modalités de l'offre de service universel) (p. 9886) : soutient l'amendement n° 111 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9891, 9895) : soutient les amendements n° 113 et 117 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3-4 du code des postes et communications électroniques - Suppression d'une disposition prévoyant la prise de mesures réglementaires concernant les services d'envois recommandés) (p. 9906, 9907) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9909, 9912) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 130 (réduction des pouvoirs de l'ARCEP) ; n° 135

(couverture obligatoire de l'ensemble du territoire par les opérateurs postaux, tant pour la distribution que pour la collecte du courrier) ; rejetés. - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur) (p. 9913) : soutient l'amendement n° 140 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11975) : sa question. (p. 11976) : sa réplique.

LECERF (Jean-René)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire le 23 décembre 2009.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 495 (2007-2008)] pénitentiaire [n° 201 (2008-2009)] (4 février 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 263 (2008-2009)] relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 329 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 460 (2008-2009)] relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 635 (2008-2009)] (29 septembre 2009) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pénitentiaire [n° 20 (2009-2010)] (7 octobre 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Justice-Administration pénitentiaire [n° 106 tome 3 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2265, 2267) : son intervention. - **Question préalable** (p. 2298) : position de la commission sur la motion n° 2 de M. Louis Mermaz tendant à poser la question préalable. - **Titre préliminaire** (*Du sens de la peine de privation de liberté*) (p. 2300) : position de la commission sur l'amendement n° 65 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2300, 2305) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Anziani n° 66 (maintien des droits des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement ou placées en détention provisoire), n° 67 (obligation de traiter les personnes privées de liberté dans le respect des droits de l'homme), n° 68 (caractère proportionnel et strictement nécessaire des restrictions imposées aux personnes privées de liberté) et n° 69 (obligation de respecter les droits de l'homme des personnes détenues), ainsi que sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 213 (abrogation de la loi n° 2007-1198 du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs) et n° 214 (abrogation de la loi n° 2008-174 du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental). - **Article 1er A** (*Régime d'exécution de la peine de privation de liberté*) (p. 2306, 2307) : position de la commission sur les amendements n° 70 de M. Alain Anziani, n° 215 et 216 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2308, 2309) : position de la commission sur l'amendement n° 71 de M. Alain Anziani (encouragement à la coopération avec les services sociaux externes et à la participation de la société civile à la vie pénitentiaire). - **Article 1er** (*Missions du service public pénitentiaire*) (p. 2312, 2313) : position de la commission sur les amendements n° 72 et 73 de M. Alain Anziani, n° 3 et 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 217 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 2** (*Organisation du service public pénitentiaire*) (p. 2314, 2315) : position de la commission sur les amendements n° 74 et 75 de M. Alain Anziani, et n° 218 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 2 bis** (*Contrôleur général des lieux de privation de liberté*) (p. 2330) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 2 quinquies** (*Participation des collectivités territoriales et des associations aux instances d'évaluation et de suivi en matière pénitentiaire*) (p. 2331) : position de la commission sur l'amendement n° 219 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2233) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 187 (renforcement de l'obligation, pour les magistrats du parquet et les juges d'instruction, de visite annuelle dans les prisons du ressort de leur juridiction) - **Article additionnel avant article 4** (p. 2334) : position de la commission sur l'amendement n° 76 de M. Alain Anziani (transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 8). - **Article 4** (*Code de déontologie et prestation de serment*) (p. 2335, 2341) : position de la commission sur les amendements n° 6 et 7 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 77 et 78 de M. Alain Anziani. Respect des règles pénitentiaires européennes. - **Article 4 bis** (*Personnels de surveillance*) (p. 2342, 2344) : position de la commission sur les amendements n° 220 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 79 de M. Alain Anziani, et n° 9 et 10 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 ter** (*Personnes d'insertion et de probation*) (p. 2344, 2345) : position de la commission sur les amendements n° 221 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 8 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 quater** (*Droits des personnels*

déconcentrés de l'administration pénitentiaire) (p. 2346) : position de la commission sur les amendements n° 288 du Gouvernement et n° 80 de M. Alain Anziani. - **Article 6** (*Création d'une réserve civile pénitentiaire constituée de volontaires retraités*) (p. 2349, 2350) : son amendement n° 289 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 82 et 83 de M. Alain Anziani, n° 281 du Gouvernement et n° 222 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2353) : position de la commission sur l'amendement n° 57 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Division additionnelle après l'article 9** (p. 2354) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Anziani n° 87 (création, au sein du titre I, d'un chapitre III intitulé "Des lieux de détention"), n° 88 (transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 17-1), n° 89 (transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 18-1) et n° 91 (transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 19). - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2357, 2361) : position de la commission sur les amendements n° 226 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 94 de M. Richard Tuheiaava. Respect de la dignité des personnes détenues. - **Article 10 bis** (*Information du détenu sur ses droits et ses devoirs*) (p. 2362, 2372) : sa visite, en compagnie du Président Larcher, de la maison d'arrêt de Loos-Lez-Lille ; modalités d'application de l'article 40. Position de la commission sur les amendements n° 211 de M. Jacques Mézard, n° 11 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 95 de M. Richard Yung. - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 2373) : position de la commission sur l'amendement n° 97 de M. Alain Anziani (reconnaissance du droit, pour tout détenu, d'accéder à des conseils juridiques au sein de l'établissement pénitentiaire). - **Article 11** (*Liberté de communication des détenus avec leurs avocats*) (p. 2375, 2376) : position de la commission sur les amendements n° 15, 13 et 12 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 98 de M. Alain Anziani. - **Article 11 bis** (p. 2377) : sur l'amendement n° 99 de M. Alain Anziani, son sous-amendement n° 300 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 14 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 99 de M. Alain Anziani et n° 227 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 2378) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 188 (possibilité, pour les détenus, de recevoir ou d'acheter en cantine les produits alimentaires de leur choix), retiré puis repris par M. Richard Yung. - **Article 11 ter** (*Obligation d'activité*) (p. 2378, 2382) : parole sur l'article. Position de la commission sur les amendements n° 19 et 61 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 100 de M. Alain Anziani et n° 189 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. - **Article 11 quater** (*Consultation des détenus sur leurs activités*) (p. 2384, 2385) : position de la commission sur les amendements n° 17, 16 et 18 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 102 et 103 de M. Alain Anziani, n° 101 de M. Richard Yung et n° 228 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 12** (*Domiciliation auprès de l'établissement pénitentiaire*) (p. 2386, 2387) : position de la commission sur les amendements n° 62 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 104 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 2387) : position de la commission sur les amendements identiques n° 105 de M. Alain Anziani et n° 56 de Mme Alima Boumediene-Thiery (possibilité, pour les détenus, d'élire domicile au sein de l'établissement pénitentiaire afin de faciliter leurs démarches administratives). - **Article 13** (*Aide en nature pour les détenus les plus démunis*) (p. 2388, 2389) : position de la commission sur l'amendement n° 20 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Division additionnelle avant l'article 14** (p. 2390) : position de la commission sur l'amendement n° 108 de M. Alain Anziani (création d'une nouvelle section intitulée "Du travail en détention"). - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 2390, 2391) : position de la commission sur l'amendement n° 109 de M. Alain Anziani (transcription, en droit interne, de la règle pénitentiaire européenne n° 26-10) et sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 190 (indexation de la rémunération des détenus employés en prison sur le SMIC).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 2420) : position de la commission sur l'amendement n° 110 de M. Alain Anziani (inscription dans le droit français des règles pénitentiaires européennes en matière de santé et de sécurité des détenus). - **Division et article additionnels avant l'article 14** (p. 2420, 2421) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Anziani n° 113 (nouvelle division - De l'enseignement et de la formation) et n° 112 (accès des détenus à des programmes d'enseignement et à une bibliothèque). - **Article 14** (*Acte d'engagement - Insertion par l'activité économique*) (p. 2424, 2425) : position de la commission sur les amendements n° 191 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, n° 229 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 114 de M. Alain Anziani, n° 22, 21, 23, 24 et 63 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 2429, 2430) : position de la commission sur les amendements analogues n° 60 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 115 de M. Alain Anziani, et n° 230 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (prise en compte du maintien des liens familiaux lors de l'incarcération ou du transfèrement des détenus). - **Article 15** (*Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille*) (p. 2433) : position de la commission sur les amendements n° 27 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 231 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 192 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 15 bis** (*Unités de vie familiale et parlours familiaux*) (p. 2437, 2438) : position de la commission sur les amendements n° 25 et 26 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 2439, 2440) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Anziani n° 117 (autorisation pour les prévenus d'office de contacter téléphoniquement les personnes titulaires d'un permis de visite) et n° 118 (autorisation pour les détenus de communiquer aussi fréquemment que possible avec l'extérieur). - **Article 16** (*Accès au téléphone*) (p. 2441, 2442) : position de la commission sur les amendements n° 28 et 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 232 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 17** (*Correspondance*) (p. 2443, 2445) : position de la commission sur les amendements n° 30, 32, 31, 33 et 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 120 de M. Alain Anziani et n° 233 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 18** (*Droit à l'image*) (p. 2446) : position de la commission sur les amendements n° 36, 37 et 35 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 18 bis** (*Droit à la confidentialité des documents personnels*) (p. 2447) : position de la commission sur l'amendement n° 121 de M. Alain Anziani. - **Article 19** (*Accès à l'information*) (p. 2448) : position de la commission sur les amendements n° 64 et 41 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 122 de M. Alain Anziani. - **Article 19 bis** (*Obligation de garantir la sécurité de la personne détenue*) (p. 2448, 2449) : parole sur l'article. Position de la commission sur l'amendement n° 38 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 2463) : position de la commission sur les amendements n° 39 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 212 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2464) : position de la commission sur l'amendement n° 193 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 20** (*Prise en charge des soins par le service public hospitalier - Restriction des informations susceptibles d'être communiquées aux proches*) (p. 2469, 2473) : position de la commission sur les amendements n° 42 et 43 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 234 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 194 et 195 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° 124 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2473, 2479) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Anziani n° 125 (conditions de détention des personnes souffrant de maladie mentale), n° 126 (rôle des services médicaux des prisons) et n° 127 (présence d'un médecin généraliste dans chaque prison), et sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 197 (impossibilité de demander aux médecins et aux personnels soignants intervenant en milieu carcéral de pratiquer des actes dénués de liens avec les soins ou les expertises médicales). - **Article 22** (*Autorisation de l'administration pénitentiaire pour la désignation d'un aidant*) (p. 2481) : position de la commission sur les amendements n° 129 de M. Alain Anziani et n° 196 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 2481, 2487) : position de la

commission sur les amendements de M. Alain Anziani n° 130 (poursuite des traitements médicaux prescrits avant l'incarcération), n° 131 (absence d'exception au secret médical des détenus), n° 132 (respect de la dignité humaine dans le cadre des soins dispensés à des personnes détenues pendant les extractions médicales) et n° 133 (accès des détenus à des services spécialisés en cas de violences physiques, mentales ou sexuelles), et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 198 (visite médicale obligatoire avant la libération d'un détenu), n° 199 (autorisation pour les détenus de faire appel à un autre praticien que ceux appartenant aux unités de soins en milieu carcéral), n° 200 (mise en place du dossier médical électronique unique pour les détenus), n° 201 (contrat d'entretien spécifique pour les hôpitaux en charge des unités de soins en milieu carcéral), n° 202 (mise en place d'un plan télé-médecine) et n° 203 (placement dans un établissement spécialisé ayant plus d'un long séjour au sein d'un service médico-psychologique régional). - **Article 23** (*supprimé*) (*Biens abandonnés par les détenus à leur libération*) (p. 2488) : position de la commission sur l'amendement n° 59 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel avant l'article 24** (p. 2489) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 204 (mise en place d'un plan d'équipement en moyens de détection électronique). - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2495) : réponse aux orateurs. (p. 2498, 2501) : son amendement n° 303 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 235 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 45 et 44 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 134, 135 et 136 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 24** (p. 2502) : position de la commission sur l'amendement n° 137 de M. Alain Anziani (encadrement par un décret en Conseil d'État de la procédure de fouille). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2503) : position de la commission sur l'amendement n° 236 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (conditions d'emprisonnement de mineurs). - **Article 25** (*Respect des droits fondamentaux reconnus à l'enfant*) (p. 2506) : position de la commission sur l'amendement n° 140 de M. Richard Tuheiyava. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 2508) : position de la commission sur l'amendement n° 141 de M. Richard Tuheiyava (garantie d'une séparation entre détenus mineurs et majeurs). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 2508) : position de la commission sur l'amendement n° 237 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garantie de l'accès des détenus mineurs aux services sociaux, psychologiques et éducatifs, culturels et sportifs). - **Division et article additionnels après l'article 27** (p. 2510) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Anziani n° 142 (insertion d'une division supplémentaire relative à la détention des femmes et des enfants en bas âge) et n° 143 (respect des besoins physiques, professionnels, sociaux et psychologiques des femmes détenues). - **Division et articles additionnels après l'article 27** (p. 2512) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 238 (insertion d'une division supplémentaire relative aux détenus étrangers), n° 239 (garantie de l'accès effectif des détenus étrangers à leurs droits), n° 240 (possibilité pour les détenus étrangers d'effectuer une demande de titre de séjour et d'asile politique durant leur incarcération), n° 241 (possibilité pour les détenus d'élire domicile auprès de l'établissement pénitentiaire) et n° 242 (suivi spécifique des détenus étrangers mineurs). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 2514) : position de la commission sur l'amendement n° 243 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renforcement de la protection du secret médical).

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2526, 2532) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 244 (atténuation systématique de peine et régime de sanction privilégiant l'orientation vers le circuit sanitaire pour les détenus atteints de troubles mentaux) et n° 246 (suppression du délit d'inexécution du travail d'intérêt général) ainsi que sur l'amendement n° 149 de M. Alain Anziani (suppression des peines planchers d'un an à quatre ans pour les délits commis en état de récidive). - **Article 32** (*art. 132-24 du code pénal - Affirmation du caractère subsidiaire de l'emprisonnement ferme et de la nécessité de prévoir son aménagement*) (p. 2533) : position de la commission sur l'amendement n° 150 de M. Alain

Anziani. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 2533, 2535) : position de la commission sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 207 (interdiction d'incarcérer un détenu dans un établissement ayant un taux d'occupation supérieur de 20 % à ses capacités). - **Article 33** (art. 132-25, 132-26, 132-26-1 et 132-27 du code pénal - *Extension des possibilités d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement correctionnel*) (p. 2536, 2538) : position de la commission sur les amendements n° 151 et 152 de M. Alain Anziani, n° 247 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 46 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 33** (p. 2538) : position de la commission sur l'amendement n° 153 de M. Alain Anziani (possibilité pour le juge de l'application des peines d'accorder une semi-liberté, un placement sous surveillance électronique ou un placement extérieur avec exécution provisoire, sans attendre le délai de dix jours lié au mandat de dépôt et au délai d'appel). - **Article 34 A** (*Durée du travail d'intérêt général*) (p. 2539) : position de la commission sur les amendements n° 248 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 154 de M. Alain Anziani. - **Article 35** (art. 132-54, 132-55 et 132-57 du code pénal - *Sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général*) (p. 2540) : position de la commission sur l'amendement n° 249 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 2544, 2545) : position de la commission sur les amendements n° 157 de M. Alain Anziani (possibilité pour le juge de l'application des peines d'ordonner l'exécution provisoire d'une mesure d'aménagement de la peine lorsque le prévenu condamné à un emprisonnement sans sursis est incarcéré en application de l'article 397-4 du code de procédure pénale) et n° 254 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (possibilité de prononcer un aménagement de peine dans les cas de la parution immédiate). - **Article 43** (art. 712-22 et 712-23 du code de procédure pénale - *Relèvement d'une interdiction professionnelle et dispense d'inscription d'une condamnation au bulletin n° 2 du casier judiciaire*) (p. 2546) : position de la commission sur les amendements n° 158 de M. Alain Anziani et n° 255 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 44** (art. 720-1 et 720-1-1 du code de procédure pénale - *Suspension et fractionnement des peines en cours d'exécution*) (p. 2547) : position de la commission sur les amendements n° 256 et 257 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 46** (art. 723, 723-1 et 723-7 du code de procédure pénale - *Octroi par le juge de l'application des peines de la semi-liberté, du placement à l'extérieur et du placement sous surveillance électronique*) (p. 2549) : position de la commission sur les amendements n° 258 et 259 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 47** (art. 729 du code de procédure pénale - *Octroi de la libération conditionnelle*) (p. 2551, 2554) : position de la commission sur les amendements n° 260, 261, 262 et 263 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 161 et 162 de M. Alain Anziani, et n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 48** (*section VII et VIII, art. 723-13-1 nouveau à 723-28 du code de procédure pénale - Procédures simplifiées d'aménagement des peines*) (p. 2557, 2559) : position de la commission sur les amendements n° 264, 279, 280 et 265 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 166 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 48** (p. 2560) : position de la commission sur l'amendement n° 165 de M. Alain Anziani (possibilité pour les détenus étrangers d'obtenir un aménagement de peine ou une permission de sortie). - **Article 49** (art. 715-1 nouveau et 716 du code de procédure pénale - *Possibilité d'un encellulement individuel ou collectif pour les prévenus*) (p. 2561, 2562) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article. (p. 2565, 2566) : position de la commission sur les amendements n° 266 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 171 de M. Alain Anziani. - **Article 50** (art. 717 du code de procédure pénale - *Assouplissement des conditions de maintien d'un condamné en maison d'arrêt*) (p. 2567, 2568) : position de la commission sur les amendements n° 267 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 172 de M. Alain Anziani. - **Article 51** (art. 71-1 du code de procédure pénale - *Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention*) (p. 2571) : son amendement n° 296 ; devenu sans objet. (p. 2574, 2578) : position de la commission sur l'amendement n° 291 du Gouvernement et le sous-amendement n° 294 de Mme Alima Boumediene-Thiery s'y rapportant, ainsi que sur les sous-amendements n° 301 de M. Alain Anziani,

n° 297, 298 et 299 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 302 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat portant sur son amendement n° 296 précité. Position de la commission sur les amendements n° 173, 174 et 175 de M. Alain Anziani, n° 50, 51 et 52 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 268 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 52** (art. 712-2 du code de procédure pénale - *Assouplissement du principe de l'encellulement individuel pour les condamnés*) (p. 2579) : position de la commission sur l'amendement n° 269 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels avant l'article 53** (p. 2579, 2580) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Anziani n° 181 (création d'une commission régionale disciplinaire) et n° 182 (transcription de la règle pénitentiaire européenne n° 57-1). - **Article 53** (art. 726 du code de procédure pénale - *Régime disciplinaire*) (p. 2581, 2585) : position de la commission sur les amendements n° 178, 179, 180 et 92 de M. Alain Anziani, n° 270 et 271 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 286 du Gouvernement et n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 53 bis** (p. 2586) : position de la commission sur l'amendement n° 183 de M. Alain Anziani (non-cumul des sanctions disciplinaires pour un même fait). - **Division et articles additionnels après l'article 57** (p. 2591) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 273 (insertion d'une division additionnelle portant dispositions modifiant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante), n° 274 (réduction des possibilités de placement en détention provisoire des mineurs âgés de 13 à 16 ans), n° 275 (isolement de nuit des mineurs placés en détention provisoire) et n° 276 (nécessité de laisser à la seule appréciation du juge la possibilité de déroger à l'atténuation de responsabilité pénale pour les mineurs âgés de plus de 16 ans). - **Article additionnel avant l'article 58 A** (p. 2591) : position de la commission sur l'amendement n° 277 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du délit de séjour irrégulier, du délit d'aide au séjour irrégulier, et du délit d'entrave à la navigation ou à la circulation des aéronefs). - **Article 58 A** (*Conditions d'éligibilité au fonds interministériel pour la prévention de la délinquance*) (p. 2592) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de Mme Catherine Troendle. - **Article 58** (*Modalités d'application outre-mer*) (p. 2593) : position de la commission sur l'amendement n° 54 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 59** (*Moratoire de cinq ans pour l'application des dispositions relatives à l'encellulement individuel des détenus*) (p. 2594) : position de la commission sur les amendements n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 278 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 186 de M. Richard Tuheiyava. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2594) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4172, 4174) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4185, 4188) : position de la commission sur les amendements de M. Charles Gautier n° 1 (dépénalisation du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers lorsque la vie ou l'intégrité physique de l'étranger est en jeu) et n° 2 (exclusion des établissements et services visés à l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi que de leurs bénévoles et salariés, agissant dans le cadre de leur mission, du champ du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) et de Mme Eliane Assasi n° 26 (suppression du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'exception des cas de contreparties financières), n° 27 (exclusion des établissements et services de santé ainsi que de leurs bénévoles et salariés, agissant dans le cadre de leur mission, du champ du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) et n° 28 (extension du droit à un recours suspensif à tous les étrangers maintenus en zone d'attente). - **Article 1er** (art. L. 213-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée en France au titre de l'asile à la Cour nationale du droit d'asile*) (p. 4200, 4203) : position de la commission sur les amendements n° 40 du Gouvernement, n° 29, 30, 32, 31, 33, 34, 35 et 36 de Mme Eliane Assasi, n° 3, 7, 9 et 11 de M. Charles Gautier et

n° 4, 5, 6, 8, 25, 23, 10, 24, 21 et 20 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4206) : position de la commission sur l'amendement n° 22 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'un droit de recours suspensif devant la Cour nationale du droit d'asile pour toutes les décisions de refus d'asile). - **Article 2** (art. L. 731-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination) (p. 4206) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de M. Charles Gautier. - **Article 3** (art. L. 733-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Recours aux ordonnances dites de "tri") (p. 4207) : position de la commission sur les amendements n° 13 de M. Charles Gautier et n° 37 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4** (chapitre 7 du titre VII du livre II du code de justice administrative - Codification) (p. 4207) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Charles Gautier. - **Article 5** (art. L. 213-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Application immédiate des nouvelles garanties) : position de la commission sur l'amendement n° 41 du Gouvernement. - **Article 6** (art. L. 222-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Prorogation d'office du maintien en zone d'attente en cas de demande d'asile tardive) (p. 4208) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Charles Gautier. - **Article 7** (art. L. 213-10 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Examen d'une demande d'asile à la frontière) (p. 4209) : position de la commission sur l'amendement n° 38 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4210, 4212) : position de la commission sur les amendements d'Alima Boumediene-Thiery n° 16 (définition des conditions d'octroi de la protection subsidiaire), n° 17 (suppression de la notion d'asile interne), n° 19 (évaluation régulière de la liste des pays d'origine sûre), et n° 18 (ajout du "contexte politique et sociale stable" aux critères d'inscription sur la liste des pays d'origine sûre). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4212, 4213) : évolution positive du taux d'admission en France au titre de l'asile.

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 8513, 8515) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 8696, 8697) : son intervention. - **Article 3** (art. 5-1 et 5-2 nouveaux de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Modalités de désignation de l'avocat et des six personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 8717, 8718) : position de la commission sur les amendements n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 9 et 11 de M. Jean-Pierre Michel et n° 24 du Gouvernement. - **Article 4** (art. 6 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Autorisation pour l'avocat membre du Conseil supérieur de la magistrature de continuer à exercer sa profession) (p. 8719) : position de la commission sur les amendements n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 10 de M. Jean-Pierre Michel et n° 25 du Gouvernement. - **Article 7** (art. 11 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Désignation du secrétaire général du Conseil supérieur de la magistrature et de ses adjoints éventuels, intitulé et durée d'exercice de leurs fonctions) (p. 8721, 8722) : position de la commission sur les amendements n° 26 du Gouvernement et n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Son amendement n° 36 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8722, 8723) : son amendement n° 37 : garantie de l'autonomie budgétaire du Conseil supérieur de la magistrature ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Michel (autonomie financière du Conseil supérieur de la magistrature). - **Article 9** (art. 14 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Suppléance des présidents de formation et quorum nécessaire pour l'adoption des avis et propositions) (p. 8724) : position de la commission

sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Extension de la procédure d'avis aux nominations des procureurs généraux) (p. 8724, 8725) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 11** (art. 18 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Commission des requêtes chargée du filtrage des plaintes des justiciables) (p. 8726, 8727) : position de la commission sur les amendements n° 27 du Gouvernement et n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 11 bis (Nouveau)** (art. 18-1 nouveau de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Procédure tendant à garantir la composition paritaire des formations du Conseil supérieur siégeant en matière disciplinaire) (p. 8728, 8730) : position de la commission sur l'amendement n° 28 du Gouvernement. Son amendement n° 38 ; adopté. - **Article 12** (art. 20 et 20-2 nouveau de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Compétences de la formation plénière) (p. 8730, 8731) : son amendement n° 39 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 29 du Gouvernement. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Garanties d'affectation offertes aux procureurs généraux) (p. 8732) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 45 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Sanctions disciplinaires) (p. 8733) : position de la commission sur les amendements n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 15 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 17** (art. 50 et 58-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Procédure d'interdiction temporaire d'exercice applicable aux magistrats du siège et du parquet) (p. 8734, 8735) : position de la commission sur les amendements n° 16 de M. Jean-Pierre Michel et n° 30 du Gouvernement. - **Article 18** (art. 50-3 nouveau et 63 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Saisine disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature par tout justiciable) (p. 8736, 8738) : position de la commission sur les amendements n° 17 et 18 de M. Jean-Pierre Michel, n° 31 du Gouvernement et n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Son amendement n° 40 ; adopté. - **Article 19** (art. 51 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Désignation d'un rapporteur pour l'examen des plaintes des justiciables visant les magistrats du siège) (p. 8738) : position de la commission sur l'amendement n° 32 du Gouvernement. - **Article 20** (art. 52 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Désignation d'un expert par le rapporteur du Conseil supérieur de la magistrature au cours de l'enquête disciplinaire) (p. 8739) : position de la commission sur l'amendement n° 33 du Gouvernement et, sur ce celui-ci, le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. 57-1 et 65-1 nouveaux de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Règles de vote applicables aux décisions et avis du Conseil supérieur de la magistrature en matière disciplinaire) (p. 8740) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 24** (art. 50 et 58-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Procédure d'interdiction temporaire d'exercice applicable aux magistrats du siège et du parquet) (p. 8741) : position de la commission sur l'amendement n° 34 du Gouvernement. - **Article 25** (art. 50-3 nouveau et 63 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Saisine disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature par tout justiciable) (p. 8742) : son amendement n° 41 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 35 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p.11540) : son intervention.

Immigration, asile et intégration

- (27 novembre 2009) (p. 11567, 11569) : son intervention.

LECLERC (Dominique)
sénateur (Indre-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux** [n° 132 (2009-2010)] - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Réduction du mandat des conseillers généraux)** (p. 12786) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 598 (2008-2009)] portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 32 (2009-2010)] (14 octobre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] - Assurance vieillesse [n° 90 tome 5 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - **Budget - Sécurité sociale.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 103 tome 3 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Fonction publique - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4395, 4396) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 4941) : intervient sur l'amendement n° 920 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5198, 5199) : intervient sur l'amendement n° 1171 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 1354 de Mme Sylvie Desmarescaux s'y rapportant. - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours) (p. 5254) : son amendement n° 198 ; retiré. - **Article 14 bis A** (art. L. 1111-2 du code de la santé publique - Transmission des informations de suivi d'un patient hospitalisé) (p. 5264, 5265) : intervient sur l'amendement n° 236 de M. Alain Vasselle. - **Article 14 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 5125-1-1 A [nouveau] du code de la santé publique - Missions des pharmaciens d'officine) (p. 5266) : son amendement n° 144 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 278 de la commission. (p. 5269) : votera contre le sous-amendement n° 1350 de la commission portant sur son amendement n° 144 précité. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5283) : soutient l'amendement n° 97 de M. Bruno Gilles ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5328) : intervient sur l'amendement n° 182 de M. Hervé Maurey. - **Article 15 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1-1 du code de l'éducation - Contrat d'engagement de service public pour les étudiants en médecine) (p. 5335) : intervient sur l'amendement n° 1228 du Gouvernement. - **Article 15 quater (Texte modifié par la commission)** (Nombre minimal annuel de créations de postes d'enseignants en médecine générale) (p. 5338, 5339) : soutient l'amendement n° 96 de M. Bruno Gilles ; retiré. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 5343, 5351) : soutient les amendements n° 95 et 94 de M. Bruno Gilles ; retirés.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5495, 5497) : soutient l'amendement n° 92 de M. Bruno Gilles ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean Desessard. - **Article 18 quater A** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses) (p. 5508) : intervient sur l'amendement n° 1352 de la commission. - **Article 18 quater B** (art. L. 1142-15 du code de la santé publique - Clarification du régime de garantie des risques de responsabilité civile encourus par les médecins) (p. 5511) : défavorable à l'amendement n° 1364 du Gouvernement. - **Article 20 (Texte modifié par la commission)** (Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale) (p. 5538, 5539) : parole sur

l'article. (p. 5545, 5549) : ses amendements n° 195 ; n° 146 ; n° 196 ; retirés ; et n° 145 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 766 de M. Jacky Le Menn. - **Article 21 (Texte modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures nécessaires à la transposition de certaines règles communautaires en matière de qualifications professionnelles et de dispositifs médicaux) (p. 5552, 5553) : son amendement n° 148 ; retiré. - **Article 21 nonies (Supprimé par la commission)** (art. L. 4211-2-1 du code de la santé publique - Elimination des matériels médicaux usagés perforants) (p. 5558) : son amendement n° 147 ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (17 juin 2009) - **Article 15** (art. L. 311-50 du code de la consommation - Compétence juridictionnelle et délai de forclusion applicables) (p. 6117) : son amendement n° 41 ; retiré.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) (p. 7063, 7064) : son intervention.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8778) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 33 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 9124, 9125) : son intervention. - **Article 1er** (art. 9 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Réduction du taux de recouvrement de la surcompensation) (p. 9132) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 2** (art. 46 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat - Contribution employeur due par les collectivités territoriales pour les fonctionnaires de l'Etat détachés) (p. 9133) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 3** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Exonération des cotisations patronales d'assurance vieillesse pour les centres communaux et intercommunaux d'action sociale) (p. 9133, 9134) : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 4** (art. 108 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Neutralisation des conséquences financières des transferts de personnels entre la CNRACL et l'Etat dans le cadre de la décentralisation) (p. 9135) : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Article 5** (art. 575 et 575 A du code général des impôts - Gage) : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9136) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse - **Discussion générale** (p. 9992, 9993) : son intervention.

Troisième partie :

- (13 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10186, 10187) : intervient sur l'amendement n° 76 de M. Bernard Cazeau (évaluation annuelle du plan d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés et sanctions en cas d'objectifs non atteints). - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels) (p. 10204, 10209) : soutient l'amendement n° 177 de M. Pierre Martin ; retiré.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Article 29 quinquies** (art. L. 162-2-1 du code de la sécurité sociale - Développement de la prescription dans le répertoire des génériques) (p. 10298) : son

amendement n° 371 ; adopté. - **Article 29 sexies** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - Avenants aux contrats d'amélioration des pratiques individuelles) (p. 10300) : son amendement n° 373 ; rejeté. (p. 10301) : son amendement n° 374 ; rejeté. - **Article 30** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - Mise sous accord préalable) (p. 10303) : son amendement n° 376 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10305) : son amendement n° 372 ; précision ; retiré. (p. 10309) : intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (mise en œuvre du secteur optionnel par la convention médicale ou, à défaut, par le règlement arbitral). - **Article 30 bis** (art. L. 4113-9 du code de la santé publique - Non-transmission aux ordres professionnels des contrats conclus entre les praticiens et l'assurance maladie) (p. 10309) : son amendement n° 375 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10315) : son amendement n° 396 : intervention de l'ONIAM lorsqu'un professionnel de santé est condamné par une juridiction au paiement de dommages et intérêts dépassant sa couverture d'assurance ; retiré. (p. 10318, 10319) : intervient sur l'amendement n° 538 de la commission (relèvement des plafonds des garanties souscrites par les professionnels libéraux pour s'assurer contre les dommages causés dans le cadre de leur activité).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 10376, 10377) : soutient l'amendement n° 187 de M. Adrien Gouteyron (extension à de nouvelles catégories d'établissements médico-sociaux de la faculté de recourir à une pharmacie d'officine pour la gestion des médicaments) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 30 bis** (p. 10406, 10407) : retrait de son amendement n° 396 : intervention de l'ONIAM lorsqu'un professionnel de santé est condamné par une juridiction au paiement de dommages et intérêts dépassant sa couverture d'assurance. - **Article additionnel avant l'article 38** (p. 10409) : position de la commission sur l'amendement n° 162 de Mme Christiane Demontès (détermination semestrielle du coefficient de revalorisation des pensions). - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse) (p. 10417, 10427) : position de la commission sur les amendements n° 163 de Mme Christiane Demontès, n° 345, 346, 347, 348 et 349 de M. Guy Fischer, n° 252 de Mme Fabienne Keller et n° 206 et 205 de Mme Catherine Procaccia. Ses amendements n° 26, 28, 522, 30, 27, 523, 29, 524 et 525 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 38** (p. 10427) : position de la commission sur l'amendement n° 426 de Mme Catherine Procaccia (extension aux clercs de notaires de la possibilité de cumul emploi-retraite). - **Article 39** (art. L. 341-16, L. 342-1 et L. 341-14-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 732-36 du code

rural - Cumul emploi-pension d'invalidité et non-cumul pension d'invalidité-pension de retraite) (p. 10429, 10431) : position de la commission sur les amendements n° 127 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 352 et 353 de M. Guy Fischer et n° 164 de Mme Christiane Demontès. - **Articles additionnels après l'article 39 bis** (p. 10432) : son amendement n° 31 : non-cumul de la majoration de durée d'assurance pour interruption d'activité et de l'assurance vieillesse des parents au foyer ; adopté. - **Article 40** (art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale - Transfert au fonds de solidarité vieillesse du financement des validations gratuites de trimestres au titre de périodes d'arrêt maladie, maternité, AT-MP et invalidité) (p. 10433, 10434) : position de la commission sur l'amendement n° 128 de M. Jean-Pierre Godefroy. Son amendement n° 32 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10435, 10441) : à titre personnel, son amendement n° 414 : régime de l'auto-entrepreneur ; adopté. Au nom de la commission, son amendement n° 526 : modifications du dispositif d'assurance volontaire vieillesse et de rachat de trimestres ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 203 de Mme Jacqueline Alquier (retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles), n° 166 de M. Claude Domeizel (évaluation des conditions d'ouverture des droits à pension de réversion aux personnes liées par un PACS), n° 355 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur l'ouverture des droits à pension de réversion pour les personnes liées par un PACS et les concubins notoires), n° 354 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur les conséquences de l'instauration de la condition d'âge prévue pour la majoration de la pension de réversion) et de Mme Christiane Demontès n° 167 (rapport au Parlement sur les régimes de mise à la retraite d'office), n° 168 (évaluation des conditions de revalorisation du minimum vieillesse en 2008 et 2009) et n° 169 (évaluation des conditions de suppression de la condition d'âge pour la majoration de la pension de réversion).

- **Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]** - (26 novembre 2009) - **Article 30 quater** (*Substitution de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales aux praticiens libéraux après l'expiration du délai de validité de leur couverture d'assurance*) (p. 11462, 11463) : défavorable à l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (2 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11868) : son intervention.

LEFÈVRE (Antoine)
sénateur (Aisne)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons [n° 153 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 414 (2008-2009)] européenne au nom de la commission des Affaires européennes, sur la création d'un système unifié de règlement des litiges en matière de brevets [n° 537 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Justice - Union européenne**.

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3780) : son intervention.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3959, 3960) : son intervention.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5138) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur le service civil volontaire** - (10 juin 2009) (p. 5925) : son intervention.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6201) : son intervention.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8785) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8883) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) - au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 8900, 8901) : son intervention sur les brevets européen et communautaire.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10735) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11962, 11963) : son intervention.

LEGENDRE (Jacques)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public du musée du quai Branly.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de résolution [n° 204 (2008-2009)] européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 258 (2008-2009)] (11 mars 2009) - **Culture - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la commission des affaires étrangères : Le rayonnement culturel international : une ambition pour la diplomatie française [n° 458 (2008-2009)] (10 juin 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture : La circulation des œuvres audiovisuelles [n° 585 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture : Mission effectuée en Roumanie du 3 au 7 mai 2009 [n° 614 (2008-2009)] (15 septembre 2009) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France** [n° 144 (2008-2009)] - (8 janvier 2009) - président de la commission des affaires culturelles - **Demande de renvoi à la commission** (p. 91, 92) : position de la commission sur la motion n° 4 de M. Jack Ralite tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** [n° 145 (2008-2009)] - (8 janvier 2009) - président de la commission des affaires culturelles - **Demande de renvoi à la commission** (p. 112) : position de la commission sur la motion n° 2 de M. David Assouline tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 131, 141) : modalités d'organisation du débat sur cet article. Favorable à l'amendement n° 306 de M. David Assouline.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 214) : réponse aux critiques de M. Jack Ralite sur le travail de la commission.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 375, 378) : intervient sur l'amendement n° 356 de M. David Assouline. - **Demande de réserve** (p. 383) : demande la réserve des amendements de la commission n° 35 et n° 36 jusqu'après examen des amendements tendant à insérer les articles additionnels après l'article 19 ; réserve ordonnée. - **Article 19**

(supprimé) (art. 1605 du code général des impôts - Arrondi à l'euro supérieur du montant de la redevance après indexation) (p. 385) : hommage à MM. Jacques Valadé et Louis de Broissia. - **Articles additionnels après l'article 19** : intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception). (p. 409) : intervient sur l'amendement n° 215 de M. Michel Mercier (augmentation de la redevance). - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision) (p. 422) : intervient sur l'amendement n° 427 de M. Philippe Dominati. (p. 425) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 21** (art. 302 bis KH 1693 sexies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques) (p. 443) : intervient sur l'amendement n° 219 de M. Hervé Maurey.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 22** (art. 2 de la loi du 30 septembre 1986 - Définition et périmètre des services de médias à la demande, SMAd) (p. 473, 474) : intervient sur l'amendement n° 184 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 27** (art. 15 de la loi du 30 septembre 1986 - Extension aux SMAd des règles relatives à la protection des mineurs et au respect de la dignité de la personne) (p. 478) : qualité du rapport de M. David Assouline, au nom de la commission des affaires culturelles sur les jeunes face aux nouveaux médias. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 481) : intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (protection des mineurs face aux menaces engendrées par le réseau Internet) des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 487, 488) : intervient sur l'amendement n° 49 de la commission ainsi que sur les amendements n° 203 et 204 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 48** (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à aménager les dispositifs de régulation de la diffusion cinématographique et à rénover les relations entre distributeurs et exploitants) : Intervient sur l'amendement n° 394 de M. David Assouline. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 544, 545) : qualité des débats qui honore le Sénat.

- **Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Article 15** (p. 1424) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 19 ter** : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1425) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - président de la commission des affaires culturelles - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1810, 1811) : position de la commission sur la motion n° 4 de M. Serge Lagache tendant au renvoi à la commission.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) - président de la commission des affaires culturelles (p. 3042, 3044) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3163, 3164) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 259 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - président de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 3433, 3435) : son intervention.

- Rapporteur de la commission de la culture - **Discussion du texte de la résolution** (p. 3444) : position de la commission sur les amendements n° 1 et 2 de Mme Bernadette Bourzai.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - président de la commission des affaires culturelles, rapporteur pour avis - **Article 7 et état D (Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires)** (p. 3633, 3634) : intervient sur l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet.

- Président de la commission des affaires culturelles - **Articles additionnels après l'article 8 D** (p. 3661, 3662) : son amendement n° 10 : exclusion du groupement d'intérêt public France Télé numérique du champ des bénéficiaires de la redevance ; adopté.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Commission mixte paritaire [n° 327 (2009-2010)]** - (9 avril 2009) - président de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 3883, 3884) : son intervention. - **Article 10 bis A** (p. 3897) : son intervention.

- **Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4452, 4453) : son intervention.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5130, 5132) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6820, 6821) : position de la commission sur la motion n° 18 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6837, 6838) : votera ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 7051, 7052) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet - Commission mixte paritaire [n° 337 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7746, 7747) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 313-1 du code de l'éducation - Recrutement et obligation de formation des personnels d'orientation de l'éducation nationale) (p. 7837) : votera contre les amendements n° 14 de Mlle Sophie Joissains, n° 37 de Mme Annie David et n° 135 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 7839) : votera l'amendement n° 136 de Mme Maryvonne Blondin (participation des professeurs principaux de lycées et de collèges au service public d'information et d'orientation professionnelle).

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 20** (art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Régime du plan régional de développement des formations professionnelles) (p. 7967) : son amendement n° 160 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7975) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 8799, 8801) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 9012) : intervient sur les

amendements de Mlle Sophie Joissains portant sur le même objet n° 2, n° 3 et n° 1 (caractère obligatoire du service civique), ainsi que sur le sous-amendement n° 48 de M. Serge Dassault s'y rapportant. - **Article 4** (*Titre 1er bis du livre 1er du code du service national [nouveau] - Création du service civique*) (p. 9018) : demande la réserve des amendements n° 13 de M. Yannick Bodin, n° 49 de la commission et n° 28 de M. Jean-François Voguet. (p. 9030) : nécessité de laisser vivre le débat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9037) : remerciements.

- **Question orale avec débat de M. Jack Ralite sur la numérisation du livre** - (16 novembre 2009) (p. 10540, 10542) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 52** (*Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'Etat aux collectivités territoriales volontaires*) (p. 11611) : intervient sur l'amendement n° II-69 de M. Jack Ralite. (p. 11616) : intervient sur le sous-amendement n° II-117 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-54 de la commission de la culture saisie pour avis.

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

de **LEGGE (Dominique)**
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

- (27 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 54 ter** (p. 11636) : intervient sur l'amendement n° II-74 de M. Jack Ralite (maintien de la publicité entre six heures et vingt heures sur toutes les chaînes de télévision).

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, en remplacement de M. Yves Dauge, rapporteur pour avis (p. 11675, 11676) : son intervention.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11824) : soutient l'amendement n° II-126 de M. Gérard Longuet ; adopté.

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (10 décembre 2009) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 1er** (*art. 41-1 A [nouveau] de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Régulation de la concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle*) (p. 12566) : parole sur l'article.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 230 (2007-2008)] portant engagement national pour l'environnement [n° 576 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3989, 3990) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 378 (2007-2008)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4284, 4285) : son intervention. Le groupe UMP suivra les conclusions de Mme le rapporteur.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6031, 6032) : son intervention. Le groupe UMP approuve les objectifs de ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-Lise Campion sur la protection de l'enfance** - (23 juin 2009) (p. 6207, 6208) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 7475, 7477) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2009) - **Article 4** (art. L. 111-6-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Inopposabilité des règles d'urbanisme relatives à l'aspect extérieur des bâtiments lorsque la construction utilise des énergies renouvelables*) (p. 7567) : son amendement n° 75 ; adopté. (p. 7568) : son amendement n° 76 ; adopté. - **Article 5** (Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - *Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7574) : son amendement n° 77 ; adopté. (p. 7578, 7579) : ses amendements n° 78 et 79 ; adoptés. - **Article 6** (art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - *Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme*) (p. 7581) : son amendement n° 80 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 233 de M. Thierry Repentin, n° 188 de Mme Annie David, et n° 157 de M. Jacques Blanc. - **Article 9** (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - *Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7597) : son amendement n° 81 ; adopté. (p. 7598) : son amendement n° 82 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) (p. 7641, 7643) : son amendement n° 83 ; adopté. (p. 7665, 7672) : ses amendements n° 84, 85, 86, 87 et 88 ; adoptés. (p. 7681, 7682) : ses amendements n° 90 et 91 ; adoptés ; n° 92 ; retiré. - **Article 10** (Chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - *Renforcement des plans locaux d'urbanisme*) (p. 7688, 7694) : ses amendements n° 94, 95, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 et 104 ; adoptés. (p. 7699, 7701) : ses amendements n° 105, 106 et 107 ; adoptés. - **Article 12** (art. L. 141-1 et L. 141-1-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Procédure de révision du schéma directeur de la région d'Ile-de-France*) (p. 7707, 7708) : ses amendements n° 108 et 109 ; adoptés. - **Article 13** (*Habilitation du Gouvernement à simplifier le code de l'urbanisme*) (p. 7710, 7711) : ses amendements n° 110 et 111 ; adoptés. - **Article 14 (réservé)** (art. L. 642-3 du code du patrimoine - *Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP*) (p. 7714) : sur l'amendement n° 364 de la commission, son sous-amendement n° 112 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 7727) : ses amendements n° 113 : assouplissement de la procédure de recours contre les avis des architectes des Bâtiments de France dans le champ de protection des immeubles classés ; n° 114 : assouplissement de la procédure de recours contre les avis des architectes des Bâtiments de France dans les secteurs sauvegardés ; adoptés. - **Article 15 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (*Livre VII du code de*

l'urbanisme - Application à Mayotte) (p. 7727) : son amendement n° 115 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 83** (art. L. 225-102-1 et L. 823-16 du code de commerce, art. L. 114-7 du code de la mutualité, art. L. 511-35 du code monétaire et financier, art. L. 322-26-2-2 du code des assurances, art. L. 524-2-1 du code rural et art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - *Obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental*) (p. 8335, 8339) : ses amendements n° 116, 117 et 118 ; adoptés. - **Article 84** (art. L. 223-3 du code du commerce et art. L. 512-17 du code de l'environnement - *Renforcement de la responsabilité de la société-mère en cas de pollution grave causée par une de ses filiales*) (p. 8340) : son amendement n° 119 ; adopté. (p. 8349, 8350) : son amendement n° 120 ; adopté. - **Article 98** (art. L. 141-3 [nouveau] du code de l'environnement - *Définition des critères de représentativité des acteurs environnementaux*) (p. 8382, 8383) : ses amendements n° 121 et 122 ; adoptés.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10778, 10779) : son intervention.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11779, 11780) : sa question et sa réplique.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2009) - en remplacement de Mme Jacqueline Gourault, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11856, 11857) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11980, 11981) : sa question et sa réplique.

LE GRAND (Jean-François)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Ecologie, développement et aménagement durables - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens [n° 105 tome 2 (2009-2010)]**, (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la ligne à grande vitesse Paris-Normandie [n° 148 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Transports.**

LEJEUNE (André)
sénateur (Creuse)
SOC

Décédé le 9 septembre 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 9 septembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 964, 965) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7 (Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme)** (p. 1082) : son amendement n° 147 ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (5 octobre 2009) - **Article 34 (art. 10-1 de la loi n° 2000-108 (cf. sous art. 33) et art. L. 553-2 à L. 553-4 du code de l'environnement - Développement maîtrisé de l'énergie éolienne)** (p. 8129) : intervient sur l'amendement n° 922 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11754, 11755) : son intervention.

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

LELEUX (Jean-Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) le 21 octobre 2009.

Membre suppléant Comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée le 26 mai 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants** [n° 146 (2008-2009)] - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1807, 1808) : parole sur l'article.

- **Question orale avec débat de M. Jack Ralite sur la numérisation du livre** - (16 novembre 2009) (p. 10544, 10545) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux** [n° 132 (2009-2010)] - (15 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12743) : intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12783) : intervient sur les amendements n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 47 de M. Yvon Collin.

LELLOUCHE (Pierre)
secrétaire d'État chargé des affaires européennes
(à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire** [n° 10 (2009-2010)] - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8684, 8686) : son intervention. (p. 8693, 8694) : réponse aux orateurs.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8911, 8914) : ses interventions sur

la coopération judiciaire et policière concernant la situation en Bulgarie et en Roumanie.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009** - (27 octobre 2009) (p. 8963, 8966) : son intervention. (p. 8979, 8982) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes** (p. 11291, 11296) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 10 et 11 décembre 2009** - (8 décembre 2009) (p. 12449, 12454) : son intervention. (p. 12463, 12465) : réponse aux orateurs.

LE MENN (Jacky)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution [n° 234 (2008-2009)] européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur la proposition de directive relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers (E 3903) [n° 302 (2008-2009)] (25 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports**.

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture**.

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les rétrocessions, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (30 avril 2009) (p. 4121, 4122) : son intervention sur l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4389, 4392) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public) (p. 4475, 4476) : parole sur l'article. (p. 4485) : son amendement n° 309 ; rejeté. (p. 4492) : son amendement n° 289 ; rejeté. (p. 4494) : son amendement n° 291 ; rejeté. (p. 4495) : son amendement n° 293 ; rejeté. (p. 4500) : ses amendements n° 594 ; devenu sans objet ; et n° 595 ; rejeté. (p. 4501) : son amendement n° 296 ; rejeté. (p. 4503) : son amendement n° 297 ; retiré. (p. 4517) : son amendement n° 300 ; rejeté. (p. 4518) : ses amendements n° 301 et 302 ; rejetés ; n° 303 et 304 ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4550, 4551) : ses amendements n° 305 et 306 ; rejetés. Le groupe socialiste ne votera pas l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé) (p. 4570, 4571) : intervient sur son amendement n° 313 présenté par M. Yves Daudigny. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé) (p. 4613, 4614) : parole sur l'article. (p. 4628, 4633) : défavorable aux amendements n° 1274 et 1177 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé) (p. 4662, 4663) : parole sur l'article. (p. 4681) : intervient sur l'amendement n° 1183 du Gouvernement. (p. 4685) : intervient sur les amendements identiques n° 330 de M. Jean Desessard et n° 425 de M. François Autain. (p. 4698, 4699) : intervient sur l'amendement n° 1180 du Gouvernement. (p. 4704) : votera l'amendement n° 1181 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - Nomination et gestion des personnels de direction) (p. 4731) : parole sur l'article. - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - Organisation interne des établissements publics de santé) (p. 4753) : défavorable à l'amendement n° 1191 du Gouvernement. - **Article 11 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6145-6 et L. 1111-8 du code de la santé publique, loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Contrôle de légalité sur certains actes des établissements publics de santé, hébergement des données à caractère personnel par des tiers et commissions administratives paritaires) (p. 4792) : son amendement n° 347 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire) (p. 4815) : intervient sur les amendements n° 1307, 1308 et 1309 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1310, 1311 et 1312 de la commission s'y rapportant. (p. 4816) : son amendement n° 348 ; retiré. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier) (p. 4833) : son amendement n° 351 ;

rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 4846) : ses amendements n° 287 : introduction d'une clause de stabilité tarifaire dans le code de la sécurité sociale ; et n° 288 : fixation de tarifs spécifiques par l'autorité administrative pour certains publics et certaines formes de consultation ambulatoires ou d'hospitalisation ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 13 (précédemment réservés)** (p. 4861) : son amendement n° 357 : présence d'un représentant du secteur de l'hospitalisation à domicile dans les conférences régionales de santé ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 B (nouveau)** (art. L. 182-2-1-A [nouveau], L. 182-2-3, L. 182-2-4 du code de la sécurité sociale - Convention d'objectifs portant sur la gestion pluriannuelle du risque) (p. 4877) : son amendement n° 1018 ; retiré. - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - Agences régionales de santé) (p. 4902) : intervient sur l'amendement n° 1010 de M. Nicolas About. (p. 4909) : intervient sur son amendement n° 1041 soutenu par M. Yves Daudigny.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4933) : son amendement n° 1046 ; retiré. (p. 4939) : son amendement n° 1021 ; retiré. (p. 4942) : son amendement n° 1050 ; rejeté. (p. 4945) : son amendement n° 1047 ; retiré. (p. 4955) : intervient sur son amendement n° 51. (p. 4963) : son amendement n° 1058 ; rejeté. (p. 4974) : soutient l'amendement n° 1064 de Mme Bernadette Bourzai ; rejeté. (p. 4976) : son amendement n° 1062 ; rejeté. (p. 4998) : son amendement n° 1068 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5047, 5049) : soutient l'amendement n° 1071 de M. François Rebsamen ; rejeté. Intervient sur les amendements identiques n° 88 de M. Jacques Blanc, n° 947 de M. François Autain et n° 1075 de Mme Bernadette Bourzai. (p. 5071, 5078) : ses amendements n° 1085, 1089, 1091 et 1092 ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 999 de M. Philippe Leroy. (p. 5089, 5090) : son amendement n° 1094 ; rejeté. (p. 5091, 5096) : ses amendements n° 1095 et 1097 ; rejetés ; et n° 1096 ; adopté. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral) (p. 5104) : son amendement n° 1101 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5324) : soutient l'amendement n° 727 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. - **Article 17 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4011-1 à L. 4011-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Coopération entre les professionnels de santé) (p. 5360) : soutient l'amendement n° 741 de M. Jean-Pierre Michel ; rejeté. - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5372) : intervient sur son amendement n° 785 présenté par M. Bernard Cazeau.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) (p. 5484) : soutient l'amendement n° 750 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. - **Article 20 (Texte modifié par la commission)** (Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale) (p. 5541, 5545) : ses amendements n° 763 ; rejeté ; et n° 764 ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5559, 5562) : son amendement n° 356 : conditions d'attribution des autorisations d'installation

de professionnels et d'équipements lourds ; rejeté. Soutient l'amendement n° 698 de M. Bernard Cazeau (remise d'un rapport sur les franchises médicales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5619, 5623) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 717 (égalité du traitement conventionnel entre centres de santé et professionnels libéraux) ; et n° 716 (publication des conventions conclues entre les membres des professions médicales et les entreprises produisant ou exploitant des produits de santé) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies (précédemment réservés)** (p. 5625) : soutient l'amendement n° 711 de M. Claude Jeannerot (reconnaissance de la médecine vasculaire comme une spécialité) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 15 (précédemment réservés)** (p. 5630) : soutient l'amendement n° 743 de M. Jean-Luc Fichet (prise en compte des besoins des personnes en situation de handicap dans l'organisation d'un meilleur accès aux soins) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 16 (précédemment réservés)** (p. 5632) : soutient les amendements de M. Yves Daudigny n° 782 (prise en charge des interventions de secours à la personne pratiquées par les services départementaux d'incendie et de secours) ; rejeté ; et n° 783 (repli) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 18 (précédemment réservés)** (p. 5635) : soutient l'amendement n° 755 de M. Bernard Cazeau (composition de la commission des pénalités) ; rejeté. Son amendement n° 756 : remise au patient d'une copie de la feuille de soins télétransmise ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 18 quater (précédemment réservé)** (p. 5637, 5638) : soutient l'amendement n° 757 de M. Jean-Pierre Godefroy (obligation pour les médecins d'indiquer sur la plaque apposée à l'extérieur de leur cabinet leur secteur conventionnel) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 5644) : son amendement n° 762 : réglementation de la profession d'assistant dentaire ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 21 (précédemment réservés)** (p. 5647, 5652) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 773 (régime de garantie des risques de responsabilité civile encourus par les médecins) ; et n° 772 (harmonisation des statuts de médecin inspecteur de la santé publique et de praticien hospitalier qualifié en santé publique) ; retirés ; n° 771 (rapport au Parlement sur la transformation des services de médecine préventive universitaire en centre de santé) ; et n° 777 (gel du montant de la cotisation au régime étudiant de sécurité sociale) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - *Education thérapeutique du patient*) (p. 5676) : soutient l'amendement n° 792 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - *Extension des missions des sages-femmes*) (p. 5694) : intervient sur l'article. - **Article 25 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3115-1, L. 3115-2 à L. 3115-4 [nouveaux], L. 3116-3, L. 3116-6, L. 3826-1, L. 3845-1 et L. 3845-2 [nouveaux] du code de la santé publique - *Information sur les risques sanitaires liés aux transports et lutte contre la propagation internationale des maladies*) (p. 5735) : soutient l'amendement n° 812 de M. Bernard Cazeau ; retiré. - **Article 25 duodecies (Supprimé par la commission)** (art. L. 312-2 du code de l'éducation - *Intégration d'une activité physique quotidienne dans les programmes d'activités scolaires et périscolaires*) (p. 5737) : soutient l'amendement n° 813 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 5740, 5741) : soutient l'amendement n° 788 de M. Bernard Cazeau (lutte contre les stratégies de contournement de prescription des médicaments génériques) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 22 ter (précédemment réservés)** (p. 5746) : soutient l'amendement n° 794 de Mme Jacqueline Chevé (possibilité pour les infirmières de renouveler les prescriptions de médicaments contraceptifs oraux) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1371 du Gouvernement. - **Intitulé du projet de loi** (p. 5785) : son amendement n° 283 ; retiré.

- **Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]** - (24 juin 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6316, 6317) : votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7275, 7276) : parole sur l'article. (p. 7282) : soutient l'amendement n° 11 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7299) : soutient l'amendement n° 20 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7318) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7330) : soutient l'amendement n° 33 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 2** (art. L. 111-10-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments*) (p. 7539) : soutient l'amendement n° 10 de M. Thierry Repentin ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7833) : intervient sur l'amendement n° 119 de M. Jean Desessard (formation des personnels engagés pour des travaux comportant un risque sanitaire et ne maîtrisant pas le français).

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 7963) : intervient sur l'amendement n° 164 du Gouvernement (déclassement et transfert à titre gracieux, à l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, de la propriété des biens relevant du domaine public de l'Etat, mis à sa disposition dans le cadre de son activité).

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (5 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 8159, 8160) : son amendement n° 770 : définition des indicateurs de contrôle et de suivi utilisés pour réduire l'usage des produits phytopharmaceutiques ; retiré. - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau] du code rural - *Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles*) (p. 8167) : soutient l'amendement n° 774 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. - **Article 44 quater (Nouveau)** (art. L. 664-1 du code rural - *Indication de la variété des fruits, légumes et plantes horticoles*) (p. 8177, 8178) : parole sur l'article. - **Article 45** (art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - *Constitution d'une trame verte et bleue*) (p. 8189) : son amendement n° 780 ; adopté.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 33 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9128, 9129) : son intervention. - **Article 1er** (art. 9 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - *Réduction du taux de recouvrement de la surcompensation*) (p. 9132) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 1 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 3** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - *Exonération des cotisations patronales d'assurance vieillesse pour les centres communaux et intercommunaux d'action sociale*) (p. 9134) : votera contre l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 4** (art. 108 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - *Neutralisation des conséquences financières des transferts de personnels entre la CNRACL et l'Etat dans le cadre de la décentralisation*) (p. 9135) : votera l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9163, 9164) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

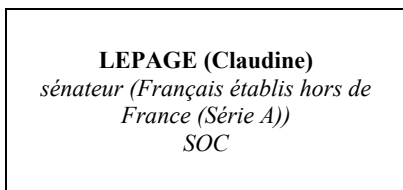
Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10085, 10086) : défavorable à l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale). - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage*

quadriannuel) (p. 10121, 10122) : intervient sur l'amendement n° 69 de M. Bernard Cazeau.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 28** (*Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination*) (p. 10246) : son amendement n° 139 ; adopté.



NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes** [n° 259 (2008-2009)] - (25 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3437, 3438) : son intervention. - **Discussion du texte de la résolution** (p. 3444) : soutient l'amendement n° 2 de Mme Bernadette Bourzai ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie** [n° 619 (2008-2009)] - (23 septembre 2009) - **Article 13 bis A** (art. L. 6241-3 du code du travail et 225 du code général des impôts - *Affectation au Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage du produit de la contribution supplémentaire de la taxe d'apprentissage*) (p. 7914) : parole sur l'article. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi*) (p. 7955, 7956) : parole sur l'article.

- **Questions cribles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8987, 8988) : sa question.

- **Proposition de loi relative au service civique** [n° 37 (2009-2010)] - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9004, 9005) : son intervention. - **Article 4** (*Titre Ier bis du livre Ier du code du service national [nouveau] - Création du service civique*) (p. 9018) : son amendement n° 4 ; adopté. (p. 9023) : son amendement n° 7 ; rejeté. (p. 9026) : soutient l'amendement n° 11 de M. Yannick Bodin ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 9033) : ses amendements portant sur le même objet n° 15 et n° 16 : validation du service civique au titre des acquis de l'expérience ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) (p. 11628, 11629) : son intervention.

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11689, 11690) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11708) : son amendement n° II-79 ; rejeté.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11818) : sa question. (p. 11819) : sa réplique.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés** [n° 116 (2009-2010)] - (14 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12650, 12651) : soutient l'amendement n° 15 de M. Richard Yung (circonscriptions électorales des Français établis hors de France) ; rejeté.

LEROY (Philippe)
sénateur (Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1327) : favorable à l'amendement n° 515 de M. Marcel Deneux.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Article 29** (*Suppression de rapports au Parlement*) (p. 3324, 3325) : son amendement n° 35 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article 36** (*Intégration de l'inventaire forestier national à l'Office national des forêts*) (p. 3374, 3375) : favorable à l'amendement n° 139 de Mme Josiane Mathon-Poinat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3597, 3598) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (26 mai 2009) - **Article 26** (**Texte modifié par la commission**) (*art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé*) (p. 5064, 5068) : son amendement n° 1000 ; adopté. Intervient sur le sous-amendement n° 1346 du Gouvernement portant sur son amendement n° 1000 précité. (p. 5072, 5073) : son amendement n° 999 ; retiré.

LÉTARD (Valérie)
secrétaire d'État chargée de la solidarité
(jusqu'au 22 juin 2009)
secrétaire d'État en charge des
technologies vertes et des négociations
sur le climat
(à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes** - (19 mars 2009) (p. 3216, 3221) : sa réponse.
- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4365, 4367) : son intervention.
- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) (p. 4453, 4454) : réponse aux orateurs.
- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - **Agences régionales de santé** (p. 4896, 4897) : intervient sur l'amendement n° 1248 du Gouvernement. (p. 4901) : favorable à l'amendement n° 1010 de M. Nicolas About. (p. 4916) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1044 de M. Jacky Le Menn.
- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4933, 4964) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 923 de M. François Autain, n° 1046, 1047 et 1051 de M. Jacky Le Menn et n° 879 de M. Jean Desessard. (p. 4935) : sur l'amendement n° 179 de M. Hervé Maurey, son sous-amendement n° 1318 ; adopté. (p. 5002, 5003) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1141 de M. Michel Mercier.
- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5039, 5043) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1070 de M. Yves Daudigny et n° 886 de M. Jean Desessard. (p. 5063, 5068) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1081 de M. Jacky Le Menn, n° 1166 de M. Gilbert Barbier et n° 1000 de M. Philippe Leroy. Sur l'amendement n° 1000 précité, son sous-amendement n° 1346 ; adopté. (p. 5069, 5073) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 999 de M. Philippe Leroy, n° 1085 de M. Jacky Le Menn, n° 1082 de M. Yves Daudigny, n° 1146 de M. Adrien Gouteyron et n° 954 et 953 de M. François Autain. (p. 5094) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1142 et 1143 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe.
- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - **Etablissements et services médico-sociaux**) (p. 5154, 5155) : réponse aux orateurs. (p. 5157, 5168) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1170 du Gouvernement, n° 970, 971, 972, 975 et 976 de M. François Autain, n° 1108, 1109, 1111, 1113 et 1124 de M. Jacky Le Menn, n° 1001 de M. Philippe Leroy, n° 223 et 224 de M. René Beaumont et n° 1107 et 1106 de M. Yves Daudigny. (p. 5167) : son amendement n° 1170 ; adopté. (p. 5174, 5180) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1332 et 1333 de la commission, n° 583 de M. Alain Gournac, n° 1008 de M. Alain Vasselle, n° 973, 982, 974 et 979 de M. François Autain, n° 1114, 1115, 1116, 1118, 1119, 1120 et 1121 de M. Jacky Le Menn, n° 1002 de M. Philippe Leroy, n° 226 de M. René Beaumont ainsi que sur le sous-amendement n° 1154 de M. Yvon Collin portant sur son amendement n° 1171 ; adopté.
- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) (p. 5198, 5207) : intervient sur son amendement n° 1171 précité. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 1335 de la commission, n° 977, 978 et 983 de M. François Autain, n° 1123 et 1125 de M. Jacky Le Menn, n° 1134 de Mme Marie-Thérèse Hermange ainsi que sur le sous-amendement n° 1353 de la commission portant sur son amendement n° 1319 ; adopté. Son amendement n° 1168 ; rejeté. (p. 5206) : son amendement n° 1169 ; rejeté. (p. 5208, 5209) : intervient sur l'article.
- **Question orale avec débat de Mme Bernadette Dupont sur le plan autisme 2008-2010** - (11 juin 2009) (p. 5974, 5978) : sa réponse.
- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7499, 7500) : son intervention.
- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Article 9 (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissage et renforcement des schémas de cohérence territoriale)** (p. 7642, 7645) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 de la commission des lois saisie pour avis, n° 205 de M. Hervé Maurey, et n° 292, 293 et 294 de M. Jacques Muller. (p. 7665, 7677) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 84, 85, 86, 87 et 88 de la commission des lois saisie pour avis, n° 305, 306, 300 et 301 de M. Jacques Muller, n° 47, 48 et 49 de M. Thierry Repentin et n° 264 de M. Jean-Paul Emorine. (p. 7678, 7683) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43, 240, 236 et 50 de M. Thierry Repentin, n° 190 et 191 de Mme Évelyne Didier, n° 90, 91 et 92 de la commission des lois saisie pour avis.
- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 82 (art. L. 214-12 du code monétaire et financier - Prise en compte par les gérants de portefeuilles des préoccupations de développement durable)** (p. 8331) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 547 de M. Didier Guillaume. - **Article 83 (art. L. 225-102-1 et L. 823-16 du code de commerce, art. L. 114-7 du code de la mutualité, art. L. 511-35 du code monétaire et financier, art. L. 322-26-2-2 du code des assurances, art. L. 524-2-1 du code rural et art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental)** (p. 8332, 8339) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 427 et 426 de Mme Évelyne Didier, n° 649 et 650 de M. Jacques Muller, n° 549 de M. Jacky Le Menn, n° 548 de M. Didier Guillaume, n° 582 de M. Pierre Hérisson, n° 933 de la commission et n° 116, 117 et 118 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 84 (art. L. 223-3 du code du commerce et art. L. 512-17 du code de l'environnement - Renforcement de la responsabilité de la société-mère en cas de pollution grave causée par une de ses filiales)** (p. 8341, 8342) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 821 de M. Roland du Luart, n° 119 de la commission des lois saisie pour avis, n° 651 de M. Jacques Muller et n° 428 de Mme Évelyne Didier. (p. 8350, 8351) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 429 et 430 de Mme Évelyne Didier et n° 120 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 85 (art. L. 112-10 et L. 121-15-4 [nouveaux] et art. L. 214-1 du code de la consommation - Étiquetage obligatoire du "coût carbone" des produits et de leur emballage)** (p. 8352, 8355) : son amendement n° 931 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 488 de M. Philippe Dominati, n° 486 de M. Daniel Soulage et sur le sous-amendement n° 938 de M. Daniel Raoul portant sur son amendement n° 931 précité. - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 8356) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 652 de M. Jacques Muller (condamnation des argumentations publicitaires écologiques mensongères) et n° 550 de M. Didier Guillaume (harmonisation des labels "bio"). - **Article 86 (art. L. 122-1, L. 122-1-1 [nouveau], L. 122-2, L. 122-3 et art. L. 122-3-1 à L. 122-3-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des études d'impact)** (p. 8360, 8363) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 753, 754, 752 et 755 de M. Paul Raoult, n° 431 de Mme Évelyne Didier, n° 653 de M. Jacques Muller, n° 512 de M. Yves Détraigne et n° 368 de M. René Beaumont. - **Article additionnel après l'article 89**

(p. 8364) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 654 de M. Jacques Muller (possibilité pour le juge administratif de suspendre toute décision administrative intervenue sans évaluation environnementale). - **Article 90** (art. L. 123-1 à L. 123-19 du code de l'environnement - Simplification des procédures d'enquête) (p. 8367, 8370) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 932 de la commission, n° 707, 708, 709 et 710 de M. Thierry Repentin, n° 432 et 436 de Mme Évelyne Didier, n° 502 de Mme Françoise Laborde et n° 655 et 660 de M. Jacques Muller. - **Article 92 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 11-1, L. 11-1-1, L. 11-9 et L. 23-2 du code de l'expropriation - Modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 8371) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 711 de M. Thierry Repentin et n° 656 de M. Jacques Muller. - **Article 94 (Divers codes modifiés - Mesures de rattachement des enquêtes concernant des décisions ayant trait à l'environnement à l'enquête publique du type "Bouchardeau")** (p. 8374, 8377) : son amendement n° 872 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 712, 713 et 714 de M. Thierry Repentin, n° 433, 434 et 435 de Mme Évelyne Didier, n° 503 et 504 de Mme Françoise Laborde et n° 657, 658 et 659 de M. Jacques Muller. - **Article 94 ter (Nouveau)** (Divers codes modifiés - Rattachement de diverses enquêtes publiques au régime du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 8378) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 575 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 96 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-1 et art. L. 125-2-1 [nouveau] du code de l'environnement - Autoriser les préfets à mettre en place des instances d'information des acteurs environnementaux) (p. 8380) : son amendement n° 873 ; adopté. (p. 8381) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 509 de M. Jean Bizet. - **Article 97** (art. L. 125-8 [nouveau] du code de l'environnement - Création d'instances de suivi sur les projets d'infrastructures linéaires) (p. 8381, 8382) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 546 de M. Jacques Berthou. - **Article 98** (art. L. 141-3 [nouveau] du code de l'environnement - Définition des critères de représentativité des acteurs environnementaux) (p. 8382, 8384) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 121 et 122 de la commission des lois saisie pour avis, n° 369 et 370 de M. Jean-François Le Grand, n° 437 de Mme Évelyne Didier et n° 661 de M. Jacques Muller. - **Article 99** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Composition du groupe de travail sur le projet de réglementation spéciale des zones de publicité) (p. 8385) : position de la commission sur l'amendement n° 74 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 100**

(Texte non modifié par la commission) (Modification de l'intitulé des conseils économiques et sociaux régionaux) (p. 8385, 8386) : son amendement n° 935 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 100** (p. 8386, 8387) : son amendement n° 877 : création du conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité ; adopté après modification par le sous-amendement n° 936 de M. Jacques Muller, qu'elle accepte. - **Division et articles additionnels après l'article 100** (p. 8388, 8390) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 173 de M. Pierre Jarlier et n° 440 de Mme Évelyne Didier (cadre de référence pour les projets territoriaux de développement durable), sur les amendements identiques n° 168 de M. Pierre Jarlier et n° 439 de Mme Évelyne Didier - Projets territoriaux de développement durable) ainsi que sur les amendements n° 487 de M. Pierre Jarlier (soutien de l'Etat aux projets territoriaux de développement durable) et n° 569 de Mme Jacqueline Alquier (possibilité pour les collectivités territoriales de créer une agence territoriale de l'environnement de l'énergie et du développement durable). - **Article 101** (art. L. 2311-1-1, L. 3311-2, L. 4310-1 [nouveaux] et art. L. 3561-1 et L. 4425-7 du code général des collectivités territoriales - Rapport sur la situation en matière de développement durable présenté par les collectivités territoriales avant le débat d'orientation budgétaire) (p. 8391) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 757 de M. Paul Raoult. - **Article 102 (Texte non modifié par la commission)** (Autoriser le Gouvernement à modifier le code de l'environnement par ordonnance) (p. 8392, 8393) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 438 de Mme Évelyne Didier et n° 758 de M. Paul Raoult. Son amendement n° 874 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 102** (p. 8394, 8395) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 519 de M. Jean-Claude Merceron et n° 473 de M. Xavier Pintat (définition de la priorité d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel pour les gestionnaires de réseaux de second rang) ainsi que sur les amendements n° 570 de M. Serge Larcher (caractère prioritaire de la coopération régionale en matière d'environnement pour les départements et régions d'outre-mer) et n° 759 de M. Jacky Le Menn (exemplarité de l'Etat, des établissements publics, des entreprises nationales et des collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement).

LE TEXIER (Raymonde)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délict de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information jeunes : France, ton atout "jeunes" : un avenir à tout jeune [n° 436 tome 1 (2008-2009)] (26 mai 2009) - **Famille - Société - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information jeunes : France, ton atout "jeunes" : un avenir à tout jeune [n° 436 tome 2 (2008-2009)] (26 mai 2009) - **Culture - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité) (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique)** (p. 1977, 1978) : parole sur l'article.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (5 mars 2009) - **Article 20 (Prise en charge des soins par le service public hospitalier - Restriction des informations susceptibles d'être communiquées aux proches)** (p. 2466) : parole sur l'article. - **Article 24 (Fouilles)** (p. 2493, 2494) : parole sur l'article. - **Article 27 (Décret en Conseil d'Etat)** (p. 2509) : parole sur l'article. - **Division et article additionnels après l'article 27** (p. 2509, 2511) : soutient les amendements de M. Alain Anziani n° 142 (insertion d'une division additionnelle relative à la détention des femmes et des enfants en bas âge) ; devenu sans objet ; et n° 143 (respect des besoins physiques, professionnels, sociaux et psychologiques des femmes détenues) ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes** - (19 mars 2009) (p. 3214, 3215) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public) (p. 4498) : reprend l'amendement n° 581 de M. Jean-Claude Etienne ; rejeté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) - présidente de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes (p. 5120, 5123) : présente le point de vue de la mission. (p. 5143 ; 5146, 5147) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)] (suite)** - (5 juin 2009) - **Articles additionnels avant l'article 25 septdécies (précédemment réservés)** (p. 5769, 5770) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 836 (introduction de la nutrition dans le champ des mesures de prévention en direction des futurs parents et enfants) ; n° 829 (suppression pour les annonceurs de la possibilité de s'exonérer des messages sanitaires concernant les aliments manufacturés et les boissons sucrées) ; et n° 830 (augmentation de la taxe sur les messages publicitaires concernant les aliments manufacturés et les boissons sucrées) ; retirés.

- **Débat sur le service civil volontaire** - (10 juin 2009) (p. 5923, 5925) : son intervention.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7201, 7203) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7236, 7237) : son amendement n° 7 : soumission des projets parlementaires de réforme du droit du travail à l'obligation préalable de concertation avec les partenaires sociaux ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7252) : intervient sur l'amendement n° 106 de Mme Annie David (paiement des frais supplémentaires liés au travail dominical).

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7280, 7290) : ses amendements n° 10, 14 et 16 ; rejetés. (p. 7300) : son amendement n° 21 ; rejeté. (p. 7312, 7323) : favorable aux amendements n° 50 de M. Jean Desessard et n° 95 de Mme Annie David. Son amendement n° 28 ; rejeté. (p. 7329) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7358) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) (p. 8932, 8934) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Question préalable** (p. 10030, 10033) : sa motion n° 67 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 3 (Ratification du relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général)** (p. 10053, 10054) : parole sur l'article. Le groupe socialiste ne votera pas l'article 3 de ce projet de loi. - **Article 5 (Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites)** (p. 10058) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre l'article 5 de ce projet de loi. - **Article 6 (Dotations au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires)** (p. 10068, 10069) : intervient sur l'amendement n° 506 du Gouvernement.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10090, 10091) : son amendement n° 70 : abrogation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ; rejeté. - **Article 17 (priorité)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Aménagement du régime des contrats d'assurance vie au regard des contributions sociales en cas de décès) (p. 10097) : parole sur l'article. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 17 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10101, 10102) : ses amendements n° 85 : réduction des allègements de charges ; et n° 84 : repli ; rejetés. (p. 10114) : intervient sur l'amendement n° 90 de Mme Christiane Demontès (majoration sous conditions des cotisations patronales). - **Article 9 et annexe B (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)** (p. 10118) : soutient l'amendement n° 69 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Article 4 (Moratoire sur les expulsions locatives)** (p. 10641) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]** - (26 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 11440, 11441) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) (p. 11902) : son intervention.

Ville et logement

- (4 décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12144, 12145) : intervient sur l'amendement n° II-18 de la commission.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Article 45 bis (Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail)** (p. 12305) : parole sur l'article. (p. 12312, 12313) : intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 66 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12576, 12577) : son intervention. - **Texte de la proposition de résolution initiale** (p. 12580, 12581) : intervient sur les amendements n° 1 et 2 de Mme Annie David.

LE VERN (Alain)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délict de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) -

Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.

LISE (Claude)
sénateur (Martinique)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - Questions sociales et santé - Société - Travail.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - Pouvoirs publics et Constitution.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Outre-mer [n° 105 tome 4 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - Budget - Collectivités territoriales - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - Travail - Union européenne.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - Famille.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - Famille - Société.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 960, 961) : son intervention. - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 987) : son amendement n° 395 ; rejeté.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2712, 2713) : son intervention. - **Article 1er A** (*Réglementation des prix des produits de première nécessité*) (p. 2745, 2749) : ses amendements n° 158 ; devenu sans objet ; n° 348 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 2752) : ses amendements n° 346 : coprésidence de l'observatoire des prix ; et n° 347 : publication des comparaisons de prix établies par les observatoires des prix ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2794, 2797) : ses amendements n° 108 ; retiré, n° 109 ; retiré puis repris par la commission. - **Articles additionnels après**

l'article 4 (p. 2812) : soutient l'amendement n° 335 de Mme Marie-Christine Blandin (application rigoureuse des textes concernant la santé des populations et la protection de l'environnement dans les départements et les collectivités d'outre-mer) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2908, 2917) : ses amendements n° 121 : instauration d'une taxe sur les jeux au profit des conseils généraux d'outre-mer ; adopté ; n° 122 : compensation des charges supportées par les départements d'outre-mer ; n° 342 : étalement des dettes sociales des petites entreprises ; et n° 343 : étalement des dettes fiscales des petites entreprises ; rejetés. - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2937, 2939) : intervient sur l'amendement n° 127 de M. Serge Larcher. Son amendement n° 128 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 27** (p. 2983, 2984) : son amendement n° 345 : représentativité des organisations syndicales ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (28 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7993, 7996) : son amendement n° 683 : compétence du conseil général de la Martinique en matière de transports interurbains ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 52** (*art. L. 211-1-4 [nouveau], L. 216-1, L. 216-3 et L. 216-5 du code de l'environnement - Mise en place d'une bande enherbée de cinq mètres le long des cours d'eau*) (p. 8219) : son amendement n° 793 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8225, 8226) : son amendement n° 794 : classement des ravines dans le domaine public fluvial ; rejeté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8765, 8766) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 8778, 8779) : intervient dans le cadre du débat interactif. (p. 8791) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11482, 11483) : son intervention. (p. 11490, 11491) : son intervention. - **Article 54 quater (Nouveau)** (*Rapport sur la situation financière des communes d'outre-mer*) (p. 11508) : son amendement n° II-50 ; adopté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'organisation d'une consultation des électeurs de la Guyane et de la Martinique sur le changement de statut de ces collectivités** - (9 décembre 2009) (p. 12500, 12502) : son intervention.

LONGUET (Gérard)
sénateur (Meuse)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Président du Groupe Union pour un Mouvement Populaire à compter du 7 juillet 2009.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Éducation nationale et quartiers de la politique de la ville : assurer l'égalité républicaine [n° 81 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Enseignement scolaire [n° 101 tome 3 annexe 13 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France** [n° 144 (2008-2009)] - (8 janvier 2009) - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 116, 117) : Défavorable aux amendements n° 5 de M. David Assouline et n° 6 de M. Jack Ralite.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** [n° 145 (2008-2009)] - (12 janvier 2009) - **Article 1er** (*art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 170, 171) : intervient sur l'amendement n° 313 de M. David Assouline (garantie d'indépendance des journalistes de la société Radio France). - **Article 3** (*art. 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Filialisation des activités de diversification des sociétés nationales de programme*) (p. 196, 197) : défavorable aux amendements analogues n° 123 de M. Jack Ralite et n° 256 de Mme Marie-Christine Blandin (soumission des filiales aux mêmes obligations de service public que les sociétés nationales de programme).

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 8** (*art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 256, 257) : défavorable aux amendements n° 130 de M. Jack Ralite, n° 260 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 332 de M. David Assouline.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article additionnel après l'article 20** (p. 433) : intervient sur l'amendement n° 431 de M. Philippe Dominati (impossibilité pour les programmes et les services à la demande des sociétés publiques de faire l'objet d'un droit exclusif de reprise).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 154 (2008-2009)] - (22 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 787) : son amendement n° 35 : éligibilité au nantissement des prêts à la consommation consentis par des établissements de crédit à des résidents de l'Union européenne ; adopté.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (29 janvier 2009) - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1115) : intervient sur l'amendement n° 31 de la commission. (p. 1123) : ne votera pas l'amendement n° 35 de la commission. (p. 1124) : favorable à l'amendement n° 36 de la commission. (p. 1125) : intervient sur l'amendement n° 38 de la commission. (p. 1130) : intervient sur l'amendement n° 114 de M. Francis Grignon.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] - (18 février 2009) - **Article 11** (*Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions*) (p. 2079) : favorable à l'amendement n° 20 de la commission.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3119, 3121) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 297 (2008-2009)] - (1er avril 2009) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3618) : son amendement n° 29 : assouplissement des conditions de conclusion de partenariats public-privé ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 8 B** (p. 3645) : soutient l'amendement n° 80 de M. Jean-Claude Carle (éligibilité au dispositif Scellier des logements à la déclaration d'ouverture de chantier antérieure au 1er janvier 2009) ; rejeté. - **Article 11** (*Renforcement des conventions entre l'Etat et les banques bénéficiant de la garantie financière de l'Etat*) (p. 3684) : ne votera pas l'amendement n° 74 de M. Jean Arthuis. - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 3688) : son amendement n° 30 : utilisation des données issues des nouvelles règles d'immatriculation des véhicules automobiles ; adopté. Soutient l'amendement n° 86 de M. Charles Revet (report de l'entrée en vigueur des exonérations de taxe foncière et professionnelle introduite par la loi du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire) ; adopté.

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4138, 4140) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (15 mai 2009) - **Article 6** (**Texte modifié par la commission**) (*art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directoire des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4690) : intervient sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7** (**Texte modifié par la commission**) (*art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - Nomination et gestion des personnels de direction*) (p. 4738) : ne votera pas l'amendement n° 1184 du Gouvernement. - **Article 8** (**Texte modifié par la commission**) (*art. L. 6146-1,*

L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - Organisation interne des établissements publics de santé) (p. 4763) : son amendement n° 258 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - Agences régionales de santé) (p. 4916) : intervient sur l'amendement n° 1153 de M. Gilbert Barbier.

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5932, 5933) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 18 (Essor des biocarburants)** (p. 6591) : intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jacques Muller. - **Rappel au règlement** (p. 6593) : réponse à M. Daniel Raoul. - **Article 44 (Collectivités territoriales et développement durable)** (p. 6618) : intervient sur l'amendement n° 46 de M. Hervé Maurey.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Article 4 (Fonds d'aménagement numérique des territoires)** (p. 7173, 7177) : défavorable à l'amendement n° 38 de M. Michel Teston. Son amendement n° 24 ; adopté.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7360, 7362) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8775) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8810, 8811) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9330, 9335) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Danglot (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal). Défavorable à l'amendement n° 429 de M. Michel Teston (inscription des principes fondamentaux du service public dans le présent texte).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9369, 9372) : son intervention.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9425, 9426) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (8 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9772) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Michel Teston (reconstitution de la carrière de certains fonctionnaires de La Poste). (p. 9774, 9775) : intervient sur l'amendement n° 376 de M. Michel Teston (rapport du Parlement sur la situation et la carrière des personnels reclassés de La Poste).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 18 (art. L. 3-2 du code des postes et communications électroniques - Soumission du secteur postal à une même réglementation d'intérêt général)** (p. 9903) : intervient sur l'amendement n° 410 de M. Michel Teston. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9949) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité) (Suppression de la taxe professionnelle)** (p. 10940) : intervient sur le sous-amendement n° I-56 de M. Philippe Dominati portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10945) : intervient sur le sous-amendement n° I-472 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 10971) : intervient sur le sous-amendement n° I-516 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 10994) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, intervient sur le sous-amendement n° I-97 de M. Albéric de Montgolfier. (p. 11041, 11042) : le groupe UMP votera l'amendement n° I-1 de la commission modifié par les sous-amendements qui ont été adoptés. - **Articles additionnels après l'article 2 (priorité)** (p. 11046) : intervient sur l'amendement n° I-78 de M. François Rebsamen (exonération de la contribution économique territoriale pour les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion). - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** (p. 11067) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Christian Cambon n° I-405 : reconduction pour 2010 du dispositif de remboursement anticipé du FCTVA.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11101) : intervient sur l'amendement n° I-300 de Mme Nicole Bricq (suppression de l'avantage fiscal dû à la déductibilité des intérêts d'emprunt). (p. 11114) : intervient sur l'amendement n° I-278 de M. Philippe Dominati (extension du champ du crédit d'impôt recherche). - **Article 5 (Instauration d'une taxe carbone)** (p. 11131) : intervient sur l'amendement n° I-445 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 11137) : intervient sur l'amendement n° I-415 de Mme Fabienne Keller. (p. 11170) : votera cet article. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 11174) : intervient sur l'amendement n° I-392 de M. Hervé Maurey (possibilité pour les communes et leurs groupements de bénéficier des éco-prêts à taux zéro). - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11188, 11189) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-181, I-182, I-183 et I-184 (modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11238) : son amendement n° I-402 : extension aux salariés ou aux anciens salariés des organismes de sécurité sociale dans les mines de la solution fiscale adoptée pour les mineurs relevant de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs ; adopté.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11326) : favorable aux amendements de M. Michel Charasse n° I-432 (suspension de l'édition et de la mise en œuvre de nouvelles normes techniques) et n° I-433 (suspension de l'augmentation par voie réglementaire des charges incombant aux collectivités territoriales).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11702) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger). - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11707) : intervient sur l'amendement n° II-57 de M. Robert del Picchia.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11796, 11797) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11823, 11826) :

position de la commission sur l'amendement n° II-91 de M. Jean-Claude Carle. - **Article 54 ter (Nouveau)** (*Remise d'un rapport au Parlement sur les conditions de scolarisation en milieu ordinaire des élèves handicapés*) (p. 11826) : son amendement n° II-14 ; adopté.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12160) : intervient sur le sous-amendement n° II-319 de Mme Marie-France Beaufilet portant sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences). (p. 12162, 12164) : sur l'amendement n° II-199 précité, son sous-amendement n° II-313 ; retiré. (p. 12168, 12169) : intervient sur l'amendement n° II-199 précité, (p. 12197) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12224) : intervient sur le sous-amendement n° II-372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12246) : sur l'amendement n° II-201 de la commission (aménagement du dispositif relatif aux modalités de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de péréquation), son sous-amendement n° II-357 ; adopté. (p. 12257, 12258) : intervient sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - **Article 45 ter** (*Régime d'imposition au titre des revenus fonciers du produit de la location d'une résidence de tourisme en zone de revitalisation rurale*) (p. 12320) : intervient sur l'amendement n° II-163 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 45 sexes** (p. 12329) : soutient l'amendement n° II-204 de M. Jean-Pierre Fourcade (possibilité pour les associations de bénéficier du même avantage fiscal que les formations politiques et les organisations syndicales) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 12417) : intervient sur l'amendement n° II-309 de M. Jean Arthuis (institution d'une contribution pour la réhabilitation du logement social et le soutien aux travaux publics). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12443, 12445) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12728, 12729) : ne votera pas la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 14 (réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 12916) : sur l'amendement n° 218 de la commission, intervient sur le sous-amendement n° 229 de M. Michel Charasse.

- **Projet de loi de finances pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 160 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13094) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 13155) : favorable à l'amendement n° 58 de M. Bruno Sido (financement de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs). - **Article 40 (Nouveau)** (*Renouvellement du délai de prorogation d'un an des concessions d'autoroute en contrepartie d'aménagements*) (p. 13160) : soutient l'amendement n° 30 de M. Patrice Gérard ; adopté.

LOUECKHOTE (Simon)
senateur (Nouvelle-Calédonie)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 juillet 2009.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale du 17 juin 2009 au 8 juillet 2009.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 16 juin 2009.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte [n° 491 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 492 (2008-2009)** (p. 6677, 6679) : son intervention. Sa collectivité de Nouvelle-Calédonie. Favorable à ce texte. - **Article 1er** (*art. 21, 26 et 27 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Organisation des transferts de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 6683) : ses amendements n° 18 et 19 ; adoptés. - **Article 2** (*art. 22 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Compétences de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 6684) : son amendement n° 20 ; adopté. - **Article 3** (*art. 21, 26 et 27 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Organisation des transferts de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie*) : son amendement n° 21 ; adopté. - **Article 3 bis** (*art. 38 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Consultation de la Nouvelle-Calédonie sur les programmes de l'enseignement du second degré*) (p. 6685) : son amendement n° 31 ; retiré. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 55 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Règles de calcul de la compensation financière des transferts de compétences*) (p. 6686) : son amendement n° 23 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 6687, 6688) : son amendement n° 24 : calcul du droit à compensation des charges relatives au transfert de personnel de l'enseignement ; retiré. - **Article 8 bis (Nouveau)** (*art. 59 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Bilan de l'évolution des emplois de l'Etat*) (p. 6688, 6689) : son amendement n° 25 ; adopté. - **Article 9** (*art. 59-1 et 59-2 nouveaux de la loi organique du*

19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Transfert des personnels de l'enseignement) (p. 6689, 6692) : ses amendements n° 26, 27 et 29 ; adoptés ; n° 28 et 30 ; retirés. - **Article 22 bis (Nouveau)** (art. 209-2 à 209-27 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Régime comptable de la Nouvelle-Calédonie, des provinces et de leurs établissements publics) (p. 6702, 6706) : ses amendements n° 3, 4, 14, 5, 11, 9, 8 et 10 ; adoptés ; n° 6 et 12 ; retirés. - **Article 27 A (Nouveau)** (art. 20 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, des provinces et de subsidiarité) (p. 6707, 6708) : son amendement n° 35 ; adopté. - **Article 27** (art. 41, 42, 68, 75 à 77, 94, 99, 136 et 136-1 nouveau de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Fonctionnement et compétences du congrès) (p. 6709, 6710) : ses amendements n° 32 ; adopté ; et

n° 33 ; retiré. - **Article 40 ter (Nouveau)** (art. 44 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Domaine de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6718) : son amendement n° 34 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances [n° 492 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 491 (2008-2009).** - (7 juillet 2009) - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Régime financier et comptable des chambres consulaires de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6725) : son amendement n° 2 ; adopté.

LOZACH (Jean-Jacques)
sénateur (Creuse)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Sport, jeunesse et vie associative [n° 104 tome 8 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11929) : son intervention.

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 12086) : son intervention. (p. 12089, 12090) : son intervention.

du LUART (Roland)
sénateur (Sarthe)
UMP

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 7, 8, 12, 14, 28, 29, 30 janvier, 10, 11, 18, 19 février, 4, 11, 18, 26, 31 mars, 30 avril, 14, 26, 28 mai, 3, 10, 11, 24 juin, 1er, 8, 16 juillet, 16, 29 septembre, 15, 22, 27, 28 octobre, 3, 8, 14, 15, 17, 19, 26 novembre, 2, 3, 4, 5, 10 et 17 décembre 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de financement et de restructuration.

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Justice [n° 101 tome 3 annexe 16 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (15 janvier 2009) - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision) (p. 419) : intervient sur l'amendement n° 374 de M. Jean-Etienne Antoinette.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation polonaise** - (11 février 2009) (p. 1747).

- **Rappel au règlement** - (11 février 2009) (p. 1748) : intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Raoul portant sur la représentation du groupe CRC-SPG au sein de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2281, 2282) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 10 bis** (Information du détenu sur ses droits et ses devoirs) (p. 2363) : modalités d'application de l'article 40. S'adressera au président Jean Arthuis lors de la conférence des présidents sur cette question.

- **Rappel au règlement** - (11 mars 2009) (p. 2775) : donne acte à M. Didier Boulaud de son rappel au règlement.

- **Première application de la journée mensuelle réservée aux groupes de l'opposition et aux groupes minoritaires** - (26 mars 2009) (p. 3458) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (26 mars 2009) (p. 3477) : intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Fischer.

- **Hommage aux victimes d'une catastrophe aérienne** - (3 juin 2009) (p. 5482).

- **Ouverture de la première session extraordinaire de 2008-2009** - (1er juillet 2009) (p. 6534).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de la principauté de Monaco** - (1er juillet 2009) (p. 6536).

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Rappel au règlement** (p. 6559) : intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Guillaume.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (7 octobre 2009) - **Article 84** (art. L. 223-3 du code du commerce et art. L. 512-17 du code de l'environnement - Renforcement de la responsabilité de la société-mère en cas de pollution grave causée par une de ses filiales) (p. 8340, 8342) : son amendement n° 821 ; retiré.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires de Singapour** - (27 octobre 2009) (p. 9013).

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9311, 9312) : donne acte à MM. Guy Fischer, Patrice Gélard et Michel Teston de leurs rappels aux règlements ; rappelle que les présidents des groupes politiques du Sénat ont validé le schéma d'organisation des travaux de la séance publique, et refuse en conséquence de suspendre la séance. (p. 9322) : donne acte à M. Guy Fischer de son rappel au règlement.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 10368) : intervient sur le rappel au règlement de M. François Autain.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11230, 11231) : sur l'amendement n° I-286 de M. Jean Arthuis (accélération de l'investissement des fonds permettant à leurs souscripteurs de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu ou d'ISF), son sous-amendement n° I-555 ; retiré.

Deuxième partie :

MADEC (Roger)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Justice

- (27 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11538, 11539) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11556, 11557) : son amendement n° II-17 ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13207) : son intervention.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquième du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1968) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7264, 7266) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Article 1er** (*art. 515-3 et 515-7 du code civil - Enregistrement en mairie du pacte civil de solidarité*) (p. 12489, 12490) : parole sur l'article. - **Article 5** (*art. L. 353-1 à L. 353-3 du code de la sécurité sociale - Extension au partenaire survivant d'un pacte civil de solidarité du bénéfice de la pension de réversion prévue dans le cadre du régime général de sécurité sociale et du régime des pensions civiles et militaires*) (p. 12495, 12496) : parole sur l'article.

MADRELLE (Philippe)
sénateur (Gironde)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** [n° 19 (2009-2010)] - (14 octobre 2009) - **Article 1er (Indemnisation des conséquences sanitaires des essais nucléaires)** (p. 8619) : parole sur l'article.

MAGRAS (Michel)
sénateur (Saint-Barthélemy)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à ratifier les sanctions pénales prévues au code des contributions directes et au code de l'urbanisme de la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 417 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique tendant à permettre à Saint-Barthélemy d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans [n° 517 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer** [n° 233 (2008-2009)] - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2718, 2720) : son intervention. Sa collectivité de Saint-Barthélemy.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2823, 2831) : intervient sur les amendements n° 6 de M. Louis-Constant Fleming et n° 402 du Gouvernement. - **Article 11** (*Modification du régime des exonérations de charges sociales*) (p. 2845) : son amendement n° 98 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2905) : intervient sur l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières). - **Article 18** (*Remise sur le marché locatif de logements indivis vacants*) (p. 2922) : intervient sur l'amendement n° 242 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2933, 2935) : son amendement n° 100 ; retiré. - **Article 20 ter** (*Avis des collectivités territoriales d'outre-mer sur les opérations de défiscalisation mises en œuvre sur leur territoire*) (p. 2966) : son amendement n° 101 ; retiré au profit de l'amendement n° 445 de la commission. - **Article 26** (*Création d'un fonds de continuité territoriale*) (p. 2971) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures** [n° 210 (2008-2009)] -

(24 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 29** (p. 3321) : son amendement n° 72 : simplification de la procédure de publication des annonces légales à Saint-Barthélemy ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (18 mai 2009) - **Article 8 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*Expérimentations sur l'annualisation du temps de travail dans les établissements de santé publics outre-mer*) (p. 4772) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) - **Article 26** (**Texte modifié par la commission**) (*art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé*) (p. 4948) : intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Georges Patient.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (25 juin 2009) (p. 6396, 6397) : son intervention sur le congé de maternité.

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse - Deuxième lecture** [n° 480 (2008-2009)] - (29 juin 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6413, 6414) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 489 (2008-2009)] - (1er juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6547, 6548) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte** [n° 491 (2008-2009)] - (7 juillet 2009) - **Article additionnel après l'article 42** (p. 6720, 6722) : son amendement n° 36 : possibilité pour la collectivité de Saint-Barthélemy d'imposer les revenus des non-résidents ; retiré.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8763, 8764) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 8787) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin** [n° 57 (2009-2010)] - (16 novembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 56 (2009-2010)** (p. 10552, 10554) : son intervention.

- **Proposition de loi organique tendant à permettre à Saint-Barthélemy d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans** [n° 56 (2009-2010)] - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 57 (2009-2010)**. - (16 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10566) : votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11151) : soutient l'amendement n° I-440 de M. Charles Revet ; retiré. (p. 11155, 11156) : intervient sur l'amendement n° I-420 de M. Alain Lambert et sur le sous-amendement n° I-549 de M. François Marc s'y rapportant

Deuxième partie :

Outre-mer

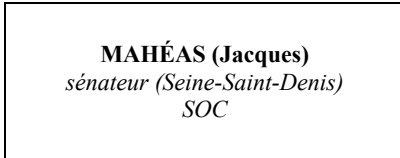
- (26 novembre 2009) (p. 11495, 11496) : son intervention. Votera les crédits de la mission outre-mer.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12290) : intervient sur l'amendement n° II-158 de la commission (renforcement des effets du plafonnement global sur les revenus de l'année 2010).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 décembre 2009) (p. 12498) : au nom de M. Jacques Legendre.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12628, 12629) : son intervention.



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire** [n° 378 (2007-2008)] - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4286, 4289) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4295) : intervient sur l'amendement n° 4 de M. Alain Fouché (amélioration du système de récupération de points pour les professionnels de la route). - **Article 1er** (art. L. 223-9 [nouveau] du code de la route - *Suppression du retrait de points en cas de dépassement de la vitesse maximale autorisée de moins de 5 km/h*) (p. 4296) : son amendement n° 5 ; adopté. - **Article 2** (art. L. 412-3 [nouveau] du code de la route - *Suppression du retrait de points en cas de non-port de la ceinture de sécurité par le conducteur*) (p. 4297, 4298) : son

amendement n° 6 ; adopté. - **Article 3** (art. L. 413-6 [nouveau] du code de la route - *Alignement des vitesses maximales de nuit sur les vitesses maximales par temps de pluie*) (p. 4299) : son amendement n° 7 ; adopté. - **Article 4** (art. L. 324-2 du code de la route - *Retrait de points en cas de conduite d'un véhicule non assuré*) (p. 4300) : son amendement n° 8 ; adopté. - **Article 5** (art. L. 324-2 du code de la route - *Création d'une peine complémentaire de vente du véhicule non assuré au profit du Fonds de garantie des assurances obligatoires*) (p. 4301) : son amendement n° 9 ; adopté. - **Article 6** (art. L. 211-1 du code des assurances - *Assurance du véhicule jusqu'à l'échéance du contrat en cas d'invalidation du permis*) (p. 4301) : son amendement n° 10 ; adopté. - **Article 7** (art. L. 211-7 bis [nouveau] du code des assurances - *Obligation pour l'assuré de fournir à l'assureur une certification de détention du permis de conduire*) (p. 4301) : son amendement n° 11 ; adopté. (p. 4301, 4302) : son intervention.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5139) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique** - *Commission mixte paritaire* [n° 125 (2008-2009)] - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7401, 7402) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7413) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9563) : favorable à l'amendement n° 194 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9605) : favorable à l'amendement n° 464 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - *Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans*) (p. 9878, 9879) : intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Teston.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10972) : intervient sur le sous-amendement n° I-516 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique - Rappel au règlement** (p. 11345) : réduction drastique du temps de parole des parlementaires sur le débat relatif aux effectifs de la fonction publique. - **Débat sur les effectifs de la fonction publique (suite)** (p. 11349, 11350) : son intervention.

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2009) (p. 11860, 11861) : son intervention.

MALOVRY (Lucienne)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8789, 8790) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (8 novembre 2009) - **Article 13 (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste)** (p. 9846) : soutient l'amendement n° 193 de M. Denis Detcheverry ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 17 (art. L. 3 du code des postes et communications électroniques - Clarification rédactionnelle)** (p. 9901) : soutient l'amendement n° 192 de M. Christophe-André Frassa ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12557) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 12865) : soutient l'amendement n° 16 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (réduction de l'impact de la baisse de la dotation de base des communes perdant plus de 5 % de leur population) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12999) : soutient l'amendement n° 193 de M. Jean-Paul Virapoullé (extension aux entreprises exerçant leurs activités outre-mer de la réduction d'impôt sur le revenu de 50 % pour la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité) ; adopté.

- Au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 30 undecies (Nouveau) (Modulation de la taxe sur la publicité)** (p. 13135) : son amendement n° 145 ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 30 undecies** (p. 13137) : son amendement n° 147 : modification des modalités de calcul du crédit d'impôt relatif à la production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles ; rejeté.

MARC (Français)
sénateur (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes le 18 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux du 17 février 2009 au 30 septembre 2009.

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique le 17 février 2009.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Politique des territoires [n° 101 tome 3 annexe 20 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1974) : parole sur l'article.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer** [n° 233 (2008-2009)] - (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2902, 2903) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières).

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3142) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 297 (2008-2009)] - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3592, 3594) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3606, 3625) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 57 (exclusion de l'ISF du champ du bouclier fiscal) ; n° 56 (exclusion des prélèvements sociaux et de la taxe de financement du RSA du champ du bouclier fiscal) ; n° 55 (réintégration dans l'assiette des impositions prises en compte dans le bouclier fiscal d'un certain nombre de revenus minorés) ; n° 58 (instauration d'une cotisation minimale de l'ISF, calculée pour chaque tranche d'imposition) ; rejetés. Ses amendements n° 63 : impossibilité, pour les établissements de crédit ayant bénéficié des prêts consentis par l'État dans le cadre de l'article 6 du collectif budgétaire d'octobre 2008, de verser des dividendes ou de racheter leurs actions dès lors qu'ils n'ont pas remboursé l'intégralité des prêts susvisés ; n° 64 : interdiction, pour les établissements financiers distribuant des crédits sur hypothèque rechargeable, de bénéficier des mesures de soutien du collectif budgétaire d'octobre 2008 ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 88 de Mme Nicole Bricq (interdiction de recourir aux stock-options pour les entreprises créées depuis plus de cinq ans).

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article 2 bis** (*Report de la date limite de conclusion des conventions nécessaires au versement anticipé du FCTVA*) (p. 3610) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3693) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) (p. 4072, 4073) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires** [n° 445 (2008-2009)] - (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires*) (p. 5855, 5856) : votera l'amendement n° 1 de Mme Nicole Bricq.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6489, 6490) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) (p. 7055, 7057) : son intervention.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires** [n° 562 (2008-2009)] - (21 juillet 2009) - **Question préalable** (p. 7230) : favorable à la motion n° 6 de M. Claude Jeannerot tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)] - (19 novembre 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 10800, 10802) : soutient la motion n° I-137 de Mme Nicole Bricq tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10814, 10815) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10897) : parole sur l'article. (p. 10907, 10908) : intervient sur les amendements n° I-33 de Mme Nathalie Goulet, n° I-42 de

Mme Marie-France Beaufils, n° I-70 de Mme Nicole Bricq, et n° I-126 de M. Yvon Collin. (p. 10932) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient l'amendement n° I-71 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 11009) : intervient sur le sous-amendement n° I-515 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. (p. 11012, 11023) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, intervient sur le sous-amendement n° I-485 de M. Denis Badré, défavorable au sous-amendement n° I-527 du Gouvernement et soutient le sous-amendement n° I-77 de Mme Nicole Bricq. - **Article 2 bis (Nouveau) (priorité)** (*Création d'un fonds de péréquation des droits d'enregistrement départementaux*) (p. 11048, 11049) : le groupe socialiste votera les amendements identiques n° I-2 de la commission et n° I-43 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article 13 (priorité)** (*Evolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 11055, 11056) : soutient l'amendement n° I-348 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** (p. 11068) : soutient l'amendement n° I-357 de Mme Nicole Bricq (exclusion du FCTVA de l'enveloppe fermée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 15 (priorité)** (p. 11069) : soutient l'amendement n° I-352 de Mme Nicole Bricq (ajustement de la compensation financière des dépenses engendrées par le paiement du RMI) ; rejeté. - **Article 15 (priorité)** (*Reconduction du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI*) (p. 11071) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-351 et n° I-350 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11100) : intervient sur l'amendement n° I-300 de Mme Nicole Bricq (suppression de l'avantage fiscal dû à la déductibilité des intérêts d'emprunt). (p. 11101) : soutient l'amendement n° I-303 de Mme Nicole Bricq (établissement d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés, pesant sur les établissements de crédit) ; rejeté. (p. 11102) : soutient l'amendement n° I-301 de Mme Nicole Bricq (non-déductibilité au titre de l'impôt sur les sociétés de la contribution économique territoriale versée par les entreprises) ; rejeté. (p. 11103) : soutient l'amendement n° I-302 de M. François Rebsamen (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé) ; rejeté. (p. 11107) : soutient l'amendement n° I-419 de Mme Nicole Bricq (aménagement du montant de la dépense fiscale constituée par l'exonération des plus-values sur titre de participation) ; rejeté. (p. 11110) : intervient sur l'amendement n° I-305 de M. François Rebsamen (institution d'une contribution exceptionnelle de solidarité des personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11252) : soutient l'amendement n° I-320 de Mme Nicole Bricq (suppression, pour un contribuable, de la possibilité de bénéficier d'un abattement des trois quarts de la valeur réelle de ses placements dans une ou plusieurs entreprises) ; rejeté. (p. 11258) : soutient l'amendement n° I-314 de Mme Nicole Bricq (exclusion de l'impôt de solidarité sur la fortune des impositions à prendre en compte pour la détermination du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal) ; rejeté. Son amendement n° I-317 : maintien des cotisations versées à des plans d'épargne retraite par capitalisation dans le revenu pris en compte pour la détermination du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 33** (p. 11338, 11342) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-325

(taxation des rémunérations variables et indemnités de départ des dirigeants d'entreprise) ; n° I-418 (plafonnement des bonus octroyés aux acteurs des salles de marché) ; et n° I-328 (limitation du versement de stock-options aux salariés d'entreprise de moins de cinq ans) ; rejetés. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 11356, 11357) : son intervention.

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11920, 11921) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12167) : intervient sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences). (p. 12195) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12231) : intervient sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12251) : intervient sur l'amendement n° II-201 de la commission (aménagement du dispositif relatif aux modalités de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de péréquation).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) - **Article 48** (*Création au profit des conseils régionaux d'une faculté d'augmenter la taxe intérieure de consommation sur le gazole et les supercarburants pour financer des projets d'infrastructures de transport*) (p. 12344, 12345) : soutient l'amendement n° II-282 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. (p. 12346, 12347) : soutient l'amendement n° II-283 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. - **Article 50** (*Transposition de trois directives relatives à la territorialité des prestations de services soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, TVA, et au remboursement aux assujettis communautaires par un autre Etat membre, Paquet TVA*) (p. 12371) : intervient sur les amendements n° II-39 et II-40 de M. Charles Revet.

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 12407, 12408) : intervient sur l'amendement n° II-170 de M. Michel Charasse (limite à la rémunération du PDG du groupe EDF). (p. 12413, 12414) : intervient sur l'amendement n° II-226 de M. Jean-Léonce Dupont (information du Parlement sur l'évolution de la part des dépenses engagées par les collectivités territoriales dans le cadre du respect d'une obligation législative telle qu'un transfert de charges ou de compétences).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 1er** (*Compensation des transferts de compétences aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers*) (p. 12842, 12844) : son amendement n° 38 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12847, 12849) : son amendement n° 39 : revalorisation de la contribution forfaitaire due, par les régions et les départements, au titre des dépenses de rémunération des personnels affectés à l'externat des élèves dans les lycées d'enseignement privé sous contrat d'association ; retiré.

MARINI (Philippe)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances.

Président de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation).

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 154 (2008-2009)] pour 2009 [n° 162 (2008-2009)] (14 janvier 2009) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 157 (2008-2009)] pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 163 (2008-2009)] (14 janvier 2009) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Japon face à la crise [n° 294 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 29 (2008-2009)] tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 295 (2008-2009)] (19 mars 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 297 (2008-2009)] pour 2009 [n° 306 (2008-2009)] (25 mars 2009) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 319 (2008-2009)] (2 avril 2009) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 288 (2008-2009)] tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 442 (2008-2009)] (27 mai 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 424 (2008-2009)] relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 444 (2008-2009)] (27 mai 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - exposé général et examen des articles [n° 542 tome 1 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La France en état d'apesanteur financière : retrouver des repères pour préparer la sortie de crise [n° 549 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Quels prélèvements obligatoires pour la sortie de crise ? [n° 45 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 629 (2008-2009)] européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 58 (2009-2010)] (21 octobre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : 57 propositions pour un nouvel ordre financier mondial [n° 59 (2009-2010)] (21 octobre 2009) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Le budget de 2010 et son contexte économique et financier : le budget de 2010, entre crise et reprise [n° 101 tome 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Examen des articles 1er, 4 à 12 et 21 à 34 [n° 101 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - suppression de la taxe professionnelle et dispositions relatives aux collectivités territoriales, examen des articles 2 à 3 et 13 à 20 [n° 101 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Tableau comparatif [n° 101 tome 2 fasc. 1 vol. 3 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (Seconde partie de la loi de finances) - Examen des articles [n° 101 tome 3 vol. 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (Seconde partie de la loi de finances) - Tableau comparatif [n° 101 tome 3 vol. 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)] - Rapport [n° 158 tome 1 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)] - Tableau comparatif [n° 158 tome 2 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 160 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 184 (2009-2010)] (21 décembre 2009) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 626, 629) : son intervention. - **Question préalable** (p. 669) : position de la commission sur la motion n° 82 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 670) : position de la commission sur l'amendement n° 60 de M. Bernard Vera (insertion d'une division additionnelle intitulée "mesures fiscales"). - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 671, 675) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Vera n° 61 (suppression du bouclier fiscal), n° 67 (maintien d'une demi-part fiscale pour les contribuables célibataires, veufs et divorcés), n° 69 (révision des règles d'imposition des revenus de capitaux mobiliers), n° 70 (imposition des plus-values immobilières), n° 62 (imposition des indemnités de départ accordées aux dirigeants des grandes entreprises), n° 63 (diminution du taux normal de la TVA à 17,6 %) et n° 76 (suppression des dispositions dérogatoires à l'impôt de solidarité sur la fortune). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 676, 678) : position de la commission sur les amendements identiques n° 13 de Mme Catherine Procaccia et n° 26 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération d'impôt sur le revenu pour les produits des contrats d'assurance vie d'une durée supérieure ou égale à douze ans) ainsi que sur l'amendement n° 15 de Mme Nicole Bricq (exclusion du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, à compter de 2010, de l'enveloppe fermée des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) (p. 708, 719) : position de la commission sur les amendements de Nicole Bricq n° 40 (suppression des exonérations de charges sociales pour les heures supplémentaires), n° 42 (doublement de la prime pour l'emploi), n° 43 (repli), n° 44 (indexation des seuils et des barèmes de la prime pour l'emploi), n° 45 (modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation des bénéficiaires), n° 46 (modification de la répartition de la réserve de participation des salariés), n° 47 (conditionnement de la réduction des cotisations de sécurité sociale à l'existence d'un accord salarial d'entreprise) et n° 48 (affectation des dividendes et rémunérations des salariés). - **Article 1er (Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA)** (p. 719, 720) : parole sur l'article. (p. 727, 736) : ses amendements n° 10 ; retiré puis repris par Mme Nicole Bricq ; n° 2 et 1 ; adoptés ; et n° 9 et 38 ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 18, 17, 53, 21 et 16 de Mme Nicole Bricq, sur les sous-amendements du même auteur n° 19 et 20 portant respectivement sur les amendements n° 2 de la commission et n° 7 de M. Jean Arthuis, les amendements n° 28 de Mme Nathalie Goulet, n° 57, 58, 71 et 72 de Mme Marie-France Beaufils, n° 54 et 55 de M. Yvon Collin, n° 7 de M. Jean Arthuis et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 85 de M. Philippe Dallier. (p. 751, 752) : position de la commission sur les amendements n° 32 de M. Philippe Dallier et n° 10 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 758, 765) : son amendement n° 8 : rectification ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 12 de M. Yann Gaillard (attribution d'une dotation exceptionnelle à l'Institut national de recherches archéologiques préventives), n° 22 de Mme Nicole Bricq (majoration de la dotation globale de fonctionnement), n° 27 de Mme Nathalie Goulet (encadrement des décisions d'attribution de la dotation globale d'équipement), n° 52 de M. Yannick Botrel (compensation à certaines communes de pertes de recettes provenant de la taxe professionnelle de France Télécom), n° 8 de M. Alain Lambert (rectification) et de Mme Annie David n° 74 (prise en compte, dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires, de la rémunération des dirigeants salariés de l'entreprise) et n° 75 (subordination du bénéfice d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale à l'existence d'une politique sociale dans l'entreprise ou la branche). - **Article 2 et état A (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)** (p. 768) : position de la commission sur l'amendement n° 88 du

Gouvernement. - **Article 3 et état B** (*Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général*) (p. 772, 781) : position de la commission sur les amendements n° 25 de M. Michel Teston, n° 87, 86 et 89 du Gouvernement, n° 80 de M. Jacques Muller, n° 29 de M. Serge Dassault et n° 39 de Mme Nathalie Goulet. Son amendement n° 6 ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 783) : position de la commission sur l'amendement n° 68 de M. Bernard Vera (modification des règles de fixation du taux du livret A). - **Article 5** (*Garantie de l'Etat relative aux partenariats public-privé, PPP*) (p. 783, 784) : position de la commission sur l'amendement n° 59 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 784, 789) : position de la commission sur les amendements n° 37 de M. Eric Doligé (crédit d'impôt pour les travaux de remise en état des résidences principales envisagées par la sécheresse de 2003), n° 49 de Mme Nicole Bricq (interdiction pour les entreprises bancaires ayant bénéficié de mesures de soutien de distribuer des dividendes à leurs actionnaires au titre de l'année 2008), n° 35 de M. Gérard Longuet (éligibilité au nantissement des prêts à la consommation consentis par des établissements de crédit à des résidents de l'Union européenne), de M. Thierry Foucaud n° 65 (encadrement de l'aide de l'Etat aux établissements bancaires), n° 66 (encadrement de l'aide de l'Etat aux établissements bancaires) et n° 73 (soumission des conventions réglementées à l'accord du comité d'entreprise), n° 64 de M. Bernard Vera (relèvement du plafond du livret de développement durable) et n° 77 de Mme Nathalie Goulet (présentation au Parlement des comptes de l'Etat actionnaire). - **Article 6** (*Rétablissement, pour 2 ans, de la faculté de cumuler, sur la même assiette, les avantages fiscaux de l'Eco-PTZ et du crédit d'impôt de l'article 200 quater du code général des impôts*) (p. 790) : position de la commission sur les amendements n° 23 et 24 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 791) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Charles Revet (financement des travaux de mise aux normes des équipements d'assainissement non collectif). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 792) : son amendement n° 83 : dispositif tendant à autoriser les sociétés foncières cotées et assimilées à réaliser des opérations d'acquisition d'immeubles en crédit-bail ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 792, 797) : ses amendements n° 4 : rectification ; n° 5 : plafonnement de la garantie apportée par l'Etat à la caisse centrale de réassurance ; et n° 84 : relèvement du plafond de la réduction de l'ISF au titre de la souscription au capital des sociétés ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 36 de M. Jean Arthuis (création en 2009 d'une contribution de 100 millions d'euros à la charge des caisses de congés payés des ouvriers du bâtiment et des travaux publics) et n° 78 de M. Henri de Raincourt (relèvement des plafonds des aides de l'Etat aux entreprises). - **Article 2 et état A (pour coordination)** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 799) : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 801) : remerciements.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)**. - (23 janvier 2009) - rapporteur général, rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 3** (*Art. L. 313-29-1 du code monétaire et financier - Amélioration du régime de la cession de créance réservée aux contrats de partenariat*) (p. 857) : son amendement n° 22 ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 3494, 3497) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3506) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Yvon Collin (égale répartition de la contribution fiscale). - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3512, 3513) : réponse à M. Jean-Claude Frécon sur les bénéfices du bouclier fiscal.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 3580, 3589) : son intervention. Exemple de l'usine Continental de Clairoux. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3608, 3625) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° 21 (suppression du bouclier fiscal), n° 16 (fiscalisation des indemnités de départ des dirigeants d'entreprise versées sous forme de primes et/ou d'actions gratuites, et relèvement du taux d'imposition des dirigeants d'entreprise ayant bénéficié de l'aide de l'Etat ou des dirigeants se voyant accorder une augmentation de salaire dans un délai de six mois précédant leur départ de l'entreprise), n° 71 (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires), n° 17 (instauration d'une cinquième tranche d'imposition sur le revenu pour les rémunérations supérieures à 380 000 euros), n° 66 (relèvement du taux d'imposition des plus-values réalisées sur la cession de stock-options et intégration de la rémunération des dirigeants dans le cycle de négociation annuelle sur les salaires), n° 67 (relèvement du taux de prélèvement sur les stock-options et renforcement du rôle de l'assemblée générale des actionnaires ainsi que du comité d'entreprise dans l'attribution des compléments de rémunération aux dirigeants), n° 72 (suppression du dispositif d'allègement des droits de mutation) et n° 73 (suppression de l'abattement de 30 % sur l'habitation principale des contribuables redevables de l'ISF), de Mme Nicole Bricq n° 54 (suppression du bouclier fiscal), n° 57 (exclusion de l'ISF du champ du bouclier fiscal), n° 56 (exclusion des prélèvements sociaux et de la taxe de financement du RSA du champ du bouclier fiscal), n° 55 (réintégration dans l'assiette des impositions prises en compte dans le bouclier fiscal d'un certain nombre de revenus minorés), n° 58 (instauration d'une cotisation minimale de l'ISF, calculée pour chaque tranche d'imposition), n° 59 (exclusion des impositions portant sur les stock-options du champ du bouclier fiscal), n° 51 (plafonnement des primes de départ des dirigeants d'entreprise à une année de salaire de base), n° 52 (fiscalisation des indemnités de départ des dirigeants d'entreprise versées sous forme de primes et/ou d'actions gratuites, et relèvement du taux d'imposition des dirigeants d'entreprise ayant bénéficié d'aides de l'Etat ou des dirigeants se voyant accorder une augmentation de salaire dans les six mois précédant leur départ de l'entreprise), n° 50 (plafonnement du salaire des dirigeants à vingt fois le salaire de base et, à défaut, instauration d'une taxe supplémentaire de 15 % sur le bénéfice imposable), n° 53 (limitation de la part variable de la rémunération des dirigeants de société), n° 49 (instauration d'une cinquième tranche d'imposition sur le revenu pour les rémunérations supérieures à 380 000 euros) et n° 88 (interdiction de recourir aux stock-options pour les entreprises créées depuis plus de cinq ans), de M. François Marc n° 60 (suppression du dispositif relatif aux heures supplémentaires instauré par la loi TEPA), n° 63 (impossibilité, pour les établissements de crédit ayant bénéficié des prêts consentis par l'Etat dans le cadre de l'article 6 du collectif budgétaire d'octobre 2008, de verser des dividendes ou de racheter leurs actions dès lors qu'ils n'ont pas remboursé l'intégralité des prêts susvisés) et n° 64 (interdiction, pour les établissements financiers distribuant des crédits sur hypothèque rechargeable, de bénéficier des mesures de soutien du collectif budgétaire d'octobre 2008), de M. François Rebsamen n° 61 (modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice) et n° 62 (instauration d'une surtaxe temporaire de solidarité pour les entreprises en situation de surprofits). - **Article 1er** (*Crédit d'impôt en faveur des contribuables dont le revenu imposable est inférieur à 12.475 euros par part*) (P. 3628) : position de la commission sur l'amendement n° 69 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3628, 3632) : son amendement n° 92 : instauration d'un mécanisme temporaire favorisant les rachats de créances bancaires par les entreprises débitrices ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 87 de M. Gérard Cornu (étalement de l'imposition de la plus-value réalisée lors d'une opération de cession de bail d'un immeuble), n° 18 de M. Thierry Foucaud (majoration de l'imposition des gains nets obtenus à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux) et n° 27 de M. Philippe Leroy (évaluation de la valeur

vénale des bois et forêts ainsi que des parts de groupements forestiers touchés par la tempête Klaus). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3633) : position de la commission sur l'amendement n° 40 de Mme Nicole Bricq (exonération d'impôt sur les sociétés, pour les organismes HLM, sur le produit de la cession des certificats d'économie d'énergie).

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article additionnel avant l'article 2 bis** (p. 3608) : position de la commission sur l'amendement n° 44 de M. Serge Lagache (compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties). - **Article 2 bis** (*Report de la date limite de conclusion des conventions nécessaires au versement anticipé du FCTVA*) (p. 3611) : position de la commission sur l'amendement n° 70 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 3611, 3615) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 33 (majoration de la dotation globale de fonctionnement) et n° 35 (révision des valeurs locatives des immeubles bâtis retenues pour les impositions directes locales), n° 65 de M. Jacques Legendre (exonération de charges sociales patronales pour les porteurs de presse et les vendeurs-colporteurs de presse rémunérés au niveau du SMIC) et n° 84 de Mme Françoise Laborde (adaptation du système d'aide au mécénat aux très petites entreprises). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3618) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Gérard Longuet (assouplissement des conditions de conclusion de partenariats public-privé). - **Article 4 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3620, 3624) : position de la commission sur les amendements n° 32 de M. Jean-Louis Carrère, et n° 91, 99, 100, 102, 104, 105, 106 et 108 du Gouvernement. - **Article 5 et état B'** (*Budget général : annulation de crédits*) (p. 3627) : position de la commission sur les amendements n° 109, 101, 103 et 107 du Gouvernement. - **Article 5 bis et état B''** (*Budget général : ouvertures de crédits supplémentaires*) (p. 3628, 3630) : position de la commission sur les amendements n° 38 et 39 de M. Jean-Louis Carrère. - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 3631) : position de la commission sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Louis Carrère (augmentation de la dotation du fonds "catastrophe naturelle"). - **Article 7 et état D** (*Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3633, 3637) : position de la commission sur les amendements n° 47 de Mme Nathalie Goulet et n° 79 du Gouvernement. - **Articles additionnels avant l'article 8 A** (p. 3637, 3639) : position de la commission sur les amendements n° 19 de M. Thierry Foucaud (création d'une contribution salariale de 11 % sur les revenus tirés des stock options) et n° 48 de Mme Nathalie Goulet (subordination des aides à la presse au respect des règles déontologiques). - **Article 8 A** (*Fonds de concours entre un syndicat d'électricité et ses communes membres*) (p. 3639) : son amendement n° 93 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 8 B** (p. 3640) : position de la commission sur l'amendement n° 68 de M. Thierry Foucaud (exonération d'impôt pour le bonus exceptionnel versé aux salariés de l'outre-mer). - **Article 8 B** (*Alignement des conditions applicables à la réduction d'impôt pour investissements, dans les anciens secteurs de la location meublée professionnelle, sur les conditions de la réduction d'impôt pour l'investissement locatif, dispositif "Scellier"*) (p. 3641, 3642) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Michel Mercier. - **Articles additionnels après l'article 8 B** (p. 3643, 3645) : position de la commission sur les amendements n° 28 de M. Gérard César (précision) et n° 80 de M. Jean-Claude Carle (éligibilité au dispositif Scellier des logements à la déclaration d'ouverture de chantier antérieure au 1er janvier 2009). - **Article 8 C** (*Conditions d'application de la réduction d'impôt pour l'investissement locatif*) (p. 3646, 3647) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8 C** (p. 3648, 3649) : position de la commission sur l'amendement n° 20 de M. Thierry Foucaud (abaissement du seuil d'imposition des plus-values générées par les stock options). (p. 3654, 3656) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° 22 (discussion de la rémunération des dirigeants d'entreprise au sein des assemblées générales d'actionnaires) et n° 23 (ajout des rémunérations des dirigeants d'entreprise aux éléments faisant l'objet d'une négociation obligatoire), n° 26 de M. Yann Gaillard (amélioration du dispositif de crédit d'impôt tendant à favoriser

les tournages de films sur le sol français) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 98 du Gouvernement. - **Article 8 D** (*Aménagement du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 3656, 3658) : son amendement n° 2 ; adopté. (p. 3657) : position de la commission sur les amendements n° 24 de M. Thierry Foucaud, n° 11 et 12 de M. Philippe Adnot. - **Articles additionnels après l'article 8 D** (p. 3659, 3664) : position de la commission sur les amendements de M. Philippe Adnot n° 13 (avantages fiscaux des holdings) et n° 14 (réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des dons à destination d'organismes de recherche), et sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 10 (exclusion du groupement d'intérêt public France Télé numérique du champ des bénéficiaires de la redevance). Son amendement n° 94 : précision ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 3665, 3667) : son amendement n° 95 : possibilité pour les salariés relevant d'un régime spécial de sécurité sociale de déduire de leurs revenus imposables les cotisations versées en vue de racheter leurs années d'études ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 78 de M. Jean-Jacques Jégou (élargissement du "dispositif Scellier" aux investissements réalisés selon le dispositif de l'usufruit locatif) et n° 34 de Mme Nicole Bricq (non-prise en compte du foyer fiscal pour le calcul du crédit d'impôt développement durable). - **Article 8** (*Garantie accordée par l'Etat à des prêts aux opérateurs de la filière bois*) (p. 3667, 3668) : ses amendements n° 3, 4 et 5 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 3668, 3669) : sur l'amendement n° 90 du Gouvernement (création d'un fonds de sécurisation du crédit interentreprises), son sous-amendement n° 97 ; adopté. - **Article 9** (*Prélèvement sur les ressources financières des organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 3673, 3674) : position de la commission sur les amendements n° 25 de M. Thierry Foucaud, n° 36 et 76 de Mme Nicole Bricq et n° 8 de M. Michel Mercier. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3675, 3678) : position de la commission sur les amendements n° 81 de M. Alain Lambert (régime de retraite des fonctionnaires détachés au poste de directeur des offices publics de l'habitat) et de Mme Nicole Bricq n° 77 (régime de retraite des fonctionnaires détachés au poste de directeur des offices publics de l'habitat), n° 43 (encouragement à la cession, au profit des organismes bailleurs sociaux, d'immeubles affectés à l'exercice d'une profession commerciale ou non commerciale), n° 42 (modalités d'application du crédit d'impôt "développement durable") et n° 41 (extension au bénéfice des organismes HLM des mesures fiscales tendant au développement des énergies renouvelables). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 3679) : position de la commission sur l'amendement n° 82 de M. Michel Charasse (recouvrement sur la succession du bénéficiaire, du légataire ou du donataire, des sommes servies au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie). - **Article 11** (*Renforcement des conventions entre l'Etat et les banques bénéficiant de la garantie financière de l'Etat*) (p. 3682) : position de la commission sur l'amendement n° 74 de M. Jean Arthuis et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 110 et 111 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 3687) : son amendement n° 96 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 3687) : position de la commission sur l'amendement n° 89 du Gouvernement (report au 1er janvier 2010 de l'entrée en vigueur de la taxe sur l'essence en Guyane). - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 3688) : position de la commission sur les amendements n° 30 de M. Gérard Longuet (utilisation des données issues des nouvelles règles d'immatriculation des véhicules automobiles) et n° 86 de M. Charles Revet (report de l'entrée en vigueur des exonérations de taxe foncière et professionnelle introduite par la loi du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3689) : position de la commission sur l'amendement n° 45 de M. Philippe Dominati (aménagement de la taxe sur la publicité instaurée par la loi du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle). - **Demande de seconde délibération pour coordination** (p. 3689) : favorable à la demande de coordination du Gouvernement portant sur l'article 3 de ce projet de loi. - **Seconde délibération pour coordination - Article 3 et état A (pour coordination)** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond*

d'autorisation des emplois) (p. 3692) : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement.

- *Commission mixte paritaire [n° 319 (2008-2009)]* - (9 avril 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3899, 3900) : son intervention. - **Article 8 E (Groupement d'intérêt public)** (p. 3914) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) - corapporteur du groupe de travail (p. 4063, 4065) : son intervention. (p. 4077) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 4084) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4136, 4137) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (8 juin 2009) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 5807, 5810) : son intervention. Demande aux sénateurs un vote conforme sur ce texte.

- **Suite de la discussion** (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires*) (p. 5853, 5863) : position de la commission sur les amendements n° 1, 2, 6 et 4 de Mme Nicole Bricq, n° 18, 22, 27 et 28 de M. Bernard Vera et n° 10 de M. Yvon Collin. (p. 5864, 5868) : position de la commission sur les amendements n° 40, 19 et 20 de M. Bernard Vera, n° 3 et 5 de Mme Nicole Bricq et n° 9 et 8 de M. Yvon Collin. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions de coordination*) (p. 5870, 5871) : position de la commission sur l'amendement n° 31 de M. Bernard Vera. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Agrément de l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires*) (p. 5871) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Bernard Vera. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Transferts du patrimoine, des moyens, des droits et obligations des deux organes centraux actuels vers le nouvel organe central*) (p. 5873) : position de la commission sur les amendements n° 16, 33 et 34 de M. Bernard Vera. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Art. 16 et 32 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière - *Conditions d'applicabilité des conventions de branche et organisation du dialogue social*) (p. 5876) : position de la commission sur les amendements n° 17, 32, 11 et 35 de M. Bernard Vera et n° 7 de Mme Nicole Bricq.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 5883, 5884) : son intervention. Invite le Sénat à adopter cette proposition de loi dans la rédaction établie par la commission. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Préavis et motivation des réductions ou interruptions de crédits bancaires aux entreprises*) (p. 5893, 5894) : position de la commission sur les amendements n° 11 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 6 de M. Bernard Vera. - **Article 3 bis (Texte modifié par la commission)** (Art. L. 221-5 du code monétaire et financier - *Sanction du non-respect par les établissements de crédit des conditions d'emploi de certains fonds d'épargne réglementés*) (p. 5895, 5896) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Vera. - **Article 4 (Suppression maintenue par la commission)** (Art. L. 5511-37 du code monétaire et financier - *Publication mensuelle, par les établissements de crédit, du montant de leurs encours de crédits aux entreprises de moins d'un an*) (p. 5897) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de M. Bernard

Vera. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Statistiques relatives aux crédits bancaires consentis aux jeunes entreprises et PME*) (p. 5898) : position de la commission sur les amendements n° 5 de M. Bernard Vera et n° 2 de M. Jean-Jacques Jégou. - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 5899, 5900) : position de la commission sur les amendements n° 8 de M. Philippe Dominati (extension du champ d'application des taux de cotisation sociale spécifiques du régime de l'auto-entrepreneur aux travailleurs indépendants des départements d'outre-mer) et n° 13 de M. Gérard Longuet (précision quant au traitement comptable de l'écart de valorisation pouvant exister lors de la cession d'une société par rachat de ses salariés avec création d'une société coopérative ouvrière de production). - **Article additionnel après l'article 6 quinquies** (p. 5902) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Albéric de Montgolfier (alignement du régime déclaratif des experts-comptables, dans le cadre de leurs activités juridiques, sur celui des avocats). - **Article 6 sexies A (Ratification de trois ordonnances en matière de droit financier)** (p. 5903) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 5904, 5908) : position de la commission sur les amendements n° 10 de M. Pierre Hérisson et n° 14 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 5908) : position de la commission sur l'amendement n° 15 du Gouvernement (extension et adaptation des dispositions de ce texte aux collectivités d'outre-mer).

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 6023, 6025) : son intervention. - **Article 1er A (art. L. 313-3 du code de la consommation - Refonte des catégories de prêts à la consommation pour la détermination des seuils de l'usure)** (p. 6043) : intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Nicole Bricq. (p. 6045) : intervient sur l'amendement n° 59 de Mme Odette Terrade. - **Article 4 (art. L. 311-8 à L. 311-17 du code de la consommation - Explications fournies à l'emprunteur et évaluation de sa solvabilité)** (p. 6063) : intervient sur les amendements identiques n° 32 de Mme Nicole Bricq et n° 73 de Mme Odette Terrade. (p. 6066) : intervient sur les amendements n° 2 de M. Claude Biwer et n° 96 de Mme Muguette Dini. - **Article 5 (art. L. 311-11 à L. 311-17 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit)** (p. 6077) : intervient sur les amendements identiques n° 28 de Mme Nicole Bricq et n° 68 de Mme Odette Terrade.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Article 18 (art. L. 313-15 du code de la consommation - Regroupement de crédits)** (p. 6121) : parole sur l'article. - **Article additionnel avant l'article 18 bis** (p. 6124, 6125) : intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Nicole Bricq (création d'un crédit d'impôt au profit des établissements de crédit accordant un crédit social inférieur à trois mille euros). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance*) (p. 6127) : parole sur l'article. - **Articles additionnels avant l'article 19 bis** (p. 6128, 6130) : ses amendements portant sur le même objet n° 109, n° 110, n° 111, n° 112, n° 113 et n° 114 : renforcement du contrôle des activités et produits financiers ; adoptés. - **Article 27 (art. L. 333-4 du code de la consommation - Fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers)** (p. 6145, 6146) : son amendement n° 120 ; retiré. - **Article 27 bis (Principe de la création d'une centrale des crédits aux particuliers)** (p. 6149) : intervient sur les amendements n° 19 de Mme Nicole Bricq et n° 89 de Mme Muguette Dini. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6157, 6158) : remerciements.

- **Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 470 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Article 1er (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des investissements dans les petites et moyennes entreprises)** (p. 6446) : reprend l'amendement n° 2 de M. Philippe Adnot ; retiré. - **Article 1er bis (art. L. 214-36 du code monétaire et financier - Raccourcissement du délai d'atteinte du quota**

d'investissement au capital de sociétés non cotées ou faiblement cotées pour l'ensemble des fonds communs de placement à risques, FCPR (p. 6448, 6449) : intervient sur l'amendement n° 14 de la commission.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8917, 8919) : ses interventions.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 9047, 9050) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)]** - (29 octobre 2009) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 9108, 9110) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9120, 9121) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances (p. 10757, 10760) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 10794, 10796) : position de la commission sur la motion n° I-135 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 10798) : position de la commission sur la motion n° I-136 de Mme Nicole Bricq tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 10802, 10803) : position de la commission sur la motion n° I-137 de Mme Nicole Bricq tendant au renvoi à la commission.

Première partie :

- (19 novembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10803, 10805) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances - **Rappel au règlement** (p. 10849). - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10906, 10910) : position de la commission sur les amendements n° I-33 de Mme Nathalie Goulet, n° I-42 de Mme Marie-France Beaufile, n° I-70 de Mme Nicole Bricq, et n° I-126 de M. Yvon Collin. (p. 10928, 10930) : son amendement n° I-1 ; adopté après modification par les sous-amendements n° I-526, I-529 et I-538 du Gouvernement, n° I-66 de M. Alain Lambert, n° I-101, I-492, I-493 et I-97 de M. Albéric de Montgolfier, n° I-485 de M. Denis Badré, n° I-81 de M. François Patriat, n° I-484 de M. Hervé Maurey, n° I-539, I-543 et I-62 de M. Jean Arthuis, n° I-540 de M. Jean-Pierre Fourcade, n° I-99 de M. Philippe Adnot, n° I-95 de M. Philippe Dominati, n° I-503, I-504, I-505, I-507, I-508, I-509, I-510, I-511, I-512, I-513, I-514, I-516, I-517 et I-544 de M. Philippe Marini, n° I-471 et I-480 de M. Yvon Collin, et n° I-75 de Mme Nicole Bricq. (p. 10931, 10984) : position de la commission sur les amendements n° I-33 de Mme Nathalie Goulet, n° I-42 de Mme Marie-France Beaufile, n° I-70 de Mme Nicole Bricq, n° I-126 de M. Yvon Collin, ainsi que sur les sous-amendements n° I-117 et I-66 de M. Alain Lambert, n° I-482 de M. Alain Vasselle, n° I-101, I-92, I-93, I-97 et I-98 de M. Albéric de Montgolfier, n° I-133 de M. Aymeri de Montesquiou, n° I-132 et I-134 de M. Bruno Gilles, n° I-59 de M. Christian Cambon, n° I-494 de M. Christian Demuyne, n° I-41 de M. Claude Biwer, n° I-488 de M. Daniel Dubois, n° I-39 de M. Dominique Braye, n° I-522 de M. Éric Doligé, n° I-180 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-489 de M. François Zocchetto,

n° I-105, I-108, I-112 et I-113 de M. Gérard Collomb, n° I-484 de M. Hervé Maurey, n° I-447 de M. Jean-Jacques Hyst, n° I-57 et I-99 de M. Philippe Adnot, n° I-51, I-52, I-53, I-56 et I-95 de M. Philippe Dominati, n° I-503, I-504, I-505, I-506, I-508, I-509, I-511 et I-516 de M. Philippe Marini, n° I-490 de la commission de la culture saisie pour avis, n° I-449, I-450, I-451, I-457, I-458, I-459, I-461, I-462, I-463, I-464, I-465, I-466, I-467, I-495, I-496, I-497, I-498 et I-499 de M. Thierry Foucaud, n° I-471, I-477, I-478, I-479 et I-480 de M. Yvon Collin, n° I-71, I-73, I-74, I-75 et I-79 de Mme Nicole Bricq portant sur l'amendement n° I-1 précité, n° I-524, I-525 et I-538 du Gouvernement. (p. 10970) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-516 ; adopté. (p. 10973) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, ses sous-amendements n° I-508 et I-509 ; adoptés. (p. 10977) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-503 ; adopté. (p. 10978) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-506 ; devenu sans objet. (p. 10979) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-502 ; adopté. (p. 10982) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, ses sous-amendements n° I-504 et I-505 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances (p. 10995, 11011) : position de la commission sur les sous-amendements portant sur l'amendement n° I-1 de la commission, n° I-527 et I-521 du Gouvernement, n° I-116 de Mme Fabienne Keller, n° I-485 de M. Denis Badré et n° I-540 de M. Jean-Pierre Fourcade. Ses sous-amendements n° I-513 ; adopté ; n° I-515 ; devenu sans objet portant sur l'amendement n° I-1 précité. (p. 11012, 11022) : sur l'amendement n° I-1, ses sous-amendements n° I-514 ; et n° I-512 ; adoptés ; et soutient le sous-amendement n° I-543 de M. Jean Arthuis ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements portant sur l'amendement n° I-1 précité n° I-485 et I-491 de M. Denis Badré, n° I-527 du Gouvernement et n° I-77 de Mme Nicole Bricq. (p. 11023, 11035) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, ses sous-amendements n° I-510, I-517 et I-507 ; adoptés ; et soutient le sous-amendement n° I-539 de M. Jean Arthuis ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements, portant sur l'amendement n° I-1 précité, n° I-526 et I-529 du Gouvernement, n° I-62 et I-63 de M. Jean Arthuis, n° I-118 de la commission de la culture et n° I-487 de M. Daniel Dubois. (p. 11036, 11044) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-544 ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements n° I-483 de M. Marcel Deneux, n° I-545 de Mme Patricia Schillinger, n° I-121 de M. Albéric de Montgolfier portant tous sur l'amendement n° I-1 précité. - **Articles additionnels après l'article 2 (priorité)** (p. 11046, 11047) : position de la commission sur les amendements n° I-78 de M. François Rebsamen (exonération de la contribution économique territoriale pour les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion) et de Marie-France Beaufile n° I-45 (suppression du système de plafonnement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) ; et n° I-47 (restauration d'une cotisation minimale de taxe professionnelle au profit du fonds national de péréquation). - **Article 2 bis (Nouveau) (priorité)** (*Création d'un fonds de péréquation des droits d'enregistrement départementaux*) (p. 11048) : son amendement n° I-2 ; adopté. - **Article 3 (priorité)** (*Financement des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 11050, 11054) : ses amendements n° I-520 et I-546 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° I-68 et I-69 de M. Albéric de Montgolfier, n° I-358 de M. Yves Krattinger et n° I-44 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article additionnel après l'article 3 (priorité)** (p. 11055) : son amendement n° I-547 : substitution de la cotisation locale d'activité à la patente pour constituer l'assiette de la taxe pour frais de chambre de métiers d'Alsace-Moselle ; adopté. - **Article 13 (priorité)** (*Evolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 11056, 11058) : position de la commission sur les amendements n° I-230 et I-210 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-348 de Mme Nicole Bricq. - **Article 13 bis (Nouveau) (priorité)** (*Abondement des dotations de péréquation de la dotation générale de fonctionnement*) (p. 11059) : position de la commission sur l'amendement n° I-349 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** : position

de la commission sur les amendements de Mme Jacqueline Gourault n° I-407 (attribution à tous les bénéficiaires du FCTVA du versement anticipé l'année qui suit la réalisation de la dépense) et n° I-408 (assouplissement et reconduction pour 2010 du dispositif de versement anticipé du FCTVA), de Mme Nicole Bricq n° I-356 (simplification du régime du FCTVA) et n° I-357 (exclusion du FCTVA de l'enveloppe fermée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales), n° I-437 de M. Charles Guené (élargissement aux syndicats mixtes du bénéfice du fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par les catastrophes naturelles), n° I-231 de Mme Marie-France Beaufls (relèvement du taux de compensation de la TVA), n° I-246 de M. François-Noël Buffet (assouplissement des règles permettant aux collectivités de bénéficier du remboursement anticipé du FCTVA), n° I-405 de M. Gérard Longuet (reconduction pour 2010 du dispositif de remboursement anticipé du FCTVA) et n° I-377 de M. Yves Détraigne (déductibilité de la taxe locale du calcul de la TGAP sur les installations de stockage et d'incinération). - **Article additionnel avant l'article 15 (priorité)** (p. 11069) : position de la commission sur l'amendement n° I-352 de Mme Nicole Bricq (ajustement de la compensation financière des dépenses engendrées par le paiement du RMI). - **Article 15 (priorité)** (*Reconduction du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI*) (p. 11072) : position de la commission sur les amendements n° I-351 et I-350 de Mme Nicole Bricq et n° I-232 de Mme Marie-France Beaufls. - **Article additionnel après l'article 15 (priorité)** (p. 11072) : position de la commission sur l'amendement n° I-353 de Mme Nicole Bricq (financement des dépenses de sécurité sociale assumées par les départements). - **Article 16 (priorité)** (*Evolution des compensations d'exonérations*) (p. 11074, 11076) : position de la commission sur les amendements n° I-211, I-212, I-213, I-214, I-215, I-216, I-217, I-218, I-219, I-220 et I-233 de Mme Marie-France Beaufls et n° I-234 de Mme Marie-France Beaufls. - **Article 16 bis (Nouveau) (priorité)** (*Régime d'exonération de taxe foncière des logements vendus par ICADE*) (p. 11077) : position de la commission sur les amendements n° I-355 de M. Bernard Angels et n° I-398 de M. Thierry Foucaud. - **Article 17 (priorité)** (*Compensation des transferts de compétences aux départements*) (p. 11080) : position de la commission sur l'amendement n° I-541 du Gouvernement. - **Article 18 (priorité)** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 11080) : position de la commission sur l'amendement n° I-542 du Gouvernement. - **Article 19 (priorité)** (*Compensation aux départements des charges résultant de la mise en œuvre du revenu de solidarité active, RSA*) (p. 11083) : position de la commission sur l'amendement n° I-234 de Mme Marie-France Beaufls. - **Article 20 (priorité)** (*Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 11084) : position de la commission sur l'amendement n° I-221 de Mme Marie-France Beaufls.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 11091) : position de la commission sur l'amendement n° I-283 de M. Philippe Dominati (action pédagogique de l'Etat vis-à-vis de ses agents tendant à les informer du financement des politiques publiques par la dette). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 11093) : position de la commission sur l'amendement n° I-223 de M. Thierry Foucaud (diminution du taux normal de la TVA). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11094) : position de la commission sur l'amendement n° I-436 de M. Christian Cambon (renforcement du lien territoire/hôpital) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 11095) : position de la commission sur l'amendement n° I-228 de M. Thierry Foucaud (redressement significatif des moyens de l'action de l'Etat). - **Article 4** (*Prorogation pour les dépenses engagées en 2009 de la restitution immédiate et accélérée des créances de crédit d'impôt recherche pour les entreprises*) (p. 11097) : position de la commission sur les amendements n° I-186 de M. Thierry Foucaud et n° I-281 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11099, 11116) : position de la commission sur les amendements de M. François Rebsamen n° I-302 (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé) et n° I-305 (institution d'une contribution

exceptionnelle de solidarité des personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés), de M. Gérard César n° I-149 (possibilité pour les entreprises de profiter du crédit d'impôt export), n° I-150 (éligibilité au crédit d'impôt export des dépenses liées aux activités de conseil) et n° I-151 (éligibilité au crédit d'impôt export des dépenses liées à la souscription d'assurance crédit à l'export), de M. Philippe Dominati n° I-278 (extension du champ du crédit d'impôt recherche), de M. Thierry Foucaud n° I-187 (différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif et l'augmentation de la part des salaires) et n° I-203 (modification du taux d'imposition du montant net des plus-values à long terme), de M. Yvon Collin n° I-427 (limitation des effets de la disposition relative au taux d'imposition au titre de l'impôt sur les sociétés des plus-values à long terme), de Mme Nicole Bricq n° I-300 (suppression de l'avantage fiscal dû à la déductibilité des intérêts d'emprunt), n° I-301 (non-déductibilité au titre de l'impôt sur les sociétés de la contribution économique territoriale versée par les entreprises), n° I-303 (établissement d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés, pesant sur les établissements de crédit), n° I-304 (mise en place d'une taxe assurantielle systématique sur les activités des banques) et n° I-419 (aménagement du montant de la dépense fiscale constituée par l'exonération des plus-values sur titre de participation). - **Article 4 bis (Nouveau) et article additionnel après l'article 4** (*Création d'une contribution pour frais de contrôle des établissements financiers*) (p. 11118, 11124) : position de la commission sur l'amendement n° I-428 de M. Michel Charasse. (p. 11120, 11121) : ses amendements n° I-138 ; retiré ; et n° I-518 ; adopté. - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11128, 11162) : position de la commission sur les amendements n° I-420 de M. Alain Lambert, n° I-440 et I-442 de M. Charles Revet, n° I-247, I-248, I-249, I-250, I-251, I-252, I-253, I-254, I-255, I-256, I-257 et I-258 de M. Jacques Muller, n° I-179 de M. Jean-Claude Gaudin, n° I-187 et I-188 de M. Thierry Foucaud, n° I-445 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° I-415 et I-417 de Mme Fabienne Keller, n° I-185 de Mme Françoise Henneron, n° I-336, I-337, I-338 et I-339 de Mme Nicole Bricq ainsi que sur les sous-amendements n° I-549 de M. François Marc portant sur l'amendement n° I-420 précité, n° I-548 de M. François Marc portant sur l'amendement n° I-179 précité et n° I-550 de la commission portant sur l'amendement n° I-247 précité. (p. 11139) : son amendement n° I-140 ; adopté. (p. 11156) : son amendement n° I-141 ; adopté. (p. 11163, 11172) : position de la commission sur les amendements n° I-554 du Gouvernement, n° I-390 et I-391 de M. Hervé Maurey, n° I-259 de M. Jacques Muller, n° I-416 de Mme Fabienne Keller et n° I-340 et I-341 de Mme Nicole Bricq. (p. 11171, 11172) : avis favorable de la commission à l'adoption de cet article. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 11173) : position de la commission sur les amendements n° I-342 de M. François Rebsamen (abaissement de la taxe intérieure de consommation applicable au fioul domestique), n° I-392 de M. Hervé Maurey (possibilité pour les communes et leurs groupements de bénéficier des éco-prêts à taux zéro), de M. Marcel Deneux n° I-367 (amélioration de la rédaction du code des douanes, en matière d'application de la TGAP aux distributeurs ne remplissant pas les objectifs nationaux d'incorporation des biocarburants), n° I-370 (maintien du niveau de la défiscalisation des biocarburants), n° I-371 (réduction de la fiscalité des carburants à hauteur de leur contenu en biocarburant), n° I-426 de M. Robert Tropeano (modération du taux de la contribution carbone pour les chauffeurs de taxi) et n° I-343 de M. Yannick Botrel (exonération de la taxe carbone pour les associations). (p. 11176) : son amendement n° I-519 : amélioration de la rédaction du code des douanes, en matière d'application de la TGAP aux distributeurs ne remplissant pas les objectifs nationaux d'incorporation des biocarburants ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11181) : position de la commission sur l'amendement n° I-410 de M. Paul Blanc (exonération des maisons départementales des personnes handicapées du paiement de la taxe sur les salaires) et sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-181, I-182, I-183 et I-184 (modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration). - **Article 5 bis (Nouveau)** (*Exonération de taxe carbone en faveur des personnes ayant des difficultés pour utiliser les transports publics*) (p. 11189) : son amendement n° I-142 ; adopté. -

Article 6 (*Création d'un crédit d'impôt sur le revenu forfaitaire destiné à rendre aux ménages le montant de la taxe carbone*) (p. 11191, 11195) : position de la commission sur les amendements n° I-260 et I-261 de M. Jacques Muller, n° I-189, I-190, I-191 et I-192 de M. Thierry Foucaud et n° I-345 et I-346 de Mme Nicole Bricq.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11207, 11220) : position de la commission sur les amendements n° I-393 de M. Hervé Maurey (encouragement des comportements éco-responsables) et n° I-366 de M. Jacques Gillot (gel du tarif des prix des produits pétroliers dans les départements d'outre-mer). - **Article 7** (*Remboursement partiel de la taxe carbone en faveur des exploitants agricoles*) (p. 11209) : parole sur l'article. (p. 11209) : position de la commission sur l'amendement n° I-553 du Gouvernement. (p. 11210) : son amendement n° I-551 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 11212, 11213) : position de la commission sur les amendements de M. Gérard César n° I-160 (mise à jour des références communautaires citées à l'article 63 du code général des impôts), n° I-161 (possibilité de renoncer au bénéfice du mode d'évaluation du bénéfice agricole), n° I-162 (fixation de la limite d'imputation des déficits agricoles sur le revenu global à la somme de 150 000 euros), n° I-164 (mise à jour des références citées à l'article 298 quater du code général des impôts), n° I-165 (mise à jour des références communautaires citées à l'article 302 bis MB du code général des impôts), n° I-389 (réduction d'impôts égale au montant de la cotisation versée aux associations syndicales de défense des forêts contre l'incendie) et n° I-152 (calcul de l'assiette des revenus accessoires non agricoles sur la moyenne des trois exercices précédents). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11214, 11216) : position de la commission sur les amendements n° I-409 de M. Paul Blanc (transposition aux lieux de vie et d'accueil des règles de TVA applicables aux établissements accueillant des personnes handicapées), n° I-443 de M. Pierre Bernard-Reymond (réduction de TVA pour l'achat d'aéronefs à propulsion électrique), et n° I-226 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux de la contribution des employeurs consacrée à la construction de logements). - **Article 8 bis (Nouveau)** (*Augmentation du seuil de franchise de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée pour les activités lucratives des associations*) (p. 11216) : son amendement n° I-139 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 11217, 11218) : position de la commission sur l'amendement n° I-410 de M. Paul Blanc (exonération des maisons départementales des personnes handicapées du paiement de la taxe sur les salaires). - **Article 9** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2010*) (p. 11220, 11221) : position de la commission sur les amendements n° I-430 de M. Michel Charasse, et n° I-195 et I-196 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11221, 11239) : position de la commission sur les amendements n° I-286 de M. Jean Arthuis (accélération de l'investissement des fonds permettant à leurs souscripteurs de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu ou d'ISF), ainsi que sur les sous-amendements n° I-557 de M. Philippe Adnot et n° I-555 de M. Roland du Luart s'y rapportant, n° I-402 de M. Gérard Longuet (extension aux salariés ou aux anciens salariés des organismes de sécurité sociale dans les mines de la solution fiscale adoptée pour les mineurs relevant de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs), n° I-262 de M. Philippe Adnot (mesures en faveur de l'investissement des entreprises), ainsi que sur les amendements de M. Philippe Dominati n° I-274 (extension du droit de communication à la liste des bénéficiaires du RSA) et n° I-275 (adoption d'une règle plus favorable pour l'imposition à l'impôt sur le revenu des revenus différés), de M. Thierry Foucaud n° I-197 (suppression du dispositif dit "amortissement Robien"), n° I-198 (réduction du plafond de l'avantage procuré par les niches fiscales), n° I-199 (imposition au taux de 95 % des avantages du type "parachutes dorés" dès lors que leur montant excède le montant annuel du SMIC), n° I-200 (réduction du plafond de l'avantage procuré par les niches fiscales), n° I-201 (institution d'un prélèvement de solidarité annuel), n° I-224 (augmentation du taux des prélèvements libératoires), n° I-225 (révision des règles de l'imposition des revenus de capitaux

mobiliers) et n° I-229 (mesures en faveur du développement des PME), et de Mme Nicole Bricq n° I-306 (institution d'une cinquième tranche d'imposition sur le revenu), n° I-307 (rétablissement de l'ancienne rédaction de l'article 195 du code général des impôts), n° I-308 (transformation en crédit d'impôt de l'actuelle réduction d'impôt pour les dépenses liées à l'hébergement de personnes dépendantes), n° I-309 (abaissement du niveau du plafonnement global de la réduction d'impôt sur le revenu), n° I-310 (instauration d'une mesure d'indexation automatique des seuils et barèmes de la prime pour l'emploi) et n° I-311 (abrogation du dispositif d'exonération fiscale et sociale relatif aux heures supplémentaires). - **Article 9 bis (Nouveau)** (*Aménagement du délai de reprise de la réduction d'impôt des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale*) (p. 11239) : son amendement n° I-143 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11241, 11247) : position de la commission sur les amendements n° I-180 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les infirmiers salariés et fonctionnaires de déduire de leurs revenus le montant de leurs cotisations annuelles à l'ordre national infirmier), n° I-167 de Mme Isabelle Debré (exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons collectés par appel à la générosité au profit de victimes ou de leur famille en situation de détresse), ainsi que sur les amendements de M. Gérard César n° I-153 (possibilité pour les agriculteurs propriétaires de déduire de l'assiette de leurs cotisations sociales un montant plus élevé), n° I-154 (harmonisation du taux de la cotisation de solidarité applicable aux petits exploitants avec le taux applicable aux exploitants à titre secondaire) et n° I-155 (possibilité pour les exploitants agricoles d'opter pour un dispositif de déduction des cotisations sociales permettant d'imputer fiscalement les cotisations sociales sur les résultats qui les ont générés), et de M. Thierry Foucaud n° I-399 (abrogation des articles 8 à 10 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat), n° I-400 et n° I-401 (cohérence). - **Article 11** (*Exonération du revenu supplémentaire temporaire d'activité versé dans les départements d'outre-mer et prise en compte de ce revenu dans le montant de la prime pour l'emploi*) (p. 11249) : position de la commission sur les amendements n° I-202 de M. Thierry Foucaud, n° I-312 de M. Serge Larcher, et n° I-552 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11249, 11263) : position de la commission sur les amendements de M. François Marc n° I-317 (maintien des cotisations versées à des plans d'épargne retraite par capitalisation dans le revenu pris en compte pour la détermination du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal) et n° I-321 (limitation des avantages fiscaux sur les successions), de M. Gérard César n° I-156 (extension de l'exonération totale de l'ISF aux biens ruraux) et n° I-157 (extension de l'exonération totale de l'ISF aux biens ruraux), de M. Philippe Dominati n° I-268, n° I-269 (modification du régime d'abattement de l'impôt de solidarité sur la fortune relatif à la résidence principale), n° I-270 (augmentation du plafond d'investissement déductible pour renforcer les fonds propres des PME) et n° I-272 (suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune), de M. Serge Larcher n° I-360 (annulation des dettes des communes des départements d'outre-mer), de M. Thierry Foucaud n° I-208 (amélioration du rendement de l'impôt de solidarité sur la fortune), n° I-222 (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'ISF) et n° I-227 (majoration des cotisations d'impôt de solidarité sur la fortune), de Mme Nicole Bricq n° I-313 (suppression du dispositif du "bouclier fiscal"), n° I-314 (exclusion de l'impôt de solidarité sur la fortune des impositions à prendre en compte pour la détermination du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal), n° I-315 (maintien des gains retirés de la cession de valeurs immobilières dans le calcul du revenu utilisé pour le "bouclier fiscal"), n° I-316 (institution d'un plafonnement global des "niches fiscales" à l'impôt de solidarité sur la fortune), n° I-318 (exclusion du calcul du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal des impositions portant sur les revenus issus des stock-options, des parachutes dorés et des retraites "chapeau"), n° I-319 (fiscalisation des plus-values réalisées lors de la cession de certains titres financiers détenus depuis moins d'un an), n° I-320 (suppression, pour un contribuable, de la possibilité de bénéficier d'un abattement des trois quarts de la valeur réelle de ses placements dans une ou plusieurs entreprises) et n° I-327 (exclusion des prélèvements sociaux des impositions prises en compte pour la détermination du droit à restitution dû au titre du

bouclier fiscal). - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Aménagement du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 11263) : son amendement n° I-144 ; adopté. - **Article 11 ter (Nouveau)** (*Assouplissement, en cas de cession consécutive à un pacte d'actionnaires, de la condition de réinvestissement dont est assortie la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 11264) : position de la commission sur l'amendement n° I-206 de M. Thierry Foucaud. - **Article 11 quater (Nouveau)** (*Extension de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre des dons aux sommes versées à certaines associations reconnues d'utilité publique*) (p. 11264) : son amendement n° I-145 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 11266) : position de la commission sur l'amendement n° I-373 de M. Yves Détraigne (prorogation du régime du bénéfice de la demi-part supplémentaire des contribuables vivant seuls et ayant un ou plusieurs enfants majeurs). - **Article 11 quinquiés (Nouveau)** (*Entrée en vigueur du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 11267) : position de la commission sur l'amendement n° I-204 de M. Thierry Foucaud. - **Article 12** (*Exonération des droits de mutation par décès des successions des militaires décédés en opérations extérieures*) (p. 11268) : position de la commission sur l'amendement n° I-559 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 11268, 11272) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Lambert n° I-287 (conciliation de la jurisprudence administrative avec le droit civil en matière de baux à construction), n° I-289 (harmonisation des différents régimes fiscaux relatifs à la fluidité des opérations de transmission), n° I-290 (correction du traitement des indivisaires nu-propriétaires au regard de la fiscalité des plus-values de cessions de biens immobiliers), n° I-297 (mesures en faveur des sociétés civiles professionnelles se transformant en sociétés d'exercice libéral, quant à l'impôt sur les sociétés) et n° I-299 (mesures en faveur de l'émergence de sociétés de participations financières des professions libérales), ainsi que sur les amendements n° I-158 de M. Gérard César (applicabilité de l'article 41 du code général des impôts, y compris dans l'hypothèse où le cessionnaire ne recueille pas l'intégralité des biens composant l'exploitation agricole) et n° I-279 de M. Philippe Dominati (instituition d'une exonération de la plus-value d'apport en échange du maintien de la part de capital de l'entrepreneur au sein de son entreprise).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances - **Participation de la France au budget des communautés européennes** (p. 11281, 11283) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 11303, 11311) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Lambert n° I-292 (aménagement de la fiscalité applicable aux pactes tontiniers), n° I-293 (fiscalité des donations-partages transgénérationnelles), n° I-294 (précision), n° I-295 (restitution des droits de mutation acquittés lors d'une donation avec clause de retour conventionnel en cas de décès du bénéficiaire avant le décès du donateur), n° I-296 (relèvement de l'âge maximum du donateur pour les dons exceptionnels d'argent en faveur des jeunes générations), sur l'amendement n° I-403 de M. Albéric de Montgolfier (révision du dispositif de malus à l'achat de véhicules neufs pour encourager les constructeurs automobiles à développer le système de "stop and start"), sur les amendements analogues n° I-378 de M. Yves Détraigne et n° I-242 de M. Laurent Béteille (extension de la TGAP à la co-incinération et à la méthanisation), sur les amendements identiques n° I-174 de M. Dominique Braye et n° I-435 de M. Yves Détraigne (exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets), ainsi que sur le sous-amendement n° I-558 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-296 précité. (p. 11315, 11329) : position de la commission sur les amendements de M. Dominique Braye n° I-176 (modulation de la TGAP dès la mise en place d'une installation éligible), n° I-177 (déduction des temps d'arrêts techniques du temps global de fonctionnement pour le calcul des performances d'une installation) et n° I-175 (extension de la réduction de la TGAP

aux déchets transférés par voie alternative traités dans des installations valorisant du biogaz), de M. Laurent Béteille n° I-238 (conditionnement de l'augmentation des tarifs de la TGAP à la mise en application des autres mesures visant à réduire les déchets), n° I-239 (repli) et n° I-237 (généralisation et renforcement du principe de la responsabilité élargie du producteur), n° I-347 de M. Gérard Miquel (modalités de calcul de la TGAP), n° I-372 de M. Claude Biwer (prise en compte pour le double de leur valeur réelle en pouvoir calorifique inférieur des biocarburants de deuxième génération), n° I-335 de M. Albéric de Montgolfier (création d'une taxe sur l'achat et la production d'huiles hydrogénées destinées à l'alimentation), de M. Michel Charasse n° I-432 (suspension de l'édictation et de la mise en œuvre de nouvelles normes techniques) et n° I-433 (suspension de l'augmentation par voie réglementaire des charges incombant aux collectivités territoriales), et n° I-441 de M. Charles Revet (développement d'écoles à programmes français subventionnées par les entreprises dans les pays étrangers). - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 11330) : position de la commission sur l'amendement n° I-359 de Mme Nicole Bricq (compensation pour les collectivités territoriales situées en zone de restructuration de la défense des pertes de recettes fiscales résultant d'exonération de taxes professionnelles et de taxes foncières au profit des entreprises implantées dans ces territoires). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 11331, 11332) : son amendement n° I-146 : diminution du droit de timbre pour la délivrance d'un passeport ; adopté. - **Article 24** (*Affectation au Fonds démonstrateurs de recherche des remboursements des avances du Réseau de recherche sur les technologies gazières et pétrolières, RTPG*) (p. 11333) : son amendement n° I-147 ; adopté. - **Article 32** (*Exonération de l'Office national des forêts, ONF, du paiement de toute indemnité ou perception de droits, impôts ou taxes relatifs à la signature du bail lui transférant un ensemble de bâti domanial*) (p. 11336, 11337) : son amendement n° I-148 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 32** : position de la commission sur l'amendement n° I-396 de M. Christian Cointat (report de l'entrée en vigueur de la taxe additionnelle sur les carburants en Guyane). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 11338, 11344) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-325 (taxation des rémunérations variables et indemnités de départ des dirigeants d'entreprise), n° I-323 (plafonnement des salaires versés aux dirigeants d'entreprise), n° I-418 (plafonnement des bonus octroyés aux acteurs des salles de marché), n° I-328 (limitation du versement de stock-options aux salariés d'entreprise de moins de cinq ans), n° I-330 (relèvement de la contribution salariale sur les rémunérations annexes en capital des dirigeants de société), de M. François Rebsamen n° I-331 (relèvement du taux et élargissement du seuil de la taxe sur les logements vacants) et n° I-332 (repli), n° I-333 de M. Bernard Angels (octroi aux organismes HLM d'exonérations fiscales au titre du service d'intérêt général), et n° I-284 de M. Philippe Dominati (affectation de la dotation des parlementaires). - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 11344, 11345) : son intervention. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 11353, 11354) : son intervention. - **Article 34 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisations d'emplois*) (p. 11370) : position de la commission sur l'amendement n° I-561 du Gouvernement. - **Seconde délibération - Article 2** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 11397, 11398) : position de la commission sur les amendements n° A-1, A-2, A-3, A-4 et A-5 du Gouvernement. - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11399) : position de la commission sur les amendements n° A-6 et A-7. - **Article 8 bis B (Nouveau)** (*Augmentation du seuil de franchise de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée pour les activités lucratives des associations*) (p. 11400) : position de la commission sur l'amendement n° A-8 du Gouvernement. - **Article 20** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) : position de la commission sur l'amendement n° A-9 du Gouvernement. - **Article 34 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisations d'emplois*) (p. 11411) : position de la commission sur l'amendement n° A-10 du Gouvernement. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 11412, 11414) : remerciements.

*Deuxième partie :***Articles non rattachés**

- (5 décembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12151, 12152) : son amendement n° II-199 : sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences ; adopté après modification par les sous-amendements n° II-324 de M. Charles Guené, n° II-333 de M. Hervé Maurey, n° II-310 et II-311 de M. Philippe Dallier, et n° II-319 de Mme Marie-France Beaufils. (p. 12153, 12168) : position de la commission sur les sous-amendements n° II-324 de M. Charles Guené, n° II-313 de M. Gérard Longuet, n° II-333, II-334 et II-335 de M. Hervé Maurey, n° II-358 de M. Michel Charasse, n° II-310 et II-311 de M. Philippe Dallier, n° II-317, II-318, II-319, II-320, II-321 et II-345 de Mme Marie-France Beaufils portant sur l'amendement n° II-199 précité. (p. 12187, 12188) : son amendement n° II-200 : mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle ; adopté après modification par les sous-amendements n° II-373, II-374 et II-375 du Gouvernement, n° II-238 de M. Albéric de Montgolfier, n° II-325 de M. Denis Badré, n° II-380 et II-381 de M. Jean Arthuis, et n° II-361, II-370 et II-371 de M. Michel Charasse. (p. 12190, 12218) : position de la commission sur les sous-amendements n° II-237, II-238, II-239 et II-240 de M. Albéric de Montgolfier, n° II-387 de M. Bruno Sido, n° II-322 et II-323 de M. Charles Guené, n° II-325 de M. Denis Badré, n° II-332 de M. Hervé Maurey, n° II-380 et II-381 de M. Jean Arthuis, n° II-362 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° II-361, II-363, II-364 et II-369 de M. Michel Charasse, n° II-360 et II-368 de M. Yvon Collin, n° II-314, II-315, II-316, II-348, II-349, II-350, II-351, II-352, II-353, II-354 et II-355 de Mme Marie-France Beaufils et n° II-375, II-376 et II-378 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12200) : sur l'amendement n° II-200 de la commission : mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle, soutient le sous-amendement n° II-380 de M. Jean Arthuis ; adopté. (p. 12209) : sur l'amendement n° II-200 de la commission : mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle, soutient le sous-amendement n° II-381 de M. Jean Arthuis ; adopté. (p. 12220, 12237) : position de la commission sur les sous-amendements n° II-372, II-373 et II-374 du Gouvernement, n° II-328 de M. Michel Bécot, n° II-370 et II-371 de M. Michel Charasse, et n° II-356 de Mme Marie-France Beaufils portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12241) : son amendement n° II-201 : aménagement du dispositif relatif aux modalités de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de péréquation ; adopté après modification par les sous-amendements n° II-357 de M. Gérard Longuet et n° II-312 de M. Philippe Dallier. (p. 12242, 12251) : position de la commission sur les sous-amendements n° II-232 et II-233 de M. Gérard Collomb, n° II-357 de M. Gérard Longuet, n° II-382 de M. Nicolas About, n° II-312 de M. Philippe Dallier, n° II-336, II-337, II-338, II-339, II-340, II-341, II-342, II-343, II-344, II-346 et II-347 de Mme Marie-France Beaufils, n° II-377 du Gouvernement, et n° II-379 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx portant sur l'amendement n° II-201 précité. (p. 12252) : son amendement n° II-202 : réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-330 de M. Jean-Pierre Fourcade. (p. 12254) : position de la commission sur les sous-amendements n° II-359 de M. Michel Charasse, n° II-330 de M. Jean-Pierre Fourcade et n° II-386 de M. Yves Détraigne portant sur l'amendement n° II-202 précité.

Articles de récapitulation des crédits

- (7 décembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 39** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 12274) : position de la commission sur l'amendement n° II-390 du Gouvernement. - **Article 40** (*Plafond des emplois des opérateurs de l'Etat*) (p. 12275) : position de la commission sur l'amendement n° II-391 du Gouvernement. - **Article 42** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*)

(p. 12277) : position de la commission sur l'amendement n° II-392 du Gouvernement.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12278, 12284) : position de la commission sur les amendements n° II-198 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur de l'installation de dispositifs d'assainissement non collectif), n° II-101 de M. Roland Courteau (avantage fiscal en cas de remplacement d'un appareil de chauffage au bois domestique), n° II-252 de M. Yann Gaillard (avantage fiscal en cas de remplacement d'un appareil de chauffage au bois domestique), et de M. Thierry Foucaud n° II-111 (maintien de la demi-part fiscale accordée aux parents célibataires ou divorcés ayant élevé seuls des enfants), n° II-206 (suppression du dispositif "amortissement Robien"), n° II-209 (révision des règles d'imposition des revenus de capitaux mobiliers), et n° II-210 (ajustement du taux d'imposition de l'ensemble des plus-values de cessions de biens mobiliers ou immobiliers). - **Article 43** (*Prorogation du crédit d'impôt sur le revenu pour les dépenses d'équipement de l'habitation principale des personnes âgées ou handicapées*) (p. 12285) : position de la commission sur l'amendement n° II-260 de M. Didier Guillaume. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12287) : son amendement n° II-158 : renforcement des effets du plafonnement global sur les revenus de l'année 2010 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-265 de Mme Nicole Bricq (diminution du niveau de plafonnement global de la réduction d'impôt sur le revenu) et de M. Thierry Foucaud, portant sur le même objet, n° II-207 et n° II-208 (réduction du plafond procuré par les avantages fiscaux). - **Article 44** (*"Verdissement" graduel de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement locatif dite "Scellier"*) (p. 12292) : son amendement n° II-159 ; adopté. (p. 12293) : son amendement n° II-160 ; retiré. (p. 12294, 12295) : son amendement n° II-161 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-103 de M. Thierry Foucaud, n° II-278 et II-279 de Mme Nicole Bricq, et n° II-67 de M. Dominique Braye. - **Article 44 bis (Nouveau)** (*Assouplissement du zonage de la réduction d'impôt "Scellier"*) (p. 12296, 12299) : son amendement n° II-162 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-104 de M. Thierry Foucaud, n° II-180 de Mme Nicole Bricq, et n° II-234 de M. Gérard Cornu. - **Article 45** (*"Verdissement" graduel dans le logement neuf du crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale*) (p. 12301) : son amendement n° II-383 ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-281 de Mme Nicole Bricq. - **Article 45 bis** (*Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail*) (p. 12309, 12319) : position de la commission sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy, et n° II-28 de M. Jean-Jacques Jégou. (p. 12316) : son amendement n° II-385 ; adopté. - **Article 45 ter** (*Régime d'imposition au titre des revenus fonciers du produit de la location d'une résidence de tourisme en zone de revitalisation rurale*) (p. 12319) : son amendement n° II-163 ; adopté. - **Article 45 quater** (*Modification du régime de reprise de la réduction d'impôt pour investissement dans une résidence de tourisme en zone de revitalisation rurale*) (p. 12321, 12323) : position de la commission sur les amendements n° II-262 de Mme Patricia Schillinger et n° II-173 de M. Yvon Collin. - **Article 45 quinquies** (*Prorogation de la réduction d'impôt "Madelin"*) (p. 12323, 12324) : position de la commission sur les amendements n° II-263 de Mme Nicole Bricq et n° II-106 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 45 quinquies** (p. 12325, 12326) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° II-271 (correction du système fiscal incitant les entreprises à la sous-capitalisation) et n° II-272 (transmission au Parlement d'un rapport d'évaluation du crédit d'impôt recherche). - **Article 45 sexies** (*Aménagement du crédit d'impôt au titre des emplois à domicile en matière de soutien scolaire*) (p. 12327, 12329) : son amendement n° II-164 ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-194 de Mme Catherine Procaccia. - **Articles additionnels**

après l'article 45 sexies (p. 12329, 12332) : position de la commission sur les amendements n° II-204 de M. Jean-Pierre Fourcade (possibilité pour les associations de bénéficier du même avantage fiscal que les formations politiques et les organisations syndicales) et n° II-156 de M. Adrien Gouteyron (en matière de dons aux associations, meilleure information des donateurs grâce aux observations de la Cour des comptes). - **Article 46** (*Prorogation pour trois ans du "prêt à 0 %", PTZ, avec maintien du doublement jusqu'au 30 juin 2010*) (p. 12333) : son amendement n° II-165 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 12335, 12338) : position de la commission sur les amendements n° II-273 de M. François Patriat (prorogation du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art), n° II-203 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur des travaux de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif), n° II-38 de Mme Catherine Dumas (prolongement du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant dans le secteur des métiers d'art et des savoir-faire traditionnels), ainsi que sur les amendements de M. Jean Bizet n° II-228 (mesures en faveur des travaux d'isolation par l'extérieur), n° II-229 (mesures en faveur des travaux de ventilation dans les habitations) et n° II-230 (mesures en faveur de l'éco-prêt à taux zéro). - **Article 46 bis** (*Élargissement du champ de la déduction pour aléas aux aléas d'origine économique*) (p. 12339) : position de la commission sur l'amendement n° II-384 du Gouvernement. - **Article 46 ter** (*Prorogation du crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congé des exploitants agricoles*) : son amendement n° II-166 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 12340) : position de la commission sur l'amendement n° II-211 de M. Thierry Foucaud (abrogation des articles 8 à 10 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat). - **Article 47** (*Accélération de la montée en puissance du malus automobile à compter de 2011*) (p. 12342, 12343) : position de la commission sur les amendements n° II-191 de M. Martial Bourquin et n° II-394 du Gouvernement. - **Article 48** (*Création au profit des conseils régionaux d'une faculté d'augmenter la taxe intérieure de consommation sur le gazole et les supercarburants pour financer des projets d'infrastructures de transport*) (p. 12345, 12347) : position de la commission sur les amendements n° II-108 de M. Thierry Foucaud, n° II-282 et II-283 de Mme Nicole Bricq, et n° II-284 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 12348, 12349) : position de la commission sur l'amendement n° II-294 de M. Gérard Miquel (possibilité pour les collectivités locales de transférer aux services fiscaux la totalité de la gestion de la redevance pour l'élimination des déchets ménagers). - **Articles additionnels après l'article 48 sexies** (p. 12350, 12352) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° II-285 (soumission à la taxe foncière des prisons réalisées dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé) et n° II-296 (simplification du régime du Fonds de compensation pour la TVA au titre de l'égalité de traitement entre collectivités territoriales), et sur l'amendement n° II-286 de M. Michel Sergent (création d'une taxe de sûreté portuaire au profit des ports maritimes de commerce). - **Article 49** (*Imposition à l'impôt sur le revenu, pour la totalité de leur montant, des indemnités de départ volontaire à la retraite*) (p. 12353) : position de la commission sur l'amendement n° II-264 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 12354, 12355) : position de la commission sur les amendements n° II-275 de Mme Nicole Bricq (exonération d'impôt sur le revenu pour le dédommagement qu'un aidant familial reçoit d'une personne handicapée) et n° II-307 de M. Philippe Adnot (régime fiscal des sociétés d'investissement à capital fixe). - **Articles additionnels avant l'article 49 bis** (p. 12357, 12358) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-109 (suppression du bouclier fiscal) et n° II-212 (cohérence), de M. Jean-Jacques Jégou n° II-30 (suppression du bouclier fiscal), n° II-29, II-31, II-32 et II-33 (repli), ainsi que sur les amendements n° II-197 de M. Jean Arthuis (réforme de la fiscalité des personnes) et n° II-276 de Mme Nicole Bricq (prise en compte des gains retirés de la cession de valeurs mobilières dans le calcul du revenu utilisé pour le bouclier fiscal). - **Articles additionnels avant l'article 50** (p. 12362, 12366) : position de la commission sur les amendements de M. Gérard Miquel n° II-287 (soumission à la

TGAP des déchets ne faisant l'objet d'aucune filière de recyclage), n° II-293 (diminution des prélèvements de l'État pour la gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères), n° II-291 (soumission à la TGAP de la co-incinération), n° II-289 (instauration d'une franchise de TGAP) et n° II-292 (déduction du calcul de la TGAP du montant de la taxe locale pour les communes d'accueil), ainsi que sur l'amendement n° II-235 de M. Charles Revet (externalisation du prélèvement alimentant le Fonds de prévention des risques naturels majeurs). - **Article 50** (*Transposition de trois directives relatives à la territorialité des prestations de services soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, TVA, et au remboursement aux assujettis communautaires par un autre Etat membre, Paquet TVA*) (p. 12371) : position de la commission sur les amendements n° II-39 et II-40 de M. Charles Revet. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12371, 12377) : position de la commission sur les amendements de M. Philippe Dominati n° II-249 (mesures en faveur des entreprises françaises investissant à l'étranger), n° II-250 (suppression de l'agrément fiscal nécessaire au transfert de déficits dans le cadre des opérations de restructuration), et n° II-251 (modification du régime fiscal des sociétés mères et filiales), de M. Thierry Repentin n° II-266 (mise en cohérence des différents textes relatifs à l'accession sociale), n° II-268 (mesures en faveur du développement du logement social), n° II-269 (baisse de la TVA sur les opérations d'accession sociale), n° II-298 (exonération des bailleurs sociaux de l'impôt sur les sociétés lorsqu'ils installent des panneaux photovoltaïques sur les logements sociaux) et n° II-299 (exonération d'impôt sur les sociétés pour les organismes d'HLM effectuant des travaux d'économie d'énergie), ainsi que sur l'amendement n° II-231 de M. Albéric de Montgolfier (intégration dans le régime de droit commun des professionnels libéraux soumis aux BNC).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances (p. 12388, 12398) : position de la commission sur les amendements de M. Georges Patin n° II-300 (rapport gouvernemental présentant les moyens mis en œuvre pour permettre aux services fiscaux de l'État et des collectivités territoriales d'outre-mer d'identifier l'ensemble des bases prises en compte pour l'application de la fiscalité locale) et n° II-302 (rapport gouvernemental précisant les possibilités de prise en compte, pour la répartition de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement des collectivités des départements d'outre-mer, du revenu moyen par habitant, des dépenses scolaires ainsi que des particularités géographiques de ces collectivités), de M. Jean-Etienne Antoinette n° II-301 (réalisation d'une étude chargée d'établir des propositions pour augmenter les retombées financières de l'activité du spatial en Guyane), n° II-303 (limitation de l'effet inflationniste sur les prix de l'octroi de mer) et n° II-304 (suppression de la limitation de dix fois la superficie des parties agglomérées des communes dans les opérations de cession gratuite de foncier de l'État aux communes), de M. Philippe Dominati n° II-246 (contestation des expertises d'évaluation des entreprises), n° II-247 (limitation des exigences de constitution de garanties aux risques de non-recouvrement des créances par le Trésor Public), n° II-248 (application de l'article L. 51 du livre des procédures fiscales aux exercices déficitaires déjà vérifiés) et n° II-256 (ouverture du PEA aux actions des sociétés foncières européennes ayant un statut fiscal équivalent à celui des SIIC françaises), ainsi que sur l'amendement n° II-270 de M. Thierry Repentin (cession à l'euro symbolique aux organismes HLM des immeubles domaniaux reconnus inutiles par le ministre de la défense), et sur le sous-amendement n° II-395 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-256 précité. - **Article 50 bis (Nouveau)** (*Modalités d'assujettissement des câblo-opérateurs à la taxe sur les services de télévision*) (p. 12399) : son amendement n° II-167 ; adopté. - **Article 50 ter (Nouveau)** (*Exonération de taxe hydraulique en faveur des centrales d'énergie frigorifique*) (p. 12401, 12403) : son amendement n° II-388 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° II-393 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 50 quater** (p. 12404) : position de la commission sur l'amendement n° II-102 de M. Alain Lambert (allègement de la procédure d'examen des décrets à caractère financier). - **Article 50 quinquies (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur la transposition de la directive "Energies renouvelables"*) (p. 12404) : son

amendement n° II-168 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 12405, 12417) : position de la commission sur les amendements n° II-123 de M. Albéric de Montgolfier (mesures en faveur de l'association des personnes physiques au financement des projets de rénovation de monuments historiques), n° II-309 de M. Jean Arthuis (institution d'une contribution pour la réhabilitation du logement social et le soutien aux travaux publics), n° II-226 de M. Jean-Léonce Dupont (information du Parlement sur l'évolution de la part des dépenses engagées par les collectivités territoriales dans le cadre du respect d'une obligation législative telle qu'un transfert de charges ou de compétences), n° II-131 de M. Yvon Collin (financement des dépenses de sûreté et de sécurité sur les aéroports), ainsi que sur les amendements de M. Michel Charasse n° II-170 (limite à la rémunération du PDG du groupe EDF) et n° II-216 (plafonnement du total des fonds de concours dans le cadre des rapports entre les syndicats d'électrification départementaux et les communes). (p. 12405) : son amendement n° II-389 : indexation des tarifs de la taxe de l'aviation civile sur l'indice des prix ; adopté. - **Seconde délibération - Article 34 et état A (coordination) (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisations d'emplois)** (p. 12422) : position de la commission sur l'amendement n° B-28 du Gouvernement. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12427, 12431) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° B-1, B-2, B-3, B-4, B-5, B-6, B-7, B-8, B-9, B-10, B-11, B-12, B-13, B-14, B-15, B-16, B-17, B-18, B-19, B-20, B-21, B-22, B-23, B-24 et B-25. - **Article 39 (Plafond des autorisations d'emplois)** (p. 12432) : position de la commission sur l'amendement n° B-26 du Gouvernement. - **Article 40 (Plafond des emplois des opérateurs de l'Etat)** (p. 12433) : position de la commission sur l'amendement n° B-27 du Gouvernement. - **Article 59 ter A (Taxe annuelle sur les produits comestiques)** (p. 12435) : position de la commission sur l'amendement n° B-29 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12437, 12438) : remerciements.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 12822, 12824) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 12835, 12836) : position de la commission sur l'amendement n° 167 de M. Thierry Foucaud (taxation des revenus de caractère exceptionnel). - **Article 1er (Compensation des transferts de compétences aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers)** (p. 12143, 12144) : position de la commission sur les amendements identiques n° 38 de M. François Marc, n° 162 de M. Michel Charasse et n° 168 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12848) : position de la commission sur l'amendement n° 39 de M. François Marc (revalorisation de la contribution forfaitaire due, par les régions et les départements, au titre des dépenses de rémunération des personnels affectés à l'externat des élèves dans les lycées d'enseignement privé sous contrat d'association). - **Article 3 (Affectation du produit des amendes de police relatives à la circulation routière)** (p. 12850, 12853) : position de la commission sur les amendements identiques n° 40 de Mme Nicole Bricq et n° 169 de M. Thierry Foucaud. Son amendement n° 1 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 12865) : position de la commission sur les amendements n° 99 de M. Charles Guené et n° 16 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. - **Article 6 (Clôture du compte de commerce "Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement")** (p. 12867) : position de la commission sur les amendements identiques n° 41 de Mme Nicole Bricq, n° 163 de M. Michel Charasse et n° 170 de M. Thierry Foucaud. - **Article 7 et état A (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)** (p. 12872) : position de la commission sur l'amendement n° 205 du Gouvernement. - **Article 8 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 12877, 12879) : position de la commission sur les amendements n° 171 de M. Thierry Foucaud et n° 198, 199, 200, 201, 202, 203 et 204 du Gouvernement. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 12882, 12897) : position de

la commission sur les amendements n° 66 de M. François Rebsamen (extension du champ de la taxe sur les logements vacants), n° 93 de M. Dominique Braye (alignement du régime d'autorisation de la maîtrise d'ouvrage associative sur celui des organismes HLM), de M. Thierry Repentin n° 85 (extension au crédit-bail immobilier du dispositif de défiscalisation outre-mer orienté vers la production de logements sociaux), n° 56 et 57 (exonération d'impôt sur les sociétés pour les bailleurs sociaux installant des panneaux photovoltaïques dans leur parc immobilier), n° 54 (exonération totale d'impôt sur les sociétés pour les plus-values immobilières sur la cession d'immeubles aux organismes HLM), n° 82 (prolongation de trois années après la fin de la convention ANRU du régime de TVA à taux réduit sur les ventes de logements neufs ne dépassant pas le plafond du logement social), n° 84 (allègement du régime fiscal des rachats de logements par les bailleurs sociaux au titre des garanties dues aux accédants sociaux à la propriété), n° 86 (extension du dispositif de défiscalisation des logements sociaux outre-mer), n° 55 (rétroactivité du dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties au titre des logements vacants à compter du dépôt de la demande d'autorisation de démolition), n° 53 (exonération de cotisations foncières des entreprises pour les organismes et structures regroupant des organismes d'HLM), n° 49 (obligation d'emploi de personnes handicapées dans les SDIS) et de Mme Nicole Bricq n° 74 (abaissement du niveau de plafonnement des dépenses fiscales à 15 000 euros), n° 77 (instauration d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit), n° 78 (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé), n° 42 (extension du bénéfice des droits de mutation réduits aux organismes contribuant au logement des personnes défavorisées) et n° 79 (mise en place d'une taxe assurantielle systémique sur les activités des banques) et n° 227 du Gouvernement (allègement du régime fiscal des rachats de logements par les bailleurs sociaux au titre des garanties dues aux accédants sociaux à la propriété). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 12898) : position de la commission sur l'amendement n° 102 de Mme Catherine Procaccia (mise en place de synergie entre organismes sociaux et administration fiscale afin de lutter contre les infractions fiscales). - **Article 13 (Lutte contre les activités lucratives non déclarées)** (p. 12901) : son amendement n° 214 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 12902, 12903) : position de la commission sur l'amendement n° 133 de M. Adrien Gouteyron (sécurisation des donateurs aux associations faisant appel à la générosité publique et moralisation de l'avantage fiscal) ainsi que sur le sous-amendement n° 217 de M. Jean Arthuis s'y rapportant. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 12906) : position de la commission sur l'amendement n° 80 de Mme Nicole Bricq (rédaction d'un rapport gouvernemental sur le fichier informatique EVAFISC). - **Article 14 (réserve) (Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert)** (p. 12911, 12918) : position de la commission sur l'amendement n° 70 de Mme Nicole Bricq. Soutient l'amendement n° 218 de la commission ; retiré. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 12923) : position de la commission sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Sueur (généralisation de l'application du taux réduit de TVA aux prestations et fournitures funéraires). - **Article 21 (Réforme du statut des conservateurs des hypothèques)** (p. 12923) : son amendement n° 215 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 12924) : position de la commission sur l'amendement n° 122 de M. Charles Guené (précision). - **Article 22 (Aménagement du régime de l'intégration fiscale)** (p. 12928, 12930) : ses amendements n° 209, 210, 211, 212, 213 et 220 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 12930) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Jacques Jégou (simplification et sécurisation de la procédure d'agrément préalable prévue à l'article 223-I du code général des impôts). - **Article 23 (Réforme de l'imposition des revenus patrimoniaux des organismes sans but lucratif)** (p. 12931, 12932) : position de la commission sur l'amendement n° 81 de Mme Michèle André. - **Article 24 (Aménagement du régime du mécénat)** (p. 12933, 12934) : position de la commission sur les amendements n° 75 de Mme Nicole Bricq et n° 172 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 12944) : position de la commission sur les

amendements n° 191 de M. André Villiers (revalorisation du seuil de passage au bénéficiaire réel) et n° 197 de M. Jean Arthuis (modification de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 12946, 12948) : ses amendements n° 221 : précision ; n° 223 : régime fiscal des sociétés foncières ; n° 222 : reconnaissance du caractère intercalaire des fusions de SCPI ; et n° 224 : précision ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 123 de M. Charles Guené (extension du dispositif de réduction d'impôt "Malraux"). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12950, 12959) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 43 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les placements financiers risqués des collectivités locales), n° 44 (révision générale des valeurs locatives des immeubles bâtis), analogues n° 45 de M. Jean-Marc Pastor et n° 239 du Gouvernement (report de la date de délibération pour l'acceptation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères), n° 48 de M. François Patriat (droit au bénéfice du FCTVA pour les collectivités territoriales investissant sur le domaine public fluvial), n° 71 de Mme Patricia Schillinger (possibilité, pour les propriétaires d'une résidence de tourisme, de se constituer en société coopérative d'intérêt collectif), n° 46 de M. Daniel Reiner (prise en compte de la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères dans le calcul de l'effort fiscal des communes), n° 47 de M. Pierre-Yves Collombat (exonération de la redevance de gestion auprès de l'Agence nationale de fréquence due par les associations intervenant dans le domaine de la sécurité civile) ainsi que sur le sous-amendement n° 234 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 48 précité.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Article 27 bis (Nouveau)** (*Exonération partielle de taxe foncière sur les propriétés bâties des habitations construites en périmètre SEVESO*) (p. 12969) : position de la commission sur les amendements n° 174 de Mme Marie-France Beaufilet et n° 237 du Gouvernement. - **Article 27 quater (Nouveau)** (*Régime d'exonération de cotisation foncière des entreprises des établissements de spectacles cinématographiques*) (p. 12971, 12974) : ses amendements n° 3 ; retiré ; et n° 241 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 196 de M. Jack Ralite et n° 139 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 27 quater** (p. 12975, 12978) : position de la commission sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° 143 (précision), n° 144 (prolongement de la durée du crédit d'impôt en faveur de la production phonographique), n° 140 (modalités de détermination de la valeur ajoutée servant d'assiette pour le calcul de cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises de production d'œuvres cinématographiques), n° 141 (relèvement du taux de la taxe sur les appareils de reproduction ou d'impression) et n° 142 (extension du régime du mécénat) et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 240, ainsi que sur l'amendement n° 121 de M. Charles Guené identique à l'amendement n° 144 précité. - **Article 27 quinquies (Nouveau)** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 12978) : son amendement n° 4 ; adopté. - **Article 27 sexies (Nouveau)** (*Dérogations aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées*) (p. 12979) : position de la commission sur l'amendement n° 176 de Mme Marie-France Beaufilet. - **Article 28 (Volet fiscal de la réforme portant fusion des professions d'avocats et d'avoués)** (p. 12980, 12981) : position de la commission sur les amendements n° 76 de Mme Nicole Bricq et n° 216 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12981, 12984) : position de la commission sur les amendements de M. Charles Revet n° 135 (adaptation à l'outre-mer de la redevance pour pollution diffuse) et n° 137 (relèvement du taux plafond de la redevance pour obstacle sur les cours d'eau dans les départements d'outre-mer) ainsi que sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Fourcade (aménagement du dispositif du bouclier fiscal). - **Article 28 ter (Nouveau)** (*Aménagement du crédit d'impôt "Développement durable" et report de l'éco-conditionnalité de certains avantages fiscaux*) (p. 12985, 12986) : position de la commission sur l'amendement n° 182 de M. Philippe Darniche. Ses amendements n° 225 et 226 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 12987) : position de la commission sur l'amendement n° 132

de M. Jean Arthuis (prolongation du dispositif facilitant le recours au lease-back). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12988, 12993) : position de la commission sur les amendements n° 35 de M. Alain Lambert (déductibilité du revenu imposable des frais d'emprunt versés pour acquérir des parts d'une société), n° 193 de M. Jean-Paul Virapoullé (extension aux entreprises exerçant leurs activités outre-mer de la réduction d'impôt sur le revenu de 50 % pour la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité) et n° 124 de M. Charles Revet (report de l'entrée en vigueur de l'exonération de taxe foncière et de taxe professionnelle sur les activités portuaires). Ses amendements n° 242 : coordination ; retiré ; et n° 243 : développement des biocarburants incorporés dans le gazole à usage spécifique ; adopté. - **Article 29 bis (Nouveau)** (*Prorogation de l'exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises nouvelles qui se créent dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire*) (p. 12993) : position de la commission sur l'amendement n° 177 de Mme Marie-France Beaufilet. - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 12994, 12996) : son amendement n° 231 : imposition exceptionnelle sur les éléments variables de rémunération des professionnels des marchés financiers ; retiré. (p. 12997) : son amendement n° 5 ; adopté. - **Article 29 quinquies (Nouveau)** (*Allongement de la période de prise en compte des coûts de développement éligibles au crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo en ligne*) : son amendement n° 5 ; adopté. - **Article 29 sexies (Nouveau)** (*Abaissement du seuil d'éligibilité des coûts de développement au crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo*) : son amendement n° 6 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29 sexies** (p. 12998) : position de la commission sur les amendements de Mme Catherine Dumas n° 92 (aménagement du crédit d'impôt "Textile-habillement-cuir") et n° 91 (prorogation du crédit d'impôt en faveur des métiers d'art).

- **Projet de loi de finances pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 160 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (18 décembre 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire (p. 12999) : son intervention.

- Rapporteur général de la commission des finances - **Article 2 (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 13083, 13086) : position de la commission sur les amendements n° 2, 7, 8, 10, 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 17, 9, 6, 12, 41, 11, 13 et 15 du Gouvernement. - **Article 5 (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Instauration d'une taxe carbone et d'une taxe sur le transport routier de marchandises*) (p. 13087) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 12 ter (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Extension aux frères et sœurs de l'exonération de plus-values de cession d'entreprises familiales au sein du cercle familial*) : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 13 quinquies (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Reconduction en 2010 du dispositif de versement anticipé du FCTVA sous condition d'investissement*) : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Article 23 A (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Réduction du droit de timbre sur les passeports, 32 bis (nouveau) (report d'un an de la "surtaxe carburant" en Guyane)*) : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. - **Article 34 et état A (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : position de la commission sur l'amendement n° 29 du Gouvernement. - **Article 43 B (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Affectation de ressources aux catégories de collectivités territoriales, répartition du produit fiscal entre collectivités et mesures de coordination*) (p. 13089, 13091) : position de la commission sur les amendements n° 31, 30, 19, 21, 23, 25, 27, 28, 36 et 33. - **Article 43 C (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Modalités de compensation et de péréquation des ressources des collectivités territoriales suite à la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 13091, 13093) : position de la commission sur les amendements n° 37, 34, 39 et 38 du Gouvernement. - **Article**

43 E (Texte élaboré par la commission mixte paritaire) (*Revalorisation des valeurs locatives en 2010*) (p. 13093) : position de la commission sur l'amendement n° 32 du Gouvernement. - **Article 43 bis (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Abaissement du plafonnement global de l'effet de certains avantages fiscaux en matière d'impôt sur le revenu*) : position de la commission sur l'amendement n° 35 du Gouvernement. - **Article 45 ter (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Régime d'imposition au titre des revenus fonciers du produit de la location d'une résidence de tourisme en zone de revitalisation rurale*) : position de la commission sur l'amendement n° 42 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 14 (Précédemment réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 13100, 13108) : rectification et retrait de son amendement n° 218. Position de la commission sur les amendements n° 106, 107 et 108 de M. Denis Badré, n° 206 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 229 de M. Michel Charasse portant sur son amendement n° 218 précité. Sur l'amendement n° 207 du Gouvernement, son sous-amendement n° 219 ; adopté. Ses amendements n° 2 ; retiré ; et n° 208 ; adopté. - **Article 29 octies (Nouveau)** (*Immatriculation au registre des métiers des auto-entrepreneurs exerçant à titre principal une activité artisanale*) (p. 13109, 13112) : position de la commission sur les amendements n° 125, 127 et 126 de M. Charles Revet et n° 68 et 67 de M. Didier Guillaume. - **Articles additionnels après l'article 29 octies** (p. 13112, 13113) : ses amendements n° 7 : application du régime fiscal des fusions aux opérations de regroupement des chambres de métiers et de l'artisanat ; et n° 238 (exonération fiscale pour les transferts de biens entre organismes de sécurité sociale) ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 29 nonies** (p. 13113, 13118) : position de la commission sur les amendements n° 109 de Mme Françoise Férat (possibilité pour toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole d'exploiter des panneaux photovoltaïques ou une production d'électricité à partir de sous-produits de son exploitation), n° 164 de M. Jean-Jacques Jégou (coordination), n° 120 de M. Charles Guené (suppression de l'obligation, pour les assureurs de l'espace économique européen, de désigner un représentant fiscal solidairement responsable du paiement de la taxe sur les conventions d'assurance), n° 165 de M. Denis Badré (possibilité pour les communautés d'agglomération fusionnant au 1er janvier 2010 d'agréger le montant de leur compensation relais), sur les amendements Mme Catherine Morin-Dessailly n° 104 (crédit d'impôt à l'exportation à l'étranger de films de langue française) et n° 105 (reconduction du crédit d'impôt à la distribution des œuvres audiovisuelles). Ses amendements n° 232 : clarification ; et n° 233 : dispositif temporaire visant à résoudre le problème de la divergence des critères d'éligibilité et de répartition de la dotation de péréquation régionale ; adoptés. - **Article 30 (Prorogation du remboursement partiel de TIPP et de TICGN au profit des agriculteurs)** (p. 13118, 13119) : parole sur l'article. Position de la commission sur l'amendement n° 235 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 13119, 13121) : position de la commission sur les amendements de M. Gérard César n° 129 (réduction d'impôt égale aux cotisations au titre de la défense des forêts contre l'incendie) et n° 130 (précision). Son amendement n° 248 : taux de TVA applicable aux éditions papier et numérique d'un même titre de presse ; adopté. - **Article 30 quater (Nouveau)** (*Aménagement du régime du droit de passeport pour les navires de plaisance*) (p. 13122, 13123) : son amendement n° 236 ; adopté. - **Article 30 quinquies (Nouveau)** (*Compensation de contribution carbone au bénéfice des biocarburants*) (p. 13123, 13124) : position de la commission sur l'amendement n° 51 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 30 quinquies** (p. 13125, 13126) : son amendement n° 249 : modalités de déclaration de contrôle et de recouvrement de la taxe générale sur les activités polluantes ; retiré. - **Article 30 sexies (Nouveau)** (*Adaptation du régime de la taxe générale sur les activités polluantes applicable à la filière "papier"*) (p. 13127) : position de la commission sur l'amendement n° 52 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 30**

sexies (p. 13128) : position de la commission sur l'amendement n° 94 de M. Dominique Braye (exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets). - **Article additionnel après l'article 30 octies** (p. 13129) : position de la commission sur l'amendement n° 37 de M. Gérard César (clarification). - **Article additionnel après l'article 30 nonies** (p. 13132, 13133) : position de la commission sur l'amendement n° 195 de M. Michel Houel (simplification administrative dans le domaine des services d'aide à la personne). - **Article 30 decies (Nouveau)** (*Modification de la règle d'exigibilité de la TVA applicable aux sociétés qui commercialisent des papiers de presse*) (p. 13133) : son amendement n° 244 ; adopté. - **Article 30 undecies (Nouveau)** (*Modulation de la taxe sur la publicité*) (p. 13134, 13135) : position de la commission sur les amendements n° 166 de M. Jack Ralite, n° 65 de Mme Nicole Bricq et n° 145 de la commission de la culture saisie pour avis. Son amendement n° 245 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 30 undecies** (p. 13137) : position de la commission sur l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° 147 (modification des modalités de calcul du crédit d'impôt relatif à la production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles). - **Article additionnel après l'article 30 quaterdecies** (p. 13140) : position de la commission sur l'amendement n° 131 de M. Gérard César (renforcement des chambres régionales d'agriculture). - **Article 30 quindecies (Nouveau)** (*Assujettissement des associations de gestion et de comptabilité à certaines cotisations à l'ordre des experts-comptables*) (p. 13141, 13143) : position de la commission sur les amendements n° 88, 90 et 89 de M. Daniel Raoul et n° 31 de M. Roland du Luart. - **Articles additionnels après l'article 30 quindecies** (p. 13143, 13145) : ses amendements n° 8 : transformation en réduction d'impôt de la déduction du revenu global des contribuables réalisant des dépenses en vue du maintien et de la protection du patrimoine naturel ; adopté ; et n° 250 : rectification ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Jacques Jégou (baisse du taux de la contribution exceptionnelle des organismes complémentaires de santé aux dépenses liées à la grippe A). - **Article 33 (Octroi de la garantie de l'Etat au Fonds de cohésion sociale au titre des avances remboursables)** (p. 13146, 13147) : parole sur l'article. Son amendement n° 9 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 13148, 13150) : position de la commission sur l'amendement n° 103 de M. Serge Dassault (prise en charge de l'augmentation de taxe d'habitation pour les personnes relogées dans le cadre du programme national de rénovation urbaine). Son amendement n° 10 : exonération de taxe d'habitation pour les bénéficiaires du RSA anciennement bénéficiaires du RMI ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 33 ter** (p. 13151) : son amendement n° 246 : transfert des avoirs irakiens gelés en France au Fonds de développement pour l'Irak ; adopté. - **Article additionnel après l'article 34** (p. 13152) : position de la commission sur l'amendement n° 72 de Mme Nicole Bricq (exemption d'impôt sur le revenu pour les indemnités de départ volontaire versées aux fonctionnaires du ministère de la défense dans le cadre de la révision générale des politiques publiques). - **Article 35 (Répartition des compétences entre l'Autorité des normes comptables, ANC, et le Conseil de normalisation des comptes publics, CNOCP)** (p. 13152, 13153) : son amendement n° 247 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 13154, 13157) : position de la commission sur les amendements n° 18 de M. François Trucy (possibilité pour une collectivité territoriale d'accorder une subvention d'équipement à un syndicat mixte), n° 58 de M. Bruno Sido (financement de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) et de Mme Catherine Procaccia n° 100 (extension de la transmission systématique à l'administration fiscale, par les caisses de sécurité sociale, d'éléments de revenus de certaines professions) et n° 101 (possibilité pour certains services administratifs de demander au service des impôts la vérification des déclarations de revenus de bénéficiaires de prestations). - **Article 37 (Nouveau)** (*Extension du pouvoir de contrôle de la Cour des comptes aux organismes permettant à leurs donateurs de bénéficier d'une réduction d'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 13157) : son amendement n° 11 ; adopté. - **Article 38 (Nouveau)** (*Déductibilité des majorations salariales issues d'un régime d'heures d'équivalences à taux majoré*) (p. 13157, 13158) : son

amendement n° 12 ; retiré. - **Article 39 (Nouveau)** (*Réduction de la participation minimale de l'Etat dans la société Adoma*) (p. 13159) : position de la commission sur l'amendement n° 179 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 40 (Nouveau)** (*Renouvellement du délai de prorogation d'un an des concessions d'autoroute en contrepartie d'aménagements*) (p. 13159, 13160) : position de la commission sur les amendements n° 180 de Mme Marie-France Beaufile, n° 30 de M. Patrice Gélard et n° 69 de M. Marc Massion. - **Articles**

additionnels après l'article 40 (p. 13161) : son amendement n° 251 : transmission aux communes et aux établissements publics compétents des informations recueillies lors du recouvrement du versement transport ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13162) : son intervention.

MARLEIX (Alain)
*secrétaire d'État à l'intérieur et aux
collectivités territoriales*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse - Deuxième lecture [n° 480 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6405, 6406) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Fixation de la prime accordée à la liste arrivée en tête et des seuils pour se présenter ou opérer des fusions de listes au second tour*) (p. 6414) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 2 de M. Jean Desessard.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6490, 6495 ; 6496, 6503) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à la gendarmerie nationale - Commission mixte paritaire [n° 124 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7385, 7387) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10608, 10614) : ses réponses aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) (p. 12012, 12014) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 12016) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-112 de M. Jean Faure (suppression de la dotation "remontée mécanique" versée aux communes ayant institué la taxe spéciale dite Ravanel). - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 12017, 12019) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard Collomb n° II-178 (alignement de la situation des communautés urbaines et des syndicats d'agglomérations nouvelles sur celles des communautés d'agglomérations en matière de dotations d'intercommunalité) et n° II-179 (repli), ainsi que sur l'amendement n° II-180 de Mme Nicole Bricq (rapport au Parlement sur la prise en compte de la population carcérale pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement). - **Article 56 bis (Nouveau)** (*art. L.2334-17 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte des logements sociaux appartenant à une SEM nationale pour l'attribution de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU-CS*) (p. 12020) : avis du Gouvernement sur n° II-153 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 12025, 12026) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Georges Patient n° II-182 (rapport au Parlement sur la prise en compte de la population réelle des départements d'outre-mer pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement), n° II-183 (rapport au Parlement sur la prise en

compte des spécificités de la Guyane pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement) et n° II-184 (relèvement du plafond de la dotation globale de fonctionnement à quatre fois la dotation forfaitaire), ainsi que sur l'amendement n° II-185 de M. Jean-Etienne Antoinette (repli).

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2009) (p. 12031, 12033) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12033) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-48 de M. Philippe Dominati (baisse de 3 % de la dotation publique de financement des formations politiques).

Sécurité civile

- (3 décembre 2009) (p. 12039, 12041) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12612, 12615) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12635, 12636) : avis du Gouvernement sur la motion n° 3 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 12640) : avis du Gouvernement sur la motion n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 12643) : avis du Gouvernement sur la motion n° 27 de M. Jean Louis Masson tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12644, 12651) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de Mme Josiane Mathon-Poinat (instauration du scrutin proportionnel), n° 10 de M. Jean-Jacques Lozach (maintien d'une deuxième circonscription en Creuse et en Lozère), n° 8 de M. Jean-Marc Todeschini (découpage électoral de la Moselle), n° 18 de Mme Michèle André (découpage électoral du Puy-de-Dôme), n° 6 de Mme Jacqueline Alquier (découpage électoral du Tarn), n° 22 de M. Pierre-Yves Collombat (découpage électoral du Var), et n° 15 de M. Richard Yung (circonscriptions électorales des Français établis hors de France). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009*) (p. 12653) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Demande de seconde délibération** (p. 12654) : demande une seconde délibération sur l'article unique du projet de loi.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12696, 12698) : son intervention. (p. 12719, 12722) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12780, 12790) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28, 29 et 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 47 de M. Yvon Collin, n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, et n° 11 de M. Yves Krattinger. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 12794, 12795) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Yves Krattinger n° 35 (nombre de conseillers généraux du département de la Haute-Loire), n° 36 (nombre de conseillers généraux du département du Lot), n° 37 (nombre de conseillers généraux du département de la Meuse), n° 38 (nombre de

conseillers généraux du département de la Nièvre), n° 39 (nombre de conseillers généraux du département des Hautes-Pyrénées), n° 40 (nombre de conseillers généraux du département de la Haute-Saône), n° 41 (nombre de conseillers généraux du département du Tarn-et-Garonne), n° 42 (nombre de conseillers généraux du département des Alpes-de-Haute-Provence), n° 43 (nombre de conseillers généraux du département des Hautes-Alpes), n° 45 (nombre de conseillers généraux du département de la Creuse) et n° 46 (nombre de conseillers généraux du département du Cantal). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010*) (p. 12800) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 et 14 de M. Jean-Claude Peyronnet,

n° 31 et 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 48 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12801, 12802) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 de M. Pierre-Yves Collombat (encadrement de la représentation des territoires au sein des assemblées départementales et régionales), n° 33 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (date d'entrée en application de la présente loi), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 16 (limitation du nombre de conseillers régionaux) et, portant sur le même objet, n° 17, n° 18, n° 19 et n° 20 (caractère équilibré du découpage de la circonscription cantonale).

MARSIN (Daniel)
sénateur (Guadeloupe)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 496 (2007-2008)] pour le développement économique des outre-mer [n° 243 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 2698, 2699) : son intervention. (p. 2710, 2712) : son intervention à titre personnel. Son département de la Guadeloupe. - **Article 1er A (Réglementation des prix des produits de première nécessité)** (p. 2744, 2748) : son amendement n° 375 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 425 de M. Robert Laufoaulu. - **Article 1er (Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2761) : son amendement n° 376 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) (p. 2781, 2784) : son amendement n° 377 ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 160 de M. Serge Larcher, son sous-amendement n° 437 ; adopté. - **Article 3 (Abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2803) : son amendement n° 378 ; adopté. - **Article 4 (Durée d'application des exonérations de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties dans le cadre des zones franches d'activités)** (p. 2808) : son amendement n° 380 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2811) : ses amendements n° 205 : alignement du régime de l'impôt sur le revenu des îles du sud de la Guadeloupe sur celui de la Guyane ; n° 206 : alignement du régime de TVA des îles du sud de la Guadeloupe sur celui de la Guyane ; retirés. - **Article 11 (Modification du régime des exonérations de charges sociales)** (p. 2847, 2851) : ses amendements n° 150, 151, 152, 153, 148 et 149 ; retirés. - **Article 15 (Réforme du régime de la taxe sur la valeur ajoutée dite "non perçue récupérable", TVA NPR, applicable en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion)** (p. 2862) : ses amendements n° 154 et 155 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2916) : à titre personnel, intervient sur l'amendement n° 342 de M. Claude Lise (étalement des dettes sociales des petites entreprises). - **Article 17 (Autorisation des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré des départements d'outre-mer à devenir actionnaires de sociétés civiles immobilières)** (p. 2920) : son amendement n° 359 ; adopté. - **Article 20 (Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer)** : au nom de la commission des affaires économiques saisie pour avis, ses amendements n° 381 et 383 ; adoptés ; et n° 382 ; retiré. (p. 2945, 2951) : à titre personnel, ses amendements n° 360, 362, 363 et 364 ; adoptés ; et n° 366 ; devenu sans objet. (p. 2952, 2958) : ses amendements n° 365 ; retiré ; et n° 361 ; adopté. Au

nom de la commission des affaires économiques saisie pour avis, son amendement n° 384 ; adopté. - **Article 26** (*Création d'un fonds de continuité territoriale*) (p. 2976, 2978) : à titre personnel, sur l'amendement n° 413 du Gouvernement, son sous-amendement n° 434 ; rejeté. Au nom de la commission des affaires économiques saisie pour avis, son amendement n° 385 ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3011, 3012) : une partie du groupe du RDSE votera ce texte et l'autre s'abstiendra.

- *Commission mixte paritaire [n° 379 (2008-2009)]* - (6 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4214, 4216) : la plupart des membres du groupe RDSE s'abstiendront. Votera ce texte.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8762, 8763) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 57 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 56 (2009-2010)** (p. 10557, 10558) : son intervention.

- **Proposition de loi organique tendant à permettre à Saint-Barthélemy d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans [n° 56 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Discussion générale commune**

avec celle de la proposition de loi organique n° 57 (2009-2010).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11485, 11486) : son intervention.

Justice

- (27 novembre 2009) (p. 11546, 11547) : son intervention.

Immigration, asile et intégration

- (27 novembre 2009) (p. 11566, 11567) : son intervention.

Economie - Compte spécial : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (27 novembre 2009) (p. 11581, 11582) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'organisation d'une consultation des électeurs de la Guyane et de la Martinique sur le changement de statut de ces collectivités** - (9 décembre 2009) (p. 12506, 12508) : son intervention.

MARTIN (Pierre)
sénateur (Somme)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Sport, jeunesse et vie associative [n° 104 tome 8 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2041) : sur l'amendement n° 10 de la commission, soutient le sous-amendement n° 211 de M. Alain Vasselle ; retiré. (p. 2042) : sur l'amendement n° 10 de la commission, soutient le sous-amendement n° 212 de M. Alain Vasselle.

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8837, 8839) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 12085, 12086) : son intervention. - **Article 60** (*Relèvement de la contribution sur la cession des droits de diffusion de*

manifestations ou de compétitions sportives au profit de la lutte contre le dopage) (p. 12101) : intervient sur l'amendement n° II-305 du Gouvernement.

MASSERET (Jean-Pierre)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la commission des finances : L'Airbus militaire A400m sur le "chemin critique" de l'Europe de la défense [n° 205 (2008-2009)] (10 février 2009) - **Défense - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 462 (2008-2009)] relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget - Défense.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Défense [n° 101 tome 3 annexe 8 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - Budget - Collectivités territoriales - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

MASSION (Marc)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Défense

- (30 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11714, 11715) : son intervention.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 496 (2007-2008)] pour le développement économique des outre-mer [n° 232, tome 1 (2008-2009)] (19 février 2009) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 496 (2007-2008)] pour le développement économique des outre-mer [n° 232, tome 2 (2008-2009)] (19 février 2009) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Outre-mer [n° 101 tome 3 annexe 18 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer** [n° 233 (2008-2009)] - (10 mars 2009) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 2696, 2697) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 2750, 2753) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Vera n° 30 (augmentation des taux de réduction d'impôt sur le revenu), n° 31 (réduction de la TVA) et n° 32 (réduction de la CSG et de la CRDS), n° 159 de M. Jacques Gillot (doublement des amendes pour les entreprises contrevenant aux règles relatives aux renseignements commerciaux), n° 298 de Mme Anne-Marie Payet (mention des départements d'Outre-mer dans les dispositions législatives relatives aux missions de l'Autorité de la concurrence), de M. Claude Lise n° 346 (coprésidence de l'observatoire des prix) et n° 347 (publication des comparaisons de prix établies par les observatoires des prix), et n° 424 du Gouvernement (possibilité de verser un bonus exceptionnel aux salariés dans le cadre d'un accord régional interprofessionnel).

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 1er** (*Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2777, 2788) : position de la commission sur les amendements n° 237, 238, 239, 240 et 35 de Mme Gélita Hoarau, n° 163 et 164 de

M. Jacques Gillot, n° 270 et 271 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 160 de M. Serge Larcher, n° 281 de Mme Anne-Marie Payet, n° 16 de Mme Lucette Michaux-Chevry, n° 377 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 36 et 39 de Mme Marie-France Beaufile, n° 37 et 38 de M. Bernard Vera, n° 165 de M. Georges Patient, n° 389 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 437 de la commission des affaires économiques saisie pour avis portant sur l'amendement n° 160 précité. - **Article 3** (*Abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2802, 2804) : son amendement n° 273 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 45 de Mme Marie-France Beaufile, n° 10 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 113, n° 283 de Mme Anne-Marie Payet, n° 378 de la commission des affaires économique saisie pour avis, n° 111 de M. Georges Patient. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2809, 2813) : position de la commission sur les amendements de M. Marc Gillot, n° 116 (exonération de cotisations sociales pour les agriculteurs propriétaires de terrains en Guadeloupe et en Martinique contaminés au chlordécone et pour la durée de décontamination des sols) et n° 117 (exonération de cotisations pour les exploitations agricoles de Martinique et de Guadeloupe de moins de 100 hectares et contaminées au chlordécone), de M. Daniel marsin n° 205 (alignement du régime de l'impôt sur le revenu des îles du sud de la Guadeloupe sur celui de la Guyane), et n° 206 (alignement du régime de TVA des îles du sud de la Guadeloupe sur celui de la Guyane), de Marie-Christine Blandin n° 334 (mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique), n° 335 (application rigoureuse des textes concernant la santé des populations et la protection de l'environnement dans les départements et les collectivités d'outre-mer) et n° 47 de Mme Gélita Hoarau (mise en place d'un mécanisme spécifique de négociation entre partenaires sociaux dans les départements d'outre-mer). - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2823, 2832) : position de la commission sur les amendements n° 6 de M. Louis-Constant Fleming, n° 173 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 289 de Mme Anne-Marie Payet, n° 194 de M. Serge Larcher, n° 172 de M. Georges Patient, n° 402 du Gouvernement, n° 313 et 374 de M. Robert Laufoaulu, n° 258 et 269 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 218, 220, 221 et 222 de M. Gaston Flosse, n° 175 et 176 de M. Richard Tuheiava, sur les sous-amendements n° 431 de M. Richard Tuheiava portant sur l'amendement n° 402 précité, et n° 440 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 374 précité. - **Article 10** (*Création d'une aide visant à abaisser le coût du fret pour les intrants et les extrants dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2840, 2842) : position de la commission sur les amendements n° 51 et 52 de Mme Gélita Hoarau, n° 407 du Gouvernement, n° 183 de M. Georges Patient et n° 54 de Mme Marie-France Beaufile. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2856) : position de la commission sur les amendements n° 28 et 27 de Mme Lucette Michaux-Chevry. - **Article 13** (*Création d'une aide à la rénovation des hôtels situés dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2857, 2859) : position de la commission sur les amendements n° 190 de M. Serge Larcher, n° 433 du Gouvernement, n° 191 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 56 de Mme Gélita Hoarau. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2859) : position de la commission sur l'amendement n° 398 du Gouvernement (facturation à la seconde des communications téléphoniques à destination du territoire national). - **Article 14** (*Exonération de droits d'enregistrement pour les cessions de parts de copropriétés dans des résidences hôtelières défiscalisées sous l'empire de la loi «Pons»*) (p. 2860) : position de la commission sur l'amendement n° 57 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 15** (*Réforme du régime de la taxe sur la valeur ajoutée dite "non perçue récupérable", TVA NPR, applicable en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion*) (p. 2862, 2863) : position de la commission sur les amendements n° 154 et 155 de M. Daniel marsin, n° 195 de M. Serge Larcher, n° 286 de Mme Anne-Marie Payet, n° 59 de Mme Gélita Hoarau, n° 196 de M. Georges Patient et n° 410 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2893) : position de la

commission sur l'amendement n° 292 de Mme Anne-Marie Payet (exonération temporaire de TVA pour les prestations hôtelières et les locations d'hébergement dans les départements d'outre-mer). - **Division et articles additionnels avant l'article 16** (p. 2895) : position de la commission sur les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° 63 (nouvelle division - dispositions relatives aux collectivités locales), n° 62 (attribution des aides du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée) et n° 64 (augmentation de la dotation globale de fonctionnement perçue par les départements d'outre-mer). - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 2917) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 368 (calcul du montant forfaitaire des charges locatives). - **Article 17** (*Autorisation des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré des départements d'outre-mer à devenir actionnaires de sociétés civiles immobilières*) (p. 2920) : position de la commission sur les amendements n° 253 de M. Jacques Gillot, n° 280 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 355 de Mme Anne-Marie Payet, n° 359 de M. Daniel marsin et n° 65 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 18** (*Remise sur le marché locatif de logements indivis vacants*) (p. 2922, 2923) : position de la commission sur les amendements n° 123 de M. Georges Patient, n° 242 de la commission des lois saisie pour avis et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 435 du Gouvernement. - **Article 19** (*Création d'un groupement d'intérêt public visant à la reconstitution des titres de propriété pour les biens fonciers qui en sont dépourvus*) (p. 2925) : position de la commission sur les amendements n° 68, 66 et 67 de Mme Marie-France Beaufile et n° 124 de M. Georges Patient. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2925) : position de la commission sur l'amendement n° 125 de M. Jacques Gillot (financement du logement social outre-mer). - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2944, 2951) : position de la commission sur les amendements n° 130, 131, 132, 133, 134 et 135 de M. Serge Larcher, n° 382 et 383 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 360, 362, 363, 364 et 366 de M. Daniel marsin, n° 229, 228 et 230 de M. Gaston Flosse, n° 279, 277, 278 et 276 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 136 et 254 de M. Jacques Gillot, n° 208 de Mme Gélita Hoarau, n° 20, 21 et 25 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 387 et 357 de Mme Anne-Marie Payet, n° 369 et 370 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, et n° 138 de M. Richard Tuheiava. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2962, 2963) : position de la commission sur les amendements n° 141 de M. Georges Patient (dispositif de défiscalisation au profit des entreprises faisant l'acquisition de terrains dans les départements d'outre-mer, en vue de leur aménagement par les établissements publics fonciers locaux) et n° 267 de M. Jean-Paul Virapoullé (défiscalisation temporaire en faveur du logement intermédiaire). - **Article additionnel après l'article 20 ou après l'article 22** (p. 2965) : position de la commission sur les amendements analogues n° 143 de M. Georges Patient et n° 216 de Mme Gélita Hoarau (possibilité pour les communes de majorer le montant de la taxation sur les plus-values générées par l'ouverture de terrains à l'urbanisation). - **Article 20 bis** (*Intégration du nouveau dispositif de défiscalisation dans les plafonnements des réductions d'impôt sur le revenu*) (p. 2966) : position de la commission sur l'amendement n° 231 de M. Gaston Flosse. - **Article 20 ter** (*Avis des collectivités territoriales d'outre-mer sur les opérations de défiscalisation mises en œuvre sur leur territoire*) (p. 2967) : position de la commission sur l'amendement n° 333 de M. Georges Patient. - **Article 22** (*Possibilité de cession à titre onéreux des parcelles libres de la zone dite des cinquante pas géométriques à toute personne physique ou morale*) (p. 2968) : son amendement n° 244 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 70 de Mme Marie-France Beaufile. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2969) : position de la commission sur les amendements n° 255 de M. Jacques Gillot (création d'un programme pluriannuel de résorption de l'habitat insalubre outre-mer) et n° 312 de M. Robert Laufoaulu (mise en place d'un système de prêt à taux zéro pour les îles Wallis et Futuna). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 2980) : position de la commission sur l'amendement n° 399 du Gouvernement (coordination). - **Articles additionnels avant l'article 27** (p. 2982, 2984) : position de la commission sur les amendements n° 257 de M. Jean-Paul Virapoullé (valorisation de la bagasse

comme source d'énergie renouvelable) et n° 345 de M. Claude Lise (représentativité des organisations syndicales). - **Article 27** (*Suppression du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes diplômés*) (p. 2986) : position de la commission sur les amendements n° 202 de M. Georges Patient, n° 75, 77 et 76 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article 29** (*Lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane*) (p. 2994, 2995) : position de la commission sur l'amendement n° 246 de la commission des lois saisie pour avis et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 421 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2996) : position de la commission sur l'amendement n° 400 du Gouvernement (mise en œuvre d'un schéma minier en Guyane). - **Article 31** (*Ratification de dix ordonnances et modification de l'organisation judiciaire à Mayotte*) (p. 2998, 2999) : position de la commission sur les amendements n° 79, 82, 80, 81 et 83 de Mme Marie-France Beaufils et sur l'amendement n° 247 de la commission des lois saisie pour avis. - **Division additionnelle après l'article 32** (p. 3002) : position de la commission sur l'amendement n° 89 de Mme Gélita Hoarau (nouvelle division - La dimension humaine du développement). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 3002, 3003) : position de la commission sur les amendements de Mme Gélita Hoarau n° 90 (subordination des aides à une amélioration des salaires et à une action sur les prix), n° 91 (développement du dialogue social) et n° 92 (lutte contre l'illettrisme). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3007) : position de la commission sur les amendements n° 29 de Mme Gélita Hoarau et n° 156 de M. Georges Patient.

- **Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5583, 5585) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10780, 10782) : son intervention.

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10903) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 11007) : intervient sur le sous-amendement n° I-521 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 33** (p. 11340) : soutient les amendements de M. François Rebsamen n° I-331 (relèvement du taux et élargissement du seuil de la taxe sur les logements vacants) ; et n° I-332 (repli) ; retirés.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11479, 11480) : son intervention.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 48 sexies** (p. 12351, 12352) : soutient l'amendement n° II-286 de M. Michel Sergent (création d'une taxe de sûreté portuaire au profit des ports maritimes de commerce) ; rejeté.

MASSON (Jean Louis)
sénateur (Moselle)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons [n° 153 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'accès des femmes aux responsabilités professionnelles et sociales [n° 172 (2008-2009)] (16 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à réviser périodiquement le découpage des cantons afin de limiter les écarts de population [n° 299 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à introduire des règles de pluralisme, de démocratie et d'équité pour l'exercice du droit d'expression des élus locaux dans les bulletins d'information de leur collectivité [n° 371 (2008-2009)] (28 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la transparence des opérations de redécoupage électoral ou de répartition des sièges de parlementaires [n° 416 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à exiger qu'en cas de plan de licenciement économique, les éventuelles offres de reclassement correspondent à des emplois et à des niveaux de salaires équivalents [n° 435 (2008-2009)] (25 mai 2009) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi rétablissant le territoire français comme circonscription unique pour l'élection des députés européens [n° 518 (2008-2009)] (7 juillet 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi précisant les pouvoirs des maires pour la scolarisation en maternelle des enfants âgés de moins de trois ans [n° 4 (2009-2010)] (5 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la composition des commissions municipales dans les communes d'Alsace-Moselle [n° 27 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Article 3** (*Objectifs généraux du plan de rénovation des bâtiments*) (p. 1008) : parole sur l'article. - **Article 4** (*Règles de performance énergétique des constructions neuves*) (p. 1011) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (art. L. 141-5 nouveau du code de la consommation - Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée) (p. 1752) : intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Mézard. - **Article 2** (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Force probante des constats d'huissiers) (p. 1753) : parole sur l'article.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (18 février 2009) - **Article 7** (Évaluation préalable au dépôt des projets de loi) (p. 2052, 2053) : intervient sur les amendements n° 163, 164 et 165 de M. Bernard Frimat, n° 26 de M. Michel Mercier, n° 34, 35 et 36 de M. Michel Charasse, n° 95, 96, 97 et 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 10 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 193 de Mme Michèle André, n° 206, 207, 208, 209 et 210 de M. Bernard Frimat, n° 211 et 212 de M. Alain Vasselle, n° 213 et 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 43 et 44 de M. Yves Détraigne et n° 61, 62 et 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Article 1er** (art. L. 213-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée en France au titre de l'asile à la Cour nationale du droit d'asile) (p. 4204, 4205) : favorable à l'amendement n° 40 du Gouvernement. Votera cet article.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4451) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (3 juin 2009) - **Article 18 quater A** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses) : parole sur l'article. (p. 5507) : favorable à l'amendement n° 1352 de la commission.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6476, 6477) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6811) : son intervention. Votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (23 septembre 2009) - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi) (p. 7959) : intervient sur les amendements n° 12 de

M. Jacques Mézard, n° 95 de Mme Annie David et n° 151 de M. Claude Jeannerot.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Article 4** (Comité d'indemnisation) (p. 8626, 8627) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10670, 10671) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]** - (25 novembre 2009) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 11417) : votera contre la première partie du projet de loi de finances pour 2010.

- **Rappel au règlement** - (14 décembre 2009) (p. 12611) : article 44 du règlement. Droit pour les sénateurs n'appartenant à aucun groupe politique de déposer des motions, au même titre que les groupes politiques.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12624, 12625) : son intervention. - **Rappel au règlement** (p. 12637) : réitère sa remarque relative aux droits des sénateurs n'appartenant à aucun groupe politique. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 12640, 12643) : sa motion n° 27 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12647) : favorable à l'amendement n° 8 de M. Jean-Marc Todeschini (découpage électoral de la Moselle). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009) (p. 12653) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 12655) : respect du résultat des scrutins publics.

- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12669) : nécessité de modifier les modalités de vote afin d'éviter tout incident lors des scrutins publics.

- **Rappel au règlement** - (15 décembre 2009) (p. 12694) : approuve l'attitude de la présidente de séance lors de la discussion du projet de loi relatif aux délimitations des circonscriptions pour l'élection des députés.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12704, 12705) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (22 décembre 2009) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Accès des avoués et de leurs collaborateurs aux professions juridiques réglementées) (p. 13251) : parole sur l'article.

MATHON-POINAT (Josiane)
sénateur (Loire)
 CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1704, 1705) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° 45 de M. Jean-Pierre Michel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1971, 1972) : parole sur l'article. (p. 1996) : favorable à l'amendement n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 2002) : soutient l'amendement n° 123 de Mme Nicole

Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 2003) : soutient l'amendement n° 122 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 8** (*Délai d'examen des études d'impact par la Conférence des présidents*) (p. 2056, 2057) : soutient l'amendement n° 101 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 2057) : soutient l'amendement n° 102 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 11** (*Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions*) (p. 2069) : soutient l'amendement n° 107 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 2071) : soutient l'amendement n° 112 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté. (p. 2074) : soutient l'amendement n° 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. (p. 2081) : soutient les amendements n° 108 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté ; et n° 110 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 2084, 2085) : soutient l'amendement n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nécessité de présenter les amendements en séance publique avant d'invoquer l'irrecevabilité des articles 40 et 41 de la Constitution) ; rejeté.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Question préalable** (p. 2299) : votera la motion n° 2 de M. Louis Mermaz tendant à poser la question préalable. - **Article 2** (*Organisation du service public pénitentiaire*) (p. 2314) : soutient l'amendement n° 218 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 4 bis** (*Personnels de surveillance*) (p. 2341) : soutient l'amendement n° 220 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 4 ter** (*Personnes d'insertion et de probation*) (p. 2344) : soutient l'amendement n° 221 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2359) : intervient sur l'amendement n° 226 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 11 bis** (p. 2377) : soutient l'amendement n° 227 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. - **Article 11 quater** (*Consultation des détenus sur leurs activités*) (p. 2383) : soutient l'amendement n° 228 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 2429) : soutient l'amendement n° 230 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (prise en compte du maintien des liens familiaux lors de l'incarcération ou du transfèrement des détenus) ; rejeté. - **Article 15** (*Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille*) (p. 2433) : soutient l'amendement n° 231 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 16** (*Accès au téléphone*) (p. 2440, 2442) : soutient l'amendement n° 232 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 17** (*Correspondance*) (p. 2444) : soutient l'amendement n° 233 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2502) : soutient l'amendement n° 236 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (conditions d'emprisonnement de mineurs) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 2508) : soutient l'amendement n° 237 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garantie de l'accès des détenus mineurs aux services sociaux, psychologiques et éducatifs, culturels et sportifs) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2532) : soutient l'amendement n° 246 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du délit d'inexécution du travail d'intérêt général) ; rejeté. - **Article 34 A** (*Durée du travail d'intérêt général*) (p. 2538, 2539) : soutient l'amendement n° 248 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; retiré. - **Article 35** (*art. 132-54, 132-55 et 132-57 du code pénal - Sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général*) (p. 2540) : soutient l'amendement n° 249 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 2545) : soutient l'amendement n° 254 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (possibilité de prononcer un aménagement de peine dans les cas de la parution immédiate) ; retiré.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3243, 3245) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre cette proposition de loi. - **Article 4** (*art. 815-5-1 nouveau du code civil - Aliénation d'un biens indivis*) (p. 3261) : son amendement n° 126 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 3267, 3268) : son amendement n° 127 : extension à dix ans du délai de prescription en cas de discrimination au travail ; rejeté. - **Article 8** (*art. 26, 26-1, 26-3 et 33-1 du code civil - Réception et enregistrement des déclarations de nationalité française*) (p. 3268) : son amendement n° 128 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 3273, 3274) : son amendement n° 129 : suppression du deuxième alinéa de l'article 370-3 du code civil ; rejeté. - **Article 15** (*Dématérialisation des bulletins de paie*) (p. 3290) : intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Godefroy et sur son amendement n° 131, soutenu par Mme Annie David. - **Article 28 bis** (*Habilitation législative pour modifier par ordonnance les textes législatifs relatifs aux missions exercées initialement par la direction générale des impôts et la direction générale de la comptabilité publique*) (p. 3312) : son amendement n° 134 ; rejeté. - **Article 29** (*Suppression de rapports au Parlement*) (p. 3323) : son amendement n° 135 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article 33 bis** (*Habilitation du gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code général des collectivités territoriales*) (p. 3368) : son amendement n° 137 ; rejeté. - **Article 35** (*Simplification et clarification de règles de compétence juridictionnelle pour les contentieux en matière de protection sociale*) (p. 3371) : son amendement n° 138 ; rejeté. - **Article 36** (*Intégration de l'inventaire forestier national à l'Office national des forêts*) (p. 3373, 3374) : son amendement n° 139 ; adopté. - **Article 39** (*art. L. 1617-4, L. 1617-5, et L. 1874-1 du CGCT ; art. L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques - Diverses mesures relatives aux actes des comptables des collectivités locales*) (p. 3377) : son amendement n° 140 ; rejeté. - **Article 47** (*Consécration législative de la base de données numériques parcellaires de l'Institut Géographique national*) (p. 3386) : son amendement n° 141 ; adopté. - **Article 54 quater** (*Habilitation législative pour réformer le contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales*) (p. 3394) : son amendement n° 142 ; rejeté. - **Article 63** (*art. 495, 495-5-1 [nouveau], 495-5-2 [nouveau], 495-9, 495-11 et art. 495-15-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Réforme des procédures d'ordonnance pénale et de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité*) (p. 3412) : son amendement n° 143 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 65 sexies** (p. 3419, 3420) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 182 du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur de dispositions relatives à la collégialité de l'instruction et au renforcement de l'équilibre de la procédure pénale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3432, 3433) : le groupe CRC-SPG votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3712, 3713) : son intervention. - **Article 4** (*Conventions de transfert*) (p. 3721) : son amendement n° 30 ; adopté. - **Article 11** (*Mise à disposition transitoire des OPA*) (p. 3737) : son amendement n° 31 ; rejeté. (p. 3739) : son amendement n° 32 ; rejeté. (p. 3740) : son amendement n° 33 ; retiré. - **Article 21** (*Période transitoire*) (p. 3747) : intervient sur l'amendement n° 25 de M. Yves Krattinger. Son amendement n° 34 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3750) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 3 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8552, 8553) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9060, 9061) : le

groupe CRC-SPG votera contre cette proposition de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9098) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10671, 10672) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Article 4** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel des interventions de la police et de la gendarmerie) (p. 10714) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Eliane Assassi ; rejeté. - **Article 4 bis** (art. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de l'ordre aux systèmes de vidéosurveillance des bailleurs) (p. 10723) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Eliane Assassi ; rejeté. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-4, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 322-3 et 433-3 du code pénal - Circonstance aggravante pour violences commises, en raison de leurs fonctions, sur les personnels des établissements d'enseignement scolaire ou sur leurs proches) (p. 10730) : soutient l'amendement n° 46 de Mme Eliane Assassi ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique (suite)** (p. 11349) : son intervention.

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) (p. 12010, 12011) : son intervention. - **Article 56 bis (Nouveau)** (art. L.2334-17 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte des logements sociaux appartenant à une SEM nationale pour l'attribution de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU-CS) (p. 12020) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° II-153 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 12025, 12026) : favorable aux amendements de M. Georges Patient n° II-182 (rapport au Parlement sur la prise en compte de la population réelle des départements d'outre-mer pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement) et n° II-183 (rapport au Parlement sur la prise en compte des spécificités de la Guyane pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement).

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2009) (p. 12028, 12029) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale**

(p. 12617, 12620) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12644) : son amendement n° 25 : instauration du scrutin proportionnel ; rejeté. - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009) (p. 12653) : son amendement n° 24 ; adopté.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Question préalable** (p. 12730, 12731) : soutient la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12737, 12738) : soutient l'amendement n° 23 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garantie du pluralisme et de la parité des assemblées par le mode de représentation proportionnelle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Réduction du mandat des conseillers généraux) (p. 12775) : parole sur l'article. (p. 12788) : soutient l'amendement n° 29 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 12789) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010) (p. 12798, 12799) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12802) : soutient l'amendement n° 33 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (date d'entrée en application de la présente loi) ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13199, 13200) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Suppression des offices d'avoués près les cours d'appel) (p. 13222) : son amendement n° 23 ; devenu sans objet. - **Article 14 (Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion)** (p. 13232, 13234) : son amendement n° 25 ; rejeté. Le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 58 du Gouvernement. - **Article 14 bis (Nouveau)** (Exonération de charges sociales pour les professions juridiques employant d'anciens salariés d'avoués) (p. 13237) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 13263) : ses amendements n° 20 : remise, avant le 1er juin 2010, d'un rapport gouvernemental sur l'utilité pour les justiciables et le coût pour l'Etat de l'augmentation de l'aide juridictionnelle ; n° 22 : rédaction, pendant cinq ans, d'un rapport gouvernemental annuel sur la situation des avoués et des salariés concernant leur reconversion ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13265) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

MAUREY (Hervé)
sénateur (Eure)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 2 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la ligne à grande vitesse Paris-Normandie [n° 148 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 22, 25) : son intervention. Le groupe UC déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses propositions.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009).** - (8 janvier 2009) - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 118) : le groupe UC votera l'amendement n° 2 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** - (8 janvier 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 118) : soutient l'amendement n° 185 de M. Yves Pozzo di Borgo (fusion du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA, et de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP) ; retiré. - **Article 1er A** (*art. 3-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel au Parlement sur les actions des éditeurs en faveur de la diversité*) (p. 121) : son amendement n° 241 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 12 bis** (*art. 34-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services*) (p. 279) : son amendement n° 419 ; devenu sans objet. - **Article 14** (*art. 98-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Coordination relative à la diffusion satellitaire de la télévision numérique*) (p. 281) : intervient sur l'amendement n° 24 de la commission. - **Article 15** (*art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale*) (p. 295) : ses amendements n° 231 et 243 ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (*art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 317, 318) : parole sur l'article. (p. 323) : sur l'amendement n° 34 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 228 ; adopté le 15 janvier 2009.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) (p. 372) : son amendement n° 418 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 393, 395) : son amendement n° 217 : extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception ; devenu sans objet. (p. 394, 395) : favorable à l'amendement n° 38 de la commission (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception). (p. 403, 408) : soutient les amendements de M. Michel Mercier n° 218 (établissement d'une redevance réduite pour les résidences secondaires) ; retiré ; et n° 215 (augmentation de la redevance) ; adopté. - **Article 20** (*art. 302 bis KG et 1693 quinquiés du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision*) (p. 417, 421) : ses amendements n° 244 et 246 ; adoptés. (p. 428, 431) : ses amendements n° 245 ; retiré ; et n° 229 ; rejeté. - **Article 21** (*art. 302 bis KH 1693 sexies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques*) (p. 436, 445) : ses amendements n° 219 et 220 ; retirés ; n° 221 ; devenu sans objet ; et n° 230 ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) (p. 1739, 1740) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (9 mars 2009) - **Article 7** (*Pouvoir réglementaire de la CRAF*) (p. 2646) : sur l'amendement n° 11 de la commission, son sous-amendement n° 145 ; retiré. - **Article 8** (*Missions et pouvoirs de la CRAF*) (p. 2649) : son amendement n° 35 ; adopté. - **Article 10** (*Pouvoirs de sanction de la CRAF*) (p. 2656) : sur l'amendement n° 15 de la commission, son sous-amendement

n° 146 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 24** (p. 2671) : défavorable à l'amendement n° 67 de M. Yvon Collin (adaptation au personnel navigant technique des dispositions applicables aux cadres en matière de représentativité du personnel).

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3126, 3127) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Article unique** (p. 3535) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Article 1er** (*Crédit d'impôt en faveur des contribuables dont le revenu imposable est inférieur à 12.475 euros par part*) (p. 3626) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3777) : son intervention. - **Article 1er** (*Titre 1er du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours*) (p. 3792) : son amendement n° 19 ; retiré. - **Article 7** (*Mesures transitoires*) (p. 3812) : son amendement n° 29 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 8** (*Chapitre 1er du titre 1er du livre III du code du tourisme - Réforme du classement des hôtels de tourisme*) (p. 3824) : son amendement n° 17 ; adopté. - **Article 9** (*art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes*) (p. 3826) : son amendement n° 31 ; adopté. - **Article 13** (*art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 decies EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924*) (p. 3842, 3843) : son amendement n° 1 ; retiré. (p. 3846) : intervient sur son amendement n° 1 précité.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (28 mai 2009) - **Article 15** (**Texte modifié par la commission**) (*art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité*) (p. 5294) : son amendement n° 183 ; rejeté. (p. 5296) : son amendement n° 180 ; rejeté. (p. 5297) : son amendement n° 179 ; adopté. (p. 5298) : son amendement n° 181 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5316, 5331) : son amendement n° 182 ; rejeté. Intervient sur ses amendements n° 181 et 183 précités.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6477, 6478) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6733, 6734) : son intervention. - **Article 9** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 324-3-1 [nouveau], L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes*) (p. 6755) : son amendement n° 7 ; retiré.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7142, 7144) : son intervention. Le

groupe UC votera ce texte. - **Article 1er A (Nouveau)** (*art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes "historiques"*) (p. 7153) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Paul Blanc. - **Article 1er G (Nouveau)** (*art. L. 34-8 et L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation entre les opérateurs des travaux d'équipement d'un immeuble en ligne de communication électronique à très haut débit*) (p. 7158, 7160) : son amendement n° 23 ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 1er H** (p. 7163) : intervient sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (intervention des collectivités territoriales comme investisseur minoritaire dans des réseaux ouverts de communication électronique). - **Article 1er** (*Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique*) (p. 7167, 7169) : ses amendements n° 21 et 18 ; adoptés. - **Article 4** (*Fonds d'aménagement numérique des territoires*) (p. 7174, 7178) : ses amendements n° 19 et 22 ; retirés.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7210, 7212) : son intervention. Une partie significative du groupe UC votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7309) : intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Annie David. - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*Comité d'évaluation*) (p. 7354) : son amendement n° 129 ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 244 quater U du code général des impôts - Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro*) (p. 7541) : intervient sur l'amendement n° 311 du Gouvernement. (p. 7545) : intervient sur l'amendement précité n° 311. - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7546) : son amendement n° 201 : incitation des collectivités territoriales à engager un programme de rénovation thermique de leur patrimoine immobilier ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9238, 9240) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2009) - **Question préalable** (p. 9306, 9307) : le groupe UC ne votera pas la motion n° 540 de M. Martial Bourquin tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9945, 9946) : le groupe UC, dans sa quasi unanimité, votera ce projet de loi.

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10608) : sa question.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10829, 10830) : son intervention.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 novembre 2009) (p. 11162) : au nom de MM. Christian Gaudin et Jean-Léonce Dupont.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] (suite)**

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Article 5 (Instauration d'une taxe carbone)** (p. 11168) : son amendement n° I-390 ; retiré. (p. 11169) : son amendement n° I-391 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 11173) : son amendement n° I-392 : possibilité pour les communes et leurs groupements de bénéficier des éco-prêts à taux zéro ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11188) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-181, I-182, I-183 et I-184 (modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11206, 11207) : son amendement n° I-393 : encouragement des comportements écoresponsables ; rejeté.

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)**

(p. 12162) : sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences), ses sous-amendements n° II-333 ; adopté ; et n° II-334 et II-335 ; retirés. (p. 12206) : sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle), son sous-amendement n° II-332 ; retiré. (p. 12216) : intervient sur son sous-amendement n° II-332 précité.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12529, 12530) : son intervention. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Fonds d'aménagement numérique des territoires)** (p. 12551, 12552) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Michel Teston. (p. 12553, 12554) : son amendement n° 7 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12558) : le groupe UC votera ce texte.

MAUROY (Pierre)
sénateur (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3123, 3126) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2009) (p. 6494) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux** [n° 132 (2009-2010)] - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12716, 12717) : son intervention.

MAYET (Jean-François)
sénateur (Indre)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoningisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5936, 5937) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11928) : son intervention.

MAZUIR (Rachel)
sénateur (Ain)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 160 (2008-2009)] autorisant la ratification du traité sur le droit des brevets [n° 281 (2008-2009)] (17 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Défense

- (30 novembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11742) : sa question.

MÉLENCHON (Jean-Luc)
sénateur (Essonne)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 20 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un bouclier social face à la crise et portant diverses mesures économiques et sociales d'urgence [n° 285 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (12 janvier 2009) - **Article 1er (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions)** (p.162): favorable à l'amendement n° 300 de Mme Bariza Khiari (suppression de la référence à la diversité "ethnoculturelle"). (p.167): votera l'amendement n° 309 de M. David Assouline (garantie de l'indépendance éditoriale des rédactions et du respect du pluralisme politique).

- **Rappel au règlement** - (17 mars 2009) (p. 3053) : indignation relative à l'absence de débat au Sénat sur le retour de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN. Le groupe CRC-SPG quittera l'hémicycle sans entendre la lecture de la déclaration du Gouvernement.

MÉLOT (Colette)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, sur la proposition de loi [n° 125 (2009-2010)] relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre [n° 165 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 janvier 2009) (p. 559) : au nom de M. Jean-Paul Virapoullé.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article 3 et état B (Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général)** (p. 769, 770) : parole sur l'article.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) (p. 3051, 3052) : son intervention.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Commission mixte paritaire [n° 327 (2009-2010)]** - (9 avril 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3897, 3898) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 4603) : favorable à l'amendement n° 207 de Mme Catherine Morin-Desailly.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (11 juin 2009) (p. 5982) : son intervention sur les profils nutritionnels.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7349) : soutient l'amendement n° 3 de M. Michel Houel (maintien des dérogations existantes) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi) (p. 7875) : son amendement n° 8 ; adopté.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8816, 8818) : son intervention.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8905, 8906) : son intervention sur les droits des consommateurs.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9065, 9066) : son amendement n° 14 : codification de l'article 29 de la loi du 10 juillet 2000 relatif aux prises et aux ventes judiciaires ainsi qu'à la possibilité, pour les commissaires-priseurs, de réaliser des ventes volontaires ; retiré. - **Article 7** (art. L. 321-5 du code de commerce - Mandat des opérateurs de ventes volontaires et vente de gré à gré) (p. 9072) : son amendement n° 15 ; adopté. - **Article 11** (art. L. 321-9 du code de commerce - Vente de gré à gré des biens non adjugés ou "vente après la vente") (p. 9074) : son amendement n° 16 ; adopté. - **Article 15** (art. L. 321-14 du code de commerce - Paiement et délivrance des biens - Régime de la "folle" enchère) (p. 9075, 9076) : son amendement n° 17 ; retiré. - **Article 19** (art. L. 321-18 du code de commerce - Conseil des ventes) (p. 9079) : son amendement n° 23 ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11816, 11817) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (10 décembre

2009) - **Discussion générale** (p. 12562, 12563) : son intervention.

MERCERON (Jean-Claude)
sénateur (Vendée)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique jusqu'au 26 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants **[n° 296 (2008-2009)]** (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement **[n° 325 (2008-2009)]** (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises **[n° 398 (2008-2009)]** (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun **[n° 415 (2008-2009)]** (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage **[n° 474 (2008-2009)]** (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants **[n° 577 (2008-2009)]** (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique **[n° 28 (2009-2010)]** (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à autoriser la création de zones franches rurales **[n° 46 (2009-2010)]** (19 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Russie : puissance ou interdépendance énergétique ? **[n° 182 (2009-2010)]**, (17 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 7** (*Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme*) (p. 1079) : soutient l'amendement n° 374 de M. Xavier Pintat ; adopté. - **Article 9** (*Principes de la politique des transports*) (p. 1101) : votera l'amendement n° 156 de M. Dominique Braye. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1118) : soutient l'amendement n° 512 de Mme Catherine Morin-Desailly ; adopté. (p. 1126) : soutient l'amendement n° 513 de Mme Catherine Morin-Desailly ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1283) : sur l'amendement n° 58 de la commission, défavorable au sous-amendement n° 503 de M. Claude Biwer. - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 1289) : soutient l'amendement n° 506 de M. Claude Biwer ; retiré.

- **Débat sur la politique de l'État en matière de gestion des ressources halieutiques et des pêches** - (5 mai 2009) (p. 4155, 4156) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 6582) : soutient l'amendement n° 1 de M. Claude Biwer ; retiré. (p. 6583) : son amendement n° 52 ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Article 23** (*Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie*) (p. 8053, 8059) : ses amendements n° 513 ; retiré ; et n° 514 ; adopté. - **Article 25** (*art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables*) (p. 8068) : son amendement n° 515 ; adopté. - **Article 26** (*Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux*) (p. 8082) : soutient l'amendement n° 316 de Mme Anne-Marie Payet ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 8083, 8084) : ses amendements n° 516 : sécurisation de la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie ; n° 517 : élaboration d'un plan climat énergie territoriale ; adoptés. - **Article 27** (*art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programmation fixant les orientations de la politique énergétique - Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie*) (p. 8090) : son amendement n° 522 ; retiré. Soutient l'amendement n° 318 de Mme Anne-Marie Payet ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8107) : son amendement n° 518 : obligation pour les gestionnaires des

réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz, d'élaborer chaque année un plan prévisionnel d'investissement ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 8271) : soutient l'amendement n° 138 de Mme Anne-Marie Payet (développement des filières bois dans les départements et régions d'outre-mer) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 102** (p. 8394) : son amendement n° 519 : définition de la priorité d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel pour les gestionnaires de réseaux de second rang ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet

1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9499) : soutient l'amendement n° 567 de M. Hervé Maurey ; adopté. (p. 9506) : intervient sur l'amendement n° 567 de M. Hervé Maurey.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11951, 11952) : son intervention.

MERCIER (Michel)

sénateur (Rhône)

UC

*(jusqu'au 23 juillet 2009)
ministre de l'espace rural et de
l'aménagement du territoire
(à partir du 23 juin 2009)*

Devenu membre du Gouvernement le 23 juillet 2009.

Président du Groupe Union centriste jusqu'au 6 juillet 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 23 juillet 2009.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention le 9 mai 2009.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 257) : défavorable aux amendements n° 130 de M. Jack Ralite, n° 260 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 332 de M. David Assouline. - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 266, 271) : favorable à l'amendement n° 20 de la commission et, sur celui-ci, son sous-amendement n° 225 ; adopté. Ne votera pas les amendements n° 132 de M. Jack Ralite, n° 262 de Mme Marie-Christine Blandin, et n° 339 de M. David Assouline.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 375, 376) : ne votera pas l'amendement n° 356 de M. David Assouline.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 754, 755) : le groupe UC votera l'amendement n° 7 de M. Jean Arthuis.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article additionnel après l'article 5 ter (priorité)** (p. 806, 807) : son amendement n° 75 : déclaration d'intérêt général de l'ensemble des stades, des enceintes sportives et de leurs équipements connexes ; adopté après modification par le sous-amendement n° 143 du Gouvernement.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (3 février 2009) - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 1386, 1387) : intervient sur les amendements n° 187 de M. Jacques Mézard, n° 465 de M. Roland Courteau et n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision - Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1408, 1409) : son intervention. Le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1687, 1689) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1973, 1974) : parole sur l'article. (p. 1997) : intervient sur les amendements n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 181 de M. Bernard Frimat.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2054) : intervient sur l'amendement n° 43 de M. Yves Détraigne portant sur l'amendement n° 10 de la commission.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2204, 2205) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3107, 3108) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article 8 B** (*Alignement des conditions applicables à la réduction d'impôt pour investissements, dans les anciens secteurs de la location meublée professionnelle, sur les conditions de la réduction d'impôt pour l'investissement locatif, dispositif "Scellier"*) (p. 3641, 3642) : son amendement n° 9 ; adopté. - **Article 9** (*Prélèvement sur les ressources financières des organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 3672, 3673) : son amendement n° 8 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - *Nomination et gestion des personnels de direction*) (p. 4740, 4741) : intervient sur l'amendement n° 1167 du Gouvernement. - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4747) : ne votera pas l'amendement n° 443 de M. François Autain.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4854) : intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Agences régionales de santé*) (p. 4979) : intervient sur l'amendement n° 927 de M. François Autain. (p. 5001, 5003) : son amendement n° 1141 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5065) : intervient sur l'amendement n° 1000 de M. Philippe Leroy. (p. 5082, 5089) : intervient sur les amendements n° 1317, 1282 et 1283 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Etablissements et services médico-sociaux*) (p. 5166, 5167) : intervient sur l'amendement n° 1113 de M. Jacky Le Menn.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5390, 5391) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5410, 5411) : favorable à l'amendement n° 40 de M. Yvon Collin (présence aux réunions des commissions d'un membre du secrétariat de chaque groupe politique). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5458) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 5905) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Pierre Hérisson (modalités de la mutualisation entre opérateurs de la partie terminale des réseaux en fibres optiques en vue du déploiement de la fibre optique dans les immeubles à partir de 2010).

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (17 juin 2009) - **Article additionnel après l'article 14** (p. 6115, 6116) : son amendement n° 87 (responsabilisation du prêteur) ; retiré puis repris par M. Jean-Pierre Sueur.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7147, 7148) : son intervention. Votera ce texte.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (21 octobre 2009) (p. 8860, 8863) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9292, 9293) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9387, 9397) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de M. Jean-Claude Danglot (demande de renégociation des directives européennes sur la libéralisation du secteur postal), n° 263 de M. Jean Dessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel), ainsi que sur les amendements de M. Michel Teston n° 359 (négociation au niveau européen d'une directive-cadre relative aux services d'intérêt général avant l'ouverture à la concurrence des services postaux), n° 366 (garantie par le service public postal de tarifs péréqués et abordables sur l'ensemble du territoire) et n° 368 (prise en compte des exigences d'aménagement du territoire par le service public postal).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9534, 9535) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article. (p. 9536, 9542) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37, 195, 198, 199, 200 et 201 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9555, 9564) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 202, 205, 204, 194 et 196 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9568, 9569) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de M. Jean-Claude Danglot, n° 378, 379, 380 et 542 de M. Michel Teston, ainsi que sur l'amendement n° 278 de M. Jean Desessard. (p. 9572, 9580) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 369 de M. Michel Teston, n° 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220 et 221 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9598, 9605) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46 et 197 de M. Jean-Claude Danglot, n° 417 et 418 de M. Georges Patient, n° 456, 457, 458, 543, 474, 544, 545, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 460, 461, 462 et 389 de M. Michel Teston, n° 279, 280 et 281 de M. Jean Desessard, et n° 584 de M. François Fortassin. (p. 9608, 9617) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 203, 48, 47, 49 et 50 de M. Jean-Claude Danglot, n° 381, 473 et 459 de M. Michel Teston, n° 187 de M. Jackie Pierre, n° 182 et 183 de M. Jean-Claude Danglot, et n° 587 de M. François Fortassin. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9619, 9623) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 51 (rapport au Parlement sur la présence postale dans les zones rurales) et n° 224 (promotion et développement de l'innovation et de la recherche dans leur secteur d'activité de la Poste et de France Télécom), et de M. Michel Teston n° 463 (prolongation du moratoire suspendant l'application de la hausse des tarifs postaux) et n° 546 (fonctionnement du Fonds postal national péréquation territoriale). - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9629) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9641, 9643) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 56, 222 et 43 de M. Jean-Claude Danglot, n° 474, 484, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 482, 483, 454, 332, 382, 388 et 455 de M. Michel Teston, n° 288, 280, 284 et 281 de M. Jean Desessard, n° 419 de M. Georges Patient, n° 420 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 323 de M. Jacques Blanc.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11933, 11936) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12722, 12723) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 12737) : avis du Gouvernement sur la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 12735) : avis du Gouvernement sur la motion n° 3 de M. Alain Anziani tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12736) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Peyronnet (changement d'appellation des conseils généraux). (p. 12738, 12744) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garantie du pluralisme et de la parité des assemblées par le mode de représentation proportionnelle) et de M. Jean-Claude Peyronnet n° 6 (respect des principes de la parité dans la composition des conseils généraux) et n° 7 (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département). (p. 12747, 12756) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 8 (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale) et n° 9 (conditions d'élection dans le cadre d'un scrutin uninominal à un tour), n° 10 de M. Yannick Bodin (repli) et de M. Nicole Borvo Cohen-Seat n° 24 (pour les élections locales, octroi du droit de vote et d'éligibilité ressortant de l'Union européenne et aux étrangers résidant en France depuis plus de cinq ans), n° 25 (rapport annuel au Parlement sur le droit de vote d'éligibilité des étrangers dans l'Union européenne), n° 26 (étude d'impact sur les conséquences de la réforme des collectivités territoriales), n° 27 (renforcement du pluralisme dans les conseils généraux et régionaux) et, portant sur le même objet, n° 21 et 22 (consultation nationale des conseils généraux et régionaux sur la réduction de la durée de mandat des conseillers).

MERMAZ (Louis)
sénateur (Isère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1693, 1695) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (12 février 2009) - **Article 1er** (*Dépôt des propositions de résolution*) (p. 1860, 1861) : parole sur l'article. - **Article 3** (*Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution*) (p. 1885, 1886) : soutient l'amendement n° 149 de M. Bernard Frimat ; rejeté. - **Article 3 bis** (*Information du Premier ministre sur une demande d'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution*) (p. 1894, 1895) : soutient l'amendement n° 155 de M. Bernard Frimat ; rejeté. - **Article 4** (*Conditions d'inscription à l'ordre du jour*) (p. 1903, 1904) : soutient l'amendement n° 159 de M. Bernard Frimat ; rejeté. Le groupe socialiste votera contre l'article 4.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1969) : parole sur l'article. (p. 1998, 1999) : soutient l'amendement n° 183 de M. Bernard Frimat ; rejeté. (p. 2000) : soutient l'amendement n° 187 de M. Bernard Frimat ; rejeté. - **Article 13 bis (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2015) : soutient l'amendement n° 191 de M. Bernard Frimat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2033, 2034) : parole sur l'article. (p. 2039) : sur l'amendement n° 10 de la commission, soutient le sous-amendement n° 209 de M. Bernard Frimat ; rejeté.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Organisation du travail parlementaire** (p. 2259) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2301) : intervient sur l'amendement n° 67 de M. Alain Anziani (obligation de traiter les personnes privées de liberté dans le respect des droits de l'homme). - **Article 1er A** (*Régime d'exécution de la peine de privation de liberté*) (p. 2307, 2308) : favorable à l'amendement n° 70 de M. Alain Anziani. - **Article 1er** (*Missions du service public pénitentiaire*) (p. 2309, 2310) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2354, 2360) : parole sur l'article. Respect de la dignité des personnes détenues. Ne votera pas l'article. - **Article 10 bis** (*Information du détenu sur ses droits et ses devoirs*) (p. 2362, 2373) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Richard Yung. - **Article 11** (*Liberté de communication des détenus avec leurs avocats*) (p. 2374, 2376) : parole sur l'article. Intervient sur les amendements identiques n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 98 de M. Alain Anziani.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 2431) : favorable à l'amendement n° 115 de M. Alain Anziani (prise en compte du maintien des liens familiaux lors de l'incarcération ou du transfèrement des détenus). - **Article 15** (*Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille*) (p. 2431, 2432) : parole sur l'article. - **Article 16** (*Accès au téléphone*) (p. 2440) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 2482) : interrogation sur l'organisation de la discussion du projet de loi pénitentiaire. - **Article additionnel avant l'article 24** (p. 2489) : favorable à l'amendement n° 204 de M. Jean-Pierre Sueur (mise en place d'un plan d'équipement en moyens de détection électronique). - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2491, 2492) : parole sur l'article. - **Article 25** (*Respect des droits fondamentaux reconnus à l'enfant*) (p. 2504) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2527, 2528) : favorable à l'amendement n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (atténuation systématique de peine et régime de sanction privilégiant l'orientation vers le circuit sanitaire pour les détenus atteints de troubles mentaux). - **Article 51** (*art. 71- 1 du code de procédure pénale - Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention*) (p. 2576) : intervient sur les sous-amendements n° 298 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 301 de M. Alain Anziani et n° 302 de Mme Nicole

Borvo Cohen-Seat portant sur l'amendement n° 296 de la commission. (p. 2578) : défavorable à l'amendement n° 291 du Gouvernement. - **Article 53** (*art. 726 du code de procédure pénale - Régime disciplinaire*) (p. 2581) : intervient sur l'amendement n° 178 de M. Alain Anziani. (p. 2583) : favorable au texte de la commission. (p. 2585) : intervient sur l'amendement n° 92 de M. Alain Anziani.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3343, 3345) : son intervention. (p. 3359, 3360) : réponse à Josselin de Rohan sur la politique de M. François Mitterrand en matière d'armement de nucléaire et de participation de la France à l'OTAN.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009*) (p. 12652, 12653) : parole sur l'article.

MÉZARD (Jacques)
sénateur (Cantal)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 253 (2008-2009)] pour le développement des sociétés publiques locales [n° 430 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants [n° 596 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 587, 588) : son intervention.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Article 4** (*Règles de performance énergétique des constructions neuves*) (p. 1013) : soutient l'amendement n° 627 de M. Raymond Vall ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 1379) : son amendement n° 187 ; adopté. (p. 1387) : intervient sur son amendement n° 187 précité.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (*art. L. 141-5 nouveau du code de la consommation - Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée*) (p. 1750, 1753) : son amendement n° 24 ; rejeté. - **Article 2** (*art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Force probante des constats d'huissiers*) (p. 1753) : son amendement n° 25 ; adopté. - **Article 23** (*art. 31-1 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé - Sociétés de participations financières de professions libérales*) (p. 1760) : son amendement n° 26 ; rejeté. - **Article 31** (*Convention de procédure participative*) (p. 1766) : intervient sur les amendements n° 3 de M. Simon Sutour et n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1776) : la majorité du groupe du RDSE ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2273, 2275) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 10 bis** (p. 2371) : son amendement n° 211 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 2374) : favorable à l'amendement n° 97 de M. Alain Anziani (reconnaissance du droit, pour tout détenu, d'accéder à des conseils juridiques au sein de l'établissement pénitentiaire).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article 19 bis** (p. 2463) : son amendement n° 212 ; rejeté.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3237, 3239) : son

intervention. - **Article 4** (*art. 815-5-1 nouveau du code civil - Aliénation d'un biens indivis*) (p. 3260) : son amendement n° 92 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3282) : intervient sur l'amendement n° 97 de M. Laurent Béteille (possibilité, pour le consommateur, de saisir la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable).

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 30** (p. 3363) : son amendement n° 91 : clarification ; adopté. - **Article 63** (*art. 495, 495-5-1 [nouveau], 495-5-2 [nouveau], 495-9, 495-11 et art. 495-15-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Réforme des procédures d'ordonnance pénale et de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité*) (p. 3411) : son amendement n° 90 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 65 sexies** (p. 3416, 3420) : soutient les amendements de M. Michel Charasse n° 88 (possibilité pour les associations de maires de défendre les élus municipaux mis en cause dans l'exercice de leurs fonctions à la suite de diffamations) ; adopté ; et n° 89 (possibilité pour les fonctionnaires ou agents publics victimes de délit dans l'exercice de leurs fonctions de porter plainte avec constitution de partie civile même en cas de recours par le procureur de la République à une procédure alternative aux poursuites) ; retiré. Défavorable à l'amendement n° 182 du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur de dispositions relatives à la collégialité de l'instruction et au renforcement de l'équilibre de la procédure pénale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3433) : le groupe du RDSE, dans sa majorité, s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Débat sur la politique de lutte contre l'immigration clandestine** - (29 avril 2009) (p. 4037, 4039) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (26 mai 2009) - **Article 26** (**Texte modifié par la commission**) (*art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé*) (p. 5056) : son amendement n° 1164 ; rejeté.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 431 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5605, 5607) : son intervention. - **Article 1er** (*art. L. 1522-1 du code général des collectivités territoriales - Création de sociétés publiques locales*) (p. 5615) : position de la commission sur les amendements n° 5, 3 et 6 du Gouvernement. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5616) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Daniel Raoul (pérennisation des sociétés publiques locales d'aménagement). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 327-1 du code de l'urbanisme - Sociétés publiques locales d'aménagement*) (p. 5617) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Daniel Raoul. - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*Gage*) (p. 5617) : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6469, 6470) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7214, 7215) : son intervention. La majorité du groupe du RDSE ne votera pas cette proposition de loi. - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3132-27 du code du travail - Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire*) (p. 7240) : soutient l'amendement n° 140 de M. François Fortassin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7277, 7285) : soutient les amendements n° 135 et 139 de M. François Fortassin ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (23 septembre 2009) - **Article 16 bis** (art. 215-1, 215-3, 222-36, 223-13, 225-13, 223-15-3, 313-7 et 433-17 du code pénal, L. 4161-5 et L. 4223-1 du code de la santé publique - Interdiction de l'exercice de l'activité de prestataire de formation aux personnes condamnées pour abus frauduleux d'une personne en état de sujétion psychologique ou physique) (p. 7951, 7952) : le groupe du RDSE soutient l'amendement n° 1 de M. Nicolas About. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi) (p. 7956) : son amendement n° 12 ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Article 57** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 1331-1-1 et L. 1331-6 du code de la santé publique - Contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes) (p. 8241, 8242) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 57** (p. 8246) : son amendement n° 528 : aide en faveur de la rénovation du parc français de dispositifs d'assainissement non collectif ; adopté.

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8520, 8522) : son intervention. Dans sa majorité, le groupe RDSE s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8568, 8570) : son intervention. Le groupe socialiste votera ce texte. - **Article 1er** (art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité) (p. 8581, 8585) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 1, 12, 2 et 3 ; rejetés ; n° 5 ; retiré et n° 11 ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8702, 8704) : son intervention. Dans sa majorité, le groupe du RDSE s'abstiendra sur ce texte. - **Article 3** (art. 5-1 et 5-2 nouveaux de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Modalités de désignation de l'avocat et des six personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 8718) : favorable à l'amendement n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 4** (art. 6 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Autorisation pour l'avocat membre du Conseil supérieur de la magistrature de continuer à exercer sa profession) (p. 8720) : favorable à l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 11** (art. 18 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Commission des requêtes chargée du filtrage des plaintes des justiciables) (p. 8726) : défavorable à l'amendement n° 27 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8744) : la majorité du groupe du RDSE s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9058, 9060) : la majorité du groupe RDSE s'abstiendra sur ce texte. - **Article 4** (art. L. 321-1 du code de commerce - Opérateurs autorisés à organiser des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques) (p. 9068) : intervient sur les amendements n° 49 de la commission et n° 46 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9394) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel).

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10674, 10676) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10690, 10691) : son intervention. - **Article 1er** (art. 222-14-2 [nouveau] du code pénal - Délit de participation à un groupement violent) (p. 10701) : son amendement n° 52 ; rejeté. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 222-12, 222-13, 311-4, 312-2, 322-3, 431-4 et 431-5 du code pénal - Instauration d'une circonstance aggravante pour dissimulation volontaire de tout ou partie du visage afin d'échapper à toute identification) (p. 10710) : son amendement n° 51 ; rejeté. (p. 10711) : intervient sur son amendement n° 51 précité. - **Article 4 bis** (art. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de l'ordre aux systèmes de vidéosurveillance des bailleurs) (p. 10723) : son amendement n° 53 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10735) : la majorité du groupe RDSE votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10900) : parole sur l'article. (p. 10947) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-475 de M. Yvon Collin ; rejeté.

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12153) : sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences), son sous-amendement n° II-358 ; devenu sans objet. (p. 12207) : sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle), soutient les sous-amendements n° II-362 de M. Jean-Pierre Chevènement ; et n° II-363 de M. Michel Charasse ; retirés. (p. 12248) : sur l'amendement n° II-201 de la commission (aménagement du dispositif relatif aux modalités de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de péréquation), soutient le sous-amendement n° II-232 de M. Gérard Collomb ; devenu sans objet. (p. 12250) : sur l'amendement n° II-201 précité, soutient le sous-amendement n° II-233 de M. Gérard Collomb ; retiré.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12711, 12712) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12742) : favorable à l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département). (p. 12753) : intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (consultation nationale des conseils généraux et régionaux sur la réduction de la durée de mandat des conseillers).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12780) : soutient l'amendement n° 47 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Articles**

additionnels après l'article 1er (p. 12793) : soutient l'amendement n° 46 de M. Yves Krattinger (nombre de conseillers généraux du département du Cantal) ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 142 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 143 (2009-2010)** (p. 13183, 13184) : la majorité des membres du groupe du RDSE voteront le projet de loi organique et le projet de loi ordinaire, les autres s'abstenant.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 142 (2009-2010)**.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13203, 13205) : son intervention. - **Question préalable** (p. 13217) : la majorité du groupe RDSE votera la motion n° 18 de M. Jean-Pierre Michel tendant à poser la question préalable. - **Article 13** (*Modalités de calcul de l'indemnisation versée aux avoués*) (p. 13225, 13226) : parole sur l'article. Son amendement n° 50 ; rejeté. (p. 13228) : son amendement n° 45 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 13231) : son amendement n° 49 ; précision sur le régime applicable à la perception de l'indemnité allouée au titre de la suppression de droit de présentation ; retiré. - **Article**

14 (*Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion*) (p. 13232) : parole sur l'article. - **Article 14 bis (Nouveau)** (*Exonération de charges sociales pour les professions juridiques employant d'anciens salariés d'avoués*) (p. 13236) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Article 15** (*Remboursement aux intéressés des sommes versées pour les licenciements*) (p. 13247, 13248) : son amendement n° 51 ; retiré. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*Juridès des avoués et de leurs collaborateurs aux professions juridiques réglementées*) (p. 13252) : son amendement n° 48 ; adopté. - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*Accès des collaborateurs d'avoué à la profession d'avocat*) (p. 13253) : son amendement n° 47 ; adopté. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions, pour les avoués, de leur renonciation à l'exercice de la profession d'avocat ou de leur inscription à un barreau autre que celui de leur cour d'appel d'origine*) (p. 13255) : son amendement n° 46 ; retiré. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur différée de la suppression de la profession d'avoué*) (p. 13262) : son amendement n° 44 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13265, 13266) : la majorité du groupe RDSE votera contre ce texte.

MICHAUX-CHEVRY (Lucette)
sénateur (Guadeloupe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 634 (2008-2009)] (29 septembre 2009) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2715, 2717) : son intervention. Son département de la Guadeloupe. - **Question préalable** (p. 2738) : défavorable à la motion n° 420 tendant à poser la

question préalable. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 2754) : intervient sur l'amendement n° 424 du Gouvernement (possibilité de verser un bonus exceptionnel aux salariés dans le cadre d'un accord régional interprofessionnel). - **Article 1er** (*Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2759, 2760) : ses amendements n° 251 et 26 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) (p. 2780, 2783) : son amendement n° 16 ; retiré. - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2793) : son amendement n° 17 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2813) : intervient sur l'amendement n° 335 de Mme Marie-Christine Blandin (application rigoureuse des textes concernant la santé des populations et la protection de l'environnement dans les départements et les collectivités d'outre-mer). - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2815, 2824) : son amendement n° 19 ; retiré. Intervient sur les amendements n° 403 du Gouvernement et n° 218 de M. Gaston Flosse. - **Article 10** (*Création d'une aide visant à abaisser le coût du fret pour les intrants et les extrants dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2841, 2842) : intervient sur l'amendement n° 183 de M. Georges Patient. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2856) : ses amendements n° 28 : suppression du plafonnement des exonérations de cotisations sociales patronales ; n° 29 (extension du seuil des effectifs de dix à vingt salariés afin de bénéficier du dispositif d'exonération des charges sociales patronales pour les petites entreprises) ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2865) : intervient sur l'amendement n° 197 de M. Serge Larcher (suppression de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité et les médicaments dans les départements et les collectivités d'outre-mer). Etats généraux de l'outre-mer.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2899) : son amendement n° 103 : accès des petites entreprises aux appels d'offres ; retiré. (p. 2902) : favorable à l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières). (p. 2907, 2909) : défavorable à l'amendement n° 120 de M. Serge Larcher (suppression de la part perçue par l'État sur l'octroi de mer). Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Claude Lise (instauration d'une taxe sur les jeux au profit des

conseils généraux d'outre-mer). (p. 2913) : intervient sur l'amendement n° 295 de Mme Anne-Marie Payet (rapport au Parlement sur l'écoulement des productions locales ultramarines). - **Article 18** (*Remise sur le marché locatif de logements indivis vacants*) (p. 2922) : intervient sur l'amendement n° 242 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2938) : intervient sur l'amendement n° 127 de M. Serge Larcher. - **Article 26** (*Création d'un fonds de continuité territoriale*) (p. 2979) : intervient sur l'amendement n° 413 du Gouvernement. - **Articles additionnels avant l'article 27** (p. 2983) : intervient

sur l'amendement n° 257 de M. Jean-Paul Virapoullé (valorisation de la bagasse comme source d'énergie renouvelable). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3007) : défavorable à l'amendement n° 156 de M. Georges Patient. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3012) : votera ce texte.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3131, 3133) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

MICHEL (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Saône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Rappel au règlement** (p. 1677) : Article 37 du règlement du Sénat. S'étonne de l'absence du Premier ministre à l'occasion de l'examen du projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1701, 1703) : sa motion n° 45 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 2** (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Force probante des constats d'huissiers) (p. 1754) : intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jacques Mézard. - **Article 4** (art. 39, 40 et 51 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, art. 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire - Accès des huissiers de justice aux informations nécessaires à l'exécution d'un titre exécutoire) (p. 1756) : intervient sur les amendements n° 2 de M. Simon Sutour et n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 12** (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Mesures

conservatoires après l'ouverture d'une succession) (p. 1758) : parole sur l'article. - **Article 23** (art. 31-1 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé - Sociétés de participations financières de professions libérales) (p. 1761) : intervient sur les amendements n° 29 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 26 de M. Jacques Mézard. - **Article 31** (Convention de procédure participative) (p. 1764, 1765) : intervient sur les amendements n° 3 de M. Simon Sutour et n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 1766) : intervient sur les amendements n° 3 de M. Simon Sutour et n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (12 février 2009) - **Article additionnel avant le chapitre Ier** (p. 1857, 1858) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 70 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration d'un dispositif référendaire partagé). - **Intitulé du chapitre Ier** (Dispositions, prises en vertu de l'article 34-1 de la Constitution, relatives aux résolutions) (p. 1859) : votera l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 1er** (Dépôt des propositions de résolution) (p. 1865) : sur l'amendement n° 2 de la commission, soutient le sous-amendement n° 195 de M. Bernard Frimat ; rejeté. - **Article 2** (Transmission de la proposition de résolution au Premier ministre) (p. 1876, 1878) : soutient l'amendement n° 147 de M. Bernard Frimat ; rejeté. Aurait souhaité dissocier l'examen de l'amendement n° 147 de M. Bernard Frimat de celui des amendements n° 146 de M. Bernard Frimat et n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 3** (Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution) (p. 1884) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique) (p. 1978, 1979) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7** (Évaluation préalable au dépôt des projets de loi) (p. 2051) : intervient sur les amendements n° 163, 164 et 165 de M. Bernard Frimat, n° 26 de M. Michel Mercier, n° 34, 35 et 36 de M. Michel Charasse, n° 95, 96, 97 et 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 10 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 193 de Mme Michèle André, n° 206, 207, 208, 209 et 210 de M. Bernard Frimat, n° 211 et 212 de M. Alain Vasselle, n° 213 et 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 43 et 44 de M. Yves Détraigne et n° 61, 62 et 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (4 mars 2009) - **Article 6** (Création d'une réserve civile pénitentiaire constituée de volontaires retraités) (p. 2351) : intervient sur les amendements identiques n° 82 de M. Alain Anziani et n° 222 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Le groupe socialiste votera contre l'article 6.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article 15** (Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille) (p. 2433, 2434) : intervient sur l'amendement n° 192 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 16** (Accès au téléphone) (p. 2441, 2442) : favorable à l'amendement n° 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3255) : intervient sur les amendements similaires n° 86 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité, pour les salariés, de bénéficier d'un congé de quatre jours pour événement familial en cas d'enregistrement d'un pacte civil de solidarité). - **Article 1er** (art. L. 30 du code électoral - Extension de la faculté de s'inscrire sur les listes électorales en dehors des périodes de révision) (p. 3256) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3258) : intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Godefroy (définition légale des critères de viabilité d'un enfant).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4571) : favorable à l'amendement n° 313 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Etablissements et services médico-sociaux*) (p. 5205) : soutient l'amendement n° 1125 de M. Jacky Le Menn ; retiré.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6512, 6513) : son intervention. Le groupe socialiste, le groupe CRC-SPG et les sénateurs du Parti de gauche s'abstiendront sur ce texte. - **Article 1er** (art. 222-22-1 [nouveau], paragraphes 3, 4 et 5 [nouveau] de la section 3 du chapitre II du titre II du livre II, art. 222-31-1 et 222-31-2 [nouveaux], art. 227-27-2 et 227-27-3 [nouveaux] et art. 227-28-2 du code pénal - *Inscription de la notion d'inceste dans le code pénal et précision de la notion de contrainte*) (p. 6516) : son amendement n° 1 ; rejeté. (p. 6519) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 9 du Gouvernement.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7279, 7281) : votera les amendements n° 5 de M. André Lardeux, n° 79 et 80 de Mme Annie David, n° 135 de M. François Fortassin et n° 10 de Mme Raymonde Le Texier.

- **Rappel au règlement** - (23 septembre 2009) (p. 7907, 7908) : organisation des travaux du Sénat. **Projet de loi pénitentiaire**.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8699, 8702) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 3** (art. 5-1 et 5-2 nouveaux de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Modalités de désignation de l'avocat et des six personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 8717) : son amendement n° 11 ; rejeté. - **Article 4** (art. 6 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Autorisation pour l'avocat membre du Conseil supérieur de la magistrature de continuer à exercer sa profession*) (p. 8719, 8721) : son amendement n° 10 ; rejeté. - **Article 7** (art. 11 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Désignation du secrétaire général du Conseil supérieur de la magistrature et de ses adjoints éventuels, intitulé et durée d'exercice de leurs fonctions*) (p. 8722) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 26 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8723) : son amendement n° 23 : autonomie financière du Conseil supérieur de la magistrature ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. 14 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature -

Suppléance des présidents de formation et quorum nécessaire pour l'adoption des avis et propositions) (p. 8724) : son amendement n° 12 ; rejeté. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Extension de la procédure d'avis aux nominations des procureurs généraux*) : son amendement n° 13 ; rejeté. - **Article 11 bis (Nouveau)** (art. 18-1 nouveau de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Procédure tendant à garantir la composition paritaire des formations du Conseil supérieur siégeant en matière disciplinaire*) (p. 8728, 8729) : défavorable à l'amendement n° 28 du Gouvernement. - **Article 12** (art. 20 et 20-2 nouveau de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Compétences de la formation plénière*) (p. 8731) : favorable à l'amendement n° 39 de la commission. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Garanties d'affectation offertes aux procureurs généraux*) (p. 8731, 8732) : son amendement n° 14 ; retiré. - **Article 17** (art. 50 et 58-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Procédure d'interdiction temporaire d'exercice applicable aux magistrats du siège et du parquet*) (p. 8734, 8735) : son amendement n° 16 ; retiré. - **Article 18** (art. 50-3 nouveau et 63 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Saisine disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature par tout justiciable*) (p. 8735, 8737) : ses amendements n° 17 ; rejeté ; et n° 18 ; retiré. - **Article 20** (art. 52 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Désignation d'un expert par le rapporteur du Conseil supérieur de la magistrature au cours de l'enquête disciplinaire*) (p. 8739, 8740) : intervient sur son sous-amendement n° 42 portant sur l'amendement n° 33 du Gouvernement présenté par M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. 571-1 et 65-1 nouveaux de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Règles de vote applicables aux décisions et avis du Conseil supérieur de la magistrature en matière disciplinaire*) (p. 8740) : son amendement n° 19 ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12484, 12486) : son intervention. - **Article 1er** (art. 515-3 et 515-7 du code civil - *Enregistrement en mairie du pacte civil de solidarité*) (p. 12491) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Article 14 bis (Nouveau)** (*Exonération de charges sociales pour les professions juridiques employant d'anciens salariés d'avoués*) (p. 13237) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Article 15 (Remboursement aux intéressés des sommes versées pour les licenciements)** (p. 13246) : soutient l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 13263) : le groupe socialiste ne votera pas les amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 20 (remise, avant le 1er juin 2010, d'un rapport gouvernemental sur l'utilité pour les justiciables et le coût pour l'Etat de l'augmentation de l'aide juridictionnelle) et n° 22 (rédaction, pendant cinq ans, d'un rapport gouvernemental annuel sur la situation des avoués et des salariés concernant leur reconversion). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13264, 13265) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

MILHAU (Jean)
sénateur (Lot)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 159 (2008-2009)] autorisant la ratification du traité de Singapour sur le droit des marques [n° 279 (2008-2009)] (17 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 391 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter l'accord relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [n° 496 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Police et sécurité - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants [n° 596 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants** [n° 146 (2008-2009)] - (11 février 2009) - **Article 1er** (Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus) (p. 1812) : parole sur l'article. - **Article 2** (Entrée en vigueur des dispositions de l'article 1er) (p. 1823) : son amendement n° 3 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (19 mai 2009) - **Article 13** (Texte modifié par la commission) (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier) (p. 4829) : soutient l'amendement n° 619 de Mme Françoise Laborde ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) - **Article 26** (Texte modifié par la commission) (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 5056) : soutient l'amendement n° 1165 de M. Jacques Mézard ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (9 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 9924) : soutient l'amendement n° 619 de M. François Fortassin (précision) ; retiré. - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 9935) : au nom du groupe du RDSE. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9948, 9949) : la majorité des membres du groupe RDSE votera contre ce projet de loi.

MILON (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport de l'OPEPS, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé : La psychiatrie en France : de la stigmatisation à la médecine de pointe [n° 328 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyoning [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoning [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 290 (2008-2009)] - examen des articles [n° 380 tome 1 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 290 (2008-2009)] - travaux de la commission [n° 380 tome 2 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 290 (2008-2009)] - tableau comparatif [n° 380 tome 3 (2008-2009)] (6 mai 2009) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 463 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Education.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Santé [n° 103 tome 4 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (12 mai 2009) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4367, 4373) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4459) : position de la commission sur la motion n° 901 de M. Guy Fischer tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4463, 4464) : position de la commission sur la motion n° 281 de M. René Teulade (tendant à poser la question préalable). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4469) : position de la commission sur la motion n° 282 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4483, 4490) : position de la commission sur les amendements n° 371 et 372 de M. François Autain, n° 586 de M. Gilbert Barbier, n° 309 de M. Jacky Le Menn, n° 310 et 311 de M. Jean Desessard, n° 185 de M. René Beaumont, n° 676 de Mme Marie-Thérèse Hermange ainsi que sur le sous-amendement n° 1222 du Gouvernement s'y rapportant. (p. 4496, 4503) : position de la commission sur les amendements n° 159 de M. Adrien Gouteyron, n° 108 de M. Bruno Gilles, n° 574, 374, 375, 376 et 379 de M. François Autain, n° 587, 589 et 591 de M. Gilbert Barbier, n° 289, 290, 291, 293, 294, 295, 296 et 297 de M. Jacky Le Menn, n° 292 de M. Jean Desessard, n° 639, 588 et 590 de M. Yvon Collin, n° 668 de Mme Marie-Thérèse Hermange et n° 581 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 4504, 4514) : position de la commission sur les amendements n° 659, 660, 658, 661 et 273 de M. Alain Houpert, n° 238 de M. Alain Vasselle, n° 70 de M. André Lardeux, n° 380, 381, 573, 382, 541, 383, 384 et 377 de M. François Autain, n° 637, 640 et 608 de M. Gilbert Barbier, n° 298 et 299 de M. Jacky Le Menn, n° 90 de M. Jacques Blanc, n° 592 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 840 et 841 de M. Paul Blanc, n° 206 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 1173, 1172 et 1203 du Gouvernement. (p. 4521, 4523) : position de la commission sur les amendements n° 386 de M. François Autain, n° 593 et 594 de M. Gilbert Barbier, n° 300, 301, 302, 303 et 304 de M. Jacky Le Menn, n° 160, 161, 162 et 163 de M. Adrien Gouteyron,

ainsi que sur le sous-amendement n° 1219 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 162 précité.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4546, 4560) : position de la commission sur les amendements n° 1212 et 1213 du Gouvernement, n° 669 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 680 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 582 de M. Alain Gournac, n° 138 de M. Jean Desessard, n° 305, 306 et 346 de M. Jacky Le Menn, n° 388, 389, 390, 391 et 392 de M. François Autain, n° 157 de M. Paul Blanc, n° 897 de M. Gilbert Barbier et n° 164 et 165 de M. Adrien Gouteyron. - **Article 1er bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 5126-2 et L. 5126-5 du code de la santé publique - *Approvisionnement en médicaments des établissements de santé délivrant des soins à domicile*) (p. 4563) : position de la commission sur l'amendement n° 166 de M. Adrien Gouteyron. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4569, 4579) : position de la commission sur les amendements n° 105 de M. Bruno Gilles, n° 313 et 312 de M. Jacky Le Menn, n° 167 de M. Adrien Gouteyron, n° 595 de M. Yvon Collin, n° 681 et 682 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 890 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 555, 542, 393 et 394 de M. François Autain, n° 73 de M. André Lardeux, n° 5 de M. Gérard Dériot, n° 662 de M. Alain Houpert et n° 1254 et 1255 du Gouvernement. Son amendement n° 199 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1223 du Gouvernement qu'il accepte. (p. 4591, 4593) : position de la commission sur les amendements n° 656 de M. Gérard Dériot, n° 188 de Mme Catherine Procaccia et n° 1174 du Gouvernement. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - *Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4597, 4603) : position de la commission sur les amendements n° 544, 396, 397, 543, 399 et 545 de M. François Autain, n° 315 de M. Jacky Le Menn, n° 597 de M. Gilbert Barbier, n° 207 et 208 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 4 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6141-1, L. 6141-2, L. 6141-2-1 [nouveau], L. 6141-7-3 [nouveau] du code de la santé publique - *Statut des établissements publics de santé*) (p. 4608, 4610) : position de la commission sur les amendements n° 403, 575 et 407 de M. François Autain et n° 617 de M. Raymond Vall. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - *Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4614) : réponse aux orateurs. (p. 4616) : position de la commission sur les amendements n° 408 et 410 de M. François Autain. (p. 4619, 4129) : position de la commission sur les amendements n° 409, 411 et 413 de M. François Autain, n° 321, 135 et 136 de M. Jean Desessard, n° 323 et 322 de M. Jacky Le Menn, n° 674 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 1224, 1176 et 1274 du Gouvernement et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1277 de M. François Autain. (p. 4630, 4644) : position de la commission sur les amendements n° 412, 414 et 415 de M. François Autain, n° 618 de M. Gilbert Barbier, n° 670 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 609 et 612 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 324 de M. Jean-Jacques Mirassou, n° 325 de M. Jacky Le Menn, n° 109 de M. André Lardeux et n° 1177, 1276 et 1175 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4663, 4669) : parole sur l'article. Position de la commission sur les amendements n° 416, 417 et 546 de M. François Autain et n° 326 de M. Jacky Le Menn. (p. 4673, 4675) : position de la commission sur les amendements n° 420, 421 et 422 de M. François Autain, n° 51 et 52 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 328 de M. Jacky Le Menn, n° 683 de M. Jean-Etienne Antoinette ainsi que sur le sous-amendement n° 1285 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 52 précité. (p. 4687, 4692) : position de la commission sur les amendements n° 424, 426 et 427 de M. François Autain, n° 133 et 132 de M. Jean

Desessard, n° 332 de M. Jacky Le Menn, n° 331 de M. Bernard Cazeau, n° 56 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 1182 du Gouvernement. (p. 4693, 4703) : sur l'amendement n° 1180 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1288 ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 333, 319 et 320 de M. Jean Desessard, n° 429, 404, 405, 406 et 548 de M. François Autain, n° 684 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 1180 du Gouvernement, et sur le sous-amendement n° 1289 de M. Nicolas About, portant sur l'amendement n° 1180 précité. (p. 4704, 4718) : position de la commission sur les amendements n° 1181, 1262, 1263, 1256 et 1192 du Gouvernement, n° 131, 130 et 129 de M. Jean Desessard, n° 432, 430, 434, 435 et 433 de M. François Autain, n° 337 et 338 de M. Jacky Le Menn, n° 58 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 334 de Mme Gisèle Printz, n° 194 de M. Bruno Gilles et n° 83 de M. Alain Fouché. A titre personnel, son avis sur les sous-amendements n° 1292 de M. Jean-Pierre Fourcade et n° 1291 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° 1192 précité.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - *Nomination et gestion des personnels de direction*) (p. 4730) : parole sur l'article. (p. 4736, 4740) : position de la commission sur les amendements n° 436, 437, 438, 439, 440 et 441 de M. François Autain, n° 601 de M. Gilbert Barbier, n° 187 de Mme Catherine Procaccia, n° 1185, 1184, 1204 et 1167 du Gouvernement et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1275 de M. Yves Daudigny. - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4744, 4745) : réponse aux orateurs. (p. 4746, 4754) : position de la commission sur les amendements n° 443 et 578 de M. François Autain, n° 602 et 603 de M. Gilbert Barbier, n° 63 et 62 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 85 de M. Alain Fouché, n° 340 de M. Jacky Le Menn et n° 1187, 1191 et 1190 du Gouvernement et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1294 de M. François Autain. Son amendement n° 1218 ; adopté. (p. 4755, 4763) : position de la commission sur les amendements n° 445 de M. François Autain, n° 341, 342, 343, 344 et 345 de M. Jacky Le Menn, n° 258 de M. Gérard Longuet, n° 1188 et 1186 du Gouvernement, n° 248 de M. Alain Vasselle et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 1298 et 1189 du Gouvernement, ainsi que sur l'amendement n° 158 de M. Paul Blanc et sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 638 de M. Gilbert Barbier et n° 1299 du Gouvernement. - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination*) (p. 4769, 4771) : position de la commission sur les amendements n° 67 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 242 de M. Alain Vasselle, n° 446 de M. François Autain et n° 671 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Article 9 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6145-16 du code de la santé publique - *Certification des comptes des établissements publics de santé*) (p. 4773, 4775) : position de la commission sur les amendements n° 1194 du Gouvernement, n° 447 de M. François Autain et n° 685 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Article 9 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6113-10 à L. 6113-10-2 du code de la santé publique - *Création de l'agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux*) (p. 4777) : position de la commission sur n° 448 de M. François Autain. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - *Statut des praticiens hospitaliers*) (p. 4783, 4791) : position de la commission sur les amendements n° 451, 579, 452 et 450 de M. François Autain, n° 643 de M. Gilbert Barbier, n° 205 de Mme Isabelle Debré et n° 1245, 1302 et 256 du Gouvernement. Son amendement n° 1220 ; adopté. - **Article 11 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6145-6 et L. 1111-8 du code de la santé publique, loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - *Contrôle de légalité sur certains actes des établissements publics de santé, hébergement des données à caractère personnel par des tiers et commissions*

administratives paritaires) (p. 4792) : position de la commission sur l'amendement n° 347 de M. Jacky Le Menn. - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - *Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4795) : position de la commission sur les amendements n° 453 de M. François Autain, n° 604 de M. Gilbert Barbier et n° 672 de Mme Marie-Thérèse Hermange.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) (p. 4809, 4810) : parole sur l'article. (p. 4813) : sur les amendements n° 1307, 1308 et 1309 du Gouvernement, ses sous-amendements n° 1310, 1311 et 1312 ; adoptés. (p. 4816, 4824) : position de la commission sur les amendements n° 1196 du Gouvernement, n° 454, 549, 456, 550, 551 et 457 de M. François Autain, n° 605 et 606 de M. Gilbert Barbier, n° 348 de M. Jacky Le Menn, n° 127 et 349 de M. Jean Desessard et n° 642 de M. Jean-Pierre Chevènement. (p. 4818) : son amendement n° 1303 ; adopté. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier*) (p. 4827) : parole sur l'article. (p. 4829, 4836) : position de la commission sur les amendements n° 1198 du Gouvernement, n° 239 de M. Alain Vasselle, n° 458, 559, 558, 560, 562 et 561 de M. François Autain, n° 620 de M. Gilbert Barbier, n° 351 de M. Jacky Le Menn, n° 619 de Mme Françoise Laborde et n° 352 de M. Jean Desessard. (p. 4842, 4844) : position de la commission sur les amendements n° 1197 du Gouvernement, n° 563 et 564 de M. François Autain, n° 353 de M. Jean Desessard et n° 621 de M. Raymond Vall. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 4846, 4848) : position de la commission sur les amendements n° 237 de M. Alain Vasselle (création d'un nouveau secteur conventionnel à caractère optionnel), n° 370 de M. François Autain (exclusion des établissements psychiatriques du champ d'application de ce projet de loi) et de Jacky Le Menn n° 287 (introduction d'une clause de stabilité tarifaire dans le code de la sécurité sociale) et n° 288 (fixation de tarifs spécifiques par l'autorité administrative pour certains publics et certaines formes de consultation ambulatoires ou d'hospitalisation). - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 4849) : position de la commission sur l'amendement n° 137 de M. Jean Desessard (intégration des honoraires médicaux dans les coûts de séjours des cliniques privées). - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4851, 4856) : position de la commission sur les amendements n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier), n° 318 de M. Jacky Le Menn (protection du service public hospitalier contre la concurrence des praticiens démissionnaires), n° 401 de M. François Autain (restriction temporaire au principe de liberté d'installation des médecins en vue de protéger les établissements publics de santé), n° 598 de M. Jean-Pierre Chevènement (création d'une clause de non-concurrence pour les praticiens démissionnant d'un établissement public de santé) et n° 41 de Mme Anne-Marie Payet (augmentation du recours aux maisons pluridisciplinaires de santé). - **Article additionnel après l'article 7 (précédemment réservé)** (p. 4857) : position de la commission sur l'amendement n° 442 de M. François Autain (suppression du chapitre du code de la santé publique autorisant les praticiens à temps plein à exercer une activité libérale au sein des établissements publics de santé). - **Article additionnel après l'article 8 bis (précédemment réservé)** : position de la commission sur l'amendement n° 1193 du Gouvernement (mise en cohérence du centre d'accueil et de soins hospitaliers, CASH, de Nanterre avec la réforme portée par ce texte). - **Article additionnel après l'article 8 ter (précédemment réservé)** (p. 4858) : position de la commission sur l'amendement n° 572 de M. François Autain (mesures en faveur de la transparence de la rémunération de certains praticiens hospitaliers). - **Article additionnel après l'article 9 (précédemment réservé)** (p. 4859) : position de la commission sur l'amendement n° 449 de M. François Autain (caractère public des comptes des

établissements de santé privés commerciaux exerçant des missions de service public). - **Article additionnel après l'article 10 (précédemment réservé)** (p. 4860) : position de la commission sur l'amendement n° 553 de M. François Autain (rationalisation de la procédure de recrutement des praticiens hospitaliers temporaires). - **Articles additionnels après l'article 13 (précédemment réservés)** (p. 4861) : position de la commission sur les amendements n° 253 de M. Alain Vasselle (mise en œuvre du principe de droit international selon lequel aucune dépense de santé concernant des ressortissants étrangers ne doit rester à la charge de l'hôpital ou de l'assurance maladie française), n° 357 de M. Jacky Le Menn (présence d'un représentant du secteur de l'hospitalisation à domicile dans les conférences régionales de santé), ainsi que sur les amendements du Gouvernement n° 1301 (élargissement du champ des missions des conseillers généraux des établissements de santé) et n° 1330 (cohérence). - **Articles additionnels après l'article 13 ter (précédemment réservés)** (p. 4862) : position de la commission sur les amendements identiques n° 155 de M. Paul Blanc et n° 354 de M. Jean-Pierre Michel (possibilité de déroger au financement des établissements, dans les cas où il apparaît indispensable que ces établissements salarient certains de leurs médecins). - **Articles additionnels après l'article 13 quater (précédemment réservés)** (p. 4863, 4865) : position de la commission sur les amendements n° 355 de M. Jacky Le Menn (assouplissement des règles en matière de délais de paiement dans le secteur sanitaire et médico-social), n° 186 de M. René Beaumont (nécessité d'assurer la continuité des droits des agents des services hospitaliers) ainsi que sur les amendements du Gouvernement n° 1199 (nécessité d'articuler de manière cohérente les éléments du contrat quadriennal de l'université avec la convention hospitalo-universitaire), n° 1200 (prise en compte, dans le projet d'établissement de l'hôpital, des objectifs de formation et de recherche définis conjointement avec l'université dans le cadre de la convention hospitalo-universitaire), n° 1201 (modification de la logique des conventions hospitalo-universitaires pour en faire des instruments de pilotage stratégiques et partagés entre le centre hospitalier régional et l'université) et n° 1202 (mise en place d'un comité de suivi de la réforme de la gouvernance des établissements publics de santé).

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 200-3 du code de la sécurité sociale - *Motivation des avis des caisses nationales de sécurité sociale*) (p. 4875) : position de la commission sur l'amendement n° 1321 du Gouvernement. - **Article 26 B (nouveau)** (art. L. 182-2-1-A [nouveau], L. 182-2-3, L. 182-2-4 du code de la sécurité sociale - *Convention d'objectifs portant sur la gestion pluriannuelle du risque*) (p. 4877, 4878) : position de la commission sur l'amendement n° 1018 de M. Jacky Le Menn et sur les amendements du Gouvernement n° 1323 et 1322 du Gouvernement. - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé* (p. 4888, 4895) : parole sur l'article. Position de la commission sur les amendements n° 906 de M. François Autain et n° 1248 du Gouvernement. (p. 4900, 4901) : position de la commission sur les amendements n° 955 et 956 de M. François Autain, n° 249 de M. Alain Vasselle, n° 1086 de M. Jacky Le Menn, n° 1010 de M. Nicolas About, ainsi que sur le sous-amendement n° 1336 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° 1010 précité. (p. 4903, 4917) : position de la commission sur les amendements n° 1038, 1037 et 1036 de M. Yves Daudigny, n° 1020, 1039, 1041, 1042, 1043, 1044 et 1045 de M. Jacky Le Menn, n° 907, 908, 909, 910 et 911 de M. François Autain, n° 1026, 1019 et 1034 de M. Jean Desessard, n° 1152, 1153 et 1155 de M. Gilbert Barbier, n° 1154 de M. Yvon Collin, n° 79 de M. René Beaumont et n° 1324 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4933, 4964) : position de la commission sur les amendements n° 1324, 1326, 1327, 1328, 1325 et 1329 du Gouvernement, n° 912, 920, 913, 918, 919, 915 et 923 de M. François Autain, n° 1156, 1159 et 1160 de M. Gilbert Barbier, n° 1046, 1021, 1050, 1047, 1051,

1052, 1054, 1055 et 1058 de M. Jacky Le Menn, n° 876, 880 et 1027 de M. Jean Desessard, n° 1137 et 1138 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 1053 de M. Yves Daudigny, n° 209 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 1056 de Mme Gisèle Printz, n° 879 de M. Jean Desessard et sur le sous-amendement n° 1318 du Gouvernement s'y rapportant. (p. 4965, 4978) : position de la commission sur les amendements n° 69 de M. Alain Houpert, n° 1012 de M. Alain Vasselle, n° 1022 de M. Bernard Cazeau, n° 922, 929, 924, 925 et 926 de M. François Autain, n° 1060 de M. François Rebsamen, n° 1157 de M. Gilbert Barbier, n° 1057, 1059, 1061 et 1062 de M. Jacky Le Menn, n° 1030 de M. Jean Desessard, n° 1144 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 1040 de M. Yves Daudigny et n° 1064 de Mme Bernadette Bourzai. (p. 4979, 4993) : position de la commission sur les amendements n° 1023 et 1024 de M. Bernard Cazeau, n° 927, 930, 928, 932, 933, 934 et 935 de M. François Autain, n° 1066 de M. Georges Patient, n° 1163 de M. Gilbert Barbier, n° 1065 et 1067 de M. Jacky Le Menn, n° 884 et 1031 de M. Jean Desessard, n° 1063 de Mme Bernadette Bourzai, n° 1320 du Gouvernement ainsi que sur le sous-amendement n° 1345 de M. Alain Vasselle s'y rapportant. (p. 4994, 5003) : position de la commission sur les amendements n° 1295, 1250 et 1249 du Gouvernement, n° 265 et 266 de M. Alain Houpert, n° 1013, 1014 et 1015 de M. Alain Vasselle, n° 1025 de M. Bernard Cazeau, n° 936, 937, 938, 939, 940 et 941 de M. François Autain, n° 1068 et 1069 de M. Jacky Le Menn et n° 1141 de M. Michel Mercier.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5039, 5051) : position de la commission sur les amendements n° 1071 et 1073 de M. François Rebsamen, n° 943, 942, 944, 945, 946, 947 et 948 de M. François Autain, n° 1075 et 1076 de Mme Bernadette Bourzai, n° 885, 886 et 1035 de M. Jean Desessard, n° 1070 de M. Yves Daudigny, n° 1315 du Gouvernement, n° 1072 de M. Jacky Le Menn et n° 88 de M. Jacques Blanc. S'abstient sur les amendements identiques n° 88 de M. Jacques Blanc, n° 947 de M. François Autain et n° 1075 de Mme Bernadette Bourzai. (p. 5052, 5069) : position de la commission sur les amendements n° 1074, 1077, 1078, 1079 et 1081 de M. Jacky Le Menn, n° 987 et 988 de M. Paul Blanc, n° 1098 et 1099 de M. Yannick Botrel, n° 1164 et 1165 de M. Jacques Mézard, n° 951 et 952 de M. François Autain, n° 82 de M. René Beaumont, n° 87 de M. Jacques Blanc, n° 1279 du Gouvernement, n° 1080 de M. François Rebsamen, n° 1166 de M. Gilbert Barbier, n° 1000 de M. Philippe Leroy ainsi que sur le sous-amendement n° 1346 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 1000 précité. (p. 5069, 5079) : position de la commission sur les amendements n° 953, 954, 957, 958 et 959 de M. François Autain, n° 1085, 1088, 1089, 1091 et 1092 de M. Jacky Le Menn, n° 1032, 887 et 888 de M. Jean Desessard, n° 1146 de M. Adrien Gouteyron et n° 1082 de M. Yves Daudigny. (p. 5080, 5091) : position de la commission sur les amendements n° 1316, 1293, 1317, 1282, 1283 et 1284 du Gouvernement, n° 960 et 961 de M. François Autain, n° 1005 de M. Gérard Dériot et n° 1094 de M. Jacky Le Menn. (p. 5092, 5096) : position de la commission sur les amendements n° 1095, 1096 et 1097 de M. Jacky Le Menn, n° 990 de M. Paul Blanc, n° 1158 de M. Gilbert Barbier, n° 964 de M. François Autain, n° 1142 et 1143 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe et n° 1006 du Gouvernement. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral*) (p. 5100, 5102) : position de la commission sur les amendements n° 902 et 903 de M. Alain Houpert, n° 991 et 992 de M. Paul Blanc et n° 968 de M. François Autain. (p. 5103, 5108) : position de la commission sur les amendements n° 994, 995 et 649 de M. Paul Blanc, n° 1101 et 1103 de M. Jacky Le Menn, n° 905 de M. Alain Houpert, n° 967 et 966 de M. François Autain, n° 1340 du Gouvernement, et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1347 de M. Gilbert Barbier.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Etablissements et services médico-sociaux*) (p. 5154) : parole sur

l'article. (p. 5157, 5168) : position de la commission sur les amendements n° 1170 du Gouvernement, n° 970, 971, 972, 975 et 976 de M. François Autain, n° 1108, 1109, 1111, 1113 et 1124 de M. Jacky Le Menn, n° 1001 de M. Philippe Leroy, n° 223 et 224 de M. René Beaumont et n° 1107 et 1106 de M. Yves Daudigny. (p. 5173, 5180) : position de la commission sur les amendements n° 1171 du Gouvernement, n° 583 de M. Alain Gournac, n° 1008 de M. Alain Vasselle, n° 973, 982, 974 et 979 de M. François Autain, n° 1114, 1115, 1116, 1118, 1119, 1120 et 1121 de M. Jacky Le Menn, n° 1002 de M. Philippe Leroy et n° 226 de M. René Beaumont. (p. 5176) : ses amendements n° 1332 et 1333 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) (p. 5199) : son amendement n° 1335 ; adopté. (p. 5200, 5207) : position de la commission sur les amendements n° 1168, 1319 et 1169 du Gouvernement, n° 977, 981, 978 et 983 de M. François Autain, n° 1123 et 1125 de M. Jacky Le Menn et n° 1134 de Mme Marie-Thérèse Hermange. (p. 5205) : sur l'amendement n° 1319 précité, son sous-amendement n° 1353 ; adopté. (p. 5208) : intervient sur l'article. - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-36-42 du code de la sécurité sociale - Personnels recrutés par le groupement d'intérêt public "agence des systèmes d'information de santé partagés") (p. 5209) : position de la commission sur l'amendement n° 1251 du Gouvernement. - **Article 29 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6121-1 à L. 6121-4, L. 6121-9 et L. 6121-10 du code de la santé publique, art. L. 162-47, 16 de l'art. L. 162-5, L. 215-1 du code de la sécurité sociale, article 68 de la loi n° 2004-81 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Mesures de coordination rendues nécessaires par la création des agences régionales de santé) (p. 5210, 5212) : position de la commission sur les amendements n° 254 de M. Alain Gournac, n° 1145 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 17 de M. Gérard Dériot et n° 1280 du Gouvernement. - **Article 30 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 123-2-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Transfert aux agences de santé des biens, droits et obligations des organismes auxquels elles se substituent) (p. 5213, 5215) : position de la commission sur les amendements n° 1339 et 1351 du Gouvernement, n° 1003 de M. Alain Gournac, n° 1016 et 1017 de M. Alain Vasselle, n° 984 de M. François Autain et n° 1127 et 1128 de M. Jacky Le Menn. - **Article 31 (Texte modifié par la commission)** (Préfiguration en 2009 des agences régionales de santé) (p. 5215) : position de la commission sur l'amendement n° 1247 du Gouvernement. - **Article 32 (Texte modifié par la commission)** (Entrée en vigueur des dispositions relatives aux agences régionales de santé, à la représentation des professionnels de santé libéraux, à la planification et à l'autorisation des établissements et services médico-sociaux) (p. 5217) : son amendement n° 1334 ; adopté. (p. 5218) : position de la commission sur les amendements n° 985 de M. François Autain et n° 1246 du Gouvernement. - **Article 33 (Texte modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour coordonner les codes avec la loi, organiser les centres de lutte contre le cancer et adapter la loi outre-mer) (p. 5220) : position de la commission sur les amendements n° 1244 du Gouvernement et n° 1135 de M. Robert Laufoaulu. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (Adaptation du statut des thermes nationaux d'Aix-les-Bains) (p. 5222) : parole sur l'article. (p. 5223, 5224) : position de la commission sur les amendements n° 14, 15 et 16 de M. Thierry Repentin, n° 986 de M. François Autain et n° 652 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article additionnel avant l'article 26 A (précédemment réservé)** (p. 5225) : position de la commission sur l'amendement n° 1136 de M. Alain Vasselle (transmission d'un rapport au Parlement sur l'opportunité pour les caisses nationales d'assurance maladie de mettre en place des services pour les patients ayant effectué un séjour à l'hôpital, afin de faciliter leur retour à domicile). - **Article additionnel après l'article 26 (précédemment réservé)** (p. 5225) : position de la commission sur l'amendement n° 1296 du Gouvernement (possibilité pour les agences régionales de santé de bénéficier des marchés et accords-cadres des caisses nationales de sécurité sociale, de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale et de l'union des caisses nationales de sécurité sociale). - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé)** (p. 5226) : position de la commission sur l'amendement n° 1105

de M. Jacky Le Menn (contribution des centres de santé à l'organisation et à l'évolution de l'offre de santé au niveau régional). - **Article additionnel avant l'article 33 (précédemment réservé)** (p. 5227, 5228) : position de la commission sur l'amendement n° 1129 de M. Jean-Etienne Antoinette (réalisation d'un audit approfondi de l'organisation sanitaire et du financement des établissements de santé en Guyane). - **Article additionnel après l'article 33 (précédemment réservé)** (p. 5229) : position de la commission sur l'amendement n° 695 de M. Claude Lise (mise en place d'un plan santé spécifique pour les territoires ultra-marins). - **Articles additionnels après l'article 34 (précédemment réservés)** (p. 5230, 5231) : position de la commission sur les amendements n° 1009 de M. Alain Vasselle (nécessité de soumettre tout candidat au permis de conduire à un examen approprié de son acuité visuelle) et n° 1355 du Gouvernement (maintien, au régime de protection sociale des salariés agricoles, des agents précédemment employés par des organismes de mutualité sociale agricole, et recrutés par les agences régionales de santé). - **Intitulé du titre II (précédemment réservé)** (Accès de tous à des soins de qualité) (p. 5242, 5243) : position de la commission sur l'amendement n° 700 de M. Jean Desessard. - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours) (p. 5244) : parole sur l'article. (p. 5246, 5255) : position de la commission sur les amendements n° 701, 702, 703, 706 et 707 de M. Bernard Cazeau, n° 198 de M. Dominique Leclerc, n° 463, 580, 464 et 465 de M. François Autain, n° 623 de M. Gilbert Barbier, n° 850 de M. Paul Blanc et n° 68 de M. Yves Pozzo di Borgo. (p. 5255, 5263) : position de la commission sur les amendements n° 1225 et 1227 du Gouvernement, n° 216 de Mme Muguette Dini, n° 708 de M. Jean Desessard, n° 709 de M. Bernard Cazeau et n° 710 de M. Jean-Jacques Mirassou. - **Article 14 bis A (art. L. 1111-2 du code de la santé publique - Transmission des informations de suivi d'un patient hospitalisé)** (p. 5264, 5265) : position de la commission sur l'amendement n° 236 de M. Alain Vasselle. - **Article 14 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 5125-1-1 A [nouveau] du code de la santé publique - Missions des pharmaciens d'officine) (p. 5267, 5269) : sur l'amendement n° 144 de M. Dominique Leclerc, ses sous-amendements n° 278 ; adopté ; et n° 1350 ; rejeté. - **Article 14 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6323-1 et L. 6323-3 du code de la santé publique - Maisons et centres de santé) (p. 5270, 5272) : position de la commission sur les amendements n° 470 et 471 de M. François Autain et n° 714 de M. Bernard Cazeau. (p. 5271) : son amendement n° 362 ; adopté. (p. 5272) : son amendement n° 894 ; adopté. - **Article 14 quater (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6323-4 [nouveau] du code de la santé publique - Définition des pôles de santé) (p. 5273) : position de la commission sur l'amendement n° 1226 du Gouvernement. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5275) : parole sur l'article. (p. 5279, 5289) : position de la commission sur les amendements n° 1230 et 1229 du Gouvernement, n° 719 et 722 de M. Bernard Cazeau, n° 97 de M. Bruno Gilles, n° 479 et 478 de M. François Autain, n° 126, 720 et 721 de M. Jean Desessard et n° 723 de M. Serge Larcher. (p. 5289, 5300) : position de la commission sur les amendements n° 230 du Gouvernement, n° 724 de M. Bernard Cazeau, n° 2 de M. Claude Biwer, n° 474, 477 et 480 de M. François Autain, n° 644, 625 et 626 de M. Gilbert Barbier, n° 183, 180, 179 et 181 de M. Hervé Maurey, n° 784 de M. Jacky Le Menn, n° 712 et 713 de M. Jean-Jacques Mirassou et n° 856, 857, 858 et 859 de M. Paul Blanc.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5323, 5329) : position de la commission sur les amendements n° 475 et 476 de M. François Autain, n° 726, 727 et 725 de M. Bernard Cazeau, n° 1360 du Gouvernement, n° 182 de M. Hervé Maurey et, sur

ce dernier, sur le sous-amendement n° 1221 de M. Claude Biwer. - **Article 15 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1-1 du code de l'éducation - Contrat d'engagement de service public pour les étudiants en médecine) (p. 5333, 5335) : position de la commission sur les amendements n° 89 de M. Jacques Blanc, n° 628 de Mme Françoise Laborde et n° 1228 du Gouvernement. - **Article 15 ter (Supprimé par la commission)** (art. L. 632-1-1 A du code de l'éducation - Formation des étudiants en médecine sur la contraception et l'interruption volontaire de grossesse) (p. 5338) : position de la commission sur l'amendement n° 732 de M. Bernard Cazeau. - **Article 15 quater (Texte modifié par la commission)** (Nombre minimal annuel de créations de postes d'enseignants en médecine générale) (p. 5338) : position de la commission sur l'amendement n° 96 de M. Bruno Gilles. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 5339, 5353) : parole sur l'article. Position de la commission sur les amendements n° 482, 483, 565, 566, 567, 568, 484 et 485 de M. François Autain, n° 736 et 737 de M. Bernard Cazeau, n° 860 et 862 de M. Paul Blanc, n° 1232 et 1231 du Gouvernement, n° 95 de M. Bruno Gilles, n° 677 de M. Alain Houpert, n° 217 de Mme Muguette Dini, n° 218 de M. Jean Arthuis et n° 48 de M. Marc Laménié. Son amendement n° 1363 ; adopté. - **Article 16 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 161-36-1 et L. 161-36-3-2 du code de la sécurité sociale - Expérimentation du dossier médical sur clé USB pour les patients atteints d'affections de longue durée) (p. 5354, 5355) : position de la commission sur les amendements n° 486 de M. François Autain et n° 1252 du Gouvernement et, sur ce dernier, son sous-amendement n° 1362 ; adopté. - **Article 17 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4011-1 à L. 4011-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Coopération entre les professionnels de santé) (p. 5358, 5361) : position de la commission sur les amendements n° 488, 489 et 490 de M. François Autain, n° 219 de Mme Muguette Dini, n° 741 de M. Jean-Pierre Michel et n° 740 de M. Jean-Jacques Mirassou. - **Article 17 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 161-35 du code de la sécurité sociale - Fixation du montant de la sanction pour non-transmission électronique des feuilles de soins par le directeur de l'union nationale des caisses d'assurance maladie) (p. 5362) : position de la commission sur l'amendement n° 863 de M. Paul Blanc. - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5367, 5371) : parole sur l'article. Position de la commission sur les amendements n° 569, 491 et 492 de M. François Autain et n° 745 et 785 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) (p. 5484, 5492) : position de la commission sur les amendements n° 1337 du Gouvernement, n° 749, 750 et 744 de M. Bernard Cazeau, n° 493 et 494 de M. François Autain, n° 865, 866 et 867 de M. Paul Blanc, n° 630 de M. Gilbert Barbier, n° 124 de M. Jean Desessard, n° 752 de M. Jean-Luc Fichet et n° 269 de M. Alain Houpert. (p. 5493, 5500) : position de la commission sur les amendements n° 496 et 495 de M. François Autain, n° 753 de M. Bernard Cazeau, n° 754 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 92 de M. Bruno Gilles, n° 868 de M. Paul Blanc, n° 747 de M. François Rebsamen, n° 123 de M. Jean Desessard et n° 142 de M. Rémy Pointereau. - **Article 18 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 162-1-18 du code de la sécurité sociale - Consultation annuelle gratuite d'un généraliste pour les jeunes) (p. 5502, 5503) : position de la commission sur l'amendement n° 1233 du Gouvernement. - **Article 18 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 162-1-19 du code de la sécurité sociale - Transmission d'informations par les caisses d'assurance maladie aux ordres professionnels compétents) (p. 5504) : position de la commission sur les amendements n° 122 de M. Jean Desessard et n° 570 de M. François Autain. - **Article 18 quater A** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Information du patient sur le coût et l'origine des prothèses) (p. 5505, 5506) : son amendement n° 1352 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 651 de M. Alain Vasselle, n° 280 de M. Nicolas About, et n° 1341 du Gouvernement. - **Article 18 quater B** (art. L. 1142-15 du code

de la santé publique - Clarification du régime de garantie des risques de responsabilité civile encourus par les médecins) (p. 5511) : position de la commission sur les amendements n° 1234 et 1364 du Gouvernement. - **Article 19 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4133-1 à L. 4133-7, L. 4021-1, L. 4143-1 à L. 4143-4, L. 4236-1 à L. 4236-6, L. 4153-1 à L. 4153-4, L. 6155-1 à L. 6155-5, L. 4242-1, L. 4382-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-5, L. 162-5-12, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale - Formation continue des professionnels de santé) (p. 5514, 5517) : position de la commission sur les amendements n° 502 et 503 de M. François Autain, n° 1240 du Gouvernement, n° 869 de M. Paul Blanc, n° 203 de Mme Christiane Kammermann, n° 173 de M. Adrien Gouteyron, et n° 360 de M. Jean-Marc Juilhard. - **Article 19 bis A** (art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Exclusion des stages des étudiants orthophonistes de l'obligation de gratification des stagiaires) (p. 5519) : son amendement n° 1368 ; adopté. - **Article 19 bis B** (Reconnaissance du niveau master au diplôme d'Etat de sage-femme) (p. 5520) : position de la commission sur l'amendement n° 1236 du Gouvernement. - **Article 19 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1151-2 à L. 1151-4, L. 1152-1 et L. 1152-2 du code de la santé publique - Encadrement des pratiques à visée esthétique) (p. 5522) : position de la commission sur l'amendement n° 1235 du Gouvernement. - **Article 19 ter (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4112-1, L. 4112-4, L. 4113-14, L. 4122-2 à L. 4122-5, L. 4123-3, L. 4123-5, L. 4123-6, L. 4123-8, L. 4124-2, L. 4124-4, L. 4124-6, L. 4124-6-1, L. 4124-7, L. 4124-8, L. 4124-11, L. 4125-3-1, L. 4125-4, L. 4132-1, L. 4132-2, L. 4132-6, L. 4132-9, L. 4142-1, L. 4142-5, L. 4152-1, L. 4152-4, L. 4152-8, L. 4221-19, L. 4222-4, L. 4231-4 à L. 4231-7, L. 4232-2, L. 4232-6 à L. 4232-9, L. 4232-11, L. 4232-13 à L. 4232-15-1, L. 4233-4, L. 4233-5, L. 4234-1, L. 4234-6-1 du code de la santé publique - Ordres des professions médicales et pharmaceutique) (p. 5528, 5529) : position de la commission sur les amendements n° 1237 du Gouvernement, n° 508 et 507 de M. François Autain, et n° 78 de M. Marc Laménié. - **Article 19 quater (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4311-15, L. 4312-2, L. 4312-3, L. 4312-5, L. 4312-7, L. 4312-9, L. 4321-10, L. 4321-14, L. 4321-16, L. 4321-19, L. 4322-2, L. 4322-9, L. 4322-12 du code de la santé publique - Ordres des professions paramédicales) (p. 5531, 5534) : position de la commission sur les amendements n° 509 de M. François Autain, n° 1278 du Gouvernement, et n° 759 de M. Jacky Le Menn. - **Article 19 quinquies (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1483-1 du code de la santé publique - Contrôle des établissements de formation agréés en ostéopathie et chiropraxie) (p. 5535) : position de la commission sur l'amendement n° 1238 du Gouvernement. - **Article 19 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire, art. L. 1421-1 du code de la santé publique - Élargissement du champ de contrôle de l'inspection générale des affaires sociales) (p. 5537) : position de la commission sur les amendements n° 870 de M. Paul Blanc et n° 872 de M. Gérard Dériot. - **Article 20 (Texte modifié par la commission)** (Réforme par voie d'ordonnance du statut des laboratoires de biologie médicale) (p. 5538) : parole sur l'article. (p. 5540, 5551) : position de la commission sur les amendements n° 510 de M. François Autain, n° 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769 et 770 de M. Jacky Le Menn, n° 184 de M. René Beaumont, n° 195, 145, 146 et 196 de M. Dominique Leclerc. Son amendement n° 1272 ; retiré. - **Article 21 (Texte modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures nécessaires à la transposition de certaines règles communautaires en matière de qualifications professionnelles et de dispositifs médicaux) (p. 5552, 5553) : position de la commission sur les amendements n° 511 de M. François Autain, n° 148 de M. Dominique Leclerc, n° 892 de M. Gérard Dériot et n° 1370 du Gouvernement. - **Article 21 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - Télémedecine) (p. 5555, 5556) : position de la commission sur les amendements n° 636 de M. Gilbert Barbier et n° 263 de M. Nicolas About. - **Article 21 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-10 du code de la sécurité sociale - Transmission du rapport

médical en cas de contestation du taux d'incapacité) (p. 5557) : position de la commission sur l'amendement n° 512 de M. François Autain. - **Article 21 nonies (Supprimé par la commission)** (art. L. 4211-2-1 du code de la santé publique - *Élimination des matériels médicaux usagés perforants*) (p. 5558) : position de la commission sur l'amendement n° 147 de M. Dominique Leclerc. - **Articles additionnels avant l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5559, 5562) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 696 (obligation pour les praticiens utilisant des équipements lourds de s'engager à réaliser 70 % de leur activité en secteur 1), n° 697 (adaptation de l'offre de soins aux spécificités de la montagne), n° 698 (remise d'un rapport sur les franchises médicales) et n° 699 (remise d'un rapport sur la CMU complémentaire), n° 356 de M. Jacky Le Menn (conditions d'attribution des autorisations d'installation de professionnels et d'équipements lourds), et de M. François Autain n° 461 (conditions d'attribution des autorisations d'installation de professionnels et d'équipements lourds) et n° 473 (remise d'un rapport sur les franchises médicales). - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5563, 5565) : position de la commission sur les amendements n° 240 de M. Alain Vasselle (valorisation de la médecine générale) et n° 466 de M. François Autain (obligation d'exercer cinq ans en médecine de premier recours à l'issue de la spécialisation en médecine générale).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) (p. 5618, 5622) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 467 (sanction du non-exercice pendant cinq ans de la médecine générale de premier recours), n° 468 (égalité du traitement conventionnel entre centres de santé et professionnels libéraux), n° 469 (remise d'un rapport étudiant l'opportunité d'autoriser les médecins généralistes à coter dans les mêmes conditions que les médecins spécialistes) et n° 498 (publication des conventions conclues entre les membres des professions libérales et les entreprises produisant ou exploitant des produits de santé), et de M. Bernard Cazeau n° 717 (égalité du traitement conventionnel entre centres de santé et professionnels libéraux) et n° 716 (publication des conventions conclues entre les membres des professions médicales et les entreprises produisant ou exploitant des produits de santé). - **Article additionnel après l'article 14 quater (précédemment réservé)** (p. 5624) : son amendement n° 895 : dotation de financement pour les structures de soins ambulatoires ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies (précédemment réservés)** (p. 5625, 5626) : position de la commission sur l'amendement n° 711 de M. Claude Jeannerot (reconnaissance de la médecine vasculaire comme une spécialité), et sur les amendements de M. Paul Blanc portant sur le même objet n° 852, n° 854 et n° 853 (contrat d'amélioration des pratiques individuelles). - **Articles additionnels après l'article 15 (précédemment réservés)** (p. 5628, 5631) : position de la commission sur les amendements n° 728 de M. Jean Desessard (mise en place d'enseignements dans le domaine de la santé environnementale), n° 690 de M. Jacques Gillot (modalités de détermination du nombre et de la répartition des postes d'internat dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer), n° 481 de M. François Autain (durée minimale d'expérience professionnelle dans un établissement de santé avant toute installation en libéral pour les masseurs-kinésithérapeutes et les orthophonistes), et n° 743 de M. Jean-Luc Fichet (prise en compte des besoins des personnes en situation de handicap dans l'organisation d'un meilleur accès aux soins). Son amendement n° 1297 : modification de la dénomination du champ de compétences de l'École nationale supérieure de sécurité sociale ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 16 (précédemment réservés)** (p. 5633) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 782 de M. Yves Daudigny et n° 44 de M. Pierre Bordier (prise en charge des interventions de secours à la personne pratiquées par les services départementaux d'incendie et de secours), ainsi que sur l'amendement n° 783 de M. Yves Daudigny (repli). - **Articles additionnels après l'article 18 (précédemment réservés)** (p. 5635, 5636) : position de la commission sur les amendements n° 755 de M. Bernard Cazeau (composition de la commission des pénalités) et n° 756 de M. Jacky Le Menn (remise au patient d'une copie de la feuille de soins

télétransmise). - **Articles additionnels après l'article 18 ter (précédemment réservés)** (p. 5636, 5637) : position de la commission sur les amendements de M. Gilbert Barbier n° 631 (faculté pour les chambres disciplinaires des instances ordinales de prononcer des amendes) et n° 632 (renforcement du droit des patients à l'information par les mutuelles, les institutions de prévoyance et les sociétés d'assurance). - **Article additionnel après l'article 18 quater (précédemment réservé)** (p. 5638) : position de la commission sur l'amendement n° 757 de M. Jean-Pierre Godefroy (obligation pour les médecins d'indiquer sur la plaque apposée à l'extérieur de leur cabinet leur secteur conventionnel). - **Articles additionnels avant l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 5639, 5641) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 499 (suppression de la procédure de dépôt de prix), n° 500 (publication des délibérations du comité économique des produits de santé), et n° 501 (sanctions de la non-remise de déclarations publiques d'intérêt pour les collaborateurs de l'AFSSAPS et de la Haute autorité de santé). - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 5642, 5645) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 504 (interdiction pour les laboratoires pharmaceutiques de financer des actions de développement professionnel continu), n° 506 (réglementation de la profession d'assistant dentaire) et n° 505 (négociation annuelle obligatoire entre les centres de santé et les caisses d'assurance maladie), ainsi que sur l'amendement n° 762 de M. Jean-Jacques Mirassou, identique à l'amendement n° 506 précité. - **Articles additionnels après l'article 19 sexies (précédemment réservés)** (p. 5646, 5647) : position de la commission sur les amendements n° 666 de M. Gérard Dériot (simplification de l'enregistrement des professionnels de santé) et n° 1331 du Gouvernement (possibilité de suspendre le droit d'exercice des orthophonistes et des orthoptistes). Son amendement n° 359 : sanctions pénales pour l'exercice illégal et l'usurpation du titre de préparateur en pharmacie hospitalière ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 21 (précédemment réservés)** (p. 5647, 5652) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 773 (régime de garantie des risques de responsabilité civile encourus par les médecins), n° 771 (rapport au Parlement sur la transformation des services de médecine préventive universitaire en centre de santé), n° 772 (harmonisation des statuts de médecin inspecteur de la santé publique et de praticien hospitalier qualifié en santé publique) et n° 777 (gel du montant de la cotisation au régime étudiant de sécurité sociale), du Gouvernement n° 1241 (possibilité pour les internes de bénéficier d'un temps partiel thérapeutique) et n° 1242 (contrôle de la réalisation des études pharmacopéidiologiques postérieures à l'autorisation de mise sur le marché) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1373 de M. François Autain. - **Article 22 A (Supprimé par la commission)** (art. L. 1110-1 A du code de la santé publique - *Définition de la santé*) (p. 5654, 5655) : position de la commission sur l'amendement n° 786 de M. Jean Desessard.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 B (Supprimé par la commission)** (art. L. 1171-1 (nouveau) du code de la santé publique - *Définition de l'éducation à la santé*) (p. 5665) : position de la commission sur les amendements n° 787 de M. Jean Desessard, n° 1257 du Gouvernement, ainsi que sur le sous-amendement n° 1348 de M. Robert Laufoaulu s'y rapportant. - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - *Éducation thérapeutique du patient*) (p. 5668, 5669) : parole sur l'article. (p. 5670, 5681) : position de la commission sur les amendements n° 1258, 1264 et 1265 du Gouvernement, n° 790 et 792 de M. Bernard Cazeau, n° 517, 519 et 520 de M. François Autain, n° 687, 688, 689 et 896 de M. Jean-Etienne Antoinette, et n° 791 de M. Jean-Pierre Michel. (p. 5682, 5689) : position de la commission sur les amendements n° 1266, 1267, 1268, 1269, 1270 et 1271 du Gouvernement, n° 518, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 556 et 557 de M. François Autain, n° 900 de M. Jean-Pierre Michel, n° 647 de la commission, et n° 221 de Mme Muguette Dini. - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - *Extension des missions des sages-femmes*) (p. 5692 ; 5695) : parole sur l'article. (p. 5693) : position de la commission

sur l'amendement n° 140 de Mme Françoise Férat. - **Article 22 septies (Texte modifié par la commission)** (art. 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Formation des psychothérapeutes) (p. 5698, 5708) : position de la commission sur les amendements n° 243 de M. Alain Vasselle, n° 116 de M. Jean Desessard, n° 222 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 798, 799, 800, 801, 802, 803 et 804 de M. Jean-Pierre Sueur, ainsi que sur les sous-amendements n° 1366 et 1367 de M. Alain Vasselle portant respectivement sur les amendements n° 799 et n° 800 précités. - **Article 22 octies** (art. L. 443-10 du code de l'action sociale et des familles - Clarification de la situation des accueillants familiaux thérapeutiques) (p. 5708) : son amendement n° 1361 ; adopté. (p. 5709) : position de la commission sur l'amendement n° 1344 du Gouvernement. - **Article 23 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 3341-2, L. 3342-1 à L. 3342-4 [nouveau] et L. 3353-3 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool aux mineurs et renforcement du contrôle des interdictions en matière de tabac et d'alcool) (p. 5711) : position de la commission sur les amendements n° 12 de M. Michel Houel, et n° 809 et 810 de M. Bernard Cazeau. - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle) (p. 5715, 5725) : position de la commission sur les amendements n° 1259 et 1260 du Gouvernement, n° 244, 245 et 246 de M. Alain Vasselle, n° 150, 151 et 152 de M. Gérard César, n° 645 de M. Gilbert Barbier, n° 6, 7, 8 et 9 de M. Michel Houel, n° 45, 74, 76 et 77 de M. Roland Courteau, n° 31 et 32 de Mme Anne-Marie Payet. (p. 5724) : son amendement n° 1273 ; adopté. - **Article 24 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3323-2 du code de la santé publique - Réglementation de la publicité pour les boissons alcoolisées sur Internet) (p. 5727) : position de la commission sur l'amendement n° 40 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 25 ter (Supprimé par la commission)** (art. L. 1334-8-1 [nouveau] du code de la santé publique - Mesures de prévention des maladies liées au plomb) (p. 5731) : position de la commission sur l'amendement n° 115 de M. Jean Desessard. - **Article 25 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1334-12-1 [nouveau] et L. 1334-14 à L. 1334-17 [nouveaux] du code de la santé publique - Mesures de prévention des maladies liées à l'amiante) (p. 5732) : position de la commission sur l'amendement n° 584 de M. Robert Laufoaulu. - **Article 25 sexes (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3115-1, L. 3115-2 à L. 3115-4 [nouveaux], L. 3116-3, L. 3116-6, L. 3826-1, L. 3845-1 et L. 3845-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Information sur les risques sanitaires liés aux transports et lutte contre la propagation internationale des maladies) (p. 5735) : position de la commission sur l'amendement n° 812 de M. Bernard Cazeau. - **Article 25 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5122-6 et L. 5122-9 du code de la santé publique - Réglementation de la publicité des médicaments et vaccins) (p. 5736) : position de la commission sur l'amendement n° 538 de M. François Autain. - **Article 25 duodécies (Supprimé par la commission)** (art. L. 312-2 du code de l'éducation - Intégration d'une activité physique quotidienne dans les programmes d'activités scolaires et périscolaires) (p. 5737) : position de la commission sur l'amendement n° 813 de M. Bernard Cazeau. - **Article 25 quindecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3262-1, L. 3262-3 et L. 3262-5 du code du travail - Extension de l'utilisation du titre-restaurant auprès des détaillants en fruits et légumes) (p. 5738) : position de la commission sur l'amendement n° 646 de M. Gilbert Barbier. - **Articles additionnels avant l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 5738, 5742) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 514 (participation des patients au système de pharmacovigilance) et n° 516 (limitation du prix des médicaments n'apportant aucune amélioration du service médical rendu), de M. Bernard Cazeau n° 788 (lutte contre les stratégies de contournement de prescription des médicaments génériques) et n° 789 (baisse régulière des prix des molécules médicamenteuses innovantes), ainsi que sur l'amendement n° 34 de Mme Anne-Marie Payet

(transmission au Parlement d'un rapport relatif au nombre des malades de l'alcool, du tabac et des drogues en France). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 5743, 5744) : position de la commission sur l'amendement n° 1281 du Gouvernement (lutte contre le dopage et renforcement de la protection de la santé des sportifs). - **Articles additionnels après l'article 22 ter (précédemment réservés)** (p. 5745, 5749) : position de la commission sur les amendements n° 793 de M. Bernard Cazeau (amélioration de l'engagement de l'État dans le financement de la politique nationale de planning familial), n° 797 de M. Jean-Pierre Sueur (application aux femmes salariées de la fonction publique des dispositions créant un droit à un congé de maternité spécifique pour les femmes dont il est reconnu que la grossesse pathologique est liée à l'exposition in utero au diéthylstilbestrol), de Mme Jacqueline Chevé n° 794 (possibilité pour les infirmières de renouveler les prescriptions de médicaments contraceptifs oraux) et n° 795 (possibilité pour les pharmaciens de dispenser, sur présentation d'une ordonnance périmée, des médicaments contraceptifs oraux nécessaires à la poursuite du traitement), ainsi que sur les sous-amendements du Gouvernement n° 1371 et n° 1372 s'y rapportant. - **Article additionnel après l'article 22 septies (précédemment réservé)** (p. 5750) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de Mme Patricia Schillinger (possibilité pour les jeunes adolescents mineurs, sans l'accord ni la présence des parents, d'accéder à la vaccination contre le papillomavirus humain). - **Articles additionnels avant l'article 23 (précédemment réservés)** (p. 5751) : position de la commission sur l'amendement n° 805 de M. Bernard Cazeau (modification de l'intitulé du livre II de la troisième partie du code de la santé publique). - **Articles additionnels après l'article 24 (précédemment réservés)** (p. 5752, 5757) : position de la commission sur les amendements n° 811 de M. Bernard Cazeau (extension à l'ensemble du territoire français de la possibilité de proposer la pose d'un éthylotest anti-démarrreur sur les véhicules des automobilistes arrêtés en état d'ivresse), n° 46 de M. Roland Courteau (mesures en faveur de l'information relative au seuil de consommation des boissons alcoolisées), ainsi que sur les amendements de Mme Anne-Marie Payet n° 36 (nécessité de préciser par décret les dimensions du pictogramme apposé sur tout contenant de boisson alcoolisée à destination des femmes enceintes sur les dangers de la consommation d'alcool), n° 37 (diminution du seuil d'alcoolémie pour les détenteurs d'un permis probatoire), n° 38 (incitation fiscale en faveur des entreprises interdisant toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail) et n° 39 (pénalité fiscale pour les entreprises n'interdisant pas toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail). - **Articles additionnels après l'article 25 (précédemment réservés)** (p. 5757, 5764) : position de la commission sur les amendements de M. André Trillard n° 19 (attribution de pouvoir de police sanitaire au directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, en matière de médicament vétérinaire) et n° 20 (actualisation du code de la santé publique dans le domaine du médicament vétérinaire), de M. Jean Desessard n° 111 (mise en place prioritaire des registres des cancers dans les deux régions où les taux de mortalité sont les plus élevés), n° 112 (généralisation des registres des cancers dans un délai de cinq ans), n° 113 (attribution de la qualité de travailleur handicapé aux personnes souffrant d'une intolérance environnementale aux champs électromagnétiques) et n° 114 (réduction de l'exposition du public aux ondes électromagnétiques émises par les antennes-relais de téléphonie mobile), de Mme Anne-Marie Payet portant sur le même objet n° 212, n° 213, n° 214 (réglementation de la vente de tabac en duty free), et n° 50 et n° 49 (limitation des lieux d'implantation des débits de tabac), ainsi que sur le sous-amendement n° 1365 de M. Louis Duvernois s'y rapportant. - **Article additionnel après l'article 25 quinquies (précédemment réservé)** (p. 5765) : position de la commission sur l'amendement n° 554 de M. François Autain (nécessité de donner toutes informations utiles aux patients traités dans un centre de radiothérapie dans lequel des dysfonctionnements ont été relevés). - **Article additionnel après l'article 25 septies (précédemment réservé)** (p. 5766) : position de la commission sur l'amendement n° 141 de M. André Trillard (amélioration de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires nouvelles). - **Article additionnel après l'article 25 decies (précédemment réservé)** (p. 5767) : position

de la commission sur l'amendement n° 539 de M. François Autain (amélioration de la lutte contre l'obésité infantile). - **Articles additionnels après l'article 25 quindécies (précédemment réservés)** (p. 5768) : position de la commission sur les amendements identiques n° 84 de M. Jacques Blanc et n° 837 de M. Jean-Pierre Demerliat (participation des structures d'imagerie, publiques ou privées, aux actions de dépistage du cancer du sein). - **Article additionnel après l'article 25 sexdécies (précédemment réservé)** (p. 5768) : position de la commission sur l'amendement n° 540 de M. François Autain (amélioration de l'accessibilité de la notice des médicaments aux personnes handicapées). - **Articles additionnels avant l'article 25 septdécies (précédemment réservés)** (p. 5770, 5778) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 829 (suppression pour les annonceurs de la possibilité de s'exonérer des messages sanitaires concernant les aliments manufacturés et les boissons sucrées), n° 830 (augmentation de la taxe sur les messages publicitaires concernant les aliments manufacturés et les boissons sucrées), n° 831 (interdiction d'interrompre les émissions télévisées destinées à la jeunesse par des messages publicitaires concernant des produits issus de la restauration rapide), n° 835 (obligation de mentionner la présence d'acide gras trans dans les produits industriels) et n° 836 (introduction de la nutrition dans le champ des mesures de prévention en direction des futurs parents et enfants), ainsi que sur les amendements de M. Jean Desessard n° 814 (interdiction d'utiliser du bisphénol A dans la fabrication de certains produits), n° 815 (interdiction d'utiliser le perchloroéthylène), n° 816 (restriction de l'utilisation des téléphones portables par les enfants), n° 817 (incitation des utilisateurs de téléphone portable à employer un kit oreillette), n° 818 (mise en place de mesures de prévention et d'information sur les risques liés à l'utilisation prolongée des téléphones portables) et n° 819 (mise en place de mesures de prévention et d'information sur les risques liés à l'utilisation du wifi). - **Articles additionnels après l'article 25 septdécies (précédemment réservés)** (p. 5782) : position de la commission sur l'amendement n° 1287 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance un nouvel établissement public reprenant l'ensemble des missions de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail), ainsi que sur les sous-amendements n° 1356, 1357, 1358 et 1359 de M. Jean Desessard, n° 1300 de M. François Autain et n° 1304 de M. Jean-Pierre Godefroy s'y rapportant. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5791, 5792) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]** - (24 juin 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 6227, 6230) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6514, 6516) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6520, 6521) : son amendement n° 3 : immunité disciplinaire, civile et pénale pour les professionnels signalant les abus sexuels familiaux et les maltraitances ; retiré.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9036, 9037) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10005, 10006) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10089) : défavorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 15** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale -

Augmentation du forfait social) (p. 10191, 10193) : soutient les amendements n° 198 de M. Bruno Gilles ; et n° 99 de M. Michel Houel ; retirés. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - *Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels*) (p. 10210) : soutient l'amendement n° 196 de M. Bruno Gilles ; devenu sans objet. - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 10223) : au nom de Mme Marie-Thérèse Bruguière et Mlle Sophie Joissains, MM. Pierre Martin, Jean-Claude Gaudin, Bruno Gilles, Jean Faure, Jean-François Humbert, Christian Demuynck, Jean-Claude Carle, François-Noël Buffet, Michel Thiollière, Gérard César, Philippe Dominati et Roland du Luart.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 10239, 10242) : ses amendements n° 457 : association des fédérations hospitalières aux discussions conventionnelles entre l'UNCAM et les organisations syndicales représentatives des personnels de santé pour les dispositions ayant un impact sur ces établissements ; et n° 458 : négociation d'un accord-cadre entre l'État et les fédérations hospitalières pour la mise en œuvre d'une régulation de la politique économique des établissements de santé ; retirés.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10264) : son amendement n° 452 : avis préalable des fédérations hospitalières sur les mesures conventionnelles ayant des répercussions importantes pour le pilotage et la gestion des établissements de santé ; retiré. - **Article 29** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée*) (p. 10278) : intervient sur les amendements n° 143 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 297 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10285) : son amendement n° 485 : caractère collectif des contrats d'amélioration des pratiques individuelles ; rejeté. (p. 10287) : son amendement n° 472 : augmentation de la durée légale pour obtenir le règlement auprès d'une caisse d'assurance maladie des prestations facturées aux assurés sociaux ; rejeté. - **Article 29 quater** (art. L. 5134-1 du code de la santé publique - *Suivi par les sages-femmes des contraceptions qu'elles sont habilitées à prescrire*) (p. 10297) : intervient sur l'amendement n° 124 de M. Gilbert Barbier. - **Article 29 quinquies** (art. L. 162-2-1 du code de la sécurité sociale - *Développement de la prescription dans le répertoire des génériques*) (p. 10298) : son amendement n° 475 ; adopté. - **Article 29 sexies** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - *Avenants aux contrats d'amélioration des pratiques individuelles*) (p. 10301) : intervient sur les amendements n° 216 de M. Alain Houpert et n° 373 de M. Dominique Leclerc. - **Article 30** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - *Mise sous accord préalable*) (p. 10303) : son amendement n° 479 ; rejeté. - **Article 30 bis** (art. L. 4113-9 du code de la santé publique - *Non-transmission aux ordres professionnels des contrats conclus entre les praticiens et l'assurance maladie*) (p. 10309) : son amendement n° 480 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10310) : son amendement n° 459 : concertation préalable à la procédure consistant pour l'Agence régionale de l'hospitalisation à placer sous entente préalable la prise en charge de certaines prestations d'hospitalisation ; retiré. (p. 10311) : son amendement n° 180 : possibilité de prendre en charge la chirurgie ambulatoire de la cataracte en milieu extra-hospitalier ; retiré. (p. 10313) : intervient sur le sous-amendement n° 536 de Mme Marie-Thérèse Hermange portant sur son amendement n° 180 précité. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10322, 10323) : son amendement n° 450 : pour les maisons de retraite, précision de la nature des prestations couvertes par les tarifs afférents à l'hébergement ; adopté. (p. 10324) : son amendement n° 449 : harmonisation des dispositions sur la tarification des EHPAD ; retiré. (p. 10325) : son amendement n° 471 : possibilité de déroger à titre expérimental au système des objectifs quantifiés ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10337) : son amendement n° 466 : amélioration de l'objectif quantifié national pour les établissements de soins de suite et de réadaptation ainsi que de psychiatrie ; retiré. (p. 10339) : ses amendements n° 446 : intégration dans la

conduite de la convergence tarifaire des écarts de coûts résultant d'obligations légales et réglementaires ; adopté ; et n° 469 : mise en place de tarifs corrigés pour les établissements de santé situés dans des zones d'isolement sanitaire ; retiré. (p. 10343) : son amendement n° 467 : réalisation d'une étude nationale de coûts à échelle commune aux secteurs hospitaliers publics et privés ; retiré. - **Article 33** (art. L. 344-1-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Frais de transport des personnes adultes handicapées) (p. 10350) : son amendement n° 445 ; retiré. (p. 10351) : intervient sur l'amendement n° 445 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

MIQUEL (Gérard)
sénateur (Lot)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Rapporteur de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009 ; puis premier vice-président le 10 novembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Santé

- (2 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11874, 11876) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 59 bis** (p. 11887) : son amendement n° II-75 : instauration d'une taxe pour payer la cosmétovigilance ; adopté. - **Article 59 ter (Nouveau)** (Affectation à l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, EPRUS, de la contribution exceptionnelle des complémentaires santé aux dépenses liées à la grippe A/H1N1) (p. 11889) : son amendement n° II-76 ; adopté.

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Écologie, développement et aménagement durables. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. [n° 101 tome 3 annexe 10 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - Budget - Collectivités territoriales - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (3 février 2009) - **Article 24** (*Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau*) (p. 1369) : intervient sur l'amendement n° 488 de M. Daniel Soulage.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6482, 6483) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9429, 9430) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 11178) : soutient l'amendement n° I-343 de M. Yannick Botrel (exonération de la taxe carbone pour les associations) ; rejeté. - **Article 6** (*Création d'un crédit d'impôt sur le revenu forfaitaire destiné à rendre aux ménages le montant de la taxe carbone*) (p. 11194) : soutient l'amendement n° I-346 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11313) : intervient sur les amendements identiques n° I-174 de M. Dominique Braye et n° I-435 de M. Yves Détraigne (exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets). (p. 11318) : son amendement n° I-347 : modalités de calcul de la TGAP ; retiré.

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11752, 11753) : son intervention.

Écologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11785, 11794) : position de la commission sur les amendements n° II-149 et II-151 du Gouvernement. (p. 11792) : son amendement n° II-13 ; adopté.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 12336) : intervient sur les amendements n° II-38 de Mme Catherine Dumas (prolongement du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant dans le secteur des métiers d'art et des savoir-faire traditionnels) et n° II-273 de M. François Patriat (prorogation du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art). - **Article 46 ter** (*Prorogation du crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congé des exploitants agricoles*) (p. 12340) : intervient sur l'amendement n° II-166 de la commission. - **Article 48** (*Création au profit des conseils régionaux d'une faculté d'augmenter la taxe intérieure de consommation sur le gazole et les supercarburants pour financer des projets d'infrastructures de transport*) (p. 12346) : intervient sur les amendements n° II-108 de M. Thierry Foucaud et n° II-282 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels**

après l'article 48 bis (p. 12348, 12349) : son amendement n° II-294 : possibilité pour les collectivités locales de transférer aux services fiscaux la totalité de la gestion de la redevance pour l'élimination des déchets ménagers ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 12354) : soutient l'amendement n° II-275 de Mme Nicole Bricq (exonération d'impôt sur le revenu pour le dédommagement qu'un aidant familial reçoit d'une personne handicapée) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 50** (p. 12361, 12362) : son amendement n° II-287 : soumission à la TGAP des déchets ne faisant l'objet d'aucune filière de recyclage ; rejeté. (p. 12364) : son amendement n° II-293 : diminution des prélèvements de l'État pour la gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; rejeté. (p. 12365) : ses amendements n° II-291 : soumission à la TGAP de la co-incinération ; et n° II-289 : instauration d'une franchise de TGAP ; retirés. (p. 12366) : son amendement n° II-292 : déduction du calcul de la TGAP du montant de la taxe locale pour les communes d'accueil ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12371) : soutient l'amendement n° II-298 de M. Thierry Repentin (exonération

des bailleurs sociaux de l'impôt sur les sociétés lorsqu'ils installent des panneaux photovoltaïques sur les logements sociaux) ; rejeté. (p. 12372) : soutient l'amendement n° II-299 de M. Thierry Repentin (exonération d'impôt sur les sociétés pour les organismes d'HLM effectuant des travaux d'économie d'énergie) ; rejeté. (p. 12375) : soutient l'amendement n° II-266 de M. Thierry Repentin (mise en cohérence des différents textes relatifs à l'accès social) ; adopté. (p. 12376) : intervient sur l'amendement n° II-269 de M. Thierry Repentin (baisse de la TVA sur les opérations d'accès social).

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Réduction du mandat des conseillers généraux)** (p. 12777, 12778) : parole sur l'article.

MIRASSOU (Jean-Jacques)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 135, 136) : soutient l'amendement n° 296 de M. David Assouline ; rejeté. (p. 145) : favorable à l'amendement n° 298 de M. David Assouline.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 250) : soutient les amendements n° 333, 334 et 335 de M. David Assouline ; rejetés. - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 270) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 327) : soutient l'amendement n° 367 de M. David Assouline (inscription dans les contrats d'objectifs et de moyens du montant du produit de la redevance audiovisuelle) ; devenu sans objet le 15 janvier 2009.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (3 février 2009) - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1338, 1339) : sur l'amendement n° 61 de la commission, soutient le sous-amendement n° 797 de Mme Marie-Christine Blandin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1504) : soutient l'amendement n° 425 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 1er** (*Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus*) (p. 1822) : soutient l'amendement n° 17 de M. Serge Lagauche ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1827) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4405, 4407) : son intervention. Défavorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4511) : soutient l'amendement n° 298 de M. Jacky Le Menn ; devenu sans objet. (p. 4516) : intervient sur l'amendement n° 70 de M. André Lardeux.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4556) : intervient sur l'amendement n° 391 de M. François Autain. - **Article 2 (Texte**

modifié par la commission (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4570) : favorable à l'amendement n° 313 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4850) : soutient l'amendement n° 318 de M. Jacky Le Menn (protection du service public hospitalier contre la concurrence des praticiens démissionnaires) ; devenu sans objet. (p. 4852) : votera l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier).

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5939, 5940) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Jacques Mirassou sur l'avenir du programme de l'Airbus A400M** - (11 juin 2009) (p. 5999, 6002) : sa question. (p. 6009) : ses observations.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Rappel au règlement** (p. 6559) : intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Guillaume. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 6563) : soutient l'amendement n° 2 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 6580) : soutient l'amendement n° 11 de M. Roland Ries ; rejeté. (p. 6594) : intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Frimat. - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 6605, 6606) : soutient l'amendement n° 84 de M. Daniel Raoul ; adopté.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7290, 7294) : soutient l'amendement n° 9 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7338, 7347) : soutient les amendements n° 35 et 39 de Mme Raymonde Le Texier ; rejetés. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 7356) : intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Desessard.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - *Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments*) (p. 7534) : soutient l'amendement n° 7 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 111-10-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments*) (p. 7539) : soutient l'amendement n° 11 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 244 quater U du code général des impôts - *Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro*) (p. 7543) : intervient sur l'amendement n° 311 du Gouvernement. - **Article 5** (*Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7575) : intervient sur les amendements n° 32 de M. Thierry Repentin et n° 186 de Mme Évelyne Didier. - **Article 6** (art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - *Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme*) (p. 7581) : soutient l'amendement n° 36 de M. Thierry Repentin ; retiré. - **Article 7** (art. L. 121-9 et L. 121-9-1

[nouveau] du code de l'urbanisme - *Qualification de projet d'intérêt général de certaines mesures de mise en œuvre des DTA*) (p. 7588, 7589) : soutient l'amendement n° 37 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Modification de l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme*) (p. 7591) : soutient l'amendement n° 39 de M. Thierry Repentin ; retiré. - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7598) : soutient l'amendement n° 42 de M. Thierry Repentin ; retiré. (p. 7599) : soutient l'amendement n° 237 de M. Thierry Repentin ; rejeté. (p. 7604) : intervient sur l'amendement n° 44 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Division additionnelle après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7620) : intervient sur l'amendement n° 69 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7631) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 71 de la commission de la culture saisie pour avis. (p. 7633) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 265 de M. Ambroise Dupont (ouverture des bâches d'échafaudage à la publicité).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article additionnel après l'article 50** (p. 8216) : soutient l'amendement n° 791 de M. Paul Raoul (rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques) ; rejeté. - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-4 et L. 213-2 du code de l'environnement, art. 83 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Coopération intercommunale dans le domaine de l'eau*) (p. 8234) : intervient sur l'amendement n° 798 de M. Paul Raoul. - **Article 57** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 1331-1-1 et L. 1331-6 du code de la santé publique - *Contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes*) (p. 8243) : soutient l'amendement n° 803 de M. Paul Raoul ; adopté. - **Article 58** (art. L. 2224-5, L. 2224-7-1 et L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 213-10-9 et L. 213-14-1 du code de l'environnement - *Inventaire des réseaux de distribution d'eau des collectivités et incitation à la réduction des fuites en réseaux*) (p. 8249) : intervient sur les amendements identiques n° 402 de Mme Évelyne Didier, n° 597 de M. Charles Revet et n° 806 de M. Paul Raoul. - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-2 du code de la santé publique - *Protection des périmètres de captage d'eau*) (p. 8253) : intervient sur l'amendement n° 698 ; rejeté. (p. 8254) : intervient sur l'amendement n° 914 de la commission. - **Article 66** (art. L. 583-1 à L. 583-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Prévention de la pollution lumineuse et modalités de contrôle*) (p. 8274, 8275) : ses amendements n° 692 et 693 ; rejetés ; et n° 694 ; retiré. - **Article 67** (*Réforme de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores et aéroportuaires, ACNUSA*) (p. 8275) : son amendement n° 695 ; rejeté. - **Article 68** (art. L. 227-1, L. 227-3, L. 227-4, L. 227-5, L. 227-7 et L. 227-9 du code de l'aviation civile - *Compétences de l'ACNUSA*) (p. 8277, 8278) : son amendement n° 697 ; rejeté. - **Article 71** (art. L. 221-3 et art. L. 221-7 et L. 221-8 [nouveaux] du code de l'environnement - *Principe d'une surveillance de la qualité de l'air intérieur*) (p. 8284) : intervient sur les sous-amendements n° 920 de M. Jean-Pierre Vial et n° 929 de M. Serge Andreoni portant sur l'amendement n° 125 de M. Philippe Richert.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - *Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques*) (p. 8299) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 640 de M. Jacques Muller. (p. 8308) : soutient l'amendement n° 703 de M. Daniel Raoul ; rejeté. - **Article 73** (art. L. 523-1 à L. 523-4 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 5161-1 [nouveau] du code de la santé publique et art. L. 253-8 du code rural - *Obligation de*

déclaration et d'information sur les substances nanoparticulaires) (p. 8314) : intervient sur l'amendement n° 727 de M. Didier Guillaume. - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8317) : intervient sur l'amendement n° 476 de Mme Esther Sittler (délais de recours en cas d'autorisation d'une installation classée). - **Article 84** (art. L. 223-3 du code de commerce et art. L. 512-17 du code de l'environnement - Renforcement de la responsabilité de la société-mère en cas de pollution grave causée par une de ses filiales) (p. 8351) : intervient sur l'amendement n° 120 de la commission des lois saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 8356) : intervient sur l'amendement n° 652 de M. Jacques Muller (condamnation des argumentations publicitaires écologiques mensongères). - **Article 94** (Divers codes modifiés - Mesures de rattachement des enquêtes concernant des décisions ayant trait à l'environnement à l'enquête publique du type "Bouchardeau") (p. 8375, 8376) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 712 ; retiré ; et n° 713 ; rejeté. - **Division et articles additionnels après l'article 100** (p. 8390) : soutient l'amendement n° 569 de Mme Jacqueline Alquier (possibilité pour les collectivités territoriales de créer une agence territoriale de l'environnement de l'énergie et du développement durable) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article 74** (art. L. 4211-2-1 [nouveau] du code de la santé publique - Filière de récupération spécifique des déchets d'activité de soins perforants utilisés en auto-traitement) (p. 8404) : parole sur l'article. - **Article 75** (art. L. 125-6 et L. 125-7 [nouveaux] du code de l'environnement - Information de l'acquéreur d'un terrain sur l'état de pollution du sol) (p. 8405, 8406) : ses amendements n° 730 et 732 ; rejetés. - **Article 78** (art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets) (p. 8419) : intervient sur l'amendement n° 736 de M. Jacques Gillot. - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8425, 8430) : soutient les amendements de M. Gérard Miquel n° 742 (référence explicite au principe de responsabilité élargie du producteur) ; adopté ; et n° 746 (application de la TGAP aux produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 26** (Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires) (p. 9216) : le groupe socialiste est opposé à cet article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9250, 9252) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9323, 9333) : soutient l'amendement n° 367 de M. Michel Teston (réaffirmation de l'ascendant des principes fondamentaux du service public sur la recherche de la rentabilité) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9372, 9373) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9408) : soutient l'amendement n° 428 de M. Michel Teston (moratoire sur les suppressions de postes prévues à La Poste) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9414) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9460) : soutient l'amendement n° 443 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9461, 9462) : favorable à l'amendement n° 439 de M. Michel Teston. (p. 9467) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston. (p. 9509) : intervient sur l'amendement n° 272 de M. Jean Desessard. (p. 9520) : intervient sur l'amendement n° 446 de M. Michel Teston. (p. 9524, 9525) : votera contre cet article. - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9530) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9560) : intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9590, 9593) : soutient les amendements n° 465, 468, 470 et 471 de M. Michel Teston ; rejetés. (p. 9605, 9606) : favorable à l'amendement n° 464 de M. Michel Teston. (p. 9609) : soutient l'amendement n° 473 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9627) : parole sur l'article. (p. 9631, 9638) : soutient les amendements n° 484, 479 et 476 de M. Michel Teston ; rejetés. (p. 9644) : votera l'amendement n° 222 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9663, 9664) : favorable à l'amendement n° 479 de M. Michel Teston. (p. 9676, 9677 ; 9686) : soutient les amendements n° 486 et 387 de M. Michel Teston ; rejetés. (p. 9686) : favorable à l'amendement n° 387 de M. Michel Teston.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11312) : intervient sur les amendements identiques n° I-174 de M. Dominique Braye et n° I-435 de M. Yves Détraigne (exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets).

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12564, 12565) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12594, 12595) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12741) : favorable à l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Réduction du mandat des conseillers généraux) (p. 12773) : parole sur l'article. (p. 12781) : intervient sur les amendements n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 47 de M. Yvon Collin.

MITTERRAND (Frédéric)
ministre de la culture et de la
communication
(à partir du 23 juin 2009)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-901 du 24 juillet 2009 relative à la partie législative du code du cinéma et de l'image animée [n° 31 (2009-2010)] (14 octobre 2009) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 483 (2008-2009)]** - (29 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6420, 6421) : son intervention. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 6429) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Richard Tuheiaiva. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6430) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6816, 6817) : réponse aux orateurs. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 331-21-1 du code de la propriété intellectuelle - *Constatation des infractions et recueil des observations par les membres et agents habilités et assermentés de la HADOPI*) (p. 6825, 6826) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, 7, 8 et 9 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 10 de M. Jack Ralite. - **Article 1er ter (Nouveau)** (art. L. 331-26 et L. 331-35 du code de la propriété intellectuelle - *Information des titulaires d'un abonnement à Internet sur les sanctions encourues*) (p. 6827) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 11 de M. Jack Ralite. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 398-1 et 495 du code de procédure pénale - *Possibilité d'un recours à la procédure du juge unique et aux ordonnances pénales en matière de délit de contrefaçon*) (p. 6828, 6830) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 et 13 de M. Jack Ralite et n° 3 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 335-7 du code de la propriété intellectuelle - *Création d'une nouvelle sanction : la suspension de l'accès au service Internet et l'interdiction de souscrire un nouvel abonnement*) (p. 6831, 6834) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14, 17 et 15 de M. Jack Ralite et n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 331-37-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Sanction contraventionnelle en cas de négligence caractérisée*) (p. 6835) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 16

de M. Jack Ralite. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6838) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 337 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7734, 7736) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Desailly sur la décentralisation des enseignements artistiques** - (29 octobre 2009) (p. 9149, 9152) : sa réponse.

- **Question orale avec débat de M. Jack Ralite sur la numérisation du livre** - (16 novembre 2009) (p. 10546, 10548) : sa réponse.

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10649, 10652) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) (p. 11604, 11608) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11608) : son amendement n° II-77 ; adopté. Son amendement n° II-100 ; adopté. (p. 11609) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-58 de M. Charles Revet. - **Article 52 (Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'Etat aux collectivités territoriales volontaires)** (p. 11611) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-69, II-70 et II-71 de M. Jack Ralite, n° II-51, II-52, II-53, II-55 et II-54 de la commission de la culture saisie pour avis, n° II-6, II-8 et II-7 de la commission. (p. 11615) : sur l'amendement n° II-7 de la commission, son sous-amendement n° II-118 ; adopté. Sur l'amendement n° II-54 de la commission de la culture saisie pour avis, son sous-amendement n° II-117 ; rejeté. - **Article 52 bis (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la procédure de dévolution du patrimoine historique aux collectivités territoriales volontaires*) (p. 11618) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-56 de la commission de la culture saisie pour avis.

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) (p. 11629, 11633) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels après l'article 54 ter** (p. 11634, 11636) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jack Ralite n° II-73 (engagement de l'Etat à verser chaque année à France Télévisions le montant de la compensation forfaitaire de la suppression de la publicité) et n° II-74 (maintien de la publicité entre six heures et vingt heures sur toutes les chaînes de télévision).

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12565) : son intervention.

de MONTESQUIOU (Aymeri)
sénateur (Gers)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants [n° 596 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Sécurité [n° 101 tome 3 annexe 28 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 344, 345) : son intervention.

- **Prolongation de cinq interventions des forces armées - Débat et votes sur des demandes d'autorisation du Gouvernement** - (28 janvier 2009) (p. 1055, 1056) : la majorité du groupe du RDSE votera la prolongation de l'intervention des forces armées en Côte d'Ivoire, au Tchad, en République centrafricaine, au Liban et au Kosovo.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 19 et 20 mars 2009** - (17 mars 2009) (p. 3082, 3083) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3351, 3352) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Article 1er (Suppression du bouclier fiscal)** (p. 3508, 3509) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3595) : son intervention. Votera ce collectif budgétaire.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 3679) : soutient l'amendement n° 82 de M. Michel Charasse (recouvrement sur la succession du bénéficiaire, du légataire ou du donataire, des sommes servies au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie) ; retiré.

- **Commission mixte paritaire [n° 319 (2008-2009)]** - (9 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3903) : son intervention. Votera contre ce projet de loi de finances rectificative.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3957, 3958) : son intervention.

- **Débat sur la crise financière internationale et ses conséquences économiques** - (29 avril 2009) (p. 4014, 4015) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Christiane Demontès sur la politique de défiscalisation des heures supplémentaires** - (29 avril 2009) (p. 4026, 4027) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)]** - (30 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 4104, 4105) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. François Rebsamen sur la création d'une contribution exceptionnelle de solidarité des grandes entreprises du secteur de l'énergie** - (7 mai 2009) (p. 4265, 4266) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5933, 5934) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 18 et 19 juin 2009** - (17 juin 2009) (p. 6105, 6107) : son intervention.

- **Débat sur le volet agricole de la négociation OMC** - (25 juin 2009) (p. 6349, 6350) : son intervention.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6873, 6874) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) (p. 7054, 7055) : son intervention.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur les armes à sous-munitions [n° 575 (2009-2010)]** - (17 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7662, 7663) : son intervention

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire [n° 10 (2009-2010)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8687, 8688) : son intervention. Le groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8874, 8875) : son intervention. (p. 8887) : ses observations.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8902) : son intervention sur les brevets européen et communautaire.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) (p. 8927, 8928) : son intervention.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10520, 10521) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10777, 10778) : son intervention.

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes** (p. 11286, 11287) : son intervention.

Deuxième partie :

de MONTGOLFIER (Albéric)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2010 (8 décembre 2009).

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières le 17 février 2009.

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11687) : son intervention.

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11922) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11971, 11973) : sa question et sa réplique.

Sécurité

- (3 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11990, 11991) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 59 ter** (p. 12005) : position de la commission sur l'amendement n° II-193 de M. Jean Faure (prorogation du dispositif permettant aux collectivités territoriales de mettre des logements à la disposition des gendarmes).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 10 et 11 décembre 2009** - (8 décembre 2009) (p. 12460, 12462) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12827, 12828) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 142 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 143 (2009-2010)** (p. 13186, 13187) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 142 (2009-2010)**.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 - Commission mixte paritaire [n° 184 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13290, 13291) : à titre personnel, votera ce texte ; la majorité du groupe RDSE votera contre.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : Une seconde chance pour l'Agence française de l'adoption [n° 236 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 239 (2008-2009)] relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 378 (2008-2009)] (30 avril 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 398 (2008-2009)] visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 469 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 101 tome 3 annexe 30 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 639, 641) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 760) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Yann Gaillard (attribution d'une dotation exceptionnelle à l'Institut national de recherches archéologiques préventives).

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).**

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 9 (Principes de la politique des transports)** (p. 1095) : son amendement n° 616 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 25 bis (Bon état écologique des masses d'eau)** (p. 1377) : son amendement n° 623 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3675) : soutient l'amendement n° 81 de M. Alain Lambert (régime de retraite des fonctionnaires détachés au poste de directeur des offices publics de l'habitat) ; adopté.

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) - au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 3977, 3978) : son intervention.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) - membre du groupe de travail (p. 4068, 4070) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 4081) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)]** - (7 mai 2009) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 4304) : son intervention. Défavorable à cette proposition de loi. - **Article 1er (Création d'une Commission nationale d'évaluation et de contrôle des aides publiques aux entreprises)** (p. 4316) : position de la commission sur l'article 1er. - **Article 3 (Saisine et pouvoir consultatif de la Commission nationale)** (p. 4319) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. François Rebsamen. - **Article 4 (Création de commissions régionales des aides publiques)** (p. 4320, 4321) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. François Rebsamen.

- **Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 470 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6432, 6433) : son intervention. - **Article 1er (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des investissements dans les petites et moyennes entreprises)** (p. 6442, 6446) : à titre personnel, ses amendements n° 1 et 13 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 2, 3, 4, 7 et 5 de M. Philippe Adnot et n° 8 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6448) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Philippe Adnot (déduction de l'ISF des dons contribuant au financement de la recherche et des fondations universitaires). - **Article 1er bis (art. L. 214-36 du code monétaire et financier - Raccourcissement du délai d'atteinte du quota d'investissement au capital de sociétés non cotées ou faiblement cotées pour l'ensemble des fonds communs de placement à risques, FCPR)** (p. 6448) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Thierry Foucaud. Son amendement n° 14 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 6449) : son amendement n° 15 : coordination ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 6450) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de M. Thierry Foucaud (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'ISF).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10831, 10832) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10939) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-101 ; adopté. (p. 10942) : intervient sur le sous-amendement n° I-56 de M. Philippe Dominati portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) (p. 10994, 11008) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, intervient sur son sous-amendement n° I-97 et sur le n° I-540 de M. Jean-Pierre Fourcade. (p. 11037) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-121 ; retiré. - **Article 3 (priorité)** (*Financement des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 11053, 11054) : ses amendements n° I-68 ; retiré ; et n° I-69 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** (p. 11062) : intervient sur l'amendement n° I-246 de M. François-Noël Buffet (assouplissement des règles permettant aux collectivités de bénéficier du remboursement anticipé du FCTVA). - **Article 15 (priorité)** (*Reconduction du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI*) (p. 11072) : intervient sur l'amendement n° I-350 de Mme Nicole Bricq.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 novembre 2009) (p. 11162) : au nom de M. André Lardeux.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] (suite)**

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11164) : intervient sur l'amendement n° I-416 de Mme Fabienne Keller.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11233) : intervient sur l'amendement n° I-286 de M. Jean Arthuis (accélération de l'investissement des fonds permettant à leurs souscripteurs de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu ou d'ISF).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11307) : son amendement n° I-403 : révision du dispositif de malus à l'achat de véhicules neufs pour encourager les constructeurs automobiles à développer le système de "stop and start" ; retiré. (p. 11320, 11321) : son amendement n° I-335 : création d'une taxe sur l'achat et la production d'huiles hydrogénées destinées à l'alimentation ; retiré.

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11866) : son amendement n° II-154 : possibilité de recourir à un nouvel indice de référence pour l'indexation des loyers de bureaux et locaux professionnels ; adopté.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 12104, 12105) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 12119) : son amendement n° II-113 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 12124) : position de la commission sur l'amendement n° II-127 de Mme Isabelle Pasquet (rapport gouvernemental sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées). - **Article 59 quinquies** (*Mise en place d'un dispositif de suivi des structures d'accueil des personnes handicapées vieillissantes*) (p. 12125) : position de la commission sur les amendements n° II-188 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° II-93 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article 59 sexies** (*Expérimentation de conventions d'objectifs pour les structures d'accueil des personnes handicapées*) (p. 12126) : son amendement n° II-114 : exonération des cotisations patronales d'assurance sociale pour les agents titulaires des centres communaux d'action sociale exerçant des métiers de service à la personne ; adopté. - **Article 59 septies** (*Remise d'un rapport sur les limites d'âge dans les structures d'accueil des personnes handicapées*) (p. 12126) : son amendement n° II-115 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 59 septies** (p. 12127) : position de la commission sur l'amendement n° II-214 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (exonération des cotisations patronales d'assurance sociale pour les agents titulaires des centres communaux d'action sociale exerçant des métiers de service à la personne).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12207, 12208) : sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle), ses sous-amendements n° II-237 ; retiré ; et n° II-238 ; adopté. (p. 12210) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-239 ; retiré. (p. 12211, 12212) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-240 ; retiré. (p. 12222, 12223) : intervient sur le sous-amendement n° II-372 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 précité. (p. 12230, 12231) : intervient sur l'amendement n° II-200 précité.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) (p. 12280) : intervient sur l'amendement n° II-198 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur de l'installation de dispositifs d'assainissement non collectif). - **Article 45 sexies** (*Aménagement du crédit d'impôt au titre des emplois à domicile en matière de soutien scolaire*) (p. 12328) : intervient sur l'amendement n° II-164 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12376) : son amendement n° II-231 : intégration dans le régime de droit commun des professionnels libéraux soumis aux BNC ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 12404) : son amendement n° II-123 : mesures en faveur de l'association des personnes physiques au financement des projets de rénovation de monuments historiques ; adopté.

MORANO (Nadine)
secrétair.e d'État chargée de la famille
(jusqu'au 23 juin 2009)
secrétair.e d'État chargée de la famille et
de la solidarité
(à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3990, 3995) : son intervention.

- **Question orale européenne avec débat de M. Richard Yung sur l'avenir de la politique sociale européenne** - (4 juin 2009) (p. 5601, 5603) : sa réponse.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-Lise Campion sur la protection de l'enfance** - (23 juin 2009) (p. 6215, 6218) : sa réponse.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (25 juin 2009) (p. 6394, 6397) : ses interventions sur le congé de maternité.

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8841, 8843) : sa réponse.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10024, 10025) : réponse aux orateurs.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Article 33** (*art. L. 344-1-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Frais de transport des personnes adultes handicapées*) (p. 10350, 10351) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 323 de Mme Isabelle Pasquet et n° 445 de M. Alain Milon. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10356) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 422 de M. Paul Blanc (possibilité, pour 2010, d'opérer une péréquation ponctuelle au profit des départements concernés par un déficit cumulé de trésorerie).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 10376) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 de la commission et n° 157 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (forfait journalier hospitalier pour les personnes accueillies en maison d'accueil spécialisées). - **Article 46** (*art. L. 542-9 du code de la sécurité sociale - Octroi du prêt pour l'amélioration de l'habitat aux assistants maternels*) (p. 10473) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 419 de M. Jean Arthuis. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10474, 10487) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Yves Daudigny n° 170 (retour à un taux d'encadrement de trois enfants par assistant maternel), n° 171 (suppression de la possibilité pour les ménages à revenus élevés de cumuler le complément de libre choix d'activité et l'allocation de base de la PAJE), n° 173 (rapport au Parlement sur le complément optionnel de libre choix d'activité), n° 175 (caractère expérimental des regroupements d'assistants maternels) et n° 172 (évaluation des conditions de transformation du congé paternité en congé

d'accueil à l'enfant), d'Isabelle Pasquet n° 356 (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction du niveau d'études des enfants), n° 359 (rapport sur le bénéfice et le coût de l'ouverture des droits aux allocations familiales dès le premier enfant) et n° 357 (rapport au Parlement sur les difficultés à bénéficier d'un mode public de garde d'enfants et sur la création d'un service public de la petite enfance), sur les amendements identiques deux à deux n° 34 de la commission et n° 209 de M. Jean Arthuis (sécurisation des regroupements d'assistants maternels), n° 35 de la commission et n° 228 de M. Alain Lambert (harmonisation des critères d'agrément des crèches et des assistants maternels) ainsi que sur l'amendement n° 36 de la commission (modulation de l'agrément des établissements d'accueil des jeunes enfants). Sur l'amendement n° 34 précité, son sous-amendement n° 534 ; rejeté. - **Article 46 ter** (*art. L. 421-4 du code de l'action sociale et des familles - Agrément d'un assistant maternel pour deux enfants au minimum dès sa première demande*) (p. 10487, 10488) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 176 de Mme Claire-Lise Campion. Sur l'amendement n° 37 de la commission, son sous-amendement n° 532 ; adopté. - **Article 48** (*art. 723-4-2 nouveau du code rural - Renforcement du pouvoir de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole en matière de pilotage des caisses locales*) (p. 10490) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de la commission. - **Article additionnel après l'article 48** (p. 10490) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 231 de M. Jean-Pierre Sueur (rétablissement des taux réduits de cotisations sociales pour les groupements d'employeurs multisectoriels du secteur agricole). - **Article 48 bis** (*art. L. 114-23 nouveau et L. 224-5 du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds de performance de la sécurité sociale*) (p. 10491) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 39 de la commission et n° 60 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) (p. 12114, 12117) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 12124) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-127 de Mme Isabelle Pasquet (rapport gouvernemental sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées). - **Article 59 quinquies** (*Mise en place d'un dispositif de suivi des structures d'accueil des personnes handicapées vieillissantes*) (p. 12125) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-188 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° II-93 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article 59 sexies** (*Expérimentation de conventions d'objectifs pour les structures d'accueil des personnes handicapées*) (p. 12126) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-114 de la commission et n° II-189 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 59 septies** (*Remise d'un rapport sur les limites d'âge dans les structures d'accueil des personnes handicapées*) (p. 12126) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-115 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 59 septies** (p. 12127) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-214 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (exonération des cotisations patronales d'assurance sociale pour les agents titulaires des centres communaux d'action sociale exerçant des métiers de service à la personne).

MORIN (Hervé)
ministre de la défense

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 607 (2008-2009)] (3 septembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Police et sécurité - Transports.**

Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions [n° 113 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Prolongation de cinq interventions des forces armées - Débat et votes sur des demandes d'autorisation du Gouvernement** - (28 janvier 2009) (p. 1060, 1062) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3360, 3363) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6898, 6901) : son intervention. (p. 6930, 6932) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6935) : avis du Gouvernement sur la motion n° 107 de Mme Dominique Voynet tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6937) : avis du Gouvernement sur la motion n° 42 de M. Didier Boulaud tendant à poser la question préalable. - **Article 1er (Objet de la programmation militaire)** (p. 6941) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 80 de M. Didier Boulaud. - **Article 2 et rapport annexé (Approbation du rapport annexé)** (p. 6960, 6961) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 81, 94 et 92 de M. Didier Boulaud et n° 47 de Mme Dominique Voynet.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) (p. 7072, 7074) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 103, 104, 105 et 106 de M. Didier Boulaud, n° 74 de Mme Dominique Voynet et n° 39 et 38 de M. Jean-Pierre Chevènement. - **Article 4 (Évolution du plafond d'emplois de la mission Défense)** (p. 7075) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 82 de M. Didier Boulaud et n° 126 de Mme Michelle Demessine. - **Article 5 (Adaptation des dispositions du code de la défense relatives à l'organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale)** (p. 7080, 7084) : position de la commission sur les amendements n° 83, 84 et 91 de M. Didier Boulaud, n° 125 et 124 de Mme Michelle Demessine, n° 5, 4, 3, 2, 1, 6, 7, 8 et 9 de M. Jean-Pierre Chevènement et n° 43 et 44 de Mme Dominique Voynet. - **Article 8 (Régime de cession des immeubles domaniaux par le ministère de la défense)** (p. 7085) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 87 et 86 de M. Michel Boutant. - **Article 9 (Dépollution des emprises cédées par le ministère de la défense)** (p. 7087) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 45 et 46 de Mme Dominique Voynet. - **Article 10 (Assouplissement des conditions de créations de filiales et de prises de participations par DCNS)** (p. 7089, 7090) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 88 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 123 de Mme Michelle Demessine. - **Article 11 (Inscription de la Société nationale des poudres et explosifs, SNPE, sur la liste des entreprises privatisables)** (p. 7093) : avis du Gouvernement sur

les amendements n° 11 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 89 de M. Bernard Cazeau et n° 122 de Mme Michelle Demessine. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 7095) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Pierre Godefroy (rapport au Parlement sur les orientations de la politique industrielle dans le domaine de la défense). - **Article 12 (Perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale)** (p. 7098, 7102) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 12, 41 et 40 de M. Jean-Pierre Chevènement et n° 116, 115 et 117 de M. Robert Badinter. - **Article 13 (Champ de l'incrimination d'atteinte au secret de la défense nationale)** (p. 7104, 7105) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 114, 113 et 112 de M. Robert Badinter. - **Article 14 (Compétences de la commission consultative du secret de la défense nationale en cas de perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale)** (p. 7105, 7106) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 119 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 110, 111 et 109 de M. Robert Badinter. - **Article 16 sexies (Nouveau) (Habilitation législative)** (p. 7109) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 118 de Mme Michelle Demessine. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7111) : remerciements

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8600, 8602) : son intervention. - **Article 1er (Indemnisation des conséquences sanitaires des essais nucléaires)** (p. 8620) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de M. Richard Tuheiava et n° 31 de Mme Dominique Voynet. - **Article 2 (Détermination des zones et périodes concernées)** (p. 8621) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Richard Tuheiava. - **Article 3 (Éléments matériels à l'appui de la demande d'indemnisation)** (p. 8622, 8625) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de M. Richard Tuheiava et n° 1 de Mme Michelle Demessine. - **Article 4 (Comité d'indemnisation)** (p. 8628, 8632) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de M. André Vantomme, n° 32 de Mme Dominique Voynet, n° 29, 25, 24 et 26 de M. Richard Tuheiava. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8633) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de M. Richard Tuheiava (modalités de recours en cas de refus d'indemnisation ou de contestation du montant de l'indemnisation proposée). - **Article 7 (La commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires)** (p. 8635, 8636) : position de la commission sur les amendements n° 4 de Mme Michelle Demessine, n° 8 de M. André Vantomme, n° 33 et 34 de Mme Dominique Voynet et n° 28 de M. Richard Tuheiava. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8637, 8639) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de M. André Vantomme (délivrance du titre de reconnaissance de la nation aux personnes ayant participé aux essais nucléaires français) et n° 36 de Mme Dominique Voynet (étude d'impact sur la santé des personnels civils et militaires présents sur les sites ayant accueilli des essais et des activités nucléaires). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8642) : remerciements.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10527, 10528) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Défense

- (30 novembre 2009) (p. 11731, 11734) : réponse aux orateurs. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11735, 11742) : réponses aux orateurs.

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénateur (Seine-Maritime)
UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Fondation du Patrimoine le 31 mars 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 145 (2008-2009)] relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 150 (2008-2009)] (6 janvier 2009) - **Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 189 (2008-2009)] (28 janvier 2009) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 588 (2008-2009)] (24 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation**.

Proposition de loi relative à la ligne à grande vitesse Paris-Normandie [n° 148 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Transports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 9, 12) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**. - (8 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Question préalable** (p. 88, 89) : position de la commission sur la motion n° 3 de M. Jack Ralite tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** - (8 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Question préalable** (p. 109) : position de la commission sur la motion n° 78 de M. Jack Ralite tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 118) : position de la commission sur l'amendement n° 185 de M. Yves Pozzo di Borgo (fusion du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA, et de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP).

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 160, 163) : son amendement n° 6 : suppression de la référence à l'obligation de diversité ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 300 et 299 de Mme Bariza Khiari. (p. 165, 173) : position de la commission sur les amendements n° 116 de M. Jack Ralite, et n° 309, 312, 313 et 314 de M. David Assouline. - **Article 1er ter** (art. 43-11 de la loi du 30 septembre 1986 - *Promotion des langues régionales*) (p. 177) : son amendement n° 9 : précision ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 178, 179) : position de la commission sur les amendements de M. David Assouline n° 315 (prohibition de tout type d'intimidation vis-à-vis des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle). (p. 179) : demande la réserve de l'amendement n° 316 de M. David Assouline jusqu'après l'examen de l'article 20 ; réserve ordonnée. - **Article 1er quater** (*Politique de développement des ressources humaines*) (p. 180) : son amendement n° 10 : suppression ; adopté. - **Article 3** (art. 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Filialisation des activités de diversification des sociétés nationales de programme*) (p. 194) : son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 123 de M. Jack Ralite et n° 256 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 5** (art. 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de France Télévisions*) (p. 203) : position de la commission sur les amendements n° 124 et 125 de M. Jack Ralite, n° 257 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 326 et 327 de M. David Assouline et n° 96 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Article 6** (art. 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de Radio France*) (p. 208) : position de la commission sur les amendements n° 126 et 127 de M. Jack Ralite, n° 328 et 329 de M. David Assouline et n° 103 de M. Jean-Etienne Antoinette.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 10** (art. 47-6 de la loi du 30 septembre 1986 - *Coordination liée à la création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 273) : position de la commission sur l'amendement n° 134 de M. Jack Ralite. - **Article 12** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Obligation de reprise des chaînes publiques*) (p. 275, 277) : son amendement n° 21 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 135 de M. Jack Ralite et n° 344 de M. David Assouline. - **Article 13** (art. 34-5 de la loi du 30 septembre 1986 - *Coordination relative à la reprise de l'ensemble des programmes régionaux de France 3 en mode numérique*) (p. 280) : position de la commission sur les amendements identiques n° 136 de M. Jack Ralite et n° 345 de M. David Assouline. - **Article 14** (art. 98-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Coordination relative à la diffusion satellitaire de la télévision numérique*) (p. 280, 282) : son amendement n° 24 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14** (283, 285) : ses amendement n° 25 : consultation du CSA par le Gouvernement sur les projets de loi et projets d'actes réglementaires intéressant le domaine de l'audiovisuel ; n° 26 : création d'un conseil consultatif de programme composé de téléspectateurs ; n° 27 : présentation, par le CSA, d'un rapport annuel relatif au financement du secteur public de l'audiovisuel ; adoptés. - **Article 14 quater** (*Pouvoirs de régulation de l'ARCEP sur les sites d'émission*) (p. 286) : son amendement n° 29 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 287, 288) : position de la commission sur les amendements identiques n° 202 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 421 de M. Philippe Dominati (relèvement du seuil de concentration pour les services de radio analogique à 180 millions d'habitants desservis, après avis favorable du CSA et de l'Autorité de concurrence). - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - *Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale*) (p. 299, 300) : ses amendements n° 31 et 32 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 322) : son amendement n° 34 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté le 15 janvier 2009 après modification par les sous-amendements n° 87 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 145 de M. Jack Ralite, n° 450 de M. David Assouline et n° 228 de M. Hervé Maurey. Position de la commission sur l'amendement n° 356 de M. David Assouline.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 19 (supprimé)** (art. 1605 du code général des impôts - *Arrondi à l'euro supérieur du montant de la redevance après indexation*) (p. 383, 384) : son amendement n° 37 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 183 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 372 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 392, 399) : ses amendements n° 38 : extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception ; et n° 39 : réduction du champ des bénéficiaires de la redevance ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 270 de Mme Marie-Christine Blandin (extension de l'assiette de la redevance) et n° 217 de M. Hervé Maurey (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception). (p. 403, 412) : position de la commission sur les amendements n° 147 de M. Jack Ralite (extension de la redevance aux résidences secondaires), de M. David Assouline n° 370 (instauration d'une redevance audiovisuelle pour les résidences secondaires), n° 371 (exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires du RSA) et n° 316 (part prépondérante de la redevance audiovisuelle dans le financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle), n° 218 de M. Michel Mercier (établissement d'une redevance réduite pour les résidences secondaires), de Mme Marie-Christine Blandin, portant sur le même objet, n° 260 et n° 436 (progression de la redevance pour atteindre la moyenne européenne), et n° 268 (indexation de la redevance sur l'indice des prix à la consommation hors tabac). - **Intitulé du chapitre V (De la contribution à l'audiovisuel public - supprimé) et article**

additionnel avant l'article 19 (précédemment réservés) (p. 412, 413) : ses amendements n° 35 : rétablissement de la division ; et n° 36 : changement d'appellation de la redevance audiovisuelle ; adoptés. - **Intitulé du titre II (Institution de taxes sur le chiffre d'affaires des opérateurs du secteur audiovisuel et de communications électroniques)** (p. 414) : position de la commission sur les amendements n° 148 de M. Jack Ralite et n° 271 de Mme Marie-Christine Blandin.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 462) : position de la commission sur les amendements n° 236 de M. Hervé Maurey (extension à France Télévisions et à Radio France du régime fiscal du mécénat d'entreprise) et n° 425 de M. Philippe Dominati (application aux sociétés nationales de programme d'un régime inspiré de celui des fonds de dotation). (p. 463) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 379 de M. David Assouline et n° 223 de M. Hervé Maurey (assujettissement de plein droit des câblo-opérateurs à la taxe alimentant le compte de soutien à l'industrie des programmes audiovisuels, COSIP). (p. 464) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 161 de M. Jack Ralite et n° 279 de Mme Marie-Christine Blandin (évaluation de l'utilisation du produit de la taxe sur la publicité et de la taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques). (p. 466) : position de la commission sur les amendements de M. Hervé Maurey n° 222 (institution d'une taxe sur les ventes et locations de télévisions) et n° 227 (rapport dressant le bilan des sources de financement de France Télévisions). Sur ce dernier, son sous-amendement n° 460 ; adopté. - **Article 22** (art. 2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Définition et périmètre des services de médias à la demande, SMAd*) (p. 469, 473) : position de la commission sur les amendements n° 190, 191 et 192 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 163, 164 et 162 de M. Jack Ralite, n° 237, 238 et 240 de M. Hervé Maurey et n° 184 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 23** (art. 3-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Extension des pouvoirs de régulation du CSA aux SMAd*) (p. 474) : son amendement n° 41 ; adopté. - **Article 25** (art. 14 de la loi du 30 septembre 1986 - *Contrôle du CSA sur le contenu et les modalités de publicité sur les SMAd*) : Son amendement n° 42 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 482) : position de la commission sur l'amendement n° 381 de M. David Assouline (incitation à la diffusion des chaînes conventionnées sur des fréquences non attribuées par le CSA). - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - *Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 482) : son amendement n° 48 ; adopté. - **Article 30** (art. 28 de la loi du 30 septembre 1986 - *Programmes diffusés en mode hertzien adapté aux personnes souffrant d'un handicap visuel ou auditif - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 489, 490) : ses amendements n° 51, 52 et 53 ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 166 de M. Jack Ralite. - **Article 31** (art. 30-6 de la loi du 30 septembre 1986 - *Modalités d'attribution de la ressource radioélectrique pour la diffusion par satellite*) (p. 492) : son amendement n° 55 ; adopté. - **Article 32** (Intitulé du chapitre II du titre II de la loi du 30 septembre 1986) : son amendement n° 56 : rédaction ; adopté. - **Article 33** (Intitulé de la section 1 du chapitre II du titre II de la loi du 30 septembre 1986) : son amendement n° 57 ; adopté. - **Article 34** (art. 33 de la loi du 30 septembre 1986 - *Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode non-hertzien à la production - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 493, 494) : position de la commission sur l'amendement n° 383 de M. David Assouline. Son amendement n° 59 ; adopté. - **Article 35** (art. 33-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Programmes diffusés en mode autre que hertzien adapté aux personnes souffrant d'un handicap visuel ou auditif - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la*

production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 495) : position de la commission sur l'amendement n° 167 de M. Jack Ralite. Son amendement n° 60 ; adopté. - **Article 36** (art. 33-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Obligations adaptées aux SMAd autres que hertziens) (p. 496) : position de la commission sur l'amendement n° 168 de M. Jack Ralite. - **Article 36 bis** (art. 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Extension aux SMAd de la saisine du CSA en matière de concurrence) (p. 497) : son amendement n° 61 ; adopté. - **Article 37 bis** (art. 42-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Pouvoir de suspension du CSA d'un programme diffusé par un éditeur privé) : son amendement n° 62 ; adopté. - **Article 45** (art. 43-7 à 43-10 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions d'entrave à la reprise d'un service de télévision ou SMAd en provenance d'un autre État membre et dispositif anti-délocalisation) (p. 499) : position de la commission sur les amendements n° 169 de M. Jack Ralite et n° 281 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 45 bis** (art. 48-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Pouvoir de suspension du CSA d'un programme diffusé par une société nationale de programme) (p. 500) : son amendement n° 63 ; rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 45 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 177 de M. Jack Ralite (conditions dans lesquelles l'Institut national de l'audiovisuel, INA, peut se voir confier des archives privées de personnes physiques ou morales). - **Article 45 quater** (art. 71-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Contribution à la production audiovisuelle indépendante) (p. 501) : son amendement n° 64 ; adopté. - **Article 46** (art. 73 de la loi du 30 septembre 1986 - Possibilité d'une seconde coupure dans les films et les téléfilms) (p. 503) : position de la commission sur l'amendement n° 283 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 49** (art. 29-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Modification du champ des compétences des comités techniques radiophoniques) (p. 517) : position de la commission sur l'amendement n° 399 de M. David Assouline. - **Article 49 ter** (art. 29-1 de la loi du 30 septembre 1986 et art. 19 de la loi du 5 mars 2007 - Conditions de déploiement des services de radio numérique sur le territoire métropolitain) (p. 521) : position de la commission sur les amendements n° 400 et 401 de M. David Assouline. - **Article 49 quinquies** (art. 41 de la loi du 30 septembre 1986 - Dispositif anti-concentration applicable aux services de télévisions locales hertziennes) (p. 523) : position de la commission sur l'amendement n° 174 de M. Jack Ralite. - **Article 49 sexies** (art. 41-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Interdiction pour un opérateur de communication électronique d'éditer un service de communication audiovisuelle distribué sur son seul réseau) (p. 524) : son amendements n° 70 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 49 octies** (p. 526, 527) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 198 (avancement de la date de dépôt d'un rapport sur la télévision mobile personnelle) et sur le sous-amendement n° 462 du Gouvernement (date de remise du rapport) s'y rapportant ainsi que sur l'amendement n° 207 de M. Bruno Retailleau (préservation des zones de diffusion des télévisions locales lors du passage au numérique). - **Article 51** (Transferts liés à la fusion-absorption réalisée du seul fait de la loi - Appréciation à titre transitoire de la représentativité des syndicats au niveau de la société France Télévisions) (p. 529) : position de la commission sur les amendements n° 403, 404 et 405 de M. David Assouline et n° 175 de M. Jack Ralite. - **Article 51 bis** (Dispositions transitoires réglant le déroulement du dialogue social au sein de la nouvelle entreprise France Télévisions) (p. 531) : son amendement n° 73 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 406 et 407 de M. David Assouline, n° 176 de M. Jack Ralite et n° 286 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 55** (Entrée en vigueur des taxes sur le chiffre d'affaires des opérateurs du secteur audiovisuel et de communications électroniques) (p. 536) : ses amendements n° 75 et 76 ; adoptés. - **Article 57** (Rapport transmis au Parlement sur l'application de l'art. 36 du projet de loi) : son amendement n° 77 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 544) : remerciements. Volonté de faire vivre le débat au Sénat.

- **Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte

paritaire - **Discussion générale** (p. 1396, 1398) : son intervention.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) (p. 3048, 3049) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes** - (19 mars 2009) (p. 3215, 3216) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 259 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3444) : le groupe UC votera cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 8 D** (p. 3663) : favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 10 (exclusion du groupement d'intérêt public France Télé numérique du champ des bénéficiaires de la redevance).

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Commission mixte paritaire [n° 327 (2009-2010)]** - (9 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3877, 3879) : son intervention. Le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 - Commission mixte paritaire [n° 319 (2008-2009)]** - (9 avril 2009) - **Article 8 E** (Groupement d'intérêt public) (p. 3914) : intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4428, 4429) : son intervention. Une large majorité de l'Union centriste votera ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4434) : ne votera pas l'amendement n° 2 de M. Ivan Renar (définition de l'accès à Internet comme un droit fondamental garanti à tous les citoyens de manière égalitaire sur l'ensemble du territoire).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 3** (Texte modifié par la commission) (art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 4602, 4604) : ses amendements n° 207 ; adopté ; et n° 208 ; retiré.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5127, 5129) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 483 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6414, 6417) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6429) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6806, 6808) : son intervention. La majorité du groupe UC votera ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6837) : le groupe UC, dans sa majorité, votera ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 337 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7738, 7739) : son intervention. Favorable à ce texte.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8805, 8806) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8997, 8998) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 9013) : intervient sur l'amendement n° 3 de Mlle Sophie Joissains (caractère obligatoire du service civique). -

Explications de vote sur l'ensemble (p. 9037) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Desailly sur la décentralisation des enseignements artistiques** - (29 octobre 2009) (p. 9137, 9140) : sa question.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9156, 9158) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jack Ralite sur la numérisation du livre** - (16 novembre 2009) (p. 10535, 10537) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11299) : favorable à l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° I-421 (révision de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision). (p. 11302) : son

amendement n° I-380 : report au 1er janvier 2011 de l'application de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision ; retiré.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) (p. 11654, 11655) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12525) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12559, 12561) : son intervention.

MULLER (Jacques)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements éventuels dans le système hospitalier ayant conduit aux décès inexplicables de plusieurs patients à la fin de l'année 2008 et au début de l'année 2009 [n° 179 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les méthodes mises en œuvre par Areva ou ses filiales pour exploiter du minerai d'uranium hors de nos frontières [n° 298 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Énergie.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion du service public des forces de l'ordre dans le cadre du Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord les 2, 3 et 4 avril 2009 [n° 322 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la réglementation de l'implantation des antennes-relais de téléphonie mobile et à la réduction de l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques [n° 360 (2008-2009)] (17 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 651, 652) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Article 1er (Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA)** (p. 721) : parole sur l'article. - **Article 2 et état A (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)** (p. 766, 767) : parole sur l'article. - **Article 3 et état B (Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général)** (p. 771) : parole sur l'article. (p. 775) : son amendement n° 80 ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)**.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 950, 951) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 972, 973) : son amendement n° 630 : inscription, en tête de ce texte, du principe de réduction de l'empreinte écologique ainsi que du renversement de la charge de la preuve en cas d'impacts potentiels ou avérés sur l'environnement ; retiré. - **Article 1er (Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable)** (p. 978, 981) : ses amendements n° 631 ; retiré ; n° 632 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 2 (Lutte contre le changement climatique)** (p. 999) : son amendement n° 636 ; devenu sans objet. - **Article 4 (Règles de performance énergétique des constructions neuves)** (p. 1011, 1013) : son amendement n° 635 ; rejeté. - **Article 5 (Rénovation thermique des bâtiments existants)** (p. 1021, 1023) : parole sur l'article. Ses amendements n° 637 et 639 ; retirés ; n° 638 ; rejeté et n° 640 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7 (Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme)** (p. 1080) : son amendement n° 643 ; rejeté. (p. 1085) : son amendement n° 645 ; rejeté. (p. 1086) : son amendement n° 644 ; retiré. - **Article 9 (Principes de la politique des transports)** (p. 1095) : les sénateurs Verts voteront les amendements n° 165 de Mme Jacqueline Alquier et n° 499 de M. Claude Biwer. (p. 1101) : les sénateurs Verts voteront contre l'amendement n° 156 de M. Dominique Braye. - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 1109, 1110) : parole sur l'article. (p. 1111) : son amendement n° 646 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 11 (Transport de voyageurs)** (p. 1225) : intervient sur l'amendement n° 46 de la commission. (p. 1232) : favorable à l'amendement n° 483 de M. Daniel Soulage. - **Article 12 (Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France)** (p. 1247, 1248) : sur l'amendement n° 50 de la commission, son sous-amendement n° 789 ; rejeté. - **Article 15 bis (Art. 4 de la loi du 30 décembre 1982 précitée - Schéma national des infrastructures de transport tous modes)** (p. 1265) : sur l'amendement n° 55 de la commission, son sous-amendement n° 790 ; rejeté. - **Article 18 (Essor des biocarburants)** (p. 1286, 1288) : intervient sur son amendement n° 648 présenté par Mme Marie-Christine Blandin. Son amendement n° 649 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 20 (Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité)** (p. 1342) : son amendement n° 744 ; devenu sans objet. (p. 1344) : son amendement n° 650 ; devenu sans objet. - **Article 23 bis (Déclaration de ruches obligatoire)** (p. 1362, 1363) : ses amendements n° 651 et 652 ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 28 (Agriculture durable)** (p. 1443) : parole sur l'article. (p. 1445, 1455) : favorable à l'amendement n° 221 de Mme Évelyne Didier. Ses amendements n° 746 et 751 ; rejetés ; et n° 657 ; retiré. Sur l'amendement n° 370 de M. Alain Vasselle, son sous-amendement n° 809 ; rejeté ; sur l'amendement n° 489 de M. Daniel Soulage, son sous-amendement n° 810 ; devenu sans objet. Favorable à l'amendement n° 487 de M. Daniel Soulage. (p. 1458, 1463) : favorable à l'amendement n° 223 de

Mme Évelyne Didier. Ses amendements n° 747 ; rejeté ; n° 748 et 656 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1491, 1500) : son amendement n° 661 ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 371 de M. Alain Vasselle, son sous-amendement n° 813 ; retiré. Sur l'amendement n° 182 de M. François Fortassin, son sous-amendement n° 814 ; rejeté. (p. 1502, 1511) : sur l'amendement n° 497 de M. Daniel Dubois, son sous-amendement n° 815 ; devenu sans objet. Favorable à l'amendement n° 424 de Mme Odette Herviaux. Son amendement n° 660 ; retiré. S'abstiendra sur l'amendement n° 74 de la commission. Intervient sur l'amendement n° 425 de Mme Odette Herviaux. - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 1579) : parole sur l'article. (p. 1581) : sur l'amendement n° 84 de la commission, son sous-amendement n° 823 ; retiré. (p. 1583) : sur l'amendement n° 718 de M. Alain Vasselle, son sous-amendement n° 824 ; rejeté. (p. 1588, 1589) : son amendement n° 668 ; retiré. (p. 1596) : sur l'amendement n° 755 de M. Alain Vasselle, son sous-amendement n° 825 ; retiré. - **Article 41 bis** (*Art. 1387 A [nouveau] du code général des impôts - Valorisation de l'énergie de récupération*) (p. 1599) : son amendement n° 669 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 42** (*Contribution de l'Etat au développement durable*) (p. 1607) : son amendement n° 670 ; retiré. - **Article 43** (*Nouvelles formes de gouvernance*) (p. 1609) : son amendement n° 675 ; rejeté. (p. 1610) : son amendement n° 671 ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 47** (p. 1626) : son amendement n° 674 : lutte contre l'écoblanchiment ; retiré. - **Article 48** (*Formation et développement durable*) (p. 1629) : son amendement n° 749 ; rejeté. - **Article 49** (*Dispositions applicables à l'outre-mer*) (p. 1641) : son amendement n° 676 ; adopté.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3960, 3962) : son intervention.

- **Débat sur la politique de l'État en matière de gestion des ressources halieutiques et des pêches** - (5 mai 2009) (p. 4159, 4160) : son intervention.

- **Débat sur le volet agricole de la négociation OMC** - (25 juin 2009) (p. 6350, 6351) : son intervention.

- **Débat sur la crise de la filière laitière** - (25 juin 2009) (p. 6363) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6549, 6550) : son intervention. - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 6552) : parole sur l'article. (p. 6553) : son amendement n° 35 ; rejeté. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 6567) : parole sur l'article. (p. 6571) : son amendement n° 91 ; rejeté. (p. 6572, 6573) : son amendement n° 90 ; rejeté. - **Article 18** (*Éssor des biocarburants*) (p. 6587, 6588) : parole sur l'article. Son amendement n° 20 ; rejeté. (p. 6590) : intervient sur l'amendement n° 20 précité. (p. 6595) : parole sur l'article. - **Article 19** (**Texte non modifié par la commission**) (*Le soutien à la recherche*) (p. 6597) : son amendement n° 37 ; rejeté. - **Article 26** (*Elaboration de la trame bleue*) (p. 6598) : son amendement n° 92 ; rejeté. (p. 6600) : intervient sur son amendement n° 92 précité. - **Article 37** (**Texte non modifié par la commission**) (*Surveillance des risques émergents*) (p. 6604) : favorable à l'amendement n° 93 du Gouvernement. - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 6608, 6609) : parole sur l'article. Son amendement n° 26 ; adopté. (p. 6610) : ses amendements n° 28 ; retiré ; et n° 27 et 29 ; rejetés. (p. 6611) : son amendement n° 30 ; adopté. (p. 6612, 6614) : ses amendements n° 31, 32, 33 et 34 ; rejetés. - **Article 45** (*Informations et enquêtes publiques en matière environnementale*) (p. 6619) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Marie-Christine Blandin ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6621, 6622) : son intervention. Les Verts ne participeront pas au vote.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7494, 7495) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2009) - **Article 1er** (*art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments*) (p. 7527) : son amendement n° 210 ; rejeté. - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 244 quater U du code général des impôts - Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro*) (p. 7543) : intervient sur l'amendement n° 311 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7557, 7558) : son amendement n° 290 : inscription dans la loi du principe d'un plan national de lutte contre la précarité énergétique ; rejeté. - **Article 3 bis (Nouveau)** (*art. L. 112-1 du code de l'urbanisme - Exclusion des surfaces nécessaires à l'isolation par l'extérieur du calcul de la surface hors œuvre*) (p. 7562) : parole sur l'article. - **Article 4** (*art. L. 111-6-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Inopposabilité des règles d'urbanisme relatives à l'aspect extérieur des bâtiments lorsque la construction utilise des énergies renouvelables*) (p. 7567) : ses amendements n° 211 et 212 ; retirés. - **Article 5** (*Chapitre III du titre 1er du livre 1er du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7573, 7574) : son amendement n° 299 ; rejeté. - **Article 6** (*art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme*) (p. 7583, 7585) : son amendement n° 291 ; devenu sans objet. (p. 7586) : son amendement n° 213 ; retiré. - **Article 7** (*art. L. 121-9 et L. 121-9-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Qualification de projet d'intérêt général de certaines mesures de mise en œuvre des DTA*) (p. 7591) : son amendement n° 304 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7623, 7631) : sur l'amendement de la culture saisi pour avis n° 71 (simplification des procédures d'élaboration des règlements locaux de publicité), ses sous-amendements n° 276, 277, 280 et 281 ; retirés ; n° 278, 279, 284 et 285 ; adoptés ; n° 283, 282, 288 et 287 ; rejetés. Sur l'amendement n° 71 précité, soutient les sous-amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 307 et 308 ; rejetés. (p. 7635) : son amendement n° 286 : alignement du montant de l'astreinte pénale en matière d'affichage publicitaire sur celui de l'astreinte administrative ; retiré. - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre 1er du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7641, 7642) : ses amendements n° 292, 293 et 294 ; devenus sans objet. (p. 7668, 7677) : ses amendements n° 305 et 306 ; rejetés ; n° 300 ; devenu sans objet ; n° 301 ; retiré. - **Article 10** (*Chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'urbanisme - Renforcement des plans locaux d'urbanisme*) (p. 7686, 7691) : ses amendements n° 302 et 303 ; retirés. (p. 7696) : son amendement n° 297 ; rejeté. - **Article 11** (*art. L. 128-1, L. 128-2 et L. 128-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - Autorisation de dépassement des règles densité de construction pour les bâtiments particulièrement performants en matière énergétique*) (p. 7704, 7705) : son amendement n° 214 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7711, 7712) : son amendement n° 216 : possibilité, pour les intercommunalités, d'ester en justice en cas d'infraction aux règles d'urbanisme ; retiré. - **Article 14 (réservé)** (*art. L. 642-3 du code du patrimoine - Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP*) (p. 7716) : son amendement n° 298 ; devenu sans objet. - **Article 15 bis (Nouveau)** (*art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - Travaux nécessaires aux activités agricoles dans les zones soumises à la loi littorale*) (p. 7720, 7722) : intervient sur l'amendement n° 159 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 7724) : son amendement n° 289 : jugement des délits commis en matière de protection du cadre de vie par un tribunal correctionnel composé d'un juge unique ; rejeté. - **Division additionnelle après**

l'article 15 bis (p. 7724) : soutient l'amendement n° 309 de Mme Marie-Christine Blandin (coordination) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Article 21** (*Chapitre X du titre Ier du code de la voirie routière - Modulation des péages en fonction des émissions de gaz à effets de serre des camions mise en place au plus tard le 1er janvier 2010*) (p. 8010, 8011) : parole sur l'article. (p. 8012, 8018) : ses amendements n° 602 ; retiré ; et n° 603 et 604 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8064) : favorable à l'amendement n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques). - **Article 26** (*Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux*) (p. 8075, 8081) : parole sur l'article. Ses amendements n° 605 et 606 ; rejetés. - **Article 27** (*art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Extension de dispositif des certificats d'économies d'énergie*) (p. 8094) : son amendement n° 607 ; retiré. - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (*Section 5 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Cadre juridique pour l'expérimentation du captage et du stockage de CO₂*) (p. 8097, 8098) : s'abstiendra sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8131, 8133) : son amendement n° 608 : programmation pluriannuelle des objectifs de développement de l'énergie éolienne ; adopté. - **Article 35** (*Loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - Aménagement de la redevance sur les concessions hydroélectriques*) (p. 8134, 8135) : son amendement n° 609 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 8138, 8139) : son amendement n° 610 : mesures tendant à favoriser le développement des installations photovoltaïques et des installations de pico-hydroélectricité ; rejeté. - **Article 36** (*art. L. 254-1 à L. 254-12 [nouveau] du code rural - Encadrement des activités de vente, d'application et de conseil des produits phytopharmaceutiques*) (p. 8146, 8147) : son amendement n° 611 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8147, 8648) : son amendement n° 612 : contrôle des matériels d'application des produits phytopharmaceutiques ; rejeté. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 253-7 et L. 253-17 du code rural - Interdiction de la publicité sur les produits phytopharmaceutiques à destination des jardiniers amateurs*) (p. 8155, 8157) : son amendement n° 613 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 8158) : soutient l'amendement n° 616 de Mme Marie-Christine Blandin (exclusion des préparations naturelles peu préoccupantes du champ d'application des articles relatifs aux produits phytopharmaceutiques) ; rejeté. - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau] du code rural - Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles*) (p. 8164) : parole sur l'article. (p. 8165, 8170) : ses amendements n° 617 et 618 ; rejetés. Sur l'amendement n° 829 de la commission, son sous-amendement n° 925 ; rejeté. Sur l'amendement n° 774 de Mme Odette Herviaux, son sous-amendement n° 924 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 47** (*art. L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 du code de l'environnement - Plans nationaux d'action pour la conservation ou le rétablissement des espèces*) (p. 8204) : son amendement n° 630 ; rejeté. (p. 8206) : ses amendements n° 629 et 631 ; retirés. - **Article 48** (*art. L. 414-9 et L. 414-10 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des plans nationaux d'action pour la protection des espèces menacées et des conservatoires botaniques nationaux*) (p. 8212) : son amendement n° 632 ; rejeté. (p. 8214) : son amendement n° 634 ; retiré. - **Article 52** (*art. L. 211-1-4 [nouveau], L. 216-1, L. 216-3 et L. 216-5 du code de l'environnement - Mise en place d'une bande enherbée de cinq mètres le long des cours d'eau*) (p. 8218, 8219) : son amendement n° 636 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 72** (*art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques*) (p. 8300, 8307) : soutient les amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 638 et 642 ; retirés ; n° 639 et 641 ; adoptés. Votera contre l'amendement n° 378 de M. Michel Houel. - **Article 83** (*art. L. 225-102-1 et L. 823-16 du code de commerce, art. L. 114-7 du code de la mutualité, art. L. 511-35 du code monétaire et financier, art. L. 322-26-2-2 du code des assurances, art. L. 524-2-1 du code rural et art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental*) (p. 8332, 8339) : ses amendements n° 649 et 650 ; retirés. - **Article 84** (*art. L. 223-3 du code du commerce et art. L. 825-17 du code de l'environnement - Renforcement de la responsabilité de la société-mère en cas de pollution grave causée par une de ses filiales*) (p. 8340, 8341) : son amendement n° 651 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 8355) : son amendement n° 652 : condamnation des argumentations publicitaires écologiques mensongères ; rejeté. - **Article 86** (*art. L. 122-1, L. 122-1-1 [nouveau], L. 122-2, L. 122-3 et art. L. 122-3-1 à L. 122-3-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des études d'impact*) (p. 8361) : son amendement n° 653 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 89** (p. 8364) : son amendement n° 654 : possibilité pour le juge administratif de suspendre toute décision administrative intervenue sans évaluation environnementale ; adopté. - **Article 90** (*art. L. 123-1 à L. 123-19 du code de l'environnement - Simplification des procédures d'enquête*) (p. 8368, 8370) : ses amendements n° 655 ; retiré ; et n° 660 ; adopté. - **Article 92 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 11-1, L. 11-1-1, L. 11-9 et L. 23-2 du code de l'expropriation - Modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique*) (p. 8371) : son amendement n° 656 ; retiré. - **Article 94** (*Divers codes modifiés - Mesures de rattachement des enquêtes concernant des décisions ayant trait à l'environnement à l'enquête publique du type "Bouchardeau"*) (p. 8375) : ses amendements n° 657, 658 et 659 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 100** (p. 8387) : sur l'amendement n° 877 du Gouvernement (création du conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité), son sous-amendement n° 936 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article 78** (*art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets*) (p. 8413, 8424) : ses amendements n° 645 et 644 ; adoptés ; n° 646 ; rejeté ; et n° 861 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8429) : intervient sur l'amendement n° 831 de Mme Fabienne Keller (prise en compte du coût réel de traitement des déchets ; extension de la responsabilité élargie des producteurs à l'ensemble des produits de grande consommation ; soumission à la TGAP des produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs). (p. 8443, 8444) : sur l'amendement précité n° 831, son sous-amendement n° 939 ; adopté. - **Article 78 ter (Nouveau)** (*art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert"*) (p. 8453, 8456) : sur l'amendement n° 321 de Mme Anne-Marie Payet, son sous-amendement n° 940 ; devenu sans objet. - **Article 80** (*art. L. 541-21-1 [nouveau] du code de l'environnement - Collecte sélective des déchets des gros producteurs de déchets organiques*) (p. 8464, 8465) : son amendement n° 648 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8471, 8472) : les sénateurs Verts s'abstiendront sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9433, 9439) : soutient l'amendement n° 264 de M. Jean Desessard ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9499) : soutient l'amendement n° 266 de M. Jean Desessard ; rejeté. (p. 9500) : soutient l'amendement n° 265 de M. Jean Desessard ; rejeté. (p. 9501) : soutient l'amendement n° 267 de M. Jean Desessard ; rejeté. (p. 9501, 9502) : soutient les amendements n° 268, 269, 270, 271 et 272 de M. Jean Desessard ; rejetés. (p. 9509) : intervient sur les amendements n° 265, 266, 267, 268, 269, 270 et 272 de M. Jean Desessard.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10631, 10632) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10640) : intervient sur l'amendement n° 4 de M. François Fortassin (mesures en faveur de la construction des logements sociaux).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10785, 10787) : son intervention.

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Article 5 (Instauration d'une taxe carbone)** (p. 11129) : son amendement n° I-247 ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-150 de M. Gérard César. (p. 11134) : ses amendements n° I-251 et I-252 ; retirés.

(p. 11136) : intervient sur son amendement n° I-252 précité. (p. 11138) : son amendement n° I-250 ; rejeté. (p. 11140) : ses amendements n° I-248 et I-249 ; rejetés. (p. 11142, 11143) : intervient sur les amendement n° I-248 et I-249 précités. (p. 11145) : ses amendements n° I-253 ; retiré ; et n° I-254 ; rejeté. (p. 11147) : son amendement n° I-255 ; rejeté. (p. 11149) : son amendement n° I-256 ; rejeté. (p. 11152) : son amendement n° I-257 ; rejeté. (p. 11161) : intervient sur son amendement n° I-258. (p. 11163) : intervient sur l'amendement n° I-416 de Mme Fabienne Keller. (p. 11165) : son amendement n° I-259 ; rejeté. (p. 11171) : votera contre cet article. - **Article 6 (Création d'un crédit d'impôt sur le revenu forfaitaire destiné à rendre aux ménages le montant de la taxe carbone)** (p. 11190, 11191) : parole sur l'article. (p. 11193) : ses amendements n° I-260 et I-261 ; rejetés. (p. 11195) : intervient sur ses amendements n° I-260 et I-261 précités. Votera contre cet article.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11958, 11959) : son intervention.

NACHBAR (Philippe)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur la proposition de loi [n° 210 (2007-2008)] tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 52 (2009-2010)] (21 octobre 2009) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Culture** (fascicule 1) : Patrimoines - Transmission des savoirs [n° 104 tome 3 fasc. 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 9052, 9054) : la commission de la culture, saisie pour avis, est favorable à ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11593, 11594) : son intervention. - **Article 52 (Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'Etat aux collectivités territoriales volontaires)** (p. 11613) : ses amendements n° II-51 et II-52 ; adoptés. (p. 11615) : ses amendements n° II-53 et n° II-54 ; adoptés. (p. 11616) : intervient sur le sous-amendement n° II-117 du Gouvernement portant sur son amendement n° II-54 précité. (p. 11617) : son amendement n° II-55 ; adopté. - **Article 52 bis (Nouveau) (Rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la procédure de dévolution du patrimoine historique aux collectivités territoriales volontaires)** (p. 11618) : son amendement n° II-56 ; adopté.

NAVARRO (Robert)
sénateur (Hérault)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retraités, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

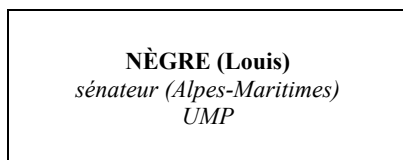
Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**



NÈGRE (Louis)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6497) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments) (p. 7525) : parole sur l'article. - **Article 2** (art. L. 111-10-3 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments) (p. 7536, 7537) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9389) : favorable à l'amendement n° 359 de M. Michel Teston (négociation au niveau européen d'une directive-cadre relative aux services d'intérêt général avant l'ouverture à la concurrence des services postaux).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 2244-1 à L. 2244-4 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création d'une procédure de déclaration de logements en état de vacance anormalement longue) (p. 10635) : parole sur l'article.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi [n° 230 (2007-2008)] portant engagement national pour l'environnement [n° 552 tome 1 (2008-2009)] (9 juillet 2009) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi [n° 230 (2007-2008)] portant engagement national pour l'environnement [n° 552 tome 2 (2008-2009)] (9 juillet 2009) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 652, 655) : son intervention. Favorable à ce plan de relance.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).**

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 965, 967) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1329) : son amendement n° 742 ; retiré.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6497, 6498) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 7468, 7470) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Article 16** (art. L. 2213-3-1 [nouveau], L. 5214-16 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Coordination des compétences transports urbains, voirie et stationnement sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale dotés de plans de déplacements urbains*) (p. 7988, 7989) : position de la commission sur les amendements n° 681 de Mme Jacqueline Gourault, n° 346 et 347 de M. Roland du Luart et n° 442 et 443 de Mme Mireille Schurch. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7992, 7997) : position de la commission sur les amendements de M. Roland Ries n° 474 (réforme du stationnement payant) et n° 686 (intégration du covoiturage, de l'autopartage et des systèmes de mise à disposition de bicyclettes en libre service dans le champ de compétence des autorités organisatrices de transports) et sur l'amendement n° 683 de M. Claude Lise (compétence du conseil général de la Martinique en matière de transports interurbains). - **Article 18** (art. 30-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - *Assouplissement des règles d'adhésion au syndicat mixte instauré par la loi de solidarité et de renouvellement urbains*) (p. 7999) : position de la commission sur l'amendement n° 354 de M. Daniel Percheron. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Définition de l'autopartage et création d'un label spécifique*) (p. 8001, 8003) : position de la commission sur les amendements n° 55 de M. Roland Ries, n° 135 de M. Claude Biwer et n° 444 et 445 de Mme Mireille Schurch. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8004, 8007) : position de la commission sur les amendements n° 876 du Gouvernement (développement des infrastructures permettant de recharger les batteries de véhicules électriques), n° 56 de M. Roland Ries (possibilité pour les communes touristiques, en fonction de leur population, d'instaurer ou de majorer le versement transport), n° 58 de M. Claude Bérit-Débat (relèvement du taux plafond du versement transport pour certaines collectivités), n° 57 de M. Thierry Repentin (possibilité pour une autorité organisatrice de transports urbains d'aligner son taux de versement transport sur celui d'une autre autorité dans un périmètre partagé) et n° 688 de M. Serge Larcher (développement de l'usage des transports maritimes dans les départements d'outre-mer). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 130-4 et L. 330-2 du code de la route - *Transposition d'une directive européenne pour développer les péages sans barrière sur les autoroutes*) (p. 8008) : position de la commission sur l'amendement n° 875 du Gouvernement. - **Article 21** (*Chapitre X du titre 1er du code de la voirie routière - Modulation des péages en fonction des émissions de gaz à effets de serre des camions mise en place au plus tard le 1er janvier 2010*) (p. 8011, 8019) : position de la commission sur les amendements n° 60, 63 et 62 de M. Didier Guillaume, n° 61 de M. Gérard Collomb, n° 602, 603 et 604 de M. Jacques Muller, n° 64 de M. Michel Teston, n° 446, 447, 448 et 449 de Mme Mireille Schurch et n° 827 et 828 de Mme Fabienne Keller. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 8020, 8021) : position de la commission sur les amendements n° 65 de M. Michel Teston (fixation de la valeur locative des lignes de chemin de fer à grande vitesse concédées) et n° 66 de M. Gérard Collomb (suppression de la référence à un décret en Conseil d'Etat pour permettre aux collectivités territoriales d'instituer des péages pour certains ouvrages d'art). - **Article 22** (*Ordonnance n° 2005-898 du 2 août 2005 - Ratification de l'ordonnance relative aux voies ferrées*) (p. 8023, 8024) : position de la commission sur les amendements n° 451 de Mme Mireille Schurch et n° 878 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 8026, 8027) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Étienne Antoinette n° 895 (réglementation du transport fluvial guyanais par des décrets simples et non par des décrets en Conseil d'Etat) n° 896 (statut des fleuves et des piroguiers guyanais). - **Article 22 ter (Nouveau)** (art. 1531 [nouveau] du code général des impôts - *Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif*) (p. 8029, 8031) : position

de la commission sur les amendements n° 863 de M. Gérard Collomb et n° 690 et 691 de M. Roland Ries. Son amendement n° 899 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 8031, 8034) : position de la commission sur l'amendement n° 450 de Mme Mireille Schurch (sécurisation juridique de l'existence de l'Observatoire Energie, Environnement, Transport). Son amendement n° 901 : possibilité pour les collectivités territoriales volontaires d'expérimenter le péage urbain ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 66** (art. L. 583-1 à L. 583-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Prévention de la pollution lumineuse et modalités de contrôle*) (p. 8273, 8275) : position de la commission sur les amendements n° 785 de M. Serge Larcher et n° 692, 693 et 694 de M. Jean-Jacques Mirassou. - **Article 67** (*Réforme de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores et aéroportuaires, ACNUSA*) (p. 8276) : position de la commission sur l'amendement n° 695 de M. Jean-Jacques Mirassou. - **Article 68** (art. L. 227-1, L. 227-3, L. 227-4, L. 227-5, L. 227-7 et L. 227-9 du code de l'aviation civile - *Compétences de l'ACNUSA*) (p. 8277, 8280) : position de la commission sur les amendements n° 697 et 698 de M. Jean-Jacques Mirassou et n° 409, 410 et 411 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8281) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Étienne Antoinette n° 673 (mise en place de moustiquaires dans les régions, départements et collectivités d'outre-mer) et n° 675 (mise en place de moustiquaires dans les bâtiments où s'exercent des missions de service public, dans les régions, départements et collectivités d'outre-mer). - **Article 71** (art. L. 221-3 et art. L. 221-7 et L. 221-8 [nouveaux] du code de l'environnement - *Principe d'une surveillance de la qualité de l'air intérieur*) (p. 8284, 8285) : position de la commission sur l'amendement n° 125 de M. Philippe Richert ainsi que sur les sous-amendements n° 920 de M. Jean-Pierre Vial et n° 929 de M. Serge Andreoni s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) (p. 8296, 8297) : position de la commission sur les amendements n° 724 de M. Thierry Repentin et n° 725 de M. Didier Guillaume. - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - *Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques*) (p. 8298, 8309) : position de la commission sur les amendements n° 640 de M. Jacques Muller, n° 638, 639, 641 et 642 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 453 de Mme Mireille Schurch, n° 377 et 378 de M. Michel Houel, n° 855 et 854 de M. Alain Vasselle, n° 669 de Mme Virginie Klès, et n° 703 et 704 de M. Daniel Raoul. - **Article additionnel après l'article 72** (p. 8310) : position de la commission sur l'amendement n° 705 de M. Daniel Raoul (obligation d'équiper d'oreillettes les téléphones portables spécifiquement destinés aux enfants). - **Article 73** (art. L. 523-1 à L. 523-4 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 5161-1 [nouveau] du code de la santé publique et art. L. 253-8 du code rural - *Obligation de déclaration et d'information sur les substances nanoparticulaires*) (p. 8311, 8315) : position de la commission sur les amendements n° 726, 728 et 729 de M. Daniel Raoul, n° 510 de M. Jean Bizet, n° 643 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 727 de M. Didier Guillaume. - **Division additionnelle après l'article 81** (p. 8316) : position de la commission sur l'amendement n° 881 du Gouvernement (nouvelle division - Risques industriels et naturels). - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8316, 8327) : son amendement n° 934 : définition d'un cadre réglementaire pour les ouvrages de protection contre les inondations ; adopté. Position de la commission sur les amendements de Mme Esther Sittler n° 475 (contrôle des installations classées dans le cadre de la prévention des risques industriels) et n° 476 (délais de recours en cas d'autorisation d'une installation classée), du Gouvernement n° 883 (moyens d'action de l'autorité administrative à l'issue de la remise des études de dangers sur les plateformes de transport de matières dangereuses), n° 880 (prévention des endommagements de canalisation), n° 882 (transposition de la directive relative à

l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 923 de M. Éric Doligé.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8446) : intervient sur l'amendement n° 333 de M. Yves Détraigne (obligation, pour toute entreprise ou établissement public ne souhaitant pas être collectés dans le cadre du service public, d'apporter à la collectivité compétente la preuve qu'ils possèdent une autre solution de collecte de traitement de ses déchets). - **Article 78 ter (Nouveau)** (art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert") (p. 8452, 8453) : intervient sur les amendements n° 321 de Mme Anne-Marie Payet, n° 416 de Mme Évelyne Didier, n° 836 de M. Alain Vassel, n° 830 de Mme Fabienne Keller et n° 740 de M. Gérard Miquel.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (9 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9947, 9948) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11760, 11762) : son intervention.

NICOUX (Renée)
sénateur (Creuse)
SOC

Devenue sénateur le 10 septembre 2009 (en remplacement de M. André Lejeune, décédé).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 21 septembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12644, 12645) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Jacques Lozach (maintien d'une deuxième circonscription en Creuse et en Lozère) ; rejeté.

NOVELLI (Hervé)
*secrétaire d'Etat chargé du commerce,
 de l'artisanat, des petites et moyennes
 entreprises, du tourisme et des services
 (jusqu'au 23 juin 2009)*
*secrétaire d'Etat chargé du commerce,
 de l'artisanat, des petites et moyennes
 entreprises, du tourisme, des services et
 de la consommation
 (à partir du 23 juin 2009)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1780, 1782) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 4111-1, L. 4132-1, L. 4131-5, L. 4141-4, L. 4151-6, L. 4221-1, L. 4221-10 du code de la santé publique - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien) (p. 1786) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de Mme Bariza Khiari. - **Article 2** (art. L. 241-1 du code rural - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession de vétérinaire) (p. 1788) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Charles Guené. - **Article 3** (art. 11 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession d'avocat) (p. 1789) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 et 4 de Mme Bariza Khiari. - **Article 4** (art. 10 et 11 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession d'architecte) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de Mme Bariza Khiari. - **Article 5** (art. 3 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 - Suppression de la condition de nationalité pour l'exercice de la profession de géomètre-expert) (p. 1790) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de Mme Bariza Khiari.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3762, 3765) : son intervention. (p. 3784, 3786) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours) (p. 3791, 3794) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de M. Daniel Soulage, n° 24 de M. Michel Bécot, n° 15 et 14 de M. Philippe Dominati, n° 19 de M. Hervé Maurey et n° 66 de M. Paul Raoult. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3795, 3796) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de M. Michel Bécot (dispense de la carte professionnelle, prévue à l'article 3 du texte, pour les personnes physiques ou morales n'exerçant qu'une activité de location saisonnière de meublés). - **Article 4** (Chapitre Ier du titre III du livre II du code du tourisme - Modernisation du régime juridique de l'activité de grande remise) (p. 3797, 3799) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 36 de M. Philippe Dominati et n° 7 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3801) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Daniel Soulage (mise en place d'une base juridique à l'activité de moto taxi). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3803) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 62 de M. Paul Raoult (répartition des ressources prélevées sur les produits des jeux des casinos). - **Article 6** (Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France) (p. 3810, 3811) :

avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de M. Claude Biver, n° 22 de M. Daniel Soulage, n° 53 de M. Didier Guillaume, n° 13 de M. Michel Bécot, n° 47, 48, 49, 50, 51, 52 et 54 de M. Paul Raoult et n° 72 de Mme Odette Terrade. - **Article 7** (Mesures transitoires) (p. 3812) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Hervé Maurey. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3813, 3814) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 60 de M. Paul Raoult (modification de la convention collective dans le secteur de la restauration en vue d'améliorer les conditions de travail, de formation et de rémunération des salariés).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 8** (Chapitre Ier du titre Ier du livre III du code du tourisme - Réforme du classement des hôtels de tourisme) (p. 3823, 3825) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 55, 56 et 57 de M. Paul Raoult et n° 17 de M. Hervé Maurey. - **Article 9** (art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes) (p. 3826, 3827) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de M. Philippe Dominati, n° 31 de M. Hervé Maurey et n° 3 de M. Michel Bécot. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3828) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Michel Bécot (caractère non résiliable des baux commerciaux signés entre les propriétaires et les exploitants de résidences de tourisme). - **Article 10** (art. L. 362-1 du code du tourisme, art. L. 4424-32 du code général des collectivités territoriales, art. L. 3335-4 du code de la santé, art. 199 undecies B et 217 duodecimes du code général des impôts - Suppression du classement des restaurants de tourisme) (p. 3829, 3830) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3831, 3832) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 33 de M. Jean Faure et n° 67 de M. Thierry Repentin (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir mise en œuvre dans les stations et les communes touristiques depuis les années 2000). - **Article 12** (art. L. 3331-1 [nouveau] et L. 3332-1-1 du code de la santé publique et art. L. 313-1 du code du tourisme - Suppression de la déclaration de la licence I pour les exploitants d'un hébergement touristique - Obligation de formation adaptée des exploitants d'une table d'hôtes servant des boissons alcoolisées) (p. 3833) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de M. Gérard César et n° 23 de M. Michel Bécot. - **Article 13** (art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 decies EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924) (p. 3845, 3846) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Hervé Maurey. - **Division et articles additionnels après l'article 13** (p. 3847, 3850) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Claude Lise n° 41 (exonération de la TVA sur les prestations de restauration et d'hébergement à destination des touristes dans les départements d'outre-mer), n° 42 (nécessité de renforcer la coopération dans le domaine touristique, notamment en matière d'actions de formation), n° 43 (mise en place de visas touristiques dans les départements d'outre-mer), n° 44 (dérogation au paiement du visa temporaire en faveur des compagnies aériennes atterrissant dans les départements d'outre-mer), n° 45 (mise en place de visas touristiques pour les étrangers se rendant dans les départements d'outre-mer afin d'assister à un congrès) et n° 46 (création d'une nouvelle section consacrée à l'outre-mer). - **Article 14** (Chapitre Ier du titre Ier du livre IV du code du tourisme - Attribution des chèques-vacances dans les entreprises de moins de 50 salariés) (p. 3856, 3857) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 et 9 de M. Pierre Hérisson, n° 58 et 59 de M. Paul Raoult et n° 37, 38 et 39 de Mme Odette Terrade. - **Article 15** (Information des associés des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps

partagé - Retrait des associés de ces sociétés) (p. 3858, 3860) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 61 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 75 de la commission. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 3861) : son amendement n° 10 : habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnance des mesures de transposition de la directive européenne 2008/122/CE du 14 janvier 2009 relative à la protection des consommateurs en matière de contrat d'utilisation de biens à temps partagé ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3862, 3866) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 64 (désignation par les ministres chargés du tourisme et du logement d'un délégué interministériel en charge du logement des saisonniers) et n° 65 (présentation d'un rapport par le Gouvernement sur l'évolution des classes de découverte), n° 70 de M. Paul Raoult (rapport du Gouvernement sur les difficultés rencontrées par les voyageurs en raison de la surréservation pratiquée par les compagnies aériennes) et n° 71 de M. Didier Guillaume (rapport du Gouvernement sur les difficultés de mise aux normes rencontrées par les petits établissements hôteliers). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3868) : remerciements.

- **Débat sur la crise financière internationale et ses conséquences économiques** - (29 avril 2009) (p. 4019, 4020) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. François Rebsamen sur la création d'une contribution exceptionnelle de solidarité des grandes entreprises du secteur de l'énergie** - (7 mai 2009) (p. 4270, 4272) : sa réponse.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (8 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5818, 5820) : son intervention. Réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires*) (p. 5853, 5863) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, 2, 6 et 4 de Mme Nicole Bricq, n° 18, 22, 27 et 28 de M. Bernard Vera et n° 10 de M. Yvon Collin. (p. 5864, 5868) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 40, 19 et 20 de M. Bernard Vera, n° 3 et 5 de Mme Nicole Bricq et n° 9 et 8 de M. Yvon Collin. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions de coordination*) (p. 5871) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de M. Bernard Vera. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Agrément de l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires*) (p. 5871) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Bernard Vera. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Transferts du patrimoine, des moyens, des droits et obligations des deux organes centraux actuels vers le nouvel organe central*) (p. 5873) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16, 33 et 34 de M. Bernard Vera. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Art. 16 et 32 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière - Conditions d'applicabilité des conventions de branche et organisation du dialogue social*) (p. 5876) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17, 32, 11 et 35 de M. Bernard Vera et n° 7 de Mme Nicole Bricq. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5880) : remerciements. Son intervention.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5881, 5892) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Préavis et motivation des réductions ou interruptions de crédits bancaires aux entreprises*) (p. 5893, 5894) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 6 de M. Bernard Vera. - **Article 3 bis (Texte modifié par la commission)** (*Art. L. 221-5 du code monétaire et financier - Sanction du non-respect par les établissements de crédit des conditions d'emploi de certains fonds d'épargne réglementés*) (p. 5895) : avis du Gouvernement

sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Vera. - **Article 4 (Suppression maintenue par la commission)** (*Art. L. 5511-37 du code monétaire et financier - Publication mensuelle, par les établissements de crédit, du montant de leurs encours de crédits aux entreprises de moins d'un an*) (p. 5897) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Vera. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Statistiques relatives aux crédits bancaires consentis aux jeunes entreprises et PME*) (p. 5898) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de M. Bernard Vera et n° 2 de M. Jean-Jacques Jégou. - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 5900) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 de M. Philippe Dominati (extension du champ d'application des taux de cotisation sociale spécifiques du régime de l'auto-entrepreneur aux travailleurs indépendants des départements d'outre-mer) et n° 13 de M. Gérard Longuet (précision quant au traitement comptable de l'écart de valorisation pouvant exister lors de la cession d'une société par rachat de ses salariés avec création d'une société coopérative ouvrière de production). - **Article additionnel après l'article 6 quinquies** (p. 5902) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Albéric Montgolfier (alignement du régime déclaratif des experts-comptables, dans le cadre de leurs activités juridiques, sur celui des avocats). - **Article 6 sexies A (Ratification de trois ordonnances en matière de droit financier)** (p. 5903) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 5904, 5908) : son amendement n° 14 : augmentation des ressources du FMI pour aider les pays confrontés à la crise ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Pierre Hérisson (modalités de la mutualisation entre opérateurs de la partie terminale des réseaux en fibres optiques en vue du déploiement de la fibre optique dans les immeubles à partir de 2010). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 5908) : son amendement n° 15 : extension et adaptation des dispositions de ce texte aux collectivités d'outre-mer ; adopté.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6728, 6729) : son intervention. (p. 6740, 6742) : réponse aux orateurs. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours*) (p. 6746, 6747) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Paul Raoult. - **Article 4 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Encadrement de l'activité des motos-taxis*) (p. 6748) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de Mme Odette Terrade. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France*) (p. 6751, 6752) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 et 23 de Mme Odette Terrade. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Chapitre Ier du titre Ier du livre III du code du tourisme - Réforme du classement des hôtels de tourisme*) (p. 6754) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Paul Raoult. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 324-3-1 [nouveau], L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes*) (p. 6755) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Hervé Maurey. - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 6758) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Martial Bourquin n° 18 (interdiction de commercialiser des logements compris dans des résidences de tourisme classées en l'absence d'un dispositif des garanties des loyers impayés) et n° 19 (obligation pour les exploitants de résidence de tourisme de présenter une garantie financière spécialement affectée à la garantie des loyers). - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. 39 octies F, 39 AK et 279 du code général des impôts, art. 138 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 et art. 10 de la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 - Baisse de la taxe sur la valeur ajoutée dans la restauration*) (p. 6761, 6766) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Jean Arthuis, n° 9, 10 et 11 de Mme Nicole Bricq, n° 8 de M. Paul Raoult et n° 24 de Mme Odette Terrade. - **Article 14**

(Texte non modifié par la commission) (*Chapitre 1er du titre 1er du livre IV du code du tourisme - Attribution des chèques-vacances dans les entreprises de moins de 50 salariés et missions de l'Agence nationale des chèques vacances*) (p. 6780, 6781) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 et 34 de Mme Odette Terrade et n° 16 de M. Paul Raoult. - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5, 13 et 19-1 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé et section 9 du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Limitation à trois ans de la durée du mandat des gérants des sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé - Information des associés des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Retrait des associés de ces sociétés - Transposition de la directive européenne sur les contrats d'utilisation de biens à temps partagé) (p. 6786) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5, 8, 9, 12 et 37 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et art. L. 133-3 du code de commerce - Statut des déménageurs) (p. 6788) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de Mme Odette Terrade. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation d'une année du mandat des membres des CCI, des CRCI, de l'ACFCI et des délégués consulaires*) (p. 6788) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de Mme Odette Terrade.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8884, 8887) : sa réponse.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9112, 9114) : son intervention. (p. 9118, 9120) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (23 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11181, 11183) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-410 de M. Paul Blanc (exonération

des maisons départementales des personnes handicapées du paiement de la taxe sur les salaires) et sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-181, I-182, I-183 et I-184 (modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration).

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (8 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12388, 12398) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Georges Patient n° II-300 (rapport gouvernemental présentant les moyens mis en œuvre pour permettre aux services fiscaux de l'État et des collectivités territoriales d'outre-mer d'identifier l'ensemble des bases prises en compte pour l'application de la fiscalité locale) et n° II-302 (rapport gouvernemental précisant les possibilités de prise en compte, pour la répartition de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement des collectivités des départements d'outre-mer, du revenu moyen par habitant, des dépenses scolaires ainsi que des particularités géographiques de ces collectivités), de M. Jean-Etienne Antoinette n° II-301 (réalisation d'une étude chargée d'établir des propositions pour augmenter les retombées financières de l'activité du spatial en Guyane), n° II-303 (limitation de l'effet inflationniste sur les prix de l'octroi de mer) et n° II-304 (suppression de la limitation de dix fois la superficie des parties agglomérées des communes dans les opérations de cession gratuite de foncier de l'État aux communes), de M. Philippe Dominati n° II-246 (contestation des expertises d'évaluation des entreprises), n° II-247 (limitation des exigences de constitution de garanties aux risques de non-recouvrement des créances par le Trésor Public), n° II-248 (application de l'article L. 51 du livre des procédures fiscales aux exercices déficitaires déjà vérifiés) et n° II-256 (ouverture du PEA aux actions des sociétés foncières européennes ayant un statut fiscal équivalent à celui des SIIC françaises), ainsi que sur l'amendement n° II-270 de M. Thierry Repentin (cession à l'euro symbolique aux organismes HLM des immeubles domaniaux reconnus inutiles par le ministre de la défense), (p. 12391) : sur l'amendement n° II-256 de M. Philippe Dominati (ouverture du PEA aux actions des sociétés foncières européennes ayant un statut fiscal équivalent à celui des SIIC françaises), son sous-amendement n° II-395 ; adopté.

PANIS (Jacqueline)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 34 (2008-2009)] de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 225 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Justice**.

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] - Retraite des mères de famille [n° 83 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures** [n° 210 (2008-2009)] - (24 mars 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 3234, 3235) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 3301, 3302) : position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur l'amendement n° 124 de Mme Elisabeth Lamure (simplification du régime d'autorisation d'exploitation commerciale en matière d'extension des ensembles commerciaux ; extension des pouvoirs des présidents des syndicats mixtes ayant élaboré un SCOT ; application du quantum journalier de 150 euros par mètre carré exploité aux exploitants d'une surface commerciale sans autorisation). - **Article 18 bis** (*Habilitation législative pour clarifier le régime du transport par canalisations de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques*) (p. 3302) : position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur l'amendement n° 74 de M. François Patriat. - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 3303) : position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur l'amendement n° 65 de M. Bruno Sido (contrôle des équipements sous pression des exploitations nucléaires). - **Article 22** (*Simplification de la définition du "salon professionnel"*) (p. 3305) : son amendement n° 11 ; adopté. - **Article 27** (*Allègements de procédures en matière agricole*) (p. 3307) : position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur l'amendement n° 75 de Mme Odette Herviaux. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3308, 3310) : son amendement n° 12 : clarification des moyens et des missions de l'organisme de défense et de gestion ; adopté. Position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur les amendements de M. Gérard César n° 32 (autorisation, pour les entreprises

habilitées, d'utiliser l'appellation "vin de pays Vignobles de France" pour les récoltes 2007 et 2008), n° 33 (ajout de nouveaux producteurs au classement des vins de l'appellation "Saint-Émilion") et n° 54 (reconnaissance de la certification de gestion durable des forêts au titre de la certification de conformité du produit). - **Article 28 quater** (*Habilitation législative pour codifier les dispositions relatives à la pêche maritime et mettre à jour le code rural et le code forestier*) (p. 3314) : son amendement n° 13 : précision ; adopté. Position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur les amendements n° 76 de Mme Odette Herviaux et n° 55 de M. Gérard César.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 36** (p. 3373) : position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur l'amendement n° 154 du Gouvernement (prorogation d'habilitations). - **Article 36** (*Intégration de l'inventaire forestier national à l'Office national des forêts*) (p. 3374) : position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur l'amendement n° 139 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 36 ter** (*Habilitation législative pour prendre les dispositions législatives nécessaires à une mise en œuvre rapide des mesures retenues dans le secteur agricole et forestier au titre de la révision générale des politiques publiques*) (p. 3375) : son amendement n° 14 ; adopté. - **Article 51** (*Simplification des règles applicables aux installations classées et adaptation de ces règles à la réalité des risques encourus*) (p. 3390) : son amendement n° 15 ; adopté. - **Article 52** (*Mesures de simplification dans le secteur de l'aviation marchande*) (p. 3391) : position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur l'amendement n° 80 de M. Daniel Raoul. - **Article 66 bis** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 3427) : son amendement n° 16 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 66 bis** (p. 3429) : son amendement n° 17 : ratification d'ordonnances ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (7 octobre 2009) - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques) (p. 8307) : votera contre l'amendement n° 378 de M. Michel Houel.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010** [n° 82 (2009-2010)] - (10 novembre 2009) - rapporteur de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur les dispositions relatives à la retraite des mères de famille - **Discussion générale** (p. 9999, 10000) : son intervention.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Article 29** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée*) (p. 10278) : intervient sur les amendements n° 143 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 297 de M. François Autain.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité** [n° 461 (2008-2009)] - (9 décembre 2009) - **Article 5** (art. L. 353-1 à L. 353-3 du code de la sécurité sociale - *Extension au partenaire survivant d'un pacte civil de solidarité du bénéfice de la pension de réversion prévue dans le cadre du régime général de sécurité sociale et du régime des pensions civiles et militaires*) (p. 12494, 12495) : parole sur l'article.

PAPON (Monique)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 7, 13, 20, 29 janvier, 10, 18 février, 3, 10 mars, 1er, 2, 7, 8, 29 avril, 12, 18, 25, 27 mai, 8, 17, 30 juin, 1er, 7, 15 juillet, 5, 15, 20, 29 octobre, 3, 4, 9, 20, 25, 26 novembre, 1er, 2 et 10 décembre 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 janvier 2009) (p. 580) : au nom de M. Gérard Longuet

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Vietnam** - (1er avril 2009) (p. 3607).

- **Message de solidarité aux victimes d'un séisme en Italie** - (7 avril 2009) (p. 3757).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires chiliens** - (27 mai 2009) (p. 5136, 5137).

- **Question orale européenne avec débat de M. Richard Yung sur l'avenir de la politique sociale européenne** - (4 juin 2009) (p. 5594, 5595) : son intervention.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Laos** - (17 juin 2009) (p. 6127).

- **Ouverture de la session ordinaire de 2009-2010** - (5 octobre 2009) (p. 8121).

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8833, 8835) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2009) (p. 9883) : donne acte à M. Guy Fischer de son rappel au règlement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11813) : sa question et sa réplique.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Japon** - (10 décembre 2009) (p. 12599).

PASQUA (Charles)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

PASQUET (Isabelle)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (23 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 867) : soutient l'amendement n° 83 de M. Albéric de Montgolfier (présentation au Parlement d'un rapport gouvernemental annuel sur l'utilisation des crédits de paiement affectés aux monuments historiques) ; retiré.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (30 janvier 2009) - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 1286) : favorable à l'amendement n° 648 de M. Jacques Muller.

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** [n° 145 (2008-2009)] - (13 janvier 2009) - **Article 10** (art. 47-6 de la loi du 30 septembre 1986 - *Coordination liée à la création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 273) : soutient l'amendement n° 134 de M. Jack Ralite ; rejeté.

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3984, 3985) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité

sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4477) : parole sur l'article. (p. 4504) : soutient l'amendement n° 380 de M. François Autain ; retiré. (p. 4511) : soutient l'amendement n° 383 de M. François Autain ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4554) : soutient l'amendement n° 390 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4566, 4567) : parole sur l'article. (p. 4574, 4575) : soutient l'amendement n° 394 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - *Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4598, 4602) : soutient les amendements n° 397 et 545 de M. François Autain ; rejetés. - **Article 4 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6141-1, L. 6141-2, L. 6141-2-1 [nouveau], L. 6141-7-3 [nouveau] du code de la santé publique - *Statut des établissements publics de santé*) (p. 4606, 4607) : parole sur l'article. (p. 4609, 4610) : soutient l'amendement n° 407 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - *Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4612, 4613) : parole sur l'article. (p. 4616) : soutient l'amendement n° 410 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4629) : soutient l'amendement n° 413 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier*) (p. 4835) : soutient l'amendement n° 562 de M. François Autain ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 10 (précédemment réservé)** (p. 4860) : soutient l'amendement n° 553 de M. François Autain (rationalisation de la procédure de recrutement des praticiens hospitaliers temporaires) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé*) (p. 4906, 4915) : soutient les amendements n° 908, 910 et 911 de M. François Autain ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4957, 4958) : soutient l'amendement n° 919 de M. François Autain ; retiré. (p. 4961) : soutient l'amendement n° 923 de M. François Autain ; retiré. (p. 4977) : soutient l'amendement n° 926 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4982) : soutient l'amendement n° 930 de M. François Autain ; adopté. (p. 4989, 4990) : soutient l'amendement n° 933 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4994) : soutient l'amendement n° 936 de M. François Autain ; rejeté. (p. 4997) : soutient l'amendement n° 938 de M. François Autain ; rejeté. (p. 5000) : soutient l'amendement n° 940 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours*) (p. 5250) : soutient l'amendement n° 464 de M. François Autain ; retiré. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - *Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un*

contrat santé solidarité) (p. 5297) : soutient l'amendement n° 480 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5324) : soutient l'amendement n° 476 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5493) : soutient l'amendement n° 496 de M. François Autain ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Article 1er A** (art. L. 313-3 du code de la consommation - Refonte des catégories de prêts à la consommation pour la détermination des seuils de l'usure) (p. 6040, 6041) : parole sur l'article. - **Article 1er** (art. L. 311-1, L. 311-2 et L. 311-3 du code de la consommation - Définitions et champ d'application du crédit à la consommation) (p. 6053) : soutient l'amendement n° 79 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 311-4 et L. 311-5 du code de la consommation - Publicité) (p. 6056, 6057) : soutient les amendements n° 75, 76 et 77 de Mme Odette Terrade ; rejetés. - **Article 5** (art. L. 311-11 à L. 311-17 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit) (p. 6069, 6070) : soutient les amendements n° 65 et 66 de Mme Odette Terrade ; rejetés. (p. 6072) : soutient les amendements n° 60 et 67 de Mme Odette Terrade ; rejetés. (p. 6075) : soutient l'amendement n° 68 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 311-8 à L. 311-10 du code de la consommation - Informations mentionnées dans le contrat) (p. 6081) : soutient l'amendement n° 74 de Mme Odette Terrade ; retiré. - **Article 10** (art. L. 311-30 à L. 311-41 du code de la consommation - Crédit affecté) (p. 6084) : soutient l'amendement n° 64 de Mme Odette Terrade ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Article 18** (art. L. 313-15 du code de la consommation - Regroupement de crédits) (p. 6121, 6122) : son amendement n° 58 ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 6131) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Odette Terrade (mise en place d'un système d'information de leurs droits en faveur des personnes ayant contracté un prêt et perdant leur emploi) ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2 nouveau, et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement) (p. 6135) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 52 ; rejeté ; et n° 55 ; retiré. - **Article 23** (art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3 nouveau, L. 331-8 et L. 331-9 du code de la consommation - Prérogatives de la commission de surendettement - Ouverture d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 6142) : soutient l'amendement n° 50 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Article 26** (art. L. 332-5, L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9, L. 332-10 et L. 332-11 du code de la consommation - Déroulement de la procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire) (p. 6143, 6144) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Odette Terrade ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Marie-Lise Campion sur la protection de l'enfance** - (23 juin 2009) (p. 6210, 6211) : son intervention.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7203, 7205) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre cette proposition de loi. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-27 du code du travail - Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire) (p. 7240) : soutient l'amendement n° 72 de Mme Annie David ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7250) : soutient l'amendement n° 73 de Mme Annie David (protection des salariés refusant de travailler le dimanche) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7268) : parole sur l'article. (p. 7281, 7286) : soutient les amendements n° 80 et 81 de Mme Annie David ; rejetés. (p. 7295, 7302) : soutient les amendements n° 85, 87, 95 et 92 de Mme Annie David ; rejetés. (p. 7316, 7321) : soutient les amendements n° 99 et 102 de Mme Annie David ; rejetés. (p. 7330, 7335) : soutient les amendements n° 107 et 110 de Mme Annie David ; rejetés. (p. 7347) : soutient l'amendement n° 115 de Mme Annie David ; rejeté. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 7355, 7356) : soutient l'amendement n° 118 de Mme Annie David ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7364) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau) (Rapport d'impact)** (p. 9220) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9337) : votera l'amendement n° 9 de M. Jean-Claude Danglot (réalisation d'un audit sur les conditions de travail des salariés et sur l'emploi précaire à La Poste et dans ses filiales).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9384) : article 32 du règlement. Statut de la SNCF. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9387) : favorable à l'amendement n° 10 de M. Jean-Claude Danglot (demande de renégociation des directives européennes sur la libéralisation du secteur postal).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 15** (art. L. 2-1 du code des postes et communications électroniques - Contrats dérogatoires aux modalités de l'offre de service universel) (p. 9885, 9886) : soutient l'amendement n° 109 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9890, 9893) : soutient les amendements n° 112 et 120 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Article 21** (art. L. 5-7-1 [nouveau] du code des postes et communications électroniques - Traitement par le régulateur des réclamations non satisfaites par les prestataires de services postaux) (p. 9923) : soutient l'amendement n° 150 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 25 (Entrée en vigueur du titre 1er)** (p. 9929) : soutient l'amendement n° 167 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10013, 10014) : son intervention.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 4 (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2009)** (p. 10056) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG votera contre l'article 4 de ce projet de loi. - **Article 5 (Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites)** (p. 10058, 10059) : soutient l'amendement n° 255 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 10059, 10060) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 256 (rapport au Parlement sur la sécurité des instruments financiers détenus par le fonds de réserve pour les retraites) ; et n° 257 (précision) ; rejetés.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 10 (Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de**

grippe A, H1N1 (p. 10125, 10126) : soutient l'amendement n° 261 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10160) : soutient l'amendement n° 268 de M. François Autain (modification du régime de régulation du marché du médicament) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2009) - **Article 59 bis (Nouveau)** (*Doublement du montant de l'aide au paiement d'une assurance complémentaire de santé, ACS, pour les jeunes âgés de seize à vingt-quatre ans*) (p. 11886) : parole sur l'article.

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'État

- (4 décembre 2009) (p. 12081) : son intervention.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) (p. 12109, 12110) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 12122) : intervient sur les amendements n° II-113 de la commission et n° II-186 de la commission de la commission des affaires

sociales saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 12124) : son amendement n° II-127 : rapport gouvernemental sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ; rejeté. - **Article 59 quinquies** (*Mise en place d'un dispositif de suivi des structures d'accueil des personnes handicapées vieillissantes*) (p. 12125) : son amendement n° II-93 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 59 septies** (p. 12127) : intervient sur l'amendement n° II-214 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (exonération des cotisations patronales d'assurance sociale pour les agents titulaires des centres communaux d'action sociale exerçant des métiers de service à la personne).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12482, 12483) : son intervention. - **Article 5** (*art. L. 353-1 à L. 353-3 du code de la sécurité sociale - Extension au partenaire survivant d'un pacte civil de solidarité du bénéfice de la pension de réversion prévue dans le cadre du régime général de sécurité sociale et du régime des pensions civiles et militaires*) (p. 12495) : parole sur l'article. - **Article 7** (*art. L. 3142-1 du code du travail - Extension du congé pour mariage à la conclusion d'un PACS*) (p. 12497) : parole sur l'article.



Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité le 21 juillet 2009.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009 ; puis secrétaire le 10 novembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délict de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural [n° 105 tome 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Agriculture et pêche - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3963, 3964) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11947, 11948) : son intervention.

PATIENT (Georges)
sénateur (Guyane)
 SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêtés relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les rétrocessions, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Russie : puissance ou interdépendance énergétique ? [n° 182 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** [n° 145 (2008-2009)] - (15 janvier 2009) - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Mise à disposition obligatoire des chaînes du groupe France Télévisions auprès des distributeurs de services outre-mer*) (p. 386) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (6 février 2009) - **Article 49** (*Dispositions applicables à l'outre-mer*) (p. 1631, 1632) : parole sur l'article. (p. 1634, 1636) : ses amendements n° 383 et 384 ; retirés. (p. 1638, 1639) : ses amendements n° 385 et 386 ; adoptés. (p. 1642) : son amendement n° 387 ; adopté. (p. 1644, 1645) : ses amendements n° 388 ; rejeté et n° 389 ; adopté. (p. 1647) : son amendement n° 391 ; adopté. (p. 1648) : son amendement n° 392 ; retiré. (p. 1650, 1652) : ses amendements n° 394 ; rejeté et n° 393 ; adopté.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer** [n° 233 (2008-2009)] - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2720, 2721) : son intervention. Son département de la Guyane. - **Article 1er** (*Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2757) : parole sur l'article. (p. 2760) : son amendement n° 162 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) (p. 2786) : son amendement n° 165 ; rejeté. - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2793) : son amendement n° 106 ; retiré. - **Article 3** (*Abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2803) : son amendement n° 111 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2812) : soutient l'amendement n° 334 de Mme Marie-Christine Blandin (mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique) ; retiré. - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2814, 2829) : parole sur l'article. Ses amendements n° 178, 179 et 171 ; rejetés ; n° 180 et 172 ; retirés. (p. 2817, 2829) : ses amendements n° 170, 178, 179, 171 et 172 ; rejetés ; et n° 180 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Article 16** (*Création d'un fonds exceptionnel d'investissement outre-mer*) (p. 2898, 2899) : son amendement n° 199 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2906) : soutient l'amendement n° 119 de M. Jacques Gillot (instauration d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines hydrocarbures) ; rejeté. - **Article 18** (*Remise sur le marché locatif de logements indivis vacants*) (p. 2922) : son amendement n° 123 ; retiré. - **Article 19** (*Création d'un groupement d'intérêt public visant à la reconstitution des titres de propriété pour les biens fonciers qui en sont dépourvus*) (p. 2925) : son amendement n° 124 ; adopté. - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2929, 2930) : parole sur l'article. (p. 2941) : son amendement n° 324 ; rejeté. - **Articles**

additionnels après l'article 20 (p. 2962) : son amendement n° 141 : dispositif de défiscalisation au profit des entreprises faisant l'acquisition de terrains dans les départements d'outre-mer, en vue de leur aménagement par les établissements publics fonciers locaux ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 20 ou après l'article 22** (p. 2964) : son amendement n° 143 : possibilité pour les communes et les EPCI de majorer la taxation sur les plus-values générées par l'ouverture de terrains à l'urbanisation ; rejeté. - **Article 20 ter** (*Avis des collectivités territoriales d'outre-mer sur les opérations de défiscalisation mises en œuvre sur leur territoire*) (p. 2966) : son amendement n° 333 ; retiré. - **Article 26** (*Création d'un fonds de continuité territoriale*) (p. 2972, 2973) : parole sur l'article. - **Article 27** (*Suppression du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes diplômés*) (p. 2986) : intervient sur son amendement n° 202 présenté par M. Jacques Gillot. - **Article 29** (*Lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane*) (p. 2992, 2993) : parole sur l'article. - **Article 33** (*Création d'une Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer*) (p. 3004) : son amendement n° 203 ; retiré. - **Intitulé du projet de loi** (p. 3007) : son amendement n° 156 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3009, 3010) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (25 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Agences régionales de santé*) (p. 4946) : son amendement n° 1048 ; rejeté. (p. 4947) : son amendement n° 1049 ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises** [n° 443 (2008-2009)] - (9 juin 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Préavis et motivation des réductions ou interruptions de crédits bancaires aux entreprises*) (p. 5892, 5893) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (29 septembre 2009) - **Article 23** (*Section I du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie*) (p. 8056) : son amendement n° 573 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 47** (art. L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 du code de l'environnement - *Plans nationaux d'action pour la conservation ou le rétablissement des espèces*) (p. 8205) : soutient l'amendement n° 784 de M. Serge Larcher ; rejeté. - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 310-1 du code de l'environnement - *Création d'une structure chargée de l'inventaire et de la conservation du patrimoine naturel de la Guyane*) (p. 8214) : son amendement n° 789 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 62** (p. 8268) : soutient l'amendement n° 815 de M. Jean-Etienne Antoinette (précision des modalités d'élaboration du schéma minier pour la Guyane) ; rejeté. - **Article 64 bis (Nouveau)** (art. 68-20-1 du code minier - *Consultation de la commission départementale des mines sur le schéma minier guyanais*) (p. 8269, 8270) : ses amendements n° 816, 817, 818 et 819 ; adoptés. - **Article 66** (art. L. 583-1 à L. 583-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Prévention de la pollution lumineuse et modalités de contrôle*) (p. 8273) : soutient l'amendement n° 785 de M. Serge Larcher ; retiré.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8768, 8770) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 8781 ; 8790, 8791) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (5 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9531, 9532) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9582, 9583) : son amendement n° 417 ; retiré. (p. 9589) : son amendement n° 418 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10784, 10785) : son intervention.

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11207) : soutient l'amendement n° I-366 de M. Jacques Gillot (gel du tarif des prix des produits pétroliers dans les départements d'outre-mer) ; rejeté. - **Article 11 (Exonération du revenu supplémentaire temporaire d'activité versé dans les départements d'outre-mer et prise en compte de ce revenu dans**

le montant de la prime pour l'emploi) (p. 11248) : soutient l'amendement n° I-312 de M. Serge Larcher ; retiré.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11493, 11495) : son intervention. En l'état, ne votera pas les crédits de la mission outre-mer.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'organisation d'une consultation des électeurs de la Guyane et de la Martinique sur le changement de statut de ces collectivités** - (9 décembre 2009) (p. 12502, 12503) : son intervention.

PATRIAT (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées **[n° 156 (2008-2009)]** (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées **[n° 176 (2008-2009)]** (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales **[n° 253 (2008-2009)]** (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes **[n° 255 (2008-2009)]** (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés **[n° 300 (2008-2009)]** (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France **[n° 308 (2008-2009)]** (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation **[n° 309 (2008-2009)]** (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile **[n° 323 (2008-2009)]** (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" **[n° 341 (2008-2009)]** (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records **[n° 363 (2008-2009)]** (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics **[n° 446 (2008-2009)]** (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance **[n° 457 (2008-2009)]** (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) **[n° 475 (2008-2009)]** (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias **[n° 590 (2008-2009)]** (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" **[n° 591 (2008-2009)]** (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale **[n° 598 (2008-2009)]** (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État [n° 105 tome 9 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Article 1er (Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable)** (p. 976, 977) : parole sur l'article. Exemple du secteur du bâtiment en Bourgogne.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2206, 2208) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3134, 3135) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Question orale avec débat de M. François Rebsamen sur la création d'une contribution exceptionnelle de solidarité des grandes entreprises du secteur de l'énergie** - (7 mai 2009) (p. 4266, 4267) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (5 juin 2009) - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle) (p. 5716) : favorable à l'amendement n° 45 de M. Roland Courteau. - **Article 24 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3323-2 du code de la santé publique - Réglementation de la publicité pour les boissons alcoolisées sur Internet) (p. 5729) : intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Anne-Marie Payet.

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5937, 5938) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6484, 6485) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7273, 7274) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi) (p. 7868) : soutient l'amendement n° 139 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 7934, 7936) : son amendement n° 149 : versement aux régions, après péréquation

nationale, du produit de la collecte de la taxe d'apprentissage non affectée par les entreprises ainsi que des deux sections du fonds national de développement de modernisation de l'apprentissage ; rejeté.

- **Questions cribles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8549, 8550) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9317, 9318) : soutient l'amendement n° 357 de M. Michel Teston (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conditions de l'application de la directive 97/67/CE au secteur postal français) ; rejeté. (p. 9331) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Danglot (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal).

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10613) : sa question.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10830, 10831) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12715, 12716) : son intervention.

PAUL (Philippe)
sénateur (Finistère)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation pour la planification jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire le 20 novembre 2009.

Membre titulaire du Conseil national du littoral le 17 février 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

PAYET (Anne-Marie)
sénateur (La Réunion)
 UC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; nouvelle nomination le 4 mars 2009.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 496 (2007-2008)] pour le développement économique des outre-mer [n° 244 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Outre-mer [n° 103 tome 2 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 14 quater** (*Pouvoirs de régulation de l'ARCEP sur les sites d'émission*) (p. 286) : son amendement n° 92 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (*art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Mise à disposition obligatoire des chaînes du groupe France Télévisions auprès des distributeurs de services outre-mer*) (p. 387) : son amendement n° 90 ; adopté. - **Article 14 bis (précédemment réservé)** (*Habilitation à prendre par ordonnance les mesures permettant l'extension de la télévision numérique terrestre aux collectivités d'outre-mer*) (p. 390, 391) : son amendement n° 91 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 542, 543) : avancées adoptées par le Sénat, qui emportent l'adhésion au texte de la grande majorité des membres du groupe UC.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (30 janvier 2009) - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1244, 1245) : son amendement n° 508 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1339) : sur l'amendement n° 61 de la commission, son sous-amendement n° 765 ; adopté.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (6 mars 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2596) : votera ce texte.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2699, 2701) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 2751, 2752) : son amendement n° 298 : mention des départements d'Outre-mer

dans les dispositions législatives relatives aux missions de l'Autorité de la concurrence ; retiré.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 1er** (*Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2779, 2780) : son amendement n° 281 ; devenu sans objet. - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2792) : son amendement n° 282 ; devenu sans objet. - **Article 3** (*Abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2802) : son amendement n° 283 ; rejeté. - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2832) : son amendement n° 289 ; retiré. - **Article 11** (*Modification du régime des exonérations de charges sociales*) : ses amendements n° 284 ; retiré ; n° 367 ; devenu sans objet. - **Article 15** (*Réforme du régime de la taxe sur la valeur ajoutée dite "non perçue récupérable", TVA NPR, applicable en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion*) (p. 2861, 2862) : son amendement n° 286 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2893) : à titre personnel, son amendement n° 292 : exonération temporaire de TVA pour les prestations hôtelières et les locations d'hébergement dans les départements d'outre-mer ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2912, 2914) : ses amendements n° 293 : gestion déconcentrée des crédits du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce ; retiré ; n° 295 : rapport au Parlement sur l'écoulement des productions locales ultramarines ; et n° 297 : prise en compte par UBIFRANCE du positionnement géographique et des collectivités d'outre-mer ; adoptés ; et n° 300 : interdiction de la vente de tabac duty free pour les voyageurs en partance et à destination des départements d'outre-mer ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 2917) : au nom de la commission des affaires sociales saisie pour avis, son amendement n° 368 : calcul du montant forfaitaire des charges locatives ; retiré. - **Article 17** (*Autorisation des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré des départements d'outre-mer à devenir actionnaires de sociétés civiles immobilières*) (p. 2920) : à titre personnel, son amendement n° 355 ; adopté. - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2940, 2941) : ses amendements n° 352 ; adopté ; et n° 353 ; retiré. (p. 2949, 2951) : ses amendements n° 387 ; adopté ; et n° 357 ; devenu sans objet. Au nom de la commission des affaires sociales saisie pour avis, ses amendements n° 369 ; adopté ; et n° 370 ; retiré. (p. 2952) : à titre personnel, son amendement n° 356 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 2981) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 399 du Gouvernement (coordination). - **Article 33** (*Création d'une Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer*) (p. 3005, 3006) : son amendement n° 371 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3008, 3009) : la majorité des sénateurs de l'UC voteront ce texte.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er** (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4504) : soutient l'amendement n° 206 de Mme Catherine Morin-Desailly ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Articles additionnels après l'article 3** (**précédemment réservés**) (p. 4856) : son amendement n° 41 : augmentation du recours aux maisons pluridisciplinaires de santé ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) - **Article 26** (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à

L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Agences régionales de santé*) (p. 4938) : soutient l'amendement n° 209 de Mme Catherine Morin-Desailly ; adopté. (p. 4951) : soutient l'amendement n° 1137 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe ; retiré. (p. 4962) : soutient l'amendement n° 1138 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe ; retiré. (p. 4971) : soutient l'amendement n° 1144 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 29** (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 6121-1 à L. 6121-4, L. 6121-9 et L. 6121-10 du code de la santé publique, art. L. 162-47, 16 de l'art. L. 162-5, L. 215-1 du code de la sécurité sociale, article 68 de la loi n° 2004-81 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - *Mesures de coordination rendues nécessaires par la création des agences régionales de santé*) (p. 5210) : soutient l'amendement n° 1145 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 bis** (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - *Extension des missions des sages-femmes*) (p. 5695) : votera contre cet article. - **Article 24** (**Texte modifié par la commission**) (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - *Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle*) (p. 5714) : parole sur l'article. (p. 5718) : son amendement n° 31 ; devenu sans objet. (p. 5719) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Article 24 quater** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 3323-2 du code de la santé publique - *Réglementation de la publicité pour les boissons alcoolisées sur Internet*) (p. 5726) : son amendement n° 40 ; rejeté. (p. 5729, 5730) : intervient sur son amendement n° 40 précité. - **Article 25** (**Texte non modifié par la commission**) (*Interdiction des "cigarettes-bonbons"*) (p. 5730) : parole sur l'article. - **Articles additionnels avant l'article 22** (**précédemment réservés**) (p. 5738) : son amendement n° 34 : transmission au Parlement d'un rapport relatif au nombre des malades de l'alcool, du tabac et des drogues en France ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 24** (**précédemment réservés**) (p. 5752, 5753) : son amendement n° 36 : nécessité de préciser par décret les dimensions du pictogramme apposé sur tout contenant de boisson alcoolisée à destination des femmes enceintes sur les dangers de la consommation d'alcool ; retiré. (p. 5753) : son amendement n° 37 : diminution du seuil d'alcoolémie pour les détenteurs d'un permis probatoire ; rejeté. (p. 5754, 5755) : ses amendements n° 38 : incitation fiscale en faveur des entreprises interdisant toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail ; et n° 39 : pénalité fiscale pour les entreprises n'interdisant pas toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 25** (**précédemment réservés**) (p. 5757, 5759) : ses amendements portant sur le même objet n° 50 et n° 49 : limitation des lieux d'implantation des débits de tabac ; et n° 212 ; n° 213 ; et n° 214 : réglementation de la vente de tabac en duty free ; rejetés.

- **Commission mixte paritaire [n° 463 (2008-2009)]** - (24 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6243) : l'immense majorité des membres de l'Union centriste votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la gendarmerie nationale - Commission mixte paritaire [n° 124 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7395, 7396) : votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 4** (art. L. 111-6-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Inopposabilité des règles d'urbanisme relatives à l'aspect extérieur des bâtiments lorsque la construction utilise des énergies renouvelables*) (p. 7565) : soutient l'amendement n° 160 de Mme Françoise Féret ; retiré. - **Article 5** (*Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7572) : soutient

l'amendement n° 202 de M. Hervé Maurey ; retiré. (p. 7580) : son amendement n° 145 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Article 10** (*Chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Renforcement des plans locaux d'urbanisme*) (p. 7695) : soutient l'amendement n° 163 de Mme Françoise Férat ; rejeté. (p. 7696, 7700) : soutient les amendements de M. Hervé Maurey n° 208 ; retiré ; n° 209 ; rejeté ; ainsi que l'amendement n° 134 de M. Claude Biwer ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Article 1er** (*art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV*) (p. 7786) : soutient l'amendement n° 7 de M. Jean-Paul Virapoullé ; retiré.

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2009) - **Article 9** (*art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 7886, 7888) : soutient les amendements de M. Jean-Paul Virapoullé n° 3 ; retiré ; et n° 6 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 20** (*art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Régime du plan régional de développement des formations professionnelles*) (p. 7969) : soutient l'amendement n° 4 de M. Jean-Paul Virapoullé ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7972, 7973) : la quasi-totalité des membres du groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (8 octobre 2009) - **Article 78** (*art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets*) (p. 8419, 8420) : son amendement n° 325 ; retiré. - **Article 78 ter (Nouveau)** (*art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert"*) (p. 8450, 8458) : ses amendements n° 321 ; adopté ; et n° 320 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 78 quater** (p. 8459) : son amendement n° 322 : affichage des produits les moins générateurs de déchets dans les grandes surfaces ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie - Commission mixte paritaire [n° 7 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8669, 8670) : le groupe UC votera ce texte.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8758, 8761) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Article 30 bis** (*art. L. 4113-9 du code de la santé publique - Non-transmission aux ordres professionnels des contrats conclus entre les praticiens et l'assurance maladie*) (p. 10310) : son amendement n° 493 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10366) : son amendement n° 488 : convergence tarifaire des établissements sociaux et médico-sociaux ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10387, 10388) : ses amendements n° 491 : prise en charge par l'assurance maladie des cotisations sociales des infirmiers libéraux coopérant avec les établissements médico-sociaux et n° 492 : développement des maisons pluridisciplinaires de santé ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11241) : soutient l'amendement n° I-180 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les infirmiers salariés et fonctionnaires de déduire de leurs revenus le montant de leurs cotisations annuelles à l'ordre national infirmier) ; rejeté.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11481, 11482) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12981, 12983) : soutient les amendements de M. Charles Revet n° 137 (relèvement du taux plafond de la redevance pour obstacle sur les cours d'eau dans les départements d'outre-mer) ; adopté ; n° 135 (adaptation à l'outre-mer de la redevance pour pollution diffuse) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12991) : votera l'amendement n° 193 de M. Jean-Paul Virapoullé (extension aux entreprises exerçant leurs activités outre-mer de la réduction d'impôt sur le revenu de 50 % pour la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité). (p. 12992) : soutient l'amendement n° 124 de M. Charles Revet (report de l'entrée en vigueur de l'exonération de taxe foncière et de taxe professionnelle sur les activités portuaires) ; adopté. - **Article 29 octies (Nouveau)** (*Immatriculation au registre des métiers des auto-entrepreneurs exerçant à titre principal une activité artisanale*) (p. 13111) : soutient les amendements n° 127 et 126 de M. Charles Revet ; retirés.

PÉCRESSE (Valérie)
*ministre de l'enseignement supérieur et
de la recherche*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 146 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1795, 1796) : parole sur l'article. (p. 1808) : réponse aux orateurs. - **Demande de renvoi à la**

commission (p. 1811) : avis du Gouvernement sur la motion n° 4 de M. Serge Lagache tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (*Création d'une première année commune aux études de santé et de nouvelles voies de réorientation des étudiants ayant choisi ce cursus*) (p. 1815, 1822) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25, 26 et 27 de M. François Autain, n° 8, 9, 10, 13, 14, 15, 16, 17, 11 et 12 de M. Serge Lagache et n° 24 de Mme Françoise Férat. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1823) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Serge Lagache (intégration dans le système LMD des formations paramédicales post-baccalauréat). - **Article 2** (*Entrée en vigueur des dispositions de l'article 1er*) (p. 1824, 1825) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de M. François Autain, n° 1 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, n° 30 de M. Gilbert Barbier, n° 3 de M. Jean Milhau, n° 6

de la commission, n° 2 de M. Nicolas About, n° 7 de M. Philippe Darniche, n° 19 et 20 de M. Serge Lagache. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1825, 1826) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 et 22 de M. Serge Lagache.

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3175, 3183) : sa réponse.

- **Question orale avec débat de M. Ivan Renar sur l'évaluation du crédit impôt recherche** - (24 juin 2009) (p. 6326, 6329) : sa réponse.

PENCHARD (Marie-Luce)
secrétaire d'État chargée de l'outre-mer
(du 23 juin 2009 au 5 novembre 2009)
ministre chargée de l'outre-mer
(à partir du 6 novembre 2009)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte [n° 491 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 492 (2008-2009)** (p. 6663, 6665) : son intervention. (p. 6681, 6682) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. 21, 26 et 27 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Organisation des transferts de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie) (p. 6683) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 et 19 de M. Simon Loueckhote. - **Article 2** (art. 22 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Compétences de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6684) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Simon Loueckhote. - **Article 3** (art. 21, 26 et 27 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Organisation des transferts de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de M. Simon Loueckhote. - **Article 3 bis** (art. 38 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Consultation de la Nouvelle-Calédonie sur les programmes de l'enseignement du second degré) (p. 6685) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de M. Simon Loueckhote. - **Article 4** (art. 47 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Délégation aux provinces de la compétence en matière de placement des demandeurs d'emploi) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de la commission. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 55 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Règles de calcul de la compensation financière des transferts de compétences) (p. 6686) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Simon Loueckhote. - **Article 6 bis (Nouveau)** (art. 55-1 nouveau de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Compensation des charges d'investissement liées au transfert des compétences en matière d'enseignement) (p. 6687) : son amendement n° 42 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 6688) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de M. Simon Loueckhote (calcul du droit à compensation des charges relatives au transfert de personnel de l'enseignement). - **Article 8 bis (Nouveau)** (art. 59 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Bilan de l'évolution des emplois de l'Etat) (p. 6689) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de M. Simon Loueckhote. - **Article 9** (art. 59-1 et 59-2 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Transfert des personnels de

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) (p. 11661, 11665) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11669, 11671) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-94 de M. Jean-Claude Carle, n° II-99 de la commission de la culture saisie pour avis, et n° II-16 et II-15 de la commission.

(p. 6690, 6692) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 26, 27, 28, 29 et 30 de M. Simon Loueckhote. - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 181 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Programme prévisionnel d'investissement relatif aux collèges) (p. 6692) : son amendement n° 41 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 59 de la commission, qu'elle accepte. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6-2 nouveau de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Application de plein droit des lois et règlements relevant des domaines de souveraineté) (p. 6694) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de la commission. - **Article 20** (art. 84, 84-1, 84-2 et 84-3 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Modalités de vote et d'approbation des comptes de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6696) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de la commission. - **Article 21** (art. 183, 183-1, 183-2 et 183-3 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Modalités de vote et d'approbation des comptes des provinces) (p. 6697) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de la commission. - **Article 22** (art. 208-1 à 208-14 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Règles d'adoption et d'exécution des budgets de la Nouvelle-Calédonie, des provinces et de leurs établissements publics) (p. 6699) : son amendement n° 40 ; adopté. - **Article 22 bis (Nouveau)** (art. 209-2 à 209-27 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Régime comptable de la Nouvelle-Calédonie, des provinces et de leurs établissements publics) (p. 6702, 6706) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3, 4, 6, 14, 5, 11, 9, 12, 8 et 10 de M. Simon Loueckhote, ainsi que sur l'amendement n° 49 de la commission. Son amendement n° 37 ; adopté. - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. 127 et 184-1 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat) (p. 6707) : son amendement n° 39 ; adopté. - **Article 27 A (Nouveau)** (art. 20 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Principe de subsidiarité) (p. 6708) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de M. Simon Loueckhote et n° 50 de la commission. - **Article 27** (art. 41, 42, 68, 75 à 77, 94, 99, 136 et 136-1 nouveau de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Fonctionnement et compétences du congrès) (p. 6710) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 et 33 de M. Simon Loueckhote. - **Article additionnel après l'article 27** (p. 6711) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de la commission (instauration de la procédure d'exception d'inconstitutionnalité pour la Nouvelle-Calédonie). - **Article 27 ter (Nouveau)** (art. 83-1 et 182-1 nouveaux de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Rapport sur la situation de la Nouvelle-Calédonie et des provinces en matière de développement durable) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de la commission. - **Article 28** (art. 108, 128, 131, 132, 172-1 nouveau et 174 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Fonctionnement et compétences du gouvernement et des assemblées de province) (p. 6712) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de la commission. Sur l'amendement n° 54 de la commission, son sous-amendement n° 60 ; adopté. -

Article 30 (Texte non modifié par la commission) (art. 79, 146, 151 et 154 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Régime indemnitaire des collaborateurs du congrès et des élus) (p. 6713) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de la commission. - **Article 32** (art. 99, 112, 137, 138, 138-1 et 138-2 nouveaux, 195, 196 et 197 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Inéligibilités et incompatibilités) (p. 6716) : son amendement n° 38 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de la commission. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11, 12 et 14 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Modalités et conséquences du changement de statut civil) (p. 6717) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de la commission. - **Article 40 ter (Nouveau)** (art. 44 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Domaine de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6718) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Simon Loueckhote. - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64, 114 et 161 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Modifications rédactionnelles) (p. 6718) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de la commission. - **Article 42 (Départementalisation de Mayotte)** (p. 6719, 6720) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de Mme Éliane Assassi et n° 1 de M. Soibahadine Ibrahim Ramadani. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 6722) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de M. Michel Magras (possibilité pour la collectivité de Saint-Barthélemy d'imposer les revenus des non-résidents).

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances [n° 492 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 491 (2008-2009).** - (7 juillet 2009) - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Régime financier et comptable des chambres consulaires de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6725) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Simon Loueckhote. - **Article 10** (art. 58 de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Ratification d'ordonnances) (p. 6726) : son amendement n° 4 ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte - Commission mixte paritaire [n° 126 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 127 (2008-2009)** (p. 7415) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances - Commission mixte paritaire [n° 127 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 126 (2008-2009).**

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8772, 8775) : intervient lors de la prise de parole des orateurs des groupes politiques. (p. 8775, 8792) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 57 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 56 (2009-2010)** (p. 10559,

10560) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 10560) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Louis-Constant Fleming (clarification de la base juridique des prélèvements). - **Article 1er** (art. L.O. 6314-4 du code général des collectivités territoriales - Compétences fiscales de la collectivité) (p. 10561, 10562) : son amendement n° 7 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6353-4 et L.O. 6353-4-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Compétences du conseil exécutif en matière d'agrément fiscal et de désignation des membres des commissions administratives intervenant dans l'application de l'impôt) (p. 10563) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Louis-Constant Fleming. - **Intitulé du chapitre II (Compétences du président du conseil territorial et du conseil exécutif)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Frimat. - **Article 3** (art. L.O. 6352-3 et 6353-3 du code général des collectivités territoriales - Rôles du président du conseil territorial et du conseil exécutif dans l'animation et le contrôle de l'administration locale) (p. 10564) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Frimat. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6322-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités de remplacement du président du conseil territorial) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Frimat. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Compensation des pertes de recettes résultant pour l'Etat de la proposition de loi organique) : son amendement n° 8 ; adopté.

- **Proposition de loi organique tendant à permettre à Saint-Barthélemy d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans [n° 56 (2009-2010)] - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 57 (2009-2010).** - (16 novembre 2009) - **Article 1er** (Art. L.O. 6214-4 du code général des collectivités territoriales - Imposition par Saint-Barthélemy des revenus de source locale des personnes établies sur son territoire depuis moins de cinq ans) (p. 10565) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Compensation des pertes de recettes résultant pour l'Etat de la proposition de loi organique) (p. 10565) : son amendement n° 2 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11501, 11507) : son intervention. - **Article 54 quater (Nouveau)** (Rapport sur la situation financière des communes d'outre-mer) (p. 11509) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-50 de la commission de l'économie saisie pour avis.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'organisation d'une consultation des électeurs de la Guyane et de la Martinique sur le changement de statut de ces collectivités** - (9 décembre 2009) (p. 12498, 12500) : son intervention. (p. 12512, 12513) : son intervention.

PERCHERON (Daniel)
sénateur (Pas-de-Calais)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) -

Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.

PEYRONNET (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 17 décembre 2009.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délict de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Protection des droits et libertés [n° 106 tome 8 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le citoyen au centre de l'espace européen de liberté, de sécurité et de justice : le programme de Stockholm [n° 107 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3114, 3116) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - **Article 3 (Consistance du transfert)** (p. 3720) : soutient l'amendement n° 15 de M. Yves Krattinger ; devenu sans objet. - **Article 11 (Mise à disposition transitoire des OPA)** (p. 3738) : intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Josiane Mathon-Poinat.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6471, 6472) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers - Commission mixte paritaire [n° 3 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8553) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9057, 9058) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9065, 9066) : son amendement n° 33 : codification de l'article 29 de la loi du 10 juillet 2000 relatif aux prises et aux ventes judiciaires ainsi qu'à la possibilité, pour les commissaires-priseurs, de réaliser des ventes volontaires ; retiré. - **Article 4 (art. L. 321-1 du code de commerce - Opérateurs autorisés à organiser des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques)** (p. 9069) : son amendement n° 35 ; retiré. - **Article 7 (art. L. 321-5 du code de commerce - Mandat des opérateurs de ventes volontaires et vente de gré à gré)** (p. 9073) : intervient sur son amendement n° 36 soutenu par M. Claude Domeizel. - **Article 12 bis (Nouveau) (art. L. 321-11 du code de commerce - Prix de réserve - Interdiction de la revente à perte)** (p. 9075) : son amendement n° 37 ; adopté. - **Article 16 (art. L. 321-15 du code de commerce - Sanctions pénales de l'organisation de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques illégales)** (p. 9076) : son amendement n° 38 ; rejeté. - **Article 18 (art. L. 321-17 du code de commerce - Responsabilité civile des sociétés de ventes, des opérateurs et des experts)** (p. 9077, 9078) : intervient sur son amendement n° 39 soutenu par M. Claude Domeizel. - **Article 20 (art. L. 321-19 du code de commerce - Organisation de la formation professionnelle)** (p. 9080) : son amendement n° 40 ; rejeté. - **Article 41 (Nouveau) (art. L. 322-3 à L. 322-10, L. 322-12, L. 322-13, L. 322-15, L. 524-10, L. 524-11, L. 524-14 et L. 663-1 du code de commerce - Coordinations au sein du code de commerce)** (p. 9090) : votera l'amendement n° 56 de la commission. - **Article 42 (Nouveau) (art. 29 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Activités de ventes volontaires des commissaires-priseurs judiciaires)** (p. 9090) : son amendement n° 43 ; rejeté. - **Article 47 (Nouveau) (art. 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires - Ressort d'activité des commissaires-priseurs judiciaires)** (p. 9096) : son amendement n° 44 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 47** (p. 9097) : son amendement n° 45 : coordination ; retiré.

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (26 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11517) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11523) : son amendement n° II-42 ; adopté.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12701, 12703) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12726, 12727) : le groupe socialiste votera la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12736) : son amendement n° 5 : changement d'appellation des conseils généraux ; rejeté. (p. 12744, 12745) : intervient sur son amendement n° 7 présenté par M. Pierre-Yves Collombat. (p. 12747, 12750) : ses amendements n° 8 : organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale ; et n° 9 : conditions d'élection dans le cadre d'un scrutin uninominal à un tour ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12768) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 12793) : soutient les amendements de M. Yves Krattinger n° 35 (nombre de conseillers généraux du département de la Haute-Loire) ; n° 37 (nombre de conseillers généraux du département de la Meuse) ; n° 41 (nombre de conseillers généraux du département du Tarn-et-Garonne) ; et n° 43 (nombre de conseillers généraux du département des Hautes-Alpes) ; rejetés. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010*) (p. 12795, 12796) : parole sur l'article. (p. 12800) : ses amendements n° 13 et 14 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12801, 12802) : ses amendements n° 16 : limitation du nombre de conseillers régionaux ; rejeté ; et, portant sur le même objet, n° 17, 18, 19 et 20 : caractère équilibré du découpage de la circonscription cantonale ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12803) : son intervention.

PIERRE (Jackie)
sénateur (Vosges)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 18 février 2009.

Membre titulaire Comité des usagers du réseau routier national le 5 décembre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoning [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

PIGNARD (Jean-Jacques)
sénateur (Rhône)
UC

Devenu sénateur le 24 juillet 2009 (en remplacement de M. Michel Mercier, nommé membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 21 septembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

PILLET (François)
sénateur (Cher)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9247, 9249) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11820, 11821) : sa question et sa réplique.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8776) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8812, 8813) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) (p. 11598, 11600) : son intervention.

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) (p. 11626, 11627) : son intervention.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 462 (2008-2009)] relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 493 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Budget - Défense.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 506 (2008-2009)] renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 85 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense** [n° 514 (2008-2009)] - (15 juillet 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 6909, 6910) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6935) : position de la commission sur la motion n° 107 de Mme Dominique Voynet tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) - **Article 12** (*Perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale*) (p. 7098, 7101) : position de la commission des lois saisie pour avis sur les amendements n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 12 de M. Jean-Pierre Chevènement et n° 116 de M. Robert Badinter. - **Article 14** (*Compétences de la commission consultative du secret de la défense nationale en cas de perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale*) (p. 7106) : position de la commission des lois saisie pour avis sur l'amendement n° 110 de M. Robert Badinter.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public** [n° 86 (2009-2010)] - (18 novembre 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 10684, 10686) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 10698) : position de la commission sur les amendements de M. Charles Gautier n° 12 (modalités de

désignation des tuteurs référents) et n° 13 (délai dans lequel une sanction éducative doit être prononcée). - **Article 1er A (Supprimé par la commission)** (art. 15-1 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Délai en matière d'exécution des sanctions éducatives prononcées par le tribunal pour enfants) (p. 10699) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 1er** (art. 222-14-2 [nouveau] du code pénal - Délit de participation à un groupement violent) (p. 10702) : position de la commission sur les amendements n° 1 de M. Charles Gautier, n° 35 de Mme Éliane Assassi, et n° 52 de M. Jacques Mézard. - **Article 2 bis** (art. 11-5, 11-6 et 11-7 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité - Habilitation des agents de surveillance ou de gardiennage employés par les propriétaires, exploitants ou affectataires d'immeubles collectifs à usage d'habitation à porter une arme de sixième catégorie dans l'exercice de leurs missions) (p. 10705, 10708) : position de la commission sur les amendements n° 2 de M. Charles Gautier, n° 36 de Mme Éliane Assassi, et n° 16, 17, 18 et 19 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 222-12, 222-13, 311-4, 312-2, 322-3, 431-4 et 431-5 du code pénal - Instauration d'une circonstance aggravante pour dissimulation volontaire de tout ou partie du visage afin d'échapper à toute identification) (p. 10710, 10711) : position de la commission sur les amendements n° 3 de M. Charles Gautier, n° 37 de Mme Éliane Assassi, et n° 51 de M. Jacques Mézard. - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions - Création d'une police d'agglomération) (p. 10713) : position de la commission sur les amendements n° 4 de M. Charles Gautier et n° 38 de Mme Éliane Assassi. Son amendement n° 54 ; adopté. - **Article 4** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel des interventions de la police et de la gendarmerie) (p. 10714, 10722) : position de la commission sur les amendements n° 5, 6, 7, 8 et 9 de M. Charles Gautier, n° 21, 22, 23, 24, 26 et 28 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 39 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 bis** (art. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de l'ordre aux systèmes de vidéosurveillance des bailleurs) (p. 10723, 10726) : position de la commission sur les amendements n° 10 de M. Charles Gautier, n° 40 de Mme Éliane Assassi, n° 53 de M. Jacques Mézard, et n° 29 et 30 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 10726) : position de la commission sur l'amendement n° 27 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nécessité d'une décision unanime de l'assemblée générale des copropriétaires pour transmettre les images des systèmes de vidéosurveillance). - **Article 4 ter** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - Délit d'occupation abusive des halls d'immeubles) (p. 10727, 10729) : position de la commission sur les amendements n° 41 de Mme Éliane Assassi et n° 32 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 quater** (art. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - Instauration d'une peine complémentaire de TIG pour occupation abusive de halls d'immeubles) (p. 10729) : position de la commission sur l'amendement n° 42 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 sexies (Nouveau)** (art. 15-1 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Délai d'exécution des sanctions éducatives prononcées par le tribunal pour enfants) : position de la commission sur l'amendement n° 43 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 septies (Nouveau)** (art. L. 332-8 du code du sport - Extension du délit d'introduction de fumigènes dans les enceintes sportives) : position de la commission sur l'amendement n° 44 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 octies (Nouveau)** (art. L. 332-16 et L. 332-18 du code du sport - Renforcement du dispositif relatif aux interdictions administratives de stade) (p. 10730) : position de la commission sur l'amendement n° 45 de Mme Éliane Assassi. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-4, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 322-3 et 433-3 du code pénal - Circonstance aggravante pour violences commises, en raison de leurs fonctions, sur les personnels des établissements d'enseignement scolaire ou sur leurs proches) (p. 10731, 10732) : position de la commission sur les amendements n° 46

de Mme Éliane Assassi, n° 11 de M. Charles Gautier, et n° 33 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 6** (art. 311-4, 312-2, 222-12 et 222-13 du code pénal - *Instauration d'une circonstance aggravante pour vols et extorsions commis dans les établissements d'enseignement scolaire ou à leur proximité immédiate*) (p.10732) : position de la commission sur l'amendement n° 47 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 6** (p.10732) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Charles Gautier (rôle de l'État en matière de sécurité des élèves et du personnel des établissements scolaires). - **Article 7** (art. 431-22, art. 431-23, art. 431-24, art. 431-25, art. 431-26, art. 431-27 et art. 431-28 [nouveaux] du code pénal - *Correctionnalisation de l'intrusion injustifiée dans un établissement d'enseignement scolaire*) (p. 10733) : position de la commission sur l'amendement n° 48 de Mme Eliane Assassi. - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 398-1 et 837 du code de procédure pénale - *Coordination - Extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle*) (p. 10734) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de Mme Éliane Assassi. - **Article 8** (*Application de la présente proposition de loi dans les collectivités d'outre-mer*) : position de la commission sur l'amendement n° 50 de Mme Éliane Assassi.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Question préalable** (p. 13216) : intervient sur la motion n° 18 de M. Jean-Pierre Michel tendant à poser la question préalable. - **Article 8** (art. 43 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - *Régimes de retraites de base et complémentaire et régime invalidité-décès des avoués*) (p.13223) : son amendement n° 33 ; adopté. - **Article 9** (art. 46 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - *Convention collective réglant les rapports entre les anciens avoués et leur personnel*) (p.13224) : son amendement n° 32 ; adopté. - **Article 10** (art. 46-1 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - *Affiliation du personnel salarié de la nouvelle profession d'avocat à la caisse de retraite du personnel des avocats*) (p. 13224) : son amendement n° 31 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*Accès des collaborateurs d'avoué à la profession d'avocat*) (p. 13253) : son amendement n° 30 ; adopté.

PINTAT (Xavier)
sénateur (Gironde)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 192 (2008-2009)] autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie et de la République de Croatie [n° 195 (2008-2009)] (3 février 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 394 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la sécurisation des réseaux de distribution d'électricité contre les intempéries liées aux changements climatiques [n° 423 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 335 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire [n° 620 (2008-2009)] (16 septembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Défense - Équipement des forces [n° 102 tome 5 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie et de la République de Croatie [n° 192 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1426, 1427) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3353, 3355) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6928, 6929) : son intervention. Voter ce texte.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) - **Article 11** (*Inscription de la Société nationale des poudres et explosifs, SNPE, sur la liste des entreprises privatisables*) (p. 7093) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 7134, 7135) : son intervention. - **Article 1er** (*Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique*) (p. 7166, 7169) : ses amendements n° 6 et 5 ; adoptés. - **Article 4 ter (Nouveau)** (*art. L. 1425-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit d'accès aux tranchées pour la pose de fibres optiques*) (p. 7180) : son amendement n° 7 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7185, 7186) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Article 23** (*Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie*) (p. 8053, 8059) : ses amendements n° 465 ; retiré ; et n° 470 ; adopté. - **Article 25** (*art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables*) (p. 8067, 8072) : parole sur l'article. Ses amendements n° 466 et n° 467 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 8082, 8084) : ses amendements n° 468 : sécurisation de la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie, MDE ; n° 469 : élaboration d'un plan climat énergie territorial ; adoptés. - **Article 27** (*art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie*) (p. 8090) : son amendement n° 471 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8107) : son amendement n° 472 : obligation pour les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz, d'élaborer chaque année un plan prévisionnel d'investissement ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire [n° 10 (2009-2010)]** - (15 octobre 2009) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 8686, 8687) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Défense

- (30 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Équipement des forces (p. 11718, 11719) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12244) : sur l'amendement n° II-201 de la commission (aménagement du dispositif relatif aux modalités de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de péréquation), soutient le sous-amendement n° II-379 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx ; retiré.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12526, 12527) : son intervention.

PINTON (Louis)
sénateur (Indre)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - **Article 3** (*Consistance du transfert*) (p. 3720) : son amendement n° 1 ; retiré. - **Article 4** (*Conventions de transfert*) (p. 3721) : son amendement n° 2 ; retiré. - **Article 5** (*Transfert en cas d'échec de la procédure conventionnelle*) (p. 3733) : son

amendement n° 3 ; retiré. - **Article 17** (*Sort des biens meubles*) (p. 3744) : soutient l'amendement n° 27 de M. Daniel Laurent ; adopté.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6486) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11931) : son intervention.

PIRAS (Bernard)
sénateur (Drôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 193 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle-Interpol (OPCI-Interpol) relatif au siège de l'organisation sur le territoire français [n° 241 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 310 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 149 (2009-2010)] (9 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1984) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 7019, 7022) : soutient les amendements n° 98 et 99 de M. Didier Boulaud ; rejetés. - **Article 5** (*Adaptation des dispositions du code de la défense relatives à l'organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale*) (p. 7078) : soutient l'amendement n° 83 de M. Didier Boulaud ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8637, 8638) : soutient l'amendement n° 9 de M. André Vantomme (délivrance du titre de reconnaissance de la nation aux personnes ayant participé aux essais nucléaires français) ; retiré.

PLANCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) le 14 janvier 2009.

Vice-président de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société La Cinquième (de 1995 à 2000 : Conseil d'administration de la société Télévision du savoir).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire le 20 novembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants [n° 596 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 104 tome 7 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 34, 35) : son intervention. La majorité du groupe RDSE ne votera pas ces projets de loi.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 159) : favorable à l'amendement n° 5 de la commission (garantie de la diversité de la création et de la production) modifié par le sous-amendement n° 440 de M. Jack Ralite. (p. 166) : défavorable à l'amendement n° 309 de M. David Assouline (garantie de l'indépendance éditoriale des rédactions et du respect du pluralisme politique). (p. 169) : sur l'amendement n° 312 de M. David Assouline (garantie d'indépendance des journalistes de la société France Télévisions), son sous-amendement n° 442 ; retiré. - **Article 3** (art. 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Filialisation des activités de diversification des sociétés nationales de programme*) (p. 197) : défavorable aux amendements analogues n° 123 de M. Jack Ralite et n° 256 de Mme Marie-Christine Blandin (soumission des filiales aux mêmes obligations de service public que les sociétés nationales de programme). - **Article 5** (art. 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de France Télévisions*) (p. 204) : favorable à l'amendement n° 14 de la commission (modalités de nomination du responsable de l'information au sein de la société France Télévisions).

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 257) : la majorité du groupe RDSE est favorable aux amendements n° 130 de M. Jack Ralite, n° 260 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 332 de M. David Assouline. - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 270) : le groupe RDSE votera l'amendement n° 20 de la commission.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Mise à disposition obligatoire des chaînes du groupe France Télévisions auprès des distributeurs de services outre-mer*) (p. 389) : le groupe du groupe RDSE votera l'amendement n° 90 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 396) : défavorable à l'amendement n° 38 de la commission (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception). - **Intitulé du chapitre V (De la contribution à l'audiovisuel public - supprimé) et article additionnel avant l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 413) : favorable à l'amendement n° 36 de la commission (changement d'appellation de la redevance audiovisuelle). - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquiés du code général des impôts - *Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision*) (p. 419) : les membres du RDSE s'abstiendront sur l'amendement n° 374 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 433) : défavorable à l'amendement n° 431 de M. Philippe Dominati (impossibilité pour les programmes et les services à la demande

des sociétés publiques de faire l'objet d'un droit exclusif de reprise). - **Article 21** (art. 302 bis KH 1693 sexies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques) (p. 445) : le groupe du RDSE s'abstiendra sur les amendements n° 219 de M. Hervé Maurey et n° 377 de M. Jean-Etienne Antoinette.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 539, 540) : le groupe RDSE, dans sa très grande majorité, s'abstiendra sur ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1409, 1410) : son intervention. La majorité du groupe RDSE ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4450) : la quasi totalité des membres du RDSE votera ce texte.

- **Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Article 4 (Compensation financière)** (p. 5590) : le groupe RDSE s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Débat sur le service civil volontaire** - (10 juin 2009) (p. 5922, 5923) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. André Vantomme sur le fonctionnement du pôle emploi** - (25 juin 2009) (p. 6381) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6837) : les sénateurs du groupe du RDSE voteront ce projet de loi à la quasi-unanimité.

- **Commission mixte paritaire [n° 337 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7740, 7741) : son intervention. Le groupe du RDSE ne s'opposera pas à ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7760, 7763) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7973, 7974) : le groupe RDSE ne s'opposera pas à ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 7 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8647, 8648) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9243, 9244) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) - rapporteur pour avis (p. 11647, 11648) : son intervention.

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) (p. 11900) : son intervention.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des Etats étrangers

- (4 décembre 2009) (p. 12056, 12057) : son intervention.

Plan de relance de l'économie

- (4 décembre 2009) (p. 12073, 12074) : son intervention.

POINTEREAU (Rémy)
sénateur (Cher)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

Vice-président de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Les pôles d'excellence rurale : un accélérateur des projets issus des territoires [n° 622 (2008-2009)] (16 septembre 2009) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Politique des territoires [n° 105 tome 6 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 954, 955) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 5** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 1030) : son amendement n° 130 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7** (*Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme*) (p. 1083) : son amendement n° 131 ; retiré puis repris par Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1134) : son amendement n° 716 ; retiré. (p. 1137) : intervient sur son amendement n° 716 précité. (p. 1142, 1143) : son amendement n° 717 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1224, 1225) : soutient les amendements n° 116 de M. Gérard César ; adopté ; et n° 144 de M. Charles Revet ; retiré. (p. 1230, 1235) : ses amendements n° 127, 128 et 129 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1323) : son amendement n° 760 ; retiré. (p. 1325) : son amendement n° 133 ; retiré. - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 1380, 1381) : son amendement n° 763 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1447, 1450) : soutient l'amendement n° 123 de M. Gérard César ; retiré.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) - vice-président de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales (p. 3101, 3103) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Christiane Demontès sur la politique de défiscalisation des heures supplémentaires** - (29 avril 2009) (p. 4025, 4026) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (3 juin 2009) - **Article 18** (**Texte modifié par la commission**) (*art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5500) : son amendement n° 142 ; rejeté.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6194, 6195) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) - vice-président de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales (p. 6467, 6469) : présente le point de vue de la mission.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (6 octobre 2009) - **Article 52** (*art. L. 211-1-4 [nouveau], L. 216-1, L. 216-3 et L. 216-5 du code de l'environnement - Mise en place d'une bande enherbée de cinq mètres le long des cours d'eau*) (p. 8220) : soutient l'amendement n° 592 de M. Charles Revet ; rejeté.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (21 octobre 2009) - auteur du rapport d'information fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8850, 8852) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11921) : son intervention.

PONCELET (Christian)
sénateur (Vosges)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6478, 6480) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9005, 9006) : son intervention.

PONIATOWSKI (Ladislav)
sénateur (Eure)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** -

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10834, 10835) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12831, 12833) : son intervention.

(7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 40, 42) : son intervention. Déterminera son vote en fonction des réponses apportées par le Gouvernement. - **Rappel au règlement** (p. 43) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Catherine Tasca.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009).**

- **Question orale avec débat de M. François Rebsamen sur la création d'une contribution exceptionnelle de solidarité des grandes entreprises du secteur de l'énergie** - (7 mai 2009) (p. 4263, 4265) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 128 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7450, 7451) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Article 23 (Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie)** (p. 8054) : défavorable à l'amendement de M. Michel Sergent n° 715 repris par M. François Fortassin.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 3 (Affectation du produit des amendes de police relatives à la circulation routière)** (p. 12853) : intervient sur les amendements identiques n° 40 de Mme Nicole Bricq et n° 169 de M. Thierry Foucaud.

PORTELLI (Hugues)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons [n° 153 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur la proposition de directive facilitant l'application transfrontière de la législation dans le domaine de la sécurité routière (n° E-3823) [n° 218 (2008-2009)] (12 février 2009) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 550 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 613 (2008-2009)] relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 637 (2008-2009)] (29 septembre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 3212-1 du code général des collectivités territoriales relatif au vote du budget par le conseil général [n° 26 (2009-2010)] (9 octobre 2009) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Economie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le citoyen au centre de l'espace européen de liberté, de sécurité et de justice : le programme de Stockholm [n° 107 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions) (p. 139, 143) : défavorable à l'amendement n° 113 de M. Jack Ralite. Intervient sur les amendements de M. David Assouline n° 306 et n° 297.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) - **Article 6** (art. 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de Radio France) (p. 208) : défavorable à l'amendement n° 329 de M. David Assouline (nombre et modalités de désignation des parlementaires présents au conseil d'administration). - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) (p. 214, 215) : favorable à l'article 7 de ce projet de loi.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 814) : défavorable à l'amendement n° 64 de M. Charles Revet (modalités de délivrance des permis de construire dans les communes ne disposant pas de plan d'occupation des sols).

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (5 février 2009) - **Article 41** (Politique de réduction des déchets) (p. 1589) : sur l'amendement n° 87 de la commission, intervient sur le sous-amendement n° 356 de M. Dominique Braye.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1692, 1693) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique) (p. 1985, 1986) : parole sur l'article.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (4 mars 2009) - **Article 4** (Code de déontologie et prestation de serment) (p. 2340) : intervient sur les amendements n° 77 et 78 de M. Alain Anziani. - **Article 10 bis** (p. 2370) : modalités d'application de l'article 40.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Rappel au règlement** (p. 2484) : demande l'inscription dans le règlement du Sénat des conditions dans lesquelles il est procédé au scrutin public. - **Article 24 (Fouilles)** (p. 2494) : parole sur l'article. (p. 2500, 2501) : intervient sur l'amendement n° 303 de la commission.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Article 51 (art. 71-1 du code de procédure pénale - Parcours d'exécution de peine - Différenciation des régimes de détention)** (p. 2578) : défavorable à l'amendement n° 291 du Gouvernement.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3293) : son amendement n° 156 : application directe, aux entreprises de transport, des dispositions de la quatrième partie du code du travail relative à la santé et à la sécurité au travail ; adopté.

- **Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)]** - (7 mai 2009) - **Article 2 (Composition de la commission nationale)** (p. 4318) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé) (p. 4631, 4636) : intervient sur l'amendement n° 1177 du Gouvernement.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Article 16 (Organisation de l'ordre du jour - art. 29 bis du Règlement)** (p. 5431) : son amendement n° 8 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (17 juin 2009) - **Article 18 bis (art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 - Microcrédit)** (p. 6125) : son amendement n° 7 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 125 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 7396, 7397) : son intervention.

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8522, 8523) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 8560, 8563) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8577) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur, portant sur le même objet, n° 14, n° 15, n° 13 (expression des opinions dissidentes au sein du Conseil constitutionnel). - **Article 1er (art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité)** (p. 8579, 8588) : position de la commission sur les amendements n° 19, 16, 17, 18, 21, 22 et 20 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 1, 12, 2, 3, 11 et 5 de M. Yvon Collin. Son amendement n° 24 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8589) : position de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Sueur (procédure de révision des décisions pénales rendues sur le fondement de textes abrogés par le Conseil constitutionnel).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009** - (27 octobre 2009) (p. 8977, 8979) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (5 novembre 2009) - **Article 1er (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste)** (p. 9505) : intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 142 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 143 (2009-2010)** (p. 13184, 13186) : le groupe UMP votera le projet de loi organique et le projet de loi ordinaire.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 142 (2009-2010)**.

POVINELLI (Roland)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 25 novembre 2009.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 24 novembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

POZZO di BORGO (Yves)
sénateur (Paris)
 UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (13 janvier 2009) - **Article 12 bis** (art. 34-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services) (p. 277, 278) : sur l'amendement n° 22 de la commission, son sous-amendement n° 180 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 287, 288) : son amendement n° 202 : relèvement du seuil de concentration pour les services de radio analogique à 180 millions d'habitants desservis, après avis favorable du CSA et de l'Autorité de concurrence ; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des

messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public) (p. 326) : soutient l'amendement n° 233 de M. Hervé Maurey (suppression de la référence à des engagements en valeur absolue de France Télévisions dans la production) ; devenu sans objet le 15 janvier 2009.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 335, 336) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)] (suite)** - (15 janvier 2009) - **Article 19 (supprimé)** (art. 1605 du code général des impôts - Arrondi à l'euro supérieur du montant de la redevance après indexation) (p. 383, 385) : son amendement n° 183 ; devenu sans objet. - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision) (p. 423, 425) : son amendement n° 186 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 461, 462) : soutient l'amendement n° 236 de M. Hervé Maurey (extension à France Télévisions et à Radio France du régime fiscal du mécénat d'entreprise) ; retiré. (p. 463) : soutient l'amendement n° 223 de M. Hervé Maurey (assujettissement de plein droit des câble-opérateurs à la taxe alimentant le compte de soutien à l'industrie des programmes audiovisuels, COSIP) ; adopté. (p. 465) : soutient l'amendement n° 222 de M. Hervé Maurey (institution d'une taxe sur les ventes et locations de télévisions) ; retiré. (p. 466) : soutient l'amendement n° 227 de M. Hervé Maurey (rapport dressant le bilan des sources de financement de France Télévisions) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 460 de la commission. - **Article 22** (art. 2 de la loi du 30 septembre 1986 - Définition et périmètre des services de médias à la demande, SMAd) (p. 469, 474) : soutient les amendements de M. Hervé Maurey n° 240 et 237 ; adoptés ; n° 238 et 184 ; retirés. - **Article 27** (art. 15 de la loi du 30 septembre 1986 - Extension aux SMAd des règles relatives à la protection des mineurs et au respect de la dignité de la personne) (p. 477, 478) : soutient l'amendement n° 239 de M. Hervé Maurey ; adopté. - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 484, 485) : favorable à l'amendement n° 49 de la commission et, sur celui-ci, aux sous-amendements n° 463 du Gouvernement et n° 428 de M. Philippe Dominati. Défavorable aux amendements n° 203 et 204 de Mme Catherine Procaccia.

- **Prolongation de cinq interventions des forces armées - Débat et votes sur des demandes d'autorisation du Gouvernement** - (28 janvier 2009) (p. 1047, 1049) : son intervention. Le groupe UC votera la prolongation de l'intervention des forces armées en Côte d'Ivoire, au Tchad, en République centrafricaine, au Liban et au Kosovo.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (30 janvier 2009) - **Article 13** (Transports en Ile-de-France) (p. 1252, 1253) : soutient l'amendement n° 702 de M. Nicolas About ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 49** (Dispositions applicables à l'outre-mer) (p. 1636) : intervient sur l'amendement n° 384 de M. Georges Patient.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (11 février 2009) - **Article 32** (Conseil en propriété industrielle) (p. 1770, 1771) : intervient sur les amendements n° 4 de M. Simon Sutour et n° 31 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3138, 3139) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3345, 3347) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Article 10** (art. L. 362-1 du code du tourisme, art. L. 4424-32 du code général des collectivités territoriales, art. L. 3335-4 du code de la santé, art. 199 undecies B et 217 duodecimes du code général des impôts - *Suppression du classement des restaurants de tourisme*) (p. 3828, 3829) : son amendement n° 6 ; retiré. - **Article 13** (art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 decies EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - *Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924*) (p. 3836, 3837) : parole sur l'article.

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4141, 4143) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4670, 4681) : ses amendements n° 51 et 53 ; retirés ; et n° 52 ; adopté. (p. 4688) : son amendement n° 56 ; retiré. (p. 4716, 4717) : intervient sur l'amendement n° 1192 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4748) : ses amendements n° 63 et 62 ; devenus sans objet. - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission) (Coordination)** (p. 4764, 4765) : parole sur l'article. (p. 4768, 4770) : son amendement n° 67 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours*) (p. 5245, 5246) : son amendement n° 68 ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse - Deuxième lecture [n° 480 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6408, 6409) : son intervention. Le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions**

concernant la défense [n° 514 (2008-2009)] - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6910, 6912) : son intervention. Le groupe UC votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 7012) : le groupe UC votera contre l'amendement n° 53 de Mme Dominique Voynet. (p. 7017) : intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Chevènement.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8605, 8607) : son intervention. Le groupe UC votera ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009** - (27 octobre 2009) (p. 8972, 8974) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8984) : sa question.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Statut de La Poste*) (p. 9418) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Points de contact de La Poste*) (p. 9672) : soutient l'amendement de M. Daniel Dubois n° 568 ; retiré puis repris par M. Daniel Raoul. (p. 9677, 9678 ; 9686) : soutient l'amendement n° 570 de M. Daniel Dubois ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11693, 11694) : son intervention.

Défense

- (30 novembre 2009) (p. 11724, 11725) : son intervention.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2009) (p. 11859, 11860) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 10 et 11 décembre 2009** - (8 décembre 2009) (p. 12458, 12459) : son intervention.

PRINTZ (Gisèle)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Secrétaire de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre suppléant du Conseil national du bruit le 1er juin 2009.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retraites, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directoire des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4687) : soutient l'amendement n° 331 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. (p. 4707) : son amendement n° 334 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Agences régionales de santé*) (p. 5052, 5062) : soutient les amendements n° 1074 de M. Jacky Le Menn ; adopté ; et n° 1080 de M. François Rebsamen ; rejeté.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (25 juin 2009) (p. 6396) : son intervention sur le congé de maternité.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7215, 7216) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas cette proposition de loi.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7283) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7315) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7333, 7334) : soutient les amendements n° 34 et 132 de Mme Raymonde Le Texier ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - *Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation*

professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV) (p. 7782, 7783) : parole sur l'article. (p. 7787) : soutient l'amendement n° 132 de M. Claude Jeannerot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 13 quinquies** (*Imputation sur l'obligation légale de financement de la formation professionnelle des dépenses de tutorat au profit des jeunes*) (p. 7927) : soutient l'amendement n° 148 de Mme Maryvonne Blondin ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi*) (p. 7957) : soutient l'amendement n° 151 de M. Claude Jeannerot ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - *Régime du plan régional de développement des formations professionnelles*) (p. 7968) : soutient l'amendement n° 158 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9404) : soutient l'amendement n° 425 de M. Michel Teston (garantie du maintien du service public en cas de changement de statut de La Poste) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Statut de La Poste*) (p. 9474) : soutient l'amendement n° 440 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article 17** (art. L. 3 du code des postes et communications électroniques - *Clarification rédactionnelle*) (p. 9900) : soutient l'amendement n° 353 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - *Renforcement des pouvoirs du régulateur*) (p. 9916) : soutient l'amendement n° 411 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10020, 10021) : son intervention.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10104, 10112) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 89 (annualisation du calcul des allègements généraux de charges sociales) ; portant sur le même objet, n° 92, n° 91 et n° 90 (majoration sous conditions des cotisations patronales) ; et n° 93 (diminution du montant de la réduction des cotisations sociales pour les entreprises non couvertes par les accords salariaux prévus par la loi) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 11** (art. L. 138-10, L. 165-4 et L. 162-37 du code de la sécurité sociale - *Régime de la clause permanente de sauvegarde - Modalités de recouvrement des remises sur le chiffre d'affaires dues par les fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux*) (p. 10151) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10184) : soutient l'amendement n° 107 de Mme Nicole Bricq (relèvement du taux de la cotisation patronale sur les stock-options) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) (p. 11841, 11842) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11846) : soutient l'amendement n° II-82 de M. Jean-Pierre Bel ; rejeté. (p. 11847) : soutient l'amendement n° II-87 de M. Jean-Pierre Bel ; rejeté. (p. 11848) : soutient l'amendement n° II-84 de M. Jean-Pierre Bel ; rejeté. (p. 11849) : soutient l'amendement n° II-85 de M. Jean-Pierre Bel ; rejeté. (p. 11850) : soutient l'amendement n° II-81 de M. Jean-Pierre Bel ; rejeté.

(p. 11851) : soutient l'amendement n° II-83 de M. Jean-Pierre Bel ; rejeté. (p. 11852) : soutient l'amendement n° II-86 de M. Jean-Pierre Bel ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 11854) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-63 (rapport gouvernemental évaluant les dispositifs de prise en charge des conjoints survivants de ressortissants de l'Office national des anciens combattants). Soutient l'amendement n° II-89 de M. Jean-Pierre Bel (diminution de l'âge de jouissance de la

demi-part fiscale réservée au titulaire de la carte du combattant) ; rejeté.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (4 décembre 2009) (p. 12106, 12107) : son intervention.

PROCACCIA (Catherine)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Présidente de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'hôpital national de Saint Maurice.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyoning [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoning [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Impacts de l'utilisation de la chlordécone et des pesticides aux Antilles : bilan et perspectives d'évolution [n° 487 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (15 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 395) : défavorable aux amendements analogues n° 38 de la commission et n° 217 de M. Hervé Maurey (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception) et à l'amendement n° 270 de Mme Marie-Christine Blandin (extension de l'assiette de la redevance).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 487, 488) : ses amendements n° 203 et 204 ; rejetés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 675, 677) : son amendement n° 13 : exonération d'impôt sur le revenu pour les produits des contrats d'assurance vie d'une durée supérieure ou égale à douze ans ; rejeté.

- *Commission mixte paritaire [n° 180 (2008-2009)]* - (29 janvier 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1163, 1164) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (30 janvier 2009) - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1279, 1280) : soutient les amendements de M. Gérard César n° 118 ; devenu sans objet ; n° 119 et n° 220 ; retirés.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (12 mars 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3010) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3280, 3285) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Sylvie Desmarescaux, n° 52 : suppression de l'incompatibilité des fonctions d'assesseur des tribunaux des affaires de sécurité sociale et d'assesseur des tribunaux du contentieux de l'incapacité avec les fonctions de conseiller prud'homme ; et sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Sueur (rétablissement des dispositions de la loi relative à la législation funéraire du 19 décembre 2008). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3292, 3299) : ses amendements n° 42 : rectification d'un oubli lors de la modification du code du travail ; n° 43 : possibilité, pour les comités d'entreprise de se faire assister d'un expert comptable quel que soit le statut de l'entreprise ; n° 44 : respect du parallélisme des formes entre la partie réglementaire et la partie législative du code du travail ; n° 45, 48 et 50 : précision ; n° 46, 47 et 49 : rédaction ; et n° 51 : prolongation du dispositif du référendum d'entreprise jusqu'aux prochaines élections professionnelles dans les entreprises souffrant de carence de candidatures ou d'absence de quorum ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 28 quinquies** (p. 3317, 3319) : soutient les amendements de M. Alain Vasselie n° 68 (modalités de déclarations simplifiées pour les employeurs ayant recours au titre-emploi service entreprise) ; n° 69 (renforcement de la sécurité juridique des cotisants) ; n° 70 (mise à jour de l'article L. 311-3 du code de la sécurité sociale) ; adoptés.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - *Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4643) : soutient l'amendement n° 109 de M. André Lardeux ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours*) (p. 5259, 5260) : intervient sur l'amendement n° 1227 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5366, 5367) : parole sur l'article.

- **Question orale avec débat de M. André Vantomme sur le fonctionnement du pôle emploi** - (25 juin 2009) (p. 6380, 6381) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - présidente de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie - **Discussion générale** (p. 7755, 7757) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2009) - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 313-1 du code de l'éducation - *Recrutement*

et obligation de formation des personnels d'orientation de l'éducation nationale) (p. 7837) : intervient sur les amendements n° 14 de Mlle Sophie Joissains, n° 37 de Mme Annie David et n° 135 de Mme Maryvonne Blondin.

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 13** (art. L. 6222-18 et L. 6241-4 du code du travail - *Modalités de détermination du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au centre de formation d'apprentis où est inscrit l'apprenti - Période d'essai après rupture d'un premier contrat d'apprentissage*) (p. 7912) : son amendement n° 108 ; adopté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8767, 8768) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 8784) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (6 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9611) : soutient l'amendement n° 187 de M. Jackie Pierre ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Points de contact de La Poste*) (p. 9676 ; 9681, 9683) : sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet, son sous-amendement n° 628 ; retiré puis repris par M. Didier Guillaume.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Agents contractuels*) (p. 9783) : soutient l'amendement n° 325 de Mme Colette Giudicelli ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 17 (priorité)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - *Aménagement du régime des contrats d'assurance vie au regard des contributions sociales en cas de décès*) (p. 10098, 10100) : son amendement n° 63 ; retiré. - **Article 10** (*Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de grippe A, H1N1*) (p. 10124, 10125) : votera les amendements n° 507 du Gouvernement et n° 260 de M. Guy Fischer. (p. 10131) : son amendement n° 111 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10134) : son amendement n° 224 : transformation de la contribution versée par les organismes d'assurance maladie complémentaire au fonds CMU en taxe de solidarité CMU ; retiré.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - *Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels*) (p. 10207) : favorable à l'amendement n° 177 de M. Pierre Martin.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 10402, 10403) : son amendement n° 64 : obligation d'information des organismes d'assurance complémentaires ; retiré. - **Article additionnel après l'article 30 bis** (p. 10408) : intervient sur l'amendement n° 538 de la commission (relèvement des plafonds des garanties souscrites par les professionnels libéraux pour s'assurer contre les dommages causés dans le cadre de leur activité). - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité

sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse (p. 10421, 10422) : ses amendements n° 206 et 205 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 38** (p. 10427) : son amendement n° 426 : extension aux clercs de notaires de la possibilité de cumul emploi-retraite ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10438) : intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les régimes de mise à la retraite d'office).

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10975, 10976) : intervient sur le sous-amendement n° I-59 de M. Christian Cambon portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2009) (p. 11879, 11880) : son intervention. - **Article 59 ter (Nouveau)** (*Affectation à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, EPRUS, de la contribution exceptionnelle des complémentaires santé aux dépenses liées à la grippe A/H1N1*) (p. 11891) : intervient sur les amendements n° II-24 de la commission et n° II-76 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) - en remplacement de M. Alain Gournac, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11895, 11896) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11908, 11909) : intervient sur l'amendement n° II-21 de la commission. - **Article 62 (Nouveau)** (*Extension des publics bénéficiaires du nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise, NACRE*) (p. 11917) : soutient l'amendement n° II-61 de la commission ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11920) : intervient sur l'amendement n° II-23 de la commission (développement de l'apprentissage).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Article 45 bis** (*Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail*) (p. 12313) : intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 45 sexies** (*Aménagement du crédit d'impôt au titre des emplois à domicile en matière de soutien scolaire*) (p. 12327) : son amendement n° II-194 ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 12888) : soutient l'amendement n° 93 de M. Dominique Braye (alignement du régime d'autorisation de la maîtrise d'ouvrage associative sur celui des organismes HLM) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 12898) : son amendement n° 102 : mise en place de synergie entre organismes sociaux et administration fiscale afin de lutter contre les infractions fiscales ; adopté.

publics de santé) (p. 4625) : défavorable à l'amendement n° 135 de M. Jean Desessard.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4751) : favorable à l'amendement n° 1191 du Gouvernement.

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12154) : intervient sur le sous-amendement n° II-324 de M. Charles Guéné portant sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences). (p. 12159) : intervient sur le sous-amendement n° II-310 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° II-199 précité. (p. 12169) : intervient sur l'amendement n° II-199 précité. (p. 12193, 12194) : intervient sur le sous-amendement n° II-376 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12230) : sur l'amendement n° II-200 précité, intervient sur le sous-amendement n° II-328 de M. Michel Bécot. (p. 12255) : intervient sur l'amendement n° II-202 de la commission (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie).



RAFFARIN (Jean-Pierre)
sénateur (Vienne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2035) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements*

RAINAUD (Marcel)
sénateur (Aude)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

de RAINCOURT (Henri)

sénateur (Yonne)

UMP

(jusqu'au 23 juillet 2009)

*ministre chargé des relations avec le
Parlement*

(à partir du 23 juin 2009)

Devenu membre du Gouvernement le 23 juillet 2009.

Président du Groupe Union pour un Mouvement Populaire jusqu'au 6 juillet 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 23 juillet 2009.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 7 avril 2009.

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (16 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 535) : défavorable à l'amendement n° 408 de M. David

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (5 juin 2009) - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, règlementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle) (p. 5723) : votera les amendements n° 150 de M. Gérard César et n° 74 de M. Roland Courteau.

Assouline (non-application du droit commun des centres d'appel aux distributeurs de services audiovisuels, de façon à lutter contre les délocalisations). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 540, 541) : le groupe UMP, dans son immense majorité, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (12 février 2009) - **Article 1er (Dépôt des propositions de résolution)** (p. 1874) : souhaite que le groupe UMP soutienne le sous-amendement n° 198 de M. Bernard Frimat portant sur l'amendement n° 2 de la commission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3590, 3591) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article 7 et état D (Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires)** (p. 3635) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3945, 3947) : son intervention.

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat [n° 428 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5392, 5395) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5411) : favorable à l'amendement n° 40 de M. Yvon Collin (présence aux réunions des commissions d'un membre du secrétariat de chaque groupe politique).

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (16 juillet 2009) (p. 7036, 7037).

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 121 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7125, 7126) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9382, 9383) : son intervention.

- **Éloge funèbre d'André Lejeune, sénateur de la Creuse** - (24 novembre 2009) (p. 11204, 11205).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (26 novembre 2009) (p. 11513, 11515) : son intervention.

Direction de l'action du Gouvernement

- (26 novembre 2009) (p. 11519, 11521) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11522, 11524) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-47 de M. Philippe Dominati, n° II-42 de la commission des lois saisie pour avis et n° II-43 de M. Yves Krattinger.

Pouvoirs publics

- (26 novembre 2009) (p. 11527) : son intervention.

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (26 novembre 2009) (p. 11530) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12725, 12726) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 142 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 143 (2009-2010)** (p. 13175, 13188) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission)** (*Liste des emplois et fonctions soumis à la procédure de nomination après avis des commissions compétentes des deux assemblées*) (p. 13189) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 13189) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission (coordination).

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 142 (2009-2010)**. - (21 décembre 2009) - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission)** (*Commissions permanentes compétentes pour émettre l'avis sur les nominations*) (p. 13191) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 5 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Simultanéité du dépouillement des scrutins dans les deux assemblées*) (p. 13192) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat.

RALITE (Jack)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (7 janvier 2009) (p. 4) : indignation devant la mise en œuvre d'une loi avant son examen par le Parlement.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 25, 28) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ces projets de loi.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**. - (8 janvier 2009) - **Question préalable** (p. 86, 88) : sa motion n° 3 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** - (8 janvier 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 119) : son amendement n° 199 : responsabilité publique de l'ensemble des entreprises publiques et privées du secteur audiovisuel ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er** (p. 126) : intervient sur son amendement, présenté par M. Jean-François Voguet, n° 110 : prise en compte des interventions audiovisuelles du Président de la République dans le temps de parole réservé à l'exécutif. - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions) (p. 131, 139) : ses

amendements n° 112 et n° 113 ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 296 de M. David Assouline.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 1er bis** (p. 173, 175) : son amendement n° 118 : maintien d'unités de programmes spécifiques afin de garantir la diversité des œuvres patrimoniales ; rejeté. - **Article 3** (art. 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Filialisation des activités de diversification des sociétés nationales de programme) (p. 196) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Brigitte Gonthier-Maurin, n° 123 : soumission des filiales aux mêmes obligations de service public que les sociétés nationales de programme. - **Article 5** (art. 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de France Télévisions) (p. 198, 200) : parole sur l'article. Ses amendements n° 124 : suppression ; et n° 125 : nouvelle composition du conseil d'administration ; rejetés. - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) (p. 214) : ne votera pas l'article 7 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 245, 262) : parole sur l'article. Ses amendements n° 130 et 131 ; rejetés. Défavorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public) (p. 314, 315) : parole sur l'article. (p. 325, 326) : son amendement n° 142 : suppression de la référence à des engagements en valeur absolue de France Télévisions dans la production ; rectifié le 15 janvier 2009 en sous-amendement à l'amendement n° 34 de la commission (nouvelle rédaction de l'article).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) (p. 369) : sur l'amendement n° 34 de la commission, son sous-amendement n° 456 ; rejeté. (p. 377, 382) : intervient sur l'amendement n° 356 de M. David Assouline. Sur l'amendement n° 34 de la commission, qu'il ne votera pas, retire son sous-amendement n° 142 et intervient sur le sous-amendement n° 448 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 395, 401) : intervient sur les amendements de la commission n° 38 (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception) et n° 39 (réduction du champ des bénéficiaires de la redevance). - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision) (p. 424) : intervient sur son amendement n° 151, présenté par M. Jean-François Voguet. - **Article 21** (art. 302 bis KH 1693 sexies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques) (p. 434, 435) : parole sur l'article. (p. 440, 441) : ses amendements n° 159 et 160 ; rejetés. (p. 443) : défavorable aux amendements n° 219 de M. Hervé Maurey et n° 377 de M. Jean-Etienne Antoinette.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 22** (art. 2 de la loi du 30 septembre 1986 - Définition et périmètre des services de médias à la demande, SMAd) (p. 468, 472) : ses amendements n° 163 et 162 ; adoptés ; et n° 164 ; retiré. - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 484, 485) : favorable à l'amendement n° 49 de la commission et au sous-amendement n° 463 du Gouvernement s'y rapportant. Défavorable aux amendements n° 203 et 204 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 35** (art. 33-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Programmes diffusés en mode autre que hertzien adapté aux personnes souffrant d'un handicap visuel ou auditif - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres

cinématographiques et audiovisuelles (p. 494, 495) : son amendement n° 167 ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (4 février 2009) (p. 1396) : demande que la séance consacrée aux conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle soit suspendue jusqu'à la décision du Conseil d'Etat relative à la suppression de la publicité sur France Télévisions.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** - *Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)]* - (4 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1405, 1408) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (10 février 2009) (p. 1663) : commente le recours du groupe CRC-SPG contre le projet de loi relatif à l'audiovisuel, devant le Conseil d'Etat.

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 259 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3438, 3439) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 8 D** (p. 3663, 3664) : votera l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 10 (exclusion du groupement d'intérêt public France Télé numérique du champ des bénéficiaires de la redevance).

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet** - *Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]* - (13 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4430, 4431) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4450) : soutient l'amendement n° 6 de M. Ivan Renar (création d'un conseil pluraliste chargé d'élaborer les conditions de rémunération des auteurs à l'heure numérique) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4452) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6808, 6810) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- *Commission mixte paritaire [n° 337 (2008-2009)]* - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7739, 7740) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jack Ralite sur la numérisation du livre** - (16 novembre 2009) (p. 10531, 10534) : sa question. (p. 10548, 10549) : ses observations.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11296) : soutient l'amendement n° I-209 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une taxe de 0,08 % sur les transactions sur devises) ; rejeté. (p. 11298, 11302) : défavorable à l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° I-421 (révision de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision) .

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) (p. 11596, 11598) : son intervention. - **Article 52** (*Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'Etat aux collectivités territoriales volontaires*) (p. 11610) : son amendement n° II-69 ; rejeté. (p. 11612) : intervient sur son amendement n° II-69 précité. (p. 11614) : intervient sur son amendement n° II-71 précité.

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) (p. 11623, 11624) : son intervention.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2009) - **Article 50 bis (Nouveau)** (*Modalités d'assujettissement des câblo-opérateurs à la taxe sur les services de télévision*) (p. 12399, 12400) : son amendement n° II-110 ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Article 27 quater (Nouveau)** (*Régime d'exonération de cotisation foncière des entreprises des établissements de spectacles cinématographiques*) (p. 12970, 12975) : parole sur l'article. Défavorable à l'amendement n° 3 de la commission. Son amendement n° 196 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 241 de la commission. - **Article 30 undecies (Nouveau)** (*Modulation de la taxe sur la publicité*) (p. 13134, 13136) : son amendement n° 166 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 30 undecies** (p. 13137) : favorable à l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° 147 (modification des modalités de calcul du crédit d'impôt relatif à la production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles).

RAOUL (Daniel)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis secrétaire le 7 octobre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre suppléant du Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies le 4 février 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les lignes à haute et très haute tension : quels impacts sur la santé et l'environnement ? Compte-rendu de l'audition publique du 29 janvier 2009 [n° 307 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 105 tome 7 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Education.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 663, 664) : son intervention.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)**, - (22 janvier 2009) - **Article additionnel après l'article 5 ter (priorité)** (p. 808) : s'abstiendra sur l'amendement n° 75 de M. Michel Mercier (déclaration d'intérêt général de l'ensemble des stades, des enceintes sportives et de leurs équipements connexes). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 814) : défavorable à l'amendement n° 64 de M. Charles Revet (modalités de délivrance des permis de construire dans les communes ne disposant pas de plan d'occupation des sols).

- **Rappel au règlement** - (23 janvier 2009) (p. 828) : Proteste contre l'organisation des travaux du Sénat et en particulier de la discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)] (suite)** - (23 janvier 2009) - **Article 2 (Art. L. 240-2 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Mobilisation des terrains publics dans le cadre d'opérations d'intérêt national)** (p. 829, 831) : soutient les amendements n° 30 et 31 de M. Yannick Botrel et n° 88 de M. Thierry Repentin ; rejetés. - **Article 2 bis (Art. L. 433-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Acquisition de logements en VEFA par les organismes HLM)** (p. 836) : soutient les

amendements n° 32, 33 et 34 de M. Yannick Botrel ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 836, 839) : soutient les amendements de M. Yannick Botrel n° 36 (réduction des délais de versement des aides de l'Agence nationale de l'habitat aux propriétaires privés pour permettre d'accélérer les mises en chantier) ; adopté ; n° 47 : amélioration du dispositif "Scellier" en faveur de la relance de la construction ; rejeté ; et n° 35 (entrée en vigueur au 1er avril 2009 des dispositions de la loi de modernisation de l'économie transférant du préfet au maire la compétence de délivrer les autorisations préalables de changement d'usage de logements) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 139 du Gouvernement.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 937, 939) : son intervention. - **Article 1er (Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable)** (p. 979, 981) : intervient sur les amendements n° 631 et 632 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 2 (Lutte contre le changement climatique)** : Le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 3 de la commission et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 495 de M. Christian Gaudin. (p. 1000, 1004) : son amendement n° 316 ; rejeté. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Article 4 (Règles de performance énergétique des constructions neuves)** (p. 1016, 1017) : sur l'amendement n° 10 de la commission, son sous-amendement n° 773 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1036, 1037) : soutient l'amendement n° 179 de M. Thierry Repentin (procédure en cas de plan de travaux productifs d'économie d'énergie) ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (29 janvier 2009) (p. 1108) : à l'occasion de la discussion du projet de loi "Grenelle de l'environnement" dans un contexte de forte mobilisation sociale, met en avant les contradictions entre les orientations du "Grenelle de l'environnement" et celles de la révision générale des politiques publiques.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)] (suite)** - (29 janvier 2009) - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 1119) : intervient sur l'amendement n° 512 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 1125) : votera l'amendement n° 36 de la commission.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés - Commission mixte paritaire [n° 187 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1203) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1213) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (30 janvier 2009) - **Article 11 (Transport de voyageurs)** (p. 1225) : intervient sur l'amendement n° 46 de la commission. - **Article 12 (Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France)** (p. 1239, 1250) : soutient les amendements de M. Michel Teston n° 297 ; rejeté ; et n° 298 ; retiré ; de M. Martial Bourquin n° 302 ; retiré ; de M. Roland Ries n° 305 et n° 306 ; retirés ; n° 308 et 309 ; rejetés ; et de M. Thierry Repentin n° 300 ; retiré. (p. 1256) : sur l'amendement n° 50 de la commission, soutient le sous-amendement n° 787 de M. Thierry Repentin ; retiré. - **Article 14 (Art. 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Objectifs de la politique des transports)** (p. 1258) : intervient sur l'amendement n° 404 de M. Michel Teston. - **Article 16 (Réduction des consommations d'énergie)** (p. 1268) : sur l'amendement n° 56 de la commission, soutient le sous-amendement n° 154 de M. Thierry Repentin. - **Article 17 (Développement des énergies renouvelables)** (p. 1279) : son amendement n° 325 ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (3 février 2009) (p. 1320, 1321) : modalités du vote sur l'ensemble du projet de loi relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)] (suite)** - (6 février 2009) - **Article 42** (*Contribution de l'Etat au développement durable*) (p. 1608, 1609) : soutient l'amendement n° 439 de M. Didier Guillaume ; retiré. - **Article 44** (*Collectivités territoriales et développement durable*) (p. 1611, 1612) : parole sur l'article. (p. 1613) : soutient l'amendement n° 609 de M. Michel Sergent ; adopté. (p. 1614, 1615) : soutient l'amendement n° 444 de Mme Bernadette Bourzai ; adopté. - **Article 49** (*Dispositions applicables à l'outre-mer*) (p. 1649) : intervient sur l'amendement n° 347 de M. Jean-Etienne Antoinette.

- **Suite de la discussion** (10 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble et adoption d'un projet de loi** (p. 1669, 1671) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Rappel au règlement** - (11 février 2009) (p. 1747, 1748) : représentation du groupe CRC-SPG au sein de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article 4 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3624) : intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Article 6** (*Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France*) (p. 3806) : soutient l'amendement n° 48 de M. Paul Raoult ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 13** (*art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 des EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924*) (p. 3839) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 431 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 5604, 5605) : son intervention. - **Article 1er** (*art. L. 1522-1 du code général des collectivités territoriales - Création de sociétés publiques locales*) (p. 5615) : favorable aux amendements n° 5 et 6 du Gouvernement. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5616) : intervient sur son amendement n° 2 : pérennisation des sociétés publiques locales d'aménagement présenté par M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 327-1 du code de l'urbanisme - Sociétés publiques locales d'aménagement*) (p. 5616, 5617) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Gage*) (p. 5617) : favorable à l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Question orale avec débat de M. Martial Bourquin sur la crise de l'industrie** - (10 juin 2009) (p. 5934, 5935) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6038) : son intervention. - **Article 1er A** (*art. L. 313-3 du code de la consommation - Refonte des catégories de prêts à la consommation pour la détermination des seuils de l'usure*) (p. 6046) : soutient l'amendement n° 20 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 6048) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Nicole Bricq (plafonnement du taux des prêts à taux variable) ; rejeté. - **Article 2** (*art. L. 311-4 et L. 311-5 du code de la consommation - Publicité*) (p. 6057, 6058) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 23 et 24 ; rejetés. - **Article 5** (*art. L. 311-11 à L. 311-17 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit*) (p. 6077) : intervient sur les amendements identiques n° 28 de Mme Nicole Bricq et n° 68 de Mme Odette Terrade.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Article additionnel après l'article 14** (p. 6117) : intervient sur l'amendement n° 87 (responsabilisation du prêteur) de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6119) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Nicole Bricq (abrogation du mécanisme de l'hypothèque rechargeable) ; rejeté. - **Article 18 bis** (*art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 - Microcrédit*) (p. 6126) : favorable à l'amendement n° 7 de M. Hugues Portelli.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 6553) : votera l'amendement n° 35 de M. Jacques Muller. (p. 6553, 6554) : reprend l'amendement n° 44 de M. Hervé Maurey ; adopté. (p. 6557) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Thierry Repentin.

- **Conférence des présidents** - (1er juillet 2009) (p. 6562) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)] (suite)** - (1er juillet 2009) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 6564) : votera l'amendement n° 89 de M. Daniel Soulage. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 6568) : s'abstiendra sur l'amendement n° 55 de Mme Évelyne Didier. (p. 6573) : ne votera pas l'amendement n° 90 de M. Jacques Muller. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 6575) : soutient l'amendement n° 7 de M. Thierry Repentin ; retiré. (p. 6580) : votera cet article. - **Rappel au règlement** (p. 6592, 6593) : déplore l'absence des sénateurs dans l'hémicycle. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Le soutien à la recherche*) (p. 6597) : intervient sur les amendements n° 37 de M. Jacques Muller et n° 72 de Mme Évelyne Didier. - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 6604) : favorable à l'amendement n° 93 du Gouvernement. (p. 6606) : son amendement n° 85 ; adopté. - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 6609) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6621) : son intervention. Le groupe socialiste votera ce texte.

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 2009) (p. 6727, 6728) : interrogation sur l'interprétation de l'article 49 du règlement du Sénat.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Rappel au règlement** (p. 6759) : ordre de discussion des amendements sur les articles 10 bis A et 13 ter du projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques. - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. 39 octies F, 39 AK et 279 du code général des impôts, art. 138 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 et art. 10 de la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 - Baisse de la taxe sur la valeur ajoutée dans la restauration*) (p. 6762, 6763) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° 1 de M. Jean Arthuis. Favorable à l'amendement n° 9 de Mme Nicole Bricq. (p. 6764) : favorable à l'amendement n° 8 de M. Paul Raoult. - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Grands stades et équipements sportifs*) (p. 6777) : soutient l'amendement n° 15 de M. Marc Daunis ; rejeté. (p. 6778) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 13 de ce projet de loi.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7227) : avis du Gouvernement sur la motion n° 119 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3132-27 du code du travail - Contreparties dues aux salariés en cas d'ouverture d'un*

commerce dans le cadre des dérogations accordées par le maire) (p. 7239, 7240) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 128 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7437, 7438 ; 7451) : son intervention. Les sénateurs socialistes et apparentés voteront ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7478, 7479) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (16 septembre 2009) (p. 7522) : remarques sur l'examen du projet de loi portant engagement national pour l'environnement.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)] (suite)** - (16 septembre 2009) - **Article 1er** (art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments) (p. 7526, 7527) : soutient l'amendement n° 5 de M. Thierry Repentin ; retiré. (p. 7532) : votera contre l'amendement n° 129 de M. Claude Biwer. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7540) : votera les amendements de la commission n° 360 (extension du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux réalisés en faveur des économies d'énergie), n° 361 (extension du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux réalisés en faveur des personnes en situation de handicap) et n° 362 (extension du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux réalisés en faveur de la prévention des risques technologiques). - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 244 quater U du code général des impôts - Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro) (p. 7544, 7545) : intervient sur l'amendement n° 311 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7546) : soutient l'amendement n° 220 de M. Thierry Repentin (incitation des collectivités territoriales à engager un programme de rénovation thermique de leur patrimoine immobilier) ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 7547, 7548) : soutient l'amendement n° 13 de M. Thierry Repentin (limitation de l'augmentation des loyers due aux travaux de réhabilitation des logements) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 7548, 7549) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 12 (obligation de réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique et environnementale dans les logements) ; et n° 14 (extension du crédit d'impôt au coût de la main-d'œuvre d'isolation des logements) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7553) : soutient l'amendement n° 23 de M. Thierry Repentin (obligation de constituer un fonds pour gros travaux dans les copropriétés privées) ; retiré. Soutient l'amendement n° 22 de M. Thierry Repentin (obligation pour les syndicats de conclure un contrat-type de gestion) ; retiré. (p. 7554, 7555) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 25 (insertion d'un critère de confort thermique dans les critères de définition d'un logement décent) ; retiré ; et n° 24 (prise en compte de la lutte contre la précarité énergétique dans les plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées) ; adopté. (p. 7557) : soutient l'amendement n° 222 de M. Thierry Repentin (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir social) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 7562) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Jacqueline Alquier (impossibilité pour un propriétaire de vendre à son locataire un logement qui ne soit pas performant énergétiquement) ; rejeté. (p. 7563) : soutient l'amendement n° 223 de M. Thierry Repentin (répartition des économies réalisées entre la baisse des charges pour le locataire et le retour sur investissement pour le propriétaire) ; retiré. - **Article 4** (art. L. 111-6-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Inopposabilité des règles d'urbanisme relatives à l'aspect extérieur des bâtiments lorsque la construction utilise des énergies renouvelables) (p. 7565) : soutient l'amendement n° 228 de M. Thierry Repentin ; retiré. - **Article 5** (Chapitre III

du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement) (p. 7578) : soutient l'amendement n° 33 de M. Thierry Repentin ; retiré. (p. 7579) : soutient l'amendement n° 232 de M. Thierry Repentin ; adopté. - **Article 6** (art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme) (p. 7582) : sur l'amendement n° 80 de la commission des lois saisie pour avis, soutient le sous-amendement n° 233 de M. Thierry Repentin ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7587) : soutient l'amendement n° 234 de M. Jacky Le Menn (mesures en faveur de la prise en compte de l'information environnementale dans les documents d'urbanisme) ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 121-9 et L. 121-9-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Qualification de projet d'intérêt général de certaines mesures de mise en œuvre des DTA) (p. 7589) : soutient l'amendement n° 38 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 7592) : soutient l'amendement n° 40 de M. Thierry Repentin (prise en compte des continuités écologiques dans le rapport d'évaluation environnementale des documents d'urbanisme) ; retiré. - **Article 9** (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale) (p. 7596) : soutient l'amendement n° 41 de M. Thierry Repentin ; adopté. (p. 7597) : soutient l'amendement n° 235 de M. Thierry Repentin ; retiré. (p. 7598) : intervient sur l'amendement n° 42 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) (p. 7643) : votera l'amendement n° 83 de la commission des lois saisie pour avis.

- **Rappel au règlement** - (17 septembre 2009) (p. 7645) : s'étonne du mode d'organisation des travaux en séance publique.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)] (suite)** - (17 septembre 2009) - **Article 9** (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale) (p. 7666, 7674) : soutient les amendements n° 47, 48 et 49 de M. Thierry Repentin ; rejetés. Le groupe socialiste votera les amendements n° 86 de la commission des lois saisie pour avis et n° 264 de M. Jean-Paul Emorine. (p. 7678, 7679) : soutient l'amendement n° 50 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 10** (Chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Renforcement des plans locaux d'urbanisme) (p. 7688, 7696) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 242 ; devenu sans objet ; et n° 244 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7701, 7703) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 249 (création d'un dispositif de protection et de continuité écologique) ; rejeté ; n° 250 (possibilité, pour les directeurs des établissements publics fonciers locaux, de recevoir une délégation de leur conseil d'administration pour exercer le droit de préemption) ; retiré. - **Article 11** (art. L. 128-1, L. 128-2 et L. 128-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - Autorisation de dépassement des règles densité de construction pour les bâtiments particulièrement performants en matière énergétique) (p. 7704) : soutient l'amendement n° 251 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 141-1 et L. 141-1-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - Procédure de révision du schéma directeur de la région d'Ile-de-France) (p. 7706, 7707) : intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 13** (Habilitation du Gouvernement à simplifier le code de l'urbanisme) (p. 7709, 7710) : soutient l'amendement n° 53 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7711, 7712) : soutient l'amendement n° 252 de M. Thierry Repentin (possibilité, pour les intercommunalités, d'ester en justice en cas d'infraction aux règles d'urbanisme) ; retiré. - **Article 14 (réserve)** (art. L. 642-3 du code du patrimoine - Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP) (p. 7716) : demande la réserve sur l'article jusqu'à la fin de la discussion. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 7723) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 225 (possibilité, pour l'Etat, de vendre des biens immobiliers de son domaine privé à un prix inférieur à la valeur vénale lorsqu'ils sont destinés à la réalisation de programmes comportant des logements sociaux) ; adopté ; et n° 226 (cession

à l'euro symbolique des immeubles domaniaux reconnus inutiles par le ministère de la défense au bénéfice des organismes HLM ou des SEM) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 23** (Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - *Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie*) (p. 8054) : défavorable à l'amendement de M. Michel Sergent n° 715 repris par M. François Fortassin. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8061, 8062) : intervient sur l'amendement n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques). - **Article 26** (Section 4 [nouveau] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - *Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux*) (p. 8080, 8081) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 919 de la commission. Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Jacques Muller. - **Article 27** (art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie*) (p. 8090) : son amendement n° 565 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 721 de M. Michel Sergent ; retiré.

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Article 34** (art. 10-1 de la loi n° 2000-108 (cf. sous art. 33) et art. L. 553-2 à L. 553-4 du code de l'environnement - *Développement maîtrisé de l'énergie éolienne*) (p. 8123, 8124) : parole sur l'article. (p. 8126, 8127) : soutient l'amendement n° 541 de M. Roland Courteau ; rejeté. - **Article 35** (Loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - *Aménagement de la redevance sur les concessions hydroélectriques*) (p. 8135) : intervient sur l'amendement n° 544 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8136) : intervient sur l'amendement n° 164 de Mme Françoise Férat (autorisation pour les agriculteurs d'exploiter ou de faire exploiter des panneaux photovoltaïques et des installations de production d'électricité ou de chaleur à partir de produits issus de leurs exploitations). - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 8139) : intervient sur l'amendement n° 610 de M. Jacques Muller (mesures tendant à favoriser le développement des installations photovoltaïques et des installations de pico-hydroélectricité). - **Article 45** (art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - *Constitution d'une trame verte et bleue*) (p. 8187) : interrogation sur la reprise par la commission d'amendements non soutenus.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 56** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 212-4 et L. 213-2 du code de l'environnement, art. 83 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Coopération intercommunale dans le domaine de l'eau*) (p. 8233) : sur l'amendement n° 898 du Gouvernement, son sous-amendement n° 902 de M. Daniel Raoul. - **Article 58** (art. L. 2224-5, L. 2224-7-1 et L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 213-10-9 et L. 213-14-1 du code de l'environnement - *Inventaire des réseaux de distribution d'eau des collectivités et incitation à la réduction des fuites en réseaux*) (p. 8249, 8252) : intervient sur les amendements identiques n° 402 de Mme Évelyne Didier, n° 597 de M. Charles Revet et n° 806 de M. Paul Raoult. - **Article additionnel après l'article 59** (p. 8256, 8257) : intervient sur l'amendement n° 599 de M. Charles Revet (possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de se grouper sous forme de syndicats mixtes pour assurer la maîtrise d'ouvrage d'opérations intéressant les services d'eau potable, l'assainissement et la collecte ou l'élimination des déchets ménagers). - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8281) : soutient les amendements de M. Jean-Etienne Antoinette n° 673 (mise en place de moustiquaires dans les nouveaux programmes de logements collectifs dans les régions, départements et collectivités d'outre-mer) ; et n° 675 (mise en place de moustiquaires dans les bâtiments où s'exercent des missions de service public, dans les régions, départements et collectivités d'outre-mer) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des

télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques) (p. 8299, 8306) : intervient sur les amendements n° 640 de M. Jacques Muller et n° 854 de M. Alain Vasselle. Votera l'amendement n° 453 de Mme Mireille Schurch. Défavorable aux amendements n° 377 et 378 de M. Michel Houel ainsi qu'à l'amendement n° 669 de Mme Virginie Klès. - **Article additionnel après l'article 72** (p. 8309, 8310) : son amendement n° 705 : obligation d'équiper d'oreillettes les téléphones portables spécifiquement destinés aux enfants ; retiré. - **Article 73** (art. L. 523-1 à L. 523-4 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 5161-1 [nouveau] du code de la santé publique et art. L. 253-8 du code rural - *Obligation de déclaration et d'information sur les substances nanoparticulaires*) (p. 8311, 8312) : son amendement n° 726 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8322, 8323) : défavorable à l'amendement n° 934 de la commission (définition d'un cadre réglementaire pour les ouvrages de protection contre les inondations). (p. 8328, 8329) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 882 du Gouvernement (transposition de la directive relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation) ainsi que sur le sous-amendement n° 923 de M. Éric Doligé s'y rapportant. - **Article 85** (art. L. 112-10 et L. 121-15-4 [nouveaux] et art. L. 214-1 du code de la consommation - *Étiquetage obligatoire du "coût carbone" des produits et de leur emballage*) (p. 8353) : sur l'amendement n° 931 du Gouvernement, son sous-amendement n° 938 ; adopté. - **Article 90** (art. L. 123-1 à L. 123-19 du code de l'environnement - *Simplification des procédures d'enquête*) (p. 8368) : intervient sur l'amendement n° 707 de M. Thierry Repentin. - **Article 97** (art. L. 125-8 [nouveau] du code de l'environnement - *Création d'instances de suivi sur les projets d'infrastructures linéaires*) (p. 8381, 8382) : soutient l'amendement n° 546 de M. Jacques Berthou ; retiré. - **Article 98** (art. L. 141-3 [nouveau] du code de l'environnement - *Définition des critères de représentativité des acteurs environnementaux*) (p. 8384) : intervient sur l'amendement n° 370 de M. Jean-François Le Grand. - **Articles additionnels après l'article 102** (p. 8395) : soutient l'amendement n° 570 de M. Serge Larcher (caractère prioritaire de la coopération régionale en matière d'environnement pour les départements et régions d'outre-mer) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 74** (p. 8403, 8404) : son amendement n° 571 : mise en place d'un chargeur standard pour l'ensemble des téléphones portables ; retiré. - **Article 75** (art. L. 125-6 et L. 125-7 [nouveaux] du code de l'environnement - *Information de l'acquéreur d'un terrain sur l'état de pollution du sol*) (p. 8406) : soutient l'amendement n° 731 de M. Claude Lise ; rejeté. - **Article 76** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 156-1 et L. 156-2 [nouveaux] du code des ports maritimes - *Pouvoir de substitution de l'État pour l'élaboration de plans de déchets portuaires*) (p. 8407, 8408) : soutient l'amendement n° 733 de M. Jean-Jacques Mirassou ; retiré.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8779) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9384, 9385) : attitude du ministre chargé de l'industrie vis-à-vis de l'opposition. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9387) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Claude Danglot (demande de renégociation des directives européennes sur la libéralisation du secteur postal). (p. 9392, 9393) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel). (p. 9398) : favorable à l'amendement n° 368 de M. Michel Teston (prise en compte des exigences d'aménagement du territoire par le service public postal).

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9423) : son intervention. (p. 9427) : le groupe socialiste ne votera pas la proposition de la conférence des présidents.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9429) : parole sur l'article. (p. 9335, 9436) : favorable à l'amendement n° 430 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9460) : favorable à l'amendement n° 439 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9628) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9670, 9672) : reprend les amendements n° 324 de M. Jacques Blanc et n° 568 de M. Daniel Dubois ; rejetés. (p. 9682, 9683) : intervient sur le sous-amendement n° 628 de M. Didier Guillaume portant sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet. (p. 9685, 9689) : intervient sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet. Défavorable à l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom et article 1635 sexies du code général des impôts - Financement du fonds de péréquation de La Poste) (p. 9704, 9705) : sur l'amendement n° 623 du Gouvernement, le groupe socialiste votera le sous-amendement n° 632 de la commission. - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise État-La Poste) (p. 9722) : favorable à l'amendement n° 236 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9742) : intervient sur l'amendement n° 339 de M. Michel Teston. (p. 9743, 9745) : soutient l'amendement n° 338 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9773) : intervient sur l'amendement n° 373 de M. Michel Teston (indemnisation de certains fonctionnaires de La Poste). - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9778) : intervient sur les amendements n° 68 de M. Jean-Claude Danglot et n° 499 de M. Michel Teston. (p. 9781) : soutient l'amendement n° 502 de M. Michel Teston ; adopté. (p. 9789) : intervient sur l'amendement n° 325 de Mme Colette Giudicelli. (p. 9791, 9792) : intervient sur l'article. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9801) : soutient l'amendement n° 505 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9802) : demande l'application de l'article 36 du règlement du Sénat. (p. 9804) : intervient sur les amendements n° 393 et 505 de M. Michel Teston. (p. 9805) : intervient sur l'article. - **Article 10** (art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet

1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste) (p. 9808) : soutient l'amendement n° 510 de M. Michel Teston ; rejeté. (p. 9810) : intervient sur l'amendement n° 512 de M. Michel Teston.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Article 4** (Moratoire sur les expulsions locatives) (p. 10642) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Article 1er** (Intervention de la commission de déontologie de la fonction publique préalablement à un cumul de fonctions de direction dans des entreprises du secteur public et du secteur privé) (p. 10680) : intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11242) : intervient sur l'amendement n° I-180 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les infirmiers salariés et fonctionnaires de déduire de leurs revenus le montant de leurs cotisations annuelles à l'ordre national infirmier).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 33** (p. 11341) : favorable aux amendements de M. François Rebsamen n° I-331 (relèvement du taux et élargissement du seuil de la taxe sur les logements vacants) et n° I-332 (repli).

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11650, 11651) : son intervention. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 11671) : intervient sur les amendements n° II-15 de la commission et n° II-99 de la commission de la culture saisie pour avis.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11775) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 12737) : nécessité de réformer le recours au scrutin public.

RAOULT (Paul)
sénateur (Nord)
 SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie : Russie : puissance ou interdépendance énergétique ? [n° 182 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Energie**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 957, 959) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1128) : soutient l'amendement n° 272 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 1287) : soutient l'amendement n° 332 de Mme Odette Herviaux ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1326) : intervient sur l'amendement n° 515 de M. Marcel Deneux. - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1337) : sur l'amendement n° 61 de la commission, son sous-amendement n° 777 ; rejeté. (p. 1338) : sur l'amendement n° 61 de la commission, soutient le sous-amendement n° 796 de Mme Marie-Christine Blandin ; retiré. (p. 1343) : soutient l'amendement n° 411 de M. Robert Navarro ; devenu sans objet. (p. 1349) : intervient sur le sous-amendement n° 121 de M. Gérard César portant sur l'amendement n° 61 de la commission. - **Article 21** (*Elaboration de la trame verte et bleue*) (p. 1351) : sur l'amendement n° 62 de la commission, soutient les amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 806 et 807 ; rejetés ; et n° 542 ; adopté. (p. 1352) : soutient l'amendement n° 544 de Mme Marie-Christine Blandin ; devenu sans objet. (p. 1354) : intervient sur l'amendement n° 62 et sur le sous-amendement n° 806 précités. - **Article 24** (*Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau*) (p. 1365) : soutient l'amendement n° 550 de Mme Marie-Christine Blandin ; adopté. Son amendement n° 416 ; adopté. (p. 1368) : votera l'amendement n° 488 de M. Daniel Soulage. (p. 1370, 1371) : son amendement n° 604 ; retiré. (p. 1372) : ses amendements n° 605 ; retiré ; et n° 606 ; adopté. (p. 1374) : son amendement n° 607 ; retiré. - **Article 25** (*Réduction de la présence dans les milieux aquatiques des substances dangereuses prioritaires*) (p. 1375) : son amendement n° 417 ; rejeté. - **Article 26** (*Elaboration de la trame bleue*) (p. 1384, 1386) : intervient sur les amendements n° 187 de M. Jacques Mézard, n° 465 de M. Roland Courteau et n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1457) : intervient sur l'amendement n° 223 de Mme Evelyne Didier. (p. 1463, 1465) : soutient les

amendements de Mme Odette Herviaux n° 422 ; retiré ; et n° 420 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1492) : intervient sur l'amendement n° 371 de M. Alain Vasselle. (p. 1500) : intervient sur l'amendement n° 182 de M. François Fortassin.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports** [n° 501 (2007-2008)] - (9 mars 2009) - **Article 1er** (*Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire*) (p. 2617) : soutient l'amendement n° 31 de M. Daniel Percheron ; adopté.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques** [n° 305 (2008-2009)] - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3775, 3777) : son intervention. - **Article 4** (*Chapitre 1er du titre III du livre II du code du tourisme - Modernisation du régime juridique de l'activité de grande remise*) (p. 3798, 3799) : intervient sur l'amendement n° 36 de M. Philippe Dominati. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3802) : son amendement n° 62 : répartition des ressources prélevées sur les produits des jeux des casinos ; rejeté. - **Article 6** (*Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France*) (p. 3805, 3806) : son amendement n° 47 ; adopté. (p. 3807) : son amendement n° 51 ; retiré. (p. 3808) : son amendement n° 52 ; retiré. (p. 3809) : son amendement n° 54 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3813) : son amendement n° 60 : modification de la convention collective dans le secteur de la restauration en vue d'améliorer les conditions de travail, de formation et de rémunération des salariés ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 8** (*Chapitre 1er du titre Ier du livre III du code du tourisme - Réforme du classement des hôtels de tourisme*) (p. 3823, 3825) : ses amendements n° 55 et 56 ; retirés ; et n° 57 ; adopté. - **Article 9** (*art. L. 321-1, L. 323-1, L. 324-1, L. 325-1, L. 332-1 et L. 333-1 du code du tourisme - Modalités de classement des hébergements touristiques marchands autres qu'hôteliers - Classement des chambres d'hôtes*) (p. 3827) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Michel Bécot. - **Article 10** (*art. L. 362-1 du code du tourisme, art. L. 4424-32 du code général des collectivités territoriales, art. L. 3335-4 du code de la santé, art. 199 undecies B et 217 duodecimes du code général des impôts - Suppression du classement des restaurants de tourisme*) (p. 3829) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 14** (*Chapitre 1er du titre Ier du livre IV du code du tourisme - Attribution des chèques-vacances dans les entreprises de moins de 50 salariés*) (p. 3852, 3853) : son amendement n° 58 ; rejeté. (p. 3853) : son amendement n° 59 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 3861) : intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnance des mesures de transposition de la directive européenne 2008/122/CE du 14 janvier 2009 relative à la protection des consommateurs en matière de contrat d'utilisation de biens à temps partagé). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3864) : son amendement n° 70 : rapport du Gouvernement sur les difficultés rencontrées par les voyageurs en raison de la surréservation pratiquée par les compagnies aériennes ; retiré. (p. 3865, 3866) : soutient l'amendement n° 71 de M. Didier Guillaume (rapport du Gouvernement sur les difficultés de mise aux normes rencontrées par les petits établissements hôteliers) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3866, 3867) : votera ce texte.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6196, 6197) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 489 (2008-2009)] - (1er juillet 2009) - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 6591) : intervient sur l'amendement n° 70 de Mme Evelyne Didier. - **Rappel au règlement** (p. 6594) : intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Frimat. - **Article 26** (*Elaboration de la trame bleue*) (p. 6599) : favorable

à l'amendement n° 92 de M. Jacques Muller. (p. 6602) : intervient sur l'amendement n° 47 de M. Daniel Soulage. - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 6607) : votera l'amendement n° 85 de M. Daniel Raoul. - **Article 41 (Politique de réduction des déchets)** (p. 6611) : intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Muller. - **Article 44 (Collectivités territoriales et développement durable)** (p. 6618) : intervient sur l'amendement n° 46 de M. Hervé Maurey. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6622, 6623) : son intervention. Votera ce texte.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6736, 6738) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours*) (p. 6746) : son amendement n° 12 ; retiré. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Chapitre Ier du titre Ier du livre III du code du tourisme - Réforme du classement des hôtels de tourisme*) (p. 6753, 6754) : son amendement n° 13 ; rejeté. - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. 39 octies F, 39 AK et 279 du code général des impôts, art. 138 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 et art. 10 de la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 - Baisse de la taxe sur la valeur ajoutée dans la restauration*) (p. 6763, 6764) : son amendement n° 8 ; rejeté. (p. 6766, 6767) : le groupe socialiste votera contre l'article 10 bis A de ce projet de loi. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Chapitre Ier du titre Ier du livre IV du code du tourisme - Attribution des chèques-vacances dans les entreprises de moins de 50 salariés et missions de l'Agence nationale des chèques vacances*) (p. 6780) : son amendement n° 16 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6788, 6789) : s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) - **Article 9 (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissément et renforcement des schémas de cohérence territoriale)** (p. 7644) : intervient sur l'amendement n° 205 de M. Hervé Maurey. (p. 7671, 7676) : intervient sur les amendements n° 86 de la commission des lois saisie pour avis et n° 264 de M. Jean-Paul Emorine. (p. 7677, 7682) : soutient les amendements n° 43 et 240 de M. Thierry Repentin ; adoptés ; ainsi que le n° 236 ; rejeté. - **Article 10 (Chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Renforcement des plans locaux d'urbanisme)** (p. 7692) : soutient l'amendement n° 243 de M. Thierry Repentin ; retiré. (p. 7697, 7698) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 245 et 246 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7702) : intervient sur l'amendement n° 249 de M. Thierry Repentin (création d'un dispositif de protection et de continuité écologique). - **Article 12 (art. L. 141-1 et L. 141-1-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - Procédure de révision du schéma directeur de la région d'Ile-de-France)** (p. 7706) : soutient l'amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. - **Article 15 bis (Nouveau)** (*art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - Travaux nécessaires aux activités agricoles dans les zones soumises à la loi littorale*) (p. 7719) : défavorable à l'amendement n° 159 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 7724) : soutient l'amendement n° 227 de M. Thierry Repentin (fiscalité allégée pour les particuliers cédant des immeubles à destination du secteur du logement social) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Article 18 (art. 30-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Assouplissement des règles d'adhésion au syndicat mixte instauré par la loi de solidarité et de renouvellement urbains)** (p. 7999) : soutient l'amendement n° 354 de M. Daniel Percheron ; adopté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8062, 8063) : intervient sur l'amendement n° 672 de M. Serge Larher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Article 39 (art. L. 253-9 [nouveau], L. 253-4 et L. 253-17 [nouveau] du code rural - Elimination des produits phytopharmaceutiques ne bénéficiant pas d'une autorisation de mise sur le marché)** (p. 8151, 8152) : soutient l'amendement n° 767 de Mme Odette Herviaux ; retiré. - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 8162) : intervient sur l'amendement n° 894 du Gouvernement (dans le cadre du plan Écophyto, possibilité pour l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques d'apporter des concours financiers aux personnes publiques ou privées). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau] du code rural - Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles*) (p. 8170, 8171) : intervient sur le sous-amendement n° 924 de M. Jacques Muller portant sur l'amendement n° 774 de Mme Odette Herviaux. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 8175) : intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Françoise Férat (création d'une commission départementale de protection des terres agricoles et naturelles). - **Article 45 (art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Constitution d'une trame verte et bleue)** (p. 8182, 8190) : ses amendements n° 777, 778 et 779 ; adoptés. Défavorable à l'amendement n° 350 de la commission. Intervient sur l'amendement n° 399 de Mme Évelyne Didier.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 47 (art. L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 du code de l'environnement - Plans nationaux d'action pour la conservation ou le rétablissement des espèces)** (p. 8206, 8207) : son amendement n° 782 ; retiré. (p. 8208) : son amendement n° 783 ; retiré. - **Article 48 (art. L. 414-9 et L. 414-10 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des plans nationaux d'action pour la protection des espèces menacées et des conservatoires botaniques nationaux)** (p. 8211, 8212) : son amendement n° 787 ; rejeté. (p. 8213) : son amendement n° 786 ; adopté. - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-7-1 [nouveau] et L. 216-1 du code de l'environnement - Intervention sur les ouvrages hydrauliques privés pour assurer la continuité écologique des eaux*) (p. 8215, 8216) : son amendement n° 790 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 8227, 8228) : ses amendements portant sur le même objet n° 795, 796 et 797 : modification du cadre juridique de la prise des décisions concernant la création et la gestion des réserves naturelles régionales ; rejetés. - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 212-4 et L. 213-2 du code de l'environnement, art. 83 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coopération intercommunale dans le domaine de l'eau*) (p. 8232) : son amendement n° 798 ; adopté. (p. 8234) : son amendement n° 800 ; rejeté. (p. 8235) : son amendement n° 799 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 8239) : sur l'amendement n° 888 du Gouvernement (création d'un établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin), ses sous-amendements n° 926, 927 et 928 ; retirés. - **Article 57 (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 1331-1-1 et L. 1331-6 du code de la santé publique - Contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes)** (p. 8242) : son amendement n° 802 ; adopté. (p. 8245) : son amendement n° 804 ; rejeté. - **Article 58 (art. L. 2224-5, L. 2224-7-1 et L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 213-10-9 et L. 213-14-1 du code de l'environnement - Inventaire des réseaux de distribution d'eau des collectivités et incitation à la réduction des fuites en réseaux)** (p. 8247, 8248) : son amendement n° 806 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 8253) : votera l'amendement n° 890 du Gouvernement (instauration d'une base législative pour le "transfert" des fichiers de tarification concernant les changements de délégataires). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1321-2 du code de la santé publique - Protection des périmètres de captage d'eau*) (p. 8253) : intervient sur l'amendement n° 698 de M. Jean-Jacques Mirassou. (p. 8255) : intervient sur l'amendement n° 914 de la commission. - **Article additionnel après l'article 59** (p. 8256) : intervient sur l'amendement n° 599 de M. Charles Revet (possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de se grouper sous forme de

syndicats mixtes pour assurer la maîtrise d'ouvrage d'opérations intéressant les services d'eau potable, l'assainissement et la collecte ou l'élimination des déchets ménagers).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8321) : intervient sur l'amendement n° 880 du Gouvernement (prévention des endommagements de canalisation). - **Article 86** (art. L. 122-1, L. 122-1-1 [nouveau], L. 122-2, L. 122-3 et art. L. 122-3-1 à L. 122-3-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des études d'impact) (p. 8359, 8363) : ses amendements n° 754, 755, 753, 752 et 755 ; rejetés. - **Article 100 (Texte non modifié par la commission)** (Modification de l'intitulé des conseils économiques et sociaux régionaux) (p. 8386) : favorable à l'amendement n° 935 du Gouvernement. - **Article 101** (art. L. 2311-1-1, L. 3311-2, L. 4310-1 [nouveaux] et art. L. 3561-1 et L. 4425-7 du code général des collectivités territoriales - Rapport sur la situation en matière de développement durable présenté par les collectivités territoriales avant le débat d'orientation budgétaire) (p. 8391) : son amendement n° 757 ; rejeté. - **Article 102 (Texte non modifié par la commission)** (Autoriser le Gouvernement à

modifier le code de l'environnement par ordonnance) (p. 8392, 8393) : son amendement n° 758 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8474, 8475) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11765, 11766) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11782) : sa question.

REBSAMEN (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Économie. Compte d'affectation spéciale : gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 101 tome 3 annexe 11 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 154 (2008-2009)] - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 648, 650) : son intervention.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés** [n° 157 (2008-2009)] - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).**

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1697, 1699) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1983, 1984) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 297 (2008-2009)] - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3596, 3597) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3614, 3621) : soutient l'amendement n° 60 de M. François Marc (suppression du dispositif relatif aux heures supplémentaires instauré par la loi TEPA) ; rejeté. Ses amendements n° 61 : modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice ; n° 62 : instauration d'une surtaxe temporaire de solidarité pour les entreprises en situation de surprofits ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 3613) : votera l'amendement n° 35 de Mme Nicole Bricq (révision des valeurs locatives des immeubles bâtis retenues pour les impositions directes locales).

- **Question orale avec débat de Mme Christiane Demontès sur la politique de défiscalisation des heures supplémentaires** - (29 avril 2009) (p. 4027, 4028) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. François Rebsamen sur la création d'une contribution exceptionnelle de solidarité des grandes entreprises du secteur de l'énergie** - (7 mai 2009) (p. 4258, 4261) : sa question. (p. 4273) : ses observations.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (3 juin 2009) - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Limitation des refus de soins par les professionnels de santé*) (p. 5496) : son amendement n° 747 ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records** [n° 363 (2008-2009)] - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5575, 5578) : son intervention. - **Article 1er** (Art. 235 ter ZB [nouveau] du code général des

impôts - Création d'une contribution exceptionnelle de solidarité sur les entreprises bénéficiaires (p. 5588) : défavorable à l'amendement n° 1 de M. Thierry Foucaud. - **Article 2** (Art. 219 du code général des impôts - Modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation des bénéfices réalisés par les entreprises) (p. 5589) : parole sur l'article. - **Article 3** (Art. 235 ter ZB bis [nouveau] du code général des impôts - Création d'une contribution exceptionnelle de solidarité pour les entreprises du secteur pétrolier) (p. 5590) : parole sur l'article. - **Article 4** (Compensation financière) (p. 5590, 5591) : intervient sur l'article 4 de cette proposition de loi. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5591) : défavorable à l'amendement n° 3 de M. Thierry Foucaud (relèvement du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) (p.7059, 7060) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9411, 9412) : parole sur l'article.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9424, 9425) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10615, 10618) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10638) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. François Fortassin (création d'une taxe pour les logements meublés affectés à l'habitation, et dont la durée d'occupation est inférieure à six mois par an). - **Article 4** (Moratoire sur les expulsions locatives) (p. 10643) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

REINER (Daniel)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Première partie :

- (21 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p.11035) : intervient sur le sous-amendement n° I-526 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 2 (priorité)** (p. 11045, 11046) : son amendement n° I-78 : exonération de la contribution économique territoriale pour les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion ; rejeté. - **Article 13 (priorité)** (*Evolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 11056) : intervient sur l'amendement n° I-348 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 13 bis (priorité)** (p.11062, 11063) : intervient sur l'amendement n° I-246 de M. François-Noël Buffet (assouplissement des règles permettant aux collectivités de bénéficier du remboursement anticipé du FCTVA).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11222, 11223) : soutient l'amendement n° I-311 de Mme Nicole Bricq (abrogation du dispositif d'exonération fiscale et sociale relatif aux heures supplémentaires) ; rejeté.

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (27 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11577, 11579) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12772, 12773) : parole sur l'article.

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Japon, l'archipel des paradoxes : pour un partenariat renouvelé [n° 316 (2008-2009)] (1er avril 2009) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délict de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Défense - Equipement des forces [n° 102 tome 5 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense** [n° 514 (2008-2009)] - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6917, 6920) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi. - **Article 1er** (*Objet de la programmation militaire*) (p. 6940, 6941) : soutient l'amendement n° 80 de M. Didier Boulaud ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 6696, 7000) : soutient l'amendement n° 95 de M. Didier Boulaud ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Chevènement. (p. 7024) : soutient l'amendement n° 102 de M. Didier Boulaud ; rejeté. (p. 7074) : soutient l'amendement n° 106 de M. Didier Boulaud ; rejeté. - **Article 11** (*Inscription de la Société nationale des poudres et explosifs, SNPE, sur la liste des entreprises privatisables*) (p. 7094) : soutient l'amendement n° 89 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Défense

- (30 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Equipement des forces (p. 11719, 11720) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11735) : sa question.

RENAR (Ivan)
sénateur (Nord)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Question préalable** (p. 106, 109) : soutient la motion n° 78 de M. Jack Ralite tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 156, 159) : sur l'amendement n° 5 de la commission (garantie de la diversité de la création et de la production), soutient les sous-amendements de M. Jack Ralite n° 439 ; retiré ; et n° 440 ; adopté. Sur le même amendement, défavorable au sous-amendement n° 441 du Gouvernement. (p. 171) : favorable à l'amendement n° 313 de M. David Assouline (garantie d'indépendance des journalistes de la société Radio France). - **Article 2** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Régime juridique de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 181, 182) : parole sur l'article. (p. 183, 194) : soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 119 (suppression) ; n° 122 (adhésion à la convention collective de la communication et de la production audiovisuelle de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) ; rejetés ; n° 120 (précision) ; adopté ; n° 121 (précision) ; devenu sans objet. - **Article 6** (art. 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de Radio France*) (p. 205, 207) : soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 126 (suppression) ; et n° 127 (nouvelle composition du conseil d'administration) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 264, 266) : soutient les amendements n° 132 et 133 de M. Jack Ralite ; rejetés. Le groupe CRC-SPG s'abstient sur le sous-amendement n° 225 de M. Michel Mercier portant sur l'amendement n° 20 de la commission. - **Article 12** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Obligation de reprise des chaînes publiques*) (p. 275) : soutient l'amendement n° 135 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 283) : intervient sur les amendements de la commission n° 25 (consultation du CSA par le Gouvernement sur les projets de loi et projets d'actes réglementaires intéressant le domaine de l'audiovisuel), n° 26 (création d'un conseil consultatif de programme composé de téléspectateurs) et n° 27 (présentation, par le CSA, d'un rapport annuel relatif au financement du secteur public de l'audiovisuel). - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - *Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale*) (p. 292, 300) : soutient l'amendement n° 139 de M. Jack Ralite ; retiré. Le groupe CRC-SPG s'abstient sur l'amendement n° 32 de la commission.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 16** (art. 55 de la loi du 30 septembre 1986 - *Retransmission des débats parlementaires sur France Télévisions*) (p. 312, 313) : intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (collaboration entre France Télévisions et les chaînes parlementaires pour la retransmission des débats et des travaux du Parlement). - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - *Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 324) : soutient l'amendement de M. Jack Ralite n° 141 (suppression de la référence à une perspective de retour à l'équilibre financier) ; rectifié le 15 janvier 2009 en sous-amendement à l'amendement n° 34 de la commission (nouvelle rédaction de l'article).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) (p. 365, 368) : sur l'amendement n° 34, soutient les sous-amendements de M. Jack Ralite n° 42 ; retiré, n° 141, n° 457 et n° 143 ; rejetés ; et n° 145 ; adopté. (p. 374, 379) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 356 de M. David Assouline.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) (p. 3049, 3051) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. David Assouline sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (19 mars 2009) (p. 3161, 3163) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes [n° 259 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3444) : votera cette proposition de résolution.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Commission mixte paritaire [n° 327 (2009-2010)]** - (9 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3881, 3883) : son intervention. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4434) : son amendement n° 3 : affirmation de la nature fondamentale du droit d'auteur dans ses dimensions tant patrimoniales que morales ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Ivan Renar sur l'évaluation du crédit impôt recherche** - (24 juin 2009) (p. 6319, 6322) : sa question. (p. 6329) : ses observations.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8811, 8812) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Desailly sur la décentralisation des enseignements artistiques** - (29 octobre 2009) (p. 9141, 9143) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jack Ralite sur la numérisation du livre** - (16 novembre 2009) (p. 10534, 10535) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10652, 10654) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11609) : le groupe CRC-SPG s'abstient sur l'amendement n° II-58 de M. Charles Revet. - **Article 52** (*Ouverture d'une possibilité de dévolution du patrimoine monumental de l'Etat aux collectivités territoriales volontaires*) (p. 11612) : soutient l'amendement n° II-70 de M. Jack Ralite ; adopté. (p. 11614) : soutient l'amendement n° II-71 de M. Jack Ralite ; rejeté.

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 54 ter** (p. 11633, 11634) : soutient l'amendement n° II-73 de M. Jack Ralite (engagement de l'Etat à verser chaque année à France Télévisions le montant de la compensation forfaitaire de la suppression de la publicité) ; rejeté. (p. 11635, 11636) : soutient l'amendement n° II-74 de M. Jack Ralite (maintien de la publicité entre six heures et vingt heures sur toutes les chaînes de télévision) ; rejeté.

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2009) (p. 11651, 11652) : son intervention.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11817) : sa question. (p. 11818) : sa réplique.

REPENTIN (Thierry)
sénateur (Savoie)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat le 20 juillet 2009.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 18 février 2009.

Membre titulaire du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC).

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire Conseil national des villes le 14 décembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Ville et logement [n° 105 tome 8 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article 3 et état B (Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général)** (p. 770) : parole sur l'article. - **Article 6 (Rétablissement, pour 2 ans, de la faculté de cumuler, sur la même assiette, les avantages fiscaux de l'Eco-PTZ et du crédit d'impôt de l'article 200 quater du code général des impôts)** (p. 789, 790) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 23 ; adopté ; et n° 24 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 804, 806) : sa motion n° 28 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er (Dérogation temporaire aux règles de construction en limite séparative prévues par les plans locaux d'urbanisme)** (p. 812) : suggère l'application de cette disposition aux communes dotées d'un plan d'occupation des sols.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 944, 946) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 3 (Objectifs généraux du plan de rénovation des bâtiments)** (p. 1008, 1009) : ses amendements n° 153 ; retiré ; et n° 152 ; rejeté. - **Article 5 (Rénovation thermique des bâtiments existants)** (p. 1025, 1034) : ses amendements n° 713 et 178 ; rejetés ; n° 172, 171 et 176 ; retirés ; n° 174 ; adopté ; et n° 714 ; devenu sans objet. Défavorable à l'amendement n° 681 de

M. Jean Bizet. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1038) : son amendement n° 715 : revalorisation du montant du plafond du livret A ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7 (Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme)** (p. 1080, 1081) : son amendement n° 167 ; adopté. (p. 1086) : intervient sur l'amendement n° 644 de M. Jacques Muller. - **Article 8 bis (Participation pour voirie et réseaux)** (p. 1088) : s'abstiendra sur les amendements n° 25 de la commission et n° 248 de Mme Évelyne Didier. - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 1145) : intervient sur l'amendement n° 42 de la commission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article 9 (Prélèvement sur les ressources financières des organismes d'habitations à loyer modéré)** (p. 3671, 3672) : soutient les amendements de Nicole Bricq n° 36 et 76 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3674, 3678) : soutient les amendements de Nicole Bricq n° 77 (régime de retraite des fonctionnaires détachés au poste de directeur des offices publics de l'habitat) ; n° 43 (encouragement à la cession, au profit des organismes bailleurs sociaux, d'immeubles affectés à l'exercice d'une profession commerciale ou non commerciale) ; n° 41 (extension au bénéficiaire des organismes HLM des mesures fiscales tendant au développement des énergies renouvelables) ; rejetés ; et n° 42 (modalités d'application du crédit d'impôt "développement durable") ; retiré.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3862, 3864) : ses amendements n° 64 : désignation par les ministres chargés du tourisme et du logement d'un délégué interministériel en charge du logement des saisonniers ; rejeté ; et n° 65 : présentation d'un rapport par le Gouvernement sur l'évolution des classes de découverte ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (28 mai 2009) - **Article 34 (Texte non modifié par la commission) (Adaptation du statut des thermes nationaux d'Aix-les-Bains)** (p. 5222, 5223) : son amendement n° 14 ; rejeté. (p. 5224) : ses amendements n° 15 et 16 ; rejetés.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6545, 6547) : son intervention. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission) (Rénovation thermique des bâtiments existants)** (p. 6556, 6557) : intervient sur son amendement n° 3. (p. 6562, 6563) : son amendement n° 5 ; adopté.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Article 4 bis A (Texte non modifié par la commission) (Encadrement de l'activité des motos-taxis)** (p. 6748, 6749) : favorable à l'amendement n° 21 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 6758) : favorable à l'amendement n° 18 de M. Martial Bourquin (interdiction de commercialiser des logements compris dans des résidences de tourisme classées en l'absence d'un dispositif des garanties des loyers impayés). - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission) (Grands stades et équipements sportifs)** (p. 6772) : favorable à l'amendement n° 25 de Mme Odette Terrade. (p. 6778) : intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Odette Terrade.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Article 23 (Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie)** (p. 8058) : intervient sur l'amendement n° 124 de M. Philippe Richert. Son amendement n° 556 ; retiré. - **Article 26 (Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie**

territoriaux) (p. 8081) : son amendement n° 561 ; adopté. - **Article 27** (art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie*) (p. 8088) : son amendement n° 665 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 8095) : intervient sur l'amendement n° 687 de M. Daniel Raoul (ouverture du dispositif d'éco-prêt à taux zéro aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale pour les travaux réalisés dans leurs bâtiments). - **Article 30** (art. L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales et loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur - *Dispositions relatives aux réseaux de chaleur*) (p. 8102, 8106) : ses amendements n° 532 et 531 ; rejetés. Intervient sur son amendement n° 530 soutenu par M. Michel Sergent. Le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 33** (art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Extension aux départements et aux régions du bénéfice de l'obligation d'achat d'électricité*) (p. 8109) : son amendement n° 667 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 33** (p. 8110) : son amendement n° 536 : exonération d'impôt sur les sociétés pour les bailleurs sociaux installant des panneaux photovoltaïques dans leur parc social ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article 78** (art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - *Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets*) (p. 8417, 8420) : ses amendements n° 735 et 737 ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (5 novembre 2009) - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9533) : parole sur l'article. (p. 9539) : intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10622, 10624) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 10633) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Fortassin (limitation à un seul logement par contribuable des dispositifs fiscaux d'incitation à l'investissement locatif privé). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10640) : intervient sur l'amendement n° 4 de M. François Fortassin (mesures en faveur de la construction des logements sociaux).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (8 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12392, 12393) : son amendement n° II-270 : cession à l'euro symbolique aux organismes HLM des immeubles domaniaux reconnus inutiles par le ministre de la défense ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 12416) : intervient sur l'amendement n° II-309 de M. Jean Arthuis (institution d'une contribution pour la réhabilitation du logement social et le soutien aux travaux publics).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 12881, 12896) : soutient l'amendement n° 66 de M. François Rebsamen (extension du champ de la taxe sur les logements vacants) ; rejeté. Ses amendements n° 85 : extension au crédit-bail immobilier du dispositif de défiscalisation outre-mer orienté vers la production de logements sociaux ; et n° 53 : exonération de cotisations foncières des entreprises pour les organismes et structures regroupant des organismes d'HLM ; adoptés ; et n° 84 : allègement du régime fiscal des rachats de logements par les bailleurs sociaux au titre des garanties dues aux accédants sociaux à la propriété ; et n° 49 : obligation d'emploi de personnes handicapées dans les SDIS ; retirés ; n° 56 et 57 : exonération d'impôt sur les sociétés pour les bailleurs sociaux installant des panneaux photovoltaïques dans leur parc immobilier ; n° 54 : exonération totale d'impôt sur les sociétés pour les plus-values immobilières sur la cession d'immeubles aux organismes HLM ; n° 82 : prolongation de trois années après la fin de la convention ANRU du régime de TVA à taux réduit sur les ventes de logements neufs ne dépassant pas le plafond du logement social ; n° 86 : extension du dispositif de défiscalisation des logements sociaux outre-mer ; n° 55 : rétroactivité du dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties au titre des logements vacants à compter du dépôt de la demande d'autorisation de démolition ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12956, 12959) : soutient l'amendement n° 47 de M. Pierre-Yves Collombat (exonération de la redevance de gestion auprès de l'Agence nationale de fréquence due par les associations intervenant dans le domaine de la sécurité civile) ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Patricia Schillinger (possibilité, pour les propriétaires d'une résidence de tourisme, de se constituer en société coopérative d'intérêt collectif).

RETAILLEAU (Bruno)
sénateur (Vendée)
NI

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi le 28 septembre 2009.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

Secrétaire de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 145 (2008-2009)] relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 152 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur la proposition de loi [n° 394 (2008-2009)] relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 559 (2008-2009)] (15 juillet 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur la proposition de loi [n° 121 (2009-2010)] relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 137 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 14, 16) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 14** (art. 98-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Coordination relative à la diffusion satellitaire de la télévision numérique*) (p. 281) : intervient sur l'amendement n° 24 de la commission. - **Article 14 quater** (*Pouvoirs de régulation de l'ARCEP sur les sites d'émission*) (p. 286) : son amendement n° 187 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 393, 398) : défavorable à l'amendement n° 38 de la commission (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception). - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - *Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision*) (p. 418, 419) : défavorable à l'amendement n° 244 de M. Hervé Maurey. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 433) : défavorable à l'amendement n° 431 de M. Philippe Dominati (impossibilité pour les programmes et les services à la demande des sociétés publiques de faire l'objet d'un droit exclusif de reprise). - **Article 21** (art. 302 bis KH 1693 sexies du code général des impôts - *Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques*) (p. 437, 445) : à titre personnel, ses amendements n° 208 ; retiré ; et n° 209 ; adopté. Au nom de la commission des affaires économiques saisie pour avis, ses amendements n° 188 ; rejeté ; et n° 189 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 22** (art. 2 de la loi du 30 septembre 1986 - *Définition et périmètre des services de médias à la demande, SMAd*) (p. 467, 472) : parole sur l'article. Article crucial. Enjeu de la distinction entre ce qui relève de l'audiovisuel et ce qui relève des nouveaux services. Ses amendements n° 190 et 192 ; adoptés ; et n° 191 ; retiré. - **Article 27** (art. 15 de la loi du 30 septembre 1986 - *Extension aux SMAd des règles relatives à la protection des mineurs et au respect de la dignité de la personne*) (p. 477) : son amendement n° 193 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 480, 481) : son amendement n° 194 : protection des mineurs face aux menaces engendrées par le réseau Internet ; retiré. - **Article 48** (*Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à aménager les dispositifs de régulation de la diffusion cinématographique et à rénover les relations entre distributeurs et exploitants*) (p. 510) : votera contre l'amendement n° 394 de M. David Assouline, en dépit de son accord sur le fond. - **Article additionnel avant l'article 49 A** (p. 512, 513) : sur l'amendement n° 67 de la commission (mise en place d'un comité chargé d'évaluer l'application de la présente loi), son

sous-amendement n° 195 : composition du comité ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 49 A** (p. 514) : intervient sur l'amendement n° 395 de M. Pierre-Yves Collombat (amélioration de la couverture du territoire par les émetteurs numériques). - **Article 49 quater** (art. 30-3 de la loi du 30 septembre 1986 - *Attribution de fréquences aux collectivités territoriales*) (p. 522) : son amendement n° 196 ; adopté. - **Article 49 sexies** (art. 41-5 de la loi du 30 septembre 1986 - *Interdiction pour un opérateur de communication électronique d'éditer un service de communication audiovisuelle distribué sur son seul réseau*) (p. 524) : son amendement n° 197 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 49 octies** (p. 525, 526) : ses amendements n° 198 : avancement de la date de dépôt d'un rapport sur la télévision mobile personnelle ; adopté après modification par le sous-amendement n° 462 du Gouvernement (date de remise du rapport) ; et, à titre personnel, n° 207 : préservation des zones de diffusion des télévisions locales lors du passage au numérique ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1400, 1401) : son intervention. Votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) (p. 1735, 1737) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 19 et 20 mars 2009** - (17 mars 2009) (p. 3082, 3084) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3122, 3123) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 3141) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 8 B** (p. 3643, 3644) : intervient sur l'amendement n° 28 de M. Gérard César (précision). - **Article 8 C** (*Conditions d'application de la réduction d'impôt pour l'investissement locatif*) (p. 3647, 3648) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3716, 3717) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Article 13** (art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 decies EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - *Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924*) (p. 3840, 3841) : parole sur l'article.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6480) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 7135, 7138) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 7149, 7150) : position de la commission sur l'amendement n° 26 de M. Pierre-Yves Collombat (numérisation des émetteurs existants). - **Article 1er A (Nouveau)** (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre*

pour les chaînes "historiques") (p. 7152, 7153) : position de la commission sur les amendements n° 25 de M. Michel Teston, n° 44 de M. Jean-Claude Danglot, n° 2 et 3 de M. Paul Blanc et n° 28 et 27 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 7154) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Pierre-Yves Collombat (repli). - **Article 1er B (Nouveau)** (art. 97 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes payantes et nouvellement entrantes) : position de la commission sur l'amendement n° 45 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 7155) : position de la commission sur les amendements identiques n° 16 de M. Jacques Blanc et n° 30 de M. Michel Teston (alerte par le Conseil supérieur de l'audiovisuel des communes actuellement couvertes par des émetteurs analogiques et non couvertes en mode numérique terrestre). - **Article additionnel après l'article 1er D** (p. 7157) : position de la commission sur l'amendement n° 31 de M. Michel Teston (rapport au Parlement sur le soutien financier pouvant être apporté aux foyers n'ayant pas accès au très haut débit). - **Article additionnel après l'article 1er F** (p. 7157) : à titre personnel, son amendement n° 42 : simplification ; adopté. - **Article 1er G (Nouveau)** (art. L. 34-8 et L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation entre les opérateurs des travaux d'équipement d'un immeuble en ligne de communication électronique à très haut débit) (p. 7158, 7160) : au nom de la commission, son amendement n° 59 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 23 de M. Hervé Maurey, n° 32 de M. Michel Teston et n° 46 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 1er H (Nouveau)** (art. L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation de la boucle locale très haut débit en dehors des immeubles privés) (p. 7161) : position de la commission sur l'amendement n° 33 de M. Michel Teston. - **Article 1er I** (art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - Modalités d'octroi des fréquences "télécoms" du dividende numérique) (p. 7164, 7165) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Michel Teston. - **Article 1er** (Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique) (p. 7166, 7169) : position de la commission sur les amendements n° 6 et 5 de M. Xavier Pintat, n° 21 de M. Hervé Maurey, n° 47 de M. Jean-Claude Danglot et n° 36 et 37 de M. Michel Teston. - **Article 4** (Fonds d'aménagement numérique des territoires) (p. 7171; 7178) : position de la commission sur les amendements n° 50 de M. Philippe Dominati, n° 38, 39, 40 et 41 de M. Michel Teston, n° 19 et 22 de M. Hervé Maurey, n° 48 de M. Jean-Claude Danglot et n° 24 de M. Gérard Longuet. Ses amendements n° 15 et 60 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7179) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Paul Virapoullé (définition et réglementation de l'itinérance ultramarine). - **Article 4 bis (Nouveau)** (Lignes multiplexées) (p. 7179) : son amendement n° 62 ; adopté. - **Article 4 ter (Nouveau)** (art. L. 1425-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit d'accès aux tranchées pour la pose de fibres optiques) (p. 7180, 7182) : position de la commission sur les amendements n° 7 de M. Xavier Pintat, n° 49 de M. Jean-Claude Danglot et n° 55 de M. Philippe Dominati. - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 7183) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Virapoullé (prise en compte du rapport de l'ARCEP relatif au handicap ultramarin bloquant le développement des technologies de l'information et de la communication). - **Article 6** (Gage) (p. 7183, 7184) : position de la commission sur l'amendement n° 63 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7184) : position de la commission sur l'amendement n° 51 de M. Philippe Dominati (clarification). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7186, 7187) : remerciements.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires** [n° 562 (2008-2009)] - (21 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7206, 7207) : son intervention. Défavorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (6 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 8240) : intervient sur l'amendement n° 888 du Gouvernement (création d'un établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin).

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9244, 9245) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9368, 9369) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9509, 9510) : son amendement n° 579 ; adopté. (p. 9512, 9513) : intervient sur son amendement n° 579 précité.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture** [n° 138 (2009-2010)] - (10 décembre 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 12522, 12525) : son intervention. - **Article 1er BA (Texte non modifié par la commission)** (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Objectifs et calendrier de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes nationales en clair) (p. 12537) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article 1er D (Texte non modifié par la commission)** (art. 102 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Mise en place d'un "fonds parabole") (p. 12541) : parole sur l'article. - **Article 1er GA (Texte non modifié par la commission)** (art. 31 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Suppression, sous certaines conditions, de l'obligation faite au Conseil supérieur de l'audiovisuel de procéder à de nouvelles consultations publiques avant l'attribution d'autorisation d'usage des fréquences radioélectriques) (p. 12542, 12543) : position de la commission sur les amendements n° 21 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 6 de M. Michel Teston. - **Article 1er H (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation de la boucle locale très haut débit en dehors des immeubles privés) (p. 12445) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de M. Michel Teston. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1425-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique) (p. 12546) : parole sur l'article. (p. 12547) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de Mme Mireille Schurch. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Fonds d'aménagement numérique des territoires) (p. 12549, 12554) : position de la commission sur les amendements n° 11 et 12 de M. Michel Teston, n° 16 et 17 de Mme Mireille Schurch et n° 7 de M. Hervé Maurey. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12559) : remerciements.

REVEY (Charles)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine le 14 décembre 2009.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 173 (2008-2009)] (16 janvier 2009) - **Budget - Société**.

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyoning [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports**.

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Education**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Plan de relance de l'économie [n° 105 tome 5 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société**.

Proposition de loi relative à la ligne à grande vitesse Paris-Normandie [n° 148 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 154 (2008-2009)] - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 662, 663) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 791) : son amendement n° 14 : financement des travaux de mise aux normes des équipements d'assainissement non collectif ; retiré.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009).** - (22 janvier 2009) - **Article additionnel après l'article 5 ter (priorité)** (p. 808) : sur l'amendement n° 75 de M. Michel Mercier (déclaration d'intérêt général de l'ensemble des stades, des enceintes sportives et de leurs équipements connexes) qu'il votera, son sous-amendement n° 144 ; retiré. Favorable au sous-amendement n° 143 du Gouvernement. - **Article 1er (Dérogation temporaire aux règles de construction en limite séparative prévues par les plans locaux d'urbanisme)** (p. 810, 812) : son amendement n° 65 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 813) : son amendement n° 64 : modalités de délivrance des permis de construire dans les communes ne disposant pas de plan d'occupation des sols ; retiré. - **Article 1er bis (Art. L. 123-1, L. 123-18 et L. 123-19 du code de l'urbanisme - Création d'une procédure de modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme)** (p. 814, 816) : ses amendements n° 63 et 70 ; retirés.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Article 1er (Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable)** (p. 984) : soutient l'amendement n° 696 de M. Michel Houel ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 2 (Lutte contre le changement climatique)** (p. 1002, 1003) : son amendement n° 145 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 20 (Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité)** (p. 1341) : soutient l'amendement n° 759 de M. Rémy Pointereau ; retiré. (p. 1343) : son amendement n° 146 ; devenu sans objet. - **Article 23 (Financement de la préservation de la biodiversité)** (p. 1360) : parole sur l'article. - **Article 24 (Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau)** (p. 1369, 1370) : son amendement n° 137 ; adopté. (p. 1371) : son amendement n° 138 ; adopté. (p. 1372) : son amendement n° 139 ; adopté. (p. 1374) : ses amendements n° 140 ; retiré ; et n° 136 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) - **Article 28 (Agriculture durable)** (p. 1487, 1495) : soutient les amendements de M. Jean Bizet n° 678 et n° 679 ; retirés. (p. 1499, 1500) : votera l'amendement n° 182 de M. François Fortassin.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Article 1er (Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire)** (p. 2223, 2225) : ses amendements n° 111 ; retiré ; et n° 112 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2009) (p. 2614) : son amendement n° 113 ; adopté. (p. 2616) : votera l'amendement n° 131 du Gouvernement. - **Article 2 (Loi n° 97-135 du 13 février 1997 - Dispositions relatives à Réseau ferré de France, RFF)** (p. 2622) : ses amendements n° 32, 33, 122 et 116 ; retirés. - **Article 4 (Statut et champs de compétence de la Commission de régulation des activités ferroviaires, CRAF)** (p. 2641, 2642) : son amendement n° 117 ; rejeté. - **Article 6 (Règles d'incompatibilités et d'irrévocabilité)** (p. 2644) : son amendement n° 118 ; retiré. - **Article 7 (Pouvoir réglementaire de la CRAF)** (p. 2646, 2647) : son amendement n° 119 ; retiré. - **Article 8 (Missions et pouvoirs de la CRAF)** (p. 2648) : son amendement n° 120 ; devenu sans objet. - **Article 9 (Compétence de traitement des litiges et de réformation des décisions)** (p. 2653) : ses amendements n° 121 et 129 ; retirés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2678) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3796) : favorable à l'amendement n° 25 de M. Michel Bécot (dispense de la carte professionnelle, prévue à l'article 3 du texte, pour les personnes

physiques ou morales n'exerçant qu'une activité de location saisonnière de meublés). - **Article 6 (Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France)** (p. 3804, 3805) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 1er bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 5126-2 et L. 5126-5 du code de la santé publique - Approvisionnement en médicaments des établissements de santé délivrant des soins à domicile) (p. 4564) : favorable à l'amendement n° 166 de M. Adrien Gouteyron.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6036, 6037) : son intervention. Votera ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6049, 6050) : son amendement n° 11 : insertion d'une formation à la gestion d'un budget familial ou personnel dans les programmes scolaires ; retiré. - **Article 1er (art. L. 311-1, L. 311-2 et L. 311-3 du code de la consommation - Définitions et champ d'application du crédit à la consommation)** (p. 6052, 6053) : son amendement n° 44 ; retiré. - **Article 2 (art. L. 311-4 et L. 311-5 du code de la consommation - Publicité)** (p. 6059) : son amendement n° 45 ; adopté. - **Article 5 (art. L. 311-11 à L. 311-17 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit)** (p. 6070) : son amendement n° 46 ; retiré. (p. 6071) : son amendement n° 47 ; retiré. (p. 6075, 6076) : son amendement n° 12 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6078) : son amendement n° 10 : encadrement de la distribution et de l'utilisation du crédit revolving ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 1er (art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments)** (p. 7529) : ses amendements n° 257 et 262 ; retirés. (p. 7531, 7532) : intervient sur son amendement n° 362 précité. Ses amendements n° 261 et 263 ; retirés. - **Article 2 bis (Nouveau) (art. 244 quater U du code général des impôts - Extension aux communes du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro)** (p. 7542) : intervient sur l'amendement n° 311 du Gouvernement. - **Article 3 (Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Contrats de performance énergétique et travaux d'économie d'énergie dans les copropriétés)** (p. 7551) : son amendement n° 258 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7556) : soutient l'amendement n° 158 de M. Jacques Blanc (rénovation de la procédure de réhabilitation de l'immobilier de loisir) ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 3 bis** (p. 7561) : favorable à l'amendement n° 130 de M. Claude Biwer (amélioration de la lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles). - **Article 5 (Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement)** (p. 7575) : intervient sur les amendements n° 32 de M. Thierry Repentin et n° 186 de Mme Évelyne Didier. - **Article 6 (art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme)** (p. 7581) : soutient l'amendement n° 156 de M. Jacques Blanc ; retiré. (p. 7582) : sur l'amendement n° 80 de la commission des lois saisie pour avis, soutient le sous-amendement n° 157 de M. Jacques Blanc ; adopté. - **Article 9 (Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale)** (p. 7599, 7600) : son amendement n° 260 ; retiré. (p. 7601) : son amendement n° 259 ; retiré. (p. 7603, 7604) : favorable à l'amendement n° 153 de M. Daniel Soulaige.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Article 16 (art. L. 2213-3-1 [nouveau], L. 5214-16 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coordination des compétences transports urbains, voirie et stationnement sur le**

territoire des établissements publics de coopération intercommunale dotés de plans de déplacements urbains) (p. 7988, 7989) : soutient les amendements de M. Roland du Luart n° 346 ; rejeté ; et n° 347 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 27** (art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie) (p. 8086, 8093) : ses amendements n° 587 et 589 ; retirés ; et n° 588 ; adopté. Soutient les amendements de M. Roland du Luart n° 348 ; retiré ; et n° 349 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 30** (p. 8100) : soutient l'amendement n° 601 de M. Ladislav Poniatowski (création d'un comité de suivi des énergies renouvelables au sein du Conseil supérieur de l'énergie) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article additionnel avant l'article 48** (p. 8209) : son amendement n° 869 : nécessité de procéder à une étude globale avant de classer un espace géographique ou un site particulier ; retiré. - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7-1 [nouveau] et L. 216-1 du code de l'environnement - Intervention sur les ouvrages hydrauliques privés pour assurer la continuité écologique des eaux) (p. 8215) : son amendement n° 591 ; retiré. - **Article 57** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 1331-1-1 et L. 1331-6 du code de la santé publique - Contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes) (p. 8242) : son amendement n° 595 ; retiré. - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-2 du code de la santé publique - Protection des périmètres de captage d'eau) (p. 8253) : son amendement n° 598 ; adopté. (p. 8254) : favorable à l'amendement n° 914 de la commission. - **Article additionnel après l'article 59** (p. 8255, 8256) : son amendement n° 599 : possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de se grouper sous forme de syndicats mixtes pour assurer la maîtrise d'ouvrage d'opérations intéressant les services d'eau potable, l'assainissement et la collecte ou l'élimination des déchets ménagers ; retiré. - **Article 61 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41 et 43 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Conseil national de la mer et du littoral) (p. 8267) : sur l'amendement n° 813 de Mme Odette Herviaux, soutient le sous-amendement n° 897 de M. Patrice Gélard ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8322) : votera l'amendement n° 934 de la commission (définition d'un cadre réglementaire pour les ouvrages de protection contre les inondations). - **Article 83** (art. L. 225-102-1 et L. 823-16 du code de commerce, art. L. 114-7 du code de la mutualité, art. L. 511-35 du code monétaire et financier, art. L. 322-26-2-2 du code des assurances, art. L. 524-2-1 du code rural et art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental) (p. 8335, 8336) : soutient l'amendement n° 582 de M. Pierre Hérisson ; retiré. - **Article 86** (art. L. 122-1, L. 122-1-1 [nouveau], L. 122-2, L. 122-3 et art. L. 122-3-1 à L. 122-3-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des études d'impact) (p. 8361) : soutient l'amendement n° 368 de M. René Beaumont ; retiré. - **Articles additionnels après**

l'article 102 (p. 8394) : soutient l'amendement n° 473 de M. Xavier Pintat (définition de la priorité d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel pour les gestionnaires de réseaux de second rang) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11327, 11329) : son amendement n° I-441 : développement d'écoles à programmes français subventionnées par les entreprises dans les pays étrangers ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 11344) : soutient l'amendement n° I-284 de M. Philippe Dominati (affectation de la dotation des parlementaires) ; retiré.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11960, 11961) : son intervention.

Plan de relance de l'économie

- (4 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 12069, 12070) : son intervention.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12279) : soutient l'amendement n° II-198 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur de l'installation de dispositifs d'assainissement non collectif) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12289) : intervient sur l'amendement n° II-158 de la commission (renforcement des effets du plafonnement global sur les revenus de l'année 2010). - **Article 44 bis (Nouveau)** (Assouplissement du zonage de la réduction d'impôt "Scellier") (p. 12298) : soutient l'amendement n° II-234 de M. Gérard Cornu ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 12336, 12337) : soutient l'amendement n° II-228 de M. Jean Bizet (mesures en faveur des travaux d'isolation par l'extérieur) ; retiré. (p. 12338) : soutient les amendements de M. Jean Bizet n° II-230 (mesures en faveur de l'éco-prêt à taux zéro) ; et n° II-229 (mesures en faveur des travaux de ventilation dans les habitations) ; retirés ; ainsi que l'amendement n° II-203 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur des travaux de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 50** (p. 12362, 12363) : son amendement n° II-235 : externalisation du prélevement alimentant le Fonds de prévention des risques naturels majeurs ; retiré. - **Article 50 (Transposition de trois directives relatives à la territorialité des prestations de services soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, TVA, et au remboursement aux assujettis communautaires par un autre Etat membre, Paquet TVA)** (p. 12370) : parole sur l'article. (p. 12371) : ses amendements n° II-39 et II-40 ; retirés.

RICHERT (Philippe)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 3.

Questeur du Sénat.

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France.

Membre suppléant de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 147 (2008-2009)] abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 166 (2008-2009)] (14 janvier 2009) - **Éducation**.

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 219 (2008-2009)] visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 289 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Culture - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à créer un délit sanctionnant la vente à la sauvette [n° 411 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative aux obligations de l'État en matière d'aires d'accueil des gens du voyage [n° 474 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 215 (2007-2008)] visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 482 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) (p. 343, 344) : son intervention.

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 561, 565) : son intervention. Avis défavorable de la commission à l'adoption de cette proposition de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 577) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 948, 949) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 2 (Lutte contre le changement climatique)** (p. 1004) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 26 (Élaboration de la trame bleue)** (p. 1387, 1388) : intervient sur les amendements n° 187 de M. Jacques Mézard, n° 465 de M. Roland Courteau et n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3144) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2 000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires [n° 219 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 3525, 3527) : son intervention. - **Article unique** (p. 3536, 3537) : position de la commission sur les amendements n° 1 et 2 de M. Claude Domeizel et n° 4 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin.

- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 483 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 6417, 6419) : son intervention. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*Sortie des collections des têtes maories conservées par les musées de France*) (p. 6428) : position de la commission sur les amendements n° 2 et 3 de M. Richard Tuhejava. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 6429) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Richard Tuhejava.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Article 23 (Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie)** (p. 8056, 8058) : son amendement n° 124 ; adopté. - **Article 26 (Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux)** (p. 8078, 8079) : son amendement n° 126 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 71 (art. L. 221-3 et art. L. 221-7 et L. 221-8 [nouveaux] du code de l'environnement - Principe d'une surveillance de la qualité de l'air intérieur)** (p. 8283, 8284) : son amendement n° 125 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9330, 9335) : intervient sur les amendements n° 11 de M. Jean-Claude Danglot (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal) et n° 429 de M. Michel Teston (inscription des principes fondamentaux du service public dans le présent texte).

RIES (Roland)
sénateur (Bas-Rhin)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Soins de santé transfrontaliers [n° 230 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur la proposition de directive relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers (E 3903) [n° 234 (2008-2009)] (19 février 2009) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le déploiement de systèmes de transport intelligents (STI) dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport (E 4200) [n° 124 (2009-2010)] (2 décembre 2009) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 955, 956) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 19 et 20 mars 2009** - (17 mars 2009) (p. 3075, 3076) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009** [n° 57 (2008-2009)] - (30 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 4105, 4106) : son intervention. - **Texte de la proposition de résolution européenne** (p. 4113, 4114) : votera contre l'amendement n° 7 de la commission.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** [n° 553 (2008-2009)] - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7497, 7498) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Article 16** (art. L. 2213-3-1 [nouveau], L. 5214-16 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Coordination des compétences transports urbains, voirie et stationnement sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale dotés de plans de déplacements urbains*) (p. 7987, 7988) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7991, 7997) : ses amendements n° 474 : réforme du stationnement payant ; rejeté ; et n° 686 : intégration du covoiturage, de l'autopartage et des systèmes de mise à disposition de bicyclettes en libre service dans le champ de compétence des autorités organisatrices de transports ; retiré. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 15-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique - *Recours à une procédure d'urgence pour la réalisation d'infrastructures de transport collectif*) (p. 7998) : parole sur l'article. - **Article 18** (art. 30-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - *Assouplissement des règles d'adhésion au syndicat mixte instauré par la loi de solidarité et de renouvellement urbains*) : Parole sur l'article. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Définition de l'autopartage et création d'un label spécifique*) (p. 8000) : parole sur l'article. (p. 8001) : son amendement n° 55 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8005) : son amendement n° 56 : possibilité pour les communes touristiques, en fonction de leur population, d'instaurer ou de majorer le versement transport ; rejeté. (p. 8006, 8007) : soutient l'amendement n° 57 de M. Thierry Repentin (possibilité pour une autorité organisatrice de transports urbains d'aligner son taux de versement transport sur celui d'une autre autorité dans un périmètre partagé) ; rejeté. - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 130-4 et L. 330-2 du code de la route - *Transposition d'une directive européenne pour développer les péages sans barrière sur les autoroutes*) (p. 8009) : intervient sur l'amendement n° 875 du Gouvernement. - **Article 22 ter (Nouveau)** (art. 1531 [nouveau] du code général des impôts - *Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif*) (p. 8028, 8031) : soutient l'amendement n° 863 de M. Gérard Collomb ; rejeté. Ses amendements n° 690 et 691 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 8033, 8034) : s'abstiendra sur l'amendement n° 901 de la commission (possibilité pour les collectivités territoriales volontaires d'expérimenter le péage urbain).

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) - au nom de la commission des affaires européennes (p. 8906) : son intervention sur la transposition insuffisante d'une directive ferroviaire. (p. 8909) : son intervention sur la transposition insuffisante d'une directive ferroviaire.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009** - (27 octobre 2009) (p. 8974, 8975) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11759) : son intervention.

de ROHAN (Josselin)
sénateur (Morbihan)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Premier vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) jusqu'au 1er janvier 2009.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale le 17 février 2009.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'École nationale de l'administration (ENA) le 21 juillet 2009.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les opérations extérieures sous le contrôle du Parlement [n° 178 (2008-2009)] (23 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la commission des affaires étrangères : Le rayonnement culturel international : une ambition pour la diplomatie française [n° 458 (2008-2009)] (10 juin 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 462 (2008-2009)] relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 513 (2008-2009)] (1er juillet 2009) - **Budget - Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Afghanistan : quelle stratégie pour réussir ? (Mission en Inde, Afghanistan, Pakistan du 22 septembre au 1er octobre 2009) [n° 92 (2009-2010)] (5 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Proche-Orient** - (14 janvier 2009) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 333, 335) : son intervention. (p. 355, 356) : réponse au ministre des affaires étrangères et européennes.

- **Prolongation de cinq interventions des forces armées - Débat et votes sur des demandes d'autorisation du Gouvernement** - (28 janvier 2009) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1044, 1047) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (4 mars 2009) (p. 2361) : réfute les propos de M. Jean-Louis Carrère, selon lesquels la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat aurait subi des pressions avant le débat sur l'OTAN : les conditions particulières dans lesquelles deux collaborateurs du Président de la République ont été entendus par la commission s'expliquent simplement par le nécessaire respect du principe de la séparation des pouvoirs.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 19 et 20 mars 2009** - (17 mars 2009) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 3072, 3073) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 3340, 3342) : son intervention. (p. 3358, 3359) : réponse aux orateurs.

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4131, 4133) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur - **Discussion générale** (p. 6905) : son intervention. - **Question préalable** (p. 6937) : position de la commission sur la motion n° 42 de M. Didier Boulaud tendant à poser la question préalable. - **Article 1er (Objet de la programmation militaire)** (p. 6941) : position de la commission sur l'amendement n° 80 de M. Didier Boulaud. - **Article 2 et rapport annexé (Approbation du rapport annexé)** (p. 6960, 6961) : position de la commission sur les amendements n° 81, 94 et 92 de M. Didier Boulaud et n° 47 de Mme Dominique Voynet.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) (p. 6992, 7003) : position de la commission sur les amendements n° 128, 129 et 130 de Mme Michelle Demessine, n° 53, 51, 54, 55 et 56 de Mme Dominique Voynet, n° 93, 95 et 97 de M. Didier Boulaud et n° 19, 20 et 21 de M. Jean-Pierre Chevènement. (p. 7003, 7013) : position de la commission sur les amendements n° 96 de M. Didier Boulaud, n° 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29 et 30 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 57, 58, 59, 60, 61, 62 et 63 de Mme Dominique Voynet et n° 127 de Mme Michelle Demessine. (p. 7014, 7025) : position de la commission sur les amendements n° 132 et 131 de Mme Michelle Demessine, n° 85, 98, 99, 100, 101 et 102 de M. Didier Boulaud, n° 31, 32, 33, 34, 35 et 36 de M. Jean-Pierre Chevènement et n° 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 73 et 75 de Mme Dominique Voynet. (p. 7072, 7074) : position de la commission sur les amendements n° 103, 104, 105 et 106 de M. Didier Boulaud, n° 74 de Mme Dominique Voynet et n° 39 et 38 de M. Jean-Pierre Chevènement. - **Article 4 (Évolution du plafond d'emplois de la mission Défense)** (p. 7075) : position de la commission sur les amendements n° 82 de M. Didier Boulaud et n° 126 de Mme Michelle Demessine. - **Article 5 (Adaptation des dispositions du code de la défense relatives à l'organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale)** (p. 7079, 7084) : position de la commission sur les amendements n° 83, 84 et 91 de M. Didier Boulaud, n° 125 et 124 de Mme Michelle Demessine, n° 5, 4, 3, 2, 1, 6, 7, 8 et 9 de M. Jean-Pierre Chevènement et n° 43 et 44 de Mme Dominique Voynet. - **Article 8 (Régime de cession des immeubles domaniaux par le ministère de la défense)** (p. 7085) : position de la commission sur les amendements n° 87 et 86 de M. Michel Boutant. - **Article 9 (Dépollution des emprises cédées par le ministère de la défense)** (p. 7087) : position de la commission sur les amendements n° 45 et 46 de Mme Dominique Voynet. - **Article 10 (Assouplissement des conditions de créations de filiales et de prises de participations par DCNS)** (p. 7089, 7090) : position de la commission sur les amendements n° 10 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 88 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 123 de Mme Michelle Demessine. - **Article 11 (Inscription de la Société nationale des poudres et explosifs, SNPE, sur la liste des entreprises**

privatisables) (p. 7095) : position de la commission sur les amendements n° 11 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 89 de M. Bernard Cazeau et n° 122 de Mme Michelle Demessine. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 7095) : position de la commission sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Pierre Godefroy (rapport au Parlement sur les orientations de la politique industrielle dans le domaine de la défense). - **Article 12** (*Perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale*) (p. 7098, 7102) : position de la commission sur les amendements n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 12, 41 et 40 de M. Jean-Pierre Chevènement et n° 116, 115 et 117 de M. Robert Badinter. - **Article 13** (*Champ de l'incrimination d'atteinte au secret de la défense nationale*) (p. 7104, 7105) : position de la commission sur les amendements n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 114, 113 et 112 de M. Robert Badinter. - **Article 14** (*Compétences de la commission consultative du secret de la défense nationale en cas de perquisition dans des lieux classifiés ou abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale*) (p. 7105, 7106) : position de la commission sur les amendements n° 119 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 110, 111 et 109 de M. Robert Badinter. - **Article 16 sexies (Nouveau)** (*Habilitation législative*) (p. 7109) : position de la commission sur l'amendement n° 118 de Mme Michelle Demessine. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7111) : remerciements

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces

armées - **Discussion générale** (p. 8617) : modalités d'application de l'article 40 de la Constitution.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10511, 10513) : son intervention.

- Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 10529, 10530) : ses observations.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11700) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger). - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11709) : intervient sur l'amendement n° II-79 de Mme Claudine Lepage.

Défense

- (30 novembre 2009) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 11722) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11736) : sa question.

ROMANI (Roger)
sénateur (Paris)
UMP

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 13, 15, 27, 29 janvier, 11, 17 février, 5, 19, 26 mars, 2, 28, 30 avril, 5, 18, 26 mai, 9, 16, 23, 29 juin, 7, 9, 16, 20 juillet, 21 septembre, 8, 14, 27 octobre, 5, 7, 8, 9, 12, 18 novembre, 2, 3, 4, 5 et 15 décembre 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 409 (2008-2009)] autorisant l'approbation du protocole à l'accord du 3 juillet 1995 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn relatif aux services aériens [n° 79 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (15 janvier 2009) - **Rappel au règlement** (p. 400) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Hommage aux soldats tombés dans une embuscade en Afghanistan** - (11 février 2009) (p. 1792).

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Article 1er (Suppression du bouclier fiscal)** (p. 3513) : réponse à M. Thierry Foucaud sur l'organisation des débats.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires péruviens** - (2 avril 2009) (p. 3712).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Taïwan** - (16 juillet 2009) (p. 7038).

ROZIER (Janine)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques jusqu'au 25 juin 2009.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption le 14 mai 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation [n° 103 tome 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Anciens combattants - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Article 7 (Actualisation de la terminologie du code civil)** (p. 3266) : favorable à l'amendement n° 106 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3986, 3987) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4495) : soutient l'amendement de M. Jean-Claude Étienne n° 581 ; rejeté ; puis repris par Mme Raymonde Le Texier.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - *Nomination et gestion des personnels de direction*) (p. 4739) : soutient l'amendement n° 187 de Mme Catherine Procaccia ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8222) : soutient l'amendement n° 140 de M. Jacques Blanc (mise en œuvre de la réforme des parcs nationaux) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p.11834, 11836) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 51** (p.11853) : son amendement n° II-63 : rapport gouvernemental évaluant les

dispositifs de prise en charge des conjoints survivants de ressortissants de l'Office national des anciens combattants ; adopté.

SANTINI (André)
secrétaire d'Etat chargé de la fonction
publique
(jusqu'au 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3232, 3233) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p.3254) : avis du Gouvernement sur les amendements similaires n° 86 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité, pour les salariés, de bénéficier d'un congé de quatre jours pour événement familial en cas d'enregistrement d'un pacte civil de solidarité). - **Article 1er** (art. L. 30 du code électoral - *Extension de la faculté de s'inscrire sur les listes électorales en dehors des périodes de révision*) (p. 3256) : son amendement n° 164 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3257, 3259) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Godefroy (définition légale des critères de viabilité d'un enfant). - **Article 3 bis** (art. 804 du code civil - *Modalités de la renonciation à une succession*) (p. 3260) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 103 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 95 de M. Laurent Bêteille. - **Article 4** (art. 815-5-1 nouveau du code civil - *Aliénation d'un biens indivis*) (p. 3261) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 92 de M. Jacques Mézard et n° 126 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 6** (art. 35 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété - *Assouplissement des conditions de surélévation des immeubles soumis au régime de la copropriété*) (p. 3262) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 6 bis** (art. L. 111-3 du code de l'urbanisme - *Reconstruction de bâtiments détruits en surdensité*) (p. 3263) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 96 de M. Laurent Bêteille. Son amendement n° 174 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 3263) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 105 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité, pour un des associés d'une propriété en jouissance partagée, de se retirer de la société pour justes motifs par décision de justice). - **Article 7** (*Actualisation de la terminologie du code civil*) (p. 3266) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 106 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 175, 176 et 177 de la commission. - **Article 7 bis** (art. L. 111-12 du code de la construction et de l'habitation, art. 1er de la loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers - *Coordination avec la réforme des règles de prescription en matière civile*) (p. 3267) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 178 de la commission. - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 3268) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 127 de Mme Josiane Mathon-Poinat (extension à dix ans du délai de prescription en cas de discrimination au travail). - **Article 8** (art. 26, 26-1, 26-3 et 33-1 du code civil - *Réception et enregistrement des déclarations de nationalité française*) (p. 3269) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 128 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 9** (art. 412 et 511 du code civil, art. L. 211-5, L. 213-3-1 nouveau, L. 221-3 et L. 221-9, L. 312-6-1 nouveau du code de l'organisation judiciaire, art. L. 473 et L. 476 du code des pensions militaires d'invalidité et des

victimes de la guerre - Transfert au juge aux affaires familiales de la tutelle des mineurs et transfert à la cour d'appel des appels contre les décisions des juges d'instance en matière de protection juridique des majeurs) (p. 3269) : son amendement n° 152 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3270) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Godefroy (extension de la compétence du juge aux affaires familiales aux situations de concubinage et de pactes civils de solidarité). - **Article 9 bis** (art. L. 213-3, L. 213-4, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8-1 nouveau et L. 562-24-1 du code de l'organisation judiciaire, art. 228 et 267-1 du code civil - *Extension des compétences du juge aux affaires familiales - Simplification des règles de partage des intérêts patrimoniaux des époux après le prononcé du divorce*) (p. 3271, 3272) : son amendement n° 170 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 179 et 180 de la commission, n° 66 et 67 de M. Hubert Haenel. - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3272) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 85 de M. François-Noël Buffet (création de postes de magistrats permanents auprès de la Cour nationale du droit d'asile). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 3274) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 129 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du deuxième alinéa de l'article 370-3 du code civil). - **Article 12** (art. L. 79, L. 80 et L. 104-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - *Regroupement des tribunaux des pensions*) (p. 3275) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 130 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 3279) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 22 (extension du droit de communication des agents de l'administration des impôts des douanes et des droits indirects aux agents de l'INSEE et des services statistiques ministériels en matière de renseignements utiles à l'établissement de statistiques) . - **Article 14** (*Simplification des mesures de recouvrement des impositions*) (p. 3279) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3280, 3284) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Laurent Bêteille n° 98 (harmonisation des obligations de renseignement du fabricant et des vendeurs professionnels de biens meubles), n° 97 (possibilité, pour le consommateur, de saisir la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable) et n° 101 (suppression du délai de trois jours pour porter réclamation en cas de dégradation de marchandises dans le cadre d'un contrat de déménagement), n° 52 de Mme Catherine Procaccia et n° 110 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 3286, 3287) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 56 (remise au Parlement d'une étude d'impact à l'issue de la période d'expérimentation des articles 1er, 2 et 3 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie) et n° 57 (immatriculation à titre gratuit des auto-entrepreneurs dans les organismes consulaires). - **Article 15** (*Dématérialisation des bulletins de paie*) (p. 3288) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 58 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 131 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 15 bis** (*Suppression de l'obligation de transmission à l'inspection du travail du rapport économique et financier annuel des entreprises de plus de 50 salariés*) (p. 3291) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 59 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 132 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3292, 3300) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 1 (rédaction), n° 156 de M. Hugues Portelli (application

directe, aux entreprises de transport, des dispositions de la quatrième partie du code du travail relative à la santé et à la sécurité au travail), de M. Jean-Pierre Godefroy n° 63 (amélioration du régime de protection des stagiaires en entreprise en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle) et n° 144 (prolongation du dispositif du référendum d'entreprises jusqu'aux prochaines élections professionnelles dans les entreprises souffrant de carence de candidatures syndicales ou d'absence de quorum), de Mme Isabelle Debré n° 84 (maintien en fonction du président et du vice-président des conseils de prud'hommes jusqu'à l'installation de leurs successeurs), n° 94 (retour des dossiers transférés à d'autres juridictions lorsque le conseil de prud'hommes compétent est à nouveau en état de fonctionner) et n° 87 (remboursement des salaires des employés membres d'un conseil de prud'hommes), de Mme Catherine Procaccia n° 46, 47 et 49 (rédaction), n° 44 (respect du parallélisme des formes entre la partie réglementaire et la partie législative du code du travail), n° 45, 48 et 50 (précision) et n° 51 (prolongation du dispositif du référendum d'entreprise jusqu'aux prochaines élections professionnelles dans les entreprises souffrant de carence de candidatures ou d'absence de quorum). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 3300) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 2 (extension, aux illustrateurs de livres et à certains photographes, du mécanisme de prise en charge partielle des cotisations de retraite complémentaire au profit des écrivains et des traducteurs). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 3302) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 124 de Mme Elisabeth Lamure (simplification du régime d'autorisation d'exploitation commerciale en matière d'extension des ensembles commerciaux ; extension des pouvoirs des présidents des syndicats mixtes ayant élaboré un SCOT ; application du quantum journalier de 150 euros par mètre carré exploité aux exploitants d'une surface commerciale sans autorisation). - **Article 18 bis** (*Habilitation législative pour clarifier le régime du transport par canalisations de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 74 de M. François Patriat. - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 3303) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 65 de M. Bruno Sido (contrôle des équipements sous pression des exploitations nucléaires). - **Article 19** (*Simplification de certaines déclarations de salaire pour les employeurs agricoles ainsi que des procédures de versement d'aides aux exploitants agricoles et suppression des comités départementaux des prestations sociales agricoles*) (p. 3304) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. - **Article 21** (*Extension du dispositif de reconnaissance du titre d'ostéopathe ou de chiropracteur*) (p. 3304) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. - **Article 22** (*Simplification de la définition du "salon professionnel"*) (p. 3305) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la commission des affaires économiques saisi pour avis. - **Articles additionnels avant l'article 26** (p. 3306) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisi pour avis n° 24 (abrogation des articles 140 à 156 et 158 du code des douanes), n° 25 (harmonisation du code des douanes avec le droit communautaire), n° 26 (harmonisation des délais de saisine du juge d'instance dans le cadre d'un refus de remboursement d'une dette douanière). - **Article 27** (*Allègements de procédures en matière agricole*) (p. 3307) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de Mme Odette Herviaux. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3308, 3310) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 12 (clarification des moyens et des missions de l'organisme de défense et de gestion), de M. Gérard César n° 32 (autorisation, pour les entreprises habilitées, d'utiliser l'appellation "vin de pays Vignobles de France" pour les récoltes 2007 et 2008), n° 33 (ajout de nouveaux producteurs au classement des vins de l'appellation "Saint-Émilien") et n° 54 (reconnaissance de la certification de gestion durable des forêts au titre de la certification de conformité du produit). - **Article 28** (*Simplification de la procédure de modification des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires*) (p. 3311, 3312) : intervient sur l'amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Godefroy. -

Article 28 bis (*Habilitation législative pour modifier par ordonnance les textes législatifs relatifs aux missions exercées initialement par la direction générale des impôts et la direction générale de la comptabilité publique*) (p. 3313) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 134 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 28 quater** (*Habilitation législative pour codifier les dispositions relatives à la pêche maritime et mettre à jour le code rural et le code forestier*) (p. 3314) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 76 de Mme Odette Herviaux, n° 55 de M. Gérard César, de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 13 (précision). - **Article 28 quinquies** (*Règles relatives au déplacement d'un débit de tabac sur le territoire d'une même commune*) (p. 3315) : son amendement n° 157 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 28 quinquies** (p. 3316, 3320) : son amendement n° 153 : fusion des services de l'inspection du travail par voie d'ordonnance ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 de M. Auguste Cazalet (forme juridique des sociétés de gestion de débit de tabac), n° 19 de M. Jean-Jacques Hyest (modification de la composition du Conseil national des barreaux), de M. Alain Vassel n° 68 (modalités de déclarations simplifiées pour les employeurs ayant recours au titre-emploi service entreprise), n° 69 (renforcement de la sécurité juridique des cotisants) et n° 70 (mise à jour de l'article L. 311-3 du code de la sécurité sociale), et de Mme Marie-Hélène des Esgaux n° 29 (possibilité, pour le bâtonnier, d'arbitrer des litiges nés de contrats de collaboration libérale) et n° 30 (compétence du bâtonnier en premier ressort pour tous les litiges entre avocats). - **Article additionnel avant l'article 29** (p. 3321) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 72 de M. Michel Magras (simplification de la procédure de publication des annonces légales à Saint-Barthélemy). - **Article 29** (*Suppression de rapports au Parlement*) (p. 3325) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 135 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 111 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 136 de Mme Brigitte Gonther-Maurin et n° 35 de M. Philippe Leroy.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 31** (p. 3364) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Sueur (interdiction pour une association, un groupement, une œuvre ou une entreprise de transférer une subvention reçue de l'Etat). - **Article 33** (*art. L. 2122-19, L. 3121-19, L. 4132-18, L. 5212-2, L. 5212-33, L. 5214-28, L. 5212-34, L. 5214-29, L. 5721-7-1 du CGCT ; art. 1er de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ; art. L. 122-11 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Règles diverses relatives au fonctionnement des collectivités territoriales*) (p. 3366, 3367) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 115 et 113 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 18 de M. Christian Cambon et n° 93 de M. Roland du Luart. Son amendement n° 151 ; adopté. - **Article 33 bis** (*Habilitation du gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code général des collectivités territoriales*) (p. 3368) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 114 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 137 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 3368, 3369) : son amendement n° 155 : habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance toute mesure de simplification et d'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions ; adopté. - **Article 34** (*Supprimé par la commission*) (*art. L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales ; art. 6 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 - Possibilité ouverte aux collectivités locales de procéder à l'affichage des actes exclusivement sur support numérique*) (p. 3369) : son amendement n° 158 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 34** (p. 3370) : son amendement n° 159 : rectification ; adopté. - **Article 35** (*Simplification et clarification de règles de compétence juridictionnelle pour les contentieux en matière de protection sociale*) (p. 3371) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 138 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3372) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de M. Alain Vassel (suppression de dispositions obsolètes). - **Article additionnel avant l'article 36** (p. 3372, 3373) : son amendement n° 154 : prorogation d'habilitations ; adopté. - **Article 36** (*Intégration de l'inventaire forestier national à l'Office national des forêts*) (p. 3374) : avis

du Gouvernement sur l'amendement n° 139 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 36 ter** (*Habilitation législative pour prendre les dispositions législatives nécessaires à une mise en œuvre rapide des mesures retenues dans le secteur agricole et forestier au titre de la révision générale des politiques publiques*) (p. 3375) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 116 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 39** (*art. L. 1617-4, L. 1617-5, et L. 1874-1 du CGCT ; art. L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques - Diverses mesures relatives aux actes des comptables des collectivités locales*) (p. 3377) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 140 de Mme Josiane Mathon-Poinat. Son amendement n° 150 ; adopté. - **Article 40** (*art. L. 1311-13, L. 2321-2, L. 1841-1 et L. 4424-2 du CGCT ; art. L. 215-1 du code de l'éducation - Clarification et simplification de règles diverses relatives au fonctionnement des collectivités territoriales*) (p. 3378) : son amendement n° 149 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 40** (p. 3379) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 148 de M. Paul Blanc (clarification). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 3380) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 117 de M. Jean-Pierre Sueur (formation obligatoire aux premiers secours des conducteurs de transport routier de personnes). - **Article additionnel après l'article 42** (p. 3381) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité pour les maires d'instaurer deux fois par an un accès payant à certaines portions de la voie publique dans le cadre de manifestations culturelles). - **Article additionnel après l'article 44** (p. 3383, 3384) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 128 de Mme Josiane Mathon-Poinat (publicité des avis de la CNIL à la demande du président d'une commission parlementaire permanente) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 183 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 44 bis** (*art. 11 et 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 - Assouplissement de la procédure de la labellisation de la CNIL*) (p. 3384) : son amendement n° 166 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 46** (p. 3384, 3385) : ses amendements n° 161 (transparence des procédures de dédouanement) et n° 162 (rectification d'erreurs matérielles) ; adoptés. - **Article 47** (*Consécrations législatives de la base de données numériques parcellaires de l'Institut Géographique national*) (p. 3387) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 119 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 141 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 147 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article 49** (*Amélioration des dispositions relatives à l'indemnisation des accidents médicaux*) (p. 3388) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 et 7 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 50** (*art. L. 2331-4, L. 2331-5 et L. 2333-1 du CGCT ; art. L. 654-8 et L. 654-9 du code rural - Réforme des règles de financement des abattoirs publics*) (p. 3389) : son amendement n° 167 ; adopté. - **Article 51** (*Simplification des règles applicables aux installations classées et adaptation de ces règles à la réalité des risques encourus*) (p. 3390) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 77, 78 et 79 de M. François Patriat et n° 15 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 52** (*Mesures de simplification dans le secteur de l'aviation marchande*) (p. 3391) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 80 de M. Daniel Raoul. - **Article 54 ter** (*art. L. 2212-5, L. 2212-6 et L. 2212-8 du CGCT ; art. L. 412-51 du code des communes - Adaptation des procédures existantes au recrutement intercommunal des agents de police municipale*) (p. 3393) : son amendement n° 168 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 3393) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Sueur (obligation de tenir la délibération autorisant la souscription d'un marché public avant le lancement de la procédure de passation du marché). - **Article 54 quater** (*Habilitation législative pour réformer le contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales*) (p. 3394, 3395) : son amendement n° 163 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 121 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 142 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 55** (*Ratification de trois ordonnances et modifications du code général de la propriété des personnes publiques*) (p. 3396) : son amendement n° 160 ; adopté. - **Article 59** (*Clarification des règles relatives à la responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 3409) : son amendement n° 173 ; adopté. - **Article**

additionnel après l'article 59 (p. 3409) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 122 de M. Pierre-Yves Collombat (définition de la prise illégale d'intérêt). - **Article 61** (*art. 74 du code de procédure pénale - Clarification des pouvoirs des enquêteurs dans le cadre des enquêtes en recherche des causes de la mort ou de blessures graves d'origine inconnue ou suspecte*) (p. 3410) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 100 de M. Laurent Bêteille. - **Article 63** (*art. 495, 495-5-1 [nouveau], 495-5-2 [nouveau], 495-9, 495-11 et art. 495-15-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Réforme des procédures d'ordonnance pénale et de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité*) (p. 3412) : son amendement n° 172 ; rejeté. - **Article 65 bis** (*art. 434-14 du code pénal - Clarification de la définition du délit de favoritisme*) (p. 3414) : son amendement n° 171 ; adopté. - **Article 65 quinquies** (*art. 223-15-2 et 227-3 du code pénal ; art. 308 du code de procédure pénale ; art. L. 121-3 du code de la route - Simplifications, coordinations, mises en cohérence et harmonisations préconisées par la Cour de cassation dans ses rapports annuels*) (p. 3416) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 65 sexies** (p. 3416, 3418) : avis du Gouvernement sur les amendements de Michel Charasse n° 88 (possibilité pour les associations de maires de défendre les élus municipaux mis en cause dans l'exercice de leurs fonctions à la suite de diffamations) et n° 89 (possibilité pour les fonctionnaires ou agents publics victimes de délit dans l'exercice de leurs fonctions de porter plainte avec constitution de partie civile même en cas de recours par le procureur de la République à une procédure alternative aux poursuites). Son amendement n° 182 : report de l'entrée en vigueur de dispositions relatives à la collégialité de l'instruction et au renforcement de l'équilibre de la procédure pénale ; adopté après modification par le sous-amendement n° 184 de la commission auquel il s'oppose. - **Article 66** (*Application dans les collectivités d'outre-mer des dispositions du chapitre IV*) (p. 3322) : son amendement n° 169 ; adopté. - **Article 66 bis** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 3424, 3427) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 et 10 des affaires sociales saisie pour avis, n° 27 et 181 de la commission et n° 16 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 66 bis** (p. 3430) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 17 (ratification d'ordonnances) et n° 146 de la commission (ratification de l'ordonnance du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme). - **Article 67** (*Compensation financière des pertes de recettes potentielles*) : son amendement n° 185 ; adopté. - **Demande de seconde délibération** (p. 3431) : accepte la demande de la commission relative à une seconde délibération sur l'article 15 bis. - **Seconde délibération - Article 15 bis** (*Suppression de l'obligation de transmission à l'inspection du travail du rapport économique et financier annuel des entreprises de plus de 50 salariés*) (p. 3431) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° A-1 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3433) : remerciements.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3497, 3499) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3506) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Yvon Collin (égale répartition de la contribution fiscale). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 3515, 3516) : avis du Gouvernement sur les amendements de Nicole Bricq n° 1 (création d'une nouvelle tranche d'impôt sur le revenu), n° 2 (plafonnement des salaires versés aux dirigeants d'entreprises), n° 3 (plafonnement des primes de départ des dirigeants d'entreprises) et n° 5 (taxation supplémentaire du bénéfice imposable des entreprises augmentant le salaire de leur dirigeant six mois avant leur départ) ainsi que sur les sous-amendements de M. Thierry Foucaud n° 17 et n° 18 portant respectivement sur les amendements n° 1 et n° 5 précités. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3517, 3519) : avis du Gouvernement sur les amendements de Nicole Bricq n° 6 (limitation des stock-options aux entreprises de moins de cinq ans), n° 7 (limitation de la part

variable de la rémunération d'un dirigeant d'entreprise), n° 8 (établissement par les dirigeants d'entreprise d'un calendrier de cession ou de réalisation de leur rémunération en capital), n° 9 (augmentation de la contribution salariale sur les rémunérations annexes en capital des dirigeants), n° 10 (augmentation de la cotisation patronale sur les rémunérations annexes en capital des dirigeants) et n° 11 (abaissement du seuil de taxation de la plus-value d'acquisition et relèvement de la taxe sur les attributions gratuites pour les cessions de valeurs mobilières supérieures à 50 000 euros). - **Article additionnel après l'article 6**

(p. 3522) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de Mme Nicole Bricq (procédure d'autorisation relative à la rémunération des dirigeants d'entreprises).

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4145, 4149) : réponse aux orateurs.

SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel*) (p. 10122) : soutient l'amendement n° 200 de Mme Jacqueline Alquier ; rejeté.

SAUBERT (Alain)
rapporteur de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire du Conseil économique, social et environnemental

de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire du Conseil économique, social et environnemental - **Discussion générale** (p. 2693, 2695) : son intervention.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - rapporteur

SAUGEY (Bernard)
sénateur (Isère)
UMP

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation jusqu'au 25 juin 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 34 (2008-2009)] de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 209 tome 1 (2008-2009)] (11 février 2009) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 34 (2008-2009)] de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 209 tome 2 (2008-2009)] (11 février 2009) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux [n° 268 (2008-2009)] (17 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail**.

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 106 tome 9 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3233, 3234) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3240, 3255) : position de la commission sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 38 (notification des recours contre les décisions de refus de demande d'asile), n° 36 (institution d'un recours suspensif en cas de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile pour un motif autre que celui prévu par la loi du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile), n° 37 (instauration d'une procédure dérogatoire d'enregistrement d'un pacte civil de solidarité en cas d'empêchement grave), n° 39 (reconnaissance en France des partenariats similaires aux pactes civils de solidarité conclus à l'étranger) et n° 86 (possibilité, pour les salariés, de bénéficier d'un congé de quatre jours pour événement familial en cas d'enregistrement d'un pacte civil de solidarité), n° 107 de M. Richard Yung (reconnaissance en France des partenariats similaires aux pactes civils de solidarité conclus à l'étranger) et n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité, pour les salariés, de bénéficier d'un congé de quatre jours pour événement familial en cas d'enregistrement d'un pacte civil de solidarité). - **Article 1er** (art. L. 30 du code électoral - *Extension de la faculté de s'inscrire sur les listes électorales en dehors des périodes de révision*) (p. 3256) : position de la commission sur l'amendement n° 164 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3257) : position de la

commission sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Godefroy (définition légale des critères de viabilité d'un enfant). - **Article 3 bis** (art. 804 du code civil - *Modalités de la renonciation à une succession*) (p. 3259, 3260) : position de la commission sur les amendements n° 103 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 95 de M. Laurent Bêteille. - **Article 4** (art. 815-5-1 nouveau du code civil - *Aliénation d'un biens indivis*) (p. 3261) : position de la commission sur les amendements identiques n° 92 de M. Jacques Mézard et n° 126 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 6** (art. 35 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété - *Assouplissement des conditions de surélévation des immeubles soumis au régime de la copropriété*) (p. 3262) : position de la commission sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 6 bis** (art. L. 111-3 du code de l'urbanisme - *Reconstruction de bâtiments détruits en surdensité*) (p. 3263) : position de la commission sur les amendements n° 96 de M. Laurent Bêteille et n° 174 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 3263) : position de la commission sur l'amendement n° 105 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité, pour un des associés d'une propriété en jouissance partagée, de se retirer de la société pour justes motifs par décision de justice). - **Article 7** (*Actualisation de la terminologie du code civil*) (p. 3266) : position de la commission sur l'amendement n° 106 de M. Jean-Pierre Sueur. Ses amendements n° 175, 176 et 177 ; adoptés. - **Article 7 bis** (art. L. 111-12 du code de la construction et de l'habitation, art. 1er de la loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers - *Coordination avec la réforme des règles de prescription en matière civile*) (p. 3267) : son amendement n° 178 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 3268) : position de la commission sur l'amendement n° 127 de Mme Josiane Mathon-Poinat (extension à dix ans du délai de prescription en cas de discrimination au travail). - **Article 8** (art. 26, 26-1, 26-3 et 33-1 du code civil - *Réception et enregistrement des déclarations de nationalité française*) (p. 3268) : position de la commission sur l'amendement n° 128 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 9** (art. 412 et 511 du code civil, art. L. 211-5, L. 213-3-1 nouveau, L. 221-3 et L. 221-9, L. 312-6-1 nouveau du code de l'organisation judiciaire, art. L. 473 et L. 476 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - *Transfert au juge aux affaires familiales de la tutelle des mineurs et transfert à la cour d'appel des appels contre les décisions des juges d'instance en matière de protection juridique des majeurs*) (p. 3269) : position de la commission sur l'amendement n° 152 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 3270) : position de la commission sur l'amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Godefroy (extension de la compétence du juge aux affaires familiales aux situations de concubinage et de pactes civils de solidarité). - **Article 9 bis** (art. L. 213-3, L. 213-4, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8-1 nouveau et L. 562-24-1 du code de l'organisation judiciaire, art. 228 et 267-1 du code civil - *Extension des compétences du juge aux affaires familiales - Simplification des règles de partage des intérêts patrimoniaux des époux après le prononcé du divorce*) (p. 3271, 3272) : ses amendements n° 179 et 180 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 170 du Gouvernement, n° 66 et 67 de M. Hubert Haenel. - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3272, 3273) : position de la commission sur l'amendement n° 85 de M. François-Noël Buffet (création de postes de magistrats permanents auprès de la Cour nationale du droit d'asile). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 3274) : position de la commission sur l'amendement n° 129 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du deuxième alinéa de l'article 370-3 du code civil). - **Article 12** (art. L. 79, L. 80 et L. 104-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - *Regroupement des tribunaux des pensions*) (p. 3275) : position de la commission sur l'amendement n° 130 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 3279) : position de la commission sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 22 (extension du droit de communication des agents de l'administration des impôts des douanes et des droits indirects aux agents de l'INSEE et des services statistiques ministériels en matière de renseignements utiles à l'établissement de statistiques). - **Article 14** (*Simplification des mesures de recouvrement des impositions*) (p. 3279) : position

de la commission sur l'amendement n° 23 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3280, 3283) : position de la commission sur les amendements de M. Laurent Bêteille n° 98 (harmonisation des obligations de renseignement du fabricant et des vendeurs professionnels de biens meubles), n° 97 (possibilité, pour le consommateur, de saisir la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable) et n° 101 (suppression du délai de trois jours pour porter réclamation en cas de dégradation de marchandises dans le cadre d'un contrat de déménagement), n° 52 de Mme Catherine Procaccia et n° 110 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 3285, 3287) : position de la commission sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 56 (remise au Parlement d'une étude d'impact à l'issue de la période d'expérimentation des articles 1er, 2 et 3 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie) et n° 57 (immatriculation à titre gratuit des auto-entrepreneurs dans les organismes consulaires). - **Article 15** (*Dématérialisation des bulletins de paie*) (p. 3288) : position de la commission sur les amendements identiques n° 58 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 131 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 15 bis** (*Suppression de l'obligation de transmission à l'inspection du travail du rapport économique et financier annuel des entreprises de plus de 50 salariés*) (p. 3291) : position de la commission sur les amendements identiques n° 59 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 132 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3292, 3300) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 1 (rédaction), n° 156 de M. Hugues Portelli (application directe, aux entreprises de transport, des dispositions de la quatrième partie du code du travail relative à la santé et à la sécurité au travail), de M. Jean-Pierre Godefroy n° 63 (amélioration du régime de protection des stagiaires en entreprise en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle) et n° 144 (prolongation du dispositif du référendum d'entreprises jusqu'aux prochaines élections professionnelles dans les entreprises souffrant de carence de candidatures syndicales ou d'absence de quorum), de Mme Isabelle Debré n° 84 (maintien en fonction du président et du vice-président des conseils de prud'hommes jusqu'à l'installation de leurs successeurs), n° 94 (retour des dossiers transférés à d'autres juridictions lorsque le conseil de prud'hommes compétent est à nouveau en état de fonctionner) et n° 87 (remboursement des salaires des employés membres d'un conseil de prud'hommes), de Mme Catherine Procaccia n° 42 (rectification d'un oubli lors de la modification du code du travail), n° 43 (possibilité, pour les comités d'entreprise de se faire assister d'un expert comptable quel que soit le statut de l'entreprise), n° 44 (respect du parallélisme des formes entre la partie réglementaire et la partie législative du code du travail), n° 45, 48 et 50 (précision), n° 46, 47 et 49 (rédaction) et n° 51 (prolongation du dispositif du référendum d'entreprise jusqu'aux prochaines élections professionnelles dans les entreprises souffrant de carence de candidatures ou d'absence de quorum). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 3300) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 2 (extension, aux illustrateurs de livres et à certains photographes, du mécanisme de prise en charge partielle des cotisations de retraite complémentaire au profit des écrivains et des traducteurs). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 3302) : position de la commission sur l'amendement n° 124 de Mme Elisabeth Lamure (simplification du régime d'autorisation d'exploitation commerciale en matière d'extension des ensembles commerciaux ; extension des pouvoirs des présidents des syndicats mixtes ayant élaboré un SCOT ; application du quantum journalier de 150 euros par mètre carré exploité aux exploitants d'une surface commerciale sans autorisation). - **Article 18 bis** (*Habilitation législative pour clarifier le régime du transport par canalisations de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques*) : position de la commission sur l'amendement n° 74 de M. François Patriat. - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 3303) : position de la commission sur l'amendement n° 65 de M. Bruno Sido (contrôle des équipements sous pression des exploitations nucléaires). - **Article 19** (*Simplification de certaines déclarations de salaire pour les employeurs agricoles ainsi que*

des procédures de versement d'aides aux exploitants agricoles et suppression des comités départementaux des prestations sociales agricoles) (p. 3304) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 21** (*Extension du dispositif de reconnaissance du titre d'ostéopathe ou de chiropracteur*) (p. 3304) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 22** (*Simplification de la définition du "salon professionnel"*) (p. 3305) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Articles additionnels avant l'article 26** (p. 3306) : position de la commission sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 24 (abrogation des articles 140 à 156 et 158 du code des douanes), n° 25 (harmonisation du code des douanes avec le droit communautaire), n° 26 (harmonisation des délais de saisine du juge d'instance dans le cadre d'un refus de remboursement d'une dette douanière). - **Article 27** (*Allègements de procédures en matière agricole*) (p. 3307) : position de la commission sur l'amendement n° 75 de Mme Odette Herviaux. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3308, 3310) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 12 (clarification des moyens et des missions de l'organisme de défense et de gestion), de M. Gérard César n° 32 (autorisation, pour les entreprises habilitées, d'utiliser l'appellation "vin de pays Vignobles de France" pour les récoltes 2007 et 2008), n° 33 (ajout de nouveaux producteurs au classement des vins de l'appellation "Saint-Émilien") et n° 54 (reconnaissance de la certification de gestion durable des forêts au titre de la certification de conformité du produit). - **Article 28** (*Simplification de la procédure de modification des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires*) (p. 3311) : position de la commission sur l'amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 28 bis** (*Habilitation législative pour modifier par ordonnance les textes législatifs relatifs aux missions exercées initialement par la direction générale des impôts et la direction générale de la comptabilité publique*) (p. 3313) : position de la commission sur l'amendement n° 134 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 28 quater** (*Habilitation législative pour codifier les dispositions relatives à la pêche maritime et mettre à jour le code rural et le code forestier*) (p. 3314) : position de la commission sur les amendements n° 76 de Mme Odette Herviaux, n° 55 de M. Gérard César, de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 13 (précision). - **Article 28 quinquies** (*Règles relatives au déplacement d'un débit de tabac sur le territoire d'une même commune*) (p. 3315) : position de la commission sur l'amendement n° 157 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 28 quinquies** (p. 3316, 3320) : position de la commission sur les amendements n° 153 du Gouvernement (fusion des services de l'inspection du travail par voie d'ordonnance), n° 19 de M. Jean-Jacques Hyst (modification de la composition du Conseil national des barreaux), n° 83 de M. Auguste Cazalet (forme juridique des sociétés de gestion de débit de tabac), de M. Alain Vaselle n° 68 (modalités de déclarations simplifiées pour les employeurs ayant recours au titre-emploi service entreprise), n° 69 (renforcement de la sécurité juridique des cotisants) et n° 70 (mise à jour de l'article L. 311-3 du code de la sécurité sociale), et de Mme Marie-Hélène des Esgaulx n° 29 (possibilité, pour le bâtonnier, d'arbitrer des litiges nés de contrats de collaboration libérale) et n° 30 (compétence du bâtonnier en premier ressort pour tous les litiges entre avocats). - **Article additionnel avant l'article 29** (p. 3321) : position de la commission sur l'amendement n° 72 de M. Michel Magras (simplification de la procédure de publication des annonces légales à Saint-Barthélemy). - **Article 29** (*Suppression de rapports au Parlement*) (p. 3324, 3325) : position de la commission sur les amendements n° 135 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 111 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 136 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 35 de M. Philippe Leroy.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 30** (p. 3363) : position de la commission sur l'amendement n° 91 de M. Jacques Mézard (clarification). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 3364) : position de la commission sur l'amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Sueur

(interdiction pour une association, un groupement, une œuvre ou une entreprise de transférer une subvention reçue de l'Etat). - **Article 33** (art. L. 2122-19, L. 3121-19, L. 4132-18, L. 5212-2, L. 5212-33, L. 5214-28, L. 5212-34, L. 5214-29, L. 5721-7-1 du CGCT; art. 1er de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics; art. L. 122-11 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Règles diverses relatives au fonctionnement des collectivités territoriales) (p. 3366, 3367) : position de la commission sur les amendements n° 115 et 113 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 18 de M. Christian Cambon, n° 93 de M. Roland du Luart et n° 151 du Gouvernement. - **Article 33 bis** (Habilitation du gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code général des collectivités territoriales) (p. 3368) : position de la commission sur les amendements n° 114 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 137 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 3369) : position de la commission sur l'amendement n° 155 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance toute mesure de simplification et d'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions). - **Article 34 (Supprimé par la commission)** (art. L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales; art. 6 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 - Possibilité ouverte aux collectivités locales de procéder à l'affichage des actes exclusivement sur support numérique) (p. 3370) : position de la commission sur l'amendement n° 158 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 34** : position de la commission sur l'amendement n° 159 du Gouvernement (rectification). - **Article 35** (Simplification et clarification de règles de compétence juridictionnelle pour les contentieux en matière de protection sociale) (p. 3371) : position de la commission sur l'amendement n° 138 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3372) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Alain Vassel (suppression de dispositions obsolètes). - **Article additionnel avant l'article 36** (p. 3373) : position de la commission sur l'amendement n° 154 du Gouvernement (prorogation d'habilitations). - **Article 36** (Intégration de l'inventaire forestier national à l'Office national des forêts) (p. 3374) : position de la commission sur l'amendement n° 139 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 36 ter** (Habilitation législative pour prendre les dispositions législatives nécessaires à une mise en œuvre rapide des mesures retenues dans le secteur agricole et forestier au titre de la révision générale des politiques publiques) (p. 3375) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de la commission des affaires économiques saisi pour avis et n° 116 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 39** (art. L. 1617-4, L. 1617-5, et L. 1874-1 du CGCT; art. L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques - Diverses mesures relatives aux actes des comptables des collectivités locales) (p. 3377) : position de la commission sur les amendements n° 140 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 150 du Gouvernement. - **Article 40** (art. L. 1311-13, L. 2321-2, L. 1841-1 et L. 4424-2 du CGCT; art. L. 215-1 du code de l'éducation - Clarification et simplification de règles diverses relatives au fonctionnement des collectivités territoriales) (p. 3378) : position de la commission sur l'amendement n° 149 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 40** (p. 3379) : position de la commission sur l'amendement n° 148 de M. Paul Blanc (clarification). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 3380) : position de la commission sur l'amendement n° 117 de M. Jean-Pierre Sueur (formation obligatoire aux premiers secours des conducteurs de transport routier de personnes). - **Article additionnel après l'article 42** (p. 3381) : position de la commission sur l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité pour les maires d'instaurer deux fois par an un accès payant à certaines portions de la voie publique dans le cadre de manifestations culturelles). - **Article additionnel après l'article 44** (p. 3382) : position de la commission sur l'amendement n° 128 de Mme Josiane Mathon-Poinat (publicité des avis de la CNIL à la demande du président d'une commission parlementaire permanente) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 183 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 44 bis** (art. 11 et 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 - Assouplissement de la procédure de la labellisation de la CNIL)

(p. 3384) : position de la commission sur l'amendement n° 166 du Gouvernement. - **Articles additionnels avant l'article 46** (p. 3385) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 161 (transparence des procédures de dédouanement) et n° 162 (rectification d'erreurs matérielles). - **Article 47** (Consécration législative de la base de données numériques parcellaires de l'Institut Géographique national) (p. 3387) : position de la commission sur les amendements n° 119 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 141 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 147 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article 49** (Amélioration des dispositions relatives à l'indemnisation des accidents médicaux) (p. 3388) : position de la commission sur les amendements n° 6 et 7 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. - **Article 50** (art. L. 2331-4, L. 2331-5 et L. 2333-1 du CGCT; art. L. 654-8 et L. 654-9 du code rural - Réforme des règles de financement des abattoirs publics) (p. 3389) : position de la commission sur l'amendement n° 167 du Gouvernement. - **Article 51** (Simplification des règles applicables aux installations classées et adaptation de ces règles à la réalité des risques encourus) (p. 3390) : position de la commission sur les amendements n° 77, 78 et 79 de M. François Patriat et n° 15 de la commission des affaires économiques saisi pour avis. - **Article 52** (Mesures de simplification dans le secteur de l'aviation marchande) (p. 3391) : position de la commission sur l'amendement n° 80 de M. Daniel Raoul. - **Article 54 ter** (art. L. 2212-5, L. 2212-6 et L. 2212-8 du CGCT; art. L. 412-51 du code des communes - Adaptation des procédures existantes au recrutement intercommunal des agents de police municipale) (p. 3393) : position de la commission sur l'amendement n° 168 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 3393) : position de la commission sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Sueur (obligation de tenir la délibération autorisant la souscription d'un marché public avant le lancement de la procédure de passation du marché). - **Article 54 quater** (Habilitation législative pour réformer le contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales) (p. 3394) : position de la commission sur les amendements n° 121 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 142 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 163 du Gouvernement. - **Article 55** (Ratification de trois ordonnances et modifications du code général de la propriété des personnes publiques) (p. 3396) : position de la commission sur l'amendement n° 160 du Gouvernement. - **Article 59** (Clarification des règles relatives à la responsabilité pénale des personnes morales) (p. 3409) : position de la commission sur l'amendement n° 173 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 59** (p. 3409) : position de la commission sur l'amendement n° 122 de M. Pierre-Yves Collombat (définition de la prise illégale d'intérêt). - **Article 61** (art. 74 du code de procédure pénale - Clarification des pouvoirs des enquêteurs dans le cadre des enquêtes en recherche des causes de la mort ou de blessures graves d'origine inconnue ou suspecte) (p. 3410) : position de la commission sur l'amendement n° 100 de M. Laurent Béteille. - **Article 63** (art. 495, 495-5-1 [nouveau], 495-5-2 [nouveau], 495-9, 495-11 et art. 495-15-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Réforme des procédures d'ordonnance pénale et de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 3412) : position de la commission sur les amendements n° 90 de M. Jacques Mézard, n° 143 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 172 du Gouvernement. - **Article 65 bis** (art. 434-14 du code pénal - Clarification de la définition du délit de favoritisme) (p. 3415) : position de la commission sur l'amendement n° 171 du Gouvernement. - **Article 65 quinquiés** (art. 223-15-2 et 227-3 du code pénal; art. 308 du code de procédure pénale; art. L. 121-3 du code de la route - Simplifications, coordinations, mises en cohérence et harmonisations préconisées par la Cour de cassation dans ses rapports annuels) (p. 3416) : son amendement n° 20; adopté. - **Articles additionnels après l'article 65 sexies** (p. 3416, 3418) : position de la commission sur les amendements de Michel Charasse n° 88 (possibilité pour les associations de maires de défendre les élus municipaux mis en cause dans l'exercice de leurs fonctions à la suite de diffamations) et n° 89 (possibilité pour les fonctionnaires ou agents publics victimes de délit dans l'exercice de leurs fonctions de porter plainte avec constitution de partie civile même en cas de recours par le procureur de la République à une procédure alternative aux poursuites). Sur l'amendement n° 182 du Gouvernement (report de l'entrée en

vigueur de dispositions relatives à la collégialité de l'instruction et au renforcement de l'équilibre de la procédure pénale), son sous-amendement n° 184 ; adopté. - **Article 66** (*Application dans les collectivités d'outre-mer des dispositions du chapitre IV*) (p. 3422) : position de la commission sur l'amendement n° 169 du Gouvernement. - **Article 66 bis** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 3424, 3427) : position de la commission sur les amendements n° 9 et 10 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, et n° 16 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. Son amendement n° 181 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 66 bis** (p. 3430) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 17 (ratification d'ordonnances). - **Article 67** (*Compensation financière des pertes de recettes potentielles*) (p. 3431) : position de la commission sur l'amendement n° 185 du Gouvernement. - **Seconde délibération - Article 15 bis** (*Suppression de*

l'obligation de transmission à l'inspection du travail du rapport économique et financier annuel des entreprises de plus de 50 salariés) (p. 3431) : son amendement n° A-1 ; adopté.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6485, 6486) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) (p. 11842) : son intervention.

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis secrétaire le 7 octobre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil national du bruit.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre suppléant du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées le 17 février 2009.

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la responsabilisation des cyclistes en cas d'accident avec des piétons [n° 153 (2008-2009)] (7 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports**.

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture**.

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4408, 4410) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - Organisation interne des établissements publics de santé) (p. 4755) : soutient l'amendement n° 340 de M. Jacky Le Menn ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 5063) : soutient l'amendement n° 1081 de M. Jacky Le Menn ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Établissements et services médico-sociaux) (p. 5164) : soutient l'amendement n° 1111 de M. Jacky Le Menn ; rejeté. (p. 5177, 5178) : soutient l'amendement n° 1121 de M. Jacky Le Menn ; retiré.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Education thérapeutique du patient) (p. 5667, 5668) : parole sur l'article. (p. 5670) : soutient l'amendement n° 790 de M. Bernard Cazeau ; devenu sans objet. - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - Extension des missions des sages-femmes) (p. 5692) : parole sur l'article. - **Article 23 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 3341-2, L. 3342-1 à L. 3342-4 [nouveau] et L. 3353-3 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool aux mineurs et renforcement du contrôle des interdictions en matière de tabac et d'alcool) (p. 5711) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 809 ; rejeté ; et n° 810 ; retiré. - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle) (p. 5715) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 22 ter (précédemment réservés)** (p. 5745) : soutient l'amendement n° 793 de M. Bernard Cazeau (amélioration de l'engagement de l'État dans le financement de la politique nationale de planning familial) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 22 septies (précédemment réservé)** (p. 5749) : son amendement n° 18 : possibilité pour les jeunes adolescentes mineures, sans l'accord ni la présence des parents, d'accéder à la vaccination contre le papillomavirus humain ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 25 quinquies**

(précédemment réservés) (p. 5767) : soutient l'amendement n° 837 de M. Jean-Pierre Demerliat (participation des structures d'imagerie, publiques ou privées, aux actions de dépistage du cancer du sein) ; retiré.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7270, 7271) : parole sur l'article. (p. 7305) : soutient l'amendement n° 24 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté. (p. 7345) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (23 septembre 2009) - **Article 16** (art. 6351-1 A [nouveau], L. 6531-1, L. 6531-3 à L. 6531-6, L. 6531-7-1 [nouveau], L. 6532-1, L. 6533-2 et L. 6533-3 du code du travail - Régime de déclaration d'activité des dispensateurs de formation professionnelle - Publicité de la liste des organismes déclarés) (p. 7949, 7950) : soutient l'amendement n° 150 de M. Claude Jeannerot ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi) (p. 7953, 7954) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative aux recherches sur la personne [n° 35 (2009-2010)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9164, 9165) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique) (p. 9170, 9171) : soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. (p. 9175, 9176) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. (p. 9178) : soutient l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Godefroy ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Première partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2008*) (p. 10050) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 3** (*Ratification du relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général*) (p. 10053) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (13 novembre 2009) - **Article 14** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites "chapeau") (p. 10169) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10183) : soutient l'amendement n° 105 de Mme Nicole Bricq (exception à la hausse de la taxation sur les stock-options pour les petites et moyennes entreprises dites "de croissance") ; rejeté.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10268) : soutient l'amendement n° 239 de M. Jacky Le Menn (intégration du suivi des dépenses des dispositifs médicaux dans l'évaluation périodique des dépenses de médicaments du CEPS) ; retiré.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10629, 10630) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10640) : intervient sur l'amendement n° 4 de M. François Fortassin (mesures en faveur de la construction des logements sociaux).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (21 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 11030) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-81 de M. François Patriat ; devenu sans objet. (p. 11036) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, son sous-amendement n° I-545 ; retiré.

SCHURCH (Mireille)
sénateur (Allier)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Article 8 bis** (*Participation pour voirie et réseaux*) (p.1088) : soutient l'amendement n° 248 de Mme Évelyne Didier ; devenu sans objet. - **Article 9** (*Principes de la politique des transports*) (p. 1091) : parole sur l'article. (p. 1093) : soutient l'amendement n° 192 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. (p. 1100) : intervient sur l'amendement n° 156 de M. Dominique Braye. - **Articles additionnels après l'article 9** (p.1102, 1103) : soutient l'amendement n° 193 de Mme Évelyne Didier (évaluation de la libéralisation du fret ferroviaire) ; rejeté. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1109) : parole sur l'article. (p.1111) : soutient l'amendement n° 194 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. (p. 1113) : soutient l'amendement n° 197 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. (p. 1116) : soutient l'amendement n° 196 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. (p.1117) : soutient l'amendement n° 256 de Mme Évelyne Didier ; retiré. (p. 1118) : soutient l'amendement n° 208 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. (p. 1128) : soutient l'amendement n° 198 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. (p. 1131, 1132) : soutient les amendements n° 209 et 257 de Mme Évelyne Didier ; devenus sans objet. (p. 1139) : soutient l'amendement n° 195 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. (p. 1146) : soutient l'amendement n° 199 de Mme Évelyne Didier ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p.1227, 1235) : soutient les amendements de Mme Évelyne Didier n° 200 et 202 ; rejetés ; et n° 258 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p.2183, 2186) : son intervention. - **Articles additionnels avant le titre 1er** (p. 2213, 2225) : ses amendements n° 43 : réalisation d'un bilan carbone et d'un bilan sur l'emploi, sur l'aménagement du territoire et sur la qualité du service rendu des effets de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire ; n° 44 : insertion systématique d'une clause de réversibilité dans les directives européennes existantes et futures ; rejetés. - **Article 1er** (*Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire*) (p. 2216, 2223) : parole sur l'article. Ses amendements n° 42 ; adopté ; n° 49, 48 et 59 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2009) (p. 2611, 2612) : son amendement n° 50 ; rejeté. - **Article 2** (*Loi n° 97-135 du 13 février 1997 - Dispositions relatives à Réseau ferré de France, RFF*) (p. 2621) : parole sur l'article. (p. 2629) : son amendement n° 52 ; rejeté. - **Article 3** (*Validation d'actes administratifs*) (p. 2637) : son amendement n° 60 ; retiré. - **Article 4** (*Statut et champs de compétence de la Commission de régulation des activités ferroviaires, CRAF*) (p. 2641, 2642) : ses amendements n° 47 ; rejeté ; et n° 41 ; retiré. - **Article 7** (*Pouvoir réglementaire de la CRAF*) (p. 2645) : son amendement n° 55 ; rejeté. - **Article 23** (*art. L. 153-7 du code de la voirie routière - Transport routier*) (p. 2664) : son amendement n° 57 ; rejeté. - **Article 24** (*art. L. 422-5 du code*

de l'aviation civile - Durée de travail et régime de travail du personnel navigant de l'aéronautique civile) (p. 2668) : son amendement n° 37 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2675, 2676) : sur l'amendement n° 138 du Gouvernement (statut et objet de l'Ecole nationale maritime), son sous-amendement n° 144 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2677, 2678) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - Missions des établissements de santé et missions de service public) (p. 4496) : soutient l'amendement n° 375 de M. François Autain ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4551) : soutient l'amendement n° 388 de M. François Autain ; rejeté. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6114-1 à L. 6114-4 du code de la santé publique - Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 4596) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4850) : soutient l'amendement n° 401 de M. François Autain (restriction temporaire au principe de liberté d'installation des médecins en vue de protéger les établissements publics de santé) ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 9 (précédemment réservé)** (p. 4859) : soutient l'amendement n° 449 de M. François Autain (caractère public des comptes des établissements de santé privés commerciaux exerçant des missions de service public) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 5070, 5078) : soutient les amendements de M. François Autain n° 953 ; rejeté ; et n° 959 ; retiré.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 6567, 6568) : soutient les amendements de Mme Evelyne Didier n° 55 et 57 ; rejetés. (p. 6569) : soutient l'amendement n° 58 de Mme Evelyne Didier ; rejeté. (p. 6570) : soutient les amendements de Mme Evelyne Didier n° 59, 61 et 62 ; rejetés. (p. 6572) : soutient l'amendement n° 63 de Mme Evelyne Didier ; rejeté. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France) (p. 6574, 6575) : parole sur l'article. (p. 6576, 6577) : soutient l'amendement n° 64 de Mme Evelyne Didier ; rejeté. (p. 6579) : soutient l'amendement n° 65 de Mme Evelyne Didier ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Le soutien à la recherche) (p. 6597) : soutient l'amendement n° 72 de Mme Evelyne Didier ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (28 septembre 2009) - **Article 16** (art. L. 2213-3-1 [nouveau], L. 5214-16 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coordination des compétences transports urbains, voirie et stationnement sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale dotés de plans de déplacements urbains) (p. 7985, 7986) : parole sur l'article (p. 7988, 7989) : ses amendements n° 442 et 443 ; rejetés. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Définition de l'autopartage et création d'un label spécifique) (p. 8002, 8003) : ses amendements n° 444 ; rejeté ; et n° 445 ; retiré. - **Article 21 (Chapitre X du titre 1er du code de la voirie routière - Modulation des péages en fonction des émissions de gaz à effets de serre des camions mise en place au plus tard le 1er janvier**

2010) (p. 8014, 8019) : ses amendements n° 446, 447 et 449 ; rejetés et n° 448 ; retiré. - **Article 22 (Ordonnance n° 2005-898 du 2 août 2005 - Ratification de l'ordonnance relative aux voies ferrées)** (p. 8023) : son amendement n° 451 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 8031, 8034) : son amendement n° 450 : sécurisation juridique de l'existence de l'Observatoire Energie, Environnement, Transport ; retiré. Le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 901 de la commission (possibilité pour les collectivités territoriales volontaires d'expérimenter le péage urbain).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 30** (p. 8099, 8100) : son amendement n° 452 : reconnaissance de la valeur des biocarburants issus de la transformation des déchets non-alimentaires de la filière bovine ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques) (p. 8301) : son amendement n° 453 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9188, 9190) : les membres du groupe CRC-SPG ne voteront pas ce texte. - **Article 1er** (p. 9212, 9213) : parole sur l'article. - **Article 9 (Saisine de l'autorité de régulation des activités ferroviaires)** (p. 9224, 9225) : le groupe CRC-SPG est opposé à cet article. - **Article 23 quinquies (Nouveau)** (Transports internationaux de voyageurs) (p. 9226) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** : Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Question préalable** (p. 9307) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° 540 de M. Martial Bourquin tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9336) : soutient l'amendement n° 9 de M. Jean-Claude Danglot (réalisation d'un audit sur les conditions de travail des salariés et sur l'emploi précaire à La Poste et dans ses filiales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9410, 9411) : parole sur l'article. (p. 9436, 9437) : favorable à l'amendement n° 23 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut des fonctionnaires de La Poste) (p. 9765) : soutient l'amendement n° 559 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9772) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Michel Teston (reconstitution de la carrière de certains fonctionnaires de La Poste). - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9778, 9779) : soutient l'amendement n° 255 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9788) : intervient sur l'amendement n° 246 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9793) : parole sur l'article. (p. 9796) : soutient l'amendement n° 251 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9800) : soutient l'amendement n° 249 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9804) : intervient sur l'amendement n° 505 de M. Michel Teston. - **Article 10** (art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste) (p. 9806, 9807) : parole sur l'article. -

Article 11 (art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Dispositions transitoires) (p. 9815) : soutient l'amendement n° 257 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 12** (Dispositions diverses de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes) (p. 9818) : parole sur l'article. (p. 9821) : soutient l'amendement n° 74 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9823) : soutient l'amendement n° 77 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9827) : soutient l'amendement n° 563 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9828) : soutient l'amendement n° 86 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9829) : soutient l'amendement n° 90 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Intitulé du titre II** (Dispositions portant transposition de la directive 2008/6/CE du 20 février 2008 et modifiant certaines dispositions du code des postes et des communications électroniques - Service universel de La Poste) (p. 9830, 9831) : soutient l'amendement n° 321 de M. Jean-Claude Danglot (suppression des mesures tendant à la libéralisation totale des activités postales) ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et des communications électroniques - Service universel de La Poste) (p. 9838) : soutient l'amendement n° 94 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9847) : soutient l'amendement n° 98 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 9902) : soutient l'amendement n° 126 de M. Jean-Claude Danglot (suppression de l'article L. 3-1 du code des postes et des communications électroniques) ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et des communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur) (p. 9916, 9917) : soutient les amendements n° 139 et 137 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9920, 9921) : soutient l'amendement n° 146 de M. Jean-Claude Danglot (suppression de l'article L.5-5 du code des postes et des communications électroniques) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 9926) : soutient l'amendement n° 154 de M. Jean-Claude Danglot (suppression de l'ARCEP) ; rejeté. - **Article 25** (Entrée en vigueur du titre Ier) (p. 9928, 9929) : soutient l'amendement n° 160 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 26** (Entrée en vigueur du titre II) (p. 9931) : soutient l'amendement n° 161 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9944, 9945) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11764, 11765) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11777, 11778) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12527, 12528) : son intervention. - **Article 1er BA (Texte non modifié par la commission)** (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre

1986 - Objectifs et calendrier de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes nationales en clair) (p. 12536, 12537) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin ; rejeté. - **Article 1er D (Texte non modifié par la commission)** (art. 102 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Mise en place d'un "fonds parabole") (p. 12542) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 1er GA (Texte non modifié par la commission)** (art. 31 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Suppression, sous certaines conditions, de l'obligation faite au Conseil supérieur de l'audiovisuel de procéder à de nouvelles consultations publiques avant l'attribution d'autorisation d'usage des fréquences radioélectriques) (p. 12542) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin ; rejeté. - **Article 1er HA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-8 du code des postes et des communications électroniques - Unification de la compétence juridictionnelle pour connaître des décisions réglementaires prises par l'ARCEP en matière d'accès au réseau) (p. 12545) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 1er H (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation de la boucle locale très haut débit en dehors des immeubles privés) (p. 12546) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1425-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique) (p. 12546, 12547) : son amendement n° 14 ; rejeté. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Fonds d'aménagement numérique des territoires) (p. 12550, 12551) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Michel Teston. Son amendement n° 16 ; rejeté. (p. 12552) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Michel Teston. (p. 12553) : son amendement n° 17 ; rejeté. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 44-1 nouveau du code des postes et des communications électroniques - Accès au courrier électronique après un changement de fournisseur d'accès à Internet) (p. 12556) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la tarification au débit réel) (p. 12557) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport de l'ARCEP) (p. 12557) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la neutralité des réseaux de communications électroniques) : Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la conservation et l'utilisation des données électroniques) : Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Application de la loi dans les collectivités d'outre-mer) : Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12558, 12559) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Réduction du mandat des conseillers généraux) (p. 12775) : parole sur l'article.

SÉGUIN (Philippe)
*Premier président de la Cour des
comptes*

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** -
(4 février 2009) (p. 1430, 1433) : son intervention.

INTERVENTIONS

SERGENT (Michel)
*sénateur (Pas-de-Calais)
SOC*

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) : pour ne pas bâtir une "cathédrale vide" [n° 403 (2008-2009)] (13 mai 2009) - **Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (17 décembre 2009).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 101 tome 3 annexe 31 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1324) : son amendement n° 333 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires*) (p. 5853) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (29 septembre 2009) - **Article 23** (*Section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie*) (p. 8052, 8059) : ses amendements n° 668 ; retiré ; n° 720 ; adopté, n° 715 ; retiré puis repris par M. François Fortassin. - **Article 25** (*art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables*) (p. 8070) : favorable aux amendements identiques n° 466 de M. Xavier Pintat et n° 515 de M. Jean-Claude Merceron. Son amendement n° 717 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 8083, 8084) : ses amendements n° 718 : sécurisation de la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie ; et n° 719 : élaboration d'un plan climat énergie territorial ; adoptés. - **Article 30** (*art. L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales et loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur - Dispositions relatives aux réseaux de chaleur*) (p. 8105) : soutient l'amendement n° 530 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8107) : son amendement n° 722 : obligation pour les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz, d'élaborer chaque année un plan prévisionnel d'investissement ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10902) : parole sur l'article. (p. 10954) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-76 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11227) : soutient l'amendement n° I-307 de Mme Nicole Bricq (rétablissement de l'ancienne rédaction de l'article 195 du code général des impôts) ; rejeté. (p. 11228) : soutient l'amendement n° I-306 de Mme Nicole Bricq (institution d'une cinquième tranche d'imposition sur le revenu) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11258) : soutient l'amendement n° I-327 de Mme Nicole Bricq (exclusion des prélèvements sociaux des impositions prises en compte pour la détermination du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal) ; rejeté. (p. 11259) : soutient l'amendement n° I-315 de Mme Nicole Bricq (maintien des gains retirés de la cession de valeurs immobilières dans le calcul du revenu utilisé pour le "bouclier fiscal") ; rejeté.

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2009) - rapporteur spécial (p. 12084, 12085) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 12097) : son amendement n° II-26 ; retiré. (p. 12100) : son amendement n° II-25 ; rejeté. - **Article 60** (*Relèvement de la contribution sur la cession des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives au*

profit de la lutte contre le dopage (p. 12101) : position de la commission sur l'amendement n° II-305 du Gouvernement.



SIDO (Bruno)
sénateur (Haute-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (17 décembre 2009).

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil consultatif de l'Internet.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire du Comité national de l'eau.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 42 (2008-2009)] de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 165 (2008-2009)] (14 janvier 2009) - **Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 472 (2008-2009)] de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 488 (2008-2009)] (24 juin 2009) - **Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi [n° 230 (2007-2008)] portant engagement national pour l'environnement [n° 552 tome 1 (2008-2009)] (9 juillet 2009) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi [n° 230 (2007-2008)] portant engagement national pour l'environnement [n° 552 tome 2 (2008-2009)] (9 juillet 2009) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 581 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 936, 937) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 973) : position de la commission sur l'amendement n° 630 de M. Jacques Muller (inscription, en tête de ce texte, du principe de réduction de l'empreinte écologique ainsi que du renversement de la charge de la preuve en cas d'impacts potentiels ou avérés sur l'environnement). - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 978, 987) : ses amendements n° 1 et 2 ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 775 de Mme Odette Herviaux portant sur l'amendement n° 1 précité. Position de la commission sur les amendements n° 517, 518 et 519 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 631 et 632 de M. Jacques Muller, n° 312 de M. Daniel Raoul, n° 245 de Mme Évelyne Didier, n° 696 de M. Michel Houel, n° 340 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 395 de M. Claude Lise.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 2** (*Lutte contre le changement climatique*) (p. 997, 1006) : ses amendements n° 4, 5 et 7 ; adoptés ; n° 3 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 495 de M. Christian Gaudin et n° 6 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 774 du Gouvernement. Position de la commission sur les amendements n° 494 de M. Christian Gaudin, n° 636 de M. Jacques Muller, n° 316 de M. Daniel Raoul, n° 520 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 145 de M. Charles Revet, n° 246 de Mme Évelyne Didier et n° 317 de M. Roland Courteau ainsi que sur les sous-amendements n° 495 et n° 774 précités. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1004) : position de la commission sur l'amendement n° 613 de M. Xavier Pintat (autorisation d'implantation d'une installation soumise à sa conformité à l'engagement national de réduction des émissions de gaz à effet de serre). - **Article 3** (*Objectifs généraux du plan de rénovation des bâtiments*) (p. 1008, 1011) : ses amendements n° 8 et 9 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 153 et 152 de M. Thierry Repentin et n° 259 de Mme Évelyne Didier. - **Article 4** (*Règles de performance énergétique des constructions neuves*) (p. 1012, 1020) : position de la commission sur les amendements n° 635 de M. Jacques Muller, n° 627 de M. Raymond Vall, n° 615 de M. Alain Gournac et n° 260 de Mme Évelyne Didier. Son amendement n° 10 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 361 de M. Alain Vasselle, n° 773 de M. Daniel Raoul, n° 778 de M. Raymond Vall et n° 784 de M. Marcel Deneux, qu'il accepte. - **Article 5** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 1023, 1030) : ses amendements n° 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 637, 638, 639 et 640 de M. Jacques Muller, n° 261 et 262 de Mme Évelyne Didier, n° 713, 712, 171, 176, 174 et 177 de M. Thierry Repentin et n° 130 de M. Rémy Pointereau. (p. 1031, 1036) : position de la commission sur les amendements n° 178, 714, 173 et 175 de M. Thierry Repentin, n° 694, 695 et 681 de M. Jean

Bizet. Ses amendements n° 18, 19, 20, 21, 22 et 23 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1037, 1038) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 179 (procédure en cas de plan de travaux productifs d'économie d'énergie), n° 180 (limitation des hausses de loyers susceptibles de résulter de travaux effectués par les propriétaires), n° 181 (possibilité pour les propriétaires de majorer le loyer à hauteur de 50 % de la réduction des charges mensuelles résultant de travaux d'amélioration) et n° 715 (revalorisation du montant du plafond du livret A). - **Article 6** (*Formation professionnelle et recherche dans le secteur du bâtiment*) (p. 1039, 1042) : position de la commission sur les amendements n° 321 et 323 de M. Daniel Raoul, n° 322 de M. Roland Courteau et n° 339 de M. Jean-Etienne Antoinette. Son amendement n° 24 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 7** (*Prise en compte du développement durable dans l'élaboration des documents d'urbanisme*) (p. 1079, 1087) : position de la commission sur les amendements n° 374 de M. Xavier Pintat, n° 602 de M. Michel Sergent, n° 166, 167, 168 et 169 de M. Thierry Repentin, n° 643, 644 et 645 de M. Jacques Muller, n° 521, 522 et 131 de Mme Marie-Christine Blandin, et n° 247 de Mme Évelyne Didier. - **Article 8 bis** (*Participation pour voirie et réseaux*) (p. 1088) : son amendement n° 25 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 1089) : position de la commission sur l'amendement n° 159 de M. Michel Teston (définition d'une politique des transports et de la mobilité durable). - **Article 9** (*Principes de la politique des transports*) (p. 1092, 1101) : position de la commission sur les amendements n° 160, 161 et 162 de M. Michel Teston, n° 192 de Mme Évelyne Didier, n° 165 de Mme Jacqueline Alquier, n° 499 de M. Claude Biwer, n° 115 de M. Gérard César, n° 616 de M. Albéric de Montgolfier, n° 156 de M. Dominique Braye, ainsi que sur le sous-amendement n° 767 de M. Adrien Gouteyron s'y rapportant. (p. 1093) : son amendement n° 27 ; adopté. (p. 1095) : son amendement n° 28 ; adopté. (p. 1096) : son amendement n° 29 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1103) : position de la commission sur les amendements de M. Michel Teston n° 163 (participation active des compagnies pétrolières au processus de réduction de la dépense énergétique) et n° 164 (évaluation par le Gouvernement de la libéralisation du fret ferroviaire), et n° 193 de Mme Évelyne Didier portant sur le même objet. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 1104) : position de la commission sur l'amendement n° 276 de M. Michel Teston (priorité donnée au réseau ferré dans le cadre de la politique durable des transports). - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1111, 1121) : position de la commission sur les amendements n° 194, 197, 196, 256 et 208 de Mme Évelyne Didier, n° 646 de M. Jacques Muller, n° 277, 271 et 278 de M. Michel Teston, n° 135 de M. Hugues Portelli, n° 500 de M. Claude Biwer, n° 512 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 282 et 281 de M. Roland Ries, et n° 351 de M. Philippe Richert. (p. 1112, 1113) : son amendement n° 30 ; adopté. (p. 1115) : son amendement n° 31 ; adopté. (p. 1117) : son amendement n° 32 ; adopté. (p. 1119, 1120) : son amendement n° 725 ; adopté. (p. 1121, 1132) : position de la commission sur les amendements n° 198, 209 et 257 de Mme Évelyne Didier, n° 143 de M. Charles Revet, n° 513 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 273, 272 et 274 de M. Michel Teston, n° 628 de M. Robert Navarro, n° 114 de M. Francis Grignon, et n° 285 de M. Roland Ries. Position de la commission sur les sous-amendements n° 785 et 786 de M. Michel Teston portant sur ses amendements n° 724 et 35. (p. 1121) : son amendement n° 33 ; retiré. (p. 1122) : son amendement n° 724 ; retiré. (p. 1123) : ses amendements n° 34 et 35 ; adoptés. (p. 1124) : son amendement n° 36 ; adopté. (p. 1125) : ses amendements n° 37 et 38 ; adoptés. (p. 1127) : son amendement n° 39 ; adopté. (p. 1131) : son amendement n° 40 ; adopté. (p. 1133, 1146) : position de la commission sur les amendements n° 275 et 279 de M. Michel Teston, n° 501, 502 et 507 de M. Claude Biwer, n° 682 de M. Jean Bizet, n° 697, 698 et 699 de M. Michel Houel, n° 716 et 717 de M. Rémy Pointereau, n° 286 de M. Roland Ries, n° 496 de M. Daniel Dubois, n° 195 et 199 de Mme Évelyne Didier, et n° 311 de M. Didier Guillaume. (p. 1134) : son amendement n° 41 ; adopté. (p. 1139) : son amendement n° 726 ; adopté. (p. 1140) : ses amendements n° 43 ; retiré ; et n° 44 ; adopté.

(p. 1142) : son amendement n° 45 ; adopté. (p. 1143, 1144) : son amendement n° 42 ; adopté. Position de la commission sur le sous-amendement n° 788 de Mme Marie-Christine Blandin s'y rapportant. - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1147, 1148) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) (p. 1224, 1237) : son amendement n° 46 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 116 de M. Gérard César, n° 144 de M. Charles Revet, n° 288, 289, 293 et 290 de M. Michel Teston, n° 341 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 200, 202 et 258 de Mme Évelyne Didier, n° 498 de M. Daniel Dubois, n° 127, 128 et 129 de M. Rémy Pointereau, n° 287 de Mme Josette Durrieu, n° 483 de M. Daniel Soulage, n° 291 de Mme Nicole Bonnefoy et n° 292 de Mme Michèle André. - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1240, 1250) : position de la commission sur les amendements n° 297, 298 et 299 de M. Michel Teston, n° 301 de M. Thierry Repentin, n° 295 de Mme Françoise Laborde, n° 302 de M. Martial Bourquin, n° 303 et 304 de M. Didier Guillaume, n° 508 de Mme Anne-Marie Payet, n° 504 de M. Claude Biwer et n° 305, 306, 307, 308, 309 et 310 de M. Roland Ries, ainsi que sur les sous-amendements n° 787 de M. Thierry Repentin et n° 789 de M. Jacques Muller portant sur son amendement n° 50 ; adopté. Ses amendements n° 47, n° 48, n° 731 et n° 50 ; adoptés. Reprend l'amendement n° 304 de M. Didier Guillaume ; adopté. - **Article 13** (*Transports en Ile-de-France*) (p. 1252, 1254) : ses amendements n° 51 et 52 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 170 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 350 de M. Jacques Gautier, n° 702 de M. Nicolas About et n° 203 de Mme Évelyne Didier. - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1255) : position de la commission sur l'amendement n° 300 de M. Thierry Repentin. - **Article 13 bis** (*Art. L. 642-3 du code du patrimoine - Allègement de la procédure d'autorisation spéciale pour les travaux effectués dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager*) (p. 1257) : son amendement n° 53 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 611 de M. Yves Dauge et n° 403 de M. Thierry Repentin. - **Article 14** (*Art. 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Objectifs de la politique des transports*) (p. 1257, 1259) : position de la commission sur les amendements n° 404 de M. Michel Teston, n° 204 et 205 de Mme Évelyne Didier. - **Article 15** (*Art. 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 - Schéma national des infrastructures de transport*) (p. 1260, 1264) : son amendement n° 54 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 342 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 450 et 451 de M. Serge Larcher, n° 207 de Mme Évelyne Didier, ainsi que sur les sous-amendements n° 407, 406 et 405 de M. Michel Teston, n° 408 de M. Roland Ries, et n° 409 de Mme Jacqueline Alquier portant sur son amendement n° 54 précité. - **Article 15 bis** (*Art. 4 de la loi du 30 décembre 1982 précitée - Schéma national des infrastructures de transport tous modes*) (p. 1265, 1266) : son amendement n° 55 ; adopté. Sur ce dernier, position de la commission sur les sous-amendements n° 790 de M. Jacques Muller et n° 410 de Mme Jacqueline Alquier. - **Article 16** (*Réduction des consommations d'énergie*) (p. 1268, 1269) : ses amendements n° 57 ; adopté ; et n° 56 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 154 de M. Thierry Repentin qu'il accepte. Position de la commission sur l'amendement n° 324 de M. Daniel Raoul. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1273) : réponse aux orateurs. (p. 1275, 1283) : son amendement n° 58 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 375 de M. Xavier Pintat, n° 780 et 783 de M. Roland Courteau, n° 485 de M. Daniel Soulage et n° 782 de Mme Bernadette Bourzai, qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 118, 119 et 120 de M. Gérard César, n° 325 de M. Daniel Raoul, n° 326, 329, 330 et 331 de M. Roland Courteau, n° 328 de Mme Bernadette Bourzai, n° 263 de Mme Évelyne Didier, ainsi que sur les sous-amendements n° 779 de M. Daniel Raoul, n° 503 et 505 de M. Claude Biwer, n° 781 et 783 de M. Roland Courteau, n° 766 de Mme Évelyne Didier, n° 484 et 768 de M. Daniel Soulage portant sur son amendement n° 58 précité. - **Article 17 bis** (*Concessions hydroélectriques*) (p. 1284, 1285) : son amendement n° 59 ; adopté. - **Article 17 ter** (*Extension du bénéfice de l'obligation d'achat*) : son amendement n° 60 ;

adopté. - **Article 18** (*Essor des biocarburants*) (p. 1286, 1289) : position de la commission sur les amendements n° 648 et 649 de M. Jacques Muller, n° 332 de Mme Odette Herviaux, n° 264 de Mme Évelyne Didier et n° 506 de M. Claude Biwer.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 19** (*Le soutien à la recherche*) (p. 1323, 1331) : position de la commission sur les amendements n° 760 et 733 de M. Louis Nègre, n° 343 et 344 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 333 de M. Michel Sergent, n° 376 de M. Xavier Pintat, n° 334 de M. Roland Courteau, n° 515 de M. Marcel Deneux, n° 524 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 742 de M. Louis Nègre et n° 336 de M. Didier Guillaume. - **Intitulé du chapitre Ier** (*Maintenir et développer la biodiversité*) (p. 1332) : position de la commission sur l'amendement n° 525 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 20** (*Objectifs et actions à mener pour préserver la biodiversité*) (p. 1334) : son amendement n° 61 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 757, 526, 533, 534 et 538 de Mme Marie-Christine Blandin ainsi que par le sous-amendement n° 765 de Mme Anne-Marie Payet. (p. 1334, 1350) : position de la commission sur les sous-amendements précités, sur les sous-amendements n° 121 de M. Gérard César, n° 148 de M. Jean-François Le Grand, n° 776 et 777 de M. Paul Raoult, n° 793, 797, 798, 791, 792, 794, 795, 796, 799 et 800 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 61 précité. Position de la commission sur les amendements n° 146 de M. Charles Revet, n° 650 et 744 de M. Jacques Muller, n° 759 de M. Rémy Pointereau, n° 411 de M. Robert Navarro, n° 186 de Mme Anne-Marie Escoffier, n° 210 de Mme Évelyne Didier, n° 527, 528, 529, 532, 535, 536, 539 et 540 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 21** (*Elaboration de la trame verte et bleue*) (p. 1350) : son amendement n° 62 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 542 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 511 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 1353, 1355) : position de la commission sur les sous-amendements n° 808, 806, 807 et 542 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 511 de Mme Catherine Morin-Desailly portant sur l'amendement n° 62 précité. Position de la commission sur les amendements n° 541, 543 et 544 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 211 de Mme Évelyne Didier. - **Article 22** (*Amélioration de la connaissance dans le domaine de la biodiversité*) (p. 1355) : son amendement n° 63 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 530 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 629 de M. Marc Daunis. (p. 1357, 1359) : position de la commission sur les sous-amendements n° 801, 530, 802 et 803 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 629 de M. Marc Daunis portant sur l'amendement n° 63 précité, ainsi que sur les amendements n° 545, 547 et 546 de Mme Marie-Christine Blandin, et n° 413 et 414 de Mme Odette Herviaux. - **Article 23** (*Financement de la préservation de la biodiversité*) (p. 1361) : position de la commission sur l'amendement n° 548 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 23 bis** (*Déclaration de ruches obligatoire*) (p. 1362) : son amendement n° 64 ; adopté. (p. 1363) : position de la commission sur les amendements n° 752 et 549 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 651 et 652 de M. Jacques Muller. - **Article 23 ter** (*Mise en place d'une interprofession de la filière apicole*) (p. 1364) : son amendement n° 65 ; adopté. - **Article 24** (*Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau*) (p. 1365) : ses amendements n° 66 et 67 ; adoptés. (p. 1365, 1375) : position de la commission sur les amendements n° 369 de M. Alain Vasselle, n° 137, 138, 139, 136 et 140 de M. Charles Revet, n° 488 de M. Daniel Soulage, n° 614 de M. Gérard César, n° 416, 606, 604, 605 et 607 de M. Paul Raoult, n° 212 et 213 de Mme Évelyne Didier, n° 550 et 551 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 25** (*Réduction de la présence dans les milieux aquatiques des substances dangereuses prioritaires*) (p. 1375, 1376) : position de la commission sur les amendements n° 417 de M. Paul Raoult, et n° 215 et 216 de Mme Évelyne Didier. - **Article 25 bis** (*Bon état écologique des masses d'eau*) (p. 1377) : son amendement n° 68 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 122 de M. Gérard César et n° 623 de M. Albéric de Montgolfier. - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 1377, 1378) : position de la commission sur l'amendement n° 217 de Mme Évelyne Didier (protection des habitats et des espèces dans les sites retenus dans le cadre de la mise en place du réseau Natura 2000). - **Article 26** (*Elaboration de la trame*

bleue) (p. 1381, 1383) : position de la commission sur les amendements n° 218 et 219 de Mme Évelyne Didier, n° 655 de M. Jacques Muller, n° 187 de M. Jacques Mézard, n° 465 de M. Roland Courteau, n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 763 de M. Rémy Pointereau. (p. 1383) : position de la commission sur l'amendement n° 817 du Gouvernement. (p. 1389) : position de la commission sur les amendements n° 466 et 467 de M. Serge Andreoni et n° 452 de M. Serge Larcher.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 27** (*Surveillance des milieux aquatiques*) (p. 1438) : position de la commission sur les amendements n° 418 de M. Paul Raoult et n° 401 de M. Serge Larcher. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 1439) : position de la commission sur l'amendement n° 419 de Mme Odette Herviaux (objectif de la politique agricole). - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1445, 1455) : position de la commission sur les amendements n° 221 et 222 de Mme Évelyne Didier, n° 746 et 751 de M. Jacques Muller, n° 123 de M. Gérard César, n° 470, 471 et 472 de M. Didier Guillaume, n° 553 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 426 de Mme Odette Herviaux, n° 370 de M. Alain Vasselle et, sur ce dernier, sur le n° 809 de M. Jacques Muller, sur les amendements n° 487 et 489 de M. Daniel Soulage et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 810 de M. Jacques Muller. (p. 1456, 1464) : position de la commission sur les amendements n° 223, 225, 226 et 227 de Mme Évelyne Didier, n° 747, 748 et 656 de M. Jacques Muller, n° 473 de M. Didier Guillaume, n° 421, 422 et 420 de Mme Odette Herviaux.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1487, 1498) : ses amendements n° 70 ; adopté ; et n° 69 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 362 de M. Alain Vasselle, qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 678 et 679 de M. Jean Bizet, n° 229, 230 et 231 de Mme Évelyne Didier, n° 294 de Mme Françoise Laborde, n° 554, 555 et 556 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 490 de M. Daniel Soulage, n° 661 de M. Jacques Muller, n° 124 de M. Gérard César, n° 423 de Mme Odette Herviaux, n° 182 de M. François Fortassin, n° 371 et 372 de M. Alain Vasselle ainsi que sur les sous-amendements n° 819 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 362 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° 69 précité, et n° 813 et 814 de M. Jacques Muller portant respectivement sur les amendements n° 371 et n° 182 précités. (p. 1500, 1512) : ses amendements n° 71, 72, 73, 74 et 75 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 183 de M. François Fortassin, n° 720 de Mme Gélita Hoarau, n° 474 de M. Roland Courteau, n° 425, 424 et 427 de Mme Odette Herviaux, n° 557 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 373 de M. Alain Vasselle, n° 660 de M. Jacques Muller, n° 234 de Mme Évelyne Didier, n° 497 de M. Daniel Dubois et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 815 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 1513, 1515) : son amendement n° 770 : établissement d'un plan d'urgence en faveur de la préservation des abeilles ; adopté. Sur cet amendement, position de la commission sur les sous-amendements n° 552 et 812 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 816, 658 et 659 de M. Jacques Muller. (p. 1528) : son amendement n° 771 : coordination ; adopté après modification par le sous-amendement n° 818 de Mme Marie-Christine Blandin qu'il accepte. - **Article 29** (*Le développement durable de la filière forêt-bois*) (p. 1529, 1532) : ses amendements n° 76 et 805 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 238, 236, 237 et 235 de Mme Évelyne Didier et n° 428 de Mme Odette Herviaux et n° 662 de M. Jacques Muller. - **Article 30** (*Gestion durable de la mer et du littoral*) (p. 1534, 1539) : position de la commission sur les amendements n° 703, 704, 706 et 705 de Mme Odette Herviaux, n° 453, 454 et 455 de M. Serge Larcher et n° 475, 707 et 478 de M. Roland Courteau. - **Article 31** (*Liens entre environnement et santé*) (p. 1540, 1541) : position de la commission sur les amendements n° 558, de Mme Marie-Christine Blandin et n° 255 de Mme Évelyne Didier. - **Article 32** (*Deuxième plan national santé environnement*) (p. 1543, 1551) : son amendement n° 688 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 259 et 250 de Mme Évelyne Didier, n° 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 709, 567, 569, 570 et 571 de Mme Marie-Christine

Blandin, n° 456 de M. Serge Larcher et n° 708 de M. François Rebsamen. - **Article 33** (*Encadrement de l'emploi des substances chimiques préoccupantes*) (p. 1552, 1553) : position de la commission sur les amendements n° 572, 573 et 574 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 34** (*Réduction de l'exposition aux substances préoccupantes en milieu professionnel*) (p. 1554, 1559) : position de la commission sur les amendements n° 664 et 665 de M. Jacques Muller, n° 575, 576, 577, 578 et 579 de Mme Marie-Christine Blandin, et n° 252 de Mme Evelyne Didier. Son amendement n° 77 ; adopté. Sur ce dernier, position de la commission sur les sous-amendements n° 821 et 822 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 35** (*Lutte contre la pollution de l'air intérieur et extérieur*) (p. 1560, 1566) : ses amendements n° 79 ; adopté ; et n° 78 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 820 de M. Thierry Repentin qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 580, 581, 582, 583 et 584 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 253 de Mme Evelyne Didier, n° 429 et 431 de M. Thierry Repentin, n° 125 et 191 de M. Francis Grignon, n° 349 de Mme Esther Sittler et n° 432 de M. Serge Larcher ainsi que sur le sous-amendement n° 811 de M. Jean-Paul Amoudry portant sur son amendement n° 78 précité. - **Article additionnel après l'article 36** (p. 1567) : position de la commission sur l'amendement n° 433 de M. Thierry Repentin (mesure des nuisances sonores générées par l'utilisation des infrastructures de transports terrestres). - **Article 36 bis** (*Art. L. 581-6, L. 581-19, L. 581-26, L. 581-28 et L. 581-34 du code de l'environnement - Réglementation de la publicité*) (p. 1568) : son amendement n° 80 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 434 de M. Thierry Repentin. - **Article 37** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 1569, 1575) : ses amendements n° 81 et 82 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 585, 589, 590, 586, 587 et 588 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 666 de M. Jacques Muller, et n° 436 de M. Daniel Raoul, ainsi que sur le sous-amendement n° 437 de ce dernier portant sur l'amendement n° 81 précité. - **Article 39** (*Prévention des risques majeurs*) (p. 1576, 1577) : position de la commission sur les amendements n° 479 de M. Roland Courteau et n° 721 de Mme Gélita Hoarau. - **Article additionnel après l'article 39** (p. 1578) : position de la commission sur l'amendement n° 568 de Mme Marie-Christine Blandin (protection juridique des lanceurs d'alerte). - **Article 40** (*Moyens budgétaires*) : son amendement n° 83 ; adopté. - **Article 41** (*Politique de réduction des déchets*) (p. 1580, 1590) : ses amendements n° 86 et 141 ; adoptés ; n° 84 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 353 de M. Dominique Braye qu'il accepte ; et n° 87 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 355 et 356 de M. Dominique Braye qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 241, 240 et 244 de Mme Evelyne Didier, n° 480 de M. Roland Courteau, n° 718 de M. Alain Vasselle, n° 381 et 354 de M. Dominique Braye, n° 514 de Mme Muguette Dini, n° 668 de M. Jacques Muller ainsi que sur les sous-amendements de M. Jacques Muller n° 823 et n° 824 portant respectivement sur les amendements n° 84 et n° 718 précités. (p. 1591, 1597) : ses amendements n° 88, 89, 90 et 91 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 357, 358, 359 et 380 de M. Dominique Braye, n° 492 de M. Daniel Soulage, n° 481 de M. Robert Navarro, n° 608 de M. Michel Sergent, n° 754 et 755 de M. Alain Vasselle et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 825 de M. Jacques Muller. - **Article additionnel après l'article 41** (p. 1598) : position de la commission sur l'amendement n° 243 de Mme Evelyne Didier (moratoire sur la construction d'incinérateurs). - **Article 41 bis** (*Art. L387 A [nouveau] du code général des impôts - Valorisation de l'énergie de récupération*) : son amendement n° 92 ; adopté

- **Suite de la discussion** (6 février 2009) - **Article 42** (*Contribution de l'Etat au développement durable*) (p. 1606) : ses amendements n° 93 et 94 ; adoptés. (p. 1606, 1609) : position de la commission sur les amendements n° 458 de M. Serge Larcher, n° 265 de Mme Evelyne Didier, n° 670 de M. Jacques Muller, n° 360 de M. Dominique Braye, n° 493 de M. Daniel Soulage et n° 439 de M. Didier Guillaume. - **Article 43** (*Nouvelles formes de gouvernance*) (p. 1609, 1610) : position de la commission sur les amendements n° 675 et 671 de M. Jacques Muller et n° 441 de M. Roland Courteau. - **Article**

43 bis (*Critères de représentativité des associations*) (p. 1610) : son amendement n° 96 ; adopté. - **Article 44** (*Collectivités territoriales et développement durable*) (p. 1612, 1615) : position de la commission sur les amendements n° 445 de Mme Jacqueline Alquier, n° 609 et 610 de M. Michel Sergent, n° 711 de M. Didier Guillaume et n° 444 de Mme Bernadette Bourzai. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 1615) : position de la commission sur l'amendement n° 722 de Mme Gélita Hoarau (rôle des chambres d'agriculture en matière de préservation et de valorisation des ressources naturelles). - **Article 45** (*Informations et enquêtes publiques en matière environnementale*) (p. 1616, 1621) : position de la commission sur les amendements n° 672 et 673 de M. Jacques Muller, n° 267 de Mme Evelyne Didier, n° 592, 591, 593, 594 et 595 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 448 et 447 de Mme Odette Herviaux. (p. 1616) : son amendement n° 772 ; adopté. (p. 1617) : son amendement n° 98 ; adopté. (p. 1620) : son amendement n° 99 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 45** (p. 1621) : position de la commission sur l'amendement n° 449 de Mme Odette Herviaux (création d'un dispositif d'alerte permettant aux associations de porter à la connaissance de l'administration une présomption de dommage environnemental). - **Article 46** (*Entreprises et développement durable*) (p. 1622, 1624) : ses amendements n° 100 et 101 ; adoptés ; et n° 102 ; rejeté. Position de la commission sur les amendements n° 269 et 268 de Mme Evelyne Didier et n° 596 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 47** (*Information, consommation et développement durable*) (p. 1624) : son amendement n° 105 ; adopté. (p. 1625) : ses amendements n° 103 et 104 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 47** (p. 1626) : position de la commission sur l'amendement n° 674 de M. Jacques Muller (lutte contre l'écoblanchiment). - **Article 48** (*Formation et développement durable*) (p. 1627, 1629) : position de la commission sur les amendements n° 749 de M. Jacques Muller et n° 597, 598, 599, 600 et 601 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Intitulé du titre VI** (*Dispositions propres aux départements, régions et collectivités d'outre-mer*) (p. 1630) : son amendement n° 106 ; adopté. - **Article 49** (*Dispositions applicables à l'outre-mer*) (p. 1633) : ses amendements n° 107 et 108 ; adoptés. (p. 1634, 1644) : position de la commission sur les amendements n° 398 de M. Claude Lise, n° 385, 386, 387, 383 et 384 de M. Georges Patient, n° 676 de M. Jacques Muller, n° 345 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 459, 460, 461, 462 et 463 de M. Serge Larcher et n° 723 de Mme Gélita Hoarau. (p. 1638) : son amendement n° 109 ; adopté. (p. 1641) : son amendement n° 110 ; adopté. (p. 1644, 1654) : position de la commission sur les amendements n° 399 et 400 de M. Claude Lise, n° 389, 391, 393, 388, 394, 390 et 392 de M. Georges Patient, n° 677 de M. Jacques Muller, n° 342, 347, 346, 348 et 382 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 464 de M. Serge Larcher et n° 510 de Mme Anne-Marie Payet. (p. 1654) : son amendement n° 112 ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 1654) : son amendement n° 113 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble et adoption d'un projet de loi** (p. 1665, 1666) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) (p. 1742, 1743) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3127, 3128) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3713, 3715) : son intervention. - **Article 4** (*Conventions de transfert*) (p. 3721) : intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 3748) : son amendement n° 6 : possibilité pour le département d'effectuer, pour le compte et à la demande d'un établissement public, l'entretien de l'ensemble de ses moyens matériels et notamment de ceux assurant les missions d'intervention et de sécurité civile ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3750) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 5907) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Pierre Hérisson (modalités de la mutualisation entre opérateurs de la partie terminale des réseaux en fibres optiques en vue du déploiement de la fibre optique dans les immeubles à partir de 2010).

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6481, 6482) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 6536, 6539) : son intervention. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 6553, 6564) : position de la commission sur les amendements n° 44 de M. Daniel Raoul, n° 89 de M. Daniel Soulage, n° 35 de M. Jacques Muller, n° 2, 3 et 5 de M. Thierry Repentin, et n° 54 de Mme Évelyne Didier. - **Rappel au règlement** (p. 6558) : intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Guillaume. - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 6568, 6573) : position de la commission sur les amendements n° 55, 57, 58, 59, 61, 62 et 63 de Mme Évelyne Didier, et n° 90 et 91 de M. Jacques Muller. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 6575, 6580) : position de la commission sur les amendements n° 9 de M. Didier Guillaume, n° 6, 8 et 11 de M. Roland Ries, n° 7 et 10 de M. Thierry Repentin, et n° 64, 65 et 66 de Mme Évelyne Didier. - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4 de la loi du 30 décembre 1982 - Schéma national des infrastructures de transport*) (p. 6581) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de M. Michel Teston. - **Article 17 (Développement des énergies renouvelables)** (p. 6582, 6587) : position de la commission sur les amendements n° 1 de M. Claude Biwer, n° 53 de M. Daniel Soulage, n° 52 de M. Jean-Claude Merceron, n° 22, 23 et 24 de M. Roland Courteau, et n° 69 de Mme Évelyne Didier. (p. 6586) : réponse à M. Didier Guillaume. - **Article 18 (Essor des biocarburants)** (p. 6589, 6592) : position de la commission sur les amendements n° 20 de M. Jacques Muller, n° 70 de Mme Évelyne Didier, et n° 21 de Mme Odette Herviaux. (p. 6596) : réponse à M. Jacques Muller. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Le soutien à la recherche*) (p. 6596, 6598) : position de la commission sur les amendements n° 71 et 72 de Mme Évelyne Didier, n° 37 de M. Jacques Muller, et n° 18 de M. Didier Guillaume. - **Article 26 (Élaboration de la trame bleue)** (p. 6598, 6602) : position de la commission sur les amendements n° 92 de M. Jacques Muller, n° 74 de Mme Évelyne Didier, et n° 47 de M. Daniel Soulage. - **Article 34 (Réduction de l'exposition aux substances préoccupantes en milieu professionnel)** (p. 6603) : position de la commission sur l'amendement n° 75 de Mme Évelyne Didier. - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Surveillance des risques émergents*) (p. 6604, 6607) : position de la commission sur les amendements n° 93 du Gouvernement, n° 76 de Mme Évelyne Didier, n° 84 et 85 de M. Daniel Raoul, et n° 45 de M. Hervé Maurey. - **Article 41 (Politique de réduction des déchets)** (p. 6609, 6614) : position de la commission sur les amendements n° 48 et 49 de M. Daniel Soulage, n° 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 de M. Jacques Muller, et n° 78 de Mme Évelyne Didier. - **Article 42 (Contribution de l'État au développement durable)** (p. 6615, 6616) : position de la commission sur les amendements n° 80 de Mme Évelyne Didier et n° 86 de M. Didier Guillaume. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (*Nouvelle forme de gouvernance*) (p. 6617) : position de la commission sur l'amendement n° 81 de Mme Évelyne Didier. - **Article 44 (Collectivités territoriales et développement durable)** (p. 6618) : position de la commission sur l'amendement n° 46 de M. Hervé Maurey. - **Article 45 (Informations et enquêtes publiques en matière environnementale)** (p. 6619, 6620) : position de la commission sur les amendements n° 43 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 83 de Mme Évelyne Didier, et n° 88 de Mme Odette

Herviaux. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6623) : son intervention.

- **Commission mixte paritaire [n° 128 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 7436, 7437) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 7470, 7471) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 8051) : position de la commission sur l'amendement n° 136 de M. Claude Biwer (transposition de la directive européenne relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables adoptée par le Parlement européen le 17 décembre 2008). - **Article 23 (Section I du chapitre II du titre II du livre II du code de l'environnement - Instauration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie)** (p. 8052, 8060, 8083) : position de la commission sur les amendements n° 668, 720 et 715 de M. François Fortassin, n° 465 et 470 de M. Xavier Pintat, n° 513 et 514 de M. Jean-Claude Merceron, n° 380 et 379 de Mme Évelyne Didier, n° 556 de M. Thierry Repentin, n° 555 de M. Roland Courteau, n° 573 de M. Georges Patient et n° 124 de M. Philippe Richert. Demande que le vote sur les amendements identiques n° 470, n° 514 et n° 720 précités soient réservés jusqu'après l'examen de l'amendement n° 468 de M. Xavier Pintat portant article additionnel après l'article 26 ; acceptée par le Gouvernement, la réserve est de droit. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 8060, 8066) : position de la commission sur les amendements de M. Daniel Raoul n° 670 (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques) et n° 554 (création d'un comité régional de concertation associant les collectivités territoriales sur les questions énergétiques) et n° 672 de M. Serge Larcher (modalités d'encadrement de l'implantation des centrales photovoltaïques). - **Article 25 (art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Élaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables)** (p. 8069, 8074) : ses amendements n° 916, 917 et 918 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 466 et 467 de M. Xavier Pintat, n° 716 et 557 de M. Roland Courteau, n° 515 de M. Jean-Claude Merceron, n° 717 de M. Michel Sergent et n° 572 de M. Jean-Etienne Antoinette. - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 8074) : position de la commission sur l'amendement n° 834 de Mme Fabienne Keller (extension du dispositif de l'article 200 quater du code général des impôts à certains matériels électriques, et notamment "boîtiers intelligents"). - **Article 26 (Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux)** (p. 8077, 8082) : son amendement n° 919 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 605 et 606 de M. Jacques Muller, n° 678 et 677 de Mme Jacqueline Gourault, n° 551 et 552 de M. Jean-Paul Alduy, n° 381 de Mme Évelyne Didier, n° 495 de M. Robert Tropeano, n° 558 de M. Roland Courteau, n° 559 de M. Jacky Le Menn, n° 126 de M. Philippe Richert, n° 561 de M. Thierry Repentin et n° 316 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 8083, 8084) : position de la commission sur les amendements de M. Xavier Pintat n° 468 (sécurisation de la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie, MDE) et n° 469 (élaboration d'un plan climat énergie territorial), de M. Jean-Claude Merceron n° 516 (sécurisation de la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie) et n° 517 (élaboration d'un plan climat énergie territoriale), de M. Michel Sergent n° 718 (sécurisation de la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande d'énergie) et n° 719 (élaboration d'un plan climat énergie territorial). - **Article 27 (art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie)** (p. 8086, 8094) : position de la

commission sur les amendements n° 382, 384 et 383 de Mme Évelyne Didier, n° 587, 588 et 589 de M. Charles Revet, n° 563, 566, 665 et 564 de M. Thierry Repentin, n° 348 et 349 de M. Roland du Luart, n° 680 et 679 de Mme Jacqueline Gourault, n° 562 de M. Roland Courteau, n° 318 de Mme Anne-Marie Payet, n° 567 de M. Claude Bérit-Débat, n° 565 de M. Daniel Raoul, n° 471 de M. Xavier Pintat, n° 522 de M. Jean-Claude Merceron, n° 721 de M. Michel Sergent et n° 607 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 8095) : position de la commission sur les amendements n° 568 de M. Thierry Repentin (exonération d'impôt sur les sociétés pour le produit de la cession des certificats d'économie d'énergie réalisée par les organismes HLM) et n° 687 de M. Daniel Raoul (ouverture du dispositif d'éco-prêt à taux zéro aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale pour les travaux réalisés dans leurs bâtiments). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 8099) : position de la commission sur l'amendement n° 870 de M. Jean-Etienne Antoinette (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'évaluation des puits de carbone retenus par les massifs forestiers et leur possible valorisation financière par les territoires). - **Articles additionnels avant l'article 30** (p. 8100) : position de la commission sur les amendements n° 452 de Mme Mireille Schurch (reconnaissance de la valeur des biocarburants issus de la transformation des déchets non-alimentaires de la filière bovine) et n° 601 de M. Ladislav Poniatowski (création d'un comité de suivi des énergies renouvelables au sein du Conseil supérieur de l'énergie). - **Article 30** (art. L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales et loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur - Dispositions relatives aux réseaux de chaleur) (p. 8103, 8106) : position de la commission sur les amendements n° 532, 533, 530, 531 et 534 de M. Thierry Repentin, n° 386 et 385 de Mme Évelyne Didier et n° 585 de Mme Françoise Férat. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8106, 8107) : position de la commission sur l'amendement n° 387 de Mme Évelyne Didier (suppression du taux réduit de TVA dont bénéficient les abonnements à la fourniture de chaleur produite, au moins à 50 %, à partir des déchets) et sur les amendements identiques n° 472 de M. Xavier Pintat, n° 518 de M. Jean-Claude Merceron et n° 722 de M. Michel Sergent (obligation pour les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz, d'élaborer chaque année un plan prévisionnel d'investissement). - **Article 33** (art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Extension aux départements et aux régions du bénéfice de l'obligation d'achat d'électricité) (p. 8109, 8110) : position de la commission sur les amendements n° 667 de M. Thierry Repentin, n° 892 du Gouvernement et n° 535 de M. Roland Courteau. - **Article additionnel après l'article 33** (p. 8110) : position de la commission sur l'amendement n° 536 de M. Thierry Repentin (exonération d'impôt sur les sociétés pour les bailleurs sociaux installant des panneaux photovoltaïques dans leur parc social).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Article 34** (art. 10-1 de la loi n° 2000-108 (cf. sous art. 33) et art. L. 553-2 à L. 553-4 du code de l'environnement - Développement maîtrisé de l'énergie éolienne) (p. 8125, 8129) : position de la commission sur les amendements n° 538, 541, 537 et 540 de M. Roland Courteau, n° 583 de M. Jean Bizet et n° 922 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8131) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 485 de M. Marcel Deneux, n° 542 de M. Roland Courteau et n° 608 de M. Jacques Muller (programmation pluriannuelle des objectifs de développement de l'énergie éolienne). - **Article 35** (Loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - Aménagement de la redevance sur les concessions hydroélectriques) (p. 8134, 8135) : position de la commission sur les amendements n° 543 et 544 de M. Roland Courteau, et n° 609 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8135, 8137) : position de la commission sur les amendements n° 164 de Mme Françoise Férat (autorisation pour les agriculteurs d'exploiter ou de faire exploiter des panneaux photovoltaïques et des installations de production d'électricité ou de chaleur à partir de produits issus de leurs exploitations), n° 388 de

Mme Évelyne Didier (rapport d'évaluation de l'ensemble des mesures de soutien au développement des énergies renouvelables) et n° 545 de M. Marc Daunis (réflexion sur la normalisation des batteries électriques utilisées dans les véhicules produits en France). - **Article 35 bis (Nouveau)** (art. 200 quater du code général des impôts - Incitation fiscale au renouvellement des chaudières à bois) (p. 8137, 8138) : position de la commission sur l'amendement n° 893 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 8138, 8139) : position de la commission sur les amendements n° 123 de M. Yann Gaillard (interdiction de revendre les bois de chauffage remis en nature) et n° 610 de M. Jacques Muller (mesures tendant à favoriser le développement des installations photovoltaïques et des installations de pico-hydroélectricité). - **Article 36** (art. L. 254-1 à L. 254-12 [nouveau] du code rural - Encadrement des activités de vente, d'application et de conseil des produits phytopharmaceutiques) (p. 8142, 8147) : position de la commission sur les amendements n° 763, 760, 761, 762 et 765 de Mme Odette Herviaux, n° 611 de M. Jacques Muller, et n° 389 de Mme Évelyne Didier. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8148, 8149) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 612 de M. Jacques Muller et n° 766 de Mme Odette Herviaux (contrôle des matériels d'application des produits phytopharmaceutiques) ainsi que sur l'amendement n° 764 de Mme Odette Herviaux (responsabilité du ministre de l'agriculture dans l'adaptation de la recherche agronomique aux objectifs de la politique environnementale). - **Article 39** (art. L. 253-9 [nouveau], L. 253-4 et L. 253-17 [nouveau] du code rural - Elimination des produits phytopharmaceutiques ne bénéficiant pas d'une autorisation de mise sur le marché) (p. 8151, 8153) : position de la commission sur les amendements n° 505, 506, 507 et 508 de M. Jean Bizet ainsi que sur l'amendement n° 767 de Mme Odette Herviaux. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 253-7 et L. 253-17 du code rural - Interdiction de la publicité sur les produits phytopharmaceutiques à destination des jardiniers amateurs) (p. 8155, 8156) : position de la commission sur les amendements n° 511 de M. Jean Bizet, n° 390 de Mme Évelyne Didier, et n° 613 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 8158, 8159) : position de la commission sur les amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 768 (établissement d'une liste des éléments naturels servant à l'élaboration des préparations naturelles peu préoccupantes) et n° 616 (exclusion des préparations naturelles peu préoccupantes du champ d'application des articles relatifs aux produits phytopharmaceutiques), ainsi que sur les amendements n° 769 de Mme Odette Herviaux et n° 770 de M. Jacky Le Menn. - **Article 40 bis (Nouveau)** (art. L. 253-3 du code rural - Dérogations à l'interdiction d'épandage aérien de produits phytopharmaceutiques) (p. 8161) : position de la commission sur les amendements n° 391 de Mme Évelyne Didier et n° 771 de Mme Odette Herviaux. - **Article 40 ter (Nouveau)** (Rapport au Parlement sur l'utilisation de produits phytopharmaceutiques) (p. 8161) : position de la commission sur l'amendement n° 772 de Mme Odette Herviaux. - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 8162) : position de la commission sur l'amendement n° 894 du Gouvernement (dans le cadre du plan Écophyto, possibilité pour l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques d'apporter des concours financiers aux personnes publiques ou privées). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-6, L. 640-2 et L. 641-19-1 [nouveau] du code rural - Instauration d'une certification à haute valeur environnementale pour les exploitations agricoles) (p. 8166, 8170) : son amendement n° 829 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 773, 774 et 775 de Mme Odette Herviaux, n° 166 de Mme Françoise Férat, n° 617 et 618 de M. Jacques Muller, ainsi que sur les sous-amendements n° 925 et 924 de M. Jacques Muller portant respectivement sur les amendements n° 829 et 774 précités. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 8171, 8172) : position de la commission sur les amendements n° 392 de Mme Évelyne Didier (ajout d'un volet consacré à l'agriculture biologique dans le programme de formation des lycées agricoles) et n° 491 de M. Daniel Soulage (dispositif de transition avant la mise en œuvre du nouveau système de certification environnementale). - **Article 44** (art. L. 123-4 du code rural - Versement d'une soule en cas d'échange de

parcelles certifiées en agriculture biologique) (p. 8173) ; à titre personnel, favorable à l'amendement n° 393 de Mme Evelyne Didier. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 8174) : position de la commission sur l'amendement n° 167 de Mme Françoise Férat (création d'une commission départementale de protection des terres agricoles et naturelles). - **Article 44 bis (Nouveau)** (*Définition d'une politique génétique des semences et plants*) (p. 8176, 8177) : position de la commission sur les amendements n° 619 de M. Jacques Muller et n° 776 de Mme Odette Herviaux. - **Article 44 quater (Nouveau)** (*art. L. 664-1 du code rural - Indication de la variété des fruits, légumes et plantes horticoles*) (p. 8178) : position de la commission sur l'amendement n° 620 de M. Jacques Muller. - **Article 44 quinquies (Nouveau)** (*Remise au Parlement d'un rapport public sur le respect des objectifs fixés en matière de développement de l'agriculture biologique*) (p. 8179) : souhaite la dématérialisation des rapports au Parlement. - **Article 45** (*art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Constitution d'une trame verte et bleue*) (p. 8182, 8192) : position de la commission sur les amendements n° 394, 395, 396, 397, 399 et 398 de Mme Evelyne Didier, n° 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627 et 628 de M. Jacques Muller, n° 777, 778 et 779 de M. Paul Raoult, n° 662 de M. Daniel Soulage, n° 780 de M. Jacky Le Menn, n° 676 de Mme Jacqueline Gourault et n° 459 de Mme Françoise Férat. Ses amendements n° 374 et 350 ; adoptés. - **Article 46** (*art. L. 212-1 et L. 214-17 du code de l'environnement - Mesures de coordination*) (p. 8193) : position de la commission sur l'amendement n° 460 de Mme Françoise Férat.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 47** (*art. L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 du code de l'environnement - Plans nationaux d'action pour la conservation ou le rétablissement des espèces*) (p. 8204, 8208) : position de la commission sur les amendements n° 887 du Gouvernement, n° 629, 630 et 631 de M. Jacques Muller, n° 371 et 482 de M. Jean-François Le Grand, n° 782 et 783 de M. Paul Raoult, n° 784 de M. Serge Larcher et n° 400 de Mme Evelyne Didier. - **Article additionnel avant l'article 48** (p. 8209) : position de la commission sur l'amendement n° 869 de M. Charles Revet (nécessité de procéder à une étude globale avant de classer un espace géographique ou un site particulier). - **Article 48** (*art. L. 414-9 et L. 414-10 [nouveaux] du code de l'environnement - Renforcement des plans nationaux d'action pour la protection des espèces menacées et des conservatoires botaniques nationaux*) (p. 8211) : son amendement n° 910 ; adopté. (p. 8211, 8214) : position de la commission sur les amendements n° 632 et 634 de M. Jacques Muller, n° 786 et 787 de M. Paul Raoult et n° 401 de Mme Evelyne Didier. - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 310-1 du code de l'environnement - Création d'une structure chargée de l'inventaire et de la conservation du patrimoine naturel de la Guyane*) (p. 8214) : position de la commission sur l'amendement n° 789 de M. Georges Patient. - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-7-1 [nouveau] et L. 216-1 du code de l'environnement - Intervention sur les ouvrages hydrauliques privés pour assurer la continuité écologique des eaux*) (p. 8215, 8216) : position de la commission sur les amendements n° 591 de M. Charles Revet et n° 790 de M. Paul Raoult. - **Article additionnel après l'article 50** (p. 8217) : position de la commission sur l'amendement n° 791 de M. Paul Raoult (rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 8218) : position de la commission sur les amendements n° 792 de M. Paul Raoult (renforcement du rôle joué par les associations dans l'acquisition des zones humides) et n° 886 du Gouvernement (présence d'un représentant du personnel au Conseil d'administration du Conservatoire du littoral). - **Article 52** (*art. L. 211-1-4 [nouveau], L. 216-1, L. 216-3 et L. 216-5 du code de l'environnement - Mise en place d'une bande enherbée de cinq mètres le long des cours d'eau*) (p. 8219, 8222) : position de la commission sur les amendements n° 853 de M. Alain Vasselle, n° 592 de M. Charles Revet, n° 793 de M. Claude Lise, n° 636 de M. Jacques Muller et n° 461 de Mme Françoise Férat. (p. 8221) : son amendement n° 909 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8222, 8226) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet, de

M. Jacques Blanc n° 139, n° 140, n° 141, n° 142, n° 143 et n° 144 (mise en œuvre de la réforme des parcs nationaux) ainsi que sur l'amendement n° 794 de M. Claude Lise (classement des ravines dans le domaine public fluvial). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 8228, 8229) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet de Mme Evelyne Didier n° 404, 405 et 406 et de M. Paul Raoult n° 795, 796 et 797 (modification du cadre juridique de la prise des décisions concernant la création et la gestion des réserves naturelles régionales). - **Article additionnel avant l'article 55** (p. 8230) : position de la commission sur l'amendement n° 483 de M. Jean-François Le Grand (définition des activités industrielles soumises à la taxe annuelle due par les producteurs de boues). - **Article 55** (*art. L. 511-3 du code rural - Habilitation des chambres d'agriculture à bénéficier d'une autorisation de prélèvement collective*) : position de la commission sur l'amendement n° 885 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 8231) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 484 de M. Jean-François Le Grand et n° 820 de M. Eric Doligé (modification de l'assiette de la taxe sur les boues). - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 212-4 et L. 213-2 du code de l'environnement, art. 83 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coopération intercommunale dans le domaine de l'eau*) (p. 8232, 8236) : son amendement n° 911 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 594 de M. Charles Revet, n° 798, 799 et 800 de M. Paul Raoult, n° 898 du Gouvernement ainsi que sur le sous-amendement n° 902 de M. Daniel Raoul s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 8236, 8241) : son amendement n° 912 : adaptation du calendrier d'élaboration des SDAGE et des SAGE ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 801 de M. Serge Andreoni (simplification de l'organisation des syndicats intercommunaux de sous-bassins versant adhérent à un établissement public territorial de bassins), n° 866 de M. Charles Revet (obligation pour le service instructeur du permis de construire de solliciter pour avis les services chargés de l'assainissement non collectif des eaux usées), n° 888 du Gouvernement (création d'un établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin) ainsi que sur les sous-amendements de M. Paul Raoult n° 926, 927 et 928 s'y rapportant. - **Article 57** (*art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 1331-1-1 et L. 1331-6 du code de la santé publique - Contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes*) (p. 8242, 8246) : position de la commission sur les amendements n° 802, 803 et 804 de M. Paul Raoult, n° 595 de M. Charles Revet, n° 489 de M. Daniel Soulage et n° 891 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 57** (p. 8246) : position de la commission sur l'amendement n° 528 de M. Jacques Mézard (aide en faveur de la rénovation du parc français de dispositifs d'assainissement non collectif). - **Article 58** (*art. L. 2224-5, L. 2224-7-1 et L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et art. L. 213-10-9 et L. 213-14-1 du code de l'environnement - Inventaire des réseaux de distribution d'eau des collectivités et incitation à la réduction des fuites en réseaux*) (p. 8248, 8252) : position de la commission sur les amendements n° 596 et 597 de M. Charles Revet, n° 402 et 403 de Mme Evelyne Didier, n° 806 de M. Paul Raoult et n° 930 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 8252) : son amendement n° 913 : rédaction ; adopté. (p. 8253) : position de la commission sur l'amendement n° 890 du Gouvernement (instauration d'une base législative pour le "transfert" des fichiers de tarification concernant les changements de délégataires). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1321-2 du code de la santé publique - Protection des périmètres de captage d'eau*) (p. 8253, 8255) : position de la commission sur l'amendement n° 598 de M. Charles Revet. (p. 8254) : son amendement n° 914 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 59** (p. 8255, 8256) : position de la commission sur l'amendement n° 599 de M. Charles Revet (possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de se grouper sous forme de syndicats mixtes pour assurer la maîtrise d'ouvrage d'opérations intéressantes les services d'eau potable, l'assainissement et la collecte ou l'élimination des déchets ménagers). - **Article 60**

(art. L. 219-1 à L. 219-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Stratégie de gestion intégrée de la mer et du littoral*) (p. 8264, 8266) : position de la commission sur les amendements n° 807, 808, 809, 810, 811 et 812 de Mme Odette Herviaux, n° 889 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 903, 904, 905 et 906 de Mme Odette Herviaux s'y rapportant. - **Article 61 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41 et 43 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - *Conseil national de la mer et du littoral*) (p. 8266, 8267) : position de la commission sur les amendements n° 408 de Mme Évelyne Didier, n° 813 de Mme Odette Herviaux ainsi que sur le sous-amendement n° 897 de M. Patrice Gérard s'y rapportant. - **Article additionnel après l'article 62** (p. 8268, 8269) : position de la commission sur l'amendement n° 815 de M. Jean-Etienne Antoinette (précision des modalités d'élaboration du schéma minier pour la Guyane). - **Article 64 bis (Nouveau)** (art. 68-20-1 du code minier - *Consultation de la commission départementale des mines sur le schéma minier guyanais*) (p. 8270) : position de la commission sur les amendements n° 816, 817, 818 et 819 de M. Georges Patient. - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales - *Recherche dans le domaine de l'eau et de l'assainissement*) (p. 8271) : son amendement n° 915 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 8271, 8272) : position de la commission sur les amendements n° 138 de Mme Anne-Marie Payet (développement des filières bois dans les départements et régions d'outre-mer) et n° 637 de M. Jacques Muller (protection de la diversité biologique en faveur des peuples autochtones du territoire français).

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8477, 8478) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (7 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Points de contact de La Poste*) (p. 9691, 9692) : favorable à l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Mission d'aménagement du territoire*) (p. 9715) : intervient sur l'amendement n° 490 de M. Michel Teston.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

SIGNÉ (René-Pierre)
sénateur (Nièvre)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11310, 11312) : votera les amendements identiques n° I-174 de M. Dominique Braye et n° I-435 de M. Yves Détraigne (exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets).

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43 (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle)** (p. 12200) : intervient sur l'amendement n° II-200 de la commission (mise en place du second volet de la réforme de la taxe professionnelle). (p. 12212) : sur l'amendement n° II-200 précité, son sous-amendement n° II-387 ; retiré. (p. 12231) : intervient sur le sous-amendement n° II-370 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° II-200 précité,

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (18 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 29 nonies** (p. 13114) : favorable à l'amendement n° 109 de Mme Françoise Férat (possibilité pour toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole d'exploiter des panneaux photovoltaïques ou une production d'électricité à partir de sous-produits de son exploitation). - **Article 30 quater (Nouveau)** (*Aménagement du régime du droit de passeport pour les navires de plaisance*) (p. 13122) : favorable à l'amendement n° 236 de la commission. - **Article 30 quinquiés (Nouveau)** (*Compensation de contribution carbone au bénéfice des biocarburants*) (p. 13124, 13125) : défavorable à l'amendement n° 51 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 30 sexies** (p. 13127, 13128) : soutient l'amendement n° 94 de M. Dominique Braye (exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 13153, 13155) : soutient l'amendement n° 18 de M. François Trucy (possibilité pour une collectivité territoriale d'accorder une subvention d'équipement à un syndicat mixte) ; adopté. Son amendement n° 58 : financement de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs ; adopté.

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (13 mai 2009) - **Question préalable** (p. 4464, 4465) : souhaite le retrait de ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de Mme Françoise Cartron sur les jardins d'éveil** - (21 octobre 2009) (p. 8836, 8837) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales** [n° 61 (2009-2010)] - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9397) : intervient sur l'amendement n° 368 de M. Michel Teston (prise en compte des exigences d'aménagement du territoire par le service public postal).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9464) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Jean-Claude Danglot et n° 445 de M. Michel Teston.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) (p. 11801, 11803) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux** [n° 132 (2009-2010)] - (16 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 12792) : soutient l'amendement n° 38 de M. Yves Krattinger (nombre de conseillers généraux du département de la Nièvre) ; rejeté.

SITTLER (Esther)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 173 (2008-2009)] (16 janvier 2009) - **Budget - Société.**

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à ce qu'un avis de suspension de permis de conduire soit adressé systématiquement à toute entreprise ou autorité administrative employant des conducteurs de véhicules à moteur [n° 434 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Entreprises - Police et sécurité - Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (5 février 2009) - **Article 35** (*Lutte contre la pollution de l'air intérieur et extérieur*) (p. 1562, 1565) : soutient les amendements de M. François Grignon n° 125 ; adopté et n° 191 ; retiré. Son amendement n° 349 ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Article 59** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 1321-2 du code de la santé publique - Protection des périmètres de captage d'eau*) (p. 8254, 8255) : intervient sur l'amendement n° 914 de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 81** (p. 8316, 8317) : ses amendements n° 475 : contrôle des installations classées dans le cadre de la prévention des risques industriels ; et n° 476 : délais de recours en cas d'autorisation d'une installation classée ; adoptés.

SOULAGE (Daniel)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (8 juillet 2009).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) le 27 octobre 2009.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité le 21 juillet 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets le 14 octobre 2009 ; puis rapporteur le 10 novembre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 46 (2009-2010)] (19 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural [n° 105 tome 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Agriculture et pêche - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 939, 940) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article 9** (*Principes de la politique des transports*) (p. 1094) : intervient sur les amendements n° 165 de Mme Jacqueline Alquier et n° 499 de M. Claude Biwer. - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 1135) : soutient l'amendement n° 496 de M. Daniel Dubois ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) - **Article 11** (*Transport de voyageurs*) (p. 1229, 1232) : soutient l'amendement n° 498 de M. Daniel Dubois ; retiré. Son amendement n° 483 ; adopté. - **Article 12** (*Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France*) (p. 1241) : soutient l'amendement n° 504 de M. Claude Biwer ; adopté. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 1276, 1278) : sur l'amendement n° 58 de la commission, soutient les sous-amendements de M. Claude Biwer n° 503 ; rejeté ; et n° 505 ; retiré. Sur le même amendement, ses sous-amendements n° 485 ; adopté ; n° 484 et n° 768 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 24** (*Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau*) (p. 1367) : son amendement n° 488 ; adopté. - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 1386) : intervient sur les amendements n° 187 de M. Jacques Mézard, n° 465 de M. Roland Courteau et n° 516 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 28** (*Agriculture durable*) (p. 1443, 1444) : parole sur l'article. (p. 1446, 1448) : ses amendements n° 487 ; adopté ; et n° 489 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1490) : son amendement n° 490 ; adopté. (p. 1501, 1503) : soutient l'amendement n° 497 de M. Daniel Dubois ; retiré.

- **Suite de la discussion** (10 février 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble et adoption d'un projet de loi** (p. 1672, 1673) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3769, 3770) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3800, 3801) : son amendement n° 5 : mise en place d'une base juridique à l'activité de moto taxi ; adopté. - **Article 6** (*Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France*) (p. 3806) : son amendement n° 22 ; adopté.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3954, 3956) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6542, 6544) : son intervention. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Rénovation thermique des bâtiments existants*) (p. 6553) : soutient l'amendement n° 44 de M. Hervé Maurey ; retiré puis repris par M. Daniel Raoul. (p. 6563, 6564) : son amendement n° 89 ; adopté. - **Article 17** (*Développement des énergies renouvelables*) (p. 6586) : son amendement n° 53 ; retiré. - **Article 26** (*Élaboration de la trame bleue*) (p. 6599, 6600) : intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jacques Muller. (p. 6601, 6602) : son amendement n° 47 ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7485, 7486) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 septembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 3 bis** (p. 7560) : favorable à l'amendement n° 130 de M. Claude Biwer (amélioration de la lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles). - **Article 5** (*Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7572, 7573) : son amendement n° 150 ; retiré. (p. 7577, 7578) : soutient l'amendement n° 131 de M. Claude Biwer ; adopté. - **Article 6** (*art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - Objectifs renforcés en matière de développement*

durable des documents d'urbanisme) (p. 7582, 7583) : ses amendements n° 151 ; retiré ; et n° 152 ; devenu sans objet. - **Article 9** (*Chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Verdissement et renforcement des schémas de cohérence territoriale*) (p. 7601) : soutient l'amendement n° 133 de M. Claude Biwer ; retiré. (p. 7602, 7603) : son amendement n° 153 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) (p. 7643) : soutient l'amendement n° 205 de M. Hervé Maurey ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Définition de l'autopartage et création d'un label spécifique*) (p. 8001, 8002) : soutient l'amendement n° 135 de M. Claude Biwer ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 26** (*Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux*) (p. 8079) : soutient les amendements n° 678 et 677 ; retirés. - **Article 27** (*art. 14 et 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Extension du dispositif des certificats d'économies d'énergie*) (p. 8089) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Gourault n° 680 ; et n° 679 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 8172) : son amendement n° 491 : dispositif de transition avant la mise en œuvre du nouveau système de certification environnementale ; adopté. - **Article 45** (*art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Constitution d'une trame verte et bleue*) (p. 8188) : son amendement n° 662 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article additionnel après l'article 59** (p. 8256) : intervient sur l'amendement n° 599 de M. Charles Revet (possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de se grouper sous forme de syndicats mixtes pour assurer la maîtrise d'ouvrage d'opérations intéressant les services d'eau potable, l'assainissement et la collecte ou l'élimination des déchets ménagers).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 85** (*art. L. 112-10 et L. 121-15-4 [nouveaux] et art. L. 214-1 du code de la consommation - Étiquetage obligatoire du "coût*

carbone" des produits et de leur emballage) (p. 8353) : son amendement n° 486 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Article 78 ter (Nouveau)** (*art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert"*) (p. 8456) : intervient sur les amendements n° 321 de Mme Anne-Marie Payet, n° 416 de Mme Évelyne Didier, n° 836 de M. Alain Vasselle, n° 830 de Mme Fabienne Keller et n° 740 de M. Gérard Miquel.

- **Questions cibles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8546, 8547) : sa question.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (9 novembre 2009) - **Article 16** (*art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel*) (p. 9895, 9896) : soutient l'amendement n° 571 de M. Hervé Maurey ; adopté. - **Article 20** (*art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur*) (p. 9915, 9916) : soutient l'amendement n° 573 de M. Hervé Maurey ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11770) : sa question. (p. 11771) : sa réplique.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11946, 11947) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11969, 11970) : sa question et sa réplique.

SUEUR (Jean-Pierre)
sénateur (Loiret)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009 ; puis secrétaire le 7 octobre 2009.

Secrétaire de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 83, 85) : soutient la motion n° 1 de M. David Assouline tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (8 janvier 2009) - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 138) : favorable à l'amendement n° 113 de M. Jack Ralite.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 262) : son intervention. - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme*) (p. 265, 272) : soutient l'amendement n° 339 de M. David Assouline ; rejeté. Votera l'amendement n° 20 de la commission. - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - *Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale*) (p. 296, 298) : intervient sur les amendements n° 264 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 354 de M. David Assouline ainsi que sur le sous-amendement n° 266 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 30 de la commission.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 14 bis (précédemment réservé)** (*Habilitation à prendre par ordonnance les mesures permettant l'extension de la télévision numérique terrestre aux collectivités d'outre-mer*) (p. 390) : soutient les amendements de M. Jacques Gillot n° 348 et 349 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 397) : favorable à l'amendement n° 38 de la commission (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception). - **Rappel au règlement** (p. 400) : légitimité du temps consacré au débat relatif à l'extension de l'assiette de la redevance. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 406) : favorable à l'amendement n° 371 de M. David Assouline (exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires du RSA). - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - *Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision*) (p. 416) : parole sur l'article.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (23 janvier 2009) - **Article 2 ter** (Art. L. 522-2, L. 523-7, L. 523-9, L. 523-10 et L. 524-7 du code du patrimoine - *Raccourcissement des délais en matière d'archéologie préventive*) (p. 841, 842) : soutient les amendements n° 60 et 61 de M. Yves Dauge ; rejetés. - **Article 2 quater** (*Calcul et encaissement des cotisations sociales des auto-entrepreneurs relevant des professions libérales non réglementées*) (p. 847) : soutient l'amendement n° 37 de M. Yannick Botrel ; devenu sans objet. - **Article 3 A** (*Délégation à l'exécutif d'une collectivité territoriale de la faculté de passer des marchés publics sans limite de montant*) (p. 849, 850) : son amendement n° 38 ; rejeté. - **Article 3 B** (Art. 432-14 du code pénal - *Modification de la définition du délit de favoritisme*) (p. 852, 854) : son amendement n° 39 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3 B** : son amendement n° 128 : prise en compte du contrat de partenariat dans le champ d'incrimination du délit de favoritisme ; retiré. - **Article 3** (Art. L. 313-29-1 du code monétaire et financier - *Amélioration du régime de la cession de créance réservée aux contrats de partenariat*) (p. 855, 859) : ses amendements n° 40 ; n° 41 ; devenus sans objet ; et n° 42 ; rejeté. - **Article 3 bis** (*Possibilité pour les candidats à un contrat de partenariat de présenter des offres finales sans bouclage financier définitif*) (p. 862) : son amendement n° 129 ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (10 février 2009) - **Discussion générale** (p. 1695, 1696) : son intervention. - **Question préalable** (p. 1709, 1710) : intervient sur la motion n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (12 février 2009) - **Article 1er** (*Dépôt des propositions de résolution*) (p. 1861, 1866) : parole sur l'article. Sur l'amendement n° 2 de la commission, soutient le sous-amendement n° 197 de M. Bernard Frimat ; rejeté. - **Article 5** (*Rectification des propositions de résolution*) (p. 1906, 1912) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 160 et 161 ; devenus sans objet. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 60 de Mme Alima Boumediene-Thiery ainsi que l'amendement n° 8 de la commission. Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1913) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 92 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (valeur contraignante des résolutions adoptées par une assemblée). - **Article 6** (*Exposé des motifs des projets de loi*) (p. 1914, 1915) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1975, 1976) : parole sur l'article. (p. 1993, 1994) : favorable à l'amendement n° 181 de M. Bernard Frimat. (p. 2007) : favorable à l'amendement n° 182 de M. Bernard Frimat. (p. 2008) : favorable à l'amendement n° 185 de M. Bernard Frimat. (p. 2010, 2011) : favorable aux amendements n° 187 et 189 de M. Bernard Frimat. - **Article 13 bis (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2014) : favorable à l'amendement n° 190 de M. Bernard Frimat. - **Article 13 ter (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 2017, 2018) : soutient l'amendement n° 192 de M. Bernard Frimat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 février 2009) - **Article 7** (*Évaluation préalable au dépôt des projets de loi*) (p. 2034) : parole sur l'article. (p. 2038, 2040) : sur l'amendement n° 10 de la commission, soutient les sous-amendements de M. Bernard Frimat n° 206 et 210 ; rejetés. (p. 2050, 2051) : intervient sur les amendements n° 163, 164 et 165 de M. Bernard Frimat, n° 26 de M. Michel Mercier, n° 34, 35 et 36 de M. Michel Charasse, n° 95, 96, 97 et 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 10 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 193 de Mme Michèle André, n° 206, 207, 208, 209 et 210 de M. Bernard Frimat, n° 211 et 212 de M. Alain Vasselle, n° 213 et 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 43 et 44 de M. Yves Détraigne et n° 61, 62 et 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 2055) : défavorable à l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 10** (*Catégories de projets de loi échappant à l'obligation d'évaluation préalable ou soumis à des obligations de présentation spécifiques*) (p. 2059, 2060) : soutient l'amendement n° 168 de M. Bernard Frimat ; retiré. (p. 2062) : le groupe socialiste vote contre cet article. - **Article 11** (*Conditions de présentation et délais de recevabilité des amendements - Présence du Gouvernement au sein des commissions*) (p. 2069) : soutient l'amendement n° 170 de M. Bernard Frimat ; rejeté. (p. 2072) : soutient l'amendement n° 172 de M. Bernard Frimat ; rejeté. (p. 2079, 2080) : favorable à l'amendement n° 20 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2090) : défavorable à ce texte.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Question préalable** (p. 2298, 2299) : favorable à la motion n° 2 de M. Louis Mermaz tendant à poser la question préalable. - **Article 1er A** (*Régime d'exécution de la peine de privation de liberté*) (p. 2307) : favorable à l'amendement n° 70 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2308) : soutient l'amendement n° 71 de M. Alain Anziani (encouragement à la coopération avec les services sociaux externes et à la participation de la société civile à la vie pénitentiaire) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 2 quinquies** (*Participation des collectivités territoriales et des associations aux instances d'évaluation et de suivi en matière pénitentiaire*)

(p. 2331, 2332) : intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 4** (*Code de déontologie et prestation de serment*) (p. 2339) : intervient sur les amendements n° 77 et 78 de M. Alain Anziani. - **Article 4 quater** (*Droits des personnels déconcentrés de l'administration pénitentiaire*) (p. 2346) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 288 du Gouvernement. - **Article 10** (*Encadrement des restrictions dont les droits des détenus peuvent faire l'objet*) (p. 2358) : favorable à l'amendement n° 226 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Conférence des présidents** - (4 mars 2009) (p. 2368, 2369) : application de la procédure d'urgence à ce texte.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)] (suite)** - (4 mars 2009) - **Article 11 ter** (*Obligation d'activité*) (p. 2381) : intervient sur l'amendement n° 100 de M. Alain Anziani.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article 15** (*Droit des détenus au maintien des relations avec leur famille*) (p. 2435, 2436) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 192 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 15 bis** (*Unités de vie familiale et parloirs familiaux*) (p. 2438) : votera les amendements n° 25 et 26 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 17** (*Correspondance*) (p. 2244) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 31 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel avant l'article 24** (p. 2489, 2490) : reprend l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 204 : mise en place d'un plan d'équipement en moyens de détection électronique ; rejeté. - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2494) : parole sur l'article. (p. 2499) : intervient sur l'amendement n° 303 de la commission.

- **Suite de la discussion** (6 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 2528) : intervient sur l'amendement n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (atténuation systématique de peine et régime de sanction privilégiant l'orientation vers le circuit sanitaire pour les détenus atteints de troubles mentaux). (p. 2531) : intervient sur l'amendement n° 149 de M. Alain Anziani (suppression des peines planchers d'un an à quatre ans pour les délits commis en état de récidive).

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3239, 3241) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3258) : intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Godefroy (définition légale des critères de viabilité d'un enfant). - **Article 3 bis** (*art. 804 du code civil - Modalités de la renonciation à une succession*) (p. 3259) : son amendement n° 103 ; rejeté. - **Article 6** (*art. 35 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété - Assouplissement des conditions de surélévation des immeubles soumis au régime de la copropriété*) (p. 3262) : son amendement n° 104 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 3263) : son amendement n° 105 : possibilité, pour un des associés d'une propriété en jouissance partagée, de se retirer de la société pour justes motifs par décision de justice ; retiré. - **Article 7** (*Actualisation de la terminologie du code civil*) (p. 3265, 3266) : parole sur l'article. Son amendement n° 106 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3283) : son amendement n° 110 : rétablissement des dispositions de la loi relative à la législation funéraire du 19 décembre 2008 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3309) : fait part du soutien de M. Roland Courteau à l'amendement n° 32 de M. Gérard César (autorisation, pour les entreprises habilitées, d'utiliser l'appellation "vin de pays Vignobles de France" pour les récoltes 2007 et 2008). - **Article 28** (*Simplification de la procédure de modification des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires*) (p. 3311) : intervient sur l'amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 28 quater** (*Habilitation législative pour codifier les dispositions relatives à la pêche maritime et mettre à jour le code rural et le code forestier*) (p. 3313, 3314) : soutient l'amendement n° 76 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. - **Article 28 quinquiés** (*Règles relatives au déplacement d'un débit de tabac sur le territoire d'une même commune*) (p. 3315, 3316) : intervient sur l'amendement n° 157 du Gouvernement. - **Article 29**

(*Suppression de rapports au Parlement*) (p. 3323, 3324) : son amendement n° 111 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 30** (p. 3363) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 91 de M. Jacques Mézard (clarification). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 3364) : son amendement n° 112 : interdiction pour une association, un groupement, une œuvre ou une entreprise de transférer une subvention reçue de l'Etat ; adopté. - **Article 33** (*art. L. 2122-19, L. 3121-19, L. 4132-18, L. 5212-2, L. 5212-33, L. 5214-28, L. 5212-34, L. 5214-29, L. 5721-7-1 du CGCT ; art. 1er de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ; art. L. 122-11 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Règles diverses relatives au fonctionnement des collectivités territoriales*) (p. 3336) : ses amendements n° 115 et 113 ; adoptés. - **Article 33 bis** (*Habilitation du gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code général des collectivités territoriales*) (p. 3368) : intervient sur son amendement n° 114 présenté par M. Richard Yung. - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 3369) : défavorable à l'amendement n° 155 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance toute mesure de simplification et d'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions). - **Article additionnel avant l'article 36** (p. 3373) : défavorable à l'amendement n° 154 du Gouvernement (prorogation d'habilitations). - **Article 36** (*Intégration de l'inventaire forestier national à l'Office national des forêts*) (p. 3374) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 139 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 36 ter** (*Habilitation législative pour prendre les dispositions législatives nécessaires à une mise en œuvre rapide des mesures retenues dans le secteur agricole et forestier au titre de la révision générale des politiques publiques*) (p. 3375) : son amendement n° 116 ; devenu sans objet. Favorable à l'amendement n° 14 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 41** (p. 3379, 3380) : son amendement n° 117 : formation obligatoire aux premiers secours des conducteurs de transport routier de personnes ; retiré. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 3380, 3381) : son amendement n° 118 : possibilité pour les maires d'instaurer deux fois par an un accès payant à certaines portions de la voie publique dans le cadre de manifestations culturelles ; adopté. - **Article 51** (*Simplification des règles applicables aux installations classées et adaptation de ces règles à la réalité des risques encourus*) (p. 3389, 3390) : soutient les amendements n° 77, 78 et 79 de M. François Patriat ; rejetés. - **Article 52** (*Mesures de simplification dans le secteur de l'aviation marchande*) (p. 3390) : soutient l'amendement n° 80 de M. Daniel Raoul ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 3393) : intervient sur son amendement n° 123 présenté par M. Richard Yung. - **Article 54 quater** (*Habilitation législative pour réformer le contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales*) (p. 3394) : son amendement n° 121 ; rejeté. - **Article 63** (*art. 495, 495-5-1 [nouveau], 495-5-2 [nouveau], 495-9, 495-11 et art. 495-15-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Réforme des procédures d'ordonnance pénale et de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité*) (p. 3410, 3411) : parole sur l'article. (p. 3413) : le groupe socialiste votera les amendements n° 90 de M. Jacques Mézard et n° 143 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 65 sexies** (p. 3418, 3419) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 182 du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur de dispositions relatives à la collégialité de l'instruction et au renforcement de l'équilibre de la procédure pénale). - **Article 66** (*Application dans les collectivités d'outre-mer des dispositions du chapitre IV*) (p. 3422) : intervient sur l'amendement n° 169 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3432) : le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Sueur sur l'avenir des sous-traitants et équipementiers du secteur automobile** - (26 mars 2009) (p. 3459, 3461) : sa question. (p. 3475, 3476) : ses observations.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (8 avril 2009) - **Article 15** (*Information des associés des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Retrait des associés de ces sociétés*) (p. 3858) : son amendement n° 61 ; retiré.

- **Débat sur la formation des hauts fonctionnaires de l'État** - (5 mai 2009) (p. 4134, 4136) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (14 mai 2009) - **Article 5 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-1, L. 6143-5, L. 6143-6 et L. 6143-6-1 du code de la santé publique - Conseil de surveillance des établissements publics de santé*) (p. 4636) : défavorable à l'amendement n° 1177 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4661, 4662) : parole sur l'article. (p. 4697) : le groupe socialiste votera le I et le II de l'amendement n° 1180 du Gouvernement. (p. 4707, 4708) : intervient sur l'amendement n° 334 de Mme Gisèle Printz.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité*) (p. 5277) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5317, 5331) : intervient sur les amendements n° 2 de M. Claude Biwer et n° 182 de M. Hervé Maurey. - **Article 15 bis (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 631-1-1 du code de l'éducation - Contrat d'engagement de service public pour les étudiants en médecine*) (p. 5337) : intervient sur l'amendement n° 1228 du Gouvernement.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 431 (2008-2009)]** - (4 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5609, 5610) : son intervention. Votera cette proposition de loi. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5615, 5616) : soutient l'amendement n° 2 de M. Daniel Raoul (pérennisation des sociétés publiques locales d'aménagement) ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (5 juin 2009) - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Education thérapeutique du patient*) (p. 5674) : intervient sur les amendements n° 791 de M. Jean-Pierre Michel et n° 517 de M. François Autain. - **Article 22 septies (Texte modifié par la commission)** (*art. 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Formation des psychothérapeutes*) (p. 5696, 5697) : parole sur l'article. (p. 5699) : son amendement n° 798 ; rejeté. (p. 5700) : son amendement n° 800 ; rejeté. (p. 5702) : intervient sur son amendement n° 800 précité. (p. 5704) : son amendement n° 799 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1366 de M. Alain Vasselle. (p. 5706, 5707) : ses amendements n° 801, 802 et 803 ; rejetés. (p. 5707, 5708) : s'abstiendra sur cet article. - **Articles additionnels après l'article 22 ter (précédemment réservés)** (p. 5748, 5749) : son amendement n° 797 : application aux femmes salariées de la fonction publique des dispositions créant un droit à un congé de maternité spécifique pour les femmes dont il est reconnu que la grossesse pathologique est liée à l'exposition in utero au diéthylstilbestrol ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6033, 6035) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Article additionnel après l'article 14** (p. 6116) : reprend l'amendement de M. Michel Mercier n° 87 ; rejeté.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (25 juin 2009) (p. 6392) : son intervention sur la publication des données "passagers" des vols internationaux.

- **Conférence des présidents** - (1er juillet 2009) (p. 6562) : son intervention.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France*) (p. 6752) : intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Odette Terrade. - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 5, 13 et 19-1 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé et section 9 du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Limitation à trois ans de la durée du mandat des gérants des sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé - Information des associés des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Retrait des associés de ces sociétés - Transposition de la directive européenne sur les contrats d'utilisation de biens à temps partagé*) (p. 6785, 6786) : son amendement n° 17 ; rejeté.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7272) : parole sur l'article. (p. 7280) : votera les amendements n° 5 de M. André Lardeux, n° 79 de Mme Annie David et n° 135 de M. François Fortassin. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7352) : favorable à l'amendement n° 47 de M. Jean Desessard (impossibilité d'attribuer des dérogations dans les zones non desservies par les transports en commun le dimanche).

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (17 septembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 15 bis (priorité)** (p. 7634, 7635) : son amendement n° 256 : modalités de suppression des préenseignes ; retiré. - **Article 14 (précédemment réservé)** (*art. L. 642-3 du code du patrimoine - Avis simple de l'architecte des bâtiments de France sur les permis de construire situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ZPPAUP*) (p. 7725) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 364 de la commission.

- **Projet de loi pénitentiaire - Commission mixte paritaire [n° 2 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8541, 8542) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8571, 8572) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8576, 8577) : ses amendements portant sur le même objet n° 14, n° 15 et n° 13 : expression des opinions dissidentes au sein du Conseil constitutionnel ; rejetés. - **Article 1er** (*art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité*) (p. 8579, 8587) : ses amendements n° 19, 16, 17 et 21 ; rejetés ; et n° 20 et 22 ; devenus sans objet. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8588, 8590) : son amendement n° 23 : procédure de révision des décisions pénales

rendues sur le fondement de textes abrogés par le Conseil constitutionnel ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8591) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Article 3** (*Eléments matériels à l'appui de la demande d'indemnisation*) (p. 8625) : votera l'amendement n° 1 de Mme Michelle Demessine. - **Article 4** (*Comité d'indemnisation*) (p. 8629, 8630) : favorable à l'amendement n° 32 de Mme Dominique Voynet.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Article 15** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 45 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Sanctions disciplinaires*) (p. 8733) : soutient l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Michel ; adopté. - **Article 20** (*art. 52 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Désignation d'un expert par le rapporteur du Conseil supérieur de la magistrature au cours de l'enquête disciplinaire*) (p. 8739) : sur l'amendement n° 33 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Michel ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8743) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Article 3** (**réservé**) (*art. L. 210-1 du code de l'urbanisme - Extension du droit de préemption*) (p. 10641) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 86 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10688, 10690) : son intervention. - **Article 1er A** (**Supprimé par la commission**) (*art. 15-1 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Délai en matière d'exécution des sanctions éducatives prononcées par le tribunal pour enfants*) (p. 10699) : intervient sur l'amendement n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 1er** (*art. 222-14-2 [nouveau] du code pénal - Délit de participation à un groupement violent*) (p. 10700, 10701) : soutient l'amendement n° 1 de M. Charles Gautier ; rejeté. (p. 10703) : intervient sur les amendements n° 1 de M. Charles Gautier, n° 35 de Mme Éliane Assassi, et n° 52 de M. Jacques Mézard. - **Article 2 bis** (*art. 11-5, 11-6 et 11-7 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité - Habilitation des agents de surveillance ou de gardiennage employés par les propriétaires, exploitants ou affectataires d'immeubles collectifs à usage d'habitation à porter une arme de sixième catégorie dans l'exercice de leurs missions*) (p. 10705) : intervient sur les amendements n° 2 de M. Charles Gautier et n° 36 de Mme Éliane Assassi. - **Article 3 bis** (**Nouveau**) (*art. 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions - Création d'une police d'agglomération*) (p. 10712) : soutient l'amendement n° 4 de M. Charles Gautier ; rejeté. - **Article 4** (*art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel des interventions de la police et de la gendarmerie*) (p. 10716) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles Gautier. (p. 10718) : soutient l'amendement n° 6 de M. Charles Gautier ; rejeté. (p. 10721) : soutient l'amendement n° 8 de M. Charles Gautier ; rejeté. - **Article 4 bis** (*art. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de l'ordre aux systèmes de vidéosurveillance des bailleurs*) (p. 10722) : soutient l'amendement n° 10 de M. Charles Gautier ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 10728). - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 221-4, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 322-3 et 433-3 du code pénal - Circonstance aggravante pour violences commises, en raison de leurs fonctions, sur les personnels des établissements d'enseignement scolaire ou sur leurs proches*) (p. 10732) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Charles Gautier. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10734) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2** (**priorité**) (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10901) : parole sur l'article. (p. 10901, 10903) : parole sur l'article. (p. 10909) : intervient sur les amendements n° I-33 de Mme Nathalie Goulet, n° I-42 de Mme Marie-France Beaufils, n° I-70 de Mme Nicole Bricq, et n° I-126 de M. Yvon Collin.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11788) : son amendement n° II-129 ; rejeté. (p. 11790) : son amendement n° II-128 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 52 bis** (p. 11795) : son amendement n° II-130 : utilisation du reliquat des crédits votés dans le cadre de la loi de finances pour 2006 afin d'indemniser les victimes de la sécheresse de 2003 ; retiré.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11979, 11980) : sa question et sa réplique. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11983) : soutient l'amendement n° II-133 de M. Thierry Repentin ; rejeté. (p. 11985, 11988) : son amendement n° II-132 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 51** (p. 11989, 11990) : soutient l'amendement n° II-134 de M. Thierry Repentin (rapport au Parlement sur la prime herbagère) ; rejeté.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) (p. 12011, 12012) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 12023) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° II-12 de la commission (modification du critère d'éligibilité à la dotation de péréquation régionale).

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2009) (p. 12030, 12031) : son intervention.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Article 45 bis** (*Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail*) (p. 12310) : intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 12334) : son amendement n° II-273 : prorogation du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art ; devenu sans objet. - **Article 47** (*Accélération de la montée en puissance du malus automobile à compter de 2011*) (p. 12343) : intervient sur l'amendement n° II-191 de M. Martial Bourquin.

- **Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12586, 12588) : son intervention. - **Article 1er** (*art. L. 121-1, L. 123-1, L. 123-4-1 [nouveau] et L. 124-2 du code de l'urbanisme - Obligation de réaliser un plan d'aménagement des entrées de ville*) (p. 12597, 12599) : sur l'amendement n° 1 de la commission, son sous-amendement n° 3 ; rejeté. - **Article 2** (*art. L. 123-1 du code de la voirie routière - Transformation des routes nationales en voies urbaines dans le périmètre des entrées de ville*) (p. 12600, 12601) : sur l'amendement n° 2 de la commission saisie pour avis, son sous-amendement n° 4 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12601, 12602) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12723, 12725) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12741) : favorable à l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (rapport au Parlement présentant des effectifs prévisionnels des conseils généraux dans chaque département). - **Rappel au règlement** (p. 12743) : protestation relative aux remarques de Gérard Cornu à propos du choix de la tête de liste dans les départements du Loir-et-Cher. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12748) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Claude Peyronnet (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale).

- **Rappel au règlement** - (16 décembre 2009) (p. 12767, 12768).

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)] (suite)** - (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12768, 12769) : parole sur l'article. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010*) (p. 12796) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (22 décembre 2009) - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur différée de la suppression de la profession d'avoué*) (p. 13261, 13262) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Michel ; adopté.

SUTOUR (Simon)
sénateur (Gard)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi assouplissant, notamment en matière d'accès internet, certaines des dispositions relatives à la publicité en faveur des boissons alcoolisées, au profit des vins et des boissons fermentées [n° 156 (2008-2009)] (12 janvier 2009) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes, sur la proposition de décision-cadre relative à l'utilisation de données des dossiers passagers (Passenger Name Record - PNR) à des fins répressives (E 3697) [n° 252 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Justice - Police et sécurité - Transports - Union européenne.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes sur le projet de règlement relatif aux catégories de produits de la vigne, aux pratiques œnologiques et aux restrictions qui s'y appliquent [n° 324 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes : Les comptes du Sénat de l'exercice 2008 [n° 432 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 629 (2008-2009)] européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 41 (2009-2010)] (14 octobre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Justice et accès au droit [n° 106 tome 4 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées** [n° 31 (2008-2009)] - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 588, 590) : son intervention. En l'absence de prise en compte de ses observations, le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur les enseignements de la Présidence française de l'Union européenne** - (20 janvier 2009) (p. 598, 600) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées** [n° 31 (2008-2009)] (suite) - (11 février 2009) - **Article 4** (art. 39, 40 et 51 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, art. 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire - Accès des huissiers de justice aux informations nécessaires à l'exécution d'un titre exécutoire) (p. 1755) : son amendement n° 2 ; rejeté. - **Article 31** (Convention de procédure participative) (p. 1763, 1765) : son amendement n° 3 ; rejeté. - **Article 32** (Conseil en propriété industrielle) (p. 1768, 1771) : son amendement n° 4 ; rejeté. -

Article 33 (*Etablissement de bureaux secondaires*) (p. 1772) : son amendement n° 5 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1775) : votera contre ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Simon Soutour sur l'avenir des services publics dans les zones rurales** - (26 mars 2009) (p. 3477, 3479) : sa question. (p. 3491) : ses observations.

- **Rappel au règlement** - (27 octobre 2009) (p. 8962) : organisation des travaux du Sénat.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)]** - (29 octobre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires européennes - **Discussion générale** (p. 9111, 9112) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 8** (*Missions de l'autorité de régulation des activités ferroviaires*) (p. 9224) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9398) : favorable à l'amendement n° 368 de M. Michel Teston (prise en compte des exigences d'aménagement du territoire par le service public postal).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes** (p. 11284, 11286) : son intervention. Le groupe socialiste ne s'opposera pas à l'adoption des crédits relatifs à la participation de la France au budget des communautés européennes.

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (26 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11510, 11512) : son intervention.

TASCA (Catherine)
sénateur (Yvelines)
SOC

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 27 janvier, 4, 5, 6, 12 février, 4, 17, 25 mars, 15 mai, 4, 25 juin, 7, 21 juillet, 17, 28 septembre, 8, 13 octobre, 6, 12, 24, 30 novembre, 3, 14 et 22 décembre 2009.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 356 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de la Francophonie relative à la mise à disposition de locaux pour installer la maison de la Francophonie à Paris [n° 540 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 35, 37) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ces projets de loi. - **Rappel au règlement** (p. 42, 43) : réponse aux propos de M. Ladislav Poniatowski, relatifs à la disparition de Philippe Guillaume, ancien président de France Télévisions.

- **Suite de la discussion** (8 janvier 2009) - **Question préalable** (p. 110) : intervient sur la motion n° 78 de M. Jack Ralite tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er** (p. 123) : favorable à l'amendement n° 294 de M. David Assouline (modification des conditions de nomination des membres du CSA dans le but de renforcer son indépendance). - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 141, 146) : favorable à l'amendement n° 306 de M. David Assouline. Soutient l'amendement n° 301 de M. David Assouline ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) (p. 165, 171) : soutient l'amendement n° 309 de M. David Assouline (garantie de l'indépendance éditoriale des rédactions et du respect du pluralisme politique) ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 313 de M. David Assouline (garantie d'indépendance des journalistes de la société Radio France). - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 178, 179) : soutient l'amendement de M. David Assouline n° 316 (part prépondérante de la redevance audiovisuelle dans le financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 20. - **Article 2** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - *Régime juridique de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France*) (p. 182) : parole sur l'article. (p. 188, 193) : ses amendements n° 322 : précision ; adopté ; n° 323 : précision ; devenu sans objet ; et n° 324 : adhésion à la convention collective de la communication de la production audiovisuelle de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 3** (art. 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Filialisation des activités de diversification des sociétés nationales de programme*) (p. 196) : favorable aux amendements analogues n° 123 de M. Jack Ralite et n° 256 de Mme Marie-Christine Blandin (soumission des filiales aux mêmes obligations de service public que les sociétés nationales de programme). - **Article 5** (art. 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 - *Composition du conseil d'administration de France Télévisions*) (p. 205) : favorable à l'amendement n° 326 de M. David Assouline (nouvelle composition du conseil d'administration).

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - *Conditions de nomination des*

présidents des sociétés nationales de programme) (p. 259, 260) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 18** (*art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public*) (p. 329, 330) : soutient l'amendement n° 360 de M. David Assouline (suppression de la généralisation du retrait de la publicité des chaînes publiques) ; devenu sans objet le 15 janvier 2009.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) (p. 376) : favorable à l'amendement n° 356 de M. David Assouline. - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (*art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Mise à disposition obligatoire des chaînes du groupe France Télévisions auprès des distributeurs de services outre-mer*) (p. 388) : intervient sur l'amendement n° 90 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 399, 400) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 39 de la commission (réduction du champ des bénéficiaires de la redevance). (p. 408, 412) : favorable à l'amendement n° 215 de M. Michel Mercier (augmentation de la redevance). Soutient l'amendement n° 316 de M. David Assouline (part prépondérante de la redevance audiovisuelle dans le financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) ; rejeté. - **Article 20** (*art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision*) (p. 424) : intervient sur l'amendement n° 151 de M. Jack Ralite. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 433) : défavorable à l'amendement n° 431 de M. Philippe Dominati (impossibilité pour les programmes et les services à la demande des sociétés publiques de faire l'objet d'un droit exclusif de reprise). - **Article 21** (*art. 302 bis KH 1693 sexies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques*) (p. 445, 446) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 26** (*art. 14-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Autorisation et réglementation du placement de produit*) (p. 476) : le groupe socialiste votera la suppression de l'article 26. - **Article 29** (*art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 484, 488) : favorable à l'amendement n° 49 de la commission et au sous-amendement n° 463 du Gouvernement s'y rapportant. Défavorable aux amendements n° 203 et 204 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 49** (*art. 29-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Modification du champ des compétences des comités techniques radiophoniques*) (p. 517) : intervient sur l'amendement n° 399 de M. David Assouline. - **Article 49 ter** (*art. 29-1 de la loi du 30 septembre 1986 et art. 19 de la loi du 5 mars 2007 - Conditions de déploiement des services de radio numérique sur le territoire métropolitain*) (p. 521) : soutient les amendements de M. David Assouline n° 400 ; adopté ; et n° 401 ; retiré. - **Article 51** (*Transferts liés à la fusion-absorption réalisée du seul fait de la loi - Appréciation à titre transitoire de la représentativité des syndicats au niveau de la société France Télévisions*) (p. 527, 528) : soutient les amendements de M. David Assouline n° 403, 404 et 405 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 533) : intervient sur l'amendement n° 408 de M. David Assouline (non-application du droit commun des centres d'appel aux distributeurs de services audiovisuels, de façon à lutter contre les délocalisations). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 538, 539) : le groupe socialiste rejette ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**.

- **Rappel au règlement** - (27 janvier 2009) (p. 962) : émotion de M. François Fortassin unanimement partagée sur toutes les travées de la Haute-Assemblée. Le Président du Sénat a fait part de ce sentiment, hier, en Gironde.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 183 (2008-2009)]** - (17 février 2009) - **Article 13 (priorité)** (*Détermination de délais pour l'examen d'un texte en séance publique*) (p. 1981, 1982) : parole sur l'article.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire luxembourgeoise** - (4 mars 2009) (p. 2373).

- **Proposition de résolution européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)]** - (30 avril 2009) - auteur de la proposition de résolution européenne - **Discussion générale** (p. 4097, 4099) : son intervention. - **Texte de la proposition de résolution européenne** (p. 4111) : défavorable à l'amendement n° 4 de la commission. (p. 4113) : défavorable à l'amendement n° 6 de la commission. (p. 4114, 4115) : votera contre l'amendement n° 8 de la commission. (p. 4115, 4116) : le groupe socialiste votera contre cette proposition telle qu'amendée par la commission.

- **Rappel au règlement** - (17 septembre 2009) (p. 7645) : donne acte à M. Daniel Raoul de son rappel au règlement.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur les armes à sous-munitions [n° 575 (2009-2010)]** - (17 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7659, 7661) : son intervention

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (4 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9394) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (instauration d'une commission indépendante chargée d'évaluer le coût du service postal universel).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Article 1er** (*art. 515-3 et 515-7 du code civil - Enregistrement en mairie du pacte civil de solidarité*) (p. 12490) : parole sur l'article.

- **Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 66 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12573, 12574) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 12655, 12658) : donne acte à MM. Jean-Louis Masson et Guy Fischer de leurs rappels au règlement.

TERRADE (Odette)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Vice-présidente de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion (11 février 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (27 février 2009).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Economie - Compte d'affectation spéciale: gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 105 tome 3 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - Budget - Collectivités territoriales - Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (15 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 407, 408) : soutient l'amendement n° 146 de M. Jack Ralite (augmentation de la redevance) ; rejeté. - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision) (p. 420, 427) : soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 149, 152 et 158 ; rejetés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 764, 765) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Annie David (subordination du bénéfice d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale à l'existence d'une politique sociale dans l'entreprise ou la branche) ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés [n° 157 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Question préalable** (p. 802, 804) : sa motion n° 127 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er** (Dérogation temporaire aux règles de construction en limite séparative prévues par les plans locaux d'urbanisme) (p. 810) : soutient l'amendement n° 112 de M. Bernard Vera ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2009) - **Article 2** (Art. L. 240-2 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Mobilisation des terrains publics dans le cadre d'opérations d'intérêt national) (p. 830) : son amendement n° 113 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 831, 834) : soutient les amendements de M. Bernard Vera n° 114 (augmentation de ressources destinées au financement du logement social) ; n° 115 (accroissement du plafond du dépôt sur les livrets de développement durable) ; et n° 118 (précision) ; rejetés. - **Article 2 ter** (Art. L. 522-2, L. 523-7, L. 523-9, L. 523-10 et L. 524-7 du code du patrimoine - Raccourcissement des délais en matière d'archéologie préventive) (p. 840, 841) : son amendement n° 99 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 110 de M. Ivan Renar ; rejeté. - **Article 2 quater** (Calcul et encaissement des cotisations sociales des auto-entrepreneurs relevant des professions libérales non réglementées) (p. 847, 848) : soutient l'amendement n° 111 de M. Thierry Foucaud ; devenu sans objet. - **Article 3 A** (Délégation à l'exécutif d'une collectivité territoriale de la faculté de passer des marchés publics sans limite de montant) (p. 849, 850) : soutient l'amendement n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 3 B** (Art. 432-14 du code pénal - Modification de la définition du délit de favoritisme) (p. 852) : soutient l'amendement n° 101 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté. - **Article 3** (Art. L. 313-29-1 du code monétaire et financier - Amélioration du régime de la cession de créance réservée aux contrats de partenariat) (p. 856) : soutient l'amendement n° 102 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. (p. 860) : le groupe CRC-SPG ne votera pas l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 4** (Art. 25 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat - Procédure négociée et entités adjudicatrices) (p. 864) : soutient l'amendement n° 103 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 5** (Art. L. 6148-6 du code de la santé publique - Etablissements publics de santé et report de déclassement) (p. 868) : soutient les amendements n° 104 de M. Guy Fischer et n° 116 de M. Bernard Vera ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 869, 870) : soutient l'amendement n° 117 de M. Jack Ralite (mesures en faveur de la diversité des investissements privés dans le domaine audiovisuel) ; rejeté. - **Article 5 quater** (Art. L. 642-3 du code du patrimoine - Substitution d'un avis simple à l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France) (p. 877, 878) : soutient

l'amendement n° 105 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Article 5 sexies** (Elargissement du classement en grands crus ou premiers grands crus) (p. 886) : soutient l'amendement n° 106 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Article 6** (Habilitation du Gouvernement à proposer par ordonnance un régime d'autorisation simplifiée des installations classées) (p. 888) : soutient l'amendement n° 107 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Article 6 quater** (Art. L. 461-4 du code de commerce - Ratification de l'ordonnance portant modernisation de la régulation de la concurrence) (p. 892, 893) : soutient l'amendement n° 108 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 8** (Habilitation du Gouvernement à adopter par voie d'ordonnance la partie législative du code de la commande publique) (p. 896) : soutient l'amendement n° 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 900, 901) : son amendement n° 119 : nouvel intitulé du texte - projet de loi portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés et au développement de l'économie de marché ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 902) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (28 janvier 2009) - **Article 3** (Objectifs généraux du plan de rénovation des bâtiments) (p. 1010) : soutient l'amendement n° 259 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Article 4** (Règles de performance énergétique des constructions neuves) (p. 1019, 1020) : soutient l'amendement n° 260 de Mme Évelyne Didier ; retiré. - **Article 5** (Rénovation thermique des bâtiments existants) (p. 1024, 1029) : soutient les amendements de Mme Évelyne Didier n° 261 ; retiré ; et n° 262 ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés - Commission mixte paritaire [n° 187 (2008-2009)]** - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1203, 1205) : son intervention.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (5 février 2009) - **Article 32** (Deuxième plan national santé environnement) (p. 1550) : soutient l'amendement n° 250 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Article 34** (Réduction de l'exposition aux substances préoccupantes en milieu professionnel) (p. 1555) : soutient l'amendement n° 252 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Article 35** (Lutte contre la pollution de l'air intérieur et extérieur) (p. 1560) : soutient l'amendement n° 253 de Mme Évelyne Didier ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) (p. 1740, 1742) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (11 février 2009) (p. 1748) : organisation des travaux parlementaires et audition du secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Commission mixte paritaire [n° 121 (2008-2009)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2126, 2130) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte. - **Article 15 ter** (p. 2174) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 20 bis** (p. 2175) : le groupe CRC-SPG s'abstient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Rappel au règlement** (p. 2183) : organisation des travaux du Sénat sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires. - **Question préalable** (p. 2209, 2212) : soutient la motion n° 61 de Mme Mireille Schurch tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2009) - **Article 8** (Missions et pouvoirs de la CRAF) (p. 2649) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Mireille Schurch ; adopté. - **Article 9** (Compétence de

traitement des litiges et de réformation des décisions) (p. 2652) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Mireille Schurch ; rejeté.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - **Question préalable** (p. 2735, 2737) : sa motion n° 420 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er A (Réglementation des prix des produits de première nécessité)** (p. 2743, 2744) : parole sur l'article. (p. 2748) : intervient sur l'amendement n° 375 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 1er (Abattement sur les bénéficiaires de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2756, 2757) : parole sur l'article. (p. 2758) : favorable à l'amendement n° 34 de Mme Marie-France Beaufile.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) (p. 2777, 2788) : intervient sur l'amendement n° 237 de Mme Gélita Hoarau et sur le sous-amendement n° 437 de la commission des affaires économiques saisie pour avis portant sur l'amendement n° 160 de M. Serge Larcher. Soutient les amendements n° 38 de M. Bernard Vera et n° 39 de Mme Marie-France Beaufile ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2788, 2789) : intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Gélita Hoarau (alignement du régime fiscal des fonds d'investissement de proximité de la Réunion sur celui applicable en Corse depuis 2007). - **Article 2 (Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2791, 2794) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° 43 et 44 ; rejetés. - **Article 3 (Abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2800) : parole sur l'article. - **Article 4 (Durée d'application des exonérations de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties dans le cadre des zones franches d'activités)** (p. 2808) : soutient l'amendement n° 46 de Mme Marie-France Beaufile ; rejeté. - **Article 5 (Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs)** (p. 2815) : soutient l'amendement n° 48 de Mme Marie-France Beaufile ; rejeté. - **Article 6 (Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés pour les investissements productifs)** (p. 2835) : soutient l'amendement n° 50 de Mme Gélita Hoarau ; rejeté. - **Article 10 (Création d'une aide visant à abaisser le coût du fret pour les intrants et les extrants dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 2839, 2840) : parole sur l'article. - **Article 11 (Modification du régime des exonérations de charges sociales)** (p. 2844) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Marie-France Beaufile ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2864) : intervient sur l'amendement n° 197 de M. Serge Larcher (suppression de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité et les médicaments dans les départements et les collectivités d'outre-mer).

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Division et articles additionnels avant l'article 16** (p. 2894, 2895) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° 63 (nouvelle division - dispositions relatives aux collectivités locales) ; n° 62 (attribution des aides du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée) ; et n° 64 (augmentation de la dotation globale de fonctionnement perçue par les départements d'outre-mer) ; rejetés. - **Article 17 (Autorisation des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré des départements d'outre-mer à devenir actionnaires de sociétés civiles immobilières)** (p. 2918, 2919) : parole sur l'article. (p. 2920) : soutient l'amendement n° 65 de Mme Marie-France Beaufile ; devenu sans objet. - **Article 20 (Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer)** (p. 2931) : parole sur l'article. (p. 2960, 2961) : intervient sur l'article 20 de ce projet de loi. - **Article 22 (Possibilité de cession à titre onéreux des parcelles libres de la zone dite des cinquante pas géométriques à toute personne physique ou morale)** (p. 2967, 2968) : soutient l'amendement n° 70 de Mme Marie-France Beaufile ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 27** (p. 2984) : intervient sur l'amendement n° 345 de M. Claude Lise (représentativité des organisations syndicales). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2988, 2989) : le groupe CRC-SPG ne votera pas l'amendement n° 397 du Gouvernement (institut d'émission des

départements d'outre-mer). - **Article 32 (Habilitation du gouvernement à prendre par ordonnances des mesures nécessaires à l'extension, à l'adaptation ou à l'actualisation de dispositions législatives)** (p. 3000) : soutient les amendements n° 84, 85 et 86 de Mme Marie-France Beaufile ; rejetés. - **Intitulé du projet de loi** (p. 3006, 3007) : soutient l'amendement n° 29 de Mme Gélita Hoarau (extension du seuil des effectifs de dix à vingt salariés afin de bénéficier du dispositif d'exonération des charges sociales patronales pour les petites entreprises) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3009) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes** - (19 mars 2009) (p. 3211, 3214) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)]** - (26 mars 2009) - **Article 1er (Suppression du bouclier fiscal)** (p. 3510, 3511) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques [n° 305 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3770, 3772) : son intervention. - **Article 1er (Titre Ier du livre II du code du tourisme - Réforme du régime de la vente de voyages et de séjours)** (p. 3794) : votera contre cet article. - **Article 6 (Art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France)** (p. 3805) : son amendement n° 72 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2009) - **Article 13 (art. L. 133-17, L. 131-4, L. 132-3 et L. 163-5 du code du tourisme, art. L. 412-49-1 du code des communes, art. L. 3335-4 du code de la santé publique, art. 199 de la loi EA du code général des impôts et art. L. 3132-25 du code du travail - Caducité des classements de stations attribués avant le 1er janvier 1924)** (p. 3836) : parole sur l'article.

- **Projet de loi pour le développement économique des outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 379 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4213, 4114) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4247) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte, à l'exception de Mme Gélita Hoarau qui s'abstiendra.

- **Question orale avec débat de M. François Rebsamen sur la création d'une contribution exceptionnelle de solidarité des grandes entreprises du secteur de l'énergie** - (7 mai 2009) (p. 4262, 4263) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation [n° 448 (2008-2009)]** - (16 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6029, 6031) : son intervention. Votera ce texte sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Article 1er A (art. L. 313-3 du code de la consommation - Refonte des catégories de prêts à la consommation pour la détermination des seuils de l'usure)** (p. 6044) : son amendement n° 59 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 6048, 6049) : favorable à l'amendement n° 26 de Mme Nicole Bricq (plafonnement du taux des prêts à taux variable). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6050, 6051) : son amendement n° 115 : amélioration de la règle d'augmentation du SMIC ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 6055) : son amendement n° 78 : réglementation du démarchage pour des crédits à la consommation ; rejeté. - **Article 4 (art. L. 311-8 à L. 311-17 du code de la consommation - Explications fournies à l'emprunteur et évaluation de sa solvabilité)** (p. 6061, 6062) : son amendement n° 71 ; rejeté. (p. 6063) : son amendement n° 73 ; rejeté. (p. 6064, 6065) : ses amendements n° 69 et 70 ; rejetés ; et n° 72 ; devenu sans objet. (p. 6067) : intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Muguette Dini. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6078) : son amendement n° 61 : encadrement de la distribution et de l'utilisation du crédit revolving ; retiré. (p. 6079) : son amendement n° 62 : interdiction de proposer des crédits renouvelables dans les

locaux des magasins de grande surface ; rejeté. (p. 6080) : son amendement n° 63 : interdiction de rémunérer les vendeurs des organismes bancaires ou de crédit en fonction des crédits qu'ils font contracter ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 juin 2009) - **Article 18** (art. L. 313-15 du code de la consommation - Regroupement de crédits) (p. 6120, 6121) : parole sur l'article. - **Article 18 bis** (art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 - Microcrédit) (p. 6126) : favorable à l'amendement n° 7 de M. Hugues Portelli. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance) (p. 6126, 6127) : parole sur l'article. - **Article 21** (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2 nouveau, et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement) (p. 6135) : intervient sur l'amendement n° 17 de Mme Nicole Bricq. (p. 6136, 6137) : son amendement n° 54 ; rejeté. (p. 6138) : son amendement n° 53 ; rejeté. (p. 6140) : son amendement n° 51 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6154, 6155) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 483 (2008-2009)]** - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6425) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera ce texte.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France) (p. 6576) : soutient l'amendement n° 66 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Article 34** (Réduction de l'exposition aux substances préoccupantes en milieu professionnel) (p. 6603) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Article 42** (Contribution de l'État au développement durable) (p. 6615) : soutient l'amendement n° 80 de Mme Évelyne Didier ; rejeté.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6734, 6736) : son intervention. - **Article 4 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Encadrement de l'activité des motos-taxis) (p. 6748) : son amendement n° 21 ; rejeté. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-2 et L. 141-3 [nouveaux] du code du tourisme - Création de l'Agence de développement touristique de la France) (p. 6751) : ses amendements n° 22 et 23 ; rejetés. - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 octies F, 39 AK et 279 du code général des impôts, art. 138 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 et art. 10 de la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 - Baisse de la taxe sur la valeur ajoutée dans la restauration) (p. 6766) : son amendement n° 24 ; rejeté. - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (Grands stades et équipements sportifs) (p. 6769, 6770) : parole sur l'article. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Chapitre Ier du titre Ier du livre IV du code du tourisme - Attribution des chèques-vacances dans les entreprises de moins de 50 salariés et missions de l'Agence nationale des chèques vacances) (p. 6779, 6781) : ses amendements n° 32 et 34 ; rejetés. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5, 8, 9, 12 et 37 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et art. L. 133-3 du code de commerce - Statut des déménageurs) (p. 6787) : son amendement n° 35 ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation d'une année du mandat des membres des CCI, des CRCI, de l'ACFCI et des délégués consulaires) (p. 6788) : son amendement n° 36 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6789) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (21 juillet 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7247) : soutient l'amendement n° 77 de Mme Annie David (compensation du travail dominical) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7276, 7277) : soutient l'amendement n° 79 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 7288, 7297) : soutient les amendements n° 84 et 88 de Mme Annie David ; rejetés. (p. 7323, 7334) : soutient les amendements n° 103 et 111 de Mme Annie David ; rejetés. (p. 7339, 7340) : soutient l'amendement n° 112 de Mme Annie David ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7357, 7358) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 128 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7439, 7440) : son intervention. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7523, 7524) : soutient l'amendement n° 178 de Mme Évelyne Didier (engagement du Gouvernement à fournir au Parlement une étude visant à définir les notions d'énergie grise ou d'énergie incorporée) ; retiré. - **Article 1er** (art. L. 111-9, L. 111-9 [nouveau], L. 111-10, L. 111-10-2 [nouveau], L. 111-11, L. 134-1, L. 134-3, L. 134-3-1 [nouveau], L. 134-4-1 et L. 134-4-2 [nouveaux], L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation et article L. 125-5 du code de l'environnement - Amélioration de l'évaluation, de la vérification et de l'information en matière de performance énergétique des bâtiments) (p. 7525, 7526) : parole sur l'article. - **Article 2 ter (Nouveau)** (Majoration de loyer consécutive à des travaux d'amélioration) (p. 7547) : soutient l'amendement n° 181 de Mme Évelyne Didier ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7558) : soutient l'amendement n° 182 de Mme Évelyne Didier (mobilisation des moyens pour la lutte contre la précarité énergétique) ; rejeté. - **Article 5** (Chapitre III du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement) (p. 7571) : soutient l'amendement n° 185 de Mme Évelyne Didier ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2009) - **Article 10** (Chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme - Renforcement des plans locaux d'urbanisme) (p. 7693, 7694) : soutient l'amendement n° 192 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. (p. 7700) : soutient l'amendement n° 195 de Mme Évelyne Didier ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 141-1 et L. 141-1-3 [nouveau] du code de l'urbanisme - Procédure de révision du schéma directeur de la région d'Ile-de-France) (p. 7707, 7709) : soutient l'amendement n° 197 de Mme Évelyne Didier ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2009) - **Article 45** (art. L. 371-1 à L. 371-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Constitution d'une trame verte et bleue) (p. 8183, 8191) : soutient les amendements de Mme Évelyne Didier n° 395 ; devenu sans objet ; n° 399 et 398 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 68** (art. L. 227-1, L. 227-3, L. 227-4, L. 227-5, L. 227-7 et L. 227-9 du code de l'aviation civile - Compétences de l'ACNUSA) (p. 8277) : son amendement n° 409 ; rejeté. (p. 8279) : ses amendements n° 410 ; adopté ; et n° 411 ; rejeté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8764, 8765) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 2 bis A (Nouveau)** (Dispositions relatives au STIF) (p. 9217) : le groupe CRC-SPG ne votera pas cet article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9301) : les sénateurs du groupe CRC-SPG voteront pour la motion n° 1 de M. Jean-Claude Danglot tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9314, 9315) : soutient l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Danglot (inscription dans le texte du statut d'exploitant autonome de droit public d'un service public national de La Poste) ; rejeté. (p. 9323, 9327) : soutient l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Danglot (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal) ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Claude Danglot (réaffirmation, dans le texte, des principes fondamentaux du service public).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Article 1er** (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste) (p. 9409, 9410) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9463) : soutient l'amendement n° 28 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9471) : intervient sur l'amendement n° 28 précité. (p. 9478) : soutient l'amendement n° 17 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9479) : soutient l'amendement n° 14 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9483) : intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9484) : intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9485, 9486) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9498) : soutient l'amendement n° 31 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9504) : intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9514) : soutient l'amendement n° 29 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9516) : intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9519, 9520) : soutient l'amendement n° 33 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9522) : intervient sur les amendements n° 32 de M. Jean-Claude Danglot et n° 437 de M. Michel Teston. - **Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9529) : parole sur l'article. (p. 9539) : intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9561) : favorable à l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9564, 9565) : soutient l'amendement n° 196 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9574, 9580) : soutient les amendements n° 208, 212, 216, 220 et 221 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. (p. 9586, 9596 ; 9606, 9607) : soutient les amendements n° 46 et 197 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. (p. 9607) : favorable aux amendements n° 39 de M. Jean-Claude Danglot et n° 417 de M. Georges Patient. (p. 9607, 9611) : soutient les amendements n° 203 et 47 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9620) : soutient l'amendement n° 224 de M. Jean-Claude Danglot (promotion et développement de l'innovation et de la recherche dans leur secteur d'activité de la Poste et de France Télécom) ; rejeté. - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste) (p. 9630, 9631 ; 9642) : soutient les amendements n° 56 et 53 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9661) : favorable à l'amendement n° 222 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9668, 9671) : soutient les amendements de M. Jacques Danglot n° 55 et 54 ; rejetés. (p. 9684, 9688) : intervient sur le sous-amendement n° 628 de M. Didier Guillaume portant sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet. Défavorable à l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. (p. 9696) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 2 bis de ce projet de loi. - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise État-La Poste) (p. 9724, 9726) : soutient les amendements n° 240, 242 et 237 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Article 5** (art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Composition du conseil

d'administration) (p. 9732, 9733) : soutient les amendements n° 550 et 553 de M. Jean-Claude Danglot ; devenus sans objet. - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste) (p. 9738, 9740) : favorable à l'amendement n° 66 de M. Jean-Claude Danglot. Soutient l'amendement n° 557 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2009) - **Article 38** (art. L. 351-4, L. 351-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 173-2-0-1, L. 643-1-1 et L. 723-10-1-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Majoration de durée d'assurance vieillesse) (p. 10413, 10414) : parole sur l'article. (p. 10416, 10417) : soutient l'amendement n° 345 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 10426, 10427) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 252 de Mme Fabienne Keller.

- **Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 57 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 56 (2009-2010)** (p. 10558, 10559) : son intervention.

- **Proposition de loi organique tendant à permettre à Saint-Barthélemy d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans [n° 56 (2009-2010)]** - (16 novembre 2009) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 57 (2009-2010)**.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10625, 10626) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11484, 11485) : le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de la mission outre-mer.

Economie - Compte spécial : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (27 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11580, 11581) : son intervention.

Plan de relance de l'économie

- (4 décembre 2009) (p. 12070, 12071) : son intervention.

Ville et logement

- (4 décembre 2009) (p. 12134, 12136) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12591, 12593) : son intervention.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12755, 12757) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (étude d'impact sur les conséquences de la réforme des collectivités territoriales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2009) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du mandat des conseillers généraux*) (p. 12773, 12774) : parole sur l'article.

TESTON (Michel)
sénateur (Ardèche)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (7 octobre 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales (22 décembre 2009).

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (22 janvier 2009) - **Article 3 et état B (Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général)** (p. 772) : son amendement n° 25 ; retiré.

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 953, 954) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2009) - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 1089) : son amendement n° 159 : définition d'une politique des transports et de la mobilité durable ; rejeté. - **Article 9 (Principes de la politique des transports)** (p. 1091, 1092) : parole sur l'article. Son amendement n° 161 ; rejeté. (p. 1094) : intervient sur les amendements n° 165 de Mme Jacqueline Alquier et n° 499 de M. Claude Biwer. (p. 1096, 1097) : ses amendements n° 160 ; adopté ; et n° 162 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1102) : ses amendements n° 163 : participation

active des compagnies pétrolières au processus de réduction de la dépense énergétique ; et n° 164 : évaluation par le Gouvernement de la libéralisation du fret ferroviaire ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 1103, 1104) : son amendement n° 276 : priorité donnée au réseau ferré dans le cadre de la politique durable des transports ; rejeté. - **Article 10 (Transports de marchandises)** (p. 1105, 1106) : parole sur l'article. (p. 1112) : son amendement n° 277 ; rejeté. (p. 1113) : son amendement n° 278 ; adopté. (p. 1114) : son amendement n° 271 ; rejeté. (p. 1119) : intervient sur l'amendement n° 512 de Mme Catherine Morin-Desailly. Soutient l'amendement n° 282 de M. Roland Ries ; rejeté. (p. 1120) : soutient l'amendement n° 281 de M. Roland Ries ; adopté. (p. 1122) : sur l'amendement n° 724 de la commission, son sous-amendement n° 785 ; devenu sans objet. (p. 1124) : intervient sur l'amendement n° 35 de la commission. (p. 1138, 1139) : son amendement n° 279 ; rejeté. (p. 1140) : intervient sur son amendement n° 279 précité. - **Article 11 (Transport de voyageurs)** (p. 1148) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2009) (p. 1226, 1236) : ses amendements n° 288 ; adopté, n° 289 ; rejeté, n° 293 et 290 ; retirés. Soutient l'amendement n° 291 de Mme Nicole Bonnefoy ; retiré. Soutient l'amendement n° 292 de Mme Michèle André ; retiré. - **Article 12 (Transports urbains et périurbains hors Ile-de-France)** (p. 1238) : parole sur l'article. - **Article 15 (Art. 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 - Schéma national des infrastructures de transport)** (p. 1260, 1264) : sur l'amendement n° 54 de la commission, ses sous-amendements n° 405 ; rejeté ; n° 407 et n° 406 ; retirés. Sur l'amendement n° 54 de la commission, soutient le sous-amendement n° 408 de M. Roland Ries ; retiré. - **Article 17 (Développement des énergies renouvelables)** (p. 1271) : parole sur l'article.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) (p. 1737, 1739) : son intervention.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Commission mixte paritaire [n° 121 (2008-2009)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2125) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 2 ter** (p. 2174) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 14 bis** (p. 2174) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 16 bis** (p. 2175) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Article 20 bis** (p. 2175) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (19 février 2009) - **Discussion générale** (p. 2202, 2204) : son intervention. - **Question préalable** (p. 2213) : le groupe socialiste votera la motion n° 61 de Mme Mireille Schurch tendant à poser la question préalable. - **Article 1er (Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire)** (p. 2217, 2224) : parole sur l'article. Ses amendements n° 82 ; rejeté ; n° 83 ; adopté ; et n° 84 ; retiré. Sur l'amendement n° 112 de M. Charles Revet, son sous-amendement n° 141 ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (9 mars 2009) (p. 2609) : souhaite connaître le sentiment du secrétaire d'Etat chargé des transports sur une proposition de Mme Fabienne Keller tendant à séparer la gestion des gares de celle de l'activité de transport.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)] (suite)** - (9 mars 2009) - **Article 1er (Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire)** (p. 2613) : défavorable à l'amendement n° 5 de la commission. Son amendement n° 86 ; adopté. (p. 2616) : défavorable à l'amendement n° 131 du Gouvernement. -

Articles additionnels après l'article 1er (p. 2618, 2619) : son amendement n° 87 : certification des conducteurs de train ; retiré. - **Article 2** (*Loi n° 97-135 du 13 février 1997 - Dispositions relatives à Réseau ferré de France, RFF*) (p. 2623, 2630) : ses amendements n° 88, 90 et 93 ; rejetés ; et n° 91 ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2631, 2636) : soutient l'amendement n° 94 de Mme Nicole Bonnefoy (concertation relative à la compensation des préjudices liés à l'implantation de lignes à grande vitesse) ; rejeté. Son amendement n° 96 : rapport au Parlement relatif au remboursement de la dette de Réseau ferré de France ; adopté. - **Article 4** (*Statut et champs de compétence de la Commission de régulation des activités ferroviaires, CRAF*) (p. 2640) : parole sur l'article. (p. 2641) : son amendement n° 97 ; rejeté. - **Article 5** (*Collège de la CRAF*) (p. 2643, 2644) : son amendement n° 98 ; rejeté. Défavorable à l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 7** (*Pouvoir réglementaire de la CRAF*) (p. 2646) : son amendement n° 99 ; rejeté. - **Article 8** (*Missions et pouvoirs de la CRAF*) (p. 2648) : son amendement n° 100 ; devenu sans objet. - **Article 9** (*Compétence de traitement des litiges et de réformation des décisions*) (p. 2654) : son amendement n° 101 ; retiré. - **Article 10** (*Pouvoirs de sanction de la CRAF*) (p. 2656) : son amendement n° 103 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 2666) : intervient sur l'amendement n° 133 du Gouvernement (encadrement du cabotage routier). - **Article 24** (*art. L. 422-5 du code de l'aviation civile - Durée de travail et régime de travail du personnel navigant de l'aéronautique civile*) (p. 2669) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 66 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 24** (p. 2671) : défavorable à l'amendement n° 67 de M. Yvon Collin (adaptation au personnel navigant technique des dispositions applicables aux cadres en matière de représentativité du personnel). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2673) : sur l'amendement n° 135 du Gouvernement (compétences de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires), son sous-amendement n° 148 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2676, 2677) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Débat sur l'avenir de la presse** - (17 mars 2009) (p. 3065, 3066) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Article 5 et état B'** (*Budget général : annulation de crédits*) (p. 3625, 3626) : parole sur l'article.

- **Proposition de résolution européenne sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)]** - (30 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 4106, 4107) : son intervention. - **Texte de la proposition de résolution européenne** (p. 4111, 4112) : votera contre l'amendement n° 5 de la commission. (p. 4115) : intervient sur l'amendement n° 9 de la commission.

- **Projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement - Deuxième lecture [n° 489 (2008-2009)]** - (1er juillet 2009) - **Article 10** (*Transports de marchandises*) (p. 6569) : favorable à l'amendement n° 58 de Mme Évelyne Didier. - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4 de la loi du 30 décembre 1982 - Schéma national des infrastructures de transport*) (p. 6581) : son amendement n° 12 ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7141, 7142) : son intervention. Le groupe socialiste déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article 1er A (Nouveau)** (*art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Objectifs de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes "historiques"*) (p. 7152) : son amendement n° 25 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 7155, 7156) : son amendement n° 30 : alerte par le Conseil supérieur de l'audiovisuel des communes actuellement couvertes par des émetteurs analogiques et non couvertes en mode numérique terrestre ; adopté. - **Article**

1er G (Nouveau) (*art. L. 34-8 et L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation entre les opérateurs des travaux d'équipement d'un immeuble en ligne de communication électronique à très haut débit*) (p. 7159, 7160) : son amendement n° 32 ; devenu sans objet. - **Article 1er H (Nouveau)** (*art. L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation de la boucle locale très haut débit en dehors des immeubles privés*) (p. 7161) : son amendement n° 33 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er H** (p. 7163) : défavorable à l'amendement n° 58 du Gouvernement (intervention des collectivités territoriales comme investisseur minoritaire dans des réseaux ouverts de communication électronique). - **Article 1er I** (*art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - Modalités d'octroi des fréquences "télécoms" du dividende numérique*) (p. 7164, 7165) : son amendement n° 34 ; rejeté. - **Article 1er** (*Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique*) (p. 7168) : son amendement n° 37 ; retiré. (p. 7170) : intervient sur l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 4** (*Fonds d'aménagement numérique des territoires*) (p. 7173, 7178) : ses amendements n° 39 et 41 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7185) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 5** (*Chapitre III du titre 1er du livre 1er du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7574, 7575) : soutient l'amendement n° 32 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 6** (*art. L. 121-1 du code de l'urbanisme - Objectifs renforcés en matière de développement durable des documents d'urbanisme*) (p. 7585) : soutient l'amendement n° 34 de M. Thierry Repentin ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2009) - **Article 16** (*art. L. 2213-3-1 [nouveau], L. 5214-16 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coordination des compétences transports urbains, voirie et stationnement sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale dotés de plans de déplacements urbains*) (p. 7986, 7987) : parole sur l'article. - **Article 21** (*Chapitre X du titre 1er du code de la voirie routière - Modulation des péages en fonction des émissions de gaz à effets de serre des camions mise en place au plus tard le 1er janvier 2010*) (p. 8013, 8014) : son amendement n° 64 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 8020, 8021) : intervient sur son amendement n° 65 : fixation de la valeur locative des lignes de chemin de fer à grande vitesse concédées présenté par M. Roland Courteau. Soutient l'amendement n° 66 de M. Gérard Collomb (suppression de la référence à un décret en Conseil d'Etat pour permettre aux collectivités territoriales d'instituer des péages pour certains ouvrages d'art) ; retiré. - **Article 22** (*Ordonnance n° 2005-898 du 2 août 2005 - Ratification de l'ordonnance relative aux voies ferrées*) (p. 8022, 8023) : parole sur l'article. (p. 8024, 8025) : favorable à l'amendement n° 878 du Gouvernement. - **Article 22 ter (Nouveau)** (*art. 1531 [nouveau] du code général des impôts - Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif*) (p. 8030) : favorable à l'amendement n° 899 de la commission.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 25** (*art. 14, 23-1 et 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Elaboration d'un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables*) (p. 8072) : soutient l'amendement n° 557 de M. Roland Courteau ; adopté.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8908) : son intervention sur la transposition insuffisante d'une directive ferroviaire.

- **Rappel au règlement** - (2 novembre 2009) (p. 9185) : déplore l'organisation des travaux en séance publique comme en commissions. S'associe au rappel au règlement de M. Guy Fischer et demande la tenue d'un référendum sur l'ouverture du capital de La Poste.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9190, 9192) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi. - **Article 1er** (p. 9212) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Rappel au règlement** (p. 9219) : demande une suspension de séance afin que certains parlementaires puissent rencontrer une délégation à propos de l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste. - **Article 3 A (Rapport sur la dette de RFF)** (p. 9221, 9222) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9227) : le groupe socialiste votera contre les conclusions du rapport de la CMP.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Rappel au règlement** (p. 9235, 9236) : déplore les conditions de travail parlementaire imposées par le Gouvernement pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste. Rappelle que les privatisations de GDF et de France Télécom ont été décidées par des gouvernements de droite et que le statut de service public national peut être remis en cause à tout moment par le Parlement. - **Discussion générale** (p. 9240, 9243) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9297) : craint que la suppression du monopole de La Poste ne conduise le Conseil constitutionnel à ne plus la considérer comme un service public national. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9301) : le groupe socialiste votera pour la motion n° 1 de M. Jean-Claude Danglot tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9308, 9310) : sa motion n° 541 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Rappel au règlement** (p. 9311) : apporte son soutien à la demande de M. Guy Fischer, tendant à suspendre les débats jusqu'après l'examen de la motion référendaire et demande une suspension de séance de quelques instants afin de permettre aux groupes politiques de réfléchir aux arguments avancés. - **Intitulé du titre 1er (Dispositions relatives à La Poste et modifiant la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la Poste et à France Télécom)** (p. 9313, 9314) : favorable aux amendements n° 3 et 4 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9315, 9319) : favorable à l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Danglot (inscription dans le texte du statut d'exploitant autonome de droit public d'un service public national de La Poste). Intervient sur son amendement, soutenu par M. François Patriat, n° 357 : remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conditions de l'application de la directive 97/67/CE au secteur postal français. (p. 9328, 9335) ; intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Danglot (affirmation du rôle de cohésion sociale du service public postal) et sur son amendement, soutenu par M. Jacques Berthou, n° 429 : inscription des principes fondamentaux du service public dans le présent texte.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Discussion générale sur une motion tendant à demander un référendum** (p. 9362, 9363) : son intervention. - **Rappel au règlement** (p. 9384) : attitude du ministre chargé de l'industrie vis-à-vis de l'opposition. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9386, 9387) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 10 de M. Jean-Claude Danglot (demande de renégociation des directives européennes sur la libéralisation du secteur postal). (p. 9396) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Jacqueline Alquier, n° 368 : prise en compte des exigences d'aménagement du territoire par le service public postal. (p. 9399) : son amendement n° 354 : suspension, pour la France, de l'entrée en vigueur de la troisième directive postale européenne mettant fin au secteur réservé ; rectifié en vue d'un examen au titre II de ce projet de loi. - **Article 1er (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste)** (p. 9412) : parole sur l'article.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 2009) (p. 9422) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (4 novembre 2009) - **Article 1er (art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste)** (p. 9433, 9438) : son amendement n° 23 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9480) : son amendement n° 432 ; retiré. (p. 9497) : intervient sur son amendement n° 432. (p. 9498) : ses amendements n° 431 et 447 ; retirés. (p. 9501) : son amendement n° 433 ; retiré. (p. 9503) : son amendement n° 336 ; retiré. (p. 9505) : intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9507) : intervient sur l'amendement n° 567 de M. Hervé Maurey. (p. 9512) : intervient sur les amendements n° 579 de M. Bruno Retailleau et n° 580 de M. François Fortassin. (p. 9514) : son amendement n° 434 ; retiré. (p. 9518) : son amendement n° 438 ; rejeté. (p. 9523) : votera contre cet article. - **Article 2 (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités)** (p. 9528) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 novembre 2009) (p. 9559) : intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9569) : intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9572) : son amendement n° 369 ; adopté. (p. 9584, 9596) : ses amendements n° 458, 466, 460 et 462 ; rejetés. (p. 9603) : intervient sur son amendement n° 544, présenté par M. Pierre-Yves Collombat. (p. 9609, 9617) : son amendement n° 381 ; rejeté. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 2 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9621) : son amendement n° 463 : prolongation du moratoire suspendant l'application de la hausse des tarifs postaux ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (6 novembre 2009) (p. 9624, 9625) : organisation des travaux.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)] (suite)** - (6 novembre 2009) - **Article 2 bis (Nouveau) (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Points de contact de La Poste)** (p. 9632, 9633) : ses amendements n° 474 et 454 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) (p. 9667, 9668) : favorable à l'amendement n° 286 de M. Jean Desessard. (p. 9685, 9688) : intervient sur l'amendement n° 548 de M. Michel Doublet. Défavorable à l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. (p. 9695) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 2 bis de ce projet de loi. - **Article 2 ter (Nouveau) (art. 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom et article 1635 sexies du code général des impôts - Financement du fonds de péréquation de La Poste)** (p. 9700, 9708) : sur l'amendement n° 623 du Gouvernement, son sous-amendement n° 635 ; devenu sans objet. Le groupe socialiste a voté contre l'amendement n° 58 de M. Jean-Claude Danglot et votera l'amendement n° 623 du Gouvernement. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Mission d'aménagement du territoire)** (p. 9707, 9708) : son amendement n° 489 ; rejeté. - **Article 4 (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise État-La Poste)** (p. 9720) : intervient sur l'amendement n° 292 de M. Jean Desessard. (p. 9726) : le groupe socialiste votera contre l'article 4 de ce projet de loi. - **Article 5 (art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Composition du conseil d'administration)** (p. 9736) : retrait de son amendement n° 494, soutenu par M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9770, 9771) : ses amendements n° 372 : reconstitution de la carrière de certains fonctionnaires de La Poste ; adopté ; n° 373 : indemnisation de certains fonctionnaires de La Poste ; et n° 374 : mobilité et

réorientation professionnelle de certains fonctionnaires de La Poste ; retirés. - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Agents contractuels) (p. 9776) : parole sur l'article. (p. 9784) ; son amendement n° 501 ; devenu sans objet. (p. 9788) ; intervient sur l'amendement n° 325 de Mme Colette Giudicelli. (p. 9791) ; intervient sur l'article. - **Article 9** (art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale) (p. 9806) : intervient sur l'article. - **Article 10** (art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste) (p. 9810) : son amendement n° 512 ; rejeté. - **Article 11** (art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Dispositions transitoires) (p. 9814) : son amendement n° 514 ; rejeté. - **Article 12** (Dispositions diverses de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes) (p. 9819, 9820) : son amendement n° 515 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 9832) : son amendement n° 354 : suspension, pour la France, de l'entrée en vigueur de la troisième directive postale européenne mettant fin au secteur réservé ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste) (p. 9836) : parole sur l'article. (p. 9839) : son amendement n° 520 ; rejeté. (p. 9842) : son amendement n° 333 ; rejeté. (p. 9845) : son amendement n° 522 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) (p. 9862, 9863) : intervient sur son amendement n° 327, soutenu par M. David Assouline. Défavorable à l'amendement n° 96 de M. Jean-Claude Danglot. Les membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés, s'abstiendront sur cet article. - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9865, 9875) : parole sur l'article. Ses amendements n° 523 et 404 ; rejetés. (p. 9878, 9884) : favorable aux amendements n° 105 de M. Jean-Claude Danglot, n° 315 de M. Jean Desessard, et n° 605 de M. François Fortassin, identique à son amendement n° 524 soutenu par M. Roland Courtaud. Intervient sur son amendement n° 526 soutenu par M. Marc Daunis. Le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 15** (art. L. 2-1 du code des postes et communications électroniques - Contrats dérogatoires aux modalités de l'offre de service universel) (p. 9885, 9888) : son amendement n° 528 ; rejeté. Le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 16** (art. L. 2-2 du code des postes et communications électroniques - Fonds de compensation du service universel) (p. 9889, 9898) : parole sur l'article. Ses amendements n° 342 et 344 ; rejetés. Le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 18** (art. L. 3-2 du code des postes et communications électroniques - Soumission du secteur postal à une même réglementation d'intérêt général) (p. 9906) : son amendement n° 361 ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3-4 du code des postes et communications électroniques - Suppression d'une disposition prévoyant la prise de mesures réglementaires concernant les services d'envois recommandés) (p. 9908) : son amendement n° 532 ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 5-2 du code des postes et communications électroniques - Renforcement des pouvoirs du régulateur) (p. 9914, 9918) : ses amendements n° 349 et 350 ; rejetés. Le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 25** (Entrée en vigueur du titre Ier) (p. 9930) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 26** (Entrée en vigueur du titre II) (p. 9932, 9934) : son amendement n° 356 ; rejeté. Le groupe socialiste est opposé à ce texte. - **Seconde délibération - Article 2** (art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités) (p. 9936, 9937) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9941, 9942) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10639) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. François Fortassin (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter la majoration par mètre carré de la valeur cadastrale de certains terrains constructibles).

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (27 novembre 2009) (p. 11585, 11586) : son intervention. - **Article 53** (Prorogation de la garantie accordée à Dexia) (p. 11590) : s'abstiendra sur cet article.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) (p. 11762, 11763) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11779) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12528, 12529) : son intervention. - **Article 1er BA (Texte non modifié par la commission)** (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Objectifs et calendrier de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les chaînes nationales en clair) (p. 12537, 12538) : intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin. Le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission)** (art. 97 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Objectifs et calendrier de déploiement de la télévision numérique terrestre pour les autres chaînes nationales) : Le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 1er CA (Texte non modifié par la commission)** (art. 99 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Information par le CSA, dans les dix jours suivant la décision d'arrêt de la télévision analogique, des maires des communes qui ne seront pas couvertes par la TNT) : Parole sur l'article. - **Article 1er CB (Texte non modifié par la commission)** (Instauration d'une commission de transition vers la télévision numérique dans chaque département) (p. 12539) : le groupe socialiste votera cet article. - **Article 1er DC (Texte non modifié par la commission)** (Aide financière en faveur des collectivités locales mettant en œuvre des moyens propres à assurer la continuité de réception des services télévisés en clair) : Parole sur l'article. (p. 12540) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 1er D (Texte non modifié par la commission)** (art. 102 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Mise en place d'un "fonds parabole") (p. 12542) : le groupe socialiste votera cet article. - **Article 1er GB (Texte non modifié par la commission)** (art. 30-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Société de lancement pour la télévision personnelle mobile) (p. 12544) : le groupe socialiste votera cet article. - **Article 1er GC (Texte non modifié par la commission)** (art. 30-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Assignment de ressources radioélectriques en cas de brouillage par des immeubles) : Le groupe socialiste votera cet article. - **Article 1er GD (Texte non modifié par la commission)** (art. 42-12 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Avis du CSA sur les cessions d'activités d'une société exploitant un service de communication audiovisuelle au cours d'une procédure de sauvegarde et en cas de location-gérance) (p. 12545) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 1er HA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-8 du code des postes et des communications électroniques - Unification de la compétence juridictionnelle pour connaître des décisions réglementaires prises par l'ARCEP en matière d'accès au réseau) : Parole sur l'article. Le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 1er H (Texte non modifié par la**

commission) (art. L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Mutualisation de la boucle locale très haut débit en dehors des immeubles privés) (p. 12545, 12546) : son amendement n° 10 ; retiré. Le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1425-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique) : Parole sur l'article. (p. 12547) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Fonds d'aménagement numérique des territoires) (p. 12548) : parole sur l'article. (p. 12549) : intervient sur son amendement n° 11. (p. 12550) : son amendement n° 12 ; rejeté. - **Article 4 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur le fossé numérique) (p. 12554) : parole sur l'article. - **Article 4 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32 et section 6 du chapitre II du titre Ier du code des postes et des communications électroniques - Itinérance mobile entre la métropole et l'outre-mer) (p. 12555) : le groupe socialiste votera cet article. - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 49 du code des postes et des communications électroniques - Droit d'accès aux tranchées pour la pose de fibres optiques) : Le groupe socialiste votera cet article. - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales - Travaux d'enfouissement coordonné) (p. 12556) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 44-1 nouveau du code des

postes et des communications électroniques - Accès au courrier électronique après un changement de fournisseur d'accès à Internet) : Le groupe socialiste votera cet article. - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la tarification au débit réel) (p. 12557) : le groupe socialiste votera cet article. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport de l'ARCEP) (p. 12557) : le groupe socialiste votera cet article. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la neutralité des réseaux de communications électroniques) : Le groupe socialiste votera cet article. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la conservation et l'utilisation des données électroniques) : Le groupe socialiste votera cet article. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Application de la loi dans les collectivités d'outre-mer) : Le groupe socialiste votera cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12558) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales - Commission mixte paritaire [n° 192 (2009-2010)]** - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13327, 13330 ; 13339) : son intervention. - **Article 1er (Statut de l'entreprise publique La Poste)** (p. 13345) : le groupe socialiste est opposé à cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13347, 13348) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

TEULADE (René)
sénateur (Corrèze)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délict de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (13 mai 2009) - **Question préalable** (p. 4461, 4463) : sa motion n° 281 : tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Agences régionales de santé) (p. 5048) : soutient l'amendement n° 1072 de M. Jacky Le Menn ; rejeté.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires** [n° 562 (2008-2009)] - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel) (p. 7287) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2009) (p. 11876, 11877) : son intervention.

THIOLLIÈRE (Michel)
sénateur (Loire)
 UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision (21 janvier 2009).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (2 avril 2009).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (15 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France Télévisions.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 145 (2008-2009)] relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 150 (2008-2009)] (6 janvier 2009) - **Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 189 (2008-2009)] (28 janvier 2009) - **Culture - Société**.

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 327 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Culture - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 395 (2008-2009)] favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 396 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **Culture - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi [n° 498 (2008-2009)] relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 511 (2008-2009)] (1er juillet 2009) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 623 (2008-2009)] (16 septembre 2009) - **Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, sur la proposition de loi [n° 590 (2008-2009)] visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 89 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Médias (fascicule 1) - Audiovisuel - Avances à l'audiovisuel public [n° 104 tome 6 fasc.1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur la proposition de loi [n° 121 (2009-2010)] relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 145 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture : Avenant au contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions [n° 161 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Culture - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 157 (2009-2010)] pour 2009 [n° 167 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 12, 14) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**. - (8 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Exception d'irrecevabilité** (p. 85) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. David Assouline tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** - (8 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Exception d'irrecevabilité** (p. 104, 105) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. David Assouline tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009)**. - (8 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions*)

chargées des affaires culturelles) (p. 115, 116) : son amendement n° 2 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 5 de M. David Assouline et n° 6 de M. Jack Ralite.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** - (8 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 119) : position de la commission sur l'amendement n° 199 de M. Jack Ralite (responsabilité publique de l'ensemble des entreprises publiques et privées du secteur audiovisuel). - **Article 1er A** (art. 3-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel au Parlement sur les actions des éditeurs en faveur de la diversité) (p. 121) : position de la commission sur les amendements n° 241 de M. Hervé Maurey et n° 293 de Mme Bariza Khiari. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er** (p. 123, 125) : position de la commission sur les amendements de M. Jack Ralite n° 109 (renforcement du pluralisme de la composition du CSA) et n° 110 (prise en compte des interventions audiovisuelles du Président de la République dans le temps de parole réservé à l'exécutif) et de M. David Assouline n° 294 (modification des conditions de nomination des membres du CSA dans le but de renforcer son indépendance) et n° 295 (prise en compte des interventions audiovisuelles du Président de la République dans le temps de parole réservé à l'exécutif). - **Article 1er B** (art. 15 de la loi du 30 décembre 2004 - Rapport de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité sur l'égal accès à l'emploi dans l'audiovisuel public) (p. 128) : son amendement n° 3 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 129) : position de la commission sur l'amendement n° 111 de M. Jack Ralite (définition du pluralisme garanti par le CSA). - **Article 1er** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions) (p. 131, 147) : position de la commission sur les amendements de M. Jack Ralite n° 112, n° 113, n° 115 et n° 114, n° 288 de Mme Marie-Christine Blandin, ainsi que sur les amendements de M. David Assouline n° 296, n° 310, n° 306, n° 297, n° 298, n° 301, n° 302 et n° 303. Son amendement n° 4 : définition des missions de France Télévisions ; adopté.

- **Suite de la discussion** (12 janvier 2009) (p. 155, 164) : ses amendements n° 5 (garantie de la diversité de la création et de la production) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 440 de M. Jack Ralite, qu'il accepte ; n° 7 (conception et diffusion des programmes régionaux) ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 247, 248 et 289 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 311, 308 et 307 de M. David Assouline, sur les sous-amendements n° 441 du Gouvernement, n° 249 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 439 de M. Jack Ralite portant sur l'amendement n° 5 précité, et sur le sous-amendement n° 250 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 7 précité. - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 1er bis** (p. 175) : position de la commission sur les amendements analogues n° 118 de M. Jack Ralite et n° 251 de Mme Marie-Christine Blandin (maintien d'unités de programmes spécifiques afin de veiller à la diversité des œuvres patrimoniales). - **Article 1er bis** (art. 43-11 de la loi du 30 septembre 1986 - Participation du service public de l'audiovisuel à l'éducation à l'environnement et au développement durable) (p. 176) : son amendement n° 8 : élargissement des missions du service public de l'audiovisuel à l'apprentissage des langues étrangères ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 117 de M. Jack Ralite. - **Article 2** (art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Régime juridique de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) (p. 184, 192) : ses amendements n° 11 (missions de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) ; et n° 12 (précision) ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 119, 120, 121 et 122 de M. Jack Ralite, n° 252, 254 et 255 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 319, 317, 318, 320, 321 et 325 de M. David Assouline, n° 322, 323 et 324 de Mme Catherine Tasca, n° 79, 80 et 81 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis. - **Article 5** (art. 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil

d'administration de France Télévisions) (p. 202, 204) : son amendement n° 14 : modalités de nomination du responsable de l'information au sein de la société France Télévisions ; retiré. - **Article 6** (art. 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de Radio France) (p. 207) : son amendement n° 15 : modalités de nomination du responsable de l'information au sein de la société Radio France ; retiré. - **Article 7** (art. 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Composition du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France) (p. 210, 212) : ses amendements n° 16 (nombre de membres du conseil d'administration) ; n° 18 (coordination) ; n° 17 (précision) ; et n° 19 (présence d'une personnalité indépendante disposant d'une expérience reconnue dans le domaine de la francophonie) ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 128 et 129 de M. Jack Ralite, n° 330 et 331 de M. David Assouline, n° 259 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 82, 83 et 84 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Organisation des débats** (p. 245) : demande la réserve des articles 13 bis, 14 bis et 14 ter afin de permettre au secrétaire d'Etat à l'outre-mer d'être présent ; réserve ordonnée. - **Article 8** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de nomination des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 252, 254) : soutient l'amendement n° 443 de la commission ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 130 et 131 de M. Jack Ralite, n° 332, 333, 334, 335, 336, 337 et 338 de M. David Assouline, n° 260 et 261 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 9** (art. 47-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions de révocation des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 266, 269) : son amendement n° 20 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 339, 340, 341, 342 et 343 de M. David Assouline, n° 132 et 133 de M. Jack Ralite, n° 262 et 263 de Mme Marie-Christine Blandin, ainsi que sur le sous-amendement n° 225 de M. Michel Mercier portant sur son amendement n° 20. - **Article 12 bis** (art. 34-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services) (p. 277, 279) : son amendement n° 22 ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements identiques n° 180 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 432 de Mme Catherine Dumas portant sur son amendement n° 22, ainsi que sur les amendements identiques n° 419 de M. Hervé Maurey et n° 430 de M. Philippe Dominati. - **Article 15** (art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale) (p. 289, 297) : position de la commission sur les amendements n° 352 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 290, 264 et 265 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 139 et 140 de M. Jack Ralite, n° 353, 354 et 355 de M. David Assouline, n° 85 et 86 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 231 et 243 de M. Hervé Maurey, n° 424 de M. Philippe Dominati, ainsi que sur les sous-amendements n° 266 et 267 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 213 et 214 de Mlle Sophie Joissains portant sur l'amendement n° 30 de la commission. Son amendement n° 30 ; adopté. Distinction entre parrainage audiovisuel et publicité.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2009) - **Article 16** (art. 55 de la loi du 30 septembre 1986 - Retransmission des débats parlementaires sur France Télévisions) (p. 311, 313) : son amendement n° 33 : collaboration entre France Télévisions et les chaînes parlementaires pour la retransmission des débats et des travaux du Parlement ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Article 18** (art. 53 de la loi du 30 septembre 1986 - Réforme de la diffusion des messages publicitaires par France Télévisions et adaptation des contrats d'objectifs et de moyens de l'audiovisuel public) (p. 372, 373) : position de la commission sur les amendements n° 361 de M. Jacques Gillot, n° 365, 369, 356, 359, 357, 362, 358, 367 et 360 de M. David Assouline, n° 88 et 89 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 233 et 418 de M. Hervé Maurey et n° 291 de Mme Marie-Christine Blandin, ainsi que sur les sous-amendements, portant sur son amendement n° 34 précité, n° 87 de la commission des affaires étrangères saisie

pour avis, n° 228 de M. Hervé Maurey, n° 142, 141, 143, 457 et 456 de M. Jack Ralite, n° 445, 454, 446, 451, 447, 448, 449, 450, 452 et 455 de M. David Assouline. - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Mise à disposition obligatoire des chaînes du groupe France Télévisions auprès des distributeurs de services outre-mer) (p. 387, 388) : son amendement n° 23 ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 346 de M. David Assouline et n° 90 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 14 bis (précédemment réservé)** (Habilitation à prendre par ordonnance les mesures permettant l'extension de la télévision numérique terrestre aux collectivités d'outre-mer) (p. 391) : position de la commission sur les amendements n° 347, 348 et 349 de M. Jacques Gillot et n° 91 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 14 ter (précédemment réservé)** (art. 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Reconduction des autorisations délivrées aux services de radio diffusés par voie hertzienne terrestre en Nouvelle-Calédonie) (p. 392) : son amendement n° 28 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 397) : intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (extension de la contribution à la télévision et à la radio publique à l'ensemble des terminaux de réception). (p. 402) : intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (réduction du champ des bénéficiaires de la redevance). (p. 408) : position de la commission sur les amendements analogues n° 146 de M. Jack Ralite et n° 215 de M. Michel Mercier (augmentation de la redevance). - **Article 20** (art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision) (p. 418, 431) : position de la commission sur les amendements n° 244, 246, 245 et 229 de M. Hervé Maurey, n° 374 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 376 de M. David Assouline, n° 149, 152, 151, 150, 154, 155, 157, 156, 158 et 153 de M. Jack Ralite, n° 272, 274, 275, 276 et 277 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 426, 427 et 420 de M. Philippe Dominati et n° 186 de M. Yves Pozzo di Borgo. Son amendement n° 40 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 458 du Gouvernement qu'il accepte. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 432) : position de la commission sur l'amendement n° 431 de M. Philippe Dominati (impossibilité pour les programmes et les services à la demande des sociétés publiques de faire l'objet d'un droit exclusif de reprise). - **Article 21** (art. 302 bis KH 1693 sexies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques) (p. 438, 442) : sur l'amendement n° 209 de M. Bruno Retailleau, son sous-amendement n° 459 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 219, 220, 221 et 230 de M. Hervé Maurey, n° 208 et 209 de M. Bruno Retailleau, n° 188 et n° 189 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 377 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 159 et 160 de M. Jack Ralite et n° 278 de Mme Marie-Christine Blandin.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 26** (art. 14-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Autorisation et réglementation du placement de produit) (p. 476) : position de la commission sur les amendements n° 165 de M. Jack Ralite, n° 280 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 380 de M. David Assouline. - **Article 27** (art. 15 de la loi du 30 septembre 1986 - Extension aux SMAd des règles relatives à la protection des mineurs et au respect de la dignité de la personne) (p. 477) : son amendement n° 43 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 479, 481) : ses amendements n° 44 (possibilité pour le CSA d'assortir d'une astreinte ses décisions en matière de règlement des différends) ; retiré ; n° 45 (attribution au CSA de pouvoirs d'enquête renforcés) ; rejeté ; n° 46 (rapport sur la fusion des commissions administratives relatives à la protection de la jeunesse dans les médias) ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 461 du Gouvernement (possibilité pour le CSA d'assortir d'une astreinte ses décisions en matière de règlement des différends) et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 194 (protection des mineurs face aux menaces engendrées par le réseau Internet). - **Article 28 bis** (art. 20-4 de la loi du 30 septembre 1986 - Rôle de régulation du CSA sur les conditions d'accès des diffuseurs aux courts extraits) : son amendement n° 47 ; adopté. - **Article 29** (art. 27 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs

de services de télévision diffusés en mode hertzien à la production - Adaptation des obligations aux SMAd - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 482, 488) : ses amendements n° 49 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 463 du Gouvernement ; adopté qu'il accepte ; et n° 50 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 203 et 204 de Mme Catherine Procaccia et n° 463 du Gouvernement ainsi que sur le sous-amendement n° 428 de M. Philippe Dominati déposé sur son amendement n° 49 précité. - **Article 30 bis** (art. 30-1 de la loi du 30 septembre 1986 - Reprise des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre numérique sur les réseaux mobiles de troisième génération) (p. 491) : son amendement n° 54 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 382 de M. David Assouline. - **Article 34** (art. 33 de la loi du 30 septembre 1986 - Valorisation des dépenses d'audio-description dans la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en mode non-hertzien à la production - Contribution des éditeurs de services de télévision au financement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles) (p. 493) : son amendement n° 58 ; rejeté. - **Article 46** (art. 73 de la loi du 30 septembre 1986 - Possibilité d'une seconde coupure dans les films et les téléfilms) (p. 502, 503) : son amendement n° 65 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 170 de M. Jack Ralite, n° 282 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 387 de M. David Assouline. - **Article 47** (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à réformer le Centre national de la cinématographie et à rénover le droit des arts et industries de l'image animée) (p. 507) : position de la commission sur les amendements n° 389 et n° 390 de M. David Assouline et n° 171 de M. Jack Ralite. - **Article 48** (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à aménager les dispositifs de régulation de la diffusion cinématographique et à rénover les relations entre distributeurs et exploitants) (p. 509, 510) : position de la commission sur les amendements n° 172 de M. Jack Ralite et n° 391, 392, 393 et 394 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 511) : son amendement n° 66 ; mise en place d'un comité chargé de suivre la mise en œuvre des ordonnances prévues par le titre IV de la loi ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 49 A** (p. 511, 513) : son amendement n° 67 ; mise en place d'un comité chargé d'évaluer l'application de la présente loi ; adopté. Sur ce dernier, position de la commission sur le sous-amendement n° 195 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 49 A** (p. 514, 515) : position de la commission sur les amendements de M. Pierre-Yves Collombat n° 395 (amélioration de la couverture du territoire par les émetteurs numériques) et n° 397 (amélioration de la couverture hertzienne en mode numérique dans les départements) et n° 396 de M. David Assouline (amélioration de la couverture hertzienne numérique dans les départements). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 518, 520) : position de la commission sur les amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 284 (règles applicables aux actionnaires des sociétés de télévision en matière d'accès aux marchés publics) et n° 285 (dispositif visant à préserver le pluralisme dans le secteur des médias) et n° 385 de M. David Assouline (renforcement du dispositif anticongestion dans le secteur de l'audiovisuel). - **Article 49 bis** (art. 24-3 de la loi du 10 juillet 1985 - Résolutions des assemblées générales de copropriété sur la réception des services de télévision par voie hertzienne terrestre en mode numérique) : son amendement n° 68 ; adopté. - **Article 49 quater** (art. 30-3 de la loi du 30 septembre 1986 - Attribution de fréquences aux collectivités territoriales) (p. 522, 523) : position de la commission sur les amendements n° 398 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 196 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 49 septies** (art. 96-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Information du Parlement en matière de desserte des territoires en services de télévision numérique hertzienne terrestre) (p. 524) : son amendement n° 71 ; adopté. - **Article 49 octies** (Rapport au Parlement sur l'état du marché des services audiovisuels) (p. 525) : son amendement n° 72 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 532, 535) : position de la commission sur les amendements de M. David Assouline n° 408

(non-application du droit commun des centres d'appel aux distributeurs de services audiovisuels, de façon à lutter contre les délocalisations), n° 415 (réduction du délai entre la date de sortie en salle et la possibilité d'une exploitation au titre de la vidéo à la demande) et analogues n° 410, 412, 413, 414 et 411 (protection de leurs sources par les journalistes). Son amendement n° 74 : coordination ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 544) : remerciements. Volonté de défendre les positions du Sénat lors de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009).** - (16 janvier 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 546) : son amendement n° 7 : coordination ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision - Commission mixte paritaire [n° 189 (2008-2009)]** - (4 février 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1398, 1399) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - en remplacement de M. Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 3583, 3584) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Articles additionnels après l'article 8 D** (p. 3663) : favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 10 (exclusion du groupement d'intérêt public France Télé numérique du champ des bénéficiaires de la redevance).

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Commission mixte paritaire [n° 327 (2009-2010)]** - (9 avril 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3875, 3877) : son intervention.

- **Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 4422, 4426) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4433, 4434) : position de la commission sur les amendements de M. Ivan Renar n° 2 (définition de l'accès à Internet comme un droit fondamental garanti à tous les citoyens de manière égalitaire sur l'ensemble du territoire) et n° 3 (affirmation de la nature fondamentale du droit d'auteur dans ses dimensions tant patrimoniales que morales). - **Article 10 bis A** (*Art. L. 121-8, L. 132-35 à L. 132-45 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle ; art. L. 7111-5-1 [nouveau], L. 7113-2, L. 7113-3 et L. 7113-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 382-14-1 du code de la sécurité sociale - Droit d'auteur des journalistes*) (p. 4446, 4447) : position de la commission sur les amendements n° 4 et 5 de M. Ivan Renar et n° 1 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4450) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Ivan Renar (création d'un conseil pluraliste chargé d'élaborer les conditions de rémunération des auteurs à l'heure numérique).

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5135, 5136) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet [n° 512 (2008-2009)]** - (8 juillet 2009) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 6803) : son intervention. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 331-21-1 du code de la propriété*

intellectuelle - Constatation des infractions et recueil des observations par les membres et agents habilités et assermentés de la HADOPI) (p. 6824, 6825) : position de la commission sur les amendements n° 1, 7, 8 et 9 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 10 de M. Jack Ralite. - **Article 1er ter (Nouveau)** (*art. L. 331-26 et L. 331-35 du code de la propriété intellectuelle - Information des titulaires d'un abonnement à Internet sur les sanctions encourues*) (p. 6827) : position de la commission sur les amendements n° 2 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 11 de M. Jack Ralite. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 398-1 et 495 du code de procédure pénale - Possibilité d'un recours à la procédure du juge unique et aux ordonnances pénales en matière de délit de contrefaçon*) (p. 6828, 6829) : position de la commission sur les amendements n° 12 et 13 de M. Jack Ralite et n° 3 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 3 (Texte modifié par la commission)** (*art. L. 335-7 du code de la propriété intellectuelle - Création d'une nouvelle sanction : la suspension de l'accès au service Internet et l'interdiction de souscrire un nouvel abonnement*) (p. 6831, 6833) : position de la commission sur les amendements n° 14, 17 et 15 de M. Jack Ralite et n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 3 bis (Nouveau)** (*art. L. 331-37-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Sanction contraventionnelle en cas de négligence caractérisée*) (p. 6835) : position de la commission sur les amendements n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 16 de M. Jack Ralite.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 7138, 7139) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7185) : position de la commission de la culture saisie pour avis sur l'amendement n° 51 de M. Philippe Dominati (clarification).

- **Projet de loi relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet - Commission mixte paritaire [n° 337 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 7732, 7734) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 10646, 10649) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (25 novembre 2009) - au nom de la commission de la culture - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11297, 11303) : ses amendements n° I-421 : révision de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision ; rejeté ; et n° I-422 : rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-560 du Gouvernement.

Deuxième partie :

Médias - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (27 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11620, 11621) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 12824, 12825) : la commission de la culture, de l'éducation et de la communication a donné un avis favorable à l'adoption de ce projet de loi.

TODESCHINI (Jean-Marc)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) ; puis premier vice-président le 14 janvier 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation [n° 101 tome 3 annexe 5 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Anciens combattants - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - Travail - Union européenne.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - Famille.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - Famille - Société.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (31 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3608) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Nicole Bricq (exclusion des impositions portant sur les stock-options du champ du bouclier fiscal) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3632, 3633) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Nicole Bricq (exonération d'impôt sur les sociétés, pour les organismes HLM, sur le produit de la cession des certificats d'économie d'énergie) ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - *Pouvoirs du directeur et du directoire des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé*) (p. 4697) : intervient sur l'amendement n° 1180 du Gouvernement.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)]** - (29 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9121, 9122) : le groupe socialiste adoptera cette proposition de résolution.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Article 2** (art. 232 du code général des impôts - *Elargissement du champ d'application et hausse des taux de la taxe sur les logements vacants*) (p. 10636) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (21 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 11010, 11011) : intervient sur le sous-amendement n° I-521 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-1 de la commission.

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11833, 11834) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11847, 11853) : position de la commission sur les amendements n° II-135, II-136, II-137, II-138 et II-139 de M. Guy Fischer, et n° II-81, II-82, II-83, II-84, II-85, II-86 et II-87 de M. Jean-Pierre Bel. - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 11853, 11863) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-63 (rapport gouvernemental évaluant les dispositifs de prise en charge des conjoints survivants de ressortissants de l'Office national des anciens combattants), n° II-89 de M. Jean-Pierre Bel (diminution de l'âge de jouissance de la demi-part fiscale réservée au titulaire de la carte du combattant), et n° II-174 du Gouvernement (majoration de la pension des conjoints survivants des grands invalides).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Article 45 quater** (*Modification du régime de reprise de la réduction d'impôt pour investissement dans une résidence de tourisme en zone de revitalisation rurale*) (p. 12321) : soutient l'amendement n° II-262 de Mme Patricia Schillinger ; rejeté. - **Article 48** (*Création au profit des conseils régionaux d'une faculté d'augmenter la taxe intérieure de consommation sur le gazole et les supercarburants pour financer des projets d'infrastructures de transport*) (p. 12346) : intervient sur les amendements n° II-108 de M. Thierry Foucaud et n° II-282 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12373) : soutient les amendements portant sur le même objet de M. Thierry Repentin n° II-267 et n° II-268 (mesures en faveur du développement du logement social) ; rejetés. (p. 12376) : soutient l'amendement n° II-269 de M. Thierry Repentin (baisse de la TVA sur les opérations d'accession sociale) ; retiré.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 12637) : favorable à la motion n° 3 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12645, 12646) : son amendement n° 8 : découpage électoral de la Moselle ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 12656) : respect du résultat des scrutins publics.

TRILLARD (André)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gendarmerie nationale (1er juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (29 septembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Kosovo : quelle présence internationale après l'indépendance ? [n° 174 (2008-2009)] (20 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Traités et conventions**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les opérations extérieures sous le contrôle du Parlement [n° 178 (2008-2009)] (23 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 314 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la convention relative à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya arabe, libyenne, populaire et socialiste [n° 9 (2009-2010)] (7 octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Action extérieure de l'État : moyens de l'action internationale [n° 102 tome 1 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Immigration, asile et intégration : Immigration et asile [n° 102 tome 7 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 381 (2008-2009)] - (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - *Agences régionales de santé* (p. 4913) : intervient sur l'amendement n° 1152 de M. Gilbert Barbier.

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 25 (précédemment réservés)** (p. 5760) : son amendement n° 20 : actualisation du code de la santé publique dans le domaine du médicament vétérinaire ; adopté. (p. 5761) : son amendement n° 19 : attribution de pouvoir de police sanitaire au directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, en matière de médicament vétérinaire ; adopté. - **Article additionnel après l'article 25 septies (précédemment réservé)** (p. 5766) : son amendement n° 141 : amélioration de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires nouvelles ; adopté.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires** [n° 562 (2008-2009)] - (22 juillet 2009) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - *Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7341, 7343) : son amendement n° 1 ; retiré.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8880, 8881) : son intervention. (p. 8888) : ses observations.

- **Projet de loi de finances pour 2010** [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 11674, 11675) : son intervention.

TROENDLE (Catherine)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pénitentiaire (29 septembre 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile le 17 février 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 378 (2007-2008)] tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 331 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Sécurité civile [n° 106 tome 10 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 461 (2008-2009)] tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 114 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (6 mars 2009) - **Article 58 A** (*Conditions d'éligibilité au fonds interministériel pour la prévention de la délinquance*) (p. 2592) : son amendement n° 1 ; adopté.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3137) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Article 9 bis** (*art. L. 213-3, L. 213-4, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8-1 nouveau et L. 562-24-1 du code de l'organisation judiciaire, art. 228 et 267-1 du code civil - Extension des compétences du juge aux affaires familiales - Simplification des règles de partage des intérêts patrimoniaux des époux après le prononcé du divorce*) (p. 3271) : soutient les amendements n° 66 de M. Hubert Haenel ; retiré ; et n° 67 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3292, 3293) : soutient les amendements de Mme Isabelle Debré n° 84 (maintien en fonction du président et du vice-président des conseils de prud'hommes jusqu'à l'installation de leurs successeurs) ; n° 94 (retour des dossiers transférés à d'autres juridictions lorsque le conseil de prud'hommes compétent est à nouveau en état de fonctionner) ; n° 87 (remboursement des salaires des employés membres d'un conseil de prud'hommes) ; adoptés.

- **Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 378 (2007-2008)]** - (7 mai 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4278, 4282) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4293, 4294) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de M. Alain Fouché (amélioration du système de récupération de points pour les professionnels de la route). - **Article 1er** (*art. L. 223-9 [nouveau] du code de la route - Suppression du retrait de points en cas de dépassement de la vitesse maximale autorisée de moins de 5 km/h*) (p. 4297) : position de la commission sur les amendements n° 5 de M. Jacques Mahéas et n° 1 de M. Nicolas About. - **Article 2** (*art. L. 412-3 [nouveau] du code de la route - Suppression du retrait de points en cas de non-port de la ceinture de sécurité par le conducteur*) (p. 4298) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Jacques Mahéas. - **Article 3** (*art. L. 413-6 [nouveau] du code de la route - Alignement des vitesses maximales de nuit sur les vitesses maximales par temps de pluie*) (p. 4299) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Jacques Mahéas. - **Article 4** (*art. L. 324-2 du code de la route - Retrait de points en cas de conduite d'un véhicule non assuré*) (p. 4300) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Mahéas. - **Article 5** (*art. L. 324-2 du code de la route - Création d'une peine complémentaire de vente du véhicule non assuré au profit du Fonds de garantie des assurances obligatoires*) (p. 4301) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Mahéas. - **Article 6** (*art. L. 211-1 du code des assurances - Assurance du véhicule jusqu'à l'échéance du contrat en cas d'invalidation du permis*) (p. 4301) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Mahéas. - **Article 7** (*art. L. 211-7 bis [nouveau] du code des assurances - Obligation pour l'assuré de fournir à l'assureur une certification de détention du permis de conduire*) (p. 4301) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Mahéas. (p. 4302) : son intervention.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5142, 5143) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le code de justice administrative [n° 426 (2008-2009)]** - (2 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5467) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8591, 8592) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]**

Quatrième partie :

- (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10271) : intervient sur l'amendement n° 284 de M. François Autain (réglementation des publicités pour les vaccins). - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10312) : intervient sur l'amendement n° 180 de M. Alain Milon (possibilité de prendre en charge la chirurgie ambulatoire de la cataracte en milieu extra-hospitalier) ainsi que sur le sous-amendement n° 536 de Mme Marie-Thérèse Hermange s'y rapportant.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11986, 11988) : soutient l'amendement n° II-116 de M. Antoine Lefèvre ; retiré.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2009) - en remplacement de M. Bernard Saugey, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 12007, 12008) : son intervention.

Sécurité civile

- (3 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 12035, 12036) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 12475, 12476) : son intervention. - **Article 2 (art. 515-3 du code civil - Enregistrement du pacte civil de solidarité au domicile d'un des partenaires - Inopposabilité de l'ordre public local aux PACS enregistrés à l'étranger)** (p. 12493) : parole sur l'article. - **Article 3 (art. additionnel après l'art. 515-7 du code civil - Reconnaissance en France des partenariats conclus à l'étranger)** : Parole sur l'article.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12625, 12626) : son intervention.

TROPEANO (Robert)
sénateur (Hérault)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants [n° 596 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

TRUCY (François)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux le 20 mai 2009.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers [n° 228 (2008-2009)] (18 février 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à améliorer le système de récupération de points pour les professionnels de la route [n° 266 (2008-2009)] (12 mars 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi relative à la création de postes de suppléant dans les chambres de commerce et d'industrie [n° 455 (2008-2009)] (5 juin 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la politique de l'État en matière de gestion des ressources halieutiques et des pêches** - (5 mai 2009) (p. 4152, 4153) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7482, 7484) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2009) - **Article 26 (Section 4 [nouvelle] du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement - Bilans des émissions de gaz à effet de serre et plans climat-énergie territoriaux)** (p. 8077) : son amendement n° 495 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9252, 9253) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (2 décembre 2009) (p. 11838, 11839) : son intervention.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 462 (2008-2009)] relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 548 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget - Défense.**

Proposition de loi relative à la modernisation du réseau des chambres de commerce et d'industrie [n° 565 (2008-2009)] (17 juillet 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - **Défense [n° 101 tome 3 annexe 8 (2009-2010)]** (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2909, 2910) : intervient sur l'amendement n° 121 de M. Claude Lise (instauration d'une taxe sur les jeux au profit des conseils généraux d'outre-mer).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6905, 6907) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

TUHEIAVA (Richard)
sénateur (Polynésie française)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Défense

- (30 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11712, 11714) : son intervention. (p. 11715, 11717) : son intervention.

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [n° 592 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** [n° 42 (2008-2009)] - (27 janvier 2009) - **Article 1er** (*Objectifs du projet de loi et stratégie nationale du développement durable*) (p. 977, 978) : parole sur l'article.

- **Projet de loi pénitentiaire** [n° 202 (2008-2009)] - (5 mars 2009) - **Article 25** (*Respect des droits fondamentaux reconnus à l'enfant*) (p. 2505, 2507) : son amendement n° 140 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 2508) : son amendement n° 141 : garantie d'une séparation entre détenus mineurs et majeurs ; rejeté.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer** [n° 233 (2008-2009)] - (10 mars 2009) -

Discussion générale (p. 2725, 2727) : son intervention. Sa collectivité de Polynésie française.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2820, 2831) : ses amendements n° 174 et 176 ; rejetés ; n° 175 ; retiré. Sur l'amendement n° 402 du Gouvernement, son sous-amendement n° 431 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Gaston Flosse. - **Article 6** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés pour les investissements productifs*) (p. 2834) : sur l'amendement n° 405 du Gouvernement, son sous-amendement n° 432 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Article 16** (*Création d'un fonds exceptionnel d'investissement outre-mer*) (p. 2897) : parole sur l'article. - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2950) : son amendement n° 138 ; rejeté. (p. 2952) : soutient l'amendement n° 417 de M. Georges Patient ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories** [n° 483 (2008-2009)] - (29 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 6425, 6426) : votera ce texte. - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (*Sortie des collections des têtes maories conservées par les musées de France*) (p. 6428) : ses amendements n° 2 et 3 ; retirés. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 6429) : son amendement n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** [n° 19 (2009-2010)] - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8611, 8613) : son intervention. - **Article 1er** (*Indemnisation des conséquences sanitaires des essais nucléaires*) (p. 8620) : son amendement n° 14 ; rejeté. - **Article 2** (*Détermination des zones et périodes concernées*) (p. 8621) : son amendement n° 18 ; rejeté. - **Article 3** (*Éléments matériels à l'appui de la demande d'indemnisation*) (p. 8622, 8625) : son amendement n° 19 ; adopté. - **Article 4** (*Comité d'indemnisation*) (p. 8630, 8632) : ses amendements n° 29, 24, 25 et 26 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8633) : son amendement n° 27 : modalités de recours en cas de refus d'indemnisation ou de contestation du montant de l'indemnisation proposée ; retiré. - **Article 7** (*La commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires*) (p. 8635) : son amendement n° 28 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8638) : s'abstiendra sur l'amendement n° 9 de M. André Vantomme (délivrance du titre de reconnaissance de la nation aux personnes ayant participé aux essais nucléaires français). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8641) : ne votera pas ce projet de loi.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL).

TÜRK (Alex)
sénateur (Nord)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

VALL (Raymond)
sénateur (Gers)
 RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale [n° 580 (2008-2009)] (22 juillet 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants [n° 596 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique [n° 597 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Entreprises - Justice - Travail.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi étendant l'application de la journée complémentaire aux opérations d'investissement des collectivités ayant signé la convention relative au versement anticipé du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 624 (2008-2009)] (18 septembre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'attribution de fréquences de réseaux mobiles** - (11 février 2009) (p. 1733, 1734) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Simon Sutour sur l'avenir des services publics dans les zones rurales** - (26 mars 2009) (p. 3481, 3484) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4388, 4389) : son intervention. Les membres du groupe RDSE voteront pour ou contre ce projet de loi, en fonction du sort réservé à leurs amendements.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) - **Article 2 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-2, L. 6144-1, L. 5126-5, L. 6161-2, L. 6113-8, L. 1151-1 du code de la santé publique, art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale - *Qualité et sécurité des soins dans les établissements de santé*) (p. 4569) : soutient l'amendement n° 595 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 4 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6141-1, L. 6141-2, L. 6141-2-1 [nouveau], L. 6141-7-3 [nouveau] du code de la santé publique - *Statut des établissements publics de santé*) (p. 4609) : son amendement n° 617 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système hospitalier*) (p. 4843) : son amendement n° 621 ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (23 juin 2009) (p. 6190) : signale que le groupe RDSE n'a pas été convié à l'émission télévisée de Public Sénat consécutive à la réunion du Congrès à Versailles.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (23 juin 2009) (p. 6195, 6196) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7140, 7141) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (15 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7477, 7478) : son intervention.

- **Débat sur les pôles d'excellence rurale** - (21 octobre 2009) (p. 8854, 8855) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (2 décembre 2009) (p. 11927, 11928) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) (p. 11957, 11958) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)] -**

(10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12526) : son intervention.

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi le 17 février 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Ville et logement [n° 103 tome 8 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 297 (2008-2009)]** - (1er avril 2009) - **Articles additionnels avant**

l'article 8 (p. 3666) : soutient l'amendement n° 78 de M. Jean-Jacques Jégou (élargissement du "dispositif Scellier" aux investissements réalisés selon le dispositif de l'usufruit locatif) ; rejeté.

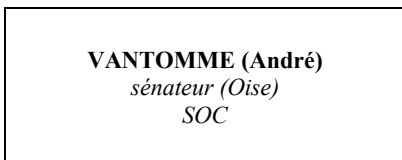
- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4381, 4382) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - *Communauté hospitalière de territoire*) (p. 4814) : intervient sur les amendements n° 1307, 1308 et 1309 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1310, 1311 et 1312 de la commission s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 4849, 4856) : son amendement n° 215 : création d'une restriction temporaire de liberté d'installation des médecins au profit du service public hospitalier ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (22 septembre 2009) - **Article 4** (art. L. 6323-12, L. 6323-21 à L. 6323-23 du code du travail - *Portabilité du droit individuel à la formation*) (p. 7847) : soutient l'amendement n° 102 de M. Daniel Dubois ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - *Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 7874) : son amendement n° 24 ; retiré. (p. 7882, 7888) : son amendement n° 23 ; retiré. Soutient l'amendement n° 107 de M. Daniel Dubois ; adopté. - **Article 11** (art. L. 6314-1, L. 6314-2 (nouveau) du code du travail et art. L. 335-6 du code de l'éducation - *Définition et modalités de détermination des certificats de qualification professionnelle - Missions de la commission nationale de la certification professionnelle*) (p. 7897) : soutient l'amendement n° 106 de M. Daniel Dubois ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)]** - (17 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10626, 10627) : son intervention.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 décembre 2009) (p. 12387) : en son nom et aux noms de M. Marcel Deneux et Mme Jacqueline Gourault.



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les opérations extérieures sous le contrôle du Parlement [n° 178 (2008-2009)] (23 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 352 (2008-2009)] autorisant l'approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux [n° 419 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Aide publique au développement [n° 102 tome 3 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Prolongation de cinq interventions des forces armées - Débat et votes sur des demandes d'autorisation du Gouvernement** - (28 janvier 2009) (p. 1056, 1059) : son intervention. Le groupe socialiste ne prendra pas part au vote.

- **Question orale avec débat de M. André Vantomme sur le fonctionnement du pôle emploi** - (25 juin 2009) (p. 6377, 6379) : sa question. (p. 6388) : ses observations.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6927, 6928) : son intervention. - **Article 2 et rapport annexé (Approbation du rapport annexé)** (p. 6959, 6960) : soutient l'amendement n° 81 de M. Didier Boulaud ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) (p. 6694) : soutient l'amendement n° 93 de M. Didier Boulaud ; rejeté. (p. 7014) : soutient l'amendement n° 85 de M. Didier Boulaud ; rejeté. - **Article 5 (Adaptation des dispositions du code de la défense relatives à l'organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale)** (p. 7077) : parole sur l'article. (p. 7082) : soutient l'amendement n° 91 de M. Didier Boulaud ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8607, 8608) : son intervention. - **Article 7 (La commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires)** (p. 8635) : son amendement n° 8 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8641) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts à des Etats étrangers

- (4 décembre 2009) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 12050, 12051) : son intervention. (p. 12055, 12056) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Commission mixte paritaire [n° 122 (2009-2010)]** - (22 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13272, 13273) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

VASSELLE (Alain)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des affaires sociales à partir du 8 juillet 2009 ; membre de la commission jusqu'au 7 juillet 2009.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire jusqu'au 15 juin 2009.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé jusqu'au 15 juin 2009.

Président de droit de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (10 juin 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (16 novembre 2009).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse le 7 octobre 2009.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 173 (2008-2009)] (16 janvier 2009) - **Budget - Société**.

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Finances sociales : arrêté de péril [n° 544 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la protection des électeurs face aux dérives d'utilisation des fichiers électoraux et à la transparence des listes électorales [n° 603 (2008-2009)] (10 août 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer une mixité sociale dans les collèges situés en zone d'éducation prioritaire ou dans le réseau "ambition réussite" [n° 606 (2008-2009)] (1er septembre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer la procédure de lutte contre les mariages simulés [n° 625 (2008-2009)] (19 septembre 2009) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Prélèvements sociaux : les limites de l'attentisme [n° 53 (2009-2010)] (21 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : En attendant la convergence tarifaire... [n° 76 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] - Équilibres financiers généraux [n° 90 tome 1 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - **Budget - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] - Assurance maladie [n° 90 tome 2 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - **Budget - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] - Examen des articles [n° 90 tome 7 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - **Budget - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)] - Tableau comparatif [n° 90 tome 8 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - **Budget - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 99 (2009-2010)] (18 novembre 2009) - **Budget - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 964) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2009) - **Article 3 (Objectifs généraux du plan de rénovation des bâtiments)** (p. 1010) : défavorable à l'amendement n° 9 de la commission. - **Article 4 (Règles de performance énergétique des constructions neuves)** (p. 1015, 1016) : sur l'amendement n° 10 de la commission, son sous-amendement n° 361 ; adopté. - **Article 5 (Rénovation thermique des bâtiments existants)** (p. 1035) : intervient sur l'amendement n° 173 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (3 février 2009) - **Article 22 (Amélioration de la connaissance dans le domaine de la biodiversité)** (p. 1359) : intervient sur l'amendement n° 63 de la commission. - **Article 24 (Objectifs et actions visant à améliorer la gestion de l'eau)** (p. 1366) : son amendement n° 369 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2009) - **Article 28 (Agriculture durable)** (p. 1447, 1451) : son amendement n° 370 ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 489 de M. Daniel Soulage.

- **Suite de la discussion** (5 février 2009) (p. 1489) : intervient sur les amendements n° 294 de Mme Françoise Laborde et n° 554 de Mme Marie-Christine Blandin. Ses amendements n° 371 et n° 372 ; retirés. (p. 1493) : sur l'amendement n° 69 de la commission, son sous-amendement n° 362 ; adopté. (p. 1494) : soutient l'amendement n° 124 de M. Gérard César ; devenu sans objet. (p. 1499) : votera l'amendement n° 182 de M. François Fortassin. - **Article 41 (Politique de réduction des déchets)** (p. 1582) : intervient sur l'amendement n° 84 de la commission. (p. 1583, 1596) : ses amendements n° 718 ; adopté ; n° 754 et 755 ; retirés. Favorable à l'amendement n° 141 de la commission. Sur l'amendement n° 87 de la commission, intervient sur le sous-amendement n° 356 de M. Dominique Braye. Reprend l'amendement n° 359 de M. Dominique Braye ; retiré. Favorable à l'amendement n° 354 de M. Dominique Braye.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3136, 3137) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (25 mars 2009) - **Article 33 (art. L. 2122-19, L. 3121-19,**

L. 4132-18, L. 5212-2, L. 5212-33, L. 5214-28, L. 5212-34, L. 5214-29, L. 5721-7-1 du CGCT ; art. 1er de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ; art. L. 122-11 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Règles diverses relatives au fonctionnement des collectivités territoriales) (p. 3366) : intervient sur l'amendement n° 18 de M. Christian Cambon. (p. 3367) : défavorable aux amendements n° 93 de M. Roland du Luart et n° 113 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 34 (Supprimé par la commission)** (art. L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales ; art. 6 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 - Possibilité ouverte aux collectivités locales de procéder à l'affichage des actes exclusivement sur support numérique) (p. 3370) : intervient sur l'amendement n° 158 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3372) : son amendement n° 21 : suppression de dispositions obsolètes ; adopté.

- **Débat sur la politique agricole commune** - (28 avril 2009) (p. 3967, 3968) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (12 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4385, 4388) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (15 mai 2009) - **Article 6 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6143-7, L. 6143-7-2 à L. 6143-7-4 [nouveaux], L. 6143-2, L. 6143-3-2 et L. 6143-4 du code de la santé publique - Pouvoirs du directeur et du directeur des établissements publics de santé et contrôle des décisions des établissements publics de santé) (p. 4700, 4701) : intervient sur le III de l'amendement n° 1180 du Gouvernement. (p. 4718) : soutient l'amendement n° 194 de M. Bruno Gilles ; retiré. Sur l'amendement n° 1192 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1291 ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 1256 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - Nomination et gestion des personnels de direction) (p. 4738, 4739) : intervient sur l'amendement n° 1184 du Gouvernement. (p. 4741) : intervient sur l'amendement n° 1167 du Gouvernement. - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - Organisation interne des établissements publics de santé) (p. 4752, 4761) : intervient sur l'amendement n° 1191 du Gouvernement. (p. 4757, 4758) : son amendement n° 248 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 1298 et 1189 du Gouvernement. - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 4768) : son amendement n° 242 ; retiré. - **Article 10 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6152-1, L. 6152-3, L. 6152-4 du code de la santé publique, art. L. 112-2 du code de la recherche, art. 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-23 du code de l'éducation, art. L. 4111-2, L. 4221-12 du code de la santé publique - Statut des praticiens hospitaliers) (p. 4789) : intervient sur l'amendement n° 643 de M. Gilbert Barbier.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2009) - **Rappel au règlement** (p. 4814) : conditions de travail du Sénat. Risque de blocage du fonctionnement du Parlement. - **Article 12 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6132-1 à L. 6132-8, L. 6132-9 à L. 6132-15 [nouveaux] du code de la santé publique - Communauté hospitalière de territoire) (p. 4815, 4816) : intervient sur les amendements n° 1307, 1308 et 1309 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1310, 1311 et 1312 de la commission s'y rapportant. (p. 4820) : intervient sur l'amendement n° 550 de M. François Autain. - **Article 13 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6133-1 à L. 6133-6, L. 6133-7 à L. 6133-9 [nouveaux] du code de la santé publique, art. L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 6122-15, L. 6122-16, L. 6131-1 à L. 6131-5 du code de la santé publique, art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Groupements de coopération sanitaire - Coordination par l'agence régionale de santé de l'évolution du système

hospitalier) (p. 4833, 4834) : son amendement n° 239 ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 4845) : son amendement n° 237 : création d'un nouveau secteur conventionnel à caractère optionnel ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 13 (précédemment réservés)** (p. 4861) : son amendement n° 253 : mise en œuvre du principe de droit international selon lequel aucune dépense de santé concernant des ressortissants étrangers ne doit rester à la charge de l'hôpital ou de l'assurance maladie française ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveaux], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveaux], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveaux], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveaux] du code de la santé publique) - Agences régionales de santé) (p. 4888, 4895) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 1248 du Gouvernement. (p. 4898, 4902) : son amendement n° 249 ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 1010 de M. Nicolas About, son sous-amendement n° 1336 ; retiré. (p. 4913, 4917) : intervient sur les amendements n° 1152 et 1155 de M. Gilbert Barbier et n° 79 de M. René Beaumont.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2009) (p. 4944) : intervient sur l'amendement n° 1328 du Gouvernement. (p. 4964, 4966) : son amendement n° 1012 ; retiré. (p. 4973) : intervient sur l'amendement n° 1144 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe. (p. 4981) : intervient sur l'amendement n° 927 de M. François Autain. (p. 4985, 4986) : intervient sur l'amendement n° 928 de M. François Autain. (p. 4987) : sur l'amendement n° 1320 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1045 ; rejeté. (p. 4994, 4995) : ses amendements n° 1013, 1014 et 1015 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) (p. 5049) : intervient sur les amendements identiques n° 88 de M. Jacques Blanc, n° 947 de M. François Autain et n° 1075 de Mme Bernadette Bourzai. (p. 5058, 5066) : intervient sur les amendements n° 1279 du Gouvernement, n° 1000 de M. Philippe Leroy et n° 988 de M. Paul Blanc. (p. 5091) : intervient sur l'amendement n° 1284 du Gouvernement. (p. 5093, 5096) : intervient sur les amendements identiques n° 1095 de M. Jacky Le Menn et n° 1158 de M. Gilbert Barbier ainsi que sur l'amendement n° 1006 du Gouvernement. - **Article 27 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 4031-1 à L. 4031-6 [nouveaux] et L. 4134-1 à L. 4134-7 du code de la santé publique, art. L. 162-33 et L. 162-14-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Représentation des professionnels de santé exerçant à titre libéral) (p. 5101) : son amendement n° 247 ; retiré. (p. 5109) : intervient sur l'amendement n° 1340 du Gouvernement et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1347 de M. Gilbert Barbier.

- **Suite de la discussion** (27 mai 2009) - **Article 28 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 247-2, L. 312-3, L. 312-5, L. 312-5-1, L. 312-8, L. 313-1-1, L. 313-3, L. 313-4, L. 345-3, L. 348-4, L. 313-12, L. 312-2-2, L. 313-13, L. 314-3, L. 315-14 et L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Etablissements et services médico-sociaux) (p. 5172, 5173) : son amendement n° 1008 ; adopté. (p. 5179) : dénonce les conditions de travail du Sénat sur ce texte.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2009) (p. 5201) : intervient sur les amendements n° 977 de M. François Autain et n° 1168 du Gouvernement. - **Article 30 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 123-2-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Transfert aux agences de santé des biens, droits et obligations des organismes auxquels elles se substituent) (p. 5214) : ses amendements n° 1016 et 1017 ; retirés. - **Article 31 (Texte modifié par la commission)** (Préfiguration en 2009 des agences régionales de santé) (p. 5216) : intervient sur l'amendement n° 1247 du Gouvernement. - **Article 33 (Texte modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour coordonner les codes avec la loi, organiser les centres de lutte contre le cancer et adapter la loi outre-mer) (p. 5220, 5221) : votera l'amendement n° 1244 du Gouvernement. - **Article additionnel avant l'article 26 A (précédemment réservé)** (p. 5225) : son amendement n° 1136 : transmission d'un rapport au Parlement sur l'opportunité pour les caisses nationales d'assurance maladie de mettre en place des services pour les patients ayant effectué un séjour à l'hôpital,

afin de faciliter leur retour à domicile ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 34 (précédemment réservés)** (p. 5230) : son amendement n° 1009 : nécessité de soumettre tout candidat au permis de conduire à un examen approprié de son acuité visuelle ; retiré. - **Article 14 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1411-1 à L. 1411-8 et L. 4130-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principes d'organisation des soins en niveaux de recours et définition de la médecine générale de premier recours) (p. 5260) : intervient sur l'amendement n° 1227 du Gouvernement. (p. 5262, 5263) : intervient sur l'article. - **Article 14 bis A** (art. L. 1111-2 du code de la santé publique - Transmission des informations de suivi d'un patient hospitalisé) (p. 5263, 5265) : son amendement n° 236 ; adopté. - **Article 15 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 632-1-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-5, L. 632-9, L. 632-10, L. 634-1 du code de l'éducation, art. L. 1434-6-1 du code de la santé publique - Fixation du numerus clausus des études médicales et régulation pluriannuelle de l'offre de postes d'internat de médecine en fonction des besoins de santé - Revalorisation de l'internat en odontologie - Création d'un contrat santé solidarité) (p. 5284) : intervient sur l'amendement n° 1229 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2009) (p. 5319, 5330) : intervient sur les amendements identiques n° 179 de M. Hervé Maurey et n° 230 du Gouvernement et de M. Hervé Maurey n° 181 et n° 182. - **Article 16 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6314-1, L. 6314-2, L. 6314-3 [nouveau] et L. 6315-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 5340, 5352) : parole sur l'article. Intervient sur les amendements n° 1232 et 1231 du Gouvernement. - **Article 16 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 161-36-1 et L. 161-36-3-2 du code de la sécurité sociale - Expérimentation du dossier médical sur clé USB pour les patients atteints d'affections de longue durée) (p. 5355, 5356) : intervient sur l'amendement n° 1252 du Gouvernement. - **Article 18 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1110-3 et L. 1111-3 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-14 et art. L. 162-1-14-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Limitation des refus de soins par les professionnels de santé) (p. 5371) : intervient sur l'amendement n° 785 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 5563, 5564) : son amendement n° 240 : valorisation de la médecine générale ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 juin 2009) - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies (précédemment réservés)** (p. 5626) : intervient sur l'amendement n° 853 de M. Paul Blanc (contrat d'amélioration des pratiques individuelles). - **Articles additionnels avant l'article 16 (précédemment réservés)** (p. 5634) : votera l'amendement n° 44 de M. Pierre Bordier (prise en charge des interventions de secours à la personne pratiquées par les services départementaux d'incendie et de secours). - **Articles additionnels après l'article 19 sexies (précédemment réservés)** (p. 5647) : votera l'amendement n° 1331 du Gouvernement (possibilité de suspendre le droit d'exercice des orthophonistes et des orthoptistes).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2009) - **Article 22 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1161-1 à L. 1161-8, L. 1162-1 et L. 1521-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Education thérapeutique du patient) (p. 5674) : intervient sur l'amendement n° 791 de M. Jean-Pierre Michel. - **Rappel au règlement** (p. 5681) : demande aux orateurs de faire un effort de concision dans la présentation des amendements. - **Article 22 bis (Texte modifié par la commission)** (art. L. 2122-1, L. 4151-1 et L. 5134-1 du code de la santé publique - Extension des missions des sages-femmes) (p. 5693) : intervient sur l'article. - **Article 22 septies (Texte modifié par la commission)** (art. 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Formation des psychothérapeutes) (p. 5699, 5700) : son amendement n° 243 ; retiré. (p. 5701) : sur l'amendement n° 800 de M. Jean-Pierre Sueur, son sous-amendement n° 1367 ; devenu sans objet. (p. 5703) : intervient sur son amendement n° 243, et sur son sous-amendement n° 1367 précités. Votera l'amendement n° 800 précité. (p. 5704, 5705) : sur l'amendement n° 799 de M. Jean-

Pierre Sueur, son sous-amendement n° 1366 ; adopté. - **Article 24 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 312-1, L. 1425-1, L. 1425-2, L. 1426-1 et L. 1426-2 [nouveau], L. 3322-9, L. 3331-4, L. 3351-6, L. 3351-6-1 et L. 3351-6-2 [nouveaux], L. 3351-8, L. 3512-1-1 et L. 3512-4 du code de la santé publique - Interdiction de vente d'alcool au forfait et dans les stations service, réglementation de la vente d'alcool réfrigéré et à distance, contrôle) (p. 5717) : son amendement n° 244 ; retiré. (p. 5718) : ses amendements n° 245 ; devenu sans objet ; et n° 246 ; retiré.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6502) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - **Article 1er** (art. 222-22-1 [nouveau], paragraphes 3, 4 et 5 [nouveau] de la section 3 du chapitre II du titre II du livre II, art. 222-31-1 et 222-31-2 [nouveaux], art. 227-27-2 et 227-27-3 [nouveaux] et art. 227-28-2 du code pénal - Inscription de la notion d'inceste dans le code pénal et précision de la notion de contrainte) (p. 6519) : votera l'amendement n° 9 du Gouvernement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) - rapporteur général de la commission des affaires sociales (p.7047, 7050) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (6 octobre 2009) (p. 8202, 8203) : maîtrise du calendrier parlementaire.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (6 octobre 2009) - **Article 52** (art. L. 211-1-4 [nouveau], L. 216-1, L. 216-3 et L. 216-5 du code de l'environnement - Mise en place d'une bande enherbée de cinq mètres le long des cours d'eau) (p. 8221) : son amendement n° 853 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2009) - **Article 72** (art. L. 32-1, L. 34-9 et L. 34-9-1 du code des postes et des télécommunications électroniques, art. L. 5231-3 et L. 5231-4 [nouveaux] du code de la santé publique et art. 17 bis [nouveau] de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie - Encadrement réglementaire sur les ondes électromagnétiques) (p. 8302, 8304) : votera contre l'amendement n° 453 de Mme Mireille Schurch. Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Michel Houel. Ses amendements n° 855 et 854 ; rejetés. (p. 8306) : intervient sur l'amendement n° 378 de M. Michel Houel.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2009) - **Articles additionnels après l'article 77 bis** (p. 8409) : son amendement n° 840 ; adopté. - **Article 78** (art. L. 541-14 et L. 541-15 du code de l'environnement - Objectifs de prévention et limitation dans les plans de gestion des déchets) (p. 8412, 8423) : ses amendements n° 839 ; adopté ; n° 856 et 838 ; retirés. Intervient sur l'amendement n° 646 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 78** (p. 8430) : intervient sur l'amendement n° 831 de Mme Fabienne Keller (prise en compte du coût réel de traitement des déchets ; extension de la responsabilité élargie des producteurs à l'ensemble des produits de grande consommation ; soumission à la TGAP des produits de grande consommation ne participant pas à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs). (p. 8446) : intervient sur l'amendement n° 333 de M. Yves Détraigne (obligation, pour toute entreprise ou établissement public ne souhaitant pas être collectés dans le cadre du service public, d'apporter à la collectivité compétente la preuve qu'ils possèdent une autre solution de collecte de traitement de ses déchets). - **Article 78 ter (Nouveau)** (art. L. 541-10-8 [nouveau] du code de l'environnement - Clarification de la signalétique "Point vert") (p. 8451, 8458) : ses amendements n° 836 et 835 ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 78 quater** (p. 8459, 8461) : ses amendements n° 837 : affichage des produits les moins générateurs de déchets dans les grandes surfaces ; et n° 860 : obligation, pour les cafés, hôtels et restaurants de se

fournir en bières, eaux et boissons rafraîchissantes sans alcool dans des emballages réutilisables consignés ; retirés. - **Article 79** (art. L. 541-14-1 et L. 655-6-1 [nouveaux] du code de l'environnement et art. L. 4424-37 du code général des collectivités territoriales - Plan départemental de traitement des déchets issus des chantiers du BTP) (p. 8463) : ses amendements n° 857 et 858 ; retirés. - **Article 80** (art. L. 541-21-1 [nouveau] du code de l'environnement - Collecte sélective des déchets des gros producteurs de déchets organiques) (p. 8466) : son amendement n° 859 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8469, 8470) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Crises agricoles** - (13 octobre 2009) (p. 8548, 8549) : sa question.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) - rapporteur général de la commission des affaires sociales (p. 8919, 8921) : ses interventions.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 9985, 9989) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 10029) : position de la commission sur la motion n° 253 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 10033) : position de la commission sur la motion n° 67 de Mme Raymonde Le Texier tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 10038) : position de la commission sur la motion n° 68 de M. Yves Daudigny tendant au renvoi à la commission.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2009) - **Article 3** (Ratification du relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général) (p. 10054) : position de la commission sur l'amendement n° 254 de M. Guy Fischer. - **Article 5** (Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites) (p. 10059) : position de la commission sur l'amendement n° 255 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 10059, 10060) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 256 (rapport au Parlement sur la sécurité des instruments financiers détenus par le fonds de réserve pour les retraites) et n° 257 (précision). - **Article 6** (Dotations au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires) (p. 10063, 10067) : position de la commission sur les amendements n° 258 de M. Guy Fischer et n° 506 du Gouvernement. Son amendement n° 510 ; adopté. - **Article 8** (Rectifications de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2009) (p. 10071) : réponse aux orateurs.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10077, 10090) : son amendement n° 1 : relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 47 de la commission des finances saisie pour avis ainsi que sur les sous-amendements n° 287 de M. Guy Fischer et n° 511 de M. Gilbert Barbier, portant respectivement sur les amendements n° 47 et n° 1 précités. (p. 10091) : position de la commission sur l'amendement n° 70 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat). - **Demande de priorité** (p. 10092) : favorable à la demande de priorité du Gouvernement portant sur l'article 13 bis de ce projet de loi. - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** (p. 10095) : position de la commission sur l'amendement n° 74 de M. Bernard Cazeau (doublement de la taxe sur les boissons issues du mélange d'une boisson alcoolisée et d'une boisson non alcoolisée). - **Article 17 (priorité)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Aménagement du régime des contrats d'assurance vie au regard des contributions sociales en cas de décès) (p. 10099) : position de la commission

sur les amendements n° 50 de la commission des finances saisie pour avis, n° 63 de Mme Catherine Procaccia et n° 498 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10101, 10112) : position de la commission sur les amendements n° 505 de M. Nicolas About (création d'une contribution sur les gains résultant des appels surtaxés effectués dans le cadre des jeux télévisés), n° 86 de M. Bernard Cazeau (réduction des allègements généraux de cotisations sociales sur les emplois à temps partiel), de Mme Raymonde Le Texier n° 85 (réduction des allègements de charges) et n° 84 (repli), de Mme Annie Jarraud-Vergnolle n° 88 (dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants, suppression de la réduction forfaitaire des cotisations patronales dues à l'avantage en nature du repas fourni) et n° 87 (abrogation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi, et du pouvoir d'achat), de Mme Christiane Demontès n° 93 (diminution du montant de la réduction des cotisations sociales pour les entreprises non couvertes par les accords salariaux prévus par la loi) et, portant sur le même objet, n° 90, 91 et 92 (majoration sous condition des cotisations patronales), sur les amendements identiques n° 53 de la commission des finances saisie pour avis et n° 89 de Mme Christiane Demontès (annualisation du calcul des allègements généraux de charges sociales) ainsi que sur le sous-amendement n° 520 de Mme Annie David, portant sur l'amendement n° 53 précité. Son amendement n° 7 : annualisation du calcul des allègements généraux de charges sociales ; rejeté. - **Article 9 et annexe B** (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel) (p. 10119, 10122) : position de la commission sur les amendements n° 69 de M. Bernard Cazeau, n° 259 de M. Guy Fischer, et n° 200 de Mme Jacqueline Alquier. - **Article 10** (Contribution des organismes complémentaires d'assurance maladie au financement des mesures de préparation à la pandémie de grippe A, H1N1) (p. 10124, 10133) : position de la commission sur les amendements n° 260, 261 et 262 de M. Guy Fischer, n° 234, 235 et 71 de M. Bernard Cazeau, n° 111 de Mme Catherine Procaccia, et n° 507 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10134, 10136) : position de la commission sur les amendements n° 224 de Mme Catherine Procaccia (transformation de la contribution versée par les organismes d'assurance maladie complémentaire au fonds CMU en taxe de solidarité CMU) et n° 236 de M. Bernard Cazeau (consultation de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire avant la remise du rapport annuel du Gouvernement au Parlement).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2009) - **Article 11** (art. L. 138-10, L. 165-4 et L. 162-37 du code de la sécurité sociale - Régime de la clause permanente de sauvegarde - Modalités de recouvrement des remises sur le chiffre d'affaires dues par les fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux) (p. 10152, 10157) : son amendement n° 2 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 48 de la commission des finances saisie pour avis, n° 72 de M. Bernard Cazeau, n° 264 de M. François Autain et n° 263 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10158, 10165) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 267 (possibilité pour le CEPS de réviser les prix de l'ensemble des médicaments d'une même classe thérapeutique au passage de l'un d'entre eux dans la catégorie des génériques), n° 269 (modification des règles applicables à la taxe sur la promotion), n° 268 (modification du régime de régulation du marché du médicament), n° 270 (rapport au Parlement sur les économies réalisées par l'assurance maladie par le remboursement des médicaments de classe V) et n° 266 (extension de la taxe sur la promotion à la publicité publiée dans la presse médicale), ainsi que sur l'amendement n° 237 de M. Bernard Cazeau (extension de la taxe sur la promotion à la publicité publiée dans la presse médicale). - **Article 12** (art. L. 161-45, L. 245-5-1 et L. 245-5-2 du code de la sécurité sociale - Modification de l'assiette, du taux et de l'affectation de la contribution sur les dépenses de promotion des dispositifs médicaux remboursables) (p. 10167) : position de la commission sur les amendements n° 516 du Gouvernement et n° 265 de M. François Autain. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10168) : position de la commission sur l'amendement n° 73 de M. Bernard Cazeau (modification du régime de régulation du marché du médicament). - **Article 14**

(art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des retraites "chapeau") (p. 10174, 10179) : son amendement n° 3 ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 109 de Mme Nicole Bricq, n° 75 de M. Bernard Cazeau, n° 494 de M. Nicolas About, n° 273, 274, 276 et 275 de M. Guy Fischer, ainsi que sur l'amendement n° 49 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10182, 10188) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 108 (assiette de la contribution patronale sur les stock-options), n° 105 (exception à la hausse de la taxation sur les stock-options pour les petites et moyennes entreprises dites "de croissance"), n° 107 (relèvement du taux de la cotisation patronale sur les stock-options), n° 106 (non-relèvement de la taxe sur les stock-options affectée à un plan d'épargne entreprise) et n° 104 (relèvement de la cotisation salariale sur les stock-options), de M. Bernard Cazeau n° 76 (évaluation annuelle du plan d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés et sanctions en cas d'objectifs non atteints), n° 77 (relèvement des pénalités sanctionnant les entreprises dépourvues de plan d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés) et n° 78 (affectation au fonds de réserve pour les retraites des pénalités dues en cas d'absence de plan en faveur de l'emploi des salariés âgés), n° 82 de Mme Raymonde Le Texier (inclusion dans l'assiette des cotisations des attributions gratuites d'actions), et sur l'amendement n° 277 de M. Guy Fischer (suppression de la disposition exonérant de cotisations sociales les attributions gratuites d'actions effectuées en assemblées générales extraordinaires). - **Article 15** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 10191, 10196) : position de la commission sur les amendements n° 279, 281, 280 et 278 de Mme Annie David, n° 429 de Mme Isabelle Debré, n° 79 de Mme Raymonde Le Texier, n° 198 de M. Bruno Gilles, n° 99 de M. Michel Houel, n° 81 et 80 de M. Bernard Cazeau. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 10198) : position de la commission sur l'amendement n° 83 de Mme Raymonde Le Texier (création d'une taxe additionnelle aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine, affectée au fonds de réserve des retraites). - **Article 16** (art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale, art. 15 et 17 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 170, 1600-0 G à 1600-0 M et 1649-0 A du code général des impôts - Suppression du seuil annuel de cession de valeurs mobilières et droits sociaux pour l'imposition des plus-values aux prélèvements sociaux) (p. 10200) : position de la commission sur l'amendement n° 100 de M. Michel Houel. - **Article 17 ter** (art. L. 136-6 et L. 242-1-3 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations et contributions sociales du bonus accordé aux salariés chargés de constituer des fonds de capital-risque) (p. 10201, 10204) : position de la commission sur les amendements n° 283 de Mme Annie David, n° 51 de la commission des finances saisie pour avis, n° 527 du Gouvernement, n° 247 de M. Roland du Luart, n° 423 de Mme Janine Rozier et n° 292 de M. Guy Fischer. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 222-2 du code du sport - Extinction du régime du droit à l'image collective des sportifs professionnels) (p. 10204, 10211) : position de la commission sur les amendements n° 177 de M. Pierre Martin, n° 52 de la commission des finances saisie pour avis, n° 499 de M. Adrien Giraud, et n° 196 de M. Bruno Gilles. Son amendement n° 4 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 10212, 10215) : son amendement n° 5 : extension de l'assiette de la CSG ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 18** (p. 10215, 10216) : son amendement n° 6 : anticipation limitée du transfert du recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux URSAFF ; adopté. - **Article 19** (art. L. 131-7 du code de la sécurité sociale - Non-compensation par le budget de l'Etat d'une mesure d'exonération de cotisations sociales) (p. 10217, 10218) : position de la commission sur les amendements n° 96 de M. Bernard Cazeau et n° 285 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 10218, 10219) : position de la commission sur l'amendement n° 227 de M. André Lardeux (relèvement du taux de CSG affecté à la branche famille). - **Article 20** (Montant de la compensation des exonérations) (p. 10220, 10222) : position de la commission sur les amendements n° 288 de M. Guy Fischer, n° 291 et 294 de Mme Annie David. - **Article additionnel**

après l'article 20 (p. 10223) : position de la commission sur l'amendement n° 225 de M. Paul Blanc (extension aux entreprises adaptées de la réduction générale de cotisations sociales patronales). - **Article 26 bis (Nouveau)** (art. L. 225-1-4 du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage de la gestion de la trésorerie de la sécurité sociale) (p. 10232, 10233) : son amendement n° 8 ; adopté. - **Article 27** (Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt) (p. 10234) : intervient sur l'article 27 de projet de loi. - **Seconde délibération sur la troisième partie - Article 9 et annexe B** (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel) (p. 10239) : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement (coordination).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 10240, 10243) : position de la commission sur les amendements identiques n° 181 de M. Paul Blanc et n° 457 de M. Alain Milon (association des fédérations hospitalières aux discussions conventionnelles entre l'UNCAM et les organisations syndicales représentatives des personnels de santé pour les dispositions ayant un impact sur ces établissements), n° 182 de M. Paul Blanc (négociation d'un accord-cadre entre l'État et les fédérations hospitalières pour la mise en œuvre d'une régulation de la politique économique des établissements de santé), ainsi que sur les amendements n° 458 de M. Alain Milon (négociation d'un accord-cadre entre l'État et les fédérations hospitalières pour la mise en œuvre d'une régulation de la politique économique des établissements de santé) et n° 114 de M. Gilbert Barbier (instauration d'une franchise médicale variable en fonction des revenus des patients). - **Article 28** (Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination) (p. 10245, 10249) : son amendement n° 10 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10263, 10274) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Milon n° 452 (avis préalable des fédérations hospitalières sur les mesures conventionnelles ayant des répercussions importantes pour le pilotage et la gestion des établissements de santé), de M. François Autain n° 284 (réglementation des publicités pour les vaccins), n° 293 (nécessité de mesurer l'impact de la franchise instituée en 2007 pour les assurés en matière d'accès aux soins), n° 296 (avis préalable des fédérations hospitalières sur les mesures conventionnelles ayant des répercussions importantes pour le pilotage et la gestion des établissements de santé), n° 340 (dépôt d'un rapport évaluant les actions menées au titre des Fonds d'intervention de la qualité et de la coordination des soins, et du Fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés), n° 342 (précision) et n° 343 (intégration du suivi des dépenses des dispositifs médicaux dans l'évaluation périodique des dépenses de médicaments du CEPS), de M. Jacky Le Menn n° 239 (intégration du suivi des dépenses des dispositifs médicaux dans l'évaluation périodique des dépenses de médicaments du CEPS) et n° 241 (avis préalable des fédérations hospitalières sur les mesures conventionnelles ayant des répercussions importantes pour le pilotage et la gestion des établissements de santé), de Mme Annie Jarraud-Vergnolle n° 140 (établissement d'une liste des médicaments classés par niveau d'ASMR) et n° 98 (évaluation des conséquences de l'application de la mesure instaurant des franchises médicales) ainsi que sur les amendements n° 142 de M. Bernard Cazeau (application du rapport de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur "la prescription, la consommation et la fiscalité des médicaments") et n° 238 de Mme Raymonde Le Texier (précision). - **Article 29** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée) (p. 10276, 10283) : position de la commission sur les amendements n° 143 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 297 de M. François Autain. (p. 10282) : son amendement n° 11 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10284, 10291) : position de la commission sur

les amendements de M. Alain Milon n° 472 (augmentation de la durée légale pour obtenir le règlement auprès d'une caisse d'assurance maladie des prestations facturées aux assurés sociaux) et n° 485 (caractère collectif des contrats d'amélioration des pratiques individuelles), de M. Jacky Le Menn n° 144 (possibilité pour un patient de consulter un médecin spécialiste sans une prescription du médecin traitant), n° 147 (renforcement de l'obligation faite aux professionnels de santé d'informer le patient de façon écrite et préalable du tarif de ses actes), n° 148 (amélioration du traitement des demandes des patients dans le cadre de la permanence des soins) et n° 149 (mise en place d'un filet de sécurité pour l'accès aux soins) ainsi que sur l'amendement n° 303 de M. François Autain (nécessité de rénover les modes de rémunération pour la prise en charge des malades en ALD). - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge du suivi médical des assurés ne bénéficiant plus du régime des affections de longue durée*) (p.10290) : intervient sur l'amendement n° 11 précité. - **Article 29 bis** (art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle, art. L. 5121-10-2 et L. 5121-10-3 nouveau du code de la santé publique - *Prévention des risques d'accidents liés à la différence dans les caractéristiques physiques des médicaments de références et des médicaments génériques*) (p.10291) : son amendement n° 12 ; adopté. (p. 10293, 10296) : position de la commission sur l'amendement n° 482 de M. Alain Milon ainsi que sur les sous-amendements n° 519 du Gouvernement, n° 518 de M. Gilbert Barbier et n° 502 de M. Nicolas About portant sur son amendement n° 12 précité. - **Article 29 ter** (art. L. 4113-5 du code de la santé publique et art. L. 162-3 du code de la sécurité sociale - *Rémunération des actes de télémedecine*) (p. 10297) : position de la commission sur l'amendement n° 302 de M. François Autain. - **Article 29 quater** (art. L. 5134-1 du code de la santé publique - *Suivi par les sages-femmes des contraceptions qu'elles sont habilitées à prescrire*) : position de la commission sur l'amendement n° 124 de M. Gilbert Barbier. - **Article 29 quinquies** (art. L. 162-2-1 du code de la sécurité sociale - *Développement de la prescription dans le répertoire des génériques*) (p. 10298, 10299) : son amendement n° 13 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 214 de M. Alain Houpert, n° 371 de M. Dominique Leclerc, n° 475 de M. Alain Milon, n° 503 de M. Nicolas About, n° 228 de M. Gilbert Barbier et n° 65 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 29 sexies** (art. L. 162-12-21 du code de la sécurité sociale - *Avenants aux contrats d'amélioration des pratiques individuelles*) (p. 10300, 10301) : son amendement n° 14 ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 216 et 217 de M. Alain Houpert et n° 373 et 374 de M. Dominique Leclerc. - **Article additionnel après l'article 29 sexies** (p. 10302) : position de la commission sur l'amendement n° 298 de M. François Autain (possibilité pour les jeunes assurés entre 16 et 25 ans de bénéficier d'une consultation annuelle auprès d'un généraliste sans avances de frais). - **Article 30** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - *Mise sous accord préalable*) (p. 10303) : position de la commission sur les amendements n° 120 de M. Gilbert Barbier, n° 219 de M. Alain Houpert, n° 376 de M. Dominique Leclerc et n° 479 de M. Alain Milon. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10304, 10309) : position de la commission sur les amendements n° 512 du Gouvernement (financement par l'assurance maladie du développement professionnel continu) et sur les amendements identiques n° 215 de M. Alain Houpert et n° 372 de M. Dominique Leclerc (précision). (p. 10305, 10307) : ses amendements n° 15 : mise en œuvre du secteur optionnel par la convention médicale ou, à défaut, par le règlement arbitral ; rejeté ; et n° 16 : incitation des médecins relevant du secteur 2 à entrer dans le nouveau secteur optionnel ; retiré. - **Article 30 bis** (art. L. 4113-9 du code de la santé publique - *Non-transmission aux ordres professionnels des contrats conclus entre les praticiens et l'assurance maladie*) (p. 10310) : position de la commission sur les amendements n° 125 de M. Gilbert Barbier, n° 218 de M. Alain Houpert, n° 375 de M. Dominique Leclerc, n° 480 de M. Alain Milon et n° 493 de Mme Anne-Marie Payet. Son amendement n° 17 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10310, 10319) : position de la commission sur les amendements n° 533 du Gouvernement (substitution de l'ONIAM à l'assureur en cas d'épuisement des plafonds de garantie), n° 459 de M. Alain Milon (concertation

préalable à la procédure consistant pour l'Agence régionale de l'hospitalisation à placer sous entente préalable la prise en charge de certaines prestations d'hospitalisation), n° 396 de M. Dominique Leclerc (intervention de l'ONIAM lorsqu'un professionnel de santé est condamné par une juridiction au paiement de dommages et intérêts dépassant sa couverture d'assurance), n° 425 de Mme Sylvie Desmarescaux (possibilité pour l'ensemble des professions ayant compétence pour la réalisation et la délivrance d'orthèses plantaires de renouveler les prescriptions médicales initiales) et n° 180 de M. Alain Milon (possibilité de prendre en charge la chirurgie ambulatoire de la cataracte en milieu extra-hospitalier) et sur le sous-amendement n° 536 de Mme Marie-Thérèse Hermange s'y rapportant. (p. 10316) : son amendement n° 538 : relèvement des plafonds des garanties souscrites par les professionnels libéraux pour s'assurer contre les dommages causés dans le cadre de leur activité ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 31** (p.10326, 10328) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 309 (possibilité d'une rémunération complémentaire aux revenus issus du paiement à l'acte pour les enseignants universitaires de médecine générale) et n° 370 (possibilité pour les spécialistes de médecine générale de coter leurs actes comme tous les autres spécialistes). - **Article 32** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale, art. L. 162-22-10, L. 174-1-1 et L. 174-2-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Report à 2018 de l'achèvement de la convergence tarifaire - Prise en charge des soins effectués dans les hôpitaux établis hors de France*) (p. 10330) : son amendement n° 18 ; adopté. (p.10335, 10337) : position de la commission sur les amendements n° 515 du Gouvernement, n° 301 de M. François Autain et n° 57 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10337, 10344) : position de la commission sur les amendements identiques n° 184 de M. Paul Blanc et n° 466 de M. Alain Milon (amélioration de l'objectif quantifié national pour les établissements de soins de suite et de réadaptation ainsi que de psychiatrie) ainsi que sur l'amendement n° 185 de M. Paul Blanc (réalisation d'une étude nationale de coûts à échelle commune aux secteurs hospitaliers publics et privés) et sur les amendements de M. Alain Milon n° 446 (intégration dans la conduite de la convergence tarifaire des écarts de coûts résultant d'obligations légales et réglementaires), n° 467 (réalisation d'une étude nationale de coûts à échelle commune aux secteurs hospitaliers publics et privés) et n° 469 (mise en place de tarifs corrigés pour les établissements de santé situés dans des zones d'isolement sanitaire), de M. François Autain n° 317 (information des autorités régionales sur les éventuels bénéfices réalisés par les cliniques exerçant des missions de service public) et n° 318 (rapport du Gouvernement sur l'opportunité de créer un nouveau sous-objectif de dépenses permettant de distinguer l'évolution respective des crédits de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie) et de M. Jacky Le Menn n° 152 (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés) et n° 155 (application des dispositions conventionnelles aux centres de santé). - **Article 32 bis (Nouveau)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Informations sur les tarifs et honoraires des professionnels de santé*) (p. 10345) : son amendement n° 21 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 539 de M. Nicolas About et n° 123 de M. Gilbert Barbier. (p. 10345, 10346) : position de la commission sur les amendements n° 151 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 313 de M. François Autain ainsi que sur les sous-amendements n° 539 de M. Nicolas About et n° 123 de M. Gilbert Barbier portant sur son amendement n° 21 précité. - **Article 32 ter (Nouveau)** (art. L. 6323-1 du code de la sécurité sociale - *Coordination*) (p. 10346) : son amendement n° 22 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 10347, 10348) : position de la commission sur les amendements n° 233 de Mme Raymonde Le Texier (association des partenaires conventionnels à la démarche d'élaboration des référentiels pour les actes en série), n° 321 de Mme Isabelle Pasquet (suppression des dispositions relatives à la contractualisation obligatoire des CPOM) et n° 500 de M. Nicolas About (possibilité pour les CPAM de se prononcer sur l'autorisation d'effectuer une rééducation en centres). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10352, 10357) : position de la commission sur les amendements portant sur le

même objet de M. François Autain n° 324 et n° 325 (limitation du remboursement de l'assurance maladie aux médicaments apportant la preuve de leur plus-value thérapeutique). (p. 10356) : intervient sur l'amendement n° 422 de M. Paul Blanc (possibilité, pour 2010, d'opérer une péréquation ponctuelle au profit des départements concernés par un déficit cumulé de trésorerie).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 10370) : favorable à l'amendement n° 251 de M. Paul Blanc (non-pénalisation d'un défaut de plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés en cas de dépôt d'une demande d'agrément auprès de l'autorité compétente). (p. 10374, 10376) : défavorable à l'amendement n° 246 de M. Yves Daudigny (rapport au Parlement sur les mesures nécessaires à une stabilité de la répartition de l'effort financier des collectivités territoriales et de l'Etat en matière de PCH et d'APA) et favorable aux amendements identiques n° 23 de la commission et n° 157 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (forfait journalier hospitalier pour les personnes accueillies en maison d'accueil spécialisées). - **Article 34** (*Contributions des régimes obligatoires d'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2010*) (p. 10378, 10384) : position de la commission sur l'amendement n° 332 de M. Guy Fischer. Son amendement n° 24 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 514 du Gouvernement sur lequel, à titre personnel, il ne prendra pas part au vote. - **Article 35** (*Dotations pour 2010 au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, à l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales et à l'établissement de réparation et de réponse aux urgences sanitaires*) (p. 10384, 10386) : son amendement n° 25 ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 513 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10387, 10392) : position de la commission sur les amendements identiques n° 454 de M. Alain Milon et n° 491 de Mme Anne-Marie Payet (prise en charge par l'assurance maladie des cotisations sociales des infirmiers libéraux coopérant avec les établissements médico-sociaux), et sur les amendements n° 492 de Mme Anne-Marie Payet (développement des maisons pluridisciplinaires de santé), n° 339 de M. Guy Fischer (composition du Fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins), n° 336 de Mme Isabelle Pasquet (possibilité pour le secteur médico-social de placer une partie de sa trésorerie), n° 249 de M. Jacky Le Menn (expérimentation de l'annualisation du temps de travail des praticiens dans les établissements publics de santé d'outre-mer), de la commission des finances saisie pour avis, n° 59 (mise en place d'une procédure de déchéance des crédits non délégués au profit du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) et n° 338 de M. François Autain (rapport au Parlement sur le prix des médicaments génériques). - **Articles additionnels après l'article 35 bis** (p. 10394, 10395) : position de la commission sur les amendements analogues n° 333 de M. François Autain, n° 496 de M. Nicolas About et n° 455 de M. Alain Milon (obligation pour les masseurs-kinésithérapeutes et les orthophonistes d'acquiescer une durée minimale d'expérience professionnelle au sein d'un établissement de santé avant toute installation) ainsi que sur l'amendement n° 230 de M. Jean-Pierre Sueur (extension aux femmes salariées de la fonction publique de la possibilité de bénéficier d'un congé de maternité spécifique en cas de grossesse pathologique liée à l'exposition au diéthylstilbestrol). - **Article 36** (*Objectifs de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès*) (p. 10396) : position de la commission sur l'amendement n° 535 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 36** (p. 10397) : position de la commission sur l'amendement n° 160 de Mme Raymonde Le Texier (différenciation des dépenses du secteur privé et du secteur public au sein de l'ONDAM). - **Article 37** (*Montant et ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 10400) : position de la commission sur l'amendement n° 161 de Mme Raymonde Le Texier. - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 10402, 10404) : position de la commission sur les amendements n° 64 de Mme Catherine Procaccia (obligation d'information des organismes d'assurance complémentaires), n° 117 de M. Gilbert

Barbier (prorogation de la convention médicale) et n° 341 de M. François Autain (garantie de tarifs opposables et de dispense de frais aux patients pris en charge dans des centres de santé puis transférés vers l'établissement de santé gestionnaire de ce centre). - **Article additionnel après l'article 30 bis** (p. 10405, 10408) : intervient sur son amendement n° 538 : relèvement des plafonds des garanties souscrites par les professionnels libéraux pour s'assurer contre les dommages causés dans le cadre de leur activité. - **Article 42** (*art. L. 242-7, L. 422-4, L. 422-5 du code de la sécurité sociale - Réforme de la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles*) (p. 10444, 10445) : position de la commission sur les amendements n° 129 et 130 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 381 et 382 de Mme Annie David et n° 416 de Mme Isabelle Debré. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 10446, 10448) : position de la commission sur les amendements analogues n° 134 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 383 de Mme Annie David (renforcement des sanctions en cas de non-remise de l'attestation d'exposition aux risques chimiques et produits dangereux lors du départ d'un salarié) ainsi que sur l'amendement n° 386 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur l'évolution du régime d'indemnisation forfaitaire par un régime de réparation intégrale des accidents du travail et maladies professionnelles). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 10452) : position de la commission sur les amendements identiques n° 136 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 387 de Mme Annie David (rétablissement de la contribution des entreprises au financement des fonds au bénéfice des victimes de l'amiante). - **Article 43 bis** (*Faisabilité d'une voie d'accès individuelle au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante*) (p. 10454) : position de la commission sur l'amendement n° 388 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 43 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 390 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur l'impact pour le fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs du relèvement du montant de l'allocation amiante). - **Article 44 bis** (p. 10456) : son amendement n° 33 ; adopté. - **Article 50 (priorité)** (*art. L. 114-17 du code de la sécurité sociale - Réforme des pénalités financières dans les cas de fraude à la sécurité sociale*) (p. 10458, 10459) : position de la commission sur les amendements n° 362, 363 et 364 de M. Guy Fischer et n° 61 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 50 (priorité)** (p. 10459) : position de la commission sur l'amendement n° 365 de M. Guy Fischer (renforcement des sanctions à l'encontre des professionnels de santé pratiquant une discrimination dans l'accès aux soins ou pratiquant des dépassements d'honoraires excessifs). - **Article 52 (priorité)** (*art. 110 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Prorogation de l'expérimentation d'une suspension du versement des aides au logement en cas de fraude*) (p. 10461, 10462) : position de la commission sur les amendements n° 174 de M. Yves Daudigny et n° 366 de Mme Annie David. Son amendement n° 40 ; adopté. - **Article 53 (priorité)** (*art. L. 315-1, L. 323-7 nouveau et L. 613-20 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au contrôle des arrêts de travail*) (p. 10463) : position de la commission sur les amendements n° 138 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 367 de Mme Annie David et n° 118 de M. Gilbert Barbier. Ses amendements n° 41, 42 et 43 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 53 (priorité)** (p. 10466) : son amendement n° 521 : expérimentation visant à confier à l'assurance maladie le contrôle des arrêts maladie des fonctionnaires ; adopté. - **Article 54 (priorité)** (*art. L. 162-1-14 et L. 162-1-14-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Pénalités adaptées aux fortes activités de soins de santé*) (p. 10467) : position de la commission sur les amendements n° 121 de M. Gilbert Barbier et n° 395 de M. Dominique Leclerc. - **Article additionnel après l'article 54 (priorité)** (p. 10469) : son amendement n° 44 : interruption de la prescription de l'action en recouvrement ; adopté. - **Article 55 (priorité)** (*art. L. 133-4-5 nouveau du code de la sécurité sociale - Sanction du donneur d'ordre en matière de travail dissimulé*) (p. 10469) : son amendement n° 45 ; adopté. - **Article 57 (priorité)** (*art. L. 243-3-1 nouveau et L. 652-3 du code de la sécurité sociale - Application de la procédure d'opposition à tiers détenteur au recouvrement des cotisations en cas de travail dissimulé*) (p. 10470) : son amendement n° 46 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 58 (priorité)**

(p. 10471) : position de la commission sur l'amendement n° 102 de M. Michel Houel (possibilité pour les apprentis de réaliser leur visite médicale auprès du médecin de famille). - **Article 48** (art. 723-4-2 nouveau du code rural - Renforcement du pouvoir de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole en matière de pilotage des caisses locales) (p. 10490) : son amendement n° 38 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 48** (p. 10490) : position de la commission sur l'amendement n° 231 de M. Jean-Pierre Sueur (rétablissement des taux réduits de cotisations sociales pour les groupements d'employeurs multisectoriels du secteur agricole). - **Article 48 bis** (art. L. 114-23 nouveau et L. 224-5 du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds de performance de la sécurité sociale) (p. 10491) : son amendement n° 39 ; adopté.

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 11269) : intervient sur l'amendement n° I-158 de M. Gérard César (applicabilité de l'article 41 du code général des impôts, y compris dans l'hypothèse où le cessionnaire ne recueille pas l'intégralité des biens composant l'exploitation agricole).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11310, 11314) : votera les amendements identiques n° I-435 de M. Yves Détraigne et n° I-174 de M. Dominique Braye (exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets). (p. 11326) : intervient sur les amendements de M. Michel Charasse n° I-432 (suspension de l'édition et de la mise en œuvre de nouvelles normes techniques) et n° I-433 (suspension de l'augmentation par voie réglementaire des charges incombant aux collectivités territoriales).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]** - (26 novembre 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 11246, 11430) : son intervention. - **Article 4 (pour coordination)** (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2009) (p. 11459) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 7 (pour coordination)** (Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche) : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement.

- Rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Article 28** (Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination) (p. 11460) : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 30 quater** (Substitution de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales aux praticiens libéraux après l'expiration du délai de validité de leur couverture d'assurance) (p. 11462) : position

de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Article 32 bis A** (Prise en compte dans la conduite de la convergence tarifaire des écarts de coûts résultant d'obligations légales et réglementaires différentes dans la détermination des charges salariales et fiscales par un coefficient correcteur) (p. 11464, 11465) : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. - **Article 38** (Réforme de la majoration de la durée d'assurance) (p. 11465) : position de la commission sur l'amendement n° 6 du Gouvernement.

- Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (1er décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11782) : sa question et sa réplique.

Ecologie, développement et aménagement durables

- (1er décembre 2009) - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 11784) : intervient sur l'amendement n° II-150 du Gouvernement. (p. 11787) : intervient sur l'amendement n° II-95 de M. Gérard Bailly.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2009) (p. 11805, 11806) : son intervention.

Santé

- (2 décembre 2009) - **Article 59 ter (Nouveau)** (Affectation à l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, EPRUS, de la contribution exceptionnelle des complémentaires santé aux dépenses liées à la grippe A/H1N1) (p. 11891, 11892) : intervient sur les amendements n° II-24 de la commission et n° II-76 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) - **Article 62 (Nouveau)** (Extension des publics bénéficiaires du nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise, NACRE) (p. 11917) : intervient sur l'amendement n° II-61 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11920) : intervient sur l'amendement n° II-23 de la commission (développement de l'apprentissage).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11968) : sa question et sa réplique.

VENDASI (François)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 [n° 326 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'État, l'obligation d'assistance à personne en danger [n° 338 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel de se constituer directement partie civile [n° 410 (2008-2009)] (14 mai 2009) - **Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi relative au service civique [n° 612 (2008-2009)] (14 septembre 2009) - **Société.**

Proposition de loi fixant les modalités de versement de la part variable des rémunérations des opérateurs des marchés financiers [n° 3 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de l'obligation de service d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires [n° 6 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 8 (2009-2010)] (6 octobre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

VERA (Bernard)
sénateur (Essonne)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (26 janvier 2009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2 avril 2009).

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)] - contributions des rapporteurs spéciaux [n° 542 tome 2 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] - Budget annexe - Publications officielles et information administrative [n° 101 tome 3 annexe 34 (2009-2010)] (19 novembre 2009) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 154 (2008-2009)] - (21 janvier 2009) - **Question préalable** (p. 667, 669) : soutient la motion n° 82 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 671) : son amendement n° 61 : suppression du bouclier fiscal ; rejeté. (p. 672, 673) : ses amendements n° 69 : révision des règles d'imposition des revenus de capitaux mobiliers ; et n° 62 : imposition des indemnités de départ accordées aux dirigeants des grandes entreprises ; rejetés. (p. 675) : son amendement n° 76 : suppression des dispositions dérogatoires à l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*)

(p. 726) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufils n° 57, 58 et 72 ; rejetés ; et n° 71 ; adopté. (p. 755) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 7 de M. Jean Arthuis. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 782, 783) : son amendement n° 68 : modification des règles de fixation du taux du livret A ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 785) : favorable à l'amendement n° 37 de M. Éric Doligé (crédit d'impôt pour les travaux de remise en état des résidences principales envisagées par la sécheresse de 2003). (p. 788) : son amendement n° 64 : relèvement du plafond du livret de développement durable ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 797, 798) : défavorable à l'amendement n° 84 de la commission (relèvement du plafond de la réduction de l'ISF au titre de la souscription au capital des sociétés).

- *Commission mixte paritaire* [n° 180 (2008-2009)] - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1156, 1157) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012** - *Commission mixte paritaire* [n° 181 (2008-2009)] - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1167, 1168) : son intervention.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer** [n° 233 (2008-2009)] - (10 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2715) : son intervention. Le groupe CRC-SGP ne votera pas ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 1er** (*Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2785, 2786) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Marie-France Beaufils ; rejeté. Son amendement n° 37 ; rejeté. - **Article 2** (*Abattement de taxe professionnelle pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2790, 2796) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 391 du Gouvernement. - **Article 3** (*Abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains établissements situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 2801) : soutient l'amendement n° 45 de Mme Marie-France Beaufils ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2809) : soutient l'amendement n° 47 de Mme Gélita Hoarau (mise en place d'un mécanisme spécifique de négociation entre partenaires sociaux dans les départements d'outre-mer) ; rejeté. - **Article 6** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur les sociétés pour les investissements productifs*) (p. 2833, 2834) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Marie-France Beaufils ; rejeté. - **Article 10** (*Création d'une aide visant à abaisser le coût du fret pour les intrants et les extrants dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2842) : soutient l'amendement n° 54 de Mme Marie-France Beaufils ; rejeté. - **Article 11** (*Modification du régime des exonérations de charges sociales*) (p. 2843, 2844) : parole sur l'article. - **Article 14** (*Exonération de droits d'enregistrement pour les cessions de parts de copropriétés dans des résidences hôtelières défiscalisées sous l'empire de la loi «Pons»*) (p. 2860) : soutient l'amendement n° 57 de Mme Marie-France Beaufils ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Article 19** (*Création d'un groupement d'intérêt public visant à la reconstitution des titres de propriété pour les biens fonciers qui en sont dépourvus*) (p. 2924) : soutient les amendements n° 68, 66 et 67 de Mme Marie-France Beaufils ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2926) : intervient sur l'amendement n° 125 de M. Jacques Gillot (financement du logement social outre-mer).

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus** [n° 29 (2008-2009)] - (26 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3506) : intervient sur l'amendement n° 15 de M. Yvon Collin (égale répartition de la contribution fiscale). - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3509) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 297 (2008-2009)] - (31 mars 2009) - **Articles additionnels avant**

l'article 1er (p. 3619) : soutient l'amendement n° 67 de M. Thierry Foucaud (relèvement du taux de prélèvement sur les stock-options et renforcement du rôle de l'assemblée générale des actionnaires ainsi que du comité d'entreprise dans l'attribution des compléments de rémunération aux dirigeants) ; rejeté. - **Article 1er** (*Crédit d'impôt en faveur des contribuables dont le revenu imposable est inférieur à 12.475 euros par part*) (p. 3626, 3628) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 69 de M. Thierry Foucaud ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article 2 bis** (*Report de la date limite de conclusion des conventions nécessaires au versement anticipé du FCTVA*) (p. 3610) : soutient l'amendement n° 70 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 8 B** (p. 3640) : soutient l'amendement n° 68 de M. Thierry Foucaud (exonération d'impôt pour le bonus exceptionnel versé aux salariés de l'outre-mer) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8 C** (p. 3655) : soutient l'amendement n° 22 de M. Thierry Foucaud (discussion de la rémunération des dirigeants d'entreprise au sein des assemblées générales d'actionnaires) ; rejeté. - **Article 11** (*Renforcement des conventions entre l'Etat et les banques bénéficiant de la garantie financière de l'Etat*) (p. 3681, 3682) : sur l'amendement n° 74 de M. Jean Arthuis, ses sous-amendements n° 110 et 111 ; rejetés.

- **Commission mixte paritaire [n° 319 (2008-2009)]** - (9 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3904, 3905) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de loi de finances rectificative.

- **Débat sur la crise financière internationale et ses conséquences économiques** - (29 avril 2009) (p. 4011, 4014) : son intervention.

- **Communication sur les suites du sommet du G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) - membre du groupe de travail (p. 4067, 4068) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)]** - (7 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4308, 4309) : son intervention. - **Article 1er** (*Création d'une Commission nationale d'évaluation et de contrôle des aides publiques aux entreprises*) (p. 4315, 4316) : parole sur l'article. - **Article 3** (*Saisine et pouvoir consultatif de la Commission nationale*) (p. 4319, 4320) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Rebsamen.

- **Projet de loi relatif à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires [n° 445 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Art. L. 511-30, L. 511-31, L. 512-2, L. 512-10, L. 512-11, L. 512-12, L. 512-86, L. 512-86-1 [nouveau], L. 512-102, L. 512-106 à L. 512-108 [nouveaux] du code monétaire et financier - Création de l'organe central du groupe des caisses d'épargne et des banques populaires*) (p. 5856, 5862) : ses amendements n° 22 et 28 ; rejetés. (p. 5865) : son amendement n° 19 ; rejeté. - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*Agrément de l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires*) (p. 5871) : son amendement n° 15 ; rejeté. - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*Art. 16 et 32 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière - Conditions d'applicabilité des conventions de branche et organisation du dialogue social*) (p. 5874, 5876) : ses amendements n° 17 et 32 ; rejetés.

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises [n° 443 (2008-2009)]** - (9 juin 2009) - **Discussion générale** (p. 5884, 5885) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre cette proposition de loi. - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Préavis et motivation des réductions ou interruptions de crédits bancaires aux entreprises*) (p. 5894) : son amendement n° 6 ; rejeté. - **Article 3 bis** (**Texte modifié par la commission**) (*Art. L. 221-5*

de code monétaire et financier - Sanction du non-respect par les établissements de crédit des conditions d'emploi de certains fonds d'épargne réglementés) (p. 5895, 5896) : son amendement n° 3 ; rejeté. - **Article 4** (**Suppression maintenue par la commission**) (*Art. L. 5511-37 du code monétaire et financier - Publication mensuelle, par les établissements de crédit, du montant de leurs encours de crédits aux entreprises de moins d'un an*) (p. 5896, 5897) : son amendement n° 4 ; rejeté. - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*Statistiques relatives aux crédits bancaires consentis aux jeunes entreprises et PME*) (p. 4897) : son amendement n° 5 ; rejeté.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9114, 9115) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 1er** (p. 9211) : parole sur l'article. - **Article 2 bis A (Nouveau)** (*Dispositions relatives au STIF*) (p. 9217, 9218) : défavorable à cet article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (3 novembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9316, 9319) : soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Danglot (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les conséquences sociales de l'ouverture à la concurrence du secteur public postal avant la promulgation du présent texte) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2009) - **Article 1er** (*art. 1-2 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Statut de La Poste*) (p. 9437) : favorable à l'amendement n° 23 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2009) (p. 9461) : favorable à l'amendement n° 439 de M. Michel Teston. - **Article 2** (*art. 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Missions de service public de La Poste et autres activités*) (p. 9537) : intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 9540, 9541) : soutient l'amendement n° 198 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2009) - **Article 2 ter (Nouveau)** (*art. 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom et article 1635 sexies du code général des impôts - Financement du fonds de péréquation de La Poste*) (p. 9698, 9699) : soutient l'amendement n° 58 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 4** (*art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Contrat d'entreprise Etat-La Poste*) (p. 9718, 9725) : soutient les amendements n° 63, 238 et 241 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Article 5** (*art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Composition du conseil d'administration*) (p. 9728, 9733) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 64 ; rejeté, n° 552 ; devenu sans objet et n° 555 ; adopté. - **Article 6** (*art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Nomination du président du conseil d'administration de La Poste*) (p. 9736, 9737) : parole sur l'article. (p. 9739, 9742) : soutient l'amendement n° 556 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. Le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 339 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) - **Article 9** (*art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale*) (p. 9799) : soutient l'amendement n° 247

de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9805) : intervient sur l'article. - **Article 11** (art. 48 rétabli de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Dispositions transitoires) (p. 9814, 9815) : soutient l'amendement n° 256 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9816) : soutient l'amendement n° 258 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 12** (Dispositions diverses de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes) (p. 9819) : soutient l'amendement n° 72 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9824, 9825) : soutient l'amendement n° 79 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9826) : soutient l'amendement n° 84 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9828) : soutient l'amendement n° 87 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 12 bis (Nouveau)** (art. L. 323-2 du code du travail - Obligation d'emploi des travailleurs handicapés, mutilés de guerre et assimilés) (p. 9830) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 9831) : soutient l'amendement n° 92 de M. Jean-Claude Danglot (abrogation de la loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10773, 10774) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de loi de finances pour 2010. - **Question préalable** (p. 10799) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° I-136 de Mme Nicole Bricq tendant à poser la question préalable.

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10827, 10829) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (Suppression de la taxe professionnelle) (p. 10908) : intervient sur les amendements n° I-33 de Mme Nathalie Goulet, n° I-42 de Mme Marie-France Beaufile, n° I-70 de Mme Nicole Bricq, et n° I-126 de M. Yvon Collin. (p. 10931) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient l'amendement n° I-449 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 10953) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-453 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 10962) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-458 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 10967) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° I-466 de M. Thierry Foucaud ; retiré. (p. 10974) : sur l'amendement n° I-1 de la commission, soutient l'amendement n° I-462 de M. Thierry Foucaud ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2009) - **Article 3 (priorité)** (Financement des chambres de commerce et d'industrie) (p. 11050, 11052) : soutient l'amendement n° I-44 de Mme Marie-France Beaufile ; rejeté. Favorable à l'amendement n° I-546 de la commission. - **Article 13 (priorité)** (Evolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 11058) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° I-230 et I-210 ; rejetés. - **Article 16 (priorité)** (Evolution des compensations d'exonérations) (p. 11075) : soutient l'amendement n° I-212 de Mme Marie-France Beaufile ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article 5** (Instauration d'une taxe carbone) (p. 11150) : intervient sur les amendements n° I-256 de M. Jacques Muller et n° I-338 de Mme Nicole Bricq.

- **Rappel au règlement** - (24 novembre 2009) (p. 11205) : article 36 du règlement du Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)] (suite)**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11215) : soutient l'amendement n° I-226 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux de la contribution des employeurs consacrée à la construction de logements) ; rejeté. - **Article 9** (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2010) (p. 11218) : parole sur l'article. (p. 11219) : soutient l'amendement n° I-196 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11226) : soutient l'amendement n° I-199 de M. Thierry Foucaud (imposition au taux de 95 % des avantages du type "parachutes dorés" dès lors que leur montant excède le montant annuel du SMIC) ; rejeté. (p. 11236) : soutient l'amendement n° I-225 de M. Thierry Foucaud (révision des règles de l'imposition des revenus de capitaux mobiliers) ; rejeté. (p. 11239) : soutient l'amendement n° I-201 de M. Thierry Foucaud (institution d'un prélèvement de solidarité annuel) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11246) : soutient l'amendement de M. Thierry Foucaud n° I-400. - **Article 11** (Exonération du revenu supplémentaire temporaire d'activité versé dans les départements d'outre-mer et prise en compte de ce revenu dans le montant de la prime pour l'emploi) (p. 11248) : soutient l'amendement n° I-202 de M. Thierry Foucaud ; retiré. - **Article 11 ter (Nouveau)** (Assouplissement, en cas de cession consécutive à un pacte d'actionnaires, de la condition de réinvestissement dont est assortie la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de souscriptions au capital de PME) (p. 11264) : soutient l'amendement n° I-206 de M. Thierry Foucaud ; rejeté

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Article additionnel après l'article 25** (p. 11333, 11334) : soutient l'amendement n° I-235 de Mme Marie-France Beaufile (relèvement du prélèvement sur la Française des jeux en faveur du centre national pour le développement du sport) ; rejeté. - **Article 27** (Neutralisation des conséquences financières entre les régimes de retraite concernés du transfert de fonctionnaires dans le cadre de la décentralisation) (p. 11334, 11335) : parole sur l'article. Le groupe CRC votera l'article 27 de ce projet de loi. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 11355) : son intervention. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 11414, 11415) : le groupe CRC-SPG votera contre la première partie du projet de loi de finances pour 2010.

Deuxième partie :

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (26 novembre 2009) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11528, 11529) : son intervention.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2009) (p. 11859) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 12153) : sur l'amendement n° II-199 de la commission (sur la base du dispositif de répartition des ressources des collectivités territoriales, instauration de deux rendez-vous législatifs tenant compte des nouvelles simulations et de la future répartition des compétences), soutient le sous-amendement n° II-318 de Mme Marie-France Beaufile ; devenu sans objet. (p. 12160, 12161) : sur l'amendement n° II-199 précité, soutient le sous-amendement n° II-320 de Mme Marie-France Beaufile ; rejeté. (p. 12161) : sur l'amendement n° II-199 précité, soutient le sous-amendement n° II-321 de Mme Marie-France Beaufile ; rejeté. (p. 12198, 12199) : sur l'amendement n° II-200 précité, soutient les sous-amendements n° II-349 et II-351 de Mme Marie-France Beaufile ; rejetés. (p. 12206, 12207) : sur l'amendement n° II-

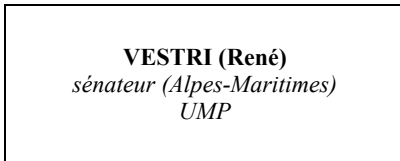
200 précité, soutient le sous-amendement n° II-352 de Mme Marie-France Beaufile; retiré. (p. 12211): sur l'amendement n° II-200 précité, soutient le sous-amendement n° II-354 de Mme Marie-France Beaufile; retiré. (p. 12213): sur l'amendement n° II-200 précité, soutient le sous-amendement n° II-355 de Mme Marie-France Beaufile; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2009) (p. 12277): soutient l'amendement n° II-206 de M. Thierry Foucaud (suppression du dispositif "amortissement Robien"); rejeté. (p. 12278): soutient l'amendement n° II-111 de M. Thierry Foucaud (maintien de la demi-part fiscale accordée aux parents célibataires ou divorcés ayant élevé seuls des enfants); rejeté. (p. 12283): soutient l'amendement n° II-209 de M. Thierry Foucaud (révision des règles d'imposition des revenus de capitaux mobiliers); rejeté. (p. 12284): soutient l'amendement n° II-210 de M. Thierry Foucaud (ajustement du taux d'imposition de l'ensemble des plus-values de cessions de biens mobiliers ou immobiliers); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12286): soutient les amendements de M. Thierry Foucaud portant sur le même objet n° II-207; et n° II-208 (réduction du plafond procuré par les avantages fiscaux); rejetés. - **Article 44** ("*Verdissement*" graduel de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement locatif dite "*Scellier*") (p. 12292): soutient l'amendement n° II-103 de M. Thierry Foucaud; rejeté. - **Article 45 bis** (Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail) (p. 12306): parole sur l'article. (p. 12315): intervient sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 48** (Création au profit des conseils régionaux d'une faculté d'augmenter la taxe intérieure de consommation sur les gazole et les supercarburants pour financer des projets d'infrastructures de transport) (p. 12344): soutient

l'amendement n° II-108 de M. Thierry Foucaud; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 49 bis** (p. 12356): soutient l'amendement n° II-109 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal); rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Article 3** (*Affectation du produit des amendes de police relatives à la circulation routière*) (p. 12850): soutient l'amendement n° 169 de M. Thierry Foucaud; rejeté. - **Article 7 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 12871, 12872): parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2009) - **Article 29 bis (Nouveau)** (*Prorogation de l'exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises nouvelles qui se créent dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire*) (p. 12993): soutient l'amendement n° 177 de Mme Marie-France Beaufile; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 13149, 13150): soutient l'amendement n° 178 de Mme Marie-France Beaufile (exonération de taxe d'habitation pour les bénéficiaires du RSA anciennement bénéficiaires du RMI); rejeté. - **Article 39 (Nouveau)** (*Réduction de la participation minimale de l'Etat dans la société Adoma*) (p. 13159): soutient l'amendement n° 179 de Mme Marie-France Beaufile; rejeté. - **Article 40 (Nouveau)** (*Renouvellement du délai de prorogation d'un an des concessions d'autoroute en contrepartie d'aménagements*) (p. 13159): soutient l'amendement n° 180 de Mme Marie-France Beaufile; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13161, 13162): le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.



VESTRI (René)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 343 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la responsabilité civile des propriétaires de sites naturels [n° 344 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réglementer la pratique du canyonisme [n° 345 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 961, 962): son intervention.

- **Débat sur la politique de l'État en matière de gestion des ressources halieutiques et des pêches** - (5 mai 2009) (p. 4157, 4159): son intervention.

- **Débat sur le service civil volontaire** - (10 juin 2009) (p. 5920, 5921): son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6500): intervient dans le cadre du débat interactif.

VIAL (Jean-Pierre)
sénateur (Savoie)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (7 juillet 2009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte et du projet de loi relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (21 juillet 2009).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (29 septembre 2009).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne ; nouvelle nomination le 18 février 2009.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le régime des retenues sur salaires en cas de grèves dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique [n° 170 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 14 (2008-2009)] relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 188 (2008-2009)] (28 janvier 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi relative à l'attribution des logements sociaux, tendant à modifier l'article L. 441 du code de la construction et de l'habitation [n° 256 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 14 (2008-2009)] relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 286 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre la célébration des mariages dans l'annexe de la mairie des communes de moins de 3 500 habitants [n° 296 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'obligation d'assurance pour la pratique du canyonisme [n° 346 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Police et sécurité - Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 515 (2008-2009)] prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 535 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 21 (2009-2010)] (7 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 8 (2009-2010)] tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 87 (2009-2010)] (4 novembre 2009) - **Entreprises - Fonction publique.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers [n° 287 (2008-2009)]** - (2 avril 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3706, 3708) : son intervention. - **Article 3 (Consistance du transfert)** (p. 3719, 3720) : position de la commission sur les amendements n° 11 et 12 de Mme Anne-Marie Escoffier, n° 14 et 15 de M. Yves Krattinger et n° 1 de M. Louis Pinton. - **Article 4 (Conventions de transfert)** (p. 3721) : position de la commission sur les amendements n° 2 de M. Louis Pinton, n° 16 de M. Yves Krattinger et n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 5 (Transfert en cas d'échec de la procédure conventionnelle)** (p. 3733) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de M. Yves Krattinger. - **Article 10 (Personnels techniques spécialisés)** (p. 3736) : son amendement n° 40 ; adopté. - **Article 11 (Mise à disposition transitoire des OPA)** (p. 3737, 3741) : position de la commission sur les amendements n° 36 du Gouvernement, n° 21, 22, 23 et 24 de M. Yves Krattinger et n° 31, 32 et 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 14 (Transfert des contractuels)** (p. 3741) : son amendement n° 41 ; adopté. - **Article 16 (Transfert en pleine propriété à titre gratuit)** (p. 3742) : position de la commission sur les amendements n° 19 et 20 de M. Yves Krattinger. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 3743) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Gillot (extension du transfert de propriété aux immeubles transférés à la suite de l'adoption de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales). - **Article 17 (Sort des biens meubles)** (p. 3744) : position de la commission sur les amendements n° 27 de M. Daniel Laurent et n° 37 du Gouvernement. - **Article 20 (Réseau de communications radioélectriques)** (p. 3745) : position de la commission sur l'amendement n° 38 du Gouvernement. - **Article 21 (Période transitoire)** (p. 3745, 3747) : position de la commission sur les amendements n° 39 du Gouvernement, n° 25 de M. Yves Krattinger et n° 34 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 3748) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Bruno Sido (possibilité pour le département d'effectuer, pour le compte et à la demande d'un établissement public, l'entretien de l'ensemble de ses moyens matériels et notamment de ceux assurant les missions d'intervention et de sécurité civile).

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (28 mai 2009) - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*Adaptation du statut des thermes nationaux d'Aix-les-Bains*) (p. 5221, 5222) : parole sur l'article. (p. 5224) : son amendement n° 652 ; adopté.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 121 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 7126, 7127) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 553 (2008-2009)]** - (16 septembre 2009) - **Article 5** (*Chapitre III du titre 1er du livre 1er du code de l'urbanisme - Simplification des directives territoriales d'aménagement*) (p. 7575) : intervient sur les amendements n° 32 de M. Thierry Repentin et n° 186 de Mme Évelyne Didier.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2009) - **Article 71** (*art. L. 221-3 et art. L. 221-7 et L. 221-8 [nouveaux] du code de l'environnement - Principe d'une surveillance de la qualité de l'air intérieur*) (p. 8283, 8285) : sur l'amendement n° 125 de M. Philippe Richert, son sous-amendement n° 920 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers - Commission mixte paritaire [n° 3 (2009-2010)]** - (13 octobre 2009) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 8551, 8552) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 10667, 10669) : son intervention. - **Article 1er** (*Intervention de la commission de déontologie de la*

fonction publique préalablement à un cumul de fonctions de direction dans des entreprises du secteur public et du secteur privé) (p. 10680, 10682) : position de la commission sur les amendements n° 2 de M. Yvon Collin, n° 3 de M. Richard Yung, et n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (24 novembre 2009) - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Aménagement du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 11264) : intervient sur n° I-144 de la commission.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 140 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Article 8** (*art. 43 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Régimes de retraites de base et complémentaire et régime invalidité-décès des avoués*) (p. 13223) : son amendement n° 40 ; retiré. - **Article 13** (*Modalités de calcul de l'indemnisation versée aux avoués*) (p. 13228) : son amendement n° 39 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2009) - **Article 24** (*Exercice simultané, pendant la période transitoire, de la profession d'avocat par les avoués*) (p. 13254) : son amendement n° 35 ; retiré. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (*Sort des instances d'appel en cours au moment de la disparition de la profession d'avoué*) (p. 13246) : son amendement n° 37 ; retiré. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*Maintien jusqu'au 31 décembre 2014 de la chambre nationale des avoués près les cours d'appel - Suppression de la bourse commune des chambres*) (p. 13258) : son amendement n° 36 ; retiré.

DE VIGUERIE (Paul)
*rapporteur de la section du cadre de vie
du Conseil économique, social et
environnemental*

2009) - rapporteur de la section du cadre de vie du Conseil économique, social et environnemental - **Discussion générale** (p. 934, 935) : son intervention.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier

VILLIERS (André)
*sénateur (Yonne)
UMP-R*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 15 septembre 2009.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 23 septembre 2009.

Devenu sénateur le 24 juillet 2009 (en remplacement de M. Henri de Raincourt, nommé membre du Gouvernement).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 501 (2008-2009)] (25 juin 2009) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi visant à généraliser la faculté pour les maires de renoncer au recueil des images numérisées pour l'établissement de tous les titres sécurisés [n° 551 (2008-2009)] (8 juillet 2009) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer la confiance des donateurs et mécènes envers les associations faisant appel à la générosité publique [n° 28 (2009-2010)] (12 octobre 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à l'attribution des labels "campagne d'intérêt général" et "grande cause nationale" aux générosités associatives [n° 147 (2009-2010)] (8 décembre 2009) - **Société.**

VIRAPOULLÉ (Jean-Paul)
sénateur (La Réunion)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie le 22 juillet 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (28 avril 2009).

Membre de la Mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer du 5 mars 2009 au 7 juillet 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant encadrement des prix de cent produits de première nécessité dans les départements d'outre-mer [n° 221 (2008-2009)] (17 février 2009) - **Aménagement du territoire - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 496 (2007-2008)] pour le développement économique des outre-mer [n° 240 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 183 (2009-2010)] (17 décembre 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 191 (2009-2010)] (22 décembre 2009) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8782) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 12943, 12944) : son amendement n° 191 : revalorisation du seuil de passage au bénéfice réel ; rejeté.

Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 634 (2008-2009)] (29 septembre 2009) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision [n° 145 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 144 (2008-2009)** (p. 45, 46) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France [n° 144 (2008-2009)]** - (7 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (2008-2009).**

- **Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement [n° 42 (2008-2009)]** - (27 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 952, 953) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la consultation des électeurs de Mayotte sur le changement de statut de cette collectivité** - (12 février 2009) (p. 1932, 1934) : son intervention.

- **Projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer [n° 233 (2008-2009)]** - (10 mars 2009) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2701, 2702) : son intervention. (p. 2729, 2730) : son intervention à titre personnel. Son département de la Réunion. - **Article 1er A (Réglementation des prix des produits de première nécessité)** (p. 2747) : intervient sur l'amendement n° 375 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (11 mars 2009) - **Article 1er (Abattement sur les bénéfices de certains établissements situés dans les départements d'outre-mer)** (p. 2780, 2781) : ses amendements n° 271 et 270 ; devenus sans objet. - **Article 2 (Abattement de taxe professionnelle pour certains**

établissements situés dans les départements d'outre-mer (p. 2792) : son amendement n° 272 ; adopté. - **Article 5** (*Modification du régime de la défiscalisation en matière d'impôt sur le revenu pour les investissements productifs*) (p. 2816, 2827) : ses amendements n° 265, 268 et 269 ; retirés ; et n° 258 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 403 du Gouvernement. - **Article 10** (*Création d'une aide visant à abaisser le coût du fret pour les intrants et les extrants dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2841) : intervient sur l'amendement n° 52 de Mme Gélita Hoarau. - **Article 11** (*Modification du régime des exonérations de charges sociales*) (p. 2845, 2854) : ses amendements n° 263 ; adopté ; n° 262, 261 et 260 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (12 mars 2009) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2904) : à titre personnel, intervient sur l'amendement n° 118 de M. Jacques Gillot (création d'une taxe exceptionnelle sur les industries pétrolières). - **Article 17** (*Autorisation des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré des départements d'outre-mer à devenir actionnaires de sociétés civiles immobilières*) (p. 2919) : son amendement n° 280 ; adopté. - **Article 18** (*Remise sur le marché locatif de logements indivis vacants*) (p. 2921, 2923) : au nom de la commission des lois saisie pour avis, son amendement n° 242 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 435 du Gouvernement qu'il accepte. Position de la commission des lois saisie pour avis sur l'amendement n° 123 de M. Georges Patient. - **Article 20** (*Modification du dispositif de défiscalisation en matière de logement en outre-mer*) (p. 2940) : à titre personnel, son amendement n° 266 ; retiré. (p. 2945, 2951) : ses amendements n° 279, 277, 278 et 276 ; adoptés. (p. 2958) : son amendement n° 275 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2962, 2963) : son amendement n° 267 : défiscalisation temporaire en faveur du logement intermédiaire ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 27** (p. 2981, 2983) : son amendement n° 257 : valorisation de la bagasse comme source d'énergie renouvelable ; adopté. - **Article 29** (*Lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane*) (p. 2994, 2996) : au nom de la commission des lois saisie pour avis, son amendement n° 246 ; adopté. - **Article 31** (*Ratification de dix ordonnances et modification de l'organisation judiciaire à Mayotte*) (p. 2998) : son amendement n° 247 ; adopté. - **Article 32** (*Habilitation du gouvernement à prendre par ordonnances des mesures nécessaires à l'extension, à l'adaptation ou à l'actualisation de dispositions législatives*) (p. 3000, 3001) : son amendement n° 249 ; adopté. - **Article 33** (*Création d'une Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer*) (p. 3005) : son amendement n° 250 ; devenu sans objet. -

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3012, 3013) : à titre personnel, votera ce projet de loi.

- *Commission mixte paritaire [n° 379 (2008-2009)]* - (6 mai 2009) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4246, 4247) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique [n° 560 (2008-2009)] - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7146, 7147) : son intervention. Son département de la Réunion. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7179) : son amendement n° 1 : définition et réglementation de l'itinérance ultramarine ; adopté. - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 7182, 7183) : son amendement n° 8 : prise en compte du rapport de l'ARCEP relatif au handicap ultramarin bloquant le développement des technologies de l'information et de la communication ; retiré.**

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer** - (20 octobre 2009) (p. 8755, 8757) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 8786) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur la réforme du lycée** - (21 octobre 2009) (p. 8819, 8820) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Nathalie Goulet sur l'action du fonds stratégique d'investissement** - (22 octobre 2009) (p. 8883, 8884) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (26 novembre 2009) (p. 11492, 11493) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'organisation d'une consultation des électeurs de la Guyane et de la Martinique sur le changement de statut de ces collectivités** - (9 décembre 2009) (p. 12510, 12512) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la fracture numérique - Deuxième lecture [n° 138 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12533) : son intervention.

VOGUET (Jean-François)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009 ; puis vice-président le 7 octobre 2009.

Membre de la Mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes du 11 mars 2009 au 8 octobre 2009.

Vice-président de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la suppression de la publicité pour les vaccins auprès du public [n° 171 (2008-2009)] (15 janvier 2009) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la hausse inquiétante du taux de suicide survenant en prison [n° 182 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises, aux banques et aux établissements financiers [n° 239 (2008-2009)] (3 mars 2009) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des salariés subissant des périodes de chômage partiel [n° 249 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les franchises médicales [n° 250 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice du droit à pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [n° 251 (2008-2009)] (4 mars 2009) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à exclure les bénévoles et les associations du champ d'application du délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers des étrangers en France [n° 291 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 292 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer le refus de paiement des prestations familiales pour des enfants étrangers entrés en France hors de la procédure de regroupement familial [n° 293 (2008-2009)] (18 mars 2009) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution européenne sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 339 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le déroulement de la manifestation du 4 avril 2009 à Strasbourg [n° 347 (2008-2009)] (9 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique [n° 418 (2008-2009)] (19 mai 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution européenne visant à introduire la "clause de l'Européenne la plus favorisée" [n° 433 (2008-2009)] (20 mai 2009) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)] (16 juin 2009) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la société Icade et sur les conditions de la cession de son parc locatif [n° 478 (2008-2009)] (23 juin 2009) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à abroger les tests ADN dans le cadre de la procédure de regroupement familial [n° 1 (2009-2010)] (1er octobre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé des salariés des restructurations permanentes, des nouvelles formes d'organisation du travail et méthodes de gestion du personnel à France Telecom [n° 22 (2009-2010)] (8 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau [n° 109 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Environnement - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 110 (2009-2010)] (24 novembre 2009) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 194 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative à la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération nucléaire [n° 195 (2009-2010)] (24 décembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France** [n° 144 (2008-2009)] - (8 janvier 2009) - **Article unique** (*Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public après consultation des commissions chargées des affaires culturelles*) (p. 112, 113) : parole sur l'article. Le groupe CRC-SPG ne votera pas l'article unique.

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** [n° 145 (2008-2009)] - (8 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er** (p. 124) : soutient l'amendement n° 110 de M. Jack Ralite (prise en compte des interventions audiovisuelles du Président de la République dans le temps de parole réservé à l'exécutif) ; rejeté. - **Article 1er** (*art. 44 de la loi du 30 septembre 1986 - Création de la société nationale de programme France Télévisions*) (p. 129, 130) : parole sur l'article. (p. 136) : soutient l'amendement n° 115 de M. Jack Ralite ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 janvier 2009) - **Article 13** (*art. 34-5 de la loi du 30 septembre 1986 - Coordination relative à la reprise de l'ensemble des programmes régionaux de France 3 en mode numérique*) (p. 279) : soutient l'amendement n° 136 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 15** (*art. 48 de la loi du 30 septembre 1986 - Cahier des charges des nouvelles sociétés nationales de programme, conditions du parrainage des émissions et de la promotion croisée entre chaînes d'une même société nationale*) (p. 289, 290) : soutient l'amendement n° 140 de M. Jack Ralite ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2009) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 402) : soutient l'amendement n° 147 de M. Jack Ralite (extension de la redevance aux résidences secondaires) ; rejeté. - **Intitulé du titre II** (*Institution de taxes sur le chiffre d'affaires des opérateurs du secteur audiovisuel et de communications électroniques*) (p. 413, 414) : soutient l'amendement n° 148 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 20** (*art. 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Institution d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes de télévision*) (p. 414, 415) : parole sur l'article. (p. 421, 429) : soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 151, 150, 155 et 153 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2009) - **Article 36** (*art. 33-2 de la loi du 30 septembre 1986 - Obligations adaptées aux SMAd autres que hertziens*) (p. 496) : soutient l'amendement n° 168 de M. Jack Ralite ; adopté. - **Article 45** (*art. 43-7 à 43-10 de la loi du 30 septembre 1986 - Conditions d'entrave à la reprise d'un service de télévision ou SMAd en provenance d'un autre État membre et dispositif anti-délocalisation*) (p. 498, 499) : soutient l'amendement n° 169 de M. Jack Ralite ; adopté. - **Article additionnel après l'article 45 bis** (p. 500) : soutient l'amendement n° 177 de M. Jack Ralite (conditions dans lesquelles l'Institut national de l'audiovisuel, INA, peut se voir confier des archives privées de personnes physiques ou morales) ; rejeté. - **Article 46** (*art. 73 de la loi du 30 septembre 1986 - Possibilité d'une seconde coupure dans les films et les*

téléfilms) (p. 501) : soutient l'amendement n° 170 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 47** (*Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à réformer le Centre national de la cinématographie et à rénover le droit des arts et industries de l'image animée*) (p. 505, 506) : parole sur l'article. Conteste le recours à la procédure des ordonnances. Soutient l'amendement n° 171 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 48** (*Habilitation à prendre par ordonnances des mesures visant à aménager les dispositifs de régulation de la diffusion cinématographique et à rénover les relations entre distributeurs et exploitants*) (p. 508) : soutient l'amendement n° 172 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 49 A** (*Contribution de France Télévisions au soutien financier à la production audiovisuelle et cinématographique*) (p. 513) : soutient l'amendement n° 173 de M. Jack Ralite ; retiré. Position sur cet article qui demande à France Télévisions, pourtant fragilisée, de soutenir financièrement le Centre national de la cinématographie. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 518, 519) : le groupe CRC-SPG est favorable à l'amendement n° 385 de M. David Assouline (renforcement du dispositif anticoncentration dans le secteur de l'audiovisuel). - **Article 49 quinquies** (art. 41 de la loi du 30 septembre 1986 - *Dispositif anti-concentration applicable aux services de télévisions locales hertziennes*) (p. 523) : soutient l'amendement n° 174 ; rejeté. - **Article 51** (*Transferts liés à la fusion-absorption réalisée du seul fait de la loi - Appréciation à titre transitoire de la représentativité des syndicats au niveau de la société France Télévisions*) (p. 528, 529) : soutient l'amendement n° 175 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 51 bis** (*Dispositions transitoires réglant le déroulement du dialogue social au sein de la nouvelle entreprise France Télévisions*) (p. 531) : soutient l'amendement n° 176 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 538) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte dangereux pour la démocratie.

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 566, 567) : son intervention.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3108) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 3147, 3148) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet - Nouvelle lecture [n° 397 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 10 bis A** (Art. L. 121-8, L. 132-35 à L. 132-45 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle ; art. L. 7111-5-1 [nouveau], L. 7113-2, L. 7113-3 et L. 7113-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 382-14-1 du code de la sécurité sociale - *Droit d'auteur des journalistes*) (p. 4446) : soutient l'amendement n° 5 de M. Ivan Renar ; rejeté. (p. 4447) : soutient l'amendement n° 4 de M. Ivan Renar ; rejeté.

- **Débat sur les travaux de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes** - (27 mai 2009) (p. 5129, 5130) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (30 juin 2009) (p. 6470, 6471) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Article 13 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*Grands stades et équipements sportifs*) (p. 6770) : parole sur l'article. (p. 6771, 6778) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 25, 26, 31, 28, 27, 29 et 30 ; rejetés.

- **Proposition de loi relative au service civique [n° 37 (2009-2010)]** - (27 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8995, 8997) : son intervention. - **Article 1er B** (**Nouveau**) (art. L. 111-2 et L. 111-3 et chapitre IV du titre Ier du livre Ier du code du service national - *Modification du nom de la journée d'appel de préparation à la défense*) (p. 9013, 9014) : son

amendement n° 17 ; rejeté. - **Article 4** (*Titre Ier bis du livre Ier du code du service national [nouveau] - Création du service civique*) (p. 9019) : ses amendements n° 18 ; adopté ; et n° 19 et 20 ; rejetés. (p. 9020) : son amendement n° 21 ; rejeté. (p. 9021) : ses amendements n° 22 et 23 ; rejetés. (p. 9024) : son amendement n° 24 ; rejeté. (p. 9025) : son amendement n° 25 ; rejeté. (p. 9028) : ses amendements n° 26, 29 et 30 ; rejetés. (p. 9029) : ses amendements n° 28 et 31 ; devenus sans objet. - **Article 4 ter** (**Nouveau**) (art. L. 6315-2 du code du travail - *Coordination*) (p. 9031) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Article 5** (*titre II du livre Ier du code du service national - Dispositions relatives aux volontariats internationaux*) (p. 9032) : son amendement n° 33 ; rejeté. - **Article 8** (*Soutien financier de l'Etat*) : son amendement n° 35 ; rejeté. - **Article 11** (*Dispositions transitoires*) (p. 9034) : son amendement n° 36 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9036) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (7 novembre 2009) - **Article 2 bis** (**Nouveau**) (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Points de contact de La Poste*) (p. 9666) : favorable à l'amendement n° 286 de M. Jean Desessard. (p. 9669, 9670) : soutient l'amendement n° 61 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9673) : soutient l'amendement n° 57 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9690) : défavorable à l'amendement n° 186 de M. Gérard Cornu. - **Article 2 ter** (**Nouveau**) (art. 21 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom et article 1635 sexies du code général des impôts - *Financement du fonds de péréquation de La Poste*) (p. 9697, 9698) : parole sur l'article. - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Mission d'aménagement du territoire*) (p. 9707) : soutient l'amendement n° 59 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Contrat d'entreprise État-La Poste*) (p. 9717) : parole sur l'article. (p. 9723) : soutient l'amendement n° 239 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 5** (art. 10 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Composition du conseil d'administration*) (p. 9729) : soutient les amendements n° 225, 551 et 554 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Article 6** (art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Nomination du président du conseil d'administration de La Poste*) (p. 9737) : soutient l'amendement n° 66 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9744) : sur l'amendement n° 338 de M. Michel Teston, soutient le sous-amendement n° 639 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2009) (p. 9758) : soutient l'amendement n° 243 de M. Jean-Claude Danglot ; devenu sans objet. - **Article 7** (art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Statut des fonctionnaires de La Poste*) (p. 9760) : soutient l'amendement n° 67 de M. Jean-Claude Danglot ; retiré. (p. 9763) : soutient les amendements n° 229 et 230 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. (p. 9764) : soutient l'amendement n° 244 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9766) : soutient l'amendement n° 228 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 9766) : soutient l'amendement n° 245 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 8** (art. 31 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - *Agents contractuels*) (p. 9778) : soutient les amendements n° 246 et 235 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. (p. 9785) : soutient l'amendement n° 261 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Questions cribles thématiques - Collectivités territoriales** - (17 novembre 2009) (p. 10607) : sa question. (p. 10608) : ses observations.

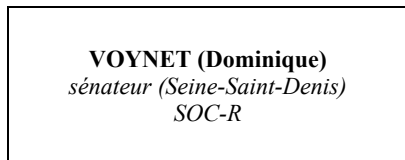
- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Première partie :

- (20 novembre 2009) - **Article 2 (priorité)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 10950, 10951) : sur l'amendement n° 1-1 de la commission, soutient le sous-amendement n° 1-452 de M. Thierry Foucaud ; rejeté.

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 23 septembre 2009.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris le 9 décembre 2009.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (6 novembre 2009).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements éventuels dans le système hospitalier ayant conduit aux décès inexplicables de plusieurs patients à la fin de l'année 2008 et au début de l'année 2009 [n° 179 (2008-2009)] (27 janvier 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les méthodes mises en œuvre par Areva ou ses filiales pour exploiter du minerai d'uranium hors de nos frontières [n° 298 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Énergie.**

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

- (4 décembre 2009) (p. 12088, 12089) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 12098) : intervient sur l'amendement n° II-26 de la commission. (p. 12100) : intervient sur l'amendement n° II-25 de la commission.

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion du service public des forces de l'ordre dans le cadre du Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord les 2, 3 et 4 avril 2009 [n° 322 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la réglementation de l'implantation des antennes-relais de téléphonie mobile et à la réduction de l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques [n° 360 (2008-2009)] (17 avril 2009) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retraités, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Prolongation de cinq interventions des forces armées - Débat et votes sur des demandes d'autorisation du Gouvernement** - (28 janvier 2009) (p. 1059, 1060) : son intervention. Ne prendra pas part au vote.

- **Débat sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales** - (18 mars 2009) (p. 3143) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère de la France** - (25 mars 2009) (p. 3352, 3353) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires [n° 381 (2008-2009)]** - (13 mai 2009) - **Article 1er (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6111-1, L. 6111-2, L. 6112-1 à L. 6112-3, L. 6112-3-1 (nouveau), L. 6122-7, L. 6161-4, L. 6162-1 du code de la santé publique, art. L. 162-20 du code de la sécurité sociale, art. L. 6311-2, L. 6112-5, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6111-3, L. 6161-3-1, L. 6161-5 à L. 6161-10 du code de la santé publique - *Missions des établissements de santé et missions de service public*) (p. 4480, 4481) : parole sur l'article. (p. 4485, 4486) : soutient l'amendement n° 310 de M. Jean Desessard ;

rejeté. (p. 4487, 4488) : soutient l'amendement n° 311 de M. Jean Desessard ; devenu sans objet. (p. 4493) : soutient l'amendement n° 292 de M. Jean Desessard ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 mai 2009) (p. 4547, 4550) : soutient l'amendement n° 138 de M. Jean Desessard ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 mai 2009) - **Article 7 (Texte modifié par la commission)** (art. 3, 9-2 [nouveau], 50-1, 65-2 [nouveau], 89 et 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 315-17 du code de l'action sociale et des familles - *Nomination et gestion des personnels de direction*) (p. 4739) : intervient sur l'amendement n° 1184 du Gouvernement. - **Article 8 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 6146-1, L. 6146-2, L. 6146-3 à L. 6146-7, L. 6146-10, L. 6112-7 et L. 6113-7 du code de la santé publique - *Organisation interne des établissements publics de santé*) (p. 4744) : parole sur l'article. (p. 4751, 4752) : défavorable à l'amendement n° 1191 du Gouvernement. (p. 4756) : favorable à l'amendement n° 341 de M. Jacky Le Menn. (p. 4760) : intervient sur l'amendement n° 445 de M. François Autain. - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination*) (p. 4765, 4766) : parole sur l'article. (p. 4769) : intervient sur l'amendement n° 671 de Mme Marie-Thérèse Hermange.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2009) - **Article 26 (Texte modifié par la commission)** (art. L. 1431-1 à L. 1431-4 [nouveau], L. 1432-1 à L. 1432-11 [nouveau], L. 1433-1 à L. 1433-3 [nouveau], L. 1434-1 à L. 1434-15 [nouveau], L. 1435-1 à L. 1435-7 [nouveau] du code de la santé publique - *Agences régionales de santé*) (p. 5041, 5046) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 885 ; retiré ; n° 886 et 1035 ; rejetés. (p. 5057) : intervient sur l'amendement n° 1279 du Gouvernement. (p. 5074) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 1032, 887 et 888 ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense [n° 514 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6932, 6935) : sa motion n° 107 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 6961) : son amendement n° 47 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2009) (p. 6994, 7004) : ses amendements n° 53, 51, 54, 55 et 57 ; rejetés ; et n° 56 ; retiré. Favorable à l'amendement n° 95 de M. Didier Boulaud. Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Didier Boulaud. (p. 7005, 7015) : ses amendements n° 58, 59, 60, 61, 62, 63 et 64 ; rejetés. (p. 7018, 7025) : ses amendements n° 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 73 et 75 ; rejetés (p. 7072) : son amendement n° 74 ; rejeté. - **Article 5** (*Adaptation des dispositions du code de la défense relatives à l'organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale*) (p. 7083, 7084) : ses amendements n° 43 et 44 ; rejetés. - **Article 9** (*Dépollution des emprises cédées par le ministère de la défense*) (p. 7086, 7087) : ses amendements n° 45 et 46 ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français [n° 19 (2009-2010)]** - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8615, 8617) : son intervention. - **Article 1er** (*Indemnisation des conséquences sanitaires des essais nucléaires*) (p. 8619, 8620) : son amendement n° 31 ; rejeté. - **Article 3** (*Éléments matériels à l'appui de la demande d'indemnisation*) (p. 8622, 8623) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Richard Tuheiaava. - **Article 4** (*Comité d'indemnisation*) (p. 8627) : parole sur l'article. (p. 8628, 8629) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. André Vantomme. Son amendement n° 32 ; rejeté. - **Article 7** (*La commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires*) (p. 8634, 8635) : ses amendements n° 34 et 33 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8638, 8639) : intervient sur l'amendement n° 9 de M. André Vantomme (délivrance du titre de reconnaissance de la nation aux personnes ayant participé aux essais nucléaires français). Son amendement n° 36 : étude d'impact sur la santé des personnels civils et militaires présents sur les sites ayant accueilli des essais et des activités nucléaires ;

rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8640) : les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (8 novembre 2009) - **Article 13** (art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste) (p. 9836) : parole sur l'article. (p. 9839) : soutient l'amendement n° 314 de M. Jean Desessard ; rejeté. (p. 9841) : soutient l'amendement n° 329 de M. Michel Teston ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2009) (p. 9863) : intervient sur l'article. - **Article 14** (art. L. 2 du code des postes et communications électroniques - Désignation de La Poste comme prestataire du service universel pour une durée de quinze ans) (p. 9870, 9872) : soutient les amendements n° 315 et 316 de M. Jean Desessard ; rejetés.

- **Débat d'initiative sénatoriale sur l'Afghanistan** - (16 novembre 2009) (p. 10521, 10523) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Défense

- (30 novembre 2009) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11737) : sa question. (p. 11738) : sa réplique.

- **Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 132 (2009-2010)]** - (15 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12718, 12719) : son intervention.

WAUQUIEZ (Laurent)
secrétaire d'État chargé de l'emploi
(à partir du 23 juin 2009)

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Christiane Demontès sur la politique de défiscalisation des heures supplémentaires** - (29 avril 2009) (p. 4028, 4030) : sa réponse.

- **Question orale avec débat de M. André Vantomme sur le fonctionnement du pôle emploi** - (25 juin 2009) (p. 6385, 6388) : sa réponse.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Discussion générale** (p. 7748, 7751) : son intervention. (p. 7773, 7776) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 7779) : avis du Gouvernement sur la motion n° 20 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7781) : avis du Gouvernement sur la motion n° 130 de M. Jean-Luc Fichet tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV) (p. 7783, 7788) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18, 25 et 26 de Mme Annie David, n° 133 et 131 de Mme Christiane Demontès, n° 109 de M. Jean Desessard, n° 7 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° 132 de M. Claude Jeannerot. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7789) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 110 de M. Jean Desessard (accès en langue étrangère aux cours de formation spécifiques aux chantiers de désamiantage). - **Article 2** (art. L. 6111-2 du code du travail - Articulation de la formation professionnelle et du socle commun garanti par le code de l'éducation) (p. 7790, 7791) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de Mme Annie David et n° 111 de M. Jean Desessard. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6314-1 du code du travail - Droit à l'information et à l'orientation professionnelles) (p. 7791, 7792) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 113 et 116 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 7793) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 134 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur la création d'un service public et d'orientation). - **Article 3** (art. L. 6314-3, L. 6314-4 et L. 6314-5 [nouveaux] du code du travail - Définition et exercice du droit à l'orientation professionnelle - Labellisation des organismes d'information et d'orientation) (p. 7796, 7797) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29, 30, 31, 32 et 33 de Mme Annie David,

n° 137 de M. Claude Jeannerot. Son amendement n° 168 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2009) (p. 7829, 7831) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 124 de M. Jean Desessard, n° 34 et 35 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7832, 7834) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean Desessard n° 119 (formation des personnels engagés pour des travaux comportant un risque sanitaire et ne maîtrisant pas le français) et n° 121 (intégration d'un volet sanitaire d'information dans les formations relatives à des métiers exposés à un risque sanitaire) ainsi que sur l'amendement n° 36 de Mme Annie David (maintien des conventions de formation en cas de procédure collective de licenciement). - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 313-1 du code de l'éducation - Recrutement et obligation de formation des personnels d'orientation de l'éducation nationale) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de Mlle Sophie Joissains, n° 37 et 38 de Mme Annie David, et n° 135 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 7839) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 136 de Mme Maryvonne Blondin (participation des professeurs principaux de lycées et de collèges au service public d'information et d'orientation professionnelle). - **Article 4** (art. L. 6323-12, L. 6323-21 à L. 6323-23 du code du travail - Portabilité du droit individuel à la formation) (p. 7842, 7851) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 39, 41, 45, 40, 43, 42, 44, 46 et 47 de Mme Annie David, n° 123 et 122 de M. Jean Desessard, n° 102 de M. Daniel Dubois, n° 175, 176 et 177 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 183 de M. Alain Gournac. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7854) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur le droit individuel à la formation). - **Article 5 bis (Nouveau)** (art. L. 1226-10 du code du travail - Formation des salariés après un congé pour maladie professionnelle ou accident du travail) (p. 7855) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de Mme Annie David. - **Article 6** (art. L. 6321-2 et L. 2323-36 du code du travail - Prise en charge par les organismes collecteurs des congés individuels de formation intégralement réalisés hors temps de travail) (p. 7856, 7857) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50, 51 et 52 de Mme Annie David. - **Article 6 bis (Création d'un livret de compétences pour les élèves du premier et du second degré)** (p. 7859) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 et 54 de Mme Annie David. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 [nouveau], L. 6315-2 [nouveau] du code du travail - Bilan d'étape professionnel et passeport formation) (p. 7861, 7862) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 56, 57 et 58 de Mme Annie David et n° 138 de M. Claude Jeannerot. - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6321-1 du code du travail - Entretien professionnel pour les salariés de quarante-cinq ans) (p. 7863) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 59 et 60 de Mme Annie David. - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Accès des jeunes de seize ans aux écoles de la

deuxième chance) (p. 7864, 7865) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 61 de Mme Annie David. - **Article 9** (art. L. 6326-1 [nouveau], L. 6326-2 [nouveau], L. 6232-18 à L. 6232-22, L. 6232-22-1 [nouveau] du code du travail - Création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et d'un dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi) (p. 7868, 7872) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 139 de Mme Christiane Demontès, n° 62 de Mme Annie David, n° 126 de M. Michel Houel et n° 141 de M. Jacques Gillot. (p. 7873, 7882) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63, 64, 65, 67 et 66 de Mme Annie David, n° 24 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 140 de M. Claude Jeannerot, n° 178 de la commission, n° 120 et 118 de M. Jean Desessard, n° 13 de Mlle Sophie Joissains, n° 9 de Mme Françoise Laborde et n° 8 de Mme Colette Mélot. Ses amendements n° 165 et 169 ; adoptés. (p. 7883, 7891) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 68, 71, 69, 70, 72, 73, 74, 75 et 76 de Mme Annie David, n° 23 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 142 et 143 de M. Claude Jeannerot, n° 117 de M. Jean Desessard, n° 3 et 6 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° 107 de M. Daniel Dubois. - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation de l'expérimentation des contrats de transition professionnels) (p. 7893, 7894) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 77 de Mme Annie David. Son amendement n° 182 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 7894, 7895) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Luc Fichet (rapport au Parlement sur les conditions d'une campagne d'information nationale sur la validation des acquis de l'expérience). - **Article 11** (art. L. 6314-1, L. 6314-2 (nouveau) du code du travail et art. L. 335-6 du code de l'éducation - Définition et modalités de détermination des certificats de qualification professionnelle - Missions de la commission nationale de la certification professionnelle) (p. 7897) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 179 de la commission et n° 106 de M. Daniel Dubois. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7898) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Michel Houel n° 128 (autorisation pour les centres de formation des apprentis de préparer leurs élèves à l'épreuve théorique du permis de conduire) et n° 129 (formalités d'embauche d'un apprenti par un auto-entrepreneur).

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2009) - **Article 12** (art. L. 6325-1, L. 6325-1-1 [nouveau], L. 6325-12, L. 6332-14 et L. 6332-15 du code du travail - Modalités d'accès au contrat de professionnalisation) (p. 7909, 7910) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 146 de M. Jacques Gillot et n° 174 et 180 de la commission. - **Article 13 A** (art. 20 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 - Développement de l'apprentissage dans le secteur public) (p. 7911) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 78 de Mme Annie David et n° 115 de M. Jean Desessard. - **Article 13** (art. L. 6222-18 et L. 6241-4 du code du travail - Modalités de détermination du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au centre de formation d'apprentis où est inscrit l'apprenti - Période d'essai après rupture d'un premier contrat d'apprentissage) (p. 7912, 7913) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 108 de Mme Catherine Procaccia et n° 79 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 7913) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 181 de la commission (responsabilisation des employeurs dans l'embauche des jeunes en apprentissage et allègement des contraintes administratives). - **Article 13 bis A** (art. L. 6241-3 du code du travail et 225 du code général des impôts - Affectation au Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage du produit de la contribution supplémentaire de la taxe d'apprentissage) (p. 7916) : son amendement n° 170 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 2 de Mme Françoise Férat. (p. 7917) : avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 2 de Mme Françoise Férat portant sur l'amendement n° 170 précité. - **Article 13 bis BB (Nouveau)** (art. L. 337-3-1 [nouveau] du code de l'éducation - Transition entre la scolarité et l'apprentissage - "Formation sas") (p. 7920, 7921) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 80 et 81 de Mme Annie David et n° 147 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article 13 bis B** (art. 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 - Gratification des stagiaires en entreprise) (p. 7922) : son amendement n° 167 ; adopté. Avis du Gouvernement sur

l'amendement n° 82 de Mme Annie David. - **Article 13 quater** (Conventions entre le préfet et les opérateurs privés de placement relatives aux offres d'emploi non pourvues) (p. 7924, 7926) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 et 84 de Mme Annie David et n° 114 de M. Jean Desessard. - **Article 13 quinquies** (Imputation sur l'obligation légale de financement de la formation professionnelle des dépenses de tutorat au profit des jeunes) (p. 7927) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 85 de Mme Annie David et n° 148 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article 13 nonies A** (Repérage et suivi des jeunes en situation de décrochage) (p. 7928, 7930) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 86 et 87 de Mme Annie David. - **Article 13 nonies** (Évaluation des résultats des missions locales en matière d'insertion professionnelle des jeunes) (p. 7931) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 88 et 89 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 13 decies** (p. 7932, 7934) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 163 de M. Dominique Braye (autorisation de cumuler une assurance et un cautionnement pour les logements alloués à un étudiant ou à un apprenti) et n° 171 de la commission (possibilité pour l'Etat de passer des contrats pluriannuels avec des établissements d'enseignement supérieur afin de soutenir des dispositifs participant à la mission de service public de l'enseignement supérieur et présentant des caractéristiques innovantes en termes d'insertion professionnelle). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 7935) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 149 de M. François Patriat (versement aux régions, après péréquation nationale, du produit de la collecte de la taxe d'apprentissage non affectée par les entreprises ainsi que des deux sections du fonds national de développement de modernisation de l'apprentissage). - **Article 14** (art. L. 6332-1-1 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-6, L. 6332-7 et L. 6332-13 du code du travail - Missions des organismes paritaires collecteurs agréés) (p. 7938, 7940) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de M. Gérard César, n° 90, 91 et 92 de Mme Annie David, n° 161 de M. Alain Gournac et n° 173 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7945, 7950) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 de M. Philippe Dominati (exonération pour les auto-entrepreneurs de la contribution de formation professionnelle, indépendante du niveau de leur chiffre d'affaires) et n° 127 de M. Michel Houel (confirmation, d'une part, de la mission de proximité des chambres de métiers et de l'artisanat et, d'autre part, de leur accès aux financements prévus par le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels). - **Article 15** (art. L. 6332-1 du code du travail - Régime de l'agrément des organismes collecteurs paritaires) (p. 7947) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de M. Gérard César. - **Article additionnel après l'article 15 ter** (p. 7948) : son amendement n° 166 : possibilité pour les organismes de droit privé d'assurer le versement des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle, sous réserve de respecter les règles d'habilitation prévues par l'Etat ; adopté. - **Article 16 A** (Évaluation des actions de formation professionnelle) (p. 7948) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 93 de Mme Annie David. - **Article 16** (art. 6351-1 A [nouveau], L. 6531-1, L. 6531-3 à L. 6531-6, L. 6531-7-1 [nouveau], L. 6532-1, L. 6533-2 et L. 6533-3 du code du travail - Régime de déclaration d'activité des dispensateurs de formation professionnelle - Publicité de la liste des organismes déclarés) (p. 7949, 7950) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 94 de Mme Annie David et n° 150 de M. Claude Jeannerot. - **Article 16 bis** (art. 215-1, 215-3, 222-36, 223-13, 225-13, 223-15-3, 313-7 et 433-17 du code pénal, L. 4161-5 et L. 4223-1 du code de la santé publique - Interdiction de l'exercice de l'activité de prestataire de formation aux personnes condamnées pour abus frauduleux d'une personne en état de sujétion psychologique ou physique) (p. 7951) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Nicolas About. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Transferts de salariés de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes qui participent aux missions d'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi) (p. 7958, 7959) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de M. Jacques Mézard, n° 95 de Mme Annie David et n° 151 de M. Claude Jeannerot. (p. 7962) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 96 et 97 de Mme Annie David et n° 152 de

M. Claude Jeannerot. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 7962, 7963) : son amendement n° 164 : déclassement et transfert à titre gracieux, à l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, de la propriété des biens relevant du domaine public de l'Etat, mis à sa disposition dans le cadre de son activité ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 7964, 7965) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 153 (exclusion du champ d'application de la directive des actions de formation professionnelle relevant de services publics à finalité sociale) et n° 154 (transposition en droit français des procédures définies par le droit communautaire, et autorisation des systèmes de mandatement avec octroi de droits spéciaux nécessaires à la réalisation de services d'intérêt général) et n° 155 de M. Jacques Gillot (prise en compte de la spécificité des collectivités d'outre-mer). - **Article 20** (art. L. 214-13 du code de l'éducation et L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Régime du plan régional de développement des formations professionnelles) (p. 7967, 7969) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 156 et 157 de M. Claude Jeannerot, n° 160 de M. Jacques Legendre, n° 112 de M. Jean Desessard, n° 4 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 98, 99 et 100 de Mme Annie David et n° 158 et 159 de Mme Christiane Demontès. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6361-1, L. 6363-2 et L. 6361-5 du code du travail - Compétence des agents de catégorie A en matière de contrôle de la formation professionnelle) (p. 7970) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 101 de Mme Annie David. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7976) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire* [n° 7 (2009-2010)] - (14 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8644, 8646) : son intervention. - **Article 13** (art. L. 6222-18 et L. 6241-4 du code

du travail - Modalités de détermination du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au centre de formation d'apprentis où est inscrit l'apprenti - Période d'essai après rupture d'un premier contrat d'apprentissage) (p. 8668) : son amendement n° 1 du Gouvernement ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2009) (p. 11905, 11906) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11907, 11916) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-21 de la commission, n° II-146, II-147 et II-144 de Mme Christiane Demontès, n° II-143 de Mme Gisèle Printz, et n° II-145 de M. Claude Jeannerot. (p. 11909) : intervient sur l'amendement n° II-21 de la commission. - **Article 62 (Nouveau)** (*Extension des publics bénéficiaires du nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise, NACRE*) (p. 11917) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-61 de la commission des affaires sociales saisie par avis. - **Article 63 (Nouveau)** (*Extension aux régies de quartiers du régime d'agrément des associations de services à la personne*) (p. 11918) : son amendement n° II-175 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11919, 11920) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-22 (conséquence) et n° II-23 (développement de l'apprentissage).

WOERTH (Éric)
*ministre du budget, des comptes publics
 et de la fonction publique
 (jusqu'au 23 juin 2009)*
*ministre du budget, des comptes publics,
 de la fonction publique et de la réforme
 de l'État
 (à partir du 23 juin 2009)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 154 (2008-2009)]** - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 157 (2008-2009)** (p. 620, 623) : son intervention. - **Question préalable** (p. 669) : avis du Gouvernement sur la motion n° 82 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 670) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 60 de M. Bernard Vera (insertion d'une division additionnelle intitulée "mesures fiscales"). - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 671, 672) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Vera n° 61 (suppression du bouclier fiscal) et n° 67 (maintien d'une demi-part fiscale pour les contribuables célibataires, veufs et divorcés). (p. 674) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 63 de M. Bernard Vera (diminution du taux normal de la TVA à 17,6 %). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 676, 679) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 13 de Mme Catherine Procaccia et n° 26 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération d'impôt sur le revenu pour les produits des contrats d'assurance vie d'une durée supérieure ou égale à douze ans) ainsi que sur l'amendement n° 15 de Mme Nicole Bricq (exclusion du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, à compter de

2010, de l'enveloppe fermée des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2009) (p. 709, 717) : avis du Gouvernement sur les amendements de Nicole Bricq n° 40 (suppression des exonérations de charges sociales pour les heures supplémentaires), n° 42 (doublement de la prime pour l'emploi), n° 43 (repli), n° 44 (indexation des seuils et des barèmes de la prime pour l'emploi), n° 45 (modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation des bénéficiaires), n° 46 (modification de la répartition de la réserve de participation des salariés), n° 47 (conditionnement de la réduction des cotisations de sécurité sociale à l'existence d'un accord salarial d'entreprise) et n° 48 (affectation des dividendes et rémunérations des salariés). - **Article 1er** (*Modification du mode de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 722, 723) : réponse aux orateurs. (p. 732, 739) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18, 17, 53, 21 et 16 de Mme Nicole Bricq, sur les sous-amendements du même auteur n° 19 et 20 portant respectivement sur les amendements n° 2 de la commission et n° 7 de M. Jean Arthuis, les amendements n° 28 de Mme Nathalie Goulet, n° 57, 58, 71 et 72 de Mme Marie-France Beauvils, n° 54 et 55 de M. Yvon Collin, n° 2, 10, 9, 1 et 38 de la commission, n° 7 de M. Jean Arthuis et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 85 de M. Philippe Dallier. (p. 751, 752) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 de M. Philippe Dallier et n° 10 de Mme Nicole Bricq. (p. 756, 757) : défavorable à l'amendement n° 7 précité. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 758, 765) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de M. Yann Gaillard (attribution d'une dotation exceptionnelle à l'Institut national de recherches archéologiques préventives), n° 22 de Mme Nicole Bricq (majoration de la dotation globale de fonctionnement), n° 52 de M. Yannick Botrel (compensation à certaines communes de pertes de recettes provenant de la taxe professionnelle de France Télécom), n° 8 de M. Alain Lambert (rectification) et de Mme Annie David n° 74 (prise en compte, dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires, de la rémunération des dirigeants salariés de l'entreprise) et n° 75 (subordination du bénéfice d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale à l'existence d'une politique

sociale dans l'entreprise ou la branche). - **Article 3 et état B** (*Ouvertures de crédits supplémentaires au titre du budget général*) (p. 772, 781) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de M. Michel Teston et n° 39 de Mme Nathalie Goulet. Ses amendements n° 86 et n° 89 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 785, 789) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de M. Éric Doligé (crédit d'impôt pour les travaux de remise en état des résidences principales envisagées par la sécheresse de 2003). - **Article 6** (*Rétablissement, pour 2 ans, de la faculté de cumuler, sur la même assiette, les avantages fiscaux de l'Eco-PTZ et du crédit d'impôt de l'article 200 quater du code général des impôts*) (p. 790) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 et 24 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 791) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Charles Revet (financement des travaux de mise aux normes des équipements d'assainissement non collectif). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 792) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 83 de la commission (dispositif tendant à autoriser les sociétés foncières cotées et assimilées à réaliser des opérations d'acquisition d'immeubles en crédit-bail). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 793, 797) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 4 (rectification) et n° 5 (plafonnement de la garantie apportée par l'Etat à la caisse centrale de réassurance), n° 36 de M. Jean Arthuis (création en 2009 d'une contribution de 100 millions d'euros à la charge des caisses de congés payés des ouvriers du bâtiment et des travaux publics) et n° 78 de M. Henri de Raincourt (relèvement des plafonds des aides de l'Etat aux entreprises). - **Article 2 et état A (pour coordination)** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 798) : son amendement n° A-1 ; adopté.

- *Commission mixte paritaire* [n° 180 (2008-2009)] - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1153, 1154) : son intervention. - **Article 2 et état A** (p. 1163) : son amendement n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés** [n° 157 (2008-2009)] - (21 janvier 2009) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances rectificative n° 154 (2008-2009)**.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012** - *Commission mixte paritaire* [n° 181 (2008-2009)] - (29 janvier 2009) - **Discussion générale** (p. 1165, 1166) : son intervention. - **Article 2** (p. 1170, 1171) : ses amendements n° 1, 2 et 3 ; adoptés. - **Article 3 et rapport annexé** (p. 1171, 1200) : son amendement n° 4 ; adopté. - **Article 4** : son amendement n° 5 ; adopté. - **Article 5** (p. 1171, 1200) : son amendement n° 6 ; adopté. - **Article 6** : son amendement n° 7 ; adopté. - **Article 9** : Ses amendements n° 8 et 9 ; adoptés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009** [n° 297 (2008-2009)] - (31 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3574, 3604) : son intervention. Mise en œuvre du plan de relance. Plan Corail. Réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3609, 3625) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° 21 (suppression du bouclier fiscal), n° 16 (fiscalisation des indemnités de départ des dirigeants d'entreprise versées sous forme de primes et/ou d'actions gratuites, et relèvement du taux d'imposition des dirigeants d'entreprise ayant bénéficié de l'aide de l'Etat ou des dirigeants se voyant accorder une augmentation de salaire dans un délai de six mois précédant leur départ de l'entreprise), n° 71 (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires), n° 17 (instauration d'une cinquième tranche d'imposition sur le revenu pour les rémunérations supérieures à 380 000 euros), n° 66 (relèvement du taux d'imposition des plus-values réalisées sur la cession de stock-options et intégration de la rémunération des dirigeants dans le cycle de négociation annuelle sur les salaires), n° 67 (relèvement du taux de prélèvement sur les stock-options et renforcement du rôle de l'assemblée générale des actionnaires ainsi que du comité d'entreprise dans l'attribution des compléments de rémunération aux dirigeants), n° 72 (suppression du dispositif d'allègement des droits de

mutation) et n° 73 (suppression de l'abattement de 30 % sur l'habitation principale des contribuables redevables de l'ISF), de Mme Nicole Bricq n° 54 (suppression du bouclier fiscal), n° 57 (exclusion de l'ISF du champ du bouclier fiscal), n° 56 (exclusion des prélèvements sociaux et de la taxe de financement du RSA du champ du bouclier fiscal), n° 55 (réintégration dans l'assiette des impositions prises en compte dans le bouclier fiscal d'un certain nombre de revenus minorés), n° 58 (instauration d'une cotisation minimale de l'ISF, calculée pour chaque tranche d'imposition), n° 59 (exclusion des impositions portant sur les stock-options du champ du bouclier fiscal), n° 52 (fiscalisation des indemnités de départ des dirigeants d'entreprise versées sous forme de primes et/ou d'actions gratuites, et relèvement du taux d'imposition des dirigeants d'entreprise ayant bénéficié d'aides de l'Etat ou des dirigeants se voyant accorder une augmentation de salaire dans les six mois précédant leur départ de l'entreprise), n° 50 (plafonnement du salaire des dirigeants à vingt fois le salaire de base et, à défaut, instauration d'une taxe supplémentaire de 15 % sur le bénéfice imposable), n° 53 (limitation de la part variable de la rémunération des dirigeants de société), n° 49 (instauration d'une cinquième tranche d'imposition sur le revenu pour les rémunérations supérieures à 380 000 euros) et n° 88 (interdiction de recourir aux stock-options pour les entreprises créées depuis plus de cinq ans), de M. François Marc n° 60 (suppression du dispositif relatif aux heures supplémentaires instauré par la loi TEPA), n° 63 (impossibilité, pour les établissements de crédit ayant bénéficié des prêts consentis par l'Etat dans le cadre de l'article 6 du collectif budgétaire d'octobre 2008, de verser des dividendes ou de racheter leurs actions dès lors qu'ils n'ont pas remboursé l'intégralité des prêts susvisés) et n° 64 (interdiction, pour les établissements financiers distribuant des crédits sur hypothèque rechargeable, de bénéficier des mesures de soutien du collectif budgétaire d'octobre 2008), de M. François Rebsamen n° 61 (modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice) et n° 62 (instauration d'une surtaxe temporaire de solidarité pour les entreprises en situation de surprofits). - **Article 1er** (*Crédit d'impôt en faveur des contribuables dont le revenu imposable est inférieur à 12.475 euros par part*) (p. 3627, 3628) : son intervention. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 69 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3629, 3632) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 92 de la commission (instauration d'un mécanisme temporaire favorisant les rachats de créances bancaires par les entreprises débitrices), n° 87 de M. Gérard Cornu (étalement de l'imposition de la plus-value réalisée lors d'une opération de cession de bail d'un immeuble), n° 18 de M. Thierry Foucaud (majoration de l'imposition des gains nets obtenus à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux) et n° 27 de M. Philippe Leroy (évaluation de la valeur vénale des bois et forêts ainsi que des parts de groupements forestiers touchés par la tempête Klaus). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3633) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de Mme Nicole Bricq (exonération d'impôt sur les sociétés, pour les organismes HLM, sur le produit de la cession des certificats d'économie d'énergie).

- **Suite de la discussion** (1er avril 2009) - **Article additionnel avant l'article 2 bis** (p. 3608, 3609) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de M. Serge Lagache (compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties). - **Article 2 bis** (*Report de la date limite de conclusion des conventions nécessaires au versement anticipé du FCTVA*) (p. 3611) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 70 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 2 bis** : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 33 (majoration de la dotation globale de fonctionnement) et n° 35 (révision des valeurs locatives des immeubles bâtis retenues pour les impositions directes locales), n° 65 de M. Jacques Legendre (exonération de charges sociales patronales pour les porteurs de presse et les vendeurs-colporteurs de presse rémunérés au niveau du SMIC) et n° 84 de Mme Françoise Laborde (adaptation du système d'aide au mécénat aux très petites entreprises). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3618, 3619) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Gérard Longuet (assouplissement des conditions de conclusion de partenariats public-privé). -

Article 4 et état B (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3620, 3624) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Louis Carrère. Ses amendements n° 91, 99, 100, 102, 104, 105, 106 et 108 ; adoptés. - **Article 5 et état B'** (*Budget général : annulation de crédits*) (p. 3626) : ses amendements n° 109, 101, 103 et 107 ; adoptés. - **Article 5 bis et état B''** (*Budget général : ouvertures de crédits supplémentaires*) (p. 3629, 3630) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 et 39 de M. Jean-Louis Carrère. - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 3631) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Louis Carrère (augmentation de la dotation du fonds "catastrophe naturelle"). - **Article 7 et état D** (*Comptes spéciaux : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 3634, 3637) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet. Son amendement n° 79 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 8 A** (p. 3638) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de M. Thierry Foucaud (création d'une contribution salariale de 11 % sur les revenus tirés des stock options) et n° 48 de Mme Nathalie Goulet (subordination des aides à la presse au respect des règles déontologiques). - **Article 8 A** (*Fonds de concours entre un syndicat d'électricité et ses communes membres*) (p. 3639) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 93 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 8 B** (p. 3640) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 68 de M. Thierry Foucaud (exonération d'impôt pour le bonus exceptionnel versé aux salariés de l'outre-mer). - **Article 8 B** (*Alignement des conditions applicables à la réduction d'impôt pour investissements, dans les anciens secteurs de la location meublée professionnelle, sur les conditions de la réduction d'impôt pour l'investissement locatif, dispositif "Scellier"*) (p. 3642) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Michel Mercier. - **Articles additionnels après l'article 8 B** (p. 3643, 3646) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de M. Gérard César (précision) et n° 80 de M. Jean-Claude Carle (éligibilité au dispositif Scellier des logements à la déclaration d'ouverture de chantier antérieure au 1er janvier 2009). - **Article 8 C** (*Conditions d'application de la réduction d'impôt pour l'investissement locatif*) (p. 3647, 3648) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 8 C** (p. 3649) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Thierry Foucaud (abaissement du seuil d'imposition des plus-values générées par les stock options). (p. 3654, 3656) : sur l'amendement n° 26 de M. Yann Gaillard (amélioration du dispositif de crédit d'impôt tendant à favoriser les tournages de films sur le sol français), son sous-amendement n° 98 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° 22 (discussion de la rémunération des dirigeants d'entreprise au sein des assemblées générales d'actionnaires) et n° 23 (ajout des rémunérations des dirigeants d'entreprise aux éléments faisant l'objet d'une négociation obligatoire). - **Article 8 D** (*Aménagement du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 3657, 3658) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de la commission, n° 24 de M. Thierry Foucaud, n° 11 et 12 de M. Philippe Adnot. - **Articles additionnels après l'article 8 D** (p. 3660, 3664) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Philippe Adnot n° 13 (avantages fiscaux des holdings) et n° 14 (réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des dons à destination d'organismes de recherche), et sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 10 (exclusion du groupement d'intérêt public France Télé numérique du champ des bénéficiaires de la redevance). (p. 3664) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 94 de la commission (précision). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 3665, 3667) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 95 de la commission (possibilité pour les salariés relevant d'un régime spécial de sécurité sociale de déduire de leurs revenus imposables les cotisations versées en vue de racheter leurs années d'études), n° 78 de M. Jean-Jacques Jégou (élargissement du "dispositif Scellier" aux investissements réalisés selon le dispositif de l'usufruit locatif) et n° 34 de Mme Nicole Bricq (non-prise en compte du foyer fiscal pour le calcul du crédit d'impôt développement durable). - **Article 8** (*Garantie accordée par l'Etat à des prêts aux opérateurs de la*

filiale bois) (p. 3667, 3668) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3, 4 et 5 de la commission. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 3668, 3669) : son amendement n° 90 : création d'un fonds de sécurisation du crédit interentreprises ; adopté après modification par le sous-amendement n° 97 de la commission, qu'il accepte. - **Article 9** (*Prélèvement sur les ressources financières des organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 3673, 3674) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de M. Thierry Foucaud, n° 36 et 76 de Mme Nicole Bricq et n° 8 de M. Michel Mercier. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3675, 3678) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 81 de M. Alain Lambert (régime de retraite des fonctionnaires détachés au poste de directeur des offices publics de l'habitat) et de Mme Nicole Bricq n° 77 (régime de retraite des fonctionnaires détachés au poste de directeur des offices publics de l'habitat), n° 43 (encouragement à la cession, au profit des organismes bailleurs sociaux, d'immeubles affectés à l'exercice d'une profession commerciale ou non commerciale), n° 42 (modalités d'application du crédit d'impôt "développement durable") et n° 41 (extension au bénéfice des organismes HLM des mesures fiscales tendant au développement des énergies renouvelables). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 3679) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 82 de M. Michel Charasse (recouvrement sur la succession du bénéficiaire, du légataire ou du donataire, des sommes servies au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie). - **Article 11** (*Renforcement des conventions entre l'Etat et les banques bénéficiant de la garantie financière de l'Etat*) (p. 3682, 3685) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 74 de M. Jean Arthuis et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 110 et 111 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 3687) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 96 de la commission (précision). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 3687) : son amendement n° 89 : report au 1er janvier 2010 de l'entrée en vigueur de la taxe sur l'essence en Guyane ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 3688) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 30 de M. Gérard Longuet (utilisation des données issues des nouvelles règles d'immatriculation des véhicules automobiles) et n° 86 de M. Charles Revet (report de l'entrée en vigueur des exonérations de taxe foncière et professionnelle introduite par la loi du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3689) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de M. Philippe Dominati (aménagement de la taxe sur la publicité instaurée par la loi du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle). - **Demande de seconde délibération pour coordination** (p. 3689) : demande de coordination sur l'article 3 ; coordination ordonnée. - **Seconde délibération pour coordination - Article 3 et état A (pour coordination)** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 3692) : son amendement n° A-1 ; adopté.

- *Commission mixte paritaire [n° 319 (2008-2009)]* - (9 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3901, 3906) : son intervention. - **Article 8 E** (*Groupement d'intérêt public*) (p. 3914) : son amendement n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008 [n° 502 (2008-2009)]** - (15 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 6863, 6865) : son intervention. (p. 6876, 6879) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 6894, 6897) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de la commission (extension aux titres à court terme de l'autorisation parlementaire relative au plafond de variation de la dette) et n° 2 de M. Jean Arthuis (place des charges budgétaires correspondant au coût d'amortissement de l'emprunt dans la loi de finances).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010** - (16 juillet 2009) (p. 7038, 7043) : son intervention. (p. 7067, 7071) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 125 (2008-2009)]** - (23 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7397, 7398) : son intervention.

- **Débat sur les prélèvements obligatoires** - (22 octobre 2009) (p. 8914, 8917) : son intervention. (p. 8934, 8936) : ses observations.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 [n° 82 (2009-2010)]** - (10 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 9976, 9980) : son intervention. (p. 10021, 10023) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 10029) : avis du Gouvernement sur la motion n° 253 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

Troisième partie :

- (12 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 9 (priorité)** (p. 10088, 10090) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 1 de la commission et de la commission des finances saisie pour avis n° 47 (relèvement de la contribution au remboursement de la dette sociale) ainsi que sur les sous-amendements n° 287 de M. Guy Fischer et n° 511 de M. Gilbert Barbier portant respectivement sur les amendements n° 47 et n° 1 précités. (p. 10092) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 70 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat). - **Demande de priorité** : Demande l'examen par priorité de l'article 13 bis de ce projet de loi ; priorité ordonnée. - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** (p. 10095, 10096) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 74 de M. Bernard Cazeau (doublement de la taxe sur les boissons issues du mélange d'une boisson alcoolisée et d'une boisson non alcoolisée). - **Article 17 (priorité)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - *Aménagement du régime des contrats d'assurance vie au regard des contributions sociales en cas de décès*) (p. 10099, 10100) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50 de la commission des finances saisie pour avis, n° 63 de Mme Catherine Procaccia et n° 498 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 17 (priorité)** (p. 10101, 10106) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 505 de M. Nicolas About (création d'une contribution sur les gains résultant des appels surtaxés effectués dans le cadre des jeux télévisés), de Mme Raymonde Le Texier n° 85 (réduction des allègements de charges) et n° 84 (repli), sur les amendements identiques de la commission des finances saisie pour avis n° 53, n° 89 de Mme Christiane Demontès et n° 7 de la commission (annualisation du calcul des allègements généraux de charges sociales) ainsi que sur le sous-amendement n° 520 de Mme Annie David portant sur l'amendement n° 53 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2009) (p. 10749, 10753) : son intervention. (p. 10787, 10790) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 10794, 10795) : avis du Gouvernement sur la motion n° I-135 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

Première partie :

- (19 novembre 2009) - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20 - Débat général sur les recettes des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle** (p. 10810, 10811) : son intervention. - **Articles de la première partie - articles 2 à 3 et 13 à 20** (p. 10839, 10840) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2009) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 11092) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-283 de M. Philippe Dominati (action pédagogique de l'Etat vis-à-vis de ses agents tendant à les informer du financement des politiques publiques par la dette). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 11093) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-223 de M. Thierry Foucaud (diminution du taux normal de la TVA). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11094) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-436 de M. Christian Cambon (renforcement du lien territoire/hôpital) - **Article**

additionnel avant l'article 4 (p. 11095) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-228 de M. Thierry Foucaud (redressement significatif des moyens de l'action de l'Etat). - **Article 4** (*Prorogation pour les dépenses engagées en 2009 de la restitution immédiate et accélérée des créances de crédit d'impôt recherche pour les entreprises*) (p. 11097) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-186 de M. Thierry Foucaud et n° I-281 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 11099, 11116) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Rebsamen n° I-302 (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé) et n° I-305 (institution d'une contribution exceptionnelle de solidarité des personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés), de M. Gérard César n° I-149 (possibilité pour les entreprises de profiter du crédit d'impôt export), n° I-150 (éligibilité au crédit d'impôt export des dépenses liées aux activités de conseil) et n° I-151 (éligibilité au crédit d'impôt export des dépenses liées à la souscription d'assurance crédit à l'export), de M. Philippe Dominati n° I-278 (extension du champ du crédit d'impôt recherche), de M. Thierry Foucaud n° I-187 (différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif et l'augmentation de la part des salaires) et n° I-203 (modification du taux d'imposition du montant net des plus-values à long terme), de M. Yvon Collin n° I-427 (limitation des effets de la disposition relative au taux d'imposition au titre de l'impôt sur les sociétés des plus-values à long terme), de Mme Nicole Bricq n° I-300 (suppression de l'avantage fiscal dû à la déductibilité des intérêts d'emprunt), n° I-301 (non-déductibilité au titre de l'impôt sur les sociétés de la contribution économique territoriale versée par les entreprises), n° I-303 (établissement d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés, pesant sur les établissements de crédit), n° I-304 (mise en place d'une taxe assurantielle systématique sur les activités des banques) et n° I-419 (aménagement du montant de la dépense fiscale constituée par l'exonération des plus-values sur titre de participation). - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11167, 11168) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-340 de Mme Nicole Bricq et n° I-390 de M. Hervé Maurey. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 11173) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-392 de M. Hervé Maurey (possibilité pour les communes et leurs groupements de bénéficier des éco-prêts à taux zéro). - **Demande de priorité** (p. 11179). - **Articles additionnels après l'article 8 bis (priorité)** (p. 11184, 11185) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-181, I-182, I-183 et I-184 (modalités de la TVA applicable au secteur de la restauration). - **Article 6** (*Création d'un crédit d'impôt sur le revenu forfaitaire destiné à rendre aux ménages le montant de la taxe carbone*) (p. 11191, 11195) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-260 et I-261 de M. Jacques Muller, n° I-189, I-190, I-191 et I-192 de M. Thierry Foucaud et n° I-345 et I-346 de Mme Nicole Bricq.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2009) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11207, 11208) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-393 de M. Hervé Maurey (encouragement des comportements éco-responsables) et n° I-366 de M. Jacques Gillot (gel du tarif des prix des produits pétroliers dans les départements d'outre-mer). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11214, 11216) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-409 de M. Paul Blanc (transposition aux lieux de vie et d'accueil des règles de TVA applicables aux établissements accueillant des personnes handicapées), n° I-443 de M. Pierre Bernard-Reymond (réduction de TVA pour l'achat d'aéronefs à propulsion électrique), et n° I-226 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux de la contribution des employeurs consacrée à la construction de logements). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 11218) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-410 de M. Paul Blanc (exonération des maisons départementales des personnes handicapées du paiement de la taxe sur les salaires). - **Article 9** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2010*) (p. 11220, 11221) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-430 de M. Michel Charasse, et n° I-195 et I-196 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11230,

11239) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-286 de M. Jean Arthuis (accélération de l'investissement des fonds permettant à leurs souscripteurs de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu ou d'ISF), ainsi que sur les sous-amendements n° I-557 de M. Philippe Adnot et n° I-555 de M. Roland du Luart s'y rapportant, n° I-402 de M. Gérard Longuet (extension aux salariés ou aux anciens salariés des organismes de sécurité sociale dans les mines de la solution fiscale adoptée pour les mineurs relevant de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs), ainsi que sur les amendements de M. Philippe Dominati n° I-274 (extension du droit de communication à la liste des bénéficiaires du RSA), de M. Thierry Foucaud n° I-197 (suppression du dispositif dit "amortissement Robien"), n° I-198 (réduction du plafond de l'avantage procuré par les niches fiscales), n° I-199 (imposition au taux de 95 % des avantages du type "parachutes dorés" dès lors que leur montant excède le montant annuel du SMIC), n° I-200 (réduction du plafond de l'avantage procuré par les niches fiscales), n° I-201 (institution d'un prélèvement de solidarité annuel), n° I-224 (augmentation du taux des prélèvements libératoires), n° I-225 (révision des règles de l'imposition des revenus de capitaux mobiliers) et n° I-229 (mesures en faveur du développement des PME), et de Mme Nicole Bricq n° I-306 (institution d'une cinquième tranche d'imposition sur le revenu), n° I-307 (rétablissement de l'ancienne rédaction de l'article 195 du code général des impôts), n° I-308 (transformation en crédit d'impôt de l'actuelle réduction d'impôt pour les dépenses liées à l'hébergement de personnes dépendantes), n° I-309 (abaisssement du niveau du plafonnement global de la réduction d'impôt sur le revenu) et n° I-310 (instauration d'une mesure d'indexation automatique des seuils et barèmes de la prime pour l'emploi). - **Article 9 bis (Nouveau)** (*Aménagement du délai de reprise de la réduction d'impôt des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale*) (p. 11240) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-143 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 11241, 11247) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-180 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les infirmiers salariés et fonctionnaires de déduire de leurs revenus le montant de leurs cotisations annuelles à l'ordre national infirmier), n° I-167 de Mme Isabelle Debré (exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons collectés par appel à la générosité au profit de victimes ou de leur famille en situation de détresse), ainsi que sur les amendements de M. Gérard César n° I-153 (possibilité pour les agriculteurs propriétaires de déduire de l'assiette de leurs cotisations sociales un montant plus élevé), n° I-154 (harmonisation du taux de la cotisation de solidarité applicable aux petits exploitants avec le taux applicable aux exploitants à titre secondaire) et n° I-155 (possibilité pour les exploitants agricoles d'opter pour un dispositif de déduction des cotisations sociales permettant d'imputer fiscalement les cotisations sociales sur les résultats qui les ont générés), et de M. Thierry Foucaud n° I-399 (abrogation des articles 8 à 10 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat), n° I-400 et n° I-401 (cohérence). - **Article 11** (*Exonération du revenu supplémentaire temporaire d'activité versé dans les départements d'outre-mer et prise en compte de ce revenu dans le montant de la prime pour l'emploi*) (p. 11248) : son amendement n° I-552 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° I-202 de M. Thierry Foucaud et n° I-312 de M. Serge Larcher. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11250, 11263) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Marc n° I-317 (maintien des cotisations versées à des plans d'épargne retraite par capitalisation dans le revenu pris en compte pour la détermination du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal) et n° I-321 (limitation des avantages fiscaux sur les successions), de M. Gérard César n° I-156 (extension de l'exonération totale de l'ISF aux biens ruraux) et n° I-157 (extension de l'exonération totale de l'ISF aux biens ruraux), de M. Philippe Dominati n° I-268, n° I-269 (modification du régime d'abattement de l'impôt de solidarité sur la fortune relatif à la résidence principale), n° I-270 (augmentation du plafond d'investissement déductible pour renforcer les fonds propres des PME) et n° I-272 (suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune), de M. Serge Larcher n° I-360 (annulation des dettes des communes des départements d'outre-mer), de M. Thierry Foucaud n° I-208 (amélioration du rendement de l'impôt de solidarité sur la fortune), n° I-222

(intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'ISF) et n° I-227 (majoration des cotisations d'impôt de solidarité sur la fortune), de Mme Nicole Bricq n° I-313 (suppression du dispositif du "bouclier fiscal"), n° I-314 (exclusion de l'impôt de solidarité sur la fortune des impositions à prendre en compte pour la détermination du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal), n° I-315 (maintien des gains retirés de la cession de valeurs immobilières dans le calcul du revenu utilisé pour le "bouclier fiscal"), n° I-316 (institution d'un plafonnement global des "niches fiscales" à l'impôt de solidarité sur la fortune), n° I-318 (exclusion du calcul du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal des impositions portant sur les revenus issus des stock-options, des parachutes dorés et des retraites "chapeau"), n° I-319 (fiscalisation des plus-values réalisées lors de la cession de certains titres financiers détenus depuis moins d'un an), n° I-320 (suppression, pour un contribuable, de la possibilité de bénéficier d'un abattement des trois quarts de la valeur réelle de ses placements dans une ou plusieurs entreprises) et n° I-327 (exclusion des prélèvements sociaux des impositions prises en compte pour la détermination du droit à restitution dû au titre du bouclier fiscal). - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Aménagement du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 11263) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-144 de la commission et n° I-207 de M. Thierry Foucaud. - **Article 11 ter (Nouveau)** (*Assouplissement, en cas de cession consécutive à un pacte d'actionnaires, de la condition de réinvestissement dont est assortie la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 11264) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-206 de M. Thierry Foucaud. - **Article 11 quater (Nouveau)** (*Extension de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de dons aux sommes versées à certaines associations reconnues d'utilité publique*) (p. 11265) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-145 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 11266) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-373 de M. Yves Détraigne (prorogation du régime du bénéfice de la demi-part supplémentaire des contribuables vivant seuls et ayant un ou plusieurs enfants majeurs). - **Article 11 quinquies (Nouveau)** (*Entrée en vigueur du dispositif anti-abus applicable à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre de souscriptions au capital de PME*) (p. 11267) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-204 de M. Thierry Foucaud. - **Article 12** (*Exonération des droits de mutation par décès des successions des militaires décédés en opérations extérieures*) (p. 11268) : son amendement n° I-559 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 11268, 11272) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Lambert n° I-287 (conciliation de la jurisprudence administrative avec le droit civil en matière de baux à construction), n° I-289 (harmonisation des différents régimes fiscaux relatifs à la fluidité des opérations de transmission), n° I-290 (correction du traitement des indivisaires nu-propriétaires au regard de la fiscalité des plus-values de cessions de biens immobiliers), n° I-297 (mesures en faveur des sociétés civiles professionnelles se transformant en sociétés d'exercice libéral, quant à l'impôt sur les sociétés) et n° I-299 (mesures en faveur de l'émergence de sociétés de participations financières des professions libérales), ainsi que sur les amendements n° I-158 de M. Gérard César (applicabilité de l'article 41 du code général des impôts, y compris dans l'hypothèse où le cessionnaire ne recueille pas l'intégralité des biens composant l'exploitation agricole) et n° I-279 de M. Philippe Dominati (instituition d'une exonération de la plus-value d'apport en échange du maintien de la part de capital de l'entrepreneur au sein de son entreprise).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2009) - **Participation de la France au budget des communautés européennes - Articles additionnels après l'article 12** (p. 11297, 11303) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-209 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une taxe de 0,08 % sur les transactions sur devises) et de la commission de la culture saisie pour avis n° I-421 (révision de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision). Sur l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° I-422 (rédaction), son sous-amendement n° I-560 du Gouvernement ; adopté. Avis du

Gouvernement sur les amendements de M. Alain Lambert n° I-292 (aménagement de la fiscalité applicable aux pactes tontiniers), n° I-293 (fiscalité des donations-partages transgénérationnelles), n° I-294 (précision), n° I-295 (restitution des droits de mutation acquittés lors d'une donation avec clause de retour conventionnel en cas de décès du bénéficiaire avant le décès du donateur), n° I-296 (relèvement de l'âge maximum du donateur pour les dons exceptionnels d'argent en faveur des jeunes générations), sur l'amendement n° I-403 de M. Albéric de Montgolfier (révision du dispositif de malus à l'achat de véhicules neufs pour encourager les constructeurs automobiles à développer le système de "stop and start"), sur les amendements analogues n° I-378 de M. Yves Détraigne et n° I-242 de M. Laurent Bêteille (extension de la TGAP à la co-incinération et à la méthanisation), sur les amendements identiques n° I-174 de M. Dominique Braye et n° I-435 de M. Yves Détraigne (exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets). Sur l'amendement n° I-296 précité, son sous-amendement n° I-558 ; adopté. (p. 11315, 11329) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Dominique Braye n° I-176 (modulation de la TGAP dès la mise en place d'une installation éligible), n° I-177 (déduction des temps d'arrêts techniques du temps global de fonctionnement pour le calcul des performances d'une installation) et n° I-175 (extension de la réduction de la TGAP aux déchets transférés par voie alternative traités dans des installations valorisant du biogaz), de M. Laurent Bêteille n° I-238 (conditionnement de l'augmentation des tarifs de la TGAP à la mise en application des autres mesures visant à réduire les déchets), n° I-239 (repli) et n° I-237 (généralisation et renforcement du principe de la responsabilité élargie du producteur), n° I-347 de M. Gérard Miquel (modalités de calcul de la TGAP), n° I-372 de M. Claude Biwer (prise en compte pour le double de leur valeur réelle en pouvoir calorifique inférieur des biocarburants de deuxième génération), n° I-335 de M. Albéric de Montgolfier (création d'une taxe sur l'achat et la production d'huiles hydrogénées destinées à l'alimentation), de M. Michel Charasse n° I-432 (suspension de l'édition et de la mise en œuvre de nouvelles normes techniques) et n° I-433 (suspension de l'augmentation par voie réglementaire des charges incombant aux collectivités territoriales), et n° I-441 de M. Charles Revet (développement d'écoles à programmes français subventionnées par les entreprises dans les pays étrangers). - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 11330) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-359 de Mme Nicole Bricq (compensation pour les collectivités territoriales situées en zone de restructuration de la défense des pertes de recettes fiscales résultant d'exonération de taxes professionnelles et de taxes foncières au profit des entreprises implantées dans ces territoires). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 11331) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-146 de la commission (diminution du droit de timbre pour la délivrance d'un passeport). - **Article 24** (*Affectation au Fonds démonstrateurs de recherche des remboursements des avances du Réseau de recherche sur les technologies gazières et pétrolières, RTPG*) (p. 11333) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-147 de la commission. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 11334) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-235 de Mme Marie-France Beaufile (relèvement du prélèvement sur la Française des jeux en faveur du centre national pour le développement du sport). - **Article 32** (*Exonération de l'Office national des forêts, ONF, du paiement de toute indemnité ou perception de droits, impôts ou taxes relatifs à la signature du bail lui transférant un ensemble de bâti domanial*) (p. 11336, 11337) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-148 de la commission. - **Article additionnel après l'article 32** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-396 de M. Christian Cointat (report de l'entrée en vigueur de la taxe additionnelle sur les carburants en Guyane). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 11338, 11344) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-325 (taxation des rémunérations variables et indemnités de départ des dirigeants d'entreprise), n° I-323 (plafonnement des salaires versés aux dirigeants d'entreprise), n° I-418 (plafonnement des bonus octroyés aux acteurs des salles de marché), n° I-328 (limitation du versement de stock-options aux salariés d'entreprise de moins de cinq ans), n° I-330 (relèvement

de la contribution salariale sur les rémunérations annexes en capital des dirigeants de société), de M. François Rebsamen n° I-331 (relèvement du taux et élargissement du seuil de la taxe sur les logements vacants) et n° I-332 (repli), n° I-333 de M. Bernard Angels (octroi aux organismes HLM d'exonérations fiscales au titre du service d'intérêt général), et n° I-284 de M. Philippe Dominati (affectation de la dotation des parlementaires). - **Débat sur les effectifs de la fonction publique (suite)** (p. 11350, 11352) : son intervention. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 11358, 11359) : son intervention. - **Article 34 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisations d'emplois*) (p. 11369, 11370) : son amendement n° I-561 ; adopté. - **Demande de seconde délibération** (p. 11370) : demande de seconde délibération sur les articles 2, 5, 8 bis B, 20 et 34 de ce projet de loi ; seconde délibération ordonnée. - **Seconde délibération - Article 2** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 11397, 11398) : ses amendements n° A-1 ; n° A-2 ; n° A-3 ; n° A-4 ; et n° A-5 ; adoptés avec l'ensemble de la première partie. - **Article 5** (*Instauration d'une taxe carbone*) (p. 11399) : ses amendements n° A-6 et A-7 ; adoptés avec l'ensemble de la première partie. - **Article 8 bis B (Nouveau)** (*Augmentation du seuil de franchise de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée pour les activités lucratives des associations*) (p. 11400) : son amendement n° A-8 ; adopté avec l'ensemble de la première partie. - **Article 20** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : son amendement n° A-9 ; adopté avec l'ensemble de la première partie. - **Article 34 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisations d'emplois*) (p. 11410, 11411) : son amendement n° A-10 ; adopté avec l'ensemble de la première partie. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 11418) : remerciements.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 99 (2009-2010)]** - (26 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 11430, 11431) : son intervention. - **Article 4 (pour coordination)** (*Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2009*) (p. 11459) : son amendement n° 1 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 7 (pour coordination)** (*Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche*) : son amendement n° 2 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 28** (*Neutralisation du surcoût résultant des dépenses liées à la pandémie grippale pour l'évaluation du risque de dépassement de l'Ondam en 2010 - Prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation des personnes chargées de la vaccination*) (p. 11461) : intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 38** (*Réforme de la majoration de la durée d'assurance*) (p. 11465) : son amendement n° 6 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11467) : propositions relatives aux assistantes maternelles.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2009) (p. 11861, 11863) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 11865) : sur l'amendement n° II-9 de la commission (création d'un "tableau de bord" de la révision générale des politiques publiques), son sous-amendement n° II-196 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 11865, 11866) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-10 de la commission (état récapitulatif des acquisitions immobilières de l'État) et n° II-154 de M. Albéric de Montgolfier (possibilité de recourir à un nouvel indice de référence pour l'indexation des loyers de bureaux et locaux professionnels).

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (2 décembre 2009) (p. 11869, 11871) : réponse aux orateurs.

Remboursements et dégrèvements

- (2 décembre 2009) (p. 11872) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11873) : son amendement n° II-176 ; adopté.

Articles de récapitulation des crédits

- (7 décembre 2009) - **Article 39** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 12274) : son amendement n° II-390 ; adopté. - **Article 40** (*Plafond des emplois des opérateurs de l'Etat*) (p. 12275) : son amendement n° II-391 ; adopté. - **Article 42** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 12276) : son amendement n° II-392 ; adopté.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2009) - **Articles additionnels avant l'article 43** (*Conséquences de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 12278, 12284) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-157 de la commission, n° II-198 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur de l'installation de dispositifs d'assainissement non collectif), n° II-101 de M. Roland Courteau (avantage fiscal en cas de remplacement d'un appareil de chauffage au bois domestique), n° II-252 de M. Yann Gaillard (avantage fiscal en cas de remplacement d'un appareil de chauffage au bois domestique), et de M. Thierry Foucaud n° II-111 (maintien de la demi-part fiscale accordée aux parents célibataires ou divorcés ayant élevé seuls des enfants), n° II-206 (suppression du dispositif "amortissement Robien"), n° II-209 (révision des règles d'imposition des revenus de capitaux mobiliers), et n° II-210 (ajustement du taux d'imposition de l'ensemble des plus-values de cessions de biens mobiliers ou immobiliers). - **Article 43** (*Prorogation du crédit d'impôt sur le revenu pour les dépenses d'équipement de l'habitation principale des personnes âgées ou handicapées*) (p. 12285) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-260 de M. Didier Guillaume. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 12288, 12291) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-265 de Mme Nicole Bricq (diminution du niveau de plafonnement global de la réduction d'impôt sur le revenu), de M. Thierry Foucaud, portant sur le même objet, n° II-207 et n° II-208 (réduction du plafond procuré par les avantages fiscaux), et n° II-158 de la commission (renforcement des effets du plafonnement global sur les revenus de l'année 2010). - **Article 44** (*"Verdissement" graduel de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement locatif dite "Scellier"*) (p. 12294, 12295) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-103 de M. Thierry Foucaud, n° II-278 et II-279 de Mme Nicole Bricq, n° II-67 de M. Dominique Braye, et n° II-159, II-160 et II-161 de la commission. - **Article 44 bis (Nouveau)** (*Assouplissement du zonage de la réduction d'impôt "Scellier"*) (p. 12296, 12299) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-104 de M. Thierry Foucaud, n° II-180 de Mme Nicole Bricq, n° II-234 de M. Gérard Cornu, et n° II-162 de la commission. - **Article 45** (*"Verdissement" graduel dans le logement neuf du crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale*) (p. 12301, 12302) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-281 de Mme Nicole Bricq et n° II-383 de la commission. - **Article 45 bis** (*Assujettissement à l'impôt sur le revenu d'une partie des indemnités journalières perçues par les victimes d'un accident du travail*) (p. 12310, 12319) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-105 de Mme Annie David, n° II-172 de M. Yvon Collin, n° II-261 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° II-28 de M. Jean-Jacques Jégou, et n° II-385 de la commission. - **Article 46** (*Prorogation pour trois ans du "prêt à 0%", PTZ, avec maintien du doublement jusqu'au 30 juin 2010*) (p. 12334) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-165 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 12335, 12338) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-273 de M. François Patriat (prorogation du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art), n° II-203 de M. Jean-Paul Fournier (mesures en faveur des travaux de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif), n° II-38 de Mme Catherine Dumas (prolongement du crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant dans le secteur des métiers d'art et des savoir-faire traditionnels), ainsi que sur les amendements

de M. Jean Bizet n° II-228 (mesures en faveur des travaux d'isolation par l'extérieur), n° II-229 (mesures en faveur des travaux de ventilation dans les habitations) et n° II-230 (mesures en faveur de l'éco-prêt à taux zéro). - **Article 46 bis** (*Élargissement du champ de la déduction pour aléas aux aléas d'origine économique*) (p. 12339) : son amendement n° II-384 ; adopté. - **Article 46 ter** (*Prorogation du crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congé des exploitants agricoles*) (p. 12340) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-166 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 12340, 12341) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-211 de M. Thierry Foucaud (abrogation des articles 8 à 10 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat). - **Article 47** (*Accélération de la montée en puissance du malus automobile à compter de 2011*) (p. 12342) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-191 de M. Martial Bourquin. (p. 12343) : son amendement n° II-394 ; adopté. - **Article 48** (*Création au profit des conseils régionaux d'une faculté d'augmenter la taxe intérieure de consommation sur le gazole et les supercarburants pour financer des projets d'infrastructures de transport*) (p. 12345, 12347) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-108 de M. Thierry Foucaud, n° II-282 et II-283 de Mme Nicole Bricq, et n° II-284 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 12348, 12349) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-294 de M. Gérard Miquel (possibilité pour les collectivités locales de transférer aux services fiscaux la totalité de la gestion de la redevance pour l'élimination des déchets ménagers). - **Articles additionnels après l'article 48 sexies** (p. 12350, 12352) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° II-285 (soumission à la taxe foncière des prisons réalisées dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé) et n° II-296 (simplification du régime du Fonds de compensation pour la TVA au titre de l'égalité de traitement entre collectivités territoriales), et sur l'amendement n° II-286 de M. Michel Sergent (création d'une taxe de sûreté portuaire au profit des ports maritimes de commerce). - **Article 49** (*Imposition à l'impôt sur le revenu, pour la totalité de leur montant, des indemnités de départ volontaire à la retraite*) (p. 12353) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-264 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 12354, 12355) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-275 de Mme Nicole Bricq (exonération d'impôt sur le revenu pour le dédommagement qu'un aidant familial reçoit d'une personne handicapée) et n° II-307 de M. Philippe Adnot (régime fiscal des sociétés d'investissement à capital fixe). - **Articles additionnels avant l'article 49 bis** (p. 12358) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-109 (suppression du bouclier fiscal) et n° II-212 (cohérence), de M. Jean-Jacques Jégou n° II-30 (suppression du bouclier fiscal), n° II-29, II-31, II-32 et II-33 (repli), ainsi que sur les amendements n° II-197 de M. Jean Arthuis (réforme de la fiscalité des personnes) et n° II-276 de Mme Nicole Bricq (prise en compte des gains retirés de la cession de valeurs mobilières dans le calcul du revenu utilisé pour le bouclier fiscal). - **Articles additionnels avant l'article 50** (p. 12362, 12366) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard Miquel n° II-287 (soumission à la TGAP des déchets ne faisant l'objet d'aucune filière de recyclage), n° II-293 (diminution des prélèvements de l'État pour la gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères), n° II-291 (soumission à la TGAP de la co-incinération), n° II-289 (instauration d'une franchise de TGAP) et n° II-292 (déduction du calcul de la TGAP du montant de la taxe locale pour les communes d'accueil), ainsi que sur l'amendement n° II-235 de M. Charles Revet (externalisation du prélèvement alimentant le Fonds de prévention des risques naturels majeurs). - **Article 50** (*Transposition de trois directives relatives à la territorialité des prestations de services soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, TVA, et au remboursement aux assujettis communautaires par un autre Etat membre, Paquet TVA*) (p. 12370) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-39 et II-40 de M. Charles Revet. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 12371, 12377) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Philippe Dominati n° II-249 (mesures en faveur des entreprises françaises investissant à l'étranger), n° II-250 (suppression de l'agrément fiscal nécessaire au transfert de déficits dans le cadre des opérations de restructuration), et n° II-

251 (modification du régime fiscal des sociétés mères et filiales), de M. Thierry Repentin n° II-266 (mise en cohérence des différents textes relatifs à l'accession sociale), n° II-268 (mesures en faveur du développement du logement social), n° II-269 (baisse de la TVA sur les opérations d'accession sociale), n° II-298 (exonération des bailleurs sociaux de l'impôt sur les sociétés lorsqu'ils installent des panneaux photovoltaïques sur les logements sociaux) et n° II-299 (exonération d'impôt sur les sociétés pour les organismes d'HLM effectuant des travaux d'économie d'énergie), ainsi que sur l'amendement n° II-231 de M. Albéric de Montgolfier (intégration dans le régime de droit commun des professionnels libéraux soumis aux BNC).

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2009) - **Article 50 bis (Nouveau)** (*Modalités d'assujettissement des câblo-opérateurs à la taxe sur les services de télévision*) (p. 12400) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-167 de la commission, n° II-110 de M. Jack Ralite, et n° II-297 de Mme Nicole Bricq. - **Article 50 ter (Nouveau)** (*Exonération de taxe hydraulique en faveur des centrales d'énergie frigorifique*) (p. 12403) : son amendement n° II-393 ; retiré. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-388 de la commission. - **Article additionnel après l'article 50 quater** (p. 12404) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-102 de M. Alain Lambert (allègement de la procédure d'examen des décrets à caractère financier). - **Article 50 quinquies (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur la transposition de la directive "Energies renouvelables"*) (p. 12404) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-168 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 12405, 12417) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-389 de la commission (indexation des tarifs de la taxe de l'aviation civile sur l'indice des prix), n° II-123 de M. Albéric de Montgolfier (mesures en faveur de l'association des personnes physiques au financement des projets de rénovation de monuments historiques), n° II-309 de M. Jean Arthuis (institution d'une contribution pour la réhabilitation du logement social et le soutien aux travaux publics), n° II-226 de M. Jean-Léonce Dupont (information du Parlement sur l'évolution de la part des dépenses engagées par les collectivités territoriales dans le cadre du respect d'une obligation législative telle qu'un transfert de charges ou de compétences), n° II-131 de M. Yvon Collin (financement des dépenses de sûreté et de sécurité sur les aéroports), ainsi que sur les amendements de M. Michel Charasse n° II-170 (limite à la rémunération du PDG du groupe EDF) et n° II-216 (plafonnement du total des fonds de concours dans le cadre des rapports entre les syndicats d'électrification départementaux et les communes). - **Demande de seconde délibération** (p. 12417). - **Seconde délibération - Article 34 et état A (coordination)** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisations d'emplois*) (p. 12422) : son amendement n° B-28 ; adopté. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12427, 12431) : ses amendements n° B-1, B-2, B-3, B-4, B-5, B-6, B-7, B-8, B-9, B-10, B-11, B-12, B-13, B-14, B-15, B-16, B-17, B-18, B-19, B-20, B-21, B-22, B-23, B-24 et B-25 ; adoptés. - **Article 39 (Plafond des autorisations d'emplois)** (p. 12432) : son amendement n° B-26 ; adopté. - **Article 40 (Plafond des emplois des opérateurs de l'Etat)** (p. 12433) : son amendement n° B-27 ; adopté. - **Article 59 ter A (Taxe annuelle sur les produits comestiques)** (p. 12434, 12435) : son amendement n° II-29 : repli ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12447) : remerciements.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)]** - (17 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12819, 12835) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 12836) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 167 de M. Thierry Foucaud (taxation des revenus de caractère exceptionnel). - **Article 1er** (*Compensation des transferts de compétences aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers*) (p. 12843, 12844) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 38 de M. François Marc, n° 162 de M. Michel Charasse et n° 168 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12848) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de M. François Marc (revalorisation de la contribution forfaitaire due, par les régions et les

départements, au titre des dépenses de rémunération des personnels affectés à l'externat des élèves dans les lycées d'enseignement privé sous contrat d'association). - **Article 3** (*Affectation du produit des amendes de police relatives à la circulation routière*) (p. 12851, 12853) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 40 de Mme Nicole Bricq et n° 169 de M. Thierry Foucaud ainsi que sur le n° 1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 12865) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 99 de M. Charles Guené et n° 16 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. - **Article 6** (*Clôture du compte de commerce "Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement"*) (p. 12867) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 41 de Mme Nicole Bricq, n° 163 de M. Michel Charasse et n° 170 de M. Thierry Foucaud. - **Article 7 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 12872) : son amendement n° 205 ; adopté. - **Article 8 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 12877, 12880) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 171 de M. Thierry Foucaud. Ses amendements n° 198, 199, 200, 201, 202, 203 et 204 ; adoptés. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 12882, 12897) : son amendement n° 227 : allègement du régime fiscal des rachats de logements par les bailleurs sociaux au titre des garanties dues aux accédants sociaux à la propriété ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 66 de M. François Rebsamen (extension du champ de la taxe sur les logements vacants), n° 93 de M. Dominique Braye (alignement du régime d'autorisation de la maîtrise d'ouvrage associative sur celui des organismes HLM), de M. Thierry Repentin n° 85 (extension au crédit-bail immobilier du dispositif de défiscalisation outre-mer orienté vers la production de logements sociaux), n° 56 et 57 (exonération d'impôt sur les sociétés pour les bailleurs sociaux installant des panneaux photovoltaïques dans leur parc immobilier), n° 54 (exonération totale d'impôt sur les sociétés pour les plus-values immobilières sur la cession d'immeubles aux organismes HLM), n° 82 (prolongation de trois années après la fin de la convention ANRU du régime de TVA à taux réduit sur les ventes de logements neufs ne dépassant pas le plafond du logement social), n° 84 (allègement du régime fiscal des rachats de logements par les bailleurs sociaux au titre des garanties dues aux accédants sociaux à la propriété), n° 86 (extension du dispositif de défiscalisation des logements sociaux outre-mer), n° 55 (rétroactivité du dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties au titre des logements vacants à compter du dépôt de la demande d'autorisation de démolition), n° 63 (exonération de cotisations foncières des entreprises pour les organismes et structures regroupant des organismes d'HLM), n° 49 (obligation d'emploi de personnes handicapées dans les SDIS) et de Mme Nicole Bricq n° 74 (abaissement du niveau de plafonnement des dépenses fiscales à 15 000 euros), n° 77 (instauration d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit), n° 78 (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé), n° 42 (extension du bénéfice des droits de mutation réduits aux organismes contribuant au logement des personnes défavorisées) et n° 79 (mise en place d'une taxe assurantielle systémique sur les activités des banques). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 12898) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 102 de Mme Catherine Procaccia (mise en place de synergie entre organismes sociaux et administration fiscale afin de lutter contre les infractions fiscales). - **Article 13** (*Lutte contre les activités lucratives non déclarées*) (p. 12901) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 214 de la commission. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 12903, 12905) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 133 de M. Adrien Gouteyron (sécurisation des donateurs aux associations faisant appel à la générosité publique et moralisation de l'avantage fiscal) ainsi que sur le sous-amendement n° 217 de M. Jean Arthuis s'y rapportant. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 12906) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 80 de Mme Nicole Bricq (rédaction d'un rapport gouvernemental sur le fichier informatique EVAFISC). - **Article 14 (réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 12912, 12919) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 70 de Mme Nicole Bricq et n° 218 de la commission. Accepte la demande de réserve de M. Jean Arthuis sur l'article. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 12923) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Sueur (généralisation de l'application du taux réduit de TVA aux prestations et fournitures funéraires). - **Article 21** (*Réforme du statut des conservateurs des hypothèques*) (p. 12923) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 215 de la commission. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 12924) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 122 de M. Charles Guené (précision). - **Article 22** (*Aménagement du régime de l'intégration fiscale*) (p. 12929, 12930) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de M. Auguste Cazalet et n° 209, 210, 211, 212, 213 et 220 de la commission. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 12930) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Jacques Jégou (simplification et sécurisation de la procédure d'agrément préalable prévue à l'article 223-I du code général des impôts). - **Article 23** (*Réforme de l'imposition des revenus patrimoniaux des organismes sans but lucratif*) (p. 12932) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 81 de Mme Michèle André. - **Article 24** (*Aménagement du régime du mécénat*) (p. 12934) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 75 de Mme Nicole Bricq et n° 172 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 12944, 12945) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 191 de M. André Villiers (revalorisation du seuil de passage au bénéfice réel) et n° 197 de M. Jean Arthuis (modification de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 12946, 12948) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 221 (précision), n° 222 (reconnaissance du caractère intercalaire des fusions de SCPI), n° 223 (régime fiscal des sociétés foncières), n° 224 (précision) et n° 123 de M. Charles Guené (extension du dispositif de réduction d'impôt "Malraux"). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12950, 12959) : Sur l'amendement n° 48 de M. François Patriat (droit au bénéfice du FCTVA pour les collectivités territoriales investissant sur le domaine public fluvial), son sous-amendement n° 234 ; adopté. Son amendement n° 239 : report de la date de délibération pour l'acceptation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 43 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur les placements financiers risqués des collectivités locales), n° 44 (révision générale des valeurs locatives des immeubles bâtis), n° 45 de M. Jean-Marc Pastor (report de la date de délibération pour l'adoption de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères), n° 48 de M. François Patriat (droit au bénéfice du FCTVA pour les collectivités territoriales investissant sur le domaine public fluvial), n° 71 de Mme Patricia Schillinger (possibilité, pour les propriétaires d'une résidence de tourisme, de se constituer en société coopérative d'intérêt collectif), n° 46 de M. Daniel Reiner (prise en compte de la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères dans le calcul de l'effort fiscal des communes), n° 47 de M. Pierre-Yves Collombat (exonération de la redevance de gestion auprès de l'Agence nationale de fréquence due par les associations intervenant dans le domaine de la sécurité civile).

- Projet de loi de finances pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 160 (2009-2010)]

Discussion générale :

- (18 décembre 2009) (p. 12999, 13000) : son intervention. - **Article 2 (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Suppression de la taxe professionnelle*) (p. 13081, 13083) : ses amendements n° 2, 7, 8, 10, 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 17, 9, 6, 12, 41, 11, 13 et 15 ; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Article 5 (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Instauration d'une taxe carbone et d'une taxe sur le transport routier de marchandises*) (p. 13087) : son amendement n° 1 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 12 ter (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Extension aux frères et soeurs de l'exonération de plus-values de cession d'entreprises familiales au sein du cercle familial*) : son amendement n° 3 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 13**

quinquies (Texte élaboré par la commission mixte paritaire) (*Reconduction en 2010 du dispositif de versement anticipé de la FCTVA sous condition d'investissement*) (p. 13088) : son amendement n° 4 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 23 A (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Réduction du droit de timbre sur les passeports*), 32 bis (nouveau) (report d'un an de la "surtaxe carburant" en Guyane) : son amendement n° 5 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 34 et état A (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : son amendement n° 29 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 43 B (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Affectation de ressources aux catégories de collectivités territoriales, répartition du produit fiscal entre collectivités et mesures de coordination*) (p. 13089, 13091) : ses amendements n° 31, 30, 19, 21, 23, 25, 27, 28, 36 et 33 ; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Article 43 C (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Modalités de compensation et de péréquation des ressources des collectivités territoriales suite à la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 13091, 13093) : ses amendements n° 37, 34, 39 et 38 ; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Article 43 E (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Revalorisation des valeurs locatives en 2010*) (p. 13093) : son amendement n° 32 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 43 bis (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Abaissement du plafonnement global de l'effet de certains avantages fiscaux en matière d'impôt sur le revenu*) : son amendement n° 35 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 45 ter (Texte élaboré par la commission mixte paritaire)** (*Régime d'imposition au titre des revenus fonciers du produit de la location d'une résidence de tourisme en zone de revitalisation rurale*) : son amendement n° 42 ; adopté avec l'ensemble du texte.

- Projet de loi de finances rectificative pour 2009 [n° 157 (2009-2010)] - (18 décembre 2009) - **Article 14 (Précédemment réservé)** (*Mesures de lutte contre les Etats ou territoires non coopératifs et fixant des obligations documentaires relatives à la politique des prix de transfert*) (p. 13100, 13108) : ses amendements n° 207 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 219 de la commission qu'il accepte ; et n° 206 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 106, 107 et 108 de M. Denis Badré, n° 2, 208 et 218 de la commission et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 229 de M. Michel Charasse. - **Article 29 octies (Nouveau)** (*Immatriculation au registre des métiers des auto-entrepreneurs exerçant à titre principal une activité artisanale*) (p. 13109, 13112) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 125, 127 et 126 de M. Charles Revet et n° 68 et 67 de M. Didier Guillaume. - **Articles additionnels après l'article 29 octies** (p. 13112, 13113) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 7 (application du régime fiscal des fusions aux opérations de regroupement des chambres de métiers et de l'artisanat) et n° 238 (exonération fiscale pour les transferts de biens entre organismes de sécurité sociale). - **Articles additionnels après l'article 29 nonies** (p. 13112, 13118) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 109 de Mme Françoise Férat (possibilité pour toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole d'exploiter des panneaux photovoltaïques ou une production d'électricité à partir de sous-produits de son exploitation), n° 164 de M. Jean-Jacques Jégou (coordination), n° 120 de M. Charles Guené (suppression de l'obligation, pour les assureurs de l'espace économique européen, de désigner un représentant fiscal solidement responsable du paiement de la taxe sur les conventions d'assurance), n° 165 de M. Denis Badré (possibilité pour les communautés d'agglomération fusionnant au 1er janvier 2010 d'agréger le montant de leur compensation relais), sur les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 104 (crédit d'impôt à l'exportation à l'étranger de films de langue française) et n° 105 (reconduction du crédit d'impôt à la distribution des œuvres audiovisuelles) et de la commission n° 232 (clarification) et n° 233 (dispositif temporaire visant à résoudre le problème de la divergence des critères d'éligibilité et de répartition de la dotation de péréquation régionale). - **Article 30** (*Prorogation du remboursement partiel de TIPP et de TICGN au profit des agriculteurs*) (p. 13119) : son amendement n° 235 ;

adopté. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 13119, 13121) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard César n° 129 (réduction d'impôt égale aux cotisations au titre de la défense des forêts contre l'incendie) et n° 130 (précision) ainsi que sur l'amendement n° 248 de la commission (taux de TVA applicable aux éditions papier et numérique d'un même titre de presse). - **Article 30 quater (Nouveau)** (*Aménagement du régime du droit de passeport pour les navires de plaisance*) (p. 13122) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 236 de la commission. - **Article 30 quinquies (Nouveau)** (*Compensation de contribution carbone au bénéfice des biocarburants*) (p. 13123, 13124) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 30 quinquies** (p. 13126) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 249 de la commission (modalités de déclaration de contrôle et de recouvrement de la taxe générale sur les activités polluantes). - **Article 30 sexies (Nouveau)** (*Adaptation du régime de la taxe générale sur les activités polluantes applicable à la filière "papier"*) (p. 13127) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 30 sexies** (p. 13128) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 94 de M. Dominique Braye (exonération de la TGAP sur les déchets ménagers pour les résidus de traitement des installations de traitement des mêmes déchets). - **Article additionnel après l'article 30 octies** (p. 13129) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de M. Gérard César (clarification). - **Article additionnel après l'article 30 nonies** (p. 13132, 13133) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 195 de M. Michel Houel (simplification administrative dans le domaine des services d'aide à la personne). - **Article 30 decies (Nouveau)** (*Modification de la règle d'exigibilité de la TVA applicable aux sociétés qui commercialisent des papiers de presse*) (p. 13133) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 244 de la commission. - **Article additionnel après l'article 30 undecies** (p. 13137) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° 147 (modification des modalités de calcul du crédit d'impôt relatif à la production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles). - **Article additionnel après l'article 30 quaterdecies** (p. 13140) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 131 de M. Gérard César (renforcement des chambres régionales d'agriculture). - **Article 30 quindecies (Nouveau)** (*Assujettissement des associations de gestion et de comptabilité à certaines cotisations à l'ordre des experts-comptables*) (p. 13141, 13143) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 88, 90 et 89 de M. Daniel Raoul et n° 31 de M. Roland du Luart. - **Articles additionnels après l'article 30 quindecies** (p. 13144, 13145) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 de M. Jean-Jacques Jégou (baisse du taux de la contribution exceptionnelle des organismes complémentaires de santé aux dépenses liées à la grippe A) et de la commission n° 8 (transformation en réduction d'impôt de la déduction du revenu global des contribuables réalisant des dépenses en vue du maintien et de la protection du patrimoine naturel) et n° 250 (rectification). - **Article 33** (*Octroi de la garantie de l'Etat au Fonds de cohésion sociale au titre des avances remboursables*) (p. 13146, 13147) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 13148, 13150) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 103 de M. Serge Dassault (prise en charge de l'augmentation de taxe d'habitation pour les personnes relogées

dans le cadre du programme national de rénovation urbaine) et sur les amendements identiques n° 10 de la commission et n° 178 de Mme Marie-France Beauvils (exonération de taxe d'habitation pour les bénéficiaires du RSA anciennement bénéficiaires du RMI). - **Article additionnel avant l'article 33 ter** (p. 13151) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 246 de la commission (transfert des avoirs irakiens gelés en France au Fonds de développement pour l'Irak). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 13152) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 72 de Mme Nicole Bricq (exemption d'impôt sur le revenu pour les indemnités de départ volontaire versées aux fonctionnaires du ministère de la défense dans le cadre de la révision générale des politiques publiques). - **Article 35** (*Répartition des compétences entre l'Autorité des normes comptables, ANC, et le Conseil de normalisation des comptes publics, CNOCP*) (p. 13153) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 247 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 13154, 13157) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de M. François Trucy (possibilité pour une collectivité territoriale d'accorder une subvention d'équipement à un syndicat mixte), n° 58 de M. Bruno Sido (financement de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) et de Mme Catherine Procaccia n° 100 (extension de la transmission systématique à l'administration fiscale, par les caisses de sécurité sociale, d'éléments de revenus de certaines professions) et n° 101 (possibilité pour certains services administratifs de demander au service des impôts la vérification des déclarations de revenus de bénéficiaires de prestations). - **Article 37 (Nouveau)** (*Extension du pouvoir de contrôle de la Cour des comptes aux organismes permettant à leurs donateurs de bénéficier d'une réduction d'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 13157) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la commission. - **Article 38 (Nouveau)** (*Déductibilité des majorations salariales issues d'un régime d'heures d'équivalences à taux majoré*) (p. 13158) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission. - **Article 39 (Nouveau)** (*Réduction de la participation minimale de l'Etat dans la société Adoma*) (p. 13159) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 179 de Mme Marie-France Beauvils. - **Article 40 (Nouveau)** (*Renouvellement du délai de prorogation d'un an des concessions d'autoroute en contrepartie d'aménagements*) (p. 13159, 13160) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 180 de Mme Marie-France Beauvils, n° 30 de M. Patrice Gélard et n° 69 de M. Marc Massion. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 13161) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 251 de la commission (transmission aux communes et aux établissements publics compétents des informations recueillies lors du recouvrement du versement transport). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13162) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 184 (2009-2010)]* - (23 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 13287, 13294) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article 1er (pour coordination)** (p. 13323) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article 14** (p. 13323) : son amendement n° 2 ; adopté. - **Article 28 bis B** (p. 13323) : son amendement n° 3 ; adopté. - **Article 30 quinquies** (p. 13323) : son amendement n° 5 ; adopté. - **Article 30 decies** (p. 13323) : son amendement n° 4 ; adopté.

YADE (Rama)
*secrétaire d'Etat chargée des affaires
étrangères et des droits de l'homme
(jusqu'au 23 juin 2009)
secrétaire d'Etat chargée des sports
(à partir du 23 juin 2009)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée sur la promotion et la protection réciproques des investissements [n° 191 (2008-2009)]** - (7 avril 2009) - **Discussion générale** (p. 3759) : son intervention. (p. 3761) : réponse aux orateurs.

- **Débat sur l'adoption** - (28 avril 2009) (p. 3995, 3998) : son intervention.

YUNG (Richard)
*sénateur (Français établis hors de
France (Série C 2))
SOC*

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le crédit à la consommation le 29 avril 2009.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées [n° 176 (2008-2009)] (21 janvier 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales [n° 253 (2008-2009)] (5 mars 2009) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le crédit à la consommation et à instaurer un crédit social en faveur des ménages modestes [n° 255 (2008-2009)] (10 mars 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

- **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques - Deuxième lecture [n° 508 (2008-2009)]** - (7 juillet 2009) - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Grands stades et équipements sportifs*) (p. 6771, 6778) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25, 26, 31, 28, 27, 29 et 30 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur les amendements n° 15 de M. Marc Daunis et n° 20 de Mme Elisabeth Lamure.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2009) (p. 12093, 12095) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 12100) : intervient sur l'amendement n° II-25 de la commission. - **Article 60 (Relèvement de la contribution sur la cession des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives au profit de la lutte contre le dopage)** (p. 12101) : son amendement n° II-305 ; adopté.

Proposition de loi tendant à créer un Observatoire parlementaire des fichiers et à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi, de décret et d'arrêté relatifs à la protection des personnes à l'égard des traitements automatisés [n° 300 (2008-2009)] (24 mars 2009) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 308 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à accorder la nationalité française aux pupilles de la nation [n° 309 (2008-2009)] (31 mars 2009) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides et prêts publics destinés à la filière automobile [n° 323 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" [n° 341 (2008-2009)] (8 avril 2009) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfiques records [n° 363 (2008-2009)] (21 avril 2009) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : l'Europe sociale, état des lieux et perspectives [n° 413 (2008-2009)] (15 mai 2009) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des Affaires européennes, sur la création d'un système unifié de règlement des litiges en matière de brevets [n° 414 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Justice - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le rôle des services publics [n° 446 (2008-2009)] (28 mai 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des États antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance [n° 457 (2008-2009)] (9 juin 2009) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (E 3816) [n° 475 (2008-2009)] (17 juin 2009) - **Environnement - Transports**.

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2002/15/CE relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier (E4047) [n° 564 (2008-2009)] (16 juillet 2009) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à réguler la concentration dans le secteur des médias [n° 590 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Culture**.

Proposition de loi instituant une "taxe de sûreté portuaire" [n° 591 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au financement des régimes d'assurance vieillesse des fonctions publiques hospitalière et territoriale [n° 598 (2008-2009)] (28 juillet 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)] (24 septembre 2009) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre le logement vacant et à la solidarité nationale pour le logement [n° 631 (2008-2009)] (28 septembre 2009) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 30 (2009-2010)] (13 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles et le mécanisme de formation des prix agricoles [n° 43 (2009-2010)] (15 octobre 2009) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration des qualités urbaines, architecturales et paysagères des entrées de villes [n° 64 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée [n° 65 (2009-2010)] (26 octobre 2009) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs [n° 66 (2009-2010)] (27 octobre 2009) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)] (28 octobre 2009) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 75 (2009-2010)] (3 novembre 2009) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société**.

Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 94 (2009-2010)] (9 novembre 2009) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi autorisant le partage de l'autorité parentale dans le cas de l'adoption simple de l'enfant du concubin ou du partenaire de pacte civil de solidarité [n° 96 (2009-2010)] (12 novembre 2009) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)] (25 novembre 2009) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)] (14 décembre 2009) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 162 (2009-2010)] (15 décembre 2009) - **Famille**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)] (16 décembre 2009) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)] (23 décembre 2009) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées** [n° 31 (2008-2009)] - (11 février 2009) - **Article 32 (Conseil en propriété industrielle)** (p. 1767) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1776) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution** [n° 183 (2008-2009)] - (12 février 2009) - **Intitulé du chapitre Ier (Dispositions, prises en vertu de l'article 34-1 de la Constitution, relatives aux résolutions)** (p. 1859) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 1er (Dépôt des propositions de résolution)** (p. 1867) : sur l'amendement n° 2 de la commission, soutient le sous-amendement n° 200 de M. Bernard Frimat ; rejeté. - **Article 3 (Modalités d'application de l'irrecevabilité des propositions de résolution)** (p. 1888, 1889) : sur l'amendement n° 4 de la commission, soutient le sous-amendement n° 205 de M. Bernard Frimat ; rejeté. - **Article 4 (Conditions d'inscription à l'ordre du jour)** (p. 1901, 1902) : soutient l'amendement n° 158 de M. Bernard Frimat ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 1915, 1916) : soutient l'amendement n° 162 de M. Bernard Frimat (possibilité pour chaque assemblée parlementaire de procéder à des audits et études lors du dépôt de projets de loi ou de propositions de loi) ; rejeté.

- **Projet de loi pénitentiaire** [n° 202 (2008-2009)] - (3 mars 2009) - **Question préalable** (p. 2296, 2298) : soutient la motion n° 2 de M. Louis Mermaz tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er A (Régime d'exécution de la peine de privation de liberté)** (p. 2305, 2306) : soutient l'amendement n° 70 de M. Alain Anziani ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2333) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 187 (renforcement de l'obligation, pour les magistrats du parquet et les juges d'instruction, de visite annuelle dans les prisons du ressort de leur juridiction). - **Article 4 quater (Droits des**

personnels déconcentrés de l'administration pénitentiaire (p. 2347) : intervient sur l'amendement n° 288 du Gouvernement. - **Article 6** (*Création d'une réserve civile pénitentiaire constituée de volontaires retraités*) (p. 2348, 2349) : soutient les amendements n° 82 et 83 de M. Alain Anziani ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2353) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 57 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 10 bis** (*Information du détenu sur ses droits et ses devoirs*) (p. 2362, 2373) : parole sur l'article. Souhaite que soit levée l'application de la procédure d'urgence à ce texte. Son amendement n° 95 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 2378) : reprend l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 188 : possibilité, pour les détenus, de recevoir ou d'acheter en cantine les produits alimentaires de leur choix ; rejeté. - **Article 11 quater** (*Consultation des détenus sur leurs activités*) (p. 2381, 2385) : son amendement n° 101 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 103 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 12** (*Domiciliation auprès de l'établissement pénitentiaire*) (p. 2386) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 104 de M. Alain Anziani ; retiré.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2009) - **Article additionnel avant l'article 24** (p. 2489, 2490) : favorable à l'amendement n° 204 de M. Jean-Pierre Sueur (mise en place d'un plan d'équipement en moyens de détection électronique). - **Article 24** (*Fouilles*) (p. 2492, 2493) : parole sur l'article. - **Article 25** (*Respect des droits fondamentaux reconnus à l'enfant*) (p. 2505) : parole sur l'article. - **Division et articles additionnels après l'article 27** (p. 2513) : favorable aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 238 (insertion d'une division additionnelle relative aux détenus étrangers), n° 239 (garantie de l'accès effectif des détenus étrangers à leurs droits), n° 240 (possibilité pour les détenus étrangers d'effectuer une demande de titre de séjour et d'asile politique durant leur incarcération), n° 241 (possibilité pour les détenus d'élire domicile auprès de l'établissement pénitentiaire) et n° 242 (suivi spécifique des détenus étrangers mineurs).

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3246, 3247) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3253) : son amendement n° 107 : reconnaissance en France des partenariats similaires aux pactes civils de solidarité conclus à l'étranger ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3258, 3259) : intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Godefroy (définition légale des critères de viabilité d'un enfant). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3273) : ne votera pas l'amendement n° 85 de M. François-Noël Buffet (création de postes de magistrats permanents auprès de la Cour nationale du droit d'asile).

- **Suite de la discussion** (25 mars 2009) - **Article 33 bis** (*Habilitation du gouvernement à modifier par ordonnance la partie législative du code général des collectivités territoriales*) (p. 3368) : soutient l'amendement n° 114 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 47** (*Consécration législative de la base de données numériques parcellaires de l'Institut Géographique national*) (p. 3386) : soutient l'amendement n° 119 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 54 ter** (p. 3393) : soutient l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Sueur (obligation de tenir la délibération autorisant la souscription d'un marché public avant le lancement de la procédure de passation du marché) ; rejeté. - **Article 66 bis** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 3425) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 10 de la commission des affaires sociales saisi pour avis.

- **Communication sur les suites du sommet de G20 des sénateurs membres du groupe de travail Assemblée nationale-Sénat sur la crise financière internationale** - (30 avril 2009) (p. 4076, 4078) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Question orale européenne avec débat de M. Richard Yung sur l'avenir de la politique sociale européenne** - (4 juin 2009) (p. 5592, 5594) : sa question. (p. 5603) : ses observations.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 121 (2008-2009)]** - (20 juillet 2009) - **Discussion générale** (p. 7128, 7130) : son intervention. Le groupe socialiste votera ce texte.

- **Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires [n° 562 (2008-2009)]** - (22 juillet 2009) - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3132-3, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 à L. 3132-25-6 nouveaux du code du travail - Régime des dérogations à la règle du repos dominical dans les zones touristiques et dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnel*) (p. 7327) : soutient les amendements n° 30 et 31 de Mme Raymonde Le Texier ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie [n° 619 (2008-2009)]** - (21 septembre 2009) - **Article 1er** (*art. L. 6111-1, L. 6311-1 et L. 6123-1 du code du travail - Objectifs de la formation professionnelle et missions du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, CNFPTLV*) (p. 7781, 7782) : parole sur l'article.

- **Débat européen sur le suivi des positions européennes du Sénat** - (22 octobre 2009) (p. 8901, 8902) : son intervention sur les brevets européen et communautaire. (p. 8905) : son intervention sur les droits des consommateurs. (p. 8912, 8914) : ses interventions sur la coopération judiciaire et policière concernant la situation en Bulgarie et en Roumanie.

- **Questions cribles thématiques - Immigration** - (27 octobre 2009) (p. 8983) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la proposition de directive du 13 juillet 2009 relative aux exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (E 4632) [n° 629 (2008-2009)]** - (29 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9115, 9117) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - Commission mixte paritaire [n° 68 (2009-2010)]** - (2 novembre 2009) - **Article 5** (*Composition de l'autorité de régulation des activités ferroviaires*) (p. 9223, 9224) : le groupe socialiste est opposé à cet article.

- **Projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales [n° 61 (2009-2010)]** - (8 novembre 2009) - **Article 9** (*art. 32 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Intéressement et épargne salariale*) (p. 9801) : soutient l'amendement n° 341 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 10** (*art. 32-3 nouveau de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom - Attribution d'actions gratuites aux personnels de La Poste*) (p. 9810) : soutient les amendements n° 414 et 511 de M. Michel Teston ; rejetés. (p. 9812) : soutient l'amendement n° 396 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Article 13** (*art. L. 1 du code des postes et communications électroniques - Service universel de La Poste*) (p. 9845) : soutient les amendements n° 516, 517 et 518 de M. Michel Teston ; rejetés.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10673, 10674) : son intervention. - **Article 1er** (*Intervention de la commission de déontologie de la fonction publique préalablement à un cumul de fonctions de direction dans des entreprises du secteur public et du secteur privé*) (p. 10680) : son amendement n° 3 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2010 [n° 100 (2009-2010)]**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 2009) (p. 11549, 11550) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11559) : intervient sur l'amendement n° II-17 de la commission.

Immigration, asile et intégration

- (27 novembre 2009) (p. 11565, 11566) : son intervention.

Action extérieure de l'État

- (30 novembre 2009) (p. 11692, 11693) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 51 (priorité)** (p. 11702) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (pérennité de la mesure de prise en charge par l'État des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger). - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11710) : son amendement n° II-80 ; retiré. (p. 11712) : intervient sur son amendement n° II-80.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 10 et 11 décembre 2009** - (8 décembre 2009) (p. 12459, 12460) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les droits des personnes liées par un pacte civil de solidarité [n° 461 (2008-2009)]** - (9 décembre 2009) - **Article 3 (art. additionnel après l'art. 515-7 du code civil - Reconnaissance en France des partenariats conclus à l'étranger)** (p. 12493) : parole sur l'article. - **Article 4 (art. 21-2 du code civil - Acquisition de la nationalité française par le partenaire d'un Français ou d'une Française)** (p. 12494) : parole sur l'article.



Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre chargé de la mise en œuvre du plan de relance le 23 février 2009 ; fin de mission le 30 juin 2009.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 31 (2008-2009)] relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 161 (2008-2009)] (14 janvier 2009) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 325 (2008-2009)] (7 avril 2009) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer l'efficacité de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au profit de la consolidation du capital des petites et moyennes entreprises [n° 398 (2008-2009)] (12 mai 2009) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

- **Proposition de résolution européenne présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, portant sur le respect du droit à l'action collective et des droits syndicaux en Europe dans le cadre du détachement de travailleurs, [n° 66 (2009-2010)]** - (10 décembre 2009) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 12567, 12568) : son intervention. - **Texte de la proposition de résolution initiale** (p. 12580) : intervient sur les amendements n° 1 et 2 de Mme Annie David. (p. 12582) : intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Annie David. (p. 12583, 12584) : intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Annie David. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12585, 12586) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 116 (2009-2010)]** - (14 décembre 2009) - **Discussion générale** (p. 12626, 12628) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 12651) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Claudine Lepage, n° 15 : circonscriptions électorales des Français établis hors de France.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 143 (2009-2010)]** - (21 décembre 2009) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Simultanéité du dépouillement des scrutins dans les deux assemblées) (p. 13192) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat.

Proposition de loi tendant à soumettre les contributions des employeurs destinées au financement des régimes de retraites conditionnant la constitution des droits à prestation à l'achèvement de la carrière, dits "retraites chapeaux", aux prélèvements sociaux de droit commun [n° 415 (2008-2009)] (18 mai 2009) - **Entreprises - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les autocars transportant des enfants [n° 577 (2008-2009)] (21 juillet 2009) - **Famille - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre la reconnaissance et l'identification des personnes [n° 593 (2008-2009)] (27 juillet 2009) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 133 (2009-2010)] (3 décembre 2009) - **Famille - Travail - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)]** - (20 janvier 2009) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 582, 584) : son intervention. La commission des lois propose l'adoption de cette proposition de loi.

- **Suite de la discussion** (11 février 2009) - **Article additionnel avant le chapitre 1er** (p. 1749) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de Mme Nathalie Goulet (obligation pour le juge d'instruction de fixer la conciliation dans un délai de trente jours). - **Article 1er (art. L. 141-5 nouveau du**

code de la consommation - Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée (p. 1751) : position de la commission sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Mézard et sur le sous-amendement n° 32 de Mme Nathalie Goulet s'y rapportant. - **Article 2** (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Force probante des constats d'huissiers) (p. 1753, 1754) : position de la commission sur l'amendement n° 25 de M. Jacques Mézard. - **Article 4** (art. 39, 40 et 51 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, art. 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire - Accès des huissiers de justice aux informations nécessaires à l'exécution d'un titre exécutoire) (p. 1755, 1756) : position de la commission sur les amendements n° 2 de M. Simon Sutour et n° 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 23** (art. 31-1 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé - Sociétés de participations financières de professions libérales) (p. 1760, 1761) : position de la commission sur les amendements n° 29 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 26 de M. Jacques Mézard. - **Article 31** (Convention de procédure participative) (p. 1764, 1765) : position de la commission sur les amendements n° 3 de M. Simon Sutour et n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 32** (Conseil en propriété industrielle) (p. 1768, 1769) : position de la commission sur les amendements n° 4 de M. Simon Sutour et n° 31 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi pénitentiaire [n° 202 (2008-2009)]** - (3 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 2277, 2278) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2009) - **Article 6** (Création d'une réserve civile pénitentiaire constituée de volontaires retraités) (p. 2352) : favorable à l'amendement n° 281 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports [n° 501 (2007-2008)]** - (9 mars 2009) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2633, 2634) : son amendement n° 34 : instauration d'une redevance tarifaire forfaitaire en fonction du nombre de kilomètres de lignes à grande vitesse construit sur le territoire d'une commune ; rejeté.

- **Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [n° 210 (2008-2009)]** - (24 mars 2009) - **Discussion générale** (p. 3241, 3243) : son intervention. Le groupe UC votera cette proposition de loi. - **Article 4** (art. 815-5-1 nouveau du code civil - Aliénation d'un bien indivis) (p. 3261) : intervient sur les amendements identiques n° 92 de M. Jacques Mézard et n° 126 de Mme Josiane Mathon-Poinat.

- **Proposition de loi relative au transfert du contentieux des décisions de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile [n° 330 (2008-2009)]** - (6 mai 2009) - **Discussion générale** (p. 4177, 4178) : son intervention.

- **Débat sur le service civil volontaire** - (10 juin 2009) (p. 5918, 5919) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [n° 466 (2008-2009)]** - (30 juin 2009) - **Article 1er** (art. 222-22-1 [nouveau], paragraphes 3, 4 et 5 [nouveau] de la section 3 du chapitre II du titre II du livre II, art. 222-31-1 et 222-31-2 [nouveaux], art. 227-27-2 et 227-27-3 [nouveaux] et art. 227-28-2 du code pénal - Inscription de la notion d'inceste dans le code pénal et précision de la notion de contrainte) (p. 6518) : son amendement n° 7 ; adopté. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 6522) : son amendement n° 6 ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 638 (2008-2009)]** - (13 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8565, 8566) : son

intervention. - **Article 1er** (art. 23-1 à 23-11 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 - Mise en œuvre de la question prioritaire de constitutionnalité) (p. 8580) : défavorable à l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8591) : le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 636 (2008-2009)]** - (15 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 8699) : son intervention. - **Article 4** (art. 6 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Autorisation pour l'avocat membre du Conseil supérieur de la magistrature de continuer à exercer sa profession) (p. 8720) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Michel.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 534 (2008-2009)]** - (28 octobre 2009) - **Discussion générale** (p. 9056, 9057) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9098) : le groupe UC votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi tendant à interdire ou à réglementer le cumul des fonctions et des rémunérations de dirigeant d'une entreprise du secteur public et d'une entreprise du secteur privé [n° 88 (2009-2010)]** - (18 novembre 2009) - **Discussion générale** (p. 10672, 10673) : son intervention.

- ABOUT (Nicolas), p. 1
 ADNOT (Philippe), p. 5
 ALBANEL (Christine), p. 6
 ALDUY (Jean-Paul), p. 10
 ALFONSI (Nicolas), p. 11
 ALLIOT-MARIE (Michèle), p. 12
 ALQUIER (Jacqueline), p. 14
 AMARA (Fadela), p. 16
 AMOUDRY (Jean-Paul), p. 16
 ANDRÉ (Michèle), p. 16
 ANDRÉ (Pierre), p. 19
 ANDREONI (Serge), p. 19
 ANGELS (Bernard), p. 20
 ANTOINETTE (Jean-Etienne), p. 23
 ANZIANI (Alain), p. 26
 APPARU (Benoist), p. 28
 ARTHUIS (Jean), p. 30
 ASSASSI (Éliane), p. 37
 ASSOULINE (David), p. 41
 AUBAN (Bertrand), p. 45
 AUTAIN (François), p. 46
 BACHELOT-NARQUIN (Roselyne), p. 51
 BADINTER (Robert), p. 63
 BADRÉ (Denis), p. 65
 BAILLY (Gérard), p. 66
 BARBIER (Gilbert), p. 67
 BARNIER (Michel), p. 70
 BAYLET (Jean-Michel), p. 71
 BEAUFILS (Marie-France), p. 71
 BEAUMONT (René), p. 75
 BÉCOT (Michel), p. 76
 BEL (Jean-Pierre), p. 77
 BELOT (Claude), p. 79
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 80
 BERNARD-REYMOND (Pierre), p. 82
 BERRA (Nora), p. 84
 BERTHOU (Jacques), p. 84
 BESSON (Éric), p. 86
 BESSON (Jean), p. 86
 BÉTEILLE (Laurent), p. 88
 BILLARD (Joël), p. 90
 BILLOUT (Michel), p. 91
 BIWER (Claude), p. 93
 BIZET (Jean), p. 95
 BLANC (Christian), p. **Erreur ! Signet non défini.**
 BLANC (Jacques), p. 97
 BLANC (Paul), p. 99
 BLANDIN (Marie-Christine), p. 101
 BLONDIN (Maryvonne), p. 107
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 109
 BODIN (Yannick), p. 111
 BONNEFOY (Nicole), p. 113
 BORDIER (Pierre), p. 115
 BORLOO (Jean-Louis), p. 115
 BOROTRA (Didier), p. 116
 BORVO COHEN-SEAT (Nicole), p. 117
 BOTREL (Yannick), p. 123
 BOULAUD (Didier), p. 125
 BOUMEDIENE-THIERY (Alima), p. 127
 BOURDIN (Joël), p. 130
 BOURQUIN (Martial), p. 132
 BOURZAI (Bernadette), p. 134
 BOUT (Brigitte), p. 137
 BOUTANT (Michel), p. 138
 BOUTIN (Christine), p. 139
 BOYER (Jean), p. 140
 BRAYE (Dominique), p. 141
 BRICQ (Nicole), p. 145
 BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse), p. 152
 BRUN (Elie), p. 153
 BUFFET (François-Noël), p. 153
 BUSSEREAU (Dominique), p. 154
 CAFFET (Jean-Pierre), p. 157
 CAMBON (Christian), p. 159
 CAMPION (Claire-Lise), p. 160
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p. 162
 CARLE (Jean-Claude), p. 162
 CARRÈRE (Jean-Louis), p. 165
 CARTRON (Françoise), p. 167
 CAZALET (Auguste), p. 168
 CAZEAU (Bernard), p. 170
 CERISIER-ben GUIGA (Monique), p. 174
 CÉSAR (Gérard), p. 176
 CHARASSE (Michel), p. 178
 CHASTAN (Yves), p. 182
 CHATEL (Luc), p. 183
 CHATILLON (Alain), p. 184
 CHAUVEAU (Jean-Pierre), p. 185
 CHEVÉ (Jacqueline), p. 186
 CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre), p. 187
 CLÉACH (Marcel-Pierre), p. 189
 COINTAT (Christian), p. 190
 COLLIN (Yvon), p. 193
 COLLOMB (Gérard), p. 196
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 197
 CORNU (Gérard), p. 200
 COUDERC (Raymond), p. 202
 COURTEAU (Roland), p. 202
 COURTOIS (Jean-Patrick), p. 207
 DALLIER (Philippe), p. 208
 DANGLOT (Jean-Claude), p. 210
 DARCOS (Xavier), p. 212
 DARNICHE (Philippe), p. 214
 DASSAULT (Serge), p. 215
 DATI (Rachida), p. 216
 DAUDIGNY (Yves), p. 219
 DAUGE (Yves), p. 223
 DAUNIS (Marc), p. 224
 DAVID (Annie), p. 226
 DEBRÉ (Isabelle), p. 231
 del PICCHIA (Robert), p. 233
 DELEVOYE (Jean-Paul), p. 235
 DEMERLIAT (Jean-Pierre), p. 236
 DEMESSINE (Michelle), p. 237
 DEMONTÈS (Christiane), p. 239
 DEMUYNCK (Christian), p. 241
 DENEUX (Marcel), p. 242
 DÉRIOT (Gérard), p. 243
 DESCAMPS (Béatrice), p. 245
 DES ESGAULX (Marie-Hélène), p. 245
 DESESSARD (Jean), p. 247
 DESMARESCAUX (Sylvie), p. 253
 DETCHEVERRY (Denis), p. 254
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 255
 DEVEDJIAN (Patrick), p. 257
 DIDIER (Évelyne), p. 259
 DINI (Muguette), p. 263
 DOLIGÉ (Éric), p. 265
 DOMEIZEL (Claude), p. 268
 DOMINATI (Philippe), p. 271
 DOUBLET (Michel), p. 274
 DUBOIS (Daniel), p. 275
 DUFAUT (Alain), p. 277
 DULAIT (André), p. 277
 DUMAS (Catherine), p. 278
 DUPONT (Ambroise), p. 280

- DUPONT (Bernadette), p. 281
 DUPONT (Jean-Léonce), p. 282
 DURRIEU (Josette), p. 283
 DUVERNOIS (Louis), p. 284
 EMORINE (Jean-Paul), p. 285
 ESCOFFIER (Anne-Marie), p. 288
 ESTROSI (Christian), p. 290
 ETIENNE (Jean-Claude), p. 294
 FALCO (Hubert), p. 295
 FAUCHON (Pierre), p. 295
 FAUCONNIER (Alain), p. 297
 FAURE (Jean), p. 298
 FÉRAT (Françoise), p. 299
 FERRAND (André), p. 300
 FICHET (Jean-Luc), p. 301
 FISCHER (Guy), p. 303
 FLEMING (Louis-Constant), p. 310
 FLOSSE (Gaston), p. 310
 FORTASSIN (François), p. 311
 FOUCAUD (Thierry), p. 314
 FOUCHÉ (Alain), p. 318
 FOURCADE (Jean-Pierre), p. 319
 FOURNIER (Bernard), p. 323
 FOURNIER (Jean-Paul), p. 324
 FRANÇOIS-PONCET (Jean), p. 324
 FRASSA (Christophe-André), p. 325
 FRÉCON (Jean-Claude), p. 326
 FRIMAT (Bernard), p. 328
 GAILLARD (Yann), p. 332
 GARREC (René), p. 334
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 335
 GAUDIN (Christian), p. 336
 GAUDIN (Jean-Claude), p. 337
 GAUTIER (Charles), p. 337
 GAUTIER (Gisèle), p. 340
 GAUTIER (Jacques), p. 341
 GÉLARD (Patrice), p. 343
 GHALI (Samia), p. 346
 GILLES (Bruno), p. 347
 GILLOT (Jacques), p. 348
 GIRAUD (Adrien), p. 350
 GIUDICELLI (Colette), p. 351
 GODEFROY (Jean-Pierre), p. 352
 GONTHIER-MAURIN (Brigitte), p. 356
 GOULET (Nathalie), p. 359
 GOURAULT (Jacqueline), p. 363
 GOURNAC (Alain), p. 364
 GOUTEYRON (Adrien), p. 366
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 368
 GRIGNON (Francis), p. 369
 GUENÉ (Charles), p. 371
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 372
 GUERRY (Michel), p. 373
 GUILLAUME (Didier), p. 374
 HAENEL (Hubert), p. 378
 HAUT (Claude), p. 379
 HENNERON (Françoise), p. 381
 HÉRISSON (Pierre), p. 382
 HERMANGE (Marie-Thérèse), p. 387
 HERVÉ (Edmond), p. 388
 HERVIAUX (Odette), p. 390
 HIRSCH (Martin), p. 393
 HOARAU (Gélita), p. 393
 HORTEFEUX (Brice), p. 395
 HOUEL (Michel), p. 395
 HOUPERT (Alain), p. 397
 HUE (Robert), p. 398
 HUMBERT (Jean-François), p. 400
 HUMMEL (Christiane), p. 400
 HURÉ (Benoît), p. 401
 HYEST (Jean-Jacques), p. 401
 IBRAHIM RAMADANI (Soibahadine), p. 406
 IDRAC (Anne-Marie), p. 407
 JARLIER (Pierre), p. 407
 JARRAUD-VERGNOLLE (Annie), p. 408
 JEANNEROT (Claude), p. 411
 JÉGO (Yves), p. 414
 JÉGOU (Jean-Jacques), p. 417
 JOISSAINS (Sophie), p. 419
 JOUANNO (Chantal), p. 420
 JOYANDET (Alain), p. 426
 JUILHARD (Jean-Marc), p. 426
 KAMMERMANN (Christiane), p. 427
 KAROUTCHI (Roger), p. 428
 KELLER (Fabienne), p. 429
 KERGUERIS (Joseph), p. 430
 KHIARI (Bariza), p. 431
 KLÈS (Virginie), p. 436
 KOSCIUSKO-MORIZET (Nathalie), p. 437
 KOUCHNER (Bernard), p. 438
 KRATTINGER (Yves), p. 440
 LABEYRIE (Philippe), p. 442
 LABORDE (Françoise), p. 443
 LAGARDE (Christine), p. 445
 LAGAUCHE (Serge), p. 449
 LAMBERT (Alain), p. 452
 LAMÉNIE (Marc), p. 453
 LAMURE (Élisabeth), p. 455
 LARCHER (Gérard), p. 458
 LARCHER (Serge), p. 459
 LARDEUX (André), p. 461
 LAUFOAULU (Robert), p. 463
 LAURENT (Daniel), p. 464
 LAURENT-PERRIGOT (Françoise), p. 465
 LE maiRE (Bruno), p. 466
 LE CAM (Gérard), p. 467
 LECERF (Jean-René), p. 469
 LECLERC (Dominique), p. 474
 LEFÈVRE (Antoine), p. 476
 LEGENDRE (Jacques), p. 478
 de LEGGE (Dominique), p. 480
 LE GRAND (Jean-François), p. 481
 LEJEUNE (André), p. 482
 LELEUX (Jean-Pierre), p. 483
 LELLOUCHE (Pierre), p. 484
 LE MENN (Jacky), p. 484
 LEPAGE (Claudine), p. 488
 LEROY (Philippe), p. 490
 LÉTARD (Valérie), p. 491
 LE TEXIER (Raymonde), p. 492
 LE VERN (Alain), p. 495
 LISE (Claude), p. 496
 LONGUET (Gérard), p. 497
 LOUECKHOTE (Simon), p. 500
 LOZACH (Jean-Jacques), p. 501
 du LUART (Roland), p. 502
 MADEC (Roger), p. 504
 MADRELLE (Philippe), p. 505
 MAGRAS (Michel), p. 507
 MAHÉAS (Jacques), p. 508
 MALOVRY (Lucienne), p. 510
 MARC (François), p. 511
 MARINI (Philippe), p. 514
 MARLEIX (Alain), p. 528
 MARSIN (Daniel), p. 529
 MARTIN (Pierre), p. 530

INDEX

- MASSERET (Jean-Pierre), p. 531
 MASSION (Marc), p. 532
 MASSON (Jean Louis), p. 535
 MATHON-POINAT (Josiane), p. 537
 MAUREY (Hervé), p. 540
 MAUROY (Pierre), p. 542
 MAYET (Jean-François), p. 543
 MAZUIR (Rachel), p. 544
 MÉLÉNCHON (Jean-Luc), p. 545
 MÉLOT (Colette), p. 546
 MERCERON (Jean-Claude), p. 548
 MERCIER (Michel), p. 549
 MERMAZ (Louis), p. 551
 MÉZARD (Jacques), p. 553
 MICHAUX-CHEVRY (Lucette), p. 556
 MICHEL (Jean-Pierre), p. 557
 MILHAU (Jean), p. 560
 MILON (Alain), p. 561
 MIQUEL (Gérard), p. 570
 MIRASSOU (Jean-Jacques), p. 572
 MITTERRAND (Frédéric), p. 576
 de MONTESQUIOU (Aymeri), p. 577
 de MONTGOLFIER (Albéric), p. 578
 MORANO (Nadine), p. 581
 MORIN (Hervé), p. 582
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p. 583
 MULLER (Jacques), p. 586
 NACHBAR (Philippe), p. 590
 NAVARRO (Robert), p. 591
 NÈGRE (Louis), p. 592
 NICOUX (Renée), p. 594
 NOVELLI (Hervé), p. 595
 PANIS (Jacqueline), p. 597
 PAPON (Monique), p. 599
 PASQUA (Charles), p. 600
 PASQUET (Isabelle), p. 600
 PASTOR (Jean-Marc), p. 603
 PATIENT (Georges), p. 605
 PATRIAT (François), p. 607
 PAUL (Philippe), p. 609
 PAYET (Anne-Marie), p. 610
 PÉCRESSE (Valérie), p. 612
 PENCHARD (Marie-Luce), p. 613
 PERCHERON (Daniel), p. 615
 PEYRONNET (Jean-Claude), p. 616
 PIERRE (Jackie), p. 618
 PIGNARD (Jean-Jacques), p. 619
 PILLET (François), p. 619
 PINTAT (Xavier), p. 621
 PINTON (Louis), p. 622
 PIRAS (Bernard), p. 623
 PLANCADE (Jean-Pierre), p. 624
 POINTEREAU (Rémy), p. 626
 PONCELET (Christian), p. 627
 PONIATOWSKI (Ladislas), p. 628
 PORTELLI (Hugues), p. 629
 POVINELLI (Roland), p. 630
 POZZO di BORGIO (Yves), p. 632
 PRINTZ (Gisèle), p. 633
 PROCACCIA (Catherine), p. 636
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p. 638
 RAINAUD (Marcel), p. 639
 de RAINCOURT (Henri), p. 640
 RALITE (Jack), p. 641
 RAOUL (Daniel), p. 643
 RAOULT (Paul), p. 650
 REBSAMEN (François), p. 653
 REINER (Daniel), p. 655
 RENAR (Ivan), p. 657
 REPENTIN (Thierry), p. 659
 RETAILLEAU (Bruno), p. 661
 REVET (Charles), p. 664
 RICHERT (Philippe), p. 666
 RIES (Roland), p. 668
 de ROHAN (Josselin), p. 670
 ROMANI (Roger), p. 671
 ROZIER (Janine), p. 672
 SANTINI (André), p. 673
 SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle), p. 676
 SAUBERT (Alain), p. 677
 SAUGEY (Bernard), p. 677
 SCHILLINGER (Patricia), p. 681
 SCHURCH (Mireille), p. 683
 SÉGUIN (Philippe), p. 687
 SERGENT (Michel), p. 687
 SIDO (Bruno), p. 689
 SIGNÉ (René-Pierre), p. 696
 SITTLER (Esther), p. 698
 SOULAGE (Daniel), p. 699
 SUEUR (Jean-Pierre), p. 700
 SUTOUR (Simon), p. 706
 TASCA (Catherine), p. 708
 TERRADE (Odette), p. 711
 TESTON (Michel), p. 716
 TEULADE (René), p. 721
 THIOILLIÈRE (Michel), p. 723
 TODESCHINI (Jean-Marc), p. 727
 TRILLARD (André), p. 728
 TROENDLE (Catherine), p. 730
 TROPEANO (Robert), p. 731
 TRUCY (François), p. 732
 TUHEIAVA (Richard), p. 733
 TÜRK (Alex), p. 734
 VALL (Raymond), p. 735
 VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p. 736
 VANTOMME (André), p. 737
 VASSELLE (Alain), p. 738
 VENDASI (François), p. 746
 VERA (Bernard), p. 747
 VESTRI (René), p. 751
 VIAL (Jean-Pierre), p. 752
 DE VIGUERIE (Paul), p. 753
 VILLIERS (André), p. 753
 VIRAPOULLÉ (Jean-Paul), p. 754
 VOGUET (Jean-François), p. 755
 VOYNET (Dominique), p. 758
 WAUQUIEZ (Laurent), p. 760
 WOERTH (Éric), p. 762
 YADE (Rama), p. 772
 YUNG (Richard), p. 772
 ZOCCHETTO (François), p. 775